

129-1000
Ministère du Commerce

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DE L'INDUSTRIE (BUREAU DE L'INDUSTRIE)

BULLETIN *Le Chef du Cabinet*

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

HUITIÈME ANNÉE

1900

NUMÉROS 1 ET 2



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC

SOMMAIRE DES NUMÉROS 1 ET 2.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
DÉCRET DU 17 MAI 1851 modifié par les décrets des 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899 qui apporte des exceptions à l'article 1 ^{er} de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines.	1
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 9 DÉCEMBRE 1899 relative à la rédaction du rapport annuel.....	2
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 19 JANVIER 1900 concernant les relations du service de l'inspection du travail avec les bourses du travail, syndicats professionnels et unions de syndicats.....	4
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 19 JANVIER 1900 aux secrétaires des syndicats professionnels et des bourses du travail concernant les relations de ces groupements corporatifs avec le service de l'inspection du travail.....	6
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 JANVIER 1900 relative à la modification du décret du 17 mai 1851 apportant des exceptions à l'article 1 ^{er} de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des adultes dans les manufactures et usines.....	7
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 JANVIER 1900 adressée aux préfets sur le même objet.....	8
LETRE MINISTÉRIELLE DU 14 OCTOBRE 1899 relative aux droits des inspecteurs comme membres des commissions départementales.....	9
LETRE MINISTÉRIELLE DU 25 OCTOBRE 1899 relative à l'observation dans les teintureries des prescriptions du décret du 10 mars 1894.....	9
LETRE MINISTÉRIELLE DU 7 NOVEMBRE 1899 relative au classement des fabriques de faux parmi les usines à feu continu.....	11
LETRE MINISTÉRIELLE DU 21 NOVEMBRE 1899 relative à l'emploi des femmes et des enfants dans les ateliers où se fait l'application des enduits de caoutchouc.	12
LETRE MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1899 concernant l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les orphelinats, ouvroirs et établissements de bien-faisance.....	12
LETRE MINISTÉRIELLE DU 4 DÉCEMBRE 1899 relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les orphelinats, ouvroirs et établissements de bien-faisance:.....	14
DÉCISION DU 29 DÉCEMBRE 1899 portant que la loi du 2 novembre 1892 n'est pas applicable au grainage des vers à soie.....	16
LETRE MINISTÉRIELLE DU 13 JANVIER 1900 concernant les enquêtes à la suite d'accidents.....	16
LETRE MINISTÉRIELLE DU 17 JANVIER 1900 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 dans les théâtres.....	18

(Voir la suite à la 3^e page de la couverture.)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE. — BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

HUITIÈME ANNÉE (1900). — NUMÉROS 1 ET 2.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 17 MAI 1851

modifié par les décrets des 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899, apportant des exceptions à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Vu l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1. — Ne sont pas compris dans la limite de durée du travail fixé par la loi du 9 septembre 1848 les travaux industriels ci-après déterminés :

Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver;

Travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit;

Travaux de décatissage;

(1) Les parties modifiées sont en caractères italiques.

Fabrication et dessiccation de la colle forte;

Chauffage dans les fabriques de savon;

Mouture des grains;

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques, fonte, affinage, étamage, galvanisation de métaux;

Fabrication de projectiles de guerre et *tous travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, sur l'ordre du Gouvernement constatant expressément la nécessité de la dérogation.* (Décrets des 3 avril 1889 et 10 décembre 1899.)

ART. 2. — Sont également exceptés de la disposition de l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 :

1^o Le nettoyage des machines à la fin de la journée;

2^o Les travaux que rendent immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure.

ART. 3. — La durée du travail effectif peut être prolongée au delà de la limite légale :

1^o D'une heure à la fin de la journée de travail, pour le lavage et l'étendage des étoffes dans les teintureries, blanchisseries et dans les fabriques d'indiennes;

2^o De deux heures, dans les fabriques et raffineries de sucre, et dans les fabriques de produits chimiques;

3^o De deux heures, pendant cent vingt jours ouvrables par année, au choix des chefs d'établissements, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffes, d'apprêt d'étoffes et de pressage.

D'une heure par jour pendant soixante jours, du 1^{er} mai au 1^{er} septembre, dans les ateliers de filature de soie. (Décret du 31 janvier 1866.)

ART. 4. — Tout chef d'usine ou de manufacture qui voudra user des exceptions autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3, sera tenu de faire savoir préalablement à l'inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie (Décret du 10 décembre 1899) les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 9 DÉCEMBRE 1899

relative à la rédaction du rapport annuel.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous adresser le cadre d'après lequel devra être établi le rapport sur l'application, en 1899, des lois réglementant le travail dans l'industrie.

Ce cadre est, en grande partie, la reproduction de celui qui a été adopté les années précédentes; il a été établi, en effet, de façon à embrasser, dans leur généralité, tous les faits pouvant se rapporter à l'exécution des lois de

1892-1893. Je l'ai laissé subsister dans ses grandes lignes, afin de permettre aux inspecteurs de signaler, s'il y a lieu, sur chacun des points du programme, les faits ou les incidents qui mériteraient de fixer l'attention. Cette observation suffit à indiquer que les inspecteurs n'ont pas à reproduire dans leur rapport, des observations qui ne seraient que des redites ou des répétitions. Il importe d'autant plus de passer rapidement sur des considérations déjà présentées que la nécessité s'impose, par ailleurs, d'entrer dans quelques développements, afin que les comptes rendus de l'inspection ne laissent dans l'ombre aucune des particularités que comporte l'application de la réglementation du travail. C'est ainsi que les questions sur lesquelles j'ai cru devoir appeler personnellement votre attention devront faire l'objet d'une étude toute particulière.

Vous trouverez ci-joints les modèles des tableaux statistiques qui seront annexés à votre rapport.

Il est un chapitre qui demande à être remanié plus profondément que les autres : c'est celui qui a trait aux accidents, étant donné que, avant et depuis le 1^{er} juillet dernier, la matière a été régie par des législations différentes. Ce chapitre devra comprendre deux parties bien distinctes.

Dans la première, qui n'aura qu'un intérêt rétrospectif, il ne sera question que des accidents déclarés avant la date sus-indiquée, dans les conditions déterminées par l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et par l'article 11 de la loi du 12 juin 1893.

La seconde partie englobera tous les accidents déclarés depuis le 1^{er} juillet conformément aux prescriptions de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers peuvent être victimes dans leur travail. Mais vous devrez indiquer séparément, par groupes d'industries, d'une part, les accidents survenus dans des établissements réglementés par les lois de 1892-1893 (y compris, comme précédemment, ceux qui ont été déclarés dans les ateliers de construction de chemin de fer) et, d'autre part, ceux qui se sont produits dans des industries non assujetties aux lois sur le travail et visées par la loi du 9 avril 1898 seulement, notamment l'industrie des transports.

Je vous ai signalé l'intérêt qui s'attache à ce que cette statistique des accidents du travail soit établie d'une façon régulière; je ne me dissimule pas le travail qui en résultera pour le service de l'inspection; je n'ai pas hésité à faire appel à sa collaboration, parce que je sais que je puis compter sur son dévouement aux intérêts qui lui sont confiés.

Je vous prie de veiller, avec le plus grand soin, à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés. Je crois devoir vous faire la même recommandation, en ce qui touche les tableaux comparatifs qui, pour une même année, donnent les mêmes indications, sous des aspects divers; ils doivent être entre eux en parfaite corrélation, de même qu'ils doivent reproduire, s'il y a lieu, très exactement les résultats constatés au rapport publié l'année précédente.

Vous devrez, suivant l'usage, me faire parvenir ces différents états dès qu'ils seront établis, et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble. J'ajoute que cette année, *les tableaux sta-*

tistiques des accidents devront être établis avant tous les autres, et m'être transmis séparément aussitôt qu'ils auront été dressés.

Quant au rapport, il devra me parvenir, écrit sur le recto des feuilles seulement, le 1^{er} mars au plus tard.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous adresse un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 19 JANVIER 1900

concernant les relations du service de l'inspection du travail avec les bourses du travail, syndicats professionnels et unions de syndicats.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, des réponses qui ont été faites par les inspecteurs du travail au questionnaire joint à ma circulaire du 28 novembre 1899, il ressort que, jusqu'à ce jour, le service de l'inspection a été presque complètement privé du concours des travailleurs. L'ouvrier ne se rend pour ainsi dire jamais chez l'inspecteur; il lui écrit rarement. A l'atelier, pendant la visite, il ne lui adresse presque jamais la parole de lui-même; quand il est interrogé, il répond souvent d'une manière évasive; et il arrive fréquemment d'ailleurs que l'inspecteur ne l'interroge pas, dans la crainte des suites que ce dialogue pourrait avoir pour l'ouvrier.

Cependant, si la découverte des infractions à la loi ne doit pas être abandonnée, pour la plus large part, au hasard de rencontres heureuses; si elle doit être le résultat d'une préparation méthodique et sûre, ce ne peut être que grâce à l'aide des travailleurs, qui sont à toute heure les témoins de ces infractions. Le service de l'inspection ne peut être en mesure d'assurer pleinement l'application des lois sur le travail que par la collaboration des travailleurs pour qui elles ont été faites.

On obtiendra cette collaboration en s'adressant aux syndicats professionnels d'ouvriers. Ce que l'inspecteur n'aurait pu que difficilement apprendre, à l'atelier, du travailleur isolé, il l'apprendra sans peine au siège du syndicat, de la bouche du secrétaire, instruit par les ouvriers de sa corporation, des abus qui se seront passés sous leurs yeux.

Il importe donc que des relations suivies s'établissent entre les représentants des syndicats, auxquels les ouvriers ont confié la défense de leurs intérêts, et les inspecteurs, à qui l'État a confié la mission de faire respecter les lois de protection ouvrière.

Dans les circonstances trop rares où des inspecteurs ont reçu la visite de secrétaires de syndicats ou de bourses du travail, ils ont été frappés de l'importance du concours qu'ils pouvaient attendre d'eux; par la suite, à diverses reprises, ils ont eu recours d'eux-mêmes à ces bourses et à ces syndicats. Il

s'agit maintenant de généraliser et d'organiser une façon de procéder dont l'initiative de quelques-uns a montré le prix. Je ne doute pas que les groupements corporatifs auxquels j'ai cru devoir signaler aussi les avantages de cette collaboration ne prennent, de leur côté, les dispositions les mieux appropriées pour permettre aux inspecteurs d'être informés le plus sûrement et le plus vite possible, de tous les faits réprimables dont ils viendront à être instruits.

Les organes qui paraissent le mieux à même d'assurer la centralisation des renseignements sont les bourses du travail et les unions locales de syndicats.

Chaque inspecteur devra d'abord entrer en relations, oralement ou par lettre, avec les secrétaires des bourses du travail et des unions locales de sa section; il leur donnera son adresse et les priera de lui signaler toutes les infractions aux lois protectrices du travail qu'ils pourraient connaître. Il s'adressera ensuite aux secrétaires des syndicats ne faisant pas partie d'unions locales ou de bourses du travail.

Au fur et à mesure de la création de nouvelles organisations de travailleurs, organisations dont l'apparition lui sera signalée par le *Bulletin de l'office du travail*, il s'efforcera d'entrer en relations avec elles.

L'inspecteur avisera, oralement ou par lettre, dans un délai de quinze jours, les secrétaires des bourses du travail, unions locales ou syndicats, du résultat des visites faites d'après leurs indications. Lorsqu'il ne lui sera pas possible de procéder, dans un délai d'un mois, à la visite d'un établissement signalé, il informera, dans ce délai, de cette impossibilité momentanée le secrétaire qui lui aura écrit, l'invitant d'ailleurs à lui communiquer, le cas échéant, de nouveaux renseignements propres à élargir le terrain de ses investigations, et à orienter plus complètement ses recherches.

Chaque année, dans votre rapport général, vous voudrez bien, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, faire connaître, pour chaque inspecteur de votre circonscription, non seulement le nombre total de visites effectuées par lui, mais le nombre des visites provoquées par une plainte orale ou écrite de quelque nature que ce soit, et plus particulièrement encore le nombre de visites fait à la suite de communications orales ou écrites émanant de groupements ouvriers, enfin le nombre de ces groupements avec lesquels il se sera trouvé en relations pendant l'année.

Je vous prierai, cette année, de m'adresser, pour le 15 avril, des rapports de tous les inspecteurs de votre circonscription faisant connaître : 1° les groupements ouvriers de leur section auxquels ils se seront adressés; 2° ceux qui auront répondu à leur appel et leur auront fait des communications; 3° les résultats obtenus pendant cette période par cette voie.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 19 JANVIER 1900

*aux secrétaires des syndicats professionnels et des bourses du travail
concernant les relations de ces groupements corporatifs avec le service de l'inspection du travail.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE, des secrétaires de syndicats et de bourses du travail se sont, à plusieurs reprises, adressés aux inspecteurs du travail pour leur signaler diverses infractions aux lois qu'ils sont chargés de faire appliquer : loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels; loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs; décret-loi du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et dans les usines. Les relations qui se sont nouées, en ces trop rares circonstances, entre les représentants d'organisations corporatives et les agents de l'Etat ont suffi à montrer tout le fruit que l'on pourrait attendre de cette collaboration si, au lieu de se produire d'une manière intermittente et dans quelques cas isolés, elle était généralisée et organisée.

Vous estimerez, je pense, comme moi, que le service de l'inspection ne peut assurer pleinement l'application des lois de protection ouvrière qu'avec le concours des ouvriers, et que ce concours ne peut lui être assuré tout entier que par l'intermédiaire des groupements corporatifs. Les organisations auxquelles vous appartenez jugeront à propos, je n'en doute pas, de prendre les mesures les plus propres à atteindre ce but. Vous pouvez être assuré que, de leur côté, les inspecteurs du travail feront tous leurs efforts pour qu'entre eux et les organisations corporatives, bourses du travail, syndicats, s'établissent des relations suivies.

C'est avec confiance que je m'adresse à l'esprit d'initiative et à la vigilance des syndicats professionnels en les conviant à accorder leur concours au service de l'inspection. J'attends les plus heureux résultats de leur activité éclairée et du dévouement de leurs membres à l'intérêt général des travailleurs.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 JANVIER 1900

relative à la modification du décret du 17 mai 1851, apportant des exceptions à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des ouvriers adultes dans les manufactures et usines.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous adresser le texte d'un décret, en date du 10 décembre 1899 (1), qui a apporté deux modifications au règlement d'administration publique du 17 mai 1851, déjà modifié en 1866 et en 1889, et qui détermine les travaux industriels non soumis à la limite de la durée du travail, fixée par la loi du 9 septembre 1848.

Un décret du 3 avril 1889 avait rangé au nombre de ces travaux ceux qui sont exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales. En vertu des nouvelles dispositions qui viennent d'être adoptées, la nécessité de la dérogation devra être constatée expressément par le Ministre, qui aura donné l'ordre d'exécuter les travaux. Il est ainsi fait application aux adultes du régime adopté, en exécution du décret du 1^{er} juillet 1899, pour le personnel protégé par la loi de 1892. J'ai considéré que si un industriel, pour prolonger la durée du travail des enfants et des femmes, qu'il emploie à des travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement, dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, doit produire une pièce émanant du Ministre compétent et justifiant de la nécessité de la dérogation, la même justification s'impose quand il s'agit de faire travailler des adultes hommes plus de douze heures par jour. En conséquence, les inspecteurs du travail ne devront pas se borner à exiger des industriels, qui veulent bénéficier de l'exception inscrite dans le décret de 1889, qu'ils justifient que les objets fabriqués sont bien ceux qui ont été commandés par le Gouvernement, et que, d'autre part, les ouvriers, qu'ils emploient pendant plus de douze heures par jour dans ce but, ne sont occupés, à aucun moment de la journée, à la fabrication d'autres objets; les intéressés devront produire, en outre, avec les marchés passés par eux avec les départements de la guerre et de la marine ou les lettres de commande, une attestation de ces Administrations constatant la nécessité de faire des heures supplémentaires.

L'expérience a démontré la nécessité d'introduire dans le décret de 1851 une seconde modification. Ce décret, promulgué à une époque où le service de l'inspection du travail n'existait pas encore, porte (art. 4) que tout chef d'usine ou de manufacture, qui voudra user des exceptions autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3, sera tenu de faire savoir préalablement au préfet, par l'intermédiaire du maire, les jours pendant lesquels il se propose de don-

(1) Voir le texte du décret, page 1.

ner au travail une durée exceptionnelle. Dans la pratique, cette notification n'est pas toujours faite aux préfets et, malgré les recommandations adressées à ces administrateurs par la circulaire du 3 décembre 1884, n'arrive que très rarement à la connaissance de l'inspecteur, d'où impossibilité de veiller à l'application de la loi.

Pour couper court à ces inconvénients, le décret du 10 décembre 1899 a décidé que les avis dont il s'agit seraient adressés, dorénavant, non plus aux préfets, mais aux inspecteurs du travail, qui devront mettre les industriels intéressés au courant de leurs nouvelles obligations.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire et de m'informer des mesures que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 JANVIER 1900

relative à la modification du décret du 17 mai 1851.

MONSIEUR LE PRÉFET, j'ai l'honneur de vous adresser le texte d'un décret, en date du 10 décembre 1899, qui a apporté deux modifications au règlement d'administration publique du 17 mai 1851, déjà modifié en 1866 et en 1889, et qui détermine les travaux industriels non soumis à la limite de la durée du travail, fixée par la loi du 9 septembre 1848.

L'une de ces modifications vous intéresse plus particulièrement. En effet, le décret du 17 mai 1851, promulgué à une époque où le service de l'inspection n'existait pas, portait (art. 4) que tout chef d'usine ou de manufacture, qui voudrait user des exceptions autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3 dudit décret, devrait faire savoir préalablement au préfet, par l'intermédiaire du maire, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle.

Après la promulgation de la loi du 16 février 1883 qui, dans le but d'assurer une exécution plus efficace des dispositions législatives limitant la durée du travail des adultes, en avait confié la surveillance aux inspecteurs du travail, il avait paru indispensable que ces fonctionnaires fussent avisés désormais des déclarations faites en exécution de l'article 4 précité, et MM. les préfets avaient été invités, le 3 décembre 1884, à donner communication des avis qu'ils recevaient aux inspecteurs du travail, afin de leur permettre d'exercer leur contrôle.

Dans la pratique, cette notification, qui ne vous était pas toujours faite, n'arrivait que très rarement à la connaissance des inspecteurs du travail, d'où l'impossibilité pour eux de veiller à l'application de la loi.

Pour couper court à ces inconvénients, et unifier sur ce point la réglementation du travail, le décret du 10 décembre 1899 a décidé que les avis dont il s'agit seraient adressés désormais aux inspecteurs du travail et non plus

aux préfets, qui se trouveront ainsi déchargés d'une attribution purement théorique, et qui n'était pour eux d'aucune utilité.

Je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour que le décret ci-joint soit porté à la connaissance des industriels intéressés et de m'accuser réception de la présente circulaire.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 OCTOBRE 1899

*relative aux droits
des inspecteurs comme membres des commissions départementales.*

MONSIEUR LE PRÉFET, il résulte du procès-verbal de la séance d'une des commissions départementales du travail, instituée en vertu de l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892, que le président a invité les inspecteurs à ne pas prendre part aux votes.

Il ne peut y avoir là qu'un malentendu. Les inspecteurs du travail, qui sont membres de droit de la commission, y ont voix délibérative comme tous les autres membres. Il pourra se présenter telle circonstance où il sera préférable que les inspecteurs personnellement intéressés dans la question en discussion ne prennent pas part au vote, et on peut avoir l'assurance qu'ils sauront s'abstenir quand il le faudra; mais il y a lieu de s'en remettre à eux du soin d'apprécier l'attitude qu'il convient d'observer, en pareille occurrence, sans qu'on ait à leur tracer de ligne de conduite à cet égard. Je ne doute pas que le président de la commission ne reconnaisse la justesse de cette observation.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 OCTOBRE 1899

*relative à l'observation, dans les teintureries, des prescriptions
du décret du 10 mars 1894.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué les résultats de l'enquête qui a été ouverte touchant les conditions défectueuses dans lesquelles se trouveraient, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, les teintureries de velours de coton de votre circonscription.

Il ne ressort pas de cette enquête que la situation soit aussi satisfaisante que vous l'indiquez. Il résulte, en effet, du rapport de l'inspecteur départemental, que les bacs de teinture employés dans ces établissements dégagent d'abondantes vapeurs d'acide sulfhydrique, qui occasionnent chez les

ouvriers des troubles sérieux, tels que : maux de tête, sensation de constriction épigastrique, état nauséeux pouvant aller jusqu'au vomissement. L'inspecteur départemental reconnaît que ce qui pouvait n'être autrefois qu'un travail inconfortable, peut, en raison du titre élevé des solutions employées, devenir un travail insalubre par l'action des vapeurs sulfureuses sur les muqueuses respiratoires. Il estime que pour remédier à cet état de choses il serait nécessaire qu'à chaque bac correspondît une hotte close de tous côtés sauf du côté de l'ouvrier; que l'emplacement des bacs fût séparé par une cloison des salles ordinaires, et que le dessus des cuves fût recouvert et fermé.

Il paraîtrait d'ailleurs que les indispositions auxquelles est sujet le personnel des teintureries seraient plus fréquentes dans les ateliers dont le sol, formé de planches légèrement disjointes pour l'écoulement des eaux résiduaires, laisserait passer les déchets de la teinturerie qui s'accumuleraient au-dessous du plancher. Il y aurait donc lieu d'appliquer les dispositions réglementaires qui prescrivent de tenir les emplacements affectés au travail dans un constant état de propreté, d'enlever au fur et à mesure les résidus putrescibles et au besoin de niveler le sol, ce qui éviterait la formation de flaques d'eau dans les endroits où les ouvriers doivent séjourner ou circuler. On essaierait par là, d'obvier aux accidents rhumatismaux qui atteignent l'ouvrier teinturier comme tous ceux appelés à travailler dans des milieux humides.

Ces mesures, qui ont toutes un caractère obligatoire, ne paraissent pas pouvoir être différées. Il importe donc de mettre les teintureries de votre circonscription en demeure de s'y conformer, le délai dans lequel les différents travaux devront être successivement exécutés pouvant seul varier suivant le degré d'urgence que chacun d'eux présentera, eu égard à la situation de chaque établissement.

Ceci fait, il y a d'autres améliorations, dont l'adoption s'imposera dans les ateliers annexes des teintureries.

Dans les salles de broserie mécanique, de l'aveu même du directeur d'un des établissements les mieux organisés, on pourrait accentuer l'aération générale des salles de travail par quelques ventilateurs disposés de telle sorte que l'envolement des débris cotonneux se fit dans une direction opposée à la place qu'occupent les enfants employés à ce genre d'opération.

Dans les salles de grillage, l'inspecteur reconnaît la nécessité d'assurer l'application intégrale du décret de 1894 afin d'éviter l'absorption de débris brûlés et de vapeurs irritants pour les bronches.

Dans les ateliers de gommage, on pourrait assurer l'évacuation des poussières au moyen d'un système qui fonctionne dans un des principaux établissements de la région et qui consiste dans un appareil à cylindres superposés actionné par un ventilateur.

Quant à l'opération du duvetage, on ne saurait arguer pour ne pas appliquer l'article 6 du décret de 1894, qu'elle n'est pas confiée à des enfants, puisque les prescriptions de ce décret ont été édictées en faveur de tous les travailleurs sans distinction.

Je n'aperçois pas non plus de raison valable de ne pas assurer l'observation de l'article 11 du décret du 13 mai 1893 qui détermine les charges maxima

que peuvent porter les enfants au-dessous de 18 ans. J'ajoute que je serais tout disposé à examiner si, comme vous l'indiquez, il ne serait pas possible d'interdire de faire porter aux adultes des fardeaux dont le poids détermine chez eux de graves infirmités.

A côté des dispositions ci-dessus rappelées et qui ont un caractère impératif, il est d'autres mesures que le service de l'inspection ne pourra recommander qu'à titre d'avis ou de conseils :

Distribution de lait pour éviter l'intolérance de l'estomac;

Changement de postes des ouvriers si les malaises qu'ils éprouvent tiennent à des besoins plus spéciales et notamment au travail des bacs de teintures;

Enfin, invitation, faite par affiches, aux ouvriers d'avoir à prendre toutes les précautions de propreté et d'hygiène de nature à prévenir les dangers et les inconvénients qui viennent d'être signalés.

Telles sont, M. l'Inspecteur divisionnaire, les instructions qu'il m'a paru utile de vous donner pour remédier à la situation défectueuse dans laquelle se trouvent, notamment, les teintureries de velours de coton. La loi et les règlements d'administration publique pris pour en assurer l'exécution renferment des dispositions auxquelles personne n'a le droit de se soustraire; vous avez donc le devoir de veiller à leur application.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 7 NOVEMBRE 1899
*rejetant une demande de classement des fabriques de faux
parmi les usines à feu continu (1).*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis, à nouveau, au comité consultatif des arts et manufactures, la question de savoir s'il était possible de classer les fabriques de faux parmi les usines à feu continu et de les autoriser, par suite, à employer la nuit des enfants de moins de 18 ans.

Le comité a constaté que, dans les pétitions qui lui étaient soumises, les intéressés n'avaient produit aucun argument nouveau qui fût de nature à le faire revenir sur ses précédents avis, tous défavorables à la proposition dont il s'agit. Il a rappelé que c'est la loi elle-même qui, dans l'intérêt des jeunes travailleurs, a prescrit qu'ils ne pourraient pas toujours prendre part aux besoins imposées à leurs aînés; — qu'on ne saurait aller au delà des exceptions que des nécessités impérieuses l'ont obligée à accorder; — que les fabriques de faux, tôles, pelles, versoires en tôle d'acier, marteaux et outils d'agriculture ne sauraient, dès lors, bénéficier, au point de vue du travail de nuit, de l'exception qui a été octroyée aux usines à feu continu, dont elles ne présentent pas les caractères. Je ne puis que porter à votre connaissance cet avis du comité que j'adopte.

(1) Voir *Bulletins* 1897, page 168, et 1898, page 487.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 21 NOVEMBRE 1899

*relative à l'emploi des femmes et des enfants
dans les ateliers où se fait l'application des enduits de caoutchouc.*

(DÉCRET DU 13 MARS 1893. — TABLEAU C.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une réclamation à la suite d'une mise en demeure qui a été signifiée à un industriel d'avoir à n'occuper que des hommes au collage des bandes sur les étoffes ou vêtements de caoutchouc à l'aide d'une dissolution du même produit et de benzine. L'inspection du travail s'était basée, pour prescrire cette mesure, sur le décret du 13 mai 1893 (tableau C), qui interdit d'employer des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes dans les ateliers où se fait l'application des enduits de caoutchouc, en raison des vapeurs nuisibles de sulfure de carbone et de benzine qui s'en dégagent.

Mon attention a été appelée sur ce qu'aurait d'excessif l'interprétation donnée à la définition du décret par le service de l'inspection, étant donné que la dissolution dont il s'agit, employée par petites quantités, ne dégage pas de vapeurs, qu'elle ne s'emploie qu'à froid, et qu'elle ne saurait être dès lors visée par le texte précité.

Après avoir constaté que la mise en demeure faite était surtout motivée par l'insuffisance du cube d'air des ateliers et le défaut de ventilation, le comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai soumis cette affaire, a fait remarquer qu'il s'agit moins dans l'espèce d'une question de principe que d'une question de fait, et qu'il ne semble pas que l'interdiction portée au tableau C s'applique au collage des bandes sur les étoffes ou vêtements de caoutchouc. Elle ne vise, suivant lui, que la préparation même de ces étoffes et vêtements. Que si, au cours du travail qui n'est jamais absolument continu dans les ateliers qui nous occupent, quelques odeurs ou vapeurs de benzine se dégagent, le comité estime qu'il suffit d'aérer l'atelier pour faire disparaître cet inconvénient et de prescrire, en conséquence, l'observation des articles 5 et 6, § 2, du décret du 10 mars 1894.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1899

*concernant l'application de la loi du 2 novembre 1892
dans les orphelinats, ouvriers et établissements de bienfaisance.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, en réponse à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, je crois devoir vous faire observer que

l'article 10 de la loi de 1892 relatif au livret individuel et au registre d'inscription est conçu en termes généraux, et qu'à défaut de clause contraire, il s'applique indistinctement à tous les établissements visés à l'article 1^{er}, qu'il s'agisse d'ateliers proprement dits ou d'ateliers de charité à personnel interne ou externe.

L'article 1^{er} portant que le travail des enfants, des filles mineures et des femmes est soumis aux obligations de la loi, même dans les établissements religieux qui ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, il n'est pas douteux que la maison que vous m'avez signalée soit tenue de se conformer audit article 10. J'ajoute qu'il est indispensable qu'il en soit ainsi, car le livret délivré par le maire à un enfant de 13 ans révolus a pour objet d'attester, et rien ne saurait remplacer cette attestation, qu'il peut travailler dix heures par jour à la différence de l'enfant au-dessous de cet âge qui ne peut recevoir l'enseignement professionnel que pendant trois heures seulement. A défaut de cette pièce constatant l'identité de l'enfant, l'Inspection du travail serait obligée de s'en remettre à la sincérité des déclarations qui lui seraient faites; c'est ce que le législateur n'a pas voulu.

Ce que je viens de dire du livret s'applique à l'obligation du registre dont la tenue est impérativement prescrite et sur lequel doivent être mentionnées toutes les indications insérées à l'article 10. C'est par le registre, qui doit toujours être tenu à jour, que l'inspecteur peut se rendre compte, d'un coup d'œil, de l'importance de l'effectif du personnel protégé par la loi, au moment même de la visite de contrôle.

Il ne faut, d'ailleurs, pas confondre l'article 10 avec l'article 11, § 5, relatif à l'envoi trimestriel d'un état nominatif des enfants de tous âges. Ce sont là deux dispositions distinctes, inscrites dans des articles différents, qui se complètent au lieu de se suppléer l'une l'autre.

C'est à la suite d'abus retentissants qui se sont passés dans certains établissements de bienfaisance que le Parlement a voulu renforcer le contrôle; cela résulte de la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés dans la séance du 8 juillet 1890. Il en ressort nettement que si le législateur a voulu augmenter la garantie à prendre à l'égard de ces institutions, il n'est pas entré dans sa pensée de les soustraire à l'observation de la règle commune.

L'absence de registre ou de livrets devra donc faire l'objet de procès-verbaux de contraventions, au même titre que le défaut d'envoi régulier de l'état trimestriel du personnel, signé du directeur ou de la directrice de l'établissement.

Quant aux tableaux de l'emploi du temps et des conditions du travail, ils ne sont que le complément de l'affichage de la loi et du règlement. Plus encore que la loi, ils font connaître aux enfants et aux femmes l'étendue de leurs droits et de leurs obligations, le degré de protection sur laquelle ils peuvent compter. J'ajoute que c'est un élément indispensable de contrôle, puisqu'il peut seul permettre à l'inspecteur qui rencontre des enfants dans une salle du travail, de se rendre compte s'ils ne sont pas occupés pendant les heures de repos ou au delà du temps réglementaire.

Je vous prie, d'ailleurs, de remarquer que ledit article 11 renferme deux

dispositions qui ont chacune leur raison d'être et qu'il ne faut pas confondre.

Le paragraphe 4 s'applique indistinctement à toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant d'établissements laïques ou religieux. Mais, si on y rencontre des enfants de plus de 13 ans, des filles mineures ou des femmes, ces salles de travail deviennent par là même de véritables ateliers qui sont soumis, en outre, à la règle générale du paragraphe 2, tant au point de vue de l'affichage que de l'envoi du tableau du temps à l'inspecteur du travail.

Il est d'ailleurs bien entendu que vous auriez le devoir de relever, suivant la règle inscrite à l'article 26 de la loi, autant de contraventions qu'il y aurait d'enfants, dans les établissements qui ne se seraient pas conformés à l'une quelconque de ces prescriptions réglementaires, dont l'observation s'impose sans distinction.

Vous devriez dresser procès-verbal, non seulement dans le cas où vous constateriez que les enfants de moins de 13 ans sont occupés manuellement plus de trois heures par jour, mais encore s'il était établi que le travail auquel ils sont employés n'a pas exclusivement le caractère d'un enseignement professionnel, et notamment que les objets confectionnés par les enfants sont destinés à être vendus. Il n'est pas admissible que des enfants, qui ne pourraient pas être admis dans un atelier ordinaire avant l'âge de 13 ans révolus, soient tenus de fournir, dans des établissements de bienfaisance, sous prétexte d'enseignement professionnel, un véritable travail industriel dirigé en vue d'un bénéfice à réaliser et réglé dans un but de spéculation.

En ce qui concerne les enfants qui ont atteint l'âge de 13 ans, vous devez veiller d'une façon toute particulière à ce que les conditions du travail soient réglées conformément aux articles 3, 4 et 5 de la loi, sans jamais excéder la durée réglementaire.

Il est du reste bien entendu que vous devez faire appliquer dans les établissements dont il s'agit, la section V de la loi de 1892, et veiller à ce qu'ils présentent toutes les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la santé du personnel.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que, dans le cas où on refuserait à un inspecteur l'entrée d'un des établissements dont il s'agit, vous ne devriez pas hésiter à verbaliser par application de l'article 29 de la loi de 1892.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 4 DÉCEMBRE 1899

*relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892
dans les orphelinats, ouvriers et établissements de bienfaisance.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe une note qui m'a été remise sur quelques anciennes pensionnaires

d'un établissement de bienfaisance de votre circonscription. Bien que les faits dont il s'agit dans cette note remontent à quelques années et concernent des personnes qui n'étaient pas protégées par la loi du 19 mai 1874 alors en vigueur, ils n'en confirment pas moins les allégations qui ont été produites contre cet établissement, sur lequel vous avez le devoir d'exercer une surveillance constante.

Je vous prie de faire procéder le plus tôt possible à une contre-visite de la maison dont il s'agit par un inspecteur autre que celui qui est chargé habituellement d'y exercer le contrôle.

Contrairement à un usage qui ne saurait se justifier, ce fonctionnaire devra interroger les enfants, autant que possible, hors la présence des religieuses, pour s'enquérir si celles qui n'ont pas 13 ans révolus ne travailleraient pas plus de trois heures par jour, ce qu'un peu d'expérience et notamment l'examen des doigts de l'enfant, plus ou moins piqués par l'aiguille, doit permettre de reconnaître.

D'après mes renseignements, la maison en question s'est fait une spécialité de lingerie (chemises d'hommes, chemises de femmes, mouchoirs, draps, taies d'oreillers). Si l'inspecteur constatait que des enfants de moins de 13 ans sont occupées à ce genre de travail, il devrait dresser procès-verbal.

Son enquête, au cours de laquelle il s'informerait de l'heure à laquelle commence et finit le travail, des heures de repos, de la tâche de chaque ouvrière de plus de 13 ans, lui permettra de se rendre compte si le personnel n'est pas assujéti à un travail excédant les dix heures réglementaires.

Il résulte d'informations qui m'ont été adressées, que le travail commencerait parfois à 5 heures du matin pour ne finir qu'à 7 heures du soir avec une heure et demie de repos. On demanderait même à certaines ouvrières de sacrifier pendant plusieurs mois de l'année une partie de leurs récréations sous prétexte que le travail est urgent. Il en est d'autres qui, aux approches des fêtes, pour parer la chapelle, l'autel, etc., travailleraient au dortoir dès 2 heures du matin.

C'est sur cette question du travail que j'appelle votre attention parce que c'est celle qui est du domaine exclusif de l'inspection; mais il va de soi que vous aurez le devoir de m'indiquer les faits qui vous paraîtraient de nature à être signalés à M. le Ministre de l'Intérieur, de qui relèvent les établissements charitables, ou à M. le Ministre de l'Instruction publique, chargé de la surveillance des maisons d'éducation.

Je désire recevoir le rapport de l'inspecteur enquêteur dans le plus bref délai possible, avec la réponse au questionnaire récemment communiqué, indiquant les contraventions qui ont été relevées.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 29 DÉCEMBRE 1899

*portant que la loi du 29 novembre 1892
n'est pas applicable au grainage des vers à soie.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un certain nombre de sériciculteurs m'avaient adressé une demande à l'effet d'obtenir que le grainage des vers à soie ne fût pas assujéti à la loi du 2 novembre 1892.

Le Comité consultatif des arts et manufactures et la Commission supérieure du travail, à qui j'ai soumis cette demande, ont émis l'avis que l'opération dite « grainage des vers à soie », qui consiste à trier les papillons dès leur éclosion, afin de faire les sélections et les croisements nécessaires, ne constitue pas un travail industriel; et que, par conséquent, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes ne lui est pas applicable.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 JANVIER 1900

concernant les enquêtes à la suite d'accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez appelé mon attention sur la charge de plus en plus lourde qui incombe aux inspecteurs du travail, par suite des enquêtes et rapports auxquels donnent lieu les déclarations d'accidents dont avis est donné au service, en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Vous exposez que, bien que les instructions du 19 décembre 1892 prescrivent une enquête et un rapport général pour chaque accident, vous avez dû vous borner à enquêter, d'abord sur ceux qui ont eu ou qui paraissaient devoir entraîner des conséquences graves ou qui semblaient avoir été occasionnés par l'inobservation des prescriptions légales ou réglementaires et sur ceux pour lesquels les parquets ou les victimes demandaient les constatations de l'inspection. Durant l'année dernière, vous vous seriez même borné à informer seulement à la demande des parquets et des victimes. Cette dernière tâche absorbant en grande partie le temps des inspecteurs, vous désiriez savoir si vous pourriez les en dispenser.

Permettez-moi de vous faire remarquer que les instructions de 1892, auxquelles vous vous référez, ont été modifiées par la suite et que la circulaire du 25 avril 1893⁽¹⁾ indiquait très nettement qu'on ne peut demander aux inspecteurs d'enquêter sur tous les accidents, que cette besogne absorberait la majeure partie de leur temps, sans profit appréciable pour l'application de la loi,

(1) Voir *Bulletin* 1893, page 71.

et qu'il y avait lieu de limiter les informations aux accidents graves et à ceux qui semblent être survenus par suite d'une contravention à la loi.

La mise à exécution de la loi du 9 avril 1898 n'a pas modifié cet état de choses; la Commission supérieure du travail a même émis le vœu que la participation de l'inspection à l'application de la loi nouvelle, ne la détournât pas de sa mission, qui est d'assurer l'exécution des lois de 1892 et 1893 (1).

Enfin, la circulaire du 13 juillet 1899 (2) s'exprime ainsi :

« Les enquêtes auxquelles le service croirait devoir procéder, dans le cas seulement où elles seraient nécessaires pour établir la responsabilité pénale des contrevenants, devront donc porter exclusivement sur la question de savoir s'il y a eu, ou non, infractions aux lois sur le travail, le service de l'inspection ne devant intervenir, sous aucun prétexte, dans les enquêtes qui pourront être ouvertes en exécution des articles 12 et 13 de la loi du 9 avril 1898. »

Le rôle de l'inspecteur est donc bien délimité. En allant au delà de ces instructions, en procédant à des enquêtes soit à la demande des parquets, soit à la demande des victimes (et ils ne pourraient, dans ce cas, se refuser à en agir de même à la requête des industriels eux-mêmes, s'ils en étaient requis), les inspecteurs du travail se trouveraient détournés de leur mission, et conduits à sortir de leurs attributions, qui consistent à rechercher les contraventions aux lois sur le travail qu'un accident vient à mettre en lumière, et non les responsabilités civiles qui peuvent en être la conséquence, et qu'ils ne doivent jamais examiner dans leurs procès-verbaux ou rapports. Les rapports des inspecteurs ne doivent, en effet, servir ni de base, ni même d'indication dans une action de cette nature; c'est dans ce sens que s'est toujours prononcé mon Département lorsque les parquets lui ont demandé communication de rapports d'inspection, et, s'il n'a pas cru devoir en refuser la communication, il a, dans chaque espèce, fait ses réserves sur la destination qui pourrait y être donnée et sur leur caractère exclusivement administratif.

Quoi qu'il en soit, et en entourant des mêmes réserves les communications que vous seriez amené à faire, je ne crois pas que vous puissiez vous dispenser de faire connaître aux parquets, qui vous en feraient la demande, les constatations qui auraient pu être faites par le service à la suite d'une enquête d'accident; mais si aucune enquête n'a été faite, j'estime que le service ne doit pas en ouvrir une dans le but de permettre au ministère public de rechercher les responsabilités civiles qui peuvent résulter de l'application de l'article 20 de la loi du 20 avril 1898.

La loi du 9 avril 1898 institue, pour les enquêtes d'accidents, au point de vue de la responsabilité civile, une procédure à laquelle ne peuvent prendre part que les fonctionnaires ou magistrats énumérés dans la loi. Les inspecteurs qui n'y sont pas désignés et dont les rapports ne sauraient tenir lieu des rapports d'experts prévus à l'article 13, doivent s'en tenir à l'observation des instructions antérieures, relatives à l'application des lois sur le travail.

(1) Voir *Rapports* 1897, page LI et 1898, page LXIV.

(2) Voir *Bulletin* 1899, page 219.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 17 JANVIER 1900

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 dans les théâtres.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si un accident survenu à un choriste dans un théâtre devait faire l'objet de la déclaration prescrite par la loi du 9 avril 1898.

Sans pouvoir résoudre d'une manière définitive cette question, dont l'appréciation appartient aux tribunaux, j'estime qu'un théâtre, qui ne compte aucun emploi de moteur inanimé ni aucune fabrication de costumes, décors ou accessoires, constitue une entreprise commerciale qui n'est point assujettie à la loi sus-visée.

Si donc, dans l'espèce signalée, le théâtre se trouve remplir ces conditions, il n'apparaît pas qu'il y ait lieu à déclaration, à moins que l'accident ne soit dû à l'inobservation des prescriptions contenues à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 JANVIER 1900

relative à la statistique annuelle des accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, par ma circulaire du 9 décembre, je vous ai demandé de m'adresser les tableaux statistiques du compte rendu annuel de 1899, sans attendre la rédaction définitive de votre rapport et, avant tous les autres, les états des accidents.

Je sais les difficultés que vos collaborateurs ont eu à surmonter pour mener à bien cette partie de leur travail, les correspondances multiples échangées avec les mairies pour faire compléter les avis de déclarations insuffisants, les démarches réitérées faites dans ce but auprès des municipalités et des industriels. Ils ont compris qu'il fallait tout mettre en œuvre pour être en mesure de répondre à ce que l'Administration attend d'eux et la mettre, par là, à même de rendre compte, si limités que soient ses moyens d'action, des premiers résultats obtenus. Je les remercie de leurs efforts qui, je n'en doute pas, seront couronnés de succès.

Si quelques renseignements leur faisaient encore défaut, je vous prierais de les presser de les réunir d'urgence, afin que vos états récapitulatifs puissent me parvenir dans le plus court délai possible, pour compléter ceux que j'ai déjà reçus de quelques-uns de vos collègues.

L'envoi des autres tableaux statistiques devra suivre à très brève échéance, afin qu'on puisse en entreprendre de suite le dépouillement et en tirer les chiffres d'après lesquels seront établis les cartes ou diagrammes du service de l'inspection qui doivent figurer à l'Exposition de 1900.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 FÉVRIER 1900

relative au classement des papeteries dans les usines à feu continu.

M. L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez proposé de supprimer les papeteries de la nomenclature des usines à feu continu qui, aux termes de l'article 4 du décret du 15 juillet 1893, sont autorisées à employer des enfants et des femmes la nuit à certains travaux déterminés.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel la proposition a été soumise, après enquête, ne s'est pas montré favorable à son adoption, par le motif que les papeteries sont bien réellement des usines à feu continu, en raison de la nécessité de maintenir la chaleur dans les cylindres sécheurs, étant données la dépense et les difficultés qu'entraînerait leur remise en marche après refroidissement.

Il a fait observer, d'autre part, que la durée du travail effectif des enfants employés dans ces établissements ne dépasse pas dix heures par jour, que les travaux qui leur sont confiés n'exigent ni effort musculaire, ni tension d'esprit, et que les prescriptions du décret sur les repos s'exécutent d'elles-mêmes, ce genre d'industrie en comprenant de nombreux.

Enfin, le Comité a considéré que la mesure proposée apporterait un trouble sérieux dans l'industrie de la papeterie, les enfants y étant encore employés en nombre fort appréciable; c'est d'ailleurs, a-t-il ajouté, par l'habitude qu'ils acquièrent, soit en voyant travailler l'ouvrier chef de machine et ses sous-ordre, soit en apportant, de temps à autre, leur concours d'apprentis, que les enfants deviennent capables d'être chefs à leur tour et de conduire l'appareil vaste et compliqué qu'est une machine à papier continu. Par tous ces motifs, le comité a exprimé l'avis qu'il n'y a pas lieu de supprimer l'industrie de la papeterie de l'article 4 du décret de 1893.

La Commission supérieure du travail, chargée de veiller à l'application de la loi, s'étant prononcée dans le même sens, je n'ai pu que me rallier à l'opinion de ces deux assemblées.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

PROJET DE LOI

TENDANT À LA MODIFICATION DE LA LOI DU 22 MARS 1841

RELATIVE AU TRAVAIL DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES, USINES ET ATELIERS (1).

CHAMBRE DES PAIRS.

Addition à la séance du lundi 15 février 1847.

Exposé des motifs et projet de loi relatifs au travail des enfants dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers.

M. L. CUNIN-GRIDAINÉ, *Ministre de l'agriculture et du commerce.* — Messieurs, pour la première fois, il y a six ans, notre législation s'est occupée des règles à imposer pour l'emploi des enfants dans les manufactures, mines et ateliers. Inspirée par une pensée de prévoyance et un noble sentiment d'humanité, la loi du 22 mars 1841 (2) a eu pour objet d'empêcher l'abus des forces physiques de l'enfance et d'assurer son développement moral et intellectuel. Le caractère particulier de cette loi en recommandait l'application à toute la sollicitude du Gouvernement.

Pour modifier sans secousses des habitudes anciennement prises et ménager des intérêts sur lesquels reposait l'existence même de la famille, il fallait sans hésiter, devant la répression nécessaire pour assurer l'exécution intelligente de la loi, rendre l'action de l'autorité ferme et bienveillante tout à la fois. Ce but a été atteint par les instructions incessantes du Gouvernement, et si l'on ne peut pas dire que toutes les prescriptions légales soient arrivées partout à un accomplissement absolu et rigoureux, on est du moins heureux de pouvoir constater que des résultats importants ont été acquis et que la haute moralité de la loi universellement appréciée a commencé à en

(1) D'après le compte rendu du *Moniteur officiel*.

(2) Voir année 1898, n° 1, page 64.

La loi du 22 mars 1841 a été abrogée par la loi du 19 mai 1874, qui a été remplacée elle-même par celle du 2 novembre 1892.

faire entrer les dispositions dans l'économie industrielle et dans les mœurs publiques. Mais, comme il était facile de le prévoir, il s'est révélé à l'exécution des inconvénients graves auxquels il importe de remédier, dans l'intérêt même de la réforme qui est le but de la loi du 22 mars 1841.

L'application d'une législation entièrement nouvelle dans son principe et dans ses moyens présente toujours de sérieuses difficultés; sous ce rapport, la loi relative au travail des enfants avait à subir une épreuve délicate, mais une épreuve nécessaire pour en apprécier en parfaite connaissance de cause la valeur pratique. Nous avons sous les yeux l'exemple de l'Angleterre, qui, depuis le commencement du siècle, n'a marché qu'à pas lents, et pour ainsi dire de tâtonnements en tâtonnements, dans la voie où nous sommes entrés en 1841, et qui nous a appris, par les bills successifs de 1802, 1809, 1825, 1831, 1833, et par celui du 6 juin 1844, l'impossibilité d'arriver de prime abord à une législation parfaite sur cette matière. Le Gouvernement ne pouvait méconnaître l'autorité de cet enseignement, et il s'est constamment attaché, depuis six ans, à recueillir toutes les observations que pouvait, que devait nécessairement fournir la mise en vigueur de la loi. Par son ordre, les rapports des inspecteurs chargés d'en surveiller et d'en assurer l'exécution ont été réunis et comparés avec soin. Les avis des préfets et des autorités locales, ceux des chambres de commerce et des manufactures ont été l'objet d'une étude spéciale; et en dernier lieu les conseils généraux de l'agriculture des manufactures et du commerce, juges si compétents des besoins de l'industrie et des nécessités de la classe ouvrière, ont été invités à se prononcer sur le fondement des reproches adressés à certaines dispositions de la loi et sur les moyens de concilier ces dispositions avec l'intérêt du travail national, tout en maintenant les justes droits de l'humanité et de l'ordre social. Tout le monde s'est accordé à demander la revision de la loi.

De cette étude accomplie patiemment sur tous les points du royaume, il est résulté que, si les bases fondamentales de la loi ont traversé avec succès l'épreuve difficile de près de six années d'application, il est quelques dispositions qui ont besoin d'être mises plus complètement en harmonie avec les conditions pratiques du travail industriel et les nécessités impérieuses de la famille ouvrière.

Les obstacles les plus graves que la loi ait rencontrés sont nés de la nomenclature incomplète des établissements industriels soumis à son régime et de la durée du travail combinée avec l'âge d'admission. L'inspection, active dans sa surveillance, dévouée aux intérêts de l'humanité, intelligente dans son action, n'a fait défaut nulle part, et si ses efforts, en quelques points, n'ont pas obtenu la même efficacité, c'est que les obstacles venaient de la nature même des choses et étaient tels que le législateur seul pût en triompher.

Les établissements soumis à des conditions spéciales pour l'emploi des enfants sont, vous le savez, Messieurs, outre les manufactures, usines et ateliers à feu continu ou à moteur mécanique, les fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier. Cette limitation a laissé ainsi en dehors de toute surveillance les nombreux ateliers qui ne se trouvent ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux conditions. Or, les faits constatés jusqu'à ce jour tendent à démontrer que, moins que d'autres peut-être, ces établissements sont

exempts des abus que la loi a voulu prévenir; que c'est là, fréquemment, que la préoccupation exagérée de l'économie et du bon marché peut exposer les enfants à un travail excessif; que les précautions de sûreté et de salubrité les plus nécessaires peuvent être plus souvent négligées, et que les mauvais exemples, enfin, plus rapprochés des jeunes ouvriers, peuvent agir plus directement sur leur moralité.

Ajoutons que, par l'effet de cette classification, une foule d'industries échappent complètement à la discipline de la loi et en paralysent complètement l'action. La fabrique de Lyon, par exemple, si riche, si importante et qui occupe un si grand nombre d'ouvriers est, par la nature de son travail et la dissémination de ses ateliers, en dehors de toute inspection. Le tissage des toiles dans un grand nombre de villes, et les nombreuses industries qui font de Paris la ville manufacturière la plus considérable de France, sont entièrement libres bien que nulle part on n'occupe plus de jeunes enfants et que nulle part le besoin de l'influence morale de la loi se fasse plus vivement sentir.

D'un autre côté, la classification actuelle ne trouble-t-elle pas les conditions naturelles de la concurrence entre les établissements livrés à l'exploitation d'une même industrie? Est-il juste d'imposer aux fabricants de produits semblables des prescriptions différentes suivant le nombre des ouvriers qu'ils emploient? Tel établissement, parce qu'il a besoin de plus de vingt personnes, est assujéti à des conditions spéciales, tandis que tel autre marchera librement s'il n'en occupe que dix-neuf; là, les enfants de la même ville, de la même famille, ne travaillent que huit à dix heures par jour et reçoivent l'enseignement de l'école; ici ils pourront être astreints à un travail illimité, de jour et de nuit, les dimanches et les fêtes, et seront privés du bienfait de l'instruction. Inégalité d'autant plus regrettable qu'elle détruit cette parité de conditions matérielles et morales qui est la loi naturelle de la famille et que, par ce funeste moyen de concurrence, elle crée une prime à l'exploitation de l'enfance, à l'abus de ses forces et à l'abrutissement de son intelligence. Aussi ne s'étonne-t-on pas de voir des manufacturiers qui tiennent le premier rang dans une importante industrie du département de la Seine (papiers peints), se plaindre d'une différence qui, dans les cas de commande à jour fixe, leur cause un grave préjudice, et demander que l'égalité de condition soit la règle de tous.

L'intérêt privé, en effet, est un mobile assez puissant pour donner une grande activité à l'esprit d'antagonisme qui existe dans l'exploitation de chaque industrie; l'économie même du travail en est affectée, et l'on a vu les efforts de certains fabricants tendre par tous les moyens possibles à placer leur établissement en dehors des conditions de la loi, afin d'en éviter les prescriptions. Des parents même, méconnaissant le caractère presque providentiel de ses dispositions, préfèrent pour leurs enfants les ateliers libres dans lesquels un travail plus long procure un salaire plus élevé : déplorable oubli du premier des devoirs du père de famille, lorsqu'il n'est pas une triste transaction entre la conscience et la misère.

Ces considérations, fortifiées par l'assentiment des conseils généraux des manufactures et du commerce, ont dû frapper toute l'attention du Gouver-

nement, et il y aurait pourvu immédiatement par un règlement d'administration publique, en vertu de l'article 7 de la loi du 22 mars 1841. Mais une innovation aussi grave avait besoin de toute l'autorité de la loi, et il était d'autres points non moins essentiels qui commandaient l'intervention du législateur.

C'est sous l'influence de ces considérations que l'article 1^{er} du projet soumis à vos délibérations étend les conditions du travail des enfants à toutes les manufactures et à tous les ateliers, quel que soit le nombre des ouvriers, quel que soit le moteur qu'on y emploie. Cette disposition remédiera à un inconvénient réel, et on peut le dire, au plus grave des obstacles qu'ait rencontrés l'exécution de la loi.

Des objections très sérieuses se sont élevées également contre l'âge d'admission combiné avec la durée du travail. La loi de 1841 permet d'employer les enfants dès l'âge de huit ans; mais, pour les enfants de huit à douze ans, la durée du travail effectif est limitée à huit heures sur vingt-quatre, divisées par des repos. De douze à seize ans les enfants peuvent travailler douze heures sur vingt-quatre.

Cette différence, jointe à l'obligation d'assurer l'instruction intellectuelle et religieuse des enfants, a été pour les fabriques, dans l'application, une source de difficultés et d'embarras. Généralement, dans les industries qui occupent de jeunes ouvriers, l'enfant est indispensable à l'adulte, dont il est l'aide nécessaire; si l'on réduit le travail de l'aide à huit heures, on interrompt forcément le travail de l'ouvrier, à moins d'organiser une double série d'aides, et alors le travail des enfants se trouve réduit à une demi-journée. Le mal auquel on voulait pourvoir était grave, le remède a présenté des inconvénients plus graves encore.

Les fabriques, en effet, sont pour les industries principales agglomérées dans quelques localités où elles impriment à tous les travaux une activité extraordinaire; la main-d'œuvre y est toujours abondante, les bras y sont souvent très rares, et toutes les choses nécessaires à la vie y subissent une élévation de prix qui tend encore à en éloigner la population ouvrière. Il résulte de ces diverses circonstances qu'un grand nombre d'ouvriers appartiennent aux communes et aux campagnes voisines dans un rayon de plusieurs kilomètres; hommes, femmes et enfants arrivent le matin à la fabrique, et retournent le soir à leur demeure. Retenus auprès de leurs parents, soit pendant le trajet, soit dans l'intérieur de la fabrique pendant le travail, les enfants restent placés sous une surveillance constante; dans le système des séries au contraire, les enfants quittant le travail avant l'heure commune, se trouvent abandonnés à eux-mêmes dans les rues et sur les routes, de nuit comme de jour; ils y contractent l'habitude du jeu, de la paresse et du vice. Pour les jeunes garçons, ce vagabondage est l'école la plus funeste; pour les jeunes filles, un tel abandon blesse toutes les lois de la nature et de la morale. Au point de vue de la famille, le fractionnement de la durée du travail présente donc des inconvénients et des dangers tellement graves, que si le séjour, même prolongé, dans la fabrique, en était le seul remède, on ne devrait pas hésiter à l'adopter. Relativement à la fabrication, le système des séries a également de fâcheuses conséquences. Dans les localités où la population ne

suffit pas aux besoins de la fabrique, l'application de ce système a été matériellement impossible. Partout les ateliers ont été troublés par la suspension obligée du travail pour le changement des séries, et pour beaucoup d'industries, il est résulté un notable préjudice sous le rapport de la quantité et de la qualité des produits, de cette succession d'ouvriers, n'ayant pas précisément la même capacité, la même manière de faire. Dans les fabriques de toiles peintes, par exemple, où chaque imprimeur a besoin d'un enfant pour poser les couleurs, l'ouvrier connaît la main de l'enfant qui le sert, il sait comment il doit serrer la presse, et si cet aide vient à changer dans la journée, il y a immédiatement une différence notable et un déchet inévitable dans le résultat du travail.

Sur beaucoup de points, les difficultés qui précèdent ont eu pour résultat de faire exclure des fabriques les enfants âgés de moins de douze ans, et dans un rapport du 13 octobre 1845, le préfet de Seine-et-Oise informait le Gouvernement « qu'il n'y avait plus que très peu d'enfants de la première catégorie employés dans les fabriques, et que ces enfants étaient sur le point de toucher à la limite. Or, retarder ainsi jusqu'à douze ans l'admission des enfants dans les manufactures, n'est-ce pas faire commencer trop tard l'apprentissage de beaucoup de professions où une certaine dextérité de main est nécessaire à acquérir? n'est-ce pas imposer aux familles une charge bien lourde? n'est-ce pas enfin livrer au vagabondage l'âge le plus propre à recevoir avec fruit ces premières leçons et ces premières habitudes du travail, qui doivent exercer une si grande influence sur le reste de la vie?

Ces faits, mis en lumière par une épreuve de près de six années, ont été signalés avec une grande force par les conseils généraux des manufactures et du commerce, qui se sont nettement prononcés pour la modification d'une disposition regardée comme d'une application impossible.

« Quand nous parlons d'impossibilité, a dit le Conseil général des manufactures, nous ne voulons pas dire impossibilité matérielle, impossibilité absolue; sans doute il est toujours loisible à un manufacturier d'accroître le nombre de ses ouvriers, ou de réduire la quantité de ses produits, d'ajouter à la masse de son matériel et à l'étendue de ses ateliers, ce qui revient à augmenter son capital fixe, de diminuer le nombre d'heures de travail, de s'exposer à obtenir des produits moins nombreux et moins parfaits, en supportant toujours la même dépense, ou même en l'accroissant; en un mot, il lui est possible de se conformer au texte rigoureux de la loi en marchant à sa ruine; mais alors où est cette conciliation désirée, à si juste titre, des droits du travail et des droits de l'humanité?

« Qu'en est-il advenu? c'est que, dans la presque totalité des arrondissements industriels, la loi n'a pu être considérée comme complètement exécutable, et qu'elle n'a pas été complètement exécutée, malgré les efforts de l'Administration supérieure. En mettant en balance, d'une part, le danger de bouleverser des établissements si précieux pour le pays en général, pour leurs propriétaires et pour les populations locales elles-mêmes auxquelles ils fournissaient du travail et des moyens d'existence, et de l'autre, l'avantage de faire exécuter rigoureusement une loi déclarée comme n'étant pas suffisam-

ment pratique, et comme devant être nécessairement révisée, on aimait mieux s'abstenir. . . »

Ces considérations nous ont paru fondées non moins dans l'intérêt de l'humanité que dans celui de l'industrie. Il est incontestable, en effet, que le travail des enfants est presque toujours inséparable de celui des adultes, et que l'un et l'autre doivent avoir la même durée. Il faut donc, pour donner satisfaction à cette nécessité, ou se résoudre à voir fermer la plupart des grands établissements aux jeunes ouvriers âgés de moins de douze ans, ou, en relevant l'âge d'admission, leur permettre un travail de douze heures. C'est à ce dernier parti que nous nous sommes arrêtés, et nous avons pensé que l'âge de dix ans, qui permet d'avoir reçu l'instruction primaire élémentaire, est l'âge le plus propre à concilier les intérêts de la famille avec les droits de la société et les nécessités du travail industriel.

L'article 2 de la loi dispose, en conséquence, que les enfants ne pourront être admis dans les manufactures qu'après dix ans, mais que, depuis cet âge jusqu'à seize ans, la durée du travail pourra être uniformément de douze heures, non compris le temps des repos.

Les prescriptions relatives à la fréquentation des écoles réclament aussi quelques modifications. Il ne s'agit pas de toucher au principe de l'article 5 de la loi de 1841, qui rend obligatoire la fréquentation des classes tant que l'enfant n'a pas reçu l'instruction primaire. Cette prescription se lie de trop près à l'avenir des jeunes ouvriers; elle a déjà produit des résultats trop satisfaisants, pour ne pas être soigneusement maintenue. Le nombre des enfants employés dans les manufactures qui participent aux bienfaits de l'instruction, a au moins triplé sous l'empire des règlements actuels. Dans quelques départements même, tous les enfants profitent de l'enseignement élémentaire.

Au moyen de la disposition nouvelle, qui relève à dix ans l'âge d'admission, on doit croire que les deux années laissées aux enfants seront entièrement consacrées à leur instruction, et alors il a paru possible de ne maintenir l'obligation de suivre l'école jusqu'à l'âge de douze ans que pour ceux qui n'auraient pas reçu l'instruction primaire élémentaire au moment de leur entrée dans l'établissement. L'article 3 du projet a été conçu dans cette pensée.

En même temps, pour donner à la surveillance un moyen de contrôle certain, l'article 3 oblige les chefs d'établissement à indiquer, dans le règlement intérieur de l'établissement, les jours et heures affectés à la fréquentation d'une école publique ou privée par les enfants qui ne sont pas pourvus du certificat ci-dessus mentionné.

L'article 4 astreint les chefs d'établissement à faire afficher la présente loi dans chaque atelier avec celle du 22 mars 1841, et il étend les pénalités de cette dernière loi aux dispositions nouvelles. Cette disposition s'explique d'elle-même.

Nous ne vous soumettons aucune proposition pour modifier le régime actuel des inspections. L'article 10 de la loi du 22 mars précitée charge le Gouvernement de régler ce régime; déjà il y a pourvu, à l'aide de commissions locales composées des hommes les plus honorables, et assistés, pour la rédaction des procès-verbaux de contravention, des vérificateurs des poids et

mesures de chaque arrondissement. Sur tous les points, ces commissions ont fait preuve de zèle, d'intelligence et de dévouement, et il n'a pas dépendu d'elles que la loi fût partout complètement exécutée. Déjà, par leurs fonctions, les vérificateurs des poids et mesures sont obligés de parcourir, chaque année, la plupart des communes de leur arrondissement. L'intervention de ces fonctionnaires, appréciée partout, a contribué à rendre plus fructueuses les investigations et la surveillance des commissions. La loi que nous avons l'honneur de vous proposer est destinée à faire disparaître les principaux obstacles que l'Inspection a pu rencontrer, et, sous ce rapport, il nous a paru nécessaire d'en attendre l'effet avant de recourir à des mesures nouvelles.

L'article 5 et dernier abroge les dispositions de la loi du 22 mars, qui sont contraires à celles dont les motifs viennent d'être exposés.

Telles sont, Messieurs, les modifications dont, après une expérience de six années, la loi du 22 mars 1841 nous a paru susceptible. Ces modifications ne portent point atteinte aux principes de la loi précitée : conçues dans le même esprit, elles ont pour but seulement de la mettre plus en harmonie avec les nécessités de l'industrie, et d'en assurer plus complètement l'application et les effets.

Projet de loi.

ART. 1^{er}. — Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers.

ART. 2. — Le minimum de l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers, est élevé à dix ans.

Au-dessous de seize ans, la durée du travail des enfants ne pourra excéder douze heures sur vingt-quatre, non compris le temps des repos.

L'âge des enfants continuera d'être constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais par l'officier de l'état civil.

ART. 3. — Tout enfant admis dans les manufactures devra, jusqu'à l'âge de douze ans, fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne soit justifié, par un certificat du maire, qu'il a reçu l'instruction primaire élémentaire.

Les heures de fréquentation de l'école devront être indiquées dans le règlement intérieur de l'établissement.

ART. 4. — La présente loi sera affichée dans les ateliers avec la loi du 22 mars 1841, et les contraventions à ses dispositions seront constatées et punies conformément aux articles 10, 11 et 12 de ladite loi.

ART. 5. — La loi du 22 mars 1841 continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

Addition à la séance du mardi 29 juin 1847.

Rapport fait par M. le baron Dupin, sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers.

Messieurs les Pairs, nous avons à vous rendre compte d'un projet de loi très court, et si modeste, dans son aspect, que l'attention publique ne l'a pas même aperçu lorsqu'on vous l'a présenté. Ce projet, au premier coup d'œil, semble n'apporter qu'une modification sans conséquence à la loi générale sur les enfants employés dans les manufactures; il semble n'être tout au plus qu'une concession gracieuse, réclamée par la commodité, par l'économie, pour les possesseurs de fabriques, d'usines et d'ateliers d'un certain genre. Mais, aussitôt qu'on l'approfondit, il soulève les questions les plus graves. Il se rattache, par des liens étroits, aux plus précieux intérêts politiques et moraux; adopté dans sa rigueur et sa généralité, son effet inévitable atteindrait, aux sources mêmes de l'enfance et de l'adolescence, le bien-être, la santé, la force du peuple entier : il réagirait sur la civilisation, l'humanité, la religion même !

Par tous ces motifs, l'examen du projet de loi dont nous venons vous rendre compte se recommande à l'attention la plus scrupuleuse de vos esprits et de vos consciences.

Faut-il désormais, dans l'universalité des manufactures, des usines et des ateliers qui constituent notre industrie, expulser du travail, quelque doux, quelque léger qu'il puisse être, tout enfant qui n'a pas atteint sa dixième année et qui pourrait gagner, ne fût-ce que son pain, par cette première initiation à la destinée laborieuse des populations ?

Faut-il encore à l'avenir, comme vous l'avez établi dès 1840, distinguer par la longueur graduée du travail, trois classes nuancées par le progrès de la nature, l'enfance, l'adolescence et la virilité ?

Faut-il, au contraire, en acceptant l'innovation du projet de loi, ne plus obliger l'intérêt manufacturier à concéder une durée moins grande pour le labeur de l'adolescent que pour celui de l'homme fait, et pour le labeur de l'enfant que pour celui de l'adolescent ?

Cette idée rétrograde admise, faut-il, d'un coup de niveau, exhausser, prolonger la tâche du jeune âge, même le plus tendre, pour l'égaliser à celle du travailleur robuste arrivant à la plénitude de la virilité ?

Faut-il enfin, pour obtenir la facilité, l'uniformité, l'agrandissement du travail, étendre, d'une inflexible main, ce niveau qui n'admet nulle exception de force ni d'âge, et l'appesantir sur toutes les industries, grandes ou petites, qui font vivre le peuple en consommant sa vie plus ou moins vite ?

Voilà, dans leur simplicité, dans leur généralité, les propositions que vous avez à résoudre.

Nous serions indignes de donner des lois à nos concitoyens si, lorsqu'il s'agit de les dicter, nous fermions nos âmes à la pitié, pour n'écouter que la froide logique du calcul et la raison des bénéfices.

Et nous ne serions pas dignes du nom de législateurs si, pour céder d'avance aux sentiments les plus honorables, nous ne cherchions point à servir l'humanité sans méconnaître, sans immoler les intérêts positifs qui la servent aussi, lorsqu'ils contribuent à l'aisance, à la prospérité nationales.

Retenus par cette pensée, nous n'avons pas voulu céder en aveugles à la première impulsion de nos cœurs en abordant les propositions que renferme le projet de loi. Nous nous sommes, au contraire, défiés de nous-mêmes; nous avons multiplié les investigations d'où pouvait jaillir la lumière, afin de fortifier les tendances qui nous appelaient du côté de l'humanité, si le bien public est, en effet, de ce côté, afin de résister à la pente, si la pente n'y mène pas. Nous vous devons l'exposé fidèle et complet de nos recherches, pour ne demander à vos esprits que de céder à l'évidence de preuves démonstratives.

Ce n'est pas en France, nous sommes heureux de le dire, c'est en Angleterre qu'ont apparu les premiers et les plus grands abus du travail de l'enfance employée par les manufactures; c'est aux lieux où naquit l'excès que devait naître le remède.

La grande conquête physique du XVIII^e siècle est celle des forces de la nature inorganique, appelées au concours de la vie sociale, et placées, si nous pouvons parler de la sorte, au rang des êtres animés par une intelligence, grâce aux inventions merveilleuses de la mécanique appliquée aux arts utiles.

Par cette conquête, l'homme a trouvé tout à coup, pour accomplir ses plus rudes travaux, un auxiliaire inépuisable qui prend à sa charge la partie la plus accablante de la force à dépenser. La condition du travailleur est ainsi devenue plus douce, en même temps que s'est accrue la puissance manufacturière.

Mais comme il n'est rien ici-bas qui n'ait sa compensation, ce que l'ouvrier a gagné du côté de la fatigue, adoucie en chaque instant de sa journée, il l'a perdu bientôt après par l'extension progressive de la durée du travail.

Ces mécanismes puissants, à l'aide desquels on développe, on transmet la force des moteurs jusqu'aux ramifications multipliées des travaux les plus délicats, ces mécanismes représentent un capital important dont le produit, c'est-à-dire l'intérêt pécuniaire, s'accroît et se multiplie avec la durée des mouvements et l'intensité du labeur.

Il y a donc un avantage extrême à faire opérer infatigablement les mécanismes, en réduisant à la moindre durée possible les intervalles de repos : la perfection lucrative serait de travailler toujours.

Quel obstacle peut s'opposer à ce qu'un tel but soit atteint pour le plus grand avantage de la richesse publique et privée ? la nature humaine, et les bornes qu'elle assigne à l'extrême emploi des travailleurs.

Lorsqu'on fait agir les machines perfectionnées, même les plus automatiques, celles qui semblent le mieux opérer d'elles-mêmes, pour les mettre en jeu, pour entretenir leur action, pour leur présenter la matière à trans-

porter, à transformer, enfin pour obvier à tous les accidents fortuits, il faut joindre sans cesse la délicatesse de la main, la vigilance de l'œil, et la prévision de l'intelligence. Au lieu d'un homme, en certain cas, une femme y peut suffire; au lieu d'un adulte, un adolescent; au lieu d'un adolescent, un enfant débile encore; mais toujours il faut un être qui possède une âme et des sens, un être qui voie, qui juge et qui remédie, pour travailler de concert avec les moteurs inanimés.

Il y a donc, chez l'entrepreneur d'industrie, deux attractions directes, deux intérêts évidents, deux tendances invincibles: d'abord à demander, pour diriger, pour seconder les moteurs inanimés, des coopérateurs intelligents, que leur jeunesse et leur faiblesse rendent moins dispendieux, et plus dociles à porter sans résistance la surcharge du labeur; ensuite à racheter une moindre consommation instantanée de force humaine, par une plus grande consommation du temps, aux dépens de tout repos.

L'esprit de calcul, dirigé vers cette voie, s'y précipite; de proche en proche il exige, de la classe ouvrière, tout ce qu'elle peut fournir de ce labeur transformé, de cette fatigue ménagée pour la prolonger jusqu'au terme d'un épuisement produit désormais par la durée du travail, au lieu de l'être par l'intensité des efforts de chaque moment.

A l'époque où s'effectue ce prolongement exagéré des heures laborieuses, le même esprit de calcul, qui prend les hommes pour des choses, et calcule la vie comme une valeur consommable à prix courant, cet esprit achève la métamorphose industrielle qui tend à remplacer la force du travailleur viril par celle des moteurs inanimés, sa dextérité par celle de la femme, son agilité par celle de l'adolescent, par celle de l'enfant même; et cela pour obtenir sur les salaires, l'économie progressive qui résulte de l'emploi des êtres les plus faibles et les plus jeunes, pourvu qu'ils voient et qu'ils respirent.

On a donc introduit dans le même atelier, les deux sexes et les trois âges exploités en rivalité, de front, et, si nous pouvons parler en ces termes, entraînés sans distinction par le moteur mécanique, vers le travail prolongé, vers le travail de jour et de nuit, pour approcher de plus en plus du mouvement sans arrêt et du labeur perpétuel.

Mais, quand on a porté la durée de l'emploi journalier jusqu'au terme où la virilité, même au maximum de sa force, ne pourrait aller plus loin sans détriment immédiat pour sa conservation, pour sa santé, la limite était déjà cruellement dépassée pour l'adolescence et surtout pour l'enfance.

Ce furent des médecins et des ministres de la religion qui, les premiers, en Angleterre, élevèrent la voix contre cette exploitation de la partie faible et sans défense du genre humain.

Nous serions injustes envers les manufacturiers si nous ne faisons pas remarquer que de semblables excès étaient déplorés par les plus honnêtes et les plus humains d'entre eux; ils souhaitaient qu'une limite raisonnable pût être imposée à tous les établissements, afin que les plus modérés des fabricants ne devinssent pas victimes de leur modération même, dans la concurrence acharnée que se font les rivaux en industrie.

C'est animé par de tels sentiments que le représentant de la plus opulente

maison du Lancastre et du Derbyshire, le premier sir Robert Peel, soumit à la Chambre des communes, dont il était membre, le célèbre bill de 1802.

Ce bill, qui devint sans obstacle un acte du Parlement, est proposé, d'après les termes formels de son titre, pour conserver *le moral et la santé des jeunes travailleurs*(apprentices) employés dans les manufactures qui faisaient alors le principal usage des moteurs continus (1).

Cet acte défend d'infliger aux jeunes ouvriers le travail de nuit après 9 heures du soir et jusqu'à 6 heures du matin; dans la partie loisible du reste des vingt-quatre heures, il défend de faire travailler les apprentis plus de douze heures effectives; sur ces douze heures il prescrit de prélever, chaque jour ouvrable, un temps suffisant pour l'instruction élémentaire; il veut qu'une heure spéciale soit réservée, chaque dimanche, pour l'instruction religieuse.

Afin de nous consoler des résistances infinies et des obstacles *insurmontés*, il faut le dire, mais non pas insurmontables, qu'a rencontrés, en France, la loi protectrice des enfants employés dans les manufactures, instruisons-nous ici, par l'exemple de l'Angleterre et par sa longue expérience, qui nous sera profitable.

Nous devons vous montrer, Messieurs les Pairs, quelles difficultés immenses on a trouvées, pour faire passer dans la réalité des faits, l'humanité des mesures que nous venons d'énumérer, au milieu d'un pays où le respect à la loi n'est pas seulement une résignation, mais participe en quelque sorte au dévouement, à la fidélité d'un culte. Il a fallu le tiers d'un siècle pour triompher des obstacles qui nous arrêtent depuis six ans, et sur lesquels nous espérons aujourd'hui, par votre zèle et votre autorité, remporter un avantage décisif.

A ceux qui vous accuseraient de vous former des utopies, c'est ainsi qu'ils appellent l'amour même de l'humanité dès qu'il ose entrer en compte avec le lucre, à ceux qui vous dépeindraient comme voulant arriver, sur une route imaginaire, à des résultats impossibles, vous pourrez répondre par des faits authentiques et par des épreuves accomplies chez un peuple éclairé, grand et prospère.

L'Angleterre industrielle a commencé, comme on commence toujours, même en France, par exécuter la loi, mais en s'étudiant à découvrir les moyens de l'éluder.

La loi chargeait dans chaque district un juge de paix, avec un ecclésiastique, de surveiller gratuitement les filatures où l'on employait des enfants.

Mais les grands filateurs, disséminés alors dans les campagnes, aux lieux où se trouvaient les eaux motrices, étaient devenus, par leur influence et leur richesse, la plupart juges de paix.

En conséquence, ils couvraient leur habitation, c'est-à-dire, leur fabrique, par leur caractère de magistrat; et les inspecteurs gratuits bénévoles, se trouvaient, de fait, écartés des lieux qu'ils devaient inspecter. Il a fallu trente années avant qu'on apportât remède à ce premier abus.

(1) An act for the preservation of the health and morals of apprentices and others, employed in cotton and woollen mills, and cotton and woollen factories. 42^e Georg. III, cap. LXXIII.

C'est aussi par une inspection jusqu'à ce jour insuffisante et vaine, que nous verrons la loi française rendue presque partout illusoire, depuis 1841.

Pour plus grande sécurité, les manufacturiers anglais profitèrent de l'esprit judaïque, d'après lequel sont interprétées les lois dans leur patrie.

Au commencement du siècle, lorsque fut voté le bill de 1802, les filatures employaient des enfants et des adolescents, engagés pour sept années, suivant la règle générale de l'apprentissage.

L'acte de 1802, au lieu de parler d'adolescents ou d'enfants, désigne simplement les jeunes travailleurs sous la dénomination d'*apprentis*.

Les filateurs sont partis de là pour ne plus passer de contrats d'apprentissage. Au lieu de prendre des adolescents ou des enfants pour sept années, ils ne les ont plus engagés qu'à courts termes, par année d'abord, puis par mois, puis par semaine.

Lorsqu'ils employaient des apprentis à longs termes, ils avaient un avantage direct à ne pas les épuiser dans les premières années pour en mieux profiter dans les dernières, à ne pas les exténuer de prime abord, jusqu'au point de les rendre malades; car on aurait été réduit à les soigner, à les nourrir longtemps après, sans qu'ils travaillassent. Là, se trouvait un contrepoids à l'intérêt de les exploiter à outrance.

Mais aussitôt que les manufacturiers anglais eurent imaginé de recourir aux procureurs des paroisses (*overseers*) pour louer, acheter, dépayser les enfants pauvres, afin d'en délivrer la charité municipale, autre calculatrice acerbe, ces enfants transportés au loin, sans père ni mère, sans parents ni tuteurs qui les suivissent et qui veillassent à leur bien-être, rien n'arrêtait plus l'excès du travail que les maîtres leur imposaient.

Une autre révolution industrielle multipliait les victimes du sordide intérêt.

La machine à vapeur, incessamment perfectionnée, rivalisait chaque jour avec plus de puissance contre les moteurs hydrauliques. Le nombre et la force de ces derniers étaient bornés, ceux de la vapeur étaient sans limites. On pouvait établir ceux-ci dans tous les lieux favorables à la fois pour le commerce et la production.

C'est dans les villes qu'on trouva plus d'avantage à les concentrer, et par degrés la population de ces villes devint immense. Elle offrit sans cesse des enfants, en nombre supérieur aux besoins, pour remplacer ceux qui succombaient et ceux qui devenaient infirmes; voilà comment le mal s'accroissait en étendue ainsi qu'en intensité.

Un écrivain politique⁽¹⁾, aujourd'hui membre de la chambre élective, a publié sur l'Angleterre un ouvrage remarquable, résultat d'études faites d'après le vu des lieux mêmes, dans ces dernières années. Vous y trouverez avec fidélité l'effet terrible du travail manufacturier, exagéré jusqu'à l'extrême, dans les grandes cités du Lancastre.

Il était naturel que le législateur britannique cherchât un remède à ces

(1) M. Léon Faucher.

maux excessifs; mais les obstacles se multipliaient à l'envi pour paralyser ses efforts.

Toutes les fois qu'une grande force, physique ou morale, étend son empire au milieu d'un peuple, il s'élève à sa suite des sophistes qui prêtent, qui prostituent par une double bassesse, non seulement le rigorisme mais la flatterie du raisonnement, à la puissance qui triomphe. Il se forma donc une logique industrielle qui, sous le nom d'économie, justifia, préconisa, sans réserve, cette prédominance des forces inertes sur les forces animées, et cette exploitation immodérée de l'ouvrier par les machines : il faut la voir en lutte avec la loi.

L'acte de 1802, enlevé pour ainsi dire par surprise, avant qu'on ait eu le temps d'en prévoir la portée et de le repousser par des sophismes, cet acte, qui parlait uniquement *des apprentis*, ne s'appliquait qu'à peu d'enfants, dans une seule classe de manufactures, laquelle n'était pas la cinquième partie, en nombre, en puissance, de ce qu'elle est aujourd'hui. L'acte de 1802 fit si peu de sensation, que nous ne trouvons pas, dans l'histoire des débats parlementaires (1), un seul mot qui rappelle la présentation du bill, ni ses lectures successives, ni les discussions auxquelles il a dû donner lieu. Mais il n'en est pas de même à l'égard de la lutte qui commence après la paix générale, lorsque la guerre industrielle va se déclarer entre les grandes nations qui reprennent, les unes avec les autres, leur commerce et leurs échanges.

Le promoteur vénérable de l'acte de 1802, affligé de voir la loi dont il se sentait responsable, éludée par l'astuce et la cupidité, frappé des abus renaissants et plus déplorables que jamais, le premier sir Robert Peel, le père du ministre illustre, renouvelle ses efforts. Dès 1815, il présente un nouveau bill à la Chambre des communes, pour étendre, à tous les jeunes travailleurs, la protection réservée aux seuls apprentis par le bill antérieur.

La Chambre des communes, malgré l'évidente justice et l'humanité d'une semblable proposition, ne se trouve pas assez complètement informée; elle institue un comité spécial d'enquête.

Les sessions de 1815, de 1816 et de 1817 sont absorbées par ces recherches préparatoires.

En 1818, on s'occupe avec plus d'ardeur du bill sur les enfants des manufactures, dans lequel était proposé que tous les jeunes travailleurs ayant moins de 16 ans, ne fussent pas assujettis chaque jour à plus de douze heures de travail, y compris le temps des repas et de l'instruction.

Un seul homme, c'est Wilberforce, devançant ses contemporains, jette sur cette question un rayon de lumière, qui n'éclairera les esprits, et n'entraînera les convictions que quinze ans plus tard. Il ne peut approuver ni la classification proposée parmi les travailleurs, ni l'affectation d'un même nombre d'heures imposées à toute la classe définie par un bill où la même dénomination d'enfants est appliquée, sans différence, à tous les travailleurs de 9 à 16 ans. Il trouve injuste et cruel d'imaginer que des enfants de 9 ans soient capables de supporter un travail aussi prolongé que ceux de 14 à

(1) Hansard's.

16 ans. Il veut en conséquence proposer deux longueurs de travail, pour deux classes distinctes :

1^{re} classe : enfants de 9 à 12 ans.

2^e classe : enfants de 12 à 16 ans

Après trois années de recherches préparatoires et de retards habilement dérobés par de sourdes résistances, en 1818, les débats solennels commencent enfin, dans la chambre des communes.

Le sophisme est sous les armes et s'empresse de combattre. Dans cet achat, ce louage, cette exploitation de l'homme, de la femme et de l'enfant, en qualité de serviteurs des forces matérielles, en qualité, nous dirons presque de serfs des machines, l'idolâtrie des profits affecte de voir une liberté sainte ! Elle ose en dresser l'autel sur le lieu du trafic, pour protéger ce qu'elle appelle, en sa langue de trafiquant, *le marché du labeur* (*the market of labour*) ; aussitôt la science arithmétique industrielle réclame, dans son âpre langage, et pour ses inflexibles théories, le culte sans bornes de la liberté, sur ce marché du labeur où se négocient, au jour le jour, le travail, la santé, la vie des femmes, des adolescents et des enfants.

La liberté ! mais le vendeur ne l'a pas en Angleterre. Dans un pays qui passe, en moins d'un demi-siècle, de huit millions à seize millions d'habitants, malgré des émigrations immenses ; dans un pays où la classe agricole ne peut pas même occuper tous ses enfants, réduite qu'elle est au moindre nombre de mains, par la grande propriété, sur un territoire exigu, tandis que le surplus affamé de toutes les classes offre ses bras à l'industrie, qui les remplace de plus en plus, avec une efficacité toujours croissante, par ses mécaniques et ses moteurs ; dans un tel pays l'offre du travail est toujours incomparablement supérieure à la demande. Là, c'est l'acheteur qui dicte les conditions, dures ou non ; c'est le vendeur qui les subit, et qui n'a pas la liberté du refus. L'ombre de cette liberté, si le vendeur ne l'a pas pour lui-même, le vendu, fils, fille, épouse de l'ouvrier, l'a bien moins encore, sous la puissance qu'il est du père, du tuteur ou du mari : c'est du mineur, c'est de la femme qu'on dispose ainsi, sans les consulter, lorsqu'il s'agit de leur sort. . . On voit maintenant à quel point, pour aider l'intérêt industriel, on profanait ce nom sacré de liberté, qui fait tressaillir tous les cœurs, et qui s'empare même des consciences.

Au milieu de ces débats parlementaires, des milliers d'ouvriers, pères de famille, adressaient à la Chambre des Communes d'humbles et pressantes pétitions : ils suppliaient qu'on les protégeât, dans la personne de leurs enfants, contre un travail immodéré, dont ils ne pouvaient pas exiger la réduction à de justes limites. Leurs prières et leurs larmes déposaient contre la prétendue liberté, dont on proclamait pour eux un exercice impossible et dérisoire.

Les pauvres pétitionnaires ne réclamaient pas seulement en faveur de leurs enfants. L'industrie moderne, qui donne à ses mécaniques le plus grand degré possible de vitesse, afin de multiplier en proportion son travail et ses bénéfices, cette industrie exigeait des ouvriers la plus grande force réunie à la plus grande agilité. Dès que l'âge où l'homme atteint la plénitude de la maturité se trouvait dépassé, dès que ses mouvements commen-

çaient à s'appesantir, on le jugeait en décadence; on le trouvait vieillissant à 40 ans, et vieillard à 45 (1)! Aussitôt que les commandes alanguies commençaient à diminuer le travail des manufactures, on congédiait l'ouvrier entre ces deux âges. Lorsque l'activité du commerce renaissait, et que l'homme expulsé se présentait pour reprendre le travail, on le repoussait comme un manouvrier usé et fini... Tel était le second motif qui portait les ouvriers à demander que la loi fixât une certaine longueur de journée qui, favorable aux deux extrémités de la vie, convînt plus doucement à l'enfance et plus longtemps à l'âge mûr.

A l'instant même, l'intérêt personnel attaque les réclamants qui faisaient entendre ces doléances et ces vœux. Les pétitionnaires, affirme-t-on en plein Parlement, c'est la lie, le rebut des classes qui devraient être laborieuses. On affecte de les regarder comme des fainéants, en révolte contre l'emploi de leurs bras, contre la sueur de leur front! On les représente comme aveuglés par le fol espoir qu'en obtenant, pour les jeunes travailleurs, de moins longues et moins pénibles journées, les leurs seraient en même temps raccourcies, sans pour cela rien perdre de leurs salaires. Ces médecins, ces ecclésiastiques, ces notables de tout état, dont le témoignage et les réclamations se joignent à celles des pères de famille intéressés, on les peint aussitôt comme des personnes vaniteuses, légères, complaisantes, irréfléchies, de peu de poids et dont les suffrages ne doivent être comptés pour rien.

Voilà ce qu'on répétait avec une assurance imperturbable jusqu'au moment où le très honorable Robert Peel, défendant le bill présenté par son père, faisait, avec une éloquence austère, justice de ces dénégations dans la Chambre des Communes, et jusqu'au moment où, dans la Chambre des Lords, un célèbre évêque de Chester, dont le vaste diocèse (2) comprend les neuf dixièmes des manufactures soumises à la loi qu'on amendait, jusqu'au moment, dis-je, où ce prélat faisait entendre des paroles qu'on ne pût pas, comme celles des ouvriers, infirmer, en déversant sur elle le dédain et l'ironie. « Mon devoir d'ecclésiastique et de prélat, disait-il, était de visiter moi-même les nombreuses manufactures de mon diocèse, où tant d'êtres faibles, suivant les uns, ne souffraient rien, mais suivant d'autres, souffraient beaucoup dans leur santé, dans leur moral, par l'effet d'un travail qui, prolongé sans mesure, les abrutit et les accable. J'ai rempli ce devoir; j'ai vu partout de mes yeux : je déclare que l'excès de labeur est tel, qu'il ne compromet pas seulement les forces et les facultés des jeunes créatures épuisées ainsi, mais leur vie même! »

La Chambre des Lords, entraînée par ce puissant et vénérable suffrage, accepta le bill déjà voté par la Chambre des Communes, et peu de jours

(1) En 1839, d'après des rapports concernant les fabriques de Manchester et de Stockport, sur 22,094 ouvriers des filatures, il y en avait seulement 143 ayant atteint leur quarante-cinquième année. Ce n'est pas tout à fait sept individus sur mille...

(2) L'évêché de Chester comprend en entier les comtés de Chester et de Lancastre, plus une portion des comtés de Westmoreland, de Cumberland et d'York, deux chapellenies du Derbyshire et cinq du Flintshire.

après, la sanction royale en fit l'acte de 1819, acte qui protège sans exception tous les enfants employés dans les manufactures qu'il concerne.

Mais cette victoire, achetée par quatre ans de lutttes et de retards, elle était réduite à ses moindres termes. Le vœu qu'avait le premier fait entendre le généreux Wilberforce n'était pas exaucé. La tendre enfance n'obtenait pas une plus grande protection que l'adolescence avancée qui touche à la virilité. Douze heures de travail effectif pour tous les jours de la semaine, tel avait été le vote des communes; telle était la journée définitive que l'enfance devait subir, à 9 ans comme à 16 ans. Ce redoutable minimum aurait dû satisfaire l'avidité des maîtres les plus exigeants : il n'en fût rien.

On avait signalé l'insuffisance et l'inefficacité des inspections gratuites, on ne les salaria point; on ne prit aucune mesure pour les rendre vigilantes et fructueuses; on n'assura pas même aux inspecteurs des manufactures le droit de les visiter sans obstacles.

Ces lacunes de la loi, ménagées par ses ennemis, furent exploitées à plaisir; les limites du temps furent de moins en moins respectées, et l'abus alla jusqu'au point où l'intervention législative devint de nouveau nécessaire.

Ce fut un successeur de Fox à la représentation de Westminster, M. J. C. Hobhouse, qui, s'inspirant des sentiments généreux du grand orateur, attaqua, dès 1825, les excès de travail qu'exigeaient de nouveau les manufacturiers anglais; il déclara, dans la Chambre des Communes, que les dispositions tutélaires des actes de 1802 et de 1819 étaient indignement foulées aux pieds.

Le premier sir Robert Peel, accablé sous le faix des ans, et satisfait d'avoir été l'heureux auteur des deux premiers bills, n'en demandait pas un troisième. Son fils, si dévoué, si puissant pour faire adopter le second en 1819, devenu plus tard secrétaire d'État, déclarait en 1825 qu'il combattrait toute concession nouvelle, tendant à réduire la journée des jeunes travailleurs employés aux manufactures.

Pour unique satisfaction, le jeune ministre se bornait à déclarer qu'il consentait à donner des ordres, afin qu'il devînt possible aux individus chargés d'inspecter les manufactures, d'en faire au besoin la visite.

Par l'acte de 1825 (C. 63), trois heures sont retranchées au labeur de chaque samedi, pour les jeunes ouvriers n'ayant pas plus de seize ans. Depuis cette époque, leur journée moyenne a constamment eu pour maximum *onze heures et demie*.

La révolution profonde éprouvée non pas dans la nation, mais dans le Gouvernement français en 1830, agita par contre-coup les gouvernements de l'Europe entière. Dans la Grande-Bretagne, elle accéléra le changement d'un ministère et d'un système; elle y raviva la pensée de toutes les réformes : celle de l'électorat dans l'ordre politique, celle du travail dans l'ordre industriel, signalèrent la dernière session du Parlement contemporain de nos trois journées.

En 1832, un nom jusque-là sans retentissement, celui de M. Saddler, s'attache avec honneur à la cause de l'enfance employée par les manufactures. Mais au moment où de tels efforts, dans la Chambre des Communes, semblaient toucher à la victoire, le Parlement est dissous. Chose rare en Angle-

terre, l'homme de bien qui poursuivait d'un zèle intrépide une réforme nationale, chère aux amis de l'humanité, M. Saddler succombe devant le peuple : il n'est pas réélu.

Un patricien accepte la mission du plébéen, pour accomplir l'œuvre populaire. C'est lord Ashley, qui va s'emparer d'une arène, où pendant quatorze ans nous le verrons lutter avec un beau talent, expression d'une belle âme, et surtout avec une imperturbable constance.

Après une enquête que nous citerons comme un modèle, et qu'il a présidée, c'est lui qui propose et finit par faire adopter le célèbre bill de 1833, dans la première session du Parlement réformé.

Le trait principal et caractéristique de cet acte législatif, est la réalisation de la pensée mise en avant par Wilberforce, dès 1818 : c'est la distinction du travail en deux degrés, suivant les forces du jeune âge.

Sous le titre d'adolescents (*young persons*) l'on comprend les travailleurs de dix-huit à treize ans, et l'on défend d'exiger d'eux plus de soixante-neuf heures de travail par semaine : en moyenne onze heures et demie par journée.

Sous le titre d'enfants (*children*) l'on comprend les enfants ayant moins de treize ans, et l'on défend d'exiger d'eux plus de huit heures de travail par journée.

Une réduction si favorable à l'enfance n'a pas été remportée comme une conquête, après un combat où le ministère ait succombé : c'est d'un commun accord entre l'auteur du bill et le Ministre de l'intérieur, lord Althorp, que la nouvelle classe et sa protection spéciale ont été votés. Un tel accord était digne du grand et généreux ministère de lord Grey.

Une autre innovation capitale et presque inouïe dans l'histoire de l'administration britannique, ce fut d'instituer une inspection du travail des manufactures, salariée par l'État et fonctionnant au nom du Gouvernement.

Pour l'obtenir, il fallait affronter les sentiments britanniques les plus fiers et qui s'allient aux idées les plus généreuses. Le manufacturier, fût-il très riche et très puissant, n'allait plus être, comme le moindre paysan, roi dans sa maison, de par les libertés anglaises ! Le manufacturier britannique verrait un fonctionnaire du pouvoir exécutif entrer chez lui, de par la loi, pour s'enquérir si la loi régnait là sur le travail, et non l'arbitraire du maître !

Mais trente ans d'abus odieux à l'humanité, trente ans d'excès commis contre l'enfance, trente ans d'incurie, de mollesse et d'insuffisance trop démontrées chez les juges de paix, inspecteurs légaux et primitifs, cette impunité sans terme avait fini par révolter le Parlement. Elle avait fini par le pousser à l'une des mesures qu'on pouvait le moins espérer de ces Communes ombrageuses et fières, qui ne croient jamais trop défendre les libertés contre le pouvoir.

On institua quatre inspecteurs généraux des manufactures, secondés par des sous-inspecteurs. On en fit des magistrats considérables ; on les traita comme on traite, en Angleterre, des fonctionnaires sur lesquels doit peser une grande responsabilité morale, en lutte avec des intérêts opulents. On sut les rétribuer avec la générosité intelligente d'un peuple riche et digne de l'être.

Le Gouvernement justifia la confiance du Parlement par l'excellence de ses choix. Les inspecteurs généraux, dont les rapports périodiques sont adressés au Parlement et publiés sans altérations, sans suppressions intéressées, sont des hommes éminents à la fois par leurs talents et leur caractère.

C'est à partir de leur nomination que des lumières certaines ont été fournies aux ministres ainsi qu'aux législateurs, sur la vraie situation des manufactures, sur la durée, sur la nature des travaux et sur l'influence des lois qui protègent l'adolescence et l'enfance.

Nous avons dû faire une étude approfondie de cette institution qui, seule, a pu conduire au but en Angleterre, et qui, selon nous, peut seule y conduire en France. Nous l'avons étudiée dans son action, dans toutes les difficultés qu'elle a rencontrées d'abord et dont elle a fini par triompher, dans les faits qu'elle a constatés et qui sont devenus pour nous les résultats précieux d'expériences authentiques.

LÉGISLATION FRANÇAISE.

Tel était le degré d'avancement atteint par la législation britannique, à l'égard des enfants des manufactures, lorsque l'opinion publique, excitée en France par les mêmes causes qu'en Angleterre, réclama la répression d'abus et d'excès moins grands, nous aimons à le croire, mais cependant comparables à ceux que nous avons rappelés et caractérisés.

Le cri d'alarme fut jeté par un de ces hommes de cœur qui transportent la science dans la vie sociale, pour y créer en quelque sorte la théorie du bien, du bien qu'ils mettent en pratique. Nous voulons parler du docteur Villermé, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, auteur d'un célèbre ouvrage sur le sort des classes ouvrières. Nous l'avons appelé dans le sein de notre commission pour tirer de nouveau parti de sa bienfaisante expérience.

Ce fut ensuite la Société industrielle de Mulhouse qui, par ses publications et ses pétitions aux deux Chambres, éleva sa voix généreuse. Elle parlait avec une autorité d'autant plus grande qu'elle renfermait dans son sein de nombreux et riches manufacturiers, spectateurs des excès dont ils imploraient la répression, et parfaitement capables d'en apprécier les funestes conséquences.

Les deux Chambres accueillirent ces pétitions avec une égale faveur; elles réclamèrent du Gouvernement des mesures efficaces pour protéger l'adolescence et l'enfance au sein des manufactures. Le ministère prit l'engagement de satisfaire à ce devoir.

Dans les premiers jours de la session de 1840, il présenta le projet de loi qui déléguait purement et simplement, au régime des ordonnances, toutes les mesures qui pourraient garantir les jeunes travailleurs, au-dessous de seize ans, contre l'abus du travail.

La Chambre des pairs, à laquelle échet le premier examen de ce projet, n'en accepta point le système. Elle reconnut sur-le-champ que le législateur ne pouvait pas se dessaisir du droit d'imposer au travail des bornes impérieuses, telles qu'on peut, telles qu'on doit les établir entre les intérêts suffisants de l'industrie et les intérêts supérieurs de l'humanité.

La loi, remaniée d'après ce principe, fut acceptée dans toutes ses nouvelles bases par la Chambre des députés, après deux sessions marquées par

des études approfondies et des discussions éloquentes, auxquelles ont pris part soixante membres des deux Chambres.

Le législateur, dès 1840, a voulu faire adopter pour la France les mesures que l'expérience avait fait adopter, et qu'elle avait justifiées, depuis trente-huit ans, chez le peuple où l'industrie des grandes manufactures a produit les plus puissants résultats sur la fortune publique.

Elle a protégé les jeunes travailleurs contre l'excès du travail exigé par les machines, non pas seulement comme en Angleterre, dans les fabriques textiles qui mettent en œuvre le coton, la laine, la soie et le lin; non pas seulement parmi celles-ci, comme faisait l'acte de 1802, dans celles qui comptent au moins 20 ouvriers, mais sans exception : 1° dans toutes les manufactures, usines et ateliers combinés avec un moteur mécanique ou subordonnés à l'action d'un feu continu; 2° dans les fabriques d'un genre quelconque, ayant ou n'ayant pas de moteur mécanique ou de feu continu, mais possédant plus de 20 ouvriers réunis en atelier.

A partir de la loi votée en 1841, le cercle des établissements où les jeunes ouvriers sont protégés contre l'excès du travail a, par conséquent, été beaucoup plus étendu qu'en Angleterre. Certains genres de fabriques n'ont pas pu se plaindre d'être assujettis à des règles dont seraient affranchis d'autres genres de manufactures, qui posséderaient autant ou plus d'ouvriers et présenteraient des dangers, des abus comparables ou même supérieurs, ainsi qu'il arrive encore aujourd'hui dans les trois royaumes, sous l'empire de la législation britannique. Voilà pour l'étendue du domaine de la loi, quant à la nature des établissements.

A l'égard des âges en faveur desquels devait s'appliquer la protection, les Chambres ont accepté, comme limite supérieure de l'âge à protéger, celle de 16 ans, quoique l'Angleterre eût adopté, dès 1833, celle de 18 ans. Mais la limite la moins favorable à la protection de la jeunesse avait été posée, dans le projet de loi, par le ministère, dont elle était en quelque sorte le point de départ.

Les Chambres n'ont pas voulu contester au Gouvernement cette sévérité première. Ce qu'elles voulaient, avant tout, c'était une loi qui fixât un âge où la protection commencerait; leur prudence laissait au temps, à l'expérience le soin de montrer s'il y aurait nécessité d'agrandir le cercle des jeunes années que la loi doit protéger.

Les Chambres françaises ont accepté la belle pensée de Wilberforce, introduite dès 1833, ainsi que nous l'avons dit, dans la législation britannique; elles ont consacré deux degrés de protection, suivant les forces inégales de l'adolescence et de l'enfance.

Voici comment elles ont fixé la limite des deux catégories et la plus grande durée de leur travail respectif.

A l'adolescence, comprise entre les deux âges de seize et de douze ans, elles ont donné, pour maximum de travail, douze heures par jour.

A l'enfance, comprise entre les deux âges de douze et de huit ans, elles ont donné, pour maximum de travail, huit heures par jour.

Ces fixations sont beaucoup plus sévères que celles de l'Angleterre, à l'égard des âges et même à l'égard des heures.

En effet, d'après la loi française, l'adolescent doit fournir soixante et douze heures de travail par semaine; d'après la loi britannique, il n'en fournit que soixante-neuf. Trois étant ôtées du travail du samedi, cela réduit en réalité d'une demi-heure la journée moyenne de l'adolescent en Angleterre, tandis qu'en France elle est de douze heures sans réduction.

De plus, chez les Anglais, le travail de douze heures ne peut atteindre que l'adolescent de treize ans, tandis que, chez nous, il atteint celui de douze ans. Chez les Anglais, on ne pouvait, jusqu'en 1844, demander huit heures de travail qu'à des enfants d'au moins neuf ans; chez nous, cette durée de travail peut être demandée à des enfants de huit ans.

Chez les Anglais, le travail de nuit est absolument interdit aux adolescents; chez nous, il est permis pour récupérer le temps perdu par l'effet d'un chômage du moteur mécanique et pour opérer des réparations urgentes.

Nous vous montrons avec soin tous ces contrastes, Messieurs les Pairs, afin de vous bien convaincre que notre loi de 1841, pourrions-nous le dire sans hésiter, *n'était pas trop humaine*; qu'elle ne protégeait *pas trop* l'adolescence et l'enfance; qu'au contraire elle protégeait moins ces deux classes de travailleurs que ne le faisait l'Angleterre.

Ne croyez pas qu'en parlant ainsi nous veuillons accuser les Chambres françaises d'avoir été peu jalouses des intérêts de l'humanité, soit en 1840, soit en 1841.

Les Chambres alors concevaient que le succès d'une législation favorable aux jeunes travailleurs ne pouvait être obtenu que par le concours du législateur et du pouvoir exécutif. Au législateur appartenait de fixer les bases générales, les limites extrêmes et les moins favorables qu'on puisse accorder, en réservant à l'Administration publique les adoucissements graduels que l'expérience, attentivement consultée, ferait connaître comme utiles et praticables.

Avions-nous admis trop jeunes les enfants de huit à douze ans au travail des manufactures en général? Nous accordions aux règlements d'administration publique la faculté d'élever la limite inférieure de cet âge pour toutes les industries à l'égard desquelles le labeur des enfants excéderait leur force et compromettrait leur santé.

Existe-t-il des espèces de fabrication où les travaux attribués à l'enfance, à l'adolescence, soient trop rudes ou trop difficiles pour durer respectivement huit heures et douze heures? Le règlement d'administration publique a pareillement reçu la faculté de réduire cette durée à des limites convenables.

Il y a plus : certains genres d'industrie sont-ils, dès à présent, ou deviendront-ils un jour trop pénibles ou trop dangereux pour y tolérer l'emploi des enfants et même des adolescents? La loi de 1841 concède aux règlements d'administration publique le droit absolu d'interdire cet emploi, dans les manufactures qu'ils désigneront, soit pour le travail des enfants, soit même pour le travail des adolescents.

Cette marche, vous le voyez, offrait tous les avantages et pas un inconvénient. Elle laissait au pouvoir exécutif la partie gracieuse des mesures à prendre en faveur de l'enfance et de l'adolescence. Elle ne devançait pas, elle attendait l'expérience. Au dessous des prescriptions générales, minimum

de protection possible, elle ouvrait la porte aux protections spéciales que l'Administration reconnaît, par degrés, comme étant à la fois équitables et bienfaisantes, dans les diverses parties de l'industrie nationale.

Nous regrettons que le Ministère n'ait pas cru devoir faire usage de la noble part que lui réservait la confiance du législateur.

Plus de six ans sont écoulés depuis la promulgation de la loi qui concédait ce généreux patronage, et, pendant ces six années, l'Administration n'a pas trouvé qu'une seule industrie fût dangereuse, qu'une seule fût plus particulièrement pénible pour l'adolescence ou pour l'enfance !

Dans ce même laps de temps, de grands manufacturiers, d'une haute intelligence, ont prononcé pour leurs ateliers de semblables restrictions, et leur exemple n'a pas été suivi par l'autorité pour prescrire les mêmes règles aux établissements de même nature, dans tout le reste du royaume.

Le Gouvernement avait la faculté d'élargir, autant qu'il le croirait convenable, le cercle des manufactures, des usines et des ateliers soumis à la loi ; il n'en a fait aucun usage.

On devait donc supposer que l'Administration regardait comme complet l'ensemble des industries qu'elle avait à régir, d'après la loi de 1841, sans qu'elle jugeât nécessaire d'y rien ajouter.

Cependant, aujourd'hui, sans transition, sans essais intermédiaires, sans expériences successives, l'Administration propose d'établir par une loi, c'est-à-dire invariablement, que toutes les manufactures, toutes les usines, tous les chantiers et tous les ateliers du royaume seront soumis aux mêmes prescriptions à l'égard de l'enfance et de l'adolescence.

Depuis six ans, l'Administration n'a pas jugé, même pour les industries les plus pénibles ou les plus périlleuses, qu'il fallût les interdire, par réserve charitable, aux enfants de huit à dix ans ; à présent elle demande au législateur d'expulser, sans exception, de toute l'industrie française, les jeunes travailleurs de huit à dix ans.

La loi de 1841 limitait à *huit heures* le travail des enfants de douze à dix ans ; le nouveau projet vous propose d'imposer à cette partie de l'enfance *douze heures* de travail par jour. Le nouveau projet détruit une protection particulière aux plus jeunes travailleurs ; il fait rétrograder la législation française en deçà des bienfaits obtenus, dès 1833, par l'Angleterre, en faveur de ses enfants, après trente et un ans de lutte acharnée. Il nous fait reculer jusqu'à l'acte informe et primitif de 1802 ; il va plus loin : il est plus sévère à l'égard des jeunes ouvriers.

Par l'acte de 1802, les douze heures de travail imposées aux apprentis, quel que fût leur âge au-dessous de seize ans, ces douze heures comprenaient le temps nécessaire à l'enseignement primaire, que le législateur anglais, saintement inspiré, rendait obligatoire.

D'après le projet de loi, c'est en dehors, c'est en sus des douze heures de travail qu'il faudra trouver, même pour l'enfant de dix ans : et les heures réservées à l'école, et les heures destinées à ses repas, qui ne sauraient être trop éloignés les uns des autres, si l'on consulte ses besoins et son organisation ; et les minutes consacrées, sans doute, à quelque repos ; enfin tout le temps nécessaire pour aller du domicile à la fabrique, de la fabrique à

l'école, et revenir le soir à la maison paternelle, en parcourant souvent près d'une lieue dans chacun des deux trajets extrêmes. Voilà l'effrayante accumulation de devoir et de labeur imposée par le projet à l'être, si frêle encore, qui ne compte que dix ans d'âge!...

Ce qui nous frappe, en premier lieu, dans cette accumulation des fardeaux infligés aux plus jeunes ouvriers, c'est la marche tout opposée des autres nations qui florissent par l'industrie.

Dans la Confédération germanique, le maximum du travail des adolescents de douze à seize ans est seulement de dix heures, et nous en imposons douze aux enfants de dix ans!...

En Angleterre, on a fini par trouver trop considérable les huit heures que nous avons accordées en 1841. On a réduit d'une heure et demie cette journée. On n'a pas accordé cette faveur au jeune âge sur la proposition de quelque philanthrope exagéré, qui subordonne tout à ses idées systématiques. On l'a concédée, d'après l'initiative du Gouvernement, sous le même ministère qui, vaincu deux fois dans la Chambre des Communes par une majorité passionnée pour réduire à dix heures le travail des adolescents et des adultes, portait avec fierté la question de cabinet sur le débat sujet de sa double défaite sous le ministère qui, sans pitié pour la fierté des Communes, exigeaient d'elles, et vous allez voir en quels termes, un troisième vote, qui renversât les deux précédents et le rendit enfin victorieux.

« Il est des occasions, dit le très honorable sir Robert Peel, en terminant avec un calme glacial le discours le plus véhément, il est des occasions où le devoir du Ministère est qu'il se refuse à servir d'instrument pour exécuter certaines décisions, issues de certaines combinaisons entre les partis. En cet instant, pareil cas se présente. J'ignore quel sera, ce soir, le résultat de vos suffrages. Ce que je sais, c'est qu'avec une conscience pure et ferme, si ce résultat est défavorable à mes vues, je rentrerai avec une complète satisfaction dans la vie privée, formant des vœux pour le succès de votre loi, mais prêt à continuer ma marche dans le sentier du devoir, le plus rude à gravir, et non sans gloire; mais prêt à repousser des concessions, populaires sans doute, parce que je les crois pernicieuses, en servant ainsi l'intérêt national, même aux dépens de la faveur publique. »

Écoutez donc, Messieurs les Pairs, en quels termes parle de la durée qui convient aux travaux de la frêle enfance, un ministère si ferme pour maintenir, sans réduction, le travail des autres âges. Voici comment le secrétaire d'État, chargé de présenter la loi sur l'enseignement des classes laborieuses, s'est exprimé dès la séance du 28 février 1843 :

« Dans ma conviction, si des enfants d'un âge si tendre (au-dessous de treize ans), après avoir travaillé huit heures dans un jour, sont envoyés à l'école, épuisés déjà par la fatigue, sans avoir pu jouir d'aucun repos, d'aucune récréation, il est impossible d'espérer qu'ils puissent retirer beaucoup d'avantage d'aucun système d'éducation, même du meilleur, qu'on pourrait leur procurer. C'est, en conséquence, mon intention de proposer au Parlement que les enfants, depuis l'âge de huit ans jusqu'à l'âge de treize ans, employés dans les manufactures, ne travailleront pas plus de six heures et demie par jour. S'ils travaillent le soir, ils ne travailleront pas le matin, et s'ils travaillent le

matin, ils ne travailleront pas le soir. Par ce moyen, chaque jour, soit avant, soit après midi, les enfants passeront au moins trois heures à l'école. J'ai toute raison de penser, je suis certain que les fabricants, désireux de coopérer cordialement avec le législateur, afin de perfectionner l'éducation de la jeunesse au sein de notre nation, accepteront avec joie toute mesure nécessaire pour atteindre un but dont l'importance est capitale. Quand nous aurons obtenu trois heures par journée pour l'éducation des enfants, une question va s'élever aussitôt : comment leur procurerons-nous une éducation moins mauvaise que celle d'aujourd'hui ? . . . » Sir J. Graham développe alors un plan d'instruction populaire médité par le Gouvernement.

Il faut le dire à l'honneur du Parlement d'Angleterre, ces généreux sentiments n'ont pas trouvé, dans la Chambre des Communes, un seul orateur qui les combattît et qui s'élevât contre la pensée de réduire, même au-dessous de huit heures, la journée de travail imposée à l'enfance. D'immenses difficultés s'élevèrent, au contraire, contre le plan d'instruction primaire; l'intolérance religieuse effraya tous les fanatismes. Le ministre le plus puissant depuis les Chatam et les Pitt, sir Robert Peel, fut obligé d'abandonner ce plan. Mais il conserva les mesures favorables aux jeunes travailleurs et, par l'acte du 15 mars 1844, la journée fut définitivement réduite à six heures et demie pour les enfants au-dessous de treize ans.

En même temps, les manufactures et les ateliers où les plus jeunes travailleurs devaient avoir atteint leur neuvième année purent recevoir, à l'exemple de la France, des enfants de huit ans.

Nous avons appris, par les rapports officiels des inspecteurs généraux des manufactures, l'effet qu'a produit le nouvel acte protecteur; cet effet est complètement favorable.

L'acte de 1844 avait cela d'excellent qu'il consacrait législativement une amélioration déjà reconnue par la majorité des fabricants, et par la majorité la plus éclairée.

L'emploi des enfants, loin de diminuer, s'est accru, surtout lorsqu'on a commencé d'adopter, par anticipation, les journées réduites à six heures et demie au lieu des journées de huit heures. C'est ce qu'a démontré le tableau suivant dressé, pour les comtés de Lancaster, de Chester et d'York, par M. Léonard Horner, l'habile et respectable inspecteur des manufactures britanniques.

	FIN DE 1842.	FIN DE 1843.
Total des filatures en activité.....	1,522	1,596
Filatures employant des enfants au-dessous de treize ans.....	725	760
Enfants au-dessous de treize ans employés :		
Garçons.....	4,387	4,767
Filles.....	2,655	2,757
TOTAUX.....	7,042	7,524

Ce dénombrement faisait voir qu'il n'était pas exact d'affirmer que les fila-

teurs renonçaient à l'emploi des enfants au-dessous de treize ans, enfants dont le travail était réduit soit à la moitié, soit aux deux tiers du travail des adolescents et des adultes.

« Je crois désirable, ajoute M. Horner, que les adolescents soient employés de préférence aux enfants; c'est-à-dire qu'entre deux jeunes travailleurs, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de treize ans, si l'on n'en peut occuper qu'un seul, il est meilleur d'occuper le plus âgé. Néanmoins, il y a tant d'avantages, pour les enfants des classes laborieuses, lorsqu'ils entrent dans une fabrique bien réglée, d'y travailler à courte journée (*short-time*), et d'aller à l'école, que j'ai sans cesse employé tous mes efforts afin d'écarter les difficultés appréhendées ou réelles, et de favoriser l'admission des enfants au-dessous de treize ans. Ayant depuis longtemps acquis l'expérience de l'avantage, pour leurs parents et pour leurs patrons, de les combiner par double relais dont chacun travaille seulement à demi-journée, j'ai pris soin de signaler la facilité que présente un pareil système, et, je suis heureux de le dire, *je l'ai fait avec succès*. A la fin de 1839, mon district ne comprenait que 69 fabriques où l'on employait les enfants à la demi-journée; ce nombre s'est accru sans cesse et s'élève maintenant (1843) à 178 établissements qui font travailler 2,488 enfants au-dessous de treize ans.

« On abandonne de plus en plus l'ancien système du travail des enfants à deux tiers de journée, qui ne présente pas assez de facilité, dans la pratique, et, comme on le voit, c'est le nouveau qu'on préfère. »

Même à l'époque où la combinaison plus facile des demi-relais n'avait pas été conçue et mise en pratique, M. le Ministre du commerce de France, avec sa longue expérience des fabrications, se prononçait hautement entre les deux systèmes : 1° celui de la loi telle qu'il l'approuvait alors, et telle qu'elle existe aujourd'hui, loi qui distingue l'enfance et l'adolescence par la durée du travail; 2° celui d'une modification proposée dès la première époque, celle du projet actuel; modification réfutée, comme on va le voir, avec la plus grande rigueur de raisonnement et la connaissance exacte des faits.

Voici dans quels termes s'exprimait, le 12 janvier 1841, M. le Ministre du commerce, rapportant à la Chambre des pairs le projet de loi sur les enfants des manufactures, accepté par la Chambre des députés, à de légers changements près, tel que la Chambre des pairs l'avait composé et voté.

« En vous rapportant ce projet, *je me félicite de vous le rendre tel que vous l'aviez confié au Gouvernement*. . . »

DE L'ÂGE D'ADMISSION ET DE LA DURÉE DU TRAVAIL.

• L'âge d'admission et la durée du travail sont maintenus tels qu'ils avaient été fixés par votre Chambre. Les enfants ne pourront être admis avant huit ans dans les manufactures; jusqu'à seize, ils resteront soumis aux prescriptions de la loi. La durée du travail sera fixée à huit heures pour les enfants de huit à douze ans, et à douze heures pour les enfants de douze à seize ans.

« Ces dispositions ont été cependant l'objet de *quelques critiques* qui méritent d'être examinées.

« On a dit que l'économie du travail dans les fabriques s'opposait d'une

manière absolue à ce que la durée de la journée de l'enfant fût moindre que celle de l'adulte; que, dans les filatures, l'ouvrier ne pouvait se passer de son rattacheur, de même que dans la fabrique d'impression l'imprimeur ne pouvait agir sans son *tireur*; en un mot, que partout où l'adulte et l'enfant sont réunis, l'un ne peut travailler sans l'autre.

« Pour remédier à cet inconvénient, on a proposé d'élever à *dix ans* l'âge d'admission et de fixer uniformément à *douze heures par jour* la durée du travail des jeunes ouvriers de dix à seize ans.

« A l'appui de cette combinaison, on a fait remarquer qu'avant dix ans, la faiblesse des enfants les rend incapables de supporter un travail continu; que deux ans de plus développent leurs forces et leur permettent de suivre les écoles avant d'entrer dans les fabriques.

« Le système des relais, adopté *avec succès* dans un pays voisin, répond *victorieusement* à cette objection; trois brigades d'enfants, travaillant huit heures par jour, et réunies à deux brigades d'adultes, donneront deux journées complètes de travail effectif et n'exigeront que moitié en sus du nombre d'enfants employés actuellement. Or, dans l'état actuel, la quantité d'enfants admis dans les manufactures est peu considérable, précisément parce que la durée du travail étant de douze, treize, quatorze et quinze heures, leurs forces ne peuvent y suffire, *et la réduction uniforme de la durée du travail à huit heures aura pour résultat de faire employer des enfants de huit, neuf, dix et onze ans qui ne sont pas acceptés aujourd'hui.*

« Il faut surtout ne pas perdre de vue que l'admission des enfants dans les fabriques, dès l'âge de huit ans, est pour les parents un moyen de surveillance; pour les enfants un commencement d'apprentissage, pour la famille une ressource. A cet âge, une occupation régulière et modérée favorise le développement des forces; et lorsque cette occupation se concilie avec les heures nécessaires au repos et à l'instruction, on peut dire que la plus grande difficulté est résolue. D'un autre côté, l'habitude de l'ordre, de la discipline et du travail doit s'acquérir de bonne heure, et la plupart des mains-d'œuvre industrielles exigent une dextérité et une prestesse qui ne s'obtiennent que par une pratique assez longue, et qui ne peut être commencée trop tôt.

« A ceux qui veulent retarder de deux ans l'âge d'admission des enfants dans les fabriques, nous demanderons qui garantit que ces deux années, laissées à l'enfant hors de la surveillance de ses parents ouvriers, profiteront à son instruction primaire et religieuse? *Qui ne voit là, au contraire, une occasion de démoralisation et de vagabondage, un apprentissage du vice?* L'école de la rue est la pire de toutes : elle enseigne la paresse et le désordre; ce n'est pas celle qui prépare les bons ouvriers. L'enfant, entré à huit ans dans l'atelier, façonné au travail, ayant acquis l'habitude de l'obéissance, et possédant les premiers éléments de l'instruction primaire, arrivera à dix ans plus capable de supporter la fatigue, plus habile et plus instruit qu'un enfant du même âge élevé jusque-là dans l'oisiveté et prenant pour la première fois le tablier du travail.

« *Ces considérations ont décidé le vote de la Chambre des députés; elles avaient décidé le vôtre, elles vous détermineront à y persister.* »

M. le ministre du commerce, dans l'exposé des motifs du projet de 1847,

s'exprime ainsi pour défendre le système contraire à celui qu'il avait si bien défendu six années auparavant :

« Il résulte, de ces diverses circonstances (qu'il vient d'énumérer), qu'un grand nombre d'ouvriers appartiennent aux communes et aux campagnes voisines, dans un rayon de *plusieurs kilomètres*; hommes, femmes et enfants arrivent le matin à la fabrique, et retournent le soir à leur demeure. Retenus auprès de leurs parents, soit pendant le trajet, soit dans l'intérieur de la fabrique pendant le travail, les enfants restent placés sous une surveillance constante; dans le système des séries, au contraire, les enfants quittent le travail avant l'heure commune, se trouvent abandonnés à eux-mêmes dans les rues et sur les routes, de nuit comme de jour; ils y contractent l'habitude du jeu, de la paresse et du vice.

« Au point de vue de la famille, le fractionnement de la durée du travail présente donc des inconvénients et des dangers tellement graves, que si le séjour même prolongé dans la fabrique en était le seul remède, on ne devrait pas hésiter à l'adopter. »

Remarquez-le, Messieurs les Pairs, avec ce nouveau système où l'on s'occupe de familles employées, hommes, femmes et enfants, dans une même fabrique, à plusieurs kilomètres du domicile de ces travailleurs, tandis qu'on préconise l'indivision de la famille, on met à la porte de l'atelier la moitié des enfants entre huit et douze ans; on expulse ceux de huit à dix ans, c'est-à-dire les plus jeunes, les plus dangereux à laisser seuls, et les plus faciles à pervertir par un vagabondage prématuré. On redoute quelques heures sur vingt-quatre, où des enfants de dix à douze ans ne seraient plus côte à côte avec leur père, auprès des mull-jennies ou des continues, et l'on oublie la journée entière pendant laquelle les enfants de huit à dix ans seraient laissés seuls, à plusieurs kilomètres de leurs parents; les premiers, dit-on, seraient pervertis, et l'on ne songe pas même à l'existence des autres! . . .

Lorsque nous réglerons le temps nécessaire à l'enseignement des jeunes ouvriers, nous aurons soin d'obvier à l'inconvénient de les laisser seuls pendant les heures épargnées; et nous saurons trouver pour eux une surveillance efficace.

M. le Ministre du commerce examine ensuite l'inconvénient de faire travailler huit heures par jour les enfants, par le moyen des relais; il reproduit précisément les objections qu'il a réfutées victorieusement en 1841, et qu'en 1847 il paraît croire irrésistibles.

M. le Ministre du commerce invoque le témoignage assez récent du conseil général des manufactures; mais, en 1840, ce même conseil général était d'un avis contraire, et qu'a cité M. le Ministre dans son exposé des motifs pour 1841.

Le conseil général des manufactures avait alors expressément demandé que la fréquentation des écoles fût obligatoire, et remarquez pour quels motifs: « En réduisant à huit heures le travail des enfants, disait la commission de ce conseil, nous avons eu en vue, non seulement de le proportionner à leur âge et à leurs forces, mais surtout de leur laisser le temps d'aller aux écoles. Occupés sans cesse du soin de pourvoir à leurs besoins matériels, combien est petit le nombre des pères qui s'efforcent d'inculquer de bons prin-

cipes à leurs enfants. *Il faut donc, à tout prix, forcer ceux-ci de fréquenter les écoles.* »

Vous le voyez, Messieurs les Pairs, lors de la présentation et de l'examen de la loi qui constitue la protection accordée aux jeunes travailleurs, ce n'était pas accidentellement et par hasard que le conseil général des manufactures adoptait, en faveur des enfants, la journée de huit heures; ce n'était pas même uniquement pour la proportionner à leur âge ainsi qu'à leurs forces, motif, certes, bien suffisant : c'était dans l'intention éclairée et généreuse de leur laisser un temps indispensable pour fréquenter les écoles, et pour les tirer d'un déplorable état d'ignorance.

Nous reviendrons sur cette intention, que nous aussi nous voulons satisfaire, non pas en adoptant des moyens évidemment insuffisants, mais en profitant de ceux qu'avait aperçus et signalés, dès 1840, le conseil général des manufactures.

Depuis cette époque, il paraît qu'un grand nombre de manufacturiers ont changé d'opinion; leurs efforts ont obtenu, dans la dernière session des conseils généraux industriels, une décision contraire, fondée sur l'impossibilité prétendue de réduire à huit heures la journée du travail des enfants.

Nous citons en toute lettre *la seconde opinion* formulée par un très habile manufacturier, dans son rapport adopté par le conseil général du commerce.

« Quand nous parlons d'impossibilité, nous ne voulons pas dire impossibilité matérielle, impossibilité absolue; sans doute il est toujours loisible à un manufacturier d'accroître le nombre de ses ouvriers ou de réduire la quantité de ses produits, d'ajouter à la masse de son matériel et à l'étendue de ses ateliers, ce qui revient à augmenter son capital fixe, de diminuer le nombre d'heures de travail, de s'exposer à obtenir des produits moins nombreux et moins parfaits, en supposant toujours la même dépense ou même en l'accroissant; en un mot, il lui est possible de se conformer au texte rigoureux de la loi *en marchant à sa ruine*; mais alors où est cette conciliation si désirée, à si juste titre, des *droits du travail* et des *droits de l'humanité*? »

Deux mots suffisent pour montrer l'erreur d'un tel raisonnement.

Qu'au lieu de deux enfants travaillant chacun douze heures par jour sur deux métiers, vous en acceptiez trois travaillant chacun huit heures sur les deux mêmes métiers, c'est toujours vingt-quatre heures de travail, c'est toujours deux enfants employés à la fois, toujours un même nombre de métiers, exigeant un même nombre de travailleurs simultanés. Donc il ne faut, pour passer du premier système au second, rien ajouter à la masse du matériel, rien à l'étendue des ateliers, rien à l'avance du capital fixe. On ne doit rien perdre non plus sur la quantité des produits obtenus, et, pour peu qu'on y mette d'intelligence, rien sur la qualité des produits.

Par conséquent, ce n'est pas avec raison que les conseils généraux des manufactures et du commerce, abandonnant leurs opinions et leurs convictions si nobles de 1840, au lieu de trouver que la loi concilie les avantages de l'industrie et ceux de l'humanité, trouvent, six ans après, que les droits du travail sont immolés aux droits de l'humanité : réclameraient-ils en faveur du sacrifice contraire!

Il est inexact, il est dérisoire de prétendre qu'en réduisant à huit heures le travail des enfants, l'industrie française marcherait à sa ruine.

Est-ce que l'industrie de la Grande-Bretagne, pour avoir adopté dès 1833 cette mesure, a marché vers sa ruine? Et nous, nous qui n'avons pas eu l'énergie de la mettre en pratique, est-ce nous qui, pendant ce temps, avons fait la fortune que n'a pas fait notre rivale? Jugeons-en par dix années de progrès mis en parallèle.

Accroissement des cotons en laine admis à la consommation pour suffire au développement comparé des fabriques anglaises et des fabriques françaises, de 1833 à 1843.

Pour les fabriques anglaises (1) 130,497,600 kil.

Pour les fabriques françaises 24,390,038 —

Par conséquent, dans les dix années pendant lesquelles la Grande-Bretagne a pleinement subi la réduction de la journée des enfants à huit heures, loin qu'il s'en soit suivi la diminution déplorable des travaux, la perte des ateliers et la ruine des fabriques, l'augmentation du travail a marché de front, de pair, avec le plus admirable progrès qu'ait jamais obtenu l'industrie anglaise.

Il y a plus : dans ces dix années d'expérience, le simple accroissement de filature et de tissage des cotons, avec la journée des enfants réduite d'un tiers, surpasse de beaucoup le double de tout ce que la France a pu mettre en œuvre à la fin de ces dix années, pendant lesquelles l'industrie française faisait inexorablement travailler l'enfance douze heures par jour.

Examinons dans le parallèle du commerce extérieur, si l'industrie française avec ses douze heures de travail imposées aux jeunes enfants, a plus rapidement augmenté ses exportations que l'Angleterre affligée de ce pré-

(1) Poids total du coton mis en consommation par l'industrie britannique :

En 1843 263,653,600 kil.

En 1833 133,156,000 —

AUGMENTATION décennale 130,497,600 —

Poids total du coton mis en consommation par l'industrie française :

En 1843 59,999,857 kil.

En 1833 35,609,819 —

AUGMENTATION décennale 24,390,038 —

tendu malheur économique : la réduction du travail des enfants de douze à huit heures (1).

Dans les dix années mises en parallèle, tandis que la France exporte en plus 1,330,597 kilog. de tissus, la Grande-Bretagne exporte un surplus égal à 17,963,100 kilog., c'est-à-dire un surplus *douze fois et demi plus considérable*.... Et cela, malgré cette incroyable source de ruines : la réduction de douze heures à huit heures de travail pour les enfants des manufactures.

Mais, à partir de l'année 1844, l'Angleterre va bien plus loin dans cette étrange voie de perdition, qui la conduit à l'opulence. Non satisfaite d'avoir diminué de douze à huit heures la journée des enfants, elle l'a réduite à six heures et demie; et ses fabriques, au lieu d'en souffrir, continuent d'augmenter leurs exportations, à des prix non pas plus élevés, mais plus bas.

C'est cette réduction des prix dont il faut surtout donner la preuve aux manufacturiers ainsi qu'aux chambres, malgré la diminution de la journée des enfants. Nous l'avons calculée d'après les valeurs réelles des exportations que les manufacturiers d'Angleterre n'ont aucun intérêt à déguiser. La conséquence qu'ils présentent est irrésistible (2).

(1) Exportation comparée de la France et de la Grande-Bretagne :

FILS DE COTON EXPORTÉS (année 1843).

La France, avec des enfants travaillant la plupart douze heures par jour, exporte 79,012 kilogrammes.

La Grande-Bretagne, avec des enfants ne travaillant que huit heures par jour, exporte 63,621,100 kilogrammes.

C'est-à-dire que l'Angleterre exporte 804 fois plus de cotons filés que ne fait la France.

TISSUS DE COTON EXPORTÉS PAR LA GRANDE-BRETAGNE.

En 1843.....	34,569,940 kil.
En 1833.....	16,606,840 —
Augmentation décennale.....	17,963,100 —

TISSUS DE COTON EXPORTÉS PAR LA FRANCE.

En 1843.....	3,640,128 kil.
En 1833.....	2,309,531 —
Augmentation décennale.....	1,330,597 —

(2) Prix moyen des tissus de coton exportés annuellement de la Grande-Bretagne :

En 1833.....	21 20 par kil.
En 1843.....	11 23 —

Prix moyen des fils de coton exportés annuellement de la Grande-Bretagne :

En 1833.....	3 85 par kil.
En 1843.....	2 93 —

Diminution décennale du prix des cotons ouvrés exportés de la Grande-Bretagne, de 1833 à 1843 :

Cotons filés.....	31 25/100 p. 100.
Tissus de coton.....	52 72/ —

Éclairés, convaincus par de tels résultats, nous aurions pu nous dispenser de consulter davantage l'opinion, plus ou moins erronée, de quelques manufacturiers français.

Néanmoins, aussitôt qu'on a fait part à la commission du désir qu'avaient les fabricants considérables et dignes d'une haute estime d'être entendus dans son sein, elle s'est empressée d'accéder à leur demande.

Au milieu d'eux se trouvaient M. le président du conseil général des manufactures, l'honorable rapporteur de la dernière opinion émise par le conseil général du commerce et citée par nous; M. le président du conseil des prud'hommes de la ville de Paris; puis, les représentants des industries textiles appartenant aux centres manufacturiers de l'Alsace, de la Flandre française, de la Picardie, de la Normandie et des environs de Paris.

AUDITION DES REPRÉSENTANTS DE L'INTÉRÊT MANUFACTURIER.

Les manufacturiers qui nous ont demandé d'être entendus représentaient les industries de la filature, du tissage et de l'impression du coton et du lin, le représentant de l'industrie métallurgique ne demandait rien pour ses usines. Nous présentons ici le résumé de leurs observations.

A l'égard des établissements plus ou moins importants auxquels la protection des enfants peut s'appliquer, en leur qualité de grands manufacturiers occupant un nombre de bras considérable, ils se plaignent que la loi de 1841 s'arrête aux fabriques occupant plus de vingt ouvriers; ils demandent que son action s'étende jusqu'aux moindres ateliers, en exceptant toutefois les ateliers de famille. Nous satisfaisons à leur vœu.

A l'égard de l'âge, presque tous les manufacturiers, pour obtenir des enfants douze heures de travail, seraient satisfaits de voir la loi nouvelle interdire l'emploi des enfants de huit à dix ans. Plusieurs d'entre eux les ont déjà renvoyés; les autres fabricants ne les emploient qu'en petit nombre.

Dans une grande fabrique d'indiennes aux environs de Paris, on admet des enfants de onze ans, de dix ans, de neuf ans, et même de huit ans. On fait travailler la fabrique dix heures en été, et probablement davantage au printemps, lors de la demande des tissus légers qu'il faut préparer pour les modes de la belle saison.

En Alsace, on n'a pas refusé d'exécuter la loi qui limite à huit heures le travail des enfants pour la filature et le tissage mécanique. En Alsace, à la rigueur, on aurait subi l'exécution constante de la loi. Mais, lorsqu'on a su qu'on ne l'exigeait pas, avec la même rigueur, dans toutes les parties du royaume; lorsqu'on a vu qu'en certains lieux on en exigeait l'exécution complète, tandis que dans d'autres, voisins des premiers, on se montrait d'un relâchement presque absolu; lorsque les plaintes élevées par la société industrielle de Mulhouse sont restées sans force devant les chambres, qui ne savaient pas l'état des choses; lorsque ces plaintes n'ont pas pu faire cesser un tel abus, l'Alsace elle-même n'a plus pensé qu'à profiter de l'exemple donné par la Flandre française et la Normandie.

Les manufacturiers que nous avons entendus nous ont formellement déclaré que, dans ces deux grandes provinces manufacturières, on n'exécutait pas la loi. Quant à la durée du travail des enfants, ils se sont efforcés de nous démontrer la nécessité de cette inexécution.

Mais, en Picardie, un grand filateur, que nous avons également entendu, nous a déclaré devant ses confrères qu'il n'a pas cessé d'exécuter complètement la loi, loi qui, par conséquent, ne lui paraît pas, comme à eux, inexécutable.

Ses ateliers marchent, et marchent bien, avec des relais de jeunes travailleurs. Il émet le vœu que partout on exécute avec la même fidélité la loi sur le travail des enfants.

Dans les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, même résistance que dans le département du Nord, même inexécution de la loi quant à la modération du travail des enfants, même refus de pratiquer le système des relais, sous prétexte d'impossibilité.

Cette impossibilité se trouve motivée, affirment les manufacturiers de Normandie, dans les campagnes, en des lieux commandés par l'emploi des moteurs hydrauliques, au milieu d'une population qui, disent-ils, ne fournirait pas assez de jeunes travailleurs en ne les occupant que huit heures au lieu de douze.

Même répugnance pour le système des relais aux environs de Paris, d'après les mêmes motifs.

Au premier abord, la commission n'avait pas pu comprendre la demande simultanée faite par les manufacturiers, vu la pénurie, vu l'insuffisance du nombre des jeunes travailleurs, d'expulser les enfants de huit à dix ans, c'est-à-dire plus de la moitié de la classe actuelle, en tierçant le travail des enfants de dix à douze ans.

Un fait important nous a donné la clef de cette facilité singulière à congédier tout d'un coup la moitié des travailleurs du plus jeune âge, en invoquant l'insuffisance de leur nombre.

Les enfants de huit à douze ans sont nécessairement plus nombreux que les adolescents de douze à seize ans; néanmoins, les manufacturiers n'emploient pas la moitié de ces enfants comparativement avec le nombre des adolescents, même quand ils ont la faculté de les faire travailler douze heures par jour.

Donc ils trouveraient encore la proportion des enfants qui leur est nécessaire, s'ils se bornaient à la moitié comprise entre dix et douze ans; et si l'on infligeait à ceux-ci douze heures de travail au lieu de huit, ce serait tout bénéfice.

Voilà le secret.

Indépendamment de cette explication décisive, jugeons par comparaison l'insuffisance prétendue du nombre des jeunes travailleurs, dans les lieux où sont situées nos filatures hydrauliques.

L'Angleterre n'a rien sacrifié des filatures mues, dans l'origine, par la force de l'eau; des états officiels démontrent que la puissance hydraulique, appliquée aux filatures, augmente sans cesse, et par de nouveaux établissements et par le perfectionnement des machines existantes.

Il y a cela de très remarquable, que les filatures hydrauliques sont plus nombreuses et présentent plus de puissance totale dans les parties des trois royaumes britanniques où l'on possède le plus de filatures mues par la force de la vapeur. Nous avons découvert et constaté ce fait, d'après un état officiel dressé par les inspecteurs généraux des manufactures britanniques (1).

On est arrivé, dans l'ensemble du Lancastre, à tirer jusqu'à dix chevaux de force hydraulique par lieue carrée de territoire, pour le seul travail des filatures de coton. Ce résultat considérable, on ne peut l'expliquer que par le climat très humide de l'ouest de l'Angleterre, et par l'extrême industrie apportée au ménagement des eaux.

Cependant le Lancastre, dans ses districts ruraux les moins peuplés, suffit aux filatures de coton, et leur fournit assez d'enfants, non seulement avec un travail quotidien de huit heures, mais avec un travail réduit à six heures et demie.

Ne craignons donc pas qu'aucun département de la France puisse éprouver, du côté des plus jeunes travailleurs, une insuffisance que n'éprouve pas le com de Lancastre.

C'est d'ailleurs une grande erreur de supposer que la population ne se concentre pas rapidement dans les localités où des manufactures tendent à développer leurs travaux. Elle se développe en proportion des progrès industriels avec une facilité merveilleuse, non seulement en Angleterre, mais en France. Que si, par extrême ambition, les riches propriétaires de quelques filatures isolées voulaient étendre leurs établissements au delà de la faculté de la population, nous n'admettrions jamais, pour satisfaire à cet agrandissement, qu'il fallût outrepasser les justes limites du travail de l'enfance, et nous leur dirions : Procurez-vous, si vous le désirez, une population foraine, attirée par l'appât de vos salaires ; mais, à l'égard de la population que la nature a placée autour de vous, restez fidèles à la loi commune qui protège l'enfance, et modérez l'envahissement de votre spéculation, pour ne pas dépasser les bornes que réclame la portée des forces humaines.

(1) Tableau comparé de la superficie moyenne du territoire, qui correspond à l'application de l'eau et de la vapeur aux filatures de coton, pour une force équivalant au travail quotidien d'un cheval (1833).

Pour la force d'un cheval, fournie :

	PAR L'EAU.	PAR LA VAPEUR.
	Hectares.	Hectares.
En Irlande.....	20,752	13,055
En Écosse.....	3,221	2,496
En Angleterre.....	2,038	553
Dans le Lancastre.....	162	21 38/100
En France, plus de.....	6,000	5,625

Il existe une tendance de l'industrie moderne à centraliser de plus en plus son opulence; à triompher, par la puissance des capitaux accumulés, de la faiblesse des capitaux disséminés; à tuer, prononçons le mot, la petite industrie par la grande, en ruinant les plus faibles manufactures, accablées sous le poids des plus puissantes. Nous n'oserions pas affirmer ici que le législateur doive, par des mesures expresses, contre-balancer, modérer du moins cette redoutable tendance. Mais, ce dont nous sommes certain, c'est qu'il serait à la fois impolitique et barbare de la favoriser aux dépens de la santé des ouvriers, pour exagérer le travail dans les établissements qui triomphent déjà par leur grandeur et leur richesse.

Les manufacturiers, pour dernier moyen d'obtenir cette prolongation du travail à l'égard des enfants, ont fait appel à l'expérience. Ils nous ont signalé les nombreux progrès de leurs établissements sous le point de vue de la salubrité; ils nous ont fait remarquer que l'agrandissement des espaces destinés à la filature permet aux ouvriers de respirer un air plus pur et moins chargé de parcelles dégagées du coton, qui prennent à la gorge et peuvent affecter la poitrine et les bronches.

Sans rien contester de ces améliorations, nous n'en avons pas moins étudié par nous-mêmes l'état sanitaire des portions du territoire où surabondent les industries textiles, surtout celles qui mettent en œuvre le coton.

Afin d'apprécier l'état sanitaire des populations, dans leurs progrès les plus récents, nous avons obtenu du ministère de la guerre la communication des comptes, manuscrits encore, dressés par les conseils de revision de l'année dernière, pour trois grands départements manufacturiers : les départements du Nord, de la Seine-Inférieure et de l'Eure, ceux qui réclament avec le plus d'ardeur contre la loi des manufactures.

Dans chacun de ces départements nous avons rapproché, d'un côté, les cantons les plus manufacturiers; de l'autre, les cantons principalement agricoles.

Le tableau ci-contre donne les différences extrêmes que ce travail a révélées.

En résumé, pour treize circonscriptions des plus manufacturières et pour un nombre comparable de localités principalement agricoles, nous trouvons cette différence totale :

Dans les populations principalement manufacturières, contre 1,000 sujets capables de supporter le service militaire, 1,032 incapables pour infirmités, difformités, débilité, etc.;

Dans les populations limitrophes, mais principalement agricoles ou maritimes, contre 1,000 sujets capables de supporter les fatigues du service militaire, 459 seulement incapables de ce service;

Par conséquent, la différence du nombre des réformés, pour obtenir le même nombre de 1,000 recrues valides, entre les localités manufacturières et les localités agricoles ou maritimes de trois grands départements, est représentée par ces nombres 1,032 et 459, dont le premier est *plus que double* du second : est-ce assez?... .

LOCALITÉS

LES PLUS MANUFACTURIÈRES.

Désignation.	Jeunes gens de 20 ans.	
	jugés suffisants pour le service militaire.	rejetés comme infirmes, difformes, rabougris, débiles, etc.

PRINCIPALEMENT AGRICOLES.

Désignation.	Jeunes gens de 20 ans.	
	jugés suffisants pour le service militaire.	rejetés comme infirmes, difformes, rabougris, débiles, etc.

DÉPARTEMENT DU NORD.

Lille	304	292	Armentières.....	66	38
Roubaix.....	103	114	Aleux, Marchiennes, Orchies.....	177	106
Tourcoing	144	112	Arrondisseme ^t d'Avesnes	588	213
TOTAUX.....	551	518	TOTAUX.....	831	357
Proportions.....	1,000	940	Proportions.....	1,000	432

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

Bolbec.....	65	56	Quillebœuf.....	22	13
Darnetal.....	61	94	Dieppe.....	51	16
Elbeuf.....	109	102	Le Havre.....	66	41
Rouen.....	787	811	Saint-Valery.....	49	29
Yvetot.....	57	72			
TOTAUX.....	1,079	1,135	TOTAUX.....	188	99
Proportions.....	1,000	1,052	Proportions.....	1,000	526

DÉPARTEMENT DE L'EURE.

Louviers.....	194	200	Vernon.....	33	18
Audelys.....	192	195	Gaillon.....	31	23
Bernay.....	216	254			
TOTAUX.....	602	649	TOTAUX.....	64	41
Proportions.....	1,000	1,078	Proportions.....	1,000	641

Nord.....	551	518	Nord.....	831	357
Seine-Inférieure.....	1,079	1,736	Seine-Inférieure.....	188	99
Eure.....	602	649	Eure.....	64	41
TOTAUX.....	2,232	2,303	TOTAUX.....	1,083	497
Proportions.....	1,000	1,032	Proportions.....	1,000	459

Répétons ici les paroles austères, mais vraies du premier rapport fait à la Chambre des Pairs en 1840, lorsque nous signalions, pour la première fois, cette effrayante inégalité : paroles répétées comme autorité dans le Parlement d'Angleterre, afin d'appuyer les améliorations obtenues, depuis cette époque, dans la condition du travail des manufactures britanniques :

« D'aussi grandes inégalités ne peuvent laisser le législateur indifférent; elles attestent des plaies profondes et douloureuses; elles révèlent des souffrances individuelles, intolérables;

« Elles rendent la patrie plus faible sous le point de vue des travaux militaires, et plus pauvre sous celui des travaux pacifiques. Nous rougirions de l'agriculture, si, pour ses travaux, elle n'amenait à l'âge du labeur qu'une aussi faible proportion de bœufs ou de chevaux en état de travailler, contre un aussi grand nombre d'animaux infirmes ou difformes.

« Que ce grand intérêt social soit donc à la fois, pour les chambres législatives, pour le Gouvernement et pour les bons citoyens, l'objet d'une étude constante, afin de mettre un terme à ces tristes non-valeurs, à ces déperditions, à ces dégradations de l'espèce humaine. Lorsque nous découvrons un aussi vaste champ d'améliorations à produire, soyons convaincus qu'il existe autre chose à faire, en faveur de la jeunesse laborieuse, que des appréhensions à calmer, quelques abus légers à réformer, quelques précautions secondaires à prendre. »

Les mêmes motifs subsistent aujourd'hui. S'ils suffisaient, en 1840, pour nous décider à modérer dès cette époque le travail des enfants, pourraient-ils maintenant nous décider à l'aggraver?

Il est déplorable que, depuis six années, on n'ait pas mis en vigueur, avec une inflexible fermeté, les prescriptions, si tutélaires, de la loi des manufactures.

Est-ce que, depuis six années, la question n'a pas fait les plus grands progrès chez les nations industrielles? Est-ce que l'expérience d'un travail modéré, pour l'adolescence et l'enfance, n'a pas eu les plus heureux effets chez la nation germanique? Est-ce que la réduction du labeur des enfants à la simple demi-journée, et la limitation du travail de tout le sexe féminin au simple travail des adolescents, n'ont pas produit d'immenses bienfaits en Angleterre, depuis 1844?

Jugeons-en par le témoignage unanime et désintéressé des inspecteurs généraux des manufactures britanniques. Il nous suffira d'en citer un seul, M. Saunders, d'après un de ses rapports les plus récents dont nous devons la communication à S. Exc. l'ambassadeur de la Grande-Bretagne en France (1). M. Saunders rapporte ainsi les paroles d'un des principaux manufacturiers d'Angleterre :

« L'acte de 1844, de l'aveu même des manufacturiers, rend plus uniforme le travail qu'exige une vive reprise du commerce, soit en prolongeant

(1) Lord Normanby, qui lui-même a pris la part la plus honorable dans la discussion du Parlement en faveur de la modération du travail, a bien voulu, sur la demande du rapporteur, nous procurer le recueil des derniers rapports des inspecteurs britanniques, non publiés encore dans les papiers du Parlement

la période pendant laquelle les manufactures sont en pleine activité, soit en donnant un emploi complet à toutes les fabriques, au lieu d'énormes commandes adressées, comme autrefois, à trop peu de fabricants. Ce resserrement de commandes entre quelques filateurs privilégiés, aurait, comme cela se pratiquait antérieurement, exigé de leurs ouvriers un travail excessif, absorbant beaucoup d'heures, le jour et la nuit. » Dans la fabrique où l'on communiquait ces observations à M. Saunders, les salaires gagnés par les ouvriers, avec les onze heures et demie fixées par l'acte de 1844 pour les femmes et les adolescents, ces salaires sont restés aussi forts qu'à l'époque de quatorze et quinze heures par jour. Par là les ouvriers, au lieu d'être accablés de fatigue et découragés (*jaded and tired*), sont à présent satisfaits et joyeux; ils jouissent avec bonheur de la partie du jour, quelque courte soit-elle, qui leur est laissée.

Le même fabricant signalait expressément à M. Saunders les avantages résultant du travail des enfants, réduit des deux tiers à la moitié d'une journée d'adulte. Il affirmait qu'à très peu d'exceptions près, les maîtres et les ouvriers étaient parfaitement convaincus que *la diminution dans cette durée leur était avantageuse*; et qu'ils apprendraient avec un profond regret qu'on y changeât quelque chose, pour *allonger le temps du travail des enfants*. « Je ferai de plus remarquer, dit M. Saunders, que ces observations sont faites au sujet d'une manufacture située dans ce qu'on peut appeler un district rural, auprès de Leeds, où, vu le nombre des établissements analogues et très voisins, je n'aurais pas été surpris qu'on trouvât difficile de se procurer, en nombre suffisant, des travailleurs du plus jeune âge. » Ces observations ne semblent-elles pas merveilleusement applicables aux fabriques rurales des départements du Nord et de la Seine-Inférieure?

Après avoir mis en balance toutes les raisons pour et contre, pesé les objections et consulté l'expérience, votre commission, justifiée par le long et patient examen auquel elle s'est livrée, votre commission, d'un accord unanime, propose à la noble chambre de maintenir, sans aucune aggravation, les limites que cette loi défend d'outrepasser pour la longueur du travail des enfants : *huit heures de travail par jour*. Nous laissons d'ailleurs au Gouvernement la faculté de réduire cette journée par voie de règlement d'administration publique, dès qu'il en aura reconnu la convenance et l'utilité.

Lorsque nous sommes arrivés à cette décision finale, M. le ministre du commerce nous a proposé, comme un moyen terme, de ne plus exclure les enfants de huit à dix ans, de leur laisser huit heures de travail, mais d'en imposer dix aux enfants de dix à douze ans. D'après ce nouveau système, il y aurait trois catégories de jeunes ouvriers, soumis respectivement à huit heures, à dix heures, à douze heures de travail.

Mais que deviennent, dans cette hypothèse, les considérations morales par lesquelles l'exposé des motifs appuyait la demande d'une égale journée de labeur pour tous les enfants? Que devient leur abandon dans la rue, pendant quatre heures sur douze, etc.? Que deviennent aussi toutes les objections sur les prétendues impossibilités d'une combinaison bien simple et bien facile entre deux journées de huit et douze heures : combinaison qu'on

trouvait trop compliquée pour le service réglé des manufactures? Que deviennent ces objections lorsqu'on arrive à proposer trois longueurs de journées au lieu de deux : trois longueurs disparates, dont la durée serait tout autrement difficile à mettre en rapport avec des services de relais?

L'âge de dix à douze ans est celui pendant lequel l'enseignement primaire des enfants du peuple doit être le plus fructueux; c'est l'âge pendant lequel a lieu surtout l'instruction religieuse, qui conduit à la première communion.

Nous aurions donc abandonné l'un des bienfaits les plus importants, garantis par la loi de 1841, en admettant la nouvelle combinaison : nous ne l'avons pas acceptée.

Une troisième proposition se présentait encore.

On reviendrait aux deux classes de jeunes travailleurs, si fortement combattues; on conserverait les deux longueurs de journée, huit heures et douze heures. Mais, au lieu de maintenir dans la première classe les enfants de huit à douze ans, on n'y maintiendrait plus que les enfants de huit à onze ans; on imposerait douze heures de travail aux enfants qui complèteraient onze ans et un jour.

Déjà la France est en arrière d'une année, comparativement à l'Angleterre, pour la protection des adolescents.

L'Angleterre n'impose la longue journée de travail qu'à des adolescents ayant au moins leur treizième année, et nous voudrions l'imposer à nos enfants de onze ans! L'Angleterre n'impose, aujourd'hui même, aux enfants de onze ans, que *six heures et demie* de travail; et l'on nous demanderait de leur imposer douze heures de travail effectif! Y consentir, ce serait abuser de leur constitution si frêle encore.

Gardons-nous d'ailleurs de l'oublier, c'est surtout dans la onzième année que doit s'achever l'instruction religieuse des enfants des ouvriers, et s'accomplir, vers la fin de cette année, le sacrement qui sanctionne cette instruction, au moment même où finit l'enfance pour commencer l'adolescence. Il faut donc bien se garder de retrancher les heures réservées à l'enseignement des jeunes travailleurs de onze ans.

Ces motifs ont déterminé la commission à persister invariablement dans sa résolution de maintenir intactes les deux classes de jeunes travailleurs et les deux longueurs de journées, dont le maximum infranchissable est garanti par la loi de 1841.

Les trois propositions successives qui tiendraient à modifier ces âges et ces journées ont l'avantage précieux que chacune d'elles détruit les objections les plus graves et les prétendues impossibilités qu'on alléguait en combattant la base première et constante que nous défendons; il est heureux qu'on les ait faites tour à tour, afin qu'il ne restât rien d'irréfutable et d'irréfuté.

DU TRAVAIL DES FEMMES.

Nous n'aurions pas complété notre examen. notre protection du travail des êtres faibles, si nous n'avions pas pris en sérieuse considération le travail des femmes et des filles âgées de plus de seize ans.

Ici, Messieurs les pairs, nous sommes heureux de nous trouver en parfait accord avec les principaux manufacturiers, avec les plus humains et les plus intelligents. Les hommes très honorables que nous avons entendus ont approuvé notre désir de fixer, en faveur des filles et des femmes, une limite qu'on ne pût pas outrepasser, et d'accepter la même limite que pour les adolescents : c'est-à-dire la journée de *douze heures*.

On nous reprochera peut-être que cette limite soit encore bien élevée. Telle qu'elle est, elle sera pourtant, aujourd'hui même, éminemment protectrice; elle empêchera, si nous pouvons parler ainsi, les sévices du travail prolongé.

Ce printemps, au moment où nous examinions les bases du nouveau projet, nous apprenions qu'au milieu d'un des grands districts manufacturiers du nord de la France, une manufacture opulente, honorée des premières récompenses à nos expositions nationales, venait d'être condamnée en plein tribunal, pour avoir fait travailler *treize heures* par jour les enfants, quel que fût leur âge, et, par conséquent, au moins pendant ce temps, les adolescents, les filles et les femmes.

Si l'on veut se former une idée des maux que peut entraîner, dans le sein de la famille, l'excès du travail des femmes, il faut relire et méditer les faits recueillis dans l'admirable discours de lord Ashley, prononcé le 15 mars 1844, devant la Chambre des Communes.

Là, nous voyons les fabricants d'Angleterre, pour compenser la réduction du travail des enfants, accroître celui des adultes, et nous apprenons les funestes effets d'une pareille aggravation, sur la constitution physique et morale des personnes du sexe le plus faible.

Nous l'avons déjà dit, payées moins cher et trouvées plus dociles, c'est elles qu'on emploie de préférence; et grâce aux progrès de l'industrie, la disproportion va toujours croissant (1).

Non seulement les filles et les femmes sont employées en nombre supérieur dans les filatures; mais depuis que les métiers mécaniques ont remplacé les métiers à la main pour le tissage, la vapeur fournit la force, et les tisserands mêmes sont remplacés par des filles et par des femmes, dans les grandes manufactures.

Lord Ashley, d'accord dans ses citations britanniques avec les observations du docteur Villermé sur les fabriques françaises, fait ressortir cette tendance à l'emploi des femmes, surtout des femmes mariées, surtout des

(1) Femmes employées dans les quatre genres de manufactures textiles, travaillant le coton, la laine, la soie et le lin :

En 1835.....	196,383
En 1839.....	242,295

En quatre ans près d'un quart d'augmentation!

Proportion des femmes pour 100 hommes :

Filatures de coton.....	56 1/4
— de laine.....	69 1/2
— de soie et de lin.....	70 1/2

mères de famille dont les enfants dépendent d'elles pour vivre; elles sont attentives et dociles, beaucoup plus obéissantes que les filles à marier, et sont obligées d'employer jusqu'à leurs dernières facultés, jusqu'à leurs derniers efforts, pour procurer à leurs pauvres petits le nécessaire de la vie.

« Ainsi, s'écrie l'éloquent et vertueux orateur, ainsi Monsieur le Président, ce sont les vertus, les vertus particulières à la femme, qui sont perverties pour tourner à sa ruine; ainsi, tout ce qu'il y a d'aimant et de sacré dans la nature doit devenir un moyen d'asservissement et de souffrance! »

Si nous lisons les rapports officiels des inspecteurs des manufactures (1), nous y voyons des femmes et des filles ayant à peine atteint leur dix-huitième année, contraintes à travailler depuis 6 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir, en interrompant les seize heures de labeur, seulement par une heure et demie, pour s'alimenter et respirer quelques moments.

Chez nous, où la protection de l'adolescence ne s'étend que jusqu'à 16 ans, le danger est plus grave encore, puisqu'à partir de 16 ans et un jour, rien n'arrête plus le fabricant qui veut faire travailler plus de douze heures les femmes et les filles.

Voilà pour les êtres faibles qu'on emploie pendant le jour. Aussitôt que le commerce s'active et presse, en Angleterre du moins, on les fait travailler la nuit. Un des inspecteurs généraux, M. Saunders, cite des femmes employées pendant plusieurs semaines dix-huit heures sur vingt-quatre, sans avoir dans l'intervalle deux heures seulement pour leurs repas et leur repos; sans compter non plus le temps d'aller à la manufacture et le temps de revenir; le temps d'ôter le soir et de remettre leurs humbles vêtements. Vous voyez ce qu'il reste pour une ombre de sommeil, avant de recommencer à l'aube du jour suivant, ce tourment perpétuel de Danaïdes innocentes!

Et des mères de familles, y compris ce temps du sommeil, visitent à peine ainsi, pendant cinq heures sur vingt-quatre, le toit où leurs soins et leur lait devraient nourrir et veiller leurs enfants au berceau. Il faut qu'elles les abandonnent à des mégères soldées, qui les accaparent dans leurs réduits : crèches de marâtres, où la barbarie mercenaire remplace l'humanité de nos crèches charitables et de nos salles d'asile. Pour suffire à beaucoup d'enfants, la veilleuse salariée les immobilise dans leurs berceaux avec des potions dont l'opium fait la base. C'est, à Manchester, l'objet d'un commerce connu, avoué du public, et considérable.

Voici quel est sur ces traitements barbares le témoignage d'un médecin expérimenté du comté de Lancastre : « Les effets d'un travail excessif dans les manufactures deviennent plus sensibles après l'accouchement, les enfants naissent plus petits que le volume ordinaire; ils ont un aspect blême et ridé. Si vingt enfants, issus de travailleurs dans les manufactures, étaient mêlés avec le même nombre issus de parents bien portants, je les distinguerais rien qu'à l'apparence. Les enfants sont confiés par la mère, employée dans les fabriques, aux soins d'une autre femme. L'opium est administré sous diverses formes à ces enfants. La quantité de ce pernicieux ingrédient,

(1) Rapport de M. Backer.

consommé de la sorte, surpasse toute croyance; beaucoup d'enfants y sont à tel point accoutumés, qu'ils peuvent à peine exister lorsqu'on les prive de ce breuvage, ils succombent en nombre immense atteints de l'hydrocéphale. Le lait des mères se détériore, et bientôt il faut que leurs nourrissons s'en abstiennent; de là résultent pour elles des désordres physiques, dont le remède habituel est l'eau-de-vie. On voit, parmi les ouvrières mariées, des avortements très fréquents; on voit tous les accidents physiques et chirurgicaux qui résultent d'une grossesse mal traitée (*mistreated*). Des varices résultent de mauvaises attitudes continuées, qui s'aggravent beaucoup chez les femmes enceintes. Des ulcères aux jambes sont produits par ces varices, qui crèvent dans certains cas; elles occasionnent alors une hémorragie, toujours dangereuse, et quelquefois fatale. »

A présent, Messieurs les pairs, ne soyez plus surpris des terribles résultats que vont vous présenter les tables de mortalité du royaume d'Angleterre.

Des rapports officiels, publiés aux frais du Gouvernement britannique, font connaître, par comtés et par villes, le nombre annuel des décès divisés suivant les âges. Nous les avons consultés pour les principales cités manufacturières, et surtout pour Manchester, la plus grande, la plus riche et la plus peuplée des villes où le coton soit mis en œuvre.

A Manchester, le quart des individus qui meurent n'a pas dix-huit mois, et la moitié n'a pas dix ans.

Voilà jusqu'où l'on arrive lorsque l'on pousse à son extrême limite la concurrence des fabriques, pour obtenir l'avantage de la vente, sur tous les marchés du monde, et contre tous les autres peuples : Messieurs les pairs, c'est trop payé.

Profondément affectée par le tableau de ces faits révoltants, la Chambre des Communes, il faut le dire à sa gloire, sans s'arrêter par la pensée d'ôter quelque chose à cette suprématie industrielle achetée par les larmes et la mort de ses propres enfants, la Chambre des Communes a voté quatre fois pour réduire le travail des femmes à de plus justes limites. Dès 1844, un acte du Parlement a défendu de faire travailler plus de douze heures par jour les filles et les femmes, quel que soit leur âge.

Vous venez de voir les résultats d'un travail exagéré sur la vie et sur la mort de la classe ouvrière; il n'est pas moins important d'étudier les conséquences qu'il produit sur les mœurs de cette classe.

Considérez bien l'effet de ces travaux incessants de la femme sur l'économie de son ménage, et ne vous rebutez point par l'humilité des détails : c'est la vie du peuple. Parmi treize femmes, dit lord Ashley, que nous aimons toujours à citer, parmi treize femmes employées dans la même filature, il s'en trouvait une seule qui sût faire une chemise à son mari, et quatre seulement qui pussent en raccommoder une. Occupées, depuis le point du jour jusqu'à la nuit, au travail d'un atelier extérieur, les femmes mariées avouent leur ignorance de tous les travaux domestiques, et les filles déclarent qu'elles n'ont pas la moindre notion de ce que doit pratiquer une simple servante de ménage. A la maison, les femmes mariées sont sales et maladroites, ne savent pas coudre, ne savent comment s'y prendre pour soi-

gner leurs enfants et faire le ménage, ne comprennent rien à régler la dépense, et ne s'entendent qu'à gaspiller avec extravagance.

Un autre trait caractéristique et déplorable du travail outré des femmes, c'est qu'il leur donne un irrésistible besoin de liqueurs fortes. L'excès du labeur, au milieu de l'atmosphère cotonnière, excite en elles une intolérable soif; elles ne peuvent pas manger, elles boivent. Aussi l'un des maires (Borough-Reeves, de Manchester) a-t-il constaté ce fait, il n'y a pas longtemps encore : en relevant le nombre de femmes qui fréquentent un cabaret d'eau-de-vie (*gin house*) pendant huit samedis consécutifs (jours de paye hebdomadaire), il a trouvé que, sur cent consommateurs, soixante étaient du sexe féminin. Voilà le premier caractère de la vie du dehors.

Voici maintenant, pour l'intérieur de la famille, la pire des conséquences : par l'emploi de plus en plus rare des hommes d'un âge fait dans les fabriques textiles, la charge de nourrir la famille retombe presque en entier sur la femme et sur les enfants travailleurs, tandis que le mari reste à la maison, s'occupe du ménage, ou bat sans emploi le pavé des rues.

Les sexes semblent changés ! Les femmes, devenues pour ainsi dire les hommes de la famille, en mènent la vie. Pour plaisirs du dehors, elles ont leurs clubs entre elles, afin d'y boire, d'y fumer, d'y chanter et d'y parler le plus infâme langage. L'autorité du père et du mari disparaît du foyer domestique où le respect n'habite plus.

Si nous déroulons devant vous cet effrayant et long tableau, ce n'est pas pour vous laisser à penser que le mal ait atteint pareil excès en France, ou seulement qu'il en approche. Mais cet excès, arrivé si rapidement en Angleterre, dans le simple cours d'une génération, c'est l'excès naturel où tendent les manufactures qui combinent le travail des moteurs inanimés, infatigables, avec le travail intelligent de l'espèce humaine. C'est le fait dont les travailleurs français sont de moins en moins éloignés.

Empêchons, par de sages mesures de prévoyance, que cet horrible but soit jamais atteint chez notre classe ouvrière. Loin de là, faisons des pas en sens opposé : rendons des heures à la mère de famille, pour qu'elle soigne, au moins quelque temps par jour, ses enfants et son ménage ; empêchons qu'elle s'abrutisse et s'énerve par l'excès du labeur ; exigeons que son travail soit limité, tandis que celui de l'homme ne le sera pas, ou du moins ne le sera que par la dépendance si nécessaire, dans les grandes manufactures, entre la durée du travail des hommes, des femmes et des adolescents. C'est par cet heureux enchaînement que nous aimerons à prévenir l'excès du labeur chez les maris et les pères.

Notre grande rivale en industrie nous a délivrés d'une appréhension qui servait d'argument pour justifier les travaux les plus prolongés ; elle met un terme à la durée du travail des femmes, des filles, des adolescents et des enfants. Elle leur demande une moindre journée que celle à laquelle nous croyons devoir nous arrêter.

Actuellement, onze heures et demie par jour sont la moyenne du travail journalier pour les femmes, les filles et les adolescents de dix-huit à treize ans. Lorsque le bill voté déjà trois fois dans la Chambre des Communes et deux fois dans la Chambre des lords, lorsque ce bill sera devenu loi, la

longueur du temps sera seulement, pour la première année subséquente, de dix heures et demie par jour, et pour la seconde année de dix heures par jour (moins deux heures supprimées le samedi de chaque semaine).

Et nous demandons douze heures pour ces mêmes classes de femmes, de filles et d'adolescents, en descendant un an plus bas que l'Angleterre, c'est-à-dire jusqu'à douze ans !

Si nous méritons un reproche, ce n'est donc pas d'enlever *trop de temps* aux travailleurs ; ce n'est donc pas de placer, sous ce point de vue, nos manufacturiers dans une situation déplorable par comparaison avec les manufacturiers anglais. Au contraire, c'est aux nôtres que nous laissons l'avantage. Certes, si quelques personnes avaient le droit de se plaindre de nous, ce seraient les femmes, les filles et les enfants des ouvriers, pour la timidité, la retenue que nous apportons à modérer leur travail ; voilà l'exacte vérité.

Justifions-nous aussi de ce côté. En France, la filature et le tissage du coton et du lin ne semblent pas avoir acquis le même degré de perfection et surtout d'économie qu'en Angleterre, malgré tous les efforts, malgré tous les talents de nos manufacturiers. Nos rivaux d'outre-Manche ont eu, par leur début, vingt-cinq ans de priorité. Comme ils ont marché du même pas que nos fabricants, ils conservent leur avance. Ils ont les premiers accumulé d'énormes capitaux, et cette accumulation leur sert pour en amasser de plus grands encore. Ils trouvent, dans les colonies britanniques, un marché privilégié de 100 millions de consommateurs jalousement réservés ; par cela seul qu'ils vendent plus, ils fabriquent plus en grand, et par conséquent à plus bas prix qu'aucun peuple rival.

Il ne serait donc pas sage à nous de tenter de prime abord des expériences extrêmes, qui pourraient accroître les désavantages, déjà trop marqués, que nous présentent les faits accomplis et la situation respective des grandes nations en concurrence.

Mais, si le juste intérêt que nous devons porter à l'industrie française nous commande la prudence et la circonspection, ce même intérêt ne doit pas, ne peut pas nous commander l'indifférence, aussitôt qu'il s'agit du sort de la classe ouvrière.

Nous avons donc étudié profondément cette grande question du temps absolu qu'on peut désirer pour le travail régulier des manufactures. Il y a là tout un avenir, et peut-être un avenir moins éloigné qu'on ne pense, pour le bien-être de nos classes laborieuses.

Cette question se rattache par une liaison intime à celle que soulève le projet dont l'examen nous est confié.

Nous devons compte à la noble Chambre de l'état où se trouvent aujourd'hui, non pas les discussions, mais les expériences accomplies sur les effets du travail plus ou moins prolongé dans les manufactures textiles.

Il y a déjà plus de trente années, sur les bords de la Clyde, en Écosse, un riche manufacturier, dédaignant les longues journées que ses rivaux accroissaient à l'envi pour se surpasser les uns les autres, réduisit tout à coup à dix heures et demie le travail quotidien qu'il demandait à ses ouvriers. Il ne réduisit pas en proportion leurs salaires ; il fit régner au milieu d'eux le bon ordre et l'aisance ; il établit pour les enfants un enseignement primaire ;

enfin, malgré ses généreux sacrifices, par sa rare intelligence, il vit prospérer son établissement et sa fortune s'accroître.

Le père de sir Robert Peel, lorsqu'il présenta son second bill sur le travail des enfants, prit pour limite de leur travail celui que M. Owen, l'habile fabricant des bords de la Clyde, avait établi pour les hommes faits.

On trouve dans l'histoire du Parlement la pétition la plus touchante adressée par les ouvriers de M. Owen, pour demander, au nom de leur bien-être et des succès de leur chef, qu'on fasse jouir du même bienfait les ouvriers de toutes les filatures du Royaume-Uni. On répondit à leur pétition par douze heures de travail infligées, comme modération, même aux enfants de neuf ans (acte de 1819).

Cet exemple pourtant n'était point perdu ; vingt ans plus tard, lord Ashley reprenait la pensée des courtes journées, afin d'en faire l'objet de ses propositions incessamment renouvelées. Aujourd'hui sa proposition, après six votes favorables émis de 1844 à 1847, est définitivement acceptée par la Chambre des Communes et passe à la Chambre des lords.

De riches manufacturiers, en très petit nombre, ont successivement essayé le travail moyen de dix heures et demie par jour (onze heures pendant les cinq premiers jours et huit heures le sixième).

Les arithméticiens économistes prédisaient la ruine à de pareils essais ; ils avaient calculé qu'une heure de réduction sur le temps devait faire perdre 13 p. o/o ; et deux heures 25 p. o/o aux manufacturiers qui, certes, n'ont jamais eu d'aussi grands profits annuels, même en Angleterre.

Qu'il nous soit permis de reproduire ici le rapport plein de candeur fait, au sujet d'expériences de ce genre, par M. Léonard Horner, inspecteur général des manufactures britanniques.

« M. Robert Gardner possède à Preston une grande manufacture qui réunit la filature et le tissage du coton par des métiers à vapeur (*Power looms*). La force de la vapeur est de 80 chevaux servis par 668 ouvriers. La réduction du travail de douze heures à onze heures avait commencé le 20 avril 1844. Les chefs de l'établissement déclarent à l'inspecteur qu'ils ont obtenu la même quantité d'ouvrage fait avec une même dépense, en payant les mêmes salaires, soit à la journée, soit à la tâche. »

L'expérience durait depuis douze mois lorsque M. Horner venait pour en prendre une connaissance approfondie, le jour même d'une fête où les ouvriers en célébraient le succès.

« J'entrepris cette enquête, dit-il, avec le désir d'en rendre évidente l'heureuse issue, mais en même temps avec la peur et la pensée que j'y découvrerais quelque erreur encore inaperçue.

« Si l'épreuve comparative avait quelque valeur, il fallait prouver, dit-il, qu'on n'avait altéré ni la vitesse du système des mécanismes, ni la puissance des moteurs, ni la qualité des matières premières, ni celle des produits définitifs. Je jugeais qu'un manufacturier intelligent pouvant trouver le maximum d'avantages à retirer de la vitesse, pour chaque cas particulier, il ne serait pas possible que ce maximum pût donner autant d'ouvrage avec onze heures qu'avec douze heures de travail. Je prétendais aussi qu'un ouvrier à ses pièces emploierait les plus grands efforts qui lui permettent de travailler

avec ce **maximum** de vitesse, et qu'il ne pourrait pas, d'une manière permanente, produire autant en onze heures qu'en douze. De là je conclusais que toute réduction sur les heures de travail devait nécessairement être accompagnée d'une diminution d'ouvrage accompli dans une manufacture bien ordonnée. »

On communique à M. Horner les registres de la fabrique, afin de lui démontrer que les produits annuels n'ont en rien diminué les salaires gagnés par semaine. Voici la valeur moyenne annuelle des salaires, dans l'un et l'autre système :

Pour la filature, avec douze heures de travail.....	38	2/24	schellings.
— avec onze heures de travail.....	38	3/24	—
Pour le tissage, avec douze heures de travail.....	10	1/24	—
— avec onze heures de travail.....	10	3/24	—

A l'égard de la vitesse, on avait accru seulement de 2 p. 100 celle des filatures, celle du tissage était restée la même.

« *Les faits*, poursuit M. Horner, *se trouvaient ainsi contraires à ma théorie préconçue*, théorie que les chefs de l'établissement ne niaient pas. Je leur demandai comment ils expliquaient leurs résultats. Leur explication me révéla que j'avais négligé une cause importante : *c'est l'effet que la vigilance et l'attention des ouvriers mêmes, peut exercer sur la somme des produits*. Les chefs interrogés établirent ce fait : par une assiduité plus grande, lorsque leurs ouvriers travaillent à courte journée, par leur arrivée à la minute précise, et par le soin de ne perdre aucun des moments dépensés mal à propos dans le courant de la journée ordinaire, ils parviennent à produire autant d'ouvrage en onze heures qu'auparavant en douze heures.

« Seize des ouvriers fileurs ou tisserands employés ainsi, sont venus me visiter, ajoute M. Horner; ils ont confirmé les dépositions de leurs chefs; ils ont énuméré les nombreux avantages et les plaisirs qu'ils retiraient d'un travail qui finissait une heure plus tôt chaque soir. Ils m'ont, entre autres choses, cité ce fait : quand ils travaillaient douze heures, *vingt-sept* des leurs seulement allaient à l'école du soir; depuis qu'on a réduit à onze heures le travail effectif, *quatre-vingt-dix-huit*, au lieu de vingt-sept, s'instruisent à cette école. »

Une semblable déclaration justifiera la proposition que nous avons à faire en faveur de l'instruction des adolescents.

M. Horner rend compte d'une seconde expérience, également heureuse, tentée par MM. Horrocks et Jacson de Preston. Les ouvriers fileurs employés par ces manufacturiers ont dit à M. Horner : « Nous travaillons avec plus de courage. Nous avons sans cesse devant nous cette récompense, pour notre tâche accomplie, de partir plus tôt le soir. Un esprit actif et joyeux prévaut dans toutes nos filatures, depuis le plus jeune rattacheur jusqu'au plus vieux ouvrier; et nous pouvons grandement nous aider les uns les autres. »

Il est d'ailleurs juste de dire qu'il y a plusieurs genres de travail, dans les manufactures de coton, où l'on pourrait à peine obtenir quelque surcroît d'ouvrage, par un plus grand degré de vigilance et d'attention chez l'ouvrier; il ne compenserait pas ainsi l'heure soustraite à sa journée.

Voilà jusqu'où l'expérience a porté la lumière sur la grande question du travail des adultes.

En vous proposant pour unique restriction d'imposer au travail des filles et des femmes douze heures par jour comme limite extrême, nous avons voulu vous démontrer que nous ne compromettons en rien le travail le plus désirable dont l'industrie puisse réclamer la conservation.

Nous sommes heureux d'ajouter que M. le Ministre accepte cette disposition additionnelle.

DU DOMAINE DE LA LOI, QUANT À L'ÉTENDUE DES MANUFACTURES,
DES USINES ET DES ATELIERS.

Si nous ne consultations que notre désir d'étendre les bienfaits garantis par la loi de 1841, nous accepterions sans hésitation la proposition de l'appliquer à toutes les manufactures, à toutes les usines, à tous les ateliers du royaume.

Mais une telle extension pourrait-elle avoir un résultat efficace ?

Évidemment l'Administration n'a pas trouvé le moyen, depuis six ans, de parvenir à l'exécution réelle et complète de la loi protectrice des enfants, alors même que les établissements à surveiller étaient en nombre très petit, alors même que ces établissements, par leur importance et par le grand nombre d'ouvriers qu'ils emploient, pouvaient le moins échapper à sa surveillance. Avec l'extension soudaine imposée par le projet, cette surveillance devrait s'appliquer à plusieurs millions d'ateliers ! Où seraient les inspecteurs en nombre suffisant ? Quelle action exerceraient-ils ? Et quels seraient leurs moyens de contrôle ?

La surveillance descendrait jusque dans l'intimité du foyer de famille. Elle ne punit pas le père qui fait travailler ses enfants au dehors un plus long temps que la loi ne le permet, et désormais elle le punirait pour les faire travailler chez lui, sous ses yeux, plus que ne le voudrait la loi.

Quels seraient les moyens de conviction ? Irait-on interroger, contre le père de famille, ses enfants, sa femme, ses compagnons, son serviteur et sa servante ? Un sentiment moral impérieux repousserait ces délations dénaturées et quotidiennes : elles pervertiraient les mœurs du peuple.

Les manufacturiers que nous avons entendus, désireux de voir élargir le cercle des établissements soumis à la loi, ont tous pensé qu'il fallait cependant s'arrêter à la porte de l'atelier de famille, et ne pas la franchir.

La commission, d'un avis unanime, partage cette opinion.

La loi de 1841 ne s'étendait qu'aux ateliers ayant plus de *vingt* ouvriers, nous ne pensons pas qu'on puisse, avec sûreté, dans le dessein de n'exiger que des résultats possibles, demander aujourd'hui qu'on descende à des ateliers possédant moins de *dix* ouvriers de tout âge et de tout sexe, ou de *cinq* personnes appartenant aux catégories protégées par la loi.

Ce nombre d'établissements sera certainement très considérable ; mais en adoptant une inspection fortement constituée, telle que nous allons la proposer, nous espérons qu'elle pourra fonctionner au milieu d'un domaine ayant cette étendue.

Les possesseurs de grands établissements n'auront plus à redouter des concurrents qui pouvaient avoir jusqu'à vingt travailleurs et rester affranchis des contraintes de la loi; c'étaient en réalité des rivaux redoutables.

Plus tard, lorsque la loi protectrice des femmes, des adolescents et des enfants, sera pleinement exécutée dans tous les établissements ayant, ou dix travailleurs de tout âge et de tout sexe, ou cinq travailleurs protégés; s'il est nécessaire de descendre plus bas, et si l'on trouve possible de le faire, on atteindra de moindres ateliers, mais par degrés pleins de prudence.

Songons-y bien, si nous descendions subitement jusqu'à des limites où la surveillance deviendrait illusoire, la loi cesserait d'être prise au sérieux. Elle a déjà beaucoup perdu, beaucoup trop perdu de son importance et du respect qu'elle mérite, par l'inexécution si regrettable de ses mesures dans quelques grandes manufactures. Que serait-ce donc si, dans toutes les villes, dans toutes les campagnes, on réglementait par myriades les petits ateliers, qui pourraient impunément se rire de la loi? Les grands ateliers s'en riraient bien davantage. Ils savent qu'en France, comme autrefois dans Athènes, ce ne sont pas les moindres insectes, mais les plus gros et les plus rongeurs qui, par privilège, percent et défont la toile d'araignée des lois insuffisantes.

Tels sont les motifs qui nous font établir une limite, fort modérée, aux établissements où s'étendra l'empire des lois protectrices de l'âge et du sexe les plus faibles.

On nous a fait une objection qui méritait d'être résolue.

Lorsqu'il fallait posséder vingt et un ouvriers pour être soumis au régime de la loi des manufactures, il suffisait qu'un fabricant se réduisît à vingt travailleurs dès qu'on voulait le surveiller, pour échapper à tout contrôle, quitte à reprendre plus tard l'individu congédié.

Nous obvions à cet inconvénient, en proposant d'ordonner qu'à l'avenir, l'établissement, où, dans un moment quelconque, on emploiera le nombre d'ouvriers qui l'assujettit aux prescriptions de la loi protectrice, restera soumis à cette loi pendant une année, quel que soit le nombre d'ouvriers, hommes, femmes, filles ou garçons, qu'il lui plaira de congédier dans l'intervalle.

Pendant la durée des chômages, il n'aura nul besoin de renvoyer des travailleurs pour établir impunément de très longues journées; quand reviendra l'activité des commandes, il ne pourra pas, en congédiant une ou deux personnes, acquérir le droit de faire travailler ceux qui lui restent, treize, quatorze et quinze heures par jour. Les femmes, les filles, les adolescents et les enfants trouveront ainsi, dans tous les cas, une protection permanente.

Si l'on trouve trop élevée la limite de dix ouvriers de tout âge et de tout sexe, et même la limite bien plus efficace de cinq personnes des catégories protégées, n'oublions pas que nous accordons au Gouvernement la faculté d'abaisser ces limites aussi bas qu'on le jugera nécessaire; il suffira pour cela d'un règlement d'administration publique.

On verra fonctionner les lois devenues enfin efficaces; on en suivra les progrès; on accroîtra leur domaine, à mesure qu'on aura la certitude que leur exécution deviendra, ce qu'elle devrait toujours être, une vérité.

DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE EN FAVEUR DES ENFANTS EMPLOYÉS
DANS LES MANUFACTURES, LES USINES, ETC.

L'industrie moderne est née de l'alliance ingénieuse des sciences avec les arts. Aujourd'hui les calculs de la théorie, et les lois de la nature habilement interprétées, dirigent le perfectionnement des moteurs et des mécanismes; c'est le triomphe des lumières appliquées aux besoins des intérêts matériels, dans une société très avancée.

A mesure que se perfectionnent les procédés de fabrication, ils exigent des connaissances plus élevées dans l'application des forces, une précision plus rigoureuse dans l'exécution des formes; ils nécessitent plus de combinaison dans les calculs. La dynamique, la géométrie et la science des nombres pénètrent par degrés dans la direction des arts manufacturiers, qu'aident pareillement les sciences naturelles et leurs découvertes fécondes.

Envisagés de ce côté, les progrès de l'industrie ont la liaison la plus intime avec les progrès généraux de l'esprit humain; ils font partie de sa puissance et de sa gloire; ils opèrent, dans la destinée des nations, dans les rapports de leur force et de leur prospérité, des changements immenses, et d'époque en époque, des révolutions complètes.

Mais, lorsqu'on descend des sommités de l'industrie, lorsqu'on franchit ses conceptions et ses inventions, œuvres de quelques intelligences privilégiées, pour arriver aux simples journaliers, à ceux dont l'œil et la main coopèrent avec les mécanismes des manufactures, on est surpris de voir que le progrès consiste à retrancher le plus possible, du travail, les combinaisons intellectuelles du travailleur. On conçoit alors comment il se fait que la population, qui prête son aide à la confection de produits vraiment admirables, puisse rester dans une ignorance absolue, et déchoir au lieu de monter dans l'ordre de l'intelligence.

Voilà ce que démontre une triste expérience. Dans ces vastes foyers de production, où le peuple le plus habile en industrie a produit ses plus grands miracles, croira-t-on que sur cent hommes trente-huit au moins, et sur cent femmes au moins soixante-sept ne savent désigner leur nom qu'avec deux barres en croix sur les registres du mariage? Parmi les trente-trois autres femmes, si vous ôtez les femmes des riches, et celles des gens aisés, et celles dont les maris exercent les petites professions indépendantes, voyez quel est, au milieu d'elles, le peu qui reste, et qui sachent écrire tant bien que mal au moins les lettres de leur nom! C'est la proportion imperceptible de la simple classe manufacturière qui sait figurer quelques lettres de l'alphabet, dans la plus grande cité des fabriques anglaises.

Comment pourrait-il en être autrement avec un système industriel où la division du travail, poussée jusqu'à l'extrême, ne laisse plus, à l'immense majorité des ouvriers, que la répétition automatique d'un seul et même mouvement, d'une seule et même attention, sur un détail unique de fabrication, en s'exerçant à répéter ce mouvement simple du corps et des sens, nous n'osons dire de l'esprit, avec une vitesse toujours croissante et qui bannit toute combinaison, tout développement, toute présence de l'imagination?

Voilà, comme un type perfectionné, l'effet des progrès extrêmes dans la division du travail.

Supposons enfin que, pour gagner davantage, on fasse travailler les hommes, les femmes, les enfants dès le jeune âge aussi longtemps chaque jour et plus longtemps même que leurs forces ne le permettent. Nous concevons alors que ce peuple soit privé de la plus simple instruction élémentaire : pour l'acquérir, la volonté, le temps, la possibilité lui manquent à la fois.

La première mesure à prendre, la mesure fondamentale, était de réserver à l'enfance un temps suffisant pour lui procurer cette instruction.

C'est ce qu'ont fait l'Angleterre en 1833, la Prusse en 1839 et la France en 1841.

Mais la Prusse et l'Angleterre ont tenu la main, avec une inflexible fermeté, pour que la jeunesse des manufactures ne fût pas soustraite au bienfait de leur législation protectrice : la Prusse, avec la toute-puissance d'un gouvernement absolu et paternel ; l'Angleterre, avec l'action vigoureuse d'un gouvernement constitutionnel, qui veut enfin que la loi soit exécutée.

Le gouvernement anglais n'a pas reculé devant deux mille procès correctionnels intentés, en moins de trois ans, à l'avidité des fabricants, afin qu'ils se renferment dans les limites de travail fixées par le législateur. Les chefs de manufacture ne voulaient pas se borner à huit heures d'occupation pour les enfants de huit à treize ans ; le législateur, éclairé par un examen plus attentif de leurs vrais intérêts, a réduit, vous l'avez vu, la journée des enfants à six heures et demie. Il a su vouloir, et sa volonté s'est faite (1).

Les manufacturiers récalcitrants menaçaient de renvoyer tous les enfants ; leur intérêt ne l'a pas permis. Aujourd'hui même ils les conservent par milliers, à demi-journée, et les enfants vont à l'école pendant l'autre moitié du jour.

Voyons quels moyens le législateur français avait préparés, dès 1840 et 1841, pour arriver au but que les Anglais, redisons-le sans cesse, ont atteint avec un plein succès.

Lorsque la Chambre des pairs a jeté les fondements de la législation actuelle relative aux manufactures, elle a profondément senti l'importance d'allier, par un ensemble de mesures, la modération du travail de l'enfance avec les moyens de l'instruire.

Elle a senti que, pour arriver à l'exécution, c'était au ministère qu'il fallait

(1) Vers la fin de 1845, M. Léonard Horner constate qu'il y a, dans son district manufacturier, 144,441 enfants de huit à treize ans occupés par les fabriques.

Aujourd'hui, je suis en état de certifier, dit-il dans son rapport de novembre 1845, soit par ma visite personnelle dans quatre cents manufactures, soit par le rapport de mes quatre inspecteurs divisionnaires, que la loi des manufactures est, dans son ensemble, bien exécutée, relativement aux heures de travail et d'école. On peut maintenant affirmer qu'une expérience de presque douze années a résolu un problème très important. Cette expérience a prouvé qu'avec une application judicieuse des moyens de surveillance, il est praticable d'arrêter, par l'intervention législative, les excès et les dangers moraux, qu'un désir de gain sans bornes tend à produire, surtout à l'égard des enfants et des adolescents du sexe féminin. Cette expérience a prouvé qu'on peut atteindre un tel but sans faire aucun tort au commerce.

réserver la recherche et l'emploi des mesures qui peuvent conduire à ce but.

Il semblait à la Chambre des pairs qu'elle eût atteint les bornes de la prévoyance, en réservant au pouvoir exécutif la faculté d'assurer aux enfants des manufactures les moyens d'acquérir l'instruction primaire par voie de règlement d'administration publique.

La Chambre des députés, animée du même sentiment, a voulu faire un pas de plus : distinguant avec un soin généreux les mesures secondaires et variables qu'on peut exercer facultativement, des mesures générales que les plus saints motifs commandent, elle a voulu que ces dernières devinssent obligatoires pour le pouvoir exécutif.

Voici le texte de sa rédaction, que nous avons adopté avec empressement :

« ART. 8 (*de la loi de 1841*). — Des règlements d'administration publique *devront* :

« 1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi ;

« 2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, les usines et les manufactures ;

« 3° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants ;

« 4° Empêcher à l'égard des enfants tout mauvais traitement et tout châtiement abusif ;

« 5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants. »

Nous sommes obligés de le dire, et nous le disons avec une douleur profonde, pour l'accomplissement de notre mission, de tous ces devoirs impérativement prescrits et si chers aux amis de l'enfance, au bout de six ans, pas un seul n'est accompli.

Pas un seul règlement d'administration n'est apparu, dans ce laps de six années, pour protéger, pour assurer, ainsi que le voulait la loi, ni les mœurs, ni la santé, ni l'instruction primaire et religieuse des enfants, dans les ateliers, dans les usines et dans les manufactures.

Nous demandons formellement que, dans l'intervalle d'une année, à partir de la promulgation de la loi nouvelle, l'article 8 obligatoire de la loi primitive du 22 mars 1841 soit exécuté. Nous introduisons cette obligation dans la loi nouvelle.

Les rédacteurs de l'article, dont nous avons rapporté la teneur, en avaient calculé toute la portée. Les justes espérances qu'ils en concevaient sont clairement exprimées dans les termes suivants du second rapport fait à la Chambre des pairs :

SUR LES RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

« Nous avons pleine confiance dans les lumières, la prudence et l'humanité du savant et sage Conseil (1) auquel est confiée la préparation des règle-

(1) Le Conseil d'État.

ments d'administration publique. Nous avons trouvé dans les deux Chambres, parmi les membres de ce Conseil, nos coopérateurs les plus éclairés, les plus zélés, les plus bienveillants, les plus amis de l'enfance. Ainsi la pensée féconde et protectrice du législateur à l'égard de l'enfance existe déjà dans toute son énergie au sein du Conseil d'État : sa constante sollicitude complètera votre entreprise et prendra part à la juste reconnaissance des amis de l'humanité. »

Cette explication rend nos regrets plus vifs encore par la pensée de tout le bien qu'aurait pu faire le Conseil d'État, s'il avait reçu la mission d'exécuter la partie la plus importante des mesures prescrites dans la loi de 1841.

Peut-on croire qu'à Paris même, sous les yeux du ministère, faute d'un règlement d'administration publique, il n'a pas été possible de vaincre les difficultés les plus misérables, afin d'obtenir que les enfants employés dans les manufactures pussent être reçus, dans les écoles primaires, à des heures que leurs travaux ne rendissent pas impossibles ?

L'autorité municipale de Paris s'est ainsi chargée de démontrer l'indispensable nécessité d'un règlement qui fît disparaître ces tristes obstacles. La démonstration a duré six ans; six ans a duré le dommage, et le règlement réparateur n'a point paru !

Les membres des deux Chambres législatives, qui professent l'intérêt le plus sincère pour le bien-être des enfants de la classe ouvrière, semblent avoir partagé ce long oubli des prescriptions de la loi même qu'ils ont préparée et votée.

Ils auraient dû chaque année demander, à l'autorité silencieuse, si les règlements protecteurs étaient prêts à paraître, s'ils étaient du moins en préparation, et quand ils seraient promulgués.

De l'autre côté de la Manche, on n'a pas eu cette tiède indifférence, et l'on a fait les plus grands pas lorsque nous restions immobiles.

Permettez-nous de citer quelques-unes des dispositions qu'il eût été le plus utile d'adopter, et qu'il faudra nous approprier dans le règlement qui devra paraître dans l'intervalle de la présente session et de la suivante.

Voyez quelle condition efficace est apportée à l'instruction des enfants par l'acte de 1833. (Cap. 103, ann. 3^e et 4^e, Gulielmi IV.)

« ART. 20. — Six mois après la promulgation de cet acte, tout enfant réduit à travailler aux manufactures quarante-huit heures dans les six jours ouvrables de chaque semaine, sera tenu de fréquenter une école choisie par ses parents ou ses tuteurs et choisie à leur défaut par l'inspecteur.

« ART. 21. — Après le même intervalle de six mois, défense est faite aux manufacturiers d'employer aucun enfant qui, le *lundi* de chaque semaine, n'apportera pas à la fabrique un certificat constatant qu'il aura fréquenté l'école, au moins deux heures par jour, pendant six des sept jours précédents : à moins de maladie. »

Voyez ensuite, dans l'acte de 1844 (*Victoriæ* 7^e, cap. 15), quelles pré-

cautions nouvelles sont prises pour assurer l'exécution des mesures précédentes.

L'acte de 1833 n'exigeait que *deux heures* d'école par jour. L'acte de 1844 en exige *trois* (1); il veut de plus que ces trois heures d'école soient comprises entre huit heures du matin et six heures du soir, afin de rendre impossible l'emploi frauduleux des jeunes travailleurs durant un plus grand nombre d'heures de travail que la loi ne le permet.

Pour donner une sanction efficace à ces mesures, soit qu'un fabricant emploie les jeunes ouvriers plus que le temps fixé, soit qu'il les emploie sans exiger les certificats hebdomadaires de fréquentation des écoles, l'acte de 1844 déclare que ce fabricant peut être condamné jusqu'à 125 francs d'amende par enfant, et le père de l'enfant être condamné pareillement jusqu'à 25 francs d'amende.

Il faut voir ensuite avec quelle sollicitude l'acte admirable de 1844, par les articles 26 et 27, prescrit les moyens de contrôle pour constater l'emploi des enfants et sa durée; comment il prévoit, article 26, au sujet des reprises de travail, les intervalles nécessaires pour ménager la succession des repas, en ayant égard au tempérament de l'enfance.

Il faut voir comment il prescrit aux inspecteurs d'étudier et de signaler la partie des procédés mécaniques dangereux *pour la santé, pour la vie* des enfants (art. 43); puis les arbitres à nommer pour que les procédés contre lesquels des précautions peuvent être nécessaires, soient examinés et constatés.

Par l'article 49, tout fabricant qui n'aura pas entouré certaines parties dangereuses de ses mécaniques, parties énumérées dans l'acte, par des barrières ou des tambours protecteurs, sera passible d'une amende qui ne sera pas moindre de 125 francs et qui pourra s'élever jusqu'à *cinq cents francs* !!!

Et pour les autres parties des mécaniques déclarées dangereuses, par publication de l'*inspecteur*, le fabricant subit une amende qui ne peut pas être moindre de 250 francs, et qui peut s'élever jusqu'à *deux mille cinq cents francs*. Cette amende est prélevée pour indemniser les familles dont les enfants auront souffert quelque blessure ou contusion par suite de cette négligence (art. 60).

En France aussi, nous avions prévu qu'il y avait des mesures à prendre pour protéger la vie et la santé des jeunes travailleurs; et nous les avons, dès 1841, rendues obligatoires. L'obligation est restée à l'état de lettre morte.

La loi britannique, dans toutes ses dispositions, prévoit, à l'égard du délinquant, les cas de récidive et les punit d'une peine supérieure (art. 65). Elle punit même de la prison quiconque cherche à violer la loi, en faussant les certificats ou les registres obligatoires, etc. La prison, dans une maison de correction, peut aller jusqu'à six mois.

(1) ART. 38. — Il y a seulement réduction d'une demi-heure depuis le premier jour de novembre jusqu'au dernier jour de février.

Éclairé par l'expérience de la longue impunité des méfaits, entre 1802 et 1833, le législateur défend (art. 71) de faire juger les accusations spécifiées dans les actes de 1833 et de 1844, par aucun juge de paix, aucun magistrat municipal, qui soit possesseur de la manufacture ou qui soit le père, le fils ou le frère du manufacturier accusé.

Nous venons d'énumérer, sous forme d'exemple, tout ce qu'auraient pu, tout ce qu'auraient dû faire, en France, les règlements d'administration publique, tels que les prescrivait impérativement la loi de 1841.

EXAMEN DES MESURES PROPOSÉES PAR LE NOUVEAU PROJET DE LOI
POUR L'INSTRUCTION DES ENFANTS.

Art. 3 du projet. « Tout enfant admis dans les manufactures devra, jusqu'à l'âge de douze ans, fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne soit justifié, par un certificat du maire, qu'il a reçu l'instruction primaire élémentaire.

« Les heures de fréquentation de l'école devront être indiquées dans le règlement intérieur de l'établissement. »

Dans le système du nouveau projet, les enfants de huit à dix ans seraient exclus de l'universalité des manufactures, des usines, des chantiers et des ateliers.

L'autorité publique n'aurait plus aucun moyen de les obliger à fréquenter les écoles primaires.

A partir de dix ans, ils passeraient tout à coup d'une oisiveté complète à douze heures de travail par jour; et s'ils n'avaient pas terminé leur instruction primaire, on les recevrait à l'école *en dehors de ces douze heures de travail*.

« Au moyen de la disposition nouvelle, est-il dit dans l'exposé des motifs, on doit croire que les deux années laissées aux enfants seront entièrement consacrées à leur instruction, et alors il a paru possible de ne maintenir l'obligation de suivre l'école jusqu'à l'âge de douze ans que pour ceux qui n'auraient pas reçu l'instruction élémentaire au moment de leur entrée dans l'établissement. « L'article 3 du projet a été conçu dans cette pensée. »

Il nous a semblé presque impossible d'admettre que l'enfant d'un ouvrier ait achevé d'acquérir au bout de sa neuvième année, car c'est alors qu'on a dix ans, les connaissances, même les plus simples, de l'instruction primaire : la lecture, l'écriture et les quatre premières règles de l'arithmétique.

Afin de connaître quelle est, en France, l'incroyable lenteur de l'enseignement primaire, nous avons comparé deux documents publiés par l'autorité publique.

Le premier est le tableau général du nombre d'élèves qui fréquentaient, en 1833, les écoles primaires; le second est celui des jeunes gens de vingt ans qui, dix ans plus tard, en 1843, savaient lire et écrire.

Nous nous contenterons de comparer les départements de la partie du royaume la plus avancée, sous le point de vue de l'instruction primaire, et parmi ceux-ci les plus manufacturiers.

Tableau des résultats de l'enseignement primaire dans les départements les plus manufacturiers, pour la partie la plus éclairée du royaume.

DÉPARTEMENTS.	POPULATION EN 1841.	JEUNES GENS	ENFANTS	ANNÉES
		DE 20 ANS sachant lire et écrire en 1843.	et ADOLESCENTS allant à l'école en 1833.	D'ENSEIGNEMENT primaire, pour donner un jeune homme de 20 ans qui sache lire et écrire.
				ans. m.
Aisne.....	542,213	3,591	46,075	12 10
Eure.....	425,780	1,991	24,544	12 4
Ardennes.....	319,167	2,347	34,081	14 6
Oise.....	398,868	2,679	42,999	16 1
Nord.....	1,085,298	5,254	66,922	12 9
Pas-de-Calais.....	685,021	4,059	59,309	14 7
Nièvre.....	305,346	879	7,686	8 9
Bas-Rhin.....	560,113	5,025	64,729	12 11
Haut-Rhin.....	464,775	3,921	41,348	10 6
Seine-et-Oise.....	470,948	3,057	33,059	10 10
Seine-Inférieure.....	737,206	3,698	37,548	10 2
Somme.....	559,680	3,068	32,459	10 6
TOTAUX.....	6,554,415	39,569	490,759	12 5

Voilà donc douze départements, tous remarquables pour l'état avancé, florissant de leur industrie; tous envoyant à l'école un très grand nombre d'enfants, et ne présentant qu'un jeune homme de vingt ans qui sache lire et écrire, pour douze ans et cinq mois (valeur moyenne) de fréquentation dans les écoles primaires.

Il est donc impossible de regarder autrement que comme une exception infiniment rare l'enfant d'un simple ouvrier qui, dès l'âge de dix ans, saura lire et écrire.

Ce n'est pas trop exiger qu'il fréquente l'école jusqu'à l'âge de douze ans, au moins trois heures par jour, s'il travaille dans les ateliers. Il faut lui ménager ce temps d'école, en n'exigeant de lui jamais plus de huit heures de travail par jour dans les manufactures.

Même avec l'assiduité qu'on exigera, pour ce temps employé dans les écoles, nous sommes convaincus qu'à douze ans la majorité des enfants n'aura pas achevé son instruction primaire.

Un enfant l'eût-il achevée, nous sommes convaincus qu'il l'oublierait, s'il pouvait, à partir de cet âge, s'abstenir de fréquenter aucune école.

Voilà ce qui nous a conduits à réserver trois jours ouvrables de la semaine afin que les adolescents puissent aller à l'école; en n'exigeant d'eux, pour ces jours réservés, que onze heures de travail.

Malgré cette heure enlevée au travail des trois jours réservés, les adoles-

cents de douze à seize ans accompliront encore par semaine soixante-neuf heures de travail, c'est-à-dire beaucoup plus que nos rivaux en industrie.

Aujourd'hui, les adolescents de la Prusse ne sont astreints qu'à *soixante heures* de travail par semaine.

Lorsque le bill, voté par une immense majorité dans la Chambre des communes, aura passé définitivement dans la Chambre des lords, les adolescents du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ne seront plus assujettis qu'à *cinquante-huit heures* de travail par semaine.

Et même aujourd'hui, les adolescents ne subissent en Angleterre que *soixante-neuf heures* de travail; c'est la durée que nous établissons, en réservant trois jours par semaine pour l'enseignement des adolescents employés dans les manufactures, les usines, les chantiers et les ateliers de la France.

M. le Ministre du commerce, moyennant quelques autres concessions sur le travail des plus jeunes enfants, accepterait cette disposition.

Nous réservons un temps spécial pour l'enseignement religieux en faveur duquel un règlement d'administration publique aurait dû statuer depuis plus de six ans.

Afin de nous éclairer par les opinions et les observations d'un magistrat plein de zèle et d'expérience, nous avons désiré que notre honorable collègue, M. le Préfet de police du département de la Seine, nous fît connaître sa pensée sur la législation relative au travail des enfants dans les manufactures et particulièrement sur l'instruction primaire.

Dans le cercle rétréci qu'embrasse la loi de 1841, le département de la Seine compte seulement 1,483 enfants de huit à dix ans, et 2,387 de douze à seize ans.

Parmi ce nombre si restreint, 1,847 seulement vont aux écoles primaires, c'est-à-dire 47 à 48 sur 100.

Le nombre des écoles est insuffisant, et les heures d'études ne sont pas coordonnées avec celles du travail. M. le préfet en a fait part avec zèle aux Ministres du commerce et de l'instruction publique; cette communication n'a produit aucun résultat.

Dans l'intérêt des bonnes mœurs et de l'instruction, M. le préfet verrait avec inquiétude interdire aux enfants de huit à dix ans l'entrée des ateliers. Il s'en effrayerait pour une classe nombreuse de familles, chez lesquelles le moindre travail des enfants représente leur subsistance et contribue à sortir le ménage des rangs de la pauvreté. Nous partageons son opinion.

M. le Préfet n'admet pas qu'on puisse espérer de bons résultats d'enseignement lorsque l'école s'ajoute à douze heures de travail effectif; cet énorme labeur, d'après l'appréciation de ce magistrat éminent, dépasse les forces du jeune âge. M. le préfet applaudit aux heures que nous ménageons pour l'instruction primaire des enfants et des adolescents.

Des sociétés de bienfaisance, dont nous décrirons les établissements, ont essayé de remplacer par leur zèle officieux l'abstention de l'autorité publique en faveur de l'enseignement des jeunes travailleurs.

Nous avons invité les directeurs de ces sociétés à nous communiquer les résultats de leurs observations.

Il serait à désirer, nous a dit M. le vicomte de Melun, que l'école du soir

pour les adolescents commençât à 7 heures au lieu de 8 ; cette heure qu'il réclame, nous la lui procurons par un amendement spécial.

Il préfère, avec raison, l'enseignement du soir pour les adolescents. Alors la journée est finie, et le maître ne peut pas retenir plus longtemps l'apprenti. L'école sert ainsi de vrai contrôle à l'atelier.

M. le vicomte de Melun est conforme dans ses observations avec M. le préfet de police. Toute l'expérience qu'il a des écoles, nous a-t-il déclaré, lui démontre la nécessité de conserver dans les ateliers et dans les manufactures les enfants de *huit à dix ans*. Il faut se garder d'en expulser les plus jeunes, ainsi que le voudrait le projet de loi. Lorsque ces enfants ne travaillent point, les pères et les mères ne les envoient pas à l'école. Si l'on établit au contraire une protection sérieuse, qui modère leur travail et le ramène à de justes limites, il y aura pour tout le monde avantage à les recevoir dès l'âge de huit ans. Toutes les fois que la loi permettra le travail modéré des jeunes enfants pour le combiner avec l'étude modérée, ce sera la perfection.

Il faut repousser le système bizarre que voudraient faire prévaloir certains maîtres d'ateliers : avant la dixième année des enfants, l'étude et point de labeur ; puis à partir de dix ans, plus d'étude et tout labeur.

Telles sont, en résumé, les observations qui nous ont été communiquées, dans un même esprit, par un président des sociétés de patronage, par le préfet de police, le président du conseil des prud'hommes de Paris et par le docteur Villermé.

Pour satisfaire à des vœux conformes à nos sentiments, nous combinons pour l'enfance, de huit à douze ans, un travail abrégé, avec une instruction suffisante.

Après douze ans nous concédons un travail plus long, nous maintenons une instruction réduite en durée, mais continue cependant, et qui suffise pour empêcher que les jeunes travailleurs n'oublient ce qu'ils ont appris dans leur enfance.

Nous souhaitons que l'instruction primaire des enfants de huit à douze ans soit intimement unie avec l'enseignement religieux du dimanche.

Les graves observations qu'on nous a présentées, et celles que nous avons faites par nous-mêmes, nous ont démontré combien il serait important que la première communion pût être accomplie avant que les enfants passent dans la catégorie des adolescents (douze à seize ans), à l'époque où chaque jour ils peuvent avoir au moins trois heures d'école sans compter l'enseignement du dimanche.

Tous ces excellents résultats seront possibles en conservant, pour les enfants de huit à douze ans, la courte journée de travail que le projet de loi remplacerait par douze heures de labeur quotidien.

INSPECTION GÉNÉRALE DES MANUFACTURES.

Nous arrivons à la partie la plus importante de toute loi relative à la protection des enfants dans les manufactures.

En Angleterre, nous avons eu soin d'en fournir les preuves nombreuses, trente ans de zèle et d'efforts n'avaient conduit qu'à des résultats illusoire,

jusqu'au moment où la protection des enfants pût être rendue constante, ferme, éclairée et respectée, par la création d'*inspecteurs*, mis dans une position élevée, revêtus d'attributions considérables, et rétribués avec la libéralité qu'exigent l'importance et la nature de leurs fonctions, pour lutter contre des intérêts nombreux, vivaces et puissamment riches.

Depuis six ans la loi française échoue : d'abord exécutée un peu, puis, de moins en moins, on a fini par oser la déclarer inexécutable, parce que nous n'avions pas institué des inspecteurs puissants, indépendants et respectés comme ceux de l'Angleterre.

Les fabricants de premier ordre, que nous avons interrogés, reconnaissent eux-mêmes l'utilité, la nécessité de ces inspecteurs éminents; ils ne redoutent pas leur action, qui sera supérieure aux tracasseries d'agents locaux et subalternes.

Nous nous proposons d'établir, pour toute la France, quatre inspecteurs généraux, chargés d'inspecter annuellement les manufactures et les usines, les chantiers et les ateliers du quart du royaume.

Nous regarderions comme nécessaire que chacun d'eux eût sous ses ordres, comme en Angleterre, quatre inspecteurs divisionnaires, dont chacun aurait sous sa surveillance plus immédiate et plus fréquente, de quatre à six départements, suivant l'importance des régions industrielles.

Nous joignons à notre rapport un tableau synoptique de la répartition manufacturière du royaume, plutôt comme explication, comme justification du nombre d'inspecteurs qu'il nous paraît convenable d'instituer, que comme une règle à suivre strictement. Nous laissons à l'administration le soin, le devoir même de mieux faire, si notre circonscription lui paraît sujette à des objections, à des inconvénients.

Plusieurs membres de la commission, mus par le vif intérêt qu'ils portent à l'établissement d'une inspection générale, ont craint que le nombre total de seize inspecteurs divisionnaires n'effrayât les personnes peu disposées à faire un sacrifice pécuniaire, même en faveur des enfants du peuple; ils ont craint de compromettre par là le succès d'une mesure capitale, que l'administration semble ne pas recueillir avec faveur.

La majorité de la commission a pensé qu'il convenait, en conséquence, de demander seulement, pour commencer, un inspecteur divisionnaire par inspecteur général. Lorsque l'expérience aura démontré les excellents résultats des fonctions ainsi créées, rien ne sera plus facile que d'obtenir un complément désirable.

Il est une mesure indispensable que nous proposons d'ajouter à la loi. C'est la publication des rapports annuels qui devront être faits par les inspecteurs généraux sur le travail des enfants, des adolescents, des filles et des femmes dans nos manufactures et dans nos ateliers.

Depuis quatorze ans qu'une semblable mesure est en exécution dans la Grande-Bretagne, elle a produit des résultats excellents. Elle a fait connaître des faits de la plus haute importance. Elle a permis d'améliorer avec certitude les lois existantes; elle a fourni les preuves authentiques des bons effets obtenus par degrés; elle a constaté l'exécution réelle des mesures qu'on prétendait, comme en France, impossibles à pratiquer.

Les mêmes résultats seront obtenus dans nos ateliers et dans nos manufactures, par l'emploi du même moyen.

Nous espérons que le Gouvernement français, profondément convaincu de l'importance de choisir des hommes du premier mérite comme inspecteurs généraux et divisionnaires, voudra ne pas rester au-dessous d'un gouvernement voisin, qui s'est fait tant d'honneur par l'excellence de ses choix pour des emplois de cet ordre.

Il aura plus fait, s'il choisit des inspecteurs avec discernement, indépendance et sagesse, que s'il avait proposé les mesures législatives les plus favorables à l'enfance : mesures qui ne sont rien si des hommes de tête et de cœur n'en réalisent la mise en pratique avec autant d'intelligence que de bon vouloir et de fermeté, comme l'ont fait les Horner, les Saunders, les Rickards, les Howel, etc.

DES INSPECTIONS LOCALES.

Les inspecteurs généraux et divisionnaires, tels que nous proposons de les instituer, ayant chacun à surveiller plusieurs départements, devront trouver dans chaque ville importante, au centre de chaque industrie dissiminée dans les campagnes circonvoisines, un comité local de surveillance.

L'organisation de ces comités locaux doit nécessairement présenter, quant au choix des personnes, des différences considérables. Il convient qu'on prie d'en faire partie les magistrats les plus respectables, les ingénieurs des différents travaux publics, les membres des sociétés consacrées aux arts et aux sciences; il faut y joindre des notables empruntés aux professions libérales, et d'anciens manufacturiers, d'anciens commerçants, retirés des affaires après avoir parcouru leur carrière avec honneur.

C'est aux préfets qu'il convient de laisser la nomination de ces comités, d'après les instructions spéciales de M. le Ministre du commerce.

Le Ministre lui-même a senti la nécessité d'avoir dans ces institutions, au moins un membre qui dépendît plus particulièrement de l'administration. Il se loue de l'emploi qu'il a fait des vérificateurs des poids et mesures, pour intenter les poursuites nécessaires dans les cas de contravention à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures.

Nous croyons que l'institution des comités de surveillance est susceptible de perfectionnements essentiels. Mais il nous a paru qu'on les découvrirait et qu'on les mettrait mieux en pratique après la nomination des inspecteurs généraux et divisionnaires; leurs rapports devront répandre, sur cet objet important, les lumières désirables.

Ces inspecteurs étudieront la marche actuelle des comités de surveillance; ils en compareront le personnel et l'organisation dans leurs circonscriptions respectives. Ils s'efforceront de faire généraliser tout ce qu'ils remarqueront en diverses localités qui soit digne d'être imité.

Telles sont les considérations qui nous déterminent à ne proposer aucune disposition législative qui concerne les comités locaux de surveillance.

Nous croyons seulement que, dans les grandes cités manufacturières et commerciales, l'administration reconnaîtra le besoin d'avoir un agent spécial du conseil de surveillance, rétribué par le Gouvernement ou par l'autorité

municipale. Cet agent représentera l'action publique et sa vigilance incessante sur tous les ateliers où des contraventions pourraient se produire. Nous confions cette particularité d'organisation à la prudence du Ministre.

DES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE.

A côté des comités de surveillance, et dans les limites convenables, pourront fonctionner, avec un grand avantage pour l'enfance, les sociétés de patronage inspirées par des sentiments généreux.

Paris nous offre des exemples du bien que peuvent produire des institutions pareilles.

Les sociétés de patronage, si dignement présidées par M. le vicomte de Melun et par M. Michelot, maire adjoint du x^e arrondissement, méritent d'être citées comme exemple.

La société que préside M. le vicomte de Melun, l'un des fondateurs des annales de charité, annales qu'il enrichirait de ses actes, s'il ne les voilait de toute sa modestie, cette société remarquable a pour objet de procurer, d'une part, aux enfants des ouvriers les plus pauvres, un enseignement primaire à la fin de la journée; de l'autre, un enseignement industriel à des adolescents dont les parents sont dans une situation d'un degré moins nécessaire.

Cette société possède trois écoles du soir, où les enfants de huit à douze ans, et surtout les adolescents, arrivent à 8 heures et travaillent jusqu'à 10 heures. La société regarderait comme un grand bienfait pour les élèves qu'ils pussent arriver à 7 heures, et se retirer dès 9 heures dans leurs familles. Le règlement d'administration publique, exigé par la loi, devra chercher les moyens de faire droit à ce vœu que nous avons déjà signalé.

Les frères des écoles chrétiennes dirigent les écoles fondées par la société de patronage; ils instruisent les enfants avec une douceur touchante. Cette douceur est d'autant plus remarquable qu'elle s'allie avec l'exercice d'une discipline parfaite sur les enfants de trois quartiers célèbres dans nos mauvais jours, par leur lugubre turbulence : le faubourg Saint-Marceau, qui possède l'école de la rue Neuve-Saint-Étienne-du-Mont; le faubourg Saint-Antoine, qui possède l'école de la rue de Charonne, et le quartier Saint-Martin, dont l'école est placée non loin du cloître Saint-Méry. Aujourd'hui ces enfants sont plus honnêtes, plus doux et plus faciles à conduire que les enfants qui peuplent les riches quartiers de la Chaussée-d'Antin, du faubourg Saint-Honoré et du faubourg Saint-Germain : contraste qui frappera les esprits observateurs.

On apprend d'abord aux élèves la lecture, l'écriture et l'arithmétique élémentaire. On y joint l'enseignement du dessin, si précieux pour l'industrie. Aux angles des vastes salles où les élèves se forment l'œil et la main, en copiant la figure et l'ornement, nous avons remarqué des bustes et des bas-reliefs en plâtre, éclairés par la lumière du gaz. Les jeunes ouvriers, rangés circulairement autour du modèle, dessinent d'après la bosse, comme au sein d'une académie.

Outre l'instruction religieuse donnée pendant la semaine, on exige des

enfants qu'ils assistent à l'instruction plus étendue du dimanche, ainsi qu'au service divin.

Croira-t-on qu'à Paris des apprentis de douze à quatorze ans, attirés, recueillis par la société de patronage, n'avaient reçu jusqu'à cet âge, aucun enseignement religieux, aucune idée des devoirs qui s'y rattachent par des liens sacrés!... On les initie à la vie morale, en même temps qu'on développe et qu'on rectifie, par l'instruction, leur intelligence.

Plus de mille enfants sont ainsi conduits dans la voie du bien et mis en état d'avancer dans la carrière du travail, avec de meilleurs moyens de gagner honorablement leur vie.

La *Société des fabricants et des artisans pour le placement des jeunes orphelins* agit d'après un autre principe. Les orphelins, dont elle accepte le patronage, sont placés chez des chefs d'atelier, la plupart membres de l'association. Ils y sont mis en apprentissage moyennant une subvention mensuelle, mais à la condition qu'on leur fera fréquenter l'école primaire et qu'on leur donnera l'instruction religieuse.

Des patrons et des patronesses ont mission de visiter respectivement les ateliers où l'on a placé les orphelins et les orphelines; de surveiller la santé, le travail, l'instruction et les mœurs des enfants. Ils veillent à ce qu'on les traite avec humanité. Chaque année l'on établit entre les élèves un concours général, pour aviver leur intelligence et stimuler leur ardeur par l'émulation. Des prix sont donnés aux plus habiles, aux plus instruits, aux plus sages; des réprimandes publiques et motivées sont faites à ceux dont on espère corriger l'indolence ou les défauts : on renvoie à la fin, quoique à regret, ceux qu'on trouve incorrigibles.

Par l'effet des vicissitudes humaines, la société pour le placement des orphelins, rencontre trop souvent, parmi les sujets de sa bienfaisance, les rejetons des familles les plus glorieuses. Un descendant des L'Hôpital était naguère au nombre des orphelins protégés. Les soins touchants qu'il recevait étaient une dette payée, avec un rare bonheur, par la société de patronage, à l'humble enfant qui rappelait, par son origine et son nom, l'un de nos grands magistrats les plus illustres et les plus vertueux.

Quelquefois des institutions bienfaisantes ont le caractère privé d'une entreprise personnelle.

Telle est l'école du soir établie par les soins et la munificence de S. A. R. M^{me} Adélaïde d'Orléans, dans le faubourg Saint-Martin : trois cents jeunes travailleurs y reçoivent, gratuitement, une instruction semblable à celle des écoles que nous avons décrites, il n'y a qu'un moment. Qui pourrait, sans émotion, contempler cette bienfaisance, digne de l'esprit supérieur d'une princesse qui place avant tout la bonté!

Enfin nous avons visité l'institution formée, sous l'invocation de *saint Nicolas*, par M. l'abbé de Bervanger (1). Cet éminent et généreux ecclésiastique, dès ses premiers travaux apostoliques, a pris leçon pour servir l'enfance et le malheur, dans la capitale du monde chrétien, sous la direction

(1) A Paris, rue de Vaugirard, n° 98.

de Mgr Mastai : sous la direction du prélat que la Providence préparait, dans un emploi qu'avait chéri Charles Borromée, à devenir le souverain pontife, qui réunit aujourd'hui, pour édifier son siècle et le captiver par l'admiration, la grandeur d'âme de Sixte-Quint au doux génie de Fénelon.

L'institution fondée par l'ancien collaborateur de l'illustre cardinal possède près de neuf cents orphelins. Ils sont formés, d'un côté, dans toutes les parties de l'enseignement élémentaire jusqu'aux différents degrés de l'instruction primaire supérieure; de l'autre, dans vingt-cinq métiers différents, ayant leurs ateliers au sein de la maison.

Là, ce n'est pas douze heures de travail, mais huit et demie seulement qu'on exige par jour des adolescents, eussent-ils seize et dix-huit ans.

Ils passent régulièrement du labeur à l'étude et de l'étude au labeur : ainsi nous voulons qu'y passent tour à tour les enfants de huit à douze ans.

La musique, cet excellent auxiliaire de l'éducation, surtout pour les classes dont il faut adoucir les mœurs et polir les habitudes, la musique est au rang des plaisirs de l'institution.

On fait servir la musique religieuse dans une vaste chapelle, pour donner aux offices divins une solennité qui nous a frappés, solennité qu'accroissent encore le recueillement parfait et le silence absolu des élèves.

La musique militaire n'a pas de moindres succès. Chaque dimanche, entre les temps consacrés à la prière, on voit rangés en vaste cercle, dans une cour spacieuse, les adolescents les plus avancés, munis de leurs instruments à vent, clarinettes, flûtes, cors, trombones, ophicléides. Ils exécutent avec ensemble et précision les morceaux des grands maîtres. L'étude avancée, dont on aperçoit les résultats, a fait partie des délassements journaliers. Afin que les petits élèves participent aux plaisirs des grands, chacun d'eux, comme un pupitre immobile, tout fier de jouer à la gravité, tient le carton de musique en face de l'adolescent artiste. Tout ce spectacle est plein d'attrait.

Parmi les jeunes musiciens qui sonnaient des fanfares avec le plus d'animation, un bel adolescent, à la figure audacieuse et spirituelle, nous a paru briller entre tous. C'est un petit-neveu de Marceau, qui mourut pauvre en combattant pour la patrie, et qui mourut, comme Epaminondas le pauvre, dans le sein de la victoire. Des généraux, nos collègues, ont remarqué cet élève; ils le feront entrer et le guideront dans l'armée, qui remerciera peut-être un jour, au nom de la France, l'école des orphelins.

Dans l'admirable institution dont nous présentons une faible idée, ce qui nous a le plus touché, c'est d'apprendre que, parmi les orphelins, ceux qui tiennent de plus près aux classes nécessiteuses sont reçus, nourris, vêtus, enseignés, et de plus, fournis de papier, de livres, d'instruments, pourvu qu'on donne en leur faveur 240 francs par an : la charité de l'institution fait le reste des frais.

Combien des institutions semblables à celles que nous venons d'énumérer n'offriront-elles pas de secours aux inspecteurs des manufactures ainsi qu'aux comités de surveillance, pour accomplir la grande et pieuse tâche de protéger et de faire instruire l'enfance dans tous les rangs, dans tous les états de

la classe ouvrière, en opposant, avec un zèle inépuisable, le génie du bien au génie du mal, et les trésors de la charité aux rapacités des exploitants impitoyables de l'enfance !

CONCLUSIONS.

Messieurs les pairs, si vous acceptez les améliorations que nous avons l'honneur de vous proposer, vous conserverez, vous agrandirez tous les bienfaits promis par la loi générale de 1841.

Vous étendrez son domaine à dix fois plus de travailleurs; à ceux dont l'âge le plus tendre et le sexe le plus faible réclament surtout votre protection contre l'excès du travail. Cette protection sera pourtant ménagée avec tant de modération qu'elle n'ôtera rien à l'efficacité d'emploi qu'il importe de maintenir, au sein des classes ouvrières, afin d'assurer le progrès et la prospérité de l'industrie nationale.

Vous ménagerez à l'enfant, entre sa huitième et sa douzième année, l'apprentissage combiné de l'étude et du labeur; moitié pour l'exercice du corps, moitié pour l'exercice de l'intelligence, et vous ferez cultiver cette intelligence sous le triple point de vue de l'esprit, des mœurs et de la religion.

Vous maintiendrez à l'adolescence l'obligation d'un travail plus étendu qu'à l'enfance, avec un enseignement primaire, moins fréquent sans doute et moins long, mais suffisant pour empêcher que le jeune travailleur n'oublie rien de ce qu'il aurait précédemment appris, mais suffisant pour le conduire plus loin, s'il a reçu de la nature quelques-unes de ces facultés qui sont un trésor pour le peuple et pour l'Etat, un trésor dont il faut, avec un zèle incessant, exploiter les moindres filons comme les plus riches veines.

Vous étendrez au sexe le plus faible la même protection qu'à l'âge le moins robuste. Désormais, dans les ateliers soumis au régime de la loi, les femmes et les filles, quel que soit leur âge, ne pourront pas subir un travail plus prolongé que celui de l'adolescence.

Au lieu d'une inspection accidentelle, vague et vaine, sans autorité, sans unité, sans zèle et sans constance, vous instituerez une inspection générale et divisionnaire, confiée à des hommes spéciaux, éminents, respectés, dont l'honneur, dont la vie seront en entier consacrés à la protection des jeunes travailleurs; il seront, passez-nous le mot, en faveur d'une institution bienfaisante aussi sage que populaire, ils seront *les prud'hommes de l'enfance*. Ils s'élèveront au-dessus des intérêts, des passions, des petitesse de toute localité, pour représenter, dans son acception large et suprême, l'humanité de la loi et son autorité supérieure à toutes les influences, de quelque genre qu'elles soient, à toutes les résistances du crédit, de l'opulence et de l'intrigue, politique ou non.

Voilà les bienfaits que votre vote peut assurer à la classe ouvrière dans toute l'étendue du royaume, bienfaits qui pénétreront jusqu'au cœur des familles, bienfaits qui s'étendront des jeunes filles aux épouses et des mères aux enfants; bienfaits qui vous feront bénir à l'ombre des plus humbles toits, autour des plus pauvres foyers, qu'ils repeupleront pendant les

heures que la nature réclame pour un peu de repos et d'affections domestiques.

Sans nous arrêter à quelques dissidences d'opinions, rendons grâce au Gouvernement dont nous complétons, dont nous secondons la pensée, en l'améliorant selon notre espoir et notre conviction. Rendons-lui grâce de nous avoir saisis, une seconde fois, de la question grande et patriotique, à laquelle se rattache le destin des enfants, espoir et trésor de la classe ouvrière.

On sert bien la pairie quand on lui donne sujet d'être utile au peuple, et de témoigner aux rangs les moins fortunés de l'ordre social, par des mesures efficaces, un intérêt réel et puissant. Vous présenter une occasion pareille, c'est venir au-devant de vos vœux les plus chers et de vos plus purs sentiments.

Nous ne sommes pas égoïstes, pas plus que nous ne l'étions il y a sept années, quand nous réservions au pouvoir exécutif l'application, l'extension illimitée des mesures dont nous posions seulement les principes élevés et la large base. Nous lui conservons toujours cette faculté précieuse. Nous ne faisons qu'effleurer la coupe, et la lui remettons pleine encore de bienfaits à répandre sur de nouveaux obligés. Nous l'invitons à communiquer avec nous, sous ces formes de bienfaisance, pour le bonheur de ceux que toute religion est heureuse de protéger, pour le bonheur des êtres faibles qui gagnent leur vie à la sueur de leur front.

Sans doute les deux Chambres, depuis 1840, ont fait des pertes que déplorent les amis de l'humanité : dans la Chambre élective, les Cochin, les Chabrol, les de Laborde et les Benjamin Delessert, ces amis, ces auteurs, disons mieux, ces inventeurs de tant de bien; dans la Chambre des pairs, les de Gérando, le cicerone du *Visiteur du pauvre*, les Bourdeau, les Louvois, et surtout le sage Mounier, ne peuvent plus nous prêter l'appui bienveillant d'une autorité qu'ils devaient à l'alliance de leur talent, avec leur bonté. Mais d'autres hommes de cœur et de mérite, leurs frères, leurs fils, leurs amis, marchent aujourd'hui sur leurs traces. Enfin le savant rapporteur de la Chambre des députés est devenu notre collègue; il est tout prêt à défendre une œuvre qu'il a marquée du sceau de son talent et de ses améliorations. Voilà nos moyens au sein des Chambres.

Vos efforts n'ont pas moins droit aujourd'hui qu'en 1840, en 1841, d'obtenir l'assentiment de l'opinion nationale. Il y a sept années, nous avons vu la presse, intermittente ou périodique, suspendre, oublier les discords de la politique et la lutte des partis pour se rallier sur un sol généreux qui porte en son sein la concorde, premier des biens de la terre. Nous espérons qu'en 1847 un même esprit patriotique ralliera les organes généreux de toutes les opinions, sur ce terrain neutre et pacifique.

Vous réussirez, Messieurs les pairs, et votre nom, porté par vos bienfaits, descendra de nouveau jusqu'au fond des ateliers, jusque sous le chaume des plus modestes travailleurs, pour recueillir en bénédictions la reconnaissance des familles; elles apprendront, une fois de plus, qu'elles peuvent compter sur vous pour sécher leurs larmes et pour adoucir leurs misères.

Avec les amendements indispensables qui nous étaient commandés par la

nature des choses, nous vous proposons d'adopter le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, les fabriques, les usines, les chantiers et les ateliers.

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LA COMMISSION.

ART. 1^{er}. Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront appliquées dans les manufactures, les fabriques, les usines, les chantiers et ateliers occupant au moins *dix* personnes de tout âge et de tout sexe; ou *cinq* personnes, enfants, adolescents ou femmes.

La même application continuera pendant un an, après le jour où ces établissements cesseraient d'occuper l'un ou l'autre de ces deux nombres de travailleurs.

Les nombres ci-dessus pourront être réduits par voie de règlement d'administration publique.

ART. 2. Toutes les dispositions de la loi du 22 mars 1841, en faveur des enfants de 8 à 12 ans, et des adolescents de 12 à 16 ans, sont maintenues.

Les dispositions en faveur des adolescents de 12 à 16 ans, et spécialement celle qui limite à douze heures leur travail journalier, seront désormais appliquées aux filles et aux femmes, quel que soit leur âge.

ART. 3. Le règlement d'administration publique, ordonné par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841, pour tout ce qui concerne l'enseignement primaire et religieux, sera publié dans la première année qui suivra la promulgation de la présente loi.

Ce règlement, concerté entre les Ministres de l'agriculture et du commerce et de l'instruction publique, coordonnera les heures d'école et les heures de travail.

Pendant trois jours ouvrables de chaque semaine, la durée du travail des adolescents est réduite à onze heures; l'heure de travail supprimée fera partie du temps obligatoirement consacré à leur instruction primaire.

Une classe du dimanche aura lieu pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents.

ART. 4. Il sera nommé quatre inspecteurs généraux du travail des manufactures, usines, chantiers et ateliers, soumis au régime de la présente loi.

Chacun d'eux ne pourra pas avoir sous sa direction moins d'un inspecteur divisionnaire.

Ces inspecteurs, salariés par l'État, ne pourront remplir aucune autre fonction administrative.

Chaque inspecteur général parcourra, chaque année, les quatre divisions du ressort qu'il aura dans ses attributions.

Une rotation régulière des inspecteurs généraux leur donnera successivement la surveillance des quatre grands districts dans lesquels sera divisée la France manufacturière.

Chaque inspecteur général rédigera, tous les ans, son rapport sur le résultat de son inspection. Le rapport signé par lui sera publié en entier pour être, dès l'ouverture de chaque session, distribué aux membres des deux Chambres.

L'organisation des comités d'inspections locales continuera d'être réglée par des arrêtés ministériels.

Ces comités seront présidés de droit par les inspecteurs divisionnaires et généraux dans le ressort desquels ils seront établis, et recevront d'eux leur direction.

Il appartiendra également aux inspecteurs de régler l'action des sociétés de patronage qui pourront être autorisées dans le but louable de concourir à l'instruction et à la protection des enfants dans les manufactures, les usines, les chantiers et les ateliers soumis à la présente loi.

Les sociétés de patronage dont l'expérience aura montré les bons effets pourront, d'après le rapport d'un inspecteur général, être autorisées par voie de règlement d'administration publique, avec les droits qui s'ensuivent.

ART. 5. La présente loi sera affichée dans les ateliers avec la loi du 22 mars 1841, et les contraventions à ses dispositions seront constatées et punies conformément aux articles 10, 11 et 12 de ladite loi.

ART. 6. La loi de 1841 continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

SÉANCE DU LUNDI 14 FÉVRIER 1848.

PRÉSIDENT DE M. BARTHE, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Discussion générale du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers. — M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.

Discussion du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers.

La parole est à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.

M. CUNIN-GRIDAIN, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — Messieurs les Pairs, dans le rapport qui, en 1840, précéda les premières dispositions législatives en faveur des enfants travaillant dans les fabriques, M. le baron Charles Dupin déclarait que, malgré quelques dissentiments entre votre commission et le Ministre du commerce, « il se plaisait à reconnaître qu'unanimes dans nos sentiments en faveur des jeunes travailleurs, nous ne pouvions différer que sur les moyens de les protéger avec le plus d'efficacité

pour eux, de prudence pour l'industrie et d'avantage pour la puissance publique ».

Une loi rendue sous l'influence de ces sentiments unanimes ne pouvait manquer d'être pour le Gouvernement l'objet d'une persévérante sollicitude et de mesures propres à en assurer l'exécution. Le premier, et c'est un titre dont je m'honore, j'ai réclamé des Chambres la consécration législative du principe de la protection à accorder aux jeunes ouvriers dans les manufactures, et cependant il s'en faut que j'aie trouvé cette fois dans le travail du savant rapporteur de la commission la bienveillance à laquelle il m'avait habitué. La situation qui m'est faite est doublement pénible : j'ai non seulement à justifier les intentions qui ont inspiré le projet de loi dont la Chambre est saisie, mais encore à me défendre contre les reproches qui me sont adressés : parce que quelques dispositions de la loi de 1841 n'auraient pas été exécutées, on en fait peser en quelque sorte la responsabilité sur l'Administration ; on ne tient aucun compte des difficultés immenses et des résistances que nous avons rencontrées ; on ne tient aucun compte des mesures d'humanité que nous avons prises pour les surmonter, ni de nos efforts pour concilier l'exécution de la loi avec les intérêts de la famille. On a également oublié les circonstances pénibles qui ont affecté le commerce et le travail industriel de 1843 à 1847. Nous croyons devoir, Messieurs, vous faire connaître les faits et les motifs qui nous ont déterminé à vous proposer le projet de loi soumis dans ce moment à vos délibérations.

La loi du 22 mars 1841, exécutoire à partir du mois d'octobre de la même année, a été de la part du Gouvernement l'objet d'une constante sollicitude : après avoir provoqué cette loi, il devait tenir à honneur d'en assurer l'application, et à peine était-elle rendue que, le 25 mars, je traçais aux préfets la ligne de conduite qu'ils avaient à suivre en leur demandant leur concours *ferme* et éclairé : « L'exécution de la loi, disait ma première instruction, importe à l'honneur du pays ; l'œuvre des pouvoirs législatifs ne peut être frappée d'impuissance et se réduire à un vain hommage rendu aux principes de morale et d'humanité qui l'ont provoquée et qui, dans l'une et l'autre Chambre, ont excité de si hautes manifestations d'intérêt et de sympathie. »

Des instructions des 14 août et 1^{er} octobre déterminèrent immédiatement les bases générales du classement des fabriques soumises à l'action de la loi, et réglèrent la constitution et les pouvoirs des inspections locales, la forme et la délivrance des livrets, la publication des règlements dans les usines, et toutes les autres dispositions nécessaires pour faire sortir à la loi son plein et entier effet.

75 départements et 253 arrondissements, renfermant 6,000 établissements et 80,000 enfants, furent assujettis aux inspections, et 1,650 inspecteurs formant 230 commissions, furent investis du droit de constater les contraventions, et reçurent la mission de faire exécuter partout la loi du 22 mars 1841. Une instruction du 13 octobre 1843 portait ce qui suit : « MM. les inspecteurs ont pu, comme le portaient mes premières instructions, essayer d'abord l'influence de leurs conseils et de leurs recommandations bienveillantes avant de provoquer des mesures de rigueur ; mais il ne faut pas que des fabricants moins bien disposés puissent impunément s'af-

franchir des conditions prescrites. Une telle inégalité, outre qu'elle serait évidemment injuste, entraverait une réforme reconnue nécessaire et en aurait bientôt compromis les résultats. L'exécution de la loi doit être partout la même, partout complète. »

Indépendamment de ces instructions, une correspondance très active a pourvu sur tous les points à la solution des difficultés spéciales que ne pouvait manquer de soulever une législation aussi nouvelle dans son principe, qui touchait à l'économie et à la liberté du travail industriel. L'inertie, sinon la mauvaise volonté, arrêtaient, dans les grands centres industriels, l'application absolue de la loi, et j'ai dû, pour rendre plus efficace l'action des inspections, leur adjoindre, dans 33 départements et 88 arrondissements, les vérificateurs des poids et mesures que déjà leurs fonctions appellent, chaque année, dans tous les grands établissements industriels. Par l'effet de leur concours, 200 procès-verbaux ont été dressés et 140 condamnations prononcées. Des résultats importants ont été le fruit incontestable de la plus active surveillance.

Il n'a plus été admis, dans les fabriques, d'enfants au-dessous de huit ans; tous ont été munis de livrets; de nombreuses écoles ont été établies, et la durée du travail a été généralement réduite. Ces faits ne sauraient être contestés et constatent une notable amélioration; mais, je dois l'avouer et je puis le faire d'autant plus librement que j'ai concouru, autant que personne, à l'adoption de la loi, plusieurs de ses dispositions en ont rendu l'application à peu près impraticable; le défaut de généralité de son principe, l'impossibilité matérielle d'organiser les séries, l'insuffisance des écoles, ont été, dès le début, des obstacles insurmontables. Tous les préfets, toutes les commissions d'inspection, les chambres et les conseils généraux du commerce et des manufactures, tous se sont accordés à signaler cette circonstance; ceux mêmes qui avaient été les plus ardents promoteurs de cette réforme si utile ont été des premiers à dénoncer les impossibilités pratiques de la loi. Ainsi la société industrielle de Mulhausen, qui déclare aujourd'hui le système des relais de huit heures impraticable, écrivait le 8 avril 1843 : « Une autre considération, plus puissante encore, est la nécessité d'appeler l'attention du législateur sur ce que présentent d'imparfait, de vicieux, quelques-unes des dispositions de la loi même. Aussi est-ce là qu'il faut rechercher l'unique ou la principale cause du petit nombre d'applications qu'elle a reçues jusqu'à ce jour. En effet, l'établissement des catégories du nombre des heures de travail accordées aux enfants d'âges différents, et de plus le peu de durée de ce travail pour les enfants de huit à douze ans, ont dès le principe fait entrevoir généralement qu'il y aurait beaucoup d'industries et beaucoup de localités qui ne pourraient que très difficilement se conformer à la loi. » De partout l'on annonçait que la conséquence de ces difficultés conduisait, comme en Angleterre, à faire bannir des manufactures les enfants âgés de moins de douze ans et à les remplacer par des adolescents.

Sur d'autres points, on s'est appliqué à réduire au-dessous de vingt le nombre des ouvriers réunis en atelier, afin d'échapper aux obligations de la loi. Le 25 novembre 1843, le préfet du Rhône écrivait que son département ne renfermait aucun atelier qui fût assujéti à la loi, que l'industrie de la

soie est répartie en une foule de petits ateliers qui comptent moins de vingt ouvriers, et qui n'ont pas de moteurs mécaniques, et que, par conséquent, la loi ne leur était pas applicable. M. le préfet de police, en 1844, en signalant la masse des ateliers employant moins de vingt ouvriers, n'hésitait pas à dire que là se trouvaient la plupart des abus que la loi avait voulu détruire. Les mêmes observations, les mêmes avertissements sont venus de tous les grands centres de fabrique. La loi, a-t-on dit, ne peut être exceptionnelle, et doit être la même pour tous. Enfin, sur tous les points, on signalait l'insuffisance ou le manque total des écoles, leur éloignement des établissements situés dans les campagnes, l'incohérence des heures des écoles avec le travail des ateliers.

Dans cet état, que pouvait, que devait faire le Gouvernement ?

Publier les règlements d'administration publique autorisés par la loi ? Mais on déclarait la loi inapplicable ou inexécutable, dans plusieurs de ses dispositions, à Lyon, à Paris, à Rouen, à Saint-Quentin, à Tourcoing, à Roubaix, à Lille, à Vienne, à Louviers, à Troyes, etc. Sur d'autres points, on renvoyait les enfants au-dessous de douze ans pour se soustraire à son exécution. Fallait-il instituer des inspecteurs salariés pour forcer à l'exécution de la loi ? Mais les inspections signalaient partout l'impossibilité de l'exécuter d'une manière absolue, sans jeter la perturbation dans le travail des fabriques, sans faire renvoyer immédiatement tous les enfants de huit à douze ans, et sans augmenter pour toutes les familles les causes de la misère au moment où une crise industrielle, suivie trop tôt d'une crise financière et alimentaire, pesait si lourdement sur toutes les classes laborieuses.

La philanthropie, Messieurs, a une belle et noble mission, celle de consacrer au bien de l'humanité ses veilles, ses efforts, sa fortune. Mais la sagesse pratique ne conseille-t-elle pas de faire humainement les choses humaines, et ne s'exposerait-on pas à de graves mécomptes et à de douloureux échecs, si, dans la poursuite du bonheur public, qui est le vœu et le but de tous, l'on ne savait faire la part du temps sans lequel il est peu de réformes durables et celle des nécessités non moins impérieuses de la vie matérielle ?

C'est dans ce sentiment que le Gouvernement a puisé sa règle de conduite, et, moins impatient peut-être, mais non moins jaloux de réaliser les améliorations possibles, il a cru, après avoir expérimenté pendant quatre ans, de 1842 à 1845, la possibilité de l'exécution de la loi, qu'il devait en appeler au législateur lui-même de l'œuvre du législateur. Certainement, s'il ne s'était agi que de quelques modifications de détail, de quelques améliorations partielles, j'aurais agi tout autrement. La loi actuelle me donnait le droit d'étendre ses dispositions à d'autres manufactures, de relever l'âge d'admission des enfants dans les fabriques, d'abréger la durée du travail pour certaines industries. Des règlements d'administration publique pouvaient y pourvoir.

Mais lorsque, dans ma conviction, appuyée sur le témoignage de toutes les autorités, il est nécessaire d'appliquer le régime de la loi à la généralité des industries; lorsqu'il y a lieu de changer profondément le système des relais, j'ai cru que la loi seule pouvait et devait opérer d'aussi graves changements.

L'exemple de l'Angleterre, qui, depuis 1802, a modifié plusieurs fois sa législation, est là pour nous enseigner combien cette matière est délicate et difficile, et combien l'autorité de la loi est nécessaire pour imposer des réformes aux habitudes et aux mœurs économiques d'un pays.

La loi qui vous est soumise est le résultat de cette détermination : conçue dès l'année 1845, les conseils généraux des manufactures et du commerce n'ont élaboré les dispositions dans leur session de 1845-1846, et vous en avez été saisi le 15 février 1847. Depuis lors, je n'ai pas cessé un moment de rechercher tous les faits relatifs à cette grave question.

J'ai fait recueillir tout récemment de nouveaux renseignements en Angleterre; j'ai consulté en France les principales chambres de commerce, et le résultat de ces investigations a été la confirmation la plus complète de la nécessité de reviser la loi du 22 mars 1841.

En Angleterre, le bill du 15 mars 1844 a fait droit aux plaintes qui s'élevaient contre le système des relais de huit heures, et y a substitué la division par demi-journée. « On a abandonné, a dit M. Horner, inspecteur général, dont le rapport a été souvent cité, l'ancien système qui appliquait aux enfants deux tiers de journée, qui ne présente pas assez de facilités dans la pratique, et c'est le nouveau qui prévaut. Le bill de 1844, au témoignage du savant rapporteur de votre commission, a eu cela d'excellent, qu'il consacrait législativement une amélioration déjà reconnue par la majorité des fabricants et par la majorité la plus éclairée. »

Les divers rapports de MM. Horner et Saunders, inspecteurs généraux, signalent la réduction du nombre des enfants employés dans les manufactures. En outre, M. Saunders ajoute qu'aux causes présentes de la détresse du commerce, se joignent, pour les fabricants soumis à l'acte des fabriques, les inquiétudes que fait naître l'application du bill de dix heures pour les femmes, qu'ils regardent comme une anomalie et même comme une injuste exception, lorsque les enquêtes ont surtout constaté que les abus et les mauvais traitements infligés aux adolescents et aux enfants sont plus grands dans les ateliers libres que dans les manufactures réglementées.

En France, les chambres de commerce des manufactures de Paris, Rouen, Lyon, Mulhausen, Lille, Saint-Quentin, etc., signalent les mêmes faits et les attribuent aux mêmes causes.

La chambre de commerce de Paris demande la revision de la législation actuelle pour y introduire des combinaisons *praticables*, qui puissent protéger l'enfance de l'ouvrier, préparer sa moralisation et son intelligence, sans enlever aux industries le concours des enfants et aux familles les ressources de ce travail.

La société de Mulhausen déclare que sous le régime actuel certaines industries, comme les filatures de coton, ne peuvent plus employer d'enfants au-dessous de douze ans, à cause du système des relais incompatible avec les exigences de la loi de 1841. La chambre de commerce de Rouen déclare que, dans un grand nombre de localités, il aurait été impossible d'exécuter les dispositions de la loi relative aux relais et aux écoles, sans jeter une véritable perturbation dans les fabriques.

J'ai exposé, Messieurs, les obstacles que la loi de 1841 a rencontrés dans

son accomplissement, les efforts du Gouvernement pour les vaincre, et les motifs qui lui faisaient un devoir de vous proposer d'apporter à cette loi de profondes modifications. Nous n'avons d'autre désir que de doter le pays d'une loi sage et forte, et conciliant tout à la fois les droits du travail et ceux de l'humanité.

C'est dans ce but que je m'étais rendu dans le sein de la commission, il y a un mois, et que j'ai eu l'honneur de lui proposer quelques modifications tant au projet primitif qu'aux amendements de la commission elle-même. J'attendrai que la discussion soit ouverte sur les articles pour reprendre la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le comte Beugnot.

M. le comte BEUGNOT. — Je désirerais qu'à cause de l'heure, la discussion fût remise à demain.

M. le baron Charles DUPIN, *rapporteur*. — J'attendrai que la discussion générale soit terminée pour répondre à M. le Ministre, et justifier pleinement les conclusions de la commission.

M. PAULZE D'YVOY. — Je ferai observer que nous sommes placés entre trois projets : le projet primitif du Ministre, celui présenté par la commission, et le projet annoncé tout à l'heure par M. le Ministre, sans nous donner le texte des dispositions. Le discours prononcé par M. le Ministre du commerce doit être considéré comme un nouvel exposé des motifs : je demande qu'il soit imprimé, de même que le nouveau projet que M. le Ministre juge convenable de présenter. La discussion ira ainsi plus vite.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE. — Je n'ai pas présenté de nouveau projet.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais il faudrait, pour qu'il y eût en réalité un nouveau projet, que ce nouveau projet fût signé par le Roi et contresigné par le Ministre.

M. LE PRÉSIDENT. — MM. les Pairs trouveront le discours de M. le Ministre au *Moniteur* de demain.

Je ferai observer que M. le Ministre n'a pas annoncé un nouveau projet; il a seulement averti la Chambre qu'à l'occasion de chacun des articles du projet, il déclarerait ce dont il demande le maintien; s'il croit que des modifications sont nécessaires, c'est à titre d'amendement qu'elles seront introduites.

M. le comte D'ARGOUT. — Je demande la permission de déposer sur le bureau deux amendements, afin qu'ils soient imprimés et remis demain à la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le comte Beugnot a le premier la parole; la Chambre me paraît disposée à remettre la discussion à demain. (Oui ! oui !)

La séance est levée à 5 heures et renvoyée à demain.

SÉANCE DU MARDI 15 FÉVRIER 1848.

PRÉSIDENCE DE M. BARTHE, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Suite de la discussion générale du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures : MM. le comte Beugnot, Renouard, Barbet, le baron Charles Dupin, rapporteur ; le Ministre de l'agriculture et du commerce, et le marquis de Boissy.

Suite de la délibération générale sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la délibération générale sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures.

La parole est à M. le comte Beugnot.

M. le comte BEUGNOT. — Messieurs, la Chambre a donné un grand exemple de sagesse et de justice quand elle a décidé que la première loi dont elle s'occuperait cette année serait la loi relative au travail des enfants dans les manufactures ; car elle a montré par là qu'à ses yeux les lois les plus importantes, celles qui constituent le véritable progrès, la réforme sérieuse et sincère, étaient les lois qui avaient pour objet d'améliorer le sort de cette classe de la société dont l'activité et le travail font aujourd'hui la fortune de la France, comme le courage et la vigueur en feraient un jour le rempart si notre patrie courait quelques dangers.

J'ajoute que la décision de la Chambre est un acte de justice, car nous devons beaucoup à cette classe laborieuse qui ne cesse de donner des exemples de raison, de bon sens et de dévouement à l'ordre public. Je sais que quelques personnes croient que des idées dangereuses, subversives, ont fait des progrès dans cette portion de la société. Pour ma part, je suis convaincu du contraire, et je n'en veux pour preuve que le calme que cette portion de la population a conservé dans les deux dernières années, qui ont été pour elles une source de tant de privations, et quelquefois même de misères. (Assentiment.)

Livrons-nous donc avec dévouement à l'amélioration et au bien que réclame cette classe de la société ; ne mettons à notre sollicitude, à notre zèle, je dirai presque à notre amour pour son bonheur, que les limites que la nécessité nous impose.

Parmi les idées diverses qu'on cherche à répandre en vain dans les rangs de la classe dont je parle, il est une pensée qui est juste, qu'on a exagérée, mais au fond de laquelle cependant il y a quelque chose de positif et de vrai que nous devons chercher à nous approprier.

Aujourd'hui, avec la liberté absolue qui règne dans le commerce et l'industrie, en l'absence des institutions qui autrefois servaient de soutien, d'ap-

pui, dans certaines circonstances, à l'ouvrier isolé, pour qu'il ne se trouve pas exposé seul, sans défenseur, sans aucune garantie, à tous les effets d'une concurrence effrénée, il faut que le Gouvernement vienne à son secours, l'appuie, et trouve dans la législation ou dans son propre dévouement le moyen de suppléer à l'absence d'institutions que le temps a détruites et qui ne peuvent pas renaître.

Je crois donc qu'en matière semblable les obligations du Gouvernement sont extrêmement rigoureuses, que nous avons le droit de lui demander beaucoup, et qu'il ne doit pas s'étonner si nous nous montrons exigeants.

La Chambre comprendra qu'à mes yeux la question peut-être la plus importante de la loi, c'est celle de savoir si tout a été fait pour arriver à l'exécution de la loi de 1841, ou du moins à l'exécution de toutes les dispositions qui sont généralement reconnues pour exécutoires. Je viens donc traiter ici la question plus particulièrement d'exécution de la loi du 22 mars 1841.

Je n'apporte pas à la tribune des prétentions bien grandes ; je ne viens pas demander à M. le Ministre du commerce pourquoi toute la loi n'est pas, après sept ans, encore complètement, rigoureusement et en tous lieux exécutée. Non, je sais qu'il y a dans la loi du 22 mars 1841 des difficultés telles que nous devons en tenir compte, je sais qu'il y a des causes qui ont empêché l'exécution des principales dispositions de cette loi. De ces causes, les unes sont inhérentes à la loi elle-même, à son caractère propre comme à ses défauts ; mais les autres, à mon avis, sont le fait du Gouvernement, et je crois devoir le dire.

Les premières causes, inhérentes à la loi elle-même, à son caractère, à ses dispositions bonnes, mais imparfaites, vous les connaissez. Vous comprenez très bien que les adversaires de la loi étaient par le fait très nombreux, qu'il y avait un grand nombre de personnes nécessairement liguées contre l'exécution de cette loi.

Au premier rang se plaçaient les chefs des établissements industriels soumis à l'action de la loi, puis les ouvriers, et enfin, je le dis à regret, les pères des enfants.

Il est inutile d'insister pour montrer combien les chefs d'établissements industriels avaient de prétextes de s'opposer à l'exécution de la loi. Ils redoutaient qu'il n'en résultât une sorte de trouble dans leurs établissements ; ils craignaient de voir leurs produits diminuer, les salaires augmenter. On devait donc s'attendre à rencontrer chez eux sinon une résistance ouverte, du moins cette force d'inertie qui aurait paralysé les principaux bienfaits de la loi.

Venaient ensuite les ouvriers. Nous ne devons pas ignorer que, dans un grand nombre d'ateliers où les ouvriers travaillent à façon, ce sont eux qui engagent les enfants dont ils ont besoin, qui contractent avec eux et les payent. Ils devaient appréhender d'éprouver des embarras pour se procurer un plus grand nombre d'enfants que ceux qui étaient auparavant à leur disposition, et d'avoir à traiter avec eux à des conditions nouvelles et plus onéreuses.

Enfin, il est affligeant de dire que, dans les familles de pauvres ouvriers, les enfants sont regardés comme des moyens de production par les parents,

et que ceux-ci ne craignent pas d'abuser de leurs droits en souffrant qu'on impose à leurs enfants un travail excessif.

Tels étaient les obstacles principaux que la loi devait rencontrer. Je reconnais que le Gouvernement ne pouvait pas modifier des dispositions pareilles en peu de temps, et que son zèle, dans le plus grand nombre des circonstances, devait échouer contre des préjugés ou des intérêts aussi puissants. Je reconnais également que si la loi peut, dans une certaine mesure, être exécutée au sein des villes, dans les groupes industriels, elle est extrêmement difficile à appliquer dans les campagnes, dans les lieux où l'industrie se trouve disséminée. Or, personne ici n'ignore que le caractère de l'industrie en France est précisément d'être en quelque sorte parcellaire, et que l'agglomération pour elle est un état exceptionnel.

Dès lors, on devait donc rencontrer encore dans ce mode d'existence des industries en France un obstacle redoutable dont je m'empresse de tenir compte.

Il faut le dire enfin, la loi de 1841 contient des dispositions qui sont tout à fait en désaccord avec les habitudes de l'industrie. On l'a dit en 1841, l'examen a confirmé cette assertion, et aujourd'hui il n'est plus permis de nier que les dispositions fondamentales de la loi n'ont pas été adaptées aux véritables usages admis dans le plus grand nombre des usines et manufactures.

Voilà encore, je le répète, un très grand défaut, un très grand vice. Je serais bien éloigné de vouloir faire peser la responsabilité de la non-exécution, dans ce cas, sur l'administration.

Mais j'arrive à une partie des plus importantes de la législation dont je parle : nous avons voulu que les enfants employassent une certaine portion de leur journée à l'amélioration de leur intelligence et qu'ils fréquentassent les écoles.

Ici encore nous apercevons une contradiction entre la loi de 1841 et la législation, ou plutôt les usages fondés par la législation relative à l'enseignement primaire, tel que la loi de 1833 l'a établi. Vous savez que d'après, je ne dirai pas la loi de 1833, mais d'après les règles adoptées en exécution de cette loi, il n'existe dans les écoles que deux catégories d'élèves : les enfants proprement dits et les adultes. Pour les enfants sont ouvertes deux classes dans la journée; pour les adultes, des classes du soir; mais la loi de 1841 admet trois catégories de travailleurs : les enfants, les adolescents et les adultes. Dans quelle catégorie, dans quelle classe peut-on placer les adolescents? Les écoles ne sont pas disposées pour les recevoir, de telle sorte que dans plusieurs villes, à Paris par exemple, on a ouvert des écoles du soir pour les adolescents et pour les enfants. Les frères de la doctrine chrétienne en ont établi une à Charonne, une autre a été fondée à Chaillot par l'administration municipale.

M. le préfet de police, dans sa sollicitude si active et si éclairée pour tous les intérêts qui lui sont confiés, avait demandé au conseil général, il y a déjà plusieurs années, de fonder des écoles du soir pour les enfants et les adolescents dans chacun des douze arrondissements de Paris. Le conseil général, mu par des considérations qui ne manquent pas de force, a cru que ces écoles du soir feraient désertir les écoles de la journée. Cette incertitude

existait encore il y a quelque temps; j'ignore si elle a cessé. Ainsi vous voyez, par ces simples considérations, que les dispositions de la loi de 1841 sur l'enseignement devaient trouver, dans les usages adoptés pour l'enseignement public ou privé, de grandes difficultés d'exécution. Il faut même le dire, le législateur de 1841 n'avait pas fait beaucoup d'efforts pour surmonter les obstacles qu'il devait s'attendre à rencontrer, car la loi dont je parle, contient un article où nous lisons : « Tout enfant admis devra, jusqu'à l'âge de douze ans, suivre une école. » C'est un principe posé; mais il faut le mettre en pratique et fournir à l'administration les moyens de l'exécuter, et je ne sache pas qu'on l'ait fait. Or, dans beaucoup de localités, les écoles étaient éloignées des groupes industriels; dans d'autres, il était impossible que les enfants trouvaient dans le nombre d'heures qui leur sont accordées le temps de se rendre de la fabrique à l'école, d'y assister à la classe et de revenir à la fabrique.

Qu'en résulte-t-il? Il en résulte que, dans plusieurs départements, dans le département du Nord, par exemple, des industriels, animés de sentiments de philanthropie, d'humanité, ont établi, à leur frais, dans leurs propres manufactures, des écoles qu'ils faisaient tenir par leurs contremaîtres, lesquels n'étaient munis d'aucun diplôme, se trouvaient, par conséquent, en complète infraction à la loi de 1833, et auraient pu être poursuivis par l'Université comme enseignant sans le diplôme exigé. Cela n'a pas eu lieu, et j'en remercie M. le ministre de l'instruction publique: c'eût été une chose odieuse que des poursuites en pareil cas. Vous voyez que, sous ce rapport, comme sous ceux que j'ai déjà cités, la loi était difficile à exécuter.

Dans d'autres circonstances, dans d'autres localités, des chefs d'industrie ont employé un moyen que la loi ne pouvait pas prescrire, mais que des règlements d'administration auraient pu établir, c'était de faire conduire par des contremaîtres les enfants à l'école.

Si, en se conformant textuellement à la loi, un chef d'établissement avait mis dehors les enfants qu'il employait dans sa fabrique, en leur disant : Rendez-vous à l'école, et revenez au bout d'une heure, quel eût été l'effet d'un pareil ordre? Il fallait donc que les chefs des établissements se chargeassent eux-mêmes d'exécuter une disposition de la loi qui leur était au fond étrangère. C'est ce qui a eu lieu dans certaines manufactures; mais elles forment, il ne faut pas l'oublier, l'extrême minorité.

Je ne trouve pas que le projet de loi amendé par la commission satisfasse complètement ce qu'on pourrait exiger sous le rapport de l'enseignement. L'article 3 de la commission va plus loin que n'allait la loi du 22 mars 1841: ainsi, nous lisons dans cet article qu'un règlement sera fait, et que ce règlement sera concerté entre M. le ministre de l'agriculture et du commerce et M. le ministre de l'instruction publique, et qu'il coordonnera les heures des écoles et les heures de travail.

Je ne sais pas comment M. le ministre du commerce et M. le ministre de l'instruction publique pourront s'entendre facilement sur ce point; ce sera un travail difficile et un travail auquel ils échoueront si, en définitive, des communes ou l'Etat ne prennent pas le parti d'établir, à leurs frais, des écoles à portée des établissements industriels et pour l'usage de ces établissements.

C'est un grave intérêt, auquel il importe de pourvoir, et sur lequel le projet du Gouvernement et celui de la commission ne s'expliquent pas. La loi de 1841 n'a que trop souvent émis des principes sans s'occuper de leur application.

Je le répète, l'exécution de la loi présentera toujours de graves difficultés. Je ne veux pas entrer dans les détails. Si je citais différents autres articles, l'article 3 par exemple, sur le travail de nuit, je montrerais combien il fournit d'occasions à la fraude, combien il est facile à un chef d'établissement de prétexter le chômage du moteur, et, par ce moyen, d'obtenir un travail de nuit des enfants qu'il emploie. Je m'arrête aux bases, aux principes de la loi, et je dis qu'il y avait des difficultés énormes à l'exécuter régulièrement, littéralement, et que rendre M. le Ministre du commerce uniquement responsable de sa non-exécution, ce serait, à mon avis, commettre une grande injustice. Cependant je dois ajouter que je me trouve dans la nécessité d'adresser quelques observations critiques à M. le Ministre du commerce, Il sait à quel point j'honore son caractère, ses lumières, ses intentions, son expérience, et je n'ai pas besoin de lui dire que, si je me permets de lui adresser quelques observations de ce genre, c'est, de ma part, un mouvement de conscience; c'est que mon devoir ne me permet pas de renfermer ces observations en moi-même. Ainsi je commencerai par m'étonner que M. le Ministre du commerce, rencontrant de si graves obstacles, obstacles qui ne peuvent pas, remarquez-le bien, être surmontés par les dispositions de la loi, par des procès-verbaux, par des amendes, mais qui peuvent l'être par l'effort de l'opinion publique; je m'étonne, dis-je, qu'il n'ait pas fait appel à cette opinion, qui, certes, ne lui eût pas fait défaut.

Le seul moyen pour le Gouvernement, comme pour nous quand nous rencontrons un obstacle grave, résultat des habitudes, des traditions, des préjugés, des intérêts, des erreurs, répandus dans la société, nous n'avons pas d'autre moyen pour surmonter cet obstacle, si grand qu'il soit, que d'en appeler à la publicité, à la discussion, au grand jour d'une enquête et d'un débat publics, et nous arrivons inmanquablement par ce moyen à vaincre des difficultés en apparence insurmontables.

Je crois donc que M. le Ministre du commerce n'aurait dû rien laisser à désirer de ce qui pouvait éclairer tous les gens de bien, tous les philanthropes, tous ceux qui portent intérêt à la cause des enfants dont nous nous occupons; mais qu'est-ce que le Gouvernement a publié sur cette importante matière depuis 1841? Je l'ignore; il n'a publié aucun rapport, il n'a mis sous les yeux du public ni sous les yeux des Chambres aucun document, qui puissent nous diriger dans nos études; et nous sommes forcés, pour recueillir quelques lumières, de feuilleter péniblement les recueils administratifs des préfets, ou de rechercher par nous-mêmes, et d'une manière nécessairement incomplète, comment, dans certains départements, la loi est exécutée.

En est-il ainsi en Angleterre? Non; M. le Ministre du commerce sait que, chaque année, le Gouvernement dépose sur le bureau des deux Chambres des masses de renseignements qui ne laissent rien ignorer sur l'exécution des bills en vigueur dans les manufactures, et que tous les citoyens peuvent coopérer à l'œuvre que le Gouvernement a entreprise. Aujourd'hui, dans l'ab-

sence de tout document, les hommes les mieux intentionnés, qui nous offri-
raient leur précieux concours, se trouvent dans l'impossibilité de le faire, car
ils ignorent comme nous ce qui est ou ce qui n'est pas. Je regrette que le
Gouvernement, qui pouvait nous éclairer et, avec nous, éclairer le public et
favoriser ainsi la cause que nous soutenons en commun, ait cru devoir con-
damner à l'obscurité des documents qui, bien qu'incomplets, bien qu'im-
parfaits, eussent eu cependant pour nous une grande utilité.

Maintenant je viens à l'examen de la loi. Hier, M. le Ministre du commerce
nous disait avec une apparence de raison : La loi a rencontré de si grandes
difficultés dans son exécution, qu'on ne peut pas s'étonner que je ne me sois
pas encore occupé de lui donner tous les développements qu'elle doit
recevoir.

La loi de 1841 ne se compose pas en définitive de deux ou trois disposi-
tions réglant l'admission des enfants dans les manufactures, le temps du tra-
vail et l'enseignement de ces enfants; la loi de 1841 a un caractère de géné-
ralité bien autre, et en la restreignant à ces trois dispositions, on lui fait
perdre son caractère élevé, car cette loi établissait véritablement une sorte de
réforme des ateliers et des manufactures.

Voilà comment on devait la considérer; il fallait donc réunir toutes ses
forces pour surmonter toutes les résistances, pour achever une entreprise qui
en soi est grande et difficile; mais c'était commettre une grave erreur que de
renfermer cette loi dans les dispositions dont j'ai parlé, et que de croire que
les autres dispositions, qui ont à mes yeux une si haute importance, pour-
raient venir plus tard, quand les esprits seraient mieux préparés, le Gouver-
nement mieux armé. Non; c'était une grande œuvre qu'il fallait entreprendre,
avec la ferme volonté de la conduire non seulement avec bonne volonté, mais
jusqu'à ses dernières limites, avec cette confiance et cette foi qu'inspirent les
bonnes et grandes choses. La loi de 1841 contient une foule de dispositions
de la plus haute importance, sur lesquelles le Gouvernement n'a pas encore
fixé un seul instant, ce me semble, son attention. Permettez-moi de vous
rappeler en peu de mots ces dispositions, et vous comprendrez à l'instant
même leur gravité. D'après l'article 7, des règlements d'administration
publique pourront déterminer les fabriques où, pour cause de dangers ou
d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront point être
employés. Ainsi, il s'agit de la vie des enfants; quand nous ne voulons pas
qu'ils travaillent plus de six ou de huit heures par jour au-dessous de
12 ans, c'est pour ménager le développement de leurs forces, l'affermissement
de leur santé; mais si on peut les employer dans les ateliers où ils recevront
des germes de mort qui se développeront plus tard, nos efforts seront con-
tradictoires. Il était donc nécessaire de déterminer les ateliers véritablement
insalubres dans lesquels il serait absolument défendu d'employer des enfants
au-dessous de 16 ans; une raison d'humanité, une obligation étroite ordon-
naient au Gouvernement de ne pas laisser tomber dans l'oubli une prescrip-
tion aussi sage. Cependant rien n'a été fait sur ce point.

Comme conséquence de cette première obligation imposée par la loi de
1841, se trouvait celle-ci : « Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont
admis, certains genres de travaux dangereux. » Puis cette autre : « Statuer sur

le cas de travail de nuit prévu par l'article 3. » L'article 8, plus formel que le précédent, imposait au Gouvernement l'obligation de faire des règlements d'administration sur les matières qui suivent : « Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines, manufactures. » Ici, il ne s'agit plus des enfants, mais de tous les ouvriers, ici il ne s'agit plus du travail, mais des bonnes mœurs, si nécessaires de conserver dans de grandes réunions de travailleurs. On dira que le législateur de 1841 a eu tort de pousser si loin ces prescriptions; mais je l'approuve très fort; et on aurait dû les mettre en pratique. Il ne s'agit plus simplement de travail, mais d'intérêts précieux que nous souhaitons de voir garantis dans les ateliers de notre pays, afin qu'ils ne soient plus des lieux de perdition pour les jeunes enfants des deux sexes qui les fréquentent.

Le Gouvernement a-t-il fait quelques pas vers ce noble but? Je l'ignore; mais je ne suis que trop porté à croire qu'il n'en a fait aucun; je le regrette sincèrement; car il y avait là une œuvre de charité et d'humanité à accomplir.

Le paragraphe 4 de l'article 8 a pour but d'empêcher, à l'égard des enfants, tous mauvais traitements et tous châtimens abusifs. Je sais que dans un très petit nombre de manufactures l'application de cet article serait nécessaire; mais dans les petits ateliers, les traitements abusifs, excessifs, les châtimens odieux, sont tellement prodigués par les chefs d'atelier sur les enfants soumis à leur autorité, qu'un règlement est, sur ce point, nécessaire. La loi l'exigeait; pourquoi ne l'a-t-on pas promulgué?

Enfin, l'article 8 se termine par ce paragraphe : « Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants. » Vous voyez que la loi de 1841 est une loi pleine de sollicitude, je dirais presque de tendresse pour les jeunes enfants qu'elle a pris sous sa garde. Elle n'a rien omis, rien laissé échapper de ce qui pouvait être utile, favorable au développement de leur force, de leur esprit et de leur moralité. Eh bien, aujourd'hui, cette loi, telle qu'on l'exécute, est une loi qui fixe simplement l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, le nombre d'heures où ils pourront y travailler, et qui contient ensuite quelques dispositions sur l'enseignement qu'ils sont tenus d'aller chercher hors des manufactures.

Je le demande, était-ce là la pensée du législateur en 1841; avait-il réduit sa pensée première à de si mesquines proportions? Non; ce serait méconnaître la grandeur et la pureté de ses vues.

Je viens au point essentiel de l'exécution de la loi; je veux parler de l'inspection. Il est évident que l'inspection est tellement nécessaire pour l'exécution de la loi, que, sans une bonne et vigoureuse inspection, cette loi est nécessairement destinée à mourir en peu de temps, et à ne laisser après elle aucune trace. M. le Ministre du commerce a exprimé une idée très vraie à la Chambre des députés, en 1843, lors de la discussion sur la pétition de la société industrielle de Mulhouse. On demandait à cette époque d'établir une inspection soldée, par conséquent sincère, et qui devrait être plus sévère que ne l'est l'inspection bénévole telle qu'elle existe en ce moment.

M. le Ministre répondait : Il faut d'abord employer les conseils, les avis, les exhortations; il faut s'efforcer d'amener peu à peu, par les moyens les plus doux, les plus persuasifs, les manufacturiers à adopter et à mettre en

pratique les dispositions de la loi; plus tard, lorsqu'ils auront été mis en demeure d'exécuter cette loi, si nous trouvons encore chez eux résistance et mauvaise volonté, alors nous constituerons une inspection soldée, qui sera munie de moyens d'action plus directs, qui agira plus vivement, et qui contraindra ceux qui s'obstineront à résister à la loi. A cette époque, M. le Ministre sentait que l'inspection bénévole, l'inspection gratuite, ne pourrait point durer longtemps; il prévoyait qu'au bout de quelques années, il faudrait arriver à une organisation plus forte de l'inspection; non pas que je croie qu'il faille jamais se passer de l'inspection bénévole, nullement; mais cette inspection, ainsi que la commission l'a proposé, peut être fortifiée et dirigée par une inspection soldée, et mise aux mains du Gouvernement.

En Angleterre, dans ce pays des grandes fortunes et où les citoyens les plus riches, les plus élevés par leur naissance et par leur rang dans la société, sont accoutumés à gérer les affaires publiques avec zèle, ardeur, empressement, où l'on court au-devant des fonctions gratuites, le Gouvernement a senti qu'il lui fallait une inspection soldée, et qu'avec une inspection purement bénévole il n'arriverait point à faire exécuter les bills sur les manufactures.

Et ici en France, où les fortunes sont divisées, où très peu de personnes peuvent donner à la chose publique une portion considérable de leur temps, on espère que ces inspections purement gratuites produiront quelques effets.

Non, Messieurs, ne le pensez pas; nous ne pouvons considérer l'inspection gratuite que comme un supplément à l'inspection officielle et soldée. M. le Ministre le pensait ainsi en 1843; et si en ce moment je me permets d'exprimer un regret, c'est qu'il ait laissé écouler les quatre ou cinq années qui le séparent de l'époque à laquelle je fais allusion, sans avoir recouru encore à ce moyen que la commission est forcée de mettre à sa disposition, non pas malgré lui, mais sans qu'il l'ait demandé.

Messieurs, j'ai hâte de sortir de cette voie de censure dans laquelle je suis entré; car je suis peiné, je prie la Chambre d'en être convaincue, de ne pas apporter ici des éloges tels que mon cœur voudrait les donner à M. le Ministre du commerce; mais je remplis un devoir de conscience, un devoir, je le répète, impérieux, que je ne pourrais négliger sans me croire coupable.

Il me reste cependant encore une dernière observation à présenter à la Chambre et à M. le Ministre.

Je regrette, je dois le dire, d'entendre M. le Ministre du commerce, lorsque nous voulons l'exciter à entreprendre davantage, lorsque nous voulons lui donner plus d'ardeur, plus de moyens de faire le bien, répondre, comme il l'a fait dans la discussion de 1843, dans l'exposé des motifs et dans son discours d'hier : « Voyez l'Angleterre! l'Angleterre, depuis 1802, a adopté je ne sais combien de bills sur le travail des enfants dans les manufactures; sans cesse elle a retouché sa législation sur ce point, et elle n'a mis que l'année passée la dernière main à sa législation, et vous voulez arriver immédiatement au but. Prenez modèle sur un pays qui s'entend si bien à régler les matières d'industrie et de commerce, et n'espérez pas faire mieux qu'il n'a fait. » Je veux bien prendre exemple de l'Angleterre, mais à une condition : c'est que son expérience nous servira à quelque chose. Elle est entrée la première dans la voie; elle a dû faire bien des faux pas, éprouver bien des mécomptes, pour-

quoi? Parce qu'elle débutait dans une carrière ardue. Mais nous qui la suivons, si nous croyons que, parce qu'elle a fait douze ou quinze bills, nous devons faire douze ou quinze lois, nous nous trompons; nous devons éviter les fautes que l'Angleterre a faites; nous ne devons pas les commettre bénévolement.

Que diriez-vous d'un voyageur qui, voulant arriver au sommet d'une montagne, prendrait précisément le chemin de quelqu'un qu'il saurait s'être trompé de route et être revenu plusieurs fois sur ses pas? Rien ne serait, convenons-en, plus singulier. Imitons l'Angleterre, Messieurs, mais évitons, je le redis encore, les erreurs inévitables pour elle dans lesquelles elle est tombée, les mécomptes et les déceptions qu'elle a éprouvés par l'inexpérience de ses efforts, elle qui entraînait la première dans la voie.

J'arrive maintenant, Messieurs, à l'examen très rapide des dispositions du projet de loi. Ces dispositions sont assez compliquées; nous avons un premier projet de loi qui est présenté par le Gouvernement, nous avons les amendements de la commission; nous avons hier un amendement de M. le comte d'Argout, qui sans doute portait une faute d'impression, car nous en avons reçu un ce matin qui change complètement le caractère du premier.

Dans ces diverses propositions, je trouve quelque chose à approuver et quelque chose à blâmer.

Le projet de loi, tel qu'il était présenté l'année dernière, ne pouvait satisfaire aucunement à nos vœux. Elever l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, et imposer douze heures de travail aux enfants de dix à douze ans, n'étaient pas des idées, à mon avis, très heureuses. Le projet de loi, tel qu'il est amendé par la commission, contient d'excellentes dispositions; il est surtout un point sur lequel je dois, pour ma part, témoigner à la commission une sincère reconnaissance. Ainsi la réduction du travail des adolescents à *onze heures et demie* par jour, ou soixante-neuf heures par semaine, me paraît digne d'éloges. L'assimilation des femmes aux adolescents me paraît également une innovation très favorable. Je vois avec regret que le Gouvernement est disposé à combattre cette proposition de la commission.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Mais non, pas pour ce qui regarde les femmes.

M. LE COMTE BEUGNOT. — Tant mieux! je m'en applaudis, je ne m'en étonne pas.

Les dispositions de la commission me paraissent, non pas complètes, mais bonnes; car je regrette qu'elle ait maintenu à huit heures le travail des enfants. Mais M. le comte d'Argout propose, de son côté, de l'abaisser à six heures, et j'espère que la Chambre adoptera cet amendement. Il restera à pourvoir à l'exécution de ces dispositions. Ici, il s'agit de mesures financières qui seront discutées plus tard et ailleurs.

L'organisation de l'enseignement pour les enfants, telle que l'administration la propose, me paraît bonne en soi. Les règlements d'administration publique peuvent seuls pourvoir convenablement à cet objet, à la condition toutefois qu'ils seront rendus. Il est impossible qu'il y ait des divergences bien grandes sur ce point; mais il est une question difficile et qui amènera

sans doute des discussions assez vives, c'est celle de savoir si l'empire de la loi doit s'arrêter au point où la commission le propose.

Le Gouvernement était d'avis, l'année dernière, d'étendre l'action de la loi sur toute la population industrielle; la commission croit devoir s'arrêter aux ateliers qui ont plus de vingt ouvriers ou plus de cinq adolescents, enfants ou femmes. Pour ma part, je crois qu'il est de la plus haute importance, si l'on veut arriver à quelque chose de sérieux et de bon en pareille matière, d'admettre le principe de la généralité de la loi. Je crois que si nous n'admettons pas le principe, que nous autorisons des exceptions légales, que si nous permettons qu'un échange régulier d'enfants s'établisse entre les établissements soumis à la loi et ceux qui en sont exempts, nous aurons à surmonter à chaque instant des obstacles de tout genre qui renaîtront sans cesse sous nos pas, et que la difficulté que nous aurons surmontée la veille se représenterait le lendemain, que le désordre, en un mot, règnerait partout.

Le principe de la généralité doit donc dominer la loi, si nous voulons qu'elle produise des résultats avantageux.

Ainsi, je ne vois pas comment on pourrait excepter des mesures de bienveillance et d'humanité dont nous voulons environner les enfants dans les manufactures, la classe la plus intéressante, celle qui a le plus besoin de soutien et d'appui, je veux parler de la classe des apprentis. Cette classe, soit à Paris, soit hors de Paris, est celle de toutes qui manque le plus de protection, qui est le plus abandonnée, je ne dirai pas seulement aux caprices des maîtres, mais à l'excès de travail et aussi quelquefois aux mauvais traitements.

Dans une grande manufacture, les mauvais traitements sont à peu près impossibles devant les prescriptions de la loi. Un maître, un patron ne peut pas abuser de son pouvoir sur des enfants, quand tous les yeux sont ouverts sur sa conduite et quand tant de voix peuvent réclamer contre sa brutalité. Mais si vous saviez, Messieurs, ce qui se passe dans une foule de réduits obscurs, d'ateliers en chambres, de véritables repaires industriels, soit à Lyon, soit à Paris, de la part de ces chefs d'atelier, brutaux et grossiers, alors vous comprendriez que la classe des apprentis, celle qui a le plus besoin de notre égide, se trouverait, en vertu des dispositions proposées par la commission, précisément celle qui serait en dehors des garanties de la loi. Autrefois, l'apprenti était lié à son patron par un contrat entouré de formalités bienveillantes et solennelles; on ne peut pas dire que la loi de germinal an xi ait conservé les anciennes règles sur ce point. Le contrat par lequel un apprenti s'engage avec un chef d'atelier est véritablement un marché et n'a plus le caractère de contrat libre. Je regrette qu'une loi sur le contrat d'apprentissage n'ait pas encore été rendue. Mais ce que je regretterais bien plus encore, c'est que la Chambre adoptât les dispositions de la commission qui laisse cette classe si intéressante en dehors de toutes les garanties, en dehors de toutes les protections que nous accordons aux autres enfants. Il y a quelques années, cette question fut traitée par un publiciste très distingué que M. le Ministre du commerce avait chargé de faire une inspection dans les manufactures de Paris; il révéla des faits d'une telle

gravité, que toutes les personnes qui prennent intérêt aux questions que nous traitons en ce moment, en furent profondément émues et affligées.

Je demande à la Chambre de lui lire un court passage du compte rendu de cette inspection; elle jugera si mes paroles sont empreintes d'exagération.

L'inspecteur, l'honorable M. Faucher, aujourd'hui député, que M. le Ministre avait chargé en 1844 de faire une visite dans les ateliers du faubourg Saint-Antoine, pour rechercher si la loi de 1841 y était réellement exécutée, alla, dans le cours de son inspection, beaucoup plus loin que ses instructions ne l'exigeaient; il ne s'arrêta pas seulement aux établissements soumis au régime de la loi, il visita tous les petits ateliers, mansardes, réduits, où il comptait trouver des ouvriers et des apprentis; eh bien, écoutez le récit de ce qu'il eut la douleur de voir :

« Le principal siège de ces tortures, l'enfer de Paris, est l'énorme bloc de rues étroites et de hautes maisons compris, d'une part, entre la ligne tracée par les rues Montmartre et de la Monnaie, et la ligne marquée par la rue du Temple; de l'autre, par le boulevard et par les quais. Il y a là une multitude de fabricants en chambre, et chez eux plus de 20,000 apprentis. Si l'on veut connaître à quel point ces malheureux enfants semblent abandonnés de Dieu et des hommes, que l'on se reporte aux souvenirs du procès Granger.

« Vers la fin de septembre 1839, la clameur publique obligeait l'autorité judiciaire à pénétrer dans un atelier de bijouterie, situé rue des Rosiers. Le juge d'instruction y trouva trente-sept apprentis réduits à l'état le plus déplorable, et il constata des sévices que l'on croirait à peine possibles de nos jours. »

Je n'irai pas plus loin; il n'y a ici nulle exagération : c'est un inspecteur nommé par M. le Ministre du commerce qui rend compte de ce qu'il a vu à Paris; à Paris, vous entendez, non pas dans telle ou telle contrée perdue de l'Alsace, mais en quelque sorte sous nos yeux. Je répète donc qu'il y a là une question d'humanité qui est engagée. Il est impossible que vous teniez la classe des apprentis en dehors des dispositions bienveillantes et justes de la loi, et je demande à M. le Ministre du commerce de vouloir bien tenir l'engagement qu'il avait pris au sein d'une commission dont j'avais l'honneur de faire partie il y a deux ans (la commission sur les livrets d'ouvriers), et où il nous communiqua officieusement un projet de loi sur le contrat d'apprentissage dont les dispositions me paraissaient parfaitement mûries et dignes de l'approbation des deux Chambres.

Je le supplie de ne pas retarder plus longtemps la présentation d'un projet de loi qui, je crois, ferait beaucoup de bien et lui ferait à lui-même beaucoup d'honneur.

M. CUNIN-GRIDAIN, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — M. le comte Beugnot me permet-il de dire quels sont les motifs qui m'ont empêché de présenter le projet dès l'ouverture de la session? (*Parlez! parlez!*)

Les voici : la Chambre étant saisie d'un projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures, et le projet de loi sur le contrat d'apprentissage ayant beaucoup d'analogie avec la loi que nous discutons, et lorsqu'il s'agit de régler le nombre d'heures du travail des enfants, et pour d'autres

dispositions qui s'appliquent aussi à la loi sur le contrat d'apprentissage, j'attends que la Chambre ait adopté le projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures, pour coordonner les dispositions de ces deux projets, et je m'empresserai de saisir immédiatement les Chambres du projet de loi sur le contrat d'apprentissage.

M. LE COMTE BEUGNOT. — J'étais bien certain que M. le Ministre avait des motifs puissants pour agir comme il l'a fait.

Je continue.

Peut-être, me dira-t-on, si vous rencontrez de si grandes difficultés pour exécuter la loi telle qu'elle est, comment pourrez-vous espérer, en embrassant cette immense population d'apprentis, arriver à des résultats satisfaisants ? Ne vous épuisez-vous pas sans profit en étendant vos efforts en quelque sorte sur l'infini ? Concentrez-les sur 5 ou 6,000 manufactures et sur les 80,000 enfants qui y travaillent ; arrêtez-vous là, et n'allez pas plus loin, car vous échoueriez.

Si la Chambre me permet de dire toute ma pensée sur la loi actuelle, je le ferai en peu de mots.

Je n'ai pas grande confiance, je dois le déclarer, dans les inspections, dans les dispositions pénales de la loi, dans les mesures mêmes que nous pourrions, dans notre humanité, inventer pour réaliser nos espérances. Ce en quoi j'espère, c'est dans cette opinion que je voudrais parvenir à faire entrer dans l'esprit de tous nos concitoyens par la simple persuasion plus que par la crainte d'une peine légale, à savoir : que la raison et la justice défendent que le travail des ouvriers soit de plus de douze heures par jour, le travail des enfants de plus de six heures, celui des femmes de plus de dix heures.

Voici l'idée que je voudrais faire pénétrer dans les habitudes, la conscience, le cœur de tout le monde. C'est par des efforts de tous les moments et de tous les jours que nous parviendrons à rendre, non pas la loi exécutable, mais la conscience de tous les citoyens gardienne en quelque sorte des dispositions de la loi. J'ai plus de confiance dans cette pensée que dans toutes les mesures sévères que notre loi renferme. Je crois même qu'on pourrait arriver, en quelque sorte, au même résultat sans loi : ce serait, s'il m'est permis de le dire, par l'exhortation, par la propagation des sentiments d'humanité, par une espèce d'apostolat fait par tous les bons citoyens, par tous ceux qui portent dans le cœur de véritables sentiments d'humanité.

J'ai hâte de céder la tribune à ceux qui viendront, après moi, y apporter des connaissances pratiques, une expérience qui me manquent, connaissances qui feront nécessairement plus d'impression sur vos esprits que les paroles que j'ai prononcées. Mais, avant de terminer, qu'il me soit permis d'ajouter un mot :

Je disais, il y a un instant, que de mauvaises idées, de mauvais sentiments étaient jetés en vain dans le sein des classes ouvrières, que les promoteurs de ces idées ne m'inspiraient aucune crainte, parce que leurs suggestions viennent échouer contre le bon sens de l'ouvrier français. Mais je dois dire que je concevais quelque appréhension le jour où ils pourraient proclamer que nous n'avons fait pour le bonheur des classes ouvrières et du peuple que la moitié de ce que nous pouvions faire, et que nous laissons

des pays, des gouvernements étrangers nous donner des leçons d'humanité, de justice et de véritable philanthropie.

M. RENOARD. — Messieurs, la loi de 1841 a déclaré que l'emploi abusif du travail industriel imposé aux enfants est une contravention, et que la récidive est un délit. Voilà le principe de la loi de 1841.

Personne ne conteste ce principe; au contraire, tout le monde veut le fortifier, l'amener à une application plus efficace. S'il y a quelques dissentiments ici sur les moyens à employer, il n'y en a aucun sur le but à atteindre.

Messieurs, cette loi de 1841, nous avons grandement raison tous de nous accorder à désirer sa pleine et entière exécution. Elle n'a pas été un caprice de philanthropie; elle a eu pour objet de répondre à des vœux universels, et de remédier à des maux trop réels et universellement constatés.

Cependant, en faisant la part, la grande part du mal qui a été causé par l'emploi abusif du travail des enfants, il ne faut cependant pas perdre cette occasion de rendre justice à notre industrie et aux grands industriels de France. Il a été avoué, constaté par tout le monde, que les maux, qui sont toujours trop grands pour si peu qu'ils existent, que ces maux ont été moindres en France qu'ailleurs.

Il y a une autre vérité aussi : c'est que les promoteurs de la loi de 1841, ce sont des fabricants; c'est que le ministre qui a si courageusement et si loyalement contribué à l'exécution de cette loi, avait d'abord donné l'exemple comme fabricant avant d'en demander la sanction comme législateur; c'est que la société industrielle de Mulhouse, que M. Bourcart, qu'on doit nommer honorablement à cette tribune, sont ceux qui ont excité les premiers la sollicitude des Chambres; c'est au sein même de l'industrie qu'est née la loi dont il ne faut pas faire une arme contre elle pour la discréditer aux yeux de la population. (*Approbation*).

Il y a une autre réflexion à faire : c'est qu'il ne faut pas trop accuser les hommes des maux qui ne sont imputables qu'aux choses. Les progrès de la mécanique, en économisant les forces musculaires, ont épargné la dépense de vigueur humaine. Eh bien, il en est résulté que ces machines, qui cependant ont besoin de surveillance, d'aide, ont pu se trouver accompagnées par des travaux moins énergiques que les travaux anciens, dans lesquels toute la vigueur de l'homme fait avait été nécessaire. On s'est donc trouvé conduit à employer les femmes, les enfants pour beaucoup de travaux auxquels des hommes vigoureux seuls pouvaient suffire auparavant. Et comme on paye moins les femmes et les enfants, naturellement on en a multiplié l'emploi. Et aussi, comme les machines peuvent ne pas se reposer, comme l'eau, le feu, la vapeur, ne se fatiguent pas, il en est résulté aussi qu'on a eu un très grand profit à pouvoir augmenter la durée du travail, parce qu'une longue journée se paye moins que deux journées séparées par un intervalle de repos, et donnant la même somme de travail.

Et puis, comme la loi de concurrence domine et doit dominer dans l'industrie, lorsque, en employant des enfants et des femmes, un fabricant trouvait à économiser sur les frais de production, il était tout naturel qu'à côté de lui on cherchât à faire sur les salaires la même économie.

Si donc il n'y avait à suivre comme loi que le progrès de la production, s'il n'y avait acception à faire que de l'emploi toujours croissant d'un plus grand nombre d'enfants pour une plus longue durée, la pente serait fatale, irrésistible, et n'aurait d'autre terme que l'épuisement ou la mort des victimes de ces travaux.

Mais, Messieurs, il y a deux temps d'arrêt contre cette progression effrayante et contre cette pente irrésistible sur laquelle on pourrait être entraîné : il y a l'humanité, il y a la loi.

L'humanité, sa voix est puissante, et, comme je le disais, on l'a prouvé en France de la part des fabricants. Mais cependant nous savons tous qu'il ne faut pas s'exposer à mettre trop en combat, trop en contradiction, les conseils de l'humanité et les suggestions de l'intérêt privé. Il faut fortifier l'humanité dans toutes les consciences, en écrivant dans la loi tout ce qu'on peut écrire pour mieux formuler ses préceptes, et les faire plus nettement apercevoir aux consciences peu éclairées.

Une autre considération est grave; c'est qu'en ne se rapportant qu'aux conseils de l'humanité, les hommes de bien, échos de ces conseils, qui les écoutent, qui les recherchent, ces hommes de bien se trouvent placés en concurrence inégale avec des gens moins scrupuleux que l'humanité n'arrête pas. Et ainsi l'égoïsme, la dureté envers les ouvriers et les enfants, obtiennent une prime aux dépens de l'humanité.

Il faut donc que la loi vienne au secours des sentiments bons et honnêtes, qu'elle écrive ses préceptes, et qu'elle les convertisse en ordres.

Mais la loi, quelle est sa légitimité? Quoiqu'on ne conteste pas son principe à cette tribune, il s'est élevé cependant d'assez nombreuses attaques, et qui partent de camps assez opposés, pour que quelques mots sur cette question ne soient pas inutiles.

La loi que nous ferons côtoie de très près un préjugé funeste qui travaille à s'accréditer, un préjugé puissant qui envahit, sans qu'on s'en doute, souvent même, quelques-unes des lois que nous votons. Vous entendez dire de tous les côtés qu'il faut organiser le travail : ce sont là comme des mots magiques qu'on jette dans toutes les discussions, et souvent très sciemment; car vous les avez entendus à cette tribune même cette année dans la discussion de votre adresse. Que veulent dire ces grands mots d'organisation du travail? J'avoue que je ne les comprends pas bien. J'ai voulu me rendre compte du sens qu'ils renferment, et j'ai étudié assez attentivement beaucoup des plans de nos prétendus organisateurs. Eh bien, la plus grande part à faire était celle de la déclamation et des actes d'accusation d'une partie de la société contre l'autre. Là où se rencontre un peu plus de précision, ce qu'on trouve dans tous les plans qui arrivent à quelque chose d'un peu net, c'est la négation complète du droit individuel, c'est-à-dire la négation de la liberté; c'est un despotisme plus ou moins collectif, complet, un despotisme dont les incarnations varient suivant le caprice de l'imagination des organisateurs. La conclusion est toujours celle-ci : L'homme n'est pas assez sage pour se conduire lui-même; il faut transporter le soin de sa conduite à un pouvoir supérieur.

Or, ce pouvoir, c'est le despotisme. Tantôt il est unitaire, pour me

servir d'une expression fort employée; celui qu'on préfère, c'est un despotisme pire que tous les autres, un despotisme populaire.

Vous voyez, Messieurs, que je ne suis pas ami de la réglementation du travail. Eh bien, l'objection est celle-ci : Mais vous entrez vous-mêmes dans l'organisation du travail ! Qu'est-ce que vous avez fait en 1841, et que voulez-vous faire aujourd'hui ? Vous établissez des conditions d'âge, d'heures. Vous faites une réglementation de travail ; vous êtes de ceux dont vous parliez tout à l'heure, et qui, sans s'en douter, payent tribut à ce préjugé, qu'un des devoirs les plus urgents de la société est de combattre.

Messieurs, entendons-nous. La liberté industrielle est un droit naturel, un droit sacré, ou plutôt la liberté d'industrie est une des formes de la liberté, qui est sacrée sous toutes les formes. Que ce soit la presse, que ce soit la parole, les cultes, l'enseignement, le commerce, l'industrie, il s'agit toujours de la liberté : il n'y en a qu'une dont seulement les formes varient. Eh bien, la liberté est toujours sacrée, mais jamais elle n'est illimitée. Quelle est sa limite ? Tout le monde la connaît, tout le monde la proclame ; la définir est un lieu commun, mais un lieu commun qu'on n'applique pas toujours. Cette limite est le respect du droit d'autrui : c'est la liberté même.

Il y a non seulement la liberté pour soi, mais la liberté pour les autres. J'ai le droit d'être libre, mais mon voisin aussi doit jouir du même droit. Lors donc que l'on propose des restrictions à une liberté, il n'y a qu'une question à faire : Qu'est-ce que cette restriction veut protéger ? S'il s'agit de protéger un intérêt, d'aider un producteur à écraser ses concurrents ou à vendre ses denrées à meilleur prix, de conserver un privilège, d'établir un abus, de se fortifier dans la citadelle des abus préexistants, oh ! alors cette restriction qui ne protège qu'un intérêt, cette restriction attente à la liberté. Mais, au contraire, si vous dites à un entrepreneur : Tu ne tueras pas cet enfant, tu ne feras pas jeûner d'instruction son intelligence ; tu n'empêcheras pas sa jeune âme de s'ouvrir aux sentiments religieux, tu ne prendras pas toute sa substance, sa santé, sa vie : oh ! alors, ce n'est pas un intérêt qu'on protège, c'est un droit sérieux (*Marques d'approbation*) ; alors la liberté supporte des restrictions législatives, car la liberté légale n'est pas autre chose que l'harmonie et la coordination entre toutes les libertés de chacun. (*Très bien ! très bien !*) C'est précisément là le fondement de la légitimité des lois contre l'esclavage. L'abolition de l'esclavage est une restriction de la liberté des colons ; car, après tout, un colon peut dire : Je suis libre de faire travailler qui bon me semble : je suis libre d'employer les outils, les ouvriers que bon me semble, je suis libre de réduire cet homme à l'état d'animal, de machine ; je suis dans l'exercice de mon droit. Cela serait vrai s'il n'y avait pas un autre droit à respecter, celui de l'esclave. La liberté du maître trouve sa limite lorsque se rencontre devant lui une autre liberté à respecter.

De même la liberté des fabricants doit rester indéfinie jusqu'à l'instant où elle rencontre d'autres libertés, et ici il faut qu'elle s'arrête devant la liberté des enfants.

Mais ces enfants, ce ne sont pas eux qui traitent des conditions de leur travail. Leur état de minorité leur interdit les contrats. Leur père, leur

mère, leurs tuteurs traitent pour eux. Ce sont là, nous dit-on, leurs vrais représentants; et vous vous défiez à tort de l'autorité paternelle. Messieurs, je n'ai pas à m'étendre longtemps sur cette objection. A Dieu ne plaise qu'aucune parole sorte de ma bouche qui puisse porter atteinte à cette sainte autorité! mais nos lois qui l'aiment et la respectent, ont pensé qu'on peut en abuser et ont pris soin de lui imposer des règles. Je ne veux pas citer de tristes faits; je me bornerai à dire que nul de vous n'ignore pour quelle large part la débauche des pères contribue aux abus que l'on fait des forces de l'enfant dans les travaux de l'industrie.

Il faut donc une loi, mais une loi qui n'outrepasse pas de justes bornes; elle dépasserait sa mesure si elle oubliait deux choses : c'est qu'à côté du droit que nous venons d'exposer, il y a d'autres droits encore. L'un appartient aux enfants et aux familles, c'est le droit de vivre par son salaire : il faut empêcher l'abus du travail, mais ne pas empêcher le travail; l'autre droit appartient aux fabricants : c'est celui de se trouver toujours dans de justes conditions de lutte avec tous les autres établissements, soit nationaux, soit étrangers. Cette considération nous conduira, quand nous en serons à la question des généralisations de la loi, à imposer à tout le monde les mêmes prescriptions, et à ne pas créer une inégalité qui proviendrait non des choses, mais du législateur, s'il imposait aux uns des conditions dont les autres se trouveraient exonérés. C'est d'après ces principes que la loi de 1841 a porté ses dispositions. Cette loi a été réservée, elle a été timide; le législateur a craint par dessus tout de dépasser le but; il a su qu'il s'agissait de faire la guerre à de longs abus, à des abus fortement enracinés, et que le seul moyen de procéder sûrement était de marcher sagement.

Cette loi nous revient à présent, Est-elle suffisamment exécutée? Non. Mais est-ce une loi inexécutée? Non. On se tromperait si on disait qu'elle a reçu une pleine et entière exécution; mais on se tromperait aussi si on disait qu'elle n'en a reçu aucune. Et ici, permettez-moi de vous citer un document irrécusable.

Vous connaissez tous les très utiles publications qui se font au Ministère de la justice sur les statistiques criminelles. J'ai cherché dans ces statistiques le nombre de condamnations et de procès auxquels a donné lieu l'exécution de la loi de 1841. Il n'y a rien avant 1844. Vous savez que les statistiques criminelles sont divisées par chapitres; mais ce n'est qu'en 1844 qu'on y a introduit un chapitre spécial pour cette nature de délits.

Eh bien, devant les tribunaux de police il y a eu 54 affaires, 61 inculpés, 61 condamnations. Devant les tribunaux correctionnels (il s'agit ici de récidives), 3 affaires, 3 inculpés, 3 condamnations.

En 1845, devant les tribunaux de police, 230 affaires, 277 inculpés, 9 acquittements, 268 condamnations. Devant les tribunaux correctionnels, 7 affaires, 7 inculpés, 7 condamnations.

Les tableaux de 1846 ne sont pas encore publiés, mais ils sont prêts, et j'ai obtenu du Ministère de la justice la communication des chiffres de 1846. Oh! ici ces chiffres sont trop curieux, car ils montrent que l'exécution de la loi qui avait commencé assez énergiquement en 1844, qui avait plus que doublé en 1845, est retombée beaucoup trop bas en 1846.

Devant les tribunaux de simple police, il y a eu en 1846, 46 affaires, 53 inculpés, 49 condamnations. Devant les tribunaux correctionnels, il y a eu 4 affaires, 5 inculpés, 2 acquittements, 3 condamnations.

Il y a des explications à donner d'une moins stricte exécution de la loi, tandis qu'ont commencé les alarmes sur les subsistances et les crises dans le travail industriel. Mais enfin, il ne résulte pas moins de ces chiffres que, si on s'était tenu dans la mesure atteinte en 1845, on aurait pu obtenir un très énergique effet de la loi, et que, même avec l'exécution réduite, c'est toujours une chose grave et une grande utilité de la loi que d'obtenir de temps en temps quelque répression des abus qui apparemment, puisqu'on les a choisis pour les réprimer, sont les plus graves.

La punition des faits les plus répréhensibles sert puissamment à empêcher que dans d'autres ateliers ne s'introduisent les mauvaises pratiques et les mauvaises habitudes.

L'exécution de la loi de 1841 n'a plus le même caractère depuis que la loi nouvelle a été annoncée. Vous savez très bien que l'avantage des lois nouvelles s'achète par un grand inconvénient, celui de discréditer les lois existantes.

Eh bien, je ne doute pas que l'annonce du projet actuel n'ait contribué beaucoup à paralyser l'action de la loi de 1841; en cette matière, comme en beaucoup d'autres, quand une loi est proposée, il faut la faire le plus tôt qu'on peut, afin de ne pas rester dans cet état de la loi ancienne infirmée par la présentation d'un projet nouveau qui n'est pas loi, qui n'a pas force obligatoire et qui laisse sans défense les intérêts qu'on voudrait protéger.

J'aurai peu de mots à dire des dispositions spéciales qui sont en discussion; je ne veux pas anticiper sur la discussion des articles, mais je dirai cependant qu'il y a quatre dispositions sur lesquelles vous êtes appelés surtout à délibérer.

La première est celle de savoir jusqu'à quel point nous étendrons la loi de 1841, qui, comme vous le savez, ne comprend que les établissements à moteur mécanique et à feu continu, ou contenant plus de 20 ouvriers.

Deux systèmes vous sont proposés : l'un, celui de la Commission, tend à étendre l'application de la loi; le projet du Gouvernement propose de la généraliser. Je suis de l'avis de la généralisation; mais il est très nécessaire de faire une exception dont tout le monde parle, que tout le monde admet, mais qui n'existerait pas si on ne l'écrivait pas dans la loi. Je veux parler des ateliers de famille : il ne se peut pas qu'on pénètre dans l'intérieur de la famille, que, lorsque le maître emploie comme ouvriers ses enfants ou ses neveux, on vienne s'interposer entre eux.

Il n'est pas besoin de développer cette pensée; tout le monde a paru convenir qu'il était indispensable de mettre dans la loi une disposition de ce genre. J'ai cherché à la rédiger; et si je donne lecture de cette rédaction, c'est afin que la Commission voie comment elle pourrait l'adapter à l'article 1^{er} du projet. Après cet article 1^{er}, je proposerai de dire : « Ces dispositions ne sont pas applicables aux établissements composés de membres d'une même famille, parents ou alliés du chef de l'établissement, jusqu'au troisième degré inclusivement (cela comprend le père, les enfants, les frères

et les neveux)... mais seulement lorsqu'il n'y sera pas employé plus de cinq autres personnes. Car il ne faudrait pas, parce qu'il y aurait des enfants ou des neveux dans le même atelier, qu'on profitât de cette seule circonstance pour appeler un atelier de famille celui qui contiendrait un certain nombre d'ouvriers étrangers.»

Le second point, le plus important de la loi, c'est la fixation du nombre d'heures de travail.

Vous savez quel est le système de la loi de 1841 : elle contient deux catégories : de 8 ans à 12, huit heures; de 12 ans à 16, douze heures. Le projet du Gouvernement avait proposé une seule classe de 10 ans à 16, douze heures; mais un nouveau projet présenté par M. le comte d'Argout, auquel le Ministère donne son assentiment et qui devient dès lors un nouveau projet du Gouvernement, vous propose de conserver la classification de la loi de 1841, de conserver pour la seconde catégorie de 12 à 16 ans douze heures, et pour la catégorie de 8 à 12 ans, non plus huit, mais six heures seulement, afin de faire de la demi-journée le temps fixé pour l'emploi des enfants. Nous verrons dans la discussion quels sont, de part et d'autre, les différents arguments que feront prévaloir les partisans de ces deux systèmes; mais je félicite beaucoup le Gouvernement d'avoir abandonné son projet primitif, qui avait l'inconvénient de priver indûment jusqu'à 10 ans les enfants du droit de travailler, et qui, en même temps, donnait à l'enfant de 10 ans une tâche beaucoup trop forte.

La troisième disposition est relative à l'enseignement primaire; sur celle-là, on s'entendra, je pense, facilement.

La quatrième se rapporte à l'inspection. On vient de le dire tout à l'heure avec beaucoup de vérité : Sans inspection sérieuse, pas d'exécution sérieuse; sans inspection salariée, pas d'inspection sérieuse.

Le principe de l'inspection salariée se trouve également et dans le projet de la Commission et dans le projet de M. le comte d'Argout.

Maintenant faudra-t-il, comme le propose la Commission, entrer nous-mêmes dans le détail de l'organisation? Vaudra-t-il mieux, comme le propose l'honorable comte d'Argout, poser seulement le principe, et remettre à la disposition du Gouvernement ou des Chambres l'organisation de ce principe? C'est également une question qui se discutera sur les articles : j'ai seulement voulu la poser.

Je demande pardon à la Chambre si j'ai insisté sur les principes fondamentaux de cette loi; il me semble que la discussion des principes éclaire la discussion des détails, et ici, les principes sont importants, car ils touchent à des intérêts très considérables et à des droits très sacrés; il s'agit d'obtenir des intérêts privés, qu'ils se résignent à quelques sacrifices, aux embarras de quelques règles, afin de doter le pays d'une génération industrielle plus forte et plus éclairée. Il faut qu'en s'imposant quelques sacrifices momentanés pour le maintien de droits qui doivent toujours être respectés, l'industrie elle-même en recueille des avantages considérables par l'amélioration de la population.

Permettez-moi de terminer par une dernière considération : notre époque ressemble à toutes les autres époques, en un point : c'est qu'elle se juge elle-

même très sévèrement, beaucoup plutôt par les maux dont elle est témoin que par le bien auquel elle assiste et coopère; cela a existé de tous les temps; alarmée par la publicité, souvent salutaire, qui atteint tous les méfaits et est leur punition la plus éclatante, l'opinion publique ne se rend pas la justice de voir que sa susceptibilité même est un témoignage même de sa délicatesse. Oui, les intérêts matériels sont trop en honneur; oui, ils attirent à eux beaucoup trop de préoccupations sociales, trop de calculs égoïstes, trop de luxe, de dédain pour les abnégations de la science, pour la gloire sans profit, tout cela est vrai. Mais qu'on choisisse dans notre histoire, qu'on dise dans quel siècle, en quelles années, on rencontra plus de véritable sympathie pour les classes souffrantes, plus de respect pour le droit des travailleurs, plus d'efforts constants et sincères pour faire rentrer le plus grand nombre possible d'êtres humains dans la plénitude de leurs droits individuels et de leurs droits d'hommes et de citoyens? Jamais cette noble impulsion ne s'est produite avec plus d'énergie à aucune autre époque de l'histoire.

Il ne faut donc pas tant nous calomnier nous-mêmes, ni prêter si facilement l'oreille à toutes ces accusations d'immoralité dont on fatigue les oreilles de ce pays.

Nos libertés afferemies, la paix glorifiée, nos lois pénales adoucies, l'instruction primaire étendue et agrandie, les salles d'asile et les crèches ouvertes à l'enfance, les jeux et la loterie abolis, les caisses d'épargne fondées et prospères, les chemins rendus praticables pour les plus pauvres villages, voilà notre défense aux attaques contre l'immoralité du temps. La loi actuelle doit prendre place parmi les bienfaits de la législation moderne; vous êtes tous d'accord sur le principe, et j'espère que nous nous entendrons sur les moyens d'exécution. (*Très bien! Très bien!*)

M. BARBET. — Si je n'avais demandé la parole que pour donner mon avis sur les articles du projet de loi actuel, ou pour faire la critique de l'ancienne, je me serais abstenu, partageant entièrement les opinions qui ont déjà été émises par les honorables membres qui m'ont précédé à la tribune. Mais je me croirais, en vérité, très coupable, et je me regarderais comme ayant manqué à mon devoir, si je ne relevais pas certaines paroles échappées à M. le rapporteur sur les chefs d'établissements, car ils sont incapables d'avoir fait ce dont on les accuse.

On a dit, dans le rapport, que les ouvriers étaient exposés aux sévices de leurs maîtres (cela se trouve écrit en toutes lettres dans le rapport), et que les tribunaux avaient eu à s'en occuper.

Messieurs, il est possible que les tribunaux aient eu à s'occuper de certaines circonstances auxquelles a fait allusion l'honorable rapporteur; mais il est vrai de dire, au moins, que c'est pour ce qui concerne les petits ateliers. Or, les petits ateliers sont justement ceux qu'on voudrait ici exempter de la surveillance que tout le monde réclame; car remarquez, Messieurs, que ce sont les chefs des grands établissements qui ont appelé de tous leurs vœux la loi du 22 mars 1841; ce sont eux qui se sont adressés à M. le Ministre du commerce pour obtenir les modifications dont il s'agit aujourd'hui, et c'est sur leurs observations encore qu'aura eu lieu l'allègement que vous allez apporter au travail des ouvriers. Et ce sont eux, eux qui ont tout fait pour ame-

ner l'amélioration de l'état de choses qui existait, qu'on vient accuser d'avoir refusé leur coopération à la loi ? Non, Messieurs, ils ne l'ont pas refusée; ils ont fait, au contraire, tous leurs efforts pour que la loi de 1841 fût exécutée. Quant à des sévices, ils ne peuvent pas en exercer. Est-il possible, en effet, que dans un grand établissement, en présence de centaines d'ouvriers, sous les yeux des contremaîtres et des pères des enfants, de pareils sévices aient lieu ? Non, car il y aurait le plus grand désordre; cela n'est pas possible, cela n'existe pas.

Si l'honorable M. Dupin s'était informé de ce qui se passe dans les grands ateliers, il aurait applaudi aux soins paternels qu'on prend des ouvriers; il y aurait vu qu'il y a des caisses de secours pour les vieillards et pour les malades.

Ce qui prouve plus qu'à suffire combien les ouvriers vivent en bonne intelligence avec les chefs d'établissements, et combien ceux-ci leur viennent en aide, c'est ce qui s'est passé dans ces derniers temps, si calamiteux, où les ouvriers ont été aidés si généreusement pour, sans travail, pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles.

M. LE RAPPORTEUR. — Veuillez citer le passage du rapport.

M. BARBET. — Je ne l'ai point sous les yeux, mais c'est celui où vous reconnaissez que les faits ont été moins graves chez nous qu'en Angleterre.

On a dit aussi que les manufacturiers avaient fait tous leurs efforts pour empêcher l'exécution de la loi, et on a cité pour exemple l'Angleterre. Messieurs, lors de la discussion de la loi du 22 mars 1841, il a été dit, dans une autre enceinte, que cette loi serait impossible d'exécution dans plusieurs de ses dispositions. Malheureusement, les faits prédits se sont réalisés, et il y aura même encore plusieurs de ces impossibilités qui subsisteront dans la nouvelle loi, si M. le Ministre ne nous donne pas d'explications satisfaisantes au sujet de certaines organisations. Par exemple, on avait dit, en 1841, qu'il y aurait impossibilité d'exécution pour les relais; or, je ne crois pas que les difficultés aient disparu aujourd'hui. On a cité l'exemple de l'Angleterre et on a dit que les manufacturiers avaient commencé par renvoyer les enfants de 8 à 12 ans, mais que plus tard, revenus à d'autres sentiments, ils avaient fini par les admettre, et que la loi avait reçu son exécution sur ce point en Angleterre. Pourquoi, ajoute-t-on, n'en serait-il pas de même en France ?

Au milieu de toutes les recherches auxquelles s'est livré le savant rapporteur, il est un fait qui, à ce qu'il paraît, lui a échappé ; c'est la cause qui a permis de réaliser le travail par relais en Angleterre.

Il est bien vrai que, dans les commencements de l'exécution de la loi, les manufacturiers anglais, comme les nôtres, n'ont pas pu organiser les relais, parce qu'il n'y avait pas assez d'enfants; mais, plus tard, on y est revenu en Angleterre, et savez-vous pourquoi ? C'est que la traite des blancs y a été établie ! Des entrepreneurs sont allés chercher des enfants dans les comtés agricoles, les ont enrégimentés et sont venus les louer ou les vendre aux manufacturiers pour remplir les relais.

Or, c'est là une condition que nous ne verrons sans doute pas ici; mais, c'est ce qui a eu lieu en Angleterre. C'est ce que l'honorable rapporteur ne pourra pas contester.

Nous n'avons pas encore avisé à ces moyens ; j'espère que nos manufacturiers ne les emploieront pas ; mais aussi, le résultat sera de faire éloigner les jeunes enfants des établissements.

Comment les pères pourront-ils plus tard les nourrir ? Il y aura à voir ce que l'expérience indiquera. Je crains que le remède ne soit la taxe des pauvres ; car, enfin, il faudra bien que le père de famille ait les moyens d'élever ses enfants.

Voilà les difficultés qui se sont présentées pour l'exécution des relais. Quand on cite l'Angleterre, il faudrait tenir compte du fait et de la situation des populations.

Il y a un autre motif pour que la loi ne fût pas exécutée. Ce n'est pas la faute des manufacturiers ; on n'a pas donné les moyens pour que l'exécution fût possible sur ce fait qui a été signalé en 1841. Un de nos honorables membres de la Chambre, qui m'a précédé à la tribune, vous l'a dit : c'est l'instruction primaire dont on a fait le *sine qua non* de l'admission des enfants dans les manufactures lorsqu'ils ont 12 ans. Dans certaines localités, il n'y a pas assez d'écoles, ou il ne se tient pas de classes aux heures qu'il faudrait, ou il n'y a pas assez d'instituteurs, de professeurs.

Je sais qu'on nous a dit aussi qu'on avait consulté M. le préfet de la Seine, les maires de grandes villes, les chefs de grandes industries, lesquels auraient répondu qu'il n'y avait pas de difficultés à exécuter la loi.

Mon Dieu ! on n'a pas cité la ville de Rouen. Si l'on avait consulté celui qui a eu l'honneur d'en être dix-sept ans et demi le maire, il aurait répondu que la loi était exécutable dans la ville de Rouen, mais qu'elle était inexécutable dans un certain nombre de localités du département de la Seine-Inférieure. Dans les grandes villes, dans les grands établissements, et peut-être encore dans quelques établissements de moindre importance, où les chefs d'industrie ont pu ou voulu faire des sacrifices, il y a des écoles où l'on a envoyé les enfants ; mais, dans la généralité de la France, dans le centre des grands établissements industriels, c'est-à-dire là où viennent se rendre les populations des communes environnantes, là où il n'y a pas jusqu'à présent d'écoles, il faut, comme on l'a dit, qu'on organise des écoles, que l'on fasse des dépenses ; que, si les communes ne les peuvent pas faire, le Gouvernement intervienne. Il n'y a pas d'autre moyen pour arriver au résultat désiré.

Toutes les autres dispositions pourront être exécutées. Le travail de douze heures à partir de douze ans pourra être exécuté. La disposition relative aux femmes, quel que soit leur âge, qui veut que le travail ne dépasse pas douze heures, sera aussi exécutée.

Mais, quant aux relais, il y a là une difficulté énorme, une impossibilité, et cette disposition imposerait une charge énorme aux pères de famille.

Voilà, Messieurs, les causes qui ont empêché l'exécution complète de la loi. Si vous laissez subsister ces causes, l'exécution ne deviendra pas plus possible. Il ne faut donc pas s'en prendre aux manufacturiers de l'inexécution des dispositions signalées, mais bien à ce qu'on n'a pas pris les mesures convenables pour cette exécution.

Lorsqu'on passera aux articles du projet, je demanderai la permission à

la chambre de lui soumettre quelques observations sur les articles proposés.

J'ai à demander pardon à la Chambre de l'avoir entretenue d'une question presque personnelle; j'aurais pensé manquer à mon devoir si je n'avais pas repoussé des accusations dont les manufacturiers sont complètement innocents.

M. le baron CHARLES DUPIN, *rapporteur*. — Messieurs les Pairs, pour résumer la discussion générale, le premier besoin du rapporteur est de justifier et lui-même et la Commission sur les faits qui concernent MM. les manufacturiers.

En fait, il n'a pas été dit dans le rapport que les manufacturiers en général, et surtout les grands manufacturiers, exerçassent aucun sévice contre leurs ouvriers. Voilà la vérité.

Lorsque nous avons examiné dans ses effets la loi de 1841, MM. les manufacturiers nous ont dit en premier lieu qu'ils ne pouvaient pas exécuter la loi. Nous en avons déduit la conséquence qu'ils ne l'exécutaient pas; nous avons écouté ce qu'on nous avait dit, et nous l'avons rapporté fidèlement, avec des expressions toujours modérées.

Veillez, Messieurs les Pairs, apprécier la réserve de notre courage, en le comparant avec celui qu'a cru devoir tenir, dans la ferveur de son rôle apostolique, l'archevêque de la province même dont fait partie l'honorable préopinant. Dans un moment je citerai les paroles du vénérable prélat, et vous jugerez de quel côté se trouve la plus grande modération dans les expressions. Nous éprouvons le sort qu'ont éprouvé les promoteurs des lois favorables à l'enfance en Angleterre. Lorsque le père de sir Robert Peel présenta son mémorable bill de 1802, il souleva contre lui les plaintes les plus injustes; lorsque lord Ashley, lorsque tous les hommes qui ont pris intérêt à la protection des enfants du peuple ont voulu défendre la même cause, ils ont été violemment attaqués comme des novateurs injustes, passionnés, qui calomniaient les maîtres au sujet des apprentis. Lors d'une solennelle discussion, mentionnée dans mon rapport, j'ai cité les paroles éloquentes de l'évêque de Chester, dont le diocèse comprend le comté du Lancastre, c'est-à-dire la contrée la plus riche en grandes manufactures. Son langage austère justifia les amis de l'enfance, et les accusations portées contre eux furent réduites au néant.

J'arrive maintenant au témoignage du même ordre tenté par le métropolitain de la Normandie, témoignage cité à l'appui du rapport sur la loi des manufactures, le 22 février 1840; je disais : « Nous sommes heureux de pouvoir citer les paroles apostoliques du primat de Normandie, la contrée de France où les classes industrielles présentent le plus d'infirmités et de difformités produites par l'abus du travail et le dérèglement des ouvriers, à partir de l'âge le plus tendre. Ouvrez les yeux, et voyez ! dit aux fidèles le prince archevêque de Rouen. Les parents et les maîtres demandent à ces jeunes plantes de porter des fruits dans la saison des fleurs. Par des fatigues excessives, ils épuisent la sève naissante, peu en peine de les laisser végéter et périr sur une tige chancelante et desséchée. Pauvres petits enfants ! que les lois se hâtent d'étendre leur protection sur votre existence, et que la posté-

rité lise avec étonnement sur le front de ce siècle si content de lui-même : en ces jours de progrès et de découvertes, il fallut une loi de fer pour défendre de tuer les enfants pour le travail. »

A ces paroles éloquentes, nous avons seulement ajouté qu'au lieu d'une loi de fer, la loi la plus douce et la plus modérée suffirait, nous en avons l'espérance, pour faire triompher des sentiments et des habitudes conformes à la générosité naturelle des cœurs français.

Certes, ni dans mon premier, ni dans mon dernier rapport, l'honorable maire de Rouen ne trouve rien qui, même de très loin, approche de l'austère énergie du langage de son archevêque, contre lequel je ne sache pas qu'il ait jamais protesté.

Je crois avoir prouvé, dans tout le cours de ma carrière, que j'ai constamment été juste envers les manufacturiers, et je puis dire qu'en France la plupart des industriels éminents, à commencer par le préopinant, sont au nombre de mes amis. Je ne veux donc pas me justifier d'avoir eu la moindre intention hostile à leur égard, d'avoir employé aucune expression trop forte. La commission maintient ce qu'elle a dit dans son rapport, parce que c'était la vérité.

Après ces premières récriminations, je me hâte de répondre à M. le Ministre du commerce.

M. le Ministre s'étonne à son tour qu'à son égard on ait manqué de déférence; il a la bonté d'ajouter que votre rapporteur ne l'y avait pas accoutumé.

Messieurs les Pairs, nous n'avons eu d'autre malveillance que de ne pas déguiser les faits, et de ne pas ensevelir la vérité; vous avez pu vous en convaincre à la lecture de notre rapport.

Rappelons avant tout, et rapidement, la marche de la législation sur le sujet que la chambre va discuter; des lumières essentielles jailliront de cette courte narration.

C'est une destinée singulière, en France, que celle des lois préparées pour protéger les enfants du peuple. Quand le premier projet en est publié, personne ne paraît y faire la moindre attention; personne ne paraît soupçonner que quelques heures de plus ou de moins imposées au travail des enfants suffisent pour changer profondément, pour altérer même les conditions de leur existence, exténuer leur force, et détruire leur santé. C'est en quelque sorte au dernier jour, au dernier moment, c'est à la clarté tardive de la discussion finale que l'intérêt vif et puissant d'une nation, entre toutes bienveillante et généreuse, se réveille avec énergie pour porter des fruits salutaires.

En 1840, lorsque la première loi de ce genre fut présentée à la Chambre des Pairs, vos bureaux ne daignèrent pas même en nommer les commissaires; ils la traitèrent comme ces lois d'intérêt local et secondaire dont ils dédaignent de s'occuper. Le dédain, cette fois, eut d'heureuses conséquences : M. le chancelier, avec la supériorité de son esprit et de ses lumières, comprit toute l'importance d'un pareil sujet; il fit choix à la fois des hommes les plus éminents et les plus bienfaisants, et réunit en commission les Cousin, les Gasparin, les Gérando, les Rossi, les Tascher, auxquels il m'adjoignit par indulgence.

Suivant l'exposé des motifs, le projet de loi qu'on nous soumettait était en quelque sorte une concession faite à des clameurs *exagérées* et pour calmer en quelque sorte *les imaginations* contre des inconvénients qui *pourraient* arriver, plutôt que pour remédier à des inconvénients *réels et sérieux* !

Voici comment votre commission de 1840, dont hier M. le Ministre attestait la bienveillance, rappelait d'abord les termes étrangement dubitatifs de l'exposé des motifs :

« Le tableau des faits, tels qu'ils se produisent en France, *n'est pas exempt d'une certaine exagération*. On paraît s'être *trop hâté* de tirer des *inductions* au sujet des graves désordres observés et des mesures restrictives adoptées, en conséquence, dans la Grande-Bretagne. C'est pour rassurer *les appréhensions*; c'est pour aller au-devant même des abus possibles, que le Gouvernement présente son projet de loi. »

Immédiatement après cette citation, voici de quelle manière votre commission marquait un premier dissentiment capital et profond avec M. le Ministre actuel, auteur du premier projet; elle vous disait :

« Après un examen consciencieux des faits constatés au sujet d'un certain nombre d'industriels très puissants, très riches et faisant travailler un grand nombre d'enfants, nous affirmons, avec les témoins oculaires les plus dignes de foi, qu'il y a des villes entières et des districts adonnés à certains genres de fabrication qui, pour l'âge d'admission, et pour le temps exigé des enfants, dépassent les justes bornes de travail et de fatigue que nous avons le droit et le devoir d'assigner. »

Savez-vous maintenant comment, en 1837, le bureau des manufactures caractérisait, dans un rapport au Ministre, des faits que trois ans plus tard on aimait à croire empreints d'une certaine exagération? Écoutez, écoutez bien, Messieurs les Pairs, c'est l'administration centrale qui parle au Ministre, dans un rapport publié par le Ministre même.

« Quel est l'état de moralité des jeunes enfants employés dans les fabriques? *Nul*, laissant partout à désirer; mais un fait curieux à signaler, c'est que l'immoralité *semble* être plus grande précisément là où ils sont reçus très jeunes dans les fabriques. C'est en effet dans les départements de l'Aisne, de l'Isère, de Maine-et-Loire, du Nord, du Bas-Rhin, de la Seine-Inférieure et des Vosges, que les plaintes *sont unanimes* (*exception pour le Haut-Rhin*). Dans ces départements, on déclare (dans l'Isère, par exemple) que l'immoralité est à *son comble*; dans l'Aisne, que les enfants sortis des ateliers ont perdu toute retenue; dans le Nord, on cite des faits dont on ne peut malheureusement pas suspecter la véracité, etc. »

Pour chercher un remède puissant, efficace à ce déplorable état des enfants au sein de nos manufactures, votre commission de 1840 s'est vue dans la nécessité de faire sortir le projet primitif du vague, de l'indécision qui le caractérisaient. Ce projet se bornait à revêtir l'administration du droit de faire des ordonnances et des règlements sur le travail des enfants. Votre commission a pensé qu'aucun Ministre ne serait assez fort pour résister à des intérêts opulents, innombrables et tout-puissants dans la société, dans l'électorat, dans l'éligibilité, dans les chambres même! Elle a voulu que toute

la protection, que toutes les garanties capitales qu'il fallait réaliser, en faveur de l'enfance, fussent stipulées par la loi.

C'était le 22 février 1840 que votre commission vous soumettait son premier rapport, avec un contre-projet établi sur ces bases.

C'était le 5 mars 1840 que commençait devant vous une des plus grandes et des plus belles discussions qui, ne craignons pas de le dire, aient fait honneur aux talents, aux sentiments de la noble Chambre. Vingt-neuf pairs ont apporté tour à tour à cette tribune le tribut de leurs lumières et de leur expérience; parmi ceux que la mort a moissonnés depuis cette époque, il me suffit de citer MM. Bourdeau, l'ex-garde des sceaux, le comte Dejean, le baron de Gérando, M. Humblot-Conté, l'un de nos grands manufacturiers; M. le marquis de Louvois, le baron de Moroques et le baron Mounier, cet esprit éminent qui perfectionnait la plupart des lois dont il s'occupait et dont le zèle s'occupait de presque toutes.

Après un examen attentif et sérieux, le nouveau Ministre du commerce, M. Gouin, s'empessa d'accepter complètement le projet de la commission.

La Chambre des députés a conservé toutes les mesures protectrices dont vous aviez pris l'initiative en faveur de l'enfance. L'excellent rapport de cette commission avait pour rapporteur un savant magistrat, M. Renouard, aujourd'hui votre collègue, et qui, vous le voyez aujourd'hui même, prend à nos débats, sur un sujet qu'il connaît si bien, une part dont nous nous félicitons pour la Chambre et pour la loi.

La loi ne put être discutée à la Chambre des députés que dans la session de 1841 et vous fut bientôt renvoyée. La Chambre des pairs, à l'unanimité, déclara qu'elle confiait l'examen de la loi et des amendements introduits par les députés à la commission primitive. Je dois citer à mon tour et complètement une phrase de mon rapport de 1841 qui fortifiera la citation empruntée, par M. le Ministre du commerce, à mon rapport de 1840 :

« Notre premier devoir est de reconnaître et de proclamer, comme le fait M. le Ministre du commerce, l'heureux sentiment de concorde qui, depuis l'origine jusqu'à ce moment, n'a pas cessé de régner entre le pouvoir exécutif et les commissions des deux Chambres, pour arriver aux résultats les plus utiles. Au lieu de lutter d'amour-propre, chacun a jugé préférable de lutter d'amour du bien public, et des concessions honorables ont été faites de part et d'autre dans le désir de parvenir au résultat final. Nous souhaitons que cet esprit de concorde se manifeste de nouveau dans la discussion que ce rapport doit précéder.

« Nous venons d'achever une tâche de conscience et de bienveillance en vous proposant d'accepter toutes les améliorations apportées à votre projet dans l'autre Chambre. »

Comment est-il donc possible, aujourd'hui, que nous nous trouvions en désaccord avec M. le Ministre? Comment ne pouvons-nous plus, comme en 1841, vous prier de sanctionner par votre suffrage une œuvre à la fois de conscience, de conciliation et de bienveillance? Mais les sept membres de votre commission sont autant d'amis personnels de M. le Ministre du commerce, et je me plais à penser que, malgré nos dissentiments relatifs aux

enfants des manufactures, il n'a point exclu de ce nombre même votre rapporteur. J'ai la preuve contraire.

Quelle est donc la cause ou plutôt l'objet de notre dissentiment? M. le Ministre n'aime plus la loi de 1841. M. le Ministre ne la juge plus efficace. M. le Ministre ne la juge plus praticable; et nous pensons le contraire.

La loi de 1841 accordait aux enfants de huit à douze ans une protection spéciale, commandée par leur jeune âge; elle réduisait à huit heures la durée la plus grande qu'on pût leur imposer.

Le projet de loi de 1847 détruit sans exception cette faveur, si nécessaire à la santé, à l'instruction élémentaire et religieuse des plus jeunes travailleurs.

Ce projet fait deux parts de l'enfance: les travailleurs de huit à dix ans, il les expulse des ateliers, sans distinction d'industrie, sans exception même pour les ateliers où l'enfance n'aurait à donner que des soins légers, qui ne commanderaient ni la fixité de l'attention, ni la rapidité des mouvements, ni l'excès des efforts.

Pour les travailleurs de dix à douze ans, le projet de loi détruit complètement la protection primitive; ce n'est plus à huit heures qu'est fixé le maximum de la durée du travail, c'est à dix heures sur vingt-quatre; à douze heures, est-il dit dans le projet, *non compris le temps* des repos, et le temps des repas, et le temps d'aller à l'école, et le temps de faire et refaire le trajet entre la maison paternelle et l'atelier, intervalle qui souvent dépasse 4 kilomètres.

J'ai profondément regretté qu'hier M. le Ministre du commerce n'ait pas déclaré devant la Chambre ce qu'il propose d'abandonner de son projet.

Jusqu'à cet instant, depuis le mois de février dernier, nous avons dû consacrer tous nos efforts pour étudier la question métamorphosée sous un aspect si redoutable par M. le Ministre du commerce.

Ce qui donnait un plus grand poids à sa proposition, c'est qu'elle se présentait avec l'appui d'opinions nouvelles et récentes des conseils généraux des manufactures, avec des votes spéciaux de plusieurs conseils généraux des départements riches en manufactures, avec les avis favorables et des chambres de commerce et des conseils consultatifs des manufactures.

Messieurs les pairs, nous avons cru ne devoir épargner aucun soin, aucune peine, aucun temps pour approfondir cette question, pour écouter les dépositions, les faits, les raisonnements offerts par les industriels les plus éminents, et qui représentent le mieux nos grandes contrées productives; nous les avons attentivement écoutés; nous avons apprécié et pesé leurs motifs.

Nous avons écouté, d'un autre côté, les magistrats et les citoyens qui représentent les uns l'intérêt public, les autres l'intérêt de l'enfance et celui de l'humanité.

Après avoir recueilli ce grand ensemble de documents pour et contre, une discussion sérieuse et complète s'engagea dans le sein de votre commission, et voici quel en fut le résultat.

A l'unanimité, votre commission décida que la loi de 1841, dans la fixation qu'elle avait donnée du temps le plus long qu'on pût employer les enfants, n'était pas restée au-dessous des justes bornes; à l'unanimité, que les douze heures infligées par le nouveau projet aux enfants de dix à douze ans était

une charge excessive ; à l'unanimité, qu'il ne fallait pas exclure du travail les ateliers et des manufactures les enfants de huit à dix ans ; à l'unanimité, que, pour les enfants de huit à douze ans, il ne fallait pas excéder les limites de travail imposées par la loi de 1841.

Cette loi, votre ouvrage ; cette loi que M. le Ministre s'honore d'avoir appuyée dans les deux Chambres ; cette loi dont M. le Ministre disait, lorsqu'il vous la rapportait amendée par l'autre chambre : *En vous rapportant ce projet (celui de 1841), je me félicite de vous le rendre tel que vous l'aviez confié au Gouvernement* ; eh bien, c'est la loi qu'il attaquait hier à cette tribune, en la déclarant impossible à certains égards, inexecutable, impraticable à d'autres ; étroite, restreinte, incomplète, en un mot, dotée de toutes les imperfections qui feraient réprouver à juste titre la loi la plus détestable !

M. le Ministre aime à parler en s'appuyant sur des autorités considérables ; suivons-le sur ce terrain, et voyons avec impartialité quelle confiance méritent certaines allégations données quelquefois par les plus hautes autorités.

Le préfet d'un des plus importants, des plus riches et des plus industrieux départements que possède la France, rendait compte, il y a quatre ans, à M. le Ministre du commerce, que son département ne renfermait *aucun atelier qui fût assujéti à la loi*. Voilà qui est clair et positif. Dans ce département, admirable pour son industrie, la loi est si mal faite, que M. le préfet ne trouve pas un seul établissement en faveur duquel il puisse ordonner qu'on exécute la loi ! . .

Malheureusement, Messieurs les pairs, par une excellente mesure, chaque année M. le Ministre des travaux publics publie le compte rendu des travaux dirigés par les ingénieurs des mines, et, dans ce travail, on trouve le nombre des machines à vapeur qui servent de moteurs aux établissements d'industrie.

D'un autre côté, la loi de 1841 déclare, article 1^{er}, que la loi s'applique à toutes les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu.

Laissons de côté les établissements mus par la force de l'eau ou du vent, pour ne nous occuper que des forces de la vapeur.

Eh bien, je trouve, page 83 du rapport annuel de MM. les ingénieurs des mines, que, dans le département dont il s'agit, il y a 280 établissements qui présentent 142 chaudières calorifères et 198 chaudières motrices, avec 177 machines à vapeur.

Voilà donc, par centaines, des établissements assujéti à la loi de 1841.

Et M. le Ministre de l'agriculture et du commerce est informé très officiellement par M. le préfet que, dans son département, il n'y a aucun atelier qui soit assujéti à la loi.

Comment serait-il possible, quand M. le Ministre est renseigné de la sorte pour les départements du premier ordre, qu'il ait pu juger avec connaissance de cause l'étendue, l'empire et les effets de la loi de 1841.

Si l'on s'est permis de mal renseigner M. le Ministre sur les manufactures du royaume, on a pris la même licence pour les fabriques d'Angleterre.

« De partout, disait hier M. le Ministre, on annonçait que la conséquence des difficultés qu'il signalait dans l'exécution de la loi, conduisait, comme en

Angleterre, à faire bannir des manufactures les enfants âgés de moins de douze ans et à les remplacer par des adolescents.

Messieurs les pairs, on trompait audacieusement M. le Ministre, lorsqu'on lui disait qu'avec une loi, celle de 1833, l'Angleterre n'employait plus de jeunes enfants dans ses manufactures.

Pour trois comtés seulement, le célèbre inspecteur M. Léonard Horner a constaté dans ses rapports officiels imprimés et distribués au Parlement :

1° Qu'à la fin de 1842, après neuf ans d'exécution de la loi, 725 manufactures employaient 7,042 enfants au-dessous de treize ans;

2° Qu'à la fin de 1843, après dix ans d'exécution de la loi, 760 manufactures employaient 7,544 enfants; le nombre croissait au lieu de diminuer.

Remarquez-le bien, Messieurs les pairs, de tels faits s'accomplissaient sous l'empire de la loi qui fixait à *huit heures*, comme en France, le maximum de la journée des enfants.

Il n'est donc pas vrai de dire que l'imposition d'un tel maximum rendit inexécutable une loi sur le travail des enfants; il n'est pas vrai d'affirmer qu'elle faisait chasser des ateliers anglais les pauvres enfants.

Me dira-t-on maintenant qu'en Angleterre on n'exécutait pas la loi de 1833 parce qu'elle était inexécutable? Voilà ce qu'on nous répétait audacieusement en 1840 et 1841.

Ce fut alors que je crus devoir invoquer le témoignage d'un Ministre de la Grande-Bretagne, le très honorable M. Labouchère, qui me répondit avec la plus parfaite bienveillance, en attestant que l'acte de 1833 était exécuté surtout dans la partie qui concerne le travail des jeunes enfants.

Des faits que je viens de rapporter au sujet de l'Angleterre, je conclus que la loi était praticable, parce qu'elle est pratiquée. C'est un raisonnement un peu simple, mais très concluant à nos yeux.

Quand les manufacturiers français sont venus nous dire que la loi était pour eux impraticable, savez-vous ce que nous en avons conclu? Nous en avons conclu qu'elle n'était pas pratiquée par eux. Cela nous a semblé logique. Je sais bien qu'en 1843 les Anglais avaient déjà commencé, j'emploie le mot *commencé*, dans quelques grandes manufactures, à remplacer la journée de huit heures pour les enfants par une journée de six heures.

Mais remarquez bien ce fait : sur 7,500 enfants employés, il n'y en avait que 2,400 qui fussent assujettis à la condition nouvelle de six heures de travail; il en restait encore plus de 5,000 qui étaient assujettis à la condition d'une journée de huit heures.

Par conséquent, je le répète, l'emploi des enfants, en leur donnant huit heures de travail, était parfaitement *praticable*, puisqu'il était aussi largement pratiqué.

Maintenant, il est indispensable que la Chambre comprenne à fond les innovations adoptées par l'Angleterre. Il s'est accompli des faits qui tiennent à sa situation industrielle, au sujet de laquelle il ne faut pas que l'Europe se trompe. J'appelle à ce sujet toute l'attention de la noble Chambre. (*Vif mouvement d'attention.*)

En Angleterre, les capitaux sont si puissants, les moyens de production

ont été si développés, les machines, les forces motrices ont été multipliées dans une si grande disproportion comparativement aux forces de l'homme, qu'il s'en est suivi deux résultats déplorables : le premier, c'est que l'espèce humaine n'était plus complètement employée; on a vu s'accroître de plus en plus le nombre de personnes valides et fortes dénuées de travail, et tombant à la charge de la société, quoiqu'elles fussent en état de travailler.

Un autre résultat, un autre inconvénient très grave, c'est que les produits des machines et des mécaniques devenaient si considérables, que la consommation n'était plus en harmonie avec la production, bien que l'Angleterre possède des colonies immenses, bien qu'elle ait 140 millions de sujets dans l'Inde, bien qu'elle ait contraint, à coups de canon, les Chinois à lui livrer leur marché de 300 millions d'hommes.

Eh bien, malgré tout cela, la production britannique est si démesurée, qu'elle a dépassé les besoins du marché national et les besoins du marché de l'univers.

Alors les Anglais ont compris qu'ils marchaient à leur propre ruine, à l'avilissement de leurs produits, de leur main-d'œuvre, à la misère de leurs propres employés et à l'accroissement déplorable des ouvriers privés d'emploi.

Dès ce moment, des propositions ont surgi dans les deux Chambres du parlement pour réduire de plus en plus la journée du travail. On n'osait pas toucher à celle des hommes, mais on sentait qu'avec des manufactures où différents âges et différents sexes sont coordonnés, si l'on réduisait beaucoup le travail des enfants, des adolescents, des filles et des femmes, il faudrait bien que le travail des hommes fût réduit en pareille proportion, puisqu'ils obéissaient tous à l'action d'un seul et même moteur, la machine à vapeur, qui ne pourrait pas travailler pour un tiers des travailleurs, quand les deux autres tiers n'auraient plus la faculté de faire de longues journées.

Alors on a posé les questions suivantes : Est-il bien vrai qu'il soit utile à l'industrie britannique qu'on travaille quinze heures sur vingt-quatre ? Et l'on a répondu : *Non*. Est-il utile qu'on travaille quatorze heures ? Et l'on a répondu : *Non*. Est-il utile qu'on travaille treize heures ? Et l'on a répondu : *Non*. Est-il utile qu'on travaille douze heures ? Et l'on a répondu : *Non*. Quand on est arrivé à douze heures, ceux qui marchaient toujours dans la même route auraient voulu ne pas aller plus loin. Lorsqu'on a parlé d'une journée de onze heures, le Gouvernement a commencé de résister : le Gouvernement repoussait cette limite avec énergie, par la voie de sir Robert Peel. Lorsqu'est arrivé lord John Russell, la question marchait toujours. Il a dit : Je veux vous accorder onze heures; il reconnaissait qu'avec onze heures de travail sur vingt-quatre, l'industrie britannique pouvait suffire à tous les besoins, inonder de ses produits tous les marchés de la terre; il ne redoutait plus aucune perturbation. Les novateurs sont encore allés plus loin; et, malgré lord John Russell, dans la session dernière ils ont obtenu qu'on réduisît la journée pour les filles et les femmes à dix heures ! . . . Ce bill doit recevoir son exécution au 1^{er} mai prochain.

Voilà le mouvement dont j'ai voulu signaler le progrès : c'est précisément lorsque ce mouvement s'est accompli qu'on a dit : Mais si nous réduisons à

dix heures pour le travail des adultes, nous ne pouvons plus laisser huit heures pour le travail des enfants, il faut l'abaisser à six heures.

J'étais bien aise de vous montrer cette filiation d'idées, afin que vous vissiez que, si la diminution extrême a pu convenir à l'Angleterre, nous ne devons la suivre que jusqu'à un certain point et avec une certaine réserve.

Je me déclare, moi, le grand ami de notre industrie nationale, quand je ne vais pas aussi loin pour la France que lord Ashley pour l'Angleterre; il avait raison, et nous aurions tort de le suivre jusqu'à l'extrême.

Vous voyez donc qu'il y a certaines limites qu'il est bon de s'imposer, et que la question des limitations extrêmes est infiniment plus grave qu'elle ne le paraît au premier moment. D'abord, quand on vient dire là qu'une loi qui limite à huit heures le travail des enfants ne peut pas être exécutée, qu'il y a impossibilité pour cela. . . .

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — *Impossibilité PRATIQUE.*

M. LE BARON CHARLES DUPIN. — J'accepte le mot, et je prie M. le Ministre de croire que je suis moi-même un des hommes les plus pratiques qu'il y ait, surtout en industrie. Qu'est-ce donc que la pratique? Comment! il se trouve en Angleterre cinq mille enfants employés par relais de huit heures dans trois comtés seulement, et cela ne s'appellera pas DE LA PRATIQUE? Comment qualifierez-vous donc ce grand fait? Voulez-vous que ce soit de la théorie, de l'illusion, du fantastique? Je maintiens, moi, que c'est là de la pratique!

Je l'affirmerai donc plus positivement que jamais : l'acte du parlement de 1833 a été exécuté, c'est-à-dire *pratiqué*; à tel point que, dix ans après, non seulement les relais de huit heures n'avaient point disparu, mais que, dans trois comtés modèles, il y avait d'employés 7,000 enfants, dont 5,000 par relais de huit heures, et 2,000 seulement par relais de six heures. Ainsi les deux genres de relais *sont praticables*.

Mais, en France même, permettez-moi de le dire, dans les premiers temps où la loi de 1841 fut promulguée, les relais étaient considérés comme *très pratiques*. Savez-vous quel a été, dans les Chambres, le plus habile orateur pour défendre *pratiquement* les relais de huit heures? C'est M. le Ministre du commerce.

M. LE MINISTRE. — Des expériences sont faites pour cela.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous suis pas à pas, Monsieur le Ministre, et je ne m'écarte ni à droite ni à gauche. M. le Ministre, qui parlait non pas comme un théoricien, mais comme un praticien, disait en 1841 : « Les relais de huit heures sont bons; ils sont possibles; ils sont praticables et pratiqués. »

Il avait parfaitement raison, Messieurs les pairs; les relais d'enfants à huit heures de travail ont commencé par être pratiqués fort en grand dans nos ateliers français; nous avons vu des personnes considérables qui sont venues devant votre commission, je cite entre autres un des meilleurs fabricants du département de la Somme, lequel est venu nous dire : « J'obéis à la loi; j'exécute la loi, et je m'en trouve bien; nos relais sont de huit heures, ils marchent sans difficulté. » Eh bien, quand un grand fabricant exécute la loi, quand il l'exécute avec avantage et qu'il vient le dire à votre commis-

sion, j'appelle cela *de la pratique*, à moins qu'on ne veuille dire encore que c'est de la *théorie*, de l'utopie, de l'impossible!

Voici ce qui s'est passé dès que la loi est devenue exécutoire. Je rends justice à l'Alsace, elle a docilement exécuté la loi. Mais, deux ans après, des pétitions de la société de Mulhouse furent adressées aux deux Chambres. Ces premières pétitions disaient non pas que les relais étaient impraticables, mais que l'Alsace était dupe en les exécutant, lorsque d'autres départements savaient s'y soustraire. L'Alsace avait raison de se plaindre : l'industrie vit de concurrence; mais si, dans certains départements, on n'exécute pas la loi, si des enfants travaillent douze heures dans l'un et huit heures dans l'autre, vous voyez que la concurrence n'est plus égale. Certes, quand les pétitions furent rapportées, si M. le Ministre eût dit aux Chambres : « L'Alsace parle de la loi fort à son aise, mais *cette loi n'est pas exécutable*, elle n'est pas possible, » vous eussiez répondu tous : « Réformez l'ancienne loi, et remplacez-la par une nouvelle, et on ne se plaindra plus. »

Mais non, on a taxé les plaintes de la société de Mulhouse d'exagération, et presque de mensonge; on reprochait à cette société de dire des choses qui n'étaient pas fondées, et j'ai été obligé, dans le sein de cette chambre, moi, qui me fais honneur d'être membre associé de la société scientifique et industrielle de Mulhouse, de représenter qu'il ne fallait pas traiter ainsi d'honorables négociants, des ingénieurs et des savants distingués; que, s'ils avançaient de tels faits, c'est qu'ils en parlaient en témoins oculaires, aussi capables que bien informés.

Il me semble, Messieurs, que nous devons commencer à voir clair dans cette question : la loi de 1841 était-elle ou non *praticable*?

Je me résume, Messieurs,

On ne peut pas dire qu'il est impossible de pratiquer des relais de huit heures, puisqu'ils se pratiquent dans la Grande-Bretagne et même en France. Voilà le fait et je le maintiens, en m'appuyant sur les rapports publiés par ordre du parlement britannique et sur la déclaration des manufacturiers les plus respectables en France. Mais je vais plus loin; je vous accorde que ces relais de huit heures ne fussent pas bons; j'accorde qu'il vaudrait mieux les limiter à six heures.

Quel obstacle alors empêcherait les manufacturiers français, s'ils trouvent qu'un travail de huit heures soit trop long pour les enfants de huit à douze ans, de ne les faire travailler que six heures? Ils sont à cet égard parfaitement libres.

Remarquez que la loi n'a fixé qu'un maximum, c'est-à-dire une limite qu'on ne peut pas dépasser, mais on peut très bien rester au-dessous de ce maximum, et voilà précisément ce qui s'est fait dans la Grande-Bretagne. En effet, sous l'empire de la loi de 1833 qui défendait d'outrepasser huit heures, on a commencé par une obéissance rigoureuse et complète à cette prescription; puis on a éclairé ensuite, on a fait comprendre aux manufacturiers qu'il serait plus commode et plus utile de couper le travail par demi-journées. Les manufacturiers qui sont des hommes très intelligents, ont, par degrés, adopté ce mode qui leur offrait plus de facilités. Au bout de dix ans, en 1843, on était arrivé à ce point que le travail était borné à six heures pour 2,400 enfants

et à huit heures pour 5,000. En 1844 seulement, la loi restreignait à six heures le temps obligatoire du travail des enfants.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE. — Non pas; les dispositions dont vous parlez sont de 1845, et par conséquent bien postérieures à la loi de 1844,

M. LE BARON DUPIN. — Permettez, je connais très bien cette matière, et je ne commets nullement d'erreur. Croyez-vous que lord Ashley ait fait passer sa loi sur-le-champ? Nullement; il a succombé dans quatre sessions consécutives, et ce n'est qu'à la cinquième qu'il a enfin obtenu la victoire. Mais vous voyez qu'on marchait toujours dans cette route. Du reste, je vais vous citer d'autres faits. Les six heures de travail ont été présentées par sir John Graham comme une sorte de compensation; on espérait ainsi détourner l'attaque de lord Ashley, qui voulait réduire à dix heures le travail des adultes. Voilà la vraie situation des choses. Le Gouvernement français est armé plus puissamment, mieux armé que ne l'est le Gouvernement anglais; M. le Ministre n'a pas sans doute oublié que, dans la loi de 1841, si le travail des enfants paraît trop prolongé, le Gouvernement peut le réduire par voie de règlement d'administration publique. Or, la meilleure preuve que cette réduction n'est pas indispensable, c'est que M. le Ministre ne l'a pas faite. Aujourd'hui, quelque disposition que vous adoptiez, vous pouvez encore réduire la limite à six heures, si vous le voulez, dès le lendemain de la promulgation de la loi nouvelle.

Maintenant, il faut que j'explique à la Chambre la préoccupation dont il est impossible de dégager certains esprits.

En Angleterre, lorsqu'on voulut obtenir une loi pour protéger les enfants qui travaillent dans les manufactures, on était surtout frappé des abus énormes qui se manifestaient au sein des grandes manufactures. C'était uniquement à ces établissements que la loi se rapportait. Chose remarquable! c'est qu'en 1802, lorsque le père de sir Robert Peel proposait son bill, il ne l'appliquait qu'à certaines classes d'ateliers, surtout aux fabriques de filature et de tissus. Il s'agissait principalement des ateliers mus par des machines à vapeur.

Eh bien, ces classes, ces ateliers ont fini par trouver plus d'avantages à se borner à six heures. Ne croyez pas que la Grande-Bretagne, même en ces derniers temps, ait appliqué ce qu'on propose à tous les ateliers possibles; non, la loi anglaise est restée infiniment plus restreinte que la vôtre. Je ne dis pas qu'elle ait tort ou raison; j'exprime le fait. Comme la loi anglaise n'est applicable qu'à de grandes manufactures, elle peut imposer une restriction qui s'applique aux grandes manufactures. Vous demandez aujourd'hui que la loi s'applique à tous les ateliers, aux plus petits comme aux plus grands; permettez alors une simple observation. Du moment où vous donnez à la loi cette généralité, elle perd son caractère primitif. Les grandes manufactures ne sont plus qu'un infiniment petit dans le domaine de la loi, car elles n'emploient pas plus de 50,000 enfants; et comptez combien, pour un peuple de 35 millions d'habitants, il y a d'enfants employés dans tous les ateliers de France? Il y en a *plusieurs millions*; et vous voulez que des dispositions convenables à plusieurs millions d'enfants soient réglées exclusivement

d'après les convenances étroites de manufactures qui n'en emploient que 50,000? Les grandes manufactures ne sont pas seules dans le pays.

Qu'il me soit permis de le dire maintenant, on n'a pas rendu justice à votre Commission, malgré la patience laborieuse de ses investigations.

Le projet de loi dont les articles sont en regard de nos amendements, il faut voir ce qu'il demandait à l'enfance : Plus d'enfants de huit à dix ans dans les grands comme dans les petits ateliers; qu'ils eussent ou non de quoi vivre, on les expulsait en masse des ateliers et des manufactures. Pour l'âge de dix à douze ans, vous croyez peut-être qu'on a demandé six heures, quand nous, commissaires impitoyables, nous demandons huit heures : Nullement; le projet demande aux enfants de dix à douze ans, douze heures complètes de travail, *sans compter le repos* et les heures de repas, et le temps d'aller de la maison paternelle à l'atelier, et le temps du retour, et le temps d'aller à l'école!... Voilà le projet.

C'est vis-à-vis de cette proposition que la Commission s'est trouvée, et qu'elle a fait toutes les enquêtes, en s'adressant aux personnes intéressées. Les uns se prononçaient pour les douze heures de travail, et les autres pour huit heures.

Nous nous sommes décidés sur la déclaration d'un grand manufacturier de Picardie, qui a eu le courage de dire que la loi de 1841 était praticable, que lui-même la pratiquait avec constance et qu'il s'en trouvait bien. Or, quand on prétend qu'avec huit heures de travail pour les enfants la loi devient impraticable, et quand M. le Ministre nous a proposé dix heures au lieu de huit, dix heures, qui ne cadraient avec aucune combinaison, avec les douze heures des adolescents et des adultes, j'en appelle à la raison calme de la Chambre, ces fluctuations pouvaient-elles soutenir un examen sérieux? Est-ce que nous voulons forcer les manufacturiers à faire travailler huit heures les enfants? Non! s'ils veulent réduire le travail à six heures, ils pourront le faire, car les manufacturiers anglais l'ont pu faire pendant dix ans.

En considérant l'immensité des petits ateliers qui font vivre la grande masse des enfants du peuple, nous avons pensé que souvent, dans l'intérêt des pauvres orphelins, il est bon qu'on ait la faculté d'étendre le travail jusqu'à huit heures par jour. Mais, du reste, la plus grande latitude est toujours laissée à MM. les manufacturiers de descendre jusqu'à six heures, et plus bas s'ils le désirent.

Maintenant vous trouvez que la loi de 1841 a des impossibilités, qu'elle n'est pas applicable. Comment! vous ne pouvez pas exécuter la loi lorsque son empire est aussi restreint pour la France que pour l'Angleterre! Mais, en Angleterre, elle s'exécute parfaitement. Je ne puis pas admettre ce langage. Comment! vous ne pouvez pas parvenir à surveiller un nombre d'enfants très restreint; vous demandez qu'on étende votre surveillance à cent fois plus d'enfants, et vous dites que vous obtiendrez une législation plus facile, plus complète! Je n'en crois rien.

Le premier orateur entendu dans la discussion générale a signalé l'inexécution de la loi relativement à l'instruction publique. M. le Ministre a rappelé lui-même qu'en beaucoup de localités les écoles manquaient, et que les

heures ne convenaient pas. Eh bien, c'est précisément la difficulté qu'eût résolue le règlement d'administration publique ordonné par la loi de 1841; et depuis sept ans ce règlement capital n'a pas été publié! Parmi les articles de cette loi, savez-vous quel est le premier règlement obligatoire? C'est celui qui devra pourvoir aux mesures d'exécution de la loi. Ce règlement, on ne l'a pas préparé. Au lieu de cela, que faites-vous? Vous affirmez que la loi n'est pas exécutable. Comment! elle n'est pas exécutable? Mais il fallait chercher activement et résolument les moyens d'exécution. Et l'on se borne à nous dire : Elle n'est pas exécutable, quand la même loi, pour des manufactures immenses, est exécutée et fonctionne très bien dans la Grande-Bretagne.

Les faits qui nous ont affligés, nous avons dû les signaler; nous l'avons fait sans aucune espèce d'hésitation; mais aussi nous l'avons fait dans les termes les plus modérés.

Lorsque nous avons fait la revue des règlements obligatoires, aux termes de la loi de 1841, nous avons dû dire pour chacun : depuis sept ans, ce règlement n'a point paru. Il aurait peut-être été plus bienveillant de ne rien dire; mais nous aurions méconnu l'un de nos plus graves devoirs.

J'ai voulu montrer que la commission n'a jamais cessé d'être animée d'un seul désir, le désir de voir fonctionner une loi qui n'est pas exécutée.

Nous savons que l'une des causes de l'inexécution de la loi, c'est que M. le Ministre manquait d'une inspection suffisamment puissante, qui parcourût les départements, qui lui fît connaître la vérité, et qui fût supérieure aux intérêts particuliers les plus redoutables. Nous, nous demandons cette inspection; elle n'était pas dans le projet, j'en suis très fâché; je désire que nous veuillions tous la même chose pour arriver au même but. Nous, nous proposons les moyens; nous verrons si on ne les accepte pas. Notre honorable collègue, M. le comte d'Argout, accepte une inspection, mais une inspection salariée sans autre forme. Permettez-moi de vous le dire, il ne fait rien de nouveau; il ne fait rien que la loi de 1841 n'autorisât M. le Ministre à réaliser. Seulement, quand il voudra avoir de l'argent pour salarier les fonctionnaires, il faudra s'adresser aux Chambres pour le voter.

Il y avait donc quelque chose à faire. Quand nous arriverons à la discussion des articles, nous verrons s'il est bon de rester dans cette généralité vague de la loi de 1841, qui disait bien qu'il y aurait des inspections, mais qui ne stipulait aucune organisation. Quel en a été le résultat? C'est qu'on n'a pris aucune mesure efficace. Nous avons été frappés d'une telle inaction, à laquelle nous portons remède; nous prouverons que nous avons fait une chose pratique dont l'exemple nous est donné par le Parlement d'Angleterre, et qui a produit d'admirables résultats. Nous avons voulu que la publicité vînt à notre secours; le premier orateur que vous ayez entendu a parlé de la publicité salubre qui devait être donnée à la surveillance de la loi; il en a parfaitement démontré la nécessité; il approuve cette partie des dispositions proposées par la commission, et le second orateur les approuve également; elles obtiendront, nous osons l'espérer, l'assentiment de la Chambre, et ce sera le plus grand bienfait dont nous ayons doté le travail des enfants.

M. le Ministre, depuis le commencement de ses paroles jusqu'à la fin, ne

nous a parlé que de ses difficultés, de ses impossibilités à lui ministre, impossibilités parce que la loi n'a pas suffisamment parlé; il faut qu'elle parle plus positivement, plus catégoriquement encore. C'est ce que nous avons cherché les moyens de faire.

La Chambre va passer à la discussion des articles; alors nous aurons l'honneur de présenter les motifs qui, selon nous, peuvent justifier notre sentiment et ceux de la commission.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Quelque avantage qu'il y aurait pour moi à répondre immédiatement à l'honorable M. Dupin, à relever ce que je considère comme des erreurs, des erreurs pratiques, je m'abstiendrai d'entrer, quant à présent, dans la discussion. Il me semble que, lorsqu'on discutera les articles, il sera plus convenable de soumettre à la chambre les observations que j'aurais pu lui adresser maintenant en réponse aux reproches qui m'ont été faits par l'honorable rapporteur.

Quand j'ai parlé de l'exécution de la loi, j'ai dit que, dans quelques-unes de ses dispositions, elle avait rencontré des obstacles, et dans d'autres des impossibilités. En me servant du mot *impossibilités*, j'ai voulu désigner les cas où tous les efforts ont été faits pour créer des écoles, sans qu'on ait pu obtenir ce résultat. C'est dans ce cas particulier que j'ai parlé d'impossibilités. Si l'honorable M. Dupin m'avait entendu hier, ou eût relu avec attention mes paroles, il se serait convaincu que j'avais été le premier à rendre hommage à l'exécution que la loi avait reçue dans plusieurs de ses prescriptions. J'ai cité un fait assez important pour qu'il ne dût peut-être pas être omis dans la discussion à laquelle vient de se livrer l'honorable M. Dupin. J'ai dit que, malgré les difficultés qu'avaient rencontrées la loi, et les quelques résistances qui lui avaient été opposées, elle avait obtenu cependant de très bons résultats.

J'ai signalé à l'appui ces faits, à savoir : que les enfants n'avaient plus, depuis cette époque, été amenés dans les ateliers au-dessous de huit ans; que le travail n'avait pas été prolongé au delà des limites prescrites par la loi; que tous les enfants avaient eu leur livret, et qu'enfin une surveillance très active avait été exercée par les inspecteurs.

Ces faits seuls répondraient déjà d'une manière satisfaisante à la plus grande partie des reproches dirigés contre l'exécution de la loi de 1841. Avant cette loi, vous savez que l'on exigeait des enfants un travail excessif; c'est pour remédier à cet abus que j'ai eu l'honneur de présenter ce projet. Je me suis empressé de m'associer aux lumières de la commission établie en 1841. J'ai, non seulement dans cette chambre prêté mon concours à la discussion de la loi, mais je l'ai vivement appuyée à la Chambre des députés.

Plus tard j'ai envoyé en Angleterre pour m'assurer jusqu'à quel point le bill de 1844 avait apporté des modifications avantageuses à tous les bills précédents. Les dispositions nouvelles de ce bill m'ont paru préférables à toutes les combinaisons essayées jusque-là. Je n'ai pas hésité alors à me rendre au sein de la commission pour lui présenter ce nouveau système. Lorsque j'ai quitté la commission, son président m'a dit : « Nous sommes maintenant parfaitement d'accord; nous ne rencontrons aucune difficulté à

adopter ce que vous nous proposez, cela nous paraît convenable; la commission en délibérera. ».

Messieurs, ai-je eu tort de vous proposer ce que je crois meilleur? L'amendement présenté par M. le comte d'Argout me paraît préférable encore aux amendements de la commission. Lorsque l'article 2 se présentera à la discussion, j'essayerai de développer cette opinion et de la faire prévaloir devant la Chambre.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Mon projet n'était pas de prendre la parole dans cette discussion; mais, ayant tout à l'heure entendu énumérer longuement toutes les moralités dont on s'est vanté, je crois qu'il faut faire ici une distinction entre les moralités dont on a fait tout à l'heure un pompeux éloge, et les moralités réelles. Les moralités réelles, je viens les contester, le projet de loi à la main.

Et d'abord, dans ce rapport qu'il faut citer, car il est très remarquable, dans ce rapport lui-même qui, fait l'année dernière, pourrait avoir été oublié, je demanderai la permission de détacher quelques fragments. Ils montreront combien on est oublieux de toutes les prescriptions de la loi. Je dirai en passant que s'il s'était agi de loi de répression, au lieu de loi de protection, le Gouvernement ne serait pas resté dans l'insouciance où la commission l'accuse avec raison d'être resté pendant six ans entiers.

Voici une citation qui vous prouvera que tout ce qui est de protection pour les citoyens est mis en oubli par le Gouvernement. A Dieu ne plaise qu'il me vienne l'idée d'en faire aucun reproche à M. le Ministre du commerce! Personne ne rend plus que moi justice à ses bonnes intentions, à ses efforts; mais malheureusement il n'est pas secondé, et le plus souvent il est entravé. Cette loi, qui a presque sept ans d'existence, portait plusieurs prescriptions dans un intérêt de moralité, dans un intérêt de conservation, dans l'intérêt de la force nationale, de la santé publique. Vous verrez si l'on en a tenu le moindre compte.

L'article 8 est ainsi conçu :

« Des réglemens d'administration publique *devront* :

« 1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi;

« 2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, les usines et les manufactures;

« 3° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants;

« 4° Empêcher à l'égard des enfants tout mauvais traitement et tout châtimement abusif;

« 5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants. »

Voici ce que prescrivait la loi, et voici ce qu'ajoute la commission :

« Nous sommes obligés de le dire, et nous le disons avec une douleur profonde, pour l'accomplissement de notre mission : de tous ces devoirs impérativement prescrits, et si chers aux amis de l'enfance, au bout de six ans, pas un seul n'est accompli.

« Pas un seul règlement d'administration n'est apparu, dans ce laps de six années, pour protéger, pour assurer, ainsi que le voulait la loi, ni les

mœurs, ni la santé, ni l'instruction primaire et religieuse des enfants, dans les ateliers, dans les usines et dans les manufactures. »

Messieurs, on vient de parler beaucoup de difficultés, d'impossibilités d'exécution; s'il y avait eu des impossibilités, sans doute le Gouvernement ne serait pas coupable de ne les avoir pas surmontées; mais a-t-il au moins fait ce qu'il fallait pour les surmonter? Ce que je viens de lire, qui est l'œuvre d'une commission composée comme vous voyez, répond non! Le Gouvernement n'a rien fait; il a manqué à ses devoirs dans ces circonstances essentielles qui intéressent au plus haut point même la force nationale, comme on le disait dans l'exposé des motifs. Si vous aviez eu le temps de lire les premières discussions, ce que peut-être peu de nous ont pu faire, vous verriez qu'on accuse en grande partie le travail excessif qu'on impose aux enfants dans les manufactures, de produire cette dégénérescence des forces humaines dont on se plaint à l'occasion du recrutement de l'armée.

C'est une chose grave d'imposer par une loi des prescriptions à un Gouvernement, et de voir qu'il ne les accomplit pas, qu'il laisse de côté tous les devoirs qui ne lui conviennent pas, tandis que, d'un autre côté, il invoque des lois inapplicables : témoin la loi de 1790, dont nous dirons un mot un peu plus tard. (*Murmures.*)

Croyez-vous que le Gouvernement soit resté sans avertissement pour l'exécution de la loi de 1841? Non; car la municipalité de Paris a sollicité qu'on s'occupât de la classe si intéressante, objet de la loi nouvelle qui peut-être ne sera pas plus exécutée que celle de 1841. Eh bien, l'autorité municipale s'est exprimée ainsi :

« L'autorité municipale de Paris s'est ainsi chargée de démontrer l'indispensable nécessité d'un règlement qui fît disparaître ces tristes obstacles. La démonstration a duré six ans; six ans a duré le dommage, et le règlement réparateur n'a point paru! »

Eh bien, le Gouvernement, sollicité de s'en occuper, n'a rien fait, n'a pas même répondu à la municipalité de Paris.

Messieurs, je le disais en commençant, je ne voulais pas parler à cette occasion; mais, comme il a été question de moralité, j'ai cru qu'à l'issue d'une longue discussion à laquelle nous avons presque tous assisté, et où il a été démontré que, s'il y avait moralité, ce n'était pas de la part du Gouvernement, j'ai cru devoir vous soumettre quelques observations, vous dire que, s'il y a moralité, c'est dans le peuple, et que, s'il y a immoralité, c'est dans le Gouvernement.

M. le PRÉSIDENT. — La Chambre jugera sans doute convenable de fermer la discussion générale.

De toutes parts. Oui! oui!

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion générale est fermée.

Avant de passer à la discussion de l'article 1^{er}, pour bien apprécier la question, je dois une explication à la Chambre.

L'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1841 limitait l'application de ces dispositions à certaines manufactures déterminées. Le projet du Gouvernement déclarait les dispositions de la loi applicables dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers. Le projet de la commission déclare

ces dispositions applicables dans tous les établissements occupant au moins dix personnes de tout âge et de tout sexe, ou cinq personnes, enfants, adolescents ou femmes.

C'est sur l'amendement de la commission que la discussion devra s'ouvrir.

M. le duc d'Harcourt avait demandé la parole.

M. LE DUC D'HARCOURT. — Je serais bien aise que la discussion fût remise à demain, car l'heure est déjà avancée. (*A demain! à demain!*.)

La séance est levée à cinq heures moins un quart.

.....

SÉANCE DU MERCREDI 16 FÉVRIER. 1848

PRÉSIDENT DE M. BARTHE, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Délibération sur les articles du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers. Art. 1^{er} : MM. le duc d'Harcourt, le baron Dupin, rapporteur, le comte d'Argout, Girard, le comte Pelet de la Lozère, Legentil et le comte de Castellane. Rejet de l'amendement de la commission et adoption de l'article du Gouvernement. — Paragraphe additionnel de M. Renouard : MM. Renouard, Barbet, le baron de Barante, le baron Feutrier, Laplagne-Barris, le rapporteur, le comte Desroys, le duc de Broglie, le Ministre de l'agriculture et du commerce, le vicomte Duchâtel, le marquis Turgot, le comte Philippe de Ségur, le comte Portalis, le marquis de Laplace, Renouard, Persil, Anisson-Duperron, le comte d'Argout, le vicomte Pernety. — Projet de résolution.

Délibération sur les articles du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers.

M. le PRÉSIDENT. — La Chambre va reprendre la discussion sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. La discussion générale a été fermée; nous sommes arrivés à l'article 1^{er}; je vais en donner lecture à la Chambre :

« Art. 1^{er}. Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers. »

Maintenant voici l'amendement proposé par la commission :

« Article 1^{er}. Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront appliquées dans les manufactures, les fabriques, les usines, les chantiers et ateliers, occupant au moins dix personnes de tout âge et de tout sexe, ou cinq personnes, enfants, adolescents ou femmes.

« La même application continuera pendant un an, après le jour où ces

établissements cesseraient d'occuper l'un ou l'autre de ces deux nombres de travailleurs.

« Les nombres ci-dessus pourront être réduits par voie de règlement d'administration publique. »

M. le duc d'Harcourt a la parole.

M. le duc d'HARCOURT. — Messieurs, déjà dans la discussion générale plusieurs membres ont parlé en faveur de l'application plus large et plus complète du principe de la loi : c'est ce principe que je viens défendre dans l'article soumis en ce moment à votre discussion.

L'article, Messieurs, soumis en ce moment à votre discussion, tel au moins qu'il a été modifié par la commission, me paraît présenter une lacune fâcheuse et préjudiciable, en excluant du bénéfice de la loi les ateliers qui comporteraient moins de dix ouvriers, c'est-à-dire précisément ceux qui, à mes yeux, ont le plus besoin de l'appui et de la protection du Gouvernement.

Un pair. — C'est vrai !

M. le duc d'HARCOURT. — Les grands ateliers, Messieurs, sont connus de tout le monde, ils sont connus de tout le quartier qui les environne; on sait tout ce qui s'y passe, et s'il y avait quelques sévices, quelques mauvais traitements contre les ouvriers, personne n'en ignorerait, et l'opinion publique, si elle n'était pas en état d'en faire justice, au moins serait tout à fait en mesure de les signaler à la répression et à la vigilance du Gouvernement. D'ailleurs, ces grands ateliers eux-mêmes, qui sont composés souvent de plusieurs centaines d'ouvriers, sont fort intéressés à en avoir. Si ces ouvriers y étaient maltraités, il est bien clair qu'ils iraient chercher fortune ailleurs, ce qui causerait de très grands préjudices aux chefs d'atelier, qui, par conséquent, ont besoin de les traiter avec mesure et tempérament.

Il n'en est pas de même des chefs des petits ateliers, Messieurs; ceux-là sont des hommes ordinairement peu fortunés qui, par conséquent, sont assez disposés à réparer par le travail excessif de leurs employés les torts de la fortune à leur égard. Ces ouvriers eux-mêmes sont souvent des hommes qui n'ont pas pu trouver à se placer ailleurs, qui sont, par conséquent, plus dans la misère, dans le besoin, plus à la merci de leurs maîtres; ces maîtres vont souvent les recruter chez des parents : ils ont donné des indemnités à ces père et mère pour avoir plus de droit sur les enfants, et il est assez naturel de penser qu'ils chercheront à retrouver avec usure, dans le travail excessif de ces enfants, le plus d'argent qu'ils ont déjà donné à leur père et mère. Tout cela fait que cette classe d'ouvriers est composée de gens qui sont plus dans la misère, plus dans le besoin, plus isolés, plus à la merci de leurs maîtres, plus ayant besoin de la protection du Gouvernement; et c'est précisément ceux-là qu'on exclut du bénéfice de la loi : il me semble qu'il y a là une véritable anomalie.

Si je tiens ce langage, ce n'est pas seulement une théorie que je veux faire adopter, c'est qu'en général, par ma propre expérience, j'ai eu occasion de rencontrer les inconvénients que je signale aujourd'hui.

M. le Rapporteur a bien prévu cette objection; il a cherché à la résoudre et à y répondre; mais il me semble qu'il a présenté à cet égard des arguments qui ne sont pas très concluants.

Que dit M. le Rapporteur? Quel est le seul argument qu'il présente en faveur de cette disposition? Nous avons, dit-il, une surveillance déjà fort éten due; si vous l'étendez encore, vous la rendez moins efficace.

Assurément, Messieurs, dans cette opération du Gouvernement, comme dans toute autre qu'il peut faire, il est naturel, il est bon, il est utile qu'il ait tous les moyens de surveillance, de contrôle; nous sommes très disposés à les lui donner nous-mêmes, autant qu'il est en notre pouvoir; mais cela est-il une raison pour créer une injustice, pour la consacrer dans la loi, pour intro duire dans cette loi une exclusion, et une exclusion précisément au préjudice de ceux qui ont le plus besoin de l'appui et de la protection de la loi?

Et, en supposant même que ces moyens de surveillance fussent insuffi sants, serait-ce une raison de s'interdire par la loi elle-même les moyens, plus tard, d'y porter remède? Je ne le crois pas.

On n'a jamais agi de la sorte. Quand vous avez fait une loi, par exemple, sur l'instruction primaire, et que vous vous êtes occupés de l'instruction des enfants, comme nous nous occupons aujourd'hui de leur travail, est-ce que vous avez fait une chose de cette espèce? Vous assumiez aussi un très grand fardeau, vous aviez besoin de très grands moyens de surveillance.

Est-ce que vous avez été obligés, pour cela, de faire des catégories dans la loi, et de déclarer que vos moyens de surveillance étaient insuffisants; qu'il y aurait une classe à qui l'instruction serait donnée et une autre à qui on la refuserait? Certainement, s'il en eût été ainsi, on aurait déclaré que c'était là une véritable injustice; c'est cependant ce qu'on fait aujourd'hui.

Mais cette insuffisance des moyens de surveillance, alléguée par M. le Rapporteur, le seul argument qu'il présente en faveur de sa disposition nou velle, cette insuffisance est-elle elle-même bien véritable, bien fondée, bien réelle? Et, avant de constater l'insuffisance, ne serait-il pas opportun d'avoir épuisé tous les moyens possibles d'y apporter remède? A-t-on bien profité de tous les moyens qu'on avait à sa disposition? Je vois, au contraire, qu'il y en a beaucoup dont on ne profite guère; je pourrais en signaler quelques-uns.

Ainsi, par exemple, vous avez pris une disposition dont vous pouvez ap précier aujourd'hui les utiles résultats, dont vous avez fait une heureuse expérience : c'est celle des écoles du soir. Les écoles du soir, comme vous savez, ont eu des résultats très utiles. Ces écoles, non seulement ont pour but de donner l'instruction aux enfants, c'est bien là leur premier but prin cipal; mais elles en ont encore un autre, c'est de procurer quelques délasse ments aux enfants, c'est de faire qu'à l'heure donnée, le travail manuel devra cesser, et qu'on ne les accablera pas plus tard d'un travail excessif. Eh bien! pourquoi n'appliquez-vous pas une aussi bonne mesure aux ouvriers des petits ateliers, mesure qui vous donnerait la certitude qu'on ne les accablera pas de trop de travail? Non seulement vous feriez là une très bonne opération, mais vous exerceriez aussi une surveillance très utile que vous ne pourriez peut-être pas avoir ailleurs. Quand vous voulez faire surveiller un atelier en y envoyant un inspecteur, la première chose qu'il y a à faire, c'est de ques tionner les ouvriers sur leur situation, sur leur travail, leurs habitudes. Croyez-vous que des ouvriers qui sont sous la férule de leurs maîtres, qui pourront être renvoyés de leur atelier le lendemain s'ils rendent un mauvais

témoignage de leurs maîtres, croyez-vous qu'ils vous diront la vérité tout entière? Certainement non! Tandis que, si ces ouvriers étaient isolés, loin de leur maître, vous pourriez les questionner, et alors vous en tireriez certainement la vérité ou au moins des renseignements utiles.

Voilà pour un moyen de surveillance; mais il y en a encore d'autres!

M. le Rapporteur, dans le cours de son rapport, a rendu hommage, avec beaucoup de raison, aux sociétés de patronage et de bienfaisance; car, quoi qu'on en puisse dire, ceux qui s'occupent du bien de l'humanité uniquement par zèle et par dévouement le font bien mieux que ceux qui ne s'en occupent que pour un salaire. Eh bien! les sociétés de patronage sont toujours prêtes, elles sont à votre disposition, et vous pouvez en tirer un secours très utile et très efficace. Mais il semble que, par les prescriptions de la loi, on ait voulu rendre leur concours inutile. En effet, par ces prescriptions, on a dit que ce concours ne pourrait être effectué que de concert avec les chefs d'atelier. Il semble que par cette restriction on ait voulu défaire d'une main ce qu'on avait fait de l'autre. Car il est clair que les chefs d'ateliers qui auront des éloges à recevoir ouvriront leurs portes à deux battants, tandis que ceux qui auront à redouter quelque censure, quelque réprimande, n'accepteront pas la surveillance; ils trouveront toujours un prétexte pour le faire, et ce prétexte, vous le leur avez fourni vous-mêmes. Vous avez dit que, au nom des motifs de religion, on pourrait décliner la surveillance. Mais vraiment c'est là un argument qui ne vaut pas la peine d'être réfuté.

Comment peut-on croire que des hommes qui auraient assez peu de sentiments d'humanité pour accabler de travail de malheureux enfants, dans leur intérêt personnel, seront bien préoccupés de sentiments religieux! Mais leur religion, à eux, c'est le lucre et l'amour du gain; et quand bien même ils n'auraient aucune religion, ils se serviraient de ce prétexte pour arrêter la surveillance. C'est donc là une disposition vicieuse.

Il y a encore un autre moyen de surveillance dont je ne fais pas l'objet d'une proposition formelle, parce que je n'ai ni les connaissances ni l'autorité nécessaires pour cela; mais je déclare que j'en ai parlé à des hommes graves et à des personnes haut placées dans l'Université, et qui regarderaient cette mesure comme fort utile : ce serait de se servir des inspecteurs de l'instruction primaire pour surveiller les petits ateliers; ces inspecteurs pourraient remplir cette fonction sans une grande surcharge de travail, avec des frais moindres de la part du Gouvernement.

Vous voyez donc, Messieurs, qu'il existe plusieurs moyens de surveillance dont on ne s'est pas servi jusqu'ici, et dont on pourrait utilement profiter; et quand bien même ces moyens seraient efficaces, ce ne serait pas encore un motif suffisant pour établir dans la loi les privilèges de deux catégories, et pour créer un principe d'exclusion préjudiciable à ceux qui, précisément, ont besoin de l'appui et de la protection de la loi.

Par ces motifs, je propose de repousser l'article de la commission et d'adopter celui du Gouvernement.

M. le baron DUPIN, *rapporteur*. — Je demande à présenter de courtes explications pour montrer qu'il n'y a pas de différence capitale entre la proposition primitive et l'amendement de votre commission.

D'abord il est évident qu'ici les intentions du Gouvernement et celles de la commission sont exactement les mêmes. Notre désir unanime est de protéger l'enfance; nous désirons arriver ensemble à la protection la plus efficace et la plus complète. La seule chose qui nous a divisés, c'est que le Gouvernement croit pouvoir y parvenir dès cet instant, tandis qu'à nous il nous paraît plus prudent et plus efficace d'y parvenir suivant les degrés dont nous laissons l'appréciation sage et bienveillante au Gouvernement lui-même.

Remarquez quel changement s'est opéré dans les idées. Si l'on en croit les orateurs qui maintenant traitent sur cette matière, il ne faudrait pas même s'occuper des grands ateliers. Les grands ateliers, on vient de le dire, la notoriété publique les surveille. Enfin les directeurs des grands établissements ont l'intérêt le plus puissant à se montrer bienveillants.

Je consulte le passé; c'est l'état où se trouvait la grande industrie chez le peuple qui nous a donné l'exemple du progrès. Au moment même où le père de sir Robert Peel a présenté son bill, il se commettait de si graves excès chez les fabricants considérables, que cet homme bienfaisant, l'un des plus grands manufacturiers du Lancastre, s'est placé sur la brèche et n'a pas craint de proposer une loi pour réprimer des excès devenus notoires pour tout le monde. En France, il y a huit ans, même chose est arrivée; des plaintes ont éclaté de toutes parts. Un tiers de siècle plus tard, en France, vous voyez que la Société industrielle de Mulhouse, qui était un des centres, un des foyers manufacturiers les plus considérables, où les abus étaient moins graves qu'ailleurs, était en voie de réclamer, au moyen de pétitions adressées aux deux Chambres, une loi de répression contre ce genre d'abus. Cette loi fut promise, et bientôt après présentée. On a commencé par les plus grandes manufactures. Il est très simple que les personnes atteintes aient dit: Vous m'atteignez par exclusion, alors qu'il y a d'autres personnes, d'autres ateliers que vous devriez aussi atteindre. Il nous a paru qu'il y avait là quelque chose de juste. Et d'abord, dans le cercle de la loi de 1841, M. le Ministre nous a dit qu'elle s'appliquait à peu près à 80,000 personnes.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — 80,000 enfants.

M. LE RAPPORTEUR. — Sans doute, puisque cette loi ne concerne que les enfants.

M. le comte d'ARGOUT. — Je demande la parole.

M. LE RAPPORTEUR. — Il est bien évident qu'on a trouvé de grands obstacles pour exercer une surveillance; et ces obstacles, nous admettons qu'ils fussent plutôt inhérents à la nature des choses qu'à la nature du Gouvernement; s'ils étaient inhérents à la nature des choses, ils étaient certainement considérables. Or, croyez-vous que ce sera par une simple modification de l'article 2; que ce sera, par exemple, en changeant huit heures de travail en six heures que toutes les difficultés disparaîtront? Non. Il n'y a pas seulement des difficultés pour les enfants, il y en a aussi pour les adolescents; et lorsqu'on a poursuivi les personnes, lorsqu'on les a condamnées sévèrement, lorsqu'on a condamné, l'hiver dernier, un des plus grands fabricants de l'Aisne, parce qu'il faisait travailler les enfants *treize heures* par jour (c'est au tribunal de Guise que la condamnation a eu lieu contre un fabricant qui

faisait travailler 30 enfants ou adolescents), vous voyez bien que non seulement on violait la loi pour les enfants, mais aussi pour les adolescents.

Les difficultés pour les grands établissements! Mais elles sont de nature à se reproduire périodiquement. Ainsi ce n'est pas quand l'industrie est dans la détresse qu'il est difficile d'exécuter la loi. En France, comme en Angleterre, quand l'industrie est dans la détresse, les manufacturiers ne cherchent pas à rendre plus longue la journée de travail; et souvent ils la restreignent, au contraire, alors par humanité. Ainsi, en Alsace, c'est un exemple que j'ai cité, on a souvent, dans les crises, réduit généralement la longueur de la journée plutôt que de congédier des ouvriers qui, sans cela, seraient morts de faim; cela était éminemment moral.

Mais quand le commerce reprend, quand l'activité renaît, les difficultés sont immenses, parce qu'il y a une tendance infinie, alors qu'on reçoit de grandes commandes, à rendre la journée plus longue. C'est ce qu'on a vu en Angleterre, où il y a une inspection très puissante. La surveillance du travail des enfants ne présente des difficultés réelles que lorsque le commerce est devenu très prospère; alors il a fallu multiplier les procès au delà de toute proportion; il a fallu, dans un court laps de temps, faire prononcer deux mille condamnations, et l'on a fait payer 100,000 livres sterling d'amendes aux délinquants.

Cela vous démontre que les choses ne vont pas si naturellement d'elles-mêmes dans les grandes fabriques, qu'il suffit, pour les surveiller, de la notoriété publique, ainsi que nous le disait notre honorable collègue. Il était, au contraire, indispensable d'établir non seulement une surveillance active, mais encore une répression sévère.

Que faisons-nous? Peut-on dire que nous restreignons la loi, lorsque nous parlons d'un état de choses très rétréci, qui ne comprend que des établissements ayant plus de vingt ouvriers, et que nous l'abaïssons de deux manières, d'une part à dix ouvriers, de l'autre à cinq personnes, etc., enfants ou adolescents, filles ou femmes réunis : ce qui comporte les deux tiers des ateliers.

Ne croyez pas qu'avec le projet de loi tel que nous l'indiquons, la surveillance soit peu considérable. Vous allez voir quelle en est l'étendue. Si l'on calcule le nombre des enfants qui appartiennent aux professions industrielles, en mettant l'agriculture de côté, depuis 8 ans jusqu'à 16 ans, en retranchant les personnes qui n'ont pas besoin de travailler pour vivre, on trouve 2,400,000 enfants. Si maintenant on veut étendre la loi jusqu'aux filles et aux femmes de tout âge, il y aura très probablement 800,000 enfants soumis à la loi.

Aujourd'hui, il y en a seulement 80,000; nous aurons donc décuplé ce nombre. Mais ce n'est pas tout : pour l'amendement que nous avons introduit, et qui a été accepté par M. le Ministre du commerce, à l'égard des filles et des femmes, la surveillance ne s'étendra pas seulement à 800,000 enfants; mais, en outre, à 4 ou 5 millions de femmes ou de filles qui sont susceptibles de travailler dans tous les ateliers industriels. Eh bien! si vous restreignez à cinq personnes, enfants, adolescents, filles ou femmes, le nombre des travailleurs des petits ateliers, au lieu d'avoir dans toutes ces

catégories 8 millions d'individus, vous en aurez peut-être 2 ou 3 millions à surveiller pour commencer.

Lorsqu'on éprouve déjà tant de difficultés pour surveiller 80,000 individus, lorsque l'inspection n'est pas encore exécutée d'une manière efficace, malgré tout le désir qu'a, j'en suis sûr, M. le Ministre d'avoir une bonne inspection, une forte et puissante inspection, plus efficace que celle qui n'est pas suffisante depuis sept ans, quel embarras ne trouvera-t-on pas quand il faudra débiter, sous prétexte de généralité, par la surveillance d'un si grand nombre de personnes, de tant de millions d'individus ! Croyez-vous que cela soit prudent, et que votre loi, telle qu'elle est conçue, pourra recevoir une exécution efficace ? Voulez-vous qu'on affiche dans les ateliers les règlements ? Mais, dans les petits ateliers qui ont un ou deux apprentis, les maîtres ne savent ni lire ni écrire ; et c'est pourtant à ces personnes que vous remettez des règlements, pour que, après en avoir pris connaissance comme ils le pourront, ils les affichent dans les ateliers. Je désire que la Chambre soit bien convaincue que si nous nous trompons, si nous avons tort d'avoir cette prudence, nous n'en serons pas moins charmés de reconnaître notre erreur. Si, dès à présent, on veut faire jouir du bénéfice de la loi toutes les personnes qui en sont susceptibles, personne n'en éprouvera plus de satisfaction que votre commission. C'est le but vers lequel nous tendons, et nous y tendons si efficacement, que nous laissons à M. le Ministre du commerce un plein pouvoir, un pouvoir plus grand qu'il n'a jamais eu, par le dernier paragraphe de l'article 1^{er}. Nous lui laissons la faculté, au moment où il le jugera convenable, où il croira son inspection suffisante, lorsque des rapports bien authentiques lui seront faits, nous lui laissons la faculté d'étendre à l'instant même la loi à telle ou telle catégorie de personnes, et d'arriver du double au triple, au quadruple ; d'arriver enfin, dès qu'il le voudra, jusqu'aux moindres ateliers. Il est une dernière objection à laquelle je réponds. Me dira-t-on : Vous donnez la faculté au Ministre, il n'en usera pas. Je réponds : Il en usera, parce que tous les grands manufacturiers désirent naturellement que toutes les conditions qu'ils subissent pour leurs manufactures soient rendues universelles, afin qu'il ne puisse pas y avoir la plus légère différence entre la situation d'un enfant dans les plus petits ateliers et dans les plus grands : ils croient que cela leur est avantageux, je ne le nie pas ; c'est même un but auquel je désire qu'on arrive ; et, comme les intérêts de grands manufacturiers sont engagés dans cette question, je n'ai pas à cet égard la plus légère inquiétude.

Il en serait bien différemment s'il fallait, au contraire, que les ateliers réclamassent auprès du Ministre pour obtenir une assimilation qui ne serait pas dans les idées, dans l'intérêt des grands manufacturiers, des hommes puissants dans les grands corps politiques. . .

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Le justice est égale pour tous.

M. le baron DUPIN. — La justice est égale pour tous ; théoriquement, oui. Cela n'empêche pas que, dans le bienheureux état social où nous vivons, il soit bien difficile de prétendre que, la justice étant égale pour tous, il soit indifférent que ce soient les petits, les faibles, les pauvres qui demandent une mesure, qui seront sans influence prépondérante lorsqu'ils réclameront l'éga-

lité ou que ce soient des gens puissants dans l'électorat, dans l'éligibilité, dans la Chambre des députés, dans la Chambre des pairs. Vous croyez que, la justice étant égale pour tous, ces voix ne sont pas plus puissantes, pas plus influentes que celle d'un pauvre individu qui n'a qu'un apprenti, et qui sortira de son septième étage pour réclamer avec une puissance égale à celle des grands manufacturiers ! Il y a égalité dans la loi, oui ; mais vous ne pouvez pas dire qu'il y ait égalité dans la richesse, le crédit et l'influence.

Vous voyez qu'ici notre désir est le même que celui de M. le Ministre. Nous, commerçants, nous souhaitons qu'on arrive le plus tôt, mais le plus prudemment possible, à cet état d'exécution générale. Notre sécurité est complète, je le répète, parce que ce sont les grands, les puissants qui auront intérêt à faire généraliser la loi. Je m'en rapporte à leur puissance.

Par conséquent, nous ne pensons pas qu'il y ait d'inquiétude à avoir ; mais, dans tous les cas, si notre opinion ne triomphait pas, nous n'aurions qu'une chose à dire : nous ne nous regarderions pas comme vaincus si les mesures qui nous plaisent, parce qu'elles sont bonnes, étaient étendues, plus vite que nous ne le voudrions dans l'intérêt de la prudence, mais pour arriver vers un but que nous avons démontré, je l'espère, depuis dix mois avec énergie ; nous pensons que la Chambre ne méconnaîtra pas nos intentions à ce sujet.

M. le comte d'ARGOUT. — Quelques mots seulement pour appuyer la proposition du Gouvernement et combattre celle de la commission. J'ai entendu avec bonheur l'honorable rapporteur dire que ses intentions, celles de la commission et celles du Gouvernement étaient identiques, qu'ils voulaient la même chose, qu'ils marchaient au même but.

J'accepte cette déclaration avec plaisir, mais je déclare en même temps que, dans ma conviction, il y a la différence du jour à la nuit entre les conséquences morales du texte du projet de loi et les conséquences morales du texte de la commission ; et voici pourquoi.

Messieurs, les lois n'ont d'autorité morale, dans notre pays, qu'autant qu'elles sont logiques et équitables. Le plus puissant moyen pour qu'elles soient exécutées, c'est qu'elles aient la confiance du pays tout entier, c'est que le pays tout entier proclame leur justice. Quand elles présentent, au contraire, des contradictions choquantes, des règles arbitraires, elles tombent dans le discrédit ; il s'élève une espèce de lutte morale contre l'exécution de ces lois. Tous ceux qu'elles atteignent cherchent à s'y soustraire, et définitivement, quels que soient les efforts de l'administration, elles demeurent inexécutées.

Voilà le principe duquel je pars.

Maintenant, je me demande ce qu'ont voulu faire les bills qui ont été promulgués en Angleterre depuis 1802 jusqu'en 1847 ; qu'avons-nous voulu essayer par la loi de 1841 ? Nous avons voulu essayer de réprimer un abus plus ou moins fréquent, plus ou moins immoral, plus ou moins révoltant, qui existait à un degré plus ou moins fort dans les grandes et dans les petites manufactures, et qui consistait à faire travailler les enfants au delà de leurs forces, et de manière à tarir la source de leur vie elle-même ou à les condamner à une existence débile ou malade ; voilà quel a été le but de toutes ces lois ; mais, messieurs, quelle en est la conséquence, la conséquence

logique, nécessaire, pour ainsi dire? Cette conséquence nécessaire, c'est que, du moment où l'on veut prévenir un acte de cruauté, un acte d'inhumanité, il faut que la loi soit applicable, soit secourable pour tous les enfants qui sont exposés à ces sévices où à ces excès de travail.

Ce n'est pas ainsi qu'on a procédé en Angleterre, et tout à l'heure je chercherai à expliquer pourquoi. En France, nous avons imité ce qu'avait fait l'Angleterre; vous avez rendu, en 1841, une loi qui ne frappe que les ateliers de vingt personnes. Qu'en est-il résulté? C'est que vous avez établi une contradiction choquante avec le principe que vous aviez posé; c'est que la loi n'atteignait que certains ateliers, et ne frappait pas certains autres; que tel fabricant considérable était soumis à l'exécution de la loi, et que tel autre fabricant qui n'avait quelquefois qu'un ouvrier de moins et qui demeurait porte à porte, n'y était pas assujéti.

Je n'affirmerai pas avec autant de certitude que l'a fait M. le duc d'Harcourt que les abus, dans les petits ateliers, soient beaucoup plus nombreux que dans les grands; mais cependant je suis porté à penser que la surveillance publique s'exerce avec plus d'efficacité sur les grands ateliers que sur les petits, et que, dans les cas assez rares, heureusement, où la justice a eu à sévir contre les cruautés exercées contre les enfants, presque toujours cela a été dans de petits ateliers; naturellement, à raison de leur exigüité même, ils sont soustraits à la surveillance.

Eh bien, Messieurs, on a rendu cette loi de 1841 incomplète, illogique; ce n'est pas l'acte d'inhumanité qu'elle frappe, mais seulement les actes de cette nature qui ont été commis dans un lieu déterminé, avec un nombre d'assistants plus ou moins considérable.

A côté du lieu où cette mauvaise action a été commise, des actions cent fois pires encore peuvent se commettre sans qu'elles soient atteignables. Je dis que, par cela même, la loi de 1841 est immorale.

Mon honorable ami M. Cunin-Gridaine, après avoir bien réfléchi sur toutes ces matières, après avoir recueilli tous les renseignements qu'il était en son pouvoir de se procurer, après avoir fait tout ce qui était possible de faire pour exécuter la loi de 1841, a reconnu ce vice de la loi. Qu'est-ce qu'il a fait? Il a proposé de la généraliser. Eh bien, c'est précisément cette généralisation à laquelle la commission s'oppose.

La commission présente trois objections: je vais les passer rapidement en revue. La première de ces objections est celle-ci: nous laissons au Gouvernement la faculté de suppléer aux lacunes que nous maintenons dans notre rédaction.

M. le Ministre aura la faculté de provoquer un règlement d'administration publique, c'est-à-dire un règlement délibéré dans le Conseil d'État, toutes les sections réunies, pour soumettre les ateliers de dix personnes et au-dessous aux pénalités portées par la loi.

Mais qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'on ne reconnaît pas le principe de la loi, qui est de flétrir, de punir tout acte de cruauté, en quelque lieu et en quelque circonstance qu'il soit commis; et en effet, on laisse au Gouvernement la faculté de compléter la loi ou de la laisser incomplète. C'est là, à mon sens, le grand vice de cette rédaction. Elle n'atteint

qu'une partie du mal; elle accorde l'impunité à un certain nombre de coupables.

Un autre argument a été présenté. Vous voyez, dit-on, toutes les peines que vous avez éprouvées pour faire exécuter une loi qui ne s'appliquait qu'aux ateliers de vingt personnes et au-dessus, et maintenant vous voulez descendre dans l'examen de ce qui se passe dans les ateliers de trois, quatre et cinq individus. Vous n'en viendrez pas à bout.

A cela je réponds qu'alors même que la loi serait stérile en ce qui concerne ces derniers ateliers, cependant elle flétrirait tous ceux qui abuseraient du travail des enfants, dans les ateliers composés d'un très petit nombre d'ouvriers; tous les ateliers seraient atteignables par la loi, et par conséquent beaucoup d'entre eux éviteraient l'abus, alors même que la surveillance du Gouvernement serait inefficace. La crainte suppléera à la malveillance.

Mais je soutiens, moi, qu'elle ne sera pas inefficace; voici pourquoi : les conditions de concurrence doivent être les mêmes sur tous les points du royaume et pour toutes les industries; ce principe a été méconnu par la loi de 1841, et vous voulez maintenant cet inconvénient grave par votre rédaction; car cette rédaction soumet certains ateliers à certaines restrictions, tandis que d'autres ateliers en sont affranchis, ce qui établit entre eux des conditions différentes de production. Mais, quand vous les aurez soumis aux mêmes règles, alors vous encouragerez tous les ateliers à exercer une surveillance les uns sur les autres. Les plaintes, les réclamations, surgiront de la part des manufacturiers les plus humbles, comme des ateliers les plus considérables : quand ils sauront que ce qui se pratique chez leurs voisins leur est dommageable à eux-mêmes, l'intérêt viendra au secours de l'humanité.

Je dirai de plus que je ne vois pas cette impossibilité dont on fait tant de bruit, de visiter les petits ateliers, de vérifier ce qui s'y passe. Prenez donc garde que nous sommes au début de la carrière; la perfection ne se jette pas au moule; toutes les lois, toutes les mesures administratives qui ont besoin d'une exécution rigoureuse ne marchent que lentement et progressivement. Pour ma part, je ne désespère pas qu'avec des inspections bien organisées, échelonnées de degré en degré, on ne vienne à bout, si ce n'est de réprimer toutes les infractions à la loi, du moins d'en réprimer le plus grand nombre; et si on devait s'abstenir de prendre une mesure parce que, dans certains cas, elle peut être éludée, je dirais qu'il en est de même de toutes les lois pénales possibles : les lois contre le vol n'atteignent pas tous les voleurs, mais elles répriment le plus grand nombre; les lois contre les rixes, les blessures, les meurtres, n'atteignent pas tous ceux qui commettent des délits de cette nature, mais elles en atteignent un grand nombre; elles garantissent la société, elles avertissent les criminels de s'abstenir, de s'observer, de ne pas se mettre sous le coup de la loi. Voilà ce que font toutes les lois.

Je reviens à ce qu'on a dit sur l'Angleterre, parce qu'on nous en a souvent parlé; l'honorable rapporteur lui-même, non pas tout à l'heure, mais hier, dans son exposé de motifs, que j'ai lu avec beaucoup d'attention, en parle également.

Messieurs, je crois qu'il ne faut pas confondre du tout la situation de l'Angleterre avec la nôtre. L'esprit des deux pays est essentiellement différent. En Angleterre, et probablement l'honorable rapporteur le sait mieux que moi, il y a un respect superstitieux pour la lettre de la loi; en Angleterre, chose étrange, pour un peuple si ingénieux, on généralise rarement les questions; elles ne sont guère que des expédients pour remédier à un mal spécial. Quand la loi parle, tout est dit; et quand bien même elles renfermeraient des contradictions ou de grandes lacunes, les lois sont rendues : cela suffit pour qu'on leur obéisse. (Dénégations de M. le rapporteur.)

Messieurs, c'est mon opinion, et je dis qu'en général cela est vrai. Toutefois il y a certainement des infractions à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures en Angleterre. Il suffit de parcourir les publications qui ont lieu, et entre autres le rapport de l'honorable M. Horner, que j'ai lu avec beaucoup d'attention pour en avoir la certitude. Mais je dis qu'en général les lois sont scrupuleusement respectées en Angleterre, alors qu'elles seraient illogiques et incomplètes. En France, nous avons l'esprit plus logique et des sentiments d'humanité beaucoup plus expansifs. Quand notre esprit n'est pas satisfait, quand nous voyons dans la loi des contradictions flagrantes, il arrive presque toujours que cette loi tombe en désuétude.

Ainsi, pour ma part, de ce qu'en Angleterre on a fait des lois pour les filatures de coton et de tissage des matières textiles, tandis qu'il n'en existe aucune pour ce qui concerne la soie et pour beaucoup d'autres industries, je n'en puis tirer cette conséquence qu'il faille imiter un pareil exemple. Ces contradictions peuvent passer en Angleterre, mais non pas chez nous. Les deux peuples sont fort différents quant à leurs sentiments et à leur manière de procéder. Du reste, supposant qu'on ait mal fait en Angleterre en admettant des lois incomplètes, est-ce là un motif qui nous porterait, nous, Chambre française, à adopter un principe vicieux ? Non, nous ne devons chercher à imiter nos voisins que quand ils font mieux que nous; mais, du moment qu'ils font moins bien, nous ne devons plus suivre leur exemple : il nous faut agir de nous-mêmes.

Un dernier mot, Messieurs. Voilà ce qui pourrait résulter du texte de l'amendement de la commission. Je suppose une manufacture existante aujourd'hui, contenant douze ouvriers. La veille de la promulgation de la loi, le chef de cette manufacture, pour se trouver exempt de l'application, réduira à neuf le nombre des enfants, et il rejettera sur ceux qu'il gardera dans sa fabrique tout le travail qu'il perdrait par le renvoi de ces trois ouvriers, c'est-à-dire qu'alors il n'aura plus que neuf ouvriers dans la manufacture; les enfants, qui ne travaillaient jusque là que dix heures par jour, il les fera travailler douze pour compenser la perte, et la loi accorderait l'impunité aux manufacturiers qui auraient aggravé, doublé la dureté de ces procédés envers ces malheureux enfants ! Je repousse de toutes mes forces une pareille combinaison.

Je suis donc d'avis qu'il faut adopter la rédaction du Gouvernement, et que, tout en remerciant la commission de ses louables intentions, en la remerciant aussi de l'excellent travail qu'elle a produit, nous devons rejeter la rédaction qu'elle propose. (Marques d'approbation.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le projet du Gouvernement propose d'appliquer les dispositions de la loi du 22 mars 1841 à toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers.

La parole est à M. Girard.

M. GIRARD. — Messieurs, je ne me permettrai pas de prendre la parole au point où en est arrivée la discussion. (Pourquoi pas ? — Parlez ! parlez !)

Messieurs, l'état avancé de la question me semblait faire un devoir de ne pas prendre la parole. Cependant, si j'insiste un instant, c'est pour demander à la Chambre la permission de lui présenter quelques observations particulières.

Je tenais essentiellement à faire remarquer à la Chambre que la loi de 1841, ainsi que le système présenté par la commission, laisse complètement en dehors de son action une très grande et une très essentielle portion de l'industrie française.

Cette première observation indique de ma part l'intention de combattre la proposition de la commission ; cependant j'ai l'honneur d'en faire partie ; mais je ne crois pas blesser les convenances, en venant dire à cette tribune ce que j'ai eu l'honneur de dire, sans succès à la vérité, à mes honorables collègues de la commission.

La loi de 1841 et le système de la commission s'occupent essentiellement des grands établissements industriels ; on peut même dire que son principal point de vue était les établissements marchant au moyen d'un moteur mécanique ou à feu continu. C'était une grande classification de l'industrie ; et il aurait été peut-être logique de s'arrêter à ce point, parce qu'en effet les grands établissements industriels marchant par un moyen mécanique ou à feu continu pouvaient nécessairement entraîner les ouvriers qui travaillent concurremment au moteur mécanique à abuser de leurs forces. Mais dès que la loi est entrée dans la surveillance des petits ateliers marchant sans moteur mécanique, il a pu devenir alors beaucoup plus raisonnable et beaucoup plus utile de demander la généralisation de la loi, de demander que la loi établît sa protection sur tous les enfants employés par l'industrie.

Quelle est, dans le système de la loi de 1841 et dans le système de la commission, quelle est cette grande portion de l'industrie française qui est en dehors de la loi ? C'est à peu près tout le tissage des étoffes, et essentiellement le tissage des étoffes de soie, et essentiellement encore les grandes villes manufacturières du Midi, en tête desquelles je placerai simplement la ville de Lyon et toutes ses dépendances. Dans la plupart de ces villes qui s'occupent du tissage des soies et des préparations accessoires, l'industrie ne procède jamais ou presque jamais par établissement manufacturier, par ces grandes maisons où, sous une seule direction, se meuvent un grand nombre d'ouvriers. C'est tout le contraire : toute cette industrie est divisée en très petits ateliers, que l'on pourrait presque appeler des ateliers de famille. Qu'est-il arrivé, depuis 1841, dans toutes les villes que je désigne ainsi ? Il y est arrivé que la loi de 1841 et tous ses bienfaits y sont restés parfaitement inconnus ; dans toutes ces villes-là, lorsque la loi de 1841 a été rendue, les autorités se sont demandé : Qu'avons-nous à faire ? et la réponse a été : Nous n'avons rien à faire, la loi n'est pas faite pour nous. Eh bien, est-il conve-

nable, est-il utile que, après la loi que nous discutons, les mêmes autorités et les mêmes intérêts puissent se dire : La nouvelle loi n'est pas encore faite pour nous, nous sommes en dehors de sa surveillance et en dehors de ses salutaires effets. J'espère, Messieurs, que la Chambre répondra qu'il est utile, au contraire, que la protection de la loi s'étende sur tous les enfants employés par l'industrie. Je cherche avec beaucoup de soin, soit dans le rapport de notre honorable rapporteur, soit dans la discussion de la Chambre, soit dans ce que nous avons entendu en dehors de cette Chambre, en prenant avis des principaux manufacturiers du royaume, je cherche avec beaucoup de soin l'objection, l'objection considérable qui empêcherait l'adoption de l'article proposé par le Gouvernement.

Y a-t-il un danger dans la loi, dont il faille préserver une partie de l'industrie française ? Oui, certes, il y aurait danger, si les dispositions de la loi n'étaient ni sages ni modérées ; si, en trop diminuant la main-d'œuvre, on en élevait le prix, et si l'on rendait par cela même les luttes que l'industrie française soutient contre la concurrence étrangère, difficiles et désavantageuses. Il y aurait également un grave préjudice de diminuer et de rendre difficile l'existence des familles ouvrières, en interdisant une trop grande portion de leur travail nécessaire. Ce sont les dangers de la loi ; mais ses dispositions sages et modérées en éloignent complètement la vraisemblance. On a beaucoup insisté sur une difficulté de l'application, et M. le Rapporteur nous disait tout à l'heure : Si la loi a été insuffisamment, difficilement appliquée, lorsqu'elle ne s'adressait qu'à 80,000 enfants, pouvez-vous admettre qu'elle sera le moins du monde appliquée lorsque vous vous adresserez à un beaucoup plus grand nombre ? Je dirai à la commission qu'elle a déjà renversé de ses propres mains l'objection ; car en soumettant à la loi les femmes et les filles de tout âge, la commission a fait à peu après ce qu'elle nous reproche de vouloir faire, elle a considérablement étendue la juridiction de la loi. En deuxième lieu, avons-nous jamais pu espérer que la loi procéderait uniquement par voie de répression et de pénalité ? Ne sera-t-elle exécutée que lorsque tous les enfants seront visités, tous les délits constatés et punis ? Ce serait impossible avec 80,000 enfants comme avec 800,000. Non, il faut considérer la loi à un autre point de vue ; ce n'est pas seulement une loi de répression ni de pénalité ; elle est, à mon avis, une grande recommandation, un grand effort fait par les pouvoirs publics pour améliorer la situation des enfants dans les manufactures. A la vérité, cette grande recommandation, ce nouveau principe proclamé, seront soutenus, sanctionnés par des exemples, par des pénalités que la loi aura autorisés ; je ne crois pas, en conséquence, qu'il faille s'arrêter à l'objection qui a été présentée. Du reste, entre l'avis de la minorité de la commission et de la majorité, il n'y a pas eu de grandes dissidences ; je reconnais même que la majorité a fait tout ce qu'elle a pu pour se rapprocher de la minorité, en étendant jusqu'aux ateliers de dix personnes l'action de la loi.

Je crois cependant que l'acte pur et simple proposé par le Gouvernement sera infiniment préférable. Il sera avantageux de ne pas exclure de la protection tutélaire de la loi une grande et essentielle portion de l'industrie française. Je bornerai là mes observations, ne croyant pas que ce soit le

moment de m'occuper de l'amendement de M. Renouard, sur lequel je demanderai la permission de m'expliquer.

M. le comte PELET DE LA LOZÈRE. — Ce n'est pas notre faute, Messieurs, s'il ne se trouve personne en dehors de la commission pour défendre cette partie de son projet, et si dans la commission elle-même il y a un dissentiment si remarquable. Cela ne doit pas nous empêcher d'ajouter quelques observations contre l'amendement, si nous les croyons importantes à présenter à la Chambre. (Parlez ! parlez !)

Or, voici quel est le but de la législation qui nous occupe : son but est de créer un nouveau genre de délits qui n'existaient pas encore. Le délit consiste à employer des enfants au-dessous d'un certain âge et au delà d'une certaine durée de temps ; à ce délit est appliqué une certaine peine : voilà l'esprit de la loi que nous discutons.

Serait-il possible, lorsqu'on aura reconnu que dans les petits ateliers cette contravention aura été commise, et l'acte sera moralement le même lorsqu'on l'aura connu par la notoriété publique, par le rapport d'un médecin, par exemple, ou par toute autre voie que l'inspection ; serait-il possible, dis-je, que le tribunal fût désarmé à raison de ceci, que l'acte aurait eu lieu dans un atelier de moins de dix ouvriers ? Cela me semble vraiment impossible.

Je dirai ensuite qu'il y a dans l'article de la commission un procédé législatif que je ne puis admettre. La commission dit au Ministre : Nous ne voulons pas généraliser ainsi que vous le proposez, nous voulons que la disposition de la loi s'applique seulement jusqu'à la limite de dix enfants par atelier. Mais si vous vouliez l'appliquer à des ateliers contenant un nombre d'enfants moins considérable, vous auriez le droit de le faire par un règlement d'administration publique.

Une voix. — La loi de 1841 procédait ainsi.

M. le comte PELET DE LA LOZÈRE. — Je le sais, mais qu'importe ! La loi de 1841 n'est pas sans doute une arche sainte, puisque vous la revisez aujourd'hui. Ce que nous prépare la commission n'est pas un procédé admissible. La loi ne peut statuer que d'une manière absolue, ses dispositions doivent être impératives, et elle ne peut remettre aux Ministres le soin de voir si elle a été bien ou mal faite, ni leur accorder, tant qu'elle existe, le droit d'y toucher, si par l'expérience ils reconnaissent que ses auteurs se sont trompés.

En deux mots, le sens moral sera satisfait par la généralité de la mesure.

Si, au contraire, cette mesure n'était pas générale, il pourrait se présenter devant les tribunaux des exemples d'impunité vraiment déplorables. C'est, selon moi, ce qu'il faut nous efforcer d'éviter.

M. LEGENTIL. — Je me serais abstenu de monter à la tribune et de demander à la Chambre quelques moments de son attention, si je n'avais eu à défendre que la généralité de l'application de la loi, car tout le monde me semble aujourd'hui disposé à l'accepter.

Si je prends la parole, c'est pour empêcher qu'il ne se mette quelque confusion dans les esprits sur les exemples qu'on a voulu tirer de la loi anglaise. Comme il sera souvent question de cette loi dans la discussion, il est

bon d'en préciser les termes, ainsi que le sens de son application, et de voir en quoi elle diffère de la loi que nous allons formuler.

La loi anglaise ne soumet à ses règlements qu'une seule nature de manufactures, celles qui sont mues par un moteur mécanique, et encore, dans ces manufactures, elle ne réglemente qu'un seul travail, celui qui s'occupe de la filature du tissage des matières textiles, le coton, le lin, le chanvre, la soie.

Quel a été, dans cette législation, le but auquel on a voulu atteindre, quels ont été les abus que la loi a voulu prévenir ?

Lorsque les manufactures ont substitué à des moteurs qui employaient la force humaine, des moteurs mécaniques, on a senti qu'il y avait là pour le fabricant un intérêt qui le poussait, presque malgré lui, à multiplier le travail pour diminuer ses frais généraux, en faisant marcher incessamment le moteur principal qui animait la fabrique. C'est l'abus qui pouvait résulter de ce nouvel état de choses qu'on a voulu corriger par la loi. Le législateur s'est peu inquiété de la nature des industries diverses; il n'a point cherché si ces industries étaient plus ou moins nuisibles à la santé des enfants; il n'a vu que l'obligation pour le travailleur d'être fatalement attaché à la roue qui tourne toujours.

Tel n'a point été le but de la législation française : elle a pris toutes les manufactures; seulement elle avait posé une limite. Il est bon de remarquer qu'une loi est intervenue dans un pays voisin, postérieurement aux lois anglaises, puisqu'elle date de 1839; je veux parler du réglement de la Prusse, qui s'est naturellement inspiré de tous les exemples qui lui avaient été fournis par l'Angleterre. Le réglement de la Prusse n'est pas entré dans une voie aussi restrictive; il a appliqué la loi à toutes les fabriques sans distinction.

Ainsi la disposition proposée n'est pas une chose nouvelle, elle est consacrée dans un pays voisin, et surtout dans les provinces rhénanes qui ont été les premières à provoquer la loi qui régit actuellement la Prusse, dans ces provinces, qui ont été jadis administrées avec nous, qui ont vécu avec nous, au milieu desquelles règnent encore nos lois civiles et criminelles; en Prusse, dis-je, il n'y a pas de distinction : toutes les fabriques sont soumises à la loi. En présence de ce fait, nous devons avoir beaucoup de confiance lorsque nous demandons aussi que l'application de la loi soit générale.

Je ne reviendrai pas sur les considérations très habilement développées, tirées de l'opinion publique, des influences, des mœurs et même de l'obéissance, du respect qu'on doit à la loi, à l'appui de l'exécution plus ou moins assurée à la loi actuelle lorsqu'elle sera générale. Je citerai un seul fait.

Si je demande la généralité de la loi, c'est que je crois que son application sera plus facile, et voici pourquoi : laissant en dehors toutes les considérations qui ont été mieux présentées que je ne pourrais le faire, je prendrai par exemple deux de nos provinces, sans contredire les plus manufacturières, les provinces de la Flandre et de la Normandie. Dans ces provinces il y a des établissements industriels très considérables. Mais à côté de ces établissements-là, il y a une infinité de petits ateliers, beaucoup moins propres à recevoir les enfants. Ainsi, par exemple, dans la Normandie et dans la Flandre, il y a une infinité de tissages à la main. Ces tissages se font dans des caves hu-

mides, qui ne reçoivent le jour que par une lucarne très petite, souvent même par la porte qui y donne accès.

Messieurs, si vous ne généralisez pas l'application de la loi, si vous laissez en dehors tous ces établissements qui n'ont pas dix, ou pas même cinq ouvriers, comme la loi le prescrit, il arrivera que les pères, par un calcul souvent forcé, que je n'accuse pas, car il est souvent imposé par la nécessité d'un salaire destiné à satisfaire aux premiers besoins de la famille, enverront ces jeunes enfants dans ces petits tissages souterrains, malsains. Vous aurez là sous les yeux l'exemple d'une population étiolée, malheureuse, abâtardie, devant laquelle votre loi restera impuissante. Et cela se produirait sur une grande échelle; car, s'il était possible de faire la statistique des tissages de cette nature, on s'assurerait qu'ils sont excessivement considérables; et tout le monde sait dans quelles misérables conditions ils s'exercent.

Il y a encore une autre considération qui m'a déterminé à me ranger à l'avis de l'application générale de la loi. Lorsque le père de l'illustre sir Robert Peel proposa son bill en 1802, comment l'intitula-t-il? *bill relatif au travail et à la moralisation des enfants*. Comment, en Prusse, le réglementif est-il connu? sous le titre de *la nouvelle loi des écoles*.

C'est, à mon avis, un point de vue qu'on ne doit pas négliger. Il faut considérer comme un moyen très puissant d'arriver à compléter le système de l'éducation primaire, l'obligation, que vous imposerez à ceux qui loueront le travail de l'enfant, à quelque condition que ce soit, d'être responsables même de son assiduité aux écoles. C'est, à mon avis, le moyen le plus efficace pour donner à la loi de 1833, sur l'instruction primaire, tous les développements que nous désirons qu'elle puisse avoir. Je ne fais pas le moindre doute que, lorsque la loi sera rendue et qu'elle sera généralement appliquée, vous voyiez les écoles fréquentées dans une proportion infiniment plus grande, et par des enfants appartenant aux diverses classes de la population ouvrière. Car je ne vois pas de justice à dire aux uns: « Nous vous instruirons, nous vous rendrons moraux, » tandis que nous laisserions de côté tous les autres. A ce point de vue, il y aurait quelque chose de fâcheux, et je crois que, sous le rapport de l'éducation, vous obtiendrez un grand résultat en généralisant l'application de la loi.

Je n'ai pas d'autres observations à présenter après tout ce qui a été si bien dit à la Chambre.

Je vote pour le projet ministériel dans sa plus large application. (*Marques d'approbation.*)

M. le comte de CASTELLANE. — Je n'ai qu'un mot à dire. La loi doit fixer les principes généraux; l'administration, régler les détails. Il doit être laissé, dans ces sortes de lois, une grande latitude à l'administration; car les industries sont diverses, les mêmes règles ne peuvent pas être appliquées au nord et au midi.

On s'est bien trouvé de la loi du 21 mars 1836 sur les chemins vicinaux, parce qu'on a laissé aux préfets une certaine latitude.

L'article de la commission soustrait à l'inspection les établissements qui en ont le plus besoin; il a, de plus, le désavantage de rendre l'exécution de la loi plus difficile; elle sera déjà assez difficile à faire exécuter, toute néces-

saire qu'elle est à la prospérité des populations manufacturières (*Aux voix!*)

(M. le Président, après avoir de nouveau donné lecture de l'amendement de la commission, le met aux voix.

Cet amendement est rejeté.

L'article du Gouvernement est adopté. [V. p. 126.]

M. le PRÉSIDENT. — La Chambre a maintenant à délibérer sur le paragraphe additionnel proposé par M. Renouard :

« Ces dispositions ne seront point applicables aux établissements composés des membres d'une même famille, parents ou alliés du chef de l'établissement jusqu'au troisième degré inclusivement, mais seulement lorsqu'il n'y sera pas employé plus de cinq autres personnes. »

M. RENOARD. — J'ai bien peu de mots à dire pour justifier le paragraphe que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre; mais, dans toutes les discussions qui ont eu lieu sur cette loi dès l'origine de cette législation, tout le monde s'accordait à excepter des dispositions de la loi l'intérieur de la famille.

L'objection qu'on fait à la disposition que j'ai l'honneur de proposer, c'est qu'elle va de soi et qu'elle serait inutile. (*Dénégation.*)

Il est possible que maintenant on fasse l'opposition inverse; mais, dans la discussion précédente, on a cité précisément l'inutilité de la disposition, et on l'a donnée comme objection contre l'admission de ma proposition.

Je crois, Messieurs, qu'autant nous devons généraliser la loi, et je pense que la Chambre a très bien fait de voter tout à l'heure la disposition générale; autant, dis-je, nous devons généraliser la loi, autant cependant nous devons maintenir intacts les droits de la famille et empêcher que l'inspection ne pénètre entre le père et les enfants.

Lorsqu'il y a abus dans l'autorité paternelle, abus que nous avons grandement raison de réprimer, ce n'est pas lorsque le père fait travailler ses enfants sous ses yeux; les abus se manifestent lorsque la cupidité du père livre les enfants à un étranger, les exile de la famille pour en faire des mercenaires qui ne seront plus défendus par l'affection de la famille. Mais lorsque, sous les yeux du père et de la mère, l'enfant travaille, j'avoue que je ne comprends pas d'abord la limite d'âge, et que je ne comprends pas comment l'éducation intérieure de la famille ne commencerait pas dès l'instant où le père et la mère jugeront à propos de la commencer. Je ne vois pas non plus comment vous pouvez exiger, dans l'intérieur de la famille, l'affiche du règlement que le père croira devoir faire pour ses enfants. Je ne comprends pas comment la durée des heures de travail ne sera pas pour le père un moyen d'éducation, un moyen tantôt de correction, tantôt de récompense; comment vous entrerez dans tous ces détails.

Remarquez qu'ici, lorsqu'il s'agit de travailler sous les yeux même du père de famille, les garanties qui peuvent ne pas exister dans les autres cas se trouvent pleines et entières, et j'avoue que l'introduction d'un étranger dans la famille me paraît un principe mauvais. Je crois que l'intérieur de la famille doit être sacré, et sans doute, s'il se manifeste des délits, des sévices, qui sont rares, mais enfin qui se présentent quelquefois, nos lois actuelles ne sont

pas impuissantes pour les réprimer. Sur ces cas exceptionnels, très tristes, nos lois ne sont pas muettes, et elles suffisent.

Je crois donc qu'il est utile de dire que, dans notre système de surveillance et d'inspection, nous n'entendons pas qu'un inspecteur s'entremette entre le père et ses enfants.

Il y a à la fin de la rédaction que j'ai l'honneur de vous proposer des termes que j'y avais introduits pour qu'on n'éludât pas la disposition. Puisque quelques personnes ont cru cette portion susceptible d'objection, j'y renonce bien volontiers; je veux parler de ces mots : « Mais seulement lorsqu'il n'y sera pas employé plus de cinq autres personnes. »

Mais je tiens au principe, et si je dis parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, c'est pour y comprendre les neveux. Dans un très grand nombre de familles, les neveux sont traités comme les enfants. Un chef d'atelier qui fait travailler ses neveux avec ses enfants, les traite sur le même pied, les enveloppe dans une même affection. Je crois donc que les enfants et les neveux peuvent travailler ensemble, sous les yeux du père, sans qu'on le suspecte, et qu'on peut s'en rapporter, sans règlement affiché, sans prescription de la loi, aux sentiments d'affection du père et au règlement intérieur de la famille, et à la libre disposition du travail des enfants par le père qui, lorsqu'une main étrangère ne viendra pas se saisir du travail de ses enfants et neveux, ne voudra certainement pas rendre ce travail abusif.

Je crois donc que c'est là une disposition à laquelle ne suppléerait pas le silence de la loi, et qui ne pourrait pas entrer dans son exécution, si aucune exception ne l'autorisait. Et puisqu'on a souvent dit avec raison que l'intention de la loi n'était pas de pénétrer dans la famille, je crois qu'il serait bon d'y inscrire cette disposition.

M. BARBET. — Messieurs, ma tâche se trouve singulièrement allégée, depuis que l'honorable M. Renouard a supprimé de son amendement les dispositions qui admettaient les étrangers dans l'atelier de famille.

Cependant, malgré cette suppression, je ne puis encore m'empêcher de repousser le reste de l'amendement, parce que l'amendement porte que les dispositions de la loi ne sont pas applicables « *aux établissements* composés d'une même famille, parents du chef de l'établissement. »

Messieurs, il est malheureusement une chose trop commune, c'est que, dans les établissements industriels, ce sont généralement les pères de famille qui sont les plus sévères envers leurs enfants.

Alors pourrez-vous, sous prétexte de respecter le foyer de la famille, permettre à un père de faire travailler son enfant au delà du temps fixé par la loi ?

Lui permettrez-vous de le priver des bienfaits de l'instruction publique, lorsque vous en faites une obligation pour les autres chefs d'établissement ?

Non, Messieurs. Vous voudrez que la loi soit égale pour tous; vous ne voudrez pas, par une mesure exceptionnelle, détruire une partie des effets de la loi, qui ne pourra être bonne et juste qu'autant qu'elle sera exécutée par tous et partout.

Je vote contre l'amendement.

M. le baron DE BARANTE. — Je viens aussi combattre l'amendement déposé

par mon honorable ami, M. Renouard. La Chambre, tout à l'heure, a décidé non pas une question de principe, mais une question d'application et de surveillance. Le principe que la même protection est due à tous les enfants de tous les ateliers est celui de la loi de 1841, comme celui de la loi proposée actuellement; il y en a une bonne preuve, c'est que la loi de 1841 autorisait, et pour ainsi dire provoquait l'Administration à étendre le cercle de sa surveillance et à appliquer le principe aussi généralement que possible. Seulement, la majorité de la commission a émis l'avis qu'il était difficile que cette surveillance s'étendît sur-le-champ et par prescription légale à la généralité et à l'universalité des enfants; mais, puisque la Chambre, puisque la commission croit que cette surveillance est possible, et que même elle a quelque chose de plus facile par son universalité, la commission, ne se trouvant nullement en contradiction avec la décision de la Chambre quant au principe, se félicite que l'exécution ait semblé possible; elle avait eu des doutes. Pourquoi? Parce qu'il semblait que la surveillance était plus facile à exercer sur un petit nombre d'ateliers que sur un grand nombre d'ateliers, sur un petit nombre d'enfants que sur un grand nombre d'enfants. Elle était dans la vraisemblance; elle avait vu ce qui s'était passé pendant sept ans, cela lui avait donné quelques appréhensions. Elle pensait que si la loi, après avoir ordonné une application absolue et universelle, manquait d'exécution, alors cette négligence serait imputée à l'Administration.

C'est ce qui est arrivé quant à la loi de 1841; vous l'avez entendu, vous avez entendu que des reproches ont été adressés à l'Administration, et qu'on n'a point voulu l'excuser en tenant compte des difficultés qu'elle avait trouvées; nous avons pensé qu'il pourrait en être de même encore. Je vois avec plaisir, avec reconnaissance, que M. le Ministre du commerce ne craint pas cette responsabilité; nous n'avons qu'à nous en féliciter. Le principe était seulement énoncé, maintenant il doit être appliqué universellement. Nous croyons donc qu'il doit l'être aussi à l'atelier de famille, car enfin, vous avez reconnu que douze heures ou huit heures de travail, selon les âges, sont un maximum de travail pour les enfants, et qu'au delà de ce maximum, le travail devient malsain et funeste pour les enfants; ainsi, personne, pas même le père, n'a droit d'aller au delà de la limite que vous avez tracée, de la limite de ce qui est tolérable quant à la durée du travail des enfants. Nul, pas même le père, n'a droit de nuire à la santé de l'enfant. Je ferai remarquer ici, à mon honorable ami, que la loi commune, la loi existante, se trouverait même atténuée par son amendement.

En effet, je suppose qu'un enfant soit devenu débile et maladif, non pas par des sévices, mais par un excès de travail, et que le ministère public dise au père : « Vous avez fait travailler votre enfant quatorze heures par jour, et il en est résulté que le voilà malade, chétif, menacé de n'avoir pas une longue vie. » Il vous dira : « Pourquoi voulez-vous me punir? J'ai fait ce que la loi me permet de faire : on a dit expressément que, moi père, je n'étais pas compris dans la loi. (C'est juste! C'est juste!) Mon enfant a travaillé douze heures par jour; vous me l'avez permis, j'ai fait ce que vous avez autorisé; vous ne pouvez pas me punir. » Je le répète, puisque la loi a une application universelle, elle est entre le père et le fils comme entre l'enfant et

le chef d'atelier; j'ajouterai que la loi actuelle, que les lois prohibitives, que toutes les lois pénales sont des lois de méfiance. Oui, la loi actuelle est faite dans un esprit de méfiance contre les erreurs paternelles, qui, j'en suis sûr, ne se présenteront que rarement, mais enfin sont possibles et ne sont pas sans exemple; l'ensemble du projet de loi est même fondé sur cette supposition. En effet, si un père prenait à son enfant un intérêt suffisant, il ne le laisserait pas dans un atelier où on le fait travailler au delà de ses forces, il s'en informerait et il dirait au manufacturier : « Je vous retire mon enfant, puisque vous le faites travailler quatorze heures, lorsque je veux qu'il n'en travaille que huit; vous nuisez à sa santé et à sa vie. » Certainement, si tous les pères agissaient ainsi, s'ils avaient ce soin, nous n'aurions pas besoin d'une loi; mais nous la faisons parce qu'il n'en est pas ainsi; nous suppléons à l'omission d'un devoir paternel. C'est donc réellement une loi de méfiance contre l'autorité paternelle, il faut en convenir et appeler les choses par leur nom. Lorsque le père est chef d'atelier, il doit être soumis aux obligations de tous les autres chefs. Je réclame donc, au nom de la commission, universalité dans l'application de la loi, puisque l'Administration et la Chambre croient que cette application est possible dans toute son étendue.

M. le baron FEUTRIER. — Je suis d'accord avec les honorables préopinants. D'ailleurs, la Chambre vient de décider que l'article 1^{er} de la loi de 1841 serait applicable dans sa généralité.

On prétend maintenant faire admettre une exception, et cette exception paraît d'autant plus favorable qu'elle se présente comme peu importante. Je crois, au contraire, qu'elle le serait beaucoup, d'après l'observation qui a été faite dans les discussions précédentes : c'est qu'il se trouve un très grand nombre d'ateliers de famille dans les campagnes, et qu'on les enlève à la surveillance de la loi, surveillance à laquelle ils devraient être soumis, d'après tout ce qui nous a été dit à ce sujet.

M. le président LAPLAGNE-BARRIS. — Je demande à la Chambre la permission de lui dire quelques mots en faveur de l'amendement.

J'ai voté avec la grande majorité de la Chambre les dispositions de l'article 1^{er}; mais, en les votant, je ne me suis pas dissimulé que nous imposions à M. le Ministre et à l'Administration une bien lourde tâche, et qu'en multipliant le nombre des ateliers soumis à la surveillance, nous arrivions, à moins d'efforts très graves, très sérieux, très continus, à affaiblir beaucoup cette surveillance. A mon avis, l'amendement de mon honorable collègue et ami, M. Renouard, a pour premier résultat de diminuer les difficultés de cette surveillance. Mais cela ne suffirait pas, à mes yeux, pour justifier son adoption; il y a d'autres raisons encore.

J'avoue d'abord que j'éprouve quelque répugnance à constituer dans la loi un droit, il y a plus, une obligation de surveillance, de surveillance administrative, au moyen d'un inspecteur envoyé dans les villages, dans les villes, dans l'intérieur des familles. C'est une chose qui est grave, et il faut prendre garde d'aller trop loin dans cette voie.

Il y a d'autres motifs qui me déterminent.

Nous faisons une loi d'humanité et de moralité; mais nous voulons porter ce sentiment d'humanité et de moralité au point que nous commençons par

consigner dans notre projet de loi, par le rejet de l'amendement, la défiance complète, entière, des sentiments de famille, de l'affection paternelle; nous voulons constituer un droit de surveillance non seulement sur la famille des ouvriers qui restent dans les villes, mais sur la famille des ouvriers, et l'honorable M. Feutrier vient de vous le dire, sur cette multitude de petits ateliers, de petites fabriques, de fabriques de famille, qui existent dans tous les villages de France. Et nous admettons qu'il y a probabilité que partout, dans les pays de montagnes, dans les pays où l'esprit de famille mérite le plus d'éloges, il y a, de la part de la loi, défiance de l'autorité paternelle, il y a droit et obligation de surveillance, de peur que l'on épuise les enfants par un travail excessif.

Je ne puis pas admettre de pareils résultats; je crois qu'il y aurait de graves inconvénients à consigner dans la loi un pareil principe, et je ne vois aucun inconvénient à adopter l'amendement.

L'honorable M. de Barante vous a dit : Que diriez-vous à un père de famille qui aurait, par un travail excessif, rendu son enfant malade? Ce que nous lui dirions, c'est que le Code pénal a prévu le cas où, par des actes quelconques, un père de famille arrive à amener la mort prématurée de son enfant ou à lui infliger des maladies : votre loi, d'ailleurs, n'empêcherait pas l'abus.

L'inspection n'arrivera pas à vérifier ce qui se passe dans l'intérieur de cette multitude de petits ateliers; je trouve qu'il vaut mieux consigner dans la loi ce principe de moralité, de véritable humanité, de confiance dans le père de famille.

M. le baron CHARLES DUPIN, *rapporteur*. — Messieurs les Pairs, si vous accordiez l'exception qui vous est demandée, vous annuleriez la loi. Ainsi, par exemple, vous allez fixer une certaine durée pour le travail des adolescents et pour le travail des enfants; vous obligeriez le manufacturier, qui reçoit les enfants d'autrui, à ne pas outrepasser la limite légalement établie, et vous concevriez que les enfants pourraient retourner chez leur père, qui doublerait, triplerait leur journée légale, sans être passible d'aucune peine? Ce serait détruire d'une main le bien que vous auriez fait de l'autre. Si vous exceptiez l'atelier de famille, lorsqu'un enfant aurait travaillé six ou huit heures chez un manufacturier, son père pourrait le prendre et le faire travailler six et huit autres heures dans sa maison; il l'accablerait de la sorte de douze, de quatorze ou de seize heures de travail, et le ferait impunément! Cela serait insensé.

Ce serait un abus énorme. Quel est, après tout, le droit qu'on invoque, et voyez l'immensité de ses conséquences? Par la généralité que vous venez d'accepter pour le régime de la loi, à tout enfant qui travaille dans un atelier, dans un chantier, dans une manufacture, les lois garantissent les bienfaits de l'instruction primaire, qui devient obligatoire; la loi *garantit* à l'enfant, j'insiste sur ce mot, garantit un pareil bienfait, s'il est employé chez un étranger.

Pourrait-on prétendre que, s'il travaille chez son père, le bienfait n'est plus obligatoire en faveur de l'enfant, et que le père n'est pas tenu d'envoyer à l'école son propre enfant, lorsque tous les enfants qui travailleront chez

autrui jouiront de cet avantage ? Messieurs les Pairs, vous défavoriseriez énormément l'atelier de famille si vous l'affranchissiez de cette obligation tutélaire. Dira-t-on qu'il faut montrer un grand respect pour l'atelier de famille, en supposant que tous les pères envoient sans injonction leurs enfants à l'école ? Par malheur, Messieurs, il est loin d'en être ainsi.

Cette première considération est, à mes yeux, de la plus haute importance. Vous étendez l'exception de la défaveur non seulement aux fils et aux filles, mais aux nièces et aux neveux. S'il se trouve une belle-mère dans la maison, ce sera la marâtre, les enfants pourront être indignement traités, et vous respecterez ce repaire de sévices, en y voyant la fiction respectable d'un atelier de famille . . . Je ne puis le penser.

Quel est donc le but de la loi soumise à vos délibérations ? Certes ce n'est pas de marquer au front et de déshonorer les chefs d'atelier ; c'est, avant tout, une loi de faveur, de protection pour l'enfance. Je demande comment on pourrait interpréter la loi qui favorise l'enfance, en disant que son application déshonorerait la famille, à laquelle on ferait tort si l'on en étendait les bienfaits à l'enfance ? Notre honorable collègue, M. Renouard, avait présenté l'objection suivante : lorsqu'un père blesse, estropie son enfant, ou lui fait éprouver des traitements barbares, l'autorité est armée. Il ne s'agit plus du respect de la famille ; le procureur du Roi poursuit et fait condamner le père criminel, tout père qu'il est. Si ce n'est pas un mauvais traitement instantané, qu'excuse parfois la violence et la colère, s'il s'agit d'une barbarie lente et persévérante qui, par l'excès du labeur, détruit plus inévitablement les forces, la santé, la vie de l'enfant, en présence de ce meurtre prolongé, comment la société ne pourrait-elle plus employer la toute puissance de la loi, pour prévenir ou châtier ces abus criminels et patents ? Cela serait trop illogique.

Je n'entendrai pas plus loin ce raisonnement. Je le répète, il s'agit d'une loi conçue dans l'intérêt de l'enfance ; c'est une faveur que nous voulons faire entrer également et sous le toit étranger, et sous le toit paternel. Sous ce point de vue, je crois que nous n'offensons aucun des sentiments qui caractérisent le bon père et la bonne mère, qui jamais n'auront à craindre les poursuites de la loi.

On nous a parlé de certains ateliers de campagne, chez des populations excellentes. A leur égard, soyez tranquilles ; aussitôt qu'on reconnaîtra qu'au sein de ces campagnes, les enfants sont bien portants, le Ministère, accablé déjà par une immense bienveillance, tournera d'un autre côté le zèle et l'activité de son inspection ; et la paix de ces populations ne sera nullement troublée.

Je pense donc que nous ne devons pas restreindre la généralité bienfaisante de la loi. Nous ne nuirons pas à la famille et nous lui rendrons le plus grand service. Sans cela, savez-vous ce que vous feriez par une telle exception ? Vous iriez aussi loin que par celle que vous avez rejetée et que nous proposons.

M. LE COMTE DESROYS. — Pour que la loi soit forte, puissante, il faut qu'elle soit exécutable ; je crois l'inspection possible dans une fabrique où les heures de travail sont réglées ; mais, dans l'intérieur d'une famille,

l'heure du travail dépend uniquement de la volonté du fabricant, et l'inspection est impossible.

Je vote pour l'amendement.

M. LE DUC DE BROGLIE. — Avant que la Chambre ne vote sur l'amendement de l'honorable M. Renouard, je désire avoir une explication, et je la demande à la commission et au Gouvernement.

Si l'on rejette l'amendement de M. Renouard, quelle est la limite dans laquelle la loi sera appliquée? Considèrera-t-on comme atelier, chantier, usine, fabrique ou autre, toute maison quelconque? Il me semble que l'amendement de M. Renouard est la dernière limite qu'on puisse apporter. Si l'on rejette ce principe, qu'en résultera-t-il? C'est que toute maison où s'exécuterait un travail quelconque par des personnes quelconques, fût-ce par le père, la mère et l'enfant, serait considérée comme une fabrique ou un atelier et soumise à une inspection. Or je crois que cela rendrait la loi illusoire; et, si elle était applicable, elle serait d'une grande vexation; elle ne serait pas exécutable, selon moi, à cause de la trop grande quantité de lieux compris dans ses dispositions. Mais enfin, si on rejette l'amendement, je n'aperçois plus de limite à l'application de la loi : elle doit descendre sans exception dans l'intérieur de chaque maison et voir ce qui s'y passe entre le père et les enfants.

Je crois que la simple limite était celle posée par l'honorable M. Renouard, c'est-à-dire que là où il n'y a pas d'étrangers, où il n'y a que le père, la mère et les enfants, on ne peut pas, raisonnablement, appliquer les mots d'*usine*, *manufacture* ou *atelier*.

Si l'on veut aller plus loin, je crois qu'on entreprendrait quelque chose de parfaitement impossible. Le danger de la loi, c'est d'avoir précisément un champ assez vaste pour que l'inexécution en soit à peu près certaine. S'il en était ainsi, il en arriverait d'elle comme de la loi de 1841, qu'elle sera imparfaitement exécutée. Or une loi incomplètement exécutée pèse sur les personnes qui l'exécutent au profit de celles qui ne l'exécutent pas. Je crois qu'on est allé déjà bien loin en l'appliquant à l'universalité des fabriques, sans qu'on descende maintenant dans l'intérieur de chaque famille, et qu'on vienne voir ce qui s'y passe entre le père, la mère et les enfants. Je ne crois pas qu'on réussisse dans l'application; c'est un principe qu'on pose; il ne sera pas exécuté.

Je vous prie de remarquer que s'il s'agissait seulement d'inscrire dans la loi que c'est un tort moral et un véritable délit de faire travailler suivant l'âge, plus de huit ou de douze heures, et que, partout où ce délit serait reconnu il serait puni, je n'y ferais aucune objection; mais vous faites tout autre chose, vous créez un certain genre d'inspection destiné à constater d'une certaine manière ce qui se passe dans l'intérieur des familles. Si l'on veut que la loi ait un sens, on ne peut pas soumettre à une inspection universelle l'universalité des ménages.

Je me résume. Si la loi reste comme elle est, l'amendement de M. Renouard y sera compris, car il ne tombera dans la pensée de personne d'envoyer des inspecteurs dans l'intérieur des familles.

Je crois, pour ma part, qu'il faudrait, pour que la loi dît véritablement

ce qu'elle doit dire, que l'amendement fût adopté; il faut voir l'esprit plus général de cette législation; il faut savoir que c'est une loi morale, destinée à frapper tous les esprits, et à réveiller les sentiments d'humanité dans les cœurs disposés à s'engourdir.

Eh bien! si nous faisons une loi morale dans ce sens, il ne faut pas mettre en suspection trop évidente les sentiments les plus chers, il ne faut pas que la loi soit faite en défiance du sentiment paternel. Je sais bien qu'on fait souvent abus de ce sentiment, je sais bien que la loi est plus d'une fois destinée à intervenir pour empêcher l'abus de l'autorité paternelle, cependant je craindrais de le dire trop haut et de l'inscrire trop ostensiblement au frontispice de la loi. J'ajoute, comme le faisait observer tout à l'heure mon honorable ami, M. de Barante, qu'il n'y a pas parité entre ce que le père laisse faire à l'égard de son enfant par un autre ou lui-même.

Je crois que quand il prend pour un de ses enfants l'engagement dans une fabrique, il ferme quelquefois les yeux sur l'excès de travail auquel on assujettit cet enfant, mais je doute, s'il employait chez lui, qu'il fit lui-même ce qu'il laisse faire par oubli ou par insouciance. Je crois qu'il y a bien plus de garantie pour l'enfant qui travaille sous les yeux et sous la main de son père, que dans les résultats d'un marché par lequel celui-ci le confie à un maître.

Du reste, il me semble qu'il y a ici excès de généralité. Nous avons déjà passé d'une loi qui était restrictive à une loi qui est devenue extensive; puis nous sommes allés plus loin encore: nous avons maintenu les usines, les fabriques, dans les prescriptions de cette loi, et maintenant il s'agit de faire encore un pas de plus; il s'agit de faire entrer toutes les maisons quelconques où s'exécute un travail quelconque.

Je crois que la limite établie par l'amendement de mon honorable ami, M. Renouard, est la seule qui, après le premier vote, soit admissible.

Je vote donc pour le paragraphe additionnel.

M. CUNIN-GRIDAINE, *ministre de l'agriculture et du commerce*. — Messieurs, lorsque nous avons proposé d'étendre à tous les ateliers quelconques la surveillance que le Gouvernement doit faire exercer dans leur intérieur, c'est parce que nous avions l'intime connaissance que les plus graves abus se commettent précisément dans les ateliers qui échappent maintenant à l'inspection.

Et, en effet, Messieurs, dans les grands ateliers, il y a la surveillance du maître et du contre-maître; si un adulte, au travail duquel un enfant est attaché, commettait à son égard le moindre excès, s'il se permettait de le battre, il soulèverait à l'instant même tout l'atelier contre lui. Rien ne révolte plus dans une réunion nombreuse qu'un acte de barbarie ou un acte de colère. Eh bien, ces actes de colère auxquels on n'ose pas se livrer dans un grand atelier, ces actes se commettent dans ces petits ateliers dont nous avons réclamé l'inspection.

Cependant, en toutes choses, il y a des limites à poser. L'article que vous venez de voter pose un principe, celui d'une surveillance générale; mais ce principe lui-même, auquel je rends hommage, et qui a inspiré l'amendement de l'honorable M. Renouard, ce principe a ses limites. Je ne crois pas

que l'amendement ait besoin d'être inséré dans la loi, puisqu'il est renfermé dans le principe même que vous venez de voter.

Messieurs, il faut bien s'entendre sur ce que l'on désigne par des manufactures, des fabriques, des usines, des chantiers et des ateliers. Il n'y a aucune de ces dénominations qui ne soit, pour tout le monde, définie par la notoriété publique. On saura parfaitement quand l'atelier du père de famille, sa maison, sa chambre, si je puis m'exprimer ainsi, contiendra seulement les ouvriers de la famille travaillant en commun; et le principe une fois posé, tenez pour certain que, s'il n'y a pas d'abus signalés en quelque sorte par la clameur publique, dans l'atelier du père de famille, le domicile paternel sera respecté.

On a fait contre l'amendement de M. Renouard des objections qui, malgré mon peu de disposition d'esprit à les accepter, m'ont frappé de manière à ce que je puis m'associer à cet amendement.

En effet, s'il était de notoriété publique que l'enfant n'est pas protégé par la famille, on devrait y pénétrer pour s'assurer jusqu'à quel point il y a là un atelier, pour s'assurer s'il y a là un étranger réuni à la famille, si quelques abus s'y sont manifestés; et, si de pareils faits sont établis, c'est alors qu'il y aura lieu d'appliquer la loi, d'exercer des poursuites. Et que l'on ne croie pas que cette surveillance rencontrera une extrême difficulté à s'exercer; à mon sens, le principe une fois posé sera déjà une garantie morale très puissante, une garantie qu'aucune violation de la loi n'aura lieu fréquemment; mais lorsque cette violation pourra parvenir à la connaissance du public, alors la loi nous donne le moyen de pénétrer dans l'atelier, dans la chambre même, si je puis encore m'exprimer ainsi, où un, deux, trois métiers sont réunis, d'y pénétrer pour y exercer la surveillance la plus entière.

Ainsi donc, l'usage même, la force des choses, mettra des limites à l'inspection, qui s'exercera quand elle sera nécessaire, mais qui respectera l'atelier du père de famille quand il sera bien notoire qu'il ne s'y commet aucun acte blâmable.

D'après ces considérations, je crois que la limite est parfaitement bien posée; je crois que l'article que vous avez voté répond à toutes les réclamations qui pourraient s'élever au nom d'un sentiment d'humanité auquel je ne saurais trop applaudir; et, je le répète, je crois que l'amendement de M. Renouard est complètement inutile.

M. LE VICOMTE DUCHATEL. — Les principes sur lesquels repose l'article additionnel présenté par l'honorable M. Renouard sont trop importants pour qu'ils soient confiés seulement à l'exécution de la loi, et ne se trouvent pas encore, comme cela a été demandé par l'honorable membre, inscrits dans son texte même. Ces principes se rattachent en effet à des considérations qui me paraissent également graves, et qui viennent d'être développées devant nous avec une grande autorité par plusieurs des honorables préopinants, et surtout par M. le duc de Broglie. Je crois, comme lui, que l'exécution de la loi en discussion sera déjà assez difficile dans la pratique pour que nous ne cherchions pas encore à en étendre et en faire pénétrer les effets partout, pour que nous venions encore ajouter des obstacles bien plus graves que

ceux que nous avons déjà rencontrés. Nous avons vu pendant six ans, et tous ceux qui se sont occupés de l'exécution de la loi le savent, avec quelle peine, quelle difficulté, dans les manufactures et les grands ateliers, il était difficile de faire pénétrer la surveillance de la loi de 1841, d'y faire exercer la pratique de l'inspection. Aujourd'hui, si nous descendons encore dans des ateliers plus réduits, si nous prétendons envahir la vie intérieure de la famille, nous rencontrerons des difficultés qu'il sera impossible de franchir; ces difficultés rebuteront les efforts des fonctionnaires que vous voulez encourager; elles entraveront l'institution à chaque pas; elles créeront des obstacles qui se fortifieront de toute la puissance des mœurs et de la famille.

M. le duc de Broglie vous l'a dit avec raison, le père de famille qui fait travailler ses enfants n'est pas dans les mêmes conditions que le chef d'atelier ordinaire, et vous devez avoir en lui une confiance exceptionnelle.

Le père de famille, alors qu'il cède ses enfants au manufacturier et au fabricant, ne cède que son autorité; mais cette autorité, quand il l'exerce lui-même, peut-on admettre qu'il ne conserve pas, en même temps, les sentiments et les devoirs paternels. Ce sont ces sentiments, cette affection si naturelle, qu'aucune loi ne peut lui prescrire, mais dont aucune loi aussi ne doit soupçonner la puissance, qui tempéreront chez lui l'exercice de l'autorité et de l'intérêt du chef d'atelier; c'est le cœur du père de famille fabricant qui protégera l'enfant ouvrier. Sous ce rapport, il mérite toute la confiance de la loi comme celle de la société.

Et d'ailleurs, comment s'exercerait ici cette inspection? Par quel moyen vérifier les heures du travail que l'enfant subit dans l'intérieur de sa famille? Vous ne trouverez qu'un seul moyen d'y arriver : la délation des enfants contre le chef de la famille. Eh bien, je n'admets pas qu'une loi puisse établir une telle exception dans les rapports du père et des enfants; je n'admets pas que l'on se résigne à interroger le fils pour lui demander le nombre d'heures de travail que son père lui aura imposées.

Et cependant, si un pareil témoignage vous manque, comment pourrez-vous agir? Comment pourrez-vous exercer votre inspection? Il vous sera impossible de trouver, de chercher ailleurs vos éléments d'accusation. En effet, ce ne seront pas les voisins, même les plus rapprochés, qui pourront lui fournir des témoignages utiles, car ils n'auront jamais été admis, dans l'intérieur de la famille, à compter, à supputer, à calculer les heures de travail auxquelles les enfants auront été employés, et c'est là qu'est toute la question.

Par ces deux motifs, l'un fondé sur la difficulté insurmontable de l'exécution de la loi dans la nouvelle condition que vous y inscririez; l'autre plus intime, plus grave, plus moral encore, reposant sur le danger de pénétrer imprudemment dans l'intérieur des familles, sur la nécessité si regrettable de rendre l'enfant délateur de son père et de ses proches, j'appuie avec conviction l'amendement de l'honorable M. Renouard.

M. LE MARQUIS TURGOT. — Il me serait difficile de comprendre qu'on posât dans la loi un moyen de l'éluder; et c'est ce que vous verriez si vous posiez une limite de nombres, de situations quelconques, où la loi peut cesser d'avoir son effet. Je faisais partie de la minorité de la commission, et

j'ai vu avec plaisir que la Chambre a décidé que la loi devait être d'une application générale; et je viens ici m'associer aux arguments que des membres, qui ont attaqué l'amendement de la commission, ont employés pour réclamer la généralité de l'effet de la loi. D'abord, j'éprouve la nécessité de rendre hommage à la majorité des directeurs des grandes fabriques.

Nous avons entendu un grand nombre d'entre eux, et nous devons déclarer ici que nous avons trouvé chez eux tous les sentiments d'humanité, tout le désir d'arriver à l'exécution sincère de la loi. Dans le cours de cette discussion, si je prends la parole, je m'appuierai constamment des renseignements qui nous ont été donnés par les représentants de l'industrie française. Ceci posé, il nous a été dévoilé un grand nombre de faits; on est forcé d'avouer que presque tous les abus qui nous ont été révélés, ont eu lieu dans les petits ateliers; c'est là où se réfugient les mauvais traitements, l'inhumanité et la profonde ignorance où on laisse croupir les enfants.

Votre commission s'est occupée longtemps de la définition de l'atelier de famille, et, après y avoir mûrement réfléchi, elle est arrivée à l'impuissance de rien formuler. Je ne sache pas que la définition de l'auteur de la proposition puisse suffire aux besoins dont lui-même recherche la satisfaction; car enfin il vous a dit qu'il faut que les enfants, les neveux, les parents jusqu'au troisième degré composent l'atelier de famille; mais il ne vous parle pas de l'adjonction d'un certain nombre d'ouvriers libres, et c'est ce qui arrive presque tous les jours, car l'atelier de famille comprend des apprentis, des compagnons et des enfants. Il y a là une impossibilité d'exécution, de même qu'il est impossible d'inscrire dans une loi qu'elle ne sera pas exécutable quand il s'agira de tel nombre, puisqu'on se réfugiera au-dessous de ce nombre. Outre l'observation des règles de l'humanité, la proportion du travail à l'âge des enfants, la loi a pour but de surveiller l'instruction morale, religieuse, l'instruction primaire; quelle garantie aurez-vous que ces instructions seront données, si les ateliers de famille sont soustraits à toute inspection? Les arguments principaux en faveur du paragraphe additionnel sont l'impossibilité de faire pénétrer l'inspection dans l'atelier de famille, sans qu'elle devienne vexatoire.

Je ne crois pas qu'il soit dans la pensée d'aucun des membres de cette Chambre, pas plus dans celle de la commission que dans celle du Ministre, que l'inspection s'étende physiquement sur tous les enfants employés dans les travaux des manufactures, dans des ateliers quelconques; non. Mais ce qu'on a voulu, c'est que toutes les fois qu'un abus sera signalé par la notoriété publique, il pût être atteint par la loi. Voilà ce que nous voulons et ce que nous désirons. Nous ne voulons pas que cent cinquante mille enfants puissent être visités physiquement, un à un, c'est impossible; mais nous voulons que, partout où un abus sera révélé, la loi ait le droit d'y pénétrer.

Voilà ce que vous empêcheriez en sanctionnant la proposition de M. Renouard; et, quant à moi, je la repousse.

M. le comte PHILIPPE DE SÉGUR. — Vous pourriez ajouter que c'est parce que la loi est morale qu'elle doit être généralisée le plus possible dans son application.

M. le comte PORTALIS. — Je veux présenter à la Chambre une observation,

je ne dirai pas en faveur de l'amendement de mon honorable et savant ami, M. Renouard, mais en faveur de l'exécution de la loi.

Personne, plus que moi, ne désire que la loi que la Chambre discute soit aussi bonne que possible, personne ne désire plus que moi qu'elle soit exécutable et exécutée. Je crois que c'est un besoin pour la société, auquel il est important de satisfaire, d'autant plus que nous sommes dans des circonstances qui nous commandent l'attention la plus particulière sur le sort des générations naissantes, sur leur moralisation, sur leur instruction. Mais je pense que, pour que la loi soit bonne, exécutable et exécutée, il faut qu'elle n'ait pas ce caractère, je ne dirai pas de généralité, car la généralité est bonne en soi, mais d'universalité sans exception, qu'on veut lui appliquer. Cette expression de généralité n'est même pas suffisante pour rendre ma pensée, car ce n'est pas seulement l'application de la loi à tous les ateliers, c'est-à-dire à tous les lieux où elle est vraiment applicable par sa destination, mais son application possible dans les lieux qu'elle ne peut pas atteindre.

On demandait tout à l'heure comment on définirait l'atelier de famille, et on s'appuyait sur la difficulté de faire une telle définition dans la loi, pour repousser l'amendement. Mais je crois que l'intention de l'auteur de l'amendement n'est pas de soustraire les ateliers, les ateliers véritables, les manufactures, les usines, les chantiers, à la surveillance de la loi, c'est d'y soustraire la famille.

Allez-vous déclarer que toute famille est présumée un atelier, et que les inspecteurs auront le droit de s'interposer partout entre le père et l'enfant s'il y a entre eux un travail quelconque? Cela n'est pas possible. On a essayé de répondre en disant que l'amendement était inutile, parce que, s'il se réduisait à ces termes, il résultait même que la loi était dans son esprit. La loi n'avait pas pour but de pousser si loin une inquisition de cette nature; la disposition n'aurait pas d'inconvénient si la discussion n'avait pas eu lieu, si on n'était pas venu dire précisément, en incriminant les petits ateliers, que les travaux en famille pouvaient être assimilés à des petits ateliers. Pour ma part j'admets, la Chambre l'a voté, et, n'étant pas encore arrivé, je n'ai pu présenter d'observations, j'admets, dis-je, que tous les ateliers sont compris dans la surveillance qui lui est imposée; mais je ne puis comprendre, et c'est en ce sens que je proteste, que la famille soit nécessairement un atelier, que les travaux exécutés en famille entre le père et les enfants puissent être soumis à une inquisition administrative. S'il se commet des excès dans la famille, si le père abuse de son autorité, de sa force pour opprimer son fils, ses enfants, pour détruire leur santé, pour leur infliger des traitements qui sont contraires à la nature, et que le cœur de tous les pères désavoue, alors il se commet là un crime que la loi doit poursuivre. Mais sont-ce ces dispositions pénales que vous portez? Si ce sont des dispositions pénales, je reconnais avec vous qu'elles doivent être universelles; le père doit y être soumis comme les autres; je dirai plus, il devrait y être soumis avec circonstances aggravantes, car le père qui manque aux devoirs de la nature, aux sentiments que la paternité doit lui inspirer, est plus coupable que l'homme qui abuse de sa force envers un enfant étranger.

Mais ce n'est pas une loi pénale que vous faites, c'est une loi de surveil-

lance fondée sur la présomption de défiance. La présomption de défiance de la loi ne peut pas exister, quand il s'agit des rapports du père au fils. La présomption de la loi est que le père est père, que les sentiments de la nature lui sont sacrés. A qui la société se confierait-elle pour une surveillance plus importante encore, celle de l'éducation, de la direction, si ce n'est au père ? Cependant, dans un cas pareil, vous vous écarteriez de ce principe fondamental de la société, qui est le respect de la famille, par un motif, tel que celui qu'on a allégué tout à l'heure, et qui est le seul qu'on puisse alléguer avec quelque force : le moyen, la nécessité de rendre la loi plus facilement exécutable. En étendant son empire, sans exception, je crois que vous manquerez ce but et que vous feriez une chose fâcheuse qui présenterait des inconvénients, qui irait contre vos intentions.

Certainement, vous ne pouvez pas admettre que la famille soit nécessairement un atelier ; que le père, qui a pour ouvriers ses enfants, qui travaille avec eux dans l'intérêt commun de la famille, puisse être assimilé à un chef d'atelier et à un manufacturier. (Marques d'approbation.)

M. le comte PELET DE LA LOZÈRE. — Je demande à répondre un mot à ce que vient de dire l'honorable comte Portalis.

L'honorable président de la Cour de cassation a dit que ce n'était pas ici une loi pénale, mais bien une loi de surveillance. Je maintiens que c'est une loi pénale ; et, en effet, vous constituez pour l'avenir un délit qui n'est pas prévu dans la loi. Ce sera un délit d'employer un enfant au delà d'une certaine durée de temps ; la loi fixe à quelles peines ce délit donnera lieu.

Or, on voudrait, par une disposition expresse de la loi, excepter précisément l'espèce de délit, comme vient de le reconnaître le savant comte Portalis, qui serait le plus grave, parce qu'il serait accompagné de circonstances aggravantes par la qualité de la personne qui le commettrait. Cela n'est pas possible.

J'ajoute que l'amendement n'atteindrait pas son but relativement à la surveillance à laquelle on pourrait se soustraire. Cet amendement porte que : ne sont pas compris les ateliers composés seulement des enfants, des neveux. Il faudrait donc que l'autorité publique vérifiât si chacun de ces établissements ne se trouve pas dans le cas où la loi pourrait être exécutable. Or, qu'arriverait-il ? L'amendement aurait la prétention d'exonérer de la surveillance de l'autorité publique, et, en effet, elle n'y réussirait pas. Mais il exonérerait de la peine, il n'exonérerait pas de la surveillance, car on serait obligé de pénétrer dans ces ateliers pour voir s'ils sont dans le cas d'exception admis par la loi. Lorsqu'il aurait été reconnu qu'ils sont dans le cas d'exception, quand même le délit aurait été commis, ils seraient donc exceptés ! Cela ne me paraît pas possible ; cela n'est pas dans l'intention de l'amendement. La loi commune me paraît dans ce cas-ci la loi nécessaire, et je trouve qu'on ne met pas assez de confiance dans la sagesse des tribunaux ; c'est à eux qu'il appartiendra de déclarer, par leur jugement, si vraiment un atelier établi dans une famille est un atelier proprement dit ; c'est à leur sagesse qu'il faut s'en remettre de faire ce qui est juste et raisonnable.

M. le marquis DE LAPLACE. — J'ai voté grand cœur l'article 1^{er} du projet de loi tel qu'il a été proposé par le Gouvernement, et je l'ai voté, parce que

j'ai cru que l'on pourrait y ajouter le paragraphe additionnel de M. Renouard.

Je ferai remarquer que, dans une province que j'habite, qui est populeuse et autant industrielle qu'agricole, l'on voit dans tous les villages toutes les maisons, à une certaine époque de l'année, se convertir en ateliers ; lorsque la famille ne peut pas être envoyée aux champs, elle s'emploie à des travaux de tissage dans l'intérieur du foyer domestique. Eh bien, ce serait établir par la loi une surveillance qui pourrait dégénérer en vexation, être aussi intolérable qu'impraticable dans un pays considérable comme la Normandie. Et j'ai été frappé des observations présentées par M. Duchâtel sur la manière dont on exercerait cette surveillance.

Comment, dans des ateliers très petits, très disséminés, pourrait-on reconnaître que la loi a été enfreinte ? Mais c'est précisément par la dénonciation que les enfants feraient contre leurs pères. Eh bien, il y a là un point de haute moralité qui doit frapper la Chambre. Je rappellerai à la Chambre que, lors de la délibération de la loi de 1841, on n'a pas voulu appliquer une pénalité au père de famille à cause de la durée illégale du travail de l'enfant, quand il serait reconnu de complicité avec le chef d'atelier, et l'on a fait peser cette pénalité sur le dernier seulement. On n'a pas voulu que cette durée illégale du travail pût être une cause de peine pour le père ; on a respecté son caractère vis-à-vis de son enfant. Ici ce serait encore bien plus grave si vous n'adoptiez pas l'amendement, car l'enfant même serait le délateur.

C'est là, je crois, un point de moralité qui ne peut être méconnu de la Chambre, et qui est de nature à faire adopter l'article additionnel de l'honorable M. Renouard.

M. RENOARD. — Je demanderai à la Chambre la permission de lui dire quelques mots seulement.

Il me semble qu'après la discussion qui vient d'avoir lieu, on en est arrivé à ne pas même bien s'entendre sur l'objet de la loi. On a demandé tout à l'heure si nous faisons une loi pénale ou une loi d'inspection et de surveillance. Nous faisons les deux.

Il y a dans la loi des dispositions pénales, il y a des dispositions d'inspection et de surveillance qui en font partie intégrante.

Ce que je nie, c'est le droit d'inspecter la famille ; ce que je nie, c'est la possibilité de créer des inspecteurs entre le père et l'enfant ; ce que je nie, c'est la possibilité d'appliquer l'article de cette loi même que nous discutons, qui ne fait que reproduire l'article analogue de la loi de 1841, qui prescrit que les règlements intérieurs seront affichés dans les ateliers ; en sorte qu'il faut maintenant que tout père de famille qui voudra faire travailler son enfant fasse un règlement et l'affiche. C'est là que vous arrivez.

Je comprends très bien la réponse de M. le Ministre du commerce ; je comprends très bien qu'il dise : Mais il faut interpréter la loi raisonnablement. La loi qui parle d'usines, de chantiers, d'ateliers, n'est pas applicable à la maison du père de famille.

Je disais en commençant, quand j'ai proposé mon paragraphe additionnel, que l'objection qu'on lui ferait, c'était son inutilité. Mais je me garderai bien de le dire après la discussion qui vient d'avoir lieu ; car, à part M. le

Ministre du commerce, qui a combattu l'amendement comme inutile, tous les autres membres qui ont pris part à la discussion, et qui avaient exprimé, en m'interrompant, leur opinion quand je développais l'amendement, ont tous appuyé le rejet sur la nécessité d'inspecter la famille, sur la possibilité que des délits fussent commis dans l'intérieur de la famille, et sur l'utilité de la généralisation de la loi. Non, il faut que la loi soit aussi générale que possible; mais il faut aussi remarquer que c'est toujours par leur exagération que se perdent les meilleurs principes; que cette loi de moralisation, qui ne veut pas qu'on abuse du travail de l'enfance, doit s'arrêter devant ce principe que la famille est un asile sacré, et que le domicile des citoyens ne peut être abordé que dans des cas d'urgente nécessité. Or, avec cette obligation d'inspecter tout emploi que le père fait du travail de ses enfants, évidemment vous exagérez votre principe, vous faites du tort à la loi.

Je dirai en outre que l'avis tendant à respecter le travail de la famille avait été fort universel de la part de ceux mêmes qui ont provoqué la loi qui nous occupe en ce moment.

Je ne veux vous citer que quelques lignes, mais je veux les citer, parce que j'adhère complètement aux sentiments qui y sont exprimés. Je les trouve dans une brochure qui nous a été distribuée en grand nombre par un homme de bien qui signe : *un industriel des Vosges*; et personne certainement ne suspectera ses intentions, car nul n'a demandé plus ardemment le principe de la loi, dont il a été en quelque sorte le provocateur, et qu'il a appelée de tous ses vœux.

Voici ces quelques lignes :

« *L'industrie des familles*, c'est-à-dire celle qui est exploitée par l'ouvrier, par la totalité ou par une partie de la famille, *dans la demeure même*, a cela de bienfaisant, que la *vie de famille* n'en souffre pas, que les enfants sont au moins préservés des séductions auxquelles ils seraient exposés sur le chemin de l'atelier et à l'atelier même, et qu'elle s'allie si bien avec l'*industrie agricole*.

« Le développement de la vie de famille est un des plus grands bienfaits du christianisme, et l'élément sur lequel il peut exercer l'influence la plus bénie; tout ce qui tend à affaiblir les liens sacrés et la vie de famille mine lentement l'édifice social et toutes les bases de la moralité. »

C'est affaiblir l'autorité de la famille que de dire : On affichera dans toutes les familles le règlement de travail entre le père et les enfants; des inspecteurs salariés ou non salariés viendront savoir si le père a employé son enfant le dimanche ou quelques heures de trop. Ceci, je l'avoue, produit en moi un sentiment de répulsion que je ne cherche pas à dissimuler. Je ne crois pas que notre droit aille jusque-là, et je dis notre droit, parce qu'après tout il y a avant la loi des droits encore plus sacrés qu'elle : avant la loi, il y a le droit du père, son autorité au milieu des siens. Qu'un délit se commette, que des services s'exercent, ou qu'un travail trop long, funeste à la vie de l'enfant, lui soit imposé, je l'ai déjà dit, et je le répète, si c'était d'une loi pénale qu'il s'agisse, je n'y ferais aucune opposition. Mais vous demande-t-on de dire que la pénalité sera appliquée au père qui sera convaincu d'avoir fait trop travailler son enfant? Non pas! on propose de dire que les dispositions de la loi

de 1841, loi de pénalité, mais en même temps d'inspection, — car sans inspection notre loi serait bien inefficace, — soient appliquées tout entières entre le père et les enfants ; c'est là ce que je ne puis admettre.

J'aurais consenti à retrancher mon amendement, si la loi avait été interprétée comme elle l'a été par M. le Ministre du commerce, si, comme lui, on avait dit que raisonnablement on ne peut appeler chantier, usine, l'intérieur d'une famille ; mais, au contraire, toutes les opinions, excepté celle de M. le Ministre, ont soutenu qu'il fallait inspecter la famille, et moi je soutiens qu'on n'en a pas le droit.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Non, Messieurs, la famille ne doit pas être soumise à l'inspection ; le seuil de la porte doit être respecté en tant qu'il s'agit du travail de la famille ; c'est dans l'application que les limites se poseront. Mais voyons le point de départ ; je ne fais pas ici une hypothèse, c'est un fait qui se pratique en Picardie.

M. BARBET. — Et en Normandie.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Mais particulièrement en Picardie. Il y a là des chefs de famille qui sont entrepreneurs de tissage et de filature pour les fabricants de Reims et de Rethel. Le travail se répartit entre la famille, c'est-à-dire l'entrepreneur, la femme, les enfants et les neveux, dont a parlé M. Renouard. Or je demande à la Chambre si, dans ce cas, qui n'est pas, je le répète, une simple hypothèse, on n'a pas composé un atelier, et si on peut dire que c'est là exclusivement la maison paternelle. Non ; il y a là un véritable atelier, qui, s'il n'était pas soumis aux prescriptions de la loi, jouirait d'un privilège exorbitant, alors que d'autres ateliers, comprenant un moins grand nombre d'ouvriers, seraient assujettis à la surveillance.

Ce sont ces considérations que je soumets à l'appréciation de la Chambre. Je ne veux faire autre chose que bien établir, si toutefois cela peut se faire dans une matière aussi délicate, que la maison d'un entrepreneur payant patente est bien un atelier et non pas un simple intérieur de famille, et qu'il doit être soumis à l'inspection, parce qu'on doit savoir si les prescriptions de la loi sont respectées par rapport aux enfants qui y sont admis ; mais quand le père prend du travail pour son compte et le distribue à ses enfants, il est bien entendu que ce n'est plus là un atelier assujetti à l'inspection.

M. PERSIL. — Je veux rentrer en très peu de mots dans la question que vient de poser M. Renouard, l'auteur de l'amendement. Il convient que, dans la loi qui nous est soumise, il y a deux choses : d'abord la définition d'une contravention et la conséquence d'une peine ; et en second lieu, le moyen de rechercher les contraventions et d'arrêter la fixation de la peine. C'est ainsi que j'avais conçu la loi. Travailler plus ou moins d'heures, au moment où intervint la loi de 1841, n'était ni une contravention ni un délit. Seulement, comme on s'était aperçu depuis longtemps que les chefs d'atelier, de manufacture, abusaient de leur empire ou de leur autorité pour compromettre la sûreté des enfants, on leur a fait, en 1841, défense de laisser travailler au delà d'un certain nombre d'heures ; ce nombre, vous le changez aujourd'hui ; mais c'est indifférent pour la question.

Voici donc une défense par la loi et, dans le cas de contravention, une peine appliquée. Ce fait, qui se trouve être l'excès de travail, comment doit-

il être envisagé? Que le travail soit demandé à l'enfant par l'homme ordinaire, par l'étranger ou par son père, cela est indifférent; je me trompe, il y a une faute plus grave, car le père manque alors à tous les devoirs de la nature, et je dirai même aux droits de l'humanité.

Cela posé, quand l'immoralité d'un fait est reconnue par la Chambre, qu'elle est élevée au degré de contravention, ou de délit dans le cas de récidive, je vous le demande, je demande à tous les criminalistes du monde, si le fait changera de nature, si sa pénalité changera parce qu'il sera commis dans tel lieu ou dans tel autre. Il pourra résulter sans doute de la loi une circonstance aggravante; mais le fait méchant, que la loi a défendu et qu'elle a voulu punir, restera toujours avec ce degré de méchanceté que la loi y avait vu dès le principe.

Cela ainsi posé, j'avoue que, pour moi, la question est résolue.

Ainsi, que ce soit un manufacturier ayant un établissement public qui contraigne un enfant à travailler au delà de huit heures ou au delà de douze heures, suivant les âges, cela est complètement indifférent en soi; mais, en raison du motif même qui vous a déterminés à déclarer le caractère de la pénalité, ce sera absolument la même chose.

Que vous êtes-vous demandé, qu'avez-vous voulu prévenir? C'est l'abus exercé sur la personne de l'enfant. Or, je vous le demande, que l'enfant soumis à un travail effectif de huit heures dans la journée le fasse chez lui ou dans un autre établissement, le mal n'est-il pas toujours le même? la santé de l'enfant n'est-elle pas toujours atteinte? Par conséquent, la loi, qui est au-dessus du père, qui est le premier tuteur de l'enfant, car l'enfant appartient à la société, la loi ne doit-elle pas assigner le même caractère et la même pénalité au fait alors qu'il est commis par le père? Cela est de toute évidence.

Je ne poursuivrai pas plus loin cette discussion, car cela est avoué par l'honorable auteur de l'amendement. Mais ce qu'il veut, ce qu'ont voulu avec lui tous ceux qui appuient l'amendement, c'est éviter les visites domiciliaires, et ici ils auraient raison si l'effet de l'amendement devait être de donner à l'autorité publique le moyen de violer le domicile et d'aller transporter une inspection là où l'on peut fermer sa porte au fonctionnaire qui se présenterait. Mais il y a deux raisons pour qu'il n'en soit pas ainsi: la première, c'est que la loi que vous faites, l'article que vous avez déjà voté, ne donne ce droit que sur les ateliers; en telle sorte que, lorsque les inspecteurs voudront savoir si la loi est ou n'est pas exécutée dans un endroit, lorsqu'ils diront qu'ils y viennent parce que c'est un atelier, on pourra leur répondre: Non, cela n'est pas un atelier; je suis chez moi, dans ma chambre, j'y fais ce que je veux; j'emploie mon enfant dans mon intérieur; vous n'avez rien à y voir. Je comprends très bien que si, en fait, il est jugé que ce n'est pas un atelier, il ne soit pas permis d'y pénétrer. Mais pourquoi n'y aurait-il pas des juges pour ce fait comme pour tous les autres? Quand les inspecteurs se présenteront sur le seuil d'une porte, et que le propriétaire, dans le domicile duquel on voudra pénétrer, déclarera qu'il n'a pas d'atelier, qu'il n'est pas dans le cas de la loi, ce sera une question à juger comme dans toute autre circonstance.

Et maintenant, j'ajouterai que l'inspection dont on parle dans la loi n'est qu'un moyen d'arriver à la preuve du fait. Or, et l'honorable M. Renouard le sait aussi bien que moi, les contraventions déterminées par la loi ne s'établissent pas seulement par telle ou telle manière à l'exclusion de telle autre.

La loi ne dit pas, en organisant des inspections pour les ateliers, que la contravention commise ne sera établie que par un rapport; elle ne dit pas cela, et, si elle le disait, je m'y opposerais très vivement. Les contraventions, ordinairement, s'établissent par des procès-verbaux : cela est vrai, mais il y a d'autres moyens d'établir ces contraventions.

Ainsi, par exemple, la contravention en matière de chasse s'établit bien par un procès-verbal du garde; mais ce n'est pas le seul moyen de l'établir; il y a la preuve par témoins. Par exemple, vous pouvez prouver par témoins que l'on a chassé chez vous sans en avoir obtenu l'autorisation : la contravention de chasse peut être ainsi parfaitement établie. Il en est de même ici. Ainsi un père, par exemple, aura abusé de son autorité sur son enfant pour le faire travailler, non pas les six heures auxquelles vous voulez vous arrêter, mais huit heures, dix heures, douze heures, quatorze heures, comme on dit que cela est arrivé. Comment ! on n'aura pas le droit de pénétrer chez cet individu, dans l'intérieur de la famille ! Cela n'est pas possible. Il aura beau dire : Je n'ai pas d'atelier, la notoriété publique sera là ; on entendra dire par les voisins, par ceux qui entrent dans la maison : Un tel abuse de son autorité sur ses enfants, il les fait travailler huit ou dix heures. Eh bien, comment ! vous aurez cette notoriété, tout le quartier le saura, et vous ne pourrez rien faire !

Voilà deux pères de famille : l'un qui a fait travailler son fils dans un atelier soumis à l'inspection, celui-là l'aura fait travailler pendant sept ou huit heures, on le conduira devant la justice et on le fera condamner; l'autre, au contraire, a fait travailler son enfant chez lui, non pas, comme son voisin, pendant sept ou huit heures, mais pendant dix heures, douze heures, quatorze heures, et non seulement il ne sera pas puni, mais il pourra continuer impunément. Et vous appelleriez cela de la moralité publique, de la justice ! S'il en était ainsi, je dirais que nous vivons dans le pays le plus ignorant en matière de justice. Un fait coupable est un fait coupable, quel que soit le lieu où il a été commis, et quel que soit l'individu qui le commet. On peut être incertain sur la preuve d'un fait; mais, une fois qu'il sera reconnu vrai, il n'est pas possible qu'il soit toléré pour l'un et interdit pour l'autre.

Je n'ajouterai pas autre chose. Vous faites une loi pénale, cela est certain, puisqu'il y a une contravention et une peine appliquée par la justice. Eh bien, la peine doit exister pour tous, quel que soit le lieu où le fait se révèle. Maintenant, je comprends que vous pouvez avoir plus de mal à l'établir dans un cas que dans l'autre; que, dans un cas, l'inspecteur pourra pénétrer dans le local et non dans l'autre; je reconnais tout cela. Mais il suffit qu'il y ait un moyen d'établir le fait, pour que ceux qui sont soumis à la loi soient obligés de la respecter, de l'exécuter.

M. ANISSON-DUPERON. — Je désire simplement adresser une question à M. le Rapporteur. Je lui demanderai si on pourra faire condamner un père sur

le procès-verbal dressé par un inspecteur, d'après le seul témoignage de son enfant? (*Non ! non !*)

S'il en était ainsi, quelque désir que j'aie de porter remède aux maux qui nous sont signalés, je déclare qu'en face d'une telle atteinte portée à la morale publique et au respect que l'on doit aux devoirs de la famille, je trouverais cet inconvénient tellement grave que j'aimerais mieux renoncer à la loi.

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'ai pas besoin de dire que l'on ne prendra pas comme un témoignage la déposition d'un enfant contre son père; la déposition isolée d'un enfant déposant et contre son père et contre toute autre personne serait, dans tous les cas, une preuve insuffisante. On consultera la notoriété publique, on entendra les dépositions des voisins; c'est par l'ensemble des circonstances que l'on sera conduit à connaître la vérité.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — J'ai demandé trois fois la parole pour dire deux mots. (*On rit.*) C'est pour représenter à mon honorable ami, M. Renouard, que son amendement, tel qu'il l'a rédigé, est non seulement la destruction de la loi, mais encore la destruction de l'explication qu'il a donnée de son amendement.

Je vous demande la permission de le relire; cela n'a que trois lignes :

« Ces dispositions ne seront pas applicables. . . » à quoi? « aux établissements composés des membres d'une même famille, parents ou alliés du chef de l'établissement. »

Ainsi, M. Renouard excepte des dispositions de la loi des ateliers; du moment où c'est le père de famille qui tient l'atelier, la loi n'est plus applicable. Je me bornerai à faire observer que ce serait la suppression de l'exécution de la loi dans le département du Rhône, dans celui du Tarn, dans celui de la Seine-Inférieure et dans trois ou quatre autres départements.

Encore un mot, et je cède la parole à mon honorable ami, M. le duc de Broglie. Je ne vois pas véritablement pourquoi on s'effarouche à ce point de l'action de la loi, quant aux pères de famille et aux perquisitions, aux recherches que peuvent faire les inspecteurs. Convient-on, ou non, qu'un père de famille qui crée un atelier dans sa maison, composé exclusivement de ses enfants, qui peuvent être nombreux, de ses neveux, de ses plus proches parents, peut abuser? et s'il abuse, quoi! vous voudriez que l'impunité lui fût assurée, à lui qui est bien plus coupable et bien plus criminel qu'un étranger! Pour ma part, je ne puis me soumettre à cette idée.

Je ferai observer que M. le Ministre a parfaitement établi la distinction même dans la loi. Là où il n'y aura pas d'atelier, il n'y aura pas de visite. S'il y a véritablement atelier et véritablement abus, on le constatera par les voies de droit, et si un délit a été commis, il sera puni; mais nous ne pouvons proclamer d'avance l'impunité des chefs de famille.

M. LE DUC DE BROGLIE. — Je demande le renvoi à la commission. Il me paraît que nous sommes fort près de nous entendre; car les défenseurs de l'amendement ne contestent pas qu'un père de famille qui exerce des actes de cruauté envers ses enfants doit être puni; et les adversaires de l'amendement ne considèrent pas qu'il faille soumettre d'une manière habituelle à l'inspection l'intérieur d'un ménage. La difficulté me paraît tenir à ce qu'il y

a deux principes engagés dans le même article, à ce que l'on n'a pas distingué la question pénale de la question de l'inspection. S'il est possible de trouver une rédaction, et, pour moi, je crois qu'on peut y arriver, dans laquelle on rendrait passible d'une peine les pères de famille qui feraient trop travailler leurs enfants, au dire du législateur, et qui, en même temps, ne soumettrait pas à une inspection régulière l'intérieur de chaque famille; s'il était possible de trouver cette rédaction, on rallierait à la fois et les adversaires et les défenseurs de l'amendement. Je confesse, avec le comte d'Argout, que je crois que l'amendement est mal rédigé : il me semble exclure de véritables ateliers, ce qui n'est pas dans l'intention de l'amendement. Je pense qu'une distinction, qui peut être faite par la Commission, satisferait à la fois tous les partis qui sont engagés dans cette discussion : soumettre à une peine conforme tous les délits de même nature, et ne pas soumettre à une inspection continuelle et régulière l'intérieur des ménages proprement dits.

Voix nombreuses. — Le renvoi à la Commission.

M. LE VICOMTE PERNETY. — Le renvoi à une Commission semble déjà préjuger qu'on pourra faire une exception à la loi; or, je crois que toutes les exceptions amèneront des abus; et il est plus simple, selon moi, de s'en tenir à ce qui a été voté déjà. Je m'oppose au renvoi à la Commission.

M. LE BARON DE BARANTE. — La Commission fait d'autant moins d'objection à cette confiance que lui témoignerait la Chambre, que jamais ni elle, et je dirai même (quoi qu'en ait pu dire l'honorable M. Renouard) ni aucun des préopinants, n'a dit que la surveillance devait s'étendre à la famille, mais à l'atelier, quoiqu'il fût occupé par une famille. On n'a jamais dit autre chose.

En même temps, je crois que personne ne peut contester que ce qui est un délit pour les uns est un délit également pour les autres. Personne n'a jamais pensé à surveiller la famille, mais l'atelier.

Voix nombreuses. — Le renvoi à la Commission!

M. LE PRÉSIDENT. — Puisqu'il n'y a pas d'opposition, l'amendement de M. Renouard est renvoyé à la Commission (*A demain! à demain!*)

.....

SEANCE DU JEUDI 17 FÉVRIER 1848.

PRÉSIDENTE DE M. BARTHE, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Suite de la délibération sur les articles du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. Explication de M. le rapporteur sur l'article additionnel de M. Renouard, renvoyé à la Commission. — Article 2. Amendement de M. le comte d'Argout : MM. le comte d'Argout, Legentil, le Ministre de l'agriculture et du commerce, Hippolyte Passy, Barbet. Adoption de l'amendement — Deuxième partie de l'article 2 de la Commission : M. Girard. Adoption. — Paragraphe additionnel de M. Girard : MM. Fulchiron, le comte de Gasparin et Barbet.

Suite de la discussion sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, etc.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la délibération de la Chambre sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers.

La Chambre a renvoyé hier un article additionnel de M. Renouard, qui avait pour objet de déclarer que les établissements composés des membres d'une même famille ne seraient pas soumis aux dispositions de la loi.

La parole est à M. le rapporteur.

M. LE BARON DUPIN, rapporteur. — Messieurs les pairs, la Commission, à laquelle vous avez renvoyé l'amendement de l'honorable M. Renouard, a pris en très sérieuse considération les paroles prononcées hier par M. le duc de Broglie pour motiver ce renvoi et pour indiquer le sens qui paraît y être attaché par la grande majorité de la Chambre.

« Je vous prie de remarquer, a dit le noble pair, que, s'il s'agissait seulement d'inscrire dans la loi que c'est un tort moral et un véritable délit de faire travailler, suivant l'âge, plus de huit ou douze heures, et que partout où ce délit serait reconnu, il serait puni, je n'y fais aucune objection; mais vous faites tout autre chose : vous créez un certain genre d'inspection destinée à constater d'une certaine manière ce qui se passe dans l'intérieur des familles. Si l'on veut que la loi ait un sens, on ne peut pas soumettre à l'inspection universelle l'universalité des ménages. »

Cette objection nous a paru parfaitement fondée. Nous avons cherché une rédaction qui pût y satisfaire, en respectant d'ailleurs le régime de la loi.

Afin d'y parvenir, nous nous sommes reportés à la dernière loi sur les patentes, à celle du 25 avril 1844. Dans cette loi, le législateur a soigneu-

sement distingué les ateliers des familles. Pour les affranchir de toutes charges, il en a donné la définition, dont voici le texte :

« Article 13. Ne sont pas assujettis à la patente :

« 6° Les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée, dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession, ainsi que les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons, apprentis, enseigne ni boutique. *Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis : la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leur père et mère, ni le simple manœuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession.* »

Cette définition de l'atelier de famille nous semble parfaitement satisfaisante.

Nous avons jugé qu'en réservant l'exercice de l'inspection pour les ateliers, les usines et les manufactures dont le maître est assujetti au droit de patente, par cela même, nous en affranchirions l'atelier de famille.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer la rédaction suivante, à laquelle se rallient l'honorable M. Renouard et M. le Ministre du commerce, pour former un article spécial à la suite de l'article 4, en laissant d'ailleurs à l'article 1^{er}, tel qu'hier vous l'avez voté, sa complète généralité.

« Ne seront soumis aux inspections prescrites par l'article 10 de la loi de 1841 et par l'article 4 de la présente loi, que les chantiers, ateliers, usines et manufactures, dont le maître est assujetti à la patente. » (Marques d'adhésion).

Je tiens à ajouter seulement que la nouvelle rédaction est acceptée à l'unanimité par la Commission; elle est approuvée par l'honorable M. Renouard, et M. le Ministre du commerce, à qui nous l'avons communiquée, la trouve également satisfaisante. (*Voir p. 293.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à l'article 2 de la Commission qui est ainsi conçu :

« ART. 2. Toutes les dispositions de la loi du 22 mars 1841, en faveur des enfants de huit à douze ans, et des adolescents de douze à seize ans, sont maintenues.

« Les dispositions en faveur des adolescents de douze à seize ans, et spécialement celle qui limite à douze heures leur travail journalier, seront désormais appliquées aux filles et aux femmes, quel que soit leur âge. »

M. le comte d'Argout propose de substituer au premier paragraphe un amendement dont voici les termes :

« De huit à douze ans, la durée effective du travail des enfants ne pourra excéder six heures sur vingt-quatre. »

Je dois dire que le loi de 1841 disait *huit heures*, c'est donc six heures au lieu de huit que propose la nouvelle rédaction.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Avant de faire connaître à la Chambre, et en très peu de mots, les motifs de l'amendement que j'ai eu l'honneur de lui soumettre, qu'il me soit permis de faire observer qu'en supposant le rejet de cet amendement, la rédaction de la Commission ne pourrait être maintenue; cette rédaction est ainsi conçue : « Toutes les dispositions de la loi du 22 mars 1841 en faveur des enfants de huit à douze ans et des adolescents

de douze à seize ans sont maintenues. Et le reste de la loi de 1841 est-il maintenu aussi ou abrogé? Non, sans doute, il n'est pas abrogé; ce n'est pas la l'intention de la Commission.

Donc j'en tire cette conséquence qu'il faudrait supprimer ce paragraphe 1^{er}. Toutes les fois que l'on ne change pas expressément le texte d'une loi, ou qu'on ne l'abroge pas en termes formels, il est certain qu'elle est maintenue; et lorsqu'on vient dire exceptionnellement que telle ou telle disposition d'une loi précédente est maintenue, on laisse le public, on laisse les tribunaux dans l'incertitude sur la validité du reste de la loi.

M. LE BARON DE BARANTE. — M. le comte d'Argout remarquera qu'il y a un article 5 qui dit : « La loi de 1841 continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent. »

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Eh bien, il me semble que l'observation de mon honorable ami, M. le baron de Barante, confirme parfaitement mon observation; car, si vous avez inséré dans la rédaction un article qui dit que tous les articles de la loi de 1841 qui ne sont pas contraires à la nouvelle loi sont maintenus, il est parfaitement inutile de mettre dans un paragraphe séparé que telle ou telle disposition spéciale de cette loi est maintenue.

Seconde observation sur la rédaction de la commission.

« Les dispositions en faveur des adolescents de douze à seize ans, et spécialement celle qui limite à douze heures leur travail. » Le mot *spécialement*, je dois en faire l'observation, n'est pas du tout législatif; il est du style de circulaire, du style d'instruction; on recommande plusieurs objets aux administrateurs, et on leur recommande spécialement tel ou tel objet. Mais lorsqu'on fait une loi, toutes ses dispositions sont obligatoires; il n'y a pas telle partie de la loi qui doive imprimer une plus forte obéissance que les autres, toutes les parties d'une loi doivent être également exécutées.

Enfin, dernière observation sur cette rédaction de la Commission, c'est qu'elle n'a pas fait attention qu'en assujettissant toutes les femmes, quel que soit leur âge, aux dispositions qui concernent les enfants de douze à seize ans, on forçait les femmes à aller à l'école. Ainsi une femme de quarante ans, d'après la rédaction de la commission, serait tenue, sous peine d'être exclue des ateliers, d'aller aux écoles (Non! non!). Je soutiens que si, et cela est incontestable, et je répète avec assurance que si mon amendement était rejeté, il serait nécessaire de refaire en entier la rédaction de la Commission.

Je passe maintenant à l'amendement. Quel en est l'objet? D'après la loi de 1841, tous les enfants de huit à douze ans peuvent être grevés d'un travail de huit heures. Que proposé-je par cet amendement? de réduire ce maximum à six heures. Quel a été le motif qui m'a engagé à le proposer? C'est que cette disposition, après un long et solennel débat, a été insérée dans le bill qui a été rendu en 1841, en Angleterre; il m'a semblé qu'il était bon de s'approprier cette disposition de la législation anglaise. Elle a été très controversée en Angleterre, elle a suscité de très nombreuses objections qui se réduisent, en substance, si ma mémoire est fidèle, à trois ou quatre observations principales que voici :

On a dit : Mais ce travail de huit heures n'est pas obligatoire. Il dépend

de la volonté des fabricants de le réduire à six heures; et, en fait, qu'est-il arrivé en Angleterre? C'est que beaucoup de fabricants, dans leur propre intérêt et pour faire marcher plus régulièrement leur atelier, ont adopté des relais de six heures pour les enfants de huit à douze ans, avant même la promulgation de cette loi.

Pourquoi voulez-vous réduire le travail à six heures, puisqu'il peut exister des industries où un maximum de huit heures peut être nécessaire, et que, dans toutes les industries où ce maximum de huit heures n'est pas nécessaire, on peut de plein gré, de bonne volonté, le réduire à six heures? C'est là une objection qui a été faite.

Il y en a une autre. On a dit : mais enfin les enfants de 8 ans peuvent, sans se fatiguer, travailler plus de six heures. Il y a surtout certaines mains-d'œuvre qui n'exigent pas beaucoup de fatigue, puisqu'elles peuvent être supportées par des enfants pendant huit heures sur vingt-quatre, sans que cela nuise à leur santé. Mais en réduisant le maximum du travail de deux heures, vous arrivez à priver ces enfants d'une partie de salaire qu'ils pourraient gagner; et en les privant d'une partie de ce salaire, vous les réduisez à une position plus misérable. C'est là, je crois, la principale objection qu'on a faite contre un maximum de six heures.

On a dit encore que les enfants qui ne seraient obligés de travailler dans les ateliers que pendant six heures, pourraient mal passer le reste de leur temps, et se livrer à des habitudes de fainéantise, et enfin contracter de mauvaises habitudes.

Voilà les principales objections qui ont été produites dans le Parlement britannique. Mais les objections ont rencontré des réponses qui ont prévalu.

Cette limite de six heures a été amenée tout naturellement par la force des choses; et cela est si vrai, que, comme je le disais tout à l'heure, les fabricants les plus intelligents, et ceux en même temps qui avaient le plus d'humanité, de leur propre mouvement, s'y sont réduits et ils s'en sont bien trouvés; il résulte des enquêtes qui ont été faites : que l'enfant qui travaillait pendant six heures, précisément parce qu'il était moins fatigué, faisait autant, ou presque autant de besogne que l'enfant qui travaillait pendant huit heures.

On a remarqué, d'un autre côté, que les enfants y perdaient peu de chose, par la raison que, le travail étant à peu près le même, produisait alors presque le même salaire. Ce sont des arguments qui ne sont pas de moi; je les ai trouvés dans les documents que j'ai lus.

Messieurs, quand on a dit que beaucoup d'enfants pouvaient travailler plus de six heures, on a dit une grande vérité; mais il faut prendre garde que ce n'est pas une vérité générale. S'il y a des enfants qui peuvent travailler huit heures, il y en a beaucoup qui ne peuvent travailler que six heures. Il me semble que quand une loi protectrice intervient entre le fabricant et l'enfant qu'il emploie, cette loi doit se baser, non sur le maximum des forces de l'enfant, mais bien plutôt sur le minimum.

Au surplus, les trois considérations qui m'ont déterminé sont celles-ci : Lorsque vous n'aurez que des relais de six heures, les inspections deviendront infiniment plus faciles par le contrôle des écoles.

Et en effet, les inspecteurs, en examinant quel est le nombre d'enfants qui sont dans l'école du matin, pourront apprécier quel est véritablement le nombre de ceux qui ne sont pas employés dans les manufactures, et en inspectant dans les écoles du soir, ils pourront voir également si on n'excède pas cette limite du travail. Je crois que cette mesure tend à faciliter beaucoup les inspections.

Il y a une autre considération d'un ordre plus élevé qui a été déjà indiquée dans la séance d'hier ou dans celle d'avant-hier : le travail des enfants réagit sur le travail des adultes dans beaucoup d'industries; je dirais volontiers dans la plupart des industries. A côté de ces adultes, il est nécessaire de placer un enfant comme auxiliaire. D'où il suit que quand le travail de l'enfant cesse, il faut forcément que le travail de l'adulte cesse aussi.

Ceci a été considéré comme un inconvénient quant à la masse de la production que les fabricants pouvaient produire; mais c'est un grand avantage d'un autre côté, quant à la régularité du travail et le bien-être des adultes, et un moyen tout naturel d'amener toute l'industrie à limiter la journée du travail à douze heures, soit qu'on travaille pendant vingt-quatre heures avec deux relais d'adultes et quatre relais d'enfants, soit qu'on travaille pendant le jour seulement avec un relai d'adultes et deux relais d'enfants. En cherchant à amener ce résultat, nous arriverons peut-être, Messieurs, et c'est un exemple donné par l'Angleterre qui est très bon à imiter, à modérer cette concurrence excessive, dévorante, qui produit tant de funestes effets, qui établit une lutte d'atelier à atelier, de district à district, de royaume à royaume : c'est à qui travaillera le plus, et, par conséquent, à qui forcera le plus la nature humaine, pour retirer du travail des ouvriers la plus grande masse de production possible.

Eh bien, si le système se généralisait, qu'arriverait-il? Tout le monde serait dans une condition de production à peu près la même, et c'est un des moyens d'arriver à une modération du travail dans toute l'Europe; c'est une considération qui a été mise en avant par sir Robert Peel, et qui a une très grande importance. Dernière considération : Tout le monde est d'accord que la population des districts manufacturiers est une population qui tend à se dégrader. On sait, et mille écrits l'ont attesté, combien les ouvriers employés aux filatures anglaises sont dégénérés; leur complexion est malade; la vitalité est moins forte, la longueur moyenne de la vie est beaucoup moins considérable; et, d'ailleurs, ils sont adonnés à beaucoup de vices. En France, grâce à Dieu, les effets du travail dans les manufactures n'ont pas été aussi funestes, mais cependant il y en a eu qui ont été signalés par les statistiques qui nous été distribuées; si vous voulez en entendre un très court résumé, je le trouve dans quelques lignes d'une publication récente.

En voici un passage :

« Tandis que la moyenne des naissances illégitimes est, dans les autres départements, de 838 sur 10,000, elle est de 949 dans ces 19 départements industriels. Au point de vue de la criminalité, les statistiques donnent les résultats suivants : dans les 19 départements industriels, il y a, pour crimes contre les personnes, 1 accusé sur 10,805 habitants; dans les autres départements, 1 accusé sur 15,137. Pour les crimes contre les propriétés, 1 accusé

sur 4,798 habitants; dans les autres départements, 1 accusé sur 8,608 habitants. Sous le rapport militaire, pour 10,000 jeunes gens déclarés aptes au service, les départements agricoles ne présentent que 4,029 infirmes ou difformes, et réformés comme tels; dans les départements industriels, pour 10,000 jeunes gens valides, 9,930 infirmes ou difformes.

Et dans les limites de cette désolante proportion, on trouve pour 10,000 jeunes gens valides : dans la Marne, 10,309 infirmes réformés; dans la Seine-Inférieure, 11,990; dans l'Eure, 14,451; c'est-à-dire que, sur 12 jeunes gens arrivés à l'âge de 20 ans, il y en a 8 que l'industrie a abâtardis, usés avant le temps. »

Quand je cherche à me rendre compte des causes qui abâtardissent malheureusement ces populations, je les trouve principalement dans le fait qu'on fait travailler les enfants de trop bonne heure, qu'on exige d'eux une somme de travail considérable, précisément dans l'époque où leur corps se développe et prend la force qu'il doit avoir un jour. Si on pouvait, sans des inconvénients trop graves pour les manufactures, retarder le travail jusqu'à l'âge de 10 ans, je le préférerais; mais puisqu'il y a nécessité absolue à laisser travailler les enfants à l'âge de 8 ans, je demande qu'au moins de 8 à 12 ans, on ne les assujettisse qu'à une masse de travail moins considérable, afin qu'ils puissent se fortifier, se développer, et prendre de la force pour soutenir la vie très laborieuse qu'ils sont obligés de subir dans la suite. Telles sont les considérations qui m'ont déterminé à présenter mon amendement, demandant que le travail des enfants soit réduit à six heures.

M. LE GÉNÉRAL DE CASTELLANE. — La mortalité dans les ouvriers des manufactures est considérable, l'appauvrissement de la race n'est pas moins remarquable; l'excès du travail, l'usage de l'eau-de-vie en sont les causes. Dans certaines manufactures, les ouvriers sont éloignés d'une lieue de l'endroit de leur travail; ils y arrivent à 6 heures du matin, ils y sont retenus jusqu'à 10 heures du soir, et certains jours, les jours de nettoyage, ils ne peuvent sortir de la manufacture qu'à 11 heures : ils arrivent chez eux à minuit; il faut souper; ils n'ont pas le temps de dormir. Lorsqu'on est privé de sommeil, on a besoin de réparer ses forces en mangeant davantage : ils ne le peuvent pas; ils ont recours à une force factice, en buvant de l'eau-de-vie, en en faisant boire aux enfants. L'eau-de-vie est funeste à l'homme; c'est une des raisons d'abâtardissement de la race. J'ai là le tableau du recrutement de cinq cantons du département de la Seine-Inférieure depuis cinq ans. Je n'ennuierai pas la Chambre du tableau de ces cinq cantons depuis cinq ans, je lui demande la permission de lire le résultat de la conscription; je me trompe; la conscription n'existe plus, c'est une réminiscence de l'empire, les conscrits s'appellent jeunes soldats. Je lirai le résultat des opérations du tirage de 1846, pour quatre cantons :

« Bolbec, 1846 : 202 inscrits; dernier numéro compris dans le contingent, 188. Il y avait 52 soldats à fournir; si les renseignements qui m'ont été donnés à la préfecture de la Seine-Inférieure sont exacts, les 14 derniers numéros étaient impropres au service.

« Darnetal, 1846 : 150 inscrits; dernier numéro atteint, 150. Hommes demandés, 39.

« Elbeuf, 1846 : 300 inscrits; dernier numéro atteint, 277. Hommes demandés, 70. »

Voici, qui est encore plus fort, c'est le quatrième canton, de Rouen.

Je vous demande la permission de citer ce qui le concerne pendant cinq ans :

	INSCRITS.	DERNIER NUMÉRO ATTEINT.
1842.....	173	141
1843.....	171	158
1844.....	165	101
1845.....	153	142
1846.....	135	132

Le tout pour fournir 35 hommes.

J'appuie de toutes mes forces la réduction à six heures du travail des enfants; cela est suffisant pour les manufacturiers. Le travail ne devrait être nulle part de plus de douze heures, et c'est pour cela que j'appuierai de tous mes moyens l'article de la commission qui dit que le travail sera réduit à douze heures pour les femmes. Deux relais d'enfants peuvent faire un travail raisonnable, pour les adultes, celui de douze heures par jour.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — C'est l'amendement de M. le comte d'Argout.

M. LE COMTE DE CASTELLANE. — M. le comte d'Argout a retiré les femmes.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Non, je ne les ai pas retirées.

Un membre. — Lorsqu'elles ont de quinze à seize ans.

M. LE COMTE DE CASTELLANE. — Je suis au paragraphe 1^{er}, je ne discute que le paragraphe 1^{er}.

On dit la loi difficile à exécuter; je ne la crois pas du tout inexécutable; mais enfin il faut la faciliter.

Quand les enfants ont fait six heures de travail, quand on leur donne la clef des champs, on en est fort embarrassé, si leur domicile est à une lieue, et si leurs parents sont dans la manufacture. Il y a là une lacune qu'il faut remplir, une lacune que quelques fabricants remplissent: c'est qu'il faut qu'il y ait dans chaque manufacture une espèce de salle d'asile où on recueille les enfants des pères et des mères qui travaillent. C'est le seul moyen d'arriver à une bonne et sûre exécution de la loi. Huit ans est un âge bien peu avancé pour le travail des enfants. J'aurais voulu que l'Administration eût eu la faculté d'interdire dans certains cas le travail jusqu'à douze ans, et de le permettre dans d'autres à huit ans, suivant telle ou telle industrie. Ainsi, pour le travail aux laines, les enfants à huit ans ne courent aucun danger; mais toutes les industries où il y a de la teinture, sont évidemment malsaines et très fâcheuses pour les enfants. Je répète que cet appauvrissement de la race est une chose grave, très grave, et il faudrait que la loi empêchât un excès de travail pareil à celui auquel on se livre dans les manufactures. Si la concurrence pour travailler plus ou moins longtemps était rendue impossible, si

on faisait disparaître cette concurrence, alors on ne travaillerait que raisonnablement. Je vote pour la réduction à six heures du travail des enfants de huit à douze ans.

M. LEGENTIL. — Messieurs, la commission s'est montrée aussi jalouse du bien-être des enfants que l'honorable auteur de l'amendement. Le moyen indirect par lequel il veut faire réduire le travail des adultes à douze heures a été proposé par la commission d'une manière, je ne crains pas de le dire, beaucoup plus efficace.

La commission a réduit le travail des femmes et des filles, quel que soit leur âge, à douze heures. Or, comme le travail des femmes et des filles, quand leur âge n'est pas déterminé, présente un nombre d'ouvriers beaucoup plus considérable que celui des jeunes enfants, il est évident qu'en limitant le travail des femmes et des filles à douze heures, on a fait pour les adultes tout ce qu'il était possible de faire.

Je répondrai à M. le comte d'Argout ce que j'avais déjà eu l'honneur de dire dans la séance dernière ; c'est que trop souvent on fait abus de l'exemple qu'on tire de l'Angleterre. Ainsi, Messieurs, on nous a dit, je me permettrai là-dessus de n'être pas tout à fait d'accord avec M. le rapporteur, que c'étaient les fabricants qui, par crainte d'un excès de production, avaient demandé la réduction du travail, et fait passer le bill de lord Ashley, qui réduit le travail des enfants à dix heures. (Dénégations de M. le rapporteur.)

Pour moi, je crois que c'est tout le contraire. Les fabricants anglais ont lutté vivement et longtemps contre l'adoption du bill de lord Ashley. Je n'irai pas bien loin chercher la preuve. J'ai sous les yeux un rapport des industriels du comté de Lancastre, qui font un calcul tendant à prouver que la réduction du travail à dix heures leur fait perdre sur leurs frais généraux une somme de 12 1/2 p. o/o, et constitue en même temps, au profit de l'industrie étrangère, un bénéfice égal à leur perte. Le bill a passé, parce que les propriétaires, blessés, il faut le reconnaître, de l'initiative qu'avaient prise les manufacturiers pour faire voter la loi sur l'importation des blés étrangers ont voulu prendre leur revanche.

Ainsi il est bien entendu que ce sont les partisans de l'agriculture qui ont fait passer le bill de dix heures contre le vœu, contre les intérêts des manufacturiers. Ceux-ci étaient menacés déjà depuis longtemps de ce bill : vous savez qu'il a été présenté dans cinq sessions différentes au parlement. Les manufacturiers avaient pensé, en 1844, qu'en faisant une réduction sur le travail des enfants, qu'en accordant même une limitation très grande au travail des femmes et des filles, ils obtiendraient, pour prix de cette concession, le retrait de l'amendement de dix heures. Cela n'a pas suffi ; le parti qui combattait ces dispositions-là, le parti agricole, a été le plus fort, et le bill de dix heures a été adopté ; mais je crois qu'il ne faut pas, de ce que ce bill a réduit pour les enfants le travail, non pas à six heures, mais à six heures et demie et même à sept heures, quand le travail s'exécute le matin, avant une heure de l'après-midi, en tirer une conséquence trop rigoureuse.

J'arrive maintenant à la proposition et aux arguments à l'aide desquels l'a appuyée M. le comte d'Argout. L'honorable auteur de l'amendement a dit que l'enfant qui travaille six heures produit autant et mieux que lorsqu'il

travaille plus longtemps. Cela n'est pas possible. L'enfant est obligé de suivre tous les mouvements de l'adulte. Quand l'adulte file, il faut que l'enfant rattache ; c'est le même ouvrier qui l'emploie, et, s'il travaille six heures, il y aura évidemment moins de profit que s'il travaille huit heures. L'enfant, je le répète, est obligé de suivre tous les mouvements de la machine que dirige l'adulte. Il y aura donc une perte de travail ; nous allons voir quelles en seront les conséquences.

M. le comte d'Argout, dans la discussion à laquelle il s'est livré, ne s'est occupé absolument que d'un seul point, celui de savoir s'il faut toujours mettre les relais et les séries d'enfants parfaitement en harmonie avec les besoins de la grande manufacture ; et à cet égard je dois dire que ces besoins ne se manifestent pas dans toutes les opérations de la manufacture, mais seulement dans deux ou trois opérations principales. Ainsi cela arrivera pour la filature, pour les métiers, dans l'impression, pour suivre le petit tireur qui délivre la couleur à celui qui l'applique ; cela aura lieu dans les grandes fabriques de tissage où l'on a besoin d'un lanceur pour faire passer la navette à travers une grande largeur d'étoffes ; mais il y a d'autres industries, et c'est le plus grand nombre, qui ne demandent pas la simultanéité d'efforts du jeune enfant et de l'adulte.

Ensuite il faut nous reporter aux conséquences de la disposition votée hier ; vous avez déclaré que la loi devait être applicable à toutes les espèces d'industries, sans distinction. Je reconnais l'importance des grandes manufactures ; mais vous remarquerez qu'aujourd'hui elles ne sont qu'une exception ; et lorsque vous aurez appliqué la loi d'une manière générale, c'est-à-dire à toutes les industries qui emploient des matières premières, aux fabriques de produits chimiques, aux industries métallurgiques, céramiques et autres, que les besoins de la société réclament tous les jours, vous aurez atteint une masse peut-être trente fois plus considérable d'industries que celles qui vous occupent aujourd'hui.

Il faut aussi voir quelle est la conséquence de la rédaction que vous voulez adopter.

En général, le travail des enfants est payé à raison de 5 à 7 centimes par heure, c'est à-dire qu'ils gagnent, moyennement, de 12 à 16 sous, ou, pour parler plus légalement, de 60 à 80 centimes par jour. Diminuer deux heures de travail, c'est leur retrancher de 12 à 14 centimes par jour, c'est-à-dire de 3 francs à 3 fr. 50 par mois, et de 40 à 42 francs par an ; de sorte que, pour une famille de deux ou trois personnes, ce serait retrancher douze ou quinze jours de travail.

Si vous appliquez cette disposition à toutes les industries en général, vous causerez aux familles pauvres un dommage assez notable, une privation assez dure. Ne perdez pas de vue que votre loi s'appliquera au travail dans toute sa généralité.

Quelles sont donc, je le demande, les exigences en ce moment de ceux qui veulent réduire fatalement le travail à six heures ? Est-ce que, dans les huit heures qu'on leur accorderait, les manufacturiers ne sont pas maîtres de prendre une limite de six heures, ou, je dirai mieux, comme en Angleterre, de six heures et demie, de sept heures, s'ils le voulaient ? Pourquoi

donc, pour quelques fabricants, pour les chefs d'une ou de deux industries spéciales, qui forment, sans doute, une classe respectable, nombreuse même, mais qui sont loin d'être toute l'industrie, frapper la généralité des industries ?

Sans doute, si le travail est réglé d'une manière uniforme, à six heures, ces fabricants n'auront pas une concurrence aussi vive pour l'emploi de jeunes enfants, parce qu'ils ne pourront leur faire une position égale à celle des autres ateliers. S'ils ont à lutter contre d'autres industries, ils seront obligés peut-être d'ajouter 2, 3 ou 5 centimes par jour : 5 centimes, ce serait le maximum ; mais je ne le crois pas, parce que la plupart des grandes industries, aujourd'hui, sont placées en dehors des grandes villes. Là, le nombre des ouvriers, dans les établissements du dehors, est peu considérable, et la concurrence pour avoir les bons ouvriers n'est pas grande. Ils seront donc, je ne dirai pas à la merci des chefs d'établissements, mais obligés d'accepter leurs conditions.

Dans tous les cas, la généralisation de la loi, dans mon opinion, ne pourrait avoir qu'un but : ce serait de rendre pour tous les grands manufacturiers le recrutement des jeunes ouvriers un peu plus facile.

Eh bien, quelques précautions que vous preniez dans votre loi pour concilier les moyens de travail avec la surveillance et la paternité dont vous voulez entourer les enfants, il y aura toujours un sacrifice imposé aux grands manufacturiers. C'est une conséquence naturelle de toutes ces sortes de lois ; il faut qu'ils l'acceptent, autrement la loi n'aurait pas de résultats.

Dira-t-on, comme on l'a fait tout à l'heure, qu'en demandant huit heures pour le travail des enfants, nous exigeons trop ? Messieurs, dans ces lois, il faut se mettre en garde contre les entraînements de la philanthropie ; et demander trop, quelquefois c'est s'exposer à n'obtenir rien et à faire violer la loi.

Vous dites que c'est trop ! Mais voyez ce qui se passe en Angleterre : c'est six heures et demie, et même sept heures, qu'on fait travailler les enfants ; en Prusse, c'est neuf heures. Or nous ne demandons que huit heures, parce que la loi s'applique à toutes sortes d'industries. Nous ne sommes donc pas en dehors des limites raisonnables ; je crois que tous ceux qui ont pratiqué les jeunes enfants savent qu'un travail de huit heures n'excède pas leurs forces ; d'autant qu'aujourd'hui, dans la grande comme dans la moyenne industrie, le travail brutal, qui demandait autrefois une grande vigueur de muscles, est presque toujours dirigé par des moteurs mécaniques, et qu'il ne reste aux ouvriers en général qu'un travail de soin, de surveillance et d'ordre, qui ne demande pas une grande consommation de forces. Le travail de huit heures est dans les limites raisonnables ; si l'on réclame le travail de six heures, ce n'est que dans l'intérêt d'une portion notable, je le veux bien, de l'industrie, mais enfin d'une portion assez faible, comparée à la totalité de l'industrie, que la loi embrasse.

D'ailleurs, les manufacturiers ne peuvent pas se plaindre, puisque, en dernière analyse, quand on leur donne le plus, ils ont nécessairement le moins.

Voulez-vous savoir quelles seraient encore, jusqu'à un certain point, les

conséquences de la limitation que vous voulez faire ? Les grandes industries occupent sans doute un grand nombre d'enfants ; mais il faut reconnaître, cependant, des faits, constatés, soit par tous ceux qui ont lu les brochures publiées sur ce sujet, soit par ceux qui ont parcouru les fabriques, soit par ceux qui ont entendu les témoignages de tous les intéressés dans la question. On dit partout, aujourd'hui, que les enfants de 8 à 10 ans sont presque en dehors de toutes les grandes fabriques ; que, dans la filature, on n'en emploie peut-être pas un seul.

Même avant 1840, l'honorable M. Bourcart, dont le nom a été cité avec éloge par notre savant rapporteur, déclarait que les enfants de 8 à 10 ans n'étaient presque pas employés dans les manufactures, que c'étaient toujours des enfants de 10 à 12 ans. Mais ces deux catégories, de 8 à 10, et de 10 à 12, forment à peine le dixième de la généralité des enfants de 8 à 16 ans. Cette proportion a même encore un peu diminué depuis dans les grandes fabriques.

Dans l'industrie anglaise, qu'on cite toujours, je trouve, dans un rapport presque officiel que j'ai sous les yeux, et sur des calculs faits sur plus de 400 manufactures, que les enfants au-dessous de 13 ans ne forment que 3 $\frac{1}{2}$ p. 100 de la totalité du nombre des ouvriers, et que les adolescents de 13 à 18 ans en forment, au contraire, 29,7 soit près de 30 p. 100, c'est-à-dire presque le tiers.

Ainsi, les grandes fabriques, qui occupent un grand nombre d'enfants, n'emploient que dans une faible proportion des enfants de huit à douze ans, ceux dont s'occupe la loi actuelle.

A côté de cela, quelles sont les proportions qui peuvent exister sur le nombre des enfants qui sont en dehors des grandes fabriques ? Un document, distribué hier à la Chambre par M. le Préfet de police, pour le département de la Seine, prouve que cette proportion est beaucoup plus considérable qu'on ne le dit. Ainsi, en 1847, un rapport sur les ateliers disséminés dans Paris montre qu'ils sont très nombreux ; sur 23,391 ouvriers, le nombre des enfants au-dessous de 12 ans est de 1,483, et de 12 à 16, de 2,387, c'est-à-dire que les enfants au-dessous de 12 ans présentent plus que la moitié des enfants de 12 à 16 ans, alors que, dans les fabriques, les premiers ne sont vis-à-vis des seconds que dans la proportion de un à huit, ou au plus de un à quatre.

Vous voyez que si vous réduisez deux heures sur le travail seulement dans l'intérêt d'une nature d'industrie, quelque respectable qu'elle soit, vous atteignez très sensiblement toutes les autres industries très nombreuses qui vont être frappées par la loi en vertu de son application générale.

Je suis très vivement touché, je le répète, de voir qu'un pareil résultat sera produit dans un intérêt que je connais peut-être mieux que beaucoup d'autres, parce que j'ai eu souvent l'occasion de visiter des manufactures, intérêt que je sais être très grand, très digne de tous nos égards ; je ne puis cependant pas ne pas examiner quelle sera l'influence que cela pourra exercer sur l'ensemble du travail, et par suite ne pas regretter la limitation.

Il y a du vrai dans ce que vient de dire le dernier orateur sur la détérioration de l'espèce humaine, sur les misères des ouvriers employés dans les

travaux des manufactures; mais peut-être aussi exagère-t-on un peu les causes qui font que la population ouvrière s'étiole, s'abâtardit, est chétive : elles ne tiennent pas essentiellement à la longueur du travail; il faut attribuer ce triste résultat aux désordres de l'intérieur de la famille, à des habitudes, permettez-moi de le dire, de mauvaise vie, assez souvent de débauche même. Lorsqu'on examine de près les grandes fabriques bien tenues, on remarque que la population y est, en général, certainement dans d'aussi bonnes conditions que partout ailleurs.

En Angleterre même, je vois dans un travail authentique que, sur 412 fabriques renfermant 116,000 ouvriers, il y en avait 92,000 qui savaient lire. Je dois dire qu'à mon avis, lorsque des ouvriers ont été assez bien inspirés pour apprendre les éléments de la lecture, c'est un gage, en général, de leur bonne conduite.

Il n'est pas vrai de dire, d'une manière très générale, que la population des manufactures soit aussi chétive; elle l'est dans les grandes fabriques situées au milieu ou dans le voisinage des grandes villes; elle ne l'est pas au même degré dans les grandes fabriques isolées.

Je suis heureux de déclarer que, depuis la loi de 1841, qu'on a quelquefois attaquée, et qui cependant a produit de grands résultats dans la condition des grandes fabriques, il s'est fait des améliorations très notables : les ateliers, généralement, ont été mieux aérés, plus propres; la discipline a été mieux observée; beaucoup d'établissements charitables ont été créés au sein même de ces fabriques; des caisses d'épargne, de prévoyance y ont été établies, et les chefs eux-mêmes se sont empressés d'accroître les masses de ceux qui y déposaient, pour les encourager. Autour des grandes fabriques isolées, on a vu s'élever des bâtiments grands, larges, bien aérés, où les ouvriers trouvent des logements commodes et à bon marché. En un mot, on a fait beaucoup de choses, et il s'en fait tous les jours. Je n'irais pas bien loin pour chercher des exemples de ce que je dis; il y a dans cette enceinte même plusieurs des honorables auteurs de ces améliorations, et indiquer leur œuvre me dispense de les nommer.

Je me résume. Je crois, puisque notre loi est générale, que, du moment où vous reconnaissez qu'un travail de huit heures n'est pas abusif, vous ne pouvez pas ôter aux enfants, à la famille, le bénéfice de cette somme de travail, dont le résultat est assez important, d'après les calculs que j'ai donnés. Vous ne voulez le faire que dans l'intérêt d'une nature spéciale d'industrie. Quelque grande qu'elle soit, c'est une exception qui, numériquement, est très faible en présence de toutes les industries que vous embrassez.

C'est par ces considérations que je repousse l'amendement, et que je demande le maintien de l'article après qu'il aura été remédié au léger vice de rédaction signalé par M. le comte d'Argout.

M. CUNIN-GRIDAIN, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — Messieurs, le vote que vous allez émettre sur l'amendement de M. le comte d'Argout décidera si, à l'avenir, les enfants de 8 à 12 ans pourront encore être admis dans les fabriques, ou si, en le repoussant, vous n'aurez pas prononcé l'exclusion de ces mêmes enfants.

Je viens soutenir cet amendement; je viens le soutenir avec cette conviction profonde, qu'il est préférable à l'amendement de la commission. Mais, avant d'entrer dans la discussion des considérations que l'honorable auteur de l'amendement a présentées, je demande la permission à la Chambre, attendu que cet amendement se trouve en présence du projet de loi soumis à vos délibérations par le Gouvernement, en présence d'un autre système présenté par la commission, de reprendre un peu la discussion de plus haut.

L'honorable M. Dupin, dans un discours prononcé dans la séance d'avant-hier, a fait quelques observations, je me sers à dessein de ce mot, quelques observations critiques contre la loi de 1841, et j'ai besoin de revenir sur ces observations, parce qu'elles me conduiront tout naturellement à apprécier cette loi, les avantages qu'elle a produits, les motifs qui ont déterminé le Gouvernement, après les études les plus sérieuses, à proposer la loi maintenant en discussion. Enfin, je dirai quels sont les motifs, les considérations qui avaient déterminé le Gouvernement lui-même à soumettre à la commission les dispositions dont M. le comte d'Argout a bien voulu également saisir la Chambre.

Je ne serai pas long, et j'arriverai promptement, brièvement, à la discussion de l'amendement et à la réponse qu'exigent les arguments que mon honorable collègue M. Legentil vous a présentés.

On a reproché au Gouvernement d'avoir été pendant sept ans sans s'occuper des moyens qui avaient été mis à sa disposition, sans promulguer des règlements d'administration publique. Le Gouvernement, dit-on, reconnaissait que, dans quelques-unes de ses dispositions, la loi n'était pas exécutée; et cependant il n'a pas usé des moyens auxquels il pouvait recourir, des règlements d'administration publique. Ce reproche est-il bien fondé? est-il bien motivé? Il ne faut cependant pas oublier que la loi de 1841, votée au mois de mars n'était exécutoire qu'à la fin de cette même année, il ne faut pas oublier non plus que cette loi était une loi d'expérimentation, et qu'avant de recourir aux règlements d'administration publique, auxquels la loi autorisait le Gouvernement à recourir, encore fallait-il que l'expérience se fit; encore fallait-il que le temps vînt à son aide pour signaler quels étaient les obstacles, quelles étaient les difficultés, quels étaient les moyens de les vaincre.

En 1845, lorsque le Gouvernement eut recueilli les renseignements qu'il poursuivait, qu'il eut reconnu que l'inspection n'était pas suffisante pour faire pénétrer dans tous les ateliers l'exécution parfaite de la loi, lorsqu'il eut reconnu que, malgré le zèle, je me plais à leur rendre cette justice, déployé par les inspecteurs dans l'accomplissement de leurs fonctions, il y avait encore dans beaucoup d'ateliers des résistances, des difficultés, et que là où il n'y avait pas d'écoles, il y avait impossibilité; lorsque le Gouvernement eut reconnu tout cela, aurait-il, avec des règlements d'administration publique, aurait-il changé la nature des choses d'où naissaient les difficultés, les résistances? Certes, il serait coupable si, le remède étant à côté du mal, il n'en avait pas fait usage; mais c'est parce que le Gouvernement a reconnu que les règlements eussent été impuissants pour triompher de ces obstacles, qu'il a pensé, dès lors, à saisir de la question les conseils généraux de l'agriculture, du commerce et des manufactures. Et remarquez ceci : c'est en 1845 qu'il

a pris ce parti, et il fallait bien au moins trois à quatre ans d'expérimentation, pour que le temps révélât avec une entière exactitude les difficultés que rencontrait la loi.

Le Gouvernement remit donc aux conseils généraux de l'agriculture, du commerce et des manufactures tous les documents qu'il avait recueillis; il leur donna connaissance de sa correspondance avec les préfets, des rapports des inspecteurs, et les consulta sur les moyens de venir au secours de la loi de 1841. Il ne leur posa à cet égard que des questions; il ne s'est pas présenté devant ces conseils avec un projet préconçu; il leur a demandé de l'aider de leurs lumières. Eh bien, les trois conseils auxquels on soumettait ces difficultés ont été unanimes sur le premier point.

Je crois même que l'honorable M. Dupin a été rapporteur.

M. LE BARON CHARLES DUPIN. — Je n'ai pas eu cet honneur.

M. LE MINISTRE. — Vous en faisiez partie; et le conseil général de l'agriculture auquel appartient M. Dupin, a été d'avis que l'âge d'admission dans les manufactures devait être relevé à dix ans. A l'appui de cette opinion, de hautes et puissantes considérations étaient présentées; on disait avec raison que les enfants, n'entrant dans les manufactures qu'à l'âge de dix ans, pourraient consacrer deux années de plus à leur instruction primaire, à leur instruction religieuse, et que leurs forces auraient acquis plus de développements pour soutenir un travail prolongé. Enfin il pensait que la limite du travail quotidien devait être huit heures. Le conseil général des manufactures ne voulait l'entrée des enfants dans les ateliers qu'à l'âge de dix ans; celui du commerce exprima la même opinion, et l'un et l'autre étaient encore d'avis qu'on devait accorder aux enfants douze heures de travail. Sur quoi se fondaient les conseils pour insister sur l'âge de dix ans ? C'est qu'après avoir reconnu d'après les documents qui ont été mis à leur disposition, les difficultés que rencontrait la loi limitative de l'âge de huit ans, et du travail à huit heures, ils ont pensé que cette durée de travail coïncidait fort mal avec celui des adultes.

Après l'avis des conseils généraux, nous avons dû aussi consulter les chambres de commerce, les chambres consultatives des manufactures; nous l'avons dû, et c'est un devoir que nous avons rempli consciencieusement, parce que, comme la Chambre peut en être convaincue, le Gouvernement souhaitait, désirait ardemment de ne présenter le projet de loi qu'autant qu'il concilierait les droits sacrés de l'humanité et l'intérêt des ouvriers dans les manufactures.

Les chambres de commerce furent d'avis que le projet à présenter devrait consacrer en principe l'admission des enfants à dix ans, et, pour éviter tous les embarras, toutes les difficultés des relais, déterminer qu'à cet âge les enfants pourraient être soumis à un travail de douze heures. Ces autorités, que j'appelle intéressées, mais intéressées dans la véritable acception du mot et dans le sens des vues bienveillantes du Gouvernement, furent unanimes sur ce point.

M. HIPPOLYTE PASSY. — Je demande la parole.

M. LE MINISTRE. — L'étude que nous avons faite, Messieurs, s'est donc faite au grand jour; jamais projet de loi n'a subi des épreuves préalables

plus sérieuses et plus sincères. Aussi bien je ne dois pas, je ne puis pas passer sous silence une phrase dans laquelle le rapporteur cherche à résumer la pensée, les tendances de ce projet de loi; permettez-moi de vous en donner lecture.

« Nous avons à vous rendre compte d'un projet de loi très court, et si modeste dans son aspect, que l'attention publique ne l'a pas même aperçu lorsqu'on vous l'a présenté. Ce projet, au premier coup d'œil, semble n'apporter qu'une modification sans conséquence à la loi générale sur les enfants employés dans les manufactures; il semble n'être tout au plus qu'une concession gracieuse, réclamée par la commodité, par l'économie, pour les possesseurs de fabriques, d'usines et d'ateliers d'un certain genre; mais aussitôt qu'on l'approfondit, il soulève les questions les plus graves : il se rattache, par des liens étroits, aux plus précieux intérêts politiques et moraux; adopté dans sa rigueur et sa généralité, son effet inévitable atteindrait, aux sources mêmes de l'enfance et de l'adolescence, le bien-être, la santé, la force du peuple entier : il réagirait sur la civilisation, l'humanité, la religion même? »

Oh, j'avoue, Messieurs, qu'un projet précédé de tant de travaux consciencieux, éclairé par les délibérations des conseils généraux, hautement apprécié par l'élite du commerce de France, je n'aurais jamais supposé qu'il renfermât de pareilles énormités! Comment! le Gouvernement aurait accordé aux obsessions de quelques manufacturiers des *concessions gracieuses*! Comment! l'esprit de ces manufacturiers, de ces grands industriels, dont, je puis le dire, la France s'honore, serait faussé par un tel égoïsme! Il faut en convenir, Messieurs, le moment était bien mal choisi pour diriger contre eux de telles accusations. C'était le moment où le travail était rare dans les manufactures, où les chefs d'établissement venaient de faire preuve, permettez-moi de le dire, de toute leur paternelle affection en faveur des ouvriers, et quand ils se sont vus obligés de réduire la durée du travail, parce que les demandes n'arrivaient pas, ils se sont empressés de porter, en même temps, des secours dans le sein des familles. Ils ouvraient des souscriptions en tête desquelles ils s'inscrivaient, et, à cause de la cherté du blé, ils fabriquaient eux-mêmes le pain pour le donner au-dessous du cours, et ce sont ces industriels qui auraient exigé du Gouvernement des *concessions gracieuses*! Oh! c'est contre sa pensée, et par inadvertance bien certainement, que votre Rapporteur s'est servi de cette expression.

Après ces explications qui m'ont été très pénibles, mais que je considérais comme un devoir, je m'arrête; j'aime à croire que la Chambre ne supposera pas que le Gouvernement ait eu une telle pensée, ni que le Ministre qui a l'honneur d'être en ce moment à la tribune ait pu se rendre ou le complice ou l'auteur d'une telle proposition.

Messieurs, lorsque la loi que nous avons eu l'honneur de soumettre à la Chambre eut subi l'examen de la commission, je me suis empressé de profiter de l'intervalle des deux sessions pour communiquer au commerce de France et aux chambres de commerce, qui sont l'interprète de ses besoins et de ses vœux, le projet de votre commission et le travail de son savant rapporteur. L'honorable baron Dupin avait cité le bill de 1844; j'ai voulu aussi m'assurer bien exactement des résultats de ce bill.

J'ai envoyé en Angleterre un homme capable, observateur habile, qui déjà avait été chargé précédemment par moi d'une mission, dans le même pays, pour y reconnaître l'état de l'industrie et des institutions de bienfaisance. Eh bien, le bill de 1844 a produit précisément le fait auquel l'honorable rapporteur rend hommage. Ce bill était devenu indispensable. En Angleterre, il existait, en 1844, 4,000 établissements seulement soumis aux conditions du bill de 1833. Sur ces 4,000, on en comptait 1,700 dont les enfants au-dessous de treize ans avaient été renvoyés. La division de travail par huit heures rencontrait là de grandes difficultés, et c'est lorsque ces difficultés furent bien connues, bien appréciées, que l'attention du Gouvernement fut éveillée et qu'on pensa au bill de 1844. Que dit M. Horner dans son rapport cité par l'honorable M. Dupin ? C'est que le bill de 1844 a proposé de régler le travail des enfants à six heures et demie par jour. Que dit-il après le bill de 1844 ? Nous avons vu les fabricants et la majorité des fabricants se conformer à ce bill, l'atelier se repeupler d'enfants de treize ans et au-dessous, et on le doit à l'organisation nouvelle du travail des adultes, qui désormais coïncide parfaitement avec le travail des enfants.

Le bill de 1844 précède le bill qui a diminué, réduit le travail des femmes à dix heures ; le bill qui réduit le travail des femmes lui est postérieur ; le bill de 1844 n'a donc pas été fait uniquement, spécialement, pour faire concorder le travail des enfants avec celui des adultes : voilà la vérité.

Maintenant, quel a été le résultat de l'enquête faite par mes soins en Angleterre ? Je viens de vous le rappeler. Quel a été le résultat de l'enquête faite en France entre les deux sessions ? Je vais vous le dire. Toutes les chambres de commerce ont été consultées : j'ai là la réponse de la chambre de commerce de Paris et des autres, qui toutes donnent la préférence à mon projet sur le système de la commission, c'est-à-dire qu'elles sont d'avis d'élever l'âge à dix ans et de régler le travail à douze heures. La chambre de commerce de Paris maintient encore aujourd'hui le projet du Gouvernement ; les autres chambres de commerce se sont modifiées. La chambre de commerce de Mulhouse, celle de Lille, celle de Rouen, plusieurs autres encore, et la liste en serait longue, déclarent qu'après avoir lu le rapport de l'honorable M. Dupin, et dans ce rapport les faits constatés par M. Horner, elles se réunissent à l'avis qui forme la dernière opinion de la société industrielle de Mulhouse. Cette société toute philanthropique, à laquelle, dans le courant de cette discussion, comme dans la discussion qui a eu lieu en 1841, on a rendu un hommage bien mérité, a publié un rapport qui sera sans doute de quelque valeur, même auprès de l'honorable M. Dupin ; voici la réponse qu'elle m'a faite, la Chambre me permettra de lui en lire les principaux passages :

« D'après l'article 2 du projet du Gouvernement, les enfants ne seraient plus admis dans les ateliers qu'à l'âge de 10 ans, et alors on pourrait exiger de tous indistinctement douze heures de travail. La commission de la Chambre des pairs demande au contraire qu'on s'en tienne à cet égard aux dispositions de la loi du 22 mars 1841, qui autorise l'admission des enfants dans les ateliers dès l'âge de 8 ans, en permettant de les faire travailler huit heures de 8 à 12 ans, et douze heures de 12 à 16 ans.

« Appelés à vous prononcer sur cette question, au mois d'avril dernier, vous avez, conformément à l'avis de votre commission, donné la préférence au projet du Gouvernement, avec la réserve, toutefois, que le temps passé chaque jour à l'école serait compté dans les douze heures de travail effectif des enfants. Il serait superflu de rappeler les raisons que nous faisons valoir alors, et qu'on pourra retrouver dans le rapport dont vous avez voté l'impres-sion. Mais des renseignements précieux que nous avons trouvés dans le tra-vail de M. le baron Dupin ont modifié nos opinions à ce point, que nous vous proposerons aujourd'hui de n'admettre ni le projet du Gouvernement, ni l'amendement de la commission de la Chambre des pairs.

« Il existe une autre mesure, pratiquée depuis plusieurs années en Angle-terre, et sanctionnée par la loi, dans ce pays, depuis 1844, qui nous a paru infiniment préférable. Avant de vous la faire connaître, permettez-moi d vous citer deux passages du rapport de M. le baron Dupin, qui ont particu-lièrement fixé notre attention.

« Je crois désirable, ajoute M. Horner, que les adolescents soient employés de préférence aux enfants, c'est-à-dire qu'entre deux jeunes travailleurs, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de 13 ans, si l'on n'en peut occuper qu'un seul, il est meilleur d'occuper le plus âgé. Néanmoins il y a tant d'avantages pour les enfants des classes laborieuses, lorsqu'ils entrent dans une fabrique bien réglée, d'y travailler à courte journée (*short-time*), et d'aller à l'école, que j'ai sans cesse employé tous mes efforts afin d'écarter les difficultés appréhendées ou réelles, et de favoriser l'admission des enfants au-dessous de 13 ans. Ayant depuis longtemps acquis l'expérience de l'avantage, pour leurs parents et pour leurs patrons, de les combiner par doubles relais dont chacun travaille seulement à demi-journée, j'ai pris soin de signaler la faci-lité que présente un pareil système, et, je suis heureux de le dire, *je l'ai fait avec succès*. A la fin de 1839, mon district ne renfermait que 69 fabriques où l'on employât les enfants à demi-journée; ce nombre s'est accru sans cesse et s'élève maintenant (1843) à 178 établissements qui font travailler 2,488 enfants au-dessous de 13 ans.

« C'est précisément, Messieurs, ce travail réduit à une demi-journée, pour les enfants de 8 à 12 ans, qui nous a paru la combinaison la plus conve-nable sous tous les rapports. Ainsi on pourra conserver les deux catégories admises par la loi de 1841, sans rencontrer aucun des inconvénients que cette classification présente aujourd'hui. Les enfants seront admis à travailler dès l'âge de 8 ans, et contribueront à gagner le pain de la famille, sans nuire, comme par le passé, à leur santé et à leur instruction. Quoiqu'en ne fournissant qu'une demi-journée, leurs salaires, aujourd'hui très bas, reste-ront à peu près les mêmes; et, comme il faudra doubler le nombre de ces jeunes ouvriers, leur placement deviendra plus facile, et il en résultera plus d'aisance dans les classes laborieuses.

« Il faut encore remarquer que certaines industries, comme les filatures de coton, qui, sous le régime de la loi actuelle, ne peuvent plus employer d'enfants au-dessous de 12 ans, le feraient à l'avenir; car le système des relais, qui s'est trouvé à peu près incompatible avec les exigences de la loi de 1841, deviendrait très facile par l'emploi des demi-journées.

« Ainsi, il y aurait avantage pour les jeunes ouvriers, au point de vue du salaire, à adopter cette mesure. L'avantage serait plus frappant encore en égard à la santé et au développement moral et intellectuel, chaque enfant jouissant chaque jour d'une demi-journée entière pour fréquenter une école et donner à son corps tous les mouvements convenables et en plein air qu'exige son âge. Peut-être quelques personnes craindront-elles que ce temps de liberté accordé aux jeunes travailleurs ne soit employé par un grand nombre d'entre eux à vagabonder dans les rues ou dans les champs, et à se pervertir; mais vous allez voir tout à l'heure qu'en exigeant leur présence assidue à une école, la loi n'entend point que ces enfants soient entièrement abandonnés à eux-mêmes. »

On cite ensuite les expressions du rapport que je mentionnais tout à l'heure; et voici comment la société termine le sien :

« Nous regrettons qu'après avoir fait ressortir avec tant de conviction et d'habileté tous les avantages qui résulteraient de la disposition dont nous parlons, M. le baron Dupin ne l'ait pas provoquée lui-même. Placée ainsi sous le patronage de l'imposante autorité de son nom et d'un vœu exprimé par une commission de la Chambre des pairs, elle aurait eu des chances de succès que notre faible voix ne lui donnera pas peut-être. »

Qu'ajoute la société industrielle de Mulhouse ? « C'est que, malgré tous nos efforts, malgré toute notre bonne volonté, nous n'avons pas pu ne pas congédier les enfants au-dessous de 12 ans, par la difficulté que ces relais présentaient. »

Messieurs, je pourrais invoquer dans cette Chambre même le vénérable doyen de l'industrie, qui siège sur ces bancs, et dont la France s'honore, M. Odier. Eh bien, l'honorable M. Odier, il y a deux jours, m'autorisait à dire ce que je savais : c'est que le plus grand établissement de France, celui à la tête duquel se trouve M. Odier, l'établissement de Wesserling, qui compte 5 ou 6,000 ouvriers, n'a pas aujourd'hui dans ses ateliers un enfant au-dessous de 12 ans. On les admet à 12 ans, quand ils savent lire et écrire : c'est une des conditions indispensables et préalables.

Messieurs, je n'ai pas besoin de citer toutes les réponses faites par les différentes chambres de commerce. Nîmes partage l'opinion de Mulhouse, et la motive comme Mulhouse; Rouen est de l'opinion de la chambre de commerce de Mulhouse.

Je lisais ce matin une lettre de M. le Préfet de la Seine-Inférieure; je croyais me tromper en la lisant. M. le Préfet de la Seine-Inférieure me mande : « Sur 150,000 ouvriers que je compte dans mon département, je n'ai pas aujourd'hui 200 enfants de l'âge de 8 à 12 ans employés dans les manufactures. »

Messieurs, ce sont là des arguments bien puissants en faveur de l'amendement de l'honorable comte d'Argout.

Il y a de ces faits incontestables que tous les arguments, que toute la science ne sauraient détruire. Il faut savoir les accepter avec leur vérité brutale; il faut savoir les accepter comme des coups de bélier qui brisent tous les obstacles qu'ils rencontrent.

Savez-vous pourquoi cette dispensation, cette répartition du travail, qui

donne à l'enfant huit heures, a rencontré tant de difficultés ? Je dois dire que, si je ne me rends pas bien compte de la résistance que la commission apporte à adopter l'amendement de l'honorable comte d'Argout, nous voulons, et la commission veut sans doute avec nous, rappeler le travail dans les ateliers où il y a possibilité de le faire ; mais si son amendement achève ce qui est déjà commencé, c'est-à-dire le renvoi de tous les enfants au-dessous de 12 ans, s'il prévaut contre celui de M. le comte d'Argout, tenez pour certain, et c'est à regret que je le déclare, qu'avant la promulgation de la loi vous n'aurez plus de relais d'enfants travaillant huit heures que dans deux cas, où il est à ma parfaite connaissance que cela se pratique.

Ces relais de huit heures, savez-vous où vous les trouverez ? Dans les ateliers où les adultes sont autorisés à travailler seize heures ; car c'est là que je verrais la perte des forces, et le travail poussé à sa dernière limite. Voilà ce qui arrivera ; je demande pardon à la Chambre d'entrer dans des détails qui, du reste, sont indispensables. (*Parlez ! parlez !*) Ce sont des enseignements pratiques, et je les livre avec une entière confiance à la Chambre, parce qu'ils sont fondés sur des faits.

L'honorable M. Legentil disait tout-à-l'heure : « De quoi vous plaignez-vous ? Nous vous accordons huit heures, c'est le maximum, et qui peut le plus peut le moins. » Sans doute, c'est un raisonnement comme un autre, il est même excellent ; mais il n'était pas moins bon sous le régime de la loi de 1841. Cependant, personne ne l'a appliqué ; voici pourquoi ; la chose est bien simple ; nul ne le sait mieux que l'honorable M. Legentil, qui est un homme pratique et qui a été intéressé dans de très grands établissements industriels. Voici comment les choses ont lieu. Le choix des enfants attachés à l'adulte appartient à l'adulte lui-même ; et, dans bien des localités, c'est aussi l'adulte qui règle le salaire de ces enfants. Le travail de vingt-quatre heures doit être accompli par l'adulte ; or, que résulte-t-il de la combinaison des relais de huit heures ? C'est qu'il est obligé de s'adjoindre ou un enfant et demi, un deux tiers, sur lequel il rejette plusieurs heures de son travail. Eh bien, cette combinaison n'entre pas dans l'esprit de l'ouvrier ; il ne la conçoit pas. Qu'a-t-il fait ? Je le répète, il a le choix de l'enfant ; mais, comme le disait un honorable membre, les enfants de huit ans sont l'exception ; on les prend à un âge plus avancé, c'est-à-dire de neuf à dix ans. Seulement, quand nous avons proposé l'âge de dix ans, vous l'avez repoussé, et vous avez bien fait. Je dirai même qu'en présentant le projet j'avais hésité sur ce point, parce que je ne trouvais pas cette disposition bonne, et c'est pourquoi j'ai adopté l'amendement de M. le comte d'Argout, que je trouve excellent.

Je reviens à ce qui s'est pratiqué sous l'empire de la loi de 1841 : là où il y avait des enfants attachés à l'adulte, celui-ci, ayant le droit de choisir, prenait des enfants de neuf à dix ans peut-être, pour faire les huit heures de travail prescrites dans la loi, et il faisait compléter par d'autres enfants soit cinq, soit six heures ; le père de l'enfant qui n'avait pas obtenu la préférence élevait des réclamations très vives ; il en résultait des contestations, parfois des rixes ; l'enfant prenait sa part de mauvaise humeur, et il arrivait que c'était l'enfant qui travaillait le moins, qui travaillait aussi le plus mal.

Eh bien, cette difficulté, ce mal renouvelé sans cesse, ont déterminé

l'adulte à repousser les enfants de moins de douze ans. Que disent aujourd'hui les chambres de commerce? Nous désirons, disent-elles, une chose pratique, une chose qui se puisse concilier avec le travail de l'adulte, avec les intérêts des classes pauvres : nous voulons que le travail de l'adulte ne soit pas interrompu et qu'il n'y ait pas de scènes de désordre dans nos ateliers ; nous gardons le travail de deux enfants pour compléter la journée de l'adulte ; nous l'accordons avec d'autant plus de plaisir que nous aimons mieux confier à des enfants de dix ou douze ans qu'à des enfants de seize certaines tâches. Et en effet, Messieurs, ceux d'entre vous qui savent ce que c'est qu'un tireur, qu'un rattacheur, savent que l'enfant de dix ans est plus propre, par sa souplesse, par la délicatesse de ses membres et leur légèreté, à faire cette besogne que ne l'est celui de seize.

Donc, pour les industriels, il n'y avait ni bénéfice ni lucre à ce que les enfants de douze ans et plus fussent exclusivement employés ; c'est tout le contraire. La seule chose pratique, c'est donc l'amendement de M. le comte d'Argout.

J'arrive à l'argument principal de l'honorable M. Legentil, argument qui me paraît inadmissible. Comment, vous qui avez une longue expérience de ce qui se passe dans les ateliers, pouvez-vous le soutenir?

Ainsi que le disait hier, avec sa haute raison, M. le duc d'Harcourt, dans les grands ateliers il y a une surveillance continuelle, une salubrité et une protection toutes naturelles, et par-dessus tout cela, une autre protection bien supérieure encore pour les enfants, c'est la force motrice qui fonctionne pour eux, et qui permet à l'ouvrier de n'épuiser aucune de ses forces. Eh bien, cette force motrice qui est venue au secours de l'adulte, vient aussi puissamment à l'aide des enfants. Mais dans ces petits ateliers auxquels faisait allusion l'honorable M. Legentil, est-ce qu'il y a des moteurs mécaniques? Non, c'est un travail manuel, constant, qui ne permet pas à l'enfant de se reposer, tandis que le travail des grands ateliers est en quelque sorte un jeu pour lui.

Si donc il y avait une différence à faire entrer la surveillance ou la réduction du travail, je le déclare en mon âme et conscience, je n'hésiterais pas à réduire le travail, à le borner dans ses plus sévères limites dans tous ces ateliers où la force de l'homme est mise constamment à contribution, où tout le travail est continu, incessant de la part de l'homme. Ainsi donc, vous voudriez conserver aux ateliers qui n'ont à leur disposition aucun agent mécanique la durée des huit heures de travail ; vous voudriez maintenir cette durée pour les enfants qui ne sont pas attachés à l'adulte. Et c'est là que, moi, je voudrais que la réduction fût plus complète, plus efficace.

Croyez-vous que l'enfant qui, dans un grand atelier, va travailler comme rattacheur ou comme renoueur, ou comme tireur, sera, s'il travaille huit heures, fatigué autant que celui qui aura travaillé six heures seulement chez un cloutier, par exemple, où on l'emploie à faire incessamment jouer ou un soufflet de forge, ou un lourd marteau? Six heures de travail en pareil cas, c'est l'épuisement de la force de l'enfant. Et c'est pour cela que vous voulez conserver une disposition permettant que les enfants qui ne tiennent pas à l'adulte puissent travailler huit heures?

Je l'avoue, c'est pour moi, au contraire, une des plus puissantes considérations; c'est celle que j'invoque le plus contre l'amendement de la commission. Je crois, Messieurs, que ces observations, que ces détails, bien longs sans doute, mais que je devais à la Chambre, sont suffisants pour vous faire juger quels seraient les résultats de l'amendement de la commission.

Ce matin même j'avais chez moi trois industriels très considérables, je puis les nommer, j'y suis autorisé. Je disais à M. Dolfus, membre de la Chambre des députés, et un des grands industriels de l'Alsace, je lui disais : Vous avez eu connaissance de l'opinion de la Société industrielle? — J'en fais partie, me dit-il. La Société industrielle de Mulhouse n'a fait qu'exprimer, avec la vivacité que vous lui connaissez, les faits, l'appréciation des faits; elle considérerait comme un malheur public que ce que vous proposez aujourd'hui ne fût pas accepté; cela lui semblerait d'autant plus extraordinaire que l'honorable M. Dupin rendait hommage au bill de 1844.

L'autre était M. Davilliers, propriétaire d'un vaste établissement, pour ainsi dire aux portes de Paris, à Gisors. Il était complètement de l'avis de M. Dolfus.

Enfin, M. Delporte, dont le nom a été cité, il y a deux ou trois jours, par l'honorable M. Dupin. Je lui dis : Vous avez été cité très honorablement par le savant rapporteur de la Chambre des pairs, et votre atelier serait presque un modèle aujourd'hui. Avez-vous encore dans votre atelier des relais établis, comme il y a deux ans, comme il y a trois ans, comme il y a quatre ans? — Je n'ai pas un seul enfant au-dessous de douze ans; je n'en ai pas un seul aujourd'hui.

Cependant, Monsieur, lorsque vous avez été entendu dans la commission, vous avez dit que vous aviez des relais, et M. le rapporteur l'a déclaré avant-hier, en vous citant comme une exception, comme ayant encore vos relais bien établis. La mémoire de M. le rapporteur, m'a-t-il répondu, l'aura trompé, ou bien je me serai mal exprimé dans le sein de la commission. J'ai dit que j'avais eu des relais, que j'avais lutté longtemps; que cela me présentait beaucoup de difficultés, et qu'enfin, las de ces difficultés, au fur et à mesure que je trouvais des enfants de douze ans, je renvoyais les plus jeunes pour m'affranchir de ces difficultés; de la sorte, la loi n'était pas violée, ce que je n'aurais voulu pour rien au monde; mais aujourd'hui, à mon grand regret, je n'ai plus que des enfants de douze ans et au-dessus.

J'ajoutai : Mais si l'amendement présenté par M. le comte d'Argout était accepté, en résulterait-il pour les ateliers des modifications; et les enfants de huit à douze ans, avec un travail de six heures par jour, rentreraient-ils dans l'atelier; les accepteriez-vous? — Je les appelle de tous mes vœux.

Voilà le langage de M. Delporte, qui est un homme certainement très honoré, et qui a une des plus grandes filatures de lin de la France.

Que conclure de tout ceci? C'est que quelque chose que l'on dise, que l'on fasse, les huit heures de travail consacrées par la loi de 1841 ont rencontré des difficultés, des impossibilités, à tort ou à raison; mais je prends le fait, le fait brutal; ces difficultés, ces impossibilités existent.

Maintenez les huit heures dans la loi nouvelle, ainsi que la commission

le propose, vous n'atteignez pas le but que vous vous proposez; vous vous préparez des regrets; vous prenez sur vous la responsabilité d'une mesure que je déplore. C'est dans la conviction où je suis que les enfants de huit à douze ans ne seraient plus admis dans les ateliers, que je vous conjure de rejeter l'amendement de la commission. C'est parce que je suis convaincu que vous ferez une chose utile, en n'accordant que six heures à ces ateliers où les moteurs mécaniques ne sont pas admis, où tous les effets sont produits aux dépens des forces musculaires de l'enfant; c'est par cette raison que je vous conjure d'adopter la proposition qui fixe le travail à six heures pour tous les enfants de huit à douze ans dans tous les ateliers soumis à la surveillance des inspecteurs. (*Très bien! très bien!*)

M. HIPPOLYTE PASSY. — La loi sur laquelle nous avons à statuer est pleine de difficultés, et je ne sache pas de système qui n'en laisse subsister de graves et de nombreuses. Il faut opter cependant. Nous sommes en présence de trois régimes : celui du projet primitif, celui de la commission, et celui des amendements de l'honorable M. d'Argout. Quant à moi, entre ces trois régimes, celui que je préfère, c'est celui de la commission, et je viens le défendre. Dans la plupart des débats qui touchent aux questions manufacturières, je suis toujours frappé d'un fait, c'est la facilité avec laquelle, du haut de cette tribune, nous distribuons des brevets d'impeccabilité à des classes tout entières de personnes. Les choses ne se passent pas ainsi. Il y a en France bon nombre de manufacturiers dont l'humanité n'est pas contestable; mais il est donné à peu de personnes de surmonter les instigations de leurs propres intérêts. Et cela est si vrai, que nous faisons une loi. Je vous le demande, ferions-nous une loi pour régler le travail des enfants s'il fallait complètement se fier aux assertions des intéressés?

Les Chambres de commerce doivent être écoutées; je regarde leurs assertions comme devant vivement nous préoccuper; mais je ne les tiens pas, ainsi que M. le Ministre, comme étant de nature à imposer à nos opinions. Il y a dans le monde des intérêts divers; partout où les hommes sont en contact, partout où l'un salarie, où l'autre est salarié, quand on ne consulte que l'un des deux, la réponse est toujours suspecte, et, quant à moi, je n'y attache pas une foi complète.

Il s'agit de savoir s'il faut adopter le système de M. d'Argout qui conduit directement à l'organisation des relais dans toutes les industries.

Je demande à la Chambre de lui signaler les inconvénients de ce système, non pas que je conteste qu'il n'y en ait pas dans le système de la commission, et dans le système primitif du projet de loi; mais je crois que les inconvénients de ces deux systèmes sont moins graves que ceux qui naîtraient du système des relais.

Qu'est-ce que le système des relais? C'est l'appel des enfants dans les manufactures en nombre double de celui qui y était employé précédemment. Pour que la journée de douze heures de l'ouvrier soit complète, il faut ajouter, là où précédemment il n'y avait qu'un enfant, travaillant douze heures par jour, en attacher deux travaillant chacun six heures.

Quel serait le remède à ce système? Les faits en Angleterre l'ont déjà démontré; la famille ouvrière ne possède pas le nombre d'enfants que dans

certaines industries les ateliers réclament. Il faut les appeler du dehors; c'est ce que l'honorable M. Barbet, dans une séance précédente, appelait la *traite des blancs* en Angleterre. Voici ce qui se fait : on va dans les campagnes, on y demande des enfants; ceux-ci viennent dans les villes manufacturières, et là quelques personnes s'en chargent pour les livrer aux ateliers. Croyez-vous que ces enfants, loin de la famille, que la tendresse d'une mère ne surveille pas, préparent à la classe ouvrière un bon recrutement? Assurément non; leur condition est inférieure à celle des enfants élevés par leurs parents et conduits par eux dans les ateliers.

Il est aussi un autre inconvénient très grave dont il faut se préoccuper.

Quand vous appelez dans les manufactures par le système des relais, des enfants en nombre double de celui que les manufactures employaient, vous créez pour des emplois qui n'existeront pas en nombre proportionné plus d'hommes qu'il n'en faudra pour les remplir. Le système des relais, dans les grandes industries, a inévitablement cet effet! C'est qu'il appelle et dresse à un genre d'industrie des hommes qui ne pourront pas l'exercer plus tard; qui viendront encombrer la porte des ateliers pour demander un travail qu'on ne pourra pas leur fournir.

Dans le système de la commission il y aurait aussi nécessité d'avoir des enfants en nombre un peu supérieur à celui des ouvriers employés aux manufactures; mais ce nombre excédant sera moindre, son système de relais ne sera pas une organisation fixe qui peut être appliquée partout, dans les grands comme dans les petits ateliers, tandis que le système nouveau donnerait à l'industrie des élèves qu'elle ne pourra pas occuper plus tard.

En outre, ce système enlève un grand nombre de bras à l'agriculture pour créer cette population que, par exagération, on a qualifiée de population étiolée.

Je tiens pour très dommageable d'appeler à l'exercice d'une industrie des hommes qui ne devront pas en profiter; qui, arrivés à l'âge du travail libre et indépendant, ne trouveront pas dans ces manufactures elles-mêmes le travail auquel ils auront été habitués.

Vous aurez, ce qui se passe sur quelques points, des populations ouvrières en trop grand nombre pour les emplois. Il en résultera un abaissement inévitable dans les salaires. Là où il se présente plus de bras que les besoins n'en réclament, l'ouvrier, par l'effet de la concurrence, est réduit à un moindre salaire; et l'on préparerait ainsi le déclin de la population ouvrière que la loi a pour but de relever.

Je comprends le système des manufacturiers lorsqu'ils nous disent : Laissez organiser les relais. En ont-ils fait l'expérience? Non, elle n'a pas été faite à cet égard. Quelques-uns d'entre eux l'ont faite; quelques-uns d'entre eux, parce qu'ils sont seuls, trouvent des enfants qui travaillent six heures. Mais, le jour où toute l'industrie sera appelée pour exécuter la loi à se fournir d'enfants dans des conditions de travail réduit, on ne les trouvera pas, et je tiendrais cela pour très heureux. On se trompe donc à cet égard.

Le système de la commission a quelques avantages; il ne constitue pas ce système des relais que je repousse comme devant être tôt ou tard un grand dommage pour la population ouvrière elle-même; dans le système de la com-

mission, là où on travaille douze heures, il faudra avoir des enfants qui travailleront huit heures un jour, quatre heures l'autre. C'est là une difficulté très grande, j'en conviens; mais j'accepte le travail de la Commission, parce que les difficultés et les inconvénients d'avenir qu'il prépare sont moindres, et que, comme le système des relais, il ne créera pas des populations ouvrières qui, arrivées à l'âge d'homme, ne pourront pas être employées.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Je ne voudrais présenter qu'une simple observation en réponse à celle que vient de soumettre à la Chambre l'honorable M. Passy. Il me semble que la conclusion de la critique qu'il vient de faire du système des relais serait d'adopter le projet du Gouvernement, qui écartait absolument ce système; mais les relais contre lesquels s'élève M. Passy, en acceptant cependant l'amendement de la Commission, sont précisément une conséquence, mauvaise il est vrai, de cet amendement; car là où l'enfant a un travail complètement détaché de celui de l'adulte, il n'y a pas de relais à établir; ces relais ne peuvent s'établir que dans les autres centres manufacturiers.

Si M. Passy ne veut pas des relais, il faut qu'il dise que le système primitif du Gouvernement était préférable. Pour mon compte, quand je trouve un moyen de conciliation qui permet à l'enfant de travailler dans un atelier, je ne veux pas que la porte lui en soit fermée; il faut que l'enfant s'habitue de bonne heure au travail, il faut qu'il travaille pendant six heures, et qu'il ait six heures pour aller à l'école recevoir l'instruction primaire et religieuse; je dis que le système des relais n'a rien qui puisse blesser la susceptibilité de ceux qui portent le plus grand intérêt à l'enfance.

L'honorable M. Passy n'a pas, ce me semble, détruit les motifs, les considérations puissantes que j'ai cru devoir présenter pour que la Chambre se décidât en faveur de l'amendement de mon honorable ami le comte d'Argout.

M. LE RAPPORTEUR. — M. le Ministre a dit avec raison que M. Passy n'a pas répondu à toutes les objections.

Je crois que M. Passy ne s'était pas imposé cette tâche; il a voulu parler d'un seul point, il en a parlé avec son talent, avec sa supériorité accoutumés.

Je demande à la Chambre la permission de compléter la réponse au discours de M. le Ministre. Permettez-moi de le répéter à cette tribune, lorsque nous avons cru devoir nous exprimer sur le premier système de M. le Ministre, sur le système qui infligerait à de faibles enfants de dix à douze ans, douze heures de travail par jour; lorsque nous avons dit que la loi qui comportait un tel système était contraire à la santé, à l'instruction, à la moralité, à la religion même, nous étions parfaitement fondés à nous exprimer en ces termes. Entre dix et douze ans, c'est précisément l'âge où l'on donne aux enfants, avec le plus de fruit, et l'instruction primaire et l'instruction religieuse; c'est l'époque ordinaire où, dans le culte catholique, on les initie à la première communion.

Si vous voulez que l'enfant, suivant le texte du projet, subisse douze heures de travail effectif, sans compter les repos, ni les repas, ni le temps d'aller et de revenir de la maison paternelle à l'atelier, je vous demande quel

temps lui reste, et pour son enseignement primaire et pour son enseignement religieux ? Il ne lui en reste aucun. C'est un grand vice du projet.

Quand nous avons examiné les écoles fondées par une excellente société de patronage de Paris, nous avons été obligés de les visiter entre neuf heures et dix heures du soir pour voir les enfants des ateliers arriver à ces écoles.

Savez-vous ce que disait le président de la société de patronage, M. le vicomte de Melun ? Il me disait : « Nous serions bien heureux si nous pouvions obtenir seulement une heure de plus, si nous pouvions obtenir que ces enfants pussent nous arriver à huit heures du soir. Nous ferions ce que nous pourrions pour leur donner l'instruction primaire. »

Alors il se plaignait que, parmi ces enfants qu'il accueillait de tous côtés, il y en eût qui, jusqu'à douze, quatorze, quinze ans même, n'avaient pas reçu la moindre notion morale ni religieuse ; il fallait que la société de patronage, avec un zèle admirable, essayât de suppléer à cette absence de toutes les notions que nous voulons qu'on puisse leur donner entre la neuvième et la treizième année.

En présence de ces faits, nous ne rétractons rien des expressions vraies, calmes et modérées du préambule de notre premier rapport, et sur la qualification trop bien justifiée de la disposition fondamentale abandonnée aujourd'hui par M. le Ministre lui-même. Si la commission, ce qu'elle ne fera certainement pas, voulait laisser à moi seul la responsabilité des paroles du rapport, je l'assumerai tout entière, et je dirais hautement en face de la noble Chambre que je ne rétracte pas une seule de mes expressions, parce qu'elles ont été le résultat d'un mûr examen et le langage de ma conscience.

Laissons de côté cette question, et abordons sur-le-champ le dissentiment qui nous sépare. Je vous ferai remarquer une chose qui est véritablement la clef de toutes les difficultés, qui fait que nous ne pouvons pas nous entendre quoique nous voulions absolument la même chose. La loi, par la générosité qu'on veut lui donner, ne s'applique qu'à une exception très rétrécie, aux grandes manufactures. Il y a en France 3 ou 4,000 grands établissements industriels ; il y a en France 1 million à 1,100,000 établissements industriels grands et petits ; et si de ces 1,100,000 établissements on en retranche 4,000 grands, et il en restera 1,096,000, que vous mettez de côté. Vous ne voulez considérer que l'intérêt des grandes manufactures, que ce qui serait le plus commode pour les grandes manufactures, que ce que demandent les grands manufacturiers. Nous, nous avons considéré l'ensemble de tous les établissements industriels de la France. Croyez-vous que nous ayons compté pour peu de chose, que nous ayons négligé les intérêts des grandes manufactures, qui, après tout, sont l'honneur de l'industrie française, sa richesse ? Croyez-vous qu'elles n'aient pas été pour nous un objet extrêmement respectable ? Non, certes. Mais nous n'avons pas voulu consulter seulement un intérêt particulier, nous avons consulté le grand intérêt populaire et national. Voilà ce qui nous a guidés. M. le Ministre a eu la bonté de lire à cette tribune un passage d'un écrit de la société industrielle de Mulhouse, dont je le remercie de tout mon cœur. D'abord, j'ai l'honneur de lui dire que je suis membre de cette société et que je partage tous ses sentiments. M. le Ministre a dit qu'avant qu'on eût reçu mon premier rapport, dans les villes de manu-

factures, on penchait pour les douze heures, mais qu'après le grand nombre de preuves que j'ai données de l'avantage pour les grandes manufactures de travailler avec les enfants pendant six heures, la conviction était venue dans les esprits, et qu'on avait abandonné douze heures pour en demander six.

Cela vous prouve que, quant à moi, pour les grandes manufactures, loin d'être contraire à l'emploi des enfants pour les relais de six heures, j'y suis favorable, puisque j'ai entraîné, à cet égard, la conviction des villes de grande fabrique.

Vous me demandez maintenant, si j'ai produit cet effet, pourquoi je n'accepte pas les six heures. Je distingue : je les accepte pour les grands établissements, je réclame pour les autres. Je rappellerai, à cet égard, ce qui s'est passé en Angleterre sous l'empire de la loi de 1833. La loi de 1833, en Angleterre, c'est notre loi de 1841. Les huit heures sont fixées par cette loi et par notre loi de 1841. Cette loi a duré, en Angleterre, depuis 1833 jusqu'en 1844. Elle a duré onze ans. Eh bien, c'est pendant la durée de cette loi, exactement la même que celle de 1841, qu'on a introduit volontairement bénévolement dans les grandes manufactures d'Angleterre, les relais de six heures. La combinaison était bonne, mais elle ne s'est pas établie rapidement. Il a fallu beaucoup de temps.

En 1843, dix ans après l'établissement de la loi qui mettait huit heures comme limite, on avait déjà fait des essais des six. Mais ces essais n'étaient pas généralisés ; ils n'étaient que les deux septièmes du total des relais, c'est-à-dire que, par exemple, 5,000 enfants étaient assujettis aux relais de huit heures et 2,400 aux relais de six heures.

Ainsi, vous voyez deux choses : d'abord que, sous le régime de la loi de 1833, en Angleterre, les relais n'étaient pas impossibles ; ensuite, quoique la loi fixât un maximum de huit heures, comme elle n'empêchait pas les manufacturiers de se borner à six, un certain nombre plus éclairés, qui prenaient l'avance, avaient adopté les six heures ; mais les cinq septièmes conservaient encore les relais de huit heures. Maintenant, si j'étais un grand manufacturier, je n'accepterais pas votre condition impérative, quoique je sois pleinement convaincu de la condition facultative. Je m'explique : oui, dans les circonstances ordinaires, je ferais des relais de six heures, surtout dans les moments de détresse, quand il n'y aurait pas beaucoup de travail, afin que les ouvriers ne mourussent pas de faim ; mais, s'il arrivait de ces époques où le travail prend tout à coup une activité nouvelle, où de grandes commandes sont faites, comme cela a toujours lieu après les moments de pénurie, oh ! alors, ne croyez pas qu'il me fût indifférent de pouvoir employer les enfants huit heures au lieu de six heures. Dans ces moments, l'on cherche partout des ouvriers, des enfants, et l'on n'en trouve pas. Eh bien, au lieu d'avoir les enfants pendant six heures à relais doubles, égaux, on les ferait travailler chacun pendant huit heures, et alors je suffirais à l'accroissement indispensable de la production.

M. BARBET. — Et les adultes ?

M. LE RAPPORTEUR. — Je réponds à ce sujet-là que les adultes ne manquent pas ; les adultes sont des hommes ; et votre loi ne limite pas leur travail. S'il y a des moments de presse, vous pouvez les faire travailler davantage : je ne

le désire pas, mais c'est une faculté que vous avez. Je pourrais demander à l'honorable M. Fulchiron, que je ne vois pas dans la salle, ce qui le préoccupait le plus : c'est qu'on rendrait impossible dans certains moments la fabrication, lorsqu'à Lyon on recevrait d'énormes commandes, des masses immenses de produits qui doivent être livrés à jour fixe. Maintenant, pour les grandes manufactures, si vous fixez un maximum de huit heures, je n'y vois pas d'inconvénient. Il me paraît qu'on ne veut pas comprendre ce que veut dire le mot *maximum*. Est-ce que cela veut dire obligation de se borner au chiffre fixé pour maximum ? Pas du tout ! Cela veut dire que vous ne pouvez pas aller plus haut ; mais vous avez la liberté de descendre au-dessous tant que vous voudrez. Voilà pourquoi les Anglais descendaient à six heures avec un maximum de huit heures. Les manufactures n'ont aucune plainte à formuler ; d'où provenait donc leur grande résistance ? Il est facile de le dire ; c'est que la loi de 1841, qui commençait à être exécutée avec résistance et d'une manière pénible, quand on a vu que l'autorité cédait un peu, ne l'a plus été du tout. On a fait comme les enfants en présence d'un maître qui ne maintient plus l'obéissance : c'était à qui s'affranchirait de la loi ; et quand on a eu l'espoir de faire travailler les enfants pendant douze heures, au lieu de huit, des réclamations sont venues de tous côtés, et les douze heures ont été inscrites au projet. Toutes les fois que vous mettrez les manufacturiers dans cette alternative, en disant : Aimez-vous mieux que les enfants travaillent douze heures ! Ils vous répondront qu'ils l'aiment mieux.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Ils diront que non.

M. LE BARON DUPIN. — Tout à l'heure M. le Ministre disait lui-même que les Chambres de commerce, les Conseils généraux de manufactures et de commerce, en 1845, enfin tout le commerce en général de la France avait réclamé douze heures de travail pour les enfants de 10 à 12 ans.

M. LE MINISTRE. — Mais ils ont adopté les modifications ultérieures.

M. LE BARON DUPIN. — Soit, je dirai comment et pourquoi ; mais veuillez ne pas m'interrompre. Vous avez dit que si vous l'aviez mis dans la loi, ce labeur excessif et nouveau imposé à l'enfance, c'était sur l'avis général des grands manufacturiers ; mais ces grands manufacturiers, depuis la lumière que notre Rapport a jeté sur cette question, désespérant d'obtenir les douze heures de travail, ils vous ont dit : « Donnez-nous *six heures* au lieu de *douze et même au lieu de huit* » ; de sorte que, nous, qui défendions la modération du labeur, nous nous sommes trouvés dépassés à notre tour. Certes, l'amour-propre n'est rien pour nous dans une pareille question. Nous sommes heureux d'un si brusque changement, et nous voudrions pouvoir, cédant à nos convictions propres, changer nous-mêmes aussi vite.

Dans l'origine, aux termes de la loi de 1841, il ne s'agissait que des grandes manufactures ayant plus de vingt ouvriers. Eh bien, aujourd'hui qu'on généralise l'empire de la loi, aujourd'hui qu'on l'étend aux plus petits ateliers, dans toutes les industries, on veut rester uniquement préoccupé des commodités, des convenances, des vœux, des demandes de la grande industrie et des grands fabricants. Tous les raisonnements qu'on nous étale ne se rapportent qu'aux besoins, aux désirs de la classe particulière des très grandes manufactures.

Messieurs les pairs, ayez sans cesse présent à votre pensée ce fait capital : pour 4,000 grandes fabriques, vous avez seulement 80,000 enfants ; et la nouvelle loi va régir 1,100,000 ateliers, avec plusieurs millions d'enfants, d'adolescents, de filles et de femmes sur lesquels nous appelons la protection tutélaire de l'autorité publique.

Eh bien, ce que nous vous demandons, c'est de ne pas regarder ces millions d'enfants du peuple, et leurs 1,100,000 ateliers comme un accessoire indigne d'attention, et les 4,000 manufactures avec leurs 80,000 enfants comme le principal, que dis-je ! comme l'objet unique de vos préoccupations et de vos raisonnements, de vos conclusions et de vos mesures.

Considérons l'intérêt que peuvent avoir les familles du peuple et les enfants mêmes à trouver huit heures de travail au lieu de six, dans les 1,100,000 petits ateliers qui les occupent à des milliers d'objets divers et peu fatigants.

Ainsi que l'honorable M. Legentil l'a parfaitement exprimé, dans une foule de circonstances, il n'est pas indifférent pour la famille ouvrière que l'enfant ne travaille que six heures au lieu de huit. Dans les années où les vivres sont cher, deux heures de plus, c'est ce qui peut payer souvent le complément du prix du pain.

Et malheureusement, c'est alors que le prix du travail s'abaisse au lieu de s'élever ; parce que l'offre est augmentée et la demande affaiblie. C'est en de tels moments qu'il est précieux pour les familles de voir leurs enfants gagner au moins la valeur du pain qui renchérit, comme l'a dit aussi mon honorable collègue. Si, moyennant huit heures de travail l'enfant peut gagner par jour, non pas 80 centimes, cela serait exagéré dans les trois quarts de nos départements, mais 50 centimes, avec six heures, il ne gagnera plus que 33 centimes. Or, vous avez vu, dans la triste année qui vient de finir, le kilogramme de pain s'élever à 65 centimes.

Ah ! si je peux faire gagner les 50 centimes à l'enfant de dix à douze ans, au lieu de 33 centimes, je me regarderai plutôt comme un bienfaiteur du peuple que comme un oppresseur de ses enfants. D'ailleurs, croyez-vous que si vous augmentez d'un tiers la quantité ou la qualité de la nourriture, cet accroissement, cette amélioration ne rendrait pas le jeune ouvrier capable de travailler aisément deux heures de plus par jour ? Pour moi, le fait est certain. Je dois maintenant relever une erreur industrielle que je n'ai pu, sans étonnement, voir professer par M. le Ministre. Les travaux, a-t-il dit, dans les grandes manufactures, qui s'accomplissent au moyen d'un moteur continu, ne font éprouver aucune fatigue aux ouvriers. Non, ces travaux ne sont pas fatigants pour les forces musculaires, mais ils sont fatigants au-delà de toute mesure pour l'attention, pour la vue, pour les sens des ouvriers et des enfants qui les secondent. Quand un travailleur a deux cents fils à surveiller dans les mouvements d'une continue ou d'une mullie-jennie, et qu'il doit regarder sans cesse pour apercevoir s'il n'y a pas quelque fil à rattacher, quelque désordre à réparer, est-ce que vous croyez qu'à la longue il n'en résulte pas pour ses sens une énorme fatigue ? Vous savez quels progrès l'industrie des filatures a faits depuis quarante ans, et que les vitesses des mécaniques ont été sans cesse en augmentant : c'est le secret du bon marché toujours croissant des produits. Dans les premiers temps, un banc de broches ne

contenait pas cent fils; ensuite, il en a contenu cent-cinquante, cent quatre-vingts, enfin deux cents, deux cent cinquante, et davantage. Est-ce que la surveillance de l'œil et la dépense de l'attention ne deviennent pas beaucoup plus épuisantes, surtout avec des vitesses tiercées, doublées, triplées à l'infini?

Un fait qui doit vous frapper, c'est l'effrayant résultat du travail des filatures, qui vous paraît si léger, même en le prolongeant douze heures par jour! . . . Ce travail, qui vous semble devoir épuiser si peu les forces de l'homme, rappelez-vous un des faits les plus remarquables que j'ai tirés des dépositions faites au Parlement d'Angleterre. Ce travail des filatures, si comode et si léger en apparence, agit à tel point sur la constitution des personnes qui s'y livrent, et les épuise avec tant de rapidité qu'à Manchester, lorsqu'elles atteignent seulement leur quarantième année, on les regarde comme des vieillards, et qu'à quarante-cinq on les répute invalides. Aussi, qu'arrive-t-il à la première occasion où le travail se ralentit? On met à la porte les hommes de quarante à quarante-cinq ans qui sont devenus incapables d'une surveillance assez rapide, assez constante. Lorsque, plus tard, reviennent les jours de prospérité manufacturière, savez-vous ce qu'on leur répond quand ils redemandent de l'emploi? on leur dit: Vous êtes trop vieux!

Ah! c'est que l'homme épuise sa vie par l'affaiblissement de ses nerfs, de sa vue, de sa faculté d'attention, autant et plus vite que par l'excessif emploi de sa force brute et musculaire, et qu'un moteur accéléré triomphe de la vitalité intellectuelle plus tôt encore que de la vitalité physique.

La fatigue de l'apprenti, fût-il très jeune, dans un petit atelier où rien ne force la vitesse de ses mouvements, est donc moindre, sous ce rapport, qu'au service du mécanisme à vapeur. Je le répète, l'exemple de Manchester est là pour le démontrer. Dans cette cité si fameuse pour ses immenses fabriques, la race humaine est rachitique, affaiblie, énermée et réduite au dessous de la stature ordinaire. C'est précisément pour cela que les amis de l'humanité, qui ont réclamé contre les fatigues d'un pareil travail, ont fini, malgré l'énorme richesse de ces grands établissements, par remporter la victoire, en modérant de plus en plus la durée du travail dans les grandes manufactures.

M. le Ministre a cru que j'avais commis une inexactitude quand j'ai dit qu'on avait en 1844 réduit aussi le travail des filles et des femmes; il a fait observer que c'était en 1845. Je n'avais rien avancé qui ne fût exact. Seulement, en 1844, on a réduit le travail des filles et des femmes à douze heures par jour, et c'est par un acte postérieur qu'on l'a réduit à dix heures. Messieurs les pairs, il me semble que la lumière doit actuellement se faire enfin à vos yeux sur la grave question débattue devant vous. Veut-on s'occuper des grandes manufactures à moteur continu? Qu'on fixe au travail des enfants une limite de six heures. Veut-on s'occuper de l'ensemble des industries? Consultez les familles et leurs besoins, écoutez l'intérêt populaire et le besoin de subsister: alors vous élèverez jusqu'à huit heures, ainsi que nous le faisons, la limite du travail des enfants de 8 à 12 ans.

M. le Ministre nous a dit: Il y a des industries autres que les filatures et que le tissage pour lesquelles huit heures seraient trop. Sans doute; mais est-ce que M. le Ministre oublie que dans la loi de 1841 se trouve un article 7 par lequel lui, Ministre, a le pouvoir de réduire, d'abaisser la durée du tra-

vail dans les industries spéciales, particulières, où elle serait trop longue pour la santé, pour les forces de l'enfance ?

Je ne vois pas pourquoi, s'il existe des industries plus dangereuses, plus pénibles que les autres, pourquoi, dis-je, on n'y consacrerait pas une plus courte journée quand la santé des enfants l'exigera. Si M. le Ministre ajoute : Je n'aperçois pas, entre les différentes professions, une assez grande différence ; je veux conserver une limite générale, universelle ; je le conçois. Mais alors il ne faut pas l'abaisser outre mesure au-dessous d'un terme qui pourrait devenir fatal pour le plus grand nombre des familles. Voilà la réponse que j'avais à faire. Avant de finir, je suis bien aise de citer un fait qui vient de s'accomplir, il y a peu de semaines, dans le Nord de l'Amérique : les États-Unis d'Amérique prennent leur rang aujourd'hui parmi les plus grandes puissances manufacturières du monde ; ils commencent à faire une concurrence formidable aux Anglais, par exemple, en Chine. Là, les fils et les tissus communs de coton fabriqués aux États-Unis l'emportent déjà sur les cotons britanniques. C'est surtout dans le nord des États-Unis d'Amérique que ce grand progrès industriel se produit.

Eh bien, j'ai reçu, il y a trois jours, par mon honorable ami le consul général d'Amérique à Paris, les dispositions de la loi qui vient d'être votée dans l'État de Jersey, l'un des États les plus industriels du nord de l'Amérique. Les législateurs de cet État ont fixé précisément à douze heures pour les adolescents, et à huit heures pour les enfants, la limite du travail.

Ainsi, vous le voyez, voilà les bases que nous défendons, adoptées chez une nation qui s'avance à pas de géant vers tous les perfectionnements ; voilà, dis-je, une grande nation qui prend précisément pour bases celles que nous défendons.

En définitive, si vous adoptez la limite de huit heures, supposez que, si M. le Ministre la trouve un peu trop élevée pour certaines industries particulières ; s'il reconnaît dans son expérience et sa sagesse, que pour certaines industries il faut une fixation plus basse, il reste armé : la loi lui permet de raccourcir la durée du travail. Ne perdons pas de vue non plus qu'il faut une limite qui convienne au temps de prospérité comme au temps de gêne, au temps où le pain est à bas prix comme au temps de cherté, de disette même.

Redisons-le mille fois, si nous nous occupons des intérêts des grandes manufactures, nous devons aussi nous préoccuper fortement de l'intérêt des classes populaires et des petits ateliers ; la commission persiste plus que jamais, pour les enfants de 8 ans à 12, dans la fixation de huit heures, qui se trouve établie par la loi de 1841.

M. BARBET. — Les manufacturiers sont dans une singulière position, il faut en convenir : ils ont à subir les reproches de l'honorable rapporteur de la commission et en même temps ceux de M. Passy. D'une part, on dit : En faisant une loi pour que les enfants travaillent douze heures, vous avez cédé aux influences des manufacturiers et des conseils généraux. Messieurs, il faut voir quelle est la distinction. Il y en a une très grande. Lorsqu'on a consulté les conseils supérieurs des manufactures, reconnaissant la difficulté qu'il y avait dans l'établissement des relais, on a demandé que le travail

commençât à 10 ans pour continuer pendant douze heures par jour. Lorsque la commission a voulu et a proposé des relais, elle a demandé que le travail commençât à 8 ans, mais qu'alors il ne fût que de six heures. Savez-vous pourquoi six heures ? C'est parce que cette division est très pratique, tandis que celle de huit heures ne l'est pas.

D'un autre côté, les enfants ont ainsi le temps de recevoir l'instruction primaire. Arrivés à 12 ans, ils auront presque tous fait leur première communion. Oui, Messieurs ; oui, presque tous, et c'est là un des grands motifs.

Ainsi, par ce motif, qui permet à l'instruction primaire d'être complète à 12 ans, les personnes qui ont proposé que l'on travaillerait de 8 à 12 ans pendant six heures, sans se dissimuler que c'était un grand sacrifice, sont disposées à repousser un autre amendement qui porte qu'après 12 ans on prendra deux heures par jour, deux fois par semaine, sur le travail.

Vous voyez qu'ici on a voulu faire une chose juste, humaine, et qui n'imposât pas des sacrifices trop prolongés à la famille ; car, il ne faut pas se le dissimuler, c'est un très lourd sacrifice qu'on lui impose par ces dispositions, surtout si on les complète comme le veut la commission.

Messieurs, on vous a dit qu'avec le système actuel, on épuisait la force des enfants, parce qu'à mesure que l'industrie s'était perfectionnée, que les moteurs allaient plus vite, il fallait beaucoup plus d'attention pour leur surveillance. C'est vrai ; mais l'honorable rapporteur a omis une chose : c'est qu'au lieu d'un surveillant il y en a deux, il y en a trois ; c'est qu'on a augmenté leur nombre à mesure que la vitesse des machines a augmenté ; c'est que, lorsque l'ouvrier adulte reste seul, on lui adjoint un plus grand nombre d'enfants.

Avec le même métier on fait donc beaucoup plus de travail, et l'on a pu ainsi réduire le prix des objets, parce qu'avec la vitesse des moteurs on a aussi augmenté le nombre des enfants, des surveillants, sans augmenter le nombre des adultes, qui auraient coûté plus cher. Voilà comment l'industrie a fait de si grands progrès et a pu établir ses produits à meilleur marché.

Messieurs, on vous a dit aussi que l'on réclamait huit heures pour les petits établissements ; on est revenu tant de fois sur cette question que je crois vraiment qu'il serait à peu près superflu d'en faire l'objet d'un nouvel examen. Cependant je vais répéter ce qui a été dit. C'est dans les petits établissements que l'on abuse le plus des enfants ; c'est là qu'ils ont le plus besoin de force, parce que, comme l'a dit tout à l'heure M. le Ministre du commerce, ils sont soumis à un travail manuel, tandis que dans les grands établissements ils ne sont chargés que d'un travail de surveillance. Les enfants se tiennent, dans ce cas, d'ordinaire debout, soit pour les filatures, soit pour les tissages, soit pour les impressions ; c'est dans cette position qu'ils s'assurent si les fils ne se cassent pas, si la couleur est parfaitement étendue. Leur travail n'est donc que de surveillance. Dans les petits ateliers, il y a, comme on l'a dit, un travail de corps, travail qui épuise les forces en même temps qu'il exige de l'attention.

C'est pourquoi je crois qu'il est préférable de n'accorder que six heures de travail pour les enfants de 8 à 12 ans, mais en bornant là les sacrifices

que l'on impose à la famille. J'ai expliqué quels étaient ces sacrifices ; mais je donnerais des explications plus nettes, plus détaillées, si l'on persistait dans l'amendement. (Aux voix ! aux voix !)

M. le baron DE SCHAUBURG. — La Chambre comprendra que j'entreprends ici une tâche difficile ; son attention paraît épuisée, et pour moi je viens jouer ici un rôle qui a aussi sa difficulté.

Au commencement de cette discussion, on a rendu à l'industrie alsacienne la justice qu'elle mérite ; on vous a montré les grands industriels alsaciens devançant la loi et établissant dans leurs grandes manufactures ce que la loi cherche à régler aujourd'hui. Eh bien, moi, Messieurs, qui ai ma petite part à la confection de la loi de 1841, par devoir, par conscience, je dois faire ici un effort pour qu'on n'entraîne pas la Chambre au delà du but, sous prétexte d'améliorer cette loi. J'ai vu aujourd'hui la discussion ne porter pour ainsi dire que sur les grands établissements, les grands tissages, sur ce qui se passe à Mulhouse, à Thann, à Rouen, au Wesserling, dans tous les grands centres de fabrique. Et l'honorable M. Legentil, avec son expérience que tout le monde connaît, vous disait avec raison : C'est l'exception ; ce n'est pas pour cela que vous devez faire la loi, parce que là se trouvent toutes les garanties, parce que la surveillance y est facile. Ce qui doit vous préoccuper le plus, ce sont les petites industries, parce que c'est là que le plus grand nombre, l'immense majorité des enfants est employée. C'est donc de ces industries qu'il faut s'occuper.

Il ne faut pas, parce que M. le Ministre, qui a trouvé bonne sa loi de 1841, qui trouve encore meilleure celle qu'il nous a apportée, et qui n'hésite pas à l'abandonner pour l'amendement de M. d'Argout, chose que j'ai quelque peine à m'expliquer, mais sur quoi je ne veux pas m'arrêter, il ne faut pas, parce qu'il a parlé de quelques métiers difficiles, du métier de cloutier, ou de tel autre, où l'enfant fait un travail manuel, il ne faut pas vous effrayer de ces exemples. Permettez-moi de le dire, moi qui ai vu et étudié de mon mieux l'organisation du travail de l'Alsace, où la grande et la petite industrie sont à côté l'une de l'autre, non-seulement la filature, le tissage, mais aussi la construction des machines, où la montagne est remplie par la petite, et où se rencontrent une foule de ménages industriels, d'artisans, de petits fabricants, depuis le vannier jusqu'au tisseur de soie, où tout est fait par la famille, et où l'enfant joue un grand rôle ; je suis obligé de me préoccuper des deux parts ; c'est là ce que je demande à la Chambre la permission d'expliquer. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour être aussi bref que possible. (Interruption.)

Du reste, au point où en est arrivée la discussion, il n'y a plus qu'une question. Voulons-nous huit heures ou voulons-nous six heures ? Je sais bien qu'il y a une difficulté qui doit préoccuper la Chambre, c'est que l'amendement qui a été renvoyé à la commission n'est pas encore vidé, et que nous n'avons pas encore une définition précise de ce qu'on doit entendre par atelier, industrie, etc.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous sommes d'accord.

M. le baron DE SCHAUBURG. — Je l'admets, et je suppose la rédaction de la commission adoptée. J'admets que la commission regarde comme une

industrie tout ce qui a besoin d'une patente; je crois que c'est là sa pensée. (*Oui! Oui!*)

Eh bien! il n'y a pas de si petite industrie, à l'heure qu'il est, que la patente n'atteigne; jusqu'à la pauvre femme qui, sous le nom de *ravaudeuse*, raccommode des chaussettes dans un tonneau. Excepté ce qui peut se faire dans l'intérieur du ménage et ce qui ne peut s'appeler industrie, tout le reste est saisi par la patente. Ce sont donc toutes les industries possibles. Eh bien! pour les petites industries, pour celles qui ne travaillent ni avec les capitaux d'autrui, ni avec des machines, mais seulement avec leurs bras, la durée de la journée, savez-vous comment il faut la mesurer? Il faut la mesurer, moins sur la facilité de former des relais, que sur la possibilité de pourvoir à la subsistance de la famille. Ainsi, faites-moi l'honneur de me dire si, pour le cloutier qu'on citait tout à l'heure, si pour toutes les industries dont le salaire est le plus petit possible, si, pour celles-là vous ne permettez que six heures de travail aux enfants; avec quelles ressources, par quel moyen le père de famille, qui n'a que son faible produit de la journée, et dont vous réduirez le travail en réduisant celui de ses enfants, qui sont ses aides, comment pourvoirait-il aux besoins de tous, pourra-t-il nourrir ses enfants comme il le doit? Il ne le pourra pas dans la plupart des conditions, moins encore quand le pain sera cher et quand il n'aura pu faire d'économies.

Dans les petites fabriques, dans les petites industries (*Interruption*); permettez-moi de dire mon opinion. Dans l'industrie de Lyon, dans l'industrie de ceux qui travaillent la soie et qu'on appelle, je crois, des canuts, chaque famille est un atelier auquel des entrepreneurs qui font l'industrie en grand distribuent la besogne en petit.

On leur donne tant de mètres de soie ou de telle autre étoffe à faire; ils font cela dans leur intérieur; leur enfant est à côté d'eux; il tourne la bobine, il relie les brins de soie. . .

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Mais la loi ne les atteint pas.

M. le baron DE SCHAUBURG. — C'est précisément ce que je disais tout à l'heure à la Chambre. La Chambre est en présence d'une double difficulté : la difficulté de fixer le temps et celle d'avoir une idée précise de ce qui s'appelle un atelier. Je remercie M. le Ministre de son interruption; cela me fait voir que j'avais raison quand je présentais cette difficulté à la Chambre.

J'ai le cœur tout aussi bon qu'un autre, et c'est pour cela que je me préoccupe surtout de ceux qui, travaillant avec des capitaux moindres, de ceux qui, travaillant dans une sphère plus humble et plus laborieuse, ont besoin de toutes leurs forces. Un enfant peut, à la rigueur, sans que cela nuise à sa santé, à son développement, faire un travail qui exige de la force et du mouvement, travail qui favorisera plus le développement que ne peut le favoriser sa présence à côté d'une machine, d'un diable, etc. (Je sais bien encore quelques noms de ces machines, mais je ne tiens pas à vous faire rire.) Les enfants accolés à ces machines sont, quoi qu'on en dise, plus malheureux que l'enfant qui travaille à côté de son père. L'enfant qui travaille à côté d'un petit tisserand, dans un village, n'est pas six heures à l'attache comme l'enfant qui est employé dans une manufacture; son père l'envoie, on le disait il y a un instant, chercher un panier, faire telle ou

telle commission; il aide plus qu'il ne travaille, et tout ce qu'il fait ne constitue pas un travail continu et fatigant.

Dans l'industrie du vannier, soumise à la loi puisqu'elle est soumise à la patente, ce sont des brins d'osier que l'enfant coupe d'égale longueur, qu'il écorce, qu'il trie, mettant les plus gros d'un côté, les plus fins de l'autre; il fait cela à côté de son père, au grand air; sa situation est infiniment meilleure que celle de l'enfant qui travaille dans une fabrique, à côté d'une machine mue par la vapeur; et vous voulez, par une philanthropie irréfléchie, réduire de deux heures son travail. Je n'y puis pas consentir.

Je pourrais citer d'autres exemples; mais je vois que la Chambre est fatiguée; qu'elle me permette de croire que le peu de paroles que j'ai pu prononcer, venant d'un Alsacien qui s'enorgueillit des éloges mérités par ses compatriotes fabricants, mais ne perd pas de vue pour cela ses compatriotes artisans, ne seront pas tout à fait perdues; j'espère que la Chambre ne se laissera pas séduire par une discussion qui ne me paraît pas approfondie, et qu'elle n'ôtera pas au plus grand nombre des familles qui vivent d'industrie deux heures de temps, et, par suite l'équivalent de pain. (*Aux voix! Aux voix!*)

M. le comte d'ARGOUT. — Je demande à la Chambre la permission d'ajouter seulement quelques mots.

J'ai vu avec peine que plusieurs de mes collègues se sont mépris sur le sens de la loi de 1841; plusieurs ont paru approuver un argument qui a été produit à cette tribune, et qui consiste à dire : Mais enfin, si les huit heures sont abusives, le Ministre, en provoquant un règlement d'administration publique, a le droit de faire cesser l'abus et de réduire la durée du travail. J'ai vu que cet argument produisait beaucoup d'impression.

C'est là une erreur que je crois important de relever. Que dit la loi de 1841? « Les règlements d'administration publique pourront élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail déterminé dans les articles 2 et 3, à l'égard des genres d'industrie où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé. »

Ainsi vous voyez que le règlement d'administration publique n'a pas le droit de statuer d'une manière universelle, mais seulement dans quelques cas, et pour faire quelques exceptions.

Je dis d'abord qu'il serait très fâcheux d'avoir à établir ces exceptions, car on romprait l'unité de la loi, et ensuite on imposerait au Gouvernement une charge très pénible, très difficile à remplir, car le Gouvernement seul aurait à lutter, sans l'appui des Chambres, par une simple délégation de la loi, contre toutes les résistances qu'il pourrait rencontrer.

J'ai cru qu'il était utile de relever cette erreur.

Encore un mot.

Mon honorable ami, M. le Ministre du commerce, a avancé, et il n'a pas été formellement démenti par l'honorable rapporteur de la Commission, que le système de la loi de 1841, qui est le système anglais de 1843, tendait à expulser des manufactures les enfants de 8 à 12 ans. C'est la pleine et entière vérité.

Le hasard me fait trouver sur mon bureau un document qui nous a été

distribué aujourd'hui, et qui m'était parfaitement inconnu. J'y vois la preuve convaincante de cette vérité. Permettez-moi de vous le citer ; c'est le relevé fait dans tous les ateliers de Paris soumis à la loi de 1841. Eh bien ! j'y vois qu'en 1843, c'est-à-dire deux ans après la promulgation de la loi de 1841, sur 1,904 enfants employés dans les manufactures, il y en avait 1,075 de 8 à 12 ans, et 829 de 12 à 16 ans. Ainsi, dans le commencement d'exécution de la loi, c'étaient les enfants de 8 à 12 ans qui étaient en grande majorité.

Quelle était la situation en 1847 ? La voici : c'est que, dans 318 manufactures (et il n'y en avait que 212 auparavant), sur 3,870 enfants employés dans ces manufactures, le nombre d'enfants de 8 à 12 ans est descendu à 1,483, tandis que le nombre des enfants de 12 à 16 ans s'est élevé de 2,418.

Ainsi, l'action de la loi a été d'expulser les plus jeunes enfants, et de les faire remplacer par des enfants de 12 à 16 ans. Vous voyez donc que l'effet du système de la loi de 1841, que la commission tient à maintenir dans l'intérêt de ces enfants de 10 à 12 ans, leur a été tout à fait contraire.

S'il est vrai de dire, d'un côté, qu'un travail plus étendu leur procure un plus fort salaire, ce qui est un avantage ; d'un autre côté, les conditions auxquelles cette même loi les assujettit, les expose à un plus grand dommage, celui de manquer de travail et de pain.

Il y a encore beaucoup d'autres considérations ; mais je ne veux pas abuser des moments de la Chambre. Je persiste dans mon amendement et je désire que la Chambre l'adopte. (*De toutes parts : Aux voix ! Aux voix !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission propose de maintenir la disposition de la loi de 1841, qui fixe le maximum du travail à huit heures pour les enfants de 8 à 12 ans ; au contraire, l'amendement proposé par M. le comte d'Argout, est ainsi conçu :

De 8 à 12 ans, la durée effective du travail des enfants ne pourra excéder six heures sur vingt-quatre.

C'est cet amendement que je vais mettre aux voix.

(Une première épreuve est déclarée douteuse. Après une seconde épreuve, l'amendement est adopté).

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à la seconde partie de la rédaction de la Commission, qui était ainsi conçue ;

« Les dispositions en faveur des adolescents de 12 à 16 ans, et spécialement celles qui limitent à douze heures leur travail journalier, seront désormais appliquées aux filles et aux femmes, quel que soit leur âge. »

On a fait observer, à propos de cette disposition, qu'elle atteindrait les femmes de tout âge, même pour ce qui concerne les écoles, et la Commission, pour obvier à l'inconvénient, a proposé une nouvelle rédaction que voici :

Les dispositions de la loi qui limitent à douze heures le travail journalier des adolescents de 12 à 16 ans, seront désormais applicables aux filles et aux femmes, quel que soit leur âge.

M. GIRARD. — Si la Chambre est disposée à me prêter son attention à l'heure qu'il est. . . (*Parlez ! parlez !*)

Je serai très court dans les observations que je désire lui soumettre sur le

second alinéa de l'article 2, et que je recommande à son attention ainsi qu'à la sollicitude de M. le Ministre. Elles portent sur un des inconvénients de l'article 2, qui limite à douze heures le travail des femmes de tout âge.

Ma première observation sera celle-ci : c'est que l'article 2 dans le second alinéa fait faire un très grand pas au principe primitif de la loi.

Jusqu'à présent la loi avait entendu simplement limiter le travail des enfants, de ceux dont la volonté et dont les forces pouvaient être opprimées par une volonté supérieure; mais jusqu'à présent aussi le principe des lois, en pareille matière, avait respecté l'indépendance et la liberté du travail des adultes.

Nous avons entendu, dans la séance d'hier, je crois, l'honorable M. Renouard justifier d'une manière très heureuse la limitation du travail des enfants; mais je ne sais pas si cet honorable membre appliquerait aussi aisément les mêmes principes à la limitation du travail des adultes. On comprend, en effet, qu'il y a une immense distance entre le droit de protéger la santé, l'âme et l'intelligence de l'enfance, parce que dans beaucoup de cas ses droits légitimes peuvent être violentés par une volonté dominante, et celui d'empêcher la mère de famille d'accorder à son travail tout le temps qui lui est indispensable pour élever et nourrir sa famille.

Ma première observation porte sur le principe, la seconde s'appuiera sur des motifs d'utilité.

Il est indispensable, dans certaines manufactures, à certains moments de l'année, que les adultes travaillent un peu plus de douze heures. Je vais citer tout de suite une des industries françaises des plus essentielles à laquelle la limitation de douze heures pour les femmes de tout âge porterait, à mon avis, un coup funeste.

Je veux parler de la filature de soie. Elle est pratiquée pendant trois mois de l'année; il n'en est pas de la filature de la soie comme des industries en général qui peuvent travailler toute l'année. Les filatures de soie sont obligées d'accomplir leur œuvre en trois mois, dans les mois de juin, de juillet et d'août.

Je sais très bien qu'il existe des efforts, que des essais ont été faits pour pouvoir filer la soie pendant toute l'année; mais il serait facile de démontrer, si l'on m'opposait cette objection, que ces efforts n'ont amené que des résultats improductifs, insuffisants et incomplets. Il est certain que la soie est filée, pour les trois quarts, dans les trois mois de la belle saison. Il y a pendant ce temps-là urgence, activité prodigieuse dans le travail, activité indispensable. Et tout à l'heure je crois que notre honorable rapporteur citait certains moments de la fabrication lyonnaise, où il y avait, en effet, obligation, pour les ouvriers adultes, de se livrer à un travail excessif pour répondre aux nécessités de l'industrie. Eh bien, dans la filature de la soie, il y a toujours nécessité de travailler d'urgence pour répondre aux lois indispensables de cette industrie. Il serait donc nécessaire que, dans ce cas, la loi autorisât une exception.

Je sais bien qu'il est très défavorable de demander une exception à un principe général, salutairement introduit dans une loi; je connais la difficulté de la question que je soutiens en ce moment; cependant, je ferai observer

à la Chambre que la loi de 1841, dont nous nous occupons, contient une exception bien plus grave. La loi de 1841 interdit aux enfants, d'une façon générale, le travail de nuit; cependant, par son article 3, elle l'autorise, lorsque, par une circonstance fortuite, un accident arrivé aux machines, l'intérêt de l'industrie exige un effort extraordinaire. Dans ce cas-là, par exception, le travail de nuit des enfants est permis.

Voilà une exception grave, voilà un travail extraordinaire commandé aux enfants dans des cas difficiles et laborieux. Mais lorsqu'on demande dans la plus belle saison de l'année à une population adulte, parfaitement bien payée et bien nourrie, lorsqu'on lui demande, au nom des intérêts les plus essentiels de l'industrie, un travail, non pas de douze heures, mais quelquefois de treize ou quatorze heures par jour, je ne crois pas que par cet acte on impose aux femmes adultes une obligation comparable à celle que la loi de 1841 permet d'imposer à des enfants, en les attelant pendant la nuit à des moteurs mécaniques et à feu continu. Je croirais en conséquence qu'il serait extrêmement utile que l'article que nous discutons, et qui interdit aux femmes de travailler plus de douze heures, introduisît une exception en faveur des filatures de soie, temporairement ouvertes, et qu'il fût ajouté en conséquence, au deuxième alinéa de l'article 2, une rédaction qui serait à peu près celle-ci :

« Les filatures de soie, temporairement ouvertes, pourront dépasser de deux heures la limite fixée ci-dessus. »

Je recommande essentiellement les observations que je viens de présenter à l'attention de la Chambre et à la sollicitude de M. le Ministre. Il s'agit ici de la prospérité d'une des plus belles industries du royaume. Les soies filées, dans certains départements du Midi, sont les plus belles soies du monde, et elles constituent une de ces trop rares industries françaises qui ne demandent aucune protection, qui admettent l'entrée parfaitement gratuite, parfaitement franche, des produits correspondants étrangers.

Les soies étrangères entrent en franchise dans le royaume, et les soies indigènes ne demandent aucune protection. Elles vont, au contraire, sur les marchés étrangers, lutter victorieusement contre toute concurrence.

Il est essentiel de conserver à cette industrie toutes ses facultés et toutes ses forces, de ne pas gêner les procédés ordinaires par lesquels elle se produit.

Je me borne dans ce moment à recommander mes observations à l'attention et à la sollicitude de M. le Ministre. Suivant l'avis qu'il voudra bien sans doute exprimer, j'examinerai si je dois présenter un amendement à la Chambre, avec le désir qu'il ne rencontre pas, dans la pensée de la Commission ou de M. le Ministre, une trop forte opposition.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre voit que les observations qui viennent d'être présentées ne portent pas sur la disposition à l'égard de laquelle le Gouvernement et la Commission sont d'accord.

Ces observations peuvent aboutir à un amendement exceptionnel et additionnel; mais cela ne m'empêche pas de consulter la Chambre sur le paragraphe 2 de l'article 2. (*Oui! oui! appuyé!*)

(Le paragraphe 2 de l'article 2 est mis aux voix et adopté.) [Voir p. 196.]

M. FULCHIRON. — J'avoue que je ne comprends pas très bien les motifs qu'a donnés M. Girard pour proposer une exception en faveur des femmes des montagnes des Cévennes, du département du Gard, et d'autres lieux où l'on file la soie. Voici pourquoi : s'il y avait une nécessité absolue de filer toute la soie produite par les vers dans un temps donné, je concevrais parfaitement le désir exprimé par notre honorable collègue. Chacun sait qu'au bout d'un certain temps le vers perce son cocon pour en sortir, et détériore la soie; mais ce que nous savons aussi, c'est qu'on a trouvé un moyen excellent, et M. d'Argout, qui est du Dauphiné, le certifiera, de tuer le ver dans le cocon en l'exposant à un certain degré de chaleur continu. Grâce à ce procédé, l'Angleterre fait venir aujourd'hui de la Chine une grande quantité de soie en cocons.

En France, aussi bien qu'en Chine, on sait tuer la chrysalide sans endommager le cocon. Pourquoi alors ne pas mettre quatre, cinq mois, s'il le faut, à filer les cocons, que, d'après une ancienne habitude, on file en six semaines ou deux mois? Je ne vois pas qu'il y ait ici matière à exception.

M. LE COMTE DE GASPARIN. — De tout temps on a étouffé les cocons avant de faire la filature! mais plus la filature est retardée, moins les cocons rendent de soie. Vous comprenez alors qu'il est fort important que la filature se fasse dans un espace de temps assez court. Cette industrie, au reste, ne s'exerce que dans une très courte partie de l'année et pendant la belle saison, pendant deux mois au plus. Nous n'avons jamais vu, par conséquent, que les fileuses fussent épuisées, et je crois qu'il y a lieu de prendre en grande considération les observations de M. Girard.

M. BARBET. — Je verrais avec peine établir cette distinction dans la loi, et la nécessité ne m'en paraît pas justifiée. Il résulte des observations des honorables préopinants qui soutiennent la nécessité d'une exception, qu'il faut, ce que les manufacturiers savent, pour que les soies aient une qualité convenable, qu'elles soient dévidées dans un certain laps de temps. Que résulte-t-il de cela? Qu'on a besoin de quelques métiers de plus pour dévider. Et parce que les manufacturiers seront obligés d'avoir, pour hâter leur travail, quelques métiers de plus, quelques ouvrières de plus qu'ils ne le voudraient, verrez-vous là une nécessité d'insérer une exception dans la loi?

S'il y avait urgence, si, à une heure donnée, tous les cocons devaient être dévidés, je comprendrais cette exception; mais quand, je le répète, il ne s'agit, pour le manufacturier, que d'avoir quelques métiers de plus, quelques ouvriers de plus, je ne puis l'accepter.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Girard, persistez-vous dans votre proposition?

M. GIRARD. — J'y persiste et je demande à répondre à M. Barbet; mais à cette heure avancée, je pense que la chambre voudra bien remettre la discussion à demain. (*Oui, oui! — A demain!*)

M. LE PRÉSIDENT. — J'engage M. Girard à formuler son amendement. Cet amendement sera imprimé et à la séance de demain, il pourra être soumis au vote de la Chambre.

La séance est levée à cinq heures un quart.

.....

SÉANCE DU VENDREDI 18 FEVRIER 1848.

PRÉSIDENCE DE M. BARTHE VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Suite de la délibération de la chambre sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. Article 2. Paragraphe additionnel de M. Girard : MM. Fulchiron, le comte Gasparin, le comte Pelet de la Lozère, le baron de Barante, le comte d'Argout, Girard, le baron Dupin, rapporteur, Barbet et le Ministre de l'agriculture et du commerce. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article. — Article 3. Amendement de M. le comte d'Argout. Amendement de M. Paulze d'Ivoy : MM. le marquis de Boissy, le comte d'Argout, le rapporteur, Cousin, le comte Pelet de la Lozère, Paulze d'Ivoy, le marquis Turgot, le Ministre de l'agriculture et du commerce, le baron de Barante et Fulchiron. Adoption. — Amendement de la commission : MM. le comte d'Argout, le vicomte Duchâtel, le rapporteur, le baron Feutrier, Renouard, le Ministre de l'agriculture et du commerce, le vicomte Lemer cier, le président Bouillet et Cousin. Renvoi à la commission des troisième et quatrième paragraphes de l'amendement de M. le comte d'Argout.

Suite de la délibération de la Chambre sur les articles du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers. (Paragraphe additionnel de M. Girard à l'article 2.)

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre va reprendre la discussion du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures; hier elle a voté deux paragraphes de l'article 2 : le premier paragraphe qui fixe à six heures le travail des enfants de 8 à 12 ans, et le second qui applique aux femmes les dispositions précédentes; maintenant il reste à voter sur un article exceptionnel qui a été présenté et développé par M. Girard.

La parole est à M. Fulchiron.

M. FULCHIRON. — C'est avec un vif regret que je viens combattre l'amendement de mon honorable ami M. Girard. Lorsque la Commission dont j'ai l'honneur de faire partie vous avait proposé de s'arrêter à un certain nombre d'ouvriers pour l'application de la loi, c'est qu'elle avait bien prévu que, si on la généralisait comme la Chambre a voulu le faire, il surgirait une foule de demandes en exception; ces demandes ne se bornent pas à celle de M. Girard, et à d'autres encore qui ont déjà surgi; mais, la Chambre ayant décidé que la loi serait générale, les membres de la Commission doivent avec docilité se conformer à sa décision. La majorité a toujours le droit d'imposer sa volonté à la minorité, et je voudrais que partout le même principe fût admis et que la même conduite fût tenue.

Maintenant, voici sur quoi je me fonde pour combattre la proposition et je déclare que je le fais avec regret, car personne n'aime et n'honore M. Girard lus que moi.

D'abord, comme j'avais l'honneur de vous le dire en commençant deux exceptions déjà faites en feront surgir certainement beaucoup d'autres.

M. PAULZE-D'IVOY. — Nous en avons beaucoup à demander.

M. FULCHIRON. — Alors, Messieurs, l'œuvre de la majorité sera détruite, et, petit à petit, on démolira le principe de la généralité.

Quant à l'amendement qui nous occupe, il est inutile. Je demanderai la permission de recommencer à dire à la Chambre quelques-unes des raisons que j'ai déjà dites hier, parce que plusieurs de ces messieurs peut-être étaient déjà partis quand je les ai présentées; et j'ajouterai une ou deux autres considérations.

M. Girard demande qu'il y ait exception pour les femmes qui travaillent dans la filature. Il se fonde sur ce que ce travail est très pressé. J'avoue que je n'en suis pas bien persuadé; je connais un peu la filature : j'ai une propriété dans la Drôme, où l'on file; j'ai des parents qui ont encore des filatures, ou par eux ou par leurs fermiers, et je crois connaître un peu la manière dont on file le cocon. Je vous demande pardon de ces détails techniques, mais ils sont nécessaires; je crois que si on n'avait pas trouvé, et c'est trouvé depuis longtemps, le moyen d'empêcher la chrysalide d'éclore dans le cocon, il faudrait effectivement se presser extrêmement pour filer; car, lorsque le ver ou la chrysalide, ver auparavant, sort, au bout de deux jours, je le crois, peu importe le temps, lorsqu'il sort du cocon, il fait un trou sur le centre, dont il brise l'unité des fils, et on n'aurait plus que des bouts de fils.

Mais on a trouvé le moyen de faire périr le ver de la chrysalide sans détériorer la soie du cocon : on le passe dans un four qui est à une chaleur réglée, chaleur qui est assez forte pour faire mourir la chrysalide, mais qui n'attaque pas la soie.

Ainsi, tout se borne à allonger le travail de quelques jours de plus, et à le restreindre à quelques jours de moins.

On nous a dit : Mais quand le cocon a été très longtemps sans être travaillé, la soie devient plus difficile à filer. J'avoue que je n'avais jamais entendu faire cette objection, et, ce qui me ferait croire que l'objection n'est pas parfaitement fondée, c'est que les Anglais font venir des cocons de la Chine : il faut cinq ou six mois de navigation. Cependant ils les font venir et y trouvent leur avantage. La soie n'est donc pas détériorée par un trajet de cinq ou six mois de navigation.

Ce travail se borne à deux mois ou deux mois et demi. Or, l'amendement accorde, autant qu'il m'en souvient, une ou deux heures de plus aux femmes. Le compte est facile à faire : admettez qu'elles travaillent deux heures de plus, cela fait soixante ou soixante-dix heures, espacées sur deux mois et demi; c'est-à-dire cinq ou six jours de travail de plus dans la manufacture, pas davantage.

Je le demande, pour un *allongement* (si je peux me servir de cette expression, quoiqu'elle ne soit pas parfaitement française), pour un allongement de cinq ou six jours, dont la suppression ne peut pas laisser détériorer le cocon, faut-il briser la loi et commencer par une exception qui, je le répète, et je le répéterai jusqu'à satiété si cela est nécessaire, en amènera bien d'autres?

Il y a une manière fort simple de regagner le temps que l'on désire : c'est

d'augmenter un peu le nombre des fileuses. Il n'y a pas d'industrie dont le matériel soit moins coûteux. On file le cocon avec un réchaud sur lequel on place un vase, que dans le pays on appelle une *bassine*; cette bassine est en cuivre étamé; on y tient l'eau à un certain degré, de façon à ce que cette chaleur ne détériore pas le cocon. La fileuse a un rouet; à côté d'elle, un petit balai de bruyère pour saisir les fils. Voilà tout le matériel : il n'est pas bien coûteux. Qu'est-ce qui peut empêcher les fileurs d'acheter dix ou douze bassines de plus, de prendre quelques fileuses de plus? Ce ne serait pas une dépense de 1,000 fr., une fois faite.

Telles sont les objections que je voulais faire à l'amendement, afin de le faire repousser, parce que, je le déclare, il en entraînera bien d'autres.

M. LE COMTE DE GASPARI. — Messieurs, je me suis associé de grand cœur aux mesures qui concernaient le travail des enfants dans les manufactures. Je les ai regardées comme des mesures de moralisation et d'hygiène qu'il était convenable de prendre; car nous avions, à cet égard, un précédent que nous devons suivre, dans les États voisins qui s'occupent également de leurs enfants.

J'avoue que je n'ai pas suivi avec le même intérêt, avec la même chaleur, la suite de l'article, quand vous avez admis que les femmes étaient comprises dans cette loi. J'ai trouvé qu'il devenait exorbitant de faire peser une loi de moralisation et d'hygiène sur des femmes adultes, des femmes majeures; qu'ici nous sortions véritablement du cadre primitif de la loi, et que nous entrons dans une espèce d'organisation du travail. Cela y ressemble beaucoup et je crois que cela pourra y conduire plus tard; car, lorsque vous aurez réglé le travail des femmes, il n'est pas évident que vous n'en viendrez pas à régler le travail des hommes. Cette préoccupation, cependant, je ne l'aurais pas énoncée sans l'occasion de l'amendement de l'honorable M. Girard. Cet amendement, en m'offrant un des exemples locaux, frappants pour moi, des inconvénients que présente la mesure, m'a ouvert les yeux à cet égard, et je désirerais que, par une exception ou par telle autre mesure, il fût possible de revenir sur ce que la Chambre a déjà fait.

Ainsi, on vous a parlé de la filature des cocons; cette filature est organisée de cette manière : une partie est filée chez le particulier, chez le producteur lui-même; celle-là ne sera pas atteinte; mais il y a des manufactures bien plus intéressantes pour le commerce, parce qu'elles font de la soie tout de suite, de la soie assortie, et celles-là sont atteintes. Eh bien, est-il sans inconvénient de prolonger la durée de la filature des cocons? Vous allez le voir : il est très considérable. Il ne s'agit pas de l'inconvénient que le cocon soit percé par la chrysalide; celui-là, s'il a jamais existé, n'existe plus de temps immémorial. On étouffe les cocons; ils meurent; il n'est donc pas question de cette détérioration. Mais les fils de soie sont agglutinés les uns contre les autres par une espèce de gomme résine; cette gomme résine durcit à mesure que les cocons restent sans être filés, de sorte qu'au commencement de la filature nous obtenons 12, 13 p. o/o de soie, tandis qu'à la fin nous n'en obtenons plus que 10. Il en résulte que c'est une perte de 20 p. o/o qu'on demande à la filature. Voilà le fait qui rend nécessaire d'accélérer cette filature; on pourrait l'appeler la moisson de l'éducation des vers à soie. Ce n'est pas une fabrication; c'est

une véritable récolte. En sortant des mains des fileurs, la soie passe à la fabrication ; mais l'opération dont je parle est une sorte de première appropriation de la matière. Eh bien, quand cette première préparation a lieu, est-ce que vous fixerez un temps déterminé pendant lequel durera la moisson ? est-ce que vous direz : A tel jour, à telle heure, on cessera de moissonner ? C'est impossible.

Ainsi je persiste à croire que l'amendement de l'honorable M Girard est bon, et que, dans tous les cas, il serait nécessaire de voter l'exception. Vous en rencontrerez encore beaucoup d'autres, et, pour ma part, s'il était possible de revenir sur la décision de la Chambre, qui a compris les femmes dans l'article, je le verrais avec plaisir. Je regarde l'amendement de M. Girard, qui est plus général puisqu'il comprend tous les travaux de femme comme un excellent moyen de faire comprendre à la Chambre qu'elle est peut-être allée trop loin dans sa première délibération.

M. LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE. — Je désire ajouter une considération qui n'a pas encore été présentée à l'appui de l'amendement de mon honorable collègue et compatriote M. Girard.

J'ai beaucoup vécu au milieu des filatures dont il s'agit, et par conséquent j'ai l'avantage de connaître personnellement comment les choses se passent. Il est certain, comme on l'a dit, qu'il est absolument impossible d'empêcher que les cocons apportés à la ville par les cultivateurs ne soient filés dans le moins de temps possible, c'est-à-dire dans les trois ou quatre mois qui suivent la récolte. On a dit que la matière glutineuse qui lie ensemble les fils du cocon se durcit et empêche que, plus tard, on obtienne des cocons la même quantité de soie qu'on aurait obtenue dans le commencement. Mais il y a une raison plus forte, une raison pratique, c'est que, dès l'instant que la saison plus avancée amène les pluies et l'humidité, il est absolument impossible de filer utilement les cocons, parce que les fils de soie qui sont dévidés autour des rouets s'attachent les uns aux autres, de telle sorte que les consommateurs de la soie, les clients de M. Fulchiron, les fabricants de Lyon, ne veulent pas des soies fabriquées par ce temps humide. Il y a là, je crois, quelques détails qui seront démonstratifs pour la Chambre.

Je le répète, la filature commence quand les cocons ont été détachés de la bruyère ; elle se prolonge quelquefois jusqu'aux mois de septembre et octobre, quand la saison le permet, quand les pluies n'arrivent pas de bonne heure ; mais dès l'instant que les pluies arrivent, il faut s'arrêter, parce que, bien que les filatures soient couvertes, la seule action de l'humidité sur la soie fait que les fils s'attachent les uns aux autres et ne peuvent plus se séparer.

Voilà ce qui rend la prescription de la loi absolument impossible. On en parle bien à son aise quand on dit qu'il faut augmenter le nombre des fileuses et des tours. Toute la population, sans exception, susceptible d'être employée à ce travail, y est employée ; j'en donnerai une preuve. J'appartiens à une ville de 3,000 habitants, dans laquelle on file pour 1 million de soies ; il y a pour cette filature cinq ou six cents tours qui emploient cinq ou six cents femmes ou filles à ce travail.

Vous le voyez, c'est toute une population susceptible d'être employée ; il serait impossible de s'en procurer davantage ; on ne peut donc pas augmenter

le nombre des tours, et cependant il faut que les cocons qui constituent le principal produit de l'agriculture dans ce pays soient filés dans cet intervalle, non seulement parce que la saison plus tardive ne le permettrait pas à cause de l'humidité, mais parce qu'il en résulterait une augmentation considérable dans le prix de revient, si l'on renvoyait cette opération à l'année suivante, car on est pressé de rentrer dans ses fonds. Voilà, Messieurs les inconvénients d'une loi trop générale. Vous savez qu'en Angleterre on a procédé par genre d'industrie : on a rendu d'abord un bill relatif aux filatures de coton et de lin ; plus tard, on a fait une loi pour les femmes et les enfants employés dans les mines et les houillères ; on est allé ainsi de l'une à l'autre des industries du pays ; on a pu faire pour chacune ce qu'il était possible de faire sans la violenter. Je crois qu'il est impossible de ne pas admettre d'exceptions, sous prétexte que si l'on en admettait une, on demanderait à en introduire d'autres ; ce sera à vous à les juger selon leur mérite intrinsèque : autrement vous procéderiez comme cet enfant à qui l'on voulait faire dire A, et qui s'y refusait par le motif qu'on lui ferait dire ensuite B. (*On rit.*)

Je soutiens que, si l'on n'accorde pas l'exception demandée pour les filatures de soie, la loi sera violée, ou bien qu'on entourera de vexations intolérables une des branches les plus importantes de l'agriculture et de l'industrie du pays, qui a besoin d'être protégée et non d'être entravée.

Je crois donc qu'on ne peut se dispenser d'admettre l'exception, sauf à la Chambre à juger celles qui pourront se présenter ensuite.

M. LE BARON DE BARANTE. — Je prie l'honorable préopinant de remarquer que l'amendement est présenté d'une telle manière qu'il ne serait pas seulement applicable à la filature de la soie, mais qu'il peut comprendre dans sa généralité toutes sortes d'industrie. Je ne me prononce pas sur cet amendement en lui-même ; mais, si l'on voulait l'admettre, il faudrait qu'il fût rédigé comme une exception, et qu'il s'appliquât seulement à l'industrie pour laquelle on aurait montré qu'il est indispensable.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement est conçu en ces termes : « Dans les établissements qui ne travaillent qu'une partie de l'année... » Voilà la seule restriction.

M. LE RAPPORTEUR. — Ce texte est trop général.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je vais faire une question à l'auteur de l'amendement. L'amendement est ainsi conçu :

« Dans les établissements qui ne travaillent qu'une partie de l'année, la limite du travail ci-dessus fixée pour les adultes pourra être dépassée de deux heures, si cette extension est reconnue indispensable. »

Je demande par qui cette nécessité sera reconnue ; selon moi, le mot *indispensable* ne se rapporte à rien ; on ne dit pas si l'indispensabilité sera reconnue par le ministre, par un règlement d'administration publique ou par les autorités locales : il faudra nécessairement s'expliquer à cet égard.

M. FULCHIRON. — Il faut dire si ce sont des ordonnances dans la forme administrative qui permettront aux préfets d'accorder cette exception ; autrement, comme le dit M. le comte d'Argout, qui est-ce qui prononcera ?

M. GIRARD. — Je viens répondre aux questions que quelques-uns de mes honorables collègues ont bien voulu m'adresser ; je n'ai pas l'intention de re-

prendre dans son principe la défense de ma proposition; elle a déjà recueilli trop d'honorables suffrages, pour qu'il me soit nécessaire d'ajouter d'autres explications : je me bornerai à répondre aux questions qui m'ont été posées.

M. le président de la commission s'est étonné du caractère trop général de la proposition : l'honorable comte d'Argout m'a demandé à qui j'entendais attribuer le droit de reconnaître le caractère indispensable de l'exception. Je répondrai d'abord à l'honorable président de la commission, que je consentirai volontiers à remplacer le caractère de généralité de mon amendement, par une expression plus précise et plus spéciale. Je me rapprocherai même par là, beaucoup plus de ma pensée que je ne l'étais par les termes de mon amendement. Quand j'avais choisi une expression générale c'était pour ne pas présenter à la Chambre une expression trop renfermée dans un intérêt de localité : cependant si la Commission me faisait l'honneur d'accepter mon amendement, à ces conditions, j'y consentirais très volontiers. Je répondrai à l'honorable comte d'Argout, qu'il est de principe général introduit dans la loi, que le Ministre du commerce par réglemens d'administration publique statuera sur les deux exceptions permises par la loi, et que si la Chambre autorisait l'exception nouvelle que je réclame, la même autorité statuerait sur cette troisième exception. Il y a dans la loi de 1841, deux exceptions, et, en les citant, j'entends répondre aux observations qui ont été présentées sur l'inconvénient des exceptions, il y a, dis-je, dans la loi de 1841, deux exceptions très graves. Cette loi défend d'une manière générale de faire travailler les enfants la nuit, et de les faire travailler le dimanche; on comprend très bien la nécessité et les sérieuses convenances qui commandent d'empêcher les enfants de travailler la nuit et le dimanche. Cependant, dans l'intérêt exceptionnel de certaines industries, la loi autorise dans certains cas, de faire travailler les enfants la nuit et le dimanche. Voilà, en fait d'exception, ce que nous pouvons voir de plus sérieux et de plus grave; la loi, article 7, confie au Ministre le soin de statuer par règlement d'administration publique, sur des travaux qu'il serait indispensable d'autoriser pendant la nuit et le dimanche.

Je pense que si la troisième exception que je propose, beaucoup moins grave que les deux premières, était introduite dans la loi, la même autorité aurait le soin de la réglementer.

Je désire que M. le comte d'Argout soit satisfait de ma réponse. Je la crois suffisante. J'ajouterai un seul mot, c'est qu'en présentant mon amendement, j'ai obéi à une pensée plus générale, une pensée de regret à l'occasion du principe que j'oserai appeler exorbitant qui a été introduit dans la loi.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. GIRARD. — Car, si je reconnais aisément et avec empressement que la loi doit protéger l'enfant qui peut être dominé par une volonté supérieure, et par conséquent obligé à des travaux funestes à sa santé, à son âme et à son intelligence, je n'ai admis qu'avec beaucoup d'hésitation, qu'avec une très grande incertitude de conscience, le principe qui limite le travail de l'individu majeur, qui empêcherait la mère de famille de travailler plus de douze heures, lors même que, pour nourrir ses enfants, elle peut avoir besoin d'en travailler quatorze. Il me semble qu'après un principe semblable introduit dans la loi, il y a une dernière chose à faire, c'est d'accorder une subvention

aux mères de famille qui ne pourront pas, avec ce travail limité, suffire à leur existence et à l'accomplissement de leurs devoirs. J'avouerai que c'est avec un grand regret que j'ai vu admettre hier ce principe aussi considérable et qui touche de très près à l'organisation du travail ; j'ai été immédiatement frappé de l'un de ses inconvénients. Je crois qu'il en renferme beaucoup d'autres ; mais j'ai voulu, par un amendement, les restreindre le plus possible. Ils seraient graves, je le répète ; ils atteindraient dans son origine, dans ses lois indispensables de production l'une des branches les plus essentielles de l'industrie française. J'insiste donc pour ma proposition ; mais je me réunirais très volontiers aux orateurs qui attaqueraient dans son principe l'article même de la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre comprend qu'elle ne peut pas remettre en question les dispositions qu'elle a votées, et que, par conséquent, la discussion doit se concentrer sur l'exception proposée par M. Girard.

M. LE BARON DUPIN, *Rapporteur*. — Messieurs les pairs, je ne puis m'empêcher de témoigner ici toute ma surprise des regrets si soudains éprouvés par notre honorable collègue, à propos d'une disposition qui n'a pas éprouvé, dans le sein de la commission dont il était membre, la plus légère objection, qui avait été adoptée à l'unanimité dans la commission, qui a été acceptée par tous les honorables manufacturiers appelés dans son sein, que nous avons communiquée au préfet de police, au président du conseil des prud'hommes, lesquels l'ont également acceptée comme un bienfait pour le peuple, et que M. le Ministre du commerce, avec un mouvement généreux, s'est également empressé d'accepter.

Permettez-moi de dire qu'aucune des personnes que je viens de citer n'a jamais considéré cette mesure comme une oppression des femmes, comme un châtiment pour ainsi dire. Mais rappelez-vous donc, Messieurs les pairs, comment cette grande victoire morale, la protection du sexe le plus faible contre l'accablement immodéré par le travail, cette victoire a été remportée dans le parlement anglais par les hommes les plus généreux, les plus moraux, les plus éclairés de la Grande-Bretagne. C'est tout ce qu'il y a de plus illustre dans le parlement qui s'est prononcé pour protéger les êtres faibles. C'est en faisant le tableau de la misère, de l'énervement et de la dégradation des femmes, du malheur qu'elles éprouvaient en travaillant quinze, seize, dix-sept et dix-huit heures par jour, c'est au nom de leurs enfants, qu'on a demandé pour elles qu'après avoir travaillé pendant douze heures, il leur restât encore quelques moments à donner à leurs enfants en bas âge.

Le parlement d'Angleterre a été plus loin ; il a fait deux grands pas après de mûres réflexions.

Pour la première fois, en 1844, il n'avait fixé la limite qu'à douze heures de travail, comme vous l'avez fait par votre vote d'hier. Trois ans plus tard, il est descendu plus bas ; il n'a plus voulu que le travail journalier des filles et des femmes excédât dix heures,

Après trois ans d'expérience, ce peuple, si réfléchi, n'a pas regardé son premier vote de douze heures comme un vote prématuré dont il ait dû se repentir.

Je le répète, une grande expérience a parlé ; elle a éclairé la Grande-Bre-

tagne; et loin de rétrograder, loin de revenir sur cette mesure d'humanité, qui honore entre toutes le parlement britannique, il a poussé plus loin encore son bienfait. Pour nous, Messieurs les pairs, nous sommes plus réservés, plus timorés, si vous voulez; nous ne vous demandons pas de faire tout ce que fait la Grande-Bretagne; nous ne vous demandons ni dix heures, ni onze heures pour limite du travail des femmes; nous vous avons demandé seulement douze heures.

Vous pouvez être sûrs de n'éprouver jamais aucun regret, aucun repentir d'une des résolutions les plus nobles et les plus humaines qu'il vous fût possible de prendre; et je suis bien certain que le sentiment public ratifiera votre vote; il vous remerciera du bien que vous aurez fait à toutes les familles du peuple français. (*Vif assentiment.*)

Dans tous les cas, je crois qu'il serait nécessaire d'entendre M. le Ministre du commerce sur l'amendement particulier qui est proposé, et sur lequel nous ne voulons rien dire quant à présent. Mais si l'on voulait établir ce principe fondé sur un triste repentir, au sujet du bien qu'on aurait produit, si on voulait étouffer la grandeur, la généralité du bienfait sous la multiplicité des exceptions, je déclare qu'alors je serais le premier à combattre toute espèce d'amendement, comme une rétrogradation funeste, et qui serait pour nous un déshonneur.

M. BARBET. — J'ai écouté avec beaucoup d'attention les développements qui ont été donnés pour appuyer l'amendement de M. Girard. Qu'a-t-on dit? Qu'il y avait certaines manières d'opérer pour dévider les cocons, et que l'on était tenu d'avoir fait ce travail dans un temps voulu, sous peine de nuire à la qualité de la soie. Voilà sur quoi on s'est plus particulièrement appuyé.

On vous l'a dit, Messieurs, ce motif n'est pas fondé, on n'est pas tenu à une époque fixe. La vérité est qu'on veut, pour l'industrie de la soie, échapper à la loi; on ne veut pas se soumettre aux changements qu'il faudra faire dans les établissements, et notamment y employer un peu plus d'ouvrières. (*Dénégation au banc de la commission.*)

Je vous demande pardon; écoutez-moi jusqu'au bout, et vous verrez que j'ai raison. On veut éviter les inconvénients qui arriveront de modifications à faire à ce qui se passe. Voilà, en un mot, quelles sont les raisons présentées par M. Girard et par les personnes qui soutiennent son amendement. En vérité, Messieurs, qu'avons-nous fait autre chose, quand nous avons porté à six heures le travail des enfants dans les manufactures; pour exécuter cette loi, il va falloir que l'on réforme et que l'on réorganise tout? Croyez-vous que c'est une chose fort simple que de faire des relais, que d'avoir des adolescents qui travailleront douze heures, tandis que les adultes pourront travailler quatorze, quinze et seize heures. Ce sont de nouvelles combinaisons qu'il faudra organiser dans les établissements, vous ne pouvez pas vous dissimuler cela. En vérité, je ne comprends pas que, quand il s'agit de la filature de la soie, la population manque; non, Messieurs, elle ne manque pas, on trouvera partout quelques ouvriers de plus, et si les femmes ne sont pas assez nombreuses pour faire ce travail dans le délai voulu, les ouvriers adolescents ne manqueront pas.

Quand on ne nous fait pas voir qu'il y aurait préjudice pour l'industrie,

si on n'adoptait pas l'exception proposée, je ne verrais pas pourquoi on l'introduirait dans la loi. On l'a fort bien dit : si toutes les industries avaient eu le temps de faire présenter ici leurs observations, on aurait trouvé sans doute encore des modifications à faire. Moi-même j'ai laissé chez moi deux lettres que j'ai reçues, par lesquelles on me demande aussi de réclamer d'apporter des exceptions à la loi.

Je n'en parle pas à la Chambre, parce que je ne les considère pas comme étant plus fondées que celle pour le dévidage de la soie ; ce serait des difficultés d'exécution dans la loi, des moyens pour l'é luder. Je dis qu'il ne faut pas les y inscrire. On dit qu'il y en a déjà, c'est vrai ; mais elles sont générales ; la loi n'aurait pas été exécutable sans cela.

Je me résume pour repousser l'amendement : l'industrie séricicole ne souffrira pas de la décision prise par la Chambre, tandis qu'il y aurait inconvénient à admettre cette exception, que rien ne justifie.

M. le comte PELET DE LA LOZÈRE. — L'honorable membre reproduit toujours son argument ; ce n'est, dit-il, qu'une question de nombre d'ouvriers, une question d'organisation.

L'honorable membre, probablement, n'a jamais vu, dans les pays producteurs de la soie, la manière dont on procède. Il aurait reconnu que ce qu'il propose est parfaitement impossible ; il aurait reconnu qu'on ne peut employer dans les filatures de soie, comme dans les autres genres de manufactures, toutes sortes d'ouvriers ; qu'on n'y emploie que des femmes.

Il aurait vu que toutes les femmes, sans exception, susceptibles d'être employées, suffisent à peine à filer les cocons dans la saison qui permet de se livrer à ce travail ; il n'aurait pas employé un argument qui est véritablement sans application, relativement à la filature du cocon ; il aurait vu qu'il y a là une impossibilité absolue de se conformer au projet de loi ; qu'il faut, ou bien laisser le temps nécessaire à la filature des cocons, ou déclarer qu'elle ne subsistera plus que dans des conditions qui ne lui permettront pas de soutenir la concurrence avec les soies étrangères.

Que dirait l'honorable membre si quelqu'un proposait de limiter la durée du travail pour la moisson des champs ? Dirait-il aussi que c'est là une question de nombre d'ouvriers ? qu'on n'a qu'à en employer davantage ? Il sait bien qu'on emploie à la moisson tous les ouvriers qu'on peut trouver ; qu'ils sont obligés de travailler plus qu'ils ne le devraient ; il n'y a d'autre limite à leur travail que celle des forces humaines.

C'est ici exactement la même chose ; toutes les ouvrières que produit la population sont employées.

M. CUNIN-GRIDAINE, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — Je ne veux dire qu'un mot. L'amendement de l'honorable M. Girard aurait pour résultat inévitable de poser en principe dans la loi que des exceptions pourront être prises en considération et déterminer le Gouvernement, par voie de règlement d'administration publique, à augmenter le nombre des heures de travail.

Poser un pareil principe, c'est soulever à l'instant même une foule de réclamations auxquelles le Gouvernement ne peut pas faire droit.

M. Pelet de la Lozère, répondant tout à l'heure à M. Barbet, disait que la

population était insuffisante, qu'il fallait travailler dans un temps très limité, que par conséquent il y avait nécessité d'accueillir l'exception proposée par l'honorable M. Girard.

Il entre dans mes devoirs comme dans mes attributions de m'occuper de l'industrie séricicole; c'est une de celles qui ont le plus occupé le département de l'agriculture et du commerce; c'est une de celles, et je me plais à lui rendre cette justice, qui ont pris le plus grand développement possible.

La France ne produit pas moins aujourd'hui de 200 millions de soie; elle a plus que doublé depuis dix à douze ans. Cette industrie s'est beaucoup perfectionnée. Une industrie ne prend de développement qu'autant qu'elle présente des avantages. Dans ce moment, je dois dire à la Chambre que la filature de la soie a été aussi un des points principaux qui ont le plus occupé l'industrie et qui ont le plus fixé l'attention du Gouvernement. C'est à ce point qu'on a attaché au ministère du commerce un inspecteur de l'industrie séricicole.

En quoi consistent les fonctions de cet inspecteur, qui est un homme très habile, très familiarisé avec la filature de soie? C'est de suivre les grands établissements qui existent en France, d'y porter son expérience et ses conseils. Comme il ne pouvait pas rester en permanence dans ces établissements, j'ai aussi créé des missionnaires, envoyés aux frais du Gouvernement, dans différents établissements, pour y porter les perfectionnements de la filature. Ce commencement de perfectionnement, ces bons conseils ont eu pour résultat d'introduire dans le système de la filature de grandes améliorations. Avec le système actuel, on est encore obligé de dévider les cocons, de les dépouiller dans un temps très rapproché et très court, et je crois que l'honorable M. Girard confirmera mon dire à cet égard.

Mais, dans ce moment, il se forme des établissements de filature perfectionnée, perfectionnée à ce point que l'on espère mieux encore, que l'on ne doute pas pouvoir filer toute l'année. Si nous arrivons à ce résultat, l'amendement que propose exceptionnellement M. Girard serait vraiment sans effet. Puisque nous touchons à ce perfectionnement dans la filature, le moment ne serait-il pas mal choisi pour poser dans la loi un cas exceptionnel, non seulement une exception pour la soie, mais une disposition générale qui embarrasserait le Gouvernement placé dans cette situation de refuser d'abord de l'autoriser exceptionnellement, ce qui est toujours une chose très mauvaise : la loi doit poser des principes et éviter d'y porter, autant que possible, des exceptions. C'est donc avec regret que je me vois forcé de repousser l'amendement de l'honorable M. Girard.

M. GIRARD. — Je prends la parole par devoir et par convenance, M. le Ministre m'ayant adressé plusieurs questions que je crois de mon devoir de résoudre. M. le Ministre a exprimé l'espérance que les perfectionnements de l'industrie séricicole permettraient aux filatures de fonctionner pendant toute l'année.

J'ai en effet dit hier que des essais et des efforts avaient été tentés dans ce sens, mais j'ai ajouté que, jusqu'à présent, la conviction générale était que le résultat de cette tentative était très incomplet, très insuffisant, et l'honorable M. Fulchiron, qui tout à l'heure ne partageait pas mon avis, sera convaincu,

je le crois, lorsqu'il aura bien voulu demander aux manufacturiers de Lyon ce qu'ils pensent à cet égard. Ils répondraient, je le crois, qu'ils apprécient beaucoup moins les soies filées en hiver. (Geste de M. Fulchiron.) Permettez : j'ajouterai que c'est aux procédés particuliers employés à la filature des soies françaises, que l'on doit attribuer cette supériorité incontestée sur toutes les soies étrangères. Je veux bien croire qu'en Angleterre on file des cocons venus de la Chine; mais il est encore plus vrai que l'Angleterre préfère de beaucoup les soies françaises. Leur supériorité est si grande qu'elles ne demandent aucune protection, que tous les produits correspondants étrangers entrent en franchise dans le royaume et qu'elles vont à Londres supporter victorieusement toute concurrence.

M. le Ministre s'appuyait dans le raisonnement qu'il a présenté à la Chambre sur l'autorité très respectable des délégués et des inspecteurs envoyés dans les départements du Midi. Je puis m'appuyer sur une autorité aussi compétente, celle des chambres de commerce du Midi, dont les délibérations, qui ont été communiquées à M. le Ministre, demandent précisément l'exception que j'ai l'honneur de proposer à la Chambre.

Je bornerai là mes observations.

M. FULCHIRON. — Puisque j'ai été interpellé, je demande à la Chambre la permission de répondre deux mots.

Je crois que mon honorable ami M. Girard a dénaturé les expressions que j'ai prononcées à la tribune.

Ainsi, je n'ai pas dit qu'on dût prolonger le travail jusqu'à l'hiver. On travaille quatre mois, ce qui fait cent vingt jours. Vous demandez une ou deux heures de travail de plus par jour, cela fait deux cent quarante heures, c'est-à-dire dix jours.

Ainsi, si l'on travaille jusqu'au 1^{er} septembre on en sera quitte pour travailler jusqu'au 10; il n'y aura pas à cela un grand mal, ce n'est qu'un retard de quelques jours.

J'ai reconnu cependant qu'il peut y avoir quelques inconvénients à prolonger le temps de la filature; mais ces inconvénients ne sont pas aussi considérables qu'on le pense. Ainsi, pour ce qui concerne les soies filées en Angleterre, j'ai dit que les Anglais tiraient des cocons de la Chine, cocons qui avaient six mois de navigation et probablement sept ou huit mois de vieillesse, et que cependant on les filait. Je n'ai pas voulu dire pour cela que leur filature fût égale à la nôtre.

Je répète, en terminant, que ce que l'on vous demande ne pourrait abrégier tout au plus que de dix jours le travail de la filature.

M. le PRÉSIDENT. — Voici la rédaction proposée par M. Girard :

« Dans les établissements qui ne travaillent qu'une partie de l'année, la limite du travail ci-dessus fixée pour les adultes pourra être dépassée de deux heures, si cette extension est reconnue indispensable. »

M. LE DUC DE FEZENSAC. — Je voudrais savoir si la Commission accepte ce paragraphe.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission n'a pas donné son adhésion au paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets ce paragraphe aux voix.

(Le paragraphe additionnel, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets maintenant aux voix l'article entier, dont je vais donner lecture :

« ART. 2. — De 8 à 12 ans, la durée effective du travail des enfants ne pourra excéder six heures sur vingt-quatre.

« Les dispositions de la loi qui limitent à douze heures le travail journalier des adolescents de 12 à 16 ans, seront désormais appliquées aux filles et aux femmes, quel que soit leur âge. »

(Cet article est adopté.)

Nous allons passer à l'article 3.

Voici l'article 3 de la Commission; je donnerai ensuite lecture de l'article proposé par M. le comte d'Argout, auquel la Commission a donné son adhésion :

« ART. 3. — Le règlement d'administration publique ordonné par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841, pour tout ce qui concerne l'enseignement primaire et religieux, sera publié dans la première année qui suivra la promulgation de la présente loi.

« Ce règlement, concerté entre les Ministres de l'agriculture et du commerce et de l'instruction publique, coordonnera les heures d'école et les heures de travail.

« Pendant trois jours ouvrables de chaque semaine, la durée du travail des adolescents est réduite à onze heures; l'heure de travail supprimée fera partie du temps obligatoirement consacré à leur instruction primaire.

« Une classe du dimanche aura lieu, pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents. »

L'article 3 de M. le comte d'Argout est ainsi conçu :

« La durée du travail effectif des enfants de 12 à 16 ans sera réduite à dix heures, deux jours chaque semaine; les deux heures de travail supprimées feront partie du travail obligatoirement consacré à leur instruction primaire.

« Cette disposition ne sera applicable ni aux femmes ni aux filles âgées de plus de 16 ans. »

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois que M. le Ministre a donné son assentiment aux deux premiers paragraphes de la commission.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — C'est vrai.

M. LE RAPPORTEUR. — Ainsi les deux premiers paragraphes ne sont l'objet d'aucune difficulté; ils sont étrangers à l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Puisqu'il n'y a pas de dissentiment, je vais mettre aux voix le paragraphe 1^{er}.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je serai très court, parce que c'est principalement contre l'amendement de M. le comte d'Argout, au sujet de l'article 4, que j'ai demandé la parole.

Plusieurs voix. — Nous n'y sommes pas encore.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je sais parfaitement qu'il s'agit maintenant de l'article 3, et je dis que je serai très court sur cet article, parce que c'est principalement sur l'article 4 que je compte parler.

Je demande a permission, puisque la Chambre s'occupe philanthropiquement de la classe si intéressante des enfants, de rappeler les prescriptions de la loi de 1841, et ce qu'il y a dans le projet actuel.

Comme vous tous, Messieurs, je suis très partisan de l'enseignement primaire, je désire ses progrès, je désire qu'on puisse l'étendre beaucoup plus qu'on ne le fait encore. Mais il y a des choses que j'aime beaucoup aussi, auxquelles j'attache tout autant d'intérêt, c'est la santé des enfants, les bonnes mœurs, les moyens de prévenir les mauvais traitements qui, dit-on, sont parfois exercés à leur égard.

Le paragraphe que nous discutons dit :

« Le règlement d'administration publique ordonné par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841, pour tout ce qui concerne l'enseignement primaire et religieux (pesez ces mots), sera publié dans la première année qui suivra la promulgation de la présente loi. »

L'article 8 de la loi de 1841 prescrivait en effet des mesures propres à faire que l'enseignement primaire eût lieu. Mais il s'occupait d'autres choses tout aussi essentielles; en voici la rédaction :

« Art. 8. Des règlements d'administration publique devront :

- 1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi;
- 2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures;
- 2° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants;
- 4° Empêcher à l'égard des enfants, tout mauvais traitement et tout châtiment abusif;
- 5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants. »

Le motif qui me fait prendre la parole, le voici : c'est qu'il n'est question dans le premier paragraphe que d'une seule des conditions imposées par la précédente loi : de l'enseignement primaire. Eh bien, je demande s'il n'y a pas ici une espèce de consentement tacite à ce que le Gouvernement continue à faire ce qu'il a fait sans autorisation, en mettant en oubli, soit par impossibilité, soit par suite d'influences lâcheuses, les prescriptions de la loi de 1841. Il n'a fait aucun des règlements voulus par cette loi; aujourd'hui on convient qu'aucun règlement d'administration publique n'a été fait, et on lui impose de faire un règlement spécial pour un objet déterminé dans la présente loi, sans mentionner ceux qui étaient inscrits dans la loi de 1841. Je demande ce qu'on entend, ce qu'on veut faire entendre, par cette prescription spéciale, isolée, laissant de côté toutes les autres prescriptions non moins importantes, selon moi.

Je veux, comme tout le monde, que l'enseignement primaire soit assuré, protégé, mais je veux aussi les moyens qui peuvent conserver à l'enfance la santé, qui peuvent la préserver contre les excès, contre les brutalités, en un mot, je veux que la loi de 1841 soit exécutée dans toutes ses dispositions, et qu'on ne vienne pas, par une rédaction qui me paraît très incomplète, don-

ner au Gouvernement le moyen de continuer à s'affranchir des prescriptions de la loi, d'en retarder encore l'exécution.

Je demande donc des explications à ce sujet.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je ferai observer à l'honorable préopinant qu'il n'y a aucune contradiction entre l'article 8 de la loi de 1841 et la proposition de la Commission; mais je trouve que cette proposition de la Commission n'était pas très nécessaire.

Que prescrit l'article 8? de faire un règlement d'administration publique pour tous les objets dont a parlé M. de Boissy, et dont par conséquent je ne répéterai pas l'énumération. L'amendement de la Commission extrait de ces différents sujets un seul et prescrit au Ministre de l'agriculture et du commerce de faire rendre un règlement d'administration publique qui concerne uniquement l'enseignement primaire et religieux dans l'année de la promulgation de la loi.

En combinant les deux lois, on voit que les règlements d'administration publique sont applicables pour tous les objets mentionnés dans la loi de 1841, et toute la différence qui existe entre cette loi et l'amendement de la commission, c'est que la commission prescrit et ordonne au Ministre du commerce de rendre ce règlement, en ce qui concerne l'enseignement primaire et religieux, dans l'année de la promulgation de la loi. Quant à moi, je le déclare, tout en reconnaissant qu'il n'y a pas contradiction entre les deux lois, je souhaiterais la suppression de ce premier paragraphe; en voici la raison :

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Certes, on ne peut pas douter de la sollicitude du Gouvernement pour faire rendre tous les règlements d'administration publique annoncés par la loi de 1841; mais j'avoue que c'est une condition fort étroite, fort rigoureuse, et je ne l'ai vue que dans un très petit nombre de lois, que de fixer un délai déterminé dans lequel ce règlement d'administration publique doit être rendu; car enfin, les règlements sont d'une excessive difficulté; on ne peut les rédiger avec soin, d'une manière raisonnable, en prévoyant tous les cas, qu'après avoir recueilli une multitude de renseignements, et comment peut-on les recueillir? Par l'exercice même de la loi et au moyen de rapports qui doivent être fournis par des inspecteurs, que tout le monde est d'avis d'établir, mais qui, enfin, ne sont pas encore établis, de telle sorte qu'on place le Ministre dans une situation bien étrange; s'il n'a pas recueilli la totalité des renseignements qui lui sont nécessaires pour proposer au Conseil d'État un bon règlement d'administration publique, il se trouvera dans l'alternative ou de violer la loi, ou de présenter au Conseil d'État un règlement incomplet qui ne sera pas basé sur des documents suffisants. Voilà pourquoi, dans mon opinion personnelle, j'aimerais mieux qu'on fît disparaître ce délai. On ne peut pas assigner un délai précis pour recueillir une multitude de renseignements qui ne peuvent être colligés avec intelligence et sûreté, que par l'action d'inspecteurs qui n'existent pas encore. Je conclus à la suppression du paragraphe.

M. LE RAPPORTEUR. — Notre situation est vraiment hérissée de difficultés inexplicables pour nous; mais enfin nous ne pouvons pas présenter un paragraphe qui soit même approuvé par le Gouvernement et regardé par lui

comme non offensif, comme praticable, comme utile, sans que nous soyons combattus immédiatement par l'influence inexorable de notre collègue M. le comte d'Argout. J'en éprouve un regret profond. Permettez-moi de dire : Ce règlement d'administration publique relatif à l'enseignement primaire des enfants, mais c'est la chose la plus simple; qu'a-t-il à prescrire? Ceci seulement : ordonner qu'il y ait des heures d'école primaire, aux moments de la journée où les enfants pourront les fréquenter. Eh bien, à Paris, sous l'œil du Gouvernement, les choses ont été si mal combinées que pendant sept ans les instituteurs primaires faisaient leurs leçons quand les jeunes ouvriers étaient occupés dans leurs ateliers et ne les faisaient pas quand les jeunes ouvriers étaient libres.

Nous avons eu dans la capitale de la civilisation ce spectacle déplorable : par l'inertie ou le mauvais vouloir des autorités locales, il a fallu que des sociétés de patronage infiniment honorables fissent, permettez-moi de le dire, ce que la Ville de Paris devait faire elle-même, ce que le Gouvernement aurait dû l'obliger de faire par un règlement d'administration publique. Il a fallu que ces sociétés dont nous avons fait tant de fois l'éloge, ouvrissent à leurs frais des écoles du soir dans la montagne Sainte-Genève, dans la rue Saint-Martin, dans le faubourg Saint-Antoine, et qu'elles fissent, elles, ce que le Gouvernement aurait dû, ce qu'il aurait pu donner l'ordre d'accomplir en un moment, s'il avait daigné surmonter certaines résistances secondaires, obscures, très opiniâtres sans doute, mais nullement invincibles, en disant simplement : puisque l'enseignement primaire est obligatoire, nous allons faire en sorte que l'instituteur ouvre sa classe, quand l'ouvrier sera disponible, et nous ferons en sorte aussi que le chef d'atelier envoie l'enfant quand nous ouvrirons la classe. Je vous demande si sept ans de préparatifs ne sont pas assez pour qu'une huitième année tout entière suffise à terminer ce qu'avec un peu de bonne volonté l'on eût fait en quinze jours.

Je n'avais pas d'autres observations à présenter. Il ne m'est pas donné de découvrir pourquoi l'on serait plus difficile que le Ministre et moins empressé pour qu'il satisfasse à l'intérêt du premier ordre : cette loi, si l'on voulait la désigner par son vrai titre, il faudrait l'appeler la loi pour l'instruction et la moralisation des enfants. Quant à ce règlement urgent sans lequel votre loi ne sera pas un bienfait, sans lequel vos enfants ne pourront pas aller à l'école, lorsque le Gouvernement consent qu'il soit fixé, non pas une limite à court terme, mais une limite d'une année et même de dix-huit mois, un de nos collègues nous attaque comme si nous mettions le Gouvernement dans un défilé dont il aurait une peine extrême à sortir par un chemin praticable.

Je sais que, dans sa sollicitude, M. le Ministre du commerce en a conféré avec M. le Ministre de l'instruction publique, animé, vous le savez, de la meilleure volonté. Permettez donc que leur concours achève au moins, dans la huitième année, ce qu'il aurait fallu, ce qu'on aurait pu faire dès la première

D'après cela, je crois que notre honorable collègue pourrait cesser de se montrer plus difficile que le Gouvernement même. Je déplorerais qu'à des lois de cette nature on élevât à plaisir des questions d'amour-propre, et pour

ainsi dire des questions de susceptibilité, surtout lorsque les personnes sont d'accord. Cela me rappelle la spirituelle comédie du juge de paix qui traitait si bien les affaires que toutes les parties qui comparaissaient devant lui s'en retournaient irréconciliables.

Eh bien, ici le Gouvernement est d'accord avec la Commission, et notre honorable collègue, qui est un juge de paix de premier ordre, par son talent, il faut bien le reconnaître, concilie si bien l'affaire, qu'il voudrait nous empêcher de nous entendre. (*Hilarité générale.*)

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je vous prie de croire que je n'ai aucune pension à jouer le rôle de juge de paix dont vient de parler le rapporteur. J'ai toujours cherché à éclaircir et à simplifier les affaires et non à les compliquer et à les embrouiller. Je cherche en ce moment à examiner si toutes les propositions qui nous ont été faites par la Commission sont parfaitement rationnelles, parfaitement coordonnées entre elles.

Eh bien, dùt-on me taxer d'entêtement, je dirai que je vois un très grand mal à ce que la proposition faite par la Commission soit adoptée parce qu'elle n'est pas rationnelle.

Je vais chercher à le prouver.

Où est la difficulté? M. Dupin a parlé de Paris : eh! mon Dieu! Paris est le lieu où l'enseignement primaire peut être pratiqué avec le plus de facilité pour les enfants et pour les adolescents; pourquoi? Parce que Paris abonde, grâce à Dieu, en écoles; mais la grande difficulté, c'est dans les départements, dans les campagnes. Pas plus tard que ce matin, j'ai eu une conférence avec deux industriels de la plus haute renommée. Je peux les nommer : l'un est le président de la société de Mulhouse, l'autre, M. de Portes; eh bien, je les ai questionnés très longuement sur ce chapitre, précisément parce que, dans mon esprit, je trouvais beaucoup de difficultés pour coordonner l'enseignement religieux avec le travail des ateliers.

Dans les très grandes manufactures, les fabricants établissent une école dans l'enceinte même de la manufacture. Alors tout devient aisé, c'est dans l'école de la fabrique que les enfants prennent leurs leçons.

Mais lorsque les manufactures sont dans des hameaux isolés, plus ou moins éloignés de l'école communale, alors la difficulté devient extrême; souvent même les écoles communales manquent.

Qu'a-t-on dit depuis le commencement de la discussion? C'est qu'il serait nécessaire de faire de très grands sacrifices pour multiplier les écoles communales. Ces sacrifices, pour ma part, j'y applaudis de grand cœur, je les voterai, mais ils entraîneront des dépenses considérables.

Or la loi de 1841, dans son article 8, dit que « les règlements d'administration publique assureront l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants ».

On veut, par le premier paragraphe de la Commission, forcer le Ministre à faire des règlements d'administration publique, précisément sur cet objet, lorsque les sacrifices qu'il faut demander au pays, pour établir ces mêmes écoles, n'ont pas encore été accordés, et par conséquent lorsque ces écoles n'existent qu'en projet.

Je dis que c'est placer le Ministre dans une fausse position, si vous votez

l'article de la Commission, car ce serait forcer le Ministre à réglementer des établissements avant qu'ils n'aient été créés. Je n'hésite pas à dire que, quel que soit le zèle du Ministre de l'instruction publique, vous l'obligerez à violer le texte de la loi.

Je pense qu'il est plus rationnel de laisser l'époque des règlements à la disposition du Ministre; mais il ne faut pas le mettre dans l'impossibilité d'exécuter la loi.

M. COUSIN. — Je ne dirai qu'un mot pour calmer les esprits émus et m'interposer amicalement entre mes deux honorables amis, M. le comte d'Argout et M. le baron Dupin qui me paraissent fort animés.

Je vois avec plaisir qu'on a mis de côté les questions d'amour-propre, que le délai de rigueur proposé par la Commission n'est plus attribué à une défiance blessante, qu'on se borne à examiner si la chose est utile et possible. Qu'elle soit utile, M. le comte d'Argout ne le nie pas. Mais si elle est utile, il serait bien déplorable qu'elle ne fût pas possible: or elle l'est évidemment.

Il n'est pas plus difficile de faire un règlement d'instruction primaire pour les écoles des enfants employés dans les manufactures, que de faire un règlement pour les écoles primaires ordinaires. Mon honorable ami, M. le comte d'Argout, ne me croit pas atteint d'un orgueil démesuré, eh bien, je lui dirai que nous ferions ce règlement en Conseil royal de l'instruction publique ou en conseil de l'université, car je ne sais plus trop quel nom lui donner... (*Hilarité.*) Oui, nous ferions ce règlement en quelques heures. En effet, il s'agit d'un très petit nombre de dispositions générales à prescrire, et pour l'application, on renverra aux autorités locales.

On a dit qu'il faut des écoles avant le règlement qui les doit régir: je réponds qu'il n'est pas trop paradoxal de prétendre aussi que les règlements amèneront les écoles, surtout avec les inspecteurs. Si vous ne faites pas de règlement dans le délai prescrit par la Commission, on croira que le Gouvernement y met fort peu d'intérêt, les écoles ne s'élèveront pas, et la chose ira comme elle a été depuis sept ans.

Une voix. — Et pour les heures?

M. COUSIN. — Et pour les heures? Les pouvoirs locaux décideront dans chaque cas particulier. La répartition des heures d'école et des heures de travail est un problème à peu près insoluble en théorie générale, et qu'il est assez facile de résoudre dans la pratique, selon les habitudes et les ressources de chaque localité. Ne songez pas à ces règlements particuliers qui devront être faits par chaque Comité local sous l'approbation de M. le Ministre. Ce que vous demandez, c'est un règlement général. Or, quant à ce règlement-là, toutes les dispositions qu'il doit comprendre sont depuis longtemps connues, et les recueillir est à la fois très aisé et très urgent.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Mon excellent ami, M. Cousin, me permettra de lui répondre deux mots seulement. Je commence par lui déclarer que je ne mets aucune espèce d'amour-propre à la question; que je n'en mets jamais dans la discussion d'aucun projet de loi. Seulement j'ai le droit de parler, et j'en use; l'interprétation que mon honorable ami vient de donner à la loi me confirme davantage dans l'opinion qu'il est peu raisonnable d'assigner au Ministre un délai déterminé. Que vient de dire mon honorable ami? Il vient de

dire qu'il ne restait qu'à fixer les heures d'école et les heures de travail. Mais pour fixer les heures d'école et les heures de travail, il faut nécessairement d'abord que les écoles existent, et ensuite que l'on sache bien quelles sont les heures qu'on peut affecter, sans dommage pour les manufactures, à l'étude des enfants. Mais la Chambre, faisant un règlement d'administration publique sur-le-champ, avant qu'on ait consulté les manufactures, avant que les inspecteurs n'aient fait un rapport, vous mettez la charrue avant les bœufs.

Mon honorable ami a dit encore qu'il ne s'agissait que de faire un règlement en deux ou trois articles, et que cela pouvait avoir lieu en un quart d'heure. Oh! s'il ne s'agissait que de cela, je demanderais qu'on fit cette besogne le plus promptement possible; mais je crois que la tâche du Gouvernement est beaucoup plus compliquée, car que dit le texte de la disposition? « Les règlements d'administration publique ordonnés par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841, portant sur tout ce qui concerne l'enseignement *primaire et religieux* ». Donc, il ne s'agit pas seulement, comme le disait tout à l'heure M. Cousin, d'un règlement contenant deux ou trois dispositions générales appliquées à toutes les écoles possibles, il s'agit, au contraire, de faire un règlement complet et réglant tous les points qui concernent l'enseignement primaire et religieux. Si l'on vote la disposition de la Commission, ma conviction profonde est qu'elle ne sera pas exécutée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois faire connaître à la Chambre les deux amendements qui sont proposés.

Le principe de l'amendement de la Commission est de laisser subsister l'article 8 de la loi du 22 mars 1841, qui prescrit des règlements d'administration publique sur différents sujets; mais en même temps, pour ce qui concerne l'enseignement primaire et religieux, de publier d'un règlement d'administration publique, dans la première année qui suivra la promulgation de la loi

Voici deux amendements, l'un de M. le marquis de Boissy, qui généralise cette limitation à tous les règlements prescrits par l'article 8 de la loi de 1841. Cet amendement serait ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique ordonnés par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841 seront publiés dans la première année qui suivra la promulgation de la présente loi. »

M. Paulze d'Ivoy adopte la même idée; seulement, au lieu du délai d'une année, il propose l'obligation de publier les règlements d'administration publique, prescrits par l'article 8, dans le délai de deux années qui suivront la promulgation de la présente loi.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je crois que cela vaudrait mieux.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je me range tout à fait à la proposition de M. Paulze d'Ivoy.

M. LE RAPPORTEUR. — Je voudrais faire une observation que je sou mets à l'excellent esprit de M. le vicomte Paulze d'Ivoy. Il faut bien remarquer que, dans les règlements obligatoires qui étaient prescrits par l'article 8 de la loi de 1841, tous n'ont pas le même degré d'urgence. Il est certains inconvénients qui peuvent surgir, qui exigeront des règlements aussitôt que l'incon-

vénient se sera manifesté, d'où naîtra l'obligation de les publier; il y en a d'autres dont le besoin est immédiat, général, et pour lesquels on ne doit pas attendre. Je vais en offrir un exemple. Vous avez réduit la journée de travail à six heures pour les enfants; ils vont être la moitié de la journée hors de l'atelier et sans surveillants si le père et la mère sont employés dans l'atelier. Il y a donc une immense importance, il est urgent de publier sans aucun retard le règlement d'administration publique qui rendra possible la fréquentation des écoles pour les enfants des ateliers et des manufactures. Sans cela votre loi serait, non pas un bienfait, mais un dommage pour l'enfance.

Or, ce règlement, en quoi consiste-t-il? A faire en sorte que l'école soit ouverte lorsque les enfants ne seront pas dans l'atelier; faut-il donc un temps si long pour atteindre un but si facile! Non sans doute.

Remarquez donc que la France est munie d'écoles d'après la loi sur l'instruction primaire. Vous avez, si je ne me trompe, 27 ou 28,000 écoles. Eh bien, la seule chose que je demande, c'est que le Gouvernement ouvre le plus tôt possible ces écoles aux enfants, non seulement des grandes manufactures, mais des ateliers grands et petits où travaillent ces enfants. Je répète qu'il y a là un intérêt urgent et de premier ordre; c'est une question de morale et d'humanité. Dans l'exposé des motifs, M. le Ministre a mis la plus grande insistance à démontrer l'inconvénient et le péril de laisser les enfants hors de la maison, hors de l'atelier, s'ils ne fréquentent pas l'école; de telles considérations conservent toute leur force.

Vous voyez qu'il y a pour les divers règlements obligatoires, différents degrés d'urgence. Si pour les autres matières M. le vicomte Paulze d'Ivoy veut fixer une limite de temps, s'il exige par exemple qu'on les ait rendus dans deux années, nous n'y ferons aucune espèce de difficulté; mais nous réclamons comme un bienfait pour l'enfance, nous réclamons au nom de l'humanité pour que votre loi ne devienne pas un dommage, nous réclamons la publication la plus prochaine du règlement qui concernera l'instruction primaire. D'après les explications si claires qui ont été données par un ancien Ministre de l'instruction publique, il n'y a, vous le voyez, aucune espèce de difficulté; vouloir reculer de deux ans, ce serait vouloir ajourner le plus grand bénéfice de la loi. Lorsque M. le Ministre ne demande pas un plus grand délai, nous ne pouvons pas concevoir par quel esprit d'inertie on voudrait lui donner plus de temps qu'il n'en réclame. Soyez certains que M. le Ministre peut satisfaire à cette obligation sans attendre même la fin de cette année.

M. LE COMTE PELET. — Je ne comprends pas que la Commission puisse faire de difficulté à admettre un amendement aussi simple que celui qui est proposé; car si les membres de la Chambre avaient sous les yeux l'article 8 de la loi de 1841, qui oblige à faire des règlements d'administration publique non seulement sur l'enseignement primaire et sur l'enseignement religieux, mais aussi sur les moyens d'assurer les bonnes mœurs et la décence publique dans les ateliers, sur les moyens de salubrité publique nécessaires à la santé des enfants, certainement les membres de la Chambre trouveraient que cela est tout aussi urgent que l'enseignement primaire.

Que si on allait s'appuyer de l'article de la nouvelle loi pour supposer que l'on abandonne les autres dispositions de l'article 8 de la loi de 1841, autre

que celle qui concerne l'instruction primaire, ce serait aller contre le but que se sont proposé la Chambre et la Commission.

Je crois donc que l'amendement, parce qu'il enveloppe toutes les dispositions de l'article 8, est infiniment plus convenable. (Appuyé.)

M. PAULZE D'IVOY. — Je ne dirai que peu de mots pour appuyer mon amendement. Si nous étions dans une situation ordinaire, je ne l'aurais pas présenté; mais nous sommes ici dans une situation exceptionnelle. Il y a sept ans que la loi est rendue, sept ans que le Gouvernement devait proposer un règlement d'administration publique sur les écoles, sur les bonnes mœurs et la bonne police dans les ateliers, et il y a sept ans que le Gouvernement a gardé le silence à cet égard. C'est dans le but de concilier toutes les idées, que j'ai pensé qu'il serait convenable de fixer une limite.

J'avais pensé proposer une année. Mais j'ai été frappé de l'observation de M. le comte d'Argout qui a fait remarquer que, les inspecteurs venant d'être nommés, il était indispensable que les premiers rapports des inspecteurs fussent connus pour concerter les dispositions d'administration qu'il serait convenable de prendre.

C'est pour cela que j'ai fixé le terme de deux années. En proposant cette limite, je n'ai pas entendu restreindre le temps dans lequel M. le Ministre de l'instruction publique peut et doit présenter les premiers règlements, qui ne souffriront aucune difficulté.

J'espère que la Chambre accueillera avec faveur mon amendement comme un moyen de conciliation qui a pour but d'assurer l'exécution de la loi.

M. LE MARQUIS TURGOT. — Je ne vois pas pourquoi on demande un délai plus long, puisque déjà sept années se sont écoulées pendant lesquelles on a pu étudier toutes les circonstances qui se sont présentées pour rédiger ces règlements d'administration publique. M. le Ministre ne réclame pas un plus bref délai que celui qui est accordé; je ne vois pas pourquoi la Chambre demande ce que M. le Ministre ne réclame pas.

M. LE PRÉSIDENT. — L'observation ne porte pas sur ce point.

M. LE MARQUIS TURGOT. — Je demanderai à M. le Ministre de vouloir bien prononcer, et de dire s'il réclame ce que M. le comte d'Argout demandait en son nom; nous sommes persuadés que les choses peuvent se faire immédiatement; nous croyons que non seulement il y a urgence, mais injustice à procéder autrement. Car enfin que venez-vous de faire? Vous avez limité la liberté des individus; vous leur avez dit: Vous ne travaillerez qu'un certain nombre d'heures. Et comment emploieront-ils le reste du temps, si ce n'est à leur instruction, à quelque chose qui leur profite?

Vous ne pouvez gêner leur liberté qu'en leur donnant un équivalent; cet équivalent, c'est l'instruction religieuse primaire, morale; sans cela vous seriez une chose infiniment injuste.

J'insiste pour que M. le Ministre nous dise s'il réclame cet allongement de temps, la prolongation que demande M. le comte d'Argout. Je suis persuadé que le Ministre ne la réclame pas.

La Commission a été parfaitement d'accord que les choses pouvaient se faire dans l'année de la promulgation de la loi.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Lorsque j'ai eu l'hon-

neur de me rendre dans le sein de la Commission pour prendre connaissance du paragraphe et lui soumettre quelques observations, la Commission m'a demandé si j'acceptais l'article 3 dans toutes ses dispositions.

Les observations que j'ai faites à la Commission sur l'article 3 n'ont pas porté sur le premier paragraphe; non pas que j'aie pensé que le délai d'un an fût suffisant, mais je suis convaincu qu'avec les études préalables qui ont été déjà faites, avec l'intention que nous avons de nous conformer aux dispositions de l'article 8 de la loi de 1841, de rendre un règlement d'administration publique, règlement d'administration publique qui a été retardé par les motifs que j'ai exposés à la Chambre, je n'hésitai pas à accepter le délai que la Commission avait proposé pour le règlement d'administration publique.

Mais j'ai toujours pensé cependant que la loi que nous discutons aujourd'hui ne pourrait être rendue exécutoire qu'au 1^{er} janvier 1849. Ainsi ce ne sera qu'à cette époque que le règlement d'administration publique devra être rendu. Tout ce que je puis dire à la Chambre, c'est que, soit que l'on m'accorde le délai d'un an, celui de quinze mois ou de deux ans, j'agirai de manière à prendre tous les moyens d'exécution possibles pour rendre le règlement d'administration publique avant même l'époque fixée par la Chambre.

M. LE MARQUIS TURGOT. — Il est bien entendu que M. le Ministre est en état de résoudre la difficulté immédiatement.

M. LE BARON DE BARANTE. — Je voudrais expliquer à la Chambre quelle a été la marche suivie par la Commission pour rédiger cet article. Je la prie de remarquer que l'article tout entier est relatif à l'instruction primaire des enfants dans les manufactures; qu'ainsi les autres règlements d'administration publique promis ne pouvaient pas naturellement trouver place dans cet article.

J'ajouterai ensuite que le règlement d'administration publique qui devait concerner l'instruction primaire était d'une espèce particulière. Ainsi que l'a dit M. Cousin, le règlement d'administration publique qui réglerait d'une manière générale cette instruction, ne peut être que fort court; car quelle est la difficulté? c'est de faire coïncider les heures de travail des manufactures avec les heures des écoles. Ce ne sera jamais ni le Ministre de l'instruction publique ni le Ministre du commerce qui pourront faire coïncider ces heures; c'est un règlement purement local, qui ne peut être rendu que localement. Je dirai même que, dans ce cas, le règlement d'administration publique serait presque une circulaire et pas autre chose.

La Commission, ayant à traiter une matière spéciale, n'a parlé dans cet article que du règlement qui concerne cette matière spéciale; elle a cru, comme la disposition générale devait être fort succincte et que les ordres devaient être donnés le plus tôt possible dans les localités, qu'un délai d'un an suffisait.

Cela veut-il dire que la Commission ait été indifférente au silence qui a été gardé sur les autres objets qui devaient être réglementés? En aucune façon. Si on lit le rapport, on verra que la Commission s'en est préoccupée et a gémé de ce long silence, mais il est expliqué par les obstacles que M. le Ministre avait pu trouver. En effet, M. le comte d'Argout a fait observer, avec beaucoup de raison, que pour les autres points, qui exigent des règlements

d'administration publique, les rapports des inspecteurs étaient presque indispensables, et que l'on agirait en aveugles si on voulait réglementer ces différents points avant d'avoir des rapports détaillés.

Il n'en est pas ainsi pour l'instruction publique; les inspecteurs n'auront rien à dire là-dessus; ce sont des renseignements tout locaux.

La Commission s'associe à l'amendement proposé par M. Paulze d'Ivoye, en priant la Chambre de distinguer les deux objets, d'ajouter l'amendement de M. Paulze d'Ivoye à l'article 5, où il est question de l'exécution de la loi de 1841, ce sera une annexe à cet article, et de laisser dans l'article 3 ce qui est relatif à l'instruction primaire, puisque cet article traite spécialement de l'instruction primaire.

M. FULCHIRON. — J'en demande pardon à l'honorable président de la Commission, mais je crois devoir faire ici une observation.

L'honorable président de la Commission (M. le baron de Barante) vient de dire que la Commission adhérerait à l'amendement de M. Paulze d'Ivoy. Je déclare que la Commission n'a pas été consultée à cet égard. Du reste, nous pourrions nous réunir un moment hors de cette salle et voir si nous acceptons cet amendement. (C'est inutile !)

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Nous n'avons jamais pensé à incriminer les intentions, mais nous avons le droit et le devoir d'attaquer la rédaction lorsqu'elle nous paraît ne pas rendre la pensée que nous voulons faire prévaloir. Ainsi il est évident, et d'après les dispositions proposées par la Commission, et d'après les explications que vient de donner, au nom de la Commission, M. le président de la Commission, qu'on veut établir la priorité en faveur d'un règlement sur d'autres règlements, également prescrits par la loi. Eh bien, nous soutenons, nous, que tout doit marcher de front, sous la responsabilité ministérielle. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas descendre dans les détails les plus minutieux, comme l'a dit un de nos honorables collègues; mais ce que nous devons demander avec M. Paulze d'Ivoy, c'est qu'il y ait un délai fixé qui assure l'exécution de la loi, et qui nous mette en position, si elle n'est pas exécutée, de porter une plainte à la tribune contre le Ministre du commerce et de l'agriculture, actuel ou futur. Pour moi, je persiste à soutenir l'amendement de M. Paulze d'Ivoy. Je crois que la santé des enfants ne doit pas être plus indifférente que l'enseignement primaire et ne passer qu'après; je crois que l'intérêt des bonnes mœurs est au moins aussi désirable pour les enfants que la lecture et l'écriture, qui ne doivent point l'emporter sur la santé des enfants. Il faut que la Chambre prononce. Comme l'a dit tout à l'heure M. le marquis Turgot, on a porté atteinte à la liberté sous certain rapport; il faut à cette atteinte grave une compensation positive, et cette compensation, elle doit être inscrite dans la loi. Pour mon compte, je n'accepterai de priorité pour aucun règlement, et je veux très positivement qu'une époque soit fixée par la loi.

Je sais bien qu'en fixant une époque, les règlements ne seront peut-être pas aussi parfaits que si on mettait plus de temps à les élaborer; mais le plus grand inconvénient n'est point l'imperfection, c'est l'absence complète; sans fixation d'époque, il n'y aurait point de règlement du tout; ce serait déplorable.

D'ailleurs, si les règlements sont imparfaits, et ils le seront nécessairement, d'autres règlements pourront venir les corriger. Pour ma part, je soutiens l'avantage du délai et je combats la transposition que propose M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.

M. RENOARD. — J'avais à présenter à la Chambre quelques observations dans le même sens.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu de séparer les deux dispositions de l'amendement de M. Paulze d'Ivoy; je crois que cet amendement peut très bien et très facilement être inséré dans l'article qui est actuellement en discussion, sans qu'il soit besoin de le renvoyer à l'article 5. Ainsi qu'on l'a déjà dit, tous les objets compris dans l'article 8 de la loi du 22 mars 1841 sont des objets urgents et de première nécessité. Il est tout aussi urgent d'assurer la salubrité, la sûreté de la vie des enfants que leur instruction, d'assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence, dans les ateliers, que l'enseignement religieux, car, à vrai dire, tous ces points sont identiques, connexes, et il est impossible de faire l'un de ces règlements sans entrer dans l'autre. Tous ces points peuvent être séparés dans les articles distincts d'un même règlement, mais ils n'ont tous qu'un unique objet, c'est d'assurer par quelques dispositions sages et prudentes la moralisation dans les ateliers. Il est donc utile de ne pas scinder ces dispositions, sauf ensuite, dans l'exécution, à faire un règlement particulier pour les écoles si des dispositions spéciales étaient nécessaires. Mais tous ces points sont également déclarés obligatoires par la loi de 1841. Cette loi contient deux articles; dans l'un, elle indique ce que pourront faire des règlements d'administration publique; dans l'autre, elle indique ce qu'ils devront faire. Il y a déjà là une disposition impérative. Je comprends que des délais soient apportés dans l'exécution, mais je ne comprends pas des délais qui s'étendraient davantage. Quant au délai de deux ans, il me paraît tout simple que dans une matière connexe on établisse les mêmes délais pour le même article. J'ai la conviction profonde qu'on n'attendra pas deux ans pour faire ce règlement et qu'on le fera beaucoup plus tôt; mais comme l'amendement de M. Paulze d'Ivoy montre le danger de donner trop de temps, d'écrire dans la loi trop de confiance, même dans les intentions dont personne ne doute, je crois qu'il est plus utile de l'adopter dans toute sa généralité et de le laisser à la place qu'il occupe. (*Aux voix!*)

M. COUSIN. — Je dirai un mot à mon tour dans le même sens. J'invite la Commission à ne pas poursuivre trop loin sa victoire. Elle a gagné la prescription d'un délai de rigueur; c'est un avantage considérable qui peut lui suffire. Quant à la durée de ce délai, deux ans au lieu d'un sont une différence assez légère. La Commission trouvera d'ailleurs ici une assez grande compensation à ce très petit échec mêlé à son triomphe. Il est vrai qu'elle devra attendre deux ans les règlements désirés, mais ces règlements ont à embrasser un plus grand nombre d'objets importants, non plus seulement l'instruction primaire, mais la santé et surtout les mœurs des enfants. La Commission peut donc allonger un peu le délai de rigueur; et elle fera preuve d'un heureux esprit de conciliation en se résignant de bonne grâce à l'amendement proposé.

M. le PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe ainsi rédigé :

« Les règlements d'administration publique prescrits par l'article 8 de

la loi du 22 mars 1841 et par la présente loi, seront publiés dans les deux années qui suivront la promulgation de la loi. »

(Ce paragraphe est mis aux voix et adopté.)

M. le PRÉSIDENT. — Maintenant nous passons au paragraphe 3 de la Commission.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Vous supprimez donc le second paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez, je fais remarquer à la Chambre que ce second paragraphe était rédigé dans la pensée qu'il y aurait un règlement spécial, ou, pour mieux dire, que le règlement relatif à l'enseignement primaire et religieux serait concerté entre le Ministre du commerce et le Ministre de l'instruction publique.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Cela ne se peut plus maintenant.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission n'insiste pas, et nous passons à l'autre disposition, c'est-à-dire au troisième paragraphe :

« Pendant trois jours ouvrables de chaque semaine, la durée du travail des adolescents est réduite à onze heures; l'heure du travail supprimée fera partie du temps obligatoirement consacré à leur instruction primaire. »

M. le comte d'Argout, au lieu d'une réduction d'une heure pendant trois jours, propose une réduction de deux heures pendant deux jours. Voici du reste sa rédaction :

« La durée du travail effectif des enfants de douze à seize ans sera réduite à dix heures, deux jours chaque semaine; les deux heures de travail supprimées, etc.

« Cette disposition ne sera applicable ni aux femmes ni aux filles âgées de plus de seize ans ».

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Pour bien apprécier la disposition proposée par la Commission et la modification que j'ai cherché à en faire, il faut bien se rendre compte de ce que la loi de 1841 a prescrit, de ce que nous venons d'ordonner par les articles que nous avons votés et les conséquences qui en résulteront.

La loi de 1841, c'est un point essentiel sur lequel je prie la Chambre de se bien fixer, prescrivait l'enseignement primaire pour les enfants de 8 à 12 ans. Mais quant aux adolescents, depuis l'âge de 12 ans jusqu'à l'âge de 16 ans, il n'existait aucune prescription; les adolescents n'étaient pas tenus d'aller à l'école, de continuer l'instruction primaire. C'était l'état de choses déterminé par la loi de 1841.

Maintenant, qu'avons-nous fait hier? Nous avons limité le travail des enfants de 8 à 12 ans à six heures, et, en émettant ce vote, nous avons réagi sur le travail des adultes. Le travail actuel des adultes, d'après tous les renseignements que j'ai recueillis, et notamment par ceux qui m'ont été communiqués ce matin encore par M. le président de la société de Mulhouse et par M. Desportes, est que la journée des adultes est actuellement de treize heures. La conséquence du vote que nous avons émis hier sera nécessairement de réduire la journée des adultes à douze heures. Non seulement ces honorables fabricants ne regrettent pas cette disposition, mais ils y applaudissent, ils s'en félicitent. Mais enfin, de cette disposition il résultera que le salaire des adultes ne sera plus le même; il y aura une diminution d'un trei-

zième, et, si vous aimez mieux, de 7 p. 100. D'après le calcul qu'ils ont établi sur le traitement moyen de tous les ouvriers dans les manufactures, les adultes, comme les adolescents, comme les enfants, offrent un chiffre total de 420 francs. La réduction d'un treizième fait tomber cette moyenne à 375 francs, c'est-à-dire qu'il y aura une diminution de 44 francs.

Mais prenez garde à ce que vous allez faire. Dans un intérêt d'instruction publique, que j'apprécie fort, mais qui, cependant, ne doit pas aller jusqu'à déranger l'économie du travail des manufactures ni jusqu'à diminuer d'une manière plus sensible encore, le salaire des adultes, vous allez les priver de trois heures de travail par semaine.

En effet, dans la plupart des manufactures, un enfant ou un adolescent est nécessaire pour assister l'adulte. Du moment que vous faites sortir d'un atelier l'adolescent, dès que vous forcez l'adolescent à borner son travail à onze heures trois fois par semaine, vous enlevez le salaire de trois heures de travail à l'adulte, c'est évident.

Voilà la situation dans laquelle l'amendement de la Commission place les ouvriers.

J'avoue que, pour ma part, j'avais assez de répugnance pour adopter cette disposition; et cette répugnance était d'autant plus grande que, d'après la combinaison de la Commission, je craignais que ce retranchement ne profitât pas même à l'instruction des adolescents.

Et, en effet, du moment où l'on ne donnerait qu'une heure par jour, trois fois par semaine pour l'enseignement primaire, qu'arrivera-t-il? Comme je l'ai expliqué tout à l'heure à la Chambre, les écoles ne sont pas toujours à portée des manufactures, beaucoup d'écoles sont fixées à un quart de lieue, une demi-lieue ou une lieue; eh bien, comment voulez-vous que dans une heure, l'adolescent puisse quitter son travail, arriver à l'école, s'y installer, et y recevoir l'enseignement de quelques minutes, pour venir ensuite aux manufactures?

J'ai dit qu'il y avait dommage pour les adultes dans cette mesure; il est bien évident que pour les adolescents, quant au salaire, il y aura perte, et que, quant à l'instruction, ils ne tireraient aucun profit d'un temps aussi insuffisant, car véritablement on ne peut rien faire de sérieux pendant une heure de laquelle il faut réduire le temps pour se déplacer, pour arriver et s'installer, et se réinstaller une seconde fois pour reprendre son travail. C'est ce qui m'avait conduit à cette pensée; c'est ce qui avait conduit mon honorable ami, M. le Ministre du commerce, à dire : mais au lieu d'interrompre le travail trois fois par semaine, il vaut mieux ne l'interrompre que deux fois seulement; il y aura profit dans un délai de deux heures consacré à une instruction dont on profitera plus ou moins.

Mon amendement n'a été proposé que comme un moindre mal, mais je préférerais qu'on fit disparaître et la proposition de la Commission et mon amendement. Il y a un remède, et ce remède se trouve dans le dernier paragraphe de la Commission.

« Une classe du dimanche aura lieu pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents. »

Pourquoi ne pas ajouter à cet enseignement religieux une ou deux heures

d'enseignement primaire, donné le dimanche seulement? Et, prenez garde à cette circonstance; qu'avez-vous fait, quand vous avez limité à six heures le travail des enfants de 8 à 12 ans? Vous avez laissé disponible une bien plus grande partie de la journée, et par conséquent les enfants de 8 à 12 ans, sous l'empire de la loi nouvelle, auront beaucoup plus de temps à consacrer à l'enseignement primaire; de sorte que lorsqu'ils arriveront à l'âge de 12 ans, cet enseignement sera complet et n'aura pas besoin d'être continué, ou sera suffisamment entretenu par la séance du dimanche.

J'oserais proposer à la Chambre de renvoyer tout ce paragraphe à la Commission, pour qu'elle veuille bien examiner s'il ne vaut pas mieux ne proposer aucune disposition pour interrompre le travail pendant les jours ouvrables de la semaine, pour consacrer le dimanche à l'enseignement religieux et à l'enseignement primaire.

M. LE VICOMTE NAPOLÉON DUCHATEL. — Je suis tout à fait disposé, pour mon compte, à envisager l'amendement de M. le comte d'Argout sur l'article 3 au même point de vue sous lequel il le considère en ce moment, c'est-à-dire pour demander sa suppression.

Je serais également disposé à ne pas adopter la rédaction de la Commission qui me paraît encore moins bonne et qui consiste à réduire, pendant trois jours de la semaine, le travail de douze heures à onze heures. Je ne crois pas, en effet, qu'il fût possible d'employer utilement, pour l'instruction primaire, ces trois heures que la disposition de la Commission laisserait disponibles, ni qu'il fût beaucoup plus facile d'user d'une manière profitable des quatre heures que prétendrait y consacrer l'amendement de M. le comte d'Argout.

Nous avons posé hier un principe très important, et qui doit amener à mon gré les résultats les plus avantageux pour l'instruction primaire, c'est celui qui a réglé à six heures le temps du travail pour les enfants de 8 à 12 ans. Une des premières considérations qui ont certainement déterminé la Chambre dans son vote a été celle du temps réellement utile et considérable que l'on donne aux enfants de cet âge, et le plus favorable de tous aux travaux de l'école, temps qui leur permet d'acquérir sans peine une instruction suffisante. En votant cette modification au projet de loi, si salutaire sous tous les rapports, nous avons beaucoup fait pour le développement comme pour l'instruction de l'enfance.

Maintenant, je le demande, les heures supprimées au travail après l'âge de 12 ans deviendront-elles bien utiles? Je ne crois pas, et je ne partage pas, à cet égard, les espérances que paraissent en avoir conçues les auteurs de l'amendement. Je crois que nous n'avons plus rien à gagner à la diminution du temps destiné au travail.

Vous avez fait hier avec justice la part du temps à donner à l'instruction primaire; mais en même temps vous avez organisé le travail des enfants par le système des relais, en adoptant la limite des six heures. Aujourd'hui que vous avez ainsi réglé ces deux grands intérêts, n'allez pas, par une nouvelle disposition, faire que, deux ou trois fois par semaine, ce système rationnel dans les grandes manufactures se trouve dérangé sans une raison suffisante dans l'intérêt de l'instruction primaire.

Je me permets d'engager la Chambre à décider dès à présent, sans même renvoyer la question à la Commission, à moins qu'elle n'insiste elle-même à à cet égard, qu'elle renonce pour l'instruction primaire au bénéfice de ces dispositions diverses, soit de celle de M. le comte d'Argout, qu'il a déjà abandonnée personnellement, soit de celle de la Commission, qui ne peut manquer de nous faire connaître dès à présent ses impressions et sa pensée définitives.

Ce qu'il faut pour assurer l'instruction des enfants de la classe ouvrière, c'est que, de 8 à 12 ans, maintenant qu'ils ont le temps d'étudier, ils soient utilement, réellement employés. Pénétré de la nécessité de leur garantir ce bienfait, j'avoue que j'ai regretté de voir l'article 3 du Gouvernement, qui en posait très franchement, et d'une manière très résolue, le principe, écarté tout à l'heure aussi facilement par la Chambre. Il disait :

« Tout enfant admis dans les manufactures devra, jusqu'à l'âge de 12 ans, fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne soit justifié, par un certificat du maire, qu'il a reçu l'instruction élémentaire. »

Ce principe, ainsi formulé, devenait une règle et une obligation plus formelles que les recommandations, assez timides, de la loi de 1841.

Cependant, comme ce qu'elle énonce à cet égard n'est pas abrogé, et que, sans doute, le règlement d'administration publique qui interviendra reproduira avec plus de force et d'une manière plus catégorique les droits de l'instruction primaire, j'espère que l'exécution n'en souffrira pas.

Ce que je crois non moins nécessaire, c'est qu'après que vous avez voté hier de longues heures de liberté aux enfants, pour se livrer à l'instruction primaire, le Gouvernement fasse en sorte que ce temps ne soit pas donné à l'oisiveté, mais reçoive, le plus tôt possible, son utile destination. C'est, en un mot, qu'il se hâte de coordonner les heures de l'école avec celles du travail dans les ateliers. Retarder les règlements nécessaires, prendre au travail pour donner à la paresse, me paraîtrait, même pour les deux ans qu'on a donnés comme maximum de retard au Gouvernement, une chose déplorable, et qui serait loin des vues qui ont dicté la résolution que vous avez prise, en retranchant un élément considérable à la production et à l'industrie.

Maintenant, le travail étant à mon gré assez largement assuré pour elle, l'enfance, pendant ce temps, le plus favorable à la discipline et aux autres conditions des écoles, pouvant les fréquenter avec assiduité et avec fruit, doit arriver avant douze ans à l'instruction primaire d'une manière suffisante dans les limites que la loi et nos mœurs comportent ; je regretterais, dès lors, que vous vinssiez changer désormais ce sage équilibre, et ôter des heures importantes au travail pour les donner à l'instruction primaire, alors qu'elles pourraient ne lui être plus nécessaires et que, certainement, elles ne lui seraient jamais attribuées.

M. LE BARON DE BARANTE. — Je prie la Chambre de bien considérer que nous sommes à un des points les plus importants de la loi soumise à ses délibérations, je pourrais même dire le plus important ; c'est, du moins, ce que la Commission a pensé, et en cela, elle est du même avis que toutes les personnes graves qui se sont occupées de cette loi.

L'instruction primaire, dit-on, doit être terminée à douze ans. C'était la

règle que l'on avait posée dans la loi de 1841. Quoique cette loi n'ait pas été soumise à l'épreuve complète de l'expérience, cependant elle a attiré l'attention de beaucoup d'hommes occupés de charité et de philanthropie, qui avaient reconnu la nécessité d'une seconde loi; l'examen des faits leur a donné une conviction que la Commission a partagée après avoir entendu beaucoup de manufacturiers, après avoir entendu les chefs des sociétés de patronage, après avoir demandé des informations à M. le préfet de police. C'est après nous être ainsi éclairés que nous sommes restés persuadés que l'instruction primaire était peut-être plus nécessaire de douze à seize ans que de huit à douze ans. En effet, Messieurs, il suffit d'avoir observé les écoles primaires, d'avoir vu de quelle manière l'instruction se distribue et à quels enfants elle est donnée, pour savoir qu'à douze ans, il est rare que les enfants sachent lire, écrire et compter. Il est aisé de se convaincre aussi que les certificats exigés par la loi de 1841 sont, le plus souvent, accordés par pure complaisance; car il ne s'agit pas ici d'un examen de baccalauréat, et ces certificats n'ont assurément pas une très grande valeur.

Supposons, si on le veut, que l'instruction primaire soit complète à l'âge de douze ans, que deviendra un enfant qui, de douze à seize ans, à cette époque de la vie où se prennent les habitudes de l'esprit, les habitudes du caractère, les habitudes de moralité, sera complètement privé de tout enseignement destiné à développer son intelligence, à élever son âme? Si, de douze à seize ans, il n'entend plus parler de lecture et d'écriture, aurait-il auparavant su lire et écrire, il oubliera tout ce qui lui a été enseigné. Ce qui importe, c'est que, pendant cet âge, il ne cesse pas d'être entretenu dans l'habitude, dans le goût des choses qui lui ont été apprises, de telle manière que, quand il sera arrivé à l'âge de seize ans, quand il deviendra un véritable apprenti, il ait toutes les notions qui lui sont nécessaires pour exercer avec intelligence le métier qu'il prendra; en même temps, il faut qu'il ait été confirmé dans les idées morales qui, dans l'enfance, avaient été confiées à sa mémoire. Nous avons tous regardé cette continuation d'enseignement comme l'article capital de la loi; elle a été fortement réclamée par toutes les personnes charitables qui ont été en rapport avec votre Commission.

En même temps, comprenant que c'était demander un sacrifice, non pas, certes, aux enfants, comme on a voulu le dire, mais à l'industrie, surtout à l'industrie des grandes manufactures, la Commission a tâché de réduire autant que possible, ce sacrifice; sans rechercher un grand développement d'instruction, elle s'est bornée à ce qui peut empêcher les enfants de perdre les connaissances qu'ils ont acquises, et de tomber dans un abrutissement de l'intelligence. C'est en ce sens que la Commission avait proposé d'ôter une heure par jour pendant trois jours de la semaine. M. le Ministre, lorsqu'il a bien voulu prendre connaissance des amendements de la Commission, avait pensé que peut-être ferait-on moins de tort aux travaux industriels en donnant quatre heures au lieu de trois heures, et en les répartissant sur deux jours, le samedi et le lundi. Ces jours-là, à ce qu'il croyait, le travail des adultes est ordinairement moins long que dans les autres jours de la semaine, et ainsi l'absence des enfants ne porterait point préjudice au travail. A cela, nous n'avons fait aucune objection; nous avons seule-

ment dit que la détermination des jours de la semaine qui pourraient être employés à l'enseignement primaire des adolescents, était une affaire de règlement local; que le samedi et le lundi pourraient convenir au plus grand nombre des manufactures, à la plus grande partie des localités, mais peut-être pas à toutes; qu'ainsi, ce n'était pas l'objet d'un règlement législatif. Quant aux quatre heures que M. le Ministre du commerce proposait au lieu de trois, nous étions encore disposés à nous en rapporter à lui. Les mêmes renseignements qui avaient sans doute éclairé M. le comte d'Argout, l'avaient amené à croire que, de cette manière, quatre heures pouvaient être données à l'enseignement; ce n'était pas nous qui avions réclamé cette augmentation d'une heure d'école.

Ainsi, l'amendement que M. le comte d'Argout a proposé, amendement qui avait paru avoir l'assentiment de M. le Ministre du commerce, n'a pas été repoussé par la Commission; nous tenons seulement au principe de l'instruction primaire continuée pour les adolescents. Nous nous sommes souvenus d'avoir entendu dire par plusieurs manufacturiers qui prennent souvent, il faut le dire, un intérêt paternel à leurs jeunes ouvriers; qui, lorsqu'ils croient que la nécessité de l'industrie impose quelquefois un travail trop fort aux enfants, gémissent eux-mêmes de cette nécessité que, peut-être, nous, placés à un autre point de vue, nous ne regardons pas comme impérieuse; toujours est-il que, portés à adoucir autant que possible le sort des enfants, ils nous ont souvent eux-mêmes indiqué les moyens; c'est à eux que nous avons entendu dire : Le problème de la loi est dans l'instruction primaire. Cela est si vrai qu'en Prusse, où on s'est occupé de cette matière avec expérience et maturité, la loi est comprise dans la législation de l'instruction publique.

Vous nommerez des inspecteurs, mais le meilleur des inspecteurs que vous puissiez nommer, c'est l'école; c'est là où on voit les enfants tous les jours ou trois fois par semaine; c'est là où on s'apercevrait si leur intelligence a été développée ou abrutie par un trop grand travail; c'est là où on juge de leur santé, de leurs dispositions; c'est là où les patrons, les protecteurs, s'assurent véritablement de l'état des enfants.

Oui, Messieurs, nous disons aussi que la santé, l'intelligence, les sentiments moraux seront assurés seulement par la continuation de l'instruction primaire, et nous vous conjurons de ne pas en priver le second âge de l'enfance.

Je prie donc la Chambre d'y réfléchir mûrement, de songer que ces considérations ont frappé la Commission. M. le Ministre du commerce n'y a mis aucune opposition; il a indiqué un autre mode; ce mode semblait ôter plus d'heures de travail. Mon honorable ami, le comte d'Argout, l'a proposé formellement dans son amendement. Comment se pourrait-il qu'une simple conversation avec un ou deux manufacturiers, dont certainement j'estime le caractère et les lumières, eût pu faire changer des idées conçues par des hommes aussi graves, aussi sages que M. le Ministre du commerce et mon honorable ami, M. le comte d'Argout, dont l'opinion avait sans doute été conçue avec connaissance et réflexion.

M. ODIER. — J'appuie la demande de M. le comte d'Argout, c'est-à-dire la

suppression de l'article 3, soit de la Commission, soit du projet, soit du premier amendement de M. le comte d'Argout. Avant la loi de 1841, il n'y avait rien de réglé pour le travail des enfants et pour l'âge auquel ils devaient travailler. Dans plusieurs localités, on faisait travailler les petits enfants avant l'âge de six ou sept ans. Les choses, depuis, se sont un peu améliorées; ce sont les fabricants eux-mêmes qui ont vu que c'était un excès de travail de la part de ces malheureux enfants, et qui ont provoqué la législation nouvelle.

Au moment où la loi de 1841 a été faite, le travail des enfants commençait en général à l'âge de huit ans dans les manufactures et ils travaillaient onze, douze, et quelquefois treize heures par jour. On a reconnu l'abus et on a établi la loi de 1841, qui a fait deux catégories pour les âges et pour les conditions diverses du travail.

Mais il est résulté de ces catégories qu'il a fallu que les chefs d'ateliers et les propriétaires des manufactures changeassent leurs mesures pour se conformer aux prescriptions de la nouvelle loi. D'après cette nouvelle loi, ils ont adopté, depuis deux ans, que le travail des enfants ne commencerait, en général, qu'à l'âge de douze ans, et continuerait ainsi de douze à seize. Comme cela n'a pas été sans une certaine perturbation soit pour les familles, soit pour les industriels, il a fallu les occuper; eh bien, les écoles se sont formées. Les communes qui n'ont pas beaucoup d'enfants restent encore en arrière à cet égard; ce sera au Gouvernement à user du droit qu'il a d'en établir; mais il n'en est pas moins vrai que maintenant tous les rapports des divers préfets nous font voir que les enfants ne commencent pas à travailler avant l'âge de douze ans, et à cet âge, on les a accoutumés, on leur a appris à lire, à écrire et à compter; il est rare d'en voir qui ne le sachent pas. Maintenant, quand ils commencent à travailler dans les ateliers à l'âge de douze ans, ils font leur apprentissage beaucoup plus vite. C'est une carrière bien plus avantageuse pour eux quand ils savent lire, écrire et compter. Ils ont l'habitude de travailler, et leurs maîtres tirent parti de cette première aptitude et les dirigent.

C'est cet ordre de choses qui fait que le dédoublement de travail en Angleterre, les relais, comme on les appelle, n'ont pas pris chez nous et n'ont été admis dans aucun de nos établissements. On préfère ne donner l'éducation industrielle qu'à l'âge de 12 ans, et, quand ils ont 12 ans, les enfants ont déjà acquis l'instruction nécessaire. Je vois qu'il y a une exception, et qu'il est certains individus qui passent dans diverses classes de la société par leur instruction; mais, comme vous voyez, ils ont plus de 12 ans (*sic.*)

Et croyez bien qu'il est meilleur pour leur bien-être qu'ils aient acquis cette position à 12 ans. Je crois que les trois ou quatre heures que vous voulez leur prendre par semaine pour des cours supérieurs, ne leur profiteront pas, et que ce temps sera perdu pour leur salaire. Je crois que ce qu'ils pourront apprendre pendant ces trois ou quatre heures sera insignifiant, et que ce sera pour eux une occasion de prendre de mauvaises habitudes. Les parents auront beau dire à ces adolescents d'aller aux écoles, ils n'en feront rien; et l'école sera un prétexte pour se soustraire à toute surveillance.

Je crois donc qu'il serait convenable de ne pas adopter cette proposition, qui aurait, à mon avis, plus de mauvais que de bons résultats; qui serait

contraire aux intérêts bien compris de ces enfants et au bien-être de l'industrie. Cependant je pense qu'ici il vaut mieux laisser les enfants gagner un peu plus; tout le monde y trouvera son avantage, leurs maîtres, mais eux surtout.

Je suis persuadé qu'en repoussant cette proposition, l'industrie se trouvera placée dans une meilleure situation que celle qu'elle a maintenant.

Si cet amendement ne devait avoir son effet que pour deux ans, on n'y regarderait pas de si près; mais il n'en est pas ainsi.

Je conclus, d'après toutes ces observations, à la suppression de l'article.

M. LE RAPPORTEUR. — Je prie la Chambre de se mettre en garde contre une perpétuelle et déplorable confiance par laquelle, au moment où vous rendez votre loi générale pour toutes les industries, où vous la rendez applicable et pour les grands et pour les petits ateliers, au moment où vous déclarez que onze cent mille établissements, qui payent patente, seront sujets au régime de votre loi, on ne vous parle uniquement que de l'intérêt particulier de quatre mille établissements qui constituent votre grande industrie.

Notre honorable collègue, M. le comte d'Argout, avait présenté son amendement en faveur de l'instruction primaire des adolescents. Il vient lui-même de vous dire qu'il a entendu non pas les représentants de onze cent mille établissements, mais deux représentants des quatre mille grandes manufactures; et cela lui suffit pour qu'il abandonne à l'instant sa proposition libérale. Nous venons d'entendre un des plus honorables, un des plus honorés représentants de la grande industrie; que nous dit-il? Nous n'employons plus d'enfants au-dessous de 12 ans.

Parce que la grande industrie, et cela n'est pas général, ne veut plus employer d'enfants au-dessous de 12 ans, croyez-vous que les deux millions d'enfants de cet âge ne vont plus travailler en France? Ce serait une étrange erreur; ils continueront d'être employés dans un nombre immense de moyens et de petits ateliers. Pour Paris même, j'ai sous les yeux l'état de 1847 que vous a distribué M. le préfet de police; si je compare les enfants de 8 à 12 ans avec les adolescents de 12 à 16 ans, je vois qu'il y a 1,173 enfants mâles au-dessous de 12 ans contre 1,940 de 12 à 16 ans; c'est presque l'égalité.

Cela vous prouve qu'il ne faut pas uniquement considérer ce qui concerne la grande industrie. Certes, nous ne voulons pas négliger ses intérêts; vous ne les avez pas négligés; nous les traitons aussi favorablement que la loi anglaise même, avant la réduction la plus récente. D'après la loi britannique de 1833, les adolescents de 13 à 18 ans, — les nôtres vont de 12 à 16 ans, — étaient assujettis pendant six jours à 12 heures de travail, et pendant un jour à neuf heures; cela faisait soixante-neuf heures par semaine.

Eh bien, avec notre amendement, en ôtant trois heures par semaine pour l'instruction primaire, il reste encore soixante-neuf heures de travail. Enfin, depuis 1833 [dans les royaumes unis], on a retranché deux heures à la durée du travail de chaque jour.

Vous le voyez, les grandes industries françaises, lorsqu'elles sont en concurrence avec les industries anglaises, ont encore un avantage immense,

celui de faire travailler l'adolescent douze heures de plus par semaine ! Je demande si ce n'est pas assez ?

Permettez-moi de dire un mot aussi sur l'enseignement de la classe ouvrière. Je crois peut-être avoir le droit d'exprimer une opinion à ce sujet dont je me suis si longtemps et si sérieusement occupé.

Personne ne peut prétendre qu'à 12 ans vous puissiez avoir donné l'enseignement primaire aux enfants de nos ateliers et de nos manufactures : ne parlons pas de ce qu'ils savent à 12 ans, mais à 20 ans. Malgré vos grands sacrifices, malgré d'immenses progrès qui sont l'honneur du Gouvernement de Juillet, vous n'êtes encore arrivés qu'à présenter à l'âge de 20 ans la moitié des hommes et moins du cinquième des femmes qui savent lire et écrire. M. le Ministre de la guerre le sait, puisqu'il publie chaque année la statistique du contingent de la classe qu'il doit fournir, en énumérant ceux qui savent lire et écrire ; néanmoins le nombre des adultes qui savent lire et écrire à 20 ans est bien plus grand qu'à 12 ans. Jugeons du petit nombre d'enfants qui dès leur douzième année aient complété leur instruction primaire.

Je dis qu'il est d'un haut intérêt, non pas seulement pour la masse du peuple, qu'on supprime toujours avec une assurance incroyable dans ces sortes de questions, mais aussi pour ces grands manufacturiers dont on nous entretient exclusivement (je m'intéresse moi-même aux grands manufacturiers), je crois essentiel pour eux que leurs ouvriers ne sachent pas seulement qu'il existe vingt-quatre lettres dans l'alphabet ; ce serait trop peu de chose. Il faut pousser plus loin la classe ouvrière.

Plus vous élèverez l'instruction de cette classe, plus vous donnerez à l'industrie nationale un puissant élan, plus vous développerez les facultés intellectuelles des ouvriers, plus vous ferez sortir de la foule d'excellents contre-maîtres qui secondent admirablement les manufacturiers.

Pour une foule de perfectionnements, de progrès dans l'industrie, ne vous imaginez pas que ce soient les possesseurs des manufactures qui les inventent ; quelques-uns de ces propriétaires industriels ont le génie de la mécanique, mais c'est le très petit nombre. Le plus souvent le chef d'industrie est un simple capitaliste, tandis qu'à la tête de ses ouvriers, et parmi les principaux sous-ordres, il y a des hommes qui devinent et vainquent les difficultés, qui font marcher, avancer la manufacture, et qui l'élèvent de plus en plus sur l'échelle de la concurrence.

Voilà les services que rend à l'opulente industrie l'élite intelligente de la classe ouvrière.

Quand on vous demande les trois heures que l'Angleterre a la première abandonnées dès 1833, on ne se montre pas seulement généreux pour la classe ouvrière, mais favorable à la fortune des grandes manufactures. Et c'est la France qui repousserait ce sacrifice bienfaisant pour tous ! Mais c'est à mon pays tout entier que j'en appelle à mon tour ; c'est à tout ce qui porte un cœur généreux, à tout ce qui possède un esprit supérieur... Non, la France ne doit pas laisser sa classe ouvrière au-dessous de ce qu'elle est chez les nations rivales : il y va de notre rang dans l'univers.

Nous nous étonnons que l'industrie anglaise ait sur la nôtre une immense

supériorité; qu'elle vende pour 2 milliards de ses produits, quand nous n'en vendons que pour 800 millions : c'est qu'en Angleterre on fait plus de cas de l'instruction des ouvriers. Eh bien, moi qui suis l'ami, je n'ose pas employer le mot éclairé, mais l'ami non ignorant de l'industrie nationale, le service capital que je voudrais lui rendre, ce serait d'offrir à nos classes laborieuses le moyen d'égaliser d'abord et bientôt après de surpasser les mêmes classes parmi les nations les plus éclairées.

En définitive, sur la question d'enseignement des adolescents, nous ne refusons pas le renvoi à la Commission pour un nouvel examen, qui ne sera jamais pour nous trop sérieux. Il s'agit d'ajouter à l'instruction du peuple; il s'agit d'accroître l'honneur, la force et la richesse nationales. On parle beaucoup du tendre intérêt qu'on porte à la classe ouvrière; eh bien, aussitôt qu'il s'offre à nous un grand bien à produire pour cette classe, pourquoi ne le prendrions-nous pas en sérieuse considération? Est-ce que nous nous laisserions arrêter par le dire de deux ou trois particuliers? Je compte pour beaucoup leur intérêt propre; mais je compte pour beaucoup plus celui des masses, celui du peuple tout entier.

Au nom de la prospérité nationale, je ne veux pas que notre population reste inférieure à celle des autres pays; quand la population du Zollverein et la population anglaise prennent l'avance, je ne consentirai jamais à ce que la population française reste déplorablement en arrière, et cela par la faute du législateur. J'en demande pardon à la noble Chambre; mais elle ne paraît plus animée des mêmes sentiments qu'en 1840 et 1841; si elle pouvait les oublier, nous en appellerions de la Chambre incomplète, inattentive et distraite à la Chambre tout entière, à tous ses nobles sentiments, à ses plus hautes prévisions, et nous retrouverions les sympathies les plus magnanimes de l'époque où vous avez créé la première loi favorable aux enfants des manufactures.

Messieurs les pairs, je vous supplie de ne pas décider brusquement la question; d'ici à demain, nous aviserons; mais je vous demande de ne pas trancher la difficulté dans un sens, que bientôt après vous déploreriez vous-mêmes.

M. LE BARON FEUTRIER. — Je n'ai que deux mots à dire, et je crois qu'ils pourront abréger la discussion.

De quoi s'agit-il? Il s'agit, soit des enfants, soit des adolescents. Ce que nous voulons, ce que nous devons vouloir, c'est que les enfants reçoivent l'instruction et que les adolescents complètent la leur.

Comme l'a dit M. Odier, les enfants ne sont pas employés avant l'âge de douze ans dans les grandes manufactures, ils ne le sont que dans les petits ateliers. Eh bien, quand ils ne sont pas employés dans les grandes manufactures, ils sont parfaitement libres de leur temps, et c'est au Gouvernement à employer son autorité et sa force pour leur faire recevoir l'instruction primaire jusqu'à l'âge de douze ans.

Pour ceux, au contraire, qui sont employés dans les petits ateliers et qui ne sont astreints qu'à un travail de six heures, la loi a pourvu à ce qu'ils pussent fréquenter les écoles. Ainsi pour les uns et pour les autres, il y a possibilité de savoir quelque chose à l'âge de douze ans.

Nous n'avons pas l'intention, comme on le disait, de les exclure à cet âge de toute participation à l'instruction ; mais nous pensons qu'il leur suffira d'employer le dimanche, jour libre pour eux, et de consacrer plus ou moins de temps dans ce jour aux études de l'instruction primaire. Ainsi, sous ce rapport, nous pourrions à l'amélioration de leur instruction.

Maintenant, que veut la Commission ? Elle désire qu'en dehors du dimanche ils soient affranchis, soit, dans le système de M. d'Argout, d'un travail de deux heures, soit, dans le système de la Commission, d'un travail d'une heure pour aller à l'école. Eh bien, il y a des communes extrêmement étendues où les écoles ne sont pas toujours auprès des manufactures et des petits ateliers. Et vous voulez que les enfants quittent leur travail, leur labeur, leur manufacture pour aller à l'école. Pour cela vous leur donnez une heure. Mais dans cet espace de temps ils ne pourront remplir les devoirs que vous désirez leur imposer, ils feront l'école buissonnière ; mais l'école utile, studieuse, ils ne pourront pas en recueillir les bienfaits. Il leur sera impossible de faire en une heure autre chose que de perdre leur temps. Vous avez déjà réduit le travail de manière à ce qu'il ne fût pas au-dessus des forces de l'enfant, et, à ce travail réduit, vous enlevez encore une ou deux heures pour l'instruction. Si c'était possible, bien ; si c'était efficace, bien encore ; mais ce n'est ni possible ni efficace.

Dans cette position je crois qu'il n'y a qu'une seule chose à faire, repousser le système de la Commission et adopter le système tel qu'il est présenté : pour les enfants au-dessous de douze ans, six heures de travail, et liberté complète pour ceux qui ne sont pas employés dans les grandes manufactures ; pour les enfants au-dessus de douze ans, l'obligation de fréquenter les écoles le dimanche, et, conséquemment, règlement d'administration publique à intervenir pour déterminer un nombre d'heures d'autant plus considérable que tout le reste de la journée sera libre pour eux.

M. RENOARD. — J'avais désiré appeler l'attention de la Chambre sur l'article 5 de la loi de 1841. Il me semble que cet article a été trop perdu de vue dans la discussion, et qu'il avait très sagement réglé, je ne dis pas toute la difficulté, mais la plus grande partie. Cet article était ainsi conçu :

« Nul enfant, âgé de moins de douze ans, ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteur justifieront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité.

« Tout enfant admis devra jusqu'à l'âge de douze ans suivre une école.

« Les enfants âgés de plus de douze ans seront dispensés de suivre les écoles, lorsqu'un certificat donné par le maire de leur résidence attestera qu'ils ont reçu une instruction primaire élémentaire. »

Il y a, je crois, quelque chose à corriger au second paragraphe. Mais je vous demande la permission d'abord de vous montrer comment la discussion actuelle s'est introduite. Elle s'est introduite par l'article du Gouvernement auquel je suis fort aise qu'on ait renoncé.

Quel était cet article ?

« Tout enfant admis dans les manufactures devra jusqu'à l'âge de douze ans fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne soit justifié, par un certificat du maire, qu'il a reçu l'instruction élémentaire. »

Ainsi, vous le voyez, à l'article de la loi de 1841 qui obligeait de fréquenter une école jusqu'à l'âge de douze ans, et qui ne dispensait de suivre l'école qu'après douze ans, et lorsque l'enfant avait reçu l'instruction élémentaire, cet article et le projet substituaient la possibilité de dispenser les enfants, même au-dessous de douze ans, de suivre l'école élémentaire lorsqu'ils apporteraient un certificat d'instruction. Je crois que le changement n'était pas heureux ; je crois que nous ferons très bien de maintenir la première disposition de l'article 5, celle qui oblige l'enfant, qu'il ait ou non reçu l'instruction élémentaire, de suivre l'école jusqu'à l'âge de douze ans ; et avec la disposition que la Chambre a adoptée, de réduire à six heures le temps du travail jusqu'à cet âge, cette disposition recevra une exécution facile.

Vient maintenant le deuxième paragraphe. Je reprends l'article 5 de la loi de 1841 :

« Les enfants âgés de plus de douze ans seront dispensés de suivre une école lorsqu'un certificat donné par le maire de leur résidence attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire. »

La Commission, non seulement a maintenu le premier paragraphe, mais elle a modifié celui-là ; elle a dit que, bien loin de dispenser de l'école l'enfant âgé de plus de douze ans qui aurait reçu l'instruction, on lui ménagerait trois heures par semaine pour pouvoir suivre les écoles, et que, de plus, on les ouvrirait le dimanche.

Je comprends très bien les motifs pleins de vérité qui ont été donnés : car, enfin, quelle que soit l'instruction qu'ait reçue l'enfant de douze ans, il tomberait dans les mêmes résultats que ceux que produit l'ignorance, si, depuis l'âge de douze ans, il ne fréquentait plus aucune école.

Mais je pense que peut-être la classe du dimanche doit être maintenue, qu'il faut conserver la disposition de l'article 5 de la loi de 1841, en obligeant l'enfant de plus de douze ans, qui n'aura pas reçu l'instruction élémentaire, à suivre une école, indépendamment de l'école du dimanche. Et, en ouvrant l'école du dimanche aux enfants qui, à cet âge, auront déjà reçu l'instruction élémentaire, on empêchera, par cette classe du dimanche, leur instruction de s'éteindre et de s'effacer.

Quant à l'enfant qui, à plus de douze ans, aura reçu une instruction primaire complète, il pourra, par la fréquentation des écoles du dimanche, conserver les effets de cette instruction.

Je dis : les écoles du dimanche, car je voudrais qu'en place de ces mots que propose la Commission : « Une classe du dimanche aura lieu pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents, » on mit : « Des classes du dimanche auront lieu pour l'enseignement religieux et primaire des enfants et des adolescents. »

Et maintenant, reviennent dans toute leur force les observations qu'ont faites beaucoup des préopinants sur la gêne que causent soit les trois heures, soit les quatre heures proposées par M. le comte d'Argout ; je dis que si, dès à présent, il fallait choisir entre les deux systèmes, je préférerais beaucoup celui de la Commission. Voici pourquoi :

On dit : Deux heures pour deux jours de la semaine gênent moins les établissements ; on prendra deux heures le samedi et deux heures le lundi ; c'est-

à-dire que, par une loi, par une disposition législative, vous consacrez cette funeste et pernicieuse habitude de nos populations ouvrières, qui chôment le lundi, et transportent à ce jour-là tous les plaisirs réservés aux jours réguliers de repos. Je dis que cette permission de chômer deux heures le lundi serait une funeste consécration d'une habitude que nous devons faire tous nos efforts pour extirper ; je ne veux pas donner de facilité pour ce jour-là. Je crois que ce serait une espèce de consécration législative que nous devons soigneusement nous interdire.

Mais je pense que la classe du dimanche, étendue non seulement à l'enseignement religieux, mais aussi à l'instruction primaire, pour ceux des enfants de plus de douze ans qui prouveront, par des certificats, qu'ils ont reçu déjà l'instruction élémentaire ; je crois que cette combinaison, en nous rapprochant de la loi de 1841, qui avait mûrement approfondi ces difficultés, en rentrant dans l'esprit de la Commission, qui a voulu en rendre l'exécution plus facile, je crois que nous arriverions à ce résultat, que la loi de 1841, agrandie et fortifiée par l'école du dimanche, satisferait à toutes les obligations. (*Mouvement d'approbation.*)

M. le PRÉSIDENT. — Il y a trois propositions : la Commission proposait de réduire le travail des adolescents pendant trois jours de la semaine d'une heure, pour que cette heure fût consacrée à leur instruction primaire ; de plus, elle proposait l'établissement d'une classe du dimanche pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents.

M. le comte d'Argout proposait de consacrer la réduction du travail, non pas pendant trois jours, mais pendant deux jours, non pas seulement d'une heure, mais de deux heures ; ces deux heures auraient été consacrées également à l'enseignement primaire des adolescents.

Une troisième proposition a été présentée, c'est de mettre de côté cette diminution de temps ; au lieu d'avoir seulement le dimanche une classe pour l'enseignement religieux des enfants, de consacrer en principe que les écoles du dimanche auraient lieu, non seulement pour l'enseignement religieux des enfants, mais aussi pour l'instruction primaire des adolescents ; c'est la proposition de M. Renouard.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je renonce complètement à mon amendement. En le développant, j'ai eu l'honneur d'expliquer à la Chambre que je ne le considérais que comme un moindre mal, comparativement à ce que proposait la Commission, et, à mon sens, il faudrait supprimer à la fois la combinaison de la Commission et celle que j'ai présentée en atténuation de celle de la Commission, et s'en référer à une disposition nouvelle qui établirait l'enseignement primaire le dimanche. Mon honorable ami M. Renouard a très heureusement formulé l'opinion que j'ai eu l'honneur d'exprimer ; je me range à sa proposition et je renonce à la mienne.

M. LEGENTIL. — Il faudrait pourtant savoir l'opinion de M. le Ministre.

M. le MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Je réponds avec empressement à l'interpellation de l'honorable membre.

Je considère que ce serait un malheur public si, lorsque l'enfant a atteint l'âge de 12 ans, on devait cesser de lui imposer l'obligation formelle de suivre l'école. Quelque instruction qu'il ait pu recevoir, qu'il soit privé à cette époque

de la fréquentation des écoles, il aura promptement oublié l'instruction primaire et religieuse qu'il aura pu jadis acquérir.

Je dis que ce serait un malheur public; et lorsque je me suis associé à la pensée de la Commission, je n'ai fait d'opposition qu'à la distribution du temps; j'ai considéré qu'en prenant trois jours par semaine et une heure par jour pour l'instruction, c'était un laps de temps beaucoup trop court, que la moitié de cette heure se trouverait perdue soit pour aller, soit pour revenir; j'ai pensé, allant plus loin que la Commission, qu'il vaudrait mieux que l'élève ne fréquentât l'école que deux fois par semaine, mais y donnât deux heures.

On a fait beaucoup d'objections à propos du temps précieux qu'on enlèverait au travail.

J'avoue que ces objections, quoique présentées par un des hommes que je respecte le plus, que je vénère le plus, je ne puis cependant pas m'y associer et accepter les considérations qu'il a fait valoir. Je crois qu'il est nécessaire, indispensable, de rendre obligatoires les écoles à tous les enfants au-dessus de 12 ans.

Maintenant quelle sera la distribution de temps la plus convenable, qui se conciliera avec les besoins de l'instruction primaire, de l'instruction religieuse et les intérêts de toutes les parties ?

Je ne voudrais pas que la durée de l'école du dimanche fût de trois heures. Il ne faut pas oublier une chose : c'est que l'enfant, indépendamment de son instruction primaire, aura le dimanche des obligations religieuses à remplir.

Eh bien, je crois qu'il faudrait trouver un moyen de rendre obligatoires, trois heures par semaine, une heure pendant les jours de la semaine et deux heures le dimanche. Je n'ai pas le droit de proposer un amendement dans cette enceinte, mais je m'associe au principe, et je voudrais que son application éprouvât le moins de difficultés possible.

M. PAULZE D'IVOY. — La question est une des plus graves que puisse soulever la loi. Tout le monde en convient, M. le Ministre lui-même. Je propose donc le renvoi à la Commission, et la continuation de la discussion à demain.

M. LE VICOMTE LEMERCIER. — J'ai une proposition à faire, et je demande la permission à la Chambre de la développer avant le renvoi à la Commission. On a fait une part à l'instruction, pour les enfants de 8 à 12 ans.

Il s'agit de régler cette affaire aux adolescents au-dessus de 12 ans, en conciliant le temps nécessaire pour l'instruction des adolescents qui travaillent dans les manufactures et les intérêts de l'industrie. Il s'agit de voir ce qu'il y a de mieux à faire. Je ne serais pas d'avis que l'instruction fût morcelée, c'est-à-dire qu'on y consacrait, soit une heure chaque jour pendant trois jours, soit deux heures pendant deux jours de la semaine.

Je crois qu'il y aurait là des inconvénients que tout le monde comprend. Je crois que ce qu'il y a de mieux à faire serait de consacrer à cela trois heures le samedi, et je vais dire pourquoi. On parlait tout à l'heure de donner l'instruction aux adolescents le dimanche; je vois là des inconvénients; le dimanche, il s'agira de donner l'instruction religieuse, et il sera difficile, si je ne me trompe, de donner en même temps et l'instruction religieuse et l'autre instruction dont les jeunes ouvriers ont besoin.

On rencontre là encore une difficulté : c'est que si les adolescents acceptent l'instruction religieuse, ils accepteront peut-être plus difficilement l'autre instruction ; car, en définitive, ils voudront profiter de leur dimanche. Je crois que la proposition que j'ai l'honneur de faire a cet avantage de ne pas fractionner le temps nécessaire à l'instruction : dans la semaine, on y consacre le samedi ; c'est une disposition qui me paraît bien simple et bien naturelle ; on peut consacrer trois heures le samedi à l'instruction, et on réserverait quelques heures le dimanche à l'instruction religieuse.

Il y a encore une autre observation que je dois ajouter à celle que j'ai produite ; c'est que, dans beaucoup de localités, on trouverait étrange peut-être, jusqu'à un certain point, que l'on consacrait un temps trop long à l'école ; le clergé, peut-être, pourrait critiquer cette disposition, car le dimanche paraît devoir être consacré à l'instruction religieuse ; je ne sais pas si on se soumettrait toujours à accepter une autre occupation.

Je voulais dire ces quelques paroles avant que le renvoi à la Commission fût prononcé.

M. LE PRÉSIDENT BOULLET. — Je demande à combattre le renvoi à la Commission, en même temps que je m'opposerai à la proposition de M. le vicomte Lemer cier.

Le renvoi à la Commission préjugerait ceci : La réduction d'un certain nombre d'heures par semaine sur le travail des adolescents. C'est cette opinion qu'adopterait implicitement la Chambre par le renvoi, que je crois devoir combattre. La disposition par laquelle vous avez décidé, hier, que l'enfant, jusqu'à l'âge de 12 ans, ne donnerait que six heures au travail, laisse six heures pour l'étude ; et si l'école devient obligatoire pour tous les enfants, si la permanence de l'école, ce qui malheureusement n'est point dans nos campagnes, vient un jour à exister, les enfants auront acquis à 12 ans l'instruction primaire qui leur est nécessaire pour leur état, c'est-à-dire qu'ils sauront lire, écrire et compter. De quoi s'agira-t-il ensuite ? sera-ce d'acquérir une nouvelle instruction ? Non ; il s'agira simplement de conserver celle qu'ils auront déjà acquise, et dès lors, je crois que l'application d'une classe du dimanche à la conservation de l'enseignement déjà acquis sera suffisante pour les enfants. Sans doute, il faut assurer le bien-être des enfants par l'éducation, mais il faut aussi songer à leurs moyens d'existence. Or la déduction de quelques heures du travail de l'adolescent est une des choses les plus graves en matière d'industrie, et dans les grandes manufactures le travail de l'enfant ou de l'adolescent est essentiellement lié au travail de l'homme ; on pourrait citer de très grands établissements industriels où il y a plus d'adolescents que d'adultes. Le travail que vous retrancherez à l'adolescent, vous le retrancherez également à l'homme. J'ai fait tout à l'heure le calcul de ce que pourrait être cette diminution du travail. D'après l'amendement de M. d'Argout, c'était dix-sept jours par an de chômage imposés à l'industrie. D'après la proposition de la commission, c'est treize journées de chômage imposées non seulement aux enfants, mais aux adultes qui ont besoin du travail de ces derniers. Si le dommage est énorme pour l'industrie, pour les manufacturiers, il est bien plus considérable encore pour les ouvriers, car le travail c'est la garantie de leur existence.

Je vote donc pour le rejet immédiat de la proposition.

M. COUSIN. — Je viens appuyer le renvoi à la Commission proposé par M. Paulze d'Ivoy, et recommander à toute son attention l'opinion si judicieuse qu'il vient d'exprimer. Je partage entièrement cette opinion, et mon humble expérience en matière d'enseignement, me permet d'assurer à la Chambre qu'en proposant d'accorder une heure pendant trois jours par semaine pour l'instruction des enfants, la Commission a fait beaucoup moins que M. le Ministre du commerce en demandant deux heures entières pendant deux jours seulement.

En effet, je tiens comme un point incontestable qu'une seule heure donnée à l'enseignement, revint-elle trois jours par semaine, est insuffisante. D'un autre côté, trois heures de classe continue accumulées sur un seul jour, est quelque chose d'excessif. Reste le moyen terme de deux heures chaque fois et deux jours par semaine.

Cette mesure est, à mon sens, sérieuse et efficace, sans être accablante, et elle ne peut manquer de laisser des traces utiles dans la mémoire et dans l'esprit.

Quant à la classe du dimanche, pourquoi la consacrer exclusivement à l'instruction religieuse? L'instruction religieuse doit être donnée par les ecclésiastiques des différents cultes, et elle est annexée aux pratiques du dimanche.

Ce qu'on appelle d'un bout du monde à l'autre les écoles du dimanche, sont affectées à l'instruction primaire proprement dite. Bien entendu que l'on choisit, vu la sainteté du jour, la partie de l'instruction qui y est la plus appropriée, sans que ce soit l'instruction religieuse proprement dite, car ce nom ne s'applique pas à une sorte d'instruction religieuse générale et abstraite, mais à l'instruction religieuse positive, et celle-là, qui se réduit au catéchisme et à l'histoire sainte, peut être réservée aux ecclésiastiques.

Ainsi, deux jours par semaine, deux leçons de deux heures chacune; puis, le dimanche, une heure ou deux encore consacrées aux parties les plus élevées, les plus morales de l'instruction primaire, cette combinaison me paraîtrait résoudre la difficulté. (*Approbaton.*) Mais je supplie la Chambre de ne pas prescrire une leçon de trois heures un seul jour de la semaine, le samedi, par exemple, comme le propose M. le président Boulet; soyez assurés qu'on ne se souviendrait plus le samedi suivant de ce qu'on aurait appris le samedi précédent.

Il faut échelonner à de justes distances les jours consacrés à l'enseignement, par exemple: le mardi, le jeudi, le dimanche. Alors, il n'y aura pas trop d'intervalle entre les jours d'études; il n'y aura pas non plus surcharge de travail, et l'expérience permet d'espérer qu'on arriverait ainsi à d'heureux résultats.

Je demande le renvoi à la Commission de la proposition de M. le Ministre. (*Appuyé! appuyé!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre n'est pas en nombre pour pouvoir préjuger la question. Le renvoi est de droit. Demain, la Commission nous dira son avis, mais je dois appeler son attention sur un point.

La Chambre a voté l'amendement de M. Paulze d'Ivoy. La Commission

aura à voir s'il ne doit pas être placé après la disposition relative aux heures de travail. Cet amendement me semblerait mal placé au commencement de l'article.

La délibération est continuée à demain.

La séance est levée à 5 heures et demie.

.....

SÉANCE DU SAMEDI 19 FÉVRIER 1848.

PRÉSIDENCE DE M. BARTHE, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Suite de la délibération sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. Article 3, § 3 (nouvelle rédaction de la Commission) : MM. le baron Dupin, *rapporteur*, de Schauenburg, Barbet, Fulchiron, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, le vicomte Napoléon Duchâtel et Renouard. Adoption. — Paragraphe additionnel de M. Renouard : MM. Renouard, le comte d'Argout, Legentil, Paulze d'Ivoy, Cousin, Girard, le rapporteur et le marquis de Boissy. Rejet de l'article additionnel. Adoption de l'ensemble de l'article 3. — Article 4. Amendement de M. le comte d'Argout : MM. le comte d'Argout, le rapporteur, le comte de Castellane, Cousin, le marquis de Boissy, le marquis de Laplace, le président Boulet, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, Cousin.

Suite de la délibération de la Chambre sur les articles du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers. (Art. 3, § 3.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le baron Dupin, rapporteur, pour présenter une proposition de la Commission qui modifie le troisième paragraphe de l'article 3.

M. LE BARON DUPIN, *rapporteur*. — Messieurs les pairs, dans la séance d'hier, la Chambre a jugé convenable de renvoyer à la Commission diverses propositions relatives à l'enseignement des adolescents de 12 à 16 ans. La Commission a pris en très sérieuse considération les différentes opinions qui ont été émises; elle a surtout été frappée de l'opinion conciliatrice qui a été présentée comme un moyen terme convenable par M. le Ministre du Commerce, opinion appuyée par l'honorable M. Cousin, ancien Ministre de l'Instruction publique. Cette proposition consiste à consacrer le principe de l'enseignement primaire continué pour les adolescents de 12 à 16 ans, par des leçons de deux heures, savoir : une leçon dans la semaine, une autre le dimanche. On peut espérer, par ce moyen, que les adolescents, loin d'oublier les notions d'enseignement qu'ils pourraient avoir acquises à l'âge de 12 ans, les étendraient suivant leurs facultés personnelles.

Il est essentiel de nous le rappeler : beaucoup de manufacturiers affirment

qu'ils ne veulent plus prendre d'enfants ayant moins de 12 ans; par conséquent ces enfants pourront arriver dans les manufactures sans avoir été contraints d'apprendre à lire et à écrire; il est important qu'ils trouvent un enseignement qui leur soit propre.

Voici l'amendement que nous vous proposons et qu'accepte M. le Ministre du Commerce :

« Un jour de chaque semaine, pour tous les adolescents de 12 à 16 ans, deux heures seront retirées du travail et consacrées à l'enseignement primaire. Deux heures de chaque dimanche seront également consacrées à l'enseignement primaire et religieux des adolescents.

M. DE SCHAUBURG. — Il y a seulement un mot dont je demanderai la suppression, et qui s'est introduit sans doute par mégarde dans la rédaction; c'est le mot *pendant*, qui commence la phrase. Il n'a aucun sens. (*Appuyé!*)

M. BARBET. — Messieurs, je suis vraiment contrarié de prendre la parole pour demander le rejet de la nouvelle rédaction de la Commission, parce qu'on pourrait croire que je suis opposé à ce que l'on donne plus de facilité au peuple pour recevoir l'instruction primaire. Loin de moi cette pensée. Je dois dire ici qu'avec l'honorable rapporteur de la Commission, j'ai toujours reconnu que les ouvriers les plus intelligents étaient ceux qui avaient reçu le plus d'instruction; ce sont non seulement les plus intelligents, mais ceux qui sont le plus soumis et qui prêtent le plus grand appui aux manufacturiers pour la conduite des autres ouvriers. Mais en même temps que je désire l'instruction du peuple, que je désire ce qu'on appelle la nourriture de l'esprit, je voudrais qu'on ne leur enlevât pas la nourriture du corps. Messieurs, après les sacrifices énormes, mais indispensables, que vous avez été obligés d'imposer aux chefs de famille en réduisant à six heures le travail des enfants de 8 à 12 ans, je crains qu'un plus grand sacrifice, qu'une plus grande réduction du travail des enfants, ne soit trop à charge à la famille, et nous mène forcément, après des souffrances énormes de leur part, à la taxe des pauvres.

(M. Fulchiron fait un signe de désapprobation.)

Mon Dieu! Monsieur Fulchiron, c'est une opinion que j'émet; elle est consciencieuse, et je crois qu'elle pourra être partagée par plusieurs de mes collègues. J'en sais même qui hésitent beaucoup pour l'adoption de l'amendement, et que c'est une des considérations qui les effrayent. Pour moi, j'aime mieux voir l'ouvrier gagner sa vie par son travail que tendre la main afin de compléter ce qui lui manque pour élever sa famille. Je répète donc que c'est un sacrifice énorme; qu'il me soit permis de vous faire envisager ce qu'il est. Je ne crois pas que, dans l'ensemble du budget des pères de famille, on puisse trouver, en moyenne, une somme de plus de 1,000 à 1,100 francs, somme gagnée par les efforts du mari, de la femme et d'un ou deux enfants. Voyez maintenant le sacrifice qu'on lui a imposé.

Je le répète, ce n'est pas pour critiquer ce qui a été décidé. Si je parle ainsi, puisque j'ai voté cette disposition, c'est seulement pour faire remarquer l'importance de la réduction.

Ce que vous retranchez au travail d'un enfant de 8 à 12 ans forme à peu près une somme de 80 à 90 francs par année que vous supprimez du budget

de la famille. S'il y a deux enfants, c'est 180 francs. Vous le remarquerez, c'est le sixième ou le septième du travail que vous supprimez au père de famille. En admettant même que les enfants de 8 à 12 ans ne soient pas repoussés de beaucoup d'industries, et c'est ce que je crains, car on vous l'a fait remarquer dans les statistiques qui vous ont été présentées, dans les états des populations employées, déjà ce fait s'est révélé; et lorsqu'il y aura des inspecteurs salariés, ce que je désire pour avoir l'exécution de la loi, cela se produira encore plus fortement, parce qu'il n'y aura pas moyen d'employer des ruses pour échapper à cette loi.

Je dis que ce sacrifice est déjà considérable, et on vous propose de retrancher encore deux heures par semaine du travail des adolescents, j'espère, si contre mon attente cette disposition était adoptée, que cela soit dit en passant, que ce ne sera ni le lundi ni le samedi que l'on choisira pour retrancher ces deux heures, afin de ne pas consacrer cette malheureuse habitude de voir les ateliers chômer le lundi; ce serait législativement, on l'a dit hier, une chose fort mauvaise. J'espère que vous ne choisirez pas non plus le samedi; pour que les adolescents n'aient pas leur école deux jours de suite, il serait préférable que ce fût le mercredi ou le jeudi.

Je dis, Messieurs, que quelque combinaison que l'on cherche, que l'on veuille diviser cette perte de deux heures en faisant un roulement dans les quatre autres jours de la semaine pour les autres ouvriers, vous n'empêcherez pas que dans beaucoup de circonstances, on ne fasse des efforts pour éviter cette obligation, et je crains qu'on ne réussisse; car ici je ne parle pas pour les manufacturiers; ne vous y trompez pas, les manufacturiers trouveront toujours moyen de faire aller leurs métiers; ils feront tout ce qu'il faudra pour cela : je parle pour la famille, à cause des sacrifices qu'elle sera obligée de faire; c'est là le but de mes observations; vous n'empêcherez pas, dis-je, qu'on ne fasse des efforts pour se passer des enfants de 12 à 16 ans, parce qu'en arrêtant le travail de l'adolescent, on arrêtera aussi le travail de l'adulte; c'est un sacrifice qu'on ne peut pas faire, soyez-en persuadé; c'est un sacrifice que vous regretteriez si, comme moi, vous étiez en contact continu avec les ouvriers, et si, comme moi, vous connaissiez les besoins du père de famille : craignez la résistance à la loi, si elle est trop sévère.

Il y aurait impossibilité pour le père de famille d'élever sa famille; car non seulement il a en même temps des enfants adolescents, mais presque toujours il a aussi des enfants de 8 à 12 ans, et puis lui-même verrait son travail paralysé pendant ces deux heures retranchées à l'adolescent. C'est donc un triple sacrifice que vous imposeriez. Ensuite deux heures pour l'école. En tirerez-vous l'avantage que vous en attendez? Oui, dans quelques villes; non, absolument non, dans les campagnes; et, comme le plus grand nombre des ouvriers sont dans les campagnes, évidemment vous imposerez un sacrifice énorme, et qui n'aura d'autre résultat que de diminuer le budget de la famille; car les ouvriers ne sont généralement pas près des écoles, et, s'il fait mauvais temps, l'ouvrier rentrera chez lui, il n'ira pas à l'école ou il n'ira que s'il a d'autres vêtements pour changer. Vous ne pouvez croire qu'il ira à l'école pour grelotter dans une salle souvent peu ou pas chauffée, en attendant qu'on vienne lui donner l'instruction. S'il ne va pas à l'école, il ira courir les

rues, qui est certainement la plus mauvaise de toutes les écoles. Pour moi, je pense qu'il y a un moyen infailible, et la Commission l'a indiqué, de pouvoir faire continuer aux enfants leur instruction primaire, de la perfectionner; car enfin, de 8 à 12 ans, le plus grand nombre des enfants auront une bonne instruction, qu'ils entretiendront avec une classe du dimanche.

On cite les statistiques : mon Dieu, j'ai confiance aussi dans les statistiques, mais seulement une certaine confiance, parce qu'elles ne sont pas toujours le résultat des faits dont on a à s'occuper, parce qu'elles ne sont pas dressées à l'instant même, parce qu'elles ne partent pas d'un point convenable. Par exemple, M. le Ministre de la guerre dit qu'on a remarqué que parmi les jeunes gens de 20 ans, qui sont appelés au service par la conscription, très peu savent lire et écrire, que certains déclarent qu'ils l'ont oublié, n'ayant pas eu le temps de se perfectionner.

Reportez-vous à l'époque où ces jeunes gens de 20 ans ont pu recevoir l'instruction primaire; à cette époque il y avait très peu d'écoles.

M. FULCHIRON. — Il y a huit ans qu'ils en avaient 12.

M. BARBET. — Oui, il y a huit ans, c'est vrai; mais à cette époque qu'y avait-il d'écoles? Il y en avait peu. Je n'ai pas le tableau sous les yeux, mais j'en appelle au souvenir de la Chambre; M. Fulchiron, qui m'interrompt, doit le savoir aussi bien que moi. Aujourd'hui même la grande difficulté d'exécution de la loi, c'est qu'il n'y a pas assez d'écoles.

M. COUSIN. — D'écoles pour les ouvriers?

M. BARBET. — Oui, pour les ouvriers.

Il n'y en a pas assez pour donner l'instruction telle que vous le désirez, telle que nous le désirons tous. Il n'y a pas d'écoles dans toutes les communes, ou bien elles y sont insuffisantes, ou bien il y a des écoles qui n'ont pas de personnel. C'est là, je le répète, la grande difficulté de l'exécution de la loi de 1841. Pendant dix-sept ans que j'ai eu l'honneur d'être maire de Rouen, j'ai fait tous mes efforts pour pousser à l'instruction primaire.

M. COUSIN. — Et vous y avez réussi.

M. BARBET. — Comme membre du Conseil général, j'ai également fait tous mes efforts pour obtenir ces résultats; mais comment voulez-vous qu'il y ait suffisamment d'écoles, quand il y a des communes qui n'ont pas 10 francs à donner au garde champêtre? Il faut voir les faits tels qu'ils sont, et non pas tels qu'on voudrait qu'ils fussent.

Je le répète, on a tort de citer la statistique résultant de la conscription; on n'a pas de bons éléments pour asseoir un jugement sain, car, je l'ai dit, à l'époque où ces conscrits de 20 ans ont pu recevoir de l'instruction, il n'y avait pas suffisamment d'écoles.

M. COUSIN. — Cela peut être contesté; il ne faut pas admettre légèrement une telle assertion. Je ne veux pas interrompre l'orateur (*on rit*); mais, par exemple, dans le département de la Seine-Inférieure, que connaît si bien l'honorable M. Barbet, dans le département de la Seine-Inférieure, y a-t-il donc un si grand nombre de communes qui soient dépourvues d'écoles?

M. BARBET. — Je répondrai à l'honorable M. Cousin que, dans le département de la Seine-Inférieure, celui que je connais peut-être le mieux, il y a en effet très peu de communes sans école.

M. COUSIN. — Je remercie l'honorable orateur de son témoignage.

M. BARBET. — Mais il y a des communes où les écoles n'existent pour ainsi dire que nominativement; elles font nombre; mais, quant aux résultats, ils sont nuls. Je répéterai donc ce que je disais tout à l'heure, c'est que la grande difficulté, c'est celle que j'ai signalée en 1841 dans l'autre Chambre, dont je faisais partie, quand j'ai déclaré que la loi ne serait pas exécutée, parce qu'on voulait semer dans un terrain qui n'était pas préparé, ce qu'on fait encore aujourd'hui.

J'espère cependant que les règlements d'administration publique arriveront, et que jusque-là on ne sera pas trop sévère, car sans cela la loi, à coup sûr, ne serait pas exécutée, du moins elle ne le serait pas dans toutes ses parties.

J'en reviens aux statistiques présentées par le Ministre de la guerre relativement au recrutement, et qui annoncent que, parmi les jeunes gens de 20 ans appelés au service, très peu ont reçu l'instruction primaire, ou que beaucoup d'entre eux l'ont oubliée.

J'ai dit qu'il fallait se reporter aux époques où il n'y avait pas d'écoles; que c'était là la cause, et que, s'il y avait eu des écoles, même comme il y en a aujourd'hui, évidemment la statistique aurait été tout autre, et on n'aurait pas vu que le plus grand nombre des jeunes gens de la conscription n'avaient pas reçu d'instruction primaire; on aurait vu le contraire.

J'ai cru, dans un moment, qu'on aurait abandonné cet amendement, et qu'on s'en serait tenu, d'une part, à la proposition qu'on a faite d'une classe le dimanche. . .

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — C'est ce que propose la Commission.

M. BARBET. — Oui, mais j'ai cru qu'on aurait renoncé à prendre deux heures la semaine sur le travail des adolescents. J'ai expliqué les motifs pour lesquels je combats cette proposition. C'est imposer une nouvelle charge à la famille; l'industrie pourra l'accepter, mais non pas le père de famille. Je croyais qu'il en serait ainsi; j'avais pour raison de croire cela ce que l'honorable M. Cousin a lui-même reconnu, et tout le monde dans cette Chambre, c'est-à-dire les résultats énormes obtenus par les classes du dimanche.

On sait que toutes les classes du dimanche ont eu des résultats inespérés; que les hommes qui ne savaient ni lire ni écrire, qui n'avaient aucune notion des mathématiques ni d'autres sciences, ces hommes qu'on envoyait à la classe du dimanche, en ont profité, et ils ont aujourd'hui une très bonne instruction. Il en est résulté un très grand bien.

Je crois qu'en partant de ce point, que les enfants, ou presque tous, auront une bonne instruction primaire à 12 ans, qu'ils auront fait leur première communion. . .

M. DE SCHAUBURG. — Je demande la parole.

M. BARBET. — . . . qu'ensuite, suivant les écoles du dimanche; je crois, dis-je, que ces enfants y auraient conservé ce qu'ils savaient et auraient même perfectionné leur éducation.

On a dit que le dimanche était un jour trop éloigné; mais ceux qui n'avaient pas d'instruction en ont acquis une assez bonne seulement parce qu'ils fréquentaient ces classes tous les huit jours. Comment ne pas espérer que

ceux qui ont l'instruction primaire à 12 ans, continuant à aller le dimanche aux écoles, s'entretiendront dans les connaissances qu'ils ont acquises?

D'ailleurs, sans poser un principe absolu dans la loi, permettez-moi de le dire en terminant, vous avez, dans celle de 1841, une disposition suffisante; elle est inscrite au deuxième paragraphe de l'article 5, il porte :

« Les enfants âgés de plus de 12 ans seront dispensés de suivre une école, lorsqu'ils fourniront le certificat délivré par le maire de leur résidence, constatant qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire. »

Je trouve dans cette rédaction une garantie suffisante pour que l'instruction des enfants soit complétée.

Si un maire donnait un certificat que les enfants ont suivi l'école primaire jusqu'à 12 ans, je conviens que cela ne suffirait pas, mais si on constate le degré d'instruction, si l'inspecteur vérifie que les enfants ont une bonne instruction primaire à 12 ans, je dis que c'est tout ce qu'il faudrait quant à présent.

On fera plus tard ce qu'on voudra, si on veut imposer de nouvelles charges à la famille; mais, je vous en supplie, n'allez pas le décider quant à présent, de crainte qu'il n'y ait des résultats contraires à vos intentions.

Je crois que vous avez fait ce qu'il fallait faire quant à présent, assurer une bonne instruction primaire jusqu'à 12 ans, puis la perfectionner par une classe du dimanche.

Vous avez déjà imposé à la famille des sacrifices qu'elle aura de la peine à supporter, mais que, j'espère cependant, elle supportera. N'allez pas au delà, de crainte d'avoir rendu l'exécution de la loi trop difficile, et d'avoir créé des circonstances que vous regretterez vous-mêmes, et d'avoir fait peut-être que des ouvriers qui pourront élever leurs enfants, malgré les sacrifices que vous leur avez imposés par l'article 1^{er} ne soient obligés de tendre la main pour avoir ce qui leur manquera pour élever leurs enfants. Je vote contre cette disposition, et crois m'être bien fait comprendre. Je demande que la classe du dimanche ait lieu, et pour l'instruction primaire et pour l'instruction religieuse. (*Marques d'approbation.*)

M. FULCHIRON. — J'ai aussi beaucoup d'affection pour la classe ouvrière, et en même temps je ne veux pas plus qu'un autre lui imposer de trop grands sacrifices; mais j'ai acquis la conviction dans la Commission que, si l'on se bornait à douze ans, si l'on n'exigeait plus, excepté le dimanche, une classe au moins par semaine pour les enfants de 12 ans jusqu'à 16 ans, tous les sacrifices précédents, dont a parlé l'honorable M. Barbet, deviendraient inutiles, et que, par conséquent, la famille aurait fait une dépense qui ne lui servirait à rien. On a, en effet, la preuve par expérience qu'un enfant de 12 ans, quand on ne continuera pas d'une manière assidue son instruction, aura tout oublié à 16, et encore plus à 20. Ainsi, tous les pairs qui sont membres des conseils généraux et qui ont assisté aux conseils de revision, savent très bien que des jeunes gens qui, au dire de leurs camarades, des maîtres, et d'après leur dire même, savaient parfaitement lire à 12 ans, autant du moins qu'un enfant sait lire à cet âge, l'ont complètement oublié et savent à peine épeler dans un livre, lorsque, depuis 12 ans jusqu'à 20, ils ont cessé de s'entretenir dans cet exercice.

L'honorable M. Barbet dit que, si l'on prend deux heures par semaine pour les jeunes gens de 12 à 16 ans, le sacrifice sera énorme. C'est un sacrifice, en effet, mais il ne sera pas énorme, car les jeunes gens de 12 à 16 ans travailleront douze heures par jour, la loi le permet, ce qui fait pour la semaine soixante-douze heures; ce ne sera donc qu'un trente-sixième de leur salaire industriel qu'ils perdront, mais ce sera pour ne pas perdre tout le fruit des sacrifices précédents. La Commission doit donc persister et persiste en effet dans son amendement.

Maintenant, l'honorable M. Barbet cite les classes d'adultes. Il faut bien remarquer qu'un adulte va volontairement aux écoles, et qu'on n'est pas obligé de l'y forcer comme un enfant. Il a une ferme volonté d'instruction et une intelligence bien supérieure à celle d'un enfant de 12, 14 et même 16 ans. Aussi, ne suis-je pas étonné des progrès relatifs que font les adultes. Je connais parfaitement ces écoles, non seulement celles de Paris, mais celles de Lyon. Je dois vous dire que, comparativement à l'énorme quantité des ouvriers adultes qui ne savent ni lire ni écrire, ceux qui ont l'habitude de suivre les classes du soir sont très peu nombreux. Ainsi, si je disais que, dans la ville que j'ai représentée si longtemps, et qui renferme 120,000 ouvriers, les classes d'adultes étaient de deux ou trois cents, pas davantage! Ce sont des hommes d'une volonté ferme, des hommes d'intelligence et qui ont un désir réel d'instruction. Mais est-ce qu'un enfant de 12 à 16 ans a cette fermeté de volonté et de désir? Non, il aimera mieux jouer ou même rester les deux ou trois heures dans son atelier, parce qu'il n'aura à y faire qu'un travail qui ne fatiguera pas son intelligence, et qu'il s'en acquittera sans effort.

Ainsi, je crois que la Commission a parfaitement raison de persister dans son amendement, parce que, dans notre conviction, tous les sacrifices que la famille aurait faits pour apprendre à lire et à calculer aux enfants de 8 à 12 ans seraient inévitablement perdus s'ils ne continuaient pas leur instruction de 12 à 16 ans.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'amendement de la Commission.

« Un jour de chaque semaine, pour tous les adolescents de 12 à 16 ans, deux heures seront retirées du travail et consacrées à l'enseignement primaire. Deux heures de chaque dimanche seront également consacrées à l'enseignement primaire et religieux des enfants et des adolescents. »

M. LE PRÉSIDENT BOULLET. — Je demande la division.

M. BARBET. — Il faudrait mettre : « deux heures chaque semaine, etc. »

M. LE RAPPORTEUR. — Il est nécessaire de frapper la Chambre par une ou deux observations.

Il est surprenant que l'on présente une suppression de deux heures par semaine comme une ruine pour la famille, lorsqu'on nous a forcés, c'est le mot, de retrancher deux heures entières par jour au travail des enfants de 8 à 12 ans, car nous voulions qu'on pût aller jusqu'à huit heures, et les grands manufacturiers, par leur insistance, ont fait réduire la journée à six heures. C'était alors, permettez-moi de vous le dire, qu'il fallait protester; c'était alors qu'il fallait, avec nous, montrer que ces deux heures par jour, enlevées à la famille ouvrière, pouvaient nuire à son existence. Mes-

sieurs les pairs, le temps si court que nous réservons pour l'enseignement primaire des adolescents, c'est un des plus grands bienfaits de la loi nouvelle et nous sommes fiers d'en avoir pris l'initiative : la France nous en saura gré.

Il ne faut pas alléguer que la mesure proposée en faveur des adolescents, proposée maintenant d'accord avec M. le Ministre, tournerait contre la famille. Non; c'est, au contraire, au nom de la grande famille des ouvriers que je vous demande cette disposition, qui doit les élever de plus en plus en assurant la réalité, la solidité de leur enseignement.

Le sacrifice que nous demandons est moindre que celui qui serait résulté des autres propositions. Ainsi, d'après la première proposition que faisait M. le comte d'Argout, c'était quatre heures prélevées dans l'intérieur de la semaine, sans compter les deux heures du dimanche. D'après la première proposition de la Commission, c'était trois heures prélevées dans l'intérieur de la semaine, sans compter le dimanche; et maintenant que nous ne demandons que deux heures à prélever dans l'intérieur de la semaine, on prétend que c'est encore excessif!... On affirme qu'on repousse ce sacrifice si léger dans l'intérêt de la famille, on assure que ce n'est pas l'intérêt manufacturier (*Non! non!*); vous dites non; j'en suis charmé.

Eh bien! je dis, moi, que c'est le plus grand trésor pour la famille ouvrière que d'empêcher les adolescents d'oublier le peu d'instruction primaire qu'ils ont acquise dans l'enfance. J'en appelle à mon honorable ami, M. Cousin, on ne me persuadera jamais qu'à 12 ans l'instruction primaire soit complète, surtout pour des enfants qui cesseraient d'étudier, et qui bientôt oublieraient le peu qu'ils auraient appris.

C'est au nom de la famille, au nom de l'industrie nationale, que je demande que les adolescents puissent continuer et perfectionner leur instruction. Soyez certains que par là vous élèverez le niveau de l'industrie française; soyez certains que vous moraliserez de plus en plus la jeune classe ouvrière, que vous la rendrez plus intelligente et plus amie de l'ordre, plus laborieuse et d'une manière plus fructueuse, parce qu'elle aura plus d'instruction, non seulement en apprenant à lire et à écrire, mais l'arithmétique et le dessin et les premiers éléments des sciences.

Je conjure la Chambre d'accepter notre amendement qui, je le répète, est consenti par le Gouvernement.

M. COUSIN. — Je déclare qu'autant vaudrait supprimer la classe du dimanche que de la laisser subsister seule. Pour des adultes de 18 ou 20 ans, l'école du dimanche suffit, parce qu'elle est comme un résumé utile d'études antérieures; mais, de 12 à 16 ans, une seule classe par semaine est une chose à peu près vaine.

Si on veut éluder l'intention de la loi, c'est très bien imaginé; mais si l'on veut le but, il faut en vouloir les moyens, et il est impossible de n'avoir pas deux leçons par semaine, chacune de deux heures.

M. CUNIN-GRIDAIN, MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Je pourrais, Messieurs, me dispenser de déclarer à la Chambre que le Gouvernement adopte l'amendement proposé : M. le rapporteur a déjà eu l'attention d'en donner avis à la Chambre.

Je voudrais dire un mot, cependant, pour bien motiver les considérations

qui doivent déterminer la Chambre à adopter l'amendement de la Commission. On se préoccupe beaucoup trop, ce me semble, des difficultés que toute amélioration peut rencontrer; la meilleure chose du monde rencontre dans son application des résistances; cela est inévitable. Quels seront les résultats de l'amendement, s'il est adopté? Je les considère, à leur point de vue social, comme devant être accueillis par la Chambre avec empressement; et, en effet, on a déjà dit et je tiens à le répéter : si l'enfant qui a fréquenté l'école jusqu'à l'âge de 12 ans ne pouvait plus participer aux leçons d'une école supérieure à celle qu'il a suivie jusque-là, ce serait le condamner à toujours, faute d'instruction, à n'être autre chose qu'un simple ouvrier, qu'un manœuvre. Qu'après l'âge de 12 ans et jusqu'à celui de 16, il reçoive cette instruction supérieure dont nous parlons; il apprendra là un peu de dessin linéaire, de dessin des machines, un peu de géométrie; et si cet enfant a l'intelligence que je lui suppose, vous préparez à la société un travailleur utile, très utile, qui pourra apporter dans la mécanique des perfectionnements, avec ce double avantage qu'ayant été ouvrier, il agrandira, il rectifiera ses premières notions pratiques en leur appliquant avec intelligence ses nouvelles connaissances théoriques.

Voilà les résultats à espérer, non pas pour tous les ouvriers assurément, mais pour un grand nombre, si leur instruction primaire est continuée par une instruction supérieure. Je regrette de ne pas être de l'avis de mon honorable ami M. Barbet, lorsqu'il craint, de la part des pères de famille, une résistance fondée sur la privation qu'ils éprouveraient du salaire à provenir du travail de l'enfant. Mais prenons donc le père de famille avec ses qualités, avec ses sentiments de prévoyance pour l'avenir de ses enfants. Messieurs, il n'y aura qu'un sacrifice de deux heures, si je puis me servir du mot sacrifice, à imposer sur les petits bénéfices qu'il peut obtenir du travail de son enfant, puisque la leçon du dimanche, que je tiens à conserver, ne le prive de rien, le travail étant interdit le dimanche. Et, certes, les pères de famille ne reculent pas devant des sacrifices beaucoup plus grands que celui que nous leur demandons ici; il y en a qui *se saignent* (je me sers d'une expression qui n'est pas exagérée, que je puise dans la réalité des faits) pour assurer à leurs enfants une éducation qui en fasse des hommes supérieurs à eux, pères de famille; une éducation qui les mette dans une condition meilleure, et leur permette de devenir des citoyens éclairés et utiles, de donner de bons exemples, et de lutter avec avantage contre les difficultés de la vie. Eh bien, le but que nous poursuivons sera atteint si la Chambre veut bien adopter l'amendement qui lui est proposé. Je ne sais pas jusqu'à quel point je puis me permettre de faire une observation sur la rédaction; mais, au lieu d'un jour, j'aimerais mieux qu'on dit deux heures par semaine, sans préjudice des heures du dimanche.

M. LE RAPPORTEUR. — Très bien !

M. COUSIN. — On pourrait dire : « deux heures seront retirées un jour par semaine. »

M. LE VICOMTE DUCHATEL. — Je commence par déclarer que je ne m'oppose nullement à l'adoption de l'amendement présenté aujourd'hui par la Commission; mais je tiens à ce que personne ne se méprenne sur les intentions de ceux qui, comme moi, ont repoussé celui qu'elle présentait hier.

Ce que nous voulons tous, c'est faire des choses sérieuses et pratiques. Il n'y a personne ici qui se refuse à donner à l'enfance et à la jeunesse le temps nécessaire à son instruction; et, je le répète, nous avons prouvé, à cet égard, ce que nous voulions faire, quand nous avons admis pour l'enfant de 8 à 12 ans la limite de six heures de travail. En effet, nous avons donné alors aux enfants de 6 à 12 ans, car c'est au premier de ces âges que commencent les travaux de l'école, six années pendant lesquelles ils auront la moitié de la journée à consacrer utilement et d'une manière pratique à l'instruction primaire.

Vous avez tous, Messieurs, la connaissance de la manière dont procèdent presque partout les travaux de l'école primaire : elle tient habituellement une classe le matin et une classe dans l'après-midi. De 6 à 12 ans, l'enfant ouvrier aura par conséquent chaque jour et à sa disposition une classe entière; et si son temps libre y est réellement employé, si on fait en sorte qu'il le soit utilement, ces six années pourront, n'en doutez pas, conduire l'enfant à un certain degré d'instruction primaire quand il atteindra l'âge de 12 ans. Maintenant est-il dit pour cela qu'on abandonne complètement l'enfant à l'âge de 12 ans? Ce n'est dans l'intention de personne; aussi la Chambre était-elle unanimement disposée, dès hier, à adopter la classe du dimanche. Ce que j'ai repoussé dans l'amendement de la Commission, c'était le sens ou l'expression peu pratique de sa libéralité; dans l'heure donnée trois fois par semaine, il était impossible que l'enfant pût même se rendre à l'école, à moins qu'elle ne fût prise à la fin de la journée.

On ne pourrait concevoir, en effet, comment ce serait au milieu des travaux de la journée que l'enfant, quittant son atelier, se rendrait à l'école. Mais, dès lors, pour l'adolescent comme pour l'adulte, la soirée fournira les loisirs et les cours nécessaires à son instruction. C'est de cette ressource que je pensais, pour mon compte, que l'adolescent pourrait profiter en même temps que l'adulte, pour les travaux de l'intelligence venant après ceux de l'atelier.

Nous avons fixé pour l'enfant le travail de six heures, et celui de douze heures, je l'espère, pour le reste des ouvriers; à ces derniers la soirée offrira assez de temps pour qu'ils puissent se consacrer utilement, adolescents ou adultes, aux classes faites, d'habitude, pour ces derniers.

Messieurs, je le répète, je ne m'oppose nullement à l'amendement de la Commission; je suis désireux, comme toute la Chambre, de voir l'instruction donnée à l'enfance dans une très grande latitude, continuée plus tard dans la latitude que l'industrie et l'emploi rétribué du temps peuvent comporter; mais il ne faut adopter, en pareille matière, que ce qui est pratique et vrai. L'amendement que propose la Commission manque moins à ce caractère que celui qu'elle proposait hier, et je m'y rallierai volontiers, après avoir fait connaître en réponse à l'honorable rapporteur de la Commission sous quelle impression avait été repoussé hier son amendement.

M. RENOARD. — Je ne voudrais pas distraire l'attention de la Chambre au moment où elle va voter; cependant je crois que c'est avant ce vote que je dois lui donner connaissance d'un paragraphe additionnel que j'ai l'intention de lui proposer.

Voici ce paragraphe :

« Lorsqu'une classe d'enseignement primaire aura été établie dans une manufacture, usine ou atelier, le règlement des jours et des heures consacrés à l'instruction des enfants sera concerté entre le Comité d'instruction primaire de l'arrondissement et le chef de l'établissement. »

M. LE RAPPORTEUR. — Laissez voter le paragraphe de la Commission.

M. RENOUARD. — Je n'y vois pas de difficulté.

(Les deux dispositions comprises dans le troisième paragraphe nouveau de la Commission sont mises aux voix et adoptées.) [V. p. 245.]

M. LE PRÉSIDENT. — C'est maintenant le cas d'examiner la proposition additionnelle de M. Renouard, dont je vais donner une nouvelle lecture :

« Lorsqu'une classe d'enseignement primaire aura été établie dans une manufacture, usine ou atelier, le règlement des jours et des heures consacrées à l'instruction des enfants sera concerté entre le Comité d'instruction primaire de l'arrondissement et le chef de l'établissement. »

M. RENOUARD. — La proposition que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre ne porte pas sur la classe du dimanche; elle porte sur les deux heures du milieu de la semaine. Vous savez qu'un grand nombre de fabriques ont donné ce bon et utile exemple d'établir des écoles dans l'intérieur même de l'établissement. M. le Ministre du commerce pourrait nous donner à cet égard des renseignements très utiles et très pratiques.

Ce bienfait, dont on est redevable aux manufacturiers, permet de ménager d'une manière différente les heures d'école. Vous comprenez que, lorsqu'il n'y a pas d'école dans l'établissement, il faut que le temps consacré à l'instruction soit de deux heures, par exemple, et ait une certaine étendue. Lorsqu'au contraire la bienfaisance d'un chef d'établissement a créé dans l'intérieur même de l'établissement une école, il ne faut pas, par une disposition trop absolue, gêner des dispositions intérieures contre lesquelles aucune défiance n'est possible; car le chef d'établissement qui a eu la bonne et bienfaisante idée d'établir une école dans le sein même de sa fabrique, celui-là, à coup sûr, ne contrariera en rien les nécessités de l'enseignement; mais aussi il faut que ce sacrifice fait par les manufacturiers qui établissent chez eux une école soit compensé pour eux par quelque avantage dans les arrangements qu'ils peuvent prendre pour la distribution de leur temps.

Il y a d'ailleurs, ce me semble, quelque chose d'utile à écrire dans la loi, une sorte de confiance particulière pour ceux des chefs d'établissement qui donnent ainsi le bon exemple de l'exécution sincère de la loi, qui concourent ainsi, pour leur propre part, par leurs propres sacrifices, à donner l'enseignement primaire aux enfants et à améliorer la population ouvrière. Ce témoignage qu'on leur donne, et qui leur permet de mettre dans leurs arrangements intérieurs un peu plus de facilité, ne peut avoir aucune espèce d'inconvénient; et il consacre la confiance du législateur envers les hommes de bien qui donnent un si bon exemple. Cela ne peut avoir aucune difficulté pratique.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — J'aurai l'honneur de faire remarquer que l'amendement proposé par mon honorable ami M. Renouard est dicté par les plus nobles intentions; les dispositions qu'il propose, par elles-mêmes, me paraissent

sent justes et sages autant que j'en puis juger par une lecture rapide; cependant je préférerais beaucoup, pour ma part, que ces dispositions fussent insérées dans un règlement d'administration publique, et que, en faisant une loi, nous ne descendions pas dans tous les détails de l'exécution.

C'est un penchant assez naturel qu'on éprouve, lorsqu'une loi de cette nature est discutée, que de vouloir descendre dans les moindres détails d'exécution. Eh bien, cela est très dangereux, parce qu'on est souvent entraîné à faire consacrer par la loi des dispositions que six mois après on peut être désolé d'y voir figurer.

Autant que je puis en juger, il peut s'élever un litige très difficile à résoudre. Si le fabricant ne peut pas s'entendre avec le comité que l'honorable préopinant a désigné, qui est-ce qui décidera entre eux? et si, en définitive, on décide contre l'avis du fabricant, que deviendra l'avantage qu'on a voulu lui procurer?

J'exhorterai donc l'honorable préopinant à remettre son amendement à M. le Ministre du commerce, qui le prendra sans doute en grande considération et le fera entrer dans un règlement d'administration publique plutôt que de demander son insertion dans la loi.

M. RENOARD. — Je répondrai que le Ministre n'aurait pas le droit d'insérer cette disposition dans un règlement d'administration publique. Je déteste, autant que l'honorable M. d'Argout, l'introduction de détails trop réglementaires dans des dispositions législatives; et je le prouverai lorsqu'il s'agira de l'article 4; mais lorsqu'une disposition qu'on croit bonne se trouve contredire un texte formel de loi, on ne peut pas la renvoyer à un règlement d'administration publique. Or vous venez de dire que les deux heures que vous prenez au travail pour les donner à l'instruction seront prises un jour par semaine et consécutivement. C'est précisément pour faire exception à cette disposition, que je trouve d'une application trop générale quand il s'agit des écoles intérieures de la fabrique; c'est justement pour permettre au règlement d'administration publique de régler ce point, que je veux donner une latitude. Il y a dans l'amendement : « Sera concerté entre le comité d'instruction primaire de l'arrondissement et le chef de l'établissement. » Vous voyez que je n'ai pas voulu descendre dans les détails de réglementation, que je n'exige pas tout l'appareil d'un règlement d'administration publique; je dis seulement qu'il faut que cette disposition, que vous rendez obligatoire pour tout le monde, soit en effet obligatoire pour tout le monde, excepté pour ceux qui donneront un équivalent plus considérable par la création d'une école dans l'établissement.

Je supplie donc l'honorable M. d'Argout de considérer qu'il ne suffit pas de remettre mon amendement à M. le Ministre du commerce pour qu'il l'insère dans un règlement d'administration publique; mais qu'il faut donner au règlement ou au simple concert qui aurait lieu entre le comité d'instruction primaire et le chef de l'établissement, le moyen d'établir cette disposition, et je prétends que, sans l'introduction de l'amendement dans la loi, le règlement d'administration publique ne pourrait pas l'établir, car elle serait contraire au texte de la loi.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Qui est-ce qui décidera en cas de querelle?

M. RENOARD. — Il n'y aura pas de querelle.

M. LEGENTIL. — Je ferai observer que ce que demande l'honorable M. Renouard a un précédent qui doit avoir quelque puissance sur l'opinion de la Chambre, dans les termes de la loi relative aux conditions d'admission des enfants dans les manufactures en Prusse. Je cite la Prusse avec plaisir, parce qu'il n'est pas un pays au monde où les dispositions relatives à l'éducation, à l'amélioration des enfants, soient plus favorables et plus paternellement exécutées.

Voici ce que dit la loi prussienne. Après avoir énuméré les conditions auxquelles l'enfant peut être admis dans les manufactures, elle ajoute :

« Il ne sera fait d'exception que lorsque les fabricants, par la création et l'entretien d'une école spéciale, assureront l'instruction des jeunes ouvriers. Les régences devront alors apprécier si ladite école suffit, et elles détermineront le temps destiné soit au travail, soit à l'enseignement. »

Je voulais citer ce précédent législatif, qui, à mon avis, doit déterminer l'assentiment de la Chambre, indépendamment des bonnes raisons qu'a fait valoir l'honorable M. Renouard.

M. GIRARD. — L'honorable M. Legentil s'appuyait tout à l'heure sur un document prussien pour écarter la proposition de l'honorable M. Renouard...

Voix diverses. — Au contraire, c'était pour l'appuyer.

M. GIRARD. — Pardon ! Pour appuyer le système de la Commission, qui veut renvoyer à un règlement d'administration publique la proposition de M. Renouard, je m'appuierai sur un document français, la loi du 10 juillet 1833 sur l'instruction primaire. Comment peut-on considérer l'école ouverte dans les grandes manufactures ? Il faut la considérer comme une école privée. Eh bien, tous les jours l'autorité compétente établie par la loi de 1833, c'est-à-dire le comité supérieur de l'arrondissement, avec l'approbation du Ministre, fait les règlements des écoles privées ; il peut arrêter tout ce qui concerne l'organisation des écoles, y compris les heures et les jours. Il sera donc parfaitement facile, parfaitement légal au comité supérieur d'arrondissement, avec l'approbation de M. le Ministre de l'instruction publique, de déterminer les jours, les lieux, de faire l'organisation intérieure et le programme des écoles privées dans les manufactures. C'est le droit commun qui s'appuie sur la loi de 1833, qui s'applique à tout et répond à tout, même aux intentions particulières de M. Renouard.

Je crois donc qu'il y aurait lieu d'écarter l'amendement, et de s'en remettre, pour l'organisation des écoles privées dans les manufactures, à la loi du 10 juillet 1833.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crains d'avoir mal entendu. Si j'ai bien compris un mot de M. le Ministre, il en résulterait qu'il interpréterait cet amendement comme n'imposant plus au manufacturier possesseur d'une école, l'obligation de faire travailler les adolescents deux heures de moins par semaine, et comme imposant à ces jeunes ouvriers le temps de l'école en sus des douze heures par jour. Je ne crois pas que telle ait été l'intention de l'honorable M. Renouard. Il nous est impossible d'admettre un amendement duquel pourrait résulter une interprétation si défavorable aux adolescents. La Commission repousse une pareille exception.

M. RENOUARD. — Messieurs, cet amendement, pour lequel je croyais avoir

à la fois l'assentiment de la Commission et l'assentiment de M. le Ministre, car j'avais eu l'honneur de le concerter avec M. le Ministre et M. le Président de la Commission, me paraissait conserver toutes les prescriptions de la loi et en même temps nécessaire à introduire, pour donner une latitude que la loi n'établit pas. Malgré les observations de l'honorable M. Girard, je persiste à croire que, si l'amendement n'existait pas, on n'aurait pas besoin de permettre au manufacturier qui aurait établi chez lui une école, de distribuer les heures autrement que ne les distribue la loi elle-même.

Une voix. — La loi ne les distribue pas.

M. RENOARD. — La loi fait bien d'exiger cette classe d'une durée consecutive de deux heures, lorsqu'il faut aller chercher ailleurs l'école. Ainsi les écoles du soir, par exemple, les plus utiles pour les ouvriers dont nous nous occupons, quelquefois commencent trop tard; à Paris l'inconvénient de ces écoles, c'est que les ouvriers ne peuvent y entrer qu'à neuf heures.

Eh bien, cette disposition d'une heure par jour, dont avait parlé la Commission, et qui ne serait pas utile si on l'appliquait aux écoles du dehors, quand il faut aller les chercher au loin, pourrait être meilleure s'il s'agissait d'une école fondée dans l'établissement même; il n'y a, alors, aucune perte de temps pour aller trouver l'école; pour aller de l'atelier à l'école, on n'a qu'à passer d'une pièce dans une autre. Dans tous ces cas, il faut donner plus de latitude à l'exécution, quand il y a plus de facilité dans l'intérieur même de l'établissement, et qu'en même temps, il y a bienveillance et bonne volonté évidente, évidente non pas par des mots, mais évidente par des faits, par les dépenses. Quand cette facilité et cette bienveillance sont prouvées, nous devons dans notre loi prendre tous les moyens possibles pour assurer la bonne éducation de l'enfance; et il est heureux, par une disposition spéciale, de pouvoir consacrer cette disposition dans la loi, pour donner à nos grands industriels qui ont établi des écoles dans leurs établissements, certaines facilités, en compensation des sacrifices qu'ils ont faits en faveur de l'enfance.

M. COUSIN. — Je commence à comprendre la proposition par les nouveaux développements qui viennent d'en être donnés. D'abord, je l'avais trouvée superflue et bonne tout au plus à trouver place dans un règlement d'administration publique. Maintenant que j'aperçois le secret de cette proposition, je la combats à fond, et je n'en veux pas plus dans un règlement que dans la loi.

M. RENOARD. — Je serais bien aise que vous puissiez m'indiquer ce secret, car je n'en connais pas; le secret est dans les mots.

M. COUSIN. — Voici ce secret. Vous croyez avoir fait une chose sérieuse. (*Oui! oui!*) Eh bien, il s'agit de la détruire sans en avoir l'air. Voilà le secret de la proposition. Vous avez porté deux prescriptions, deux prescriptions impératives et absolues, dont aucune espèce d'école, qu'elle soit au dedans ou au dehors de la manufacture, ne peut, sous aucun prétexte, être exemptée.

Il y aura par semaine deux classes, et chacune de ces classes sera de deux heures continues. Mais quel serait l'effet certain de l'amendement de M. Renouard? C'est qu'en considération du sacrifice qu'un manufacturier aurait fait, d'avoir une école dans l'intérieur de son atelier, on pourrait le délier de cette obligation, que chacune des deux classes prescrites soit de deux heures.

J'avais cru d'abord qu'il s'agissait d'une disposition fort innocente, à savoir que le comité d'arrondissement et le manufacturier pourraient arranger les jours comme ils le voudraient. . . .

M. RENOUARD. — Il n'y a pas besoin d'article pour cela.

M. COUSIN. — Vous avez raison, cela échappe au domaine de la loi; mais ce qui est strictement de son domaine, c'est l'institution de deux classes par semaine, de deux heures chacune, et vous ne pouvez diminuer cette dernière obligation sous aucun prétexte, sans altérer la vertu même de la loi. Ici, ce qu'on vous demande, c'est de défaire dans un nouveau paragraphe ce que vous avez établi après une longue discussion dans les deux premiers paragraphes.

De deux choses l'une: ou ce qu'on vous propose n'est rien, c'est-à-dire qu'il s'agit seulement de choisir les jours les plus favorables aux manufacturiers; dans ce cas, j'y donne les mains; mais je dis que ce sont des détails inutiles qui doivent être renvoyés aux règlements d'administration publique. Si c'est plus, si l'effet du paragraphe est de pouvoir distribuer les deux heures qu'on retirera du travail sur des jours différents, de manière qu'il y ait une demi-heure le lundi, par exemple, un quart d'heure le mardi, un autre quart d'heure le mercredi, une heure le vendredi, en sorte que le travail de l'enfant, c'est-à-dire le gain du manufacturier ne cesse pas, je combats à fond une telle disposition.

Vous n'avez pas voulu qu'il y eût de classe qui pût durer moins de deux heures, parce qu'une leçon qui dure moins est inefficace. Je le demande à l'honorable M. Renouard, n'est-ce pas là ce que prescrivent les deux paragraphes votés, et n'est-ce pas le contraire que permet en certains cas le paragraphe qu'il propose?

M. RENOUARD. — L'honorable M. Cousin n'a pas eu beaucoup de peine à trouver le secret de l'amendement; il est écrit en toutes lettres, le voici: c'est que cette nécessité de classes de deux heures, que je reconnais très utile quand il s'agit d'établissements ordinaires, et qui ne peut être consacrée que par une disposition de la loi, se trouve, au contraire, inutile à mon sens, lorsqu'il s'agit d'établissements ayant une école intérieure: apparemment l'école intérieure est fondée sérieusement, apparemment elle n'est pas faite pour donner des classes d'un quart d'heure. Mais si vous pouvez, en ôtant, non pas deux heures par jour, mais une demi-heure pendant toute la semaine, avancer d'autant la classe du soir, par exemple, vous lui donnez une durée qui peut fort bien être de deux heures ou une heure et demie ou une heure, d'après les besoins de l'établissement.

Si vous défalquez, au contraire, sur le travail, deux heures en un seul jour, ne perdez-vous pas par là l'avantage d'une école qui est à la portée même des enfants? En effet, si l'école est dans l'atelier, elle n'y est pas apparemment pour rester inutile. Ainsi placée dans l'atelier, elle peut accommoder ces heures, qui donneront de l'extension aux classes, autrement que par une défalcation de deux heures sur une journée unique.

Remarquez bien les termes de l'article adopté: on a dit qu'un jour par semaine on retirerait deux heures sur le travail. Eh bien, je dis, moi, qu'au lieu de réduire un jour par semaine le travail de deux heures, lorsqu'un

chef d'établissement possède une école à sa portée, il serait beaucoup plus utile de lui laisser toute latitude dans la distribution des heures; quand on fait les sacrifices qu'exige la fondation d'une école, c'est pour que l'école soit sérieuse; en compensation on doit pouvoir distribuer les heures suivant les facilités.

M. COUSIN. — J'en demande bien pardon à M. Renouard, tant que sa proposition reste dans une certaine généralité, elle a bon air; son défaut paraît dès qu'on la précise. La voici dans sa plus simple expression : pour reconnaître les sacrifices faits par les manufacturiers qui auraient établi une école dans leurs manufactures, il faut les exempter de l'obligation, que vous venez d'écrire dans la loi, d'avoir, outre le dimanche, un jour la semaine, une classe de deux heures. La seule raison que l'honorable M. Renouard ait donnée, c'est que la classe établie par le manufacturier, dans l'intérieur de sa manufacture, sera une chose sérieuse. Eh bien, je réponds qu'il ne suffit pas que l'école soit sérieuse; il faut que la leçon soit sérieuse aussi. Et je dis que, dans l'école la plus sérieuse du monde, une leçon d'une heure est vaine. Nous croyons l'avoir démontré hier, et l'honorable M. Renouard, qui connaît si bien ces matières, le sait parfaitement. A cet âge, une leçon d'une heure est peu de chose et ne laisse aucune trace dans la mémoire; et quand vous renouvellerez un autre jour une pareille leçon, ces deux heures ainsi divisées, ces deux leçons manquées ne produiront presque aucun résultat.

Ainsi donc, précisément parce qu'il y a une école sérieuse, il faut savoir la mettre à profit et en obtenir des classes sérieuses. Voilà la réponse que j'adresse aux lumières et à la bonne foi de mon excellent ami M. Renouard.

M. PAULZE D'IVOY. — Je demande à la Chambre la permission de lui rappeler ce qui se passe dans la pratique.

Dans les établissements où l'on a organisé des écoles, elles sont évidemment sérieuses; et par écoles sérieuses j'entends des écoles qui donnent des résultats sérieux, des résultats qui, en définitive, produisent un enseignement convenable pour les enfants. Dans les établissements où l'on a formé des écoles, il y a habituellement, après le travail, une classe d'une heure ou d'une heure et demie.

Ce que l'on demande, et ce que j'appuie de tous mes efforts, c'est qu'il soit possible de convertir les quatre heures, que vous avez demandé de consacrer à l'enseignement en apportant une sorte de perturbation dans le travail, en sept heures d'école du soir, qui ne dérangent en rien le travail, et qui, en définitive, ajouteront à l'instruction, sans désorganiser les travaux. Les enfants, les adultes profiteront beaucoup plus de classes données ainsi sept jours de suite dans l'établissement même, que de classes de deux heures données deux fois par semaine; s'ils sont obligés de sortir de l'établissement, ils cessent d'être sous les yeux du chef de l'établissement. Ainsi j'insiste auprès de la Chambre pour que l'exception proposée par M. Renouard soit adoptée.

M. COUSIN. — J'insiste pour qu'elle ne soit pas adoptée. Qui est-ce qui décidera si l'école est sérieuse ou non? Et véritablement comment est-il possible de décider qu'une école est ou n'est pas sérieuse? Il faudra donc, pour refuser cette permission qui est la destruction de votre loi, il faudra dire à

un manufacturier : Je vous en demande bien pardon, vous avez fait d'honorables sacrifices, mais vous avez perdu votre temps et votre argent : votre école n'est pas sérieuse. Il me semble qu'au moins il serait nécessaire de désigner une autorité, laquelle aurait le droit de décider en pareille matière. Vous me dites : On s'entendra; le manufacturier s'entendra avec le comité d'arrondissement. Mais s'ils ne s'entendent pas, qui décidera ?

M. PAULZE D'IVOY. — C'est le Ministre.

M. COUSIN. — Il faudrait au moins le dire.

M. RENOARD. — Ne jouons pas sur les mots. Par les mots d'école sérieuse, ne cherchons pas, comme on l'indiquait tout à l'heure, si c'est une école qui s'occupe de choses sérieuses et élevées. J'ai dit le mot d'écoles sérieuses pour répondre à l'objection qui a été faite, qu'un manufacturier ferait semblant d'avoir une école, et n'en aurait pas. J'ai dit que je croyais au sérieux et à la sincérité du manufacturier qui fonde chez lui une école. Quand cette école est fondée de bonne foi, si le mot *sérieux* n'est pas intelligible, c'est-à-dire fondée dans une intention bienfaisante, fondée pour obtenir des résultats utiles; quand, au lieu de faire semblant de donner de l'instruction, on donne l'instruction réelle, alors il faut encourager ces sortes d'établissements; et, quant au conflit dont on parle, je ne sais pas comment on s'en préoccupe; apparemment qu'il faut que le manufacturier soit autorisé à changer la disposition de la loi; si on ne s'entend pas, on ne l'autorisera pas; il ne pourra pas faire ce règlement particulier.

M. le PRÉSIDENT. — Je vais donner lecture à la Chambre du paragraphe additionnel; il est ainsi conçu :

« Lorsqu'une classe d'enseignement primaire aura été établie dans une manufacture, usine ou atelier, le règlement des jours et des heures consacrés à l'instruction des enfants sera concerté entre le comité d'instruction primaire de l'arrondissement et le chef de l'établissement. »

Je mets le paragraphe additionnel aux voix.

(Une première épreuve est déclarée douteuse.)

M. le PRÉSIDENT. — Permettez-moi de bien poser la question. Vous avez dit, dans le paragraphe que vous avez voté, qu'un jour par semaine deux heures seraient retirées du travail, et par conséquent seraient consacrées à l'enseignement primaire des adolescents. Par le paragraphe qui vous est soumis, on permet, dans un règlement concerté entre un manufacturier qui aurait une école dans son établissement, et le comité de l'instruction primaire de l'arrondissement, de distribuer d'accord les heures de l'enseignement.

Tel est le fond de la proposition.

M. le MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Je demande à dire quelques mots. (*Parlez !*)

Je crains que l'honorable M. Cousin n'ait pas bien compris la véritable portée de l'amendement; et je demande la permission à la Chambre de faire bien préciser ce que j'ai entendu, ce que j'ai voulu, quand j'ai donné mon assentiment à l'amendement. Je n'ai pas entendu que, dans les écoles qui seraient créées dans les établissements, les enfants de 12 à 16 ans ne suivissent pas les classes, comme cela est prescrit par l'article précédent; je n'ai

pas prétendu que ces élèves seraient affranchis des deux heures de l'école qu'ils doivent suivre dans la semaine; je n'ai pas cru davantage qu'ils ne devaient pas suivre une école le dimanche, ni que les deux heures à suivre pendant la semaine cessassent d'être entièrement employées conformément aux prescriptions de la loi.

Ce que je considérerais comme un véritable encouragement à donner aux grandes fabriques, à celles qui font les frais des écoles, c'est de faire que les ouvriers de 12 à 16 ans puissent donner au travail tout le temps qui lui est dû, et, comme pour fréquenter l'école, ils n'ont pas un instant à perdre, rien ne serait plus désirable que de placer dans l'atelier l'école même, en sorte que l'on pût parfaitement combiner et organiser l'enseignement et le travail, et donner à l'école les deux heures voulues par la loi, sans préjudice pour le travail. Voilà toute la portée de l'amendement.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

Le fait qui vient de se produire est l'atteinte la plus grave portée à votre règlement, aux droits de la Chambre. Votre règlement est ainsi conçu :

« Art. 30. Si l'épreuve est douteuse. . . »

§ 3 : « Nul ne peut prendre la parole entre deux épreuves. »

Or, remarquez ceci, ce n'est pas un pair de France qui vient de prendre la parole, c'est un ministre; c'est le droit de la Chambre qui est compromis (*bruit, réclamations*); oui, c'est le droit de la Chambre qui est compromis, et par la tolérance du président. Je demande le rappel au règlement; il lie aussi bien les Ministres qu'il lie les pairs de France. On a mis le paragraphe aux voix; il y a eu épreuve, et épreuve douteuse : le Ministre n'avait pas le droit de prendre la parole, pas plus qu'aucun de nous n'aurait dû la prendre. Certainement, gardez-vous d'en douter, si quelqu'un de la minorité eût voulu parler, on l'en aurait empêché en invoquant le règlement : on aurait eu raison; mais on doit aussi maintenir l'exécution du règlement à l'égard du Ministre. Je demande formellement que M. le président ne prenne pas sur lui de laisser violer le règlement quand c'est au profit du Ministre, et qu'il rappelle à son exécution complète.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est certain que le règlement dispose qu'on ne doit pas prendre la parole entre deux épreuves; cependant, quand un Ministre demande la parole sur une question, je ne sais pas jusqu'à quel point. . . (*Réclamations.*) Permettez, je n'entends trancher aucune question; je dis seulement qu'il est arrivé plusieurs fois que, même après une épreuve commencée, la Chambre a permis, quand il n'y a pas eu de réclamation, de prononcer quelques paroles pour éclairer le vote. Hier encore, après avoir commencé une épreuve sur une question qui avait divisé la Chambre, M. le comte de Castellane, je crois, ou un autre membre, a dit quelques mots qui en ont amené d'autres. Je tiens autant que personne à l'exécution du règlement; mais je dois rappeler que plus d'une fois il est arrivé, même après une épreuve commencée, que des observations aient été entendues du consentement de la Chambre.

M. LE COMTE PHILIPPE DE SÉGUR. — C'est la Chambre qui a demandé elle-même que M. le Ministre fût entendu, et moi tout le premier.

Un pair. — Les ministres doivent être entendus chaque fois qu'ils demandent la parole.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Il est incontestable que la charte dit que les ministres seront entendus quand ils demanderont la parole; mais jamais cela n'a voulu dire qu'une épreuve étant commencée, les ministres étaient libres de prendre la parole. (*Aux voix! aux voix!*)

M. LE COMTE DE CASTELLANE. — La charte dit que les ministres seront entendus chaque fois qu'ils demanderont la parole; le règlement ne peut détruire la charte. En effet, les ministres peuvent apporter l'ordonnance de dissolution; il ne serait pourtant pas convenable qu'ils pussent rentrer dans la discussion entre deux épreuves.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Voyez, Messieurs, jusqu'où on peut aller. On soutient maintenant qu'un ministre peut être entendu toujours quand il le demande. C'est une erreur. (*Aux voix! aux voix!*)

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je demande à dire un mot sur l'incident.

(M. le rapporteur monte à la tribune. — Les cris : *Aux voix!* redoublent.)

M. LE COMTE D'ALTON-SHÉE. — Monsieur le président, le règlement porte qu'on répond toujours à un ministre.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est juste.

Quoique l'épreuve ait été commencée, quelques paroles ont été prononcées par M. le ministre pour expliquer sa pensée et la manière dont il entendait l'amendement; il est naturel que M. le rapporteur, qui demande la parole, soit entendu à son tour.

M. LE RAPPORTEUR. — Il faut bien que la Commission fasse connaître la manière dont elle a compris l'amendement. Sans cela, il y aurait véritablement surprise. J'ai été étonné de l'explication qu'a donnée M. le ministre; car, certes, M. Renouard n'avait pas donné cette explication. Si M. Renouard avait dit à la Commission : ce que je demande, c'est qu'on retire 2 heures à l'adolescent; c'est qu'on le condamne à 12 heures de travail, et qu'on le condamne en outre à fréquenter l'école, non pas après dix heures de travail, comme vous l'avez déjà voté, mais après douze heures; si M. Renouard nous avait dit cela, nous eussions repoussé son amendement à l'unanimité. Voilà l'explication que la Commission voulait donner à la Chambre.

M. RENOUARD. — Je n'ai pas dit cela.

(M. le Marquis de Boissy monte à la tribune.) (*Aux voix! aux voix!*)

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Messieurs, un peu de liberté dans l'intérêt de la chambre, dans l'intérêt de nos prérogatives et de l'accomplissement de nos devoirs.

M. LE BARON FEUTRIER. — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — C'est pour cela que je l'ai. (*Aux voix! aux voix!*)

Messieurs, je vous demande la permission de parler de ma place. Il m'est impossible d'aller parler à la tribune. Les interruptions qui m'y arrivent sont perpétuelles.

M. LE BARON FEUTRIER. — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — J'ai soulevé l'incident; je le crois de la plus haute gravité....

M. LE BARON FEUTRIER. — M. le président, ai-je la parole?

M. LE PRÉSIDENT. — Laissez parler M. de Boissy.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Vous avez vu qu'on a prétendu que le ministre pouvait parler quand il le voulait. C'est notre règlement violé et violé complètement, mis de côté au profit ministériel. Je dis au profit ministériel, car il est bien certain que si vous lui accordez une faculté que, nous, nous n'aurions pas, on lui donne un avantage qui nous manquerait. Je demande que ce qui vient de se passer ne puisse pas être invoqué comme précédent; que l'épreuve soit renouvelée, et qu'à l'avenir le règlement soit maintenu, tout aussi bien à l'égard de MM. les ministres qu'à l'égard de nous. (*Opposition.*)

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai donné lecture à la Chambre de l'amendement de M. Renouard; je vais le mettre aux voix; comme la première épreuve a paru douteuse, pour que la constatation de ce nombre soit plus facile, je prie MM. les pairs de se lever.

(L'amendement de M. Renouard, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de mettre aux voix l'article 3 dans son entier, qui se compose de deux dispositions, je ferai remarquer que peut-être il vaudrait mieux mettre les derniers paragraphes avant celui relatif à la formalité des règlements d'administration publique. On fixerait d'abord tout ce qui a trait aux heures, et puis on dirait : « Les règlements d'administration publique prescrits par l'article 8 de la loi de 1841 seront publiés dans les deux années, etc. »

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y a aucune objection à cela.

(L'article 3 mis aux voix dans son ensemble est adopté.) Voir pages 223 et 245.

M. LE PRÉSIDENT. — La chambre passe à la discussion de l'article 4.

En voici le texte :

« Art. 4. Il sera nommé quatre inspecteurs généraux du travail des manufactures, usines, chantiers et ateliers, soumis au régime de la présente loi.

« Chacun d'eux ne pourra pas avoir sous sa direction moins d'un inspecteur divisionnaire.

« Ces inspecteurs, salariés par l'État, ne pourront remplir aucune autre fonction administrative.

« Chaque inspecteur général parcourra, chaque année, les quatre divisions du ressort qu'il aura dans ses attributions.

« Une rotation régulière des inspecteurs généraux leur donnera successivement la surveillance des quatre grands districts dans lesquels sera divisée la France manufacturière.

« Chaque inspecteur général rédigera, tous les ans, son rapport sur le résultat de son inspection. Le rapport, signé par lui, sera publié en entier pour être, dès l'ouverture de chaque session, distribué aux membres des deux chambres.

« L'organisation des comités d'inspections locales continuera d'être réglée par des arrêtés ministériels.

« Ces comités seront présidés de droit par les inspecteurs divisionnaires et

généraux dans le ressort desquels ils seront établis, et recevront d'eux leur direction.

« Il appartiendra également aux inspecteurs de régler l'action des sociétés de patronage qui pourront être autorisées dans le but louable de concourir à l'instruction et à la protection des enfants dans les manufactures, les usines, les chantiers et les ateliers soumis à la présente loi.

« Les sociétés de patronage dont l'expérience aura montré les bons effets pourront, d'après le rapport d'un inspecteur général, être autorisées par voie de règlement d'administration publique, avec les droits qui s'ensuivent. »

M. le comte d'Argout a proposé à cet article un amendement dont voici les termes :

« Il sera nommé des inspecteurs salariés pour assurer l'exécution des dispositions relatives au travail des enfants dans les manufactures. »

« Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'organisation des inspections. »

M. LE COMTE D'ARGOUT. — J'avais l'honneur de signaler tout à l'heure à la chambre l'immense inconvénient d'insérer dans les textes de loi de véritables règlements d'administration publique. Or, il me semble que la commission n'a pas évité cet inconvénient et même qu'elle s'est laissée aller à rédiger un règlement d'administration publique fort étendu et sur lequel, pour ma part, il m'est impossible d'avoir une opinion. Quand et comment un règlement d'administration publique doit-il être arrêté et promulgué, c'est lorsqu'on a recueilli tous les renseignements nécessaires pour qu'il soit bien coordonné, afin qu'il puisse fonctionner avec méthode et régularité. Eh bien, c'est *a priori* et sans renseignements préalables que la commission nous propose des dispositions aussi nombreuses que compliquées. Elle fixe à quatre le nombre des inspecteurs généraux. Mais qu'en savons-nous ? et qu'en sait-elle ? Je cherche vainement dans les rapports de l'honorable M. Dupin les motifs de cette fixation. J'ai trouvé à la vérité qu'en Angleterre il y avait quatre inspecteurs généraux, mais s'ensuit-il qu'il en faille nécessairement quatre en France.

M. LE BARON DUPIN. — Je demande la parole.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je ferai observer qu'en Angleterre l'industrie est agglomérée, classée d'une manière toute différente qu'elle ne l'est en France. Si l'on veut jeter un coup d'œil sur la carte d'Angleterre, on aperçoit que les trois quarts des établissements industriels sont situés dans les régions houillères, qu'en dehors de ces régions il n'y en a presque pas.

La raison en est simple, c'est que tous ces établissements ont besoin de combustible. Ils se sont établis là où le combustible est à meilleur marché. Mais si, après avoir fait cette inspection de la manière dont l'industrie anglaise est répartie, vous voulez jeter un coup d'œil sur la carte de France et sur l'indication du nombre de manufactures existant dans les départements, vous trouverez une répartition entièrement différente.

Il est très possible qu'après avoir bien examiné la matière il paraisse nécessaire d'instituer six inspecteurs au lieu de quatre ; il est possible que l'on combine un service d'après lequel deux ou trois inspecteurs généraux suffi-

raient ; et sous peine de manquer à la loi, de la violer, il faudrait en créer un quatrième qui n'aurait aucune fonction !

Vous voyez donc qu'il y a de la témérité, si j'ose me servir de ce mot, de poser de pareilles limites avant d'avoir sérieusement examiné les faits.

Le second paragraphe de la commission porte que :

« Chacun d'eux ne pourra pas avoir sous sa direction moins d'un inspecteur divisionnaire. »

Je crois qu'une commission présidée par un membre de l'Académie française, aurait pu rédiger autrement ce paragraphe, et ne pas se servir de cette expression : « Chacun d'eux ne *pourra pas* avoir moins d'un inspecteur. » Cela n'est qu'une observation de rédaction. Mais comment savons-nous si on ne pourra pas se passer d'inspecteurs divisionnaires ? Peut-être faudra-t-il des inspecteurs départementaux, ou d'arrondissements, ou cantonaux ! Quant à moi, je déclare que je l'ignore absolument.

Il ne faut pas forcer le Gouvernement à créer d'avance des emplois qui, peut-être, après un mûr examen, seront reconnus parfaitement inutiles.

Troisième paragraphe :

« Ces inspecteurs, salariés par l'État, ne pourront remplir aucune autre fonction administrative. »

Je comprends cela pour les inspecteurs généraux ; il faut qu'ils se consacrent entièrement aux fonctions qu'ils auront à remplir ; mais qui sait s'il faut exclure complètement les inspecteurs gratuits ?

M. LE RAPPORTEUR. — Il y a *ces inspecteurs*, ça se rapporte à ceux dont il est question dans les deux premiers paragraphes.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je crois inutile, quant à présent, une pareille prescription ; on verra par la pratique si elle est nécessaire.

Mais voici quelque chose de plus extraordinaire.

« Chaque inspecteur général parcourra, chaque année, les quatre divisions du ressort qu'il aura dans ses attributions. »

Voilà l'obligation effrayante qu'on impose d'avance à ces inspecteurs généraux dont on limite le nombre à quatre.

Si j'ai bonne mémoire, l'honorable M. Charles Dupin nous parlait hier de 1,110.000 manufactures, fabriques ou ateliers de toute nature. Comment, vous voulez que quatre inspecteurs généraux puissent visiter ce grand nombre d'établissements dans une année ? C'est impossible.

Je vais plus loin : je suppose que le nombre des usines ne fût que de 20 ou 30,000 ; il faudrait que chaque inspecteur en visitât 40 ou 50 par jour. On ne fait donc aucune espèce d'attention au temps qu'il faut pour parcourir les distances, pour aller d'un lieu à un autre ; vous voulez donc que ces inspecteurs n'aient le temps ni de boire, ni de manger, ni de dormir, ni même de rédiger les rapports qui doivent être communiqués aux chambres.

Je trouve que la commission a été beaucoup trop loin ; il faut nous borner quant à présent, à établir le principe qu'il y aura des inspecteurs généraux, et laisser aux règlements d'administration publique le soin de déterminer le nombre et les qualifications des inspecteurs d'une autre nature.

Voudrait-on soutenir que l'obligation de *parcourir* signifie seulement traverser les départements ? l'obligation de la loi deviendrait puérile. Car ce n'est

pas pour traverser le pays sans examen que les inspecteurs seront institués, mais pour vérifier ce qui se fait dans les manufactures.

Il y a quelque chose encore de plus singulier. On dit :

« Ces comités seront présidés de droit par les inspecteurs divisionnaires et généraux dans le ressort desquels ils seront établis, et recevront d'eux leur direction. »

Ainsi vous voyez que ces inspecteurs divisionnaires peuvent être réduits à quatre, puisque, d'après le deuxième paragraphe de la proposition de la commission, il suffirait à la rigueur d'un inspecteur divisionnaire par inspection générale. Vous voulez donc que ces inspecteurs divisionnaires président tous ces comités cantonaux; mais c'est une chose impossible. Vous voulez de plus qu'ils leur donnent la direction. Mais comment correspondront-ils avec tous ces comités communaux? Il faudrait donc qu'ils voya-geassent avec des bureaux pour entretenir une correspondance avec les comités? Franchement tout cela est impraticable. Je vote la suppression de l'amendement de la commission.

Je pense que la commission a eu les meilleures intentions du monde, mais nous commettrions une faute extrêmement grave si nous allions au delà de l'amendement que j'ai l'honneur de vous soumettre, et qui consiste seulement à proposer des inspecteurs salariés qui vérifieront les manufactures.

Encore un mot; on dit :

« Des ordonnances royales pourront autoriser les sociétés de patronage formées pour concourir à l'instruction et à la protection des enfants dans les manufactures, chantiers et ateliers soumis à la présente loi. Les membres de ces sociétés ne pourront exercer de surveillance dans les ateliers et dans les manufactures sans la permission des chefs d'établissement. »

Pour ma part, je comprends parfaitement des sociétés de patronage qui s'occupent de l'enfance en dehors des manufactures; mais des sociétés de patronage s'occupant des enfants dans l'intérieur des manufactures, veuillez comprendre quel désordre cela établirait dans le sein des manufactures. La commission nous a dit elle-même que les manufacturiers pourront leur fermer la porte au nez. Nous ne pouvons donc pas consigner une pareille disposition dans le projet de loi.

M. LE COMTE DE CASTELLANE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Rapporteur voulant expliquer le sens des amendements de la commission, M. de Castellane ne pourrait parler qu'après M. le Rapporteur.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — J'ai demandé la parole il y a trois jours, je la cède volontiers à M. le Rapporteur.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le général de Castellane s'est fait inscrire au commencement de la discussion, ainsi que M. de Boissy; mais je ferai remarquer que M. le Rapporteur de la Commission demande à expliquer le sens des amendements. On comprendra qu'il vaudrait mieux l'entendre immédiatement; ces Messieurs auraient la parole ensuite.

M. LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE. — Il s'agit des amendements présentés

par M. le comte d'Argout. Le rapporteur n'a pas le droit d'interrompre l'ordre de parole.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le comte d'Argout ayant attaqué le système de la Commission, la Commission éprouve le besoin d'expliquer sa pensée. Je n'ai, d'ailleurs, donné la parole à M. le rapporteur que du consentement des autres orateurs.

M. LE GÉNÉRAL COMTE DE CASTELLANE. — Mais je vous demande pardon; je n'y ai pas consenti. Je suis contre les deux amendements.

M. LE RAPPORTEUR. — Je désirerais donner des explications à MM. les pairs, afin qu'ils apprécient la véritable portée de notre amendement, que l'honorable préopinant s'est efforcé de ne pas comprendre.

J'ose dire qu'il ne l'a pas lu tout entier, et qu'il n'a pas consulté le tableau dont il est suivi dans notre premier rapport. Ce tableau fait voir comment la France est divisée naturellement en quatre grandes régions industrielles, dont chacune comporte parfaitement une inspection générale distincte.

L'inspection générale du nord-ouest comprendrait dix-huit départements et quatre subdivisions dont les centres seraient Paris, Rouen, Reims ou Saint-Quentin, et Lille, ce qui comprend la Flandre, la Picardie, la Normandie et l'ancienne Ile-de-France. Voilà certainement une partie du royaume qui, par le nombre et l'importance de ses contrées manufacturières, justifie pleinement une première inspection générale.

La seconde inspection comprendrait vingt-deux départements du nord-est, et ses quatre subdivisions auraient respectivement pour centres : Mulhouse, Nancy, Lyon, Saint-Etienne. L'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté, le Lyonnais et l'Auvergne, formeraient cette grande division, si riche en industries variées et puissantes.

La troisième inspection générale, celle du midi, qui comprendrait vingt-quatre départements, aurait pour centres de ses divisions : Toulouse, Castres, Bordeaux et Nîmes. Osera-t-on dire qu'une inspection générale, qui comprend de telles cités et des établissements industriels aussi importants que ceux des Pyrénées, de la Gascogne, du Languedoc et de la Provence, n'est pas parfaitement justifiée?

Enfin la quatrième inspection, celle de l'ouest et du centre, qui comprend vingt-trois départements et quatre divisions, dont les centres sont Limoges, Rennes, Tours et Nevers, serait également justifiée, et ce n'est donc pas au hasard, ce n'est pas en consultant ridiculement la carte de l'Angleterre pour y lire la géographie de la France, que votre commission s'est prononcée pour quatre inspections générales. Nous ne sommes pas assez simples pour cela, ou, pour recourir à l'urbanité d'une expression employée envers la commission, nous ne sommes pas assez puérils pour avoir procédé de la sorte. Nous avons fait voir que, dans chacune de ces inspections générales, il y a quatre subdivisions naturelles comprenant quatre ou cinq départements qui peuvent avoir une inspection divisionnaire. Il ne faut donc pas regarder comme une chose insolite et injustifiable la proposition de mettre dans la loi l'institution d'inspections générales et d'en fixer le nombre.

S'il est une loi qui ait produit des résultats admirables, c'est la loi bri

tannique de 1833. Je vous citerai les termes de cette loi qui déroge presque à la tournure habituelle du style législatif.

« Considérant, dit cette loi, que l'exécution des lois antérieures est restée inefficace, parce qu'il n'y avait pas de surveillants officiels convenablement appointés, il y aura quatre inspecteurs généraux avec un nombre suffisant de sous-inspecteurs. » Ensuite la loi prescrit à ces inspecteurs de faire, chaque année, chaque semestre, et même chaque trimestre, leur tournée, en rédigeant des rapports qui sont imprimés, et qu'on distribue aux membres du Parlement à l'ouverture de chaque session. Voilà la teneur de notre article 4, si malignement attaqué.

On vous parlait, il y a peu de temps, de ce respect inaltérable des Anglais pour la sainteté des lois; cependant ils n'ont jamais respecté les lois sur le travail des enfants dans les manufactures tant qu'une inspection générale et toute puissante ne les a pas contraints à ce respect.

Messieurs les pairs, il est inexcusable de chercher à faire dire des puérités à une commission grave, qui compte dans son sein des hommes dont les travaux et les services devraient commander le respect.

Il ne s'agit pas de faire visiter dans une année, par quatre personnes, onze cent mille établissements; ce qu'il faut, c'est de visiter chaque année les grands centres de nos industries principales.

S'il y avait une inspection annuelle dans certains départements, et non pas dans tous les autres, il y aurait des groupes d'établissements rivaux dont une partie seulement jouirait d'une sorte d'immunité; le grand principe de la concurrence ne ferait pas régner partout l'égalité dans le régime des manufactures.

Les grandes manufactures ont été partisans des inspections générales; elles les ont demandées, afin qu'il n'existât aucune préférence pour telle ou telle partie de la France, et que la loi ne fût pas exécutée plus sévèrement pour l'une que pour l'autre. Ce qu'elles voulaient par-dessus tout, c'était le régime de l'égalité, consacré, surveillé par des inspections générales.

Voilà l'effet que nous avons voulu produire quand nous avons proposé quatre inspections générales. Lorsqu'on a dit que ces inspections présenteraient des difficultés pratiques insurmontables, parce que les inspecteurs ne pourraient parcourir tous les départements et toutes les localités, on n'a pas compris notre pensée. Sans doute il serait impossible de tout examiner à chaque fois. Lorsqu'un inspecteur général arrivera, je suppose, à Rouen, il demandera, près du comité local : La loi est-elle exécutée? On lui répondra : elle l'est généralement; mais il y a telles ou telles fabriques qui laissent à désirer sous ce rapport. Il ira les visiter. Nous n'avons pas pu vaincre telles difficultés; l'inspecteur général y pourvoira.

Le général d'une armée ne peut pas visiter les sacs de tous les militaires, mais il en prend un certain nombre au hasard, et il s'assure ainsi que l'ensemble des fourniments est ou n'est pas en état. De même l'inspecteur général des manufactures ne pourra pas visiter tous ces établissements, il visitera ceux qui seront suspects, et d'autres pris au hasard; il tiendra tout le monde en haleine, et produira le même effet que s'il avait tout visité.

Permettez-moi de vous le dire, la Commission n'attache aucun prix à telle

rédaction plutôt qu'à telle autre; elle ne tient pas non plus à tous ses moyens d'exécution; mais il y a des mesures qu'elle regarde comme fondamentales, comme capitales. Eh bien, la mesure sans laquelle vous n'aurez en réalité pas de loi des manufactures, c'est l'institution des inspections générales. Ce sont les manufacturiers eux-mêmes, les présidents des conseils généraux des manufactures et du commerce de France; c'est le président de la chambre de Paris; ce sont eux qui nous ont témoigné le désir d'une inspection générale comme le seul moyen d'assurer l'exécution impartiale de la loi d'un bout à l'autre du royaume.

Nous avons adopté l'un des meilleurs résultats de l'expérience anglaise; nous avons voulu que les inspecteurs généraux fissent des rapports qui fussent imprimés en entier. C'est par l'action toute puissante de la publicité que nous ferons exécuter la loi : cette publicité viendra sans cesse en aide au Ministre. L'opinion publique fera taire les résistances les plus obstinées, qui seront découragées et châtiées par la réprobation générale. C'est à l'opinion publique que nous confions la sûreté, l'activité, la prospérité d'une loi si favorable aux familles du peuple. Lorsque vous passerez à la discussion des paragraphes, jamais nous ne tiendrons à telle ou telle disposition particulière ou de détail; tandis que nous tenons invinciblement au principe. Messieurs les pairs, si vous voulez faire une loi sérieuse et qui ne reste pas sept ans encore inexécutée, osez voter une inspection générale. Voyez, voyez toujours l'exemple de l'Angleterre. La loi anglaise n'avait été pendant trente ans qu'une lettre morte; c'est le Parlement qui a déclaré l'impossibilité d'arriver à la faire exécuter s'il n'était pas nommé des inspecteurs généraux en nombre désigné par la loi elle-même. Par conséquent, il est absolument nécessaire d'écrire dans votre loi l'établissement d'une inspection générale. Que M. le Ministre augmente ou diminue le nombre des inspecteurs, nous n'y mettons aucun obstacle; mais si vous voulez faire autre chose qu'une loi vaine, illusoire et dérisoire, je le répète, inscrivez-y l'inspection générale, l'obligation des rapports et la publicité de ces rapports. Soyez certains que vous aurez pour vous l'opinion respectable et le jugement du pays, qui secondera le pouvoir exécutif et saura bien aplanir les difficultés.

Vous voyez quel est l'esprit de nos observations. A chaque mesure négligée depuis sept ans et que nous voulons mettre en vigueur, on nous dit : Gardez-vous-en, c'est une affaire de règlement. Mais, depuis les sept années que nous avons prescrit différentes catégories de règlements, combien en a-t-on fait? Pas un.

Eh bien, nous, éclairés par l'expérience, nous disons qu'il ne faut pas suivre cette marche stérile, qui n'a produit aucun résultat.

Voilà les observations par lesquelles je termine. Lorsque, pour prix des travaux les plus pénibles et les plus consciencieux, on nous attaque avec une obstination sarcastique et malveillante que mon cœur ne comprend pas, c'est un rôle qui ne me paraît pas convenable, et que, par respect pour moi-même et pour la Chambre, je ne voudrais jouer à l'égard d'aucun de mes collègues.

Je finis en vous disant une dernière fois : Messieurs les Pairs, pour que votre loi soit sérieuse, il faut une inspection générale des manufactures. Quant

aux détails, nous nous montrerons très conciliants; mais pour le principe, nous le soutiendrons jusqu'au dernier moment et de toutes nos forces.

M. LE GÉNÉRAL COMTE DE CASTELLANE. — Si la création d'inspecteurs salariés me paraissait nécessaire pour l'exécution de la loi, je ne viendrais pas la combattre; mais des inspecteurs non rétribués, bien surveillés par les préfets, me semblent pouvoir atteindre ce but. C'est un sentiment philanthropique qui portera les propriétaires, les gens riches sortis des affaires à en exercer les fonctions. Les administrateurs des hospices ne sont pas rétribués; les membres des intendances sanitaires ne le sont pas non plus. Eh bien, on ne s'est jamais plaint, ni de leur manque de sévérité ni de leur peu d'empressement à remplir leurs devoirs.

L'amour de l'autorité existe chez les hommes, c'est un mobile qu'on doit employer pour le bien. Il y a quelques jours, dans une ville importante, je causais avec un homme fort estimé, un membre d'un conseil général. Il me parlait de son inspection, il avait été dans les manufactures, il me disait : On m'écoute dans mes visites, mais je ne puis que donner des conseils, la pénalité est illusoire. Le fait est qu'elle n'est pas suffisante, mais plutôt il n'y a pas de pénalité.

Messieurs, c'est là, suivant moi, le principal défaut de la loi, et si l'un des magistrats éminents qui siègent dans cette assemblée voulait proposer un amendement dans ce sens, je l'appuyerais avec empressement. Les inspecteurs généraux qu'on se propose de créer paralyseraient encore l'autorité des préfets. Cette centralisation légale, nécessaire, est très bonne pour la bonne administration; c'est un des malheurs du temps que l'on s'en écarte trop; que leurs avis, leurs propositions soient souvent obligés de céder à d'autres influences; et le pouvoir qui se trouve dans cette obligation me semble être un corps qui se paralyse les bras pour mieux agir.

Quelques membres ont exprimé le regret et la crainte qu'en limitant le travail, on ait limité le gain. Je ne partage pas ces regrets. On a montré une grande sollicitude pour l'esclavage : eh bien, les ouvriers de vos manufactures travaillent plus que les nègres; intéressés à leur conservation, les maîtres sentaient la nécessité de ne pas les faire trop travailler. Je n'attaque pas les fabricants, beaucoup d'entre eux ont fait de très grands sacrifices pour soutenir leurs ouvriers quand ils n'avaient pas de travail à leur donner. Mais c'est contre les ouvriers eux-mêmes qu'ils ont à lutter; car souvent ils demandent à travailler plus longtemps pour obtenir un salaire plus élevé; de là des journées d'un prix élevé qu'on acquiert à force de travail en s'usant le corps; de plus, cela prive l'agriculture de beaucoup de laboureurs qui aiment mieux se livrer aux travaux des manufactures, parce que là la journée est mieux payée. Je ne crains pas que la limite mise aux heures de travail prive les ouvriers des moyens de vivre; la journée est toujours fixée de manière à ce qu'ils puissent nourrir leur famille, quelle que soit sa durée; sans cela ils ne travailleraient pas; la preuve, c'est que, dans le pays où la vie est à meilleur marché, la journée est moins rétribuée.

Messieurs, au moment où, de tous côtés, on demande des réductions de dépenses, où l'on se plaint de la nuée de fonctionnaires qui existent, vous voulez encore augmenter les charges de l'État par la création de nouveaux

fonctionnaires dont la nécessité n'est pas démontrée! En Angleterre, il y a peu de fonctionnaires, mais ils sont convenablement rétribués; cela contribue à la considération du pays. En France, au contraire, il y a une foule de fonctionnaires qui ne le sont pas suffisamment; on doit tendre à en diminuer le nombre et à arriver à les payer suffisamment. C'est là une chose nécessaire à la considération non seulement du pouvoir, mais de l'État.

Je finis en vous adjurant de ne pas charger l'État d'une nouvelle dépense. MM. les préfets, s'ils exercent une surveillance suffisante sur les inspecteurs nommés dans les localités, j'en suis sûr, rendront l'inspection efficace. J'adjure un des membres éminents de la magistrature qui siègent dans cette Chambre de proposer un amendement pour augmenter la pénalité; c'est là, selon moi, ce qui assurera l'exécution de la loi.

M. COUSIN. — Messieurs, je suis entre le Gouvernement et la Commission. Comme le Gouvernement, je crois que la Commission empiète un peu sur le domaine de l'Administration; et, comme la Commission, je crois que le Gouvernement a trop peu fait, car il n'a rien fait du tout. (*On rit.*) Je pense qu'il ne faut mettre dans une loi que des principes, des prescriptions très générales, et renvoyer le reste à l'Administration ou à des règlements d'administration publique. Pour moi, je ne tiens qu'à un très petit nombre de principes; et, si je n'ai pas trop de confiance en moi, j'espère séduire M. le Ministre. (*On rit.*)

Je demande que l'on mette dans la loi le principe de l'inspection salariée. (*Mouvement.*) Eh, Messieurs, si je me trouvais d'accord avec M. le comte d'Arrou, tant mieux pour moi; et, si je me trouvais d'accord avec d'autres personnes encore, j'en serais aussi charmé; car je ne vise pas à l'originalité, je ne cherche que ce qui est vrai et utile.

Je veux, avant tout, mettre dans la loi le principe de l'inspection salariée.

Il est évident qu'il n'y a pas de loi sans inspection, et que toute inspection qui n'est pas salariée est vaine. Tous les arguments que j'ai entendu faire contre l'inspection salariée, dans cette matière, on peut les diriger contre l'inspection salariée en matière de finances, contre l'inspection salariée en matière d'écoles; et je déclare que, du jour où l'on toucherait aux inspecteurs généraux et particuliers de l'Université, il n'y aurait plus d'Université. Qu'on me cite dans le monde un seul pays dans lequel une loi analogue à celle que nous faisons a reçu un commencement quelconque d'exécution sérieuse sans une inspection salariée?

Je prends pour exemple l'Angleterre. Dans ce pays de vraie aristocratie et de vraie liberté, deux choses qui ne sont pas contradictoires, il y a beaucoup moins de fonctionnaires que chez nous; je suis plein de regrets qu'il y ait autant de fonctionnaires en France; il y en a trop et partout; mais, parce qu'il y en a souvent d'inutiles, est-ce une raison pour les interdire là où ils sont indispensables?

Eh bien, même en Angleterre, il y a des inspecteurs de fabriques qui sont des fonctionnaires salariés, et c'est depuis leur création que la loi anglaise a commencé à compter dans le monde. Jusque-là, c'était une effusion très ho-

norable de philanthropie ; la loi s'est fait sentir le jour où il y a eu une inspection.

Ainsi, je demande que le principe de l'inspection salariée soit inscrit dans la loi.

Mais je n'entends pas mettre aussi dans la loi, avec la Commission, qu'il y aura quatre inspecteurs généraux, et non pas trois, et non pas six. C'est bien arbitraire. Pour fixer le nombre de ces nouveaux fonctionnaires, attendons l'expérience.

Mon second principe est qu'il doit y avoir des inspecteurs généraux et des sous-inspecteurs, des inspecteurs de département et, en quelque sorte, locaux quel que soit le nombre auquel on s'arrête.

J'insiste moins sur ce second principe que sur le premier. Cependant, je pense que si, par exemple, dans l'Université, il n'y avait que des inspecteurs généraux sans inspecteurs d'académie et sans inspecteurs primaires, il n'y aurait pas d'inspection. Il faut, Messieurs, des inspecteurs particuliers pour savoir une infinité de détails que les inspecteurs généraux ne peuvent pas atteindre; et, par-dessus les inspecteurs particuliers, il faut des inspecteurs généraux, surtout pour surveiller les inspecteurs eux-mêmes, pour contrôler et vérifier le travail.

Je crois qu'il y aurait aussi de l'avantage à viser dans la loi les sociétés de patronage. Ces sortes de sociétés toutes seules seraient insuffisantes, et tout le monde en voit les raisons manifestes que je ne veux pas énumérer. Mais, si on ne doit pas s'en reposer sur des sociétés libres pour un office nécessaire, il faut bien reconnaître qu'elles peuvent venir très utilement, en sous-œuvre, pour ainsi dire, après les fonctionnaires salariés. S'il n'y avait que des inspecteurs salariés, vous décourageriez la bienfaisance privée, tant d'hommes honorables qui ne veulent pas entrer dans les emplois publics, et qui, cependant, veulent faire un usage utile de leur temps et de leur fortune. Ici, on peut aisément et on doit faire concourir, d'une part, la charité privée, et de l'autre, la charité publique, représentée par des inspecteurs de différents ordres; c'est grâce à ces diverses mesures réunies et non divisées que vous aurez une loi bien exécutée.

Mais le principe auquel je tiens le plus, la prescription des prescriptions, c'est celle des rapports officiels, qui tombent sous le contrôle du public, qui soient répandus d'un bout de la France à l'autre; et qui, même, deviennent le texte d'un certain nombre d'observations ou même de réclamations, qui pourront être adressées à M. le Ministre du commerce et de l'agriculture. Écrivons, Messieurs, ce principe important dans la loi.

En résumé, j'avoue que je ne suis pas disposé à voter la longue série des paragraphes contenus sous l'article 4. Mais je voudrais, dans le moins de termes possible, poser le principe de l'inspection salariée, le principe des rapports officiels et publics; et, subsidiairement, je mettrais dans la loi le principe des sous-inspecteurs, et je viserais les sociétés de patronage. Tels sont les principes que j'emprunte à la Commission, en les dégageant des prescriptions trop détaillées dont elle les a chargés. Ils sont simples, quoique plus étendus que l'amendement de M. d'Argout. Je les recommande à l'attention de M. le Ministre et de la Chambre. (*Approbation générale.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois dire, à cette occasion, que M. Paulze d'Ivoy a déposé un amendement qu'il doit développer après cet article. Cet amendement est ainsi conçu :

« Il sera rendu compte aux Chambres des résultats de la loi. »

C'est pour indiquer les éléments de la discussion qui viendra. M. de Boissy a la parole.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je demanderai d'abord ce que nous discutons; est-ce l'amendement de M. le comte d'Argout? est-ce, au contraire, le projet de la Commission?

Plusieurs voix. — Tous les deux.

M. LE PRÉSIDENT. — On discute l'amendement de M. le comte d'Argout, mais, à cette occasion, on le compare avec l'amendement de la Commission.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je suis contre l'amendement de M. le comte d'Argout; mais d'abord disons une chose, c'est qu'en ce moment-ci seulement commence la question politique. Messieurs, vous faites une grande chose, vous commencez l'organisation du travail; ne vous y trompez pas, c'est un pas immense que vous faites faire à cette question si controversée, et contre laquelle se prononcent tant de personnes qui, à mon avis, ont tort; mais enfin c'est un fait, un fait matériel, c'est la Chambre des pairs qui commence l'organisation du travail des ouvriers. Messieurs, je l'ai dit, ici commence la question politique; et, en effet, que vient-on vous demander? La possibilité de créer beaucoup de fonctionnaires publics. Cette possibilité, je veux bien l'accorder, mais je veux l'accorder dans certaines limites, ne m'en remettant pas le moins du monde, je le déclare, ni au cabinet actuel, ni même au cabinet qui peut lui succéder. (*Rires et bruit.*)

Messieurs, j'ai le malheur de me défier du pouvoir dans certaines circonstances : je ne suis ni hostile ni aveugle; mais, par ce que j'ai vu tout récemment, car je ne suis point aveugle, je crains, à cause de ce qui s'est fait, ce qui peut se faire dans l'avenir. Je suis donc, je le répète, en grande défiance contre le ministère actuel, cela va sans dire (*Nouveaux rires*), et contre les ministres qui viendront, qui pourront être tentés d'être aveugles à leur tour, et de profiter avec indiscrétion de la faculté qu'ils croiraient trouver dans la loi.

Je veux donc que le nombre de ces fonctionnaires à créer soit limité; je le veux, parce que je suis convaincu que, si le ministère pouvait, à son gré, augmenter ou diminuer ces fonctionnaires, il en userait; il en abuserait quelquefois par erreur, le plus souvent dans un intérêt ministériel. (*Bruit. — Interruption.*)

J'entends dire que ce serait sous la surveillance des chambres. Eh, Messieurs, les chambres ne seront-elles pas impuissantes alors comme aujourd'hui? Est-ce que vous savez comment on use et on abuse du budget? On fait les dépenses, puis on vient dire : Les dépenses sont faites. Personne n'a le courage de les rayer, c'est le tort de la majorité; mais le tort a été trop général, trop longtemps pratiqué, pour espérer qu'il disparaisse; aussi ma défiance subsiste contre les ministres présents et futurs, et j'appuierai de tout mon pouvoir la limitation du nombre : encore voudrais-je qu'il y eût à cet égard des prescriptions telles que l'autorité ne puisse pas faire comme elle a déjà

fait : dans certaines localités se montrer sévère, dans d'autres se montrer indulgente, dans d'autres ne pas apparaître du tout.

Messieurs, vous avez vu que, dans certaines localités, la loi qui existait, qui était obligatoire, n'a reçu aucune espèce d'exécution. Eh bien, pourquoi ? Si nous devons en croire ce qui a été dit, il y a eu à cet égard ce que l'on a appelé les influences excessives; il y a eu ce qu'en style ministériel on appelle l'abus des influences; dans certaines provinces, représentées par certains députés, la loi a complètement été laissée de côté. Dans la Normandie, par exemple, inexécution complète, absolue de la loi; et pourquoi, Messieurs ? Vous le devinez, ou plutôt vous le savez, je ne le dirai donc pas. (*Interruption.*)

Plusieurs voix. — Nous ne le savons pas !

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Vous ne le savez pas ? Voici ce que dit M. le rapporteur, je le cite puisqu'on paraît contester que dans la Normandie il y a eu cette inexécution dont je parle. Je tiens à établir le fait, je tiens à prouver que je ne parle pas légèrement, que je ne parle que d'après le rapport que j'ai parfaitement lu et relu :

Voici ce qui est dans le rapport :

« Lorsque les plaintes élevées par la société industrielle de Mulhouse sont restées sans force devant les chambres, qui ne savaient pas l'état des choses; lorsque ces plaintes n'ont pas pu faire cesser un tel abus, l'Alsace elle-même n'a plus pensé qu'à profiter de l'exemple donné par la Flandre française et la Normandie.

« Les manufacturiers que nous avons entendus nous ont formellement déclaré que, dans ces deux grandes provinces manufacturières, on n'exécutait pas la loi. »

J'ai donc raison de dire qu'en Normandie il y a eu inexécution de la loi; tout à l'heure on se récriait de ce que j'appelais cela l'abus des influences. Messieurs, voulez-vous m'expliquer, et je demande à M. le Ministre d'avoir la bonté de le faire, voulez-vous m'expliquer quel motif on a eu de dispenser cette province de France de l'exécution rigoureuse, fâcheuse peut-être pour quelques-uns, nuisible même, qu'on imposait à d'autres. On a voulu favoriser les uns au détriment des autres; voilà le fait. Eh bien, par les créations des inspecteurs, mais inspecteurs sérieux, on obvierait, en partie du moins, à ces inconvénients, si toutefois les inspecteurs étaient tenus à faire des rapports qui fussent communiqués aux chambres. Messieurs, puisqu'on parle tout à la fois de l'amendement et de l'article proposé par la Commission, deux mots sur ces inspecteurs, sur ce qu'ils devront être, sur la rétribution qui leur sera accordée. Que leur donnera-t-on ? Les mettrons-nous dans une grande position ? Alors nous chargerons le budget considérablement; si nous les mettons dans une position inférieure, nous les annulons d'avance. S'ils ne sont pas en état de lutter contre les inspectés, il est évident que tous les procès-verbaux seront faits contre les petits, il n'y en aura jamais de faits contre les grands. Et ceci, Messieurs, n'est pas une supposition, c'est ce qui s'est déjà produit. Vous avez vu dans le rapport que deux cents procès-verbaux ont été faits; si l'on voulait nous dire contre qui ils ont été faits, nous ver-

riens que ce n'est jamais contre les grands, que c'est continuellement contre les petits.

Si nous avons des inspecteurs largement rétribués, il y aura plus de chance d'impartialité; il y aura plus de chance qu'ils se prononcent également contre les uns et contre les autres : à une condition, cependant; c'est qu'ils ne soient point ce que j'appellerai locaux; qu'ils soient, au contraire, voyageurs, à la condition qu'ils ne soient pas de tel ou tel département, de telle ou telle province, n'inspectant que tel ou tel département, que telle ou telle province, dont ils seraient. Sans cela, Messieurs, pour ces inspecteurs, dépendance, sinon dépendance d'argent, du moins dépendance de considérations personnelles, présumablement dépendance électorale, en un mot, dépendance fâcheuse. Si, au contraire, ils sont peu rétribués, soyez-en sûrs, ils céderont; ils seront obligés de céder, je ne dis pas à des influences d'argent, mais à des influences de position, influences d'autant plus fâcheuses. On leur promettra, on leur fera obtenir de l'avancement dans un cas; dans l'autre cas, au contraire, s'ils font leur devoir envers les puissants comme envers les faibles, on nuira à leur avancement.

Je voudrais donc, comme la Commission, des inspecteurs voyageurs, mais je n'en veux pas de locaux; je viens de dire pourquoi, je n'insiste pas davantage. La Commission propose de plus, et c'est nécessaire, que ces inspecteurs aient des hommes sous leurs ordres; quels seront-ils? en quel nombre? et qui les surveillera à leur tour? Les inspecteurs généraux, cela va sans dire. Mais enfin, à qui ressortiront-ils continuellement? de qui auront-ils des ordres à recevoir? Aucune de ces questions n'a encore été abordée; il serait nécessaire qu'elles le fussent toutes. Remarquez-le, Messieurs, si vous les rétribuez largement, ils pourront recevoir des ordres de Paris pour se transporter au loin; si, au contraire, vous les rétribuez peu, qu'arrivera-t-il? C'est qu'on sera obligé de les prendre dans les localités; et alors ils ne serviront à rien, parce qu'ils seront dominés par la position de ceux qu'ils auront à inspecter, et avec lesquels ils seront en contact habituel; parce que, quand on est d'une localité ou des environs, on ne peut jamais y faire son devoir aussi bien que quand on est étranger; parce qu'en un mot, on regarde davantage à blesser des intérêts d'amour-propre, des intérêts d'argent, enfin de froisser les grands que l'on rencontre journellement.

Avant de voter ce paragraphe, j'espère qu'on nous donnera quelques explications. Le Gouvernement ne peut pas ne pas savoir d'avance le nombre des fonctionnaires publics qu'il se propose de créer au sujet de cette loi.

Songez-y, déjà votre budget est lourd; vous allez poser un principe d'augmentation de dépense. Je ne dis pas que vous ne deviez pas le faire; pour mon compte, je serai charmé de le voir faire; voici pourquoi : c'est que je suis essentiellement jaloux, dans l'intérêt du pays, des prérogatives de la chambre; je crois qu'on est dans le faux lorsqu'on prétend que la Chambre des pairs ne peut pas voter une loi de dépense. La loi d'impôt, telle qu'on l'entend, c'est le budget proprement dit; la Chambre des pairs a bien incontestablement le droit de voter toute espèce de loi de dépenses autre que celle du budget; la reconnaissance de ce droit est la raison pour laquelle je suis content de cette proposition.

Mais, en même temps que je suis content de la proposition, je demande que nous sachions d'avance quelle peut être la limite des sacrifices peut-être très-considérables que nous allons imposer au trésor. Ne donnons pas un blanc-seing pour créer à l'infini des fonctionnaires publics. Ce serait dangereux ; car tous les pouvoirs, celui-ci, tous les pouvoirs à venir, auront sans cesse, et tout naturellement, l'envie de placer des personnes à leur dévotion. Pour cette raison, je crois qu'il faut limiter le nombre ; en cela, je suis de l'avis de la Commission : limitons le nombre.

Toutefois je vais plus loin : la Commission ne s'occupe que des inspecteurs généraux ; je ne crois pas que ce soit assez ; je ne vais pas jusqu'à dire que nous devons, quant à présent, déterminer le nombre fixé de tous les inspecteurs subalternes à nommer ; ce serait demander trop, l'impossible même ; mais je voudrais au moins que le ministère s'expliquât à cet égard ; que nous sussions quand nous posons un principe, non pas quelle sera la limite fixe, la limite déterminée à laquelle on arrivera, mais enfin que nous puissions avoir une idée de la limite à laquelle on a le projet d'arriver.

Je dis : à laquelle on a le projet d'arriver ; ceci est essentiel pour une discussion ultérieure. La loi nous est présentée aujourd'hui ; elle ira dans une autre enceinte : bien certainement elle nous reviendra ; elle est trop importante pour n'avoir pas à subir peut-être quelques années de discussion.

Voici pourquoi je voudrais, et j'y tiens essentiellement, que l'on nous donne un aperçu des dépenses auxquelles nous allons engager le pays.

De deux choses l'une : ou le ministère a étudié la loi, il a eu tout le temps nécessaire pour le faire, ou bien il ne l'a pas étudiée. S'il l'a étudiée, il sait maintenant, ou il ne le saura jamais, ce qu'il doit avoir à proposer sous ce rapport : nous devons le savoir de lui ; s'il ne l'a pas étudiée, ce qui est bien possible, je dirai que c'est une raison de plus pour nous d'insister pour obtenir les explications qui nous mettent à même de juger de ce que nous devons faire, accorder ou refuser.

Je regrette, je l'avoue, en thèse générale, que, dans toute circonstance, on s'applique tant à tout réglementer ; je crois qu'il faut réglementer, mais qu'il faut éviter l'abus des règlements. Cet abus, je crois que nous le commettons trop souvent.

L'année dernière, nous portions la perturbation, par la loi sur les livrets, dans la classe ouvrière. Cette année, contrairement à l'avis de notre commission, vous venez de porter, je ne dis pas la perturbation, mais peut-être la misère et le désespoir dans une classe très nombreuse, dans une classe digne de tout notre intérêt, qu'il est d'un haut intérêt politique de ne pas irriter, de ne pas réduire au désespoir en lui retranchant les moyens de travailler, les ressources du travail.

Messieurs, j'en ai peur, mais cela ne m'étonne pas ; je crois que le Gouvernement s'est montré plutôt ami des grands industriels que de l'industrie, que des ouvriers ; je crains qu'il n'ait fait une part trop belle aux uns, et qu'il n'ait trop abandonné les autres ; je crains qu'en donnant les six heures seulement, il n'ait pas calculé les intérêts les plus chers auxquels il devait s'attacher. Je n'ajouterai rien à ce sujet : je regrette que l'avis de la Commission n'ait pas prévalu ; je regrette que, dans toutes les circonstances, le

Gouvernement se montre aussi oublieux et aussi ignorant des grands intérêts de la classe ouvrière.

Avant de finir, je veux le répéter; je crois, comme je l'ai dit tout à l'heure, que vous venez de commencer le grand œuvre de l'organisation du travail. Cela marchera vite : l'exemple vient de la Chambre des pairs, j'y applaudis. J'espère que nous n'en aurons pas de regret; mais, songez-y bien, pour n'en pas éprouver de regret, ne vous laissez pas guider, pousser ou arrêter par des gouvernements; prenez une initiative ostensible, au lieu de prendre à la remorque une initiative occulte, peut-être même involontaire; je dis *involontaire*, car la plupart d'entre nous ne se doutaient pas que le Gouvernement, indirectement, allait, sans s'en douter, et bien certainement sans le vouloir, nous lancer dans cette voie. Pour moi, cette voie me convient, et je crois, je n'hésite pas à le dire, qu'il est essentiel, pour empêcher le travail de s'organiser sans nous, en arrière et contre nous, de l'organiser nous-mêmes, de contribuer activement nous-mêmes à son organisation. C'est un moyen, le seul moyen de modérer ceux qui voudraient aller trop vite; modérons-nous, Messieurs, gardons-nous d'irriter, par d'inutiles et dangereux efforts pour empêcher, pour arrêter. Voyez ce qui se passe en ce moment, où, vous le savez, une mine peut faire explosion : nous sommes peut-être au moment d'une explosion. (*Murmures.*)

Je suis étonné de susciter des murmures, par ce que je dis. Il me semble que non seulement la Chambre, mais toute la population, est vivement impressionnée au moment où je parle.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre, par le mouvement dont vous vous êtes aperçus, a voulu dire que, dans une question de cette nature, il était fort inutile, et contraire même à l'ordre de la délibération, d'y introduire des éléments d'une autre nature.

Nous nous occupons d'une loi d'ordre, de travail et de moralité; il faut la traiter avec calme et sans mêler à sa discussion des éléments qui pourraient avoir un caractère passionné. Voilà le sens du mouvement que vous avez aperçu.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Je vous remercie, monsieur le Président; mais je maintiendrai mon droit, qui est de parler de la question. Quand il s'agit de cette classe si nombreuse à laquelle il faudra penser, je crois que j'ai bien le droit de parler des impressions vives et douloureuses de la Chambre et de la population entière de Paris.

Du reste, nous venons d'assister à de longues séances, à de grands et solennels débats, où nous avons vu la vraie liberté de tribune. Je me plais à penser que celle-ci ne sera pas moins libre.

Je disais donc que nous devons être vivement préoccupés de cette émotion générale de la Chambre et de tout Paris (car enfin émotion est bien le mot, et vous reconnaissez qu'il est juste), de cette émotion dans laquelle se trouvent la Chambre et la population. Eh bien, pensons-y sérieusement, et ne préparons pas imprudemment une mine nouvelle qui peut éclater d'un moment à l'autre. Les mines qu'on charge trop, vous le savez, éclatent tout à coup.

Ce que je veux dire, c'est qu'il est essentiel de ne pas continuer à faire

les choses de manière à ce qu'elles mènent à une explosion certaine que nous déplorerions tous, à une explosion que je crois menaçante, à une explosion dont le cabinet seul sera responsable (*A la question! à la question!*), car c'est lui qui charge la mine par sa violence.

Je termine; j'en ai dit assez, cela me suffit. Je termine, non pas parce qu'il y a quelques murmures, je crois qu'il serait dans mon droit de continuer, mais je termine parce que la discussion continuera, parce que peut-être l'occasion se présentera; et si elle ne se présentait pas, j'essayerais de la faire naître, d'appeler la discussion sur le terrain politique, comme c'est notre droit et notre devoir.

Quand une population tout entière est émue, nous avons non seulement le droit, mais le devoir de parler de prudence, et de rappeler au Gouvernement les devoirs qu'il a à remplir, d'être modéré au lieu d'être violent.

M. LE MARQUIS DE LAPLACE. — Je veux parler en faveur de l'établissement d'une inspection salariée. Je me propose de répondre à l'honorable orateur qui, tout à l'heure à la tribune, s'y est montré contraire.

Messieurs, la création d'inspecteurs salariés me paraît la plus importante de la loi que nous discutons, la seule qui puisse en assurer efficacement l'exécution. Quand, pour la première fois, j'ai entendu parler de la présentation d'une nouvelle loi sur le travail des enfants dans les manufactures, je me suis imaginé d'abord qu'il ne s'agissait simplement que d'instituer une inspection salariée pour faire exécuter la loi du 22 mars 1841. Je savais que cette loi n'avait reçu qu'une application fort incomplète, et je ne pensais pas qu'on pût songer à la remanier avant de l'avoir éprouvée réellement; j'en conclusais donc que l'on venait proposer les moyens de la mettre à exécution.

Je l'avoue, j'ai été surpris quand j'ai vu que le projet de loi présenté par le Gouvernement avait pour objet un remaniement de la loi de 1841, sans s'occuper autrement des moyens d'exécution qui avaient manqué à la première loi.

Je remercie hautement la Commission d'y avoir pourvu par la proposition formelle d'une inspection salariée. Je ne discuterai pas dans ce moment l'article de la Commission, je ne sais pas si elle n'est pas entrée dans des détails qui empiètent sur le domaine de l'Administration; mais elle a consacré le principe des inspections salariées, et je l'en remercie sincèrement.

Lors de la discussion de la loi de 1841, la Chambre s'est aussi préoccupée du mode de surveillance qu'il serait convenable d'employer. Elle avait bien senti que, de ce mode, dépendait le succès des dispositions de la loi pour l'enfance. Cependant elle ne se prononça pas sur le genre d'inspection qu'il serait utile d'établir, et elle s'en remit à la prudence du Gouvernement et à l'expérience.

Le Gouvernement s'est décidé pour les inspections qui seraient exercées gratuitement. Je n'entends en aucune façon inculper les hommes très recommandables sans doute qui en furent chargés; mais les faits sont là pour démontrer l'inefficacité d'un semblable mode d'exécution. Il ne faut point perdre de vue que la loi en question ne renfermait pas seulement des

mesures de surveillance, mais encore des dispositions pénales, et dès lors l'on comprend que son exécution, par suite des mesures sévères qu'elle provoquait, ne pouvait être confiée qu'à des mains qui eussent toute la fermeté nécessaire, et que de pareilles fonctions ne pouvaient convenir indistinctement à tout le monde, surtout pour être remplies gratuitement. Chez nous les lois ne sauraient jamais être bien exécutées que par ceux qui en sont spécialement chargés et en font leur état. Ce n'est pas comme dans un pays voisin, dont il a été si souvent question dans cette discussion, et qui nous a précédé de près d'un demi-siècle dans les mesures à prendre pour le travail des enfants, et cependant dans ce pays où l'exécution des lois est presque entièrement entre les mains de magistrats élus et sans rétribution de l'Etat, et où l'on est si ombrageux pour toute action du pouvoir qui peut porter atteinte aux libertés politiques, on a été amené par la force des choses, après trente ans d'expérience et de molle exécution de la loi par les juges de paix qui en avaient été commis les surveillants, à instituer, contrairement aux usages et aux susceptibilités nationales, des inspecteurs largement rétribués, véritables fonctionnaires dans la dépendance du pouvoir. Ce n'est que depuis cette institution, qui date de 1833, que les manufactures furent assujetties à une surveillance réelle et efficace, et que la loi commença à être exécutée en Angleterre et à porter ses fruits.

Ce n'est qu'à partir de cette époque seulement qu'on a pu obtenir, par les inspecteurs généraux, des renseignements complets et exacts sur les résultats de la loi et toucher au doigt les obstacles que devait rencontrer une loi aussi difficile que celle qui a pour objet de concilier le travail de l'enfance, dans des bornes raisonnables, avec les intérêts de l'industrie, et aussi les soins que réclament l'instruction et le développement de l'intelligence des jeunes ouvriers dans un âge aussi tendre; ce n'est que de ce moment que l'Angleterre est entrée pleinement dans les voies de progrès et de véritables améliorations que comporte la législation sur cette matière.

Je regrette que nous n'ayons pas procédé de la même manière, et que le Gouvernement n'ait pas pris le parti, aussitôt qu'il a vu la loi de 1841 rester sans application efficace, de recourir au mode d'inspection salariée. Peut-être aurons-nous à regretter qu'il n'ait pas attendu, pour changer la loi de 1841, qu'on ait pu reconnaître, par ce moyen, les difficultés qu'elle peut rencontrer dans son exécution; car ce n'est qu'en appliquant une loi que l'on peut être certain de ses avantages et de ses inconvénients, ainsi que des changements et des modifications à lui faire subir. Je regrette qu'il n'en ait pas été ainsi.

Je crains que nous ne fassions cette loi nouvelle comme nous avons fait la première, sans être suffisamment éclairés par l'expérience. Mais ne retombons pas dans la même faute que nous avons commise, celle de la laisser sans application. C'est pour ce motif que j'appuie de toutes mes forces la proposition de la Commission d'avoir une inspection salariée. Il n'y a que ce mode qui puisse assurer une bonne et sérieuse exécution de la loi. Je crois, d'après l'exemple de l'Angleterre, qu'il est nécessaire de l'adopter, si nous ne voulons pas promulguer encore de vaines dispositions, et voir, dans les grands centres d'industrie, la jeune population manufacturière dépérir et se dépraver de plus en plus.

Encore un mot sur les sociétés de patronage ou de bienfaisance dont il est question dans l'article de la Commission.

Je ne puis partager l'avis de la Commission d'ordonner leur intervention dans l'exécution de la loi, cela me paraîtrait entraîner de grands inconvénients. Il s'agit de l'exécution de dispositions pénales, et les associations de ce genre ne sauraient en être chargées. Ce serait dénaturer le caractère de ces sociétés, ce serait les faire sortir de leurs habitudes de bienfaisance, pour leur faire jouer un rôle de sévérité et de délation qui ne pourrait leur convenir.

Ce serait aussi inquiéter l'industrie sans nécessité absolue.

Je crois donc qu'il ne convient pas d'établir cette intervention; ne multiplions pas les modes de surveillance, mais attachons-nous à en avoir un bon. C'est pour cela que je demande que la proposition d'instituer des inspecteurs salariés soit formellement consacrée dans la loi.

Quelles que soient les modifications dont peut être susceptible l'article 4 tel qu'il a été formulé par la Commission, je demande que le principe en soit respecté, et je désire également qu'il soit prescrit que le rapport, auquel donneront lieu les inspections, soit publié et distribué à chaque session aux membres des deux chambres.

M. LE PRÉSIDENT BOULLET. — Messieurs, l'heure avancée ne me permet de présenter à la Chambre que de courtes observations sur la création, proposée par la Commission, d'un ordre nouveau de fonctionnaires destinés à surveiller l'exécution de la loi.

En France, on a la passion des fonctions publiques; les membres des deux chambres, et surtout ceux de la Chambre élective, peuvent déposer à cet égard de l'ardeur de tous les citoyens. C'est une tendance fâcheuse, en ce qu'elle crée sans cesse de nouvelles charges au pays, et en ce qu'elle détourne d'autres fonctions des citoyens qui pourraient y rendre d'utiles services. Soit l'effet de ce goût général pour les fonctions publiques, soit la satisfaction de quelques amours-propres, soit les concessions que les intérêts exigent, toujours est-il que nous voyons sans cesse croître le nombre des fonctionnaires, et dans l'État, et dans les communes.

Cette création d'un ordre nouveau de fonctionnaires salariés (car je ne m'oppose pas à une rétribution qui serait accordée aux inspecteurs), est-elle réellement nécessaire? Je ne le pense pas. Le savant rapporteur de la Commission, voulant justifier l'institution de cet état-major porté dans l'article 4, vous a exposé que, jusqu'en 1833, la loi anglaise n'avait pu être exécutée; mais il existe, entre la France et l'Angleterre, des différences essentielles, sur lesquelles je vous prie, Messieurs, de fixer votre attention. Que cette loi n'ait pas été exécutée en Angleterre, cela se conçoit; aujourd'hui même elle ne l'est qu'imparfaitement. J'ai dans les mains un numéro du journal l'*Économist*, qui contient des extraits du dernier rapport de M. Horner, desquels il résulte que la loi est mal exécutée, et que les magistrats sont de connivence avec les industriels pour fausser la loi.

Ce journal, que je puis faire voir à notre honorable rapporteur, lui montrera qu'il y a quelque chose à diminuer dans le tableau brillant qu'il a tracé de la législation anglaise.

Cette loi n'a pu être exécutée qu'avec peine en Angleterre, parce qu'elle était en opposition avec l'esprit du pays, avec son esprit de liberté, parce qu'elle rencontrait sa haine de toute réglementation et son fanatisme, en quelque sorte, pour l'inviolabilité du foyer domestique. Ces difficultés seront moins graves en France; la loi y trouvera sans doute, comme partout, l'intérêt personnel qui s'opposera à son exécution; mais elle n'y trouvera pas l'excitation du sentiment politique. Nous sommes habitués en France à la réglementation, à l'application d'arrêtés fréquents de la part des autorités qui veulent les prendre. En France, il n'y a pas cette répugnance instinctive qui existe en Angleterre contre toute espèce de règlement qui s'étendrait en quelque sorte sur l'administration de la maison. Ainsi, je le répète, la loi trouvera chez nous, comme en Angleterre, l'opposition de l'intérêt personnel, mais elle ne rencontrera pas de luttes dans l'esprit public. Il faut même le dire, les matières économiques sont si peu connues en France, que l'influence que doit exercer sur la production la limitation du travail n'y est point comprise, et c'est à peine si l'écho de nos débats, qui de l'autre côté du détroit auraient un si grand retentissement, pénétreront d'une manière affaiblie auprès de quelques chefs d'atelier.

Il y a encore une autre différence, que je vais signaler, entre la France et l'Angleterre. Ainsi qu'un des précédents orateurs l'a fait remarquer, en Angleterre il y a peu de fonctionnaires, tandis que chez nous il y en a un grand nombre. Vous avez les sous-préfets, les conseillers de préfecture, les juges de paix, les commissaires de police, les vérificateurs des poids et mesures, une foule de fonctionnaires enfin auxquels l'exécution de la loi, dans ses derniers degrés du moins, peut être confiée sous la surveillance des préfets. Jusqu'ici, la loi n'a pas été exécutée parce que l'inspection locale manquait. Et pourquoi cette inspection locale manque-t-elle? C'est qu'elle se trouve dans les mains d'hommes très respectables, sans doute, mais qui n'ont pas l'autorité nécessaire pour l'exercer; et pourtant je suis convaincu que ce n'est que par le droit d'inspection locale que la loi peut être exécutée; c'est par l'effet d'une surveillance de tous les jours, de visites inopinées, par des renseignements confidentiels, qu'on arrivera à cette exécution. Tout cela ne peut appartenir qu'à une inspection locale bien organisée, et je suis convaincu que le Gouvernement trouverait, dans les fonctionnaires salariés qui sont déjà à sa disposition, une inspection locale plus forte que celle qu'il avait jusqu'ici.

J'ai nommé les juges de paix; aucun fonctionnaire ne serait plus propre à diriger l'inspection locale des ateliers et des fabriques.

Les juges de paix, a dit M. le rapporteur, n'ont pu accomplir cette mission en Angleterre; mais il sait fort bien qu'entre le juge de paix de France et le juge de paix d'Angleterre il n'y a que l'identité de nom. Les fonctions sont toutes différentes. En France, un juge de paix est un magistrat conciliateur, un officier de police judiciaire salarié par l'État, et dont toute la capacité est dévouée au service de l'État. Si le juge de paix connaît bien ses fonctions, s'il est, comme il doit être, l'homme du peuple, je suis convaincu qu'aucun fonctionnaire ne sera plus propre à diriger l'inspection locale. Il saura sans sortir de chez lui quelles sont les fabriques où il existe des abus; il sera averti par la commune renommée de tout ce qui se passe. Il recevra même, s'il inspire

la confiance attachée à ses fonctions, les confidences de la mère de famille dont les enfants seraient excédés de travail. Ce fonctionnaire présenterait, selon moi, plus de garanties que tout autre pour diriger l'inspection locale. Je sais qu'on pourrait faire une objection tirée de ce que, d'après la loi de 1841, c'est le juge de paix qui prononce la peine, et que dès lors il n'est plus convenable que ce soit lui qui constate le fait. Je crois qu'il serait à désirer qu'en faisant une loi nouvelle, on élevât la peine d'un degré. L'amende de simple police est appliquée ordinairement à des cas qui sont des contraventions à des lois positives; mais, lorsqu'il s'agit d'excès de travail imposé et en même temps de faits contraires à la morale, je ne crois pas que ce soit trop d'une amende de police correctionnelle.

Une autre remarque : la peine d'amende pour être exemplaire, doit apporter un dommage supérieur à l'avantage qu'on a retiré de la contravention. Plus les infractions seront nombreuses, plus le mal aura existé longtemps, et plus le dommage résultant de l'amende devra être considérable. Je crois donc que, si une modification devait être faite à la peine, ce serait d'élever cette peine et d'en faire une amende de police correctionnelle. Cela permettrait d'employer les juges de paix à la constatation des délits.

En définitive, je ne verrais pas d'obstacle, en ce qui concerne les sous-inspections, à ce que des indemnités fussent attribuées aux inspecteurs locaux; c'est contre la création de fonctionnaires nouveaux que je m'élève, car ceux qui existent suffiraient aux besoins du service sous la surveillance des préfets. Je ne vois pas pourquoi des inspecteurs généraux viendraient prendre des fonctions que les préfets ont jusqu'ici remplies avec zèle et dévouement.

Je vote contre le projet de la Commission.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Il est impossible au Gouvernement de ne pas prendre part à la discussion que vient de soulever l'article 4. Je considère cet article comme un des plus importants du projet de loi. J'ai cru devoir respecter l'ordre des orateurs inscrits, je ne pensais pas que la discussion dût se prolonger autant et je me proposais de faire connaître les intentions du Gouvernement en précisant ce qu'il se propose de faire. La Chambre comprendra qu'à cette heure avancée cela m'est impossible; mais, à la prochaine séance, j'ai le dessein de prendre la parole et de bien fixer les intentions du Gouvernement en ce qui touche l'inspection.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a plusieurs orateurs inscrits; la délibération est continuée à lundi.

M. COUSIN. — Pardon, monsieur le Président. Je demande qu'on renvoie l'article 4 à la Commission pour qu'elle veuille bien prendre en considération les observations que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Chambre, c'est-à-dire pour qu'elle substitue à toutes ses prescriptions, un peu trop détaillées, qui empiètent sur le domaine administratif, un très petit nombre de paragraphes où soient clairement exprimés les principes essentiels que j'ai rappelés et sans lesquels il n'y aurait pas de loi.

M. BARBET. — Vous maintenez la demande que vous avez faite d'une

addition pour la publication des rapports, car c'est là ce que beaucoup de membres désirent.

M. COUSIN. — Je demande le renvoi à la Commission, pour qu'elle présente un article nouveau dans l'esprit des observations que j'ai présentées à la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. — D'ici à lundi, la Commission aura égard aux diverses observations qui lui ont été adressées; et, si elle juge convenable de formuler une modification à sa rédaction, je l'inviterai à la présenter, d'ici à lundi matin, afin qu'elle soit imprimée et distribuée.

M. LE COMTE D'ARGOUT. — Je demande le renvoi à la Commission, en ajoutant ces mots : « Inspecteurs généraux et particuliers ».

La séance est levée à cinq heures et un quart.

.....

SÉANCE DU LUNDI 21 FÉVRIER 1848.

PRÉSIDENCE DE M. BARTHE, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE. — Suite de la délibération sur les articles du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. Art. 4 : MM. le rapporteur, le comte Pelet, le ministre de l'agriculture et du commerce, le vicomte Napoléon Duchâtel (amendement) et le marquis de Boissy. Adoption de l'amendement. — Second paragraphe de la rédaction de la commission : MM. le rapporteur, Cousin (amendement), le président Leplagne-Barris, Paulze d'Ivoy (amendement), Fulchiron et le marquis de Boissy. Adoption de l'amendement de M. Paulze d'Ivoy. — MM. le marquis de Barthélemy, le ministre de l'agriculture et du commerce et Girard. Adoption de l'ensemble de l'article. — Adoption des art. 5 et 6. — Art. 7 : MM. le marquis de Boissy et Paulze d'Ivoy. Adoption. — Article additionnel de M. Paulze d'Ivoy. MM. le rapporteur, Paulze d'Ivoy, Fulchiron, le ministre de l'agriculture et du commerce, le marquis Turgot, le marquis de Boissy. Adoption de l'amendement modifié. — Scrutin. Adoption.

Suite de la délibération sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, usines, chantiers et ateliers. (Art. 4.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le baron Dupin, rapporteur.

M. LE BARON DUPIN, rapporteur. — Messieurs les pairs, vous aviez renvoyé à la Commission les amendements proposés sur l'article 4, qui concerne les inspections. A la fin de la dernière séance, M. le comte d'Argout s'est rallié à notre opinion, en acceptant les inspecteurs généraux. La Commission, afin d'être d'accord avec M. le ministre de l'agriculture et du commerce, a facilement renoncé à quelques dispositions réglementaires, qu'il acceptera, nous en avons l'espérance, dans les règlements d'exécution.

A côté des inspections officielles, nous avons pensé qu'on pourrait, dans

la loi, mentionner les sociétés de patronage qui peuvent rendre de très grands services; et qui, dans la ville de Paris, en ont rendu de considérables.

Pour satisfaire à des susceptibilités très ombrageuses, nous avons été contraints d'exprimer que les membres de ces sociétés ne pourraient entrer dans les établissements industriels sans la permission des maîtres de ces établissements. Une telle permission sera accordée ou refusée, soit qu'il y ait, soit qu'il n'y ait pas de dispositions législatives pour la stipuler. L'autorisation de ce genre de sociétés rentre dans le droit commun, et pourra toujours avoir lieu. Nous avons cru que nous pouvions nous exempter de conserver la disposition qui les concerne; en conséquence, l'article 4 se trouve par le fait réduit simplement à deux paragraphes. Nous les avons communiqués à M. le ministre du commerce, qui les accepte.

Je vais avoir l'honneur de lire les deux paragraphes auquel se réduit l'article 4 :

« Il sera nommé des inspecteurs généraux et des sous-inspecteurs payés par l'État pour surveiller l'exécution des lois sur le travail des enfants, des adolescents, des filles et des femmes employés dans les manufactures, les usines, les chantiers et les ateliers. »

« Chaque inspecteur général rédigera, tous les ans, son rapport sur le résultat de son inspection. Le rapport signé par lui sera publié en entier, pour être, dès l'ouverture de chaque session, distribué aux membres des deux Chambres. »

M. LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE. — Je viens m'élever contre la proposition qui vous a été faite d'imposer au Gouvernement, dans la loi que vous allez voter, l'obligation de créer des inspecteurs généraux, des sous-inspecteurs, n'importe le nom, payés par l'État pour l'exécution de la loi dont il s'agit.

Lorsque j'ai vu la Commission prendre l'initiative d'une telle proposition, j'avoue que j'en ai éprouvé une impression pénible. J'y ai vu à la fois une dépense ajoutée à toutes celles qui dépassent déjà les revenus de l'État; j'y ai vu une création de tout un ordre nouveau de fonctionnaires publics, dans le moment où l'opinion est, je crois, généralement frappée de l'idée que leur nombre est trop considérable, sous le rapport des mœurs publiques et sous le rapport de l'équilibre des pouvoirs dans notre forme de gouvernement; j'y ai vu enfin une intervention des rôles qui appartiennent au Gouvernement et aux Chambres dans la fixation ou dans la création des dépenses publiques.

Si, du moins, j'avais pu croire que la chose était nécessaire, utile pour le but que nous nous proposons, j'aurais passé peut-être par-dessus les inconvénients; mais j'avoue que je n'ai pas pu acquérir cette conviction.

Et d'abord parlons de cette utilité. La Chambre se rappelle peut-être ce que lui a dit l'honorable rapporteur de la Commission, lorsqu'il a été question d'établir de certaines limites pour l'application de la loi.

D'après la loi de 1841, l'application ne commençait que dans les établissements ayant vingt ouvriers et au-dessus. Le projet de loi apporté par le Gouvernement a appliqué cette mesure aux établissements ayant plus de dix ouvriers; par conséquent, il a étendu considérablement la limite.

Lorsque dans cette chambre est née la proposition de généraliser d'une manière absolue, c'est-à-dire de ne plus mettre de limite et d'atteindre les ateliers quelconques, même au-dessous de dix ouvriers, l'honorable rapporteur de la Commission a dit que, dans la limite qu'il avait proposée de dix ouvriers et au-dessus, l'inspection serait tellement difficile qu'il était presque impossible d'aller au delà; il vous a dit que, dans le système de la loi de 1841, il y avait environ quatre-vingt mille enfants à surveiller; que, dans le système de la loi de dix ouvriers et au-dessus, telle qu'elle est proposée par la Commission, il y en aurait dix fois plus, c'est-à-dire huit cent mille; que, dans l'application à tous les ateliers indistinctement, il fallait compter par millions; que, par conséquent, cette inspection deviendrait presque impraticable, du moins telle qu'il l'entendait, faite par des inspecteurs salariés.

En effet, que pourra-t-on faire avec des inspecteurs salariés, qu'on ne puisse faire infiniment mieux, uniquement avec des inspections locales telles qu'elles existent aujourd'hui.

La loi de 1841 a déjà créé des inspections; on compte actuellement environ seize cents inspecteurs fonctionnant en France pour l'exécution de la loi. M. le Ministre du commerce et de l'agriculture ne s'est pas plaint de leur manière d'agir et de l'inexécution de la surveillance qui leur était confiée; nous n'avons pas appris qu'à Paris même, où trente ou quarante citoyens zélés, des membres du Conseil d'Etat, des médecins, des négociants, des magistrats concourent à cette surveillance, elle ne fût pas bien exercée.

Que peut-on demander en effet à ces inspecteurs? Sans doute on ne leur demandera pas de dresser des procès-verbaux contre les infractions; ils ne pourront que faire des tournées. Je le demande, quelle sera l'efficacité des tournées applicables à tant de lieux et à tant d'ouvriers?

Messieurs, vous le voyez, pour que la chose pût avoir quelque efficacité, cette dépense devrait monter à un demi-million, si ce n'est à un million; en comptant un inspecteur par arrondissement, cela en donne environ cinq cents; voyez quelle est la dépense pour l'Etat!

Vous avez ensuite la considération du nombre des fonctionnaires publics. Il n'est pas indifférent d'accroître ce nombre indéfiniment. Vous savez combien le Gouvernement, qui cependant est porté à augmenter ce nombre, a été réservé dans cette question, puisqu'il ne l'a pas demandé; il y adhère aujourd'hui, je le sais; mais autre chose est d'adhérer, autre chose est de prendre l'initiative. Quand on prend l'initiative, c'est qu'on sent la nécessité, c'est qu'on est convaincu du besoin, que l'expérience l'a démontré. Dans ce cas, les rôles ne sont pas intervertis : le Gouvernement vient démontrer la nécessité; il a fait des calculs, il a reçu des témoignages, il les apporte; mais aujourd'hui le Gouvernament n'a rien demandé, c'est la Commission qui a proposé la création. Eh bien, je ne crois pas qu'il soit convenable que la Chambre prenne l'initiative d'une création de fonctionnaires publics et d'une augmentation de dépenses en présence de la situation des affaires.

Je dis que l'exemple, même au dehors, n'est pas propre à vous déterminer. On a parlé de l'Angleterre : l'Angleterre a nommé trois ou quatre

inspecteurs généraux ; elle n'a pas une nuée de fonctionnaires comme la France, des préfets, des sous-préfets, plusieurs milliers de juges de paix, etc. ; elle n'a pas d'inspecteurs généraux des bureaux de bienfaisance et de l'agriculture. Vous voulez maintenant administrer la France par des inspecteurs généraux au lieu de préfets et de sous-préfets : vous réduirez à rien cette dernière classe de fonctionnaires ; vous les découragerez ; vous découragerez aussi l'action spontanée et libre de citoyens recommandables, en créant des fonctionnaires salariés pour faire ce que les premiers pourraient très bien faire eux-mêmes.

Je citerai l'exemple de la Prusse, parce qu'il a déjà été invoqué. La Prusse n'a pas créé d'inspecteurs, elle s'est servi des sous-préfets ou plutôt des fonctionnaires qui, sous un autre nom, exercent les mêmes attributions. Elle n'a pas surchargé les dépenses publiques ni compromis les mœurs publiques par la création d'une nouvelle classe de fonctionnaires.

Je dépose ces réflexions dans le sein de la Chambre ; je suis d'avis que la rédaction primitive de la Commission n'était pas bonne, parce qu'elle imposait au Gouvernement l'obligation de créer un certain nombre d'inspecteurs généraux ; je suis d'avis que la proposition primitive de M. d'Argout, qui ne fixait pas le nombre, valait mieux que ce qu'on propose aujourd'hui.

On vous demande de créer des inspecteurs généraux et des sous-inspecteurs salariés, voilà le germe de plusieurs centaines de fonctionnaires salariés, qui, non seulement créeront une nouvelle dépense, mais qui rendront plus profonde encore l'altération de nos mœurs publiques, déjà si altérées par cette situation, que la moitié de la France est payée pour administrer l'autre.

M. CUNIN-GRIDAIN, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — J'ai toujours été convaincu que, pour assurer parfaitement l'exécution de la loi que nous discutons, une inspection générale et particulière, fortement constituée, était indispensable. Je ne me suis trouvé en désaccord avec la Commission que sur l'organisation qu'elle avait introduite dans la loi, au lieu de consacrer le principe. J'ai pensé qu'il fallait, avant tout, constituer l'inspection par sa base, c'est-à-dire organiser le service dans chacun des centres manufacturiers, avant de créer un état-major, dont la mission, pour être véritablement utile, ne peut et ne doit être qu'une mission de haute surveillance et de haute direction.

En 1841, j'ai fait dresser le tableau général des établissements assujettis aux obligations de la loi. Il fut constaté qu'elle était applicable dans soixante-quinze départements et dans deux cent cinquante-sept arrondissements, comprenant six mille établissements et plus de quatre-vingt mille enfants soumis à ses dispositions. Plus de cent villes peuvent être considérées comme des centres manufacturiers. L'extension donnée aux dispositions de la loi de 1841, en l'appliquant à toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers, m'obligera à établir le nombre de ces ateliers dans toute la France. Ce travail ne sera ni aussi difficile, ni aussi long qu'on pourrait le présumer. Le département du commerce a publié l'an dernier un premier volume de la statistique industrielle, le second est sous presse et paraîtra in-

cessament. Nous avons recueilli déjà tous les renseignements manuscrits qui nous permettront de compléter ce grand travail. Lorsque la loi en discussion sera votée par les deux chambres, nous posséderons les bases d'une organisation complète, et elles motiveront un projet de loi spécial ouvrant un crédit destiné à pourvoir au service de l'inspection salariée. En suivant cette marche fort simple, le but que poursuivent le Gouvernement et la Commission pourra être atteint dans cette session. Ces indications me dispensent de répondre aux critiques que, prématurément, l'honorable M. de Boissy a faites à des mesures financières qu'il ne pouvait connaître, puisque le Gouvernement n'a pu en arrêter aucune. En reconnaissant qu'une inspection salariée est la garantie de l'exécution de la loi, je continuerai à m'appuyer sur les inspections locales et gratuites, dont le zèle a puissamment contribué à faire pénétrer dans les populations l'esprit de la loi. Je ferai un nouvel appel au dévouement de ces hommes honorables, qui peuvent exercer sur l'opinion publique cette influence morale qu'invoquait l'honorable et savant comte Beugnot, dans le discours qu'il a prononcé dans l'une de vos précédentes séances. Je n'ai pas l'intention de me priver du concours des vérificateurs des poids et mesures, qui, combiné avec la surveillance des commissions gratuites, suffira pour assurer dans quelques localités l'exécution de la loi dont vous avez écarté les plus grandes difficultés.

Je me résume. L'inspection salariée, confiée à des inspecteurs généraux et particuliers, peut seule garantir l'exécution de la loi.

Nous pensons que le concours des comités locaux existants ainsi que l'intervention des vérificateurs des poids et mesures, doivent être maintenus. Nous ne nous dissimulons cependant pas que le résultat que nous poursuivons ne peut être obtenu sans un crédit assez considérable; nous ne pourrions l'apprécier qu'après avoir établi la statistique industrielle. Le tableau sera joint au projet de loi que nous présenterons; et, les chambres pourront alors juger en connaissance de cause, et comme chaque année nous aurons à publier les résultats obtenus, elles pourront toujours apporter au crédit qui figurera au budget, dans un chapitre spécial, les modifications dont elles le croiront susceptible.

Dans la lecture qui a été faite tout à l'heure, il m'a semblé entendre que le rapport des inspecteurs généraux devrait être inséré *in extenso*. Il y a cependant de ces observations intimes, confidentielles, qu'il serait convenable de ne pas livrer à la publicité. Je crois donc qu'il faudrait que la publication du rapport ne fût pas imposée d'une manière trop absolue, et qu'il fût possible de ne pas le publier *in extenso*.

M. LE RAPPORTEUR. Une simple observation fera comprendre à la Chambre qu'il s'agit ici d'une difficulté facile à lever. Dans leurs tournées, les inspecteurs généraux pourront adresser au Ministre des comptes particuliers et des informations confidentielles.

Il est question maintenant d'un rapport annuel sur les résultats d'ensemble de l'inspection. Ce rapport annuel sera tout à fait dégagé des communications confidentielles qui pourraient affecter des personnes : ce sont les faits généraux, mais positifs et tels que l'observation les aura fait connaître, que nous souhaitons qui soient publiés. M. le Ministre voit donc

qu'il ne sera pas obligé de publier des confidences dont il redouterait la publicité.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Cette explication me suffit.

M. LE VICOMTE DUCHATEL. — En présence des difficultés si grandes, des obstacles si fréquents qui ont arrêté presque partout l'exécution de la loi du 22 mars 1841, en présence des dispositions nouvelles que vous ajoutez dans celle qui doit lui servir de complément et qui est en discussion devant la Chambre, je crois qu'il serait bien difficile de ne pas admettre qu'il y aura un certain nombre de fonctionnaires spéciaux et rétribués, chargés de présider à son action, ou du moins de la diriger. Je pense donc que la loi doit contenir le principe de l'inspection salariée.

En m'exprimant ainsi, vous reconnaîtrez déjà, Messieurs, que je me rapproche davantage, en ce qu'il généralise plus et qu'il précise moins, de l'amendement de M. le comte d'Argout, que de l'amendement que la commission vous a présenté ce matin par l'organe de son honorable rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous sommes d'accord avec M. le comte d'Argout.

M. LE VICOMTE NAPOLEÓN DUCHATEL. — Je parle de la rédaction de l'amendement de M. le comte d'Argout, non pas de l'accord qui peut exister présentement entre cet honorable membre et la Commission.

Le principe de l'inspection salariée, je le répète, est le seul qui me paraisse, quant à présent, pouvoir être inscrit utilement, sans compromettre, et cependant sans trop prévoir l'avenir, dans le texte de la loi. Une fois ce principe admis, il y aura sans doute à examiner plus tard de quelle manière il devra être appliqué. A cet égard, différents systèmes pourront être mis en présence et comparés entre eux; je crois qu'il n'est ni utile, ni possible, de décider ici de leur mérite.

Les inspecteurs généraux me paraissent en tout cas indispensables, et, en les créant, on aura fait quelque chose d'analogue à ce qui existe aujourd'hui. Pour tous les services de bienfaisance, de charité, de philanthropie, celui des prisons, celui des aliénés, celui des établissements de bienfaisance, il a été créé successivement des inspections générales qui y ont amené de très bons, de très grands résultats. Cette institution a permis de réaliser non seulement de grands progrès dans les bienfaits de la charité légale, mais encore, j'ose le dire, dans l'administration économique et financière des deniers de l'État, des départements et des communes. Les inspecteurs généraux admis, il y aura lieu ensuite d'examiner la nature des rouages qui devront fonctionner au-dessous d'eux. Ici il se présentera nécessairement deux systèmes : celui auquel me paraît avoir fait allusion, sans cependant le développer, M. le Ministre du commerce, et qui consisterait à organiser des inspections locales salariées, puis, peut-être, quelque chose d'analogue au service des autres inspections de philanthropie et de charité, tel qu'il est établi pour les prisons, les hospices et les aliénés. Ce dernier procédé tendrait à admettre que l'inspection générale, centralisant la pensée, les projets du Gouvernement, les statistiques qui lui parviennent, la substance utile des rapports qui lui sont adressés par les administrations ordinaires, aurait pour mission de généraliser et de répandre partout dans le pays le caractère d'une exécution complète, intelligente et régulière, sur l'œuvre des commissions gratuites de surveillance.

Elle leur imprimerait nécessairement aussi une action nouvelle, une importance plus grande, et enfin la vie qui leur a manqué jusqu'à ce jour.

Ce système, s'il devait être définitif, ne serait, la Chambre le remarquera, ni sans précédent avantageux sous tous les rapports, ni sans utilité suffisamment constatée. En effet, nous n'ignorons pas que, pour les établissements de bienfaisance, par exemple, les inspecteurs généraux de diverses classes ne sont en tout que onze pour présider à l'action de toutes les commissions gratuites. A cela on me répondra que les établissements de bienfaisance et hospitaliers sont beaucoup moins nombreux que les ateliers industriels où nous aurons à faire pénétrer la surveillance que prescrit la présente loi. Cela peut être vrai; mais il ne faudra pas cependant oublier que les premiers comprennent, dans toute la France, non seulement les hospices et asiles de toute nature, mais encore les bureaux de bienfaisance, qui, heureusement établis dans une grande partie des communes, tendent chaque jour à se généraliser davantage. Une inspection générale, alors qu'elle s'exerce à de rares intervalles, et des commissions locales et habituelles, bien que gratuites, ont toujours été reconnues comme exerçant sur elles une très bonne et très utile influence. Si les choses venaient à se passer ainsi, il est bien certain que l'institution à établir serait extrêmement économique. Car un petit nombre d'inspecteurs généraux, qu'on voudra, sans doute, rétribuer suffisamment, mais proportionnellement à la modicité habituelle du traitement des autres fonctions analogues dans le pays, n'entraînerait jamais qu'une dépense très restreinte.

Quant au système, tel que celui qui consisterait à établir des inspections locales salariées, je crois qu'on doit laisser à l'initiative des règlements d'administration publique, et, plus tard, à la discussion du budget, l'appréciation financière de cette question. On peut prévoir cependant que cette création même ne pourrait pas encore embrasser un grand nombre de localités, ni amener un accroissement bien redoutable dans le nombre des fonctionnaires publics.

Il est hors de doute, en effet, nous le savons par expérience, que, partout où ils sont établis, les inspecteurs départementaux des établissements de bienfaisance apportent un concours complet, utile, très important à l'administration, pour la surveillance des établissements de toute nature à laquelle ils sont employés, hospices, prisons, ouvroirs, salles d'asile et autres.

Et cependant, Messieurs, aucun des départements où il s'en trouve n'en possède plus d'un seul. Ce personnel, le plus considérable, auquel je crois qu'il faudrait arriver, se trouverait donc très restreint alors même qu'on songerait à le créer dans chaque département.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que, s'il vient à s'établir ainsi, il faudra toujours le coordonner avec l'autorité et les circonscriptions de la surveillance habituelle de l'administration. En effet, l'administration ne peut et ne doit jamais en être séparé, puisqu'elle lui fournira toujours ses éléments et son personnel les plus importants.

Le règlement d'administration publique à intervenir saura pourvoir à toutes ces nécessités du service, et je lui accorderai toute ma confiance pour le faire, alors que le moment en sera venu.

Je bornerai ici ces observations. Mais, je le répète, je ne crois pas la question de personnel et d'exécution assez avancée pour la résoudre ici. Je n'ai pas vu que le Ministre ni la Commission pussent nous donner à cet égard des renseignements suffisants, assez complets et détaillés pour que nous devions la résoudre autrement que par un principe. L'inspection salariée est nécessaire; des divers systèmes par lesquels elle aura à procéder, on choisira sans doute le plus utile. Voilà ce qu'il y a lieu d'admettre aujourd'hui. Et alors même qu'on donnerait à ce principe la plus grande extension possible, c'est-à-dire l'inspection locale salariée, la Chambre, en présence des grands bienfaits qui doivent résulter de sa loi, des avantages d'une institution qui intéresse à un si haut point l'humanité et la morale, ne devra pas reculer d'avance devant une dépense qu'elle ne peut apprécier encore, mais qui ne doit jamais être considérable, ni surtout supérieure à tout le bien qu'elle amènera. (*Très bien !*)

M. le président donne une nouvelle lecture de l'amendement de la Commission.

M. LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE. — Je demande la division en ce qui concerne les inspecteurs généraux et les sous-inspecteurs.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Une chose me frappe, c'est l'abandon du système complet de la Commission; c'est l'abandon du nombre auquel devaient s'élever les inspecteurs généraux. Ensuite, le principe posé qu'ils seront salariés, quel sera le nombre des inspecteurs? Là est la question; je ne crois pas qu'on puisse donner, dès aujourd'hui, le chiffre déterminé; mais on pourrait dire, à peu de choses près, à quoi on engage l'État en posant ce principe. Dans la rédaction, il est dit qu'on nommera des inspecteurs généraux et des sous-inspecteurs; eh bien, M. le Ministre de l'agriculture et du commerce disait tout à l'heure qu'au nombre des inspecteurs qui pourraient être employés se trouveraient les vérificateurs des poids et mesures, si je ne me trompe. Je demande si ces vérificateurs des poids et mesures seront rétribués par l'État au sujet de leurs nouvelles fonctions? Il est évident que vous ne pouvez pas demander à un homme deux services pour un; quand vous le payez comme vérificateur des poids et mesures, vous n'aurez pas le droit d'exiger par cela même un autre service sans lui donner un nouveau salaire.

On me répond que, dès à présent, ces fonctionnaires font beaucoup de choses en dehors de leurs attributions, sans qu'ils aient pour cela un supplément de traitement. Je ne crois pas qu'on puisse arguer d'un abus pour établir un nouvel abus. Voulez-vous être certains d'être bien servis par cette classe de fonctionnaires? Payez-les. Mais si vous leur imposez une nouvelle fonction sans les rétribuer davantage, vous serez mal servis, et vous n'aurez pas le droit de vous plaindre. Voulez-vous, oui ou non, l'exécution de la loi? Si vous croyez qu'il faut salarier vos employés, déclarez-le franchement, et ne venez pas dire que vous vous ferez aider par des hommes à qui vous n'aurez pas le droit de demander un service nouveau; vous le demanderez ce service, et ils ne vous le rendront pas, ils seront en droit de vous le refuser.

Voilà la seule réflexion que je veux présenter. Je n'ai entendu qu'une lecture rapide de l'amendement; je regrette que la Commission, qui a tant élaboré dès l'année dernière et aujourd'hui le projet si important qui lui était

soumis, l'abandonne complètement dans ses dispositions les plus essentielles. La Commission posait un chiffre, établissait les principes, pourquoi y renonce-t-elle? Voici ce qu'elle disait: « Les inspecteurs salariés par l'État ne pourront remplir aucune autre fonction administrative. » Qu'est-ce qui l'a donc convertie à une opinion diamétralement opposée? Il faudrait à cet égard quelques explications. J'ai tant de confiance dans la Commission que je ne puis comprendre qu'elle ait changé du tout au tout, et que, du samedi au lundi, il n'y ait plus rien de son projet primitif.

M. LE BARON DE BARANTE. — Je ne pense pas qu'on puisse accuser la Commission d'avoir changé du tout au tout. Elle avait proposé la création de quatre inspecteurs généraux. Il a été objecté que le Ministre n'avait pu se procurer les documents nécessaires pour fixer le nombre de ces inspecteurs. On a dit qu'il suffirait de poser le principe de l'inspection générale, et qu'ensuite, soit dans une loi particulière, soit dans le budget, on fixerait le nombre des inspecteurs.

M. le Ministre pense que cela pourrait donner lieu à un projet particulier sur l'organisation de ce service, et que quand bien même cette loi ne serait pas présentée, ainsi que je le répète, le budget suffirait toujours pour que la Chambre pût limiter et régler le nombre des inspecteurs.

M. LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE. — Je demande à la Chambre de considérer s'il est raisonnable d'établir dans une loi l'obligation d'une dépense, sans savoir à quelle somme cette dépense pourra s'élever.

M. LE RAPPORTEUR. — Notre honorable collègue s'efforce d'alarmer la Chambre sur une dépense qu'il représente avec art comme formidable. Nous, au contraire, nous nous étions efforcés de la rassurer, nous avions réclamé le moindre nombre de fonctionnaires, en demandant seulement quatre inspecteurs généraux et quatre inspecteurs divisionnaires. Aussitôt on s'est soulevé contre nous; on s'est empressé de nous combattre en nous disant : Vous spécifiez un nombre dans la loi; vous empiétez sur le Gouvernement. Nous avons répondu pour tout concilier : Eh bien, nous supprimons l'indication du nombre.

A présent on réplique : Ah! vous ne fixez aucun nombre! donc, vous ouvrez la porte à tous les abus supputables et vous nous jetez dans des dépenses immenses.

A cela, Messieurs les pairs, il se présente la plus simple des réponses. Les dépenses qu'on appréhende ne pourront être fixées que par la loi; cette loi ne viendra-t-elle pas devant les deux Chambres? Est-ce que les honorables membres qui sont si partisans de l'économie (je les approuve, je les honore en cela), est-ce qu'ils n'auront pas à faire alors toutes leurs observations?...

Il faut cependant que je dise un mot sur ce singulier esprit d'économie qu'on veut pousser à l'excès quand il s'agit d'une loi qui protégera 6 millions de personnes, enfants du peuple, adolescents, filles et femmes des ouvriers de toutes nos industries. Comment! on trouverait, quand il serait nécessaire de rétribuer quatre inspecteurs généraux, et, peut-être aussi quatre inspecteurs divisionnaires, on trouverait là du luxe, de l'excès, de la prodigalité! On

oserait prétendre, comme on l'a fait tout à l'heure, qu'un si faible sacrifice deviendrait une source de démoralisation!

Ecoutez, Messieurs les pairs, écoutez bien! Vous démoraliserez la France, par cela seul que vous payeriez huit personnes pour empêcher qu'on accable par un travail excessif les femmes, les filles, les adolescents et les enfants du peuple, pour empêcher qu'on exige d'eux des travaux insalubres ou dangereux! Vous démoraliserez la France, si vos inspecteurs étaient payés pour empêcher que le mélange des sexes, dans certains ateliers, ait des conséquences funestes aux bonnes mœurs, si vos inspecteurs veillaient à l'enseignement primaire, moral et religieux des jeunes ouvriers! Voilà la traduction simple et claire de ce qu'un puritanisme d'économie ne craint pas de dire devant vous.

Quand il vous en coûterait, je ne dis pas quelques mille francs, mais quelques centaines de mille francs pour arriver au but sacré que nous voulons atteindre, Messieurs les pairs, nous ne ferions que payer la plus légitime de toutes les dettes envers le peuple, nous ne ferions que rendre une faible parcelle des larges contributions que les classes laborieuses versent au trésor public.

Messieurs, savez-vous ce que représente, pendant une année, le salaire de ces 6 millions de personnes que vont protéger, éclairer, diriger les inspecteurs? La moindre somme à laquelle nous puissions porter leurs gains annuels s'élève à 1,500 millions. Eh bien, croyez-vous que ces 1,500 millions que gagnent les enfants, les adolescents, les filles et les femmes qu'emploie l'industrie, croyez-vous que ces 1,500 millions, gagnés à la sueur de leur front, ne rentrent pas à larges flots dans le trésor public? Ils y rentrent par centaines de millions, prélevés sur le sel, sur le vin, sur le sucre, sur le café, sur une foule de produits dont le peuple consomme sa part.

Certes, quand le peuple, sur le fruit de son labeur, vous paye des centaines de millions, et qu'il est nécessaire d'avoir quelques pauvres mille francs pour protéger un travail si producteur et pour empêcher qu'on abuse de la santé, des forces, des mœurs mêmes de ces enfants, de ces filles et de ces femmes, serait-ce nous, nous, heureux de la terre, qui reculeries devant un misérable sacrifice! Cela serait indigne de vous. Alors même que l'argent manquerait pour des travaux de luxe et pour la décoration de nos cités, dès l'instant qu'il s'agit du bien-être du peuple, de la protection de la partie la plus faible, de la partie qui mérite avant tout votre sollicitude, c'est-à-dire des enfants, des adolescents, et du sexe le plus faible, je dis que c'est alors qu'il faudrait être généreux, magnanime, et qu'on choisirait mal le moment pour nous parler d'économies au nom de la morale publique.

A mon tour, c'est au nom sacré de la morale publique, c'est au nom des plus purs sentiments qui puissent honorer le cœur de l'homme, c'est au nom des sentiments qui triomphaient dans la Chambre des pairs en 1840 et en 1841, lorsqu'elle votait la première loi protectrice des classes ouvrières, un de vos plus dignes ouvrages, que j'ajoute aujourd'hui : Messieurs les pairs, couronnez cet ouvrage! L'article que vous allez voter, c'est la loi tout entière! Sans cet article, croyez-moi, vous n'aurez rien fait; au contraire, avec l'inspection puissante qu'il consacre, vous aurez tout fait, et vous serez enfin] cer-

tains qu'on exécutera dans sa vérité tutélaire la plus favorable des lois qu'on ait encore conçues jusqu'à présent en faveur des enfants du peuple. (*Marques nombreuses d'approbation*).

M. LE VICOMTE DUCHATEL. — Messieurs, par suite des considérations précédemment développées, M. le comte d'Argout ayant renoncé à son amendement pour accepter celui de la Commission, j'ai l'honneur d'informer la Chambre et M. le Président que je reprends cet amendement pour mon compte.

Le texte est celui-ci :

Il sera nommé des inspecteurs salariés pour assurer l'exécution des dispositions relatives au travail des enfants dans les manufactures.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'organisation des inspections.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. le comte d'Argout, abandonné par lui, étant repris par un honorable pair, je le mets aux voix.

(Une première épreuve est déclarée douteuse. Après une seconde épreuve l'amendement est adopté.) *Voir page 259.*

Il reste un second paragraphe tout à fait distinct proposé par la Commission. Le voici :

« Chaque inspecteur général rédigera tous les ans son rapport sur les résultats de l'inspection. »

Il me semble que cette disposition ne se combine pas avec l'amendement de M. le comte d'Argout.

M. LE RAPPORTEUR. — La Chambre a bien voté l'inspection salariée, mais elle n'a pas voté la suppression des inspecteurs généraux.

M. COUSIN. — Le paragraphe de la Commission, dans sa rédaction, tombe en effet devant l'amendement voté, mais je le reprends en le rédigeant de la manière suivante :

« Chaque année, il sera publié un rapport constatant les résultats de l'inspection ».

On pourra le rédiger encore mieux, ce qui est très facile, en sorte qu'on assure la publicité nécessaire d'un rapport, sans dire que ce sera un inspecteur général ou particulier qui publie ce rapport; ce que jamais je n'aurais admis, car évidemment ce n'est pas à un agent, quel qu'il soit, à publier un document officiel, c'est au Ministre, et au Ministre seul.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Paulze d'Ivoy avait proposé un amendement conçu en ces termes :

« Il sera, chaque année, rendu compte aux Chambres des résultats de l'exécution de la présente loi, et de celle du 22 mars 1841. »

M. COUSIN. — Sans amour-propre d'auteur, je préférerais ma rédaction. Comment! un Ministre viendra dire : Soyez tranquilles, tout va bien. La vraie manière de rendre compte aux Chambres, c'est de publier un rapport. Il faudrait donc dire : « Il sera publié, chaque année, sur les résultats de l'exécution de la présente loi et de celle du 22 mars 1841, un rapport qui sera distribué aux deux Chambres ».

M. LE PRÉSIDENT. — M. Paulze d'Ivoy se range-t-il à cette rédaction ?

M. PAULZE D'IVOY. — Je l'accepte complètement.

M. LE PRÉSIDENT LAPLAGNE-BARRIS. — Je demande à reprendre l'amendement de M. Paulze d'Ivoy. Il est conforme dans sa rédaction aux prescriptions du même genre qui se trouvent dans d'autres projets de loi, ordonnant des publications quelconques. Cette rédaction est donc, à mes yeux, plus régulière, plus légale, si je puis parler ainsi : « Il sera rendu compte chaque année de l'exécution de la loi. »

M. COUSIN. — Je dois rappeler à M. le président Laplagne-Barris que, dans la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, il est dit positivement que, dans un certain délai, le Ministre devra publier un rapport sur l'état de l'instruction primaire. Cette prescription, qui se trouve dans plusieurs autres lois encore, n'a jamais été considérée comme injurieuse à l'administration.

M. LE PRÉSIDENT. — L'une et l'autre rédaction rendent la pensée de la Chambre.

M. PAULZE D'IVOY. — Je suis aussi ami que qui que ce soit de la publicité; mais je veux que la publicité nous arrive par les voies naturelles, légales, c'est-à-dire par le Ministre. Je ne veux pas introduire dans le sein de l'administration des éléments contraires à la hiérarchie, des éléments de désunion.

Je prie la Chambre d'observer combien il serait fâcheux qu'un inspecteur vînt faire un rapport qui différerait de l'opinion du Ministre. Le seul homme responsable aux yeux de la Chambre, c'est le Ministre. Vous affaibliriez donc la responsabilité ministérielle, en même temps que vous introduiriez des éléments de division et de désunion dans la hiérarchie.

Je suis étonné que, lorsqu'il y a quatre ministres dans cette enceinte, aucun d'eux ne vienne prendre la parole pour défendre une question que je regarde comme une question de bon ordre administratif et de droit constitutionnel.

M. COUSIN. — Pour vouloir être court, j'ai été obscur, à ce qu'il paraît; car M. Paulze d'Ivoy suppose que j'ai voulu désarmer l'administration et donner aux inspecteurs généraux le droit de saisir directement le public et les Chambres.

M. PAULZE D'IVOY. — Je ne vous attaque nullement.

M. COUSIN. — J'ai dit formellement que le Gouvernement pouvait seul publier, dans la forme qui lui conviendrait, non pas *in extenso*, mais comme il le jugera convenable, un rapport qui serait distribué aux Chambres.

M. PAULZE D'IVOY. — Nous sommes parfaitement d'accord.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre doit opter entre les deux rédactions : l'une proposée par M. Cousin, à laquelle semblait adhérer M. Paulze d'Ivoy, et qui est ainsi conçue :

« Chaque année le Gouvernement publiera, sur l'exécution de la loi et sur les résultats de l'inspection, un rapport qui sera distribué aux Chambres. »

L'autre rédaction est la rédaction primitive de M. Paulze d'Ivoy, reprise par M. Laplagne-Barris; elle est conçue en ces termes :

Il sera, chaque année, rendu compte aux Chambres des résultats de l'exécution de la présente loi et de celle du 22 mars 1841.

M. Laplagne-Barris persiste-t-il à reprendre la rédaction de M. Paulze d'Ivoy?

M. LAPLAGNE-BARRIS. — Oui, monsieur le Président, parce qu'elle est tout

à fait constitutionnelle, tandis que celle de M. Cousin peut, sur ce point, éveiller quelques scrupules.

M. COUSIN. — En vérité, je veux bien que ma rédaction soit rejetée, mais non pas comme inconstitutionnelle. J'aperçois même peu de différence entre les deux rédactions, bien que je préfère la mienne.

M. LE RAPPORTEUR. — Le Ministre des travaux publics publie annuellement plusieurs rapports. Les travaux des routes, des ponts et chaussées et les travaux des ingénieurs des mines, ceux relatifs aux bateaux à vapeur sont l'objet de rapports annuels du plus grand intérêt qui sont distribués aux Chambres. C'est donc une chose établie en principe. Il me semble que les personnes qui trouvent cela inconstitutionnel sont tout à fait dans l'erreur.

M. FULCHIRON. — Cela est si peu inconstitutionnel que, pour les autres départements, pareille injonction est faite aux ministres, à l'occasion de l'exécution de diverses lois.

M. PAULZE D'IVOY. — Je ferai observer qu'une foule de lois imposent aux ministres l'obligation de rendre compte de l'exécution de ces lois, mais ce sont les ministres qui rendent compte, ce sont les rapports des ministres qui sont publiés et non ceux des agents de l'administration.

M. COUSIN. — C'est entendu !

M. LE PRÉSIDENT. — Je ferai observer à M. Paulze d'Ivoy, que la rédaction qui imposait la publication du rapport des inspecteurs généraux est complètement abandonnée; on est d'accord sur le fond des choses. Cependant, comme l'amendement de M. Paulze d'Ivoy a été repris et qu'il faut donner la priorité à l'un de ces deux amendements, c'est celui de M. Paulze d'Ivoy que je vais mettre aux voix d'abord; s'il est adopté, il n'y aura pas lieu de s'occuper de celui de M. Cousin, si, au contraire, il est rejeté, je mettrai aux voix celui de M. Cousin.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Comme le faisait remarquer tout à l'heure M. Paulze d'Ivoy, nous ne connaissons pas l'opinion de l'Administration. (*Bruit.*) Si l'observation venait de moi, je concevrais qu'elle suscitât quelques murmures, j'y suis habitué; mais lorsqu'elle vient d'un homme comme M. Paulze d'Ivoy, aussi consommé dans l'Administration, je suis étonné qu'on n'y réponde pas. Eh bien, moi qui aime à parler (*On rit*), je saisis cette occasion de rappeler au Gouvernement qu'on n'a pas répondu à l'observation. J'ai voté pour le ministère, mais avant de continuer à voter pour lui, je serais bien aise de connaître son opinion.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Le Gouvernement publie et distribue aux Chambres un rapport annuel sur les Caisses d'épargne, et, s'il n'a fait aucune observation sur la proposition de M. Paulze d'Ivoy, c'est qu'il la trouve parfaitement conforme à ce qui se pratique.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la priorité à l'amendement de M. Paulze d'Ivoy, qui a été repris par M. Laplagne-Barris.

(*Cet amendement est mis aux voix et adopté.*) [*V. p. 289.*]

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre va voter sur l'ensemble de l'article.

M. LE MARQUIS DE BARTHÉLEMY. — Avant que la Chambre passe au vote de l'article, j'ai une observation à lui soumettre.

Il était question dans l'article de la Commission d'encourager la formation

et le développement des sociétés de patronage destinées à patroner les jeunes ouvriers et de leur donner une existence légale. Rien, selon moi, n'est plus important. S'il est bien entendu que le règlement d'administration publique devra contenir une disposition analogue à celle que la Commission avait placée dans l'article, je n'aurais rien à dire; mais, s'il en était autrement, je reprendrais le paragraphe en mon nom.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Tout règlement d'administration publique, la Chambre le sait, est soumis au Conseil d'Etat, qui en délibère. Or, la disposition à laquelle fait allusion l'honorable membre peut être insérée dans le règlement d'administration publique, mais le Gouvernement ne peut pas répondre que le Conseil d'Etat l'adoptera.

M. LE MARQUIS DE BARTHÉLEMY. — Alors je crois très important que la Chambre délibère sur le dernier paragraphe de l'article de la Commission, et j'aurais l'honneur de le reprendre en mon nom, s'il était abandonné par elle. Il est ainsi conçu :

« Des ordonnances royales pourront autoriser les sociétés de patronage formées pour concourir à l'instruction et à la protection des enfants dans les manufactures, chantiers et ateliers soumis à la présente loi. Les membres de ces sociétés ne pourront exercer de surveillance dans les ateliers et dans les manufactures sans la permission des chefs d'établissement. »

MM. les pairs ont dû lire dans le rapport de la Commission quels heureux effets ont produits les sociétés de patronage formées pour la protection des jeunes ouvriers, enfants ou adultes employés dans les ateliers ou dans les manufactures. Tout le monde sent que la plupart de ces jeunes ouvriers ont besoin de protections, soit pour leur placement, soit pour leur instruction, soit enfin pour obtenir des secours, en cas de maladie. Des sociétés charitables de patronage ont été formées dans ce but. Comment refuserait-on de les encourager? Je ne comprendrais pas l'hésitation de M. le Ministre. Sans doute le Conseil d'Etat délibère sur les règlements d'administration publique, mais c'est M. le Ministre qui les lui propose. S'il a l'intention de s'occuper des sociétés de patronage, rien ne doit l'empêcher de l'annoncer à la Chambre. Quant à la Commission, je ne saurais croire qu'elle pût abandonner les intentions bienveillantes qu'elle avait d'abord manifestées. J'oserais donc compter sur son appui.

M. GIRARD. — Je viens répondre quelques mots aux observations présentées par l'honorable M. Barthélemy.

La Commission a été unanime dans l'expression antérieure de son avis sur l'utilité des sociétés de patronage et dans son désir que ces sociétés interviennent le plus souvent et le plus efficacement possible dans la surveillance des enfants travaillant dans les manufactures; mais elle n'a pas cru convenable d'indiquer leur intervention par un article de loi.

M. LE MARQUIS DE BARTHÉLEMY. — Cela s'y trouve.

M. GIRARD. — Cela était dans le projet de la Commission, en effet, mais elle a cru devoir abandonner cette disposition, parce qu'elle y a vu des inconvénients.

La Commission a considéré ceci, c'est que la pensée de la loi impliquait nécessairement l'existence des comités locaux. La surveillance des enfants dans

les manufactures et dans les écoles serait nécessairement confiée dans les localités à des comités de surveillance. Ces comités de surveillance procéderaient comme procèdent les comités des prisons, les comités des hospices, les comités des bureaux de bienfaisance, dont le zèle, dont l'activité, dont l'intervention est sans cesse surveillée et excitée par des inspecteurs salariés par l'Etat.

Il y aurait donc analogie complète entre la protection des enfants dans les manufactures et les autres systèmes de bienfaisance. En un mot, la loi crée une nouvelle mission à la bienfaisance publique.

Voilà la pensée de la Commission. Eh bien, dans cette pensée, elle a craint que l'existence trop caractérisée, trop indiquée, trop formellement commandée des sociétés de patronage ne constituât avec les comités de surveillance une confusion fâcheuse et des conflits.

La pensée de la Commission a été satisfaite par l'existence certaine des comités de surveillance, et par l'intervention éventuelle, là où la chose pourrait avoir lieu sans inconvénient, des sociétés de patronage. Il faut même remarquer, et l'honorable M. Barthélemy l'a sans doute aperçu, que, dans l'article abandonné par la Commission, l'entrée des ateliers n'était pas accordée aux sociétés de patronage; qu'on leur permettait simplement de surveiller les enfants dans leur famille; mais on ne leur permettait pas de les surveiller dans les ateliers. Eh bien, la Commission a encore admis que cette faculté de surveillance, que cette intervention salutaire des sociétés de patronage existerait pleinement, lors même que la loi ne le dirait pas. Et je crois pouvoir dire qu'elle avait recommandé à son honorable rapporteur qui, certainement, a accompli ce devoir en annonçant la nouvelle rédaction que la Commission propose, de beaucoup insister, de beaucoup expliquer devant la Chambre que la Commission n'abandonnait pas sa conviction sur l'utilité des sociétés de patronage; mais qu'elle renonçait à son premier avis sur l'utilité d'une insertion légale. La Commission a craint qu'en enregistrant dans la loi l'existence des sociétés de patronage on ne créât certains conflits locaux avec les comités de surveillance. Mais elle n'a pas abandonné son désir que M. le Ministre, que les autorités locales appellassent l'intervention des sociétés de patronage partout et toutes les fois que cela serait possible.

Voilà l'explication que je voulais avoir l'honneur de donner à la Chambre et à l'honorable marquis de Barthélemy, avec qui nous nous entendons parfaitement, quant au fond des intentions, mais non pas parfaitement quant à leur application.

M. LE MARQUIS DE BARTHÉLEMY. — Je prends acte des paroles prononcées par l'honorable M. Girard au nom de la Commission. Elle persiste à trouver les sociétés de patronage extrêmement utiles. Seulement, la Commission craint des conflits avec les comités de surveillance. Eh bien, pour les prisons, il existe des comités de surveillance et des sociétés de patronage, sans qu'il existe de conflit; leurs fonctions sont parfaitement distinctes. Les comités de surveillance sont destinés à voir comment les surveillants se conduisent envers les prisonniers pendant la durée de leur peine. Les sociétés de patronage sont appelées à aider les prisonniers par de bons conseils et des secours pendant leur séjour dans les prisons, et à leur continuer leurs bons soins et à aider à leur placement à leur sortie. Les sociétés de patronage des jeunes ou-

vriers ont surtout pour but de pourvoir à leur instruction religieuse et primaire; elles établissent des écoles du soir à leur usage, elles les forment aux pratiques religieuses, veillent sur leur conduite et procurent aux ouvriers inoccupés des placements, des maîtres.

Voilà quel est le but de ces utiles sociétés, qui diffèrent complètement des comités de surveillance. Je ne crains donc pas les conflits.

Mais, comme je pense que le Gouvernement ne saurait ne pas accorder son appui à des sociétés si utiles, je n'insisterai pas plus longtemps, tout en regrettant, je l'avoue, que la Commission ait abandonné son projet.

(L'article, dans son ensemble, est mis aux voix et adopté.) [V. p. 163.]

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre doit se rappeler que, relativement aux ateliers de famille, elle a voulu consacrer une exception qu'elle a renvoyée à la Commission. (V. 288 et 289.) Je vais donner connaissance de la rédaction que la Commission propose. Au lieu d'en faire une annexe de l'article 4, qui a déjà assez de dispositions, on pourrait en faire un article 5, séparé.

Ne seront pas soumis aux inspections prescrites par l'article 10 de la loi de 1841, et par la présente loi, les ateliers des personnes exceptées du droit de patente, en vertu du paragraphe 6 de l'article 13 de la loi de 1844.

M. LE MINISTRE. — Le Gouvernement adhère à cette rédaction.

(Cette rédaction, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — **Art. 6.** La présente loi sera affichée dans les ateliers avec la loi du 22 mars 1841, et les contraventions à ses dispositions seront constatées et punies, conformément aux articles 10, 11 et 12 de ladite loi. **(Adopté.)**

« Art. 7. La loi de 1841 continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — Si je demande la parole, c'est uniquement pour lire une observation de la Commission et recommander qu'il n'en soit pas de la nouvelle loi comme de l'ancienne. Voici l'observation de la Commission :

« Cet article devient sans objet, la loi de 1841 étant respectée dans son entier. »

Malheureusement, elle a été tellement respectée qu'elle n'a pas été exécutée. Je n'en dirai pas davantage.

C'est pour moi un devoir de prévenir la Chambre que, pour des raisons qu'elle appréciera sans doute, j'ajourne ma demande en interpellation que je devais faire aujourd'hui.

M. PAULZE D'IVOY. — La loi nouvelle introduit une foule de modifications dans les dispositions relatives à l'industrie, et, par conséquent, il serait trop rigoureux de la rendre obligatoire, dès le moment de sa promulgation. Je demande donc qu'il soit déclaré qu'elle ne sera obligatoire, comme au surplus ne l'a été la loi de 1841, que six mois après sa promulgation.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais mettre aux voix d'abord l'article en question, et puis je mettrai aux voix la disposition proposée par M. Paulze d'Ivoy.

(L'article 7 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici maintenant la proposition de M. Paulze d'Ivoy :
 « La présente loi ne sera obligatoire que six mois après sa promulgation. »

M. LE RAPPORTEUR. — M. Paulze d'Ivoy prétend-il que, la loi promulguée, on pourra, pendant six mois encore, faire travailler quinze, seize ou dix-sept heures par jour les femmes et les filles dans les ateliers? La fixation d'un maximum de douze heures n'existant pas dans la loi de 1841, il faut que le sexe le plus faible jouisse le plus tôt possible de ce grand bienfait.

Je conçois qu'il y ait quelques délais nécessaires qu'il n'est pas besoin de prescrire. Vous avez décidé l'établissement d'une inspection salariée. M. le Ministre vous a parfaitement expliqué qu'avant qu'il obtienne une loi spéciale de dépense, il ne pourra pas faire fonctionner ce genre d'inspection ; mais je dis, j'affirme que le bienfait de vos lois en faveur des classes ouvrières va se trouver acquis pour elles au moment même où la loi sera votée. Je ne vois pas, je le répète, en vertu de quelle nécessité d'organisation vous pourriez faire travailler des filles et des femmes pendant quatorze, quinze et seize heures par jour, pendant six mois, après le vote de la loi qui réduit à douze heures le maximum de leur journée.

M. PAULZE D'IVOY. — Je demande à la Chambre de lire l'article 13 de la loi de 1841 :

« La présente loi ne sera obligatoire que six mois après sa promulgation. »

La loi nouvelle n'introduira pas moins d'innovation dans l'industrie, dans l'agencement des ateliers que la loi de 1841. Et, d'ailleurs, lorsque vous dites que la loi ne sera obligatoire que dans un délai de six mois, par cela vous n'exonérez pas le Gouvernement; vous ne lui laissez pas moins la difficulté de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le plus promptement possible l'exécution de la loi.

Rapportez-vous-en aux manufacturiers eux-mêmes, qui, lorsqu'ils sauront que la loi devra être exécutée dans six mois, ne laisseront pas écouler ce dernier délai pour se conformer à ses prescriptions.

Je crois que, sous peine de porter une grande perturbation dans l'industrie, vous ne pouvez pas vous dispenser d'adopter le délai que j'ai l'honneur de proposer.

M. FULCHIRON. — Je demanderai à M. Paulze d'Ivoy s'il entend que, pendant six mois, la loi ne sera pas obligatoire. Le Ministre pourra prendre, pendant ce temps, les mesures nécessaires pour la faire exécuter. S'il y a un délai de six mois, les fabricants auront le droit de dire au Ministre : Nous attendrons l'expiration des six mois.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — Messieurs, le projet que vous allez bientôt voter apporte à la loi de 1841 de graves et profondes modifications; elle va placer sous les conditions de la loi des industries qui, jusqu'à présent, n'y avaient pas été soumises. Je demande si nous pourrions obtenir que, dans ces industries nouvellement atteintes par la loi, l'organisation nécessaire, indispensable, pour qu'elles se conforment à son exécution, puisse être faite en vingt-quatre heures. Cela n'est pas possible; il faut nous accorder un délai.

Quant aux industries soumises à la loi de 1841, elles s'organiseront; mais

elles auront aussi besoin d'un délai que je considère comme leur étant tout à fait indispensable.

M. LE MARQUIS TURGOT. — La promulgation de la loi dépendant de l'autorité royale, M. le Ministre aura le droit de retarder cette promulgation. (*Réclamations.*)

M. LE MINISTRE. — Cela est impossible.

M. LE MARQUIS TURGOT. — Mais enfin, d'ici à l'époque où la promulgation rendra la loi obligatoire, il s'écoulera un temps certainement assez long; il y aura la discussion à la Chambre des députés, cette loi pourra vous revenir. Pendant tout ce temps M. le Ministre pourra aviser, de manière à ce que son exécution puisse avoir lieu aussitôt après sa promulgation.

Il y a huit ans que la loi de 1841 est censée en exercice, je ne vois pas pourquoi, si cette loi apporte une amélioration au sort de la classe ouvrière, vous la remettez à six mois encore.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. — M. le marquis Turgot comprend parfaitement bien qu'il ne dépend pas d'un Ministre de rendre la loi exécutoire ou d'en retarder l'exécution. Il comprendra encore parfaitement que, tant que la loi est susceptible d'être amendée par la Chambre des députés et de revenir à la Chambre des pairs, en présence de cette éventualité, il n'est possible de déterminer aucune mesure avant l'adoption définitive de la loi par les deux Chambres.

L'amendement de M. Paulze d'Ivoy stipulant un délai nécessaire pour que la loi soit bien comprise, et que, par suite, son exécution en soit rendue facile, je lui donne mon assentiment.

M. LE PRÉSIDENT. — Il importe que la Chambre soit bien fixée sur la portée de cet amendement. Il n'a pas pour objet de suspendre l'exécution de la loi de 1841, dont les dispositions sont et restent exécutoires. L'amendement n'est relatif qu'aux dispositions nouvelles consacrées par la loi actuelle. Cela étant bien entendu, je vais mettre aux voix la proposition de M. Paulze d'Ivoy.

M. LE MARQUIS DE BOISSY. — M. le Président. . . . (*Aux voix! Aux voix!*)

Il faudrait cependant se reporter au paragraphe 2 de l'article 3, qui donne deux ans pour préparer les règlements d'administration publique. Est-ce encore un délai de six mois qu'on veut ajouter à ces deux années? (*Non! Non!*) Il est question de la promulgation, je le comprends; mais enfin, comme le disait M. le marquis Turgot, le Ministre est libre de hâter ou de différer, jusqu'à un certain point, la promulgation. (*Réclamations.*) Je ne dis pas indéfiniment, mais jusqu'à un certain point.

Enfin, puisque la loi vous paraît désirable, vous devez en hâter la mise à exécution autant que possible.

Vous avez déjà donné deux années, n'allez pas y ajouter six mois. (*Non! Non!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le plus court délai se confond dans le plus long.

Je vais mettre aux voix l'amendement de M. Paulze d'Ivoy. Mais il y a un amendement ainsi conçu :

La présente loi ne sera obligatoire que trois mois après sa promulgation.

Ce sous-amendement est-il appuyé? (*Oui! Oui!*)

Alors je vais le mettre aux voix.

(L'amendement est mis aux voix et adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — **Il reste à voter sur l'ensemble de la loi.**

Il est procédé au scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures.

Le dépouillement amène le résultat suivant :

Nombre des votants.....	136
Pour.....	117
Contre.....	19

(La Chambre a adopté.)

ANNEXE À LA DISCUSSION DEVANT LA CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI

sur le travail des enfants, des adolescents, des filles et des femmes, employés dans les manufactures, les fabriques, les usines, les chantiers et les ateliers (1).

LOI DU 22 MARS 1841.	PROJET DE LOI PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.	AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.	PROJET DE LOI ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES PAIRS DANS SA SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1848.
ART. 1 ^{er} . — Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi : 1° Dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans leurs dépendances; 2° Dans toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier.	ART. 1 ^{er} . — Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers.	ART. 1 ^{er} . — Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront appliquées dans les manufactures, les fabriques, les usines, les chantiers et ateliers occupant au moins dix personnes de tout âge et de tout sexe; ou cinq personnes, enfants, adolescents ou femmes. La même application continuera pendant un	ART. 1 ^{er} . — Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 seront applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers. (V. p. 142.)

(1) LOI DU 22 MARS 1841, relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers.

ART 1^{er}. — Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi :

1° Dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans leurs dépendances;

2° Dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier.

ART. 2. — Les enfants devront, pour être admis, avoir au moins 8 ans.

De 8 à 12 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos.

De 12 à 16 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif de plus de douze heures sur vingt-quatre, divisées par des repos.

Ce travail ne pourra avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré, sur papier non timbré et sans frais, par l'officier de l'état civil.

ART. 3. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Tout travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de 13 ans.

Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de 13 ans pourront travailler la nuit, en comptant deux heures pour trois, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Un travail de nuit des enfants ayant plus de 13 ans, pareillement supputé, sera toléré, s'il est reconnu

LOI

DU 22 MARS 1841.

PROJET DE LOI

PRÉSENTÉ

PAR LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTS

PROPOSÉS

PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES PAIRS
DANS SA SÉANCE
DU 21 FÉVRIER 1848.

ART. 2. — Les enfants
devront, pour être ad-

ART. 2. — Le mini-
mum de l'âge d'admis-

an, après le jour où ces
établissements cessa-
raient d'occuper l'un ou
l'autre de ces deux nom-
bres de travailleurs.

Les nombres ci-dessus
pourront être réduits par
voie de règlement d'ad-
ministration publique.

ART. 2. — Toutes les
dispositions de la loi du

ART. 2. — De 8 à
12 ans, la durée effec-

indispensable, dans les établissements à feu continu dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours des vingt-quatre heures.

ART. 4. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés les dimanches et les jours de fêtes reconnus par la loi.

ART. 5. — Nul enfant âgé de moins de 12 ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteur justifieront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis devra, jusqu'à l'âge de 12 ans, suivre une école.

Les enfants âgés de plus de 12 ans seront dispensés de suivre une école, lorsqu'un certificat, donné par le maire de leur résidence, attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire.

ART. 6. — Les maires seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire.

Les chefs d'établissement inscriront :

1° Sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie;

2° Sur un registre spécial, toutes les indications mentionnées au présent article.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique pourront :

1° Étendre à des manufactures, usines ou ateliers, autres que ceux qui sont mentionnés dans l'article 1^{er}, l'application des dispositions de la présente loi;

2° Élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail déterminés dans les articles 2 et 3, à l'égard des genres d'industrie où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé;

3° Déterminer les fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront point être employés;

4° Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles;

5° Statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu;

6° Statuer sur les cas de travail de nuit prévus par l'article 3.

ART. 8. — Des règlements d'administration publique devront :

1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi;

2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures;

3° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants;

4° Empêcher, à l'égard des enfants tout mauvais traitement et tout châtiment abusif;

5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants.

ART. 9. — Les chefs des établissements devront faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les

LOI DU 22 MARS 1841.	PROJET DE LOI PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.	AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.	PROJET DE LOI ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES PAIRS DANS SA SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1848.
mis, avoir au moins 8 ans. De 8 à 12 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos. De 12 à 16 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de douze heures sur vingt-quatre, divisées par des repos. Ce travail ne pourra avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 heures du soir. L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré, sur papier non timbré et sans frais, par l'officier de l'état civil.	sion des enfants dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers, est élevé à 10 ans. Au-dessous de 16 ans la durée du travail des enfants ne pourra excéder douze heures sur vingt-quatre non compris le temps des repos. L'âge des enfants continuera d'être constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais, par l'officier de l'état civil.	22 mars 1841, en faveur des enfants de 8 à 12 ans, et des adolescents de 12 à 16 ans, sont maintenues. Les dispositions en faveur des adolescents de 12 à 16 ans, et spécialement celle qui limite à douze heures leur travail journalier, seront	tive du travail des enfants ne pourra excéder six heures sur vingt-quatre. (V. p. 196.) Les dispositions de la loi qui limitent à douze heures le travail journalier des adolescents de 12 à 16 ans, seront désormais applicables aux

règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution.

ART. 10. — Le Gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire représenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes : ils pourront se faire accompagner par un médecin commis par le préfet ou le sous-préfet.

ART. 11. — En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux, qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 12. — En cas de contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne pourra excéder 15 francs.

Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 200 francs.

S'il y a récidive, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 16 à 100 francs. Dans les cas prévus par le paragraphe second du présent article, les amendes réunies ne pourront jamais excéder 100 francs.

Il y aura récidive lorsqu'il aura été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique qu'elle autorise.

ART. 13. — La présente loi ne sera obligatoire que six mois après sa promulgation.

LOI

DU 22 MARS 1841.

PROJET DE LOI

PRÉSENTÉ

PAR LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTS

PROPOSÉS

PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES PAIRS
DANS SA SÉANCE
DU 21 FÉVRIER 1848.

ART. 5. — Nul enfant âgé de moins de 12 ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteur justifieront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis, devra, jusqu'à l'âge de 12 ans, suivre une école.

Les enfants âgés de plus de 12 ans seront dispensés de suivre une école, lorsqu'un certificat, donné par le maire de leur résidence, attesterait qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire.

ART. 3. — Tout enfant admis dans les manufactures devra, jusqu'à l'âge de 12 ans, fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne soit justifié, par un certificat du maire, qu'il a reçu l'instruction primaire élémentaire.

Les heures de fréquentation de l'école devront être indiquées dans les règlements intérieurs de l'établissement.

désormais appliquées aux filles et aux femmes, quel que soit leur âge.

filles et aux femmes, quel que soit leur âge.
(V. p. 198.)

ART. 3. — Le règlement d'administration publique ordonné par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841, pour tout ce qui concerne l'enseignement primaire et religieux, sera publié dans la première année qui suivra la promulgation de la présente loi.

Ce règlement, concerté entre les Ministres de l'agriculture et du commerce et de l'instruction publique, coordonnera les heures d'é-

ART. 3. — Les règlements d'administration publique prescrits par l'article 8 de la loi du 22 mars 1841 et par la présente loi seront publiés dans les deux années qui suivront la promulgation de la loi. (V. p. 233.)

LOI

DU 22 MARS 1841.

PROJET DE LOI

PRÉSENTÉ

PAR LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTS

PROPOSÉS

PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES PAIRS

DANS SA SÉANCE

DU 21 FÉVRIER 1848.

cole et les heures de travail.

Pendant trois jours ouvrables de chaque semaine, la durée du travail des adolescents est réduite à onze heures; l'heure de travail supprimée fera partie du temps obligatoirement consacré à leur instruction primaire.

Une classe du dimanche aura lieu, pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents.

ART. 4. — Il sera nommé quatre inspecteurs généraux du travail des manufactures, usines, chantiers et ateliers, soumis au régime de la présente loi.

Chacun d'eux ne pourra pas avoir sous sa direction moins d'un inspecteur divisionnaire.

Ces inspecteurs, salariés par l'État, ne pourront remplir aucune autre fonction administrative.

Chaque inspecteur général parcourra, chaque année, les quatre divisions du ressort qu'il aura dans ses attributions.

Une rotation régulière des inspecteurs généraux leur donnera successivement la surveillance des quatre grands districts dans lesquels sera divisée la France manufacturière.

Chaque inspecteur général rédigera, tous les

Un jour de chaque semaine, pour tous les adolescents de 12 à 16 ans, deux heures seront retirées du travail et consacrées à l'enseignement primaire et religieux des enfants et des adolescents. (V. p. 249 et 258).

Deux heures de chaque dimanche seront également consacrées à l'enseignement primaire et religieux des enfants et des adolescents.

ART. 4. — Il sera nommé des inspecteurs salariés pour assurer l'exécution des dispositions relatives au travail des enfants dans les manufactures.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'organisation des inspections. (V. p. 288.)

Il sera, chaque année, rendu compte aux

ART. 10. — Le Gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire représenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes; ils pourront se faire accompagner par un médecin commis par le préfet ou le sous-préfet.

LOI
DU 22 MARS 1841.

PROJET DE LOI
PRÉSENTÉ
PAR LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTS
PROPOSÉS
PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI
ADOPTÉ
PAR LA CHAMBRE DES PAIRS
DANS SA SÉANCE
DU 21 FÉVRIER 1848.

ans, son rapport sur le résultat de son inspection. Le rapport signé par lui, sera publié en entier pour être, dès l'ouverture de chaque session, distribué aux membres des deux Chambres.

L'organisation des comités d'inspections locales continuera d'être réglée par des arrêtés ministériels.

Ces comités seront présidés de droit par les inspecteurs divisionnaires et généraux dans le ressort desquels ils seront établis, et recevront d'eux leur direction.

Il appartiendra également aux inspecteurs de régler l'action des sociétés de patronage qui pourront être autorisées dans le but louable de concourir à l'instruction et à la protection des enfants dans les manufactures, les usines, les chantiers et les ateliers soumis à la présente loi.

Les sociétés de patronage dont l'expérience aura montré les bons effets pourront, d'après le rapport d'un inspecteur général, être autorisées par voie de règlement d'administration publique avec les droits qui s'ensuivent.

Chambres des résultats de l'exécution de la présente loi et de celle du 22 mars 1841. (V p. 290.)

ART. 5. — Ne seront pas soumis aux inspections prescrites par l'article 10 de la loi de 1841 et par la présente

LOI
DU 22 MARS 1841.

PROJET DE LOI
PRÉSENTÉ
PAR LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTS
PROPOSÉS
PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI
ADOPTÉ
PAR LA CHAMBRE DES PAIRS
DANS SA SÉANCE
DU 21 FÉVRIER 1848.

loi, les ateliers des personnes exceptées du droit de patente en vertu du paragraphe 6 de l'article 13 de la loi du 25 avril 1844. (V. p. 293.)

ART. 4. — La présente loi sera affichée dans les ateliers avec la loi du 22 mars 1841, et les contraventions à ses dispositions seront constatées et punies, conformément aux articles 10, 11 et 12 de ladite loi.

ART. 5. — Comme à l'article 4 du projet.

ART. 6. — Comme à l'article 4 du projet. (V. p. 293.)

ART. 5. — La loi de 1841 continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 6. — Comme à l'article 5 du projet.

ART. 7. — Comme à l'article 5 du projet. (V. p. 293.)

La présente loi ne sera obligatoire que trois mois après sa promulgation. (V. p. 296.)

ANNEXE AU RAPPORT DE M. DUPIN.

Tableau présentant la division de la France manufacturière en Inspections générales et divisionnaires.

INSPECTIONS GÉNÉRALES							
DU NORD-OUEST. Inspections divisionnaires.		DU NORD-EST. Inspections divisionnaires.		DU MIDI. Inspections divisionnaires.		DE L'OUEST ET DU CENTRE. Inspections divisionnaires.	
Centres.	Départements.	Centres.	Départements.	Centres.	Départements.	Centres.	Départements.
PARIS.....	Seine. Seine-et-Oise. Seine-et-M ^{re} .	MULHOUSE...	Haut-Rhin. Bas-Rhin. Haute-Saône. Doubs. Jura.	TOULOUSE...	H ^{te} -Garonne. Ariège. Pyrén.-Orient. H ^{te} -Pyrénées. B ^{te} -Pyrénées. Landes. Gers.	LIMOGES....	Vienne. Haute-Vienne. Deux-Sèvres. Vendée. Creuse. Corrèze.
ROUEN.....	Seine-Inf ^{re} . Eure. Eure-et-Loir. Calvados. Orne. Manche.	LYON.....	Rhône. Basses-Alpes. Hautes-Alpes. Isère. Saône-et-Loire Ain.	CASTRES	Tarn. Tarn-et-Gar. Aveyron. Lot. Lozère.	RENNES.....	Ille-et-Vilaine. Finistère. Morbihan. Loire-Inf ^{re} . Côtes-du-Nord
REIMS ou S ^t - QUENTIN...	Marne. Haute-Marne. Aisne. Aube. Oise.	S ^t -ÉTIENNE...	Loire. Puy-de-Dôme. Cantal. Haute-Loire. Ardèche. Drôme.	BORDEAUX. ...	Gironde. Charente. Charente-Inf. Lot-et-Garon. Dordogne.	TOURS.....	Indre-et-Loire Indre. Sarthe. Mayenne. Loir-et-Cher. Maine-et-Loire
LILLE.....	Nord. Ardennes. Pas-de-Calais. Somme.	NANCY.....	Meurthe. Meuse. Moselle. Vosges.	NISMES.....	Gard. Vaucluse. Hérault. Var. Aude. B.-du-Rhône.	NEVERS.....	Nièvre. Cher. Allier. Loiret. Yonne. Côte-d'Or.

	Pages.
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 JANVIER 1900 relative à la statistique annuelle des accidents	18
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 FÉVRIER 1900 relative au classement des papeteries dans les usines à feu continu	19

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

CHAMBRE DES PAIRS :

<i>Projet de loi</i> tendant à la modification de la loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers :	
Séance du 15 février 1847.....	20
<i>Rapport</i> de M. Charles Dupin :	
Séance du 29 juin 1847.....	27
Séance du lundi 14 février 1848	83
Séance du mardi 15 février 1848.....	89
Séance du mercredi 16 février 1848.....	126
Séance du jeudi 17 février 1848.....	162
Séance du vendredi 18 février 1848.....	200
Séance du samedi 19 février 1848.....	239
Séance du lundi 21 février 1848.....	278
<i>Annexes</i>	297



Le *Bulletin de l'Inspection du travail* est publié sous les auspices de la Commission supérieure du travail et par les soins de la Direction de l'industrie; il contient les actes officiels et tous les documents et travaux divers se rattachant à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des ateliers, etc.

Il est divisé en cinq parties, savoir :

- 1° Actes officiels (lois, décrets, arrêtés, instructions ministérielles, etc.);
- 2° Travaux originaux des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines; résultats des enquêtes faites en exécution de l'article 21 de la loi du 2 novembre 1892;
- 3° Jurisprudence;
- 4° Législation étrangère;
- 5° Documents et renseignements divers.

Le *Bulletin de l'Inspection du travail* paraît tous les deux mois en fascicules.

Toutes les communications relatives à ce Bulletin doivent être adressées au Ministère du commerce (Direction de l'industrie. — Bureau de l'industrie).

S'adresser pour les abonnements ou l'achat des numéros détachés à la librairie Berger-Levrault et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, n° 5, à Paris.

France..	{	Prix de l'abonnement annuel.	6 ^f 00 ^c	
	{	Prix de vente au numéro.	1 25	
Étranger.	{	Prix de l'abonnement annuel.	6 00	} le port en sus.
	{	Prix de vente au numéro.	1 25	

Les années 1893 (à l'exclusion du n° 1), 1894 et 1895 sont épuisées.

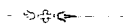
LES RAPPORTS DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL SUR L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL sont en vente à la librairie Berger-Levrault et C^{ie} :

Année 1893.	2 francs.
Années 1894, 1895, 1896, 1897 et 1898 le volume. . .	4 —

(Pour l'étranger, le port en sus.)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DE L'INDUSTRIE (BUREAU DE L'INDUSTRIE)



BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

HUITIÈME ANNÉE

1900

NUMÉROS 3 ET 4



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC

SOMMAIRE DES NUMÉROS 3 ET 4.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DES 19 ET 21 FÉVRIER 1900 réorganisant, à titre provisoire, la 5 ^e circonscription d'inspection.....	305
DIRECTION DE L'INDUSTRIE.....	306
PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.....	306
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 JANVIER 1900 relative à l'autorisation provisoire des établissements nouveaux, susceptibles d'être rangés dans la 1 ^{re} classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	307
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 JANVIER 1900 relative au délai imparti pour la mise en activité des établissements classés.....	309
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 FÉVRIER 1900 relative à la question de la suppression du travail de nuit.....	310
DÉCISION DU 19 JANVIER 1900 relative à l'application de l'article 4, § 7, de la loi du 2 novembre 1892. Chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure.....	311
DÉCISION DU 25 JANVIER 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur des filatures de bourres de soie. (Article 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892.) ...	311
DÉCISION DU 27 JANVIER 1900 au sujet de la déclaration des accidents survenus sur les chantiers d'entreprises des travaux des ponts et chaussées.....	312
DÉCISION DU 27 JANVIER 1900 relative aux tolérances sollicitées par l'industrie de la brasserie. (Article 7 de la loi du 2 novembre 1892.).....	313
DÉCISION DU 2 FÉVRIER 1900 relative à l'application de l'article 10 du décret du 10 mars 1894. Obligation de munir les escaliers de fortes rampes.)	314
DÉCISION DU 2 FÉVRIER 1900 relative à l'application de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.....	314
DÉCISION DU 30 JANVIER 1900 relative à l'application de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.....	315
DÉCISION DU 7 FÉVRIER 1900 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux employés d'une entreprise de transport.....	315
DÉCISION DU 9 FÉVRIER 1900 au sujet des tolérances sollicitées en faveur de la dorure sur cuir, velours, soie, etc.....	316
DÉCISION DU 12 FÉVRIER 1900 relative aux conférences qui peuvent être faites aux syndicats par les inspecteurs du travail.....	316
DÉCISION DU 2 MARS 1900 relative à l'application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, en ce qui concerne les tondeuses mécaniques employées dans les fabriques de bérêts.....	318
DÉCISION DU 14 FÉVRIER 1900 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux inscrits maritimes.....	319

(Voir la suite à la 3^e page de la couverture.)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE. — BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

HUITIÈME ANNÉE (1900). — NUMÉROS 3 ET 4.

ACTES OFFICIELS.

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DES 19 ET 21 FÉVRIER 1900
réorganisant, à titre provisoire, la 5^e circonscription d'inspection.

Par arrêtés en date des 19 et 21 février 1900 et par mesure provisoire, la 5^e circonscription d'inspection du travail dans l'industrie a été réorganisée ainsi qu'il suit :

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	RÉSIDENCES.
1 ^{re}	Cantons Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud et Centre de Lille (Nord)..... Cantons de Cysoing, de Lannoy, de Pont-à-Marcq, de Seclin de l'arrondissement de Lille.....	Lille.
2 ^e	Cantons Ouest et Sud-Ouest de Lille (Nord)..... Cantons d'Armentières, d'Haubourdin, de la Bassée, de Quesnoy-sur-Deule de l'arrondissement de Lille (Nord)....	Lille.
3 ^e	Cantons de Roubaix de l'arrondissement de Lille	Roubaix.
4 ^e	Cantons de Tourcoing de l'arrondissement de Lille.....	Tourcoing.
5 ^e	Arrondissement de Valenciennes (Nord)..... Cantons de Marchiennes et d'Orchies de l'arrondissement de Douai (Nord)	Valenciennes.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	RÉSIDENCES.
6 ^e	Arrondissement d'Avesnes (Nord) et canton du Cateau de l'arrondissement de Cambrai (Nord).....	Avesnes.
7 ^e	Arrondissement de Cambrai (Nord), moins le canton du Cateau..... Cantons de Douai et d'Arleux de l'arrondissement de Douai (Nord)..... Cantons de Bertincourt et de Marquion de l'arrondissement d'Arras (Pas-de-Calais)..... Cantons de Péronne et de Roisel de l'arrondissement de Péronne (Somme).....	Cambrai.
8 ^e	Arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck (Nord)..... Arrondissement de Saint-Omer (Pas-de-Calais)..... Cantons de Calais, de Douvres, de Guines et de Marquise de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	Calais.
9 ^e	Arrondissement d'Arras, moins les cantons de Bertincourt et de Marquion..... Arrondissements de Béthune, de Montreuil et de Saint-Pol (Pas-de-Calais)..... Cantons de Boulogne-sur-Mer et de Samer de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	Arras.
10 ^e	Somme, moins les cantons de Péronne et de Roisel de l'arrondissement de Péronne.....	Amiens.
	INSPECTRICE.	
11 ^e	Cantons de Lille, de Roubaix, de Tourcoing et d'Armentières.	Lille.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE.

M. Paul DEDET, rédacteur chargé des fonctions de sous-chef du bureau de l'inspection du travail, a été nommé officier d'académie par un arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 1^{er} février 1900.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

M. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail à Marseille, a été nommé officier de l'Instruction publique par un arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 1^{er} février 1900.

Par arrêté en date du 13 février 1900, ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, à dater du 1^{er} mars 1900, les inspecteurs départementaux stagiaires du travail dans l'industrie dont les noms suivent :

MM. MEURDRA, à Angers.

COUSSOT, à Lille.

Par arrêté en date du 19 février 1900, M. EHWARD est nommé inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Cambrai.

Le traitement de M. Ehrard, fixé à 2,400 francs, courra à partir du jour de son installation.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 JANVIER 1900

relative à l'autorisation provisoire des établissements nouveaux, susceptibles d'être rangés dans la 1^{re} classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

MONSIEUR LE PRÉFET, jusqu'en 1852, les établissements, que le décret du 15 octobre 1810 a rangés en trois classes suivant le degré de danger, d'insalubrité ou d'incommode qu'ils présentent, ne pouvaient être autorisés que par décret rendu en Conseil d'Etat, lorsqu'ils étaient compris dans la 1^{re} classe ; — ceux qui appartenaient aux deux dernières pouvaient et peuvent encore être ouverts en vertu de simples décisions de l'autorité préfectorale.

L'ordonnance du 15 janvier 1815, comblant une lacune du décret de 1810, a réglé la situation des industries nouvelles qui viendraient à se créer grâce aux progrès incessants de la science, et qui seraient reconnues dangereuses, insalubres ou incommodes. — L'article 5 a conféré aux Préfets le pouvoir de suspendre, en attendant le décret de classement, la formation ou l'exercice des établissements nouveaux qui leur paraîtraient susceptibles d'appartenir à la 1^{re} classe. Cet article leur a, par contre, donné le droit d'autoriser provisoirement les établissements qu'ils jugeraient de nature à entrer dans une classe inférieure.

Depuis cette époque, la réglementation a été modifiée. Un décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation, a conféré à l'autorité préfectorale le pouvoir d'autoriser les établissements inscrits dans la 1^{re} classe, comme elle avait déjà le droit d'autoriser les autres. La question devait, dès lors, se poser de savoir si ce même décret avait eu pour effet d'attribuer implicitement à l'administration départementale le droit d'autoriser à titre provisoire les établissements nouveaux de 1^{re} classe qu'elle pourrait autoriser à titre définitif, s'ils étaient portés à la nomenclature ; ou : si elle n'est armée à leur égard que du droit de suspension de l'ordonnance de 1815 qui aurait survécu au décret de 1852.

C'est cette dernière manière de voir qui a prévalu lors de la préparation des instructions consécutives à la promulgation du décret précité.

Après un examen approfondi de la question, j'estime, avec le Comité consultatif des arts et manufactures, qu'on n'a pas fait alors une interprétation exacte des textes.

Il suffit pour s'en convaincre de se rendre compte de l'économie de l'Ordonnance du 14 janvier 1815, qui a établi entre les deux genres d'autorisations, définitive et provisoire, un lien de corrélation absolu. Si elle n'accorde aux Préfets qu'une faculté de suspension à l'égard des établissements de 1^{re} classe, c'est qu'à cette époque ils ne pouvaient les autoriser à aucun titre. Si elle leur confère, au contraire, le droit d'autoriser provisoirement les établissements des classes inférieures, c'est qu'ils avaient le pouvoir de les autoriser à titre définitif.

Il faut en conclure que du jour où le Préfet s'est vu attribuer le droit d'autoriser à titre définitif les établissements de 1^{re} classe, il a été, *ipso facto*, investi du pouvoir de les autoriser à titre provisoire.

Comment pourrait-on concevoir, en effet, que le pouvoir des Préfets reste limité au droit de suspension pour ces établissements, à partir du jour où ils ne peuvent plus être autorisés que par lui? Comment expliquerait-on leur impuissance à autoriser provisoirement ce qu'ils sont seuls à pouvoir autoriser désormais à titre définitif?

Fallait-il leur enlever l'exercice de ce droit qui apparaît comme incontestable, sous prétexte qu'une même industrie pourrait se trouver rangée provisoirement dans des classes différentes suivant les appréciations des autorités départementales? Je ne l'ai pas pensé. L'ordonnance de 1815 qui a consacré le principe des autorisations provisoires ne s'est pas arrêtée devant cette crainte; elle n'a pas voulu sacrifier les intérêts de l'industrie à un besoin chimérique d'uniformité, celle-ci devant être assurée en dernière analyse par le décret de classement, qui a toujours le dernier mot. Au surplus, l'erreur que pourrait commettre un Préfet en autorisant provisoirement un établissement de 1^{re} classe, causera un préjudice moins grave que celui qui résulterait de l'exercice du droit de suspension, qui pourrait avoir pour une industrie des conséquences irrémédiables.

J'estime, par tous ces motifs, que les Préfets ont incontestablement le droit d'autoriser provisoirement les établissements de 1^{re} classe et que c'est sans raison plausible que la circulaire du 14 décembre 1852 les a invités à s'abstenir d'exercer ce droit.

Par conséquent, si vous étiez saisi dans l'avenir de demandes tendant au classement d'établissements nouveaux, qui vous paraîtraient devoir être rangés dans la 1^{re} classe, vous pourriez les autoriser provisoirement, s'il y a lieu, après l'accomplissement préalable de toutes les formalités et enquêtes prescrites par le décret du 15 octobre 1810, sauf à n'en rendre compte immédiatement.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 JANVIER 1900

*relative au délai imparti
pour la mise en activité des établissements classés.*

MONSIEUR LE PRÉFET, une circulaire du 14 janvier 1882, relative à l'exploitation des ateliers dangereux, insalubres ou incommodes régis par le décret du 15 octobre 1810, a recommandé aux Préfets de fixer, à peine de déchéance, le délai dans lequel les industriels doivent commencer l'installation des établissements qu'ils obtiennent l'autorisation de former. Mais ladite circulaire ne s'est pas préoccupée du délai qu'il y aurait lieu d'impartir aux permissionnaires pour l'achèvement des travaux et la mise en activité de leur industrie.

L'un d'eux s'étant refusé à entreprendre les travaux avant le moment où le délai qui lui avait été accordé pour les commencer allait expirer, l'Administration a dû envisager, d'une part, des inconvénients qui pourraient résulter d'un parti pris systématique de procéder avec une regrettable lenteur à l'installation définitive de l'établissement, et, d'autre part, de l'intérêt des tiers que l'inertie du permissionnaire pourrait induire à penser qu'il a renoncé à son projet et que les dangers du voisinage ne sont plus à craindre. Convenait-il, dans ces conditions, de fixer également, sous peine de déchéance, dans les arrêtés d'autorisation, un délai pour achever les travaux et commencer à exploiter ?

Le Comité consultatif des Arts et manufactures, que j'ai cru devoir consulter à cet égard, s'est prononcé pour l'affirmative, et je partage sa manière de voir. Le droit d'autoriser implique celui de refuser l'autorisation comme celui de prescrire les conditions auxquelles il convient de la subordonner, pourvu toutefois que refus ou conditions soient également justifiés ; et comme il importe à ceux qui résident à proximité d'un établissement insalubre de ne pas rester indéfiniment dans l'incertitude, il est rationnel qu'au nombre des conditions imposées à l'industriel par l'arrêté d'autorisation, se trouve celle d'avoir installé l'établissement dans un délai déterminé.

La voie de recours, ouverte aussi bien contre le refus que contre toute condition abusive, est une garantie suffisante et je n'hésite pas à penser, avec le Comité, qu'il y a lieu de compléter la circulaire du 14 janvier 1882 dans le sens susindiqué. J'ai, en conséquence, décidé qu'à l'avenir les arrêtés d'autorisation devront fixer, à peine de déchéance, non seulement le délai dans lequel les travaux devront être commencés, mais encore celui dans lequel l'installation devra être complètement terminée et l'usine mise en activité.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire et de tenir compte des instructions qu'elle renferme, dans le cas où vous seriez saisi de demandes en autorisation d'établissements de l'espèce.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 FÉVRIER 1900

relative à la question de la suppression du travail de nuit.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, comme vous le savez, à l'occasion de la discussion du budget de 1899, l'attention du Gouvernement a été appelée sur les avantages que pourrait présenter la suppression du travail de nuit, notamment dans les industries textiles. Cette mesure, qui ne paraîtrait pouvoir être prise en France qu'autant qu'elle serait adoptée dans les autres pays, à la suite d'une convention internationale, est actuellement étudiée de concert entre les deux départements des Affaires étrangères et du Commerce.

D'autre part, le Congrès de la protection des travailleurs, qui se réunira à l'occasion de l'Exposition, doit examiner le moyen de résoudre ce problème. Il serait, dès lors, indispensable que mon Département possédât tous les renseignements de nature à l'éclairer, et j'attache du prix à connaître l'avis du Service de l'inspection du travail sur cette importante question.

Je vous prie donc d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à étudier, d'une façon approfondie, la proposition qui a été faite de supprimer le travail de nuit.

L'expérience qu'ils possèdent des besoins industriels et des conditions économiques de leurs circonscriptions respectives leur permettra de se prononcer en connaissance de cause sur les avantages ou les inconvénients de la mesure et sur les moyens à employer, le cas échéant, pour la réaliser.

Vous aurez nécessairement à examiner quelles sont les conséquences du travail de nuit, tant au point de vue social qu'au point de vue économique, et les tentatives qui ont pu être faites à l'étranger pour remédier aux inconvénients qu'il présente. C'est le premier point sur lequel devra porter votre étude.

Faut-il interdire le travail de nuit à toutes les catégories de travailleurs, enfants, adolescents, femmes et hommes adultes? L'interdiction devrait-elle comporter des exceptions pour certaines industries? Telles sont les questions qui devraient être abordées en second lieu.

Enfin, une dernière question, qui est comme la conséquence et la résultante des deux autres, c'est celle de savoir si une entente internationale serait nécessaire pour arriver à la suppression du travail de nuit, soit dans toutes les industries, soit dans certaines catégories seulement.

Ces problèmes, d'un intérêt vital pour les travailleurs et pour notre industrie nationale, ont déjà fait, j'en suis sûr, l'objet des préoccupations et des réflexions des inspecteurs du travail. L'étude qui leur est demandée, et dans laquelle ils consigneront les observations et les propositions qui seront le fruit de leur expérience, offrira à mes yeux un intérêt de premier ordre. Vous

aurez à joindre aux travaux originaux des inspecteurs un rapport d'ensemble dans lequel vous devrez présenter un résumé des considérations développées par vos collaborateurs, avec vos vues personnelles et vos propres conclusions.

DÉCISION DU 19 JANVIER 1900,

*relative à l'application de l'article 4, § 7, de la loi du 2 novembre 1892.
(Chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez transmis une pétition d'ouvriers qui me demandent de leur accorder, à titre provisoire, soit l'autorisation de faire une ou deux heures supplémentaires par jour, soit l'autorisation de travailler une nuit par semaine, afin de compenser le dommage que leur a causé un chômage de quinze jours, dû à une avarie du moteur de la filature où ils sont employés.

J'aurais vivement souhaité qu'il fût en mon pouvoir de leur donner satisfaction, mais rien dans la loi ne confère au Ministre le droit d'accorder une tolérance de cette nature.

L'inspecteur divisionnaire du travail tient bien, il est vrai, de la loi la faculté d'autoriser temporairement le travail de nuit, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, mais c'est à la condition que le personnel auquel s'applique cette tolérance n'ait pas déjà travaillé le jour. La loi ne permet pas, d'autre part, de donner à ceux qui ont terminé leur journée normale l'autorisation de faire, dans ce cas, des heures supplémentaires. Autrement dit, la levée de l'interdiction du travail de nuit laisse subsister intégralement les autres prescriptions de la loi et, notamment, celle qui a trait à la limitation de la durée du travail. Il ne m'est donc pas possible d'accueillir la demande dont il s'agit.

DÉCISION DU 25 JANVIER 1900

*relative aux tolérances sollicitées en faveur des filatures de bourres de soie.
(Articles 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un fabricant de bourre de soie a demandé que son industrie fût admise à bénéficier des tolérances prévues par les articles 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai, après enquête, soumis cette demande, a rappelé que, lors de l'élaboration du règlement d'administration publique qui a déterminé les industries admises à bénéficier de ces tolérances, un filateur avait demandé que les fils de bourre de soie destinés aux articles de mode, à la broderie, à la fabrication des tulles et dentelles, à la couture, fussent autorisés à jouir des privilèges dont il s'agit. Le Comité n'a pas considéré, à cette époque, que la demande fût de nature à être prise en considération et il résulte du rapport qui vient de m'être soumis que son avis ne s'est pas modifié.

J'ajoute que, dans sa pensée, la *frange-passementerie* pour nouveautés, en vue de laquelle on a sollicité l'autorisation de déroger à la loi, ne saurait rentrer dans la catégorie des industries qui ont été admises au bénéfice desdites tolérances et qui sont désignées dans le décret du 24 février 1898 sous la rubrique suivante :

1° *Filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, de fils moulinés et multicolores;*

2° *Dévidage de la soie pour étoffes de nouveautés.*

Les fils retors et cordonnets de soie utilisés à la fabrication de la passementerie pour la confection ne sauraient être, en effet, assimilés aux nouveautés fabriquées avec lesdits fils et autorisées à jouir de la faveur accordée à ces produits fabriqués.

Les mêmes fils sont, le Comité le fait observer, le plus souvent utilisés pour le tissage et la fabrication d'articles unis. Les fils de bourre de soie sont bien, en effet, des fils unis et d'une filature courante; ils doivent être retors à deux, trois ou plusieurs bouts, selon les besoins de la fabrication à laquelle ils servent, mais ils restent toujours et en tous cas des fils qui ne sont pas désignés à l'article 5 du décret du 24 février 1898, ils ne sont « *ni fils crépés, ni à boutons, ni fils moulinés ou multicolores* ».

Ces derniers fils sont des *fils nouveautés*, qui ne peuvent être utilisés qu'en tissage et à la fabrication de nouveautés, tandis que les fils de bourre de soie ne sont pas des fils nouveautés, car ils servent le plus souvent à la fabrication des tissus unis.

Par ces motifs, le Comité a exprimé l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu d'accorder à l'industrie susvisée la tolérance que vous sollicitez en sa faveur.

DÉCISION DU 27 JANVIER 1900

*au sujet de la déclaration des accidents survenus sur les chantiers
d'entreprises de travaux des ponts et chaussées.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez bien voulu me demander de vous faire savoir si MM. les inspecteurs du travail doivent transmettre à

l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de leur département les avis d'accidents survenus sur les chantiers d'entreprises de travaux effectués sous sa direction.

La surveillance administrative exercée par les ingénieurs sur les chantiers dont il s'agit devant précisément mettre ces fonctionnaires à même de relever directement les accidents survenus dans les entreprises contrôlées, j'estime que l'inspection, dont le service est déjà surchargé, n'a pas à faire cette communication.

DÉCISION DU 27 JANVIER 1900

*relative aux tolérances sollicitées par l'industrie de la brasserie.
(Article 7 de la loi du 2 novembre 1892.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un certain nombre de brasseurs de la région lyonnaise m'ont adressé une demande à l'effet d'obtenir que la brasserie soit comprise au nombre des industries qui, aux termes de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, peuvent être autorisées exceptionnellement à faire travailler douze heures par jour les enfants et les femmes qu'elles emploient. Les pétitionnaires exposaient, à l'appui de leur requête, que pendant l'été le travail de la mise en bouteilles dans les brasseries et entrepôts de bière, est très irrégulier, par suite des variations de température, et qu'on ne peut constituer un stock d'avance sans s'exposer à compromettre la qualité d'un produit très susceptible d'altération.

Le Comité consultatif des arts et manufactures auquel j'ai soumis cette demande n'a pas considéré qu'elle fût justifiée. Il a fait observer que les brasseurs et entrepositaires de la région susdésignée sont les seuls à solliciter une faveur qui n'a été réclamée dans aucun autre centre de production. Les brasseurs du Nord-Ouest, dont les besoins ne doivent pas être inférieurs aux leurs, consultés au sujet de la tolérance demandée, ont répondu qu'elle ne leur paraissait pas indispensable.

En admettant que la bière soit susceptible d'altération, le Comité estime qu'il est d'autant plus facile de recruter, au moment opportun, un personnel supplémentaire, que les enfants et les femmes (les hommes étant seuls employés à la mise en bouteilles) ne sont occupés qu'à laver et à étiqueter les bouteilles, opérations qui ne demandent aucun apprentissage.

Le Comité a, en conséquence, exprimé l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu d'accorder à la brasserie la faculté de faire travailler les enfants et les femmes au delà de l'heure réglementaire.

DÉCISION DU 2 FÉVRIER 1900

*relative à l'application de l'article 10 du décret du 10 mars 1894.
(Obligation de munir les escaliers de fortes rampes.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un entrepreneur de menuiserie m'a adressé une réclamation contre une mise en demeure qui lui a été signifiée par le service de l'inspection du travail d'avoir à munir d'une rampe, conformément à l'article 10 du décret du 10 mars 1894, l'escalier extérieur de son atelier dont le bord libre, de même que la plate-forme faisant palier, n'est pas muni de garde-fou.

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité consultatif des arts et manufactures, saisi de cette réclamation, a émis l'avis, que j'ai adopté, que la mise en demeure dont il s'agit devait être maintenue, car rien n'empêche d'établir une rampe mobile qui pourrait être déplacée au moment de procéder à certaines manutentions spéciales qu'exige l'entreprise susvisée.

DÉCISION DU 2 FÉVRIER 1900

relative à l'application de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'une enquête provoquée par une plainte d'un syndicat d'ouvriers peintres, signalant l'inexécution de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898, vous m'avez informé que l'inspecteur départemental du travail se proposait de dresser procès-verbal à quatre entrepreneurs et vous m'avez demandé de vous faire savoir :

1° Si en cas de non affichage de la loi et des règlements, il y a lieu de compter une ou deux contraventions :

2° S'il y a lieu d'exercer des mesures répressives contre un industriel qui s'est borné à afficher la loi seulement ;

3° S'il y a lieu de verbaliser contre un industriel qui s'est trouvé en défaut l'été dernier et dont l'atelier est actuellement en chômage.

J'ai l'honneur de vous informer que le défaut d'affichage de la loi et des règlements d'administration publique ne constitue qu'une seule et même contravention ; que, dans la pratique, il n'y aura pas grande utilité à exiger strictement l'affichage des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution des articles 27 et 28 de la loi, dont les dispositions n'intéressent point immédiatement les ouvriers, et qu'au contraire, on ne saurait séparer de l'affichage de la loi l'affichage du règlement d'administration publique,

rendu pour l'exécution de l'article 26, qui constitue, au regard des ouvriers, le complément indispensable des dispositions légales relatives à la garantie des indemnités. Enfin il y a lieu de répondre par la négative à votre troisième question.

DÉCISION DU 30 JANVIER 1900

relative à l'application de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué un projet de procès-verbal dressé par un Inspecteur départemental du travail, contre le Directeur d'une Compagnie de chemin de fer électrique pour défaut d'affichage de la loi du 9 avril 1898 et des règlements d'administration publique pris pour son exécution.

J'estime comme vous que l'affichage, prescrit par l'article 31 de la loi susvisée pour chaque atelier, doit être effectué dans chaque gare de chemin de fer; mais le défaut d'affichage de la loi et des règlements d'administration publique ne constitue à mon sens qu'une seule et même contravention.

DÉCISION DU 7 FÉVRIER 1900

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux employés d'une entreprise de transport.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si les « courants », que des Compagnies emploient à faire des courses en ville, sont appelés au bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail a émis l'avis que les employés occupés dans une exploitation assujettie à la loi susvisée sont appelés au bénéfice de ses dispositions dans les mêmes conditions que les ouvriers.

En conséquence, il y a lieu de résoudre affirmativement la question que vous avez posée.

DÉCISION DU 9 FÉVRIER 1900

au sujet des tolérances sollicitées en faveur de la dorure sur cuir, velours, soie, etc.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande à l'effet d'obtenir l'admission de l'industrie de la dorure sur cuir, velours, soie, etc., au nombre de celles qui peuvent bénéficier des tolérances autorisées par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 et son inscription à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai soumis cette pétition après enquête, n'a pas considéré qu'elle pût être accueillie. Il a fait remarquer que le pétitionnaire ne se borne pas à faire la dorure comme les relieurs, qui jouissent de la tolérance sollicitée, mais qu'il opère aussi sur des tissus destinés à des emplois très différents, et que si on l'assimilait aux relieurs, on lui donnerait la possibilité d'appliquer en bloc dans ses ateliers les privilèges de l'article 7 de la loi à des spécialités industrielles que le législateur n'a pas entendu favoriser.

En présence de cet avis, que j'adopte, il ne m'a pas été possible de prendre en considération la demande dont il s'agit.

DÉCISION DU 12 FÉVRIER 1900

*relative aux conférences qui peuvent être faites aux syndicats
par les inspecteurs du travail.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je ne puis qu'approuver MM. les Inspecteurs départementaux d'avoir accepté l'invitation que leur a faite la Chambre syndicale ouvrière des textiles de Roubaix d'assister à une réunion où ils sont priés d'exposer aux ouvriers les prescriptions des lois sur le travail⁽¹⁾.

(1) Voici le compte rendu de la réunion publié par un journal de Roubaix-Tourcoing.

CONFÉRENCE DES INSPECTEURS DU TRAVAIL À ROUBAIX. — « Hier après-midi a eu lieu, dans la salle des fêtes, la Conférence organisée par les membres de la Chambre syndicale de l'industrie textile de Roubaix et environs.

.....
La parole est ensuite donnée à M. Gillet, le distingué inspecteur du travail de Tourcoing. Après quelques remerciements, l'orateur parle de la circulaire de Millerand qui recommande aux inspecteurs du travail de se rencontrer souvent avec les ouvriers, en dehors des ateliers, pour leur faire connaître leurs droits afin de savoir défendre leurs intérêts.

Puis il arrive à l'examen de la loi du 2 novembre 1892, qui protège le travail des femmes, des filles mineures et des enfants. Les lois ouvrières forment une branche distincte du droit,

En agissant ainsi, ils n'ont fait que se conformer aux instructions du 19 janvier qui leur prescrivent de se mettre en relations avec les associations corporatives. Grâce à ces rapprochements que je désire voir se multiplier, par ces conférences qu'ils ne devront perdre aucune occasion de faire, les inspecteurs du travail montreront aux ouvriers quel souci ils ont de faire appliquer

parce qu'elles ne s'appliquent pas à tous les citoyens, mais seulement à une partie d'entre eux.

Après avoir parlé de la première loi de protection due au Gouvernement de juillet, du 22 mars 1841; de celle absolument insuffisante du 9 septembre 1848, qui limitait la journée de travail à douze heures, de celle du 16 juillet 1883, qui donna mission aux inspecteurs du travail de surveiller l'application du décret de 1848, l'orateur aborde l'étude de la loi du 2 novembre 1892, dont les dispositions sont en partie celles de la loi du 19 mai 1874, qu'elle a abrogée.

Tout d'abord, il parle des personnes protégées par la loi, ouvriers des deux sexes jusqu'à 18 ans, filles mineures de 18 à 21 ans et femmes; il définit le mot adulte (loi de 1848), qui veut dire ouvrier masculin ayant dépassé 18 ans.

Puis M. Gillet dit que tous les ouvriers français et étrangers sont protégés par la loi; il donne la nomenclature des établissements où peut s'exercer le contrôle de la loi, usines, manufactures, mines, carrières, chantiers, ateliers et ouvroirs qui dépendent des établissements hospitaliers ou de bienfaisance, modistes, couturières, etc.; il explique que l'application de la loi se poursuit jusque dans les dépendances des établissements surveillés, dortoirs, réfectoires, etc. Seuls les travaux agricoles et commerciaux, les ateliers de famille, où il n'y a ni moteur, ni chaudière à vapeur, échappent à toute surveillance.

Continuant l'étude des divers points, l'orateur donne des explications sur l'âge d'admission au travail, fixé légalement à 13 ans, et à 12 ans pour les enfants munis du seul certificat d'études primaires, délivré par l'autorité académique en conformité de la loi scolaire de 1882, à l'exclusion de tous les soi-disant certificats que délivrent certaines écoles congréganistes.

Ces enfants doivent alors joindre à leur certificat d'études, un certificat d'aptitude physique délivré gratuitement par des médecins désignés par la loi.

Parlant de la durée du travail, M. Gillet, dit que les diverses heures rendent difficile l'organisation du travail, et que cela permet de violer la loi.

Pour obéir aux instructions du Ministre du Commerce, les inspecteurs ont toléré pour les enfants 11 heures de travail journalier et 12 heures pour les hommes. On est, dit-il, à la veille de l'unification des journées à 11 heures, et dans quatre ans, en diminuant d'une demi-heure tous les deux ans, la journée de travail sera unifiée à 10 heures.

L'orateur a terminé sa conférence en parlant du temps de repos, du chômage hebdomadaire, du travail de nuit, du livret d'ouvrier devenu facultatif pour les ouvriers tout en restant obligatoire aux enfants jusqu'à 18 ans, du registre d'inscription à l'atelier, de l'affichage des règlements, lois, tableau des heures de travail, etc., toutes formalités obligatoires et utiles en même temps pour le contrôle de l'inspection.

Après cette intéressante causerie, M. Bellon, inspecteur à Roubaix, a pris la parole et dans un brillant exposé, a traité la question de la responsabilité des accidents de travail.

Le sympathique conférencier a commencé par examiner la situation de l'ouvrier avant l'application de la loi du 9 avril 1898.

« L'ouvrier, dit-il, était obligé en cas d'accident, de faire la preuve de la faute patronale, ce qui était épouvantable; les accidents du travail étaient alors soumis au droit commun. »

L'orateur parle ensuite du risque professionnel, c'est-à-dire de la responsabilité patronale « le travail constituant l'ouvrier créancier d'un salaire, l'accident de travail le constitue créancier d'une indemnité due par le capital employeur. »

Ensuite, M. Bellon dit que les accidents ne donnent lieu à réparation qu'autant qu'ils sont survenus au cours du travail ou à l'occasion du travail.

Très clairement, il définit les questions du maximum de salaire assurable au blessé, il commente l'article 3 de la loi réglant les questions d'invalidité permanente et d'incapacité temporaire, il dit aux ouvriers qu'ils ont droit au demi-salaire les dimanches et jours de fête en cas d'accident, cela est formel. (Applaudissements.)

A tous, l'éloquent conférencier donne des conseils sur la marche à suivre pour obtenir

les lois sur le travail. Ils gagneront ainsi bien vite la confiance due à leurs efforts persévérants et à leur dévouement. Vous voudrez bien inviter les inspecteurs à m'adresser par votre intermédiaire le compte rendu de la prochaine réunion (1) (2).

DÉCISION DU 2 MARS 1900

relative à l'application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, en ce qui concerne les tondeuses mécaniques employées dans les fabriques de bérêts.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une réclamation contre la mise en demeure qui a été signifiée par le service de l'inspection du travail

satisfaction en cas de blessures; il leur dit que le choix du médecin est à la volonté du blessé, que les ouvriers belges n'ont droit en cas de décès à aucune rente, s'ils ne résident pas en France; il commente l'article 8 de la loi relatif à l'indemnité due à l'apprenti ou à l'ouvrier de moins de 16 ans.

Après avoir défini la faute lourde du patron qui peut amener la majoration de la rente annuelle payée à l'ouvrier, jusqu'à réparation complète du préjudice causé, ou de la faute lourde de l'ouvrier qui peut amener la diminution de la rente normale due en cas d'accident, l'orateur termine sa conférence aux applaudissements unanimes de l'auditoire.

Un ordre du jour de remerciements est voté à l'unanimité aux deux conférenciers, et la séance est levée à 7 h. 3/4.»

(1) La fédération ouvrière de Belfort a fait le compte rendu ci-après d'une autre conférence qui a eu lieu récemment dans cette ville:

«Les comités des syndicats de Belfort se sont réunis à la Bourse du travail pour assister à une causerie faite par M. Gaillot, inspecteur du travail.

D'après une circulaire récente du citoyen Millerand, Ministre du commerce et de l'industrie, les inspecteurs du travail sont tenus de se mettre en relations avec les syndicats afin d'entendre les doléances de ces derniers sur l'application des lois ouvrières et sur les abus qui se produisent contre l'observation de ces lois.

Le camarade Émile Py, secrétaire de la fédération ouvrière, souhaite la bienvenue à l'inspecteur du travail et est heureux de lui présenter «les militants de la cause syndicale qui, tous, ont les yeux fixés vers l'idéal commun d'émancipation sociale et attendent avec impatience les heureux effets des lois de réglementation, de protection et d'hygiène qui forment jusqu'à maintenant le léger bilan de notre législation ouvrière».

Le secrétaire termine en assurant l'inspecteur du travail que les syndicats feront tous leurs efforts pour lui faciliter sa tâche vigilante pour l'exécution de ces lois. Il dit que les rapports cordiaux qui viennent de se nouer entre l'inspecteur du travail et les syndicats seront durables et profitables aux uns comme aux autres.

M. Gaillot répond en quelques mots aux paroles du secrétaire et donne lecture de la circulaire du citoyen Millerand l'invitant à se mettre en relations avec les syndicats.

Puis tour à tour il commente les différentes lois à l'exécution desquelles il est chargé de veiller.

Sur la demande des syndicats, il termine par l'examen détaillé de la loi sur les accidents du travail.

A l'aide d'explications claires et précises, il fait comprendre tout le mécanisme de cette loi sociale et de justice pour les ouvriers victimes d'accidents.

Le secrétaire de la Fédération a alors remercié M. Gaillot pour l'exposé net et lumineux des lois ouvrières qu'il vient de faire. Grâce à sa bonne volonté, les militants des syndicats pourront faire un bon profit de toutes les explications données à cette réunion.»

(2) D'autres conférences vont être faites par les inspecteurs du travail, à Rouen, au Havre et à Beauvais.

d'avoir à appliquer l'article 6 du décret du 10 mars 1894, relatif à la ventilation, dans un des ateliers d'une manufacture de bérêts renfermant plus de cinq tondeuses mécaniques qui dégagent librement des poussières.

Bien que cette réclamation ne me soit pas parvenue dans le délai fixé par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, je n'ai pas fait difficulté de la soumettre au Comité consultatif des arts et manufactures, qui n'a pas pensé qu'elle fût de nature à être prise en considération. Il a fait remarquer que si on considère que les tissus destinés à la confection des bérêts sont faits avec des laines d'effilochage ayant subi des teintures variées, on conçoit aisément que les tondeuses qui travaillent de pareils tissus doivent dégager des poussières insalubres pour la santé des ouvriers et que, par conséquent, il est nécessaire que les ateliers qui renferment ces tondeuses mécaniques soient bien aérés et ventilés. Le Comité a, en conséquence, exprimé l'avis, que j'adopte, que la mise en demeure du service de l'inspection devait être maintenue.

DÉCISION DU 14 FÉVRIER 1900

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux inscrits maritimes.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, la question de savoir si la loi du 21 avril 1898, qui crée une caisse de prévoyance entre les marins français, fait obstacle à l'application de la loi du 9 avril 1898, au regard des inscrits maritimes, momentanément occupés à terre dans des ateliers.

Le Comité a émis l'avis que l'expression « entreprises de transport par terre et par eau », contenue dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, s'applique notamment à toutes les entreprises de transport par mer, en dehors des cas spécialement prévus par la loi du 21 avril 1898, ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession ;

Que la loi du 9 avril est, dès lors, applicable : 1° aux inscrits maritimes victimes d'accidents en dehors de leur embarquement et au cours de travaux visés par ladite loi ; 2° aux non inscrits maritimes employés à bord des paquebots, embarcations et tous bâtiments autres que les bâtiments de guerre ou de plaisance ;

Que l'armateur, responsable dans les termes de la loi du 9 avril 1898, ne saurait se dégager de cette responsabilité par l'application de l'article 216 du Code de commerce, la charge du risque professionnel incombant, non au capitaine, mais à l'entreprise de transport.

Il en résulte que l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 n'est applicable, pour les inscrits maritimes, qu'aux accidents survenus en dehors des périodes d'embarquement.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 2 août 1888.

MANUFACTURES. — TRAVAIL DES ENFANTS. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

Si les dispositions de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, ne s'appliquent pas en général aux établissements de bienfaisance, c'est à la condition que ces établissements soient organisés uniquement pour procurer aux enfants l'instruction et l'éducation professionnelle (1), et que le travail qui s'y exécute n'ait pas le caractère d'un travail industriel dirigé en vue d'un bénéfice à réaliser (2). (L. 19 mai 1874, art 1^{er}.)

Mais lorsqu'il résulte des circonstances de fait, souverainement constatées par les juges du fond, que le travail auquel sont assujettis les enfants dans un établissement de bienfaisance est un travail industriel combiné et réglé dans un but de spéculation, la loi du 19 mai 1874 est applicable (2). (L. 19 mai 1874, art. 1^{er}.)

11 mai 1888, arrêt de la Cour d'Angers, confirmatif d'un jugement du tribunal de Cholet, qui condamne M^{lle} L. . . , supérieure de la communauté du Bon Pasteur, à Cholet, à trente-quatre amendes de 10 francs chacune, pour infractions à la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, et ce par application des articles 2, 9, 10,

(1) La loi du 2 novembre 1892, à la différence de la loi du 19 mai 1874 réglemeute le travail des enfants même dans les établissements qui ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

(2) L'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, était ainsi conçu : « Les enfants et filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées dans la présente loi. » Ces termes comprennent-ils le travail effectué dans un établissement religieux ou charitable? La question n'est pas susceptible d'une solution absolue. La solution dépend du but principal recherché par le directeur de l'établissement. Ce but est-il de faire l'apprentissage des enfants? La loi de 1874 est inapplicable. Le directeur veut-il se procurer un bénéfice par le travail des enfants? La loi est applicable. Ce n'est pas à la qualification de l'établissement que s'est attaché le législateur; il a cherché, dans une large énumération, à comprendre tout local appelé à réunir des enfants hors de la famille, l'article visant les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers; il s'ensuit que, quel que soit son titre, tout établissement où l'on travaille en commun rentre dans les prévisions de la loi. Toutefois, à côté de cette large énumération, pour que la loi soit applicable, il faut que les enfants ou filles mineures soient employés à un travail « industriel ». C'est le texte de l'article 1^{er}, et telle a bien été la pensée de la loi. Lors de la troisième délibération à l'Assemblée nationale, un amendement a été déposé par M. Pomolet, qui prévoyait expressément le travail dans un établissement de bienfaisance, et laissait, en

11 et 25 de la loi, et 463 du Code pénal. Il s'agissait de contraventions relevées au sujet de filles mineures travaillant dans la maison du Bon Pasteur, à Cholet. Le jugement et l'arrêt constataient « que la maison du Bon Pasteur paye patente; qu'elle a livré, du 4 janvier au 7 novembre 1887, environ 50,000 objets cousus; que les pièces ainsi exécutées arrivent toutes taillées de Paris; que chaque enfant fait toujours le même travail, selon le principe industriel, afin de tirer de ce travail divisé tout son effet utile; que la maison tire un prix élevé des ouvrages exécutés; que les enfants n'apprennent pas la profession de couturière de façon à pouvoir l'exercer à leur sortie; que, sur 200 jeunes filles, 33 seulement reçoivent une certaine instruction; enfin, que les contrats d'apprentissage passés avec les parents contiennent une clause pénale, en cas de maladie ou de retrait des enfants ». De ces constatations, le jugement et l'arrêt avaient tiré la conséquence que les jeunes filles mineures travaillant dans la maison du Bon Pasteur étaient assujetties à un travail « industriel », ce qui rendait applicable la loi du 19 mai 1874.

Pourvoi en cassation de M^{lle} L. . . .

ARRÊT.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation par fausse application des articles 2, 9, 10, 11, 25 de la loi du 19 mai 1874, en ce que l'arrêt attaqué aurait appliqué ces dispositions à l'établissement du Bon Pasteur de Cholet malgré le caractère charitable de cet établissement : — Attendu que les termes de l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874 sont généraux, et interdisent, en dehors des conditions déterminées par la loi, d'employer les enfants et filles mineures à un travail industriel dans les manufactures, usines, mines, chan-

ce cas, le travail industriel en dehors des prévisions de la loi. M. Tallon, rapporteur, s'est opposé à l'adoption de l'amendement; il a reconnu que les ateliers charitables ne devaient pas tomber sous l'application de la loi, parce qu'il ne se fait pas, dans ces maisons, de spéculation sur le produit du travail, et parce qu'il ne s'y pratique pas de fabrication industrielle destinée à la vente; mais il a ajouté que, s'il y avait des établissements de bienfaisance qui se transformassent en « entreprises industrielles », il était certain que leurs ateliers ne pourraient pas échapper à l'application de la loi. Sur ces observations, l'amendement a été rejeté. (Séance du 23 janvier 1873. Lois annotées de 1874, p. 538, note 3. — P. lois, décrets, etc. de 1874, p. 926, note 3.)

Le seul point à rechercher est ainsi de savoir s'il y a un travail industriel, et, à cet égard, comme le fait observer M. le Conseiller Gonse, dans le rapport qui a précédé l'arrêt ci-dessus recueilli, il appartient évidemment à la Cour de cassation de vérifier et de contrôler les appréciations des juges du fait; mais, ce droit de contrôle qui lui appartient incontestablement, la Cour suprême ne peut l'exercer que sur les faits déclarés constants souverainement par les arrêts. C'est en examinant ces faits qu'il appartient à la Cour de reconnaître s'ils ont été exactement qualifiés « travail industriel ».

Dans l'espèce, il y avait un ensemble de circonstances qui avaient paru au tribunal et à la Cour d'appel révéler un travail industriel (V. l'exposé des faits). Ce n'était pas dans l'intérêt unique des enfants qu'ils étaient réunis et assujettis à un travail spécial de couture toujours le même, c'était dans un intérêt de spéculation et en vue d'un gain. Dans ces conditions, les juges du fond, en déclarant la loi de 1874 applicable à l'espèce, avaient fait une saine application de cette loi. Telle est la décision de l'arrêt rapporté. (Note du Sirey.)

tiers et ateliers; que, si les dispositions de la loi ne s'appliquent pas, en général, aux établissements de bienfaisance, c'est à la condition que ces établissements soient organisés uniquement pour procurer aux enfants l'instruction et l'éducation professionnelle, **et que le travail qui s'y exécute n'ait pas le caractère d'un travail industriel dirigé en vue d'un bénéfice à réaliser**; — Attendu que les circonstances de fait souverainement constatées par l'arrêt attaqué et le jugement du tribunal de Cholet, dont les motifs ont été adoptés, établissent que le travail auquel un certain nombre d'enfants et de filles mineures étaient assujettis, dans l'établissement du Bon Pasteur de Cholet, était **un travail industriel combiné et réglé dans un but de spéculation**; que, dans ces conditions, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a condamné la demanderesse, en sa qualité de supérieure, comme pénalement responsable de diverses contraventions à la loi du 19 mai 1874; Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier en la forme;

REJETTE, etc.

(Sirey. Année 1888, 1^{re} partie, p. 393.)

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 24 juillet 1896.

PROCÈS-VERBAL FAISANT FOI JUSQU'À PREUVE CONTRAIRE. — ENQUÊTE.

— FAIT CONTRAIRE (1).

Ne méconnaît pas la foi due à un procès-verbal d'un garde particulier, l'arrêt qui, s'appuyant sur l'enquête faite à l'audience, déclare que de la déposition du garde et des débats résulte un fait contraire à une des constatations du procès-verbal.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation des articles 11 et 17 de la loi du 3 mai 1844, 154 du Code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la Cour aurait méconnu la foi due à un procès-verbal et relaxé le prévenu d'un délit de chasse régulièrement constaté à sa charge :

Attendu que le procès-verbal du garde particulier a été débattu à l'audience, que son rédacteur a été entendu en sa déposition, que le prévenu et son père, civilement responsables, ont fourni leurs explications, et que l'arrêt a ensuite déclaré que de la déposition du garde et des débats résultait un fait contraire à une des constatations du procès-verbal;

Attendu que dans ces circonstances, *le juge a pu déclarer que la preuve contraire était faite en puisant sa conviction dans la déposition du garde et les débats auxquels elle avait donné lieu*;

(1) Décision rapportée à raison de l'analogie que présentent les textes appliqués avec les dispositions similaires des lois sur le travail.

Attendu, en conséquence, que la Cour d'Angers n'a point méconnu la foi due au procès-verbal;

Attendu, d'ailleurs, que la mention « qu'il résulte du procès-verbal de la déposition du garde P... et des débats », inscrite au début de l'arrêt, est générale et porte sur les deux alinéas de la décision entreprise;

Vu d'ailleurs la régularité de l'arrêt en la forme, .

REJETTE, etc.

(*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.* — Criminel, 1896, p. 385.)

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 20 octobre 1899.

LOIS DE 1892 ET 1893. — EXPLOITATIONS NON ASSUJETTIES. — SALINS. —
ATELIER DE RÉPARATION ET DE CONSTRUCTION ANNEXE. — APPLICATION DES
LOIS CI-DESSUS.

LA COUR :

Attendu qu'il était constaté par un procès-verbal régulier que, le 15 décembre 1897, les affiches de la loi du 2 novembre 1892, du décret du 13 mai 1893 et l'affiche indiquant le jour du repos hebdomadaire et les heures de travail et de repos des autres jours, précédemment placardées dans l'atelier dit « de réparations » de l'usine du P..., l'un des établissements de la Compagnie des Salins du N..., avaient été enlevées, bien que deux enfants âgés de moins de 16 ans fussent à cette époque occupés dans ledit atelier, l'un comme chaudronnier, l'autre comme ajusteur;

Que, poursuivis de ce chef pour contraventions aux articles 5 § 2, et 11 §§ 1 et 2 de la loi du 2 novembre 1892, qui exigent ce triple affichage dans tout établissement industriel employant des enfants, les sieurs Meillon, chef mécanicien, comme contrevenant et C..., directeur de la Compagnie, à raison de sa responsabilité civile, ont été, le premier condamné par le tribunal de simple police d'Aigues-Mortes, à trois amendes de dix francs, le second, déclaré civilement responsable de cette simple condamnation;

Que, sur leur appel, le tribunal correctionnel de Nîmes les a relaxés tous deux des fins de cette poursuite par le motif que l'établissement où ces constatations avaient été faites ne constituait qu'une simple annexe de l'exploitation des salins du N..., reconnue n'être qu'une exploitation agricole, exonérée, à ce titre, du régime de la loi;

Sans qu'il soit besoin d'examiner si un simple atelier de réfection des outils employés dans un établissement agricole, annexé à cet établissement, est ou non soumis aux prescriptions de la loi de 1892,

Attendu qu'il est constaté, par le jugement même qui prononce ce relaxe, que l'atelier visé par la poursuite était affecté d'une part, à la réfection des outils de l'exploitation agricole, d'autre part, à la fabrication d'outils et appareils neufs, tels que pulvérisateurs, échaudeuses, appareils concasseurs et autres, utilisés dans la même exploitation et qu'il importe peu que cet

atelier soit ou non une annexe d'une compagnie agricole, du moment qu'il réunit, comme cela a lieu dans l'espèce, tous les caractères des établissements industriels régis par la loi :

PAR CES MOTIFS,

Casse et annule le jugement susvisé et, pour être statué, conformément à la loi, sur l'appel du jugement de simple police d'Aigues-Mortes, du 18 février 1898, renvoie la cause et les prévenus devant le tribunal correctionnel d'Uzès (1), à ce désigné par délibération spéciale faite en la Chambre du Conseil.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 16 février 1900.

MARCHANDAGE. — DÉCRETS-LOIS DES 2 ET 21 MARS; NON-ABROGATION. — CONTRAT ILLICITE. — ABUS PROBABLE (2).

Sur le pourvoi de L. . . ; en cassation d'un arrêt rendu le 18 juillet 1899, par la Cour d'appel d'Orléans, chambre correctionnelle, qui l'a condamné à 50 francs d'amende, dans la cause d'entre lui et le sieur B. . . et autres, parties civiles,

Est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où M. Roulier, conseiller, en son rapport, M^e Devin, avocat en la Cour, en ses observations, et M. Feuilleley, avocat général, en ses conclusions;

En ce qui touche la compétence :

Vu les articles 440 du Code d'instruction criminelle et 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1837;

Attendu que les chambres réunies de la Cour de cassation ne sont appelées à statuer sur un pourvoi que lorsque, après cassation d'un premier arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, le deuxième arrêt rendu dans la même affaire, entre les mêmes parties procédant en la même qualité, est attaqué par les mêmes moyens que le premier;

Attendu qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce; — que le premier arrêt, de la Cour d'appel de Paris, a été cassé pour ce motif seulement qu'il avait prescrit une expertise dont l'objet essentiel était de rechercher les éléments de la culpabilité de l'entrepreneur considéré par ledit arrêt comme l'auteur principal ou le coauteur d'un délit de marchandage, alors que cet entrepreneur ne peut être légalement que le complice éventuel de ce délit; que ce moyen n'est pas et ne peut pas être produit contre le second arrêt — de la Cour d'appel d'Orléans — qui, à ce point de vue, a statué conformément à l'arrêt de la Chambre criminelle du 4 février 1898;

(1) Voir *Bulletin* 1900, n° 2, p. 328.

(2) Voir *Bulletin*, 1899, p. 397 et suiv.

Attendu, en outre, que sur le point actuellement en litige, il n'y a pas identité de doctrine entre les deux décisions, l'arrêt de la Cour de Paris ayant décidé que le délit de marchandage est un délit ordinaire, tandis que l'arrêt de la Cour d'Orléans a décidé, au contraire, que c'est un délit-contravention,

Se déclare compétente pour statuer sur le nouveau pourvoi de L. . . ;

Au fond :

Vu le décret des 2-4 mars 1848 ainsi conçu :

« Considérant :

« 2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs dits *marchandeurs* ou *tâcherons* est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité,

« Le Gouvernement de la République décrète :

« 2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie ;

« Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage » ;

Vu l'arrêté des 21-24 mars 1848 ainsi conçu :

« Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail ; »

Vu également les articles 1^{er}, § 2, 59 et 60 du Code pénal ;

Sur le premier moyen, pris de la violation des décret et arrêté de mars 1848 et de l'article 1^{er}, § 2 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué a considéré le délit de marchandage comme un délit-contravention :

Attendu que le délit de marchandage ne saurait être classé dans la catégorie des délits dits contraventionnels ;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 1^{er}, § 2 du Code pénal, l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit et que cette règle générale régit les matières spéciales à moins d'une dérogation expresse de la loi ;

Attendu que l'intention coupable doit accompagner le fait incriminé comme délit pour le rendre passible de la peine, et que ce principe ne souffre exception que dans le cas où la loi en a autrement ordonné ou lorsque, par la nature des choses, ce fait rentre nécessairement dans la classe des délits matériels qui existent par cela seul que l'acte punissable a été accompli et auxquels, pour cette raison, le législateur donne souvent lui-même le nom de contraventions ;

Attendu que l'infraction réprimée par l'arrêté du 24 mars 1848 est punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive, et, en cas de double récidive, d'un emprisonnement de un à six mois ; qu'elle constitue donc un délit ;

Attendu que le décret du 2 mars 1848 définit le délit de marchandage « l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ; »

Attendu que cette exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier comporte par sa nature, au sens des décret et arrêté de mars 1848, l'appréciation d'un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier; que cet acte nécessite donc, pour devenir délictueux, la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier;

Qu'ainsi le dol et la fraude sont les éléments substantiels du marchandage réprimé par la loi;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le second moyen du pourvoi,

Casse et annule l'arrêt rendu le 18 juillet 1899 par la Cour d'appel d'Orléans et, pour être statué conformément à la loi, renvoie la cause et les parties en l'état devant la Cour d'appel de Bourges à ce désignée par délibération spéciale en la Chambre du Conseil.

COUR D'APPEL DE NANCY.

Arrêt du 10 mars 1897.

MANUFACTURES. — TRAVAIL DES ENFANTS, FILLES MINEURES ET FEMMES. — TRAVAIL DE NUIT. — CONTRAVENTION DE SIMPLE POLICE. — TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE. — DERNIER RESSORT.

Les infractions à la prohibition du travail de nuit pour les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes, constituent des contraventions de simple police. En conséquence, lorsque le tribunal correctionnel en a été saisi directement par suite de connexité avec d'autres faits, et que le prévenu n'a pas demandé son renvoi devant la juridiction de simple police, le jugement rendu est en dernier ressort à cet égard et, en cas d'appel, la Cour n'a pas à connaître de ce chef de poursuites. (C. instr. crim., 192; L. 2 nov. 1892, art. 4.)

LA COUR,

Attendu que la société X... exploite à Y... un tissage de coton, connu sous le nom de : « Usine de la C... », dont le sieur G... a la direction générale; — Attendu que 143 ouvriers ou ouvrières de cette usine y ont été employés du 11 au 21 mars 1896 inclus à un travail effectif de jour, d'une durée excessive, et 101 d'entre eux (8 ouvriers de moins de dix-huit ans et 93 filles mineures ou femmes) à un travail de nuit entre 9 heures du soir et minuit, aux dates des 14 et 21 du même mois; — Attendu que ces diverses infractions ont été régulièrement constatées par un procès-verbal dressé le 21 mars 1896 par l'inspecteur départemental du travail dans l'industrie pour le département des V...; qu'il résulte de ce procès-verbal, ainsi que des aveux de G... lors de l'information officielle faite par la

la gendarmerie, que le travail de jour commençait à 5 heures du matin pour tous les ouvriers dont il vient d'être parlé, et qu'il se prolongeait jusqu'à 8 heures du soir, avec deux heures et demie de repos dans la journée pour les 8 ouvriers âgés de moins de 18 ans et les 93 filles mineures ou femmes, et une heure et demie seulement pour les 42 autres travailleurs; — Attendu que G. . . , poursuivi à raison de ces faits devant le tribunal correctionnel, a été condamné par le jugement dont est appel à 143 amendes de 2 francs chacune pour la durée illégale du travail de jour, et ce, par application des articles 1^{er}, 4 et 5 de la loi du 9 septembre 1848 et de l'article 463, Code pénal, et à 101 autres amendes de 5 francs chacune pour le travail de nuit, en vertu des articles 4 et 26 de la loi du 2 novembre 1892; — Attendu, en ce qui concerne ce dernier travail, que les infractions à la prohibition édictée par l'article 4 de la loi de 1892 constituent des contraventions de simple police; — Attendu que celles relevées en l'espèce contre G. . . ont été poursuivies directement devant le tribunal correctionnel, par suite de leur connexité avec les autres faits de la prévention; — Attendu que, le prévenu n'ayant pas demandé son renvoi devant la juridiction de simple police en ce qui les concernait, le jugement entrepris a statué en dernier ressort à leur égard; que la Cour n'a donc pas à connaître de ce chef de la poursuite; — Par ces motifs, — Statuant sur l'appel interjeté par le ministère public, — Dit que le jugement attaqué a prononcé en dernier ressort en ce qui concerne les contraventions à la prohibition édictée par l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892.

(Sirey, année 1898, II^e partie, p. 213.)

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE VILLENEUVE-SUR-LOT.

Jugement du 12 juillet 1899.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — AUTORISATION DE FAIRE TRAVAILLER LE JOUR DE REPOS HEBDOMADAIRE. — FÊTES LÉGALES. — CHÔMAGE.

Attendu qu'il résulte du procès-verbal susénoncé que le 22 mai dernier, jour de fête légale (lundi de la Pentecôte), la dame X... et la demoiselle Y... âgées, l'une et l'autre, de plus de 21 ans, ont été employées au travail de la couture dans l'atelier du prévenu de 7 heures du matin à 7 heures du soir;

Attendu que l'autorisation temporaire à nous représentée par C... et lui permettant de faire travailler son personnel tous les jours de la semaine ne s'applique qu'aux jours de repos hebdomadaire et non aux jours de fêtes légales;

Attendu que ce fait constitue une contravention prévue et punie par les articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892,

CONDAMNE, etc.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'UZÈS.

Jugement du 14 décembre 1899.

LOIS DE 1892 et 1893. — EXPLOITATIONS NON ASSUJETTIES. — SALINS. — ATELIERS DE RÉPARATION ET DE CONSTRUCTION ANNEXE. — APPLICATION DES LOIS CI-DESSUS.

LE TRIBUNAL,

Vu l'arrêt de la Cour de cassation, en date du 20 octobre 1899, saisissant le tribunal correctionnel d'Uzès (1);

Au fond :

Attendu qu'il est constaté par le procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail dans les usines que les affiches de la loi du 2 novembre 1892, du décret du 13 mai 1893 et l'affiche indiquant le repos hebdomadaire n'ont pas été apposées dans les ateliers établis par la Compagnie des salins du M. . . , au lieu du P. . . ; que le juge de paix, saisi de la poursuite, a relaxé les prévenus en ce qui concerne la partie de l'atelier consacrée à la trituration du sel, mais qu'il a retenu la contravention et prononcé trois amendes contre les défendeurs, en ce qui concerne l'atelier de réparation proprement dit;

Attendu que le juge de paix base sa décision sur ce fait que la trituration du sel étant une dépendance de l'exploitation de la Compagnie et que cette exploitation étant rangée parmi les travaux agricoles, tout ce qui découlait de cette exploitation échappait à l'application de la loi; que cette interprétation est juste et qu'il y a lieu d'adopter les motifs du premier juge en confirmant purement et simplement;

Mais attendu qu'en ce qui concerne l'atelier de réparation, il a refusé d'y voir un travail agricole;

Qu'il constate qu'il s'y fabrique des outils et appareils neufs et que, pour ce fait, on se sert de machines à vapeur et de tous les appareils perfectionnés en usage dans l'industrie;

Que, dans ces conditions, il est impossible d'y voir un travail agricole; que c'est avec juste raison que ce magistrat y a vu tous les signes d'un établissement industriel et a décidé qu'à ce titre, l'établissement du P. . . devait être soumis à la législation édictée pour protéger le travail des ouvriers; qu'il y a donc lieu de maintenir la décision du premier juge en adoptant les motifs sur lesquels il a basé sa décision;

Par ces motifs,

Le Tribunal, jugeant en matière correctionnelle, donne défaut contre M. . . et C. . . , et adoptant les motifs du premier juge, confirme purement et simplement le jugement rendu par le tribunal de simple police d'Aigues-Mortes à la date du 18 février 1898.

(1) Voir *Bulletin* 1900, n° 2, p. 323.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS

POUR LE 2^E SEMESTRE 1899

(1^{ER} SEMESTRE DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

I. — INDUSTRIES SOUMISES À LA FOIS AUX LOIS DE

Accidents déclarés d'après

GROUPES D'INDUSTRIES.		MOTEURS.	TRANS- MISSIONS.	MACHINES- OUTILS, MÉTIERS, etc.	ASCEN- SEURS, GRUES, appareils de levage.	CHAU- DIÈRES À VAPEUR, autoclaves, etc.
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.					
Récapitulation						
I	Alimentation	35	96	321	70	32
II	Bois (Industrie du)	10	43	729	12	3
III	Chemins de fer (Construction et répara- tion du matériel des)	51	31	386	82	42
IV	Chimiques (Industries)	11	54	254	25	14
V	Construction	8	25	362	117	2
VI	Cuir et peaux	1	28	181	4	3
VII	Eau, chauffage, éclairage	15	12	131	4	6
VIII	Imprimerie	2	19	224	6	"
IX	Industrie textile	31	230	2,517	40	13
X	Machines, outils, instruments de pré- cision, appareils	36	131	1,530	157	11
XI	Métallurgiques (Usines)	30	65	677	222	15
XII	Métaux (Travail des)	13	75	863	36	11
XIII	Moulins	14	67	46	7	"
XIV	Papiers, cartons	9	44	301	7	5
XV	Pierres et terres (Industries des)	11	46	198	48	5
XVI	Vêtement et accessoires	1	10	93	4	1
XVII	Industries diverses	1	10	29	6	"
TOTAUX		279	986	8,842	847	163
(A) Nombre des déclarations.						

1892 ET 1893 ET À LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

leurs causes matérielles.

EXPLOSIFS (Poudre, dynamite, etc.)	MATIÈRES INCAN- DESCENTES, brûlantes, corrosives.	ÉBOU- LEMENTS, CHUTES d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU- TENTION des FARDEAUX.	CONDUITE des VOITURES, accidents causés par les animaux.	OUTILS À MAIN. (Marteaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TOTAUX.
---	---	--	--	--------------------------------------	--	--	---------------------	---------

par groupes d'industries.

43	541	706	1,264	930	465	342	862	5,707
1	43	518	439	439	78	559	412	3,286
22	382	1,440	1,842	1,634	256	804	1,460	8,432
20	700	455	672	587	115	215	801	3,923
28	295	3,601	5,509	2,836	471	1,180	1,788	16,222
"	36	86	311	109	36	219	146	1,160
14	254	290	502	351	82	186	263	2,110
"	16	85	75	58	9	38	64	596
5	330	654	1,174	673	109	302	786	6,864
22	628	1,889	1,182	1,520	150	1,310	1,843	10,409
9	2,304	2,482	1,630	2,458	120	1,044	2,708	13,764
5	346	647	430	639	143	652	586	4,446
2	6	73	138	121	117	12	66	669
"	45	157	283	157	23	107	73	1,211
9	263	738	832	783	260	184	514	3,891
"	20	20	53	35	8	46	40	331
2	13	110	126	142	27	39	182	687
182	6,222	13,951	16,462	13,472	2,469	7,239	12,594	83,708 (A)

Accidents déclarés d'après l'âge et le sexe des victimes.

GROUPES D'INDUSTRIES.		ENFANTS AU-DESSOUS de 18 ans.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	OUVRIERS ADULTES.	TOTAUX.
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.	Garçons.	Filles.				

Récapitulation par groupes d'industries.							
I	Alimentation	303	73	117	275	4,940	5,708
II	Bois (Industrie du)....	264	22	19	70	2,911	3,286
III	Chemins de fer (Con- struction et réparation du matériel des).....	195	"	"	16	8,222	8,433
IV	Chimiques (Industries).	157	56	61	296	3,353	3,923
V	Construction.....	769	"	"	2	15,475	16,246
VI	Cuirs et peaux.....	100	14	24	66	957	1,161
VII	Eau, chauffage, éclairage.	57	10	12	54	1,977	2,110
VIII	Imprimerie.	135	13	14	30	404	596
IX	Industrie textile.....	844	493	334	816	4,380	6,867
X	Machines, outils, instru- ments de précision, appareils.....	1,424	8	5	20	8,955	10,412
XI	Métallurgiques (Usines).	1,575	6	1	36	12,147	13,765
XII	Métaux (Travail des)...	677	57	39	129	3,544	4,446
XIII	Moulins	13	"	"	2	654	669
XIV	Papiers, cartons.....	114	31	25	94	947	1,211
XV	Pierres et terres (Indu- stries des)	447	35	39	63	3,307	3,891
XVI	Vêtement et accessoires .	27	14	11	60	219	331
XVII	Industries diverses.....	13	10	5	101	558	687
	TOTAUX.....	7,114	842	706	2,130	72,950	83,742
	(A) Nombre des victimes.						(A)

*Conséquences des accidents déclarés d'après l'âge et le sexe
des victimes.*

CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS.	ENFANTS AU-DESSOUS DE 18 ANS.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	HOMMES ADULTES.	TOTAUX.
	Garçons.	Filles.				
Récapitulation.						
Morts.....	32	"	2	7	511	552
Blessures à la tête et au visage (sans les yeux).....	318	21	26	86	2,883	3,334
Blessures aux yeux.....	385	22	22	60	3,431	3,920
Blessures aux bras et aux mains.	1,693	191	179	511	14,297	16,871
Blessures aux doigts.....	2,152	427	329	818	14,911	18,637
Blessures aux jambes et aux pieds	1,675	125	86	371	20,985	23,242
Blessures aux autres parties du corps ou à plusieurs parties à la fois.....	792	49	58	251	14,166	15,316
Lésions internes.....	32	1	4	12	1,117	1,166
Asphyxie.....	"	"	"	"	13	13
Submersion.....	1	"	"	"	3	4
Siège des blessures inconnu....	34	6	"	14	633	687
TOTAUX.....	7,114	842	706	2,130	72,950	83,742 (A)
(A) Nombre des victimes.						

Accidents déclarés d'après

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS divisionnaires.	MOTEURS.	TRANS- MISSIONS.	MACHINES- OUTILS, MÉTIERS, etc.	ASCEN- SEURS, GRUES, appareils de levages.	CHAU- DIÈRES À VAPEUR, autoclaves, etc.
Récapitulation						
1 ^{re} .	Paris.....	59	151	1,897	136	49
2 ^e .	Tours.....	16	28	281	32	4
3 ^e .	Dijon.....	15	92	646	65	5
4 ^e .	Nancy.....	15	120	817	83	19
5 ^e .	Lille.....	36	160	2,102	197	10
6 ^e .	Rouen.....	48	120	1,100	108	23
7 ^e .	Nantes.....	8	50	323	96	13
8 ^e .	Bordeaux.....	16	38	169	11	21
9 ^e .	Toulouse.....	8	30	173	20	2
10 ^e .	Marseille.....	23	70	376	54	8
11 ^e .	Lyon.....	35	127	958	45	9
	TOTAUX.....	279	986	8,842	847	163
	(A) Nombre de décorations.					

leurs causes matérielles.

EXPLOSIFS (Poudre, dynamite, etc.)	MATIÈRES INCAN- DESCENTES, brûlantes, corrosives.	ÉBOU- LEMENTS, CHUTES d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU- TENTION des FARDEAUX.	CONDUITE des VOITURES, accidents causés par les animaux.	OUTILS À MAIN, (Marteaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TOTAUX.
---	---	--	--	--------------------------------------	--	--	---------------------	---------

par circonscription.

42	1,115	3,584	5,301	3,389	647	1,846	1,057	19,273
5	250	523	597	636	148	354	429	3,303
3	422	683	779	886	121	363	1,085	5,165
44	618	1,010	1,244	779	240	421	2,027	7,437
7	1,203	2,335	2,683	2,600	481	1,593	1,792	15,199
34	476	1,182	1,525	1,419	247	553	678	7,513
1	462	887	862	541	139	549	1,100	5,031
10	269	826	836	612	107	271	1,548	4,734
7	190	593	448	330	56	194	360	2,411
6	661	975	849	946	79	363	1,623	6,033
23	556	1,353	1,338	1,334	204	732	895	7,609
182	6,222	13,951	16,462	13,472	2,469	7,239	12,594	83,708 (A)

Accidents déclarés d'après l'âge et le sexe des victimes.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	ENFANTS AU-DESSOUS DE 18 ANS.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	HOMMES ADULTES.	TOTAUX.
		Garçons.	Filles.				
1 ^{re} .	Paris.....	973	116	139	457	17,588	19,273
2 ^e .	Tours.....	332	9	5	45	2,918	3,309
3 ^e .	Dijon.....	555	58	41	89	4,432	5,175
4 ^e .	Nancy.....	692	82	51	124	6,564	7,443
5 ^e .	Lille.....	1,964	321	215	428	12,274	15,202
6 ^e .	Rouen.....	831	92	69	221	6,300	7,513
7 ^e .	Nantes.....	446	21	17	108	4,439	5,031
8 ^e .	Bordeaux.....	301	22	24	128	4,259	4,734
9 ^e .	Toulouse.....	168	17	16	99	2,120	2,420
10 ^e .	Marseille.....	297	33	57	234	5,412	6,033
11 ^e .	Lyon.....	625	71	72	197	6,644	7,609
	TOTAUX.....	7,114	842	706	2,130	72,950	83,742
	(A) Nombre des victimes.						(A)

Conséquences des accidents [déclarés.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS divisionnaires.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux).	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	SIEGE DES BLESSURES INCONNU.	TOTAUX.
Récapitulation par circonscription.													
1 ^{re} .	Paris.....	94	993	739	3,973	3,808	5,647	3,726	292	"	1	"	19,273
2 ^e .	Tours.....	28	144	210	677	694	910	546	99	1	"	"	3,309
3 ^e .	Dijon.....	40	181	296	1,090	1,427	1,256	848	36	1	"	"	5,175
4 ^e .	Nancy.....	64	268	360	1,429	1,403	1,962	1,728	228	1	"	"	7,443
5 ^e .	Lille.....	70	509	716	2,920	3,565	4,673	2,657	86	5	1	"	15,202
6 ^e .	Rouen.....	64	297	392	1,566	1,813	2,104	1,153	119	4	1	"	7,513
7 ^e .	Nantes.....	39	214	267	1,127	1,031	1,214	1,068	71	"	"	"	5,031
8 ^e .	Bordeaux.....	33	149	201	691	906	1,119	931	17	"	"	687	4,734
9 ^e .	Toulouse.....	25	77	119	448	526	665	537	23	"	"	"	2,420
10 ^e .	Marseille.....	31	159	166	1,371	1,615	1,679	916	96	"	"	"	6,033
11 ^e .	Lyon.....	64	343	454	1,579	1,849	2,013	1,206	99	1	1	"	7,609
TOTAUX....		552	3,334	3,920	16,871	18,237	23,242	15,316	1,166	13	4	687	83,742
(A) Nombre des vic- times.													(A)

II. — INDUSTRIES NON SOUMISES AUX LOIS DE 1892 ET 1893

Accidents déclarés d'après

GROUPES D'INDUSTRIES.		MOTEURS.	TRANS- MISSIONS.	MACHINES- OUTILS, MÉTIERs, etc.	ASCEN- SEURS. GRUES, appareils de levage.	CHAU- DIÈRES À VAPEUR, autoclaves, etc.
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.					
I	Chargements et déchargements.....	"	1	5	171	"
II	Exploitations agricoles.....	45	72	193	6	4
III	Magasins généraux et publics.....	"	1	4	17	"
IV	Transports	50	6	58	61	8
V	Diverses.....	2	2	32	4	1
TOTAUX.....		97	82	292	259	13

(A) Nombre des déclarations.

ET VISÉES PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

leurs causes matérielles.

EXPLOSIFS (Poudre, dynamite, etc.)	MATIÈRES INCAN- DESCENTES, brûlantes, corrosives.	ÉBOU- LEMENTS, CHUTES d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU- TENTION des FARDEAUX.	CONDUITE des VOITURES, accidents causés par les animaux.	OUTILS À MAIN, (Marteaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TOTAUX.
1	7	909	568	892	116	76	251	2,997
"	10	65	198	74	135	81	111	994
2	18	139	292	303	117	39	69	1,001
2	89	1,156	2,056	1,937	2,243	165	1,352	9,183
7	18	108	135	92	67	42	62	572
12	142	2,377	3,249	3,298	2,678	403	1,845	14,747 (A)

Accidents déclarés d'après l'âge et le sexe des victimes.

INDUSTRIES.	ENFANTS AU-DESSOUS DE 18 ANS.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	HOMMES ADULTES.	TOTAUX.
	Garçons.	Filles.				
Chargements et déchargements..	33	"	1	5	2,958	2,997
Exploitations agricoles.....	43	4	3	19	925	994
Magasins généraux et publics...	20	2	1	13	965	1,001
Transports.....	65	1	"	32	9,098	9,196
Diverses.....	13	2	"	12	545	572
TOTAUX.....	174	9	5	81	14,491	14,760 (A)

(A) Nombre des victimes.

Conséquences des accidents déclarés rapprochées de leurs causes matérielles.

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.		MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux).	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.
NUMÉROS.	Désignation.											
I	Moteurs	9	1	1	20	23	18	24	1	"	"	97
II	Transmissions	7	3	"	36	20	11	5	"	"	"	82
III	Machines-outils, métiers, etc.	13	8	2	93	83	57	37	4	"	"	297
IV	Ascenseurs, grues, appa- reils de levage	1	20	2	56	55	62	44	14	"	"	254
V	Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.	"	1	"	5	2	3	2	"	"	"	13
VI	Explosifs (poudre, dyna- mite, etc.)	"	3	3	3	1	1	1	"	"	"	12
VII	Matières incandescentes, brûlantes, corrosives .	"	12	24	47	13	26	17	"	3	"	142
VIII	Éboulements, chutes d'objets	17	140	31	319	300	1,156	390	24	"	"	2,377
IX	Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	64	186	7	434	129	1,156	1,161	106	"	9	3,252
X	Manutention des fardeaux	11	61	8	668	740	1,044	654	111	"	1	3,298
XI	Conduite des voitures, accidents causés par les animaux	58	106	11	413	234	992	772	92	"	"	2,678
XII	Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.)...	1	15	14	112	123	118	15	1	2	"	401
XIII	Causes diverses	39	58	77	326	315	440	556	31	14	1	1,857
TOTAUX		220	614	180	2,532	2,038	5,084	3,678	384	19	11	14,760 (A)
(A) Nombre des victimes.												

*Conséquences des accidents déclarés d'après l'âge et le sexe.
des victimes.*

CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS.	ENFANTS AU-DESSOUS DE 18 ANS.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	HOMMES ADULTES.	TOTAUX.
	Garçons.	Filles.				
Récapitulation.						
Morts.....	9	"	"	3	208	220
Blessures à la tête et au visage (sans les yeux).....	8	"	"	3	603	614
Blessures aux yeux.....	2	"	"	"	178	180
Blessures aux bras et aux mains	41	"	1	24	2,466	2,532
Blessures aux doigts.....	33	1	2	4	1,998	2,038
Blessures aux jambes et aux pieds....	45	7	1	24	5,007	5,084
Blessures aux autres parties du corps ou à plusieurs parties à la fois.....	32	"	1	19	3,626	3,678
Lésions internes	4	1	"	4	375	384
Asphyxie.	"	"	"	"	19	19
Submersion.....	"	"	"	"	11	11
TOTAUX.....	174	9	5	81	14,491	14,760
(A) Nombre des victimes.						(A)

Accidents déclarés d'après

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS divisionnaires.	MOTEURS.	TRANS- MISSIONS.	MACHINES- OUTILS, MÉTIERs, etc.	ASCEN- SEURS, GRUES, appareils de levage.	CHAU- DIÈRES À VAPEUR, autoclaves, etc.
Récapitulation						
1 ^{re} .	Paris.....	4	5	12	47	2
2 ^e .	Tours.....	13	17	30	10	1
3 ^e .	Dijon.....	6	14	27	6	1
4 ^e .	Nancy.....	3	7	15	7	1
5 ^e .	Lille.....	9	8	31	15	1
6 ^e .	Rouen.....	15	16	22	45	1
7 ^e .	Nantes.....	5	10	91	25	1
8 ^e .	Bordeaux.....	16	"	11	6	"
9 ^e .	Toulouse.....	8	"	20	4	1
10 ^e .	Marseille.....	9	1	20	88	1
11 ^e .	Lyon.....	9	4	13	6	3
	TOTAUX.....	97	82	292	259	13
	(A) Nombre des déclarations.					

leurs causes matérielles.

EXPLOSIFS (Poudre, dynamite, etc.)	MATIÈRES INCAN- DESCENTES, brûlantes, corrosives.	ÉBOU- LEMENTS, CHUTES d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU- TENTION des FARDRAUX.	CONDUITE des VOITURES, accidents causés par les animaux.	OUTILS à MAIN. (Marteaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TOTAUX.
"	20	243	772	495	971	33	104	2,708
"	13	74	127	183	98	22	89	677
2	4	79	169	137	82	21	158	706
"	1	93	152	119	109	31	139	677
"	13	290	364	251	225	63	161	1,431
"	18	427	381	641	201	70	145	1,982
1	38	208	281	190	125	45	317	1,337
7	7	135	163	146	58	16	234	799
"	9	159	186	230	93	21	155	886
1	5	441	327	671	545	31	166	2,306
1	14	228	327	235	171	50	177	1,238
12	142	2,377	3,249	3,298	2,678	403	1,845	14,747 (A)

Accidents déclarés d'après l'âge et le sexe des victimes.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	ENFANTS AU-DESSOUS DE 18 ANS.		FILLES MINEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	OUVRIERS ADULTES.	TOTAUX.
		Garçons.	Filles.				
Récapitulation par circonscription.							
1 ^{re} .	Paris.....	19	"	"	3	2,686	2,708
2 ^e .	Tours.....	8	"	"	3	666	677
3 ^e .	Dijon.....	11	2	"	9	686	708
4 ^e .	Nancy.....	9	1	"	6	662	678
5 ^e .	Lille.....	20	3	2	16	1,390	1,431
6 ^e .	Rouen.....	54	1	1	9	1,917	1,982
7 ^e .	Nantes.....	18	"	1	10	1,308	1,337
8 ^e .	Bordeaux.....	1	"	"	3	795	799
9 ^e .	Toulouse.....	5	1	"	13	877	896
10 ^e .	Marseille.....	19	1	"	6	2,280	2,306
11 ^e .	Lyon.....	10	"	1	3	1,224	1,238
TOTAUX.....		174	9	5	81	14,491	14,760 (A)
(A) Nombre des victimes.							

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS divisionnaires.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux.)	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉTIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.
1 ^{re} .	Paris.....	24	170	32	480	254	896	717	130	5	"	2,708
2 ^e .	Tours.....	19	33	14	149	98	210	145	8	1	"	677
3 ^e .	Dijon.....	15	23	11	103	104	263	174	14	"	1	708
4 ^e .	Nancy.....	15	22	5	115	105	221	143	52	"	"	678
5 ^e .	Lille.....	20	39	11	204	155	607	373	18	"	4	1,431
6 ^e .	Rouen.....	29	82	35	293	297	735	455	52	"	4	1,982
7 ^e .	Nantes.....	29	54	18	253	178	437	354	14	"	"	1,337
8 ^e .	Bordeaux.....	21	40	12	92	102	192	337	2	"	1	799
9 ^e .	Toulouse.....	14	24	11	154	126	282	261	11	13	"	896
10 ^e .	Marseille.....	15	44	18	482	426	812	434	74	"	1	2,306
11 ^e .	Lyon.....	19	83	13	207	193	429	285	9	"	"	1,238
	TOTAUX.....	220	614	180	2,532	2,038	5,084	3,678	384	19	11	14,760 (A) Nombre des victimes.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

CIRCULAIRE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DU 3 NOVEMBRE 1899

*relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux chemins de fer
et aux tramways.*

A la date du 27 juillet dernier, je vous ai adressé une circulaire concernant l'application de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, aux chemins de fer et aux tramways.

Depuis, j'ai reconnu, d'accord avec mon collègue du Commerce, qu'il y avait lieu d'apporter diverses modifications à cette circulaire ; elle doit donc être considérée comme rapportée et remplacée par les dispositions suivantes :

Les articles 12 et 13 de la loi précitée du 9 avril 1898 instituent la procédure de l'enquête à laquelle doit se livrer le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, quand cet accident paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail.

Aux termes de l'article 13 (§§ 4, 5 et 6), le juge de paix peut commettre un expert pour l'assister dans l'enquête. Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert à l'égard des entreprises administrativement surveillées, ni de celles de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces entreprises transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal de l'enquête, un exemplaire de leur rapport.

A moins qu'il n'y ait impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès-verbal, l'enquête du juge de paix doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident.

Les « entreprises administrativement surveillées » comprennent toutes les compagnies de chemins de fer et de tramways, aussi bien pour l'exploitation des lignes ouvertes au service public que pour la construction de lignes nouvelles. Quant à l'Administration des chemins de fer de l'État, elle rentre dans « les entreprises de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct de celui des services de gestion ».

Il en résulte que les fonctionnaires des contrôles de construction et d'exploitation des compagnies de chemins de fer et de tramways, aussi bien que ceux de l'inspection du réseau de l'État, ont un rôle à jouer dans l'application de la loi du 9 avril 1898 ; mais ce rôle est limité aux cas prévus par la loi elle-même (art. 11 à 13).

1° D'après l'article 11, tout accident ayant occasionné une incapacité de travail, pour un ouvrier ou employé de l'entreprise, doit être déclaré au Maire dans les quarante-huit heures « par le chef de l'entreprise ou ses pré-

posés », c'est-à-dire, dans l'espèce, par la compagnie concessionnaire ou l'Administration des chemins de fer de l'État. .

Une déclaration analogue peut être faite par la victime ou ses représentants ; en tous cas, les déclarations doivent contenir les noms et adresses des témoins de l'accident et être accompagnées d'un certificat médical indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Pour tous les accidents atteignant les ouvriers ou employés des chemins de fer et tramways, le Maire doit aviser immédiatement l'inspecteur du travail, auquel il appartient d'aviser, à son tour, le chef de service, soit du contrôle compétent, quand il s'agira d'une entreprise administrativement surveillée, soit de l'inspection du réseau de l'État, si l'accident est survenu sur ce réseau.

2° Aux termes de l'article 12, le Maire n'avise le juge de paix que si, d'après le certificat médical produit par le représentant de l'entreprise ou par la victime, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail.

Dès que, de son côté, le chef du service du contrôle est informé, par l'avis reçu de l'inspecteur du travail, que l'accident rentre dans la catégorie de ceux qui peuvent entraîner une enquête de la juridiction civile, il doit, dans les huit jours à partir de l'accident, transmettre au juge de paix copie du procès-verbal et des avis qu'il adresse au procureur de la République.

Si l'avis simultané au procureur et au juge de paix ne pouvait être fait dans les huit jours, le chef du service du contrôle devrait informer immédiatement le juge de paix de ce retard, en le motivant.

La nouvelle procédure résultant de la loi du 9 avril 1898 ne modifie en rien celle, beaucoup plus générale, qui était déjà prescrite par les règlements pour l'annonce et l'instruction des accidents de toute nature sur les voies ferrées. Elle ajoute seulement à la première quelques formalités nouvelles, quand l'accident a atteint un ouvrier ou employé quelconque de l'entreprise contrôlée, et qu'il paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail.

Les fonctionnaires du contrôle, dès qu'ils sont, d'une manière ou d'une autre, avisés d'un accident à instruire par leurs soins, doivent se pénétrer de la nécessité de préparer dans le plus bref délai possible le procès-verbal et les avis qu'ils ont à fournir, pour être en mesure de les expédier dès la réception de l'avis du maire.

Je vous laisse d'ailleurs le soin, Monsieur le Préfet, d'adopter toutes les dispositions utiles pour que les prescriptions de la présente circulaire, dont je n'adresse des ampliations qu'aux services de contrôle des lignes d'intérêt général, soient complètement observées par les autres services de contrôle dans votre département, et pour que les avis de MM. les Maires puissent parvenir le plus rapidement possible aux chefs de service de contrôle intéressés. Vous devrez notamment, à cet effet, faire parvenir à l'inspecteur départemental du travail la liste nominative et les adresses des fonctionnaires du contrôle à aviser des accidents de chemins de fer et de tramways.

AVIS

DU

COMITÉ CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

EXTRAITS.

« Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail,

« Saisi par le Ministre du commerce et de l'industrie de demandes tendant à l'interprétation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, a exprimé l'avis :

Que les départements et les communes sont responsables des accidents survenus au personnel ouvrier qu'ils emploient directement dans les cas où le seraient les chefs d'entreprise avec lesquels ils auraient pu traiter pour la même catégorie de travaux ;

Que les sociétés coopératives de consommation ne paraissent soumises à l'application de la loi que si elles possèdent des chantiers d'approvisionnements, si elles se livrent à des fabrications ou si elles font emploi de moteurs inanimés ;

Qu'aucune disposition de la loi n'autorise de distinction entre les entreprises de transport de personnes et les autres entreprises de transport ;

Que les cochers employés par ces entreprises et payés à la moyenne, c'est-à-dire salariés dans des conditions spéciales, paraissent incontestablement appelés au bénéfice de la loi ;

Que l'usage des voitures automobiles comporte assujettissement à la loi, lorsque ces voitures font partie d'une entreprise de transport ou d'une exploitation industrielle, ou bien lorsqu'elles sont employées par une exploitation commerciale ou agricole ;

Que les établissements municipaux d'assistance par le travail sont soumis à la loi du 9 avril 1898 toutes les fois que les chefs d'entreprise faisant exécuter les mêmes travaux y seraient eux-mêmes assujettis ;

Que la société coopérative de production, réalisant une production industrielle, payant des salaires aux sociétaires employés et, le cas échéant, à des auxiliaires, doit être considérée comme « un chef d'entreprise » au sens de la loi susvisée ;

Qu'aucune énonciation de la loi ne semble permettre de considérer les voyageurs de commerce comme appelés à bénéficier de ses dispositions ;

Que l'alcool, malgré les risques spéciaux que sa manutention peut entraîner, ne saurait être assimilé à une « matière explosible », au sens de la loi ;

Que l'exploitation industrielle des coupes de bois, dans les conditions exposées, implique, suivant la distribution des opérations, soit des « entreprises de transport », soit des « chantiers », tombant sous le coup de la loi ;

Que les entrepôts de bois, même sans sciage permanent, constituent également des « chantiers », ce mot employé dans l'article 1^{er} de la loi paraissant devoir garder le sens étendu que lui assigne la langue usuelle et ne pouvoir être spécialement appliqué aux chantiers de travaux publics ou privés, déjà compris dans l'expression générale « industrie du bâtiment » ;

Que la location de futailles, comportant arrimage et réparation des fûts à louer et, le cas échéant, fabrication de futailles neuves, paraît sans conteste rentrer dans la catégorie des « manufactures » ou des « chantiers » visés par l'article 1^{er} de la loi ;

Que les associations de propriétaires d'appareils à vapeur et autres sociétés de prévention contre les accidents industriels semblent soumises, en ce qui concerne leurs inspecteurs et préposés, à la loi du 9 avril 1898, soit qu'elles apparaissent comme agents collectifs des industriels personnellement assujettis et prenant à frais communs les mesures qu'ils devraient autrement prendre à leur compte, soient qu'elles apparaissent, au regard de ces industriels, comme des tiers ayant traité avec eux pour assurer la sécurité des appareils dans leurs exploitations respectives et, à ce titre, comme de véritables « chefs d'entreprise ».

Que l'expression « entreprises de transport par terre et par eau », contenue dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, s'applique notamment à toutes les entreprises de transport par mer, en dehors des cas spécialement prévus par la loi du 21 avril 1898, ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession ;

Que la loi du 9 avril est dès lors applicable : 1° aux inscrits maritimes victimes d'accidents en dehors de leur embarquement et au cours de travaux visés par ladite loi ; 2° aux non inscrits maritimes employés à bord des paquebots, embarcations et tous autres bâtiments que les bâtiments de guerre ou de plaisance ;

Que les ostréiculteurs, lorsqu'ils n'exploitent pas la fabrication des boîtes ou paniers d'emballage ou bien toute autre fabrication annexe, ne paraissent pas assujettis à la loi susvisée ;

Que les boulangers sont assujettis à la loi susvisée toutes les fois que leur exploitation n'est pas exclusivement limitée au débit de produits reçus tout préparés pour la vente ;

Que les charcutiers sont assujettis à la loi susvisée toutes les fois que leur exploitation n'est pas exclusivement limitée au débit de denrées reçues toutes préparées pour la vente ;

Que les boucheries avec tuerie sont assujetties à la loi susvisée ;

Que les professions de maréchal ferrant et de charron-forgeron, comportant des transformations industrielles, sont assujetties à la loi susvisée ;

Que les employés occupés dans une exploitation assujettie à la loi susvisée sont appelés au bénéfice de ses dispositions dans les mêmes conditions que les ouvriers.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Proposition de loi déposée par M. Gautret et plusieurs de ses collègues, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les ateliers, magasins, boutiques, etc.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1900 (1).

.....

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gautret pour le dépôt d'une proposition de loi.

M. GAUTRET. — Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, en mon nom personnel et au nom de MM. Pourquery de Boisserrin, Morel, Viviani, Charles Bos, Villejean, Balandreau, Léo Melliet, Lemire et Girou, une proposition de loi fixant les conditions du travail des femmes employées dans les ateliers, magasins, boutiques, etc.

C'est la reproduction du bill qui est entré en exécution en Angleterre depuis le 1^{er} janvier dernier.

Je voulais demander le renvoi de cette proposition à la commission d'hygiène. Mais puisque je vois à son banc M. le Ministre du commerce, qui approuve cette proposition, je crois pouvoir demander à la Chambre de voter l'urgence.

M. MILLERAND, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*. — Je pense que le renvoi de cette proposition à la commission du travail serait plus logique.

M. GEORGES BERRY. — J'appuie le renvoi à la commission du travail.

M. GAUTRET. — La commission d'hygiène s'est déjà occupée de cette question; elle est prête à voter les dispositions de ma proposition, et puisque la Chambre semble favorable à l'adoption, je la prie de vouloir bien voter l'urgence. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

L'exposé des motifs ne comporte que dix lignes.

M. le PRÉSIDENT. — L'orateur demandant l'urgence, je le prie de donner lecture de l'exposé des motifs de sa proposition.

(1) D'après le compte rendu sténographié du *Journal officiel*.

M. GAUTRET, *lisant*. — Messieurs, vous avez tous constaté combien est pénible le travail des femmes chargées de vendre ou de préparer les marchandises et objets divers destinés au public. Vous les avez vues, des journées entières, debout derrière un comptoir, dans un atelier, supportant ainsi des fatigues auxquelles résisteraient difficilement des travailleurs habitués aux plus durs labeurs.

L'Angleterre vient de faire cesser cet état de choses depuis le 1^{er} janvier dernier.

Le monde médical tout entier réclame l'adoption de cette mesure : nous avons la conviction que vous n'hésitez pas à voter la proposition de loi suivante :

ART. 1^{er}. — Les ateliers, magasins, boutiques et autres locaux dans lesquels des marchandises ou objets divers sont actuellement préparés ou offerts au public par un personnel féminin devront être, dans chaque salle, munis de sièges placés derrière les comptoirs, ou à telle autre place désignée par les inspecteurs du travail.

Ces sièges seront mis à la disposition des employées dans la proportion minima d'un siège pour deux employées par salle.

C'est à peu près la reproduction exacte du bill anglais (1).

ART. 2. — Toute contravention à l'article 1^{er} de la présente loi sera punie d'une amende de 5 francs. En cas de récidive, l'amende sera portée de 20 à 100 francs.

ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode et les conditions dans lesquels s'exercera l'application de cette loi, confiée aux inspecteurs du travail.

M. BARAUD-LACROZE. — Demandez la discussion immédiate! (*Assentiment.*)

M. GAUTRET. — J'ai l'honneur, Messieurs, de solliciter la déclaration d'urgence et, je ne demande pas mieux, la discussion immédiate. (*Très bien! très bien!*)

M. le PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le PRÉSIDENT. — M. Gautret demande la discussion immédiate.

M. GAUTRET. — Vous venez de voter l'urgence et vous avez ainsi témoigné le vif désir que vous avez de donner immédiatement satisfaction à ces mal-

(1) LOI ANGLAISE DU 9 AOÛT 1899. — (*Seats for shop assistants act, 1889*). 1° Dans toutes les salles d'un magasin ou autres locaux actuellement consacrés à la vente au détail et où des femmes sont employées comme vendeuses, le négociant-employeur doit veiller à ce que des sièges soient installés derrière le comptoir ou en tel lieu approprié, et en proportion d'un siège au moins pour trois femmes employées dans chaque salle;

2° Tout négociant qui négligera de remplir les prescriptions de la présente loi sera passible, sur jugement sommaire, d'une amende au maximum de trois livres pour la première contravention, et d'une amende au minimum d'une livre et de cinq livres au plus pour les récidives;

3° Cette loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900;

4° Cette loi sera considérée comme ne faisant qu'un avec les lois de 1892 à 1895 sur les heures de travail dans les magasins, mais elle pourra être citée séparément sous le titre de « Loi de 1899 sur les sièges destinés aux employés dans les magasins ».

heureuses employées. Je ne vois donc pas ce qui peut s'opposer à la discussion immédiate.

M. MILLERAND, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — Je dois faire observer que la proposition de loi très intéressante qui vient d'être déposée, entraîne une conséquence que j'avais déjà indiquée à la commission du travail. Je ne m'en plains pas, quant à moi, car je comptais entrer dans cette voie; mais le vote de la proposition aura pour conséquence de soumettre à l'inspection du travail des établissements qui actuellement n'y sont pas soumis.

Ce n'est pas une conséquence qui m'arrête, mais je devais la soumettre à la Chambre avant qu'elle se prononce.

M. MAGNIAUDÉ. — J'approuve parfaitement la proposition de M. Gautret et je m'y rallie. Toutefois, je dois présenter une observation. Ne craignez-vous pas, en permettant aux employées de s'asseoir pendant le cours de leur travail, qu'on remplace une partie de ce personnel féminin par un personnel masculin ? (*Dénégations.*)

M. POURQUERY DE BOISSERIN. — On ne le pourra pas !

Sur un grand nombre de bancs. — Aux voix !

M. le PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la discussion immédiate. (La Chambre, consultée, ordonne la discussion immédiate.)

M. le PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide de passer à la discussion des articles.)

M. le PRÉSIDENT. — Je donne lecture des articles :

« ART. 1^{er}. — Les ateliers, magasins, boutiques et autres locaux dans lesquels des marchandises ou objets divers sont actuellement préparés ou offerts au public par un personnel féminin devront être, dans chaque salle, munis de sièges placés derrière les comptoirs ou à telle autre place désignée par les inspecteurs du travail.

« Ces sièges seront mis à la disposition des employées dans la proportion minima d'un siège pour deux employées par salle. »

Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er} ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le PRÉSIDENT. — « ART. 2. — Toute contravention à l'article 1^{er} de la présente loi sera punie d'une amende de 5 francs. En cas de récidive, l'amende sera portée de 20 à 100 francs. » — (Adopté.)

« ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode et les conditions dans lesquels s'exercera l'application de cette loi, confiée aux inspecteurs du travail. »

La parole est à M. Bienvenu Martin sur l'article 3.

M. BIENVENU MARTIN. — Messieurs, je ne viens pas combattre la proposition de loi, mais je désire présenter une observation en ce qui touche l'article 3, en ce qui concerne le règlement d'administration publique prévu pour l'exécution de la loi.

Si ce règlement doit édicter des dispositions obligatoires, il serait peut-être important qu'on lui donnât une sanction.

Or, si j'ai bien compris l'article 2, il n'est prévu de pénalités que pour les infractions à la loi; il s'ensuivrait, si cette rédaction était maintenue, que les contraventions au règlement d'administration publique ne pourraient donner lieu à l'application d'aucune peine.

Je demande si, dans ces conditions, on ne pourrait pas ajouter à l'article 2 ces mots : « Toute contravention aux dispositions de la présente loi ainsi qu'aux prescriptions du règlement d'administration publique. . . »

M. POURQUERY DE BOISSERIN. — Les signataires de la proposition acceptent cette adjonction.

M. BIENVENU MARTIN. — Le règlement d'administration rendu en vertu d'une délégation de la Chambre peut bien édicter des mesures d'exécution, mais il ne peut édicter de peines; la loi seule peut le faire. Par conséquent, si vous pensez qu'il y a lieu de donner une sanction pénale aux prescriptions du règlement d'administration publique, il faut l'indiquer expressément dans la loi. (*Très bien! très bien!*)

M. POURQUERY DE BOISSERIN. — Il n'y a qu'à ajouter à l'article 3 de la loi un paragraphe ainsi conçu : « Les pénalités prévues par l'article 2 seront applicables aux contraventions au règlement d'administration publique. »

M. le PRÉSIDENT. — Le Président ne peut mettre aux voix que les textes écrits et déposés sur le bureau de la Chambre.

M. GAUTRET. — Je demande la parole.

M. le PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. GAUTRET. — Je demande à répondre à l'objection soulevée par notre collègue.

M. BIENVENU MARTIN. — Ce n'est pas une objection que je fais, c'est une adjonction que je demande.

M. GAUTRET. — Oui, mais cette adjonction n'est qu'apparente. En effet, l'article 3 dit : « Un règlement d'administration publique déterminera le mode et les conditions dans lesquels s'exercera l'application de cette loi confiée aux inspecteurs du travail. » Il s'agit de savoir comment les inspecteurs surveilleront l'exécution de cette loi.

Or l'article 2 porte : « Toute contravention à l'article 1^{er} de la présente loi sera punie d'une amende de 5 francs. En cas de récidive, l'amende sera portée de 20 à 100 francs. » Ce texte signifie que les inspecteurs du travail, pour la constatation des délits, n'auront qu'à s'assurer si le nombre des chaises est en rapport avec celui des employées.

Au centre. — A quoi servira le règlement d'administration publique?

M. GAUTRET. — Il tracera le devoir des inspecteurs du travail.

Sur plusieurs bancs. — Aux voix!

M. le PRÉSIDENT. — M. Pourquery de Boisserin propose le paragraphe additionnel suivant à l'article 3 : « Les pénalités prévues par l'article 2 seront applicables aux contraventions au règlement d'administration publique. »

L'article 3 comprendrait ainsi deux paragraphes.

Je mets aux voix le premier paragraphe, qui est le texte même de M. Gautret.

(Le premier paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. le PRÉSIDENT. — L'addition proposée par M. Pourquery de Boisserin formera, si elle est adoptée, le deuxième paragraphe de l'article 3.

M. ÉMILE MORLOT. — La Chambre peut-elle consentir à édicter des pénalités pour des délits qu'elle ignore ?

Vous allez inscrire des peines dans la loi et vous ne savez pas quelles infractions seront commises. Il y a quelque chose d'excessif dans cette précipitation.

M. GAUTRET. — Je m'étonne de votre intervention, mon cher collègue, dans une circonstance où nous avons l'occasion de faire quelque chose vite et bien, ce qui ne nous arrive pas tous les jours.

M. MORLOT. — Je me demande seulement ce que vous réprimez dans cette addition.

M. GEORGES BERRY. — Il y aura des sièges, mais on ne s'assoira pas !

M. le MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — Je demande la parole.

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du commerce.

M. le MINISTRE DU COMMERCE. — La Chambre ne trouvera pas excessif de renvoyer à la commission du travail un texte improvisé en séance, et alors qu'elle vient de se prononcer sur le principe même de la loi. Rien ne sera plus facile à la commission du travail que d'apporter, dans quelques jours, un rapport à la Chambre qui se prononcera en connaissance de cause. (*Très bien ! très bien !*)

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Pourquery de Boisserin.

M. POURQUERY DE BOISSERIN. — Messieurs, vous avez voté d'abord, dans l'article 1^{er} de la loi, l'obligation et la surveillance; puis, dans l'article 2, l'application d'une pénalité peu sévère, puisque vous renvoyez le délinquant devant le juge de paix. La pénalité ne frappe que les contraventions à la loi, mais l'article 3 porte qu'un règlement d'administration publique peut imposer et régir les mesures de détail qui seront à prendre. M. Bienvenu Martin fait observer que, si le règlement d'administration publique est dépourvu de sanction, la loi paraîtra elle-même dépourvue de sanction dans son ensemble.

On a donc proposé d'ajouter, ce qui était facile, que toutes les peines prévues pour la répression des contraventions s'appliqueront aux infractions commises contre le règlement d'administration publique. Et c'est sur ce point de détail que vous allez faire échec à une loi qui a été acceptée par la commission du travail et par la commission d'hygiène ! (*Mouvements divers.*) Mon expression peut paraître impropre et en disant qu'on fait échec à la loi par le renvoi à la commission, je me trompe peut-être en apparence; mais je crains bien, ayant déjà une certaine expérience, de ne pas me tromper en réalité ! (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Ce n'est pas lorsqu'une loi est presque votée, lorsqu'il ne s'agit plus que de l'addition d'un paragraphe qui n'en modifie ni la portée ni le principe, qui ne crée aucun danger, qu'il y a lieu de faire obstacle à une mesure qui est souhaitée par tout le monde.

Voulez-vous nous mettre en retard sur un pays voisin qui, après avoir longtemps discuté une loi identique, a cru devoir l'admettre dans un intérêt général ?

Cette loi, remarquez-le bien, a pour but de protéger des personnes dont la profession n'est sauvegardée par aucun texte législatif. Elle est, vous l'avez reconnu vous-même, Monsieur le Ministre, l'objet de vos préoccupations. Nous ne faisons qu'aller au-devant de vos désirs, puisque vous étiez dans l'intention de la proposer à la commission du travail. Nos collègues de la commission du travail l'acceptent et la commission d'hygiène s'y rallie. Ne détruisons pas au dernier moment ce que nous avons si bien commencé. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. le MINISTRE DU COMMERCE. — Je maintiens ma proposition. (*Réclamations sur plusieurs bancs.*)

M. GIROU. — Je ne m'expliquerais pas que la Chambre, après avoir voté les articles de cette proposition, en renvoyât l'ensemble à la commission du travail. (*Mouvements divers.*)

M. le PRÉSIDENT. — La proposition de M. le Ministre vise l'addition de M. Pourquery de Boisserin, sur laquelle elle n'a pas encore statué. Le renvoi à la commission du travail peut donc être demandé.

M. le comte de POMEREU. — On ne peut pas bâcler comme cela des lois en fin de séance!

M. le PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur le renvoi du paragraphe additionnel proposé par M. Pourquery de Boisserin à la commission du travail.

(Le renvoi est ordonné.)

M. le PRÉSIDENT. — La délibération est suspendue; la commission du travail sera saisie.

.....

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848 (1).

ASSEMBLÉE NATIONALE.

SEANCE DU 5 JUILLET 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN MARIE.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Duprat a la parole pour déposer un rapport.

Le citoyen PASCAL DUPRAT. — Je viens, au nom du comité des travail-

(1) D'après le compte rendu des séances de l'Assemblée nationale, imprimé à l'Imprimerie nationale.

leurs (1), déposer sur le bureau de l'Assemblée un projet de décret qui a pour but d'abroger un décret antérieur, celui du 2 mars (2), par lequel le Gouvernement provisoire avait réduit la durée de la journée de l'ouvrier dans Paris et les départements.

Plusieurs membres. — Lisez ! lisez !

(Le citoyen Pascal Duprat donne lecture de son rapport.)

En voici le texte :

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *Rapporteur* :

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Toutes les révolutions qui ne sont pas un caprice de la force, mais un développement de la vie publique, apportent quelque bienfait à l'humanité. Si la Révolution de Février reste fidèle à son origine, elle doit avoir pour résultat d'améliorer les conditions matérielles du peuple, et de préparer ainsi son affranchissement moral.

Le Gouvernement provisoire, on doit le reconnaître, a marché courageusement vers ce but. Ses actes, malheureusement, n'ont pas été toujours inspirés par cette raison politique, qui est le premier besoin du pouvoir. Le sentiment généreux qu'il puisait chaque jour dans le contact du peuple l'a poussé plus d'une fois trop loin. Dans son ardeur pour les réformes que réclamait notre état social, il n'a pas toujours tenu compte des divers éléments qui constituent notre vie économique. C'est ainsi qu'il a troublé les conditions de l'industrie, en cherchant à les modifier. Telle est, du moins, la portée de ce décret qui a limité les heures de travail.

Rien n'est plus désirable assurément qu'une pareille réforme. Elle est nécessaire, il faut le dire, au développement intellectuel et moral des classes laborieuses; car l'extrême fatigue abaisse l'homme, ainsi que l'extrême misère, et l'empêche de vivre de cette vie supérieure qui l'élève au-dessus des brutes.

Le Gouvernement a donc le droit d'intervenir, avec l'autorité de la loi, dans les conditions du travail. Ce droit a été exercé plus d'une fois en Angleterre et dans quelques autres pays. Nous en trouvons aussi la trace dans notre législation (3); mais ce droit n'est pas absolu : il a son domaine et ses limites. Vouloir l'étendre au delà, c'est méconnaître le principe sur lequel il repose; c'est violer le droit lui-même par un aveugle amour de la justice.

Or tel a été le résultat du décret par lequel le Gouvernement provisoire a réduit la journée de l'ouvrier.

Il est presque inutile de dire que, sous l'empire de ce règlement, l'industrie française a dû subir une atteinte profonde. Elle avait lutté péniblement jusqu'alors avec l'industrie étrangère. A dater de ce moment, toute concurrence lui devenait impossible; elle se voyait chassée des marchés du dehors. Le marché intérieur lui échappait à son tour; plus de mouvement industriel. La richesse nationale était frappée dans sa source même. Avec ses intérêts,

(1) Voir année 1900, page 549.

(2) Voir année 1899, n° 3, page 306.

(3) Voir année 1898, n° 1, page 64.

périssait aussi la liberté; car l'ouvrier n'était plus libre d'acheter, par son travail, sa propre subsistance et celle de sa famille.

Ce n'est pas la loi, une loi brusquement introduite dans notre vie industrielle, qui peut alléger pour les travailleurs ce fardeau trop pénible de labeur quotidien. Nous n'obtiendrons cette réforme que par une série de combinaisons économiques qui ne sauraient être ni l'œuvre d'un jour, ni l'œuvre d'un homme. Tout est complexe dans nos vieilles sociétés, mais surtout cette question du travail qui embrasse tant d'intérêts. Le législateur doit bien réfléchir avant d'y mettre la main. S'il n'y prend garde, il aura bientôt tari le fleuve dont il prétend régler le cours.

De pareilles considérations ne pouvaient échapper au comité des travailleurs, auquel vous avez confié l'étude de cet important problème. Un de ses membres, le citoyen Wolowski, a proposé d'abroger le décret du Gouvernement provisoire qui limite le nombre des heures de travail. Cette proposition, après un examen sérieux, a été accueillie par le comité, et c'est en son nom que je l'apporte à votre tribune.

Voici le texte du projet :

PROJET DE DÉCRET.

L'Assemblée nationale,

Considérant que le décret du 2 mars est nuisible aux intérêts de l'industrie et contraire à la liberté du travail,

Décète :

Article unique. — Le décret du 2 mars est abrogé.

(L'Assemblée nationale reprend son ordre du jour.)

.....

SEANCE DU 30 AOÛT 1848 (1).

PRÉSIDENCE DU CITOYEN ARMAND MARRAST.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret tendant à abroger le décret du 2 mars 1848, relatif à la fixation des heures de travail.

Le citoyen Pierre Leroux a la parole contre les conclusions de la commission.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Citoyens Représentants, je ne suis pas de ceux, s'il y en a, qui pensent que l'on puisse hasarder avec une vieille société l'épreuve que Médée tenta pour rajeunir son père Éson.

Non, citoyens. Je vous ai déjà exposé mes convictions à ce sujet. Le mot de Solon, qui se félicitait d'avoir donné aux Athéniens, non pas les meil-

(1) La discussion du projet, à l'ordre du jour du 11 juillet, avait été ajournée, sur la proposition du citoyen Tourret, Ministre du commerce.

leures lois possibles, mais les meilleures qu'ils pussent supporter, doit être, j'en conviens, votre devise.

Je ne suis donc pas *socialiste*, si l'on entend par ce mot une opinion qui tendrait à faire intervenir l'État dans la formation d'une société nouvelle, où seraient véritablement réalisés les augustes mots de l'immortelle devise de nos pères : *Liberté, fraternité, égalité*.

Non, ce n'est pas pour réaliser de tout point cette société nouvelle que vous avez reçu mandat du peuple, mais pour permettre que cette société nouvelle se réalise par les efforts individuels des citoyens, s'échappant du néant de l'individualisme et convergeant, par des essais d'association de toute nature, vers la société véritable, dont l'humanité n'a eu jusqu'ici, dans ses divers états à travers le cours des siècles, qu'une image imparfaite et grossière.

Comment, en effet, pourriez-vous concevoir un mandat plus complet ? Ce serait méconnaître à la fois l'état actuel de la société, dans toutes ses classes, sans exception, et les garanties que peuvent présenter à cette société ses gouvernants, quels qu'ils soient. D'un côté, les gouvernants sont incapables de conduire la société à son but, qui est l'unité religieuse et politique, l'association, l'organisation, la synthèse. Ils n'ont pas les lumières ni l'inspiration du cœur nécessaires pour cela ; ils sont mus, en général, par des instincts et ne croient qu'à des instincts. Ils ne se considèrent pas et ne sont pas considérés comme des frères aînés, mais comme des gendarmes qui maintiennent un certain ordre dans la société par des lois répressives de toutes sortes, des confiscations, des amendes, la prison et l'échafaud. Ils ne craignent rien tant que la discussion de principes qui pourraient rendre aux hommes quelque courage, quelque noblesse, quelque élévation. Ils aiment mieux avoir à gouverner matériellement que spirituellement. Des athées leur conviendraient mieux à conduire que des hommes religieux ; mais ils aiment encore mieux l'indifférence en matière de religion.

D'un autre côté, la France est, comme on dit, philosophe. Elle a passé à pieds joints sur le protestantisme pour embrasser la philosophie. Seulement la philosophie tendait à un but, la constitution d'une unité religieuse ; la philosophie était en germe une religion. La France ne le voit pas encore, elle s'égare dans le dédale du scepticisme.

Les sectes sont donc aujourd'hui nécessaires, précisément afin de faire disparaître cet esprit d'individualisme, cet esprit de scepticisme qui divise la société en autant de religions qu'il y a d'individus, ou plutôt qui anéantit toute religion.

Il faut des sectes afin que l'unité renaisse, il faut des sectes pour procurer un jour l'unité.

Donc, citoyens Représentants, votre devoir, votre devoir absolu, sans l'observance duquel il n'y aura pas pour vous grâce devant l'histoire et devant la postérité, c'est de protéger avant tout la *liberté des associations*.

Vous êtes ici de par les besoins de l'humanité, de par la volonté du peuple, pour garantir à tous la liberté, non pas la liberté tendant à l'anarchie et au néant, mais la liberté tendant à la reconstitution de l'humanité, à l'association.

De là, il suit que votre devoir, ainsi déterminé, est en même temps nettement tracé.

D'un côté, défendre et protéger la vieille société en faisant des lois qui, sans blesser la liberté, aussi nécessaire à elle qu'à la société nouvelle qui aspire à sortir de son sein, l'empêchent pourtant d'arriver à cet excès de mal et de souffrance au-delà duquel il n'y a plus que ce dernier combat de la mort qu'on appelle l'agonie.

De l'autre, par ces lois mêmes, préparer, avec un esprit de tolérance ou plutôt d'amour, semblable à cet amour paternel qui s'étend de nous sur nos descendants, l'avènement de la société nouvelle, de la société où seront véritablement réalisés les augustes termes de l'immortelle devise de nos pères : *Liberté, fraternité, égalité*.

Voilà notre devoir, à nous tous élus du peuple, après dix-huit siècles et demi de christianisme, après la révolution de 1789, après celle de 1830, après celle de 1848.

Il ne s'agit donc pas de faire intervenir l'État dans les relations sociales ; mais, entre l'intervention de l'État dans les relations sociales et la négation de toute médiation et de tout droit tutélaire de sa part, il y a un vaste champ où l'État peut marcher et doit marcher, sans quoi il n'y a plus d'État, il n'y a plus de société collective, et nous retombons dans le chaos.

L'État doit intervenir pour protéger ce qu'on appelle la liberté des contrats, la liberté des transactions ; mais il doit intervenir aussi pour empêcher le despotisme et la licence, qui, sous prétexte de liberté des contrats, détruiraient toute liberté et la société tout entière.

L'État, même aujourd'hui, ne doit pas se considérer, suivant l'axiome des économistes de l'école anglaise, comme un ulcère qu'il s'agit de circonscrire le plus possible ; il doit se considérer comme un protecteur de la société arrivée à cette époque de transformation que je caractérisais tout à l'heure, où l'humanité doit se transfigurer par les efforts individuels de ses membres.

Si, en essence, l'État ne peut pas être autre chose qu'un juge du camp et un gendarme, il faut au moins qu'il soit un juge du camp équitable et un gendarme intelligent. (*Rires.*)

Deux abîmes bordent la route que l'État doit suivre ; il doit marcher entre ces deux abîmes : *inter utrumque tene*.

C'est en appliquant ces principes qui me paraissent incontestables, et dont je trouve la consécration dans le projet même de constitution, que je vais combattre la proposition malheureuse qui nous est faite aujourd'hui d'abroger le décret du 2 mars. (*Mouvement.*)

Citoyens, en examinant attentivement ce décret, je suis arrivé à croire qu'il n'y a pas de mesure mieux fondée en droit et plus nécessaire que celle qu'on vous propose de détruire. Suivant moi, le Gouvernement provisoire n'a pas, dans toute son administration, de titre plus honorable que ce décret. Je vais essayer de faire passer ma conviction dans vos esprits. La matière est si grave, qu'en considération du sujet vous voudrez bien, je l'espère, prêter votre appui unanime à la liberté de cette tribune (*Oui ! Oui ! — Parlez ! Parlez !*)

Tous ceux qui ont jeté les yeux sur la question dont il s'agit savent qu'elle est complexe : ce n'est pas une simple question de droit, ce n'est pas non

plus une simple question d'économie politique. Aussi qu'arrive-t-il quand on examine ce sujet sous un seul rapport ? Il arrive qu'on ne démontre rien. J'entreprends de prouver que l'économie politique s'accorde avec le droit ; je veux défendre le décret au double point de vue du juste et de l'utile. Je diviserai mon discours en deux parties ; je traiterai d'abord la question de droit, et ensuite celle d'économie politique.

Je commence par vous demander la permission de relire en entier le décret dont on poursuit l'abrogation ; en voici le texte :

« Sur le rapport de la commission du gouvernement pour les travailleurs,
« Considérant :

« 1° Qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

« 2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits *marchandeurs* ou *tâcherons*, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité ;

Le Gouvernement provisoire de la République décrète :

« 1° La journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence, à Paris, où elle était de onze heures, elle est réduite à dix, et en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze ;

« 2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou *marchandeurs* est abolie.

« Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage.

« Paris, le 2 mars 1848. »

Suivent les noms de tous les membres, sans exception, du Gouvernement provisoire.

Je ne rechercherai pas pourquoi, lorsque ce décret est menacé, ceux qui l'ont rendu ne sont pas tous ici, autour de cette tribune, empressés à le défendre. Il en est un, au moins, qui n'aurait pas manqué à ce rendez-vous d'honneur. Il semble que ses ennemis politiques auraient dû vider avec lui cette discussion, avant de l'éloigner de cette Assemblée par un coup de majorité. (*Murmures.*) (1)

Quelques voix. — A l'ordre ! à l'ordre !

Le citoyen CHARLES DUPIN. — C'est manquer à la majorité de cette Assemblée.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je ne pense pas que l'orateur ait eu l'intention de blesser la majorité de l'Assemblée.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Assurément non.

Le citoyen EVARISTE DAVOUX. — D'ailleurs, ce n'est pas relatif à la question.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Puisqu'on affectait à tort (il vous l'a prouvé dans sa défense) de regarder ce décret comme son œuvre personnelle (*Nouveaux murmures.*) il fallait au moins le vaincre par le raisonnement avant de le réduire par la force. Soit hasard, soit calcul, il se trouve qu'on lui a interdit la parole, quand on lui avait jeté un solennel défi. Dans cette occasion, il

(1) Louis Blanc, contre lequel l'Assemblée avait autorisé des poursuites, le 25 août.

brillera à cette tribune par son absence (*Allons donc!*), absence qui ne saurait lui être imputée, car il s'était inscrit le premier pour défendre le décret du 2 mars, et il l'aurait fait avec cette conviction qui ne varie pas au gré des événements. Quant à ses anciens collègues, je ne leur demanderai pas si ce qui leur paraissait légitime et d'une bonne politique il y a six mois, leur paraît criminel aujourd'hui; non, je ne poserai pas cette question à ceux qui abandonnent ainsi le drapeau où je vois leurs noms écrits avec leur signature. Hélas! trop de faits douloureux sont venus révéler la désunion profonde et la guerre de principes qui existaient sous une apparente concorde. Que chacun de ceux qui, aux yeux de la France et du monde, ont assumé sur eux de signer ce décret, revenu maintenant à la nuance de ses opinions, prenne parti pour ou contre l'œuvre à laquelle il avait prêté l'appui de son nom et, en apparence, du moins, le sceau de sa conscience; l'œuvre existe, et le décret est si beau, qu'il se défendra par lui-même contre ses propres auteurs, s'il y en a qui soient tentés de l'attaquer.

Vous le savez, citoyens, ce décret a pris naissance dans un moment sublime dans un de ces moments où l'inspiration sort des masses et éclaire ceux-mêmes qui, ce moment passé, doivent bientôt retomber dans leurs ténèbres. Mais, laissons les circonstances où ce décret a paru, et oublions ceux qui, conscients ou non de ce qu'ils faisaient, l'ont promulgué. Prenons le décret en lui-même. Est-il juste, ce décret, est-il salulaire?

Vous venez d'entendre les considérants sur lesquels il est fondé : « Un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme. »

Ces raisons sont certaines et évidentes par elles-mêmes. La seule question que l'on puisse faire, c'est de demander si l'État a le devoir et le droit de veiller sur la santé des travailleurs et d'empêcher que l'on ne porte atteinte en leur personne à la dignité humaine.

Je réponds à cela que l'État a assurément ce droit, et que même les lois, en général, n'ont pas d'autre but que de veiller sur la conservation de la vie des hommes et d'empêcher que l'on ne porte atteinte à leur dignité d'homme.

La liberté de faire le mal, en effet, n'est pas liberté, mais crime et licence, et comme le mal que nous faisons à nos semblables se résume toujours dans une atteinte portée directement ou indirectement à leur existence, il s'ensuit que l'État n'est véritablement institué que pour veiller sur la conservation de la vie des citoyens. L'État est institué pour prévenir, empêcher et punir l'homicide à tous les degrés.

Oui, c'est à cette loi souveraine que se rapportent toutes les lois; la défense de l'homicide n'est-elle pas la première loi divine et humaine? Quel peuple pourrait substituer et tolérer l'homicide? Un peuple est au contraire d'autant plus avancé en législation qu'il distingue, pour les prohiber, un plus grand nombre de degrés dans l'homicide. Ouvrez notre code; vous verrez, depuis l'homicide volontaire et prémédité jusqu'aux simples blessures commises par imprudence, toutes les atteintes portées à l'existence de nos semblables, qualifiées comme crimes ou délits et punies comme tels.

Mais, disent les adversaires du décret, y a-t-il homicide à un degré quel-

conque dans le travail des manufactures ? En supposant qu'il y ait destruction d'hommes, y a-t-il des délinquants, quand les patients eux-mêmes se prêtent à ce travail qui leur procure un salaire, c'est-à-dire la chose dont ils ont le plus besoin ?

Ah ! citoyens, sur la première de ces questions, *s'il y a homicide*, c'est-à-dire s'il y a destruction de la nature humaine sous le rapport physique comme sous le rapport moral, est-il besoin de répondre, quand depuis cinquante ans en France, en Angleterre, en Belgique, et partout où s'est introduit un si affreux massacre sous le nom d'industrie (*Rires et murmures*), tant de milliers de voix ont réclaté en exposant des faits devant lesquels l'imagination reste consternée ? Néanmoins, pour constater de nouveau qu'il y a un *corps de délit*, comme disent les juriconsultes, je vais vous lire un passage d'une pétition récemment adressée à votre Assemblée par un observateur compétent, l'inspecteur du travail des enfants dans les manufactures de Rouen. Écoutez-le :

« Pour justifier l'abrogation du décret du 2 mars, dit ce pétitionnaire, on invoque la liberté des transactions. Sont-ils donc libres, ces ouvriers auxquels on dit : *Vous travaillerez quatorze heures par jour*, ou bien procurez-vous ailleurs ! Où iraient-ils, quand tous les ateliers sont pleins ? Il faut bien qu'ils se résignent ; et on appelle cela la liberté des transactions ! c'est une véritable dérision, si ce n'est une cruelle raillerie.

« Quand je dis *quatorze heures de travail par jour*, je n'exagère en rien. Dans tout le département de la Seine-Inférieure, dans ce grand centre industriel et dans bien d'autres départements encore, la durée du travail quotidien variait de *treize et demie à quatorze heures*, ajoutez à cela deux heures pour les repas, deux heures pour aller du logis à l'atelier et retourner de l'atelier au logis (et ce n'est pas trop, car beaucoup d'ouvriers ont leur domicile à six ou huit kilomètres de la fabrique où ils travaillent), il en résulte que ces malheureux ont tout juste *six heures pour prendre leur repas du soir et réparer leurs forces épuisées* ; que de pauvres femmes, de misérables enfants, n'ont pas plus de loisirs, et on ose appeler cela la liberté des transactions ! Non ! ce n'est pas de la liberté, c'est quelque chose de *pis* que la traite des blancs. On se plaint, avec raison, de la brutalité de la classe ouvrière, de son immoralité, qui n'est que trop réelle ; mais, quelles en sont les causes ? Voilà ce qu'on ne recherche pas assez.

« N'est-il pas vrai qu'un travail incessant, où l'intelligence ne joue presque aucun rôle, abrutit l'homme ? N'est-il pas vrai que l'homme énérvé, abruti, cherche des forces et des jouissances dans l'ivresse et ne peut les chercher que là, ce qui lui enlève le peu d'intelligence humaine qu'il pouvait avoir encore, et qu'ainsi la misère engendre l'immoralité qui, à son tour, engendre et perpétue la misère ? N'en résulte-t-il pas la perte de tous sentiments honnêtes, l'anéantissement de la vie de famille et jusqu'à l'entier oubli des devoirs si profondément gravés dans le cœur de l'homme, ceux de la paternité ? N'est-il pas vrai encore que la femme qui n'a pas un instant de relâche, que la fatigue tue, qui n'habite que très accidentellement sa maison en commun avec son mari et ses enfants, ne peut connaître les joies du ménage, qu'elle n'est plus une mère de famille ? Et enfin, n'est-il pas évident que des enfants élevés ainsi ne peuvent faire ni de bons fils, ni de bons pères, dès lors, qu'ils ne seront

jamais de bons citoyens ? Telles sont, pourtant, les conséquences d'un travail excessif. Et qu'on ne croie pas qu'elles attaquent seulement l'homme moral, elles attaquent aussi l'homme physique; elles abâtardissent la race, et l'anéantiront bientôt; cela est si vrai, qu'à Rouen et à Elbeuf, les deux tiers des hommes de vingt ans sont impropres au service militaire; ce sont des faits que je cite, ils sont trop éloquents pour y rien ajouter. Voilà les conséquences d'un état de choses qu'on demande de continuer au nom de la liberté des transactions! »

Le corps de délit est donc certain. Forcer des hommes à travailler *quatorze heures* par jour est un délit, un crime; c'est un homicide. Il est évident que la nature humaine ne peut, sans se détériorer, sans s'abrutir, et sans se détruire rapidement, endurer quatorze heures d'un travail malsain, dans un air souvent vicié. Ignore-t-on que les probabilités de vie qui sont, pour les enfants du riche, de vingt-neuf ans environ, au moment de la naissance, ne sont que de *deux ans* pour les enfants de l'industrie cotonnière ?

Mais, l'homicide étant constaté, où sont les délinquants, demandent les adversaires du décret. Je réponds : ils sont partout où des hommes prêtent assistance au délit. Partout où des chefs d'industrie encouragent ou tolèrent un travail évidemment homicide, il y a des délinquants.

En effet, si un homme voulait se mutiler, et que vous lui prêtiez aide et assistance, ne seriez-vous pas puni par la loi ? Ouvrez le Code, et vous verrez que la mutilation, même du consentement du patient, est punie.

Si un homme, voulant se suicider, vous suppliait de lui donner la mort, ne seriez-vous pas condamné, si vous aviez la faiblesse de céder à sa prière ?

N'a-t-on pas regardé comme un progrès réel dans notre jurisprudence la prohibition du duel fondée sur cette simple défense de l'homicide ? Un de nos collègues, j'allais dire un de nos adversaires; mais nous savons rendre justice à nos adversaires lorsqu'ils le méritent, un de nos collègues, M. Dupin aîné, a contribué, plus que personne, à établir cette jurisprudence. Il ne reniera pas ses principes. Sur quoi a-t-il pu se fonder pour faire prévaloir cette opinion, qu'en l'absence de toute loi positive, le duel était prohibé par la loi ? Il est évident qu'il lui a fallu déduire de la loi générale, qui défend tout homicide, cette conséquence que, non seulement l'homme, sous aucun prétexte, n'a le droit d'attenter à la vie de son semblable, sans le consentement de son semblable, mais qu'il ne le peut pas même du consentement de son semblable, parce que l'homme n'a pas le droit d'attenter à sa propre vie.

Ainsi, que les chefs d'industrie qui encouragent un travail de quatorze heures ne viennent pas dire que leurs ouvriers y consentent, et couvrir l'homicide de ce beau nom de *liberté des contrats*, de *liberté des transactions*. On peut toujours leur répondre : Vous n'avez pas le droit d'attenter à la vie de votre semblable, *même avec son consentement*. La loi vous le défend. La vie humaine est sacrée, et la société est instituée pour la protéger.

Mais, disent enfin les adversaires du décret, puisque ces ouvriers mourraient de faim s'ils ne travaillaient pas quatorze heures par jour (l'industrie ayant besoin, pour soutenir la concurrence, de ces quatorze heures), ne voyez-vous pas que la loi doit nous accorder ce *droit d'homicide* sur nos ouvriers, parce que c'est un moindre mal pour eux-mêmes après tout, que la mort instantanée.

née qui viendrait les saisir ? Toute la question économique est là en effet ; mais nous la traiterons tout à l'heure, cette question économique. . .

Quelques voix. — Oh ! Oh !

D'autres voix. — Parlez ! Parlez ! Ceci est grave.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — C'est extrêmement grave. (*Oui ! Oui !*)

Et nous réfuterons vivement ce sophisme, qu'il peut être utile à nos semblables de les abrutir et de les aider à se suicider, en montrant qu'il n'est pas vrai que la nation, en général, ni les travailleurs, en particulier, aient aucun intérêt à la perpétration d'un pareil homicide.

Que ceux qui propagent de pareilles erreurs sachent que l'artifice de leur raisonnement est désormais vaincu.

En attendant, nous venons de dégager la *question de droit* de la *question d'économie politique* ; et la question de droit n'est pas douteuse. A cet égard, il m'est doux d'avoir à citer les propres paroles du rapporteur de votre commission du travail qui, tout en venant par une contradiction que je ne me charge pas d'expliquer, vous proposer d'abolir le décret, le justifie complètement en ces termes remarquables : « Rien n'est plus désirable, assurément qu'une pareille réforme. Elle est nécessaire, il faut le dire, au développement intellectuel et moral des classes laborieuses ; car l'extrême fatigue abaisse l'homme, ainsi que l'extrême misère ; et l'empêche de vivre de cette vie supérieure qui élève au-dessus des brutes. Le Gouvernement a donc le droit d'intervenir avec l'autorité de la loi, dans les conditions du travail. Ce droit a été exercé plus d'une fois en Angleterre et dans quelques autres pays. Nous en trouvons aussi la trace dans notre législation ! »

Ainsi parle M. Pascal Duprat, et il a le courage de demander l'abolition d'un décret qui est évidemment, d'après lui-même, un progrès dans la législation !

Le citoyen PASCAL DUPRAT. — Je vous répondrai.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Il reconnaît le droit, et il en trouve la trace antérieure dans notre législation. Je le crois bien ! Toutes nos lois et le Code tout entier concluent en faveur du décret du 2 mars, qui n'en est qu'un couronnement, parce qu'il a sa racine dans les mêmes principes qui ont donné lieu à nos lois les plus salutaires et les plus sages.

La première prescription du décret, celle qui se rapporte à la *limitation des heures de travail*, n'est, en effet, qu'une extension de la défense générale de l'homicide et de la violence.

La seconde, celle qui se rapporte à la *prohibition du marchandage*, est tout aussi légitime, car elle est une extension de la défense générale du dol et de la fraude.

L'une et l'autre sont conformes aux principes mêmes du droit, et ne sont qu'un développement de la justice !

Il est évident, en effet, que celui qui, *sans travail aucun et sans rien apporter dans l'œuvre de la production*, abuse de l'ignorance de l'ouvrier pour prélever une partie de son salaire, blesse non seulement la fraternité, comme le dit le décret, mais l'honnêteté, la probité. Le décret joint donc la *prohibition du marchandage à la limitation des heures de travail*, parce que ce sont là deux formes de l'exploitation des travailleurs : par l'une, ils seront privés d'une par-

tie de leur salaire; par l'autre, ils sont privés de tout loisir, de toute liberté; et par les deux, ils sont atteints dans leur existence, et véritablement privés de la vie.

Or, je le répète, et j'y insiste, les lois sont faites et sont uniquement faites pour empêcher les hommes de priver leurs semblables de la vie par tous les moyens capables d'atteindre l'existence humaine. Un esclavage qui détruit l'âme et le corps est un degré de l'homicide. Quiconque retient un homme en chartre privée est punissable suivant les lois. Et il serait permis de retenir des classes entières, les classes laborieuses, dans un esclavage indéfini, par la contrainte que la loi du besoin exerce sur l'homme!

Il est défendu par nos lois de posséder le travail d'un autre homme, en qualité d'esclave. Pas d'esclaves sur la terre des Francs. Un nègre est affranchi dès qu'il a touché notre sol. Et des citoyens, des égaux, des frères, des hommes investis des mêmes titres civiques que nous, seraient tenus, au delà de toutes les forces humaines, dans la contrainte perpétuelle, incessante, des plus rudes et des plus fastidieux travaux!

Et l'État n'aurait pas le droit d'y pourvoir! Il n'aurait pas le droit de soustraire une immense partie du peuple à une condamnation, non pas équivalente aux travaux forcés, mais, à bien des égards, plus pénible et plus abrutissante!

Mais, en ce cas, niez donc à l'État, c'est-à-dire à la justice humaine réalisée dans les lois, niez-lui tous droits d'arrêter la licence et d'empêcher le crime.

Vous punissez ceux qui falsifient les substances alimentaires et vendent un poison pour de la nourriture : quel droit avez-vous de le faire? Vous punissez l'usurier qui abuse du besoin de l'emprunteur, de sa jeunesse, de son ignorance : pourquoi punir l'usurier? L'homme prodigue ou gêné qui a contracté avec lui n'était-il pas libre? Ah! je vous le demande, est-ce que le travailleur, placé dans l'alternative de mourir de faim, lui, sa femme et ses enfants, ou de travailler quatorze heures par jour, est plus libre? Est-ce qu'il n'est pas contraint, tout aussi contraint que s'il l'était par une violence exercée sur son corps? L'homme consent-il jamais, d'un consentement véritable, à sa propre ruine? Qui pourrait consentir à un travail évidemment destructif de son être? La nature humaine peut-elle consentir à ce qui abolit en nous l'être intelligent, moral et libre que Dieu lui même a créé à sa propre image? Qu'on ne parle donc plus du consentement d'hommes qui consentiraient à leur suicide.

Je l'ai prouvé, la défense du suicide, explicite dans d'autres législations, est implicite dans la nôtre : car, encore une fois, c'est sur la négation de ce prétendu droit qu'aurait le citoyen de consentir à sa propre destruction que vous avez établi la législation contre le duel. Ainsi, de par toutes les lois humaines et divines, vous n'avez pas le droit de porter atteinte à la vie de votre semblable, vous n'avez pas le droit de lui infliger des blessures, de le frapper de coups, de lui faire des sévices quelconques; vous n'avez pas le droit, avec son consentement même, d'exposer sa vie aux chances d'un combat, parce que vous n'avez pas droit sur votre propre vie : toutes ces défenses sont fondées sur un seul principe; c'est que la vie humaine est sacrée et que la société est instituée pour la protéger. Et vous auriez le droit de livrer des

hommes à un travail mortel, sans aucune intervention et sans aucune surveillance de l'État, abusant ainsi de l'ignorance des hommes ! Non, mille fois non, à moins que vous ne fassiez déclarer par cette Assemblée, nommée par le peuple tout entier, et chargée de ses destinées et de son bonheur, que les travailleurs dont il s'agit *ne sont pas des hommes*, ou au moins ne sont pas des citoyens, qu'ils sont encore exclus de la cité, et que l'État abdique à leur égard son droit tutélaire. (*Très bien !*)

Mais l'État pourrait-il le faire lorsqu'il proclame l'affranchissement des esclaves, l'égalité des nègres et des blancs, au delà de l'Atlantique !

Chose bizarre, étrange, inconcevable, au moment où la France vient, à la suite d'autres nations qui lui ont donné l'exemple, de proclamer les nègres des colonies, citoyens, on vient nous demander que ceux de nos citoyens avec qui et par qui la République existe, qui sont investis du plus évident droit de cité, puisqu'ils sont électeurs, soient regardés comme exclus de la cité, afin qu'il soit permis de les livrer à un travail destructif de la qualité d'homme ! (*Très bien !*)

Mais cette seule proposition est si absurde par elle-même, qu'elle fait, permettez-moi l'expression, gémir le bon sens. Les ouvriers, en France, seraient citoyens pour nommer une Assemblée nationale, laquelle affranchirait les noirs et proclamerait l'esclavage des blancs.

Quelques voix. — Très bien !

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Ce n'est donc pas assez de dire, comme je le disais tout à l'heure, que nos anciennes lois et le Code tout entier concluent en faveur du décret du 2 mars ; que ce décret n'en est que le couronnement, parce qu'il a sa racine dans les mêmes principes qui ont donné lieu à nos lois les plus salutaires et les plus sages ; il faut encore ajouter qu'il n'y a pas un seul progrès récent de la législation et de la politique qui n'appelle et ne commande celui-là.

Dites, ah ! dites que ce décret est une innovation, qu'on n'avait pas encore légiféré d'une façon spéciale sur ce point, à la bonne heure. Mais le progrès n'est-il pas la loi de l'humanité, la loi à laquelle il faut, non pas obéir de mauvaise grâce, mais consentir avec amour, avec reconnaissance, pour le divin auteur de toutes choses, qui a bien voulu nous permettre de nous avancer de plus en plus vers lui ? Si vous ne voulez pas de progrès dans la législation, retournez aux codes barbares, ou plutôt anéantissez la société ; détruisez l'espèce humaine, que Dieu a faite progressive dans sa connaissance et dans sa moralité. Vous n'oseriez pas, sophistes, soutenir que la législation n'est pas progressive ! Aristote légitimait de bonne foi l'esclavage : mais quel sophiste, aujourd'hui, oserait répéter sur ce point les leçons d'Aristote ?

Quand, de la source éternelle du droit, une idée nouvelle a surgi, quand elle est tombée dans la conscience des hommes, malheur à quiconque, roi ou assemblée, la détruit par la violence ; car celui-là qui s'oppose à la manifestation progressive du droit s'oppose à la volonté divine. Tyrans, qui que vous soyez, rois ou assemblées populaires qui êtes-vous, pygmées d'un jour, pour vous opposer aux manifestations progressives du droit ? Sachez que le droit jaillit d'une source plus profonde que le Vésuve, et craignez les éruptions du volcan de la conscience humaine. (*Mouvement.*)

J'en conviens, lorsque parut le décret du 2 mars, on n'avait pas encore légiféré sur ce point avec autant de hardiesse et de grandeur.

Quoi qu'il en soit, il est vrai de dire que ce décret a non seulement, comme je viens de le démontrer, sa base et sa racine dans le Code, mais encore des précédents directs dans une foule de mesures administratives et de décisions législatives antérieures, et notamment dans la loi sur le travail des enfants, loi rendue sous la Monarchie, et dont le principe n'a rencontré qu'approbation auprès de tous les esprits éclairés. Mais si on n'avait pas encore légiféré sur ce sujet, n'était-ce pas une raison de plus pour commencer à le faire après une révolution qui avait eu pour cause la misère des travailleurs échappant, à force de grandeur, de courage et de générosité, à la condition de purs *prolétaires* où on voulait les retenir, et aspirant à être revêtus du caractère sacré de la nature humaine, et à prendre rang dans la société politique?

Je crois, citoyens, que je viens de justifier amplement les considérants du décret du 2 mars. Ils sont, suivant moi, inattaquables. Mais combien la justification du décret sera plus solide et plus éclatante, lorsque je vous aurai montré que les motifs de justice allégués par les considérants du décret sont conformes de tout point à *l'intérêt et au repos de la société*! A cet égard, il faut en convenir, il y a une lacune dans ces considérants : la vérité y est saisie plutôt sentimentalement que scientifiquement; car il ne fallait pas seulement alléguer la justice, il fallait formuler, au nom de l'économie politique, l'immense intérêt social qui se rattache à cette mesure; et c'est ce que le texte du décret ne fait pas; on dirait que ses rédacteurs n'ont pas su combien ils avaient raison sous tous les rapports, puisqu'ils ont omis de le dire. Ici j'entre dans la seconde partie de ce discours, celle qui a pour objet la *question économique*. Je demande un moment de repos.

Quelques voix. — Oh! oh!

Voix nombreuses. — C'est juste! c'est juste!

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez repousser la demande d'un orateur qui réclame un instant de repos. (*Non! non!*)

(Après quelques minutes d'interruption, l'orateur reprend la suite de son discours.)

Le citoyen PIERRE LEROUX. — J'entre dans la *question économique*. Prêtez-moi encore, citoyens législateurs, prêtez-moi, je vous prie, une bienveillante attention; j'en ai besoin dans une matière sur laquelle on trouve répandus tant d'erreurs et de préjugés.

Les corps politiques ont des lois qui président à leur formation, à leur durée, à leur dégénérescence, et qui causent leurs diverses révolutions, lois aussi certaines, aussi indubitables que celles qui gouvernent nos corps et tous les corps naturels. La question est d'étudier ces lois et de les connaître. Si on les ignore, comment remédier aux maladies du corps social, quand on ne sait pas ce qui produit ces maladies, et quand on ne veut rien faire de ce qui peut les guérir?

Citoyens, il est une loi qui vicie profondément les sociétés modernes, et qui tend à les bouleverser et à les anéantir dans des convulsions semblables à celles dont certaines périodes du passé, la chute de l'empire romain, par exemple (*Murmares*), nous offrent le triste spectacle. Ce n'est pas que cette

loi soit *fatale*; elle n'est fatale qu'à cause de notre aveuglement et de notre ignorance. Dieu n'a pas fait de lois fatales, il n'a fait que des lois providentielles. Le propre de la fausse science est donc de dire : *Cette loi existe, elle est fatale*; tandis que le propre de la vraie science est de dire : *Cette loi n'est fatale que parce que nous ne voulons pas y porter remède*.

La loi dont je veux parler, citoyens, et qu'on peut regarder comme la plus importante qu'enseigne l'économie politique dans l'état actuel de la société, est celle de *l'augmentation continuelle du revenu net* (*Oh! oh!*) *et de la baisse ou de la stagnation des salaires*.

Pour qu'on ne dise pas que la vérité que je vais énoncer est une *invention socialiste*, j'invoquerai des autorités. J'en choisirai trois : deux en France et une en Angleterre; je les prendrai telles, qu'on ne puisse les récuser, à cause de la réputation de sagacité des observateurs éminents que je vais citer : Turgot, Necker et Ricardo.

« *En tout genre de travail*, dit le premier, *il doit arriver et il arrive, en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance.* »

Méditez, je vous prie, sur ces paroles importantes : c'est une grande lumière que cet aphorisme du sage Turgot. Vous le voyez, ce grand économiste, considérant la société humaine telle qu'elle est organisée aujourd'hui, arrive à reconnaître que les travailleurs sont toujours condamnés au moindre salaire possible, à la quantité de salaire strictement nécessaire pour les empêcher de mourir lorsqu'ils ont du travail; car, lorsqu'ils n'en ont pas, il faut bien qu'ils meurent. Cette loi du moindre salaire possible est fatale, invincible, à moins que la société n'y remédie par des lois.

Necker est arrivé à la même conclusion que Turgot; je vous prie encore de méditer les paroles que je vais citer : « S'il était possible, dit Necker, qu'on vint à découvrir une nourriture moins agréable que le pain, mais qui pût soutenir le corps de l'homme pendant quarante-huit heures, le peuple serait bientôt réduit à ne manger que de deux jours l'un, lors même qu'il préférerait son ancienne habitude. Les propriétaires de subsistances, usant de leur pouvoir et désirant multiplier le nombre de leurs serviteurs, forceront toujours les hommes qui n'ont ni propriété ni talent à se contenter du *simple nécessaire*. Tel est l'esprit humain, esprit que les lois sociales ont si bien secondé. »

Maintenant, voici Ricardo, le plus fort économiste de l'Angleterre après Malthus, et presque son rival; écoutez cet oracle de l'économie politique anglaise : « Le strict nécessaire moyennant lequel un ouvrier peut vivre et continuer sa race est la limite essentielle des salaires. »

Et Ricardo a fait un livre justement célèbre pour développer les conséquences de ce principe; et il est arrivé à démontrer dans ce livre que, « par suite de toute baisse dans la valeur des choses de première nécessité, les salaires du travail doivent baisser ».

Vous devez être curieux, citoyens, de vérifier par les faits cette première partie de la loi que je vous ai énoncée, à savoir que, quel que soit le développement de ce que l'on appelle la richesse publique, les travailleurs restent toujours pauvres, et toujours condamnés, même lorsqu'ils ont du travail, à

ne recueillir de ce travail que le salaire absolument nécessaire pour les empêcher de mourir. Rien n'est plus facile que de vous contenter. Prenons la France avant 1789 et la France actuelle. Le salaire a-t-il augmenté?

Quel est le prix moyen de la journée de travail en France? Avant 1789, les statisticiens l'estimaient à 1 franc par jour, ou à 300 francs par an, pour trois cents jours de travail. Or, nous lisons, dans le rapport sur la loi des céréales présenté en 1832 à la Chambre des Députés par M. Charles Dupin, que la journée de travail s'élève aujourd'hui à 1 fr. 15. L'optimiste M. Saulnier, dans ses *Considérations sur les finances de la France et des États-Unis*, insérées en 1832 dans la *Revue britannique*, élève ce salaire jusqu'à 1 fr. 50; mais ses allégations, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, ont été amplement convaincues d'erreur. Tous les faits démontrent que M. Dupin est bien plus véridique. S'agit-il des travaux publics, même dans le voisinage des grandes villes, le tarif de conversion des journées en argent, pour les travaux relatifs aux chemins vicinaux, est en général fort au-dessous de 1 franc par journée. S'agit-il du salaire dans les métiers et manufactures, si l'on jette les yeux sur les tableaux détaillés que M. Louis Blanc a publiés dans son intéressant ouvrage de l'*Organisation du travail*, on verra qu'à Paris le salaire du travail des femmes, déduction faite des mauvaises saisons, n'atteint pas 1 franc, et que celui des hommes, la même déduction faite, ne dépasse pas 3 francs.

Mais ce salaire est bien moindre dans les provinces qu'à Paris. Paris est le centre d'une grande partie de l'industrie de luxe, et, en outre, le prix élevé des subsistances y élève nécessairement la main-d'œuvre. Le salaire, dans les grandes villes manufacturières, telles que Lyon, Saint-Étienne, Rouen, est inférieur; et il diminue encore dans les places de troisième ordre, Mulhouse, Reims, Amiens, etc. Le docteur Guépin estime que Nantes peut être considéré comme un terme moyen entre les villes d'industrie de luxe ou de grand commerce, telles que Lyon, Paris, Marseille, Bordeaux, et les places de troisième ordre. La dépense, à Nantes, d'une famille d'ouvriers, composée de cinq personnes, lui semble donc avoir, relativement à la condition moyenne de cette classe en France, un caractère de certitude absolue. Or voici comme il l'établit après l'expérience :

Loyer pour une famille.....	25 ^f
Blanchissage.....	12
Combustible.....	35
Réparations de meubles.....	3
Déménagements (au moins une fois chaque année).....	2
Chaussure.....	12
Habits. (Ils se vêtent en général de vieux habits qu'on leur donne.).....	"
Médecin (gratuit).....	"
Pharmacien (gratuit).....	"
Pain.....	150
Viande. (Ils n'en font pas usage.).....	"
Vin ou autres boissons alcooliques.....	15
Sel, beurre, choux et pommes de terre.....	46
TOTAL.....	300

Pour qu'on puisse juger, au surplus, de la vérité de cette assertion du

docteur Guépin, je citerai, mais le plus brièvement possible, quelques-uns des résultats consignés dans le dernier ouvrage de M. Blanqui, relativement au salaire des manufactures.

Industrie cotonnière. — « 80,000 ouvriers environ sont employés dans cette industrie, avec un salaire de 1 fr. 30 par jour en moyenne. »

Étoffes de laine. — « A Reims, 50,000 ouvriers, dont un quart *extramuros*, sont employés aux différents travaux de la fabrique. Leurs salaires sont très modiques, et suffisent à peine à leurs besoins les plus urgents. 4,500 seulement gagnent de 2 fr. 50 à 3 francs par jour. La masse ne reçoit que 30 à 40 sous pour les hommes, 30 sous pour les adolescents, 15 à 20 sous pour les femmes, et 10 à 15 sous pour les enfants de dix ans jusqu'à quinze. A Amiens, pour certains articles, les ouvriers ne gagnent que 4 francs à 4 fr. 50 par semaine, ou 70 à 72 centimes par jour. »

Quant à l'*industrie des soies*, dans le procès fait aux chefs d'ateliers de la manufacture lyonnaise en 1833, il fut constaté que le salaire du compagnon sur les étoffes unies, qui font la plus grande partie de la fabrication, était au maximum de 2 francs, et se réduisait souvent à la moitié. Or, le salaire du compagnon est, en moyenne, le salaire d'une famille de quatre ou cinq personnes; car le travail que peuvent faire la femme et les enfants, venant en aide par moments au compagnon, y est en grande partie compris. Mais si le salaire du compagnon peut atteindre ou même excéder 2 francs, il y a d'autres travaux de la fabrique qui n'atteignent pas la moitié ni même le quart de ce prix. Puis il faut compter les chômages et les maladies. On ne peut donc élever le taux moyen du salaire à Lyon, par famille, au delà de 1 fr. 70, en comptant trois cents journées de travail pleines.

Il n'est pas nécessaire, je crois, d'entrer dans plus de détails, pour conclure que M. Ch. Dupin a amplement raison de ne pas élever en moyenne la journée de travail à plus de 1 fr. 15.

On le voit donc, monétairement, la moyenne du salaire, si elle a augmenté depuis 1789, a fort peu augmenté; mais en valeur réelle elle a diminué. On aurait tort de s'en étonner, c'est un effet inévitable de la concurrence et des machines. D'un côté, l'abolition des jurandes, des corporations, et de toutes les entraves qui existaient avant la Révolution a amené la multiplication indéfinie des ouvriers dans toutes les professions. Puis les machines, en permettant d'employer hommes, femmes, enfants, sans aucune préparation, sans habileté, sans apprentissage, ont encore augmenté cette multiplication. Les ouvriers se sont donc fait entre eux une effroyable concurrence. A leur tour, les machines ont fait une effroyable guerre aux travailleurs humains. Comment le salaire se serait-il accru? Il n'a pu que décroître. Monétairement, je le répète, il est resté à peu près stationnaire; mais l'augmentation des impôts ayant élevé le prix des objets de première nécessité, et les progrès de l'agriculture n'ayant pas été en proportion des tentatives de l'industrie, il en est résulté une diminution réelle du salaire. Voici donc un fait qui devrait tous nous empêcher de dormir; Herbin et tous les écrivains de statistique portent la journée de travail avant la Révolution à 1 franc.

Aujourd'hui, suivant M. Dupin, cette journée de travail dépasse, il est vrai, ce taux de 15 centimes; mais tous les objets de première nécessité ont aug-

menté dans cet intervalle du quart au tiers, et le prix du blé en particulier a haussé d'un tiers ! (*Dénégations.*)

Vous le voyez, citoyens, la loi formulée par Turgot, par Necke, par Ricardo, est amplement vérifiée par la stagnation, ou plus véritablement encore par la baisse du salaire depuis cinquante ans.

Je ne veux pas développer devant vous toutes les conséquences de cette loi, dont on peut dire véritablement qu'elle résume en elle seule toutes les causes de la misère publique.

Je me bornerai seulement à vous prouver, par le triste rang qu'occupe notre pays dans l'échelle des États, sous le rapport de l'accroissement de population, combien cette loi de la baisse constante du salaire, en présence de l'augmentation constante du revenu net, pèse lourdement sur la France.

Voici un fait qui en dit plus que tous les raisonnements :

« Les populations de l'Europe réunies, » dit M. Moreau de Jonnés, chef des travaux de statistique au Ministère de l'agriculture et du commerce, « se sont accrues, en moins d'un demi-siècle (à partir de 1788), de 75 p. o/o. Trois puissances, la Russie, la Prusse et la Grande-Bretagne, ont dépassé considérablement ce terme moyen général. Deux autres, l'Autriche et la Suède, l'ont atteint sans aller au delà. Huit sont demeurées au-dessous plus ou moins. L'accroissement de la France ne s'est pas élevé à la moitié du terme moyen général de l'Europe. Il est inférieur à celui de tous les autres pays, excepté le Portugal et la Turquie. »

La France, pour enrichir ses capitalistes, et pour n'avoir qu'un paupérisme à peu près égal à celui de l'Angleterre, est donc forcée de ne pas s'accroître plus que le Portugal et la Turquie !

Devant ce seul fait, toute hésitation cesse, et il est impossible, à moins d'abdiquer sa raison, de ne pas reconnaître que c'est la baisse du salaire qui cause tous nos maux. Est-ce qu'en effet la France ne s'accroîtrait pas plus que le Portugal et la Turquie, les deux puissances de l'Europe tombées à l'atonie la plus extrême, s'il n'y avait pas manque de salaire, et, par une conséquence nécessaire, stagnation et baisse du salaire ?

A quoi donc tourne l'accroissement incessant de la richesse publique ? Je l'ai dit, à l'accroissement du revenu net dans les mains de ceux qui en jouissent. M. Ch. Dupin a établi que le revenu net a augmenté d'un milliard annuel dans l'intervalle de 1815 à 1830, c'est-à-dire que, si en 1815 le revenu net était de trois milliards annuels, il s'est trouvé de quatre milliards annuels en 1830. Je laisse à juger quel énorme accroissement le revenu net a pris depuis 1830, pendant une période de travail de dix-huit ans. Mais le salaire ne s'est pas accru !

Citoyens, je viens de révéler à ceux d'entre vous qui pouvaient l'ignorer la cause de tous les maux du pays. Quand un sombre nuage est amoncelé dans les airs, vous dites : La foudre peut sortir de ce nuage, des torrents peuvent en jaillir, la grêle peut venir ravager nos moissons. Eh bien, de même, sachez que tous les maux qui ravagent aujourd'hui l'Europe, qui font mourir la population et l'empêchent de s'accroître, qui remplissent nos villes de pauvres et nos hôpitaux de malades, nos prisons et nos bagnes de criminels, et qui, en dernière analyse, mettent la discorde dans la société et

jusque dans cette Assemblée même, viennent de ce nuage sombre qui pèse sur le travail, *la baisse constante du salaire et l'augmentation du revenu net.*

Si vous avez aujourd'hui en France huit millions de population souffrante, secourue par la charité publique ou privée, prenez-vous-en à cette cause, il n'y en a pas d'autre. En 1790, l'Assemblée Constituante nomma un comité chargé de s'enquérir de la situation des classes indigentes et souffrantes. Ce comité se livra pendant plusieurs mois aux travaux les plus sérieux. Une enquête fut faite dans tout le royaume. La Rochefoucauld-Liancourt fut nommé rapporteur. Nous avons son rapport. Ce rapport élève la population indigente, dans les villes et dans les campagnes, à 3 millions. Aujourd'hui nous avons 8 millions de pauvres, savoir : 4 millions d'indigents dans la population des villes au-dessus de 14,000 habitants, et 4 millions de mendiants dans la population des villes et des bourgades au-dessous de 14,000 habitants, et dans la population agricole. Voilà donc notre progrès depuis cinquante ans. La population a augmenté, il est vrai, de 9 millions ; mais, sur ces 9 millions d'accroissement de population, il y a 5 millions de misérables. Et comment en serait-il autrement, puisque, par suite d'une loi fatale, l'industrie s'étant prodigieusement développée depuis 1789, et la population ayant augmenté, les salaires n'ont pas augmenté !

Si les tables funéraires, dressées chaque année avec le plus grand soin par la préfecture de la Seine, montrent qu'en moyenne, sur 24 ou 25,000 décès, il y en a 10,000 dans les hôpitaux, dans les prisons et à la Morgue ; si la même proportion s'observe dans les grands centres de population, prenez-vous-en à cette cause, la stagnation et la baisse du salaire en présence de l'augmentation continuelle du revenu net.

Mais d'où cette baisse du salaire et cette augmentation constante du revenu net proviennent-elles ? Citoyens, il est digne de vous, qui êtes appelés à chercher le remède à nos maux, de fixer un instant votre attention sur ce problème. Quand l'esprit a découvert une loi, il ne doit pas s'y tenir, mais remonter à une loi supérieure, c'est-à-dire plus profonde ou plus abstraite, qui explique la première, et ne s'arrêter ainsi que lorsqu'il connaît la cause la plus élevée qu'il puisse connaître.

D'où vient la baisse du salaire et l'augmentation du revenu net ? Pour répondre à cette question, il suffit d'examiner comment se fait la production. Et ce ne sera pas moi encore qui vais répondre ici, ce sont ceux mêmes qui approuvent et légitiment le mal qu'ils observent et qu'ils prennent pour une loi nécessaire.

Écoutez l'économie politique formulant ce qu'elle appelle la *circulation des richesses* :

« Les capitalistes directeurs de l'industrie, écrit le plus logicien et le plus substantiel des auteurs français qui aient traité de cette science, M. Destutt-Tracy, les capitalistes sont réellement *le cœur du corps politique et leurs capitaux en sont le sang* : Avec ces capitaux, ils donnent des salaires à la plus grande partie des salariés ; ils donnent leurs rentes à tous les oisifs possesseurs, soit de terres, soit d'argent, et par eux, des salaires au reste des salariés ; et tout cela leur revient par les dépenses de tous ces gens-là, qui leur paient ce qu'ils ont fait produire par leurs salariés *immédiats plus cher* qu'il ne leur

a coûté pour ces salaires et pour la rente des terres et de l'argent empruntés. Mais, dira-t-on (remarquez bien que c'est toujours M. Destutt-Tracy qui parle), mais, dira-t-on, si cela est, et si les capitalistes *actifs* recueillent en effet chaque année plus qu'ils n'ont semé, ils devraient en très peu de temps avoir attiré à eux toute la fortune publique, et bientôt il ne devrait plus rester dans un État que des salariés sans avances et des capitalistes entrepreneurs. CELA EST VRAI; et les choses seraient ainsi effectivement, si ces entrepreneurs ou leurs héritiers ne prenaient le parti de *se reposer* à mesure qu'ils se sont enrichis, et n'allaient ainsi continuellement recruter la classe des capitalistes oisifs. »

Ainsi, l'idéal de l'économie politique (j'entends de celle qui se contente de constater le fait), c'est l'activité des LOUPS-CERVIERS (ce n'est pas moi qui les nomme ainsi le premier), qui, par l'intérêt auquel ils empruntent et celui auquel ils prêtent, gagnent sur tous, et accumulent des richesses, pour ensuite *se reposer* et dépenser improductivement par le luxe ce qu'ils ont ainsi conquis par le lucre. Voilà ceux qu'elle proclame le cœur du corps politique.

N'est-il pas évident que, quand les nations en sont là, les nations n'existent plus, qu'elles sont en *pourriture*, et que les Gouvernements, qu'on suppose les représentants de ce qu'on appelait autrefois l'État, n'ont plus d'autre fonction que celle de *gendarmes* veillant à ce que le capitaliste oisif consomme sans trouble sa rente dans tous les débordements du luxe, pendant que son homonyme *actif* se prépare par le lucre, la rapine et l'avarice, à faire tôt ou tard de même, lui ou son héritier ?

Eh bien, citoyens représentants, voilà pourquoi, à chaque loi que vous faites, ou que vous essayez de faire, vous rencontrez sans cesse l'intérêt des capitalistes en opposition avec tous les autres intérêts. Votre devoir évident, certain, incontestable, est de faire, par des lois mesurées et justes, que l'intérêt de quelques-uns ne prévaille pas sur l'intérêt de tous; qu'il ne soit pas permis à un très petit nombre de capitalistes actifs d'attirer, comme l'expose si bien M. de Tracy, toute la fortune publique à eux.

N'est-il pas vrai, citoyens, que la propriété foncière est aujourd'hui grevée de si énormes emprunts, pour lesquels elle paie de si lourds intérêts, qu'on a pu dire avec raison qu'avant vingt-cinq ans la propriété de tout le sol de la France aurait achevé de passer des mains des propriétaires actuels, qui ne le sont souvent qu'en apparence, dans les mains des capitalistes ?

N'est-il pas vrai encore que ce que l'on nomme le commerce et l'industrie n'est pas dans une meilleure situation que la propriété foncière ? Je n'entends point parler de la crise où nous sommes, je parle de l'état permanent du commerce et de l'industrie depuis trente ans. Si les présidents du tribunal de commerce de la Seine ne font autre chose, chaque année, en rendant compte de leurs opérations, que constater l'accroissement des sinistres; s'il fut ainsi prouvé longtemps avant la révolution de février, en septembre 1845, que, sur soixante-six négociants patentés, il y en a annuellement un qui fait faillite; si les procès du commerce se comptent pour Paris par un nombre presque égal à celui des patentés, à quelle cause pouvez-vous vous en prendre, sinon à ce privilège qui livre fatalement aux grands capitalistes le commerce et l'in-

dustrie ? Les faillis ne sont pas autre chose que les morts laissés sur le champ de bataille par les petits capitalistes qui veulent lutter contre les grands.

Ainsi, deux vérités essentielles qui s'enchaînent et qui peuvent se résumer ainsi dans une seule formule : la loi actuelle de la production est telle, qu'un certain nombre de capitalistes actifs jouissent d'un moyen assuré d'attirer à eux toute la fortune publique ; d'où résulte en même temps la baisse continue des salaires pour la multitude des travailleurs, condamnés à vivre du moindre salaire possible, et à mourir lorsque ce salaire vient à leur manquer.

Citoyens, vous le voyez, la cause que je défends, la cause des pauvres ouvriers, est la cause de tous ; telle est la vôtre, propriétaires fonciers, qui empruntez de l'argent à gros intérêts, tandis que vos domaines, cultivés si péniblement par vos métayers et vos fermiers, vous rendent si peu : elle est la vôtre aussi, chefs d'industrie et négociants, qui voyez continuellement la faillite planer sur vos têtes.

J'ai dit que, quand l'esprit a découvert une loi, il ne doit pas s'y tenir, mais remonter à une cause supérieure, c'est-à-dire plus profonde et plus abstraite, qui explique la première. J'ai expliqué la baisse du salaire et l'augmentation du revenu net. Faut-il maintenant remonter plus loin encore, et dire d'où vient ce privilège des capitalistes, cause de tous les maux de la société, ce privilège destructif de la propriété foncière, de l'industrie et du commerce.

Citoyens, le *capital*, que l'on confond avec la *propriété*, est véritablement le contraire de la propriété, car il en est l'abus, et par là même la destruction. Qu'est-ce que le capital ? (*Oh ! oh ! — Interruption.*)

Voix diverses. — Parlez ! parlez !

Le citoyen PRÉSIDENT. — J'invite l'Assemblée au silence ; l'orateur développe son opinion sur la fixation des heures de travail ; il traite la question dans son ensemble en envisageant ce qui concerne le salaire.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — C'est le droit de tirer un profit, ou, pour employer le terme consacré, un intérêt du seul fait d'une richesse accumulée, *sans participer en rien à l'emploi utile de cette richesse.*

Or, la propriété, entendue comme elle doit l'être, et comme elle l'a toujours été au fond, avant la déplorable science des économistes, n'est pas cela ; elle est l'usage direct et personnel de la richesse. La propriété s'attache à la personne humaine, et, fondée sur un travail, elle est, en germe du moins, ce qu'elle sera un jour, une fonction sociale.

On se vante aujourd'hui d'avoir détruit l'abus de la propriété, en détruisant la *propriété féodale* ; mais dans cette propriété féodale si attaquée, et qu'on se vante depuis 1789 d'avoir détruite, il y avait quelque chose de fondé en raison comme en droit ; et c'est précisément ce qui n'était pas fondé dans cette propriété féodale, c'est l'abus de cette propriété qui se trouve constituer aujourd'hui ce qu'on nomme le capital. Il est, en effet, de la dernière évidence que le droit procréatif donné à la richesse accumulée sans emploi personnel du propriétaire, sans fonction et sans travail de sa part, n'est autre que l'ancien droit du seigneur, le droit de redevance et de suzeraineté. Encore le suzerain était-il censé protéger et protégeait, en effet, le vassal auquel

il confiait l'instrument de travail, la terre, tandis que le capitaliste ne protège pas, il hypothèque.

Vainement donc les économistes confondent la cause du capital et celle de la propriété. Propriété et capital sont deux choses tout à fait différentes. Pour qui connaît le droit, et en particulier le droit français, un mot suffit à le prouver : c'est que la législation a toujours sanctionné la propriété, et toujours défendu l'intérêt de l'argent, sans lequel il n'y a pas de capital.

Aujourd'hui même l'intérêt de l'argent, ou le revenu du capital, n'existe pas dans nos lois à titre de propriété, mais à titre de pure *concession* que l'État fait aux capitalistes, leur permettant, par raison d'État, de tirer des intérêts du prêt d'argent, chose qui n'est pas licite par elle-même, chose contraire à l'équité, reconnue de tout temps pour destructive de la vraie propriété, et enfin condamnée d'un commun accord par le christianisme et par la législation, à tel point que la peine prononcée par nos anciennes lois était, pour la première fois, l'amende honorable et le bannissement, et, pour la seconde, la peine de mort. Et qu'on ne croie pas (bien des gens pourraient se l'imaginer, vu l'état actuel du capital et le respect qu'il inspire) qu'il y avait quelque distinction entre l'intérêt de l'argent à un taux modéré, et ce qu'on appelle vulgairement l'usure; cette distinction, comme le savent tous ceux qui sont un peu versés dans l'histoire du droit, n'existait pas.

Tout intérêt était proscrit, comme contraire à la religion et à la bonne organisation des États. On appelle usure, dit Pothier, le profit, *quel qu'il soit*, que le prêteur exige de l'emprunteur au delà du sort principal pour le prêt qu'il lui a fait : *lucrum supra sortem exactum propter officium mutationis*, ou *lucrum ex mutuo exactum*. — Tout intérêt que le prêteur exige de l'emprunteur de plus que le sort principal est usure : *Usura est quidquid ultra sortem mutuam exigitur*. — L'usure, quelque modique qu'elle soit, est défendue par les ordonnances, etc. »

Plusieurs membres. — A la question ! Vous n'êtes pas dans la question !

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Si, c'est la question ! C'est profondément la question ; et vous le verrez tout à l'heure.

Le citoyen PRÉSIDENT. — J'invite les membres de l'Assemblée à s'abstenir d'interrompre ainsi. Chacun n'est pas maître de déterminer si l'orateur est ou n'est pas dans la question.

Continuez, monsieur Leroux.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Il est remarquable que c'est après la destruction de toute vraie théologie, lorsque le sens de la métaphysique chrétienne commença à disparaître au sein du protestantisme, que les peuples marchands qui avaient adopté la réforme osèrent, pour la première fois, émettre cette opinion que le christianisme ne défendait pas l'usure commerciale. Une erreur si grossière devait précéder et amener l'économie politique anglaise. « Plusieurs auteurs, dit encore Pothier, ont prétendu que la défense de stipuler et d'exiger des intérêts dans le contrat du prêt d'argent devait souffrir exception à l'égard des prêts d'argent qui étaient faits à des commerçants qui empruntaient pour employer dans leur commerce la somme qui leur était prêtée, et l'y faire fructifier. C'était l'opinion de Calvin dans ses *Institutions*; il prétend que la défense de prêter à intérêt qui se trouve dans les livres

saints, ne concerne que les prêts faits aux pauvres. En conséquence, les lois civiles des états protestants ont permis le prêt à intérêt « pourvu que l'intérêt n'excède pas le taux réglé par la loi ». Pothier discute cette opinion, et la déclare « fausse de tous points, contraire à toutes les lois divines et aux ordonnances du royaume ».

Il est certain que Calvin et les autres théologiens protestants qui approuvèrent le prêt à intérêt sous prétexte de commerce, ou le *capital des économistes*, le firent par la même raison qui engagea Moïse à le permettre aux juifs à l'égard des étrangers.

Les États protestants étaient alors en lutte avouée ou secrète avec les États catholiques, tous plus puissants et plus anciennement constitués. Les saper par l'usure était un excellent moyen de les vaincre. Je ne dirai pas que ces théologiens de la seconde époque du protestantisme lisaient beaucoup plus la Bible que l'Évangile, et s'inspiraient plus de ce que Dieu a permis aux Hébreux, à cause de la dureté de leur cœur, que du fond divin d'où l'Évangile lui-même est sorti; mais il me sera permis d'avancer que l'esprit de lucre, d'avidité et d'avarice qui animait les descendants des pirates saxons et ceux des pirates normands, pût et dût influencer sur la décision des théologiens protestants. Quoi qu'il en soit, telle est l'origine, très récente en Europe, de l'opinion favorable au capital; et, si aujourd'hui en France, par exemple, la propriété foncière est grevée de 13 à 14 milliards d'hypothèques, c'est-à-dire de la moitié de sa valeur, si des départements entiers sont inféodés à certains usuriers des bords du Rhin ou d'ailleurs, on peut s'en prendre à l'hérésie venue des bords de la Tamise et du lac Léman.

Telle est la noble origine de l'économie politique anglaise. Cette science n'est que la doctrine de l'usure, timidement introduite d'abord par une erreur temporaire des théologiens protestants, et élevée depuis à une insolence incommensurable.

Plusieurs membres. — A la question ! à la question !

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Encore une fois, je suis dans la question.

On me comprendrait bien mal, si l'on s'imaginait qu'en soutenant la vérité de la doctrine chrétienne au sujet du capital, au sujet de la *fénération*, et en rappelant la pure doctrine de tous les jurisconsultes français sans exception, j'ai en vue de retourner au passé. Non, je n'ai pas une pareille idée en vue. Mais il est bon de connaître les causes du mal qui nous dévore, et de savoir le droit que nous avons d'y porter remède. Il est bon de savoir que c'est l'oubli de tous les principes du droit (et ici j'atteste de nouveau tous les légistes de cette Assemblée, versés dans l'ancien droit français) qui a ouvert la porte à tous nos maux, en confondant la *fénération* avec la *propriété*, il est bon de savoir que c'est l'oubli de tous les principes religieux (et ici j'atteste de nouveaux tous les docteurs de l'Église catholique qui se trouvent dans cette Assemblée) qui a ouvert la porte à tous nos maux, en justifiant ce que le christianisme tout entier a, de siècle en siècle, défendu et condamné.

Il est inutile aussi de savoir et de constater que le Code contient des réserves. Je viens de le dire, et vous le savez tous, l'intérêt de l'argent, ou le revenu du capital, n'existe pas dans nos lois à titre de propriété, mais à titre de pure *concession* que l'État fait aux capitalistes, leur permettant, par

raison d'État, de tirer des intérêts du prêt d'argent. Donc l'État a toujours le droit d'imposer des limites à cette concession et d'employer tels remèdes contre les maux de tous genres que cette concession pourrait produire. Or, je vous ai montré, citoyens, et je défie qu'on me réfute sérieusement, que cette concession non seulement peut produire du mal, mais produit tous les maux sans exception sous lesquels gémit et se torture aujourd'hui notre malheureuse société.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'orateur a encore longtemps à lire et demande le renvoi à demain. (*Oui! — Parlez! parlez!*)

Est-on d'avis de renvoyer à demain? (*Non! non!*)

Un représentant. — Après la constitution!

(L'assemblée, consultée, décide qu'elle ne renvoie pas le discours à demain.)

Le citoyen PIERRE LEROUX, *continuant*. — Reste donc cette question: Y a-t-il, sans bouleversement, sans modification brusque des conditions vitales de la société, sans révolution, sans atteinte à la propriété et à la famille, mais au contraire en protégeant et en sauvegardant la propriété véritable et la famille, y a-t-il un remède à tant de maux? Oui, citoyens Représentants du peuple, il y a des remèdes, et le décret du 2 mars, si injustement attaqué, en est un. C'est ce qu'il me reste à vous démontrer.

Opposer des limites à l'agrandissement continu du revenu net et à la baisse des salaires, afin de répandre dans le corps social tout entier le plus de vitalité possible, doit être votre règle dans la question qui nous occupe, et dans toutes les questions du même ordre.

Est-il possible de défendre les travailleurs contre la loi terrible entrevue par Turgot, par Neckér, et formulée en termes si àpres et si cruels par Ricardo? Y a-t-il des moyens pour cela, et des moyens non pas violents, mais mesurés et de tout point conformes à un progrès lent et continu. (*Mouvements d'impatience.*)

Voix nombreuses. — Envoyez tout au *Moniteur*. . . (*bruyante interruption.*)

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Je trouve qu'il est cruel que, sur une question aussi grave, on veuille absolument m'interdire la parole.

Voix nombreuses. — Non! non! — Parlez!

Le citoyen PRÉSIDENT. — Parlez; personne ne vous interdit la parole, on n'a pas voulu renvoyer à demain, on vous entendra jusqu'à ce que vous ayez terminé.

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Ce qui me reste à lire n'est pas très étendu. Cependant l'heure habituelle de la fin de la séance est arrivée. . . (*Non! non! — Parlez! parlez!*)

Je crois que je suis le seul orateur qui ait demandé la parole pour défendre le décret du 2 mars.

Voix diverses. — Mais non! il y en a d'autres!

Autres voix. — A demain! à demain!

Le citoyen PIERRE LEROUX. — Il y a, au contraire, beaucoup d'adversaires. (*Parlez! parlez!*)

Messieurs; je suis fatigué; je demande le renvoi à demain. (*Non! non!*).

Je continue :

Il y en a, il y en a, citoyens. L'humanité n'est pas arrivée au XIX^e siècle de l'ère chrétienne sans avoir découvert et pratiqué ce qui pouvait limiter jusqu'à un certain point l'inégalité des conditions.

Il y a un moyen de défendre le travailleur dans son existence ou dans son salaire, ce qui est tout un, qui a été enseigné et pratiqué par toutes les grandes religions et par toutes les grandes législations. Et chose remarquable, c'est celui que le peuple lui-même suggéra le 2 mars au Gouvernement provisoire, et que ce Gouvernement adopta dans son décret, se mettant ainsi, sans s'en douter peut-être, ou du moins sans s'en rendre compte exactement, sur la trace des plus sages législations du passé. Ce moyen, c'est la *limitation des heures de travail*, c'est la consécration de ce principe du *repos obligé*, qui fait le fond de toute la législation de Moïse, qui se pratique encore aujourd'hui partout où la religion chrétienne a force et autorité, et qui est considéré à juste titre par tous les penseurs comme le plus puissant des freins que la religion puisse opposer à l'envahissement toujours croissant de la misère du peuple.

Il faut être aveugle, en effet, pour ne pas voir que la question qui nous occupe, la question de limitation des heures de travail, la question du décret du 2 mars, est précisément et identiquement la question de l'observation du repos du dimanche. En traitant un moment l'une de ces questions, je traiterai l'autre.

Il y a une illusion fatale qui est cause que les hommes aujourd'hui croient se sauver de la misère en ne songeant qu'à leur intérêt individuel, ignorant la grande loi de solidarité qui fait que leur salut est véritablement lié, sous ce rapport comme sous les autres, à celui de leurs semblables. Mais faut-il s'étonner que cet aveugle égoïsme dirige les pauvres, les ouvriers, quand les classes dites supérieures ont osé en arborer le signe sur leur étendard, dans cette devise célèbre : *Chacun pour soi*, proférée par un oracle de la magistrature, que cette Assemblée compte aussi parmi ses membres les moins disposés, il est vrai, en faveur des idées nouvelles ? Le travailleur isolé, sans religion, sans communion avec les hommes, répète aussi : *Chacun pour soi !* et le voilà qui se jette sur le salaire, sur l'*ouvrage*, comme on dit dans les métiers, oublieux qu'il est de sa santé physique, intellectuelle ou morale, tout occupé de ce qu'il appelle son intérêt, poussé d'ailleurs par le besoin qu'il a de soutenir son existence et celle de sa famille.

Mais, peut-on lui dire : si vous travaillez le dimanche, qui empêchera votre voisin de faire comme vous, et, par conséquent, qui empêchera tous les artisans de votre profession de vous imiter ? Alléguez-vous le besoin ? Chacun peut en dire autant ; car chacun est pressé par la nécessité. Dans le cas donc où tous les artisans de chaque profession travailleraient sept jours au lieu de six, qu'arriverait-il ? Vous allez dire qu'ils recueilleraient un septième de salaire en plus. Vous vous trompez : il y aurait *baïsse de salaire*, et ils se trouveraient tout simplement avoir perdu, sur leur salaire de chaque jour ouvrable, ce qu'ils gagneraient par leur surcroît de travail du dimanche. Il n'y aurait donc pour eux qu'une perte trop réelle, la perte de leur jour de repos.

Telle est, en effet, la loi fatale du salaire. La demande de toute la production étant faite par ceux, en petit nombre, qui possèdent le *revenu net*, le

nombre des salariés est toujours trop grand pour satisfaire à la demande. De là cette conséquence, que les travailleurs, dans toutes les professions qui n'exigent pas des dons précieux et rares de la nature, ne reçoivent que le moindre salaire possible. Cette conséquence résulte invinciblement de ce que la demande faite par les possesseurs du *revenu net* est limitée, et de ce que le nombre de ceux qui peuvent la remplir est en quelque sorte illimité. La loi du salaire, donc, telle qu'elle résulte de l'ordre économique actuel, va invariablement et fatalement à cette conclusion, que le travailleur ne reçoive pour son travail, quelque durée qu'ait ce travail, que la quantité de nourriture nécessaire pour soutenir son existence, qu'il n'ait que l'habillement et le logement indispensables pour l'abriter des intempéries des saisons. Par conséquent, la demande n'augmenterait pas, parce que tous les salariés travailleraient le dimanche; mais travaillant le dimanche et se faisant ainsi une nouvelle concurrence entre eux, ils feraient infailliblement baisser le salaire.

Il y a des nations, l'Angleterre, par exemple, où l'observance du dimanche est forcée, où les prescriptions religieuses du mosaïsme et du christianisme ont trouvé un appui matériel dans la loi laïque. Croit-on que si cette observance était abolie, le peuple des travailleurs en retirerait un avantage quelconque? Non, car à l'instant même tous les salaires baisseraient dans la proportion de la quantité de salaire que les travailleurs pourraient se procurer par la perte de leur jour de repos.

Cela ne veut pas dire que nous désirions en aucune façon que la tolérance française soit remplacée par une loi d'intolérance et par une intimation quelconque à cet égard. Non; il vaudrait mieux encore souffrir du mal de la liberté actuelle, que d'appeler une loi que repoussent nos mœurs, et qui ne s'accorderait pas avec notre sentiment religieux. Cela veut dire seulement qu'il nous faut renoncer à cette erreur de croire qu'il est avantageux aux classes laborieuses et souffrantes de la société de ne pas consacrer un jour de la semaine au repos. Il faut que nous sachions que l'argent que ces classes s'imaginent gagner ce jour-là n'est réellement gagné par elles que sur leur propre salaire. A cet égard, la Révolution n'a nullement amélioré le sort du peuple.

Autrefois, pour six jours de travail, la masse des ouvriers qui parvenait à vivre du salaire recevait une masse de salaire suffisant à la nourrir toute la semaine; aujourd'hui, pour sept jours de travail, la masse des ouvriers qui parvient à vivre du salaire reçoit une masse de salaire également suffisante pour la nourrir. Si l'on divise le total du salaire actuel par le nombre des travailleurs, on aura pour chacun d'eux, qui fatigue sept jours au lieu de six, une part tout au plus égale à celle qui lui revenait autrefois, après six jours d'occupation, pour lui et sa famille. Cela étant ainsi, il n'y a réellement qu'une très minime fraction de la nation qui ait intérêt à ce que l'ouvrier travaille sept jours : c'est celle qui y gagne des bénéfices : c'est *la classe des entrepreneurs de l'industrie*. L'entrepreneur d'industrie y gagne le résultat d'une journée de travail, et l'ouvrier y perd le résultat d'une journée de repos. L'ouvrier fait un septième de plus de travail, et il ne reçoit pas, au bout de la semaine, plus de salaire. C'est donc tout au profit des maîtres que la quantité du temps donné au travail s'est augmentée d'une journée multi-

plée chaque jour par des millions de travailleurs. Il ne faut donc pas s'étonner si les entrepreneurs d'industrie se montrent si peu partisans de l'institution du dimanche, et si tant de fabriques et d'usines sont en activité ce jour-là. Pour ce qui est des travailleurs, on peut apprécier combien leur est funeste cette erreur qui les livre un jour de plus sans résultat pour eux aux fatigues de la production.

Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que la question du décret du 2 mars s'éclaire prodigieusement quand on compare ce décret à la consécration religieuse du dimanche. Ou la cessation du travail le dimanche est une pure idolâtrie sans solidité et sans raison, ou la cessation du travail après un temps suffisant de travail a les mêmes fondements et les mêmes motifs. Or, il faut être dépourvu de science pour ne pas savoir que le repos du dimanche est une *institution égalitaire*, une institution qui a pour but de sauvegarder la vie du peuple, c'est-à-dire son salaire qui représente matériellement sa vie. Abolissez, non seulement légalement, comme cela est en France, mais dans les mœurs et dans l'usage, le repos du dimanche, le peuple des travailleurs verra inévitablement son salaire quotidien diminuer, et ce repos ne lui venant pas en aide pour réparer ses forces, sa vie en sera diminuée. Il en est absolument de même du décret du 2 mars; abolissez-le, au lieu de le confirmer, comme c'est votre devoir, le salaire des travailleurs n'en augmentera pas; seulement ils travailleront quatorze heures au lieu de dix et de onze. La loi entrevue par Turgot, par Necker, et développée par Ricardo, est irrémissible. Au contraire, conservez ce décret, vous faites un pas immense dans la voie d'une législation humaine et conforme à tous les principes de la raison et du droit; vous mettez une limite à la dépréciation de la vie des ouvriers, et vous sauvegardez leur salaire, dont la mesure, évidemment, est la quantité de travail nécessaire pour l'obtenir.

Citoyens, nous parlons ici au nom de la science et de l'humanité; nous ne voulons pas nous tromper mutuellement par des sophismes. Je ne viendrai donc pas essayer de vous cacher les résultats du décret. Je ne vous dirai pas qu'il n'est pas opposé aux intérêts égoïstes de ceux qui le repoussent; non, je ne vous dirai pas cela; il est opposé à l'accroissement sans frein du revenu net. Il est favorable aux classes en faveur desquelles vous le confirmerez. Ces classes n'y perdront pas un sou de leur salaire, comme le prétendent ceux qui, par hypocrisie ou par ignorance, mettent en avant l'intérêt même des travailleurs pour faire abolir le décret. Non, elles ne perdront rien de leur salaire; car, après quelques variations, leur salaire restera ce qu'il est, c'est-à-dire, suivant la loi formulée par Ricardo; *le strict nécessaire moyennant lequel un ouvrier peut vivre et continuer sa race*; *le simple nécessaire*, comme dit Necker; *ce qui lui est indispensable pour se procurer sa subsistance*, comme dit Turgot. Seulement ces classes gagneront en dix ou onze heures ce qu'elles gagnaient en douze ou quatorze. Il y aura, en ce sens, augmentation, et augmentation considérable du salaire; car qu'est-ce, en définitive, que le salaire? C'est l'existence de l'ouvrier.

En outre, il n'est pas vrai que, comme le disent encore ceux qui par hypocrisie ou ignorance se font les champions des travailleurs contre le décret, il n'est pas vrai que ces classes payeront plus cher les produits de manufac-

tures. Non, cela n'est pas vrai, cela est une grossière erreur. Il y a des gens qui croient avoir tout dit dans cette question, quand ils se sont écriés : vous serez bien avancés de gagner 6 francs par jour, si vous êtes obligés d'en dépenser 10 pour vivre ! Le décret grève de 10 ou 15 p. 100 le prix de revient de la production en France : donc les produits vont augmenter de 10 ou 15 p. 100 ; donc le décret ne profitera à personne, et ne profitera pas à ceux à qui on veut qu'il profite. Eh ! non, savants économistes, la valeur vénale n'augmentera pas, bien que le prix de revient augmente ; du moins elle ne s'augmentera jamais dans la même proportion.

Savez-vous qu'il y a en France trente millions d'individus dont pas un n'a 20 sous à dépenser par jour ? Croyez-vous qu'ils puissent se livrer à des consommations exagérées ? Ceux-là forment la grande masse des consommateurs. Ils continueront à acheter leur *strict nécessaire*, à dépenser leur salaire. Qu'arrivera-t-il donc ? c'est que la consommation n'augmentant pas, la valeur vénale des choses manufacturées ne pourra pas augmenter. Car où ces choses trouveraient-elles leur débouché ? C'est la consommation qui règle le prix sur le marché.

Qui perdra donc les 10 ou 15 p. 100 dont on parle, et dont le prix de revient sera en effet grevé ? Qui ? la réponse est bien simple. Ce sera le *revenu net*, et c'est justice.

Ce ne seront pas les entrepreneurs d'industrie qui ne tirent de leurs travaux qu'un bénéfice légitime ; ce seront les entrepreneurs d'industrie qui font un bénéfice exagéré ; ce seront, en définitive, ces *capitalistes actifs* que M. de Tracy appelle le *cœur des états*, et que M. Dupin a appelés des *loups-cerviers* ; ce sera, pour l'appeler par son nom, la fausse propriété, ce sera le capital, qui jouit aujourd'hui d'un droit immérité, que n'ont jamais reconnu, mais qu'ont nié, au contraire, jusqu'à ces derniers temps, toutes nos lois, notre jurisprudence tout entière, et que notre code, aujourd'hui même, n'admet qu'à titre de concession de l'Etat.

En effet, citoyens, ne connaissez-vous pas tous ce symbole de l'antique sagesse, qui nous représente le roi Midas mourant de faim au milieu de ses trésors. Ce symbole s'applique parfaitement à notre question. Que feraient, je vous le demande, ces *capitalistes actifs* dont M. de Tracy nous a montré le rôle dans l'anarchie industrielle, que feraient-ils des capitaux de la société dont ils sont, à différents titres, détenteurs ; qu'en feraient-ils, dis-je, dans le cas d'une limitation du travail équivalente à une augmentation de salaire, et qui frapperait de 10 à 15 p. 100 le prix de revient des produits ? Ils ne feraient pas comme Midas, ils ne laisseraient pas leurs capitaux sans emploi : ils continueraient de les faire valoir. Mais comme, la consommation n'augmentant pas, la valeur vénale n'augmenterait pas, ils seraient forcés de les prêter à un taux d'intérêt moindre, c'est-à-dire tout simplement que l'intérêt de l'argent diminuerait.

L'intérêt de l'argent diminuerait, les capitalistes actifs ne retireraient pas 10, 15 ou 20 p. 100 des capitaux que les propriétaires fonciers et tous ceux qui ont des épargnes leur prêtent à 3 p. 0/0. Voyez le grand mal qu'il y aurait à cela, après les maux sans nombre qui résultent d'un privilège inique.

Considérez bien en effet, citoyens, que c'est nous-mêmes qui faisons notre

mal. Depuis une cinquantaine d'années, que fait l'État? Il n'est occupé qu'à fournir à Midas les moyens d'augmenter sa fortune. Ce que les banquiers, ministres des finances et ceux qui, sans être banquiers, ont marché dans la même voie, ont organisé sous le nom de *crédit public*, est la vraie ruine du public et de l'État. Ils n'ont fait autre chose, en effet, que s'évertuer à trouver à Midas des placements qui le mettent à même de faire sans discontinuité de gros bénéfices. Après les emprunts sont venus les chemins de fer, sans préjudice de nouveaux emprunts. Si l'État n'offrait pas sans cesse à Midas de si bons placements, Midas placerait comme il pourrait, il prêterait à l'agriculture, à l'industrie, à bas intérêt.

Citoyens, ou vous ne ferez aucune **bonne loi**, ou vous ne ferez que des lois destructrices du mal que je vous ai signalé, des lois qui empêchent tout le travail des citoyens et toute la fortune de l'État d'aller à quelques-uns en petit nombre au détriment de tous.

J'ai entendu, il y a quelques jours, notre Ministre des finances nous parler d'entrer, sous le rapport de l'impôt, dans une *voie nouvelle*. Et lui aussi pense qu'il y a nécessité absolue de restreindre le revenu net et d'alléger le salaire; et c'est pour cela qu'il veut, comme il dit, *proportionner l'impôt aux facultés*; toutes les mesures qu'il a proposées jusqu'ici ont ce but; l'impôt mobilière, qu'il vous a présenté en dernier lieu, vient à la suite de son impôt progressif sur les successions et ses efforts malheureux qu'il a faits pour conserver l'impôt sur les créances hypothécaires.

A chaque loi fiscale qu'il vous a soumise, il vous a parlé d'une *réforme nécessaire*, d'un *système nouveau* indispensable, et où il fallait entrer sous peine de ruine. Le mot de ce système, c'est celui que je viens de vous dire, et qu'un autre, avant moi, que vous n'avez pas voulu comprendre, mon ami le citoyen Proudhon, vous a dit aussi. Il ne s'agit pas d'attaques à la propriété, citoyens; ceci, quoiqu'on l'écrive partout, dans les journaux des capitalistes, et ailleurs, jusque sur les murs de nos rues, dans les arrêtés qui suppriment les feuilles républicaines, ceci est une calomnie. Il s'agit d'attaques très légitimes à l'envahissement jusqu'ici sans limites de ceux dont Destutt-Tracy et M. Dupin aîné ont si bien, chacun à leur manière, caractérisé la royauté et défini l'empire. N'avez-vous pas entendu le Ministre des finances, supputant le revenu net et les salaires, vous dire que le revenu net et les salaires se comptaient par sommes à peu près égales, 3 à 4 milliards d'un côté, 3 à 4 milliards de l'autre? Or savez-vous, citoyens, combien il y a de parties prenantes au revenu net? Environ 200,000, avec leurs familles, moins d'un million. Et combien il y a de parties prenantes au salaire? Tout le reste de la nation, 34 millions d'hommes.

Et moi, je dis au Ministre des finances, et c'est par cette considération que je veux finir sur ce point, que, s'il ne maintient pas avec nous le décret du 2 mars, *tout son système croule par sa base*.

En effet, comment ne voit-il pas que les impôts progressifs, en atteignant le revenu net qu'il pourra imaginer, ne signifient absolument rien, tant que le salaire ne sera pas sauvegardé par une loi? Qu'est-ce qui payera, en définitive, votre imitation de l'*income-tax*, ou tout autre impôt qui pourra sortir ultérieurement de votre imagination? Ce sera le salaire. Le salaire, par le

besoin de ceux qui le reçoivent, et par la concurrence qu'ils se font, n'est-il pas toujours à la disposition du revenu net? On baissera donc le salaire, ou, ce qui revient au même, on augmentera le travail jusqu'à la dernière limite du possible. Que ce Ministre novateur ait donc le courage de son idée qui est la nôtre.

Doute-t-il de la sagesse et de la puissance de cette Assemblée, pour ne pas oser donner une base à son système? Que, par la limitation des heures de travail, le salaire ait une base; qu'une charte, bien nécessaire assurément, soit donnée au travailleur, et elle l'est par le décret; alors le nouveau système financier dont on nous parle pourra prendre quelque crédit dans nos esprits. Jusque-là, nous pourrions bien voter en faveur de tous les efforts faits pour alléger le salaire, en imposant le revenu net; mais nous savons de science certaine que c'est le travail qui paye tous les impôts, et que tant que l'on pourra prendre sur le loisir de l'ouvrier, sur son repos, sur son sommeil, sur sa vie enfin, l'on prendra.

Telle est la loi fatale du privilège accordé par la loi au capital de la production, en l'absence d'une loi limitative qui dise au capital : *Tu iras jusqu'ici, tu n'iras pas plus loin.*

Je n'ajouterais rien, Citoyens, s'il n'était pas nécessaire de répondre aux attaques dont le décret du 2 mars a été l'objet dans cette Assemblée. Je ne vous demande pour cela que quelques instants.

C'est l'économie politique anglaise, représentée par un professeur de cette fausse science, M. Wolowski, qui s'est d'abord jeté sur ce décret, pour le détruire, dans votre comité des travailleurs. Puis est venu le rapport de M. Pascal Duprat, au nom de ce comité. On ne sait, en vérité, de quoi l'on doit le plus s'étonner, ou de la proposition du citoyen Wolowski, ou du rapport du citoyen Duprat. Je vais vous montrer en très peu de mots combien est grande la légèreté et l'inconséquence de ceux qui attaquent le décret.

En même temps que M. Wolowski prétendait le mettre à néant, il préparait lui-même, sur un sujet analogue, un projet complet de codification, je veux parler de son projet sur le *Travail des enfants et des femmes*, qui nous a été distribué le 14 de ce mois (1). Permettez-moi de vous en lire quelques dispositions :

« ART. 1^{er}. — Les enfants ne pourront être admis comme travailleurs, dans les fabriques, usines, manufactures, chantiers, ateliers et maisons de charité, avant l'âge de dix ans.

« ART. 2. — Au-dessous de treize ans, la durée de leur travail effectif n'excédera pas six heures, divisées par un repos.

« De 13 à 18 ans, elle ne pourra pas excéder 12 heures, sur 2/4, divisées par au moins deux repos.

« ART. 3. — Les heures de travail du jour et celles du travail considéré comme travail de nuit, seront déterminées par le préfet pour chaque commune, après avoir pris l'avis préalable du conseil des prud'hommes et du maire.

Tout travail de nuit est interdit aux enfants au-dessous de 13 ans.

« ART. 4. — Les enfants au-dessous de 18 ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fête reconnus par la loi, etc. »

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1900, page 547.

Vous le voyez, citoyens, l'adversaire du décret du 2 mars ne se fait pas faute de réglementer le travail. Erostrate brûlait le temple d'Éphèse, mais ce n'était pas pour en bâtir un autre. Notre collègue est plus fort qu'Erostrate, il détruit le monument des autres pour bâtir le sien. Mais le sien est-il bien solide, après qu'il a ruiné le sol même où l'on peut élever de pareilles lois ? M. Wolowski me dira qu'il n'admet aucune limitation au travail des hommes âgés de plus de 18 ans, parce qu'ils sont *majeurs* ou à peu près ; et que, lui, il se borne à limiter le travail des enfants et des femmes. La réponse aurait quelque apparence de sens s'il s'agissait seulement des enfants dans son projet ; mais les femmes, à tout âge, sont-elles mineures, et les hommes sont-ils légalement majeurs, à moins d'être émancipés, avant 21 ans ?

D'abord les jeunes gens au-dessus de 18 ans, et au-dessous de 21, ne sont pas majeurs légalement : donc, si votre règle est la majorité, vous devriez les comprendre dans vos exceptions.

Ensuite, les femmes, à moins que vous n'ayez la prétention de renverser l'œuvre des siècles, ne peuvent être traitées, à tout âge, quant à leur travail, comme mineures. Donc votre codification est sans droit.

Enfin, quant aux enfants, êtes-vous bien venus, lorsque vous affectez, sous prétexte du respect pour la famille, de laisser aux pères le soin absolu de leurs enfants, êtes-vous bien venus à leur enlever le droit utile qu'ils pourraient retirer de ces enfants que vous mettez à leur charge ?

Quoi ! sous prétexte de liberté, vous refusez de limiter, par un principe général, le travail des ouvriers, et vous prétendez vous opposer à la tendance toute naturelle qu'aura le père, à son tour, de livrer ses enfants à un travail exagéré ?

Ne voyez-vous pas que, si vous le condamnez lui-même à un travail sans limite, sous prétexte de son besoin, il vous objectera que ses enfants sont dans le même cas que lui, assaillis par le même besoin !

Mais le grand argument de M. Wolowski, que les enfants sont des mineurs, et qu'en conséquence on peut légiférer en leur faveur, abandonnant les pères à leur malheureux sort et à la fatalité des quatorze heures de travail, a-t-il, au fond, quelque solidité ? Il n'en a aucune. Car, dans l'espèce, les ouvriers sont tous, quel que soit leur âge, des mineurs. Ne faut-il pas être aveugle, en effet, pour ne pas voir que les ouvriers, se faisant, à cause de leur nombre toujours trop grand, une concurrence incessante et illimitée, sont dans le cas des mineurs, qu'ils ne sont pas libres, et que, par conséquent, l'État leur doit aide, comme aux mineurs, aussitôt que l'on fonde, comme fait M. Wolowski, l'intervention de l'État sur la minorité ?

M. Wolowski veut la célébration du dimanche, puisqu'il la veut pour les enfants ; et il ne voit pas que la question de la fixation des heures de travail est la même question absolument que celle de la cessation de travail le dimanche ! Quoi ! vous êtes partisan du repos forcé du dimanche, et vous vous refusez à admettre qu'on puisse limiter les heures de travail.

Voici qui achèvera de ruiner le système de M. Wolowski. Écoutez, citoyens ; écoutez encore la pétition dont je vous ai déjà cité des extraits. Le pétitionnaire déclare que la loi sur le travail des enfants dans les manufac-

tures ne sera vraiment exécutable que lorsque le travail des ouvriers adultes sera fixé; et ses raisons sont évidentes :

« Tant qu'il n'en sera pas ainsi, dit-il, cette loi restera une lettre morte; en effet elle crée deux catégories de travailleurs enfants : ceux de 8 à 12 ans, qui peuvent travailler huit heures, et ceux de 12 à 16 ans qui peuvent travailler douze heures; ce sont là des impossibilités contre lesquelles est venue se heurter l'exécution de la loi, et j'affirme que nulle part, et notamment dans la Seine-Inférieure, cette prescription n'a été remplie; les malheureux enfants de 8 ans et au-dessus, quelquefois même ceux au-dessous, ont continué à travailler quatorze heures par jour, avant comme après la promulgation de la loi du 22 mars 1841 (1). »

La légèreté du rapporteur du comité du travail, le citoyen Pascal Duprat, pour être d'un autre genre que celle du citoyen Wolowski, n'est pas moins grande.

Son rapport, comme nous l'avons vu, justifie complètement en droit le décret du 2 mars, et, sans donner aucun argument pour le détruire, conclut à le détruire.

Les raisons contre le décret sont donc nulles de tout point. On veut détruire le décret, parce qu'on veut le détruire. *Sit pro ratione voluntas.*

Citoyens, j'ai fini, et voici ma conclusion. Les raisons de décider sont manifestes. D'un côté, vous avez à considérer l'intérêt général de la nation; de l'autre, l'intérêt de quelques hommes. Il s'agit ici d'une question d'État au premier chef, il s'agit de savoir si vous voulez que la société s'abîme sous la violence d'une loi fatale, cause de toutes nos ruines. Que l'on ne dise plus, en effet, que des raisons d'économie politique s'opposent aux raisons d'humanité et de droit; car je vous ai prouvé qu'au contraire l'économie politique s'accorde avec le droit, et je défie qu'on réfute d'une façon sérieuse ce que j'ai dit.

Qu'on ne parle plus de la liberté des contrats, de la liberté des transactions. Vous avez à savoir si vous voulez créer la liberté, mais la liberté véritable, ou conserver l'anarchie industrielle actuelle; car je vous ai prouvé que le progrès qui a été fait dans la législation, le 2 mars 1848, tend à détruire la licence et l'anarchie, à constituer la vraie liberté. La vraie liberté a toujours des règles et des limites, l'anarchie n'en a pas. Ceux qui veulent abolir le décret veulent conserver l'anarchie; ils veulent qu'il soit permis à la fausse industrie, dans les voies périlleuses où elle s'est lancée, de tout faire sur les ruines de l'humanité.

Après tout, la France est-elle une nation industrielle comme l'Angleterre, et doit-elle se précipiter dans les voies de perdition où s'est jetée l'Angleterre?

La France est un peuple libre qui fait cas de la condition humaine, et qui n'est pas dévolue à Mammon, le vil dieu des richesses. La France sait que la plus grande richesse de l'homme, c'est l'homme; et voilà pourquoi, la première des nations, elle a arboré dans le monde cette devise : *Liberté, égalité, fraternité.*

Citoyens, écoutez ce que je vous dis dans ma conviction profonde, guidé

(1) Voir Bulletin de l'Inspection, année 1898, page 64.

seulement par le désir du bonheur et du repos public. Ce n'est pas du côté de la fausse industrie et de tout ce qui s'y rapporte que nous devrions chercher des remèdes à la situation où se trouve la patrie.

Limites la baisse des salaires par des mesures semblables à celle du décret du 2 mars, voilà ce que nous devons faire pour l'industrie, sans prétendre la réglementer davantage; et, prenant l'esprit de Sully au lieu de celui de Colbert, pour le génie tutélaire de la France, tourner résolument et sans hésitation aucune, toutes les forces vives dont nous pouvons disposer vers le développement de l'agriculture, par tous les moyens en général, et, en particulier, *par l'association*.

L'agriculture peut nous servir à réaliser la véritable loi économique, *la demande faite par tous, directement* : or, tout notre mal matériel vient de ce que la demande est faite seulement par quelques-uns, par un petit nombre, par ceux qui disposent du revenu net.

Avec l'agriculture et l'association, il n'y a pas à craindre l'abus de la protection, l'encombrement des produits, la concurrence des nationaux et de l'étranger; avec l'agriculture et l'association, tous les maux qui nous accablent et qui nous font périr, qui, permettez-moi de le dire, nous arment aujourd'hui les uns contre les autres et nous rendent fous, disparaissent.

Oh ! pourquoi ceux à qui la providence a confié le sort du peuple dans cette dernière révolution n'ont-ils pas su comprendre leur devoir !

Il fallait, dès le mois de février, par sentiment de la solennelle situation où l'on s'était placé, et par prévision des maux de l'avenir, se tourner vers l'agriculture, et donner de plus en plus au peuple le droit de faire lui-même directement sa demande à la nature, notre mère à tous. Il fallait se passionner pour la fertilisation du sol de la France et pour la fondation de colonies agricoles. C'eût été donner un sens et imprimer un caractère à la révolution, en montrant qu'elle avait une issue certaine. Il fallait préliminairement procéder par voie de colonies mobiles agricoles qui eussent préparé ainsi un réservoir de subsistances pour les colonies, à mesure qu'on les eût fondées.

Que d'argent, que de millions stérilement employés en travaux improductifs, tandis qu'il n'aurait pas fallu employer un sou de plus que les dépenses ordinaires pour se procurer au contraire des trésors !

Je suppose qu'on eût pris 25,000 hommes dans l'armée et 25,000 dans ces ouvriers des ateliers nationaux, dont on a fait aussi des soldats; tous étant habitués aux rudes travaux de l'agriculture, rien n'était plus facile que de les employer aux défrichements. Or, par le simple *écobuage*, qui, sans engrais, donne deux récoltes, on aurait pu cultiver en un an 400,000 hectares, qui, à 10 hectolitres seulement par hectare, auraient donné, en trois ans, 8 millions d'hectolitres, c'est-à-dire, au prix de 15 francs l'hectolitre de seigle, une valeur de 120 millions de francs.

Nous avons 12 millions d'hectares de terre incultes en France. Nous avons d'abord 5 à 6 millions de brandes communales; il s'agissait de les *désenclaver*. Cela était facile, en offrant, en rentes sur l'État une indemnité aux propriétaires qui laissent leurs terres incultes.

Nous avons 50 lieues carrées des landes de Gascogne; 50 lieues carrées dans la Brenne; 100 lieues carrées dans la Sologne; 1 million d'hectares en

Bretagne; la moitié de la Marche et du Limousin; une grande partie du Berry, sans parler des départements du Midi, sans parler du delta du Rhône, qui fournirait du riz pour nourrir 10 millions d'hommes; sans parler de la Corse où la moitié seulement des terres cultivables est en culture, et qui, avec des travaux d'assainissement, donnerait une vallée (l'ancienne Aleria, où, du temps des Romains, il y avait cinquante villes) de 7 lieues de large sur 25 de long, avec 20 pieds de terre végétale. Nous avons l'Algérie qui servirait de grenier à l'Europe entière. Nous avons nos colonies où il serait si facile de nous procurer de la viande salée pour nourrir la plus grande partie du peuple, et du cuir pour le chauffer convenablement, tandis que, dans beaucoup de nos provinces, l'immense majorité du peuple n'a pas de chaussures. Ainsi, Dieu a mis à notre disposition d'innombrables ressources que nous négligeons, perdus que nous sommes dans la plus fautive de toutes les sciences, l'économie politique, non pas du capital des nations, mais du capital des capitalistes, l'économie politique anglaise. Nous sommes aussi malheureux que coupables.

Quand j'ai eu l'honneur d'entrer dans cette Assemblée, j'ai essayé d'appeler l'attention du Pouvoir exécutif vers le développement de l'agriculture, de l'exciter à entrer dans cette voie qui, avec celle d'un grand et large crédit national qui détruirait l'intérêt usuraire des capitalistes et des banquiers, peut seule sauver la France. Que m'a-t-on répondu et qu'a-t-on promis à l'Assemblée nationale ? On a promis d'apporter prochainement des projets dans ce sens. Le Ministère d'alors a disparu, un autre l'a remplacé, qu'a-t-il fait ? Rien. Le temps s'écoule, et nous sommes toujours sans remède.

Mais on n'oublie pas de la même façon tout ce qui peut nier, anéantir le sens de la Révolution et servir à remettre les choses comme elles étaient au 23 février. Et ceci est pourtant le comble de l'aveuglement, car le 23 février est la veille du 24.

Parmi toutes ces mesures réactionnaires, il n'y en a pas de plus aveugle que celle qui tend à abolir le décret du 2 mars.

C'est le moment de s'unir pour le défendre.

J'adjure tous ceux qui veulent que la Révolution de février marche pacifiquement vers son but : l'amélioration des conditions de tous, de ne pas détruire un des meilleurs décrets du Gouvernement provisoire, mais de le confirmer et de voter contre la proposition, à mon avis insensée, qui vous est faite. Oui, repoussons-la cette proposition, au cri de *Vive la République !* nous ne risquons pas de nous tromper.

Je fais appel aux catholiques et aux protestants, comme aux philosophes. Qu'ils reconnaissent dans le décret du 2 mars un progrès immense de législation et un progrès en rapport avec toutes les traditions du passé. Citoyens, je vous en conjure, ne portez pas la hache réactionnaire sur ce décret, arrêtez-vous devant lui : c'est un monument.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est à M. Buffet. (*A demain ! à demain !*)

Le citoyen BUFFET. — Je suis aux ordres de l'Assemblée ! (*A demain ! — Non ! non ! parlez !*)

Si l'Assemblée désire que je lui présente quelques observations... (*A demain ! — Non ! parlez ! parlez !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — M. Buffet a la parole.

Le citoyen BUFFET. — Je ne suivrai pas l'orateur qui descend de cette tribune dans tous les développements qu'il a donnés à sa pensée; je voudrais au contraire ramener la question à ses termes les plus simples et les plus précis.

Je comprends qu'on ait signé le décret du 2 mars; je ne comprends pas que l'on en demande le maintien. Je comprends, je ne dis pas j'approuve, mais enfin je comprends que l'on ait adopté ce décret comme une concession peut-être nécessaire au lendemain d'une révolution, et dans des jours d'entraînement, à l'opinion égarée. (*Vives réclamations.*)

Le citoyen GAMBON. — L'opinion égarée?

Le citoyen PRÉSIDENT. — Monsieur Gambon, vous n'avez pas la parole : gardez le silence, ou je vous rappelle à l'ordre. Demandez la parole, je vous l'accorderai à votre tour.

Le citoyen GAMBON. — Oui, je la demanderai.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je vous inscris. (*On rit.*)

Le citoyen BUFFET. — Je ne dis pas qu'on ait bien fait, il eût été peut-être préférable, même alors, de dire la vérité au peuple qui était, je crois, digne de l'entendre. Mais je comprends qu'il est très commode aujourd'hui d'indiquer à ceux qui tenaient le gouvernail dans un moment de tempête comment ils auraient dû manœuvrer. Aussi dois-je faire remarquer à l'Assemblée que ma critique n'a rien de rétrospectif, et que je ne me propose pas d'examiner si on a bien ou mal fait d'adopter ce décret, mais simplement si on aurait raison de le maintenir. (*Très bien! Très bien!*)

Messieurs, quel est le sens, la portée des dispositions, de la première disposition surtout, car il y en a deux, du décret du 2 mars? Quand vous avez limité à dix heures la durée de la journée de travail, avez-vous entendu interdire aux ouvriers de se livrer à un travail manuel pendant plus de dix heures par jour? C'est là évidemment le sens qui ressort des termes du décret.

Eh bien, je dis alors que le décret du 2 mars, bien loin d'être une mesure d'allègement et d'appui pour les ouvriers, est au contraire, à leur égard, une mesure oppressive, une atteinte à leur droit, une atteinte au droit du travail, que je ne confonds pas avec le droit au travail, adoptant pleinement la distinction très sensée que faisait dernièrement un spirituel publiciste.

On a dit tout à l'heure qu'il y avait des lois limitatives du taux de l'intérêt et qui étaient au droit du capital ce que le décret du 2 mars serait au droit du travail. Mais, sans examiner une question étrangère à cette discussion, et que nous traiterons plus tard, si vous le voulez; sans exprimer, dis-je, si on a raison ou tort de limiter le taux de l'intérêt, il est certain que, quand on l'a limité, on n'a pas prétendu que c'était dans l'intérêt des capitalistes. Je voudrais que l'on reconnût également que la limitation du travail n'est pas conforme à l'intérêt des ouvriers.

L'honorable orateur qui descend de cette tribune vous a dit que l'on voulait faire de l'ouvrier libre un esclave; je soutiens, moi, que ce sont au contraire les partisans du décret qui semblent vouloir réglementer, non pas le travail d'ouvriers libres, mais le travail d'esclaves; car, s'il s'agissait du

travail d'esclaves, je comprendrais parfaitement le décret du 2 mars; il serait alors une mesure d'humanité. Pourquoi ? pour une raison parfaitement simple : c'est que l'entretien de l'esclave est à la charge du maître, et que, dès lors, il s'agit uniquement de savoir quelle quantité de travail le maître aura droit d'exiger en échange de cet entretien qui pèse sur lui. Mais quand il s'agit de l'ouvrier libre, sur qui repose le soin, la mission de pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille ? Sur lui-même. Il est responsable de l'accomplissement de cette obligation. C'est cette obligation qui fait trop souvent sa misère; mais c'est elle, ne n'oubliez pas, qui fait toute sa dignité, toute sa moralité. (*Très bien ! très bien !*) Entendez-vous la reporter de la tête de l'ouvrier sur celle d'un autre, sur celle du patron ou sur celle de l'État ? Si vous la reportez sur le patron, si vous dites à ce dernier : Vous devez entretenir l'ouvrier, je soutiens que, dans ce cas, il faut fixer non plus seulement un maximum de travail, mais aussi un minimum, et dire à ce patron : Vous ne pourrez pas exiger plus de dix heures; mais vous pourrez exiger dix heures; et alors c'est l'esclavage que vous établissez; ce ne sera pas le nom, ce sera la chose.

Et si, au lieu d'imposer cette obligation aux entrepreneurs, vous l'imposez à l'État, vous aurez toujours fait de l'ouvrier un esclave; seulement, au lieu d'être un esclave privé, ce sera un esclave public. (*Très bien !*)

Eh bien, pour ma part, je revendique ici le droit du travail, le droit de l'ouvrier, et je soutiens que, quand vous posez des limites à cette propriété, la plus sainte de toutes, la propriété du travail, propriété qui, remarquez-le bien, comporte aussi des inégalités, car les hommes, suivant le degré de leur force physique et aussi de leur énergie morale, peuvent disposer, les uns de huit, de dix, les autres de onze, douze ou quatorze heures de travail par jour; quand vous placez tous les travailleurs sous un niveau commun, que faites-vous ? Vous appliquez la loi agraire à la propriété du travail avant de l'appliquer aux autres propriétés. (*Très bien !*) Ne nous parlez donc pas de l'intérêt des ouvriers; ce que vous faites est absolument contraire à leurs intérêts, à leurs droits. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

Cependant je reconnais que telle n'était pas la pensée des auteurs du décret; mais alors je fais cette question : Il y a donc nécessairement dans le décret une pensée qui n'y est pas formellement exprimée, mais qui s'y trouve implicitement; car, sans cette pensée, il serait par trop manifeste pour tout le monde que le décret est une atteinte aux droits des ouvriers.

Or, quelle est cette pensée ? C'est la pensée de décréter la hausse des salaires. On dit : Il y a encore une certaine quantité de travail qui s'appelle une journée, et qui, dans l'usage, donne droit à une certaine rétribution. Jusqu'ici, cette journée se composait de onze heures; nous décrétons qu'elle ne se composera plus désormais que de dix heures; et cependant elle donnera toujours droit à la même rétribution.

Il faut bien, si on ne veut pas présenter ce décret comme quelque chose d'absurde, comme quelque chose de trop manifestement contraire aux droits des ouvriers, il faut bien que le décret renferme cette pensée; or, si cette pensée se trouve au fond du décret, savez-vous ce que ses auteurs ont fait ? Vous croyez peut-être qu'ils ont été novateurs. Moi, je soutiens qu'ils ont été

imitateurs, et qu'ils ont imité quelque chose de très ancien, mais, assurément, de fort peu respectable; ils ont imité le procédé de quelques anciens rois de France, qui faisaient de la fausse monnaie, qui altéraient les monnaies.

Le raisonnement, dans ces deux cas, est de tous points semblable (*Interruption*); vous allez sentir la parfaite analogie.

Les rois faux monnayeurs disaient : Le marc d'argent se divisait jusqu'à présent en cinquante parties, par exemple, et chacune de ses parties s'appelait une livre. Nous décidons que le marc se divisera en soixante ou soixante-dix parties, et que chacune de ces parties, plus petite, continuera à s'appeler une livre et à être reçue pour telle, parce que tel est notre bon plaisir.

Eh bien, messieurs, les anciens rois de France, qui étaient très puissants et très absolus, presque aussi puissants et aussi absolus que le Gouvernement provisoire (*Rires*), ont toujours échoué dans cette entreprise; ils n'ont jamais pu déterminer leurs sujets à donner en échange d'une plus petite pièce d'argent la même quantité de produits ou de marchandises qu'ils avaient consenti jusqu'alors à donner pour une pièce plus grande. Pourquoi ? C'est que la valeur relative des choses, ce que les économistes, contre lesquels en crie tant, ont appelé la valeur en échange, est toujours déterminée par une loi qu'il n'est au pouvoir, entendez-le bien, au pouvoir d'aucun législateur, d'aucun despote, si puissant qu'il soit, de changer; cette loi, c'est le rapport de l'offre et de la demande.

Mais remarquez qu'ici vous auriez un embarras de plus pour décréter la valeur de cette chose qui, économiquement, peut être considérée comme une marchandise, le travail; vous auriez une autre difficulté, vous ne sauriez jamais quand votre décret est observé et quand il ne l'est pas. Pourquoi ? C'est que la rétribution du travail n'est pas uniquement déterminée par la quantité de travail que l'ouvrier donne, par la longueur de la journée. Elle est aussi déterminée par les conditions très changeantes et très variables de l'industrie. Quand l'industrie supporte une crise, il est inévitable que, par suite de cette crise, du resserrement de la consommation et, par conséquent de la production, les salaires baissent, et, dans ce cas, il vous serait impossible de discerner si la retenue que l'on fait subir à l'ouvrier tient à la crise industrielle, à l'effet nécessaire qu'elle produit sur les salaires, effet que vous ne pouvez empêcher, ou bien à la diminution de la durée du travail. Mais je suppose, et je fais la concession très large aux personnes dont je combats l'opinion, je suppose qu'il soit possible d'arriver à ce résultat, que pour mon compte je déclare impossible, d'élever le taux réel, je ne dis pas nominal des salaires. Vous augmenteriez ainsi les frais de production; et quelle serait immédiatement la conséquence ? Vous perdriez le marché extérieur, vous ne pourriez plus faire concurrence sur ce marché aux produits étrangers. Et remarquez que la question de l'exportation, qui intéresse tous les ouvriers en France, a un intérêt très direct et très particulier pour l'ouvrier parisien, car ce sont les produits parisiens, ce qu'on appelle les articles de Paris, ce sont essentiellement ces produits que la France livre à l'exportation.

Remarquez en outre que, par cet accroissement des frais de production, votre marché intérieur lui-même serait restreint; car votre décret n'augmentant pas les revenus de toutes les classes de la société, il en résulterait qu'avec un revenu restant le même, on ne pourrait pas acheter la même quantité de produits devenus plus chers.

Ainsi voilà un débouché de nos industries à peu près perdu, le marché extérieur, et le débouché intérieur serait lui-même restreint; alors l'embarras ne serait plus de ne faire travailler les ouvriers que dix heures par jour, mais de leur procurer ces dix heures de travail. (*C'est vrai! — Très bien!*)

Le seul moyen d'empêcher que ce résultat ne se produisît serait de trouver un système qui permit d'accroître les salaires sans augmenter les frais de production. Il y en a un, messieurs, un qui n'est pas à votre portée, qui sera l'effet du temps; mais il y en a un qui a été indiqué par les socialistes, c'est de celui-là que je voudrais dire un mot.

Ce moyen se réduit à ceci : les socialistes disent : deux agents concourent à la production, le capital et le travail. Le bénéfice résultant de la production se répartit entre ces deux agents. Seulement, jusqu'à présent, la répartition a été inique; le capital a pris une trop forte part, et n'a laissé au travail qu'une part trop petite. Nous allons changer cela; nous allons, nous législateurs, intervenir dans cette répartition des bénéfices, et prendre sur la part du capital une portion que nous ajouterons à la part du travail. il y aura une distribution différente des bénéfices, mais il n'y aura pas accroissement de frais de production.

Je reproduis ici, et, je crois, sans l'affaiblir, le raisonnement d'un grand nombre de socialistes, et je pourrais dire de tous les socialistes, sur ce point.

Le citoyen CONSIDÉRANT. — Pas du tout ! Je demande la parole.

Le citoyen BUFFET. — Eh bien, messieurs, il n'y a qu'un malheur, c'est que le capital n'est pas un personnage, permettez-moi cette expression, qu'on puisse saisir au collet et auquel on puisse dicter la loi. Le capital, s'il est un tyran, est un tyran d'une espèce toute particulière, car sa tyrannie se fait d'autant plus sentir qu'on l'effraie et qu'il s'enfuit. Il n'est jamais si tyrannique que quand il se cache et quand il se sauve (*Rires approbatifs*); car alors cette portion du capital qui est plus courageuse et qui reste, fait payer plus chèrement ses services, parce qu'après tout il est impossible de se passer du capital.

N'est-ce pas là ce que nous voyons aujourd'hui ? Ce n'est pas de la théorie que je fais; je traduis en quelques phrases, je résume les faits que vous avez sous les yeux.

Depuis que le capital, à tort ou à raison, s'est effrayé; depuis qu'il se cache ou s'en va, est-ce que le loyer du capital ne s'est pas élevé, par l'effet de cette loi de l'offre et de la demande, dont je vous parlais tout à l'heure ? Pouvez-vous empêcher cela ? Non ! Aussi, remarquez-le bien, aussitôt que le capital s'effraie, on s'empresse de le supplier de revenir, on lui crie qu'il est un peureux, qu'il a eu tort de prendre au sérieux les gros mots qu'on a dits sur son compte, les injures qu'on lui a adressées. (*Nouveaux rires approbatifs.*) On lui demande de revenir, et on promet d'être à l'avenir plus respectueux à son égard. (*On rit.*)

Je sais très bien que l'objection n'embarrasse pas certains socialistes; il y en a qui disent, et qui vous ont dit même à cette tribune, si je ne me trompe : Eh bien ! que le capital s'en aille, le vieux capital, le capital de l'ancien régime, le capital réactionnaire (*Rires*); nous en ferons un autre, nous ferons un nouveau capital, un capital franchement républicain, et qui aura l'intelligence de la situation (*Nouveaux rires*). Nous avons l'Imprimerie nationale; nous créerons un capital dans la mesure de tous les besoins, et alors le capital ne fera plus la loi.

En vérité, messieurs, quand j'entends émettre gravement, sérieusement, compendieusement des doctrines semblables, je crois rêver. J'admets pour un instant, mais je ne l'admets que pour un instant, que l'on puisse remplacer par le papier cette portion du capital que l'on appelle le numéraire; mais oubliez-vous, messieurs, que cette portion que l'on appelle le numéraire est la plus faible, que le capital, en réalité, consiste dans cet immense quantité d'ateliers, de maisons, de machines, d'instruments, de matières premières, de substances alimentaires destinées à l'entretien des travailleurs pendant l'œuvre de la production ? Oubliez-vous que le capital consiste dans tout cela ? Eh bien, croyez-vous, quelque idée que vous ayez de votre omnipotence législative, que vous puissiez ajouter un atome à ce capital qui est le capital vrai, l'outillage de la nation, à tous ces instruments de la production qui centuplent les forces de l'homme ? car l'homme sans le capital est réduit précisément à se servir de ses dents et de ses ongles pour travailler. (*Très bien.*)

Espérez-vous sérieusement accroître ce capital par des mesures législatives ? Non; ce capital ne peut s'accroître que par les moyens qui ont servi à le créer, c'est-à-dire par l'épargne. Cette loi est dure peut-être, mais ce sera toujours la loi du monde. C'est par l'épargne seule que l'homme peut améliorer sa situation; c'est par l'épargne seule que le capital peut s'accroître, et c'est par l'accroissement du capital que la tyrannie du capital diminuera, s'abaissera tous les jours (*Très bien*); car, remarquez-le, le travail a besoin du capital, mais le capital, pour fructifier, a aussi besoin du travail. Quand l'une de ces choses est plus demandée que l'autre, il en résulte que celle qui est plus demandée fait payer plus cher ses services.

Eh bien, si la nation, par des habitudes laborieuses, par des habitudes d'ordre, par des habitudes d'économie, par une activité intelligente, parvient à accroître le capital, il en résulte que l'intérêt, que le loyer du capital baisse, et ce que j'avance ici n'est pas la prévision de l'avenir, c'est l'histoire du présent et du passé. Vous voyez chez plusieurs nations, vous verrez dans la nôtre même, quand la crise dans laquelle nous nous trouvons sera passée, car je suis, moi, de ceux qui ont foi dans l'avenir, qui pensent que notre industrie se relèvera bientôt du coup qui lui a été porté par la commotion . . .

Le citoyen BRIVES. — Il était porté avant !

Voix nombreuses. — N'interrompez pas.

Le citoyen BUFFET. Je prie l'Assemblée de bien croire que ce n'est pas le moins du monde une question politique que je traite; je n'examine pas si c'est la commotion politique ou si ce sont des causes antérieures qui ont déterminé la crise actuelle . . . (*Continuez ! continuez !*)

Eh bien, je disais que, par l'accroissement du capital, la situation des ouvriers se trouvera nécessairement améliorée. Et comme le capital ne peut s'accroître que par une production énergique, et en même temps par l'épargne qui est faite sur la richesse produite annuellement, le décret du 2 mars va directement contre le but qu'on se propose, car il paralyse, il restreint une des forces de la production.

Messieurs, aucune des idées, assurément, que je viens d'exprimer devant l'Assemblée, aucune de ces idées n'est nouvelle; elles ont été dites cent fois avec plus de force, avec plus de talent (*Non! non! — Très bien!*) que je n'ai pu en mettre à les développer; mais, remarquez-le, c'est le sort des vérités économiques d'être toujours contestées, de ne maintenir leur empire nécessaire qu'au prix d'une lutte de tous les instants. Il ne faut pas nous en plaindre, c'est une destinée qui leur est commune avec toutes les grandes vérités de l'ordre moral et de l'ordre religieux. (*Très bien!*)

Il faut lutter sans cesse pour la vérité; et permettez-moi de vous le dire, messieurs, c'est là le labeur pénible, mais glorieux, de la liberté. Il n'effraie que ceux qui n'auraient pas foi dans la vérité et qui ne sauraient pas mettre une volonté ferme et résolue au service d'une conviction énergique. (*Très bien! très bien!*)

Je ne voudrais pas abuser plus longtemps de la bienveillante attention de l'Assemblée. (*Parlez! parlez!*)

Je ne dirai que quelques mots de la seconde partie du décret, relative à l'abolition du marchandage.

J'avoue que cette seconde partie me paraît encore plus critiquable que la première.

Le citoyen CORBON. — Je demande la parole.

Le citoyen BUFFET. — Qu'est-ce que le marchandeur? C'est un sous-entrepreneur, c'est un intermédiaire placé entre l'entrepreneur en chef et l'ouvrier.

On a dit qu'il y a eu des abus dans le marchandage. Je ne nie pas les abus; il y a des abus en toutes choses; mais je soutiens qu'il n'y a pas une seule des objections qui ont été faites contre le marchandage qu'on ne puisse reproduire avec la même force contre l'entreprise elle-même, et l'abolition du marchandage devrait conduire à l'abolition de l'entreprise en première ligne.

Eh bien! je ne pense pas que personne veuille sérieusement aller jusque-là.

Par cela seul que le marchandage existait, il me paraît évident qu'il était utile, et vous allez le comprendre.

Personne n'a plus intérêt que l'entrepreneur, et aussi que l'ouvrier, à simplifier autant que possible le mécanisme de la production, à réduire le plus possible les agents qui y concourent. Si donc l'entrepreneur acceptait l'intermédiaire du marchandeur, qui ne pouvait pas s'imposer à lui, c'est qu'il trouvait apparemment que l'intervention du marchandeur favorisait la production.

Or, j'ai montré dans les observations que j'ai présentées tout à l'heure à l'Assemblée que les intérêts de la production se confondaient avec l'intérêt

des ouvriers eux-mêmes; maintenant, j'ajoute qu'il y avait pour les ouvriers, en me plaçant à leur point de vue exclusif et spécial, une raison toute particulière de maintenir le marchandage : c'est que le marchandage était un échelon intermédiaire qui les aidait à monter de la situation de simple ouvrier à celle d'entrepreneur, et que l'ambition (et certes c'est une ambition parfaitement légitime) de tout ouvrier qui se sent de l'intelligence, de la force et de l'énergie, est de s'élever, par des moyens honnêtes, dans la carrière où il s'engage.

Je dis que l'ambition pour l'ouvrier d'arriver, par des moyens honnêtes, à devenir entrepreneur, est une ambition parfaitement légitime. Aussi, quels sont ceux des ouvriers qui avaient particulièrement pris en haine les marchands? Ce sont ceux chez qui cette noble émulation n'existait pas, et qui avaient plus d'aversion pour celui d'entre eux qu'ils voyaient sur le point de s'élever et de devenir entrepreneur à son tour que pour l'entrepreneur qui l'était depuis longtemps. C'est cette haine spéciale que les ouvriers les moins dignes, les moins laborieux, avaient contre les marchands et leurs camarades, plus capables et plus intelligents, qui a fait demander la suppression du marchandage. (*Mouvement. — Dénégations sur plusieurs bancs.*)

Eh bien! je crois qu'on n'aurait pas dû céder, et que nous ne devons pas céder, à l'avenir, à une demande qui ne peut s'appuyer que sur de semblables considérations.

Je crois donc que les deux parties du décret du 2 mars sont également mal motivées et, pour ma part, je voterai leur abrogation. (*Marques nombreuses d'approbation.*)

De toutes parts. — A demain! à demain!

.....

SÉANCE DU 31 AOÛT 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN ARMAND MARRAST.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de décret tendant à abroger le décret du 2 mars 1848, relatif à la fixation des heures du travail.

La parole est au citoyen Charles Dupin.

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Messieurs, à trois reprises différentes, notre honorable collègue, M. Pierre Leroux a porté des accusations très graves contre l'industrie en général, contre les patrons, contre les manufacturiers. Ces accusations, il les a généralisées encore et, s'il se peut, aggravées dans la séance d'hier : il n'a respecté personne.

Selon lui, le Gouvernement actuel serait tour à tour un juge du camp sans intelligence, un gendarme sans pitié. Le Gouvernement provisoire, ou du moins les membres qui le composaient, manqueraient à tous leurs devoirs s'ils ne venaient pas défendre un décret publié sous leurs auspices.

J'espère, Messieurs, qu'après avoir entendu, je ne dirai pas les raisons, mais les faits, les faits positifs et démontrés que je vais avoir l'honneur de mettre sous vos yeux, les deux gouvernements vous paraîtront justifiés; j'espère aussi que la société française ne pourra plus être accusée de cruauté, d'homicide, de massacre même envers la classe ouvrière; car toutes ces accusations si cruelles, si funestes et si gratuites, ont été formulées hier, non pas une seule fois, mais dix fois comme le refrain perpétuel d'un chant funèbre ou d'un appel au combat.

A mon avis, une explication complète qui ne puisse laisser aucun doute subsister dans les esprits, aucun ressentiment au fond des cœurs, une telle explication est de la plus haute importance. Gardons-nous de l'oublier; dans les collisions si déplorables et si sanglantes qui ont eu lieu depuis dix-huit ans, des accusations de cette nature avaient malheureusement envenimé tous les griefs et soufflé l'ardeur de la vengeance. Au milieu des circonstances malheureuses qui tenaient au malheur des temps, on s'est efforcé de faire accroire à la classe ouvrière que ses souffrances, hélas! si déplorables, ne tenaient pas à la nature des choses, à des crises commerciales, à certaines circonstances politiques, mais qu'elles étaient la faute, le délit, le crime de personnes, de patrons et de chefs; qu'elles étaient le fruit de leur perversité, de leur avarice, de leur cruauté. Lorsqu'on leur tenait ce langage, par une avide hypocrisie, on déguisait l'inimitié mortelle des accusations sous les formes les plus pacifiques, avec le beau nom de la fraternité! Que jaillissait-il de là? Du sang, et du sang à flots! C'est ce qu'on a fait à Lyon en 1831, en 1834, en 1848; c'est ce qu'on a fait à Limoges, c'est ce qu'on a fait à Rouen, à Guéret et dans le département de l'Indre. Vous voyez donc qu'il ne s'agit pas seulement d'une théorie spéculative, innocente et débonnaire; il ne s'agit point de ces perfectionnements utopiques rêvés dans le silence du cabinet par des philosophes bienveillants, comme j'aime à le penser; il s'agit de doctrines qui pénètrent profondément à travers les intérêts les plus vitaux de la société, que leur application logique entraîne les perturbations les plus terribles, et que le dernier acte de cette longue tragédie se traduit par quatre jours de sang versé avec la moitié de Paris pour champ de bataille!

Par conséquent, je crois qu'il est d'une haute importance que nous jugions enfin solennellement, une fois pour toutes, à la face de la France, et les accusations et la juste défense des accusés. C'est une partie considérable de la société qui se trouve odieusement incriminée. Je veux vous soumettre des faits; daignez en prendre connaissance. (*Vif mouvement d'attention.*)

Je justifierai d'abord quelques-uns de nos honorables collègues, injustement accusés d'une intention peu généreuse et qui répugnerait à des cœurs délicats.

On leur a reproché d'avoir voulu se rendre la victoire plus facile au sujet du décret qu'il s'agissait de rapporter ou de modifier profondément, en attendant, pour le discuter, l'absence de son malheureux auteur.

La proposition de mon honorable collègue et ami M. Wolowski date d'une époque déjà reculée; M. le Ministre du commerce a demandé que la discussion en fût différée, afin qu'il eût le temps d'écrire aux différentes chambres de commerce, pour connaître leur opinion sur une matière qui les concerne

et les intéresse au plus haut degré. C'était exiger un délai considérable et bien motivé.

Lorsque M. le Ministre s'est trouvé nanti des documents qu'il désirait, on a mis la question à l'ordre du jour. L'honorable M. Louis Blanc, alors disponible, s'est inscrit le premier; malheureusement les circonstances de la semaine dernière ne lui ont pas permis, comme on l'a dit hier, de venir prendre part au débat. (*Rumeurs diverscs.*) Heureusement notre honorable collègue, M. Louis Blanc, dans la séance de vendredi dernier, s'est occupé spécialement de cette question. Il l'a traitée de nouveau devant l'Assemblée nationale. Il l'avait traitée une première fois au Luxembourg; tous ses motifs se trouvent consignés dans le *Moniteur*. Et certainement, hier, M. Pierre Leroux a, de la manière la plus complète, reproduit, amplifié, multiplié les arguments de son honorable ami.

Il est donc impossible de prétendre que la question sera jugée sans que les personnes qui pouvaient y prendre le plus grand intérêt aient été par vous entendues.

M. Pierre Leroux, dans toute la suite de son argumentation, a commis une erreur qui m'étonne. Il a sans cesse raisonné comme s'il s'agissait d'imposer aux ouvriers un travail de quatorze heures par jour, sans compter ni le temps des repos, ni le temps nécessaire pour aller et venir de la manufacture à la maison de l'ouvrier.

Eh bien, il y a quelque chose de plus remarquable, c'est que le décret qu'il s'agit de rapporter, constate qu'il ne s'agit nullement de passer du terme effrayant de quatorze heures au terme plus doux de dix heures, car il est dit :

« Le Gouvernement provisoire de la République décrète :

« 1° La journée de travail est diminuée d'une heure; en conséquence, à Paris, où elle était de onze heures, elle est réduite à dix; et en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze.

Serait-ce donc que le décret du 2 mars si malheureux dans ses effets, et que néanmoins M. Pierre Leroux appelle un *décret immortel*, serait-ce, dis-je, que ce décret n'a pas même été lu par notre honorable collègue?...

J'examinerai plus tard la diminution opérée sur l'étendue du travail, et j'en démontrerai les inconvénients; mais bien évidemment le décret même proclamé qu'il ne s'agissait pas d'abolir une insupportable journée de quatorze heures, qui n'a jamais été l'état régulier, l'état normal des manufactures; qui n'a pu jamais être qu'un abus, abus qu'il n'a jamais été dans la pensée de personne de soutenir.

J'ai reçu le document le plus important à ce sujet, adressé à M. le Ministre par la chambre de commerce de Rouen; de Rouen, comme vous le savez, l'un des plus grands centres manufacturiers dont s'honore la République. Eh bien, la chambre de Rouen, consultée par M. le Ministre du commerce, lui répond le 30 juillet, il y a déjà trente-deux jours, que jamais le commerce de la Seine-Inférieure, pas plus que celui des autres départements, n'avait réclamé un travail plus long que celui de douze heures. Permettez-moi de vous communiquer la pièce même.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« La chambre de commerce de Rouen, dont tous les précédents sont en faveur d'une sage limitation du travail, craignant les abus intolérables d'une liberté illimitée en pareille matière, croit de son devoir de vous adresser, en faveur de l'humanité, quelques observations contre le retour de ce régime, et de vous demander en même temps, dans l'intérêt des ouvriers comme dans celui de l'industrie, de fixer la durée de la journée à douze heures de travail effectif.

« Un règlement qui déterminerait ces conditions est depuis longtemps sollicité par les populations industrielles du département de la Seine-Inférieure; en 1847, les filateurs de nos contrées adressaient dans ce but une pétition à la Chambre des Pairs. Vers la fin de la même année, la chambre de commerce, consultée sur les modifications à introduire à la loi du travail des enfants dans les manufactures, demandait avec instance que le travail effectif fût fixé à douze heures par jour pour les ouvriers des deux sexes et de tout âge au-dessus de douze ans, et que le travail de nuit fût supprimé, ainsi que celui du dimanche.

« La nécessité d'un sage règlement est tellement sentie à cet égard, qu'elle se manifeste toutes les fois que se trouvent agitées des questions qui tendent à modifier les conditions du travail: ainsi, tout récemment, les filateurs, effrayés des conséquences que pourrait avoir l'abrogation du décret du 2 mars ont appelé notre sollicitude sur cette question et réclamé de nouveau la fixation définitive à douze heures par jour de travail. Le même vœu vient aussi d'être formulé dans une réunion mixte de manufacturiers et ouvriers convoqués par M. le Préfet dans le but de hâter la reprise des travaux en conciliant tous les intérêts.

« Cette persévérance unanime de la part de tous les intéressés ne pouvait être méconnue par la chambre de commerce; aussi, Monsieur le Ministre. n'a-t-elle pas hésité à s'y associer et à promettre son concours auprès de vous.

« Elle est persuadée que le travail dans les manufactures doit être sage-ment réglementé dans l'intérêt de l'humanité; que protection est due à l'ouvrier contre les abus de la liberté illimitée, et que l'abaissement de la valeur des produits ne doit jamais être obtenu aux dépens de la santé des travailleurs. Il est du devoir d'un Gouvernement vraiment populaire de mettre d'invincibles obstacles à cet immoral moyen de concurrence.

« Quant à la fixation à douze heures, nous vous l'avons exposé, Monsieur le Ministre, elle est depuis longtemps et incessamment réclamée par les chefs d'établissement et par les ouvriers eux-mêmes; elle est de plus, croyons-nous, dans l'intérêt de l'industrie qu'elle mettrait dans les conditions de travail les plus favorables. Il est en effet démontré qu'en ménageant les forces de l'ouvrier, on arrive à un résultat meilleur et à une somme de produits proportionnellement plus grande dans un temps convenablement limité, que lorsqu'il est accablé par un travail trop prolongé. Avec douze heures, nous sommes convaincus, Monsieur le Ministre, que tous les intérêts sont conciliés, et nous espérons que vous voudrez bien être notre interprète auprès de l'Assemblée nationale, pour obtenir la réalisation des vœux de l'industrie et du travail, dont nous nous honorons d'être les mandataires.

« En terminant, permettez-nous, Monsieur le Ministre, de solliciter une prompte solution ; nous espérons que vous en apprécierez le motif. Scrupuleusement observé dans certains départements, le décret du 2 mars est complètement méconnu dans d'autres ; de là, dans l'industrie, une différence de conditions, dont le résultat immédiat est d'abord une concurrence aussi déloyale que désastreuse, et ensuite un obstacle à la reprise des travaux dans les localités qui se sont empressées d'exécuter le décret. »

Vous le voyez parfaitement démontré par la chambre de Rouen ; il est d'un très grand avantage pour les manufacturiers honnêtes qu'une limite soit fixée ; sans cela, les fabricants qui sont avides, ceux qui voudraient bénéficier à tout prix, se procureraient une supériorité monstrueuse et qu'il ne faut pas tolérer, en exigeant de leurs ouvriers une journée plus considérable. Les maîtres les plus humains et les plus modérés se trouveraient ainsi châtiés de leur vertu.

Les mêmes sentiments animaient et guidaient les manufacturiers de l'Alsace, lorsque les premiers ils demandèrent des lois limitatives pour le travail des enfants et des adolescents.

Ce travail de douze heures, ce n'est pas seulement en 1839, en 1840, que les manufacturiers l'on demandé ; en 1847, dans l'enquête ouverte alors à la Chambre des Pairs pour améliorer la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, lorsque nous avons voulu que la limite de douze heures fût imposée à la fois aux adolescents et aux femmes, les manufacturiers s'y sont soumis à l'instant, en disant qu'ils y trouveraient cet avantage, que, dans les grandes manufactures où le travail des adolescents et des femmes est inévitablement lié avec celui des hommes, le travail général se trouverait, en fait, universellement réduit à douze heures.

Lorsqu'on veut parler de l'état réel des choses, il ne faut donc pas parler de quatorze heures, il faut parler de douze heures de travail, et lorsqu'on veut stigmatiser les effets qui peuvent être produits sur l'espèce humaine, sur la population française, on a tort de parler de cette effrayante limite d'un travail de quatorze heures, qui n'existait plus qu'à titre de délit exceptionnel et très rare, afin d'en faire pour ainsi dire une règle universellement suivie.

J'ai donc le droit de conclure hautement, en répondant à M. Pierre Leroux.

Lorsque vous accusez les manufactures d'être *homicides*, c'est le mot que vous avez employé dix fois, de diminuer la population, de la rendre de plus en plus malheureuse, affaiblie, rachitique et périssable, vous parliez d'un fait qui n'existait que dans votre imagination. Ce n'est pas tout : pour incriminer ce délit, qui n'existait pas, vous avez cité des faits statistiques véritablement incroyables. Vous avez insisté particulièrement sur ce fait qu'entre toutes les nations européennes, la France est le pays, le Portugal et la Turquie exceptés, dans lequel la population s'accroît avec le plus de lenteur.

Le fait est vrai ; mais est-ce que par hasard on regarderait cette lenteur comme une preuve de la misère et de la souffrance du peuple français ? On se tromperait gravement : le contraire est la vérité. Dans ce moment-ci, il y a trois pays qui souffrent, surtout, par la surabondance de la population ;

c'est l'Angleterre, l'Irlande et la Belgique, trois pays où la misère des ouvriers les pousse à l'émigration, malgré l'attrait toujours si doux de la terre natale.

On s'est récrié sans doute avec raison contre l'absolutisme de Malthus qui se fâchait, pour ainsi dire, contre les peuples imprévoyants qui multipliaient avec trop de rapidité, sans aviser à leurs moyens de subsistance ; Malthus les avertissait durement, mais sincèrement, lorsqu'il leur disait : Prenez garde ! Vous rendez ainsi trop difficile de suffire, par le développement des arts, par l'accroissement de la richesse, par le perfectionnement de l'agriculture, à la nourriture, à l'habillement, au bien-être général de vos familles. On s'est cru permis d'attaquer ses intentions, qui pourtant n'étaient pas attaquables. Mais il n'en est pas moins vrai d'affirmer que, s'il est un peuple où l'accroissement général soit plus modéré, pour ce peuple, il est nécessaire de créer chaque année beaucoup moins de travail nouveau. Quand l'accroissement de la population est, par exemple, de 180,000 habitants par 36 millions, comme en France, on y pourvoit bien plus aisément que si l'augmentation était de 400,000 âmes par année ; cela tombe sous le sens.

Ainsi, cette accusation contre l'aisance de notre pays, je ne l'accepte pas comme démontrant une plus grande misère chez le peuple français. J'affirme que c'est le contraire.

Lorsqu'on entreprend, comme notre honorable collègue, des études profondes sur la destinée des peuples, sur leurs développements comparés, il faudrait pourtant savoir de tels faits et des vérités aussi simples, il faudrait savoir ceux que je vais ajouter. L'accroissement de la population qui semble être, entre tous les faits possibles, le plus fortuit, le moins susceptible de constance et de calcul, eh bien ! cet accroissement pour les grandes nations, pour des nombres d'hommes très considérables, comme le peuple français, cet accroissement suit une loi d'une régularité pour ainsi dire mathématique ; de telle manière que, si vous prenez l'accroissement de dix en dix ans, afin d'éviter les inégalités annuelles, vous n'observez plus que des différences de rapports véritablement insignifiantes. Depuis un siècle le développement de la population se continue en France, toujours dans un même rapport ; c'est toujours une même fraction de l'année précédente qui donne l'augmentation pour l'année suivante, en effaçant, je le répète, les inégalités accidentelles qu'on observe dans le passage d'une année à la suivante. Vous voyez donc que le progrès de la population d'un même peuple tient à des causes intrinsèques profondes et durables, qui tiennent aux mœurs, aux habitudes de la nation, et nullement, comme on le prétendait hier, à l'état plus ou moins misérable de la population.

Je vais en offrir la démonstration pour la France.

Vous prétendez que dans notre patrie la misère des ouvriers est telle, que l'industrie qui la produit est homicide ; que cette industrie lui rend la vie de plus en plus misérable, et qu'elle abrège son existence.

Mais s'il y a de telles causes générales et puissantes pour abrégier l'existence de l'ouvrier, si ces causes sont universelles, il est un moyen bien simple de vérifier l'attentat. C'est de comparer à différentes époques la population totale avec le nombre des décès. Si la proportion des décès devient de plus en plus

grande, jusqu'à l'époque où nous nous trouvons, alors vous pourrez porter un jugement sévère sur cette époque; alors vous pourrez dire que malgré le progrès des arts et des sciences, et malgré l'aisance prétendue, l'espèce humaine est devenue moins heureuse, en même temps que moins viable.

Mais est-ce là la vérité? Non! Et je vais vous citer à cet égard des résultats irrécusables que j'ai soumis au jugement, non pas d'une assemblée politique où l'on n'a pas le temps de bien vérifier de pareilles questions, avec détail et la plume à la main, mais à l'Académie des sciences; nous possédons ici M. François Arago, M. Liouville, M. Mauvais et M. Boussingault, tous quatre membres de l'Académie, et tous quatre juges des plus compétents sur une semblable matière. Interrogez-les.

De 1774 à 1778, qui fut la période la plus heureuse avant la révolution, sur un million d'habitants, il en mourait par an 33,773; pour une période moins heureuse, de 1779 à 1783, sur un million d'habitants, il en mourait 37,144.

Maintenant, voulez-vous savoir pour l'époque actuelle quel est le nombre des morts sur un million d'habitants? Le nombre des morts, maintenant, au lieu d'être de 37,144, n'est pas même égal à 25,000! (*Profonde sensation.*)

Il faut vous citer un fait qui va vous frapper davantage.

Vous vous rappelez la malheureuse année du choléra, l'année 1832; cette année a produit des effets terribles sur la population française. Tandis qu'habituellement l'accroissement de la population est de 180,000 habitants, la mortalité fut si grande, en 1832, que l'augmentation, au lieu d'être de 180,000 habitants, s'est trouvée réduite à 4,000 seulement. Voilà donc une année bien malheureuse; oui, mais c'était une année déplorablement malheureuse pour une année admirablement prospère.

En effet, voulez-vous comparer l'année du choléra, l'année 1832, cette époque qui est la nôtre, avec l'époque postérieure à 1778, de 1779 à 1783, très voisine de notre première révolution.

Voici le résultat du parallèle : de 1779 à 1783, sans qu'il y eût aucune épidémie extraordinaire, un million d'hommes perdait par an 37,773 personnes; en 1832, les décès se sont élevés seulement à 33,840.

Vous le voyez, voilà ce que nous avons gagné : à présent, même dans les époques les plus infortunées, lorsque la nature sévit contre nous, le progrès des arts, le progrès général de l'aisance, le bien-être, le bonheur des habitants fait plus que compenser tous les sévices de la nature et les fléaux accourus d'un autre hémisphère. (*Mouvement.*)

En présence de pareils faits, il ne faut donc pas qu'on vienne nous dire que cette industrie nationale, qui s'allie à des prospérités, qui produit de si grands miracles sur la conservation, sur l'allongement de la vie, que cette industrie n'était qu'une industrie homicide; qu'elle a abrégé la vie des hommes, et qu'elle est pour eux un massacre : on n'a pas craint de prononcer hier ce mot devant vous.

En définitive, la longueur de la vie était, d'après mes calculs, en 1772, inférieure à vingt-huit ans et demi. Aujourd'hui, elle est supérieure à quarante ans!

Depuis deux tiers de siècle, c'est, en valeur moyenne, onze ans et demi

d'existence ajoutés par la prospérité française sur la durée de la vie, pour chaque citoyen français. Quel résultat plus admirable eût-on pu jamais espérer?

Je suis affligé lorsque je vois mêler à des circonstances politiques, quelle qu'en soit la nature, des raisons et des causes qui ne sauraient s'y rapporter. J'ai entendu dire hier par notre honorable collègue M. Pierre Leroux que la révolution de février 1848 avait été causée par la misère des ouvriers.

Un membre. C'est vrai!

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Je vous demande pardon, *cela n'est pas vrai!* Et non seulement je vous le dirai, je le prouverai. (*Agitation prolongée.*)

Eh quoi, messieurs, n'avez-vous pas intérêt, et le plus grand intérêt, à ce que pareille chose ne soit pas vraie?

Au commencement de février dernier, savez-vous quel était, à Paris, le sort de la classe ouvrière? Dans les huit semaines qui ont précédé le 24 février, la population laborieuse de Paris opérait à la caisse d'épargne des versements montant à 9 millions de francs!...

Maintenant il faut que nous donnions 300,000 francs par semaine pour venir au secours de 300,000 ouvriers, hommes, femmes et enfants, qui mourraient de faim sans ce secours. Voilà le parallèle entre les deux époques.

Ne dites donc pas que c'était la misère qui pouvait motiver, autoriser la révolution de 1848; car alors il en faudrait une aussi supérieure à l'autre, que le bien-être de février est supérieur à la souffrance actuelle; non, l'assertion n'était pas exacte; ce n'était pas un motif de misère qui produisait la révolution de 1848.

Concevons les motifs politiques : je n'ai rien à dire à ce sujet; mais, pour que nos idées restent justes, pour que nous ne faussions pas le sentiment public, je réclame la liberté de dire qu'à telle époque, à tel jour, il y avait bien-être, si bien-être il y avait.

Lorsque j'ai comparé 1770 à des époques intermédiaires entre ce temps et notre époque, à 1801, par exemple, j'ai trouvé qu'il y avait un accroissement proportionné dans la longueur de la vie de 1770 à 1801, de 1801 à 1846.

Il existe donc une cause générale et constante de progrès pour la longueur de la vie; une cause qui ne dépend ni de la Monarchie, ni de la République, ni du Consulat, ni de l'Empire; cette cause! mais c'est le génie de la France, mais c'est le talent, c'est l'activité de ses enfants; ce sont les développements, ce sont les perfectionnements de tous les arts, éclairés par toutes les sciences; ce sont de telles causes qui produisent ces grands effets, quelle que soit la forme du gouvernement. Je suis certain que, dans quelques mois, cette force d'intelligence, de bon vouloir et de travail reprendra le dessus en France, et rétablira la prospérité de notre pays. (*Très bien! Très bien!*)

Je le répète, lorsque vous voyez que cette force qui est inhérente à la nation, cette force qui travaille en sa faveur, et qui produit d'aussi beaux développements, marche de cette manière, lorsqu'elle augmente la vie de onze années en soixante ans, pour arriver jusqu'en 1848, il ne faut pas craindre que nous ayons atteint le dernier terme de cette progression crois-

sante, comme une époque de rétrogradation de malheurs, de misère et d'atrophie, qui aurait mérité que le peuple, pour s'en venger, prit les armes afin de renverser la société même. La société est debout; elle survivra, elle prospérera; tous les bons citoyens réuniront leurs efforts pour la défendre, quels que soient les assaillants. Par ce moyen, la France reprendra, je l'espère, elle dépassera même ce degré de prospérité qu'elle avait conquis; elle continuera de progresser sous le nouveau Gouvernement, comme elle l'a fait sous tous les gouvernements précédents. Voilà la conviction profonde, acquise dans mon esprit et dans ma conscience, après un sincère examen des faits. (*Très bien! Très bien!*)

Messieurs, je viens maintenant à la mesure qui fait l'objet du décret. Lorsqu'un décret est porté, lorsqu'il est de nature à produire un effet considérable sur la classe ouvrière, la première chose qu'on devrait faire serait d'examiner quel est cet effet. Personne ne peut juger de la bonté des lois avant qu'elles aient été votées; pour la plupart d'entre nous, nous avons besoin de les voir à l'œuvre pour savoir si elles produisent tout le bien qu'on s'en promettait ou si elles ne produisent pas le résultat contraire. Eh bien, vous allez voir que ce fameux, disons plutôt ce triste décret provisoire, ne pouvait pas produire de bien, qu'il ne devait produire que du mal, qu'il n'a pas produit autre chose : vous allez voir à quel degré.

Je ne répéterai pas des raisonnements qui vous ont été présentés hier avec autant d'esprit que d'à-propos et de mesure par notre honorable collègue M. Buffet. Je citerai simplement, à ma manière, d'autres faits qui n'auront pas autant d'agrément, mais qui me semblent encore plus démonstratifs.

Quel a donc été l'effet du décret qu'on défend et qu'on divinise à titre d'*immortel*? Ce décret consacrait une heure de moins de travail, comme un cadeau, comme un présent, comme un bienfait pour les départements, et deux heures de moins à Paris pour joyeux avènement, et pour récompense de la victoire! C'était pour ainsi dire la couronne dorée qu'on posait sur le front, je ne dirai pas des vrais travailleurs, mais des mauvais ouvriers qui ne chérissent le travail qu'à l'état de minimum.

Messieurs, savez-vous quelle est la conséquence? Une réduction de onze à dix heures, c'est un dixième de perdu sur le travail.

Donc, par cet acte, vous commencez par accorder à tous les départements une supériorité de 10 p. 100 sur la capitale.

Et quand vous comparez la France à d'autres pays du continent où la journée est de douze heures, vous assuriez, par votre décret, à l'étranger, une supériorité de 10 p. 100 sur les départements et de 20 p. 100 sur la capitale.

Quel est le résultat d'un tel désavantage? Il est flagrant et déplorable. La ville de Paris, par les progrès que j'ai précédemment signalés, est devenue l'un des plus grands centres commerciaux de l'Europe; elle est devenue l'une des villes manufacturières les plus considérables.

L'année 1847 était une année de disette, puisque le kilogramme de pain s'était élevé jusqu'à 65 centimes; l'industrie s'en ressentait et le commerce également; on vous l'a dit, on vous l'a répété jusqu'à satiété. Voyons donc à

quoi s'est réduit ce commerce qui souffre, ce commerce malheureux. Que devenait-il dans cette année de disette? Pour la seule ville de Paris, les exportations de produits manufacturés plus ou moins ouvrés par la population parisienne en 1847, ce total d'objets manufacturés a surpassé 170 millions de francs. Jugez du progrès : en 1829, année de grande prospérité, la totalité des produits exportés par la capitale n'atteignait pas 80 millions; il a plus que doublé pendant dix-huit ans. Voilà la prospérité de Paris. A présent, au 2 septembre 1848, six mois après le décret du 2 mars, qu'est-ce que Paris est devenu comme centre manufacturier? Qu'est-ce que Paris est devenu comme centre de commerce? Toutes ces industries si belles, si gracieuses et si riches, dont le goût exquis était l'admiration du monde entier, ces industries qui rendaient toutes les nations étrangères tributaires du bon goût parisien et sujettes de nos modes, toutes ces industries sont presque entièrement éteintes! Jugez-en par un seul exemple.

Hier, dans le *Moniteur*, vous avez pu voir le compte des sept premiers mois des importations des matières premières; vous avez pu voir, par exemple, l'acajou qui sert à l'ébénisterie, à cette industrie qu'il va falloir secourir tout à l'heure, avec les bronzes, par 600,000 francs, pour végéter; vous avez pu voir que la différence de l'acajou mis en consommation est celle-ci : dans le mois de juillet de l'année dernière, quand on mettait en consommation 2,000 quintaux métriques d'acajou, on n'en a mis en consommation, dans le mois de juillet 1848, que 164 quintaux métriques. De 2,000 à 164, voilà la chute! Cette décadence n'est pas vrai seulement au sujet de l'acajou; elle existe aussi pour le bronze et pour beaucoup d'autres matières premières, indispensables à l'industrie parisienne. Enfin, ce que Paris souffre aujourd'hui, la France entière le souffre.

Qu'est-il arrivé? Au mois de février, au 20 février, par exemple, il n'y avait pas dans Paris 12,000 ouvriers sans travail; au 15 mars, il y en avait 40,000; au 15 avril, il y en avait 80,000, et au 15 mai, 100,000 et plus; et maintenant on secourt 300,000 personnes de tout âge et de tout sexe, qui ne trouvent plus de travail dans les ateliers déserts de Paris.

Il ne peut en être autrement avec 20 p. 100 de diminution sur la durée du travail sans diminution sur le prix de la journée. Avec cette prétention de ne pas réduire le prix de la journée, la concurrence n'est plus possible, vous ne pouvez plus vendre, et dès le moment où vous ne pouvez plus vendre, il faut que la production s'arrête, et tout meurt dans l'industrie.

Voilà la position funeste où les ouvriers de Paris sont descendus, je ne dis point par la seule conséquence du décret, mais en grande partie par l'effet de cet acte délétère.

Si ce décret avait été porté, par impossible, au 2 mars 1847, l'année dernière, il aurait produit également un effet des plus funestes sur le commerce de Paris. Alors, il n'y aurait pas eu le magnifique commerce attesté par les 170 millions d'exportation qui ont signalé, dans Paris, l'année 1847.

Maintenant, voulons-nous parler du bonheur des ouvriers?

Afin de satisfaire l'apathie de certains ouvriers, des moins bons, des moins actifs, des moins habiles, est-ce que nous compterions pour rien la souff-

france de tant d'excellents travailleurs qui sont aujourd'hui sans ouvrage? A coup sûr, on ne peut pas dire que le Gouvernement actuel montre peu d'intérêt pour la classe ouvrière.

Vous savez bien qu'il est venu tous les mois ou toutes les six semaines vous demander 2 millions, 3 millions pour les ouvriers sans travail; vous les avez donnés sans discussion, avec plaisir, pour venir au secours d'une misère imméritée. Eh bien, malgré des sommes si considérables, aujourd'hui, l'adulte, l'homme fait ne reçoit plus que 18 centimes par jour! Dans les ateliers nationaux, on avait commencé par payer 2 francs par jour aux ouvriers qui étaient censés faire quelque chose, et par payer un franc pour ceux qui ne faisaient parfaitement rien! Plus tard, il a fallu se réduire; il a fallu ne plus donner que la moitié, puis le tiers de cette somme; bientôt on n'a pu donner que 2 francs par semaine, et maintenant le secours n'est plus que 1 fr. 26 pour sept jours, c'est-à-dire, ainsi que déjà je l'ai dit avec douleur, 18 centimes par jour.

Cet état de choses changera, j'en ai l'espoir, à mesure que la tranquillité renaîtra, qu'on aura rendu les perturbations impossibles, même à supposer, lorsqu'on aura dessillé les yeux de la classe ouvrière si longtemps abusée à force de flatteries qui la menaient à sa perte; lorsqu'on l'aura bien convaincue qu'une partie de la société, celle des chefs, des patrons, n'est pas la cause du malheur de l'autre partie; qu'il n'est pas vrai que les maîtres soient pour les ouvriers des coupables d'homicide, des coupables, on a prononcé le mot, des coupables de *massacres*.

Ah! nous devons être bien avares, citoyens, de ces expressions cruelles qui peuvent, au milieu de nous, être peut-être sans effet. Quand elles sont prononcées devant des hommes simples, devant des hommes qui sont malheureux, devant des hommes qui souffrent parfois jusqu'à la faim, et tout homme qui souffre est toujours prêt à s'indigner contre la cause de ses maux, contre l'homme et l'objet qu'on lui montre comme coupable de ses souffrances, alors il y a du sang dans les paroles prononcées, et de la mort dans leurs conséquences!... Il s'ensuit pour la patrie des malheurs infinis quand on prononce de tels mots, et qu'ils s'en vont retentir aux oreilles des pauvres classes ouvrières. (*Très bien! Très bien!*)

Revenons à des pensées moins désolantes. Quelques mots encore pour vous faire comprendre au juste quel est le véritable progrès, le progrès du bien-être du peuple depuis la première révolution jusqu'à la dernière.

Au commencement de la première époque, en 1788, dans l'année qui précéda l'ouverture des états généraux et de l'Assemblée Constituante, on a calculé la valeur totale des produits de l'industrie nationale. On vous a distribué pendant la séance d'hier un volume qui contient une des parties de la nouvelle enquête, qui constate les produits actuels de notre industrie.

J'ai voulu savoir quelles sont les valeurs comparatives données par cette enquête et celle de 1788, qu'on doit à M. Tholozan, alors directeur général du commerce de France.

Voici le résultat, il est simple; gravez-le dans votre mémoire.

Objets manufacturés de toute espèce confectionnés en 1788, valeur totale 38 francs par tête de citoyen français; c'est-à-dire que, si l'on avait fait le

partage entre tous les habitants, chacun aurait eu pour 38 francs de produits d'industrie.

L'année dernière, on a fait le même calcul, département par département, industrie par industrie, d'après des enquêtes officielles. Suivant les résultats consignés dans les volumes qui vous ont été distribués, hier le dernier, en faisant le partage de tout ce que produit l'industrie nationale si perfectionnée, si agrandie à l'époque où nous vivons, savez-vous ce qu'on trouve par tête?

Ce n'est plus seulement 38 francs, c'est 125 francs.

Je sais bien ce qu'on me dira : Ce sont vos riches qui consomment tout cela.

On se trompe. En France, les grandes consommations, les consommations qui se traduisent par des chiffres considérables, ce sont les consommations des classes les moins aisées, parce que le niveau moyen de la richesse est extrêmement modeste.

Le nombre des individus qui n'ont que leurs bras pour vivre, ou qui n'y joignent tout au plus qu'une petite propriété, c'est la très grande généralité des Français. Cela est si vrai que, sur 36 millions d'habitants, il n'y en a que 200,000 qui payent au moins 200 francs de contribution, et qui aient jouissance d'un revenu supérieur à 1,000 francs, pour le mari, la femme et les enfants ! . . . Cela ferait de la misère, si le travail n'y suppléait.

Il est un fait accessoire qui rend ce résultat plus admissible : c'est l'abaissement des prix.

Si vous preniez, par exemple, les tissus devenus aujourd'hui en usage le plus général, surtout pour le peuple, du peuple le moins riche . . . Pour les tissus de coton, le même mètre, qui aurait coûté 3 francs en 1788, vous l'avez aujourd'hui pour 1 franc.

Des diminutions analogues, vous les trouvez sur tous les autres produits; vous les trouvez à différents degrés sur les produits de lainage, sur ceux des toiles de lin et chanvre, etc.

Ainsi, je ne crains pas de le dire, il y a maintenant, par tête, quatre fois plus d'objets qui sont utiles à tout le monde ; et le riche n'en peut pas consommer une part démesurée. Vous ne pouvez pas accroître la surface de votre corps, quelque opulent que vous soyez. Il faudra toujours que votre habit vous soit proportionné, que vous soyez riches ou que vous soyez pauvre.

Ainsi, quant à la superficie générale des tissus à l'usage du peuple, la superficie totale ayant quadruplé, je dis que l'accroissement est aussi bien pour la classe inférieure que pour la classe supérieure. Il suffit de jeter les yeux sur la population française.

Il y a quatre-vingts ans, si vos pères étaient allés dans un certain nombre de villes et de campagnes, qu'auriez-vous trouvé ? Vous auriez trouvé une population ouvrière qui ne portait pas de souliers, elle n'avait que des sabots ; qui ne portait pas de bas, pas de gants, pas de cravates et pas de chapeaux : à présent tout le monde en a. (*Mouvements divers.*)

Je sais bien, Messieurs, que ces détails-là peuvent sembler bien misérables aux amis de la belle et pompeuse éloquence ; c'est pourtant de cela que se compose le confort et le bien-être du peuple. (*Non ! non ! ils sont très bons.*)

Le citoyen FLOCON. — Il n'y a personne ici qui puisse regarder de tels détails comme peu de chose ; la question est de savoir s'ils sont exacts.

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Il sont parfaitement exacts. Les personnes parmi vous qui peuvent encore se rappeler 1780 à 1790, ces personnes-là savent ce qu'était alors la population française et son triste dénuement. Elles savent parfaitement que ce n'était pas une population riche, que ce n'était pas une population à son aise. Voulez-vous que je vous cite une autorité et des meilleures ? Arthur Young, un des plus célèbres agronomes, en 1788, à la veille de la révolution française, venait de visiter toutes les provinces ; il avait constaté minutieusement la situation des ménages. Eh bien, il déplorait profondément la misère de tous les habitants de nos campagnes, le dénuement de leurs maisons, il n'y avait pas même de vitres aux fenêtres des chaumières, pas de carrelages, des escabeaux au lieu de chaises ; voilà, dans le centre de la France, ce qu'était la demeure des paysans, qui était coupée en deux parties. (*Réclamations diverses.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — On peut contester les faits comme les doctrines, mais on ne doit pas interrompre l'orateur.

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Sous la Restauration, les faits que j'avance là, on les contestait, on les niait.

Aussi savez-vous quels étaient ceux qui les niaient ? C'était ce qu'on appelait, à cette époque, les ultra-royalistes. (*C'est cela !*) Ils prétendaient, certainement c'était à tort, mais enfin, ils prétendaient que le peuple était plus heureux avant la révolution, qu'il était plus à son aise, qu'il était plus riche. Alors le général Foy, dans une de ses plus belles improvisations, leur répondait avec sa chaleureuse éloquence, en des termes que je serais trop heureux de retrouver à présent. C'est la révolution qui a donné l'aisance au peuple français ; c'est la révolution qui l'a rendu propriétaire, qui lui a donné de bons logements, qui lui a donné de bons vêtements, qui lui a donné le bien-être dont il jouit, pour élever sa condition physique au même degré que sa condition morale.

Eh bien, c'étaient précisément, Messieurs, les ultra-royalistes qui niaient ce que vous, citoyens (*l'orateur se tourne vers l'extrême gauche*), ce que vous, je n'oserais dire ultra-démocrates, me contestez à leur exemple. Convenez-en, les rôles ici sont tout à fait intervertis. (*Rires approbatifs. — Interruption.*)

Citoyens, je suis l'homme du progrès, moi aussi. (*Humeurs à gauche.*) Non seulement je suis l'homme du progrès, parce que je l'aime, mais parce que j'y ai travaillé à la sueur de mon front, comme ingénieur et comme étudiant, au moins depuis que j'ai atteint l'âge de raison.

Reconnaissez l'incontestable vérité des faits. S'il est vrai que la révolution de 1789 ait servi à quelque chose, s'il est vrai que le développement non seulement des institutions, mais des arts variés, multipliés, perfectionnés sous mille formes, par le bienfait des hommes ingénieux, ont produit de grands résultats sur notre industrie et sur notre agriculture ; s'il est vrai que tant d'efforts admirables aient porté leurs fruits, ces fruits bien évidemment doivent se traduire en bien-être, en bonheur pour l'ensemble des citoyens.

Est-ce que vous croyez, par hasard, que ce serait pour faire plaisir à notre

époque actuelle, et pour saluer en quelque sorte nos derniers temps, que la nature accorderait gratuitement, sans causes, et pour satisfaire son caprice, onze années de vie en plus à chaque citoyen français? Non; quand on arrive à de si grands résultats, ce n'est pas l'effet du hasard, c'est l'effet de causes générales, de causes puissantes qui ont agi avec constance en faveur de tout un peuple : c'est le bienfait d'une civilisation vivace et progressive.

Je me résume : il n'est pas vrai que la nation française soit une nation dont les classes laborieuses aient marché vers la misère : elles ont marché vers le bien-être et d'un pas à la fois énergique et rapide ; elles continueront de marcher dans la même route et suivant la même loi, parce que les mêmes intelligences existent encore au milieu de nous ; parce qu'il y a la même énergie dans les âmes et la même intelligence au milieu du peuple.

On a beau lui prêcher l'oisiveté, il s'en dégoûte ; il voit que cela conduit à la misère ; il reprendra son courage, son activité ; le succès récompensera ses efforts. Avec le retour de la confiance générale, j'ose espérer qu'avant peu de mois la société reprendra le cours primitif de toutes ses prospérités. (*Vive approbation.*)

Quand je tiens ce langage pour repousser la misère qui nous assiège, j'espère qu'on ne me soutiendra pas que je suis un réactionnaire. (*On rit.*) C'est ainsi que l'honorable M. Pierre Leroux qualifie les personnes qui combattent le décret, objet de tous ses amours, malgré les tristes résultats qu'il a produits.

Je l'avouerai, je suis un réactionnaire contre la souffrance de l'ouvrier, contre sa misère, contre sa pauvreté, contre les détestables effets de ce décret, dont on faisait si fort l'éloge, et qui n'a, je le répète, enfanté que des maux indéfinis.

Quant à la limitation de la journée de travail, si l'on veut fixer un maximum, il est évident qu'il faut que ce maximum soit égal au moins aux besoins les plus étendus, car, s'il est trop faible, vous ferez souffrir quelques industries capitales.

Tout le monde a regardé le maximum de douze heures comme convenable ; les manufacturiers ne demandent rien de plus ; les ouvriers, les bons ouvriers, les vrais ouvriers, c'est-à-dire les ouvriers qui travaillent, ces ouvriers-là trouvent que douze heures est une limite convenable à leurs forces ; ils sentent que, si l'on veut leur donner douze fois le prix d'une heure, se sera beaucoup plus avantageux pour eux, leurs femmes et leurs enfants que dix fois le prix d'une heure.

On avait bien essayé de dire aux ouvriers : Attendu qu'il s'est fait une révolution, il faut être plus exigeant ; et aux patrons : Il faut céder, payez plus cher pour moins d'heures de travail ; c'est la conquête industrielle des ouvriers des journées de février.

Quelle en a été la conséquence? Les ateliers se sont fermés ; on voulait que le travail fût payé d'une manière excessive ; il ne l'a plus été du tout ; la misère a payé la folie ; elle s'est fait sentir dans des proportions immenses, pour répondre à des prétentions déraisonnables, tyranniques, à des prétentions qu'un décret, celui du 2 mars, n'aurait jamais dû consacrer.

Ainsi, messieurs, je me rallierai à l'amendement qu'on a proposé pour fixer la journée à douze heures comme maximum.

Ce maximum, nous l'avions introduit, en janvier 1848, dans la loi sur le travail des enfants dans les manufactures (1); nous avions voulu qu'on ne pût pas faire travailler les adolescents de douze à quinze ans plus de douze heures. Si douze heures paraissaient une limite convenable, si elles paraissaient telles, non seulement à nous, mais aux hommes les plus humains, aux membres de la société de charité, si bienveillants pour la classe ouvrière; si cette limite, dis-je, nous paraissait bonne pour les adolescents et les femmes, nous ne pouvons pas la regarder comme excessive pour les ouvriers, et, pour moi, je suis décidé à voter en sa faveur.

(En descendant de la tribune, l'orateur reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.)

Le citoyen GAMBON. — Citoyens, je ne suis pas venu à la tribune pour porter la parole sur la discussion qui vous occupe en ce moment. Je suis venu tout simplement pour un fait personnel.

Hier, le citoyen Buffet a dit, en parlant du décret du 2 mars : « Je comprends qu'on l'ait signé, je ne comprends pas qu'on vienne le défendre aujourd'hui. »

Moi, je m'étonne que six mois après la révolution de février on vienne attaquer le décret du 2 mars. (*Interruption.*) J'ai protesté de ma place au nom d'un ami absent, au nom du citoyen Louis Blanc, qui, s'il était ici, serait venu à cette tribune pour défendre sa signature et justifier le décret qui vous est soumis en ce moment. Seulement, ce que je puis dire, et ce qui est ma conviction, c'est que, lorsqu'il a produit son décret, il a été mu par un sentiment d'équité et de justice, et par amour de l'humanité. Maintenant je laisse aux membres du Gouvernement provisoire qui siègent ici sur ces bancs, et notamment au citoyen Marrast, qui m'a interrompu hier, et qui m'a rappelé à l'ordre, le soin de venir nous dire ici si, lorsqu'il a signé le décret du 2 mars, il a eu l'intention de servir la cause de l'humanité, ou si, au contraire, il a voulu tromper le peuple en l'abusant.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est à M. Morin.

Le citoyen WOŁOWSKI. — Le citoyen Morin me la cède.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est à M. Wołowski.

Le citoyen WOŁOWSKI. — Citoyens Représentants, la proposition qui vous est soumise en ce moment a été présentée par moi; à ce titre, je crois devoir venir la défendre.

On a prétendu que l'abrogation du décret du 2 mars était une mesure contraire aux intérêts des travailleurs; on a, en quelque sorte, menacé ceux qui en étaient les auteurs d'encourir la réprobation des hommes qui sont sincèrement attachés au sort des ouvriers, qui désirent l'amélioration morale, intellectuelle et matérielle du sort de ceux qui souffrent.

En vérité, je me trouverais dans une bien étrange position si cette assertion était exacte; car, qu'il me soit permis de le dire, depuis le jour où j'ai pu tenir la plume ou manier la parole, je crois n'avoir jamais rien dit ou rien fait qui ne fût dans l'intérêt direct du sort des travailleurs; et c'est la

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1900, pages 46 et suivantes.

même pensée qui m'a encore inspiré, quand j'ai demandé l'abrogation du décret du 2 mars.

Mais il y a deux manières d'entendre les intérêts des ouvriers ; il y a aussi deux manières de se faire bien venir auprès d'eux. Il est des hommes qui aiment le peuple et qui ne craignent pas de lui dire la vérité, alors même que cette vérité peut paraître rude à entendre. Je me fais honneur d'appartenir à ceux-là. Il en est qui flattent le peuple, et jamais je ne serai dans leurs rangs. Je crois que si le poète a eu raison de dire dans le temps :

Détestables flatteurs, présent le plus funeste
Que puisse faire aux rois la colère céleste. (*Oh ! oh !*),

je crois que ces paroles peuvent s'appliquer encore aujourd'hui où le peuple est roi, et où, avec les bénéfices, il a hérité des dangers de la souveraineté.

La question soulevée par le décret du 2 mars est en réalité très grave, car elle pose le problème le plus important qu'il nous soit donné d'aborder aujourd'hui, le problème de savoir quelle doit être la forme républicaine du travail.

Il y a deux écoles, il y a deux principes qui sont en présence, il y a deux doctrines qui se rencontrent sur ce champ de bataille.

Les uns croient que la République demande, avant tout, des hommes nourris de fortes et vigoureuses maximes, des hommes qui soient prêts à gravir le rude sentier du labeur et du sacrifice. (*Chuchotements.*)

Les uns croient que la République, pour s'établir, a besoin avant tout de doctrines viriles et sévères... (*Bruit*) ; qu'elle a besoin d'hommes, je le répète, qui soient prêts à gravir l'âpre sentier du labeur et du sacrifice.

Les autres pensent qu'on peut moissonner immédiatement, même avant d'avoir semé, et ils agissent comme le sauvage dont parle Montesquieu, ils coupent l'arbre pour cueillir le fruit. (*Exclamations.*)

Certes, quand il est question de la durée du travail, ce n'est pas moi qui viendrais dire qu'une durée de dix ou de onze heures ne serait pas suffisante, ne serait pas peut-être trop grande, si nous ne prenions pour mesure que nos sympathies, que nos désirs. Nous devons tous tendre à ce but, que l'amélioration produite dans la rémunération du travail permette d'en abrégier la durée, et de développer l'intelligence de l'homme ; nous pouvons seulement différer sur les voies à prendre pour arriver à ce résultat.

Or, je le crains, le décret du 2 mars, loin d'accélérer la réalisation du résultat que je vous signale, pourrait nous en éloigner ; je crains que le décret du 2 mars ne raccourcisse le levier de l'émancipation populaire, qui est tout entier, suivant moi, dans l'énergie morale, dans l'énergie individuelle que vous tendez, sinon à effacer, du moins à ramollir.

Je n'accuse en aucune façon les intentions de ceux qui ont signé le décret du 2 mars ; je comprends à merveille les difficultés qu'ils rencontraient ; mais, qu'il me soit permis de le dire, le résultat de ce décret a été et ne pouvait être que funeste. Au lendemain d'une révolution, au lendemain d'un ébranlement énorme, produit dans tous les intérêts du pays et notamment dans les intérêts industriels, le grand problème, c'était de maintenir l'activité du travail, qui devait donner le pain, la vie, l'existence à la multitude des travailleurs.

Eh bien, au lieu de songer à maintenir cette activité, on lui a porté un coup funeste par une amélioration qui, en tout cas, serait prématurée, quand même elle serait acceptable en principe; ce n'était pas le moment de l'introduire. Nous réaliserons un jour ce bienfait sans que la loi limitative ait besoin d'intervenir.

Nous ne sommes pas de ceux qui croient que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. (*On rit.*) Nous croyons au contraire qu'il y a beaucoup à faire et que beaucoup sera fait, car nous avons conquis les instruments d'amélioration, et nous saurons nous en servir. Seulement, n'oublions pas que, pour recueillir, il faut attendre que la moisson mûrisse, et nous ne voulons pas recueillir avant le temps. Voici toute la différence.

Le principe du décret du 2 mars me paraît appeler des observations de plus d'une nature; il me paraît erroné en lui-même; il me paraît porter un coup funeste à l'industrie française, qui a des relations nécessaires avec l'industrie du reste du monde; il me paraît enfin aller contre le but que l'honorable M. Pierre Leroux a indiqué dans la séance d'hier, qui est de restituer à l'agriculture le plus grand nombre de bras possible, d'encourager, de développer la production agricole. Ce sont là les trois points que vous me permettrez de parcourir rapidement. (*Rumeurs à gauche.*)

J'ai dit, messieurs, que le principe qui avait dicté le décret du 2 mars me paraissait erroné. Et, en effet, la plus grande conquête de la Révolution a été ce droit de travailler que Turgot avait proclamé en 1776, et que la révolution de 1789 est venu sanctionner. Turgot avait compris que le moyen le plus certain de venir en aide à ceux qui souffrent, c'était de donner à leur énergie, à leur spontanéité le plus grand développement possible, et qu'on ne pourrait le faire que par la liberté. Le décret de 1776 contenait ce principe, la révolution l'a consacré; le droit de travailler a été conquis, et j'espère que la révolution de 1848 ne viendra pas effacer cette grande conquête de la première révolution.

Le principe qui a dicté les dispositions du décret du 2 mars remonte tout au contraire aux dogmes enseignés sous l'ancien régime, que le travail était de droit domanial et royal; que l'autorité pouvait le dispenser; qu'elle pouvait le mesurer à son gré; qu'il était une concession de l'autorité publique : c'est là le dogme que je combats. Le Gouvernement n'est que l'expression de la société elle-même, et le droit de travailler appartient à l'individu sans qu'il lui soit mesuré par l'autorité supérieure. L'idée qui a dicté le décret du 2 mars est, je le répète, l'idée qui reposait dans le dogme du droit domanial et royal, en vertu duquel on travaillait en France avant la Révolution.

Si nous consacrons le principe qui a dicté les dispositions du décret du 2 mars, nous ferions un pas rétrograde. En effet, je comprends à merveille qu'alors qu'on passe de l'esclavage à la liberté, pour mesurer la transition, on détermine un certain nombre d'heures de travail pour les nouveaux affranchis; mais alors qu'on a déjà conquis la liberté, revenir à de pareilles dispositions, fouiller dans le code de la servitude pour en faire la loi des hommes libres, voilà ce que je ne peux pas comprendre, voilà ce que je ne pourrai jamais adopter. Je ne puis pas l'adopter, parce qu'il me semble que le principe essentiel de toute production, c'est l'énergie morale, la dignité

personnelle. Je ne suis pas de ceux qui croient que les hommes sont faits pour les produits : les produits sont faits pour les hommes, et l'homme, le producteur, doit être le pivot de toutes dispositions qui concernent le travail.

Eh bien, vous affaiblissez cette énergie morale de l'homme; vous le faites descendre de ce degré de dignité personnelle à laquelle l'avait porté la grande Révolution, si vous prétendez lui appliquer un régime qui n'est bon que pour des esclaves ou pour des mineurs, comme l'a dit hier M. Pierre Leroux, car l'honorable représentant croit que les ouvriers sont dans un état perpétuel de minorité. Je ne veux pas qu'ils soient des esclaves ni des mineurs; et afin qu'ils deviennent réellement libres, je commence par les traiter en hommes libres : c'est la voie la plus directe pour arriver à ce que la liberté soit un fait praticable, et non pas une simple inscription dans nos Codes.

On disait il y a quelque temps qu'il fallait allonger la durée du travail, parce que le travail était un frein. C'est là une maxime impie, odieuse, que je m'empresse de rejeter.

Non, le travail n'est pas un frein; le frein, pour l'homme, est dans son intelligence, dans sa moralité, dans sa dignité; mais c'est parce que l'intelligence, la moralité, la dignité demandent avant tout la liberté, que je défends le principe de la liberté tel qu'il a été conquis par la Révolution.

Il y a aussi une considération essentielle qui me paraît avoir été omise aussi bien par l'honorable M. Pierre Leroux que par M. Charles Dupin.

Le salaire, la rémunération du travail ne tombe pas du ciel; le salaire découle des bras du travailleur; il est une part dans le produit, et si l'on veut sérieusement améliorer le sort du plus grand nombre, la question dont on doit s'occuper d'abord, c'est de ne pas diminuer la production. Il faut au contraire accroître la production, la développer, et en même temps s'occuper de la question de la répartition qui deviendra meilleure alors que tous les principes des droits du travailleur auront passé dans nos Codes; mais ces principes sont étrangers aux idées qui ont dicté le décret du 2 mars.

Moi aussi je crois, avec M. Pierre Leroux, que nous marchons vers un état de choses différent de celui que nous avons devant les yeux aujourd'hui; moi aussi je crois que le salaire n'est pas la dernière expression de la rémunération du travail, et que nous nous dirigeons de plus en plus dans les voies de l'association, mais l'association libre, volontaire. Cette association que j'appelle de tous mes vœux, nous ne pouvons pas la décréter; il faut savoir la conquérir; elle est avant tout une idée, un sentiment; il faut que l'intelligence et la dignité humaine y président, et c'est pour cela que nous devons bien nous garder de toute mesure qui pourrait aller à l'encontre du développement de la dignité humaine.

Je disais, tout à l'heure, que M. Pierre Leroux demandait avec raison que l'on suscitât davantage la production agricole, que là se rencontrait un des moyens les plus sûrs pour la solution heureuse des questions qui nous tourmentent en ce moment. Je lui demanderai si la limitation des heures de travail, prononcée pour les ouvriers des fabriques, alors que les ouvriers du plus grand atelier, de l'atelier agricole, n'entendraient parler de rien de semblable, si cette limitation serait un bon moyen pour arriver au résultat, qu'il signale avec raison comme étant désirable. Si, par malheur, les ouvriers de

l'agriculture ne travaillaient que dix heures par jour, je craindrais fort que la France entière ne fût bientôt affamée. Comment voulez-vous que le paysan, c'est-à-dire l'homme du pays par excellence, celui qui le nourrit et qui le défend, lui qui est attaché à un dur labeur, quelquefois de quatorze, de quinze, de seize heures par jour, n'émigre pas vers les villes, si vous limitez d'une manière étroite le nombre d'heures du travail dans les manufactures, tandis que vous conservez dans toute sa dureté le travail de l'ouvrier agricole ? Ceci est tout à fait impossible.

Je crois que toute amélioration sérieuse pour les classes ouvrières, pour le sort de ceux qui travaillent, doit commencer par la base et non par le faite ; je crois que la base de toute industrie, c'est l'industrie agricole, et que si vous améliorez la vie des travailleurs de la campagne, si vous retenez dans les campagnes un plus grand nombre de travailleurs, si vous les empêchez de se porter dans les villes pour se faire concurrence, alors vous aurez résolu à la fois les deux problèmes : vous aurez fait quelque chose de grand, d'utile pour le pays, par le développement de l'industrie agricole, et vous aurez empêché que les villes ne regorgent d'ouvriers qui viennent se disputer un mince salaire. Ainsi, dans l'intérêt des ouvriers agricoles, dont M. Pierre Leroux s'est préoccupé avec raison, je crois que la mesure du décret du 2 mars serait une mesure injuste, parce qu'elle est inégale, et qu'avant tout, nous sommes dans le pays de l'égalité et qu'une mesure qui ne s'applique qu'à un petit nombre, qui ne s'applique pas à la grande masse des travailleurs, ne peut pas subsister devant un examen attentif.

J'ai dit encore que la concurrence des pays étrangers ne nous permettait pas d'entrer dans la voie que le décret du 2 mars a ouverte ; et, en effet, nos exportations entrent pour une forte part dans le placement des produits de nos manufactures ; si les autres pays ne faisaient pas ce que nous faisons nous-mêmes, nous nous condamnerions à un état d'infériorité inévitable, nous renoncerions au marché étranger, nous travaillerions uniquement au profit de l'Angleterre. Or c'est ce que je ne veux pas.

On pourrait dire : Mais que vous inquiétez-vous des marchés étrangers ? Nous pouvons, au moyen de nos lignes de douanes, nous renfermer chez nous, et alors donner à nos ouvriers la rémunération qu'il nous plaira de fixer.

Ceci est impossible en fait, et, heureusement, ceci est impossible en droit. En effet, c'est une loi divine qui fait qu'un peuple ne peut se retirer dans son égoïsme, et qu'il ne peut pas abandonner à la souffrance d'autres peuples qui travailleraient dans des conditions plus défavorables ; il ne peut pas permettre que l'esclavage de la misère, de la faim pèse sur d'autres peuples. L'initiation du progrès, que la constitution assigne à la France comme devant être sa mission, cette initiation lui appartiendra aussi en ce qui concerne le sort des populations industrielles comme sous tous les autres rapports.

S'il y a des esclaves que nous émancipons, et nous faisons bien, car il n'y a pas de plus grand crime que celui qui consiste à livrer un homme comme l'esclave d'un autre homme, comme étant la propriété d'un autre homme ; et nous ne saurions trop nous hâter de rejeter un pareil crime ; il y a des esclaves de la misère, de la faim, auxquels nous devons tendre la main. Et, si en d'autres

pays les conditions du travail sont différentes, il faut que peu à peu la France parvienne à relever les conditions du travail dans toutes les contrées du monde. C'est ainsi que, se reliant au sort des autres nations par les lois de la concurrence, auxquelles elle ne peut pas échapper, elle doit avoir toujours les yeux fixés sur les autres États, et ne pas uniquement se renfermer dans la considération des faits qui se passent dans l'intérieur de son territoire.

Je termine par une dernière considération :

Je disais tout à l'heure que le principe d'égalité doit dominer dans toutes les dispositions de nos lois. Or c'est ce principe d'égalité qui me semble violé sous tous les rapports par le décret du 2 mars.

En effet, nous rencontrons d'abord une inégalité choquante : la durée du travail est fixée à dix heures à Paris et à onze heures dans les départements.

Pourquoi cette différence ? Je ne comprends pas trop par quoi elle pourrait se justifier.

Mais il y a quelque chose de plus curieux encore ; le décret du 2 mars, s'il est pris isolément, n'a pas d'existence légale : car il n'a aucune espèce de sanction.

Il y a un décret postérieur : le décret du 4 avril, qui donne une sanction (1) aux dispositions qui sont contenues dans le décret du 2 mars, mais uniquement en ce qui concerne les ouvriers de Paris, et il ne prononce aucune espèce de sanction en ce qui concerne les ouvriers des départements. Il faut donc que l'on vienne encore expliquer cette inégalité nouvelle, et qu'on justifie des mesures qui ne s'appliquent qu'à un seul point du territoire, aux ouvriers de Paris, et nullement aux ouvriers du reste de la France.

Ces ouvriers du reste de la France, si les renseignements qui me sont parvenus de nombreuses contrées industrielles sont exacts, et j'ai tout lieu d'y ajouter une foi entière, ils sont loin de demander l'exécution du décret du 2 mars !

Les ouvriers de la Normandie, les ouvriers de l'Alsace reconnaissent parfaitement qu'une durée de douze heures de travail n'est pas une durée trop longue pour eux ; et ils sont en voie d'arrangement avec les fabricants pour travailler pendant douze heures, si la loi n'y apporte pas d'obstacles.

M. Pierre Leroux a bien voulu, à la fin de son discours, qui n'a pas été prononcé ici, mais que nous avons eu le plaisir de lire au *Moniteur* ce matin, m'accuser d'inconséquence parce que tout en proposant l'abrogation du décret du 2 mars, j'avais en même temps fait une autre proposition qui détermine un maximum de durée de travail pour les enfants et pour les femmes (2) ; ce reproche, je m'en glorifie en quelque sorte, parce qu'il prouve que j'ai essayé de concilier en cette matière délicate les droits du travail avec les inspirations de l'humanité et avec les conseils de la politique.

J'ai voulu que le législateur intervînt là où il a le droit d'intervenir, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'incapables, lorsqu'il s'agit d'enfants, lorsqu'il s'agit de femmes ; et la femme dans la société actuelle, quoi qu'on en ait dit, la femme se trouve encore, dans la réalité, dans la position que lui assignait l'esprit de la législation romaine ; elle est en quelque sorte la fille aînée du mari, elle est dans sa sujétion. Eh bien, le législateur doit prendre en main

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1900, page 547.

(2) *Ibidem*, page 547.

la protection de ceux qui sont sous la sujétion d'autrui; il doit empêcher qu'on puisse leur imposer un travail trop long, en ce qui concerne les femmes en particulier. Qu'il me soit permis de le dire, je crois que le progrès de la civilisation se mesure par le degré d'attention qu'on accorde à la condition des femmes.

Je ne veux pas empiéter sur la discussion à laquelle donnera lieu la fixation du travail des enfants et des femmes, mais je dis que j'accepte avec bonheur le reproche que M. Pierre Leroux m'a adressé, et je regarde ce reproche comme la justification de la proposition que j'ai faite.

Car la proposition de limiter le travail des femmes et des enfants à douze heures tend aussi à limiter le travail des ouvriers adultes dans les manufactures où il y a un moteur commun, qui imprime le mouvement; elle tend à réaliser ce qu'il y a de vrai, de raisonnable dans le désir de ceux qui veulent que les grandes manufactures ne travaillent pas au delà de douze heures. La limitation du travail des enfants et des femmes vous conduira à la limitation du travail des adultes, et en même temps nous respecterons le principe fondamental de la liberté du travail, qui est le seul principe qui puisse être d'accord avec la dignité humaine.

Quant aux autres considérations dans lesquelles l'honorable M. Pierre Leroux est entré, je ne le suivrai pas sur ce terrain; il me faudrait autant de temps pour lui répondre qu'il en a mis à les développer, et je crois que l'Assemblée ne serait peut-être pas disposée à me le permettre (*Non! non!*); mais qu'il me soit permis de citer un seul chiffre que je crois très significatif.

M. Pierre Leroux vous a dit que la condition des travailleurs avait empiré en France. M. Dupin est déjà entré dans des développements assez complets à cet égard pour réfuter l'erreur commise par l'honorable orateur auquel je réponds dans ce moment. Mais il y a un chiffre que l'honorable M. Dupin n'a pas compris dans ceux qu'il a communiqués à l'Assemblée, et qui me paraît donner la démonstration la plus complète et la plus éclatante de cette vérité : que la situation des ouvriers, bien qu'elle soit loin d'être parvenue à ce point que nous désirons tous lui voir atteindre, s'est déjà singulièrement améliorée, si on la compare à la situation des travailleurs de notre pays dans le siècle dernier.

La production agricole peut servir de mesure infaillible à la situation de tous les habitants d'un pays, parce que, si l'on peut tout acheter avec de l'argent, il est une seule chose qu'on ne peut pas acquérir, c'est un second estomac; et si la production agricole s'accroît, si la production des céréales s'accroît dans une proportion beaucoup plus grande que ne s'est accrue la population, il faut nécessairement que l'alimentation de ceux qui manquaient des premiers moyens d'existence se soit améliorée.

Or voici, à cet égard, les chiffres donnés par M. Moreau de Jonnès, que M. Pierre Leroux a cité hier à cette tribune.

En 1700, la production des céréales de la France tout entière était de 92 millions d'hectolitres, c'est-à-dire 472 litres par habitant. Cette production a été, en 1760, de 94 millions d'hectolitres, c'est-à-dire de 450 litres par habitant; en 1788, de 115 millions d'hectolitres, c'est-à-dire de 484 litres par

habitant; en 1813, de 132 millions d'hectolitres, c'est-à-dire de 441 litres par habitant, et, en 1840, elle s'est élevée à 182 millions d'hectolitres, c'est-à-dire à 541 litres par habitant.

Mais la progression est encore bien plus remarquable et bien plus considérable en ce qui concerne le froment, le froment qui permet de réaliser ce principe fondamental d'égalité qui doit commencer au pain que chacun consomme.

En 1700, la France produisait 30 millions d'hectolitres de froment, c'est-à-dire 150 litres par tête d'habitant; en 1760, 31 millions d'hectolitres, c'est-à-dire 150 litres par tête; en 1784, 40 millions d'hectolitres, c'est-à-dire 167 litres par tête; en 1813, 51 millions d'hectolitres, c'est-à-dire 171 litres par tête; en 1840, 79 millions, c'est-à-dire 208 litres par tête, et, en 1848, nous approchons de 80 millions, 240 litres par tête.

Ainsi, depuis cent cinquante ans, nous avons presque doublé la quantité de froment qui est afférente à chaque membre de cette grande famille française dont nous voulons tous voir l'amélioration.

C'est là le fait saillant et concluant que je voulais citer avant de descendre de cette tribune.

Le citoyen SENARD, *Ministre de l'intérieur*. — Citoyens Représentants, la question qui vous est soumise en ce moment est trop grave, elle touche de trop près aux intérêts les plus vifs de la société pour que le Gouvernement puisse demeurer muet, et ne vienne pas vous apporter l'expression de l'opinion à laquelle il s'est arrêté.

Cette tâche, messieurs, devait être remplie par notre cher et honorable collègue le *Ministre de l'agriculture et du commerce*. Je regrette doublement qu'il ne puisse pas s'en acquitter, d'abord parce que des études approfondies lui auraient permis d'apporter à cette discussion des lumières dont elle demeurerait privée, et aussi parce que c'est une indisposition douloureuse qui, depuis plusieurs jours, le tient éloigné de nos travaux.

Je circonscris beaucoup, messieurs, le cercle dans lequel les orateurs jusqu'alors entendus ont produit leurs observations, et je me contenterai de vous expliquer pourquoi le Gouvernement n'admet ni dans son texte absolu le décret du 2 mars 1848, ni dans sa formule également absolue la proposition d'abrogation du citoyen Wolowski.

Il y a, Messieurs, une pensée qui, pendant les dix-huit années qui viennent de s'écouler, avait toujours la puissance de rallier toute les nuances de l'opposition; c'est le sentiment des souffrances populaires. (*Mouvement d'approbation.*) Là s'effaçaient toutes les discussions que les opinions diverses engageaient entre elles sur les théories ou sur les formes gouvernementales; là nous savions que le but vers lequel nous marchions tous était le même: améliorer la condition des masses, développer chez elles la moralité et le bien-être; venir en aide de tous nos efforts à ceux qui s'épuisaient dans le travail et dans la souffrance; tel était notre vœu, telle était notre commune pensée. (*Très bien!*)

Aussitôt après la Révolution, le Gouvernement provisoire dut s'engager dans cette voie, et, dès les premiers jours de son existence, il promulgua le décret du 2 mars 1848, décret dicté par la volonté de diminuer ces excès de fatigue

auxquels, par la nécessité de vivre, l'ouvrier pauvre était trop souvent condamné.

Un premier décret réduisit la journée de travail, pour Paris, à dix heures, pour les départements à onze heures. Un second décret, vous le savez, prononça une sanction pénale : des amendes d'abord, et, après deux récidives, l'emprisonnement contre les patrons qui, à Paris seulement, auraient excédé la limite déterminée par le décret du 2 mars.

Ces dispositions devaient rencontrer, et rencontrèrent en effet des difficultés et des résistances considérables dans la pratique.

L'expérience ne tarda pas à prouver qu'en pareille matière les règles absolues sont dangereuses, et que, pour avoir voulu défendre l'ouvrier de l'excès de labeur qui lui était imposé, on avait rendu difficile, et souvent impossible, le contrat à intervenir entre lui et le patron. De là des réclamations nombreuses élevées dans toute la France, et surtout dans les départements manufacturiers; de là des grèves dans des circonstances où le travail n'aurait pas manqué absolument, des grèves dues aux discussions suscitées par le décret lui-même, sur les conditions du salaire, eu égard à la durée du travail. (*C'est vrai!*)

Toutes choses en ce monde sont sujettes à la loi d'action et de réaction. On avait au mois de mars dépassé la limite; on se jette aujourd'hui, je le crois, dans l'excès contraire. En regard des décrets qui interdisaient à peine d'amende et de prison toute convention en dehors des termes qu'ils avaient fixés, on vient aujourd'hui vous proposer une abrogation pure et simple, et on vous demande, au nom de la liberté des contrats, de rétablir la faculté absolue pour le patron et pour l'ouvrier de régler comme ils l'entendraient la journée du travail. Des raisons très sérieuses, je l'avoue, viennent d'être déduites en faveur de cette théorie, par l'honorable auteur de la proposition, M. Wolowski, raisons prises dans la constitution intérieure de l'industrie, et dans la nécessité de soutenir la concurrence à l'extérieur.

Mais permettez-moi de vous le dire, messieurs, au-dessus de toutes ces raisons dictées par les intérêts industriels, soit au dedans, soit au dehors, il y a une raison plus puissante et qui doit les dominer toutes : l'intérêt de l'humanité. (*Très bien!*)

Ne nous laissons pas abuser en cette matière par les mots de liberté du contrat. Sommes-nous bien sûrs qu'il intervienne un contrat libre entre l'homme qui offre le travail à des conditions qu'il détermine, et celui qui, s'il ne se soumet pas à ces conditions, ne voit devant lui, pour lui et pour sa famille, que l'impossibilité de vivre, que le manque du nécessaire? (*Très bien! très bien!*)

Nous devons tous réfléchir, en cette matière grave, que, s'il y a un péril réel à intervenir avec des règles absolues, que, s'il y a un péril réel à apporter l'amende et la prison comme la sanction d'une certaine nature de conventions que le législateur imposerait sans rien examiner des circonstances au milieu desquelles elles peuvent se former, il y aurait un péril non moindre, un péril beaucoup plus grand peut-être, à laisser la durée du travail de chaque jour à la discrétion de conditions, libres en apparence, mais qui, je le répète, se forment trop souvent sous l'empire d'une nécessité fatale qui pèse sur un des contractants. (*Nouvelle approbation.*)

C'est là, messieurs, qu'à côté du respect pour les conventions industrielles, les Gouvernements doivent placer le respect pour les droits de l'humanité.

N'intervenons pas dans le contrat pour en dicter les conditions commerciales, mais veillons à ce qu'il ne se fasse jamais qu'avec des conditions humaines.

Voilà comment nous comprenons notre devoir, et l'état des faits que nous avons sous les yeux ne peut pas nous permettre d'hésiter à l'accomplir.

Messieurs, j'ai passé ma vie au milieu des populations ouvrières, et je sais les maux que peut entraîner à sa suite le développement des plus belles, des plus magnifiques industries. La France, il le faut bien dire, est à peine à la fin de sa seconde génération industrielle. Eh bien, que ceux de vous qui appartiennent à des contrées où l'ouvrier travaille chez lui et dans des conditions à peu près convenables, que ceux-là viennent dans nos pays manufacturiers; qu'ils interrogent et qu'ils s'éclaircissent par leurs propres yeux; ils verront une population enfermée dans des ateliers qui, malgré toutes les précautions que, depuis quelques années, l'humanité a conseillées, restent encore bien insalubres; car trop souvent l'industrie défend, dans l'intérêt de la matière, d'y laisser pénétrer l'air qui serait nécessaire à la vie des hommes qui s'y trouvent. (*Très bien! très bien!*)

Il n'y a pas là, messieurs, d'inhumanité, il n'y a pas de reproches à adresser à nos industriels. Ce que je vous signale est la conséquence inévitable d'une certaine nature de travaux; mais quand des populations ouvrières sont enfermées pendant de longues heures dans des conditions d'existence que je viens de vous signaler, il arrive nécessairement que la santé souffre, que l'homme s'épuise et que dès la seconde génération industrielle, la race humaine subit, et son seul aspect le révèle, les conséquences immédiates de la vie à laquelle les pères et mères ont été condamnés. (*C'est vrai! — Agitation.*)

J'ai vu, Messieurs, et plus d'une fois, dans le département de la Seine-Inférieure, la loi sur le recrutement nous apporter de terribles avertissements.

Plus d'une fois, dans les cantons où la nature a fait à l'homme les meilleures conditions possibles d'existence, nous avons vu une population tellement épuisée qu'il ne s'y trouvait pas assez d'hommes ayant la taille et les conditions voulues pour satisfaire au contingent. (*Mouvement prolongé.*)

Un Gouvernement qui voit de tels faits se produire manquerait au premier de ses devoirs, s'il restait inactif, et si son respect pour les contrats et pour la liberté de l'industrie le conduisait à laisser la concurrence s'exercer ainsi sans aucune espèce de limite aux dépens de l'humanité elle-même. (*Appro- bation sur plusieurs bancs.*)

Il faut qu'un Gouvernement qui a étudié de tels maux emploie toutes ses forces à y rechercher des remèdes. (*Très bien!*)

Les remèdes, sans doute, ne se peuvent pas improviser en un jour, et ce n'est pas en prétendant changer l'organisation de la société, en apportant des théories dont le moindre inconvénient est d'être complètement irréalisables, qu'on sortira de l'état fâcheux où nous nous trouvons.

Mais cependant il faut agir : il faut entrer résolument dans la voie des

améliorations, et faire, dans les limites du possible, tout ce qui peut rendre plus supportable la condition de l'ouvrier. (*Très bien.*)

Parmi les mesures proposées comme tendant à ces améliorations, nous avons pensé qu'il y avait lieu d'admettre celle qui détermine une limite à la durée du travail. (*Très bien !*)

Si beaucoup de nos industries condamnent l'ouvrier à vivre dans des conditions mauvaises, qu'au moins l'atelier ne le garde plus quinze, seize, dix-huit heures, et qu'il cesse d'ajouter aux travaux du jour les longues heures de la veillée; qu'au moins il ne puisse plus se laisser entraîner, par le dévouement à sa famille, jusqu'au delà des limites de ses forces physiques.

Renfermer le travail dans des limites convenables, c'est déjà un résultat important en présence des maux auxquels concourt souvent l'excès de fatigue. Mais où sera maintenant la conciliation de ce qu'exige la liberté de l'industrie et de ce que réclame l'humanité?

Un de nos honorables collègues a déposé un amendement que nous avons examiné en conseil des Ministres, et qui nous a paru devoir au moins, en termes généraux, conduire à une bonne solution du problème; c'est l'amendement de M. Alcan.

Nous venons, messieurs, donner une complète adhésion au système qu'il formule. Car le maximum qu'il vous propose de fixer à la journée de travail est celui auquel nos propres études nous ont amené, et M. Alcan vous le propose avec des conditions qui nous ont paru satisfaire à toutes les nécessités. (*Mouvement.*)

Tous les préfets ont été interrogés par les soins du Ministre du commerce sur la question de la fixation de la journée de travail à douze heures.

Cinquante-huit ont répondu; six ont été d'un avis contraire à la fixation, cinquante-deux l'ont appuyée, en se fondant sur les renseignements pris auprès de toutes les personnes pouvant les éclairer sur les besoins du commerce et sur la position des ouvriers.

Mais la fixation de la journée à douze heures doit-elle être absolue? Oui, comme maximum, ce sera la règle générale: ce sera la limite à laquelle on devra s'arrêter. Mais on s'arrêtera au-dessous quand la nature de l'industrie et les usages auront fixé une durée moindre.

Ainsi à Paris, un usage constant, et qui remonte à de longues années, limite, pour les industriels du bâtiment et des bronzes, la durée de la journée à dix heures et à onze heures. Cet usage sera respecté. Mais les industries qui auraient des usages contraires, verront la journée se réduire à une durée de douze heures. Là est le terme fixé par l'auteur de l'amendement: nous nous sommes complètement ralliés à cette fixation. (*Mouvement d'approbation.*)

Une voix. Et l'agriculture?

Le citoyen MINISTRE. — Vous m'interrogez sur l'agriculture, j'y arrive, Messieurs, par la déduction naturelle des idées que je vous prie de me permettre de vous exposer.

Nous n'aurions pas donné une solution complète à la question, si nous nous étions arrêtés à un maximum qui ne pût, dans aucun cas, être dépassé; et tout de suite, en effet, à notre pensée se présentait l'inconvénient le plus grave, l'objection la plus sérieuse qui ait été élevée contre le décret du

2 mars; c'est qu'il y a des industries, c'est qu'il y a même des saisons qui ne permettent pas une limitation absolue. (*C'est vrai!*) L'industrie des métaux, par exemple, exige souvent la présence de l'ouvrier pendant quinze, seize et dix-sept heures, et il faut bien arriver, pour ce cas, à une exception.

Et de même, messieurs, l'agriculture, dont on parlait, l'agriculture demande, dans certaines saisons, que l'homme se hâte, que l'homme puisse donner tout le temps qui est nécessaire à l'exécution des travaux au prix desquels la terre deviendra productive.

Il est donc de toute évidence que le maximum de la durée du jour de travail ne peut pas être appliqué là.

C'est ainsi, messieurs, que nous avons compris l'amendement auquel nous avons cru devoir nous rallier, et j'ajoute que nous y avons trouvé une pensée heureuse quant à l'admission des exceptions qu'il a réservées. C'est celle qui, au lieu de les laisser déterminer, moyennant un prix supplémentaire, par cette périlleuse liberté du contrat, qui irait jusqu'à compromettre l'humanité même, fait intervenir une autorité qui juge, ou par voie de règlement, ou par voie de décision spéciale, la convenance de l'exception. (*Très bien!*)

Ainsi, les exigences de la nature de l'industrie ou de circonstances accidentelles sont réservées, et seulement, ou le maire, ou le conseil des prud'hommes, s'interposera entre le patron et l'ouvrier, pour faire exception au décret, et pour régler les conditions qui peuvent être admises avec avantage pour l'industrie, et sans dommage pour l'humanité.

Voilà, messieurs, la pensée à laquelle le Gouvernement s'est rallié. (*Très bien!*) Nous l'avons trouvée bien indiquée dans quelques lignes déposées par notre honorable collègue M. Alcan.

« La journée de travail, pour tout le territoire de la République, restera fixée, pour les différents états, au nombre d'heures qui la composaient avant la révolution de février, sans pouvoir toutefois dépasser douze heures de travail effectif. »

Une voix. Et Paris?

Le citoyen MINISTRE. Il n'y a plus ici aucune distinction à faire entre Paris et les départements, puisque les usages spéciaux sont partout consacrés, pourvu qu'ils n'excèdent pas la durée de travail, limitée à un maximum de douze heures. (*C'est vrai!*)

Je reprends, messieurs, la proposition de M. Alcan.

« Lorsque la nature de l'industrie ou des circonstances accidentelles nécessiteront une prolongation de travail, elle pourra être autorisée par les administrations locales, et sera toujours payée comme travail supplémentaire. » (*Mouvement prolongé.*)

Plusieurs voix. Il ne s'agit pas encore des amendements.

Le citoyen MINISTRE. Ne vous méprenez pas, messieurs, sur mon intention. Je ne vous ai pas lu l'amendement de M. Alcan pour en discuter et vous en faire approuver les termes. Outre que la discussion n'est pas ouverte encore sur ce point, je sais que la proposition est sous-amendée, et que son auteur lui-même l'a modifiée notablement, mais j'en ai mis le texte sous vos yeux, uniquement pour vous montrer la pensée générale à laquelle le Gouverne-

ment entend se rattacher, et qui se trouve indiquée dans l'amendement de M. Alcan.

Il appartiendra à une discussion ultérieure d'améliorer et de compléter cette pensée, et de la produire de manière à éviter les objections de délai qui peuvent l'atteindre dans l'état où elle est présentée aujourd'hui.

Quant à présent, je résume l'opinion du Gouvernement sur la question dans les termes que voici : Respecter les droits de l'industrie et la liberté des conventions; mais fixer, dans un intérêt d'humanité, une limite au delà de laquelle le travail ne puisse pas être étendu, admettre dans des circonstances exceptionnelles que cette limite puisse se trouver dépassée sous la garantie d'une autorité s'interposant entre le patron et l'ouvrier, et sous la condition d'une rétribution spéciale pour tout le temps qui excéderait le temps de travail déterminé par la loi. (*Très bien!*)

Voilà les idées générales que le Gouvernement apporte dans la discussion; voilà la pensée à laquelle il entend se rallier. Nous examinerons dans la discussion des articles, les amendements et sous-amendements qui nous paraîtront définitivement le mieux la formuler. (*Très bien!*)

Le citoyen LÉON FAUCHER. Je ne m'attendais pas à rencontrer M. le Ministre de l'intérieur sur le même terrain que M. Pierre Leroux. (*Exclamations.*)

Quelques voix à droite Oui! oui!

Le citoyen SENARD, *Ministre de l'intérieur, de sa place*. Vous me trouverez toujours sur le même terrain que les hommes qui apportent ici des pensées utiles, qui sont dans l'intérêt de ceux qui souffrent. Quant aux théories, je ne les accepte pas complètement, mais je ne les abdique pas non plus au point de repousser quelque chose d'utile et de vrai.

Le citoyen LÉON FAUCHER. Nous avons tous ici la même pensée qui préoccupe M. le Ministre de l'intérieur; nous sommes touchés au même degré des souffrances des classes laborieuses; nous ne différons que sur les moyens de porter remède à ces souffrances. M. Pierre Leroux est entré dans un système complètement restrictif de la liberté humaine; M. le Ministre diminue la restriction, mais il l'admet dans d'autres limites. (*Applaudissements à droite.*)

J'ai donc raison de dire qu'il se place sur le même terrain. (*Oui! oui!*) Et ici, messieurs, qu'on me permette de le dire : il y a sans doute un esprit de conciliation louable dans la tentative que vient de faire à cette tribune l'honorable M. Senard; mais, si je comprends la conciliation entre les personnes, je ne la comprends pas entre les principes. Je ne sais pas, quant à moi, ce que c'est que le juste milieu entre l'ordre et le désordre, entre l'erreur et la vérité. (*Très bien!*) Ce juste milieu-là, ce n'est pas du gouvernement, c'est un système d'administration romantique (*Très bien! très bien! — Rumeurs à l'extrême gauche*) en dehors des principes et des faits.

On nous dit : la limite posée par le Gouvernement provisoire, la limite de dix heures pour Paris et de onze heures pour les départements était trop absolue; nous la reculons, nous l'étendons; nous la portons partout à douze heures. Maintenant, je le demande, de quel droit plutôt douze heures que onze et que dix? Qui a donné à M. le Ministre de l'intérieur, qui a donné à qui que ce soit dans cette enceinte le droit de dire que les forces de l'homme,

que ses intérêts comporteront douze heures de travail plutôt que onze et plutôt que treize? (*Rumeurs et exclamations à l'extrême gauche.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. Ne prolongez pas la discussion par des exclamations et des murmures.

Voix nombreuses. Parlez! parlez!

Le citoyen LÉON FAUCHER. Dès que vous essayez de poser la limite, vous rencontrez l'arbitraire. La limite est sans base. Il n'y a ici de bornes naturelles que le droit, la vigueur et l'activité de chacun, c'est-à-dire la liberté. (*Très bien! très bien!*)

Quand vous essayez de déterminer la durée du travail, savez-vous ce que vous faites? Vous vous placez dans la nécessité de déterminer, et jusqu'à un certain point de fournir le salaire; car s'il arrive, et cela arriverait infailliblement, que le salaire ne suffise pas à l'ouvrier dont vous aurez restreint les facultés, à qui vous aurez dit : « Tu travailleras douze heures et pas davantage », alors vous aurez contracté l'obligation de lui donner le supplément nécessaire pour subvenir à son entretien et à celui de sa famille. Décréter une limite à la journée de travail, c'est décréter en même temps le taux des salaires, c'est décréter une base fixe au salaire, c'est contracter l'obligation de payer, de deniers de l'État, le supplément à ce salaire qui sera requis par les besoins de l'ouvrier. (*Rumeurs diverses.*) C'est faire autre chose encore; c'est demander, c'est embrasser l'impossible.

En effet, vous parviendrez peut-être, à l'aide d'une armée d'inspecteurs, à limiter la journée du travail dans les grandes manufactures; mais je vous défie de faire observer une limite, quelle qu'elle soit, hors de ces lieux en quelque sorte publics.

Je vous défie d'interdire à l'homme qui travaille chez lui ou dans un petit atelier de prolonger sa journée au delà du terme que vous aurez assigné. (*Mouvements divers.*)

Plusieurs voix. Il n'est pas question de cela.

Le citoyen LÉON FAUCHER. La limitation, messieurs, tout le monde le reconnaîtra, ne serait possible qu'à la condition d'être équitable, et elle ne serait équitable qu'à la condition d'être universelle. Il est clair que si vous restreignez la durée du travail dans une industrie, sans la restreindre en même temps et au même degré dans les autres, vous commettez une injustice. Vous ne voulez pas le faire, et j'ajoute que vous ne le pouvez pas.

Eh bien, messieurs, c'est là que vous allez vous briser contre la réalité; vous ne pouvez pas, je le répète, interdire à l'ouvrier de travailler le nombre d'heures qu'il lui plaît, quand il n'est pas placé sous la surveillance de ses concitoyens. Et savez-vous ce que vous feriez en le tentant? Vous donneriez une prime à telle industrie sur telle autre, vous intéresseriez l'ouvrier à émigrer des grandes manufactures pour se livrer au travail domestique; vous réglementeriez l'industrie centralisée en laissant libre l'industrie parcellaire.

Puisqu'on parle, et l'on a raison de parler d'humanité, je vous prie de remarquer ceci : il n'y a pas de travail qui ait une plus longue durée, il n'y a pas de travail plus pénible que celui qui s'accomplit dans la solitude du foyer domestique; c'est là que l'on prolonge les veilles et que l'on devance le jour. Sachez, messieurs, que l'ouvrier le plus maltraité, celui dont la santé

est le plus affaiblié, c'est le tisserand, et le tisserand travaille chez lui. Le tisserand se livre à un travail de seize et dix-sept heures par jour, pendant que l'ouvrier fileur dans les manufactures n'est pas occupé plus de treize et quatorze heures.

L'ouvrière employée au tissage mécanique travaille douze ou treize heures dans les grands ateliers; mais l'ouvrière employée aux travaux d'aiguille, l'ouvrière à domicile, travaille seize ou dix-sept heures par jour. Vous ne pouvez pas empêcher, messieurs... (*Réclamations à gauche.*)

Je voudrais bien, pour ma part, empêcher des excès de travail, qui sont des malheurs déplorables; mais il faut ici se borner à des vœux d'amélioration. Allez-vous envoyer des inspecteurs à domicile chez tous les citoyens qui travaillent en France, pour vous assurer que le travail ne dépasse pas la durée fixée par la loi? Allez-vous sonner partout le couvre-feu, car c'est cela? Non; vous ne le pouvez pas. Le Gouvernement français est cité pour la multiplicité infinie de ses agents; il exagère la machine administrative. Eh bien, quel que soit le nombre de ses commis et de ses inspecteurs, il ne peut pas embrasser une telle tâche; il n'y a pas de gouvernement, il n'y a pas de force humaine qui y suffise.

Je reprends mon argumentation, et je dis que la limitation des heures de travail tend à ceci : donner une prime à certaines industries au détriment de certaines autres. J'ajoute qu'en voulant restreindre la durée de la journée effective, vous poussez les travailleurs à se jeter dans les industries où précisément la durée du travail a été exagérée; vous allez donc contre le but que vous voulez atteindre.

On vous a fait une peinture fidèle, je le sais, car je ne crois pas qu'il y ait dans cette enceinte un homme ayant consacré à l'étude du sort des classes ouvrières plus d'attention et de temps que je n'y en ai donné en France et à l'étranger... (*Rires ironiques à gauche.*)

Voix à droite. C'est vrai! c'est vrai!

Le citoyen LÉON FAUCHER. Vous pouvez différer d'opinion avec moi; mais je ne permets à personne de penser et de dire qu'il éprouve pour les souffrances des ouvriers une sympathie plus vraie, plus sincère et plus profonde que la mienne. (*Très bien!*)

Eh bien, messieurs, je vous dis que cette dégradation physique dans laquelle vivent les classes laborieuses est due, en grande partie, non au labeur excessif de l'homme, mais à l'exploitation de l'enfant.

Si la race dépérit, ce n'est pas parce que les hommes faits travaillent trop longtemps, et je voudrais pouvoir abrégier les heures de travail pour tout le monde; mais j'attends ce progrès du progrès de la richesse; je ne l'attends pas de vos lois coercitives. (*Très bien!*) Je dis que si la race dépérit, ce n'est pas par le travail de l'homme, c'est par le travail prématuré et exorbitant de l'enfant (*C'est cela! c'est juste!*); c'est parce que vous permettez aux enfants d'aller de trop bonne heure dans les manufactures, de s'y épuiser de travail avant l'âge (*Vous avez raison!*); d'y passer un temps qu'ils devraient consacrer à leur instruction d'abord, et au développement de leurs organes ensuite; c'est pour cela que l'enfant arrive à l'âge, mais qu'il n'arrive jamais à la taille et à la force de l'homme (*Très bien!*); c'est pour cela, messieurs,

que la race qui recrute vos armées, la race qui doit contribuer à la défense du territoire, cette race s'énerve; et tandis qu'il vous reste la valeur et le courage, la force, qui en est comme la trame, diminue tous les jours.

Nous vous proposons, pour parer à cet inconvénient, pour faire cesser cette horrible consommation de chair humaine, de venir au secours de l'enfance, de reprendre une partie de cette tutelle que la famille n'exerce pas comme elle le devrait. (*Approbation. — Murmures à gauche.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. Comment voulez-vous que l'on discute, si vous interrompez à chaque instant? Vous répondrez à l'orateur, si vous n'êtes pas de son avis. Il est bien certain qu'on ne discuterait pas si tout le monde était d'accord.

M. Léon Faucher a la parole.

Le citoyen LÉON FAUCHER. Je vous propose d'appeler la société au secours de la famille. Voilà l'œuvre d'humanité que vous avez à accomplir, et vous ne reculerez pas devant cette œuvre. Vous avez conscience de votre devoir, et vous aurez les lumières nécessaires pour l'accomplir. Mais, au nom du ciel, n'allez pas plus loin; ne traitez pas l'homme fait, l'ouvrier, comme un mineur, car il ne l'est pas! Tous les hommes sont libres sur cette terre de France. Qu'est-ce que la liberté? N'est-ce pas le droit d'exercer toutes les facultés dans toute leur latitude? Est-ce seulement le droit d'exprimer et de publier ses opinions?

Un membre à gauche. Et le cautionnement! (*Exclamations.*)

Le citoyen LÉON FAUCHER. La liberté est le droit qu'a l'homme d'exercer ses facultés dans l'ordre social en se conformant aux lois; et la première de ces facultés doit être apparemment celle de pourvoir à sa subsistance et à celle de sa famille. Et vous iriez restreindre ce droit! (*Dénégations à gauche.*) Et comment le pouvez-vous? Y a-t-il quelque chose de supérieur à ce droit qui tient à l'instinct de conservation? Est-ce à vous de le limiter? Est-ce que la société connaît les intentions, les intérêts, les forces et les ressources de chacun? Est-ce qu'elle peut faire une règle générale? Non, messieurs, elle n'en a pas plus le pouvoir que le droit. Il y a tel ouvrier qui a dix enfants à nourrir; irez-vous lui dire de se restreindre au salaire qui suffit à celui qui n'a pas de famille ou qui n'a que deux ou trois enfants? Cela serait inique et insensé.

Messieurs, ne vous placez pas dans des chimères; qu'un sentiment d'humanité très fondé, mais qui s'égare dans son application, ne vous pousse pas à sortir de la limite du possible. Non, vous n'adopterez pas l'amendement qui vous est proposé. Vous abrogez une loi faite à bonne intention, je le reconnais, mais faite dans une méconnaissance complète de la situation générale, et même de la situation particulière de notre société; vous abrogez cette loi, et vous ne la remplacerez pas par une loi qui méconnaîtrait pareillement le principe, et qui, dans certains cas, serait également funeste. (*Marques nombreuses d'approbation.*)

Le citoyen BRUNET. Citoyens, je regrette qu'une question aussi grave que celle de la durée des journées de travail ait été soulevée d'une manière incidente et par une proposition qui a pour but d'abroger un décret que le

peuple, à tort ou à raison, regarde comme le plus grand avantage qu'il ait retiré jusqu'à présent de la révolution de février.

Nous nous trouvons quelque peu surpris par ces discussions étendues et profondes qu'entraîne forcément cette question du travail; l'Assemblée sent bien qu'elle n'est pas suffisamment préparée à la résoudre d'une manière complète, et le Gouvernement lui-même, pour manifester son opinion, en est réduit à venir tout d'un coup ressusciter, pour s'y rallier, un amendement qui vous a été présenté depuis longtemps par le citoyen Alcan, et qui était déjà oublié de la plupart d'entre vous. Enfin, puisque la question est posée, je crois que nous ne devons plus reculer devant elle, mais chercher, au contraire, à la résoudre franchement, quelles que soient les difficultés qu'elle présente.

Je ne suis pas de ceux qui croient que ce qu'il y a de mieux à faire en fait d'industrie, de finance et de travail, est de revenir simplement à ce qui existait avant la révolution de février; je sais que toutes les institutions avaient fourni leur carrière dans le passé et n'ont pu nous conduire dans ces derniers temps à rien de bon; je pense qu'elles ne nous donneraient rien de meilleur pour l'avenir : je regarde donc le passé comme un enseignement, comme un appui dont nous devons nous servir pour ne pas trop nous égarer en marchant vers l'avenir, et je crois qu'il nous faut absolument des institutions nouvelles en fait de crédit et de travail.

Je ne suis pas non plus de ceux qui, tenant trop peu de compte de l'état réel des choses, se placent tout d'un coup dans l'avenir et veulent jouir immédiatement des avantages que l'humanité finira peut-être par réaliser, mais que nous ne pourrions atteindre en réalité qu'après beaucoup d'efforts successifs.

Je crois donc que, nous appuyant sur le passé et, avant tout, sur l'ordre maintenu le plus énergiquement possible, nous devons nous efforcer de réaliser des progrès en fixant nos yeux vers cet avenir que nous a indiqué la noble devise inscrite sur le drapeau de notre République.

La question du travail, vous l'avez vu, est entièrement complexe, tellement qu'au sujet de cette question les divers orateurs qui ont déjà pris la parole ont été obligés de vous entretenir du salaire, du crédit, du capital, de propriété, de mœurs, de mortalité, etc.; enfin de presque toutes les questions qui touchent à la constitution sociale. Décidé à me limiter le plus possible, je ne traiterai aucune question incidente, et me renfermerai le plus possible dans les considérations principales. Je crois que la question du travail doit être envisagée avant tout sous le point de vue de la santé et de la moralité des ouvriers, puis des devoirs de la société envers ses membres. Il est un fait que personne ne peut nier, c'est que la révolution de février s'est faite surtout dans le but d'améliorer la position des travailleurs. C'est donc cette considération qui doit principalement nous déterminer dans la solution de la question qui nous occupe.

Quelle est la condition des travailleurs, sous le point de vue de la durée du travail et du salaire ?

Je ne suis pas de ceux qui exagèrent à plaisir les plaies de notre état social, et je reconnais que, dans l'état normal des affaires, une grande partie

des travailleurs a peu de choses à exiger en fait de santé, de moralité et de salaire; mais il faut bien le dire, une grande masse d'autres travailleurs est placée dans des conditions tellement dures et cruelles, qu'elle épuise toutes ses forces physiques et perd toutes ses facultés morales sans pouvoir parvenir à gagner de quoi se procurer une existence convenable.

C'est à ces derniers abus qu'il faut absolument remédier. Aussi, quels que soient les chiffres que des statisticiens plus ou moins exacts viennent ici nous opposer, quelles que soient les considérations de liberté de l'industrie que viennent vous prêcher les économistes, je crois qu'avant toute chose, comme l'a dit M. le Ministre de l'intérieur, nous devons abrégier la durée du travail, diminuer les fatigues des classes ouvrières, et augmenter par conséquent leur salaire. On a beau réclamer, il faut absolument en venir là. La sécurité, la moralité, la prospérité de la République et de la société l'exigent.

A tous les calculs, à toutes les considérations de ces économistes, apôtres de la liberté absolue dans le travail, je répondrai :

Est-il vrai, oui ou non, qu'il y a des industries dans lesquelles on exige des travailleurs un travail journalier de seize et dix-sept heures? Est-il vrai ou non que souvent ces travaux se font dans des positions d'aérage, de lumière, de fatigue, telles que la constitution physique en est profondément altérée, dégradée? Est-il vrai que, par suite de cet excès de durée dans le travail, l'homme et la femme en viennent à perdre tout sentiment de moralité, de dignité, toute intelligence, tout amour de la famille? Est-il vrai enfin que trop souvent, après s'être épuisés, abrutis ainsi pendant de longues journées de travail, ces ouvriers ne gagnent pas de quoi soutenir leurs familles?

Si tout cela est vrai, coûte que coûte il faut absolument remédier à un mal qui déshonore une société. C'est pour cela qu'il est, je crois, du devoir du Gouvernement de poser le plus tôt possible des limites au-delà desquelles l'ouvrier ne pourra pas épuiser ses forces, au delà desquelles l'industrie ne sera pas obligée de lui demander plus qu'il ne peut produire. (*Très bien ! très bien !*)

Maintenant, considérons la question au point de vue industriel.

Les objections contre la réduction des heures de travail se présentent nombreuses et fort graves.

Il est évident, en effet, que cette réduction peut amener une réduction considérable dans l'économie du travail actuel, surtout dans le premier moment de l'application de la mesure. Mais distinguons : sans doute la perturbation amenée par cette réduction sera très grande si l'industrie reste organisée dans les conditions où elle se trouvait précédemment, mais je ne crois pas que ces conditions onéreuses puissent rester. Tout se lie dans ces grandes questions de travail et de révolution; et, je le dis avec conviction, on a beau faire, il faudra nécessairement établir le capital dans de nouvelles conditions, et modifier les éléments du crédit, en facilitant les moyens d'échange; on a beau faire, il faudra absolument introduire dans l'industrie cet élément nouveau de l'association, qui amènera assurément de très grands changements dans l'économie ancienne du travail et de la production. (*Mouvement en sens divers.*)

Oui, l'industrie, en présence de ces nouveaux éléments, se trouvera dans

des conditions tout à fait différentes de celles où elle est aujourd'hui, et il arrivera que l'inconvénient amené dans le prix et la quantité des produits par cette réduction des heures de travail pourra être compensé par les avantages qu'on réalisera, d'autre part, au moyen d'un crédit mieux organisé et d'un système d'appréciation qui excitera tous les intéressés et qui répartira plus équitablement les profits. (*Très bien !*)

Quant à la considération tirée de l'infériorité de notre industrie par rapport aux industries étrangères, elle me paraît secondaire : il se produit, en effet, à l'heure qu'il est, dans le monde un mouvement considérable dont il est très difficile d'apprécier les conséquences. Si, pour établir la position de notre industrie par rapport à celle des étrangers, on admet que cette industrie étrangère restera dans la condition où elle est aujourd'hui, oui, la nôtre pourra perdre sur le marché de la concurrence pendant plusieurs années; mais on se tromperait fort de croire que les industries étrangères ne seront pas elles-mêmes grandement modifiées. Notre révolution communique au monde un grand ébranlement : preuve en est qu'aujourd'hui, chez les principales puissances, à Vienne, à Berlin et dans les principales villes de l'Angleterre, vous voyez les mouvements, les agitations, les exigences des ouvriers; oui, partout les besoins de la classe ouvrière se manifestent comme ils se manifestent chez nous, et très certainement les solutions devront avoir lieu, chez les autres puissances, dans le même sens qu'elles auront lieu chez nous; par conséquent, cette objection, tirée de ce qu'il ne faut pas mettre notre industrie en état d'infériorité vis-à-vis de l'industrie étrangère, ne me paraît pas fondée pour l'avenir.

En résumé, je crois que, sous le point de vue industriel, le projet qu'on vous propose et que je résume dans l'amendement du citoyen Alcan, soutenu par le Gouvernement, pourra, pendant quelque temps, amener une perturbation, comme toute espèce de progrès doit le faire pendant les premiers temps d'épreuve, pendant le temps nécessaire pour que les conditions nouvelles puissent s'asseoir. . .

Une voix. — Le moment est bien choisi pour un temps d'épreuves !

Le citoyen BRUNET. — Mais je ne crois pas que, d'une manière considérable et continue, il puisse nous placer dans une infériorité forcée par rapport aux industries étrangères, parce que, je le répète, ces dernières seront amenées forcément à réaliser des changements du même ordre que ceux que nous réaliserons. (*Très bien !*)

Maintenant, au point de vue moral, je dis que nous sommes obligés forcément, sous peine de manquer à tous nos devoirs, d'empêcher que la plus grande partie de notre population soit soumise à une véritable traite, comme on l'a déjà dit, puisqu'elle est placée dans l'impossibilité de discuter les conditions de ce qu'on appelle le contrat qu'on lui laisse la liberté de faire avec les chefs du travail, contrat dérisoire vraiment, puisque les ouvriers, pour ne pas mourir de faim, sont obligés d'accepter le travail qu'on leur offre, et aux conditions qu'on leur impose, quand même ils doivent y laisser leur force physique, leur intelligence, leur moralité.

Ainsi le devoir de la législation et du Gouvernement est d'intervenir dans

cette question, et je me rallie complètement à l'opinion du Gouvernement. (*Approbation.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Coquerel. (*La clôture !*)

Le citoyen Victor LEFRANC. — Je demande la parole contre la clôture. (*La clôture ! la clôture !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Demande-t-on la clôture de la discussion générale ?

De toutes parts. — Oui ! oui !

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je la mets aux voix.

(*La clôture est mise aux voix et prononcée.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est à M. Pascal Duprat, rapporteur, pour résumer la discussion.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — Citoyens, je viens rétablir dans cette discussion, déjà si compliquée, la situation du comité des travailleurs, et surtout la pensée du rapport.

Il y a évidemment dans ce débat deux questions essentiellement distinctes : une question de fait et une question de doctrine ou de théorie. La question de fait, c'est le décret du 2 mars, avec l'influence qu'il a exercée sur notre monde industriel ; la question de doctrine ou de théorie, c'est le rôle qui appartient, ou plutôt qui doit appartenir à l'Etat, dans les relations si difficiles, si délicates, et cependant si nécessaires, du travail et du capital.

C'est sur ces deux questions que je demande à dire quelques mots.

Que vous propose le comité du travail ? Que suis-je venu vous proposer dans le rapport qui a été apporté à cette tribune, il y a quelques semaines ? D'abroger le décret du 2 mars dans celle de ses dispositions qui a pour but de limiter les heures de travail, en laissant de côté une question très importante, qui a été apportée hier à cette tribune, mais que nous n'avons pas à traiter aujourd'hui : la question du marchandage.

Or, qu'est-ce que le décret du 2 mars ? Dans quelles circonstances s'est-il produit ? Quels ont été ses résultats immédiats ?

Quand le décret du 2 mars a été promulgué, ou plutôt quelques jours auparavant, l'industrie française se trouvait déjà placée dans une situation difficile, laborieuse, qui lui rendait excessivement onéreuse la concurrence avec la production étrangère.

Le décret du 2 mars, inspiré par une pensée généreuse, devant laquelle je m'incline volontiers, est venu ajouter aux dangers, aux embarras de cette situation. Le décret du 2 mars, remarquez-le bien, n'a pas été à l'origine un décret, il a été une sorte de concordat amiable, préparé entre les patrons et les ouvriers ; ce n'est que plus tard qu'il s'est produit avec cette sanction pénale qui lui manquait à l'origine, et sans laquelle il peut bien être une pensée généreuse, mais une pensée inefficace, impuissante, stérile.

Je fais ici appel à l'un de nos collègues, le citoyen Corbon. Ce n'est, en effet, que quelques jours après avoir été formulé que le décret a reçu la sanction du Gouvernement provisoire. Et, chose étrange, ou plutôt chose naturelle, parce que le Gouvernement provisoire sentait qu'il marchait là dans une voie difficile, le décret n'a eu de sanction que pour Paris, il n'en a pas eu pour les départements.

Ainsi donc, le traité, considéré en lui-même, constitue une étrange anomalie dans notre droit, dans notre situation juridique.

Mais, laissant de côté ces considérations, quels ont été les résultats industriels du décret ? Ce qu'ils devaient être nécessairement. L'industrie, qui luttait déjà péniblement contre la concurrence étrangère, a pu moins que jamais soutenir cette concurrence difficile. Les ateliers privés se sont fermés ; les ateliers nationaux qui existaient déjà, qui étaient une nécessité du temps, qu'il a fallu impérieusement subir ; les ateliers nationaux se sont augmentés, ils se sont accrus ; de là des charges pour l'État, de là ces embarras politiques que nous avons eu à traverser.

Ainsi, le premier résultat, le résultat immédiat du décret du 2 mars a été de peupler, d'agrandir, d'étendre ces ateliers nationaux qu'il fallait accepter comme une nécessité, mais dont il fallait restreindre l'accroissement.

Maintenant, je suppose que l'industrie privée eût pu soutenir ce fardeau énorme qui pesait sur elle, je suppose une situation moins laborieuse, plus normale ; savez-vous quels devaient être les résultats du décret du 2 mars ?

Le décret du 2 mars, comme vous le savez, diminue d'une heure la journée de l'ouvrier. Si l'on évalue une heure de travail à 25 centimes, c'est une évaluation qu'on peut admettre en moyenne ; et si l'on admet le calcul qui a été fait par des statisticiens sérieux, le nombre des travailleurs en France s'élevant, suivant eux, à 10 millions, il en résulterait, pour l'industrie française, une perte annuelle d'à peu près 750 millions. (*Rumeurs.*) Ce sont des chiffres sérieux. Voilà ce qu'aurait donné le décret, s'il avait été exécuté toute une année dans toute la France.

Maintenant, le décret n'a pas reçu cette grande extension, et il faut l'en féliciter, ainsi que l'a dit M. le Ministre de l'intérieur ; le décret n'a guère été exécuté qu'à Paris et dans quelques départements voisins. Partout ailleurs il a succombé devant la loi des faits, devant les besoins de la situation industrielle ; il a succombé aussi, il faut le dire, sous sa propre impuissance puisqu'en dehors de Paris il n'était pas armé de cette sanction pénale qui pouvait seule lui donner l'autorité et la puissance de la loi.

Voilà les faits qui ont été soumis au comité. Ce sont ces faits que le comité a étudiés, et je n'ai été que l'organe de cette situation quand je suis venu à cette tribune vous apporter le rapport du comité des travailleurs.

Maintenant, quelle est la doctrine qui a inspiré le comité ?

Le comité, comme on a semblé le croire, a-t-il voulu, contre la théorie que nous repoussons, la théorie de la puissance absolue de l'État dans le domaine industriel, relever le drapeau de la liberté industrielle un instant menacé ?

Non, ce n'est pas la pensée qui a dicté le rapport, la pensée qui a présidé aux délibérations du comité.

On est venu aussi défendre les conclusions du rapport au nom de la liberté absolue de l'industrie. On est venu le combattre au nom du rôle absolu de l'État dans le domaine de l'industrie. Il y a là deux doctrines opposées ; aucune de ces doctrines n'a présidé aux délibérations du comité et n'a inspiré le rapport que j'ai soumis à l'assemblée.

Et d'abord, quant à la première de ces doctrines, je la repousse de toutes

mes forces. Je reconnais certainement dans cette théorie de la liberté individuelle un principe précieux qu'il faut conserver, qu'il faut maintenir et que nous devons défendre surtout contre de folles théories.

Mais ce principe, si vous lui laissez une trop grande extension, compromettrait des intérêts sérieux, enlèverait à l'homme des avantages que la société doit lui donner, et lui ferait au sein même de la société la position qu'il a dans la solitude et dans l'isolement. Ainsi, cette doctrine de nonchalance, comme l'appelle M. Sismondi, je la repousse pour mon compte; le comité du travail, ou du moins ceux de ses membres qui m'ont nommé rapporteur, la repoussent également. Ce n'est donc pas au nom de cette théorie absolue que nous sommes venus vous présenter ces conclusions.

Et maintenant nous sommes-nous placés sous cet autre drapeau qu'a apporté hier à cette tribune M. Pierre Leroux? Évidemment non. Mais qu'il me soit permis de donner à ce sujet quelques courtes explications.

Je regrette que M. Pierre Leroux ait cru devoir faire remarquer que le rapport ne se discutait à cette tribune qu'après l'absence d'un de nos collègues. Je crois que cette observation était au moins déplacée. Je ne viens pas défendre ici ma position personnelle; je parle, je crois pouvoir le dire, au nom de mes collègues; je crois qu'ils sont dans la même position morale que moi à cet égard. Du reste, je rappellerai que le rapport était soumis à l'Assemblée depuis plus de six semaines. Si la discussion en a été renvoyée de jour en jour, c'est par des considérations que je ne suis pas venu porter ici moi-même. Et pourquoi aurais-je songé à écarter un adversaire de cette discussion? Je dois dire que j'ai fait partie de la minorité qui voulait encore la présence de cet adversaire sur ces bancs. (*Rumeurs.*) Mais j'avoue que, en votant pour lui, je n'ai jamais pu songer à lui assurer le triste avantage de venir défendre à cette tribune une théorie qui a succombé sous le bon sens public, que la révolution de février n'a pas voulu détrôner. (*Très bien! très bien!*) Écartons donc cette observation.

Le citoyen Pierre Leroux. . .

Plusieurs voix. A la question!

Le citoyen PASCAL DUPRAT. — C'est la question! Cette observation avait été portée à la tribune; elle devait me toucher et je devais y répondre. (*Oui! oui!*)

Le citoyen Pierre Leroux a donné quelques extraits de mon rapport avec une extrême bienveillance dans quelques mots, mais avec peu de bienveillance dans certaines suppressions. Le citoyen Pierre Leroux s'est donné le plaisir de me mettre ici en contradiction avec mes propres doctrines. Si le rapport avait été cité en entier dans ces passages où il était cité, cette contradiction n'aurait pas existé. Je demande à l'Assemblée de rétablir ces passages. (*Interruption.*) La question me semble assez grave, et lorsque des idées, des doctrines qui peuvent remuer les esprits au dehors, se produisent à cette tribune, je crois qu'il est d'une bonne politique de les accueillir et de les laisser discuter, afin qu'elles soient jugées en connaissance de cause, afin qu'elles soient accueillies ou repoussées par la conscience nationale. (*Très bien! Parlez! parlez!*)

Je continue. M. Pierre Leroux prétend que j'avais admis le droit absolu

de l'Etat d'intervenir dans ces relations délicates du travail et du capital. Oui, j'ai admis ce droit, mais non pas dans ces termes. Je l'ai admis au nom de l'humanité, au nom de la morale, au nom de l'hygiène, au nom même de l'intérêt de la grande famille française; mais, ce droit de soutenir l'individu, je lui ai imposé une limite; j'ai dit qu'il devait s'arrêter là où l'individu n'avait plus besoin de ce secours, là où la liberté individuelle serait menacée, là où toutes les forces individuelles qui font la grandeur du pays risqueraient de périr elles-mêmes. Et voici comment je l'ai dit :

« Le Gouvernement a donc le droit d'intervenir avec l'autorité de la loi dans les conditions du travail. Ce droit a été exercé plus d'une fois en Angleterre et dans quelques autres pays. Nous en trouvons aussi la trace dans notre législation. . . »

M. Pierre Leroux avait cité ces mots; il a supprimé ce qui suivait.

Je ne rappellerai pas un mot qu'il avait apporté à cette tribune et qui a soulevé la susceptibilité d'un honorable évêque qui siège dans cette enceinte, mais j'en laisse à l'Assemblée l'appréciation.

Voici la suite de la citation du rapport :

« Mais ce droit n'est pas absolu : il a son domaine et ses limites. Vouloir l'étendre au delà, c'est méconnaître le principe sur lequel il repose; c'est violer le droit lui-même par un aveugle amour de la justice. »

Ainsi donc il n'y a pas de contradiction dans le principe que j'ai admis. Ce principe reste tout entier, alors même que je viens proposer l'abrogation du décret du 2 mars.

Maintenant, est-il vrai qu'on ait fait cette proposition sans donner aucun motif, que c'est une idée théorique jetée au hasard, et apportée à la tribune sous l'empire de certaines préoccupations?

Évidemment non. Le rapport lui-même avait constaté quels avaient été les résultats immédiats du décret du 2 mars. Voici, à cet égard, ce que dit le rapport :

« Il est presque inutile de dire que, sous l'empire de ce règlement, l'industrie française a dû subir une atteinte profonde. Elle avait lutté péniblement jusqu'alors avec l'industrie étrangère. A dater de ce moment, toute concurrence lui devenait impossible; elle se voyait chassée des marchés du dehors. Le marché intérieur lui échappait à son tour; plus de mouvement industriel. La richesse nationale était frappée dans sa source même. Avec ces intérêts périssait aussi la liberté. »

Ainsi donc, l'abrogation que je venais proposer, que je propose moi-même, au nom du comité du travail, était motivée par les considérations sérieuses que j'ai présentées. Le comité du travail s'était prononcé entre ces deux systèmes : entre la liberté absolue et le droit absolu de l'État.

Ce n'est pas là du juste milieu économique; c'est de la raison politique alliée à la théorie. Si le décret du 2 mars n'avait pas rendu la situation de l'industrie française impossible, si le décret du 2 mars n'eût, du reste par une pensée généreuse, n'eût pas créé le vide au milieu de nous, nous ne serions pas venus en proposer l'abrogation : si le décret du 2 mars avait eu pour résultat, ou du moins pour but même éloigné, d'émanciper les classes laborieuses, que nous voulions tous émanciper, nous ne serions pas venus

vous en proposer l'abrogation; mais c'est parce qu'il éloigne le but que nous voulons atteindre, que nous poursuivons tous, qui nous est aussi cher qu'à vous, que nous vous avons demandé, que je vous demande encore l'abrogation du décret du 2 mars.

Voilà les motifs qui nous ont déterminés.

Non, nous ne sommes pas les partisans du principe de la liberté absolue en matière d'industrie; mais nous repoussons avec une énergie plus grande encore le principe de l'autorité absolue de l'État.

L'État, quel est son rôle? Son rôle a été méconnu sous la monarchie; je crains qu'il ne soit aussi méconnu sous la République. L'État, comme on l'a dit dans un pays voisin, qui a la gloire aussi de produire des philosophes, l'État représente l'organe du droit; c'est quand le droit est menacé que l'État doit intervenir par sa puissance souveraine; c'est quand le droit est menacé qu'il doit intervenir, qu'il a le droit, qu'il a le devoir d'intervenir.

Ainsi, lorsque nous repoussons le principe de la liberté absolue, nous repoussons avec plus d'énergie encore le principe de l'autorité absolue de l'État. Et pourquoi le repoussons-nous? Par deux motifs: d'abord la production diminuerait, et la production diminuant, la richesse nationale diminuerait elle-même, et vous auriez bientôt tari ce fleuve dont vous avez besoin pour vivre; mais ce n'est là que la moindre considération qui a agi sur notre esprit; il y en a une plus grave.

Savez-vous ce qui arriverait avec la doctrine de l'autorité absolue de l'État, qui a été apportée ici? C'est que toute énergie individuelle serait menacée. Ce ne serait pas seulement l'homme physique qui pourrait disparaître, l'homme moral serait éteint lui-même; et, sans l'homme moral, croyez-vous que vous seriez encore cette grande nation qu'on appelle la France! (*Très bien! très bien!*)

Vous ramèneriez la société à plusieurs siècles en arrière, vous ne seriez pas la révolution de février qui est progressive; mais vous seriez le passé reproduit sous une forme nouvelle; vous nous reporteriez à des sociétés éteintes que vous devez connaître et que vous avez étudiées. Oui, c'est l'homme moral que nous défendons ici contre vous, et, du reste, si je voulais me venger de ce que M. Pierre Leroux a osé dire dans le *Moniteur* contre le rapporteur, de ce qui n'a pas été dit à la tribune, mais de ce qui a été glissé ailleurs, et que je ne rappelle que pour l'oublier... (*On rit.*) Je pourrais me venger très heureusement d'un mot que je me charge d'oublier; je n'aurais qu'à apporter ici quelques pages éloquentes de l'éminent écrivain qui siège à côté de M. Pierre Leroux; je vous prouverais avec de magnifiques citations tirées des ouvrages de M. Lamennais, où conduit cette théorie de l'autorité absolue de l'État dans le domaine de l'industrie; mais les moments de l'Assemblée me paraissent trop précieux pour que j'apporte ici de longues citations; d'ailleurs, M. Lamennais siège à côté de M. Pierre Leroux et il pourra le lui dire à l'oreille. (*Nouveaux rires.*)

Telle a été, citoyens, la pensée fondamentale de la proposition qui vous est soumise; telles ont été les doctrines du rapport, du rapporteur et de la majorité de ses collègues dans le comité du travail.

J'ai donc tout lieu de persister dans les conclusions que j'ai présentées, et

de demander encore une fois l'abrogation du décret du 2 mars; mais comme les amendements qui ont été produits à cette tribune introduisent ici une question toute nouvelle, je crois convenable de demander à l'Assemblée de renvoyer ces différents amendements au comité du travail, pour qu'il vienne ensuite nous apporter un nouveau rapport. (*Marques d'approbation.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je vais donner connaissance à l'Assemblée des différents amendements qui ont été présentés et qui, aux termes du règlement, seront renvoyés immédiatement au comité du travail, puisque le rapporteur le demande.

Le citoyen ROUHER. — Il faut voter l'article d'abord.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — On propose de voter l'article unique. Je demande, dans l'intérêt même de toutes les idées qui ont été produites à cette tribune, et dans l'intérêt de la question elle-même, qu'on ne vote pas sur l'article que j'ai moi-même proposé au nom du comité du travail, avant que le comité n'ait été appelé à délibérer sur les autres questions.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'amendement du citoyen Alcan a été imprimé et distribué; il est sous vos yeux, je ne le lis pas.

L'amendement du citoyen Loyer est ainsi conçu :

« La journée du travail, sur tout le territoire de la République, ne pourra, dans les établissements industriels ou dans les ateliers occupant plus de dix ouvriers, excéder douze heures de travail effectif.

« Les règlements d'administration publique détermineront les cas et les limites dans lesquels il pourra, pour cause de réparation, de chômages, ou autres circonstances particulières ou accidentelles, être dérogé à cette disposition.

« ART. 2. — Les contraventions au présent décret seront punies d'une amende de 100 à 1,000 francs.

« En cas de récidive, l'amende sera portée au double. »

M. Charles Dupin a proposé l'amendement suivant :

« ART. 1^{er}. — La journée de l'ouvrier dans les manufactures ne pourra excéder douze heures de travail effectif.

« ART. 2. — Les contraventions à cette disposition seront punies d'une amende de 20 francs par journée de travail qui dépasserait cette limite. »

Deux amendements ont pour but de ne point appliquer les dispositions de l'amendement de M. Alcan aux ouvriers agricoles.

MM. Bouhier de l'Ecluse et Moreau proposent l'amendement suivant :

« La durée du travail, pour tout le territoire de la République, restera fixée, dans tous les ateliers réunissant vingt ouvriers et au-dessus, à soixante-douze heures par semaine. »

M. Lefèvre propose de remplacer le projet de décret par un nouveau projet en cinq articles ainsi conçus :

« ART. 1^{er}. — La limitation du travail n'est applicable qu'aux ateliers, manufactures et établissements industriels.

« ART. 2. — La journée de travail effectif, pour les adultes, ne devra, en aucun cas, dépasser douze heures.

« ART. 3. — Les conseils de prud'hommes seront juges si, dans certaines

industries exceptionnelles, dangereuses et insalubres, la journée du travail effectif doit être limitée à moins de douze heures.

« ART. 4. — Le travail nocturne est interdit dans tous les ateliers; toutefois, les conseils de prud'hommes pourront l'autoriser temporairement, dans des cas exceptionnels, dans les établissements où il n'y aura pas mélange des deux sexes.

« ART. 5. — Une loi spéciale continuera à régir le travail des enfants dans les manufactures. »

Enfin, le citoyen André propose l'amendement suivant :

« Les industries dont le travail est intermittent, mais qui, en somme, ne dépasse pas douze heures sur vingt-quatre, ne seront pas comprises dans la limitation fixée par le présent décret. »

Tous ces amendements sont renvoyés au comité des travailleurs.

Il est bien entendu que le comité du travail fera son rapport demain, afin que la discussion puisse continuer.

.....

SÉANCE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN ARMAND MARRAST.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. La parole est au citoyen Pascal Duprat, Rapporteur du comité du travail.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *Rapporteur*. Citoyens Représentants, le comité des travailleurs a délibéré pendant deux séances sur les amendements que vous lui aviez renvoyés (1). Je suis chargé de vous apporter le résultat de ses délibérations, mais je dois prévenir l'Assemblée que le débat s'est agrandi, ou plutôt qu'il a changé de nature et de terrain. Il ne s'agit plus aujourd'hui, comme à l'origine, comme dans la proposition qui avait été présentée dans le commencement de ce débat, d'abroger purement et simplement le décret du 2 mars sur la fixation des heures de travail.

Il s'agit, d'après les amendements qui se sont produits à cette tribune, et dont quelques-uns ont été acceptés, mais avec des modifications, par le comité des travailleurs, de concilier dans une juste mesure, dans la mesure des principes que j'ai eu l'honneur d'exposer devant vous, le principe de la liberté industrielle, de la liberté du travail, avec le principe de l'autorité de l'État.

C'est donc un débat complètement nouveau. Nous pensons, le comité des travailleurs pense qu'il serait convenable d'attendre un jour ou deux pour terminer ce débat; je demande donc que le nouveau projet soit distribué et renvoyé à lundi pour la discussion.

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1900, page 549.

Voici le texte du nouveau projet adopté par le comité du travail :

ART. 1^{er}. — Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures du travail, est abrogé.

ART. 2. — La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra pas excéder *douze heures* de travail effectif.

ART. 3. — Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

ART. 4. — Le temps de travail qui excédera *douze heures* sera payé comme travail supplémentaire.

ART. 5. — Tout chef de manufacture ou usine qui contreviendra au présent décret sera puni d'une amende de 100 francs à 1,000 francs.

En cas de récidive, l'amende sera de 1,000 francs à 2,000 francs.

Le citoyen PRÉSIDENT. Le projet sera imprimé et distribué, et mis à l'ordre du jour de lundi.

.....

SÉANCE DU 4 SEPTEMBRE 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN ARMAND MARRAST.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le décret relatif à la fixation des heures de travail.

Le comité du travail a présenté un nouveau texte qui a été imprimé et distribué. M. Léon Faucher a demandé la parole contre ce nouveau projet.

Le citoyen LÉON FAUCHER. Citoyens Représentants, le comité du travail, auquel vous avez renvoyé les divers amendements qu'avait fait naître la proposition de M. Wolowski, renonce à sa première décision, qui était l'abrogation pure et simple du décret du 2 mars, et il vient vous proposer d'adopter la disposition nouvelle, qui fixe à douze heures la durée normale du travail sur toute l'étendue du territoire et dans toutes les industries. (*Non! non!*)

A côté de cette limite, il admet la possibilité de donner des dispenses, d'augmenter, dans certains cas, le maximum des heures de travail; et il laisse à l'autorité publique le pouvoir de délivrer ces dispenses; en un mot, ce que vous propose votre comité du travail, c'est un maximum pour la durée du travail, avec l'arbitraire pour interpréter le décret.

Permettez-moi de le dire, messieurs, votre comité du travail ne s'est pas mis en frais de logique; il y a quelques jours, une réunion de manufacturiers de l'opinion desquels on se prévaut devant vous, s'était assemblée dans une ville importante pour délibérer sur la même question (1).

Cette réunion avait été d'avis de limiter aussi la durée du travail; mais elle avait poussé plus loin ses résolutions : elle en avait embrassé toutes les consé-

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1900, pages 549 et suivantes.

quences. En même temps qu'elle proposait de réduire les heures de travail, elle proposait de fixer un minimum des salaires; et en même temps qu'elle fixait un minimum des salaires, elle proposait aussi d'établir des tarifs, de façon pour les manufacturiers, d'étouffer entre eux la concurrence.

Ainsi, c'était tout un ordre nouveau que l'on demandait à créer pour l'industrie, et en cela l'on était conséquent : car si vous réduisez la durée des heures de travail, vous êtes obligés de fixer les salaires; et si vous fixez les salaires, il faut déterminer le prix des façons, et par suite la valeur de la marchandise. En assurant la subsistance à l'ouvrier, vous êtes dans l'obligation d'assurer aussi des profits au manufacturier, et un revenu au capital.

Tout se lie, et ce qu'on vous demande en résultat, ce n'est ni plus ni moins que de revenir au delà de l'ordre de choses qui avait été établi par Colbert. (*Réclamations.*)

Ce qu'on vous demande, c'est de faire de l'État un pouvoir chargé de réglementer, de soutenir l'industrie. En un mot, si vous adoptiez le décret qui vous est proposé, vous tendriez à faire de la France quelque chose de semblable au régime qui pèse aujourd'hui sur l'Égypte. (*Rumeurs.*)

J'ai voulu vous donner un aperçu général des conséquences de la proposition, et vous montrer que les manufacturiers de l'opinion desquels on se prévaut sont bien plus logiques que le comité du travail, et qu'ils vont tout de suite aux résultats nécessaires du système qu'ils ont embrassé.

Maintenant, je vous demande la permission d'examiner la proposition dans ses détails, et de vous en indiquer les conséquences une à une.

J'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, et vous me permettrez de le répéter, le décret qu'on vous propose n'est pas autre chose qu'une prime donnée à l'industrie parcellaire au détriment de la grande industrie. Les interruptions, dont cette opinion a été l'objet dans votre avant-dernière séance, me prouvent que l'Assemblée elle-même comprend qu'il n'est pas possible de réglementer le travail domestique.

Or, s'il n'est pas possible de réglementer le travail domestique, votre loi, qui a la prétention d'être générale, ne tombe que sur des cas particuliers; elle ne régit que des exceptions, et elle commet autant d'injustices; elle chasse l'ouvrier de l'industrie que vous pouvez surveiller, dans laquelle vous pouvez faire exécuter la loi, pour le reléguer dans celle où l'exécution de la loi est impossible, au moins à l'autorité légale.

Ainsi, Messieurs, l'on interdirait à l'ouvrier l'industrie la plus lucrative pour le condamner à l'exercice de l'industrie la moins lucrative; on lui interdirait l'industrie la moins pénible pour le condamner à l'industrie la plus pénible. On atteindrait ainsi un but complètement différent de celui que l'on se proposait d'atteindre.

Messieurs, ce n'est jamais impunément qu'on gêne la liberté de l'industrie. Dans les premiers temps où l'Angleterre avait limité la durée du travail pour les enfants dans les manufactures, savez-vous ce que firent les manufacturiers qui ne voulaient pas se soumettre à la loi, ou ne croyaient pas pouvoir s'y soumettre? Ils inventèrent des machines qui les dispensaient, à quelques égards, du travail des enfants. Et quel en fut le résultat? Les enfants se trouvèrent privés de travail, et la famille des ressources que ce travail lui

procurait. Vous arriverez à une conséquence bien autrement grave. En limitant la durée du travail pour les adultes, dont le nombre est bien plus grand dans les manufactures, vous amèneriez le manufacturier à augmenter son capital fixe, son capital enrichi au détriment de la somme qu'il consacrait au salaire; par conséquent, vous diminuerez la somme des salaires à répartir entre les ouvriers; vous ferez qu'un certain nombre d'ouvriers restera sans emploi. Vous ne voulez réduire que la durée du travail, et vous réduirez, contre votre intention, le nombre des ouvriers employés par l'industrie; vous créerez une calamité publique.

Et dans quel temps venez-vous nous proposer une mesure qui entraîne ces funestes conséquences? Au moment où l'industrie languit, où les commandes manquent, où les bénéfices sont quelque chose que l'on ne connaît plus, où le nombre des ouvriers sans emploi augmente partout dans une proportion affligeante! Vous adopteriez dans ce moment une proposition dont la conséquence serait de réduire encore le nombre des ouvriers employés! Assurément une pareille résolution serait inopportune, elle ne serait pas humaine. Ainsi que j'avais l'honneur de le dire tout à l'heure, elle serait marquée au coin d'une calamité publique.

Messieurs, lorsque les ouvriers demandent la réduction des heures de travail, ne vous y trompez pas, ils désirent moins abrégier ce travail en lui-même qu'arriver à une augmentation de salaire; ou bien, ce qui est le même idéal sous une autre forme, ils poursuivent ce but de rendre le salaire permanent.

Je ne blâme pas les ouvriers; la préoccupation qui les agite est générale dans la société; qui doute que les industries et les emplois, dans lesquels on a la certitude d'un revenu quelconque, ne soient communément préférés, même aux industries qui offrent la chance d'un bénéfice plus grand, mais dans lesquelles ce bénéfice est plus incertain? Pourquoi les classes moyennes recherchent-elles les emplois publics? Evidemment parce que le revenu qu'ils procurent est quelque chose d'assuré; parce que les emplois publics sont une carrière dans laquelle il n'y a pas de chômage et dans laquelle le salaire de chaque jour est aussi le salaire de l'année. Les ouvriers visent à ce résultat, ils visent à rendre le salaire permanent, et c'est parce qu'ils croient que la prolongation du travail au delà d'une certaine durée tend à supprimer le travail dans certaines saisons, c'est pour égaliser le travail, comme ils le disent eux-mêmes, qu'ils demandent la réduction des heures pendant lesquelles ils sont employés.

Messieurs, ce calcul, parfaitement légitime, procède d'une grande erreur; il suppose que le travail industriel n'a pas ses saisons comme l'agriculture; or, le travail industriel est soumis à toutes les chances de l'offre et de la demande; il a bien réellement, je le répète, ses saisons comme le travail agricole. Lorsque les commandes se développent, il y a des moments où le manufacturier est obligé de chauffer ses machines pendant vingt-quatre heures; il y a des moments où il devient nécessaire d'imprimer une grande accélération au mouvement de l'industrie. Pendant ces époques, le manufacturier n'est pas libre d'adopter une journée uniforme, il faut qu'il suive l'impulsion du commerce, qui suit lui-même celle de la consommation.

Eh bien, si vous défendez à l'ouvrier de travailler plus de douze heures, vous le privez précisément du bénéfice de cette augmentation de travail et du salaire qui est la conséquence d'un retour de prospérité; je ne crois pas que vous puissiez faire quelque chose de plus funeste aux travailleurs, dont vous voulez cependant améliorer le sort.

Tendre à l'égalité des heures de travail, tendre à l'égalité des salaires, c'est vouloir supprimer le principe de l'offre et de la demande, qui règle à la fois le prix des marchandises et le taux des salaires.

Permettez-moi encore de vous signaler une autre conséquence du décret que votre comité vous propose. Adopter pour la journée du travail une durée uniforme, c'est tendre à substituer le travail à la journée au travail à la tâche. C'est renoncer au progrès qu'a amené le mouvement naturel de la richesse et de l'industrie.

Le travail à la tâche est un progrès sur le travail à la journée ? Pourquoi ? Parce qu'il proportionne le salaire obtenu par chacun à la somme de force et d'expérience que chacun peut dépenser; parce qu'il rémunère l'ouvrier habile selon son habileté; parce qu'il rémunère l'ouvrier qui manque d'habileté selon son inexpérience.

Le travail à la tâche, c'est l'introduction de l'équité, d'une mesure équitable dans l'industrie. Le travail à la journée, c'est le rétablissement d'une mesure inégale, d'une mesure inexacte, et par conséquent inique. Et cependant, messieurs, si vous limitez la durée du travail, il en résultera forcément que vous transformerez le travail à la tâche en travail à la journée; car les ouvriers, tout en réclamant l'abréviation de la journée, prétendent bien conserver le même salaire. Et comment pourraient-ils conserver le même salaire, si l'on persiste à les payer à la pièce au lieu de les payer à la journée ?

Enfin, messieurs, il y a une dernière conséquence qui me paraît la plus fâcheuse de toutes.

On vous a dit que le salaire était la principale base des frais de production, et, les frais de production déterminant le prix de la marchandise, si vous augmentez le salaire sous une autre forme, en réduisant les heures de travail, et en prétendant que ces heures de travail réduites produisent le même salaire, vous augmenterez le prix de la marchandise, vous ajouterez aux difficultés de la concurrence, vous ferez que les manufacturiers français, arrivant sur le marché étranger, s'y rencontreront dans des conditions d'infériorité avec les produits étrangers.

Eh bien, messieurs, il existe une conviction générale dans ce pays, conviction que je ne partage pas au même degré, mais que je trouve établie, c'est que l'industrie en France n'atteint pas un degré de perfection suffisant pour que nos manufacturiers puissent lutter à armes égales sur les marchés du dehors et du dedans avec leurs concurrents étrangers, anglais, allemands ou belges. Si vous augmentez les frais de production, il est sensible que vous allez ajouter à ce désavantage, et que vous réduirez nos fabricants à l'impuissance, vous abaisserez l'industrie nationale en lui enlevant ses débouchés. Il suffit, je le crois, de vous montrer ce résultat pour que vous refusiez de vous y laisser conduire.

On vous disait, messieurs, dans une des séances précédentes, qu'en limitant le travail de l'ouvrier vous le feriez descendre au rang de l'esclave.

Ce n'est pas dire assez. Vous iriez plus loin encore, vous le réduiriez, l'ouvrier, au rôle passif de la machine; vous le toiseriez comme ces moteurs aveugles que les manufacturiers emploient dans l'industrie; car vous lui défendriez de stipuler dans son intérêt et d'employer ses forces dans la mesure qui lui convient.

Comment! vous avez émancipé l'ouvrier dans l'ordre politique, vous lui avez accordé le suffrage universel, vous avez déclaré qu'il était digne, qu'il était capable de prendre part à la direction des affaires du pays, et, aujourd'hui vous déclareriez qu'il n'est pas digne, qu'il n'est pas capable de diriger ses propres affaires; vous lui enlèveriez la direction de ses intérêts! Messieurs, ce serait là une grossière inconséquence. Vous déclareriez en même temps que l'ouvrier doit être libre en ce qui touche les affaires publiques, et libre de la plus grande somme de liberté, car vous lui donnez une part du pouvoir et vous déclarez en même temps qu'il ne doit pas être libre dans la gestion de ses affaires privées, qu'il ne peut pas disposer de son travail, qui est son capital, sa propriété!

Messieurs, je ne puis m'empêcher de voir dans la résolution que vous propose votre comité du travail, une conséquence de ces idées socialistes qui malheureusement sont aujourd'hui trop répandues en France. Je ne crains pas, quant à moi, le socialisme qui marche ouvertement à son but, celui qui dit : « Je ne veux pas de la famille, je ne veux pas de la propriété. » (*Vives réclamations à gauche.*)

A gauche. — On n'a pas dit cela. Vous calomniez.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *Rapporteur*. — Je demande la parole.

Le citoyen LÉON FAUCHER. — Celui-là, je ne le crains pas; ce que je crains et que je redoute, c'est le socialisme indirect, le socialisme inconséquent, bâtard, qui vous mènerait sur la pente et qui vous cacherait l'abîme. A celui-là, je dirais volontiers ce que j'avais l'honneur de dire à un membre du Gouvernement provisoire qui me répondait dans une conversation « Le socialisme c'est la peste. » A quoi, je faisais cette réponse à mon tour : « Oui, vous avez raison, le socialisme, c'est la peste; mais vous êtes tous malades de la peste. » (*Rires et murmures.*)

Messieurs, il faut regarder en face, avec sympathie, mais avec courage, les plaies du travail. Il ne faut pas que l'émotion nous fasse perdre de vue l'étoile polaire de la raison et de la science. Venons au secours des misères de la société sans troubler l'ordre social. Ne posons pas des règles inexécutables, et ne faisons pas des promesses vaines. Souvenons-nous que le décret qui proclame le droit au travail n'a pas été étranger à l'insurrection de juin. (*Mouvements prolongés en sens divers.*)

Le citoyen SÉNARD, *Ministre de l'Intérieur*. — Citoyens Représentants, je laisse aux honorables auteurs des propositions qui sont résumées dans l'amendement du comité du travail le soin de répondre aux objections de détail, mais je ne saurais laisser sans réponse les exagérations qui viennent de se produire à la tribune, et ces qualifications qui véritablement ont lieu de nous surprendre, même de la part des hommes les plus préoccupés d'une science

qu'ils tiennent pour inflexible. (*Rires d'approbation.*) J'ai besoin, Messieurs, de rappeler nettement la distinction sur laquelle s'appuie l'opinion du Gouvernement dans cette question si grave, distinction que nous avons déjà tracée, et que nous nous obstinerons à remettre en lumière, autant qu'on paraît vouloir s'obstiner à l'obscurcir. Entre les doctrines socialistes et les doctrines économiques qui se disputent cette tribune, nous sommes venus formuler une pensée, qui, je ne crains pas de le dire, est celle de l'immense majorité de l'Assemblée : c'est que, dans ce qui constitue le contrat industriel, l'État ne doit jamais intervenir, mais que jamais l'État ne doit abdiquer son droit et son devoir de protection et d'humanité. (*Vive approbation.*) Que les citoyens discutent donc librement et en dehors de notre intervention leurs intérêts privés; mais l'intérêt public doit être toujours défendu par nous, et nous surveillerons toujours les contrats dans la formation et dans l'exécution desquels les droits de l'humanité pourront se trouver compromis. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, la législation existante nous fournit une analogie sur laquelle je serais curieux de connaître l'opinion des économistes qui nous attaquent le plus vivement aujourd'hui.

Des lois et des décrets nombreux ont réglementé l'exercice des industries insalubres et dangereuses, et je ne sache pas que l'école du *laisser-faire et laisser-passer* ait jamais élevé à cet égard aucune réclamation. (*C'est vrai !*) C'est qu'en effet tout le monde comprend qu'un manufacturier ne peut pas avoir le droit de diriger un atelier insalubre de manière à nuire à son voisinage et à compromettre son existence propre et l'existence de ses ouvriers. (*Approbation.*)

C'est que nous comprenons tous que, si une industrie existait, et il en existe, dans laquelle l'ouvrier dût se trouver en contact avec un gaz ou avec quelque autre élément délétère, et si les études faites par les hommes de l'art montraient que la présence et le contact prolongé de l'homme avec la matière au delà de 2 ou 3 heures peuvent lui devenir funestes, ce serait un impérieux devoir pour l'administration d'intervenir ! (*Oui ! oui !*) Et certes, il n'y a pas d'économiste qui osât s'élever contre l'acte législatif ou le règlement qui soumettrait l'exercice d'une telle industrie à la condition que le travail y serait alternatif et que l'ouvrier ne pourrait être retenu qu'une ou deux heures dans l'atelier. (*Assentiment.*)

Eh bien l'atelier, l'usine, la manufacture où le travail n'offre aucun inconvénient pendant un temps raisonnable, deviennent des ateliers insalubres et dangereux quand l'ouvrier y reste enfermé treize, quatorze et quinze heures. (*Très bien ! très bien !*)

Là, messieurs, est pour nous la solution de la question.

Nous avons reçu la mission de protéger la société tout entière et de veiller surtout sur l'homme qui ne peut trouver ses moyens d'existence que dans le travail. Eh quoi, nous savons que sa santé, sa vie peut se trouver compromise s'il reste assujéti à un excès de labeur, et nous n'interviendrions pas ! (*Si ! si !*)

Répondrai-je maintenant à cette singulière objection qui vous montre l'ouvrier comme devant s'irriter lui-même contre l'intervention protectrice de l'État, et qui nous accuse, on l'a dit tout à l'heure, de le traiter comme un

esclave, pis que cela, comme une machine dont le temps de travail est fatalement limité. C'est étrangement comprendre la liberté et la dignité de l'homme que de les faire consister dans le droit de s'anéantir, de sacrifier sa santé, de sacrifier sa vie dans des travaux excessifs, et c'est faire à l'État une position que nous n'accepterons jamais, que de vouloir qu'en présence de tels faits il s'abstienne et ne sache que prononcer la formule fameuse de l'économie politique : Laisser faire, laisser passer. (*Sensation prolongée.*)

De toutes parts. — Très bien ! très bien !

Le citoyen Ministre. — Messieurs, quand cette liberté de contrat dont on parle toujours serait entière, quand il n'y aurait pas cette nécessité de vivre qui pèse sur l'homme et peut le forcer à des conditions que n'accepterait jamais sa libre volonté, croyez-vous que l'État ne devrait pas intervenir ? Et ne faut-il donc pas que l'homme qui veut périr soit arrêté au moment où sa volonté même le conduit à l'abîme ? (*Mouvement.*)

Pour moi, je l'ai dit souvent et je le répéterai toujours, un Gouvernement ne serait pas digne de ce nom s'il laissait se contracter des engagements qui auraient pour résultat de compromettre le présent et l'avenir même de l'humanité. (*Très bien !*)

Voilà, Messieurs, la distinction que nous avons tracée, et dans laquelle nous sommes heureux de nous rencontrer avec le comité du travail.

Que tout le monde comprenne bien que nous ne voulons pas, législativement, régler des questions de salaire, que nous ne voulons pas faire intervenir l'État dans l'industrie, que nous nous séparons nettement des doctrines socialistes qui donneraient à l'État le droit de réglementer et de dicter des conditions dans des contrats qui ne peuvent vivre que par la liberté. (*Appro- bation.*) Mais qu'il soit bien compris aussi que nous pouvons et que nous devons intervenir, quelle que soit la nature du contrat, toutes les fois que l'intérêt de l'humanité est compromis.

Voilà pourquoi nous intervenons ici, où il ne s'agit que de déterminer la durée maximum du travail qui, dans les circonstances ordinaires, peut appartenir aux forces physiques de l'homme. Voilà notre doctrine.

Et, à cette tribune comme ailleurs, le Gouvernement ne cédera pas plus aux exigences cruelles de l'économie politique qu'il ne se laissera entraîner par les systèmes socialistes au delà de ce qui lui paraît convenable et utile pour concilier la liberté de l'industrie avec les intérêts de l'humanité. (*Appro- bation.*)

Le citoyen ALCAN. — Citoyens Représentants, nul plus que moi ne doit reconnaître et proclamer toute la sympathie qu'on rencontre dans cette enceinte, lorsqu'on vient parler des droits sacrés des travailleurs. L'accueil bienveillant que vous avez bien voulu faire à une proposition dans le même but, que j'ai eu l'honneur de vous proposer, et qui déjà porte, je suis heureux de vous l'annoncer, un commencement de fruit, cet accueil en est la preuve la plus éclatante.

La proposition qui vous est soumise est une proposition qui rentre dans le même ordre ; elle a aussi pour but une question d'humanité qui intéresse la classe des travailleurs ; mais elle a un but plus étendu encore, elle intéresse au plus haut point les affaires et l'industrie en général.

Cependant ce projet a été vigoureusement, énergiquement attaqué. Il a été attaqué par des raisons vagues et indirectes, et par des faits directs. Je ne m'arrêterai pas à réfuter longuement ces insinuations et ces attaques indirectes; je ne pense pas que, lorsqu'une bonne idée se produit à cette tribune, on doive la repousser parce qu'elle a un point d'appui sur certains bancs de cette Assemblée. Je me hâte de dire cependant, et dans l'intérêt de la proposition, que nous ne sommes pas communistes, ou du moins je ne suis pas communiste, mais je suis un peu pestiféré (*On rit*), comme l'a dit M. Léon Faucher.

Savez-vous pourquoi, tout en reconnaissant qu'il y a dans les différents systèmes socialistes d'excellentes choses, pourquoi cependant, pour mon compte, je ne puis épouser aucune de ces doctrines complètement? C'est parce qu'après les avoir examinées consciencieusement, j'ai reconnu qu'elles ressemblaient à ces machines combinées par des théoriciens savants, et qui paraissent parfaites sur le papier, et ne peuvent pas marcher en pratique, parce qu'on n'a pas su tenir compte des résistances et des frottements.

C'est pour cela qu'on ne peut pas, je le crois, adopter d'une manière complète et absolue aucune des doctrines qui se rangent sous la bannière des socialistes, quelle que soit d'ailleurs l'école.

Mais y a-t-il, examinons-le impartialement, y a-t-il une autre école qui puisse la remplacer? Cette école si fière qui vient vous adjurer de ne pas vous écarter des doctrines, de ses doctrines à elle, quelle est-elle donc? Qu'a-t-elle produit, cette école hardie? Qu'est-ce donc que cette doctrine du laisser-faire, du laisser-passer?

Le citoyen SÉNARD, *Ministre de l'Intérieur*. — Une négation!

Le citoyen ALCAN. — Ce n'est pas autre chose que l'inscription de l'égoïsme individuel, de l'antagonisme qui existe dans les affaires, sur la bannière. Eh bien, c'est cette inscription que nous voulons faire disparaître, nous le déclarons, dans ce qu'elle offre d'abusif, pour faire triompher dans les faits, dans l'application, l'inscription sainte adoptée par notre République. (*Très bien! très bien!*)

Je n'ai pas besoin, je pense, de répondre aux faits généraux qui ont été posés ici. M. le Ministre de l'intérieur vous a fait entendre de nobles accents, que je ne pourrais qu'affaiblir, si je voulais y revenir; mais je vais prendre les faits qu'on est venu vous étaler depuis trois jours ici, au nom de ces fameuses doctrines, et nous allons voir ce qu'ils ont produit.

Vous dites, d'abord, qu'il ne faut pas réglementer le travail; qu'il ne faut rien limiter; en un mot, qu'il faut se ranger toujours sous cette célèbre bannière du laisser-faire et du laisser-passer; et pourquoi cela? Parce que c'est une entrave à la liberté, et je serais parfaitement d'accord avec vous si, en effet, les conditions étaient égales; mais où est-elle donc cette liberté de l'ouvrier, du travailleur qui va demander du travail dans une usine, dans une manufacture? On lui dit: Ici vous travaillerez douze heures, treize heures, quatorze heures, quinze heures, seize, dix-sept heures par jour, car il existe des centres manufacturiers où le travail se prolonge jusqu'à dix-sept heures par jour.

Le citoyen VICTOR GRANDIN. — Où donc cela?

Le citoyen ALCAN. — A Lille, je vais y revenir tout à l'heure; j'ai des faits en mains et je vous le prouverai; je n'ai pas l'habitude de parler, et je ne monte à la tribune que lorsque j'ai les faits en mains.

Eh bien, croyez-vous que ces hommes soient parfaitement libres, et que les conditions soient bien les mêmes? Mais oui, direz-vous, il y a là la question de l'offre et de la demande; cet homme a le droit d'aller chez le voisin pour demander du travail; pourquoi ne va-t-il pas le trouver? Ce voisin, je le suppose un homme très humain, très honnête, ce n'est pas moi qui calomnierai jamais qui que ce soit. Je comprends qu'il ne faut pas apporter de paroles irritantes au dehors, je le comprends mieux que personne, mais je pense aussi qu'il serait dangereux de dénaturer la vérité ici, parce que vous affaibliriez alors l'autorité de vos paroles.

Eh bien, je reviens et je dis : supposez qu'il aille chez un voisin honnête, humain, loyal, comme il existe tant d'industriels : que lui dira le voisin? Certainement vous pouvez travailler chez moi (surtout s'il a de la besogne, si la demande en effet est considérable), mais vous ne pourrez travailler qu'aux heures ordinaires du travail.

Vous voyez donc déjà que cette liberté que vous chérissez tant, vous êtes cependant obligés de la réglementer quand il s'agit de la presse. Ne demandez-vous pas à réglementer vous-mêmes le travail quand il s'agit des femmes et des enfants? Il est vrai que vous dites que ce sont des mineurs. Mais pourquoi remplacez-vous la tutelle du père? Qui vous en donne le droit, puisqu'il est électeur, éligible, et que vous ne voulez pas atteindre l'être moral?

Donc vous êtes bien obligés de reconnaître qu'il faut réglementer, et que vous ne pouvez pas faire autrement.

Et bien, voyons maintenant quelle était la condition du travail, car j'ai promis d'être bref et de rentrer dans les faits, quelle était la condition du travail jusqu'à la révolution de Février? Les journées étaient extrêmement variables; elles variaient suivant la nature du travail, suivant la spécialité. La variation avait lieu de huit heures, dans les vingt-quatre heures, jusqu'à dix-sept, que j'annonçais tout à l'heure. Lorsque la révolution éclata, on demanda alors de faire disparaître les abus de la prolongation du travail; car notez bien qu'on était parti de journées normales de travail, et c'est sur ce point qu'on cherche à déplacer les faits. Il y a une journée normale de travail qui a été prolongée au delà de toute mesure, et c'est là que nous voulons revenir. Nous ne voulons donc rien réglementer; nous ne voulons que réprimer l'abus.

Lorsque la révolution éclata, on rendit le décret du 2 mars.

Ce décret a été reconnu et adopté avec une joie extrême. Cette expression générale ne rend même pas ce qui se passa alors; il faut le dire, il fut accueilli avec délire dans les centres manufacturiers; c'était une véritable délivrance, parce qu'on avait horriblement abusé du laisser-faire, du laisser-aller.

Je ne veux pas arrêter votre pensée sur des faits allégués au hasard, auxquels vous pourriez donner plus ou moins de foi. Permettez-moi de vous lire quelques mots d'un passage écrit par une commission toute spéciale que

vous ne suspecterez sous aucun rapport, pour vous dire quel était cet homme moral dont on veut tant conserver la liberté et la moralité.

Voici comment une commission de l'intendance sanitaire, du conseil de salubrité du département du Nord, s'exprimait le 1^{er} avril 1832, touchant l'état des pauvres ouvriers de la ville de Lille, dans son rapport à la municipalité, sur les moyens à prendre immédiatement contre les maladies qui décimaient la ville.

Voici l'être moral qu'on veut bien ménager :

« Il est impossible de se figurer l'aspect des habitations de nos pauvres, si on ne les a visitées; l'incurie dans laquelle ils vivent attire sur eux des maux qui rendent leur misère affreuse, intolérable, meurtrière. » (*Bruit.*)

Je vous en supplie, écoutez un instant, car vous verrez que je ne tiens à en tirer qu'un parti tout à fait conséquent et logique.

« Leur pauvreté devient fatale par l'état d'abandon et de démoralisation qu'elle produit. . . Dans leurs caves obscures, dans leurs chambres qu'on prendrait pour des caves, l'air n'est jamais renouvelé, il est infect; les murs sont plâtrés de mille ordures. . . S'il existe un lit, ce sont quelques planches sales, grasses; c'est de la paille humide et putrescente; c'est un drap grossier dont la couleur et le tissu se cachent souvent sous une couche de crasse; c'est une couverture semblable à un tamis, etc. »

Enfin tout le rapport est dans le même sens; je n'ai pas besoin de le finir. Le rapport est signé par MM. de Chambray, Bailly, Briganda, Culmann, Thémistocle Lestiboudois, un membre de l'ancienne Chambre, qui a eu l'imprudence de laisser dire que la Chambre n'était pas faite pour s'occuper des questions de travail. Eh bien, vous voyez jusqu'où l'abus a pu aller, vous voyez que cette journée qui devait être normalement de douze heures, a été poussée jusqu'à quinze, seize et dix-sept heures.

Mais cependant, dit-on encore, si vous réglementez le travail, il en résultera des inconvénients pour la concurrence. Ceci encore ne peut avoir aucun poids à vos yeux, et voici pourquoi : il a été reconnu qu'au delà d'un certain temps, pour les hommes comme pour les animaux, le travail devient pour ainsi dire improductif.

Vous savez qu'il y a eu beaucoup d'expériences faites sur les animaux : si vous faites travailler un cheval au delà d'un certain temps, son travail n'a plus d'utilité; j'en appelle aux savants qui siègent dans cette enceinte. Il en est de même pour l'homme, et on n'a pas besoin d'être un grand savant pour le concevoir. Lorsque vous dépassez une certaine limite, l'ouvrier ne produit plus, au bout de quelque temps, aucun travail utile. En effet, l'affaiblissement de l'homme se répartissant sur différentes journées, fait que le produit général est bien moindre lorsqu'il travaille trop, que lorsqu'il travaille raisonnablement.

Il y a donc un intérêt à rester dans un juste milieu. C'est évident; car lorsque l'homme travaille pendant trois cents journées, si vous le faites travailler pendant quatorze, quinze heures par jour, tous les manufacturiers le savent bien, il est certain que cet homme, au bout de l'année, n'a pas plus produit que s'il avait travaillé un temps moindre convenablement, avec goût, avec activité.

En effet, il ne le peut, comme il convient pour tous, qu'autant que le travail est limité.

Comment se fait-il donc, me dira-t-on, car je ne veux laisser aucune objection sans réfutation, comment se fait-il donc que, malgré le tableau sombre que vous nous faites, l'amélioration ait été progressive, et que la somme de bien-être ait été en augmentant?

Je ne suspecte pas les chiffres donnés à l'appui de cette assertion; je les admetts; seulement j'ai un seul mot à vous dire sur la répartition de ces chiffres.

Oui, il est vrai, comme l'a dit M. Dupin, qu'en 1788 il revenait à chacun 28 de produits, et qu'aujourd'hui il lui revient 138. C'est un fait exact, mais il faut ajouter ce que M. Dupin n'a pas pensé à dire.

Il faut ajouter qu'en même temps que la production s'est augmentée de 33 p. 100, le salaire s'est abaissé précisément de ces 33 p. 100.

Qu'en résulte-t-il alors? Ceci : c'est que l'ouvrier travaille beaucoup plus, et peut se donner beaucoup moins de bien-être.

Mais où donc a passé ce produit qui vous est annoncé et qui est exact? C'est bien simple et bien clair : la position de la masse de la population s'est, en effet, améliorée; mais ce sont surtout nos cultivateurs de la campagne dont le salaire n'a pas diminué, et qui ont pu se procurer des produits de meilleur marché depuis la division du travail, et depuis surtout que les instruments de travail se sont beaucoup propagés entre leurs mains.

Eh bien, ce à quoi nous tendons, c'est à arriver de plus en plus à procurer les instruments du travail aux travailleurs, c'est que la réduction des produits nécessitée par la concurrence ne tombe pas exclusivement sur le travailleur; car vous voyez par les chiffres, par les résultats, qu'en effet c'est toujours cet élément sacré du travail qui supporte toutes les réductions.

Et bien, cela ne peut plus être ainsi.

On nous a parlé, à plusieurs reprises, de la concurrence étrangère; car c'est là le grand grief, l'objection fondamentale; permettez-moi donc de l'aborder.

On vous dit, messieurs : Qu'allons-nous devenir? Si nous étions seuls au monde, nous ferions ce que bon nous semblerait; mais ne voyez-vous pas que nous avons là, à la portée, la concurrence étrangère; que, si vous diminuez le nombre des heures de travail, vous produirez moins pour le même prix, et que par conséquent vous ne pourrez plus faire cette concurrence à l'étranger?

Mon Dieu! cet argument n'est pas à craindre, et je crois qu'il est très facile à réfuter.

D'abord, si on examine la question raisonnablement, si on a le bonheur de n'appartenir à aucune école, si on est complètement impartial, on admettra qu'une journée convenable, un travail limité est beaucoup plus productif qu'un travail exagéré; je crois qu'il n'y a pas un seul homme de bonne foi qui puisse ne pas admettre cet argument.

Voyons d'abord de quoi se composent les produits en général. Leur prix de revient se forme de différents éléments; ces éléments sont la matière première,

la main-d'œuvre, l'intérêt de l'argent, les frais généraux, en un mot les différents éléments que vous connaissez tous.

Eh bien, vous dites : Si vous diminuez un seul élément, et surtout celui de la main-d'œuvre, qu'en arrivera-t-il ? C'est que vous ne pourrez pas soutenir la concurrence étrangère.

Je commence par vous dire que cet argument pêche par sa base ; que nulle part on ne travaille plus qu'en France, nulle part les heures de travail ne dépassent 70 heures par semaine ; par conséquent, je le répète, cet argument n'a pas de valeur.

D'un autre côté, j'ajouterai qu'il y a un pays qui prospère sensiblement depuis quelques temps : c'est la Suisse ; c'est celui où les ouvriers travaillent le moins.

Je ne veux pas dire qu'il ne faudrait pas travailler du tout pour faire des bénéfices, mais je veux dire qu'il y a une certaine limite, une limite raisonnable qu'il faut adopter.

Si, au lieu de faire la concurrence étrangère au moyen de la réduction des salaires, vous faisiez la concurrence étrangère en cherchant à fonder les établissements de crédit, à diminuer le loyer de l'argent, à diminuer les frais généraux de toute nature, à améliorer les voies de communication de manière à avoir les transports à meilleur marché, à coloniser l'Afrique, comme on vous l'a dit, et comme vous allez le faire, soyez certains qu'alors vous vous trouveriez dans des conditions meilleures, puisque vous auriez les matières premières, le coton, la laine, la soie, le fer, etc., à beaucoup meilleur marché qu'à présent.

Par le développement des établissements de crédit, vous auriez le loyer de l'argent à des conditions favorables, et, par conséquent, vous arriveriez à pouvoir soutenir la concurrence étrangère par des moyens légaux, sages, prudents, politiques, humains, tandis qu'il n'est pas humain de faire supporter aux ouvriers, au salaire, tous les frais de cette concurrence.

D'ailleurs, il y a un exemple frappant qui peut vous démontrer que la concurrence étrangère ne dépend pas d'une question de salaire. Examinons ce que nous vendons aux étrangers. Des objets de luxe, des bronzes, des soieries de luxe, des articles de Paris et une foule d'autres articles.

Eh bien, remarquez-le bien, c'est précisément dans ces spécialités que l'ouvrier est le mieux rétribué, tandis, au contraire, que, dans les spécialités où l'ouvrier ne gagne qu'un vil prix, où les femmes ne gagnent quelquefois que 0 fr. 50, où elles sont encore soumises à des amendes, dans ces spécialités-là, dans les cotons, par exemple, il nous est impossible de rivaliser avec l'étranger. Vous voyez donc que ce n'est pas la question du salaire qui est ici la grande question, en ce qui concerne la concurrence ; d'autres éléments y concourent et en forment la base : nous y reviendrons un autre jour.

Mais il y a un autre argument que j'avais omis et que je ne veux pas laisser passer : on vous dit (je n'ai plus que quelques mots à ajouter), on vous dit que vous allez établir la concurrence entre les ouvriers qui travaillent chez eux et ceux qui travaillent au dehors. (*Bruit.*)

J'en demande pardon à l'Assemblée, je ne monte pas souvent à la tribune ; mais c'est ici une question tellement grave que j'aimerais mieux descendre de

la tribune à l'instant même, que ne pas traiter la question complètement. (*Parlez! parlez!*)

Examinons donc la concurrence intérieure. On dit, et il ne faut laisser aucun argument sans y répondre, on dit qu'il y aurait concurrence entre les ouvriers des usines et les ouvriers qui travaillent chez eux.

D'abord je ferai remarquer que les usines et les manufactures dans lesquelles des abus se commettent le plus souvent, dans ces usines-là, dans les filatures, par exemple, il est impossible qu'un ouvrier travaille au dehors; il faut qu'il le fasse dans la manufacture, parce qu'il n'y a que là qu'il trouve des machines, outils et moteurs.

Il n'y a donc que quelques autres spécialités rares et qui disparaissent chaque jour, où l'ouvrier puisse travailler chez lui. Celui-là pourra travailler un peu plus longtemps, je l'admets. Mais ce n'est pas là un inconvénient, au contraire; jusqu'à ce que vous ayez établi la solidarité dans la fabrication, jusqu'à ce que vous ayez introduit peu à peu l'association dans la production, je dis qu'il sera extrêmement heureux de propager le travail en famille; parce que là vous moralisez le travail, parce que là l'ouvrier est libre, et non attaché à la machine où il est traîné, comme ces enfants qui veulent suivre une voiture dont ils ne peuvent atteindre la vitesse. Dans une manufacture, en effet, lorsque le travail dépasse certaines heures, l'ouvrier y est attaché, il suit la machine plutôt qu'il ne la dirige, ce qui n'a jamais lieu dans les familles, et le travail ne peut pas y présenter d'inconvénient; au contraire, il est moralisé, l'ouvrier est libre, et, par conséquent, votre objection ne peut pas subsister.

Un seul exemple, cependant, que j'ai omis sur ce que peut produire le travail libre. Il y a une industrie que vous connaissez tous : c'est l'industrie de l'orfèvrerie, de la bijouterie; cette industrie n'est pas libre, elle est soumise à un contrôle; on ne peut fabriquer qu'à certaines conditions déterminées. L'industrie du plaqué, au contraire, a voulu rester libre, elle n'a pas voulu qu'on entravât, qu'on attaquât cette liberté sacrée de la fabrication. Qu'est-il arrivé? C'est que la première, et toutes les industries qui s'y rattachent prospèrent, elles sont estimées à l'étranger; le nombre des ouvriers a doublé en peu de temps; les salaires ont augmenté, tandis que l'industrie du plaqué est en ruine complète, en ruine telle, que, dans ce moment, elle sollicite pour obtenir le poinçonnage du plaqué, M. le Ministre des finances le sait ou le saura bientôt, parce qu'alors il y aurait garantie, certitude dans la bonne fabrication, et il est certain que si on fait droit à cette réclamation, elle aura une grande influence sur l'avenir de cette spécialité.

Je pourrais fournir beaucoup d'exemples; mais nous sommes très pressés par le temps, sans quoi je pourrais vous fournir une foule d'autres exemples en faveur de cette espèce de réglementation que nous réclamons, et qui ne touche en rien à la liberté.

Mais, dites-vous, voyez ou cela vous mène : déjà des fabricants s'assemblent, et ils veulent fixer un minimum des salaires. (*Où? où?*) Dans tous les départements du nord; j'ai ici des pièces écrites et signées. Savez-vous pour quoi tous réclament la limitation des heures de travail (et ce sont les hommes les plus intelligents et les plus loyaux)? Parce qu'ils connaissent

par expérience, les abus, et ils sentent que nous n'aurons de salut qu'autant que nos ouvriers seront payés convenablement. Entendons-nous donc, entre nous, pour fixer un minimum de salaire.

Vous dites à cela : Vous allez augmenter les produits ; savez-vous dans quelle proportion ? Je prends un exemple, le mètre de drap ; eh bien, le mètre de drap sera augmenté de 15 centimes. A ce prix-là, vous obtiendrez la sécurité, la vie de l'ouvrier, et la perfection de la fabrication. Croyez-vous que c'est payer trop cher, et croyez-vous que vous n'arriverez pas, à ces conditions là, à lutter avec l'étranger ? Je vous réponds que si, et vous le verrez bientôt.

Messieurs, l'heure presse, et je termine en vous disant que je me rallie au projet de décret de la commission. Cependant, il est nécessaire d'ajouter un seul mot quant aux catégories d'ouvriers de la famille du bâtiment.

Voici le décret :

« Art. 1^{er}. — Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, est abrogé.

« Art. 2. — La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif. »

J'ajoute ces deux mots qui rendent la pensée de mon amendement ; et lorsque la discussion viendra, si vous le permettez, je ferai quelques observations. J'ajoute ces mots : *« et de dix heures pour les ouvriers de la famille du bâtiment. »*

Ces dix heures existent aujourd'hui, et sont déterminées par les règlements d'administration. Ce n'est absolument que par l'abus qu'on les a poussées un peu plus loin. Dans Paris, depuis que cette discussion est soulevée, il y a de la fermentation, parce que certains patrons menacent déjà les ouvriers d'abuser du décret, c'est-à-dire de vouloir considérer les douze heures comme étant également applicables aux ateliers qui ne travaillaient que dix heures. Il est donc bien important, dans l'intérêt de l'exactitude, de rétablir pour chaque espèce de spécialité les heures auxquelles elle a droit. C'est pour cela qu'il faut rester dans la limite de dix heures pour les ouvriers du bâtiment.

C'est d'autant plus important, que voici l'hiver qui approche. Les ouvriers étant payés à l'heure, vous comprenez que, si l'on ne fait plus que huit heures et qu'on ne paye que huit heures proportionnellement à douze heures et non pas à dix, la journée se trouvera réduite, tandis que, si vous maintenez les dix heures de travail, la journée sera ce qu'elle a toujours été.

J'aurais voulu vous donner quelques détails encore sur cette importante question. Je suis désespéré de prolonger la discussion, mais on a plaidé contre pendant trois jours ; l'Assemblée ne trouvera pas mauvais, j'espère, que, pendant quelques instants, on développe les raisons pour.

Je termine cependant à cause de l'heure, je termine en disant : Si vous n'adoptez pas ce décret, ce ne sera réellement, à mon avis, que par une espèce de préjugé, et vous prouverez une fois de plus la vérité de ce que disait au siècle dernier un auteur fort estimé des économistes, Forbonnais : « Le Français, taxé d'inconstance, est le plus opiniâtre à conserver les fausses mesures qu'il a une fois embrassées. »

Il est évident que vous vous serez laissé (permettez-moi le mot), que vous vous serez laissé surprendre par cette peur d'entraver la liberté du commerce, de l'industrie qui ne peut aujourd'hui marcher, ou qui attend avec impatience, autant les patrons que les ouvriers, que vous vous prononciez sur cette question importante. Je vous conjure donc d'adopter la proposition qui vous est soumise.

.....

SÉANCE DU 8 SEPTEMBRE 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN ARMAND MARRAST.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif à la fixation des heures de travail.

Le comité du travail a présenté un décret en cinq articles, sur lequel déjà la délibération s'est ouverte. Il y a un très grand nombre d'orateurs inscrits sur ce décret. Le nombre des orateurs inscrits n'est pas moindre de 29. (*Exclamations.*)

M. Pascal Duprat, rapporteur, a la parole.

Le citoyen PASCAL DUPRAT. Je devais, au début de cette séance, répondre aux attaques, un peu vives peut-être, qui avaient été dirigées dans la séance de lundi contre le projet apporté à cette tribune par le comité du travail; mais je viens d'apprendre que beaucoup d'orateurs se sont encore inscrits contre le projet; il est possible que les attaques se déplacent, il est possible que de nouveaux arguments soient présentés contre la pensée que nous avons apportée ici; j'attendrai, si l'Assemblée le juge convenable, que toutes ces attaques se soient produites afin d'y répondre en même temps. (*Appuyé!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. La parole est à M. Stourm.

Le citoyen STOURM. Messieurs, on proteste, au nom de la liberté, contre le droit conféré à l'État de régler le nombre des heures de travail, et, d'un autre côté, on prétend que l'État est le meilleur juge des actions humaines, et qu'il a le droit souverain de les réglementer. Il faut nous entendre entre ces deux systèmes opposés.

Quant à moi, je n'admets pas le droit de l'État comme dispensateur souverain du travail et de la richesse, comme ordonnateur de la production et de la consommation. Le seul droit que je reconnaisse à l'État est celui-ci : il dispose des forces générales du pays, il concentre dans ses mains l'action politique et l'action gouvernementale. Au-delà commence le droit et la liberté des citoyens; et je voudrais même aller plus loin, je voudrais que l'État respectât plus qu'il ne le fait le droit et la liberté des communes, le droit et la liberté des départements. (*Très bien! très bien!*)

Mais dès qu'on reconnaît à l'État le droit de disposer des forces générales du pays, c'est-à-dire probablement de les conserver, il faut reconnaître aussi que l'État a le droit de veiller sur la santé et sur la moralité publique.

La santé et la moralité publique, ce sont là, Messieurs, les principes générateurs de la force nationale. Que voulez-vous que fasse un gouvernement, d'une nation qu'il n'aurait pas le droit de garantir contre l'énervement ou contre la débauche? C'est comme si vous mettiez entre les mains du Gouvernement, pour combattre les ennemis de l'État, des vaisseaux qu'il n'aurait pas le droit de garantir de la pourriture.

Ce ne sont pas là, Messieurs, des principes nouveaux, ce n'est pas là la consécration d'une nouvelle doctrine éclosée, d'une nouvelle école politique, c'est la sanction de principes admis dans tous les temps, par tous les peuples, sous toutes les formes de Gouvernement; partout on a considéré que l'État avait le droit de conserver la santé et la moralité publique. Cela a été appliqué sous tous les régimes et par toutes les législations. C'est ainsi que l'État peut porter atteinte aux droits des citoyens, aux droits des propriétaires, aux droits des industriels, en faisant ce que vous rappelait à la dernière séance M. le Ministre de l'intérieur, en repoussant de la cité les ateliers insalubres.

C'est ainsi qu'il peut violer la liberté individuelle, en l'enfermant dans un lazaret, en soumettant à une quarantaine des citoyens qui rentrent dans leur patrie, sortant d'un lieu où il y a à craindre qu'ils n'aient contracté une maladie contagieuse.

C'est ainsi que, sous l'ancienne Chambre, on a violé le droit du père de famille en lui défendant d'employer ses enfants à un travail qui durera plus d'un certain nombre d'heures par jour.

Ce droit est donc constaté, droit conservateur de la santé publique.

Ce n'est pas une question de droit que vous avez à examiner, mais une question de fait.

Est-il vrai, oui ou non, que l'excès du travail pour certaines classes d'ouvriers, dans certaines manufactures, soit destructeur de la santé?

La réponse est facile : vous n'avez qu'à consulter la statistique du recrutement militaire; elle vous apprendra que c'est surtout dans les villes manufacturières qu'on rencontre le plus grand nombre de jeunes gens impropres au service militaire, par suite de vices de santé ou de conformation.

Le Ministre du commerce a envoyé, il y a quelques années, des inspecteurs spéciaux dans des villes manufacturières pour étudier sur place cette importante question. Le rapport de tous ces inspecteurs constate ceci, c'est que l'excès du travail, dans certaines villes manufacturières, amène rapidement la dégradation morale et la dégradation physique de l'ouvrier.

Si cela est vrai, comment pouvez-vous souffrir un pareil état de choses qui détruit successivement les forces vives de la nation, qui abaisse successivement le niveau de notre puissance nationale? il est vrai, il ne faut pas le dissimuler, que vous portez là, en réglant le nombre des heures de travail, une atteinte à la liberté; mais, je le demanderai, est-il une garantie que vous preniez en faveur de la liberté, en faveur de la sécurité, en faveur de la tranquillité publiques, qui ne soit une atteinte à la liberté?

On a écrit dans votre projet de constitution que le droit des citoyens avait pour limites le droit d'autrui : par autrui on entend sans doute aussi la société. Eh bien, les droits des citoyens ont pour objet, ont pour limites les droits de la société, les droits de la sécurité publique. Il n'y a véritablement

qu'une seule difficulté dans cette question, qu'une seule objection qui ait de l'importance : c'est celle de la concurrence étrangère. Il est vrai qu'en diminuant le nombre des heures de travail, vous faites une chose équivalente à une augmentation de salaire.

Une augmentation de salaire augmentera le prix de certains produits ; l'augmentation du prix de certains produits en rendra l'écoulement plus difficile sur les marchés étrangers. Cela est vrai, il est impossible de le dissimuler ; mais je pourrais vous répondre que cette augmentation de prix ne s'applique qu'à un petit nombre de produits ; cela est facile à démontrer ; je pourrais vous démontrer encore que, parmi le très petit nombre de produits dont le prix sera augmenté, il y en a très peu qui se placent couramment sur les marchés étrangers. Je pourrais vous démontrer encore que, parmi les nations industrielles de l'Europe, avec lesquelles nous sommes en concurrence, il en est plusieurs chez lesquelles non pas la loi, mais les mœurs, les habitudes, ont réduit à douze heures le nombre des heures de travail : votre position sera donc égale à celle de ces nations ; mais je passe par-dessus ces détails, et voici où je veux en venir.

Depuis vingt-cinq ans nous faisons des efforts considérables, des efforts dispendieux pour développer notre industrie ; ces efforts ont été tels dans plusieurs parties du territoire, que nous sommes parvenus à y établir des industries véritablement artificielles. Nous faisons aussi des efforts considérables et dispendieux pour chercher au dehors des consommateurs : nous avons constamment les yeux tournés du côté des marchés étrangers, comme si nos produits ne pouvaient trouver d'écoulement que sur les marchés étrangers.

En cela nous avons agi à l'imitation de l'Angleterre, sans réfléchir à la différence de situation des deux pays. L'Angleterre est un pays forcément, essentiellement industriel ; il faut nécessairement qu'elle soit la première nation industrielle du globe pour exister. L'Angleterre a fait des efforts immenses pour trouver au-dehors des consommateurs, parce que la plus grande partie de sa population est renfermée dans l'intérieur des villes ; sur la totalité de sa population, les deux tiers sont renfermés dans les villes, un tiers seulement est dans les campagnes ; l'Angleterre a des colonies très considérables, et son territoire national est très restreint. En France, la population est distribuée d'une manière contraire ; nous avons 25 millions d'habitants des campagnes et 10 millions seulement d'habitants des villes. La France est un pays essentiellement agricole, en raison de la distribution de sa population, en raison de la nature de son sol, en raison de la diversité des climats. C'est chez nous et sur notre sol que nous devons chercher nos principaux consommateurs, c'est de ce côté-là que nous devons tourner toute notre attention.

Si vous augmentez quelque peu, par des améliorations apportées dans l'agriculture, les moyens, pour les habitants de la campagne, de faire des économies, voyez donc quel capital énorme vous mettez sur-le-champ à la disposition de nos produits manufacturés. Supposez que chacun des habitants de nos campagnes puisse faire seulement chaque année une économie de 10 francs, et qu'ils les consacrent à l'acquisition de produits manufacturés,

voyez quelle somme énorme se trouve consacrée au débouché de nos produits industriels !

Ce que vous avez à faire, c'est donc d'élever à la qualité de consommateurs réels, plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, les habitants de nos campagnes. C'est donc du côté de l'agriculture que vous avez à tourner votre attention, pour trouver dans l'agriculture et sur notre sol les consommateurs que vous pourriez perdre sur les marchés étrangers.

Si c'était ici le lieu, je pourrais, en peu de paroles, vous démontrer comment il est possible d'apporter dans le sein de l'agriculture et au milieu de nos campagnes ces améliorations qui développeraient la faculté de consommation d'un plus grand nombre des habitants de la campagne. Mais ce n'est pas ici le lieu, nous trouverons dans un autre temps et dans une autre discussion l'occasion de développer ces idées.

Si notre industrie perd quelque chose sur le marché étranger, nous devons aujourd'hui prendre l'engagement de lui rendre l'équivalent sur notre marché intérieur, et notre marché intérieur ne peut se développer qu'à une condition, c'est de développer aussi le bien-être et les richesses dans l'intérieur de nos campagnes, parce que c'est là nos principaux consommateurs.

Je me résume. L'État a le droit de prendre les mesures nécessaires pour la conservation de la santé publique. Ce droit doit être exercé, et si l'exercice de ce droit peut diminuer en quelque chose les facilités de nos débouchés à l'extérieur, nous retrouverons sur notre propre sol la compensation des pertes que nous aurons faites au dehors.

Je conclus en vous proposant d'adopter la rédaction du comité, qui réduit à douze heures la journée de travail. Cette réduction ne peut porter aucune atteinte aux droits véritablement sérieux des industriels, car, par l'article 2, on donne au règlement le soin d'accorder des dispenses pour les cas particuliers, en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les inconvénients et les abus qui pourraient en résulter.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Besnard à la parole contre le nouveau projet présenté par le comité du travail.

Le citoyen BESNARD. — Messieurs, l'attention longue et soutenue que l'Assemblée a donnée à l'examen de la question qui lui est soumise prouve combien cette question est grave. C'est, en effet, une des plus graves qui puissent se traiter ici dans l'intérêt de l'industrie.

Faut-il, oui ou non, réglementer la durée des heures de travail dans les ateliers ? Le premier projet présenté par la commission avait simplement dit *non*, en demandant que le décret du gouvernement provisoire portant cette limitation fût abrogé.

Depuis, et à cause des discussions auxquelles ce rapport a donné lieu, la commission a présenté un nouveau projet duquel il résulte d'abord que le décret du 2 mars serait purement et simplement abrogé. Mais ensuite il dit dans l'article 2 que la journée de l'ouvrier, dans les manufactures et les usines, ne pourra excéder douze heures de travail effectif ; que des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette règle générale, à raison de la nature des industries ou des

causes de force majeure; et qu'enfin le temps de travail qui excèdera douze heures sera payé comme travail supplémentaire.

Je viens combattre les articles 2, 3, 4 et 5 du nouveau projet de la commission.

J'imaginai qu'il était beaucoup plus urgent de faire renaître le travail dans les ateliers et partout, que de continuer l'espèce de discussion et d'antagonisme qui existe malheureusement depuis plusieurs mois entre les patrons et les ouvriers. Je me trompe fort, ou cette discussion n'est pas de nature à hâter le moment où le bon accord que je désire renaîtra. (*C'est vrai!*) Mais enfin que faudrait-il faire? Il faudrait, avec les mesures que déjà nous avons adoptées, avec les dispositions favorables qui se dénotent un peu partout en faveur de la reprise des affaires, il faudrait, dis-je, que l'Assemblée, continuant d'ailleurs à s'occuper d'une manière utile de tout ce qui doit donner au pays de la confiance et de la sécurité, protégéât bien efficacement ce retour au travail. Ce n'est pas par là que nous commençons, je le regrette.

Y a-t-il avantage dans la limitation des heures du travail? Je n'hésite pas à dire qu'il n'y a pas d'avantage, et que cette limitation est contraire non-seulement à l'intérêt du pays, à l'intérêt de l'ouvrier, mais à l'intérêt public lui-même. L'intérêt du patron n'est pas ici celui que je viens défendre, il n'a pas besoin de ma défense; l'intérêt de l'ouvrier me touche davantage; mais l'intérêt public, qui les domine et les comprend, me porte plus spécialement à embrasser sa défense.

Si vous limitez, que ferez-vous? Vous placerez l'industrie française, on l'a bien compris, dans un état d'infériorité positive pour tout ce qui tient à ses débouchés, à sa concurrence avec l'étranger; vous la placerez dans un état d'infériorité qui atteindra bientôt le patron, et qui frappera plus lourdement sur l'ouvrier. L'intérêt de l'ouvrier consiste en ceci: Produire beaucoup, vendre et écouler beaucoup; car si vous ne faites pas ces deux choses, il y a paralysie ou au moins entrave dans l'industrie elle-même; et, alors, quand le propriétaire ne peut écouler, quand il y a engorgement des produits dans les magasins, il est bien impossible, messieurs, qu'il fasse travailler l'ouvrier.

Avez-vous alors besoin de dire: L'ouvrier ne travaillera pas au delà de douze heures? S'est-on bien rendu compte de la situation de l'ouvrier? Je ne le pense pas. Il faut le reconnaître ici, je le dis à regret, mais c'est la vérité, les ouvriers doivent être classés: il y a de bons ouvriers, il y a de mauvais ouvriers; les bons ouvriers ne sont pas ceux qui réclament le vote de la loi que nous discutons; les bons ouvriers ont toujours en vue d'avoir du travail, d'en avoir longtemps, d'en avoir beaucoup.

Une voix. — Pour augmenter le salaire!

Le citoyen BESNARD. — J'y arriverai, messieurs, soyez tranquilles. Je dis d'en avoir beaucoup, d'en avoir longtemps; ils ne se plaignent jamais de l'excès. En effet, comment les ouvriers travaillent-ils dans les ateliers et les manufactures? Ils travaillent à la tâche; ils sont à leurs pièces; plus la journée est longue, plus la tâche rapportera, car on aura travaillé davantage.

Voix à gauche. — Et ceux qui travaillent à la journée?

Le citoyen BESNARD. — Je sais qu'il y a aussi des ouvriers à la journée; je

vous demande seulement, comme faveur, de ne pas m'interrompre, je promets d'écouter patiemment tout ce qu'on voudra dire contre mon opinion.

Je reprends ce que je disais : je fais deux parts d'ouvriers, dans l'une je classe les bons ouvriers, ceux qui aiment le travail, qui le recherchent, ceux qui ne craignent pas que la journée soit trop longue. Ces ouvriers qui savent bien que l'industrie n'est pas toujours à un degré égal de travail ou de prospérité; ces ouvriers qui savent qu'il y a, dans chacune des années qu'il travaillent, des moments de pénurie, des moments de calme pendant lesquels il est impossible qu'ils travaillent, ceux-là comprennent que la journée de douze heures, fixée irrévocablement, sera pour eux une journée trop courte, qui ne leur permettra pas d'économie, qui leur défendra d'aller à la caisse d'épargne.

Mais les autres ouvriers, ceux pour lesquels le travail est une chose fâcheuse, ceux qui trouvent la journée trop longue, qu'on rencontre presque toujours pour organiser les grèves qui affligent le commerce, ceux-là crient sans cesse : Abrégez le temps du travail; ceux-là qui forcent les bons ouvriers à quitter leurs ateliers, vous n'avez pas besoin de fixer douze heures, ils ne dépasseront jamais ce temps, et jamais, à cause d'eux, le maître ne payera l'amende portée par le décret.

L'industrie a ses bons et mauvais jours. Si vous réduisez les journées de travail pour l'ouvrier laborieux, vous tuez par cela même, pour lui, toute possibilité d'épargne, cette épargne qui doit lui servir quand le travail lui manquera, qu'il doit amasser péniblement pendant le temps de son labeur, afin de s'assurer du pain pour le temps du repos, pour subvenir aux besoins de sa famille, pour placer ses enfants dans une condition plus avantageuse, cette épargne, vous allez la lui enlever.

Est-ce là ce que nous devons faire? est-ce là ce qu'on appelle la protection à l'ouvrier, la protection à l'industrie? Messieurs, je ne crains pas de le dire, c'est tout ce qu'on pourrait faire de plus fâcheux, et c'est traiter l'ouvrier en ennemi, car c'est lui enlever les moyens de travailler et de faire des épargnes.

On s'est beaucoup appesanti, dans cette discussion, sur la position relative de l'ouvrier et du patron. Qu'est-ce donc et s'en est-on bien rendu compte? Quand l'industrie est prospère, quand le travail abonde, quand le patron ne produit pas assez selon les besoins de son commerce, qui fait la loi dans le travail? Je ne crains pas de le dire, c'est l'ouvrier. (*Dénégations et rumeurs à gauche.*)

On peut bien m'interrompre; mais il restera toujours un fait vrai pour tous les hommes pratiques et d'expérience. En effet, les moments de prospérité profitent au patron; il a besoin d'exploiter ces moments, et, pour les exploiter utilement, il faut qu'il fasse appel aux ouvriers, il a besoin de les caresser, si je puis parler ainsi, de les presser de venir à lui...

Un membre à gauche. — Pour les exploiter.

Le citoyen BESNARD. — Eh bien, j'entends dire : « Pour les exploiter. » Je réponds de suite à ce mot : non, on n'exploite que quand on est maître absolu, et je répète ceci : le chef d'atelier, pressé de produire, ne peut exploiter l'ouvrier sans le payer et sans augmenter son salaire.

Nier cela, c'est nier l'expérience que les gens raisonnables ont faite de tout temps. (*Réclamations diverses.*)

Oh! je prévient les interrupteurs d'une chose, c'est qu'ils ne m'empêcheront pas de dire ma pensée et qu'ils ne me troubleront pas. (*Très-bien! — Parlez!*)

Maintenant que je viens d'expliquer la situation du patron et de l'ouvrier dans les moments de prospérité, je n'aurai pas de peine à l'expliquer dans les moments de gêne, dans les mauvais moments de l'industrie.

Tout le monde comprend, en effet, que, quand ces mauvais moments arrivent, le patron n'a pas d'intérêt à faire travailler au delà de douze heures; et pourquoi ferait-il travailler pour produire, quand il ne peut pas écouler ses produits? Alors l'ouvrier ne sera pas exploité, en ce sens du moins qu'on le fera travailler au delà de douze heures, car on ne fait travailler que quand il y a utilité et avantage à faire travailler, et jamais on ne fera travailler au delà de douze heures quand il y a perte pour l'industriel.

Ainsi, je viens de l'expliquer: dans le cas de prospérité, votre loi est mauvaise, est fatale pour l'ouvrier laborieux, et pour l'industrie, et pour l'industriel. Dans le cas de gêne, elle est parfaitement inutile, car il n'y aura jamais lieu de pouvoir l'appliquer.

Messieurs, qu'arrivera-t-il si vous votez ce décret?

Vous le savez bien, l'industrie n'absorbe pas tous les bras des travailleurs.

L'agriculture en absorbe un grand nombre, la domesticité en absorbe également un grand nombre. Eh bien, on l'a bien senti, c'est pour cela que, dans l'article 3, je lis :

« Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des circonstances de force majeure. »

Il était difficile de définir; les auteurs du projet ne l'ont pas osé. Mais, sans vouloir pousser plus loin la définition, je dirai: vous n'avez pas sans doute la prétention de limiter les heures de travail pour les gens de la campagne. Eh bien, est-ce que le travail du laboureur est moins pénible que celui des ateliers et des manufactures?

Une voix. — Il est plus sain... D'ailleurs, il ne s'agit que du travail des manufactures.

Le citoyen BESNARD. — J'entends dire qu'il ne s'agit que des ateliers et des manufactures; mais c'est de cela qu'il s'agit. Je ne veux vous démontrer qu'une chose: que vous allez vers une loi de principe général; qui n'intéressera qu'un très petit nombre d'ouvriers, comparativement à la masse.

Vous voyez que je suis dans la question, que c'est votre projet que je discute.

Est-ce que vous voudriez avoir la prétention de limiter les heures de travail pour l'agriculture? Non, assurément. Nous savons tous ceci, c'est que, pour l'ouvrier de la campagne, le travail commence avec le jour, et finit souvent après que le jour a cessé.

Mais pour ceux-là...

Un membre. — Encore une fois, il ne s'agit pas ici des ouvriers agricoles.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Permettez à l'orateur d'exprimer sa pensée

comme il l'entend. S'il veut comparer les ouvriers industriels avec les ouvriers agricoles, il en a le droit.

Le citoyen BESNARD. — Messieurs les interrupteurs m'assurent que, dans le projet, il ne s'agit pas des ouvriers agricoles; ils vont dire qu'il ne s'agit pas des domestiques dont je parlais tout à l'heure; mais c'est précisément ce que je veux démontrer, c'est que le projet est mauvais, en cela qu'il fait la position des ouvriers des usines inférieure à celle de tous les autres ouvriers.

Ainsi, messieurs, je disais: vous ne pouvez pas et vous ne voulez pas atteindre les ouvriers employés à l'agriculture, vous ne pouvez pas et ne voulez pas atteindre les ouvriers employés à la domesticité, mais vous ne voulez atteindre que les ouvriers attachés à la manufacture. Je vous l'ai démontré, vous leur ferez en cela une position différente, ils ne pourront pas travailler autant qu'ils le désireront; ils seront condamnés à ne pas travailler au delà de douze heures, à moins, comme vous l'avez fort bien expliqué, que vous ne fassiez intervenir des règlements d'administration publique, qui feront, à leur tour, intervenir certaines autorités locales, car il faudra bien que la surveillance soit confiée à des autorités locales; il y aura dans chaque commune un certain nombre d'industries semblables et d'industries différentes; dans chaque arrondissement, les mêmes faits se produiront; est-il bien sûr que les autorités locales auxquelles vous confierez le soin d'expliquer, d'appliquer votre décret, l'entendront de la même manière; de telle sorte que la même industrie se trouve partout dans une même condition? Évidemment non, cela ne sera pas. Selon donc que le personnel de l'autorité locale envisagera la question d'un certain point de vue ou aura intérêt à ce qu'il en soit d'une manière différente, il en sera d'une manière différente.

Ainsi, vous placerez la même industrie, à de très petites distances, dans des conditions diverses, d'infériorité pour les unes ou de supériorité pour les autres; car, je le répète, il faudra bien que votre règlement d'administration publique, dans son application, soit confié, pour sa surveillance, son exécution, à des autorités locales.

Messieurs, si vous limitez les heures de travail, vous serez entraînés par la force majeure à examiner incessamment une autre grave question, ce sera celle du tarif du travail de l'ouvrier. Lorsque vous aurez dit à l'ouvrier ceci: bon ou mauvais, honnête ou non, tu ne travailleras pas plus de douze heures; le père de famille qui trouvait dans un travail plus considérable le moyen de faire exister sa famille, aura le droit de dire à la loi et à l'autorité: Vous m'avez enlevé la possibilité de gagner assez pour nourrir mes enfants, pour supporter les charges de ma maison. Eh bien, cet excédent dont vous m'avez privé, ou plutôt cette partie nécessaire à mon existence, il faut que vous me la donniez d'une façon ou d'une autre. L'État n'a pas l'espérance, n'a sans doute pas la volonté de la donner aux dépens du budget de l'État. Il faudra donc qu'il intervienne entre l'ouvrier et le patron, il faudra qu'il examine si la journée, telle qu'elle est déterminée par le patron, est en rapport avec le besoin de l'ouvrier. Mais il sera conduit forcément aussi à examiner si cette journée est en harmonie avec les conditions permanentes de l'établissement. Il y sera forcé par la loi, et j'espère que personne ne pourra dire qu'une pareille inquisition, une pareille recherche était dans l'esprit de

la loi, quoique cela soit une de ses conséquences; mais je le répète, ce sera une espèce de nécessité. L'ouvrier, privé d'une partie de son travail, viendra demander à la loi, viendra demander à quelqu'un de lui donner le supplément dont on l'a privé.

Messieurs, si on ne m'établit pas que l'État a ce droit, il faut qu'il renonce à aucune limitation, qu'il se contente, dans l'intérêt public, des moyens dont il est actuellement armé.

Or, j'entends dire ceci : il y a nombre d'ateliers insalubres, et il résulte de cette insalubrité que les populations s'atrophient. Ainsi, par exemple, dans les villes manufacturières, on trouve à peine, on ne trouve même pas à compléter le contingent qui, chaque année, est demandé par la loi de recrutement.

Messieurs, si cela est, c'est un malheur; mais il y a des remèdes qui ne suffisent pas à de grands maux; et votre remède, quel qu'il soit, appliqué dans les termes où vous serez condamné à l'appliquer, sera pire que le mal.

Je conviens qu'il y a certaines villes où le travail est devenu excessif; dans la ville de Lyon, par exemple, on peut admettre que les ouvriers ne travaillent pas toujours dans des conditions de salubrité suffisantes; mais la loi, sans porter atteinte à la liberté des travailleurs, a le droit d'intervenir, et d'obliger à ce que les ateliers dans lesquels les ouvriers sont réunis soient établis dans toutes les conditions de salubrité nécessaires. Ceci est une affaire de police; la loi actuelle y a déjà pourvu; il existe des commissions de salubrité, des commissions de surveillance. Si cela existe, pourquoi ne les fait-on pas fonctionner?

En obligeant les chefs d'atelier à ne pas réunir les ouvriers dans des lieux insalubres, vous aurez fait une chose juste dont personne n'aura le droit de se plaindre, car personne n'a le droit de faire travailler dans de mauvaises conditions, mais chacun a le droit de faire travailler dans de bonnes conditions ordinaires, sans que la loi ait besoin de s'en occuper.

La loi de 1841, en déterminant certaines conditions pour le travail des enfants, a d'ailleurs donné tout ce qu'il était raisonnable de donner dans l'avenir; les enfants ne peuvent pas être reçus dans les ateliers avant leur huitième année accomplie; les enfants de huit à douze ans ne peuvent pas travailler au-delà de huit heures, et ce temps est coupé par un repos.

Si la population passée, la population que nous avons vue figurer dans les conseils de révision depuis quelques années, nous a appris que l'espèce humaine tendait à se dégrader dans les ateliers insalubres où il y avait excès de travaux, c'est qu'on a, depuis quelques années, abusé de l'enfance pour en exiger un travail qu'on ne devait pas lui demander et qui n'était pas compensé chez elle par une alimentation suffisante. Je pense que si vous adoptez la loi, vous ferez contre le commerce, contre l'ouvrier lui-même, une des choses les plus fatales qui puissent être faites. Je vote contre les articles 3, 4, 5 et 6 du projet, et contre tout amendement ayant pour objet de limiter l'heure d'une manière quelconque.

Le citoyen CORBON. — Je ne savais pas, citoyens, que je devais avoir la parole à l'heure qu'il est; je l'avais demandée il y a plus de huit jours, et

j'avais oublié que je dusse parler aujourd'hui. J'avais demandé la parole pour répondre à M. Buffet sur une question qui est réservée, la question du marchandage. Aujourd'hui, puisqu'il est question seulement des heures de travail, je vais dire quelques mots très courts sur cette question.

Citoyens, dans la classe aisée on réclame fort pour la liberté, on dit que rien n'est plus favorable à la classe ouvrière que la liberté la plus absolue, la plus illimitée. Je ne sais pas comment cela se fait, mais il est certain que, dans la classe ouvrière, on considère comme un véritable fléau la liberté illimitée, la liberté absolue telle que la demandent les économistes de l'école anglaise.

Dès 1791, je vous demande pardon de rappeler cette date, elle me frappe... *Parlez! parlez!*), dès 1791, dès qu'on supprime les maîtrises et les jurandes, dès qu'on donne aux travailleurs, patrons et ouvriers, la liberté du travail, les ouvriers ont considéré ce prétendu bienfait comme un fléau, et la preuve, c'est que, dès 1791, il y eut une coalition, à Paris particulièrement, un immense soulèvement de tous les ouvriers, une coalition à peu près comparable à celles que nous avons vues en 1840 et en 1848. En 1791, les ouvriers demandaient déjà des garanties; ils sentaient que la liberté qu'on leur laissait les livrait pieds et poings liés, permettez-moi cette expression un peu trop forte, les livrait aux possesseurs des instruments de travail; ils demandaient que l'Etat intervînt et leur garantît quelque chose. Les ouvriers se sont retirés hors de Paris, ils ont été forcés d'y rentrer, par le besoin de vivre.

En 1840, eut lieu une coalition formidable; à peu près 100,000 ouvriers sont sortis de Paris, sont allés aux environs de Paris, particulièrement dans la plaine de Saint-Denis; ils y sont allés avec une enseigne telle que celle qu'ils avaient en 1848, sur laquelle était écrit : *Dix heures de travail, plus de marchandage.*

Je vivais au milieu des ouvriers, j'ai participé en quelque sorte à cette coalition de 1848, je n'ai jamais pu m'expliquer, quoique j'y fusse, comment un mouvement si extraordinaire s'était produit. Ce n'était pas la politique qui l'avait produit, ce n'était pas non plus le socialisme. La politique a voulu intervenir; des hommes qui faisaient de la conspiration dans ce temps-là sont allés au milieu des ouvriers, ils leur ont dit : « Les moyens que vous demandez ne sont pas les bons moyens. Demandez des réformes politiques, et vous aurez les réformes sociales. » Les ouvriers n'ont pas voulu comprendre cela; ils ont répondu : « Nous ne voulons pas nous mêler de politique; c'est ici une question de salaire, une question de travail; nous voulons une réglementation du travail. »

Les socialistes sont allés vers les ouvriers comme les politiques, ils ont tenu à peu près le même langage; les ouvriers ont repoussé toutes les propositions faites, tant par les politiques que par les socialistes. Qu'y avait-il encore? Un symptôme très frappant qui accusait un malaise profond qu'il fallait songer à guérir..

Eh bien, ce phénomène, qui s'est produit en 1791, qui s'est reproduit en 1840, s'est encore reproduit, par les mêmes circonstances, par les mêmes besoins et par les mêmes douleurs, en 1848; ce n'est pas non plus la politique, ce n'est pas le socialisme qui ont engagé les menuisiers, les tailleurs,

les mécaniciens à venir, deux ou trois jours après la révolution de 1848, avec leurs drapeaux, sur lesquels était écrit ; *Plus de marchandage, dix heures de travail*, puisque cela s'était déjà fait auparavant. Il n'y avait qu'un seul indice de socialisme, c'était parmi ceux qui avaient inscrit sur leur drapeau : *Ministère du travail*. Je dis que ce symptôme, accusé en 1791, accusé en 1840, accusé encore, et d'une manière si puissante et si énergique, en 1848, est un symptôme de malaise profond auquel il faut porter remède.

Ce remède sera-t-il la liberté pure et simple? Je ne le crois pas, car la liberté pure et simple est précisément ce qui a produit le malaise dont se plaint la classe ouvrière.

Voulez-vous que je vous cite des exemples des effets de la liberté pure et simple dans le travail?

En 1820, à une époque où moi-même, à dix ans, j'étais rattacheur de fils, les tisserands gagnaient 5 francs par jour. Mais la concurrence est devenue telle que, plus tard, la fabrication du coton ne pouvait plus se faire à Paris, à cause de la cherté de la main-d'œuvre, et qu'il fallait la porter en province, où le prix de la main-d'œuvre, moins élevé, permettait de fabriquer à meilleur marché. Tel a été l'effet de la concurrence, que le tisserand qui gagnait en 1820, 5 francs pour douze heures de travail, ne gagne plus aujourd'hui que 1 fr. 25 pour quatorze et quinze heures de travail.

Voilà ce qu'a produit la libre concurrence. Je n'accuse pas la liberté, mais je constate un fait, et ce fait n'est pas isolé. Il y a une grande quantité de tisserands en France; je connais une foule de localités où le tisserand ne gagne que 60 centimes par jour : à Chollet, par exemple; demandez ce qu'il gagne en Alsace! (*C'est vrai! — Mouvements en sens divers.*)

Eh bien, je demande si, dans une situation pareille à celle-là, il n'est pas naturel que les ouvriers réclament tantôt pour une augmentation de salaire pour ceux qui ont un salaire trop faible, tantôt pour une diminution des heures de travail pour ceux qui trouvent qu'ils ont une journée de travail trop prolongée.

Je ne dis pas que le projet actuel fait tout ce qu'il y a à faire. Je ne dis pas que le remède qu'il propose soit le meilleur. Moi-même qui viens défendre le projet du comité du travail, je ne crois pas défendre là une panacée universelle; je crois que ce projet a de graves inconvénients; mais je crois aussi que ne rien faire du tout, que laisser à la concurrence sa liberté illimitée, ce serait s'exposer à des inconvénients infiniment plus graves encore.

Sur quels motifs, citoyens, s'est-on fondé, au 2 mars 1848, pour demander la limitation des heures du travail? On se fondait sur ce point, que les travailleurs devaient vivre aussi de la vie intellectuelle; que par un travail trop prolongé, il leur est absolument impossible de vivre de cette vie morale. Vainement vous ouvrirez des écoles du soir, des bibliothèques du soir, pour que les ouvriers puissent aller s'instruire; comment voulez-vous qu'ils puissent aller soit aux écoles de dessin, soit aux écoles de grammaire, soit aux écoles d'écriture, soit aux bibliothèques, si vous les condamnez à travailler quatorze, seize heures par jour? C'est impossible : cela reviendrait à la théorie citée dans les feuilles que je tiens à la main, et que je suis bien aise de rencontrer ici : c'est la théorie de M. Guizot. Le Ministre de la monarchie disait que le

peuple français était travaillé du besoin de révolutionner, et qu'on n'avait pas d'autre garantie contre ce besoin qu'un travail incessant; qu'il fallait le soumettre à ce travail incessant, attendu qu'on n'avait pas d'autre frein. Il disait : « Le frein moral lui manque, et c'est parce que ce frein moral lui manque, qu'il faut le condamner à un travail incessant. »

Voulez-vous que je vous lise les propres paroles de M. Guizot ? (*Oui ! oui ! Lisez ! lisez !*)

Plusieurs voix. Quelle date ?

Le citoyen CORBON. — Je crois que c'est de 1846 ou 1847. Au reste, M. Odilon Barrot, qui a flétri cette théorie, pourra citer la date.

Le citoyen PRÉSIDENT. — C'est de 1843 !

Le citoyen CORBON. — Voici les termes mêmes de M. Guizot :

« Qui n'est frappé de l'absurdité des idées répandues sur les classes pauvres, sur l'organisation sociale, sur les droits des individus, sur la constitution des Gouvernements !

« Vous n'avez contre cette disposition révolutionnaire des classes pauvres, vous n'avez aujourd'hui, indépendamment de la force légale, qu'une seule garantie efficace, puissante : *le travail, la nécessité incessante du travail*. C'est là le côté admirable de notre société : la puissance du travail et le frein que le travail impose à toutes les ambitions, à toutes les prétentions, est aujourd'hui un fait très salubre. Mais ne vous y fiez pas, le travail est un frein insuffisant qui manque tel jour.

« Il n'y a de freins véritablement sûrs que ceux qui puisent leurs forces dans l'homme lui-même, dans ses convictions, dans ses sentiments; il n'y a de freins véritablement sûrs que les freins moraux, les freins sincèrement acceptés par ceux sur qui ils s'exercent.

« Eh bien, dans l'état actuel de la société, ces freins, je n'hésite pas à le dire, vous manquent dans les classes inférieures, et vous êtes sans cesse sur le point de les voir entraînées par les tentatives et les prétentions révolutionnaires. »

J'ai encore quelques lignes à vous lire; mais permettez-moi d'abord cette réflexion : On vivait alors sous le régime du pays légal, le peuple n'avait point à intervenir dans les affaires politiques. Aujourd'hui il a conquis ses droits, il les a définitivement. Du moment que, par le suffrage universel, il exerce ses droits; il peut bien révolutionner, s'il le veut; et si le frein moral était nécessaire, il est bien indispensable aujourd'hui.

« Eh bien, continue l'ex-Ministre, en présence de pareils faits, dans un pareil état de notre société, comment ne verriez-vous pas que l'esprit révolutionnaire n'est pas chez nous un hôte accidentel, passager, qui s'en ira demain, auquel vous avez eu quelques batailles à livrer, mais avec lequel vous en aurez bientôt fini ? Non, c'est un mal prolongé et jusqu'à un certain point permanent, contre lequel la nécessité de votre Gouvernement est de lutter toujours. Le Gouvernement, dans l'état actuel de la société, n'a pas la permission de se reposer, de s'endormir à côté du gouvernail; il est engagé contre l'esprit révolutionnaire, sous diverses formes et à des degrés très inégaux; il est engagé, dis-je, dans une lutte constante à laquelle il ne doit pas

songer à se soustraire... Je veux, je cherche, je sers de tous mes efforts la prépondérance politique de la classe moyenne en France. »

Voilà la théorie de M. Guizot, citoyens; cette théorie est parfaitement logique, parfaitement conséquente; et quand on est au point de vue où il était, je conçois qu'on professe cette théorie de la liberté illimitée du travail, qui amène les hommes à n'être plus des hommes, mais de purs instruments de travail.

Mais, citoyens, quand une Assemblée a fait écrire dans cette salle ces trois mots qui sont là, voyez-vous? et surtout le troisième, il n'est plus permis de rester dans ces termes-là; il faut que l'Etat intervienne; je ne sais pas dans quelle mesure il doit intervenir, ou plutôt je le sais, je le dirai tout à l'heure; mais je dis qu'il faut que l'Etat intervienne, non pas seulement pour les femmes et pour les enfants, mais encore pour tous ceux que vous considérez comme des mineurs. Quoi que vous disiez, la classe ouvrière est considérée comme mineure; à chaque instant je l'entends dire, même depuis la révolution que nous avons faite; il n'est pas de jour où je n'entende dire ici, à cette tribune, en parlant de la classe à laquelle j'appartiens, la classe inférieure, les classes inférieures de la société... (*Interruption.*) Eh bien, puisqu'il y a des classes inférieures... (*Interruption.* — *Réclamations.*) Je l'entends dire.

Plusieurs voix. Ce n'est pas en mauvaise part qu'on le dit.

Le citoyen PEUPIN. — Depuis longtemps nous ne nous regardons plus comme étant des classes inférieures; c'est un mot que vous ressuscitez à tort.

Un membre. — Il y a un vice-président et un secrétaire de l'Assemblée qui appartiennent à ce que vous appelez les classes inférieures.

Le citoyen CORBON. — Moi, je crois qu'elles sont encore relativement inférieures; il faut qu'elles soient élevées, il faut qu'elles puissent s'instruire, qu'elles puissent recevoir l'enseignement qui agrandit le cerveau et élève le cœur. Pour cela, il ne faut pas qu'on laisse aux chefs d'industrie la possibilité d'allonger indéfiniment les heures de travail; il faut qu'elles soient limitées dans une proportion raisonnable; il faut que cette limite soit telle, qu'en sortant de l'atelier l'ouvrier ne soit pas épuisé par le travail; il faut bien remarquer qu'un travail trop long n'est point intelligent. Je cite un exemple : le maçon qui, à Paris, travaille dix heures, fait un quart de travail de plus que le maçon des départements, qui travaille treize et quatorze heures. Ce n'est pas le travail très long qui donne un bon travail, c'est le travail fait avec intelligence et vigueur. (*Interruptions diverses.*)

Le citoyen MANUEL. — Est-ce que vous croyez que le travail des provinces n'est point intelligent? (*Bruit.*)

Le citoyen CORBON. — Quant au grand argument qu'en général ce sont les ouvriers paresseux, les ouvriers inintelligents et ceux qui sont les moins honnêtes qui demandent des réformes, j'en demande bien pardon à ceux qui ont apporté cet argument, à MM. Buffet et Besnard; dans toutes les tentatives qui se sont faites à Paris, c'étaient les ouvriers les plus intelligents, les plus vigoureux, les plus dévoués qui étaient à la tête, notamment dans cette grande grève de 1840. Les hommes qui ont été condamnés à des peines si sévères, que je ne veux pas qualifier autrement, qui, pour un simple fait de

coalition, ont été condamnés jusqu'à cinq années d'emprisonnement, je dis que ces hommes, soit menuisiers, soit charpentiers, même dans la dernière grève des charpentiers, soit tailleurs, étaient connus dans leurs métiers comme les hommes les plus habiles, les plus honnêtes et les plus attentifs à leur travail.

C'est un fait que j'affirme.

Je viens à l'autre objection. Quant à la limitation de la journée de travail à douze heures, on stipule pour les pères de famille comme s'il était permis à un travailleur de travailler treize, quatorze et quinze heures par jour.

Cela n'est pas un fait général, ce n'est qu'un fait exceptionnel.

Dans les fabriques, dans les ateliers, dans les usines, le fait général, c'est que les ouvriers entrent dans les ateliers à certaines heures au son de la cloche, c'est qu'ils sortent pour prendre leurs repas au son de la cloche, c'est qu'ils finissent leur journée au son de la cloche.

Ce n'est que par exception que, dans les ateliers, quelques individus peuvent rester pour prolonger le temps de leur travail, et, je le répète, nous ne faisons pas de loi pour des exceptions.

Je n'en dirai pas davantage pour justifier mon opinion. Je reconnais qu'il y a des inconvénients à limiter le travail; je dis, moi, qu'il y en a de beaucoup plus grands à ne pas le limiter. Je dis encore que la solution n'est pas là; qu'elle n'est ni dans la liberté absolue, ni dans la limitation. Tant qu'il y aura dans la société deux intérêts, l'intérêt de ceux qui ne possèdent pas l'instrument du travail, qui ne possèdent que leurs bras, et, d'autre part, ceux qui possèdent l'instrument du travail; tant qu'il en sera ainsi, c'est-à-dire tant qu'il y aura la classe des salariants et la classe des salariés, vous aurez toujours ces difficultés-là.

Le citoyen MANUEL. — Ce sera toujours!

Le citoyen CORBON. — Permettez! laissez-moi expliquer ma pensée. (*Rumeurs.*)

Cette question-ci le prouve; elle a été étudiée avec beaucoup de soin par des hommes parfaitement désintéressés dans la question, par des hommes aussi amis de ceux qui possèdent les instruments du travail, que de ceux qui ne les possèdent pas, et la discussion si longue et si interminable à laquelle nous nous livrons en prouve bien l'immense difficulté. (*C'est vrai!*)

Prenez la loi des coalitions : nous l'avons étudiée avec beaucoup de soins, j'en appelle au comité de législation; vous trouverez des difficultés inouïes, des difficultés insurmontables; prenez la loi des livrets, prenez toutes les lois qui concernent les rapports entre les ouvriers et les patrons, et toujours vous vous trouverez en face de ces difficultés.

On demande ce qu'il y a de nouveau dans notre révolution. Ce qu'il y a de nouveau, ce qui la caractérise, ce sera de faire cesser cette hostilité entre les patrons et les ouvriers, en faisant cesser l'existence de ces deux intérêts opposés; ce sera de faire que de ces deux intérêts il n'y en ait plus qu'un. Quelque moyen que vous employiez, en ce qui concerne les salariants et les salariés, il ne fera pas que ces deux intérêts puissent se marier, et se fondre en un seul. Il n'y a qu'un moyen. J'ai déjà eu l'avantage d'en parler quelquefois ici; j'ai voué ma vie à son triomphe, et je ne mourrai pas sans

l'avoir vu triompher, car je l'ai vu. Ce moyen, citoyens, je dois le dire, j'ai entendu avec beaucoup de peine qu'il a été envisagé, par un membre éminent de cette Assemblée, comme de tous les moyens le plus ridicule. Eh bien, je le crois le plus sûr, le plus grand, le plus fécond : ce moyen, c'est l'association (*Approbation sur plusieurs bancs*), c'est l'association qui de deux intérêts n'en fera plus qu'un; par l'association vous aurez véritablement marqué le cachet de la révolution, et réalisé le troisième mot de la formule.

Le citoyen MORIN (de la Drôme). — Citoyens Représentants, je ne suivrai pas le précédent orateur dans l'histoire qu'il a faite des résultats et des conséquences du régime de la libre concurrence depuis l'abolition mémorable des maîtrises et des jurandes; quant à moi, je crois que la liberté industrielle, proclamée par Turgot, produit des résultats heureux bien supérieurs aux inconvénients de détail qui ont pu en résulter. Mais je ne suivrai pas l'honorable M. Corbon dans ces examens, parce que je crois qu'il étendrait au-delà de ses limites un débat qui, ce me semble, a besoin d'être restreint et circonscrit. En effet, voilà la troisième fois que ce débat se reproduit dans cette enceinte.

Dès le premier jour, nous nous sommes aperçus qu'en proclamant l'abolition du décret du 2 mars, nous n'avions pas résolu le problème, nous n'avions fait que le poser.

Le problème, ce me semble, est celui-ci : le législateur a-t-il le droit, a-t-il le devoir de limiter la durée du travail des adultes, au risque de porter atteinte à leur salaire? Que le législateur, abstraitement, et même dans certains cas déterminés, ait ce droit, certes, je suis loin de le nier. Le législateur ne doit jamais s'interposer dans le contrat du patron et de l'ouvrier, pour ce qui concerne le règlement du salaire; mais je conçois qu'il puisse s'interposer pour ce qui concerne la durée du travail. Il peut dire : le travail est une marchandise, c'est vrai; mais ce n'est pas une marchandise comme une autre, c'est une marchandise qui peut souffrir, et, par conséquent, pour ce qui concerne la durée du travail, si cette durée devenait telle qu'elle équivalût à un travail malsain et insalubre, je puis m'interposer.

Voilà pour le droit; mais quant à l'application de ce droit, je suis loin d'être d'accord avec le projet de décret du comité des travailleurs et avec les divers amendements qui ont été proposés.

En effet, que s'est-on dit? Il s'agit de trouver un remède aux misères, aux douleurs du régime industriel. Dans de certaines contrées et dans certaines villes, plusieurs industries ont une durée de travail trop prolongée. Il y a donc excès dans la durée du travail. Je crois que cet excès a été fort exagéré; mais enfin on a voulu trouver un remède. On a dit : Posons une limite, onze heures, ce n'est pas assez; treize heures, quatorze heures, ce serait trop; prenons douze heures, c'est un juste milieu.

On a cru faire de la médecine, je crains qu'on n'ait fait que de l'empirisme...

On s'est dit : Il y a quelque chose à faire, on attend quelque chose de nous. Eh bien, pour faire quelque chose, prenons une limite, et l'on a jeté dans la mêlée cette limite de douze heures.

L'amour de la gloire facile, ce fléau de notre époque, qui nous égare

depuis six mois, ne serait-il pas pour quelque chose dans cette détermination? (*Rumeurs.*)

Quels sont les motifs sur lesquels on se fonde pour imposer une limite uniforme à la durée du travail des adultes? Ces motifs, en voici quelques-uns que j'ai recueillis, car cette question n'est pas nouvelle; elle s'est déjà présentée dans nos Chambres législatives.

Voici comment s'exprimait l'honorable M. Charles Dupin dans un rapport à la Chambre des Pairs :

« En accordant douze heures de travail aux adolescents de 12 à 16 ans, le premier objet que nous ayons en vue est d'amener naturellement l'industrie manufacturière à se contenter, pour les travaux extraordinaires, d'un travail de douze heures, non compris le temps des repas et celui du repos; cette durée du travail, déjà les plus habiles manufacturiers du pays le plus manufacturier de l'univers la regardent comme pleinement satisfaisante à leurs besoins. Ils expriment le vœu d'une limite uniforme, généralement établie, afin qu'aucun industriel ne puisse, en abusant des forces humaines, se procurer un avantage déplorable autant qu'injuste sur ses concurrents, plus modérés et plus humains. »

C'est juste, messieurs; je crois que, si une limite uniforme pouvait être établie, elle serait parfaitement désirable, parfaitement heureuse; mais je ne comprends pas très bien ce qu'on veut nous dire en parlant d'une concurrence déloyale que certains industriels pourraient faire à d'autres. Évidemment si certains industriels demandent à leurs ouvriers une durée plus longue de travail que d'autres industriels, c'est qu'ils payent davantage la journée, sans quoi leurs ouvriers les quitteraient; ou bien que, dans les pays, dans les conditions où se trouvent placés ces industriels, il est absolument nécessaire que la journée soit plus longue que dans d'autres établissements, pour pouvoir lutter contre la concurrence de ces derniers.

Voici les vœux exprimés par un membre de la chambre des communes. M. Mills, dans la discussion soulevée par la motion de lord Ashley :

« J'ai été à même de parcourir différents pays et de recueillir les opinions d'hommes politiques du continent. Tous m'ont dit qu'ils considéraient le travail excessif dans les manufactures comme un malheur. Pourquoi ne pas soumettre cette question à la diplomatie? Pourquoi ne pas régler par des traités la durée du travail dans les manufactures de tous les pays? »

Eh bien, Messieurs, dans l'affirmation je trouve la réponse.

En effet, il est bien évident que, pour que la durée du travail pût être réglée d'une manière bien uniforme, il faudrait que le règlement fût convenu entre les divers pays, entre les diverses nations, dont les produits manufacturés vont rivaliser sur les marchés du monde. Je le demande, est-ce que des traités pareils peuvent être passés, est-ce que de pareils traités peuvent être exécutés? Est-ce que l'industrie anglaise, par exemple, s'inquiéterait d'un traité passé avec la France, si elle trouvait de l'avantage à augmenter la durée du travail? Non! Sans doute, de pareils traités peuvent s'écrire, mais il est impossible qu'ils puissent s'exécuter; et, cependant, de pareils traités seraient nécessaires si on pouvait imposer une limite uniforme à la durée du travail.

Il est une réponse à faire cependant, et j'avoue qu'elle exerce une influence

très grande sur mon esprit : on peut nous dire : Si la limite de douze heures était généralement établie, il n'en résulterait pas que la production serait moins abondante, et, par conséquent, le salaire n'en serait pas atteint; il n'en résulterait pas ceci, il en résulterait simplement que la production serait régularisée, et que les jours de chômage cesseraient; que l'on travaillerait moins peut-être chaque jour, mais qu'il n'y aurait plus de chômage, que la production serait régularisée et qu'elle arriverait à la même somme de produits, à la même somme de salaires. Cela est possible, Messieurs; et, en effet, je crois que, s'il était praticable d'appliquer cette limite régulière de douze heures, la production ne serait pas diminuée.

Ainsi, vous voyez, Messieurs, que je n'affaiblis pas la force des arguments qui peuvent être invoqués en faveur du chiffre de douze heures.

Quelques faits ont besoin d'être cités pour éclaircir la question. On s'est livré à des calculs résultant des heures de travail. Un économiste anglais distingué, sir Senior, s'est livré à des calculs qui prouvent que c'est la dernière heure de travail qui donne le bénéfice du manufacturier. Je me hâte d'ajouter, Messieurs, que l'exactitude de ces calculs a été contestée, et contestée par un homme très compétent, sir Léonard Horner, inspecteur des manufactures.

Il n'en est pas moins vrai qu'il est constant que c'est de la dernière heure de travail que dépend en grande partie, sinon en totalité, le bénéfice de la journée.

Je sais aussi que retrancher une heure de travail de la journée, ce n'est pas retrancher une quantité proportionnelle du travail; mais je crois aussi, Messieurs, que tout cela est combiné de manière à ce que ce sont les nécessités des industries particulières des pays dans lesquels ces industries s'exercent qui déterminent la longueur de la durée du travail et le taux du salaire.

Maintenant, quant à cette limite uniforme qu'on a voulu présenter comme un remède général, eh bien, Messieurs, ce qui prouve que cette limite est inapplicable, et je désirerais qu'elle le fût, ce sont les exceptions auxquelles on est forcé de la soumettre.

On est obligé d'excepter d'abord l'ouvrier qui travaille seul pour son propre compte; car lui refuser de travailler à son gré, ce serait lui interdire le mouvement.

On est obligé d'excepter tous les ouvriers qui s'occupent des travaux agricoles; car vouloir les réglementer, ce serait vouloir régler la longueur des jours et les variations des saisons.

On excepte les métiers.

On excepte toutes ces industries qui s'exercent au bas de l'échelle, pour des commandes, pour des besoins inopinés, imprévus, enfin tout ce qui concerne l'industrie des artisans.

Il faut pourtant bien arriver à préciser quelque chose, et l'on nous dit : c'est le nombre des ouvriers employés, c'est aussi la nature de l'industrie, ce sont les manufactures à moteur mécanique ou à feu continu, qu'il faut réglementer.

Ainsi, aujourd'hui, on nous a proposé la limite de quinze ouvriers. Eh bien, aujourd'hui, j'occupe dans mes ateliers quatorze ouvriers; j'échappe aux prescriptions de la loi; mais demain j'en ai seize, alors le règlement

m'atteint; puis j'en renvoie deux, je n'en ai plus que quatorze, je lui échapperai de nouveau. Vous le voyez, le règlement courra sans cesse après l'industrie, qui lui échappera comme Protée, et votre règlement essoufflé aura beau courir après elle, elle lui échappera toujours.

Mais laissons de côté ces difficultés. J'arrive aux grandes industries, à celles qu'on a surtout pour but d'atteindre, à celles qui occupent un grand nombre d'ouvriers, et aux manufactures à moteur mécanique et à feu continu, dans lesquelles l'ouvrier est obligé d'obéir au mouvement de la machine, et où, par conséquent, je conçois qu'on puisse désirer de diminuer la durée de son travail. Mais une limite uniforme est-elle praticable? Je ne le pense pas. Parmi les industries à moteur mécanique ou à feu continu, il en est dans lesquelles il est impossible d'arrêter le travail une fois qu'il est commencé; ainsi, par exemple, les verreries, les fonderies, et bien d'autres que je pourrais citer.

Dans d'autres industries, celle des tissus, par exemple, vous avez certaines opérations pour lesquelles il est parfaitement possible de limiter la durée du travail : ainsi le tissage, ainsi même la filature; mais vous avez d'autres opérations pour lesquelles la durée du travail ne peut pas être limitée, par exemple l'opération du foulage, qui a besoin de se faire jour et nuit, celle du lavage des laines, où les ouvriers ne peuvent pas interrompre leur travail.

Vous avez dans l'année, pour les établissements à moteurs hydrauliques, des périodes de sécheresse; il faut alors que l'établissement industriel fonctionne plus de douze heures, et, s'il est possible, jour et nuit, afin d'augmenter par là son peu d'intensité.

Vous le voyez, il faudrait continuellement demander des exceptions à l'autorité locale. Vous n'en finiriez pas avec ce régime exceptionnel; vous auriez une loi qu'on éluderait toujours, ou, si vous parveniez à la faire exécuter, elle entraverait complètement l'industrie nationale.

Je n'ajouterai qu'un mot.

Je ne prétends pas que l'autorité supérieure ne doive jamais intervenir.

Si, dans un cas particulier, il y avait des abus tels, qu'il fût bien prouvé que, dans un établissement industriel, la durée du travail porte une atteinte grave à la santé de l'ouvrier, alors, dans ce cas particulier, je crois que les autorités locales devraient intervenir après avoir pris l'avis des conseils de prud'hommes, après s'être éclairées de tous les renseignements possibles; mais je m'élève contre une limite uniforme, une limite invariable, parce que je ne crois pas que cette limite soit applicable; je crois qu'on tomberait dans des difficultés dont on ne pourrait jamais sortir. (*Aux voix !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. La parole est à M. Michot. (*Aux voix ! La clôture !*)

Le citoyen MICHOT. On dispute au nom de la liberté le droit que doit avoir l'État de veiller à la conservation, à la sécurité de chacun de ses membres. Il n'a pas le droit de réglementer la durée du travail, parce que, dit-on, c'est violer la liberté; on veut la liberté absolue du travail, c'est-à-dire la liberté illimitée de travail et de faire travailler. Sans doute cela devrait être; ce serait même juste, si la situation était égale entre l'offre et la demande; mais il y a là un danger, parce que l'ouvrier pauvre n'est pas libre d'accepter ou de refuser les conditions que lui impose le capital. La nécessité est là, impérieuse, qui commande en maître absolu et ne permet pas d'attendre au

lendemain. Le pauvre ouvrier est obligé d'accepter des conditions souvent onéreuses, qui épuisent ses forces, ruinent sa santé, et, à force de dégoûts, finissent par le rendre immoral, vicieux, et quelquefois criminel.

L'ouvrier est devenu, par un renversement total de l'ordre naturel des choses, je pourrais dire en quelque sorte l'outil du capital, qui dispose de tout aujourd'hui, et l'ouvrier est obligé d'obéir. Si l'État se contente de laisser passer, de laisser faire, le capital, qui est égoïste par sa nature, fera tant et si bien qu'il usera l'outil.

Le citoyen GRANDIN. C'est vrai !

Le citoyen MICHOT. Et prenez-y garde, messieurs, je pourrais presque dire qu'il y a péril en la demeure. Nous croyons, nous, en ce qui concerne le travail, que la surveillance est non-seulement un droit, mais un devoir imposé à l'État et qui ne peut appartenir qu'à lui.

En toutes choses, l'abus est dangereux ; et vous le savez bien, vous reconnaissez vous-mêmes que vous êtes obligés de réglementer une foule de choses dans la société, et notamment le droit d'aller et de venir, bien qu'il soit écrit dans le projet de constitution. L'établissement des passeports prouve en faveur de mon argument. Eh bien, personne, que je sache, ne songe à contester ce droit à l'État, quoiqu'il ait bien aussi une légère teinte d'arbitraire. Vous admettez ce droit, et vous ne voulez pas que l'État, qui doit par sa nature même être le protecteur, le tuteur du faible et du pauvre, vous ne voulez pas qu'il intervienne entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le patron et l'ouvrier ! Mais qu'est-ce donc que l'État à vos yeux ? Vous voulez donc que l'ouvrier, à qui l'instruction manque souvent, ne puisse voir dans l'État ce que vous avez constamment vu dans les gouvernements passés, c'est-à-dire un adversaire, un ennemi qu'il faut abattre et détruire ! Vous ne voulez pas que le pauvre aime le Gouvernement de son pays, puisque vous refusez à ce Gouvernement le droit de le protéger, de l'aider dans sa carrière, qui n'est souvent qu'un tissu de sacrifices de toute nature à cette société dont vous voulez lui faire une marâtre !

Le peuple depuis longtemps n'a plus de croyance, plus de foi dans ses gouvernements, pourquoi ? Parce que tous les systèmes qui ont pesé sur le pays n'ont fait que lui imposer des charges, des sacrifices de toutes sortes, sans jamais rien faire ou presque rien faire pour sa sécurité, pour son bonheur. C'est un triste héritage que vous a légué la monarchie. Eh bien, profitez-en ; faites quelque chose pour lui, et il vous aimera sans vous craindre, il vous respectera sans vous haïr, il vous soutiendra, et sa patience ne vous fera pas défaut.

On crie à l'arbitraire toutes les fois qu'on parle de faire disparaître quelques abus. Eh ! mon Dieu ! la noblesse d'autrefois ne comprenait pas non plus que vous puissiez avoir le droit de lui arracher ses privilèges. Vous lui enlevez, à elle aussi, la liberté d'en jouir. Vous voyez chaque jour les ouvriers demander l'association ; pourquoi ? Dans une société quelconque, chaque membre perd toujours en liberté ce qu'il gagne en garantie, et pourtant les ouvriers le demandent, preuve donc que les garanties que leur offre l'État ne leur semblent pas suffisantes.

Voyons dans quelles conditions morales se trouvent les ouvriers.

Le gouvernement déchu avait une belle tâche à remplir : c'était de les instruire, il ne l'a pas voulu. Qu'est-il arrivé ? Le peuple s'est instruit lui-même, et il a été faire son droit à ces écoles qui menacent aujourd'hui de bouleverser la société. Prenez-y garde, messieurs, et lorsque viendra le principe de la gratuité de l'enseignement, votez-le, votez-le bien vite ; ne faites pas comme Louis-Philippe, il y va de votre avenir.

Lorsqu'il n'est pas travaillé par de mauvaises passions ou secoué par des commotions sociales, l'ouvrier aime la paix, l'ordre, le travail ; il respecte la propriété d'autrui et il adore sa famille, quand il peut en avoir une. Oui, le travailleur aime sa famille par dessus toutes choses, et quand il a bien travaillé, qu'il a obtenu pour prix de ses labeurs, du pain pour sa femme et ses enfants, eh bien, il est satisfait ; il ne demande plus rien qu'à Dieu de nouvelles forces pour recommencer le lendemain. (*Très bien ! très bien !*)

Et si des théories qui prêchent la destruction de la famille ont trouvé en France quelques partisans, c'est plutôt chez quelques natures corrompues par l'abus des jouissances de l'oisiveté et de la richesse que chez l'homme qui travaille pour nourrir les siens, qui n'a ni le temps ni la pensée d'aller chercher ailleurs des plaisirs honteux et criminels, privilèges de quelques sceptiques sans religion, sans cœur et sans foi, qui font la honte de notre civilisation et de notre époque. (*Très bien ! très bien !*)

Croyez-moi, messieurs, ne craignez pas de porter votre bienfaisante volonté partout où l'intérêt du pauvre la réclamera ; faites quelque chose pour les ouvriers, et je vous garantis que, du jour où vous serez entrés dans cette voie, le temps des émeutes, des barricades, des révolutions et des transports aura pour toujours disparu. (*Vif mouvement d'approbation.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. La parole est à M. Levasseur.

(*La clôture ! la clôture !*)

On demande la clôture, je vais la mettre aux voix.

Le citoyen PEUPIN. Je demande la parole contre la clôture.

Voix nombreuses. On n'insiste pas pour la clôture.

Le citoyen LEVASSEUR. Citoyens Représentants, je crois que dans cette discussion pas un seul manufacturier n'a été entendu. (*Réclamations.*)

Une voix. Et M. Morin !

Le citoyen LEVASSEUR. A ce titre, je réclame votre bienveillance. Et d'abord je veux prendre seul la responsabilité de mes paroles, car je m'empresse de dire que la plupart des manufacturiers de mon département, presque tous les ouvriers, enfin la chambre du Commerce de Rouen ont une opinion opposée à la mienne. Je dois donc faire connaître l'état réel des esprits avant de vous exprimer mon opinion personnelle.

Je dirai, avant de faire connaître cette opinion sur le fond de la question, deux mots en réponse à M. Corbon. Il a parlé des manifestations considérables qui avaient eu lieu à diverses époques de notre révolution ; elles s'expliquent d'une manière toute simple, toute naturelle ; les passions étaient émues, les intérêts étaient en jeu ; il était inévitable que la classe ouvrière fût préoccupée de sa situation et en désirât l'amélioration.

Ces manifestations s'expliquent donc par la nature même des choses. Il vous a peint ensuite la détresse actuelle de la classe ouvrière, détresse que je

ne veux pas pas nier, qui est très grande et que je déplore comme lui ; mais il me sera permis de dire qu'au moins à cet égard-là, il a mal choisi son exemple. Ainsi, il vous a dit qu'à Paris, lorsqu'il était jeune, il gagnait cinq francs, si je ne me trompe. . . .

Le citoyen CORBON. Je n'ai pas déterminé le prix pour moi.

Le citoyen LEVAVASSEUR. Il gagnait je crois, cinq francs comme tisserand ou comme ouvrier rattacheur.

Le citoyen CORBON. Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que j'étais rattacheur à dix ans.

Le citoyen LEVAVASSEUR. Enfin il a ajouté que cette industrie avait quitté Paris, et que ceux qui gagnaient alors 5 francs ne gagnaient plus aujourd'hui que 1 fr. 25. Loin de me plaindre de cela, je m'en félicite en ce qui concerne Paris ; car cette industrie qui a quitté Paris est venue dans nos provinces, dans nos campagnes, là où il y avait un grand besoin d'utiliser des bras inoccupés. En effet, à cette époque, les filatures s'étaient concentrées dans la capitale ; elles sont aujourd'hui en Normandie, en Alsace. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Je crois que c'est un grand bien. Il vaut mieux, à mon avis, voir l'industrie se disséminer dans nos départements, que de la voir se concentrer dans la capitale.

Enfin il vous a parlé des douleurs trop réelles, des privations cruelles auxquelles étaient soumis les tisserands. Ces jours derniers, notre collègue M. Alcan nous a lu un rapport fait à l'occasion des souffrances que peuvent endurer les ouvriers tisserands de Lille ; moi aussi je déplore ces souffrances. Eh bien, précisément la classe des tisserands ne sera pas atteinte par votre loi ; elle est tout à fait en dehors de cette loi. Cependant c'est la classe qui mérite le plus notre sollicitude ; vous voyez une génération tout entière enfouie dans des caves. Cependant, en vertu de votre loi, vous n'avez ni le droit de pénétrer dans ces caves, ni la faculté d'empêcher ces douleurs qui affligent nos regards, et que nous voudrions faire cesser. La loi sera donc, à cet égard, malheureusement impuissante.

A quels établissements s'adressera donc votre loi ? Il faut le dire, aux établissements où l'on fabrique les matières textiles, aux filatures de lin, de laine et de coton surtout.

Votre loi ne sera donc pas une règle, mais une exception, car tout à l'heure on vous faisait la nomenclature des diverses industries, et, si je vous rappelais ces diverses industries, vous verriez que votre loi ne sera applicable qu'au plus petit nombre.

Cependant, me répondrez-vous, si pour ce petit nombre la loi est utile, pourquoi ne pas l'adopter ? Là est la difficulté. Oui, et sans considérer le principe de liberté, quelque importance que j'y attache, je voudrais bien adopter le principe de limitation, si j'étais convaincu qu'il portât des fruits utiles ; mais je dois vous faire connaître ici les résultats d'une expérience déjà faite, de l'expérience que m'ont apportée les derniers événements.

Que s'est-il passé dans le département de la Seine-Inférieure, auquel j'ai l'honneur d'appartenir ? Aussitôt après le décret du 2 mars, un commissaire général dont le nom est venu jusqu'à vous, le citoyen Deschamps, en vertu des pouvoirs illimités qui lui étaient donnés, ou qu'il a cru devoir s'attribuer,

a jugé convenable de faire un règlement pour les salaires ; et, en cela, il a été très-conséquent avec lui-même, et je n'ose pas en vérité le blâmer.

D'une part, le travail était réduit à onze heures ; mais, d'une autre part, il fallait bien que les malheureux ouvriers, auxquels je m'intéresse autant que vous, parce que je passe avec eux la plus grande partie de ma vie, parce que leur misère peut causer la mienne. . . (*Rires et murmures.*) Il est évident que, lorsque mon établissement prospère, les ouvriers prospèrent eux-mêmes, et que, lorsque je prospère, les salaires ont chance de s'élever. Si je perdais trop longtemps, mon établissement se fermerait, et il y aurait perte pour mes ouvriers comme pour moi-même.

Je disais donc que M. le commissaire Deschamps, en vertu de ses pouvoirs illimités, avait fait quelque chose d'éminemment logique ; il avait fait un règlement des salaires, règlement qu'on s'est efforcé d'exécuter. Et voyez combien M. Deschamps, qu'on a si vivement accusé, avait été conséquent avec lui-même, avait été équitable : il avait fait un règlement des salaires, non pas en prenant pour point de départ les machines les meilleures et les plus perfectionnées, car il faut bien que le pauvre ouvrier qui a devant lui une machine médiocre puisse, le temps du travail étant limité, vivre comme celui qui a devant lui la machine la plus neuve et la plus perfectionnée. Il avait donc pris pour point de départ les machines les moins avancées ; et le salaire était combiné de telle manière que l'ouvrier pouvait avoir une journée non pas grande, mais modique, mais passable, même en travaillant sur cette machine. Cela paraissait tout à fait équitable : d'une part, l'ouvrier qui avait une machine un peu vieille gagnait sa vie ; et ensuite l'ouvrier qui avait une machine beaucoup plus perfectionnée, beaucoup plus conforme aux inventions modernes, avait un salaire très élevé.

Eh bien, l'expérience a été tenté ; cela devait réussir, disait-on ; cela était bon en apparence ; cela était une conséquence logique de la limitation des heures de travail. Eh bien, qu'est-il arrivé ? Il est advenu que successivement toutes les filatures, tous les établissements ont cessé de marcher : un chômage général a été la conséquence de cette réglementation des prix.

Et, messieurs, notez bien ceci, que, sans cette réglementation de prix, la journée de onze heures était fatale, était meurtrière pour l'ouvrier. L'ouvrier est bon, reconnaissant de sa nature ; il est animé des meilleurs sentiments ; l'ouvrier est donc porté à protéger et défendre ceux qui semblent venir à son secours, quoiqu'en réalité ils l'induisent quelquefois en erreur.

M. Deschamps avait commis cette erreur, il avait lui-même été entraîné par le décret du Gouvernement provisoire, et en définitive l'expérience a tourné et contre M. Deschamps et contre les ouvriers ; mais les ouvriers qui ne se rendaient pas compte des motifs pour lesquels les établissements chômaient, les ouvriers qui ne savaient pas les conditions qui règlent l'offre et la demande dans le commerce, en un mot les conditions du prix de revient, les ouvriers, dis-je, ne se rendant pas compte des motifs du chômage qui a été la conséquence et du décret du 2 mars et de la réglementation des prix, ont conservé dans leurs cœurs une reconnaissance en apparence fort juste pour M. Deschamps, et M. le Ministre de l'intérieur ne niera pas qu'ils ne soient encore aujourd'hui sous l'impression de ce sentiment.

M. le Ministre de l'intérieur nous parlait l'autre jour d'humanité; je dirai qu'au point de vue de l'humanité, en prenant un point de départ faux, M. Deschamps a été plus humain que M. Senard. (*Interruption.*)

M. Sénard a été humain au premier degré; en appuyant la limitation du travail, il a été humain une fois; mais je soutiens que M. Deschamps a été humain deux fois en réglant le salaire; il a voulu faire un acte complet d'humanité, car la réglementation du salaire est une conséquence nécessaire, absolue, de la fixation des heures de travail.

Je me mets, comme M. le Ministre de l'intérieur, au point de vue des principes d'humanité, et, comme lui, je reconnais qu'effectivement l'administration doit faire tout ce qui dépend d'elle pour que l'ouvrier, obligé de travailler longtemps, soit du moins dans les meilleures conditions possibles. Eh bien! qu'a-t-on fait à cet égard? On n'a rien fait, parce que le temps a manqué peut-être, mais enfin on n'a rien fait. Depuis longtemps, une loi est sollicitée sur le travail des enfants et des jeunes filles dans les manufactures. Cette loi existe, je le sais; mais elle est incomplète, elle est vicieuse, elle n'est pas suffisante. Chaque année, des pétitions viennent pour que, enfin, cette loi soit promulguée, et, par une coïncidence heureuse, le travail des enfants et des jeunes filles étant nécessaire pour que celui des hommes puisse avoir lieu, il pourrait arriver et il arrivera peut-être, sans violer le principe de liberté, qu'en vertu de cette loi seule, on atteindra, du moins en grande partie, le résultat qu'on se propose aujourd'hui.

Ainsi, au point de vue de la philanthropie, je suis loin de dire qu'il n'y a rien à faire, je dis qu'il y a beaucoup à faire. Les Anglais se sont surtout préoccupés de cette loi.

Un membre. Vous avez deux décrets: l'un pour l'emploi des femmes, l'autre pour l'emploi des enfants. (1)

Le citoyen LEVAVASSEUR. — Discutons-les, et, s'ils sont bons, nous les voterons.

Un membre. Ils l'ont été dans le comité du travail.

Le citoyen LEVAVASSEUR. — Ils n'ont pas été discutés par l'Assemblée.

Le citoyen SENARD, *Ministre de l'intérieur.* — Ce n'est pas une raison.

Le citoyen LEVAVASSEUR. — J'entends M. le Ministre de l'intérieur me dire: « Ce n'est pas une raison. » Oui, c'est une raison, car vous vous proposez un but; vous n'avez pas l'intention de gêner purement et simplement ce principe de liberté en vertu duquel chacun peut faire de son travail l'usage qui lui convient; vous voulez seulement supprimer l'excès du travail.

Eh bien! si, en protégeant les mineurs aux yeux de la loi, on pouvait arriver au même but, pourquoi ne pas employer ce moyen? Pourquoi ne pas le préférer?

Je suis encore obligé de rappeler ce qu'a dit un précédent orateur. La plupart de nos manufactures sont infectes, passez-moi le mot; elles ne sont pas dans un état aussi déplorable que ces caves de tisserands où vous ne pourriez pas pénétrer; mais la plupart des ateliers ne sont pas dans un état de salubrité suffisant.

L'expérience a constaté qu'il faudrait généralement six mètres cubes d'air pour se trouver dans de bonnes conditions.

Eh bien ! l'Administration ne pourra-t-elle pas, à l'aide de règlements qui ne seront pas contraires au principe de liberté, qui seront conformes aux lois de police qu'elle est chargée de faire observer, obliger les manufacturiers, obliger tous les chefs d'atelier à avoir leur établissement dans des conditions de salubrité telles qu'un ouvrier respire au moins la quantité d'air sain dont il a besoin ?

Je prétends qu'un établissement pourrait être mis dans des conditions de salubrité telles, au moyen de son règlement, qu'un ouvrier souffrira moins en travaillant douze ou quatorze heures qu'en travaillant seulement douze heures, ainsi que vous le demandez aujourd'hui. Il est tel ouvrier qui, même en travaillant seulement huit heures, doit souffrir et souffre excessivement à l'heure où nous parlons, car l'air qu'il respire est mortel jusqu'à un certain point.

Cependant vous n'avez encore rien fait à cet égard.

Le citoyen SENARD, *Ministre de l'intérieur*. — Est-ce une raison pour ne rien faire ?

Le citoyen LEVAVASSEUR. — Quand vous n'avez encore rien fait de ce que vous pouviez faire sans violer le principe de la liberté humaine auquel il est si dangereux de porter atteinte ; c'est-à-dire quand vous ne nous avez pas fait discuter la loi qui concerne les enfants et les jeunes filles, quand vous ne nous avez pas présenté un règlement en ce qui concerne la salubrité des établissements ; enfin, j'irai plus loin : quand vous ne tenez pas à ce que le dimanche soit sanctifié, à ce qu'une loi existante soit exécutée ; quand vous n'avez rien fait, en un mot, de ce qu'il est possible de faire, vous venez maintenant nous proposer une loi qui viole gratuitement le principe de liberté ! (*Réclamations.*) Je dis, Messieurs, que votre loi sera bien loin d'atteindre le but que vous vous proposez ; car, si je passe en revue les principaux centres industriels où elle est destinée sans doute à porter les bienfaits que vous vous proposez, que vois-je ? Lyon, d'abord. A Lyon, comment les choses se passent-elles ? Y avez-vous de grandes manufactures ? Non ; ce sont généralement des ateliers isolés. Eh bien ! où est le plus grand mal social ? Où sont les plus grandes misères ? Où auriez-vous peut-être le plus à faire ? A Lyon, dans ce grand centre d'ouvriers. Eh bien ! ici, convénezen, la main sur la conscience, votre loi fera-t-elle la moindre chose pour Lyon, pour cette grande plaie ? Apporterez-vous le moindre remède ? Aucun, absolument aucun !

Maintenant, je vais vous parler d'Elbeuf. A Elbeuf, autrefois, les tisserands étaient tous en dehors, éparpillés dans la campagne ; on a senti la nécessité, dans l'intérêt d'une industrie moderne, d'une industrie très utile à Elbeuf, celle des étoffes façonnées, de concentrer les ouvriers tisserands dans certains établissements. Aujourd'hui, j'ignore combien d'heures ils travaillent ; mais enfin, quand le travail est actif, quand la saison est venue, quand la mode met l'ouvrier à même de gagner quelque chose de plus, il ne

le pourra plus. Réduit à l'inaction dans le temps mauvais, la mode elle-même, quelquefois généreuse, ne pourra plus venir à son secours.

Ainsi, si à Lyon, avec votre loi, vous ne pouvez rien faire de bon, vous y êtes radicalement impuissants; à Elbeuf, vous faites du mal : voilà les deux résultats de votre loi.

Maintenant reste, j'en conviens, les pays où s'exerce principalement l'industrie cotonnière : c'est de celle-là que je me préoccupe surtout. Je maintiens une chose, c'est que vous créerez la misère de l'ouvrier, vous créerez au moins des inégalités choquantes, et, entre autres, je vais en signaler une.

A Rouen, par exemple, les manufactures sont mues en général par la vapeur; dans toutes les campagnes qui environnent cette ville et où l'industrie a porté ses bienfaits, où elle a eu pour effet de faire augmenter la main-d'œuvre, c'est par les moteurs hydrauliques que les établissements sont mis en activité. Chacun sait, pour peu qu'il soit initié à l'industrie, que la machine à vapeur donne un mouvement plus précipité et surtout plus régulier; ce qui fera qu'en douze heures on travaillera beaucoup plus dans les villes que dans la campagne. Je maintiens cela comme manufacturier; j'aimerais mieux onze heures de travail continu à la vapeur que douze heures de travail hydraulique.

Je pose cela comme une vérité peu contestable.

Eh bien! voyez donc déjà comme votre loi sera irrégulière dans son application. Votre loi, qui, en apparence, limite le travail à douze heures, ne sera, en réalité, que de onze heures pour les campagnes. Quel est le but que vous vous proposez, cependant? Vous voulez, autant que possible, décentraliser l'industrie. Loin de la décentraliser, votre loi aura pour effet, plus tard, de l'agglomérer dans les grandes villes.

Je viens de vous parler de l'état des choses normal. Maintenant, j'entre dans l'exception. C'est elle qui dominera votre loi; c'est elle qui fera tomber la règle.

En effet, pour les moteurs hydrauliques, l'eau peut être constante pendant six mois au plus; durant les autres six mois, ce sont des chômages continuels; tantôt l'eau n'arrive pas; tantôt elle arrive en abondance; les eaux sont irrégulières. Pendant six mois de l'année, vos établissements qui auront le droit de faire travailler douze heures ne pourront, en réalité, faire travailler que pendant six heures sérieusement, utilement; vous aurez mis la moitié des établissements industriels dans l'impossibilité d'exécuter le décret. Et comment faire appliquer l'exception? Comment la constater? Comment jouir du bénéfice de l'exception, en pareil cas? Oui, votre loi tombe de toutes parts; de toutes parts, elle craque; car, dans la pratique, elle sera inapplicable, si l'on veut prendre en considération toutes les exceptions qu'amèneront des chômages de tout genre.

Le plus grand nombre des industries sera exempté par nos règlements d'administration publique, et après avoir fait ce règlement, vous serez obligés de faire des exceptions perpétuelles; et où vous mèneront ces exceptions? Le plus souvent à l'arbitraire.

Je finis par une dernière considération.

Malgré tout ce que je viens de dire, je ferais fléchir mes principes sur la

liberté du travail, et je serais partisan des idées de la limitation, si j'étais bien convaincu que les ouvriers, quel que fût le principe qui nous régit, pussent avoir, en définitive, un salaire suffisant, car c'est là le but auquel nous tendons. Nous voulons tous, au moins, le maintien du salaire, si on ne peut l'élever.

Eh bien ! ce qui arrivera malheureusement, ce que je crains, c'est que nous ne voyions se renouveler ce qui est advenu lors de l'expérience du commissaire général Deschamps. Alors le travail était de onze heures ; il ne fut que d'une heure, et cependant il y eut un chômage général de l'industrie.

Quant aux ouvriers, comment ne seraient-ils pas partisans de l'espoir qu'on fait luire à leurs yeux ? Ils espèrent, ces excellentes gens, que leur salaire sera augmenté. Lorsque vous aurez voté la diminution des heures de travail, ils ont la conviction intime, ils ont la conviction du cœur, je puis parler ainsi, que bientôt on élèvera le salaire, et que vous les mettrez au moins en position de vivre.

Quelles que soient vos bonnes intentions, vous ne les avez pas suffisamment avertis. Vous leur avez bien dit, ici, dans des discours dont je reconnais effectivement la loyauté, que vous n'entendez pas intervenir dans le salaire ; mais vos paroles n'ont pas eu le temps de parvenir jusqu'à eux. Leur espoir, je le répète, est que les salaires seront augmentés, et lorsqu'en définitive cette augmentation n'aura pas eu lieu, lorsqu'en réalité, soit par le chômage, et enfin soit par d'autres causes qui se multiplieront dans l'avenir, ils seront, ces malheureux, dans l'impossibilité de gagner leur vie, lorsqu'ils seront réduits à la misère, alors que ferez-vous ? Vous invoquerez le droit à l'assistance. Mais ce sera leur dernière ressource. Avez-vous bien calculé cette extrémité ? Que voulons-nous éviter par-dessus tout ? Nous voulons éviter la violence, nous voulons éviter l'insurrection, et nous voulons faire en sorte que, cet hiver, il n'y ait pas de malheur à déplorer.

Eh bien ! savez-vous ce que je crains très sérieusement ? Je crains, lorsque, d'une part, vous aurez empêché l'augmentation du temps de travail, sans avoir augmenté le salaire, je crains que les ouvriers, réduits à de dures extrémités, ne vous demandent ce qu'ils ont le droit de vous demander, le droit de vivre. Et alors, qu'aurez-vous à leur répondre ? Alors ne seront-ils pas en droit de vous dire : C'est vous qui faites la loi, nous sommes victimes de la loi ; c'est à vous de réparer les effets funestes qu'elle a produits. C'est parce que je crains ces conséquences que j'ai pris la parole. Je suis convaincu d'une chose, c'est que, ou votre loi sera complètement inefficace, ou elle sera complètement en désuétude. Vous aurez créé, pour les classes laborieuses, des espérances qui ne pourront pas se réaliser et dont elles seront les premières victimes. Vous serez alors responsables de ces misères si vous ne pouvez les soulager. Voilà ce que je prévois pour des temps où les denrées alimentaires ne seront pas à très bas prix.

Mon Dieu ! si je l'osais, je vous dirais encore un mot . . . (*Parlez ! Parlez !*)

Je voudrais épargner vos moments, mais la question est des plus graves, c'est la plus grave peut-être que nous ayons à traiter. Je déclare que, s'il m'était possible de résoudre le problème du travail dont M. Corbon cherche

la solution, et qui consiste à associer le maître à l'ouvrier, je déclare, en mon âme et conscience, que, si cette solution m'était offerte, non pas d'une manière complète, mais approximative, je l'embrasserais tout de suite. Mais jusqu'alors, malheureusement, elle n'a pas été trouvée, cette solution; et M. Corbon est trop honnête pour ne pas reconnaître avec moi qu'au moins dans ces derniers temps, qu'au moins dans les six derniers mois, la solution de ce problème eût été jusqu'à un certain point fatale à l'ouvrier, puisqu'il n'était pas possible de vendre les produits.

Le citoyen CØRBON. — Je ne me m'associe pas aux folies du Luxembourg.

Le citoyen LEVAVASSEUR. — Vous avez raison, M. Corbon, de ne pas vous associer aux folies du Luxembourg. Honneur à vous! (*Rires d'approbation.*)

Je dis que ce qu'on nous propose aujourd'hui nous mène fatalement au système de M. Louis Blanc. (*Non! Non!*)

Le citoyen PASCAL DUPRAT. — Je demande la parole.

Le citoyen LEVAVASSEUR. — Je maintiens ce que j'avance.

Quand vous avez réglementé le travail, il faut que vous réglementiez le salaire, et, quand vous avez réglementé le salaire, il arrive nécessairement des inégalités, et c'est alors, comme le veut M. Louis Blanc, qu'il faut récompenser les ouvriers, non pas en raison de leur travail, mais en raison de leurs besoins.

Je dis que tout s'enchaîne dans ce monde; une fois que vous aurez fait le premier pas dans cette voie, vous ne pourrez pas vous soustraire à la nécessité d'aller jusqu'au bout.

Je vous disais tout à l'heure que c'était dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes, dans l'intérêt des ouvriers illusionnés, que je prenais la parole; illusionnés, parce qu'ils ne peuvent pas concevoir qu'on réduise la journée de travail sans augmenter le taux du salaire. Je vais dire maintenant pourquoi beaucoup de manufacturiers tombent dans l'erreur, pourquoi ils sont persuadés que cette réglementation de temps leur sera utile. Voici le raisonnement qu'ils font, et que j'ai fait moi-même en d'autres temps; mais ce raisonnement n'est pas exact.

Ils disent : Si, au lieu de travailler quatorze heures par jour, on ne travaille que douze heures, la production diminuera dans la même proportion : du moment où la production sera moindre, notre vente sera plus facile; de là plus grande facilité de vente, de là l'augmentation des prix. Voilà quel est l'espoir des fabricants; au moyen de la limitation du travail, ils espèrent vendre mieux et plus cher, comme l'ouvrier lui-même espère que son salaire sera augmenté. Eh bien ! je ne crains pas de le dire, en me fondant sur l'expérience et sur les principes de l'économie politique : les manufacturiers et les ouvriers eux-mêmes sont dans la plus grande illusion.

En effet, qu'arrive-t-il à l'industrie? Il arrive que, toutes les fois qu'il y a un bénéfice quelconque, les capitaux se jettent nécessairement sur l'industrie où il y a un profit à faire. Peut-être pendant six mois recueillerez-vous les fruits de votre limitation de travail; mais, au bout de ces six mois, de nouveaux établissements seront créés, de nouvelles industries surgiront, et alors l'encombrement sera le même qu'aujourd'hui, et alors il est bien certain que le nombre d'établissements sera plus considérable encore.

Ainsi, illusion des ouvriers qui espèrent que leur salaire sera augmenté, tandis qu'il y a au moins doute à cet égard, et illusion de la part des patrons, qui se figurent qu'ils vendront mieux leurs produits. Je voudrais que cela fût vrai et possible; malheureusement cela n'est ni vrai ni possible, cela ne nous conduira qu'à des déceptions et à l'arbitraire dans l'exécution. Voilà quel sera le résultat de votre décret, s'il n'en a pas de plus désastreux encore, celui de tromper tout le monde à la fois et de mettre dans une situation plus misérable encore la classe ouvrière à laquelle je voudrais apporter une amélioration réelle, et non pas une dangereuse et décevante illusion. (*Marques d'approbation.*)

Voix nombreuses. — La clôture ! la clôture !

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Peupin contre la clôture.

Le citoyen PEUPIN. — L'honorable M. Levavasseur disait tout à l'heure que sa misère était celle des ouvriers; je ne sais pas quel est le chiffre de sa fortune, mais je voudrais que les ouvriers eussent une petite partie de sa misère... (*Réclamations.*)

Le citoyen PAUL SEVAISTRE. — Il fait vivre des milliers d'ouvriers !

Le citoyen PEUPIN. — Je suis de ceux qui ont désiré l'abrogation du décret du 2 mars, parce que c'était une chose essentiellement mauvaise, non seulement à cause de ce qu'il disait, mais à cause de son interprétation.

En effet, les ouvriers en avaient tiré cette conclusion, que, si la réduction des heures de travail laissait un sixième du travail en plus, il y avait quelque chose à faire comme supplément : c'était d'interdire à tout fabricant et à tout ouvrier le droit de faire travailler en plus de la journée.

C'était là une mauvaise chose, et l'on était arrivé à prononcer des amendes contre les fabricants et les ouvriers qui contrevenaient à cette défense; ce qui, je dois le dire en passant, joint au droit de travail, dans le sens absolu du mot, inscrit dans la constitution, constitue un véritable guet-apens.

Cependant, si l'absence de toute réglementation présente de bons côtés, je dois le dire, elle en a aussi un très mauvais.

En effet, ordinairement les capitalistes qui se font fabricants ne s'attaquent pas directement au chiffre du salaire de l'ouvrier, souvent ce chiffre est réduit à sa plus basse limite, à sa plus extrême limite; l'augmentation de la durée de travail est une diminution de salaire réelle, mais qui, n'étant pas apparente, est souvent acceptée. C'est une nécessité industrielle, je le comprends; mais cette nécessité industrielle ne devait pas faire que l'ouvrier qui doit être vêtu et nourri ne puisse, avec son travail, se procurer le vêtement et la nourriture. Il faut du travail, sans doute; mais le travail ne doit avoir pour but et pour résultat que de faire vivre honorablement ceux qui s'y livrent, en les mettant en mesure de pourvoir à tous leurs besoins. Autrement, si vous forcez l'homme qui travaille, qui emploie tout son temps, si vous forcez l'ouvrier à recourir à l'assistance publique, à la charité publique, c'est une chose très mauvaise. En décrétant que le travail sera de douze heures, sans doute vous ne portez pas remède à tous ces maux. Mais ce décret sur les douze heures de travail ne sera pas une mauvaise chose, si on laisse en même temps aux fabricants et aux ouvriers la faculté de travailler un

certain nombre d'heures en plus, lorsque les besoins de l'industrie l'exigeront. A cet égard, un amendement a été proposé par notre honorable collègue, M. Latrade, qui a pour objet de faire reconnaître par l'Assemblée que cette faculté, que ce droit existe; je l'appuierai de tout mon cœur, cet amendement.

Il faut aussi bien prendre en considération que, si dans un grand nombre d'industries, la journée de travail n'est que de dix heures, dans d'autres la journée est de onze heures. Ainsi ce terme de douze heures ne peut pas être pris pour règle générale et adopté pour tout le monde; car, dans ce cas-là, les ouvriers, qui ne travaillaient pas douze heures avant le décret que vous allez rendre, réclameraient impérieusement, et ils auraient raison.

Il y a donc un besoin de liberté qui se manifeste, et j'inclinerais volontiers pour la liberté, si je ne reconnaissais pas qu'il y a nécessité de déterminer que le nombre d'heures de travail d'une journée ne dépassera pas douze heures, et qu'en dehors de ces douze heures tout travail supplémentaire sera payé en plus. Voilà ce que demandent les ouvriers; ils se plaignent de ce qu'on exige d'eux, pour une somme qui reste la même, un travail beaucoup trop prolongé. (*Aux voix ! aux voix !*)

Je crois que le fabricant doit chercher les moyens de concurrence, non pas dans l'abaissement du salaire de l'ouvrier, mais dans le perfectionnement des machines qu'il emploie; c'est en cherchant avec son intelligence qu'il peut trouver les moyens de faire concurrence aux autres, mais non pas en venant, l'argent à la main et, en quelque sorte, le poing sur la gorge, imposer un nombre d'heures de travail qui est au-dessus des forces des travailleurs. (*Aux voix ! aux voix !*)

Permettez-moi, en finissant, de déclarer que l'unité de travail, autrement dit la journée, serait, au maximum, de douze heures; mais que cependant elle pourrait être moindre; que les ouvriers et patrons seraient libres à cet égard.

Ce que les ouvriers ont toujours demandé, c'est d'être payés en raison du temps passé dans l'atelier.

(Plusieurs Représentants demandent la parole. — *La clôture ! la clôture !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — M. Peupin a parlé contre la clôture. Si la discussion continue, la parole est à M. Perdiguier. (*La clôture ! la clôture !*)

On insiste sur la clôture, je consulte l'Assemblée.

L'épreuve est douteuse. Dans le doute, la discussion continue.

La parole est à M. Perdiguier.

Le citoyen SEVAISTRE. — Monsieur le Président, je demande la parole.

Je suis inscrit. . .

Le citoyen PRÉSIDENT. — D'après l'ordre d'inscription, la parole est à M. Perdiguier.

Voix nombreuses. — Parlez, M. Perdiguier ! parlez !

Un représentant. — Mais M. Perdiguier parle dans le même sens que l'orateur précédent. Il vaut mieux entendre auparavant M. Sevaistre qui parle contre.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est à M. Paul Sevaistre.

Le citoyen SEVAISTRE. — Citoyens Représentants, je ne répondrai point

aux attaques qui se produisent à cette tribune contre l'industrie française; le bon sens de cette Assemblée et du pays en fait et en fera justice.

Je veux vous parler exclusivement de la limitation des heures de travail : c'est une question fort grave qui intéresse la richesse, c'est-à-dire la force, la puissance du pays et le bien-être des travailleurs; elle réclame votre attention.

Si les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune avaient démontré qu'avec la limitation des heures de travail l'industrie française pourrait soutenir la concurrence de la Belgique et de l'Angleterre sur les marchés de l'étranger, je l'accepterais sans hésitation, car c'est à mon sens le côté le plus sérieux de la question.

Mais, cette démonstration n'étant pas faite, prenons garde de compromettre les intérêts de l'État et ceux des travailleurs en nous laissant entraîner trop légèrement à cette innovation dont les premiers effets nous ont d'ailleurs été déjà si funestes.

Il me semble qu'en y réfléchissant mûrement, tous les hommes de sens comprennent ou comprendront que, le principe de la limitation une fois admis, il deviendrait indispensable que la limite fût la même sur tout le territoire de la République.

Tout le monde reconnaîtra sans aucun doute que, sans une base uniforme dans chaque genre d'industrie, les établissements qui seraient assujettis à une limite rigoureuse ne pourraient soutenir la concurrence avec les autres établissements libres de travailler plus longtemps.

Or, si cela est reconnu incontestable, je demande comment il serait possible d'admettre que les établissements français étant tous assujettis à une limite pourraient soutenir la concurrence sur les marchés de l'étranger avec les établissements de la Belgique et de l'Angleterre qu'aucune entrave n'arrêterait.

Jusqu'à ce qu'on ait détruit ce raisonnement, qui est l'évidence même, il faut reconnaître que la limitation des heures de travail en France constituerait l'industrie française dans un état d'infériorité sur les marchés étrangers.

Examinons maintenant, en peu de mots, le préjudice qu'auraient à supporter l'État et les travailleurs, s'ils se fermaient ainsi volontairement les débouchés extérieurs.

Citoyens, la France ne se suffit pas à elle-même; chaque année le commerce importe des pays étrangers pour plusieurs centaines de millions de matières diverses nécessaires à notre consommation intérieure.

Prenez bien garde que, si vous n'aviez pas les moyens d'exporter une quantité au moins égale de vos produits manufacturés, la différence se solderait au préjudice de la France par le numéraire, par le capital français.

Que si, au contraire, vous soldez la somme de vos importations par un chiffre égal de vos exportations, vous obtenez un double résultat.

D'une part, en ce qui touche l'intérêt de l'État, vous balancez les matières diverses importées par des produits fabriqués, de telle sorte qu'en somme le numéraire du pays ne se trouve pas atteint ou diminué.

D'autre part, en ce qui concerne l'intérêt des travailleurs, et c'est ici que j'appelle votre attention, le chiffre de vos exportations se décomposant soit en

matière première, soit en main-d'œuvre, c'est-à-dire en argent payé aux ouvriers, vous augmentez la somme du travail national et le bien-être des travailleurs.

Ainsi voilà, à mon sens, les résultats évidents de la limitation des heures de travail en France :

Infériorité de l'industrie française sur les marchés extérieurs, conséquemment exportations réduites ;

Perte annuelle du numéraire français au grand préjudice de la force et de la puissance de l'État ;

Perte non moins réelle pour les travailleurs, puisque la somme totale du travail national, c'est-à-dire du bien-être des classes laborieuses, serait considérablement diminuée.

Je pense donc que l'Assemblée nationale agira sagement, au point de vue de l'intérêt des travailleurs et de l'État, en décrétant purement et simplement l'abrogation du décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, c'est-à-dire en acceptant l'article 1^{er} ainsi conçu, et en rejetant les articles 2, 3, 4 et 5 du projet.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Perdiguier. (*Aux voix ! aux voix ! — Non ! non ! Parlez !*)

Le citoyen PERDIGUIER. — Citoyens Représentants, je crois devoir vous avertir que c'est pour la première fois que je monte à la tribune.

Je n'ai jamais parlé devant un public nombreux ; j'éprouve donc le besoin de vous dire ce que j'ai dans le cœur. Mes pensées peuvent différer des vôtres sous beaucoup de rapports ; cependant elles sont consciencieuses,

Le décret du 2 mars était une conquête des ouvriers ; ils croyaient que le travail serait dorénavant pour eux moins meurtrier, et le salaire assez élevé pour qu'il leur fût possible de vivre en travaillant. Cependant ce décret, qui leur donnait espoir, va être abrogé.

Si nous voulons en croire MM. Buffet, Charles Dupin, Léon Faucher, le décret en question attentait à la liberté des ouvriers, et ne pouvait que nuire à tous leurs intérêts. Qu'il me soit permis, à moi, simple artisan, d'être d'un sentiment contraire au leur, et de rappeler, à cette occasion, ces quelques lignes d'une parabole que M. Lamennais a consignées dans son livre des *Paroles d'un Croyant* :

« Voyant, dit-il, que les hommes s'étaient partout multipliés, et que leur multitude était innombrable, un homme se dit :

« Je pourrais bien peut-être en enchaîner quelques-uns, et les forcer à travailler pour moi ; mais il les faudrait nourrir, et cela diminuerait mon gain. Faisons mieux ! Ils mourront, à la vérité ; mais, comme leur nombre est grand, j'amasserai des richesses avant qu'ils aient diminué beaucoup, et il en restera toujours assez.

« Or, toute cette multitude vivait de ce qu'elle recevait en échange de son travail.

« Ayant donc parlé de la sorte, il s'adressa en particulier à quelques-uns et leur dit : Vous travaillez pendant six heures et l'on vous donne une pièce de monnaie pour votre travail.

« Travaillez pendant douze heures, et vous gagnerez deux pièces de mon-

naie, et vous vivrez bien mieux, vous, vos femmes et vos enfants, et ils le crurent.

« Il leur dit ensuite : Vous ne travaillez que la moitié des jours de l'année; travaillez tous les jours de l'année, et votre gain sera double, et ils le crurent encore.

« Or, il arriva de là que la quantité de travail étant devenue trop grande de moitié sans que le besoin de travail fût plus grand, la moitié de ceux qui vivaient auparavant de leur labeur ne trouvèrent plus personne qui les employât.

« Alors l'homme méchant, qu'ils avaient cru, leur dit : Je vous donnerai du travail à tous, à la condition que vous travaillerez le même temps et que je ne vous paierai que la moitié de ce que je vous payais; car je veux bien vous rendre service, mais je ne veux pas me ruiner.

« Et comme ils avaient faim, eux, leurs femmes et leurs enfants, ils acceptèrent les propositions de l'homme méchant et ils le bénirent; car, disaient-ils, il nous donne la vie.

« Et, continuant de les tromper de la même manière, l'homme méchant augmenta toujours plus leur travail et diminua toujours plus leur salaire.

« Et ils mouraient faute du nécessaire, et d'autres s'empressaient de les remplacer; car l'indigence était devenue si profonde dans ce pays, que les familles entières se vendaient pour un morceau de pain.

« Et l'homme méchant, qui avait menti à ses frères, amassa plus de richesses que l'homme méchant qui les avait enchaînés. »

Le fond de la question est là, messieurs, là tout entier. Plus l'ouvrier travaille, moins il gagne; moins il gagne, moins il consomme; moins il consomme, plus il souffre; et plus il souffre, plus nous approchons des révolutions.

Il ne faut pas dire que la République est la cause du mal; il est plus vrai de dire que la République est venue parce que le mal était intolérable pour le plus grand nombre.

Depuis très longtemps le salaire baissait, le gain des ouvriers et des maîtres était toujours moindre; et, pendant qu'ils vendaient, maîtres et ouvriers, toujours moins cher leur pain et leur sueur, on leur vendait toujours plus cher à eux la viande, le bois et toutes les matières dont ils avaient besoin; on leur faisait toujours payer plus cher les loyers et l'intérêt du capital.

Le prix du travail, de la main-d'œuvre n'étant plus en rapport avec le prix de tout ce qui est nécessaire à la vie du travailleur, il y a eu déplacement de la richesse publique; les uns se sont ruinés en travaillant, les autres sont devenus les maîtres de tout en ne travaillant pas.

Les hommes se sont livrés à l'égoïsme, à la cupidité; ils ont manqué de justice, et une révolution est devenue nécessaire.

Croyez-le, quand une révolution éclate, et surtout une révolution provoquée par la misère des masses, révolution toute sociale, elle éclate parce que nous avons péché, et c'est Dieu qui nous l'envoie. Au lieu donc de nous roidir et de fermer les yeux à la lumière, soyons justes, et alors cette révolution, au lieu de nous apporter la mort, nous apportera la vie.

Gardons-nous de suivre les errements du passé : Louis-Philippe est tombé,

mais il est tombé avec son système, système usé; et vouloir maintenant remettre à neuf ce système égoïste, c'est tenter l'impossible.

L'économie politique qui a, pendant dix-sept ans, fait la cour à Louis-Philippe, qui lui disait : « La richesse publique augmente, le bien-être des populations augmente, tout va de mieux en mieux; allez, marchez en avant et ne craignez rien : l'avenir est à nous »; cette économie politique, aveugle, imprévoyante, n'a pas le droit, après avoir causé la chute d'un règne, de s'imposer avec orgueil à un règne nouveau. Le mal qu'elle a fait, elle est impropre à le réparer; elle ne peut que l'aggraver encore.

On ne veut pas que dix heures de travail, qui met la journée à onze heures en y comprenant le temps de manger, soit assez longue pour le travailleur; on ne veut pas que le salaire de l'ouvrier soit relevé, on pense que cela nuirait à notre commerce et nous mettrait dans l'impossibilité de soutenir la concurrence avec les étrangers. Ainsi, maintenons, excitons la concurrence!

Les fabricants anglais disent à leurs ouvriers : Les français livrent la marchandise à plus bas prix que nous; ils vendent et nous ne vendons pas; il faut donc vous résoudre à voir baisser votre salaire, faute de quoi, plus de travail, et partant, plus de pain. Et l'ouvrier cède.

Les fabricants français disent à leurs ouvriers : Les ouvriers anglais viennent de consentir à une baisse de salaire; il faut vous résoudre à travailler à meilleur marché qu'eux si vous voulez que nous puissions vendre. Consentez ou sinon, plus d'ouvrage. Et l'ouvrier consent.

Les mêmes arguments sont tour à tour employés en Angleterre et en France. On met en concurrence les ouvriers de ces deux nations sur tout, et on les ruine, et on les tue les uns par les autres.

Ce système, qui détruit l'intelligence, la moralité, la vie même chez le plus grand nombre des hommes, est trop antichrétien, trop antisocial, pour qu'il puisse longtemps se maintenir. Voyez l'état de l'Europe en ce moment : partout l'ouvrier se manifeste; partout l'ouvrier réclame; l'ancien ordre social semble être mis en question; tout cela doit avoir sa cause quelque part.

Les ouvriers souffrent, les ouvriers pâttissent, les ouvriers meurent de faim, et vous croyez qu'il n'y a rien à faire; que les gouvernements doivent rester indifférents devant de telles calamités! Vous pensez que cela ne les regarde pas! Je veux, à ce propos, rappeler les paroles qu'un philosophe chinois, Mancius, adressait à un roi de la Chine. Il lui disait :

« Vos chiens et vos pourceaux dévorent la nourriture du peuple et vous ne savez pas y remédier. Le peuple meurt de faim sur les routes et les grands chemins, et vous ne savez pas ouvrir les greniers publics. Quand vous voyez des hommes morts de faim, vous dites : « Ce n'est pas ma faute, c'est celle de la stérilité de la terre. » Cela diffère-t-il d'un homme qui, ayant percé un autre homme de son glaive, dirait : « Ce n'est pas moi, c'est mon épée. » Ne rejetez pas la faute sur les intempéries des saisons; et les populations de l'Empire viendront à vous pour recevoir des soulagements à leurs misères. »

Le roi déclara qu'il désirait suivre les leçons du philosophe, qui ajouta avec respect :

« Tuer un homme avec un bâton ou une épée, trouvez-vous à cela quelque différence? — Aucune, » répondit le roi. Le philosophe dit encore : « Le tuer

avec un bâton ou un mauvais Gouvernement, y trouvez-vous de la différence? » Le roi répondit : « Non ».

Eh bien, est-ce que nous serons moins progressifs, moins fraternels que le philosophe et le roi de la Chine, qui vivaient 450 ans avant Jésus-Christ? Est-ce que nous ne comprendrons pas que le travail doit nourrir le travailleur et que notre société et nos hommes d'Etat seraient coupables s'il en était autrement? Oui, l'ouvrier doit vivre en travaillant; et venir dire le contraire à cette tribune, c'est lancer l'anathème contre le christianisme et l'humanité tout entière.

Enfin, ceux qui veulent conserver, exciter la concurrence criminelle, de nos jours, sont-ils vraiment sincères? Ceux qui veulent mettre en concurrence les travailleurs avec les travailleurs, ceux qui veulent mettre les journées au rabais et les adjudications au rabais, sont-ils vraiment conséquents avec leurs principes? S'il en est ainsi, introduisons la concurrence partout. Mettons à l'adjudication les places de procureurs, d'avocats généraux, de présidents de cours criminelles, celles de professeurs et de tous les employés de l'Etat; choisissons, en toute chose, ceux qui voudront travailler au plus bas prix, et exigeons d'eux le bon marché et des travaux de quelque valeur. Faisons en sorte que le Gouvernement soit à bon marché, que les denrées soient à bon marché, et alors les ouvriers pourront travailler à bon marché et soutenir la concurrence sans être réduits à pâtir ou à mourir de faim.

Mais nos économistes ne l'entendent pas ainsi : ils veulent que tout un chacun puisse exercer tous les métiers mécaniques à la fois, sans en avoir appris un seul; mais ils ne veulent pas qu'on puisse exercer ce qu'ils appellent leur art ou leur science, sans les avoir appris et sans avoir obtenu le diplôme. Liberté pour exercer les états de menuisiers, de charpentiers et autres, mais rien de semblable pour exercer l'état d'avocat. (Je cite celui-ci comme exemple.) Pourquoi protégez-vous le métier de celui-ci, et non le métier de celui-là? Pourquoi, amis de la liberté, ne voulez-vous pas la liberté partout et pour tous?

Je ne vous fais pas un crime de vous protéger dans votre salaire et dans vos fonctions; mais, protégez donc aussi l'artisan; veuillez que le travail nourrisse le travailleur, réglez la société lorsqu'elle est sortie de son état normal; c'est pour qu'il en soit ainsi que l'on a des Gouvernements et qu'on les rétribue assez cher, je pense.

Ne faites pas tant de frais de science aride et sèche, et livrez-vous aux inspirations du cœur; elles vous diront que le travailleur doit vivre en travaillant.

Pensez-vous que si l'ouvrier gagnait un peu plus, la France serait ruinée? Ne le croyez pas.

Pourquoi sommes-nous tombés dans une situation si pénible? C'est parce que l'artisan a manqué de salaire; c'est parce qu'il a été forcé de pâtir et que la plus grande partie de la population a été presque rayée du rang des consommateurs. Donnez aux travailleurs un salaire équitable, en rapport avec le prix des choses nécessaires à son existence; il pourra élever sa famille, faire des économies, dépenser; ainsi les artisans pourront se faire travailler les uns les autres. Comme il leur sera permis de satisfaire leur faim et leur soif, les cultivateurs vendront leurs blés, leurs vins, leurs denrées de toutes sortes, et,

à leur tour, ils pourront acheter des meubles, des tissus et tous les objets dont ils auront besoin.

Maintenant, les magasins des villes sont pleins de meubles, sont pleins d'étoffes, sont pleins de toiles et autres marchandises ; les magasins de la campagne sont pleins de grains et de tout ce que la terre peut produire. Et cependant, malgré cette abondance réelle, propre à la ville et à la campagne, des deux parts les habitants souffrent également ; ils ne peuvent échanger leurs produits, ils ne peuvent vivre, ils ne peuvent payer ni leurs loyers, ni leurs fermages, ni leurs impôts. Et pourquoi ? Parce que le salaire a été trop bas ; parce que le numéraire s'est retiré dans un petit nombre de mains ; parce que les moyens d'échange ont manqué aux populations, et, partant, tous les producteurs ont souffert, ont pâti et pâtissent, faute de pouvoir s'aider les uns les autres.

La France est riche, plus riche que jamais : le peuple souffre, il souffre plus que jamais, et son avenir est effrayant. Pourquoi cela, messieurs ? En serait-il ainsi si nous étions humains et fraternels ? Non, il n'en serait pas ainsi.

On a beau dire qu'il faut de l'ordre, qu'il faut du calme, que le commerce ne reprendra que quand la confiance sera revenue.

On oublie que notre société est malade, qu'elle souffre d'un mal réel, et que c'est au milieu de l'ordre, du calme et de la paix qu'elle a contracté ce mal, n'en déplaise à M. Charles Dupin.

Vous conseillez l'ordre et le calme à la société, c'est bien ; mais vous devriez, avant tout, faire quelque chose pour elle ; et comme médecins, il ne vous est pas permis de ne lui donner que des conseils d'hygiène.

Que diriez-vous d'un docteur de la faculté qui ordonnerait à un malade couvert, de maux rongeurs le repos, le régime, la diète, et rien de plus ? Vous diriez qu'il ne connaît pas son état, qu'il doit s'attacher d'abord à détruire le principe du mal chez son malade et laisser ensuite au régime et à la nature le soin de faire le reste.

Il en est des sociétés comme des hommes : détruisez le principe du mal qui les ronge, et l'ordre, qui est leur hygiène, achèvera de les rétablir dans toute leur force.

Pour les sociétés comme pour les hommes, vouloir, dans certains cas, les guérir sans employer des remèdes énergiques c'est vouloir l'impossible.

Ainsi, vous voulez faire, pour guérir notre société, ce qu'on a fait pour la rendre malade.

Vous refusez de créer des bons hypothécaires ; vous refusez de faire peser les charges sur ceux qui sont forts ; vous refusez de venir momentanément en aide à l'industrie par l'exportation ; vous refusez de protéger le salaire de l'ouvrier.

Et bien, je vous le déclare, vous serez impuissants, vous serez dominés par la situation ; les choses iront de mal en pis et, trop tard, vous reconnaîtrez la vérité que vous méconnaissiez aujourd'hui.

M. Buffet a dit que les idées que M. Pierre Leroux a émises à propos du décret du 2 mars ne sont pas nouvelles ; non, elles ne sont pas nouvelles : on les retrouve dans Moïse, dans Confucius, dans Socrate et dans Jésus ; mais les

idées que M. Buffet et plusieurs autres émettent ne sont pas nouvelles non plus : on les retrouve dans Aristote, dans Xénophon et dans Platon.

Il est sans doute beau pour ces messieurs de marcher sous la bannière de si grands philosophes, qui ont brillé dans les académies; mais il ne l'est pas moins de se placer sous celle de Moïse, de Confucius, de Socrate, philosophes populaires et de Jésus l'homme-dieu.

Je ne suivrai pas les ennemis du décret du 2 mars dans tous leurs arguments; mais, il faut que je le dise, leur science ne me paraît pas une science. Elle conseille aux Gouvernements de se croiser les bras, de laisser faire, de laisser passer, et cela n'est pas gouvernemental; elle constate des faits qui sont plus ou moins vrais, plus ou moins exacts; elle cède à l'esprit de parti autant et plus qu'à l'esprit de système, et cela n'est point philosophique ni scientifique.

Enfin, d'après M. Charles Dupin, notre bien-être devient toujours plus grand, notre vie toujours plus longue. La guerre, le choléra, la famine, ne sont plus des malheurs, n'entravent plus le progrès et l'accroissement de la population. Tout va logiquement, fatalement de mieux en mieux.

M. Charles Dupin dit dans l'un de ses ouvrages :

« Loin que la mortalité ait été plus considérable dans les deux années de disette que dans les deux années de prix tolérable, *la mortalité se trouve moindre.* »

Et il attribue ce résultat à la bienfaisance des riches, aux aumônes qu'ils répandent autour d'eux. Grâce donc à tant de charité, les malheureux sont plus heureux en temps de famine qu'en temps ordinaire; les naissances deviennent plus nombreuses que les mortalités, et la population s'accroît.

Je renvoie M. Charles Dupin aux œuvres d'Hippocrate. Le vieux Grec lui apprendra que la famine fait maigrir les femmes, que plus les femmes sont maigres et exténuées, plus elles sont propres à concevoir et à enfanter, et que le motif du plus grand nombre des naissances, en temps de disette, n'est pas celui qu'avait aperçu la science ingénieuse du savant moderne.

Tout va de mieux en mieux, dit M. Charles Dupin. Autrefois, l'ouvrier manquait de tout; aujourd'hui il est pourvu de tout, son bien-être augmente, s'accroît chaque jour. Et cela est prouvé par des dires, par des statistiques, par des chiffres, trop officieux, trop politiques, je crois.

Des statistiques! nous en faisons, nous aussi, et voici comment :

Nous disons : il y a quinze ans, on payait la façon de cet ouvrage, tant; aujourd'hui, on la paye tant; il y a baisse. Il y a quinze ans, on payait la viande, le bois, les loyers, tant; il y a hausse. Ainsi, l'ouvrier reçoit moins d'argent pour son travail, il faut qu'il en débourse davantage pour se nourrir et se loger, donc, il est de plus en plus malheureux,

Et M. Charles Dupin vient à mon appui quand il dit :

« Pour les tissus de coton, le même mètre, qui aurait coûté trois francs en 1788, vous l'avez aujourd'hui pour un franc. Des diminutions analogues, vous les trouverez sur tous les produits. »

Oui, il a raison, les produits ouvrés ont baissé de prix, mais il n'en est pas de même des produits bruts et des aliments dont l'ouvrier ne peut se passer.

« Je ne crains pas de le dire, dit M. Charles Dupin, il y a maintenant, par tête, quatre fois plus d'objets qui sont utiles à tout le monde, et le riche n'en peut pas consommer une part démesurée, Vous ne pouvez pas accroître la surface de votre corps, quelque opulent que vous soyez. Il faudra toujours que votre habit vous soit proportionné, que vous soyez riche ou que vous soyez pauvre. »

Oui, et je le veux bien, *il y a quatre fois plus d'objets qui sont*, ou qui devraient être *utiles* à tout le monde; oui, les riches ne peuvent agrandir ni leurs corps, ni leurs estomacs et ils ne peuvent consommer qu'une partie des produits; c'est que les pauvres, malgré qu'ils aient un corps et un estomac, ne peuvent, vu leur pauvreté, vu leurs salaires toujours plus insuffisants, user la partie des produits qui devraient leur être attribués : ainsi, les magasins s'emplissent, et ne peuvent désempir, parce que le grand nombre ne peut plus consommer.

M. Charles Dupin prétend qu'avant le 24 février 1848 tout allait bien, et il soutient ainsi son opinion :

« J'ai entendu dire hier par notre honorable collègue, M. Pierre Leroux, que la révolution de Février 1848 avait été causée par la misère des ouvriers. »

Un membre interrompt (ce membre, c'était moi), et s'écrie :

« *C'est vrai!* » M. Charles Dupin répond : « Je vous demande pardon, *cela n'est pas vrai!* et non seulement je vous le dis, je le prouverai. »

M. Charles Dupin, qui critique les ultra-royalistes de ce qu'ils nient qu'il y eût de la misère en 1789, tombe ici dans l'erreur qu'il condamne; lui aussi il nie la misère; ils ne peuvent, ni les ultra-royalistes, ni les royalistes qui ne sont pas ultras, condamner les royautés qu'ils ont aimées, qu'ils aiment peut-être encore; ils croient également à des effets sans cause, à des révolutions sans nécessité, et il n'y a entre eux qu'une question de date; pas plus.

Avant le 24 février 1848 il n'y avait pas de misère! la misère actuelle, nous la devons à ce malencontreux décret du 2 mars! c'est ce décret qui a porté le plus grand coup à l'industrie, même à l'ébénisterie! Mais, remarquons-le, le décret ne s'est appliqué ni à l'ébénisterie ni à une foule d'autres industries où l'on travaille aux pièces. Il réglait la longueur de la journée; il ne réglait pas le prix des façons, et les ouvriers ébénistes ont continué de travailler aux pièces à bas prix, à plus bas prix que jamais. Il est donc absurde de dire que le décret du 2 mars a empêché la vente des meubles et porté le moindre tort à l'ébénisterie, à laquelle il n'a pas été appliqué un seul instant.

Une foule d'industries étaient bien malades depuis deux ans; et, quant à l'ébénisterie, elle était dans le plus triste état. Au 24 février, les magasins étaient pleins, et les fabricants ne vendaient plus depuis longtemps. Les ouvriers et les maîtres en souffraient également; et les propriétaires s'en apercevaient aux difficultés qu'ils éprouvaient à se faire payer les loyers de leurs maisons.

Si M. Charles Dupin le veut, je me propose de l'accompagner dans les quartiers laborieux, de le mettre en rapport avec des maîtres et des ouvriers;

il sera instruit de la vérité par ceux qui souffrent, qui souffrent depuis longtemps, et cela vaudra mieux que de dresser des statistiques ingénieuses dans le silence du cabinet; on est sujet à erreur.

En février, les ouvriers ont pris les armes; les maîtres, les marchands, les boutiquiers ont pris les armes; ils ne faisaient qu'un, et Louis-Philippe a été renversé. Et pourquoi ont-ils agi de la sorte, tous ces travailleurs? Est-ce en haine de la royauté? Est-ce en haine de la situation où ils se trouvaient et dans l'espoir de l'améliorer? Enfin, pourquoi cette révolution de Février? J'espère que M. Charles Dupin voudra bien nous l'expliquer, car elle doit avoir sa cause quelque part.

Oui, Messieurs, il faut penser aux travailleurs, et ce n'est qu'en relevant leur salaire que vous changerez la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Plus de salaires, plus de consommation de la part du plus grand nombre, et partant plus d'échange, plus de commerce.

Si l'ouvrier reçoit un salaire équitable, s'il touche un argent qu'il a gagné à la sueur de son front, cet argent, il ne le cache pas dans la terre, il le dépense; il se nourrit alors un peu mieux, il se vêt, il se meuble, il se procure des livres, il envoie ses enfants à l'école, il leur donne les soins qu'ils méritent.

L'argent gagné et dépensé par les ouvriers fait travailler les aubergistes, les tailleurs, les cordonniers, les chapeliers, les fabricants de meubles, les marchands de toiles et d'étoffes, les instituteurs, les imprimeurs, les libraires, les boutiquiers de toute sorte. Ceux-ci se font encore travailler les uns les autres, font travailler d'autres travailleurs. Toutes les industries, toutes les sciences, tous les arts en profitent, et je n'excepte ni les théâtres ni les autres lieux de divertissement. Comme chacun mange et boit, le cultivateur vend ses denrées pour se procurer ensuite les produits des villes qui consomment les siens. Chacun paye alors son loyer ou son fermage. L'État perçoit les impôts directs et indirects, riches et pauvres s'en trouvent bien, et la vie circule dans la société. Mais si l'ouvrier ne touche pas le salaire auquel il a droit, s'il ne peut consommer et vivre, sa souffrance fait naître d'autres souffrances, la haine naît dans la société, et les révolutions éclatent. C'est Dieu qui le veut ainsi pour punir les hommes de leur égoïsme, de leur iniquité, et les rappeler au devoir qu'ils avaient oublié.

Plus l'ouvrier travaillait, moins il gagnait; moins il gagnait, plus sa journée devenait longue : on supprimait même les dimanches et les fêtes, et tout cela ajoutait encore à sa misère.

Dans une circonstance si grave que celle où nous nous trouvons, et pour conjurer de nouvelles révolutions, l'État doit intervenir, et il le peut directement ou indirectement.

Il peut régler la longueur de la journée, il peut supprimer le marchandage (1), les entrepreneurs généraux, faire en sorte que chacun vive de son métier.

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1899, n° 3, page 306.

Il pourrait aussi se borner à supprimer l'article du code qui fait qu'un maître est cru sur parole dans ses différends avec l'ouvrier (1), et les autres articles contre les coalitions (2). Les ouvriers établiraient ensuite des associations, se mettraient en rapport avec les maîtres, et, de concert avec eux, ils établiraient des tarifs et régleraient le taux et la longueur de la journée. Ce moyen-là eût été le mien.

C'est ainsi que les ouvriers brossiers se sont associés en 1830; le tarif qu'ils rédigèrent à cette époque, que les maîtres consentirent, que l'autorité légalisa, s'est maintenu jusqu'à ce jour, et maîtres et ouvriers s'en sont bien trouvés; l'ouvrier, payé convenablement, a fait du bon travail, le maître a bien vendu, l'acheteur s'est trouvé satisfait, et la broserie française a soutenu avec avantage la concurrence avec la broserie étrangère.

Payons l'ouvrier convenablement, qu'il puisse manger, qu'il puisse vivre; il fera de bons travaux au lieu de faire de la pacotille, et notre commerce prospérera, parce qu'on saura qui nous sommes, et qu'on aura confiance en nous.

A entendre les économistes, on dirait que la France ne peut exister que sur la ruine de ses ouvriers et la mort de son peuple. Enfin il semble que, si l'ouvrier français ne travaille pas pour rien, on nous enverrait de l'Angleterre des maisons toutes faites, des rues toutes pavées, et que nos maçons, nos charpentiers, nos menuisiers, nos peintres-vitriers, nos serruriers, n'auraient plus rien à faire. On exagère, trop le danger de la concurrence étrangère; il ne faut pas s'en faire un épouvantail, une raison ou un prétexte pour accabler l'ouvrier français. Ce serait une iniquité, et la France en serait punie.

Une trop longue journée énerve l'ouvrier, et nuit à tous ses intérêts et à tous ses besoins; le marchandage est aussi une mauvaise chose: le marchandeur occupe sous sa main quatre ou cinq ouvriers; il les traite de la manière la plus dure; il les exploite, il en fait des esclaves; il se démoralise et démoralise les autres; il réduit ses ouvriers à travailler au taux le plus bas, et, par ce fait, il diminue toujours plus le prix des travaux qu'il entreprend. Mais plus il voit le prix baisser, plus il devient dur, plus il brusque ses ouvriers, plus il pèse sur eux, plus il les pousse et les presse; il en fait des martyrs, il épuise et leurs forces, et leur santé, et leur intelligence, car ils n'ont plus le temps de respirer et de penser.

Le marchandeur transforme les ouvriers en machines: à l'un il fait faire des mortaises, à l'autre des tenons, l'autre pousse des rainures; chacun fait la partie qu'on croit qu'il sait le mieux faire, et fait toujours la même chose; cela est contraire à l'éducation professionnelle et à l'éducation morale des ouvriers; cela est contraire à la dignité de l'homme et au véritable progrès de l'industrie.

Au reste, ce n'est qu'à Paris que le marchandeur existe; dans les départements on ne le connaît pas, et les ouvriers ne se soucient pas de le connaître.

(1) L'article 1781 du Code civil a été abrogé par la loi du 2 août 1868.

(2) Les articles 414 et 415 du Code pénal ont été modifiés par la loi du 25 mai 1864.

Le marchandage est une si mauvaise chose, si contraire au progrès, à la justice, au bien-être des ouvriers, que la plupart des marchandeurs en ont senti le vice et en ont demandé la suppression.

Ce décret du 2 mars, que la masse des ouvriers recevait comme un bienfait, comme chose sainte, n'est pas du goût de MM. les économistes.

M. Charles Dupin nous a dit dans la séance du 31 août, à propos de la réduction des heures de travail :

« Ce décret consacrait une heure de travail de moins, comme un cadeau, comme un présent, comme un bienfait pour les départements, et deux heures de moins à Paris pour joyeux avènement, et pour récompense de la victoire ! C'était, pour ainsi dire, la couronne dorée qu'on posait sur le front, *je ne dirai pas des vrais travailleurs, mais des mauvais ouvriers qui ne ne chérissent le travail qu'à l'état de minimum.* »

M. Buffet nous disait le 30 août, à propos du marchandage :

« Je dis que l'ambition pour l'ouvrier d'arriver, par des moyens honnêtes, à devenir entrepreneur, est une ambition parfaitement légitime. Aussi quels sont ceux des ouvriers qui avaient particulièrement pris en haine les marchandeurs ? Ce sont ceux chez qui cette noble émulation n'existe pas, et qui avaient plus d'aversion pour celui d'entre eux qu'ils voyaient sur le point de s'élever et devenir entrepreneur à son tour que pour l'entrepreneur qui l'était depuis longtemps. C'est cette haine spéciale que les ouvriers *les moins dignes, les moins laborieux*, avaient contre les marchandeurs et leurs camarades, plus capables et plus intelligents, qui a fait demander la suppression du marchandage. »

Citoyens Représentants, je suis ouvrier, moi, un ouvrier véritable, et si M. Charles Dupin et M. Buffet pouvaient en douter, je suis prêt à leur donner des preuves de ma capacité dans ma partie. Cependant je suis pour la diminution de la longueur de la journée; je suis pour la suppression du marchandage. Eh quoi ! par le seul fait de cette opinion, de cette croyance, que je partage avec presque tous les ouvriers, je suis donc *un mauvais ouvrier, un paresseux*, suivant M. Charles Dupin ? Je suis donc un envieux, un ouvrier des moins dignes, des moins laborieux, des moins capables, suivant M. Buffet ?

Je proteste contre ces manières de discuter; je proteste contre ces insultes, ces calomnies, et je proteste en mon nom et au nom de tous mes camarades si indignement traités.

Je m'arrête, et je n'ai plus que deux mots à dire.

Je vois que le décret du 2 mars ne méritait pas toutes les insultes qu'on lui a dites; que M. Charles Dupin, que M. Wolowski, que le Gouvernement s'y rattachent jusqu'à un certain point. Le principe qu'ils semblaient repousser, ils l'admettent; il ne s'agit dorénavant que du plus ou du moins.

Parmi les ennemis ardents du décret du 2 mars, un seul est resté inflexible; un seul est parfaitement logique : c'est M. Léon Faucher. Cependant je sais bon gré à ceux qui abandonnant une logique si dure, se laissent attendrir par le sort des travailleurs, et s'approchent de la justice le plus qu'ils le peuvent; je les en remercie.

Mais ils veulent régler la journée à douze heures de travail, et à quatorze

en y comprenant deux heures pour deux repas. Une journée de quatorze heures est trop longue, surtout dans un temps où tant d'ouvriers sont sans ouvrage. Ainsi je vote pour le maintien du décret du 2 mars.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Grandin a la parole.

Le citoyen VICTOR GRANDIN. — Messieurs, je ne viens pas parler sur le décret du 2 mars, je viens seulement à cette tribune pour déplorer l'usage qui paraît s'être introduit depuis quelque temps dans cette enceinte, d'attaquer toujours les patrons et de les accuser d'être la cause de la situation fâcheuse dans laquelle on est. (*Bruit.*)

On signale constamment les patrons comme s'enrichissant aux dépens des ouvriers. Nous avons eu de grands industriels, nous avons eu Richard Lenoir; il a employé six mille ouvriers; il est mort. La vente de son mobilier a à peine suffi pour payer les frais de son inhumation. Sa respectable veuve vit, à l'heure qu'il est, de 400 livres de rente qu'elle tient de la générosité du Ministre du commerce. Nous avons eu les Ternaux, les Neuflier, de Sedan; les Gerdier, de Louviers, et tout récemment Griolet, de Paris, qui sont devenus tous les gloires de l'industrie française. Ils ont succombé honorablement, sans doute; mais enfin tous ils ont succombé.

On parle d'association. Que seraient devenus, je le demande, leurs nombreux ouvriers s'ils les avaient associés aux luttes qu'ils ont soutenues, à leur fortune, en un mot? Leurs ouvriers auraient partagé leur sort. Au lieu de cela, leurs ouvriers ont profité, ou du moins ont été rémunérés avec le produit le plus clair, le plus net des entreprises qu'ils ont tentées et réalisées. (*Dénégations à gauche.*)

Permettez, je ne dis pas que les ouvriers aient constamment obtenu une rémunération suffisante pour leur labeur; non, et aujourd'hui moins que jamais, on ne pourrait le soutenir. Et personne ne déplore plus que moi les malheurs de la situation; mais lorsque mes confrères et moi, dans un intérêt qui nous est commun avec nos ouvriers, et alors que nous marchons de concert avec eux, nous cherchons de bonne foi un remède à cette situation, est-ce bien le cas, je le demande, de nous attaquer et de chercher à exciter la division entre nous? Nous, les patrons, que voulez-vous que nous fassions? Nos magasins sont remplis de marchandises que nous ne trouvons pas à vendre; nous sommes forcés de nous arrêter.

Est-ce à dire pour cela que nous nous opposions à ce que désirent les ouvriers? Mais le décret du 2 mars, quelque onéreux qu'il nous fût, nous l'avons exécuté, et lorsque pour la première fois il a été question de le rapporter, qui donc est venu prier qu'on n'en fît rien? J'en appelle à M. le Ministre du commerce, qui donc l'a supplié d'intervenir pour que cette question ne fût pas agitée? Est-ce que ce n'est pas nous? Est-ce que ce n'est pas sur la demande de la chambre consultative d'Elbeuf, notamment, que la discussion qu'ils agitent aujourd'hui a été ajournée?

Tous, nous avons compris que l'agitation produite par les passions politiques était trop vive encore pour que ces questions fussent examinées avec le calme et la réflexion que leur importance réclame. Et cependant, qui donc plus que nous souffre de la perturbation apportée dans les affaires par cette législation nouvelle qui nous oblige, d'une part, à produire moins, et d'autre

part, cependant, nous contrainst à augmenter les salaires? Mais nous avons compris, je le répète, que les esprits agités pourraient se méprendre sur les motifs qui auraient dicté et nos démarches et nos réclamations. Pour mon compte, j'ai déploré que cette discussion vînt sitôt, et si j'avais pu éviter de prendre la parole, je me serais abstenu de grand cœur. Mais, en présence des accusations incessantes dirigées contre nous, il ne m'était pas possible de garder plus longtemps le silence.

Faites une enquête; envoyez dans nos villes manufacturières, et alors que constateriez-vous? Ceci : c'est que la moitié la plus heureuse des industriels a perdu la moitié de son fonds de roulement, et que l'autre moitié a perdu la totalité. Dans cette situation, que voulez-vous que nous fissions? (*Interruption.*) Les ouvriers se plaignent; pensez-vous que ce soit en réduisant le travail à douze heures par jour que leur sort sera amélioré? Soit, nous y consentons; que voulez-vous de plus?

Un Représentant, à gauche. Il y a trois semaines que vous avez fait travailler quinze heures.

Le citoyen GRANDIN. — Nous n'avons jamais fait travailler quinze heures. J'avoue que parmi nous, industriels, il y a eu quelques rares et fâcheuses exceptions; mais dans la famille il se trouve aussi parfois des membres qui ne font pas honneur à la famille.

Est-ce donc une raison pour dire que la famille tout entière est mauvaise? Oui, il y a des industriels qui ont abusé, qui ont été au-delà de ce qui devait être fait humainement; mais ce fut là une exception, et il faut prendre l'ensemble. Je déclare que dans nos villes manufacturières s'occupant de la fabrication des laines, à Elbeuf, à Louviers, je ne parle que de ce que je connais, treize heures et demie, voilà quelle a été la limite, jamais plus. Quant aux salaires, faites une enquête sur ces salaires, vous verrez s'ils ont été insuffisants; et, d'autre part, vous verrez aussi quels ont été nos bénéfices.

Et pour répondre un mot en passant à ce que disait tout à l'heure M. Corbon : « Associez-vous avec vos ouvriers, disait-il ». Mon Dieu ! la question s'est présentée, elle n'est pas nouvelle pour moi. Le jour où je me suis mis sur les rangs pour la députation, je me suis trouvé dans une réunion, en présence de 4,000 ouvriers; je leur ai dit : Il y a trente-cinq ans que je suis avec vous. Si vous vous étiez associés avec moi, vous auriez fait une mauvaise affaire; car je déclare que si aujourd'hui je réalisais mon actif, je ne retrouverais pas, par la vente de mon usine, ce que mon père m'a laissé, en y ajoutant ce que ma femme m'a apporté,

Et d'où vient cette situation? C'est que la concurrence qui nous est créée au dedans et au dehors nous oblige constamment à renouveler notre mobilier industriel; c'est qu'à peine avons-nous fait quelques bénéfices, il nous faut, sous peine d'être débordé, devancé par nos concurrents, changer nos métiers anciens pour prendre des métiers plus perfectionnés. En définitive, ai-je dit aux ouvriers en me présentant à eux : Je n'ai pas fait autre chose que de vous fournir les moyens de travailler. J'ai consacré ma fortune et mon temps à acquérir les instruments de travail dont se servent ceux d'entre vous qui sont employés dans ma fabrique. Si, à mesure que j'ai pu réaliser

quelque bénéfice, je les eusse partagés avec vous, ces instruments de travail perfectionnés qui nous permettent, à vous et à moi, de lutter contre nos concurrents, nous ne les posséderions pas, et nous serions à l'heure qu'il est complètement inoccupés?

Je le répète, messieurs, si j'ai pris la parole, ce n'est pas pour combattre le décret, c'est uniquement pour faire appel à l'union; mais, puisque j'ai été contraint de monter à cette tribune, qu'il me soit permis d'indiquer la situation qui nous est faite aux uns et aux autres, patrons et ouvriers par ce décret.

M. Alcan nous a dit l'autre jour : Travailler douze heures au lieu de treize heures et demie, ce ne sera, quant à la draperie, qu'une augmentation de 15 centimes par mètre.

Je suis étonné que M. Alcan, qui a habité Elbeuf pendant dix-sept ans (il est vrai qu'il était complètement étranger à la fabrication et à l'industrie des laines); je suis étonné, dis-je, qu'il n'ait pas su que ce serait une différence beaucoup plus grande. Je l'ai chiffrée; si l'Assemblée me le permet, je vais lui en donner connaissance. (*Oui! oui! Parlez!*)

Voici la différence, et je l'accepte, mon Dieu! car la première chose, c'est de vivre en paix; ce n'est pas parce que nous sommes malheureux qu'il faut nous attaquer et nous détruire. (*Très bien! très bien!*)

Une voix. — Très bien, monsieur Grandin : toujours de bons sentiments.

Le citoyen GRANDIN. — Voici ce calcul :

Avant février, il se fabriquait à Elbeuf 75,000 pièces de drap, qui, à l'aunage de 50 mètres par pièce, produisaient 3,750,000 mètres. M. Alcan prétend que le décret du 2 mars n'a augmenté le prix de revient de ces 3,750,000 mètres que de 15 centimes par mètre; ce serait 525,000 francs. Ce serait déjà assez considérable; mais l'appréciation, le calcul ne sont pas exacts.

En effet, si, au lieu de treize heures et demie, on ne travaille plus que douze heures, au lieu de produire 75,000 pièces, on n'en produira plus que que 66,750, lesquelles, toujours à l'aunage de 50 mètres, produiront 3,327,520 mètres. Différence, 11 p. 100.

Or, si, comme il est facile de le prouver, la façon du mètre de drap revient, en commune, à 5 francs, la différence de 11 p. 0/0 se traduirait par une augmentation de 55 centimes. Or, 55 centimes, multipliés par la production de 3,337,750 mètres, donneront une perte de 1,835,625. Voilà donc 1,835,625 de différence. Qui payera cette différence? Évidemment ce ne sont pas les ouvriers, vous ne pouvez pas le leur demander; seront-ce les patrons? Mais comment pourraient-ils le faire? leur bénéfice totalisé ne s'élève pas à cette somme. Faites une enquête; toutes les pièces seront mises sous vos yeux. Ceux qui refuseraient de montrer leurs livres seraient de mauvais citoyens; faites une enquête, et vous verrez si l'on gagne 55 centimes par mètre.

Non, l'ensemble de nos bénéfice ne s'élève pas au-delà de 7 sous et demi par mètre; de sorte que le sacrifice qu'on voudrait nous imposer dépasserait de 25 p. 0/0 le bénéfice que nous pouvons réaliser.

Faudra-t-il accepter cependant ce sacrifice? Ceux d'entre nous qui seront

encore en situation de le supporter se soumettront. Si nous pouvons le faire, nous nous en féliciterons avec vous ; si nous ne le pouvons pas, nous serons malheureux avec vous. Tout dépendra de la consommation.

Et, remarquez-le bien, si la consommation n'est pas plus grande, ce n'est pas que les consommateurs manquent : il y a en France plus des deux tiers de la population auxquels l'usage des vêtements de laine est complètement inconnu, et, cependant, c'est le meilleur vêtement, c'est le plus convenable pour la santé. Ce ne sont donc pas les consommateurs en général qui manquent, ce sont les consommateurs aisés. Eh bien, pensez-vous que, quand le produit de nos manufactures sera devenu plus cher, le nombre des consommateurs augmentera ?

Pour ma part, je ne le crois pas : vous avez une opinion contraire. Soit. Je me sou mets. Faisons-en l'expérience : je ne l'aurais pas tentée, parce que je ne crois pas à son efficacité, mais, si je me trompe, j'en serai charmé.

J'en reviens à l'association ; je dis qu'elle serait préjudiciable pour l'ouvrier ; car ce serait le livrer à toutes les chances mauvaises du commerce. En effet, un achat est-il mauvais, un dessin, un article est-il mauvais, voyez la déception, au lieu d'un bénéfice il y aura perte. L'ouvrier sera mécontent, privé d'un salaire suffisant, et nous, indépendamment de la perte que nous avons à supporter seuls peut-être, qui nous garantit que notre bonne foi ne sera pas suspectée ? Une autre fois nous aurons vendu à un homme qui ne nous payera pas. Il nous faudra dire à nos ouvriers : Nous ne sommes pas payés ; nous avons éprouvé une faillite. Qui nous dit que nous serons cru sur parole ?

Est-ce que le soupçon n'atteint pas tout le monde ? On croira que nous avons été payés et que nous n'accusons pas la vérité.

Nous aurons fait des expéditions à l'étranger, aux États-Unis, par exemple, où, il y a quelques années encore, les expéditions étaient si désastreuses en résultats, que non seulement il n'y avait rien à recevoir, mais qu'il fallait encore envoyer de l'argent pour liquider les opérations. Comment donc expliquer et démontrer aux ouvriers la sincérité de résultats semblables ? Ce serait à n'en pas finir si je voulais énumérer toutes les circonstances qui peuvent produire des pertes au lieu de bénéfices ; il faut avoir été dans les affaires pour apprécier combien la situation de patron est souvent difficile et malheureuse, sans parler des soucis et des embarras dont il est assailli dans ces moments de crises qui, dans ces derniers temps surtout, se renouvellent si fréquemment.

Mais, dit-on, il faut que l'ouvrier puisse se soustraire aux exigences du maître, et par lui-même il n'a pas le moyen d'échapper à son influence tyrannique. Mais d'abord, si la situation faite à l'ouvrier des fabriques est si mauvaise, comment se fait-il alors que nos campagnes manquent de bras, que ce soit encore aux ateliers que l'on donne la préférence ? C'est qu'apparemment on trouve encore plus d'avantage à travailler dans nos ateliers qu'à travailler dans les champs ; c'est qu'en effet la situation n'est pas aussi déplorable qu'on la dépeint.

Il y a dans l'industrie, pour les bons ouvriers, et par bons ouvriers j'entends ceux qui ont de l'activité et de l'intelligence, non-seulement des salaires

plus élevés que dans les compagnes, mais il y a même des chances d'arriver non pas seulement à l'aisance, mais même à la fortune.

Sur trois cents patentés à Elbeuf, il y en a deux cents qui par eux-mêmes, ou tout au plus par leurs pères, en remontant une génération en arrière, se trouvent être les fils de leurs œuvres.

En temps ordinaire, il aura suffi à un ouvrier formé, et travaillant à la tâche, d'avoir consenti pendant quelques années, cinq à six ans quelquefois, à être laborieux, à être sobre, pour avoir mis en réserve un capital suffisant pour commencer à devenir patron lui-même, et voici comment :

Quant un ouvrier est parvenu à mettre un millier de francs de côté, qu'il est notoirement connu pour bon sujet, comme honnête, bon père de famille ou bon fils; quand, d'autre part, il a fait preuve d'activité et d'intelligence, le jour où il le veut, le crédit lui est ouvert. Il trouve un marchand de laine qui lui dit : « Mon cher ami, si vous voulez vous établir, j'ai deux, trois ou quatre balles de laine à votre disposition ».

Et alors l'ouvrier lui-même limite son achat en calculant ce qu'il peut payer de main-d'œuvre avec la somme qu'il a amassée, et cette main-d'œuvre se réduit à bien peu de chose. Ainsi il a acheté sa laine payable à six ou huit mois; il n'a qu'à choisir parmi les teinturiers qui lui offrent un crédit semblable pour teindre ses laines; les établissements de filature, à leur tour, lui offrent le même terme et réclament de lui la préférence.

En fait d'argent comptant, le seul dont il ait besoin est celui nécessaire pour payer le tissage et quelques opérations accessoires; car, pour les apprêts mêmes, il trouve des établissements publics qui lui offrent à l'envi leurs services; de sorte que, sans posséder aucune machine, et pour ainsi dire sans atelier, il a pu fabriquer son drap en moins de trois mois, et, s'il a bien opéré... (*Interruption.*)

Oh! je sais bien, messieurs, que ces détails sont très-ennuyeux...

Voix nombreuses. — Pas du tout! ce sont très-bonnes choses à dire. Parlez!

Le citoyen GRANDIN. — Quand son drap est fait, il trouve immédiatement preneur, et dès qu'il peut offrir les mêmes avantages que ses concurrents, il obtient souvent la préférence; la valeur de son drap est réalisée avant d'avoir payé le marchand de laine, le teinturier, le filateur; l'opération est terminée. Il recommence, et voilà un homme qui, en moins de dix-huit mois ou deux ans, s'il est capable, et surtout s'il est un peu plus capable que les autres, devient définitivement patron.

Eh bien, voilà l'origine des deux tiers des fortunes d'Elbeuf; et quant à ceux qui ont hérité d'un patrimoine, d'une fortune, qui ont trouvé une fortune toute faite, beaucoup d'entre eux ont disparu de la scène commerciale. Comptant sur leur fortune, ils ont contracté des habitudes de loisir et de bien être, il n'ont pas su soutenir la concurrence, ils se sont ruinés; ils ont disparu pour faire place à ces ouvriers actifs et intelligents dont je parlais tout à l'heure.

Voilà, messieurs, comment les choses se passent dans l'industrie que j'exerce, et j'ai lieu de penser, je suis même certain qu'il en est de même pour les autres industries.

Je ne veux pas entretenir plus longuement l'Assemblée sur ces détails; je veux terminer comme j'ai commencé, en faisant appel au bon accord et à l'union.

Oui, ouvriers et patrons, nous sommes malades: oui, nous sommes les uns et les autres très-malades, et, pour ma part, je crains bien que la fin de l'année ne soit signalée par d'épouvantables catastrophes; je crains bien que les situations mises à nu ne nous révèlent les plaies les plus effrayantes. Je crains que les fortunes industrielles, véritables réservoirs à l'aide desquels les ouvriers eux-mêmes trouvent le moyen de traverser les temps difficiles, ne soient épuisées. Et cependant c'est contre ceux qui possèdent ces réservoirs qu'on cherche si imprudemment à exciter l'ouvrier. Que peut donc gagner l'ouvrier dans cette guerre à laquelle on semble le pousser?

Evidemment rien, car la ruine du patron, c'est la ruine de l'ouvrier lui-même; et de même, lorsque l'un prospère, l'autre prospère; lorsque l'un souffre, l'autre souffre également. Faisons donc appel, non pas aux sentiments de rivalité, mais aux sentiments de concorde et de générosité qui sont dans tous les cœurs, pour faire renaître entre le patron et l'ouvrier cette confiance réciproque, cet amour réciproque qui, s'il ne garantit pas le bien-être de l'un et de l'autre, les aide au moins à supporter des temps d'épreuve. (*Très-bien! très-bien!*)

Je rappelle, en terminant, à l'honneur de mon pays, que toutes les chambres consultatives, toutes les chambres de commerce ont été unanimes pour demander que l'on accordât aux ouvriers la satisfaction que beaucoup d'entre eux réclament. Dans leur confiance, dans leur opinion, peut-être un un peu surexcitées, ils croient que la limitation du travail leur sera utile. Que tout le monde soit d'accord pour leur accorder cette satisfaction; faisons-en sincèrement l'expérience, nous sommes tous animés des meilleures intentions, et s'il en est parmi nous quelques-uns qui, dans leur prévoyance, pensent qu'il est de leur devoir de signaler les inconvénients auxquels on s'expose, croyez-bien qu'ils n'ont pas moins de cœur que les autres.

(Des marques nombreuses d'une vive approbation accueillent ce discours.)

Le citoyen ALCAN. — Je n'ai qu'un mot à répondre à l'honorable M. Grandin.

Messieurs, je remercie l'honorable M. Grandin d'avoir apporté la question sur son véritable terrain. L'honorable M. Grandin a relevé un chiffre, il en a donné d'autres, je n'ai pas pu suivre son calcul, mais je n'en ai pas besoin, parce que j'ai à donner à M. Grandin une réponse que je crois péremptoire. La voici :

Pendant quelques années, en Angleterre, on s'est préoccupé de la même question. A chaque session, à la tribune se sont produits les mêmes arguments qu'ici; on vous les a cités; de part et d'autre on a donné les mêmes raisons; enfin, cependant, ce pays industriel qui sait si bien calculer a dû accepter la limitation des heures de travail.

Une voix. — C'est inexact!

Une autre voix. — Pour les enfants seulement.

Le citoyen ALCAN. — Mes honorables interrupteurs me font observer que c'est seulement pour les enfants. C'est vrai, mais les heures de travail pour les

hommes ne dépassent pas maintenant onze heures. Je crois que ces faits peuvent avoir assez de gravité pour que l'Assemblée m'accorde aujourd'hui au moins quelques instants ; je vous promets de n'être pas long, je ne réclame que quelques instants, et je n'ai que quelques chiffres à vous citer.

M. Grandin nous a dit que les heures de travail sont de treize heures et demie effectives dans les villes manufacturières. . .

Le citoyen GRANDIN. — Avant Février.

Le citoyen ALCAN. — Par conséquent la journée est de quinze heures, sans compter le temps nécessaire à l'ouvrier pour retourner chez lui et revenir. Eh bien, l'honorable M. Grandin a dit : Si vous réduisez ce temps, vous réduisez proportionnellement la recette de l'ouvrier et le profit du maître. Je crois que je ne me trompe pas ; c'est absolument le même argument qui a été invoqué en Angleterre. Or, savez-vous ce qui est arrivé ? Il est arrivé qu'après des expériences positives, sérieuses, ce que j'ai eu l'honneur d'annoncer dans la dernière séance où l'on s'est occupé de la question, il est arrivé, dis-je, que les ouvriers travaillant moins d'heures, produisent davantage ou la même quantité. Permettez-moi de vous lire un mot seulement sur les expériences qui ont été faites en Angleterre, expériences consciencieusement recueillies par l'un de nos honorables Collègues, M. Charles Dupin.

Voici ce qu'il dit :

« L'expérience durait depuis douze mois . . . ; elle a été faite par un homme qui ne croyait pas à ce résultat.

« L'expérience durait depuis douze mois, lorsque M. Horner est venu pour en prendre une connaissance approfondie le jour même d'une fête où les ouvriers en célébraient le succès.

« J'entrepris cette enquête, dit-il, avec le désir d'en rendre évidente l'heureuse issue ; mais, en même temps, avec la peur et la pensée que j'y découvrirais quelques erreurs encore inaperçues.

« Si l'épreuve comparative avait quelque valeur, il fallait prouver (et faites bien attention à toutes ces conditions) qu'on n'avait altéré ni la vitesse des systèmes des mécanismes, ni la puissance des moteurs, ni la qualité des matières premières, ni celle des produits définitifs.

« Je jugeais qu'un manufacturier intelligent, pouvant trouver le maximum d'avantages à retirer de la vitesse pour chaque cas particulier, il ne serait pas possible que le maximum pût donner autant avec onze heures qu'avec douze heures de travail.

« Je prétendais aussi qu'un ouvrier à ses pièces emploierait de plus grands efforts qui lui permettent de travailler avec ce maximum de vitesse, et qu'il ne pourrait pas, d'une manière permanente, produire autant en onze heures qu'en douze heures. De là, je concluais que toute réduction sur les heures de travail devait nécessairement être accompagnée d'une diminution d'ouvrage accompli dans une manufacture bien ordonnée. »

« On communique à M. Horner les registres de la fabrique, afin de lui démontrer que les produits annuels n'ont en rien diminué les salaires gagnés par semaine dans l'un et dans l'autre système. »

Voici les expériences :

« Pour la filature, avec douze heures de travail, 38 sch. 2/24.

« Avec onze heures de travail, 38 sch. 3/24. »

C'est-à-dire 1/24 de plus.

« Pour le tissage, avec douze heures de travail, 10 sch. 1/24.

« Avec onze heures, 10 sch. 3/24. »

Vous voyez, c'est concluant. Ceci répond non seulement à l'argumentation de M. Victor Grandin sur les diminutions faites sur la valeur du drap, mais cela répond encore à toutes les circonstances, à toutes les conditions. Voilà pourquoi je ne relève pas le chiffre spécial qu'on a cité, et je maintiens l'exactitude du mien jusqu'après vérification.

« Les faits, poursuit M. Horner, se trouvaient ainsi contraires à mes théories préconçues, théories que les chefs de l'établissement ne niaient pas. Je leur demandai comment ils expliquaient leur résultat. Leur explication, écoutez bien ceci, me révéla que j'avais négligé une cause importante : c'est l'effet que la vigilance et l'attention des ouvriers mêmes peut exercer sur la somme des produits. Les chefs, interrogés, établirent ce fait par une assiduité plus grande : lorsque leurs ouvriers travaillent à courte journée, par leur arrivée à la minute précise, par le soin de ne perdre aucun des moments dépensés mal à propos dans le courant de la journée entière, ils parviennent à produire autant d'ouvrage en onze heures qu'auparavant en douze heures. » (*C'est vrai! — Interruption.*)

Si vous voulez me le permettre, je citerai encore quelques mots très intéressants :

« Seize des ouvriers fileurs ou tisserands employés ainsi sont venus me visiter, ajoute M. Horner; ils ont confirmé les dépositions de leur chef; ils ont énuméré les nombreux avantages et les plaisirs qu'ils tiraient d'un travail qui finissait une heure plus tôt chaque soir. Ils m'ont, entre autres choses, cité un fait : quand ils travaillaient douze heures, vingt-sept des leurs seulement allaient à l'école du soir; depuis qu'on a réduit à onze heures le travail effectif, quatre-vingt-dix-huit au lieu de vingt-sept s'instruisaient à cette école. »

Un mot encore, ce n'est pas pour m'acquérir une gloire facile que je vous ai proposé mon premier amendement.

Ainsi que je l'ai dit tantôt, si j'ai pris l'initiative de cet amendement, c'est parce que j'étais guidé par une conviction profonde.

Le citoyen GRANDIN. — Les industriels l'ont prise avant vous.

Le citoyen ALCAN. — L'honorable M. Grandin me dit que les industriels l'ont prise avant moi. J'ai eu l'honneur de le reconnaître. Je serais profondément peiné si quelqu'un ici pouvait se figurer que je suis monté à la tribune pour tâcher d'éveiller des susceptibilités, pour tâcher d'exciter, n'importe où, un reproche ou une récrimination. Qu'ai-je dit en montant à la tribune? Permettez-moi de le reproduire ici, car on n'y a pas prêté l'attention que je réclamaï; j'ai dit, en présentant mon amendement, que personne plus que moi ne reconnaissait tout ce qu'on rencontrait ici de sympathie lorsqu'on venait de parler de l'intérêt des travailleurs. Ne devais-je pas vous dire que dans beaucoup de localités il y avait des journées de quinze heures, que dans d'autres elles s'élevaient même à un chiffre supérieur? N'ai-je pas eu l'honneur de dire que, si d'un côté on ne devait pas exciter

les mauvaises passions, d'un autre on ne devait jamais cacher ici la vérité, parce que cela pourrait affaiblir l'autorité de nos paroles? Je n'ai été guidé que par ce sentiment, et ceux qui me connaissent savent que jamais, en présence d'ouvriers, je n'ai tenu un autre langage que celui que l'honorable M. Grandin vient de tenir lui-même.

Je me résume et je dis ceci : La mesure vous est demandée par l'immense majorité des patrons; la mesure sera accueillie avec reconnaissance de la part des ouvriers. Je ne vois pas pourquoi, dans les circonstances où nous nous trouvons, vous ne voteriez pas une mesure qui a produit de si heureux résultats en Angleterre, dans cette Angleterre où l'on prêche tant le laissez-faire, le laissez-aller, dans cette Angleterre qu'on dit être si égoïste. Ne la laissez pas plus longtemps notre devancière quand il s'agit d'une question d'humanité. (*Très bien!*)

Voix nombreuses. — La clôture! la clôture! — Aux voix! aux voix!

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je mets la clôture aux voix.

(La clôture, mise aux voix, est prononcée.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je ne mets pas aux voix l'article 1^{er} présenté par le comité du travail, puisqu'il a été voté déjà. La délibération s'ouvrira sur l'article 2.

La parole est à M. Pascal Duprat, rapporteur, pour résumer la discussion au nom du comité du travail. (*Marques d'impatience.*)

Plusieurs voix. — Il n'y en a pas besoin.

Le citoyen PRÉSIDENT. — C'est toujours le droit du rapporteur. Après une discussion qui s'est prolongée autant que celle-là, l'Assemblée doit avoir besoin de connaître l'opinion du comité du travail.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, rapporteur. — Que l'Assemblée me permette seulement de lui dire deux mots; elle pourra juger ensuite s'il est convenable que je sois entendu.

Des attaques de plus d'un genre ont été dirigées contre le projet qui a été apporté à cette tribune par le comité du travail. Ces attaques, l'Assemblée doit le reconnaître, n'ont pas été toutes inspirées par cette générosité et par cette bienveillance qui ont signalé le discours de M. Grandin. Je crois donc que l'Assemblée trouvera convenable que j'y réponde moi-même. (*Nouvelles marques d'impatience.*)

On est venu nous dire que nous tombions dans le socialisme, que nous apportions ici un socialisme bâtard, et que, n'ayant pas le courage d'avouer nos pensées, nous venions, par un détour, par je ne sais quelle mesure hypocrite, attaquer la famille, la propriété. (*Bruits divers.*)

Un membre. — Laissez tomber cela!

Le citoyen PASCAL DUPRAT, rapporteur. — Je suis obligé de rappeler à l'Assemblée que de pareilles expressions ont été portées à la tribune par un homme auquel, pour mon compte, j'accorde quelque autorité, M. Léon Faucher; c'est un droit sacré pour nous d'y répondre.

On me paraît avoir oublié quel était, il y a quelques jours, le langage d'un de nos collègues; mais on doit se rappeler que tout à l'heure M. Levasseur tenait le même langage. (*Bruit divers.*)

Le citoyen VICTOR CONSIDÉRANT. — C'est un lieu commun, n'y répondez pas.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — C'est parce que c'est un lieu commun que j'y réponds.

J'entre dans le débat. (*Bruit.*) Je serai, comme je l'ai dit tout à l'heure, bref comme d'habitude, plus bref même qu'à l'ordinaire. (*Rires.*)

Je ne vois pas ce que ces déclarations peuvent avoir de risible.

Deux reproches... (*Aux voix! aux voix!*)

Si j'insiste pour obtenir la parole, je voudrais dire de votre justice, mais je dis de votre bienveillance, c'est que je ne parle pas ici en mon nom, je suis l'organe d'un de vos comités, et il me semble qu'il est dans vos habitudes d'accorder à vos comités, quand ils apportent ici l'expression de leur pensée, au moins de l'attention; c'est cette attention que je vous demande.

Deux sortes de reproches ont été dirigés contre le projet qui vous est soumis. On a opposé à ce projet quelques arguments économiques sur lesquels je veux dire quelques mots en courant, et ensuite des arguments moraux que je ne ferai qu'effleurer. (*Interruption.*)

On a dit en premier lieu que cette limitation des heures du travail... (*Bruit.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'Assemblée perd énormément de temps par les interruptions et les murmures. Le citoyen Pascal Duprat a la parole au nom du comité du travail, il achèvera son discours; je lui maintiendrai la parole; c'est son droit de parler, et il en usera.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — Je demande à présenter encore à l'Assemblée une observation préalable.

Il s'agit, comme j'ai eu l'honneur de le lui dire, d'un rapport du comité du travail, et non pas d'une pensée personnelle. (*Murmures.*)

J'ai compris quelquefois les murmures, mais je ne comprends pas ceux-ci. (*Parlez! parlez!*)

Je dis qu'on a adressé au travail du comité deux objections: celle-ci d'abord, que, par son projet, le comité du travail avait pour résultat immédiat et nécessaire d'augmenter les salaires.

Qu'il me soit permis de dire que la question des salaires est complètement indépendante du projet qui est soumis à l'Assemblée... (*Nouvelle interruption.*)

C'est étrange d'interrompre ainsi! je suis dans le sein même de la discussion. (*Continuez!*)

La question des salaires est indépendante du projet. Si elle avait un lien avec le projet qui est soumis à l'Assemblée, ce serait celui-ci, c'est que le projet aurait pour but, et sans doute vous n'en serez pas irrités, d'empêcher une baisse systématique des salaires. Il ne s'agit pas d'une théorie, mais de faits pratiques.

J'ai entre les mains un rapport consciencieux digne de votre appréciation, adressé par le premier magistrat d'un de nos départements industriels qui a un nom dans la science économique à M. le Ministre du commerce. Si l'Assemblée était moins impatiente, je lui en lirais une page. (*Exclamations.*)

Voix diverses. — Lisez la page : c'est une question trop importante pour ne pas la discuter. On ne peut pas étouffer une discussion comme celle-là.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — Voici ce que je lis dans ce rapport adressé par M. Dussard au Ministre du commerce.

Il s'agit du département de la Seine-Inférieure :

« En temps normal, il y a 140,000 ouvriers de filature; il n'y a de travail, en supposant toutes les fabriques ouvertes, que pour 120 à 125,000 ouvriers; il y a donc toujours de 15 à 20,000 ouvriers qui sont en chômage. Ces ouvriers pèsent d'une manière permanente sur les salaires, c'est évident. Il suffit qu'il y ait quelques bras inoccupés pour que les salaires soient en baisse; c'est la loi. C'est déjà une cause incessante de réduction, mais ce n'est pas la seule.

« Parmi les fabriques, il y en a la moitié qui sont montées depuis trente ans. Celles-là sont en mauvais état, les frais généraux y sont immenses, les métiers difficiles et peu productifs. Vis-à-vis ces vieilles fabriques se trouvent les fabriques neuves, bien montées, qui sont plus productives, et où les frais généraux sont moins élevés, comparés au produit net. Or, les fabriques anciennes veulent lutter contre les nouvelles; et, pour lutter, il est un seul élément de dépenses variable, la main-d'œuvre. Ces fabriques profitent de l'abondance des bras, elles descendent le salaire. Voici comment cela se faisait avant Février. . . » (*Assez! assez!*)

Comment! je ne puis pas communiquer à l'Assemblée un document de cette importance? (*Interruption.*) Si l'Assemblée est d'avis de renvoyer la discussion à demain, je ne m'y oppose pas (*Non! non!*)

Ces chiffres n'ont rien de plus irritant que ceux de M. Grandin; ils ont le même intérêt.

« L'usage est, en filature, de payer tant de centimes. . . » (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'Assemblée a voté la clôture de la discussion générale : après la clôture, le rapporteur a ordinairement la parole. Ayez donc la complaisance de l'entendre.

Quelques voix. — Pour résumer.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — On me dit que c'est pour résumer; mais évidemment je résume les objections. . . comme les réponses. Si on veut m'indiquer un mode plus bref de parler, je veux bien l'employer.

Je n'achèverai pas la lecture, puisqu'elle augmente l'impatience de l'Assemblée; mais il résulte de ce rapport qu'il y a des baisses systématiques que vous pouvez empêcher par la limitation de douze heures que nous demandons. C'est là, messieurs, ma première réponse. Il y en a une autre qui sera encore plus courte.

On dit que, par la limitation de douze heures, nous manquons aux principes constitutifs et essentiels de notre régime économique; que nous nuisons à la liberté.

Mais on oublie, sans doute, que le point de départ de notre décret, c'est la liberté, que c'est au nom de ce principe que nous avons demandé que nous demandons encore l'abrogation de la loi du 2 mars; mais cette liberté industrielle est déjà limitée dans vos lois; vous avez des règlements, des ordon-

nances qui la limitent sur différents théâtres, dans différentes sphères; nous ne faisons donc qu'appliquer un principe déjà consacré, et quand, à quel moment l'appliquons-nous? Nous l'appliquons quand l'humanité souffre, nous l'appliquons quand nous y voyons violer le droit le plus saint, le droit de la personne humaine; et encore en l'appliquant, que faisons-nous? Nous tâchons de maintenir l'industrie dans les conditions de vie, de force, de prospérité qui lui sont nécessaires; car, remarquez-le bien, cette limitation de douze heures que nous demandons, elle est admise par les économistes, qui ne partagent pas même nos principes; elle est admise par M. Charles Dupin, elle est admise par la plupart des manufacturiers. Ainsi donc, nous ne manquons pas à la liberté tout en protégeant l'humanité dans ses droits les plus saints.

Je pourrais ajouter quelques observations sur ce que j'ai appelé les arguments moraux. Mais, puisque l'Assemblée est pressée d'en finir, je ne dirai qu'un mot, c'est que la pensée du décret ne doit pas être méconnue, ni calomniée, même par une erreur d'expression; le décret qui vous place dans la liberté, vous place aussi dans le principe de réglementation par l'Etat. Mais, comment l'applique-t-il? Sacrifie-t-il l'individu à la puissance de l'Etat? Non, il le maintient dans toute sa liberté, dans toute sa dignité.

Est-ce que nous sommes venus vous proposer de faire de l'ouvrier je ne sais quel instrument, quelle machine, quel outil qui n'aurait pas de nom dans notre langue industrielle? Est-ce la liberté de l'ouvrier que nous avons voulu sacrifier? Au contraire, nous avons voulu protéger cette liberté contre les écueils qui pourraient la menacer. Ainsi les arguments, soit économiques, soit moraux, contre le projet, n'ont rien de fondé, et l'Assemblée, en entrant dans la voie que nous lui proposons, ne manquera à aucun des principes que nous venons défendre comme elle, qui ont été la base de notre première révolution, et qui doivent triompher dans la seconde.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Sur l'article 1^{er}, il a été proposé plusieurs amendements; M. Jeandeau en a proposé un :

« 1^o La journée de travail des hommes dans les ateliers et manufactures est diminuée d'une heure, en ayant égard, pour l'application de cette mesure, aux coutumes en vigueur antérieurement au 24 février, nécessitant, pour certains pays et certaines industries, des différences dans le nombre d'heures de la journée de travail;

« 2^o Un règlement déterminera ultérieurement : 1^o les exceptions que les nécessités industrielles rendent inévitables; 2^o les pénalités aux contraventions. »

L'amendement est-il appuyé? (*Non! non!*)

Je mets aux voix l'article 1^{er}. Il y a une autre rédaction proposée par le comité du travail. La première rédaction portait :

« Le décret du 2 mars est abrogé. »

Dans la seconde il y a :

« Le décret du 2 mars, en ce qui concerne les heures de travail, est abrogé. »

Le citoyen DESLONGRAIS. — La première rédaction est acquise.

Le citoyen FOURNEYRON. — Messieurs, je m'oppose à ce qu'on mette aux

voix ce nouvel article 1^{er}, attendu que nous avons voté, dans une des séances précédentes, un article ainsi conçu :

Un membre. — Il n'y a pas eu de vote.

Le citoyen FOURNEYRON. — Je vous demande pardon.

La discussion a continué. M. Alcan a produit un amendement. C'est sur cet amendement que la proposition a été renvoyée au comité du travail. Je ne crois pas que le comité du travail puisse aujourd'hui, par un article nouveau, détruire un vote que nous avons donné l'autre jour. En conséquence, je demande qu'on passe immédiatement au vote des autres amendements ou des autres articles.

Le citoyen FLOCON. — Je demande la parole.

Plusieurs voix. — L'article 1^{er} a été voté.

Le citoyen PRÉSIDENT. — C'est un fait à vérifier, et dès qu'on le conteste, je vais envoyer chercher le procès-verbal pour le vérifier.

La parole est au citoyen Flocon.

Le citoyen FLOCON. — La question qui se présente dans ce moment est évidemment une question de bonne foi ; il s'agit de savoir si, non pas à la dernière séance, mais si, à l'une des précédentes séances, lorsque le principe qui se trouvait exprimé dans l'article 1^{er} du projet a été adopté, l'Assemblée a voulu déclarer l'abrogation entière et complète du décret du Gouvernement provisoire dans ses deux parties. (*Agitation.*)

Je ne crois pas que mes souvenirs soient inexactes ; il a été fait réserve complète du principe relatif au marchandage. (*C'est vrai !*)

Cela a été si bien compris jusqu'à présent par l'Assemblée, dans sa séance d'aujourd'hui même, qu'excepté un rappel qui a été fait comme pour mémoire par l'honorable citoyen Corbon, pas un mot du marchandage n'a été dit dans cette longue discussion. Et cependant si, à côté de la question de limitation de la durée de travail, il est un point important dans les conditions du travail, c'est assurément la question du marchandage. Vous ne prétendez pas, personne ne prétendra ici qu'une question de cette gravité ait pu être entièrement supprimée de vos discussions.

Une seule chose a été dite sur le marchandage ; elle l'a été par un orateur qui s'est exprimé avec beaucoup d'esprit, sans doute, dans la critique qu'il a faite du décret du Gouvernement provisoire ; mais on ne lui a pas répondu. Si on avait pu examiner certaines raisons qui ont été données sur la limitation des heures de travail, nous n'hésiterions pas à dire et à prouver que l'orateur qui a attaqué la question de marchandage ne l'a pas même comprise. (*Mouvements en sens divers.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le procès-verbal, consulté, constate qu'au moment où le Président allait mettre l'article aux voix, M. Pascal Duprat avait résumé la discussion et demandé le renvoi de divers amendements au comité du travail, sans qu'on eût voté encore sur le principe.

Le procès-verbal ayant constaté le fait, il n'y a plus à s'en occuper.

Je mets l'article aux voix.

Le citoyen FLOCON. — Je demande la parole.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je dois faire observer à l'Assemblée, sur cette

question de marchandage, qu'elle doit en tout cas, être saisie de la question par un article additionnel présenté par M. Guérin, et qui est ainsi conçu :

« Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants. Ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la journée, soit au prix courant. »

Par conséquent, la question est réservée.

On demande le scrutin de division sur l'article 1^{er}.

Le citoyen DE MONTREUIL. — Il est voté, l'article 1^{er}.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Mais non : je viens de faire rechercher le procès-verbal, et j'ai donné connaissance à l'Assemblée de sa rédaction, qui constate que l'article 1^{er} n'avait pas été voté. (*Bruits divers.*) Par conséquent, on demande aujourd'hui... (*Interruption.*)

Vous ne pouvez pas aller contre la rédaction du procès-verbal ; c'est impossible.

M. Fourneyron propose, par un amendement, de dire seulement : « Le décret du 2 mars est abrogé, » et de supprimer : « en ce qui concerne la limitation des heures de travail ».

L'amendement s'explique de lui-même. Est-il appuyé ? (*Non ! non ! — Oui ! oui !*)

M. Fourneyron demande à dire un mot sur cela.

Le citoyen FOURNEYRON. — Messieurs, je propose la suppression des mots : « en ce qui concerne la limitation des heures de travail ».

Le motif de ma proposition est celui-ci : c'est qu'il y a des amendements qui ont pour but la question du marchandage ; il est évident que si nous votions l'article tel qu'il est proposé maintenant, nous ne pourrions plus revenir sur cette question.

En conséquence, et, je le répète, comme il y a un amendement spécial je demande qu'on vote purement et simplement l'article, en supprimant ces mots : « en ce qui concerne la limitation des heures de travail ».

Le citoyen FLOCON. — Je prie l'Assemblée de vouloir bien faire attention à la portée du vote qu'on lui demande maintenant.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire tout à l'heure, le décret du Gouvernement provisoire embrasse deux parties très distinctes, l'une relative à la limitation des heures de travail, l'autre relative à l'abolition du marchandage ; toutes deux sont des questions extrêmement graves. Une seule a été traitée ici avec l'étendue que vous savez. Eh bien, on vient vous proposer, en abrogeant complètement le décret du Gouvernement provisoire, de régler à l'instant même, et la question des heures du travail et la question du marchandage. (*Interruption.*)

Si l'Assemblée veut réserver par un vote exprès la question du marchandage, il n'y aurait qu'un moyen pour cela, ce serait de renvoyer...

Un membre. — Le moyen, c'est de demander la division.

Le citoyen FLOCON. — Il est impossible d'en sortir par voie de division, parce que la division ne pourrait être établie que sur le texte du décret, et que le texte du décret n'est pas rapporté dans la rédaction qu'on vous présente.

Par conséquent, si vous statuez sur la rédaction de l'article 1^{er} en entier... (*Interruptions diverses.*)

Je parle contre l'amendement et j'appuie le projet de rédaction de la commission.

Si vous adoptez le projet de rédaction de la commission, il arrivera ceci : c'est que vous aurez abrogé la partie du décret relative à la limitation des heures du travail, mais que vous aurez réservé ou conservé la partie du décret relative à l'abolition du marchandage.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Fourneyron est-il appuyé? (*Non! non! — si! si!*)

S'il est appuyé, je dois le mettre aux voix.

M. Fourneyron demande qu'on vote seulement sur ces mots : « Le décret du 2 mars est abrogé, » et qu'on supprime ce qui est relatif à la limitation des heures de travail.

Le citoyen FOURNEYRON. — Messieurs, j'ai proposé mon amendement sur l'observation qui a été faite par notre Président. Notre Président a dit qu'il y avait un amendement tout exprès pour la question du marchandage, et lorsque j'ai appris que cet amendement allait se produire j'ai demandé qu'on supprimât les mots : « en ce qui concerne la limitation des heures de travail, » parce que, si cette suppression n'avait pas eu lieu, le décret du 2 mars n'eût été abrogé que quant à la limitation des heures du travail, et que le reste eût été maintenu. En conséquence, on n'aurait plus pu présenter l'amendement sur le marchandage. Le but de mon amendement, c'est précisément que la question du marchandage soit réservée.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Il est important que l'Assemblée sache bien ce qu'elle va décider. Il est bien compris qu'on n'entend décider, en aucune façon, ni pour ni contre, la question de marchandage. (*Oui! oui!*)

Le citoyen DEVILLE. — Je demande la parole sur la position de la question.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Deville a la parole.

Le citoyen DEVILLE. — Citoyens Représentants, des discussions qui viennent d'avoir lieu et de la lecture du procès-verbal, il résulte très clairement que la question de savoir si le décret du 2 mars sera ou ne sera pas abrogé est encore entière. Eh bien, c'est sur la question de savoir si ce décret sera ou ne sera pas abrogé que nous demandons le vote par division.

Le citoyen de TILLANCOURT. — Je demande la parole sur la position de la question. (*Non! non! — Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen PASCAL DUPRAT, rapporteur. — Je demande à dire un mot. (*Bruit.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — On va procéder au scrutin de division.

Le citoyen TOURET, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — Il me semble, Messieurs, que, pour sortir de la difficulté qui nous préoccupe, le moyen est bien simple : l'article 1^{er} ne devait pas être voté à cette place, c'est à la fin qu'il doit être renvoyé.

Je propose donc à l'Assemblée de voter, quant à présent, l'article 2. (*Appuyé! appuyé!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — La commission s'y oppose-t-elle?

Le citoyen RAPPEUR. — Au contraire, nous le proposons aussi.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Ministre du commerce propose de ne pas voter immédiatement sur l'article 1^{er} et de faire de l'article 2 l'article 1^{er}. Le rapporteur de la commission propose la même chose, on est parfaitement d'accord; je vais consulter l'Assemblée sur cette disposition.

Un membre. — Il n'y a pas là de question à mettre aux voix; passons à la délibération de l'article 2.

Le citoyen GAMBON. — Citoyens Représentants, nous demandons qu'on mette aux voix l'article 1^{er}. Voici la raison : c'est que, si l'article 1^{er} est accepté, nous n'avons pas besoin de passer aux articles suivants.

Plusieurs membres. — Pourquoi pas ?

Le citoyen GAMBON. — C'est assez clair; c'est-à-dire que nous demandons purement et simplement le maintien du décret du 2 mars. (*Interruptions diverses.* — *Aux voix l'article 1^{er} ! — Aux voix l'article 2 !*)

Plusieurs membres. — Et la proposition de M. Tourret.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je consulte l'Assemblée sur la proposition faite par M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, qui consiste à ne pas voter, quant à présent, l'article 1^{er}, et à passer immédiatement à l'article 2.

(La proposition du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'ordre de la discussion est mise aux voix et adoptée.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Nous passons à l'examen de l'article 2 devenant l'article 1^{er}.

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif. »

M. Alcan propose d'ajouter : « Et dix heures de travail pour les ouvriers de l'industrie en bâtiment. » (*Bruit.*)

Le citoyen CHARLES DUPIN. — On ne peut pas ajouter cela. Je demande la division.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Il y a un amendement de M. Emile Martin, qui propose dix heures, et un autre de M. Pierre Leroux, qui propose onze heures.

Je mets d'abord aux voix le sous-amendement (*Réclamations bruyantes.*)

M. Gambon et d'autres ont proposé un sous-amendement qui consisterait à mettre le chiffre de dix heures.

Je consulte l'assemblée sur ce sous-amendement.

Plusieurs voix à gauche. — Le scrutin de division ! (*Vive agitation.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Attendu que vingt membres ont demandé le scrutin de division, il va y être procédé.

Voici les noms des membres qui ont demandé le scrutin de division :

Les citoyens Dubarry, Vignerte, Joly, Deville, Amédée Bruys, Pelletier, James Demontry, Fargin-Fayolle, Isidore Buvignier, Benoît, Mathé (Félix), Ménand, Félix Pyat, Pierre Leroux, Olivier (Démosthènes), Gambon, David (d'Angers), Terrier, Brives, Guinard, Laussedat, Lamennais, Baune.

Le vote s'établit sur la question de savoir si on mettra à l'article 1^{er} les mots *dix heures* au lieu des mots *douze heures*.

Ceux qui voteront pour dix heures mettront un billet blanc, ceux qui voteront contre mettront un billet bleu.

Après le vote sur les dix heures, il restera à voter sur les onze heures et

sur les douze heures ; par conséquent, je prie l'Assemblée de ne pas se séparer.

Il est procédé au scrutin.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	683
Majorité absolue.....	342
Billets blancs, pour l'adoption.....	67
Billets bleus, contre.....	616

(L'Assemblée n'a pas adopté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — M. Pierre Leroux propose un sous-amendement qui tend à fixer la durée du travail à onze heures.

L'amendement est-il appuyé ? (*Non ! non ! — Si ! si !*)

Je le mets aux voix.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Je mets aux voix l'article 2, qui devient l'article 1^{er}, et je le relis :

La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder la durée de douze heures de travail effectif.

Le citoyen ASTOUIN. — Je vous ai donné un amendement dont le but est d'ajouter : « Pour le salaire convenu entre le patron et l'ouvrier. »

Le citoyen PRÉSIDENT. — Laissez d'abord voter le principe ; votre amendement viendra ensuite.

(L'art. 1^{er} est mis aux voix et adopté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — On propose d'ajouter :

« pour le salaire convenu entre le patron et l'ouvrier. »

L'amendement est-il appuyé ? (*Non ! non !*)

Je n'ai pas à le mettre aux voix.

M. Alcan propose d'ajouter dix heures pour les ouvriers de l'industrie du bâtiment.

L'amendement est-il appuyé ? (*Non ! non ! — Si ! si !*)

Si l'amendement est appuyé, je dois le mettre aux voix.

(L'amendement mis aux voix, n'est pas adopté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je lis l'article 3, devenu l'article 2,

Des règlements, d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette législation générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

(Adopté.)

« ART. 3. — Le temps de travail qui excédera douze heures sera payé comme travail supplémentaire. »

Il y a trois amendements proposés. (*A demain ! à demain !*)

On demande le renvoi de la discussion à demain. (*Oui ! oui !*)

La discussion est renvoyée à demain.

.....

SÉANCE DU 9 SEPTEMBRE 1848.

PRÉSIDENTE DU CITOYEN LACROSSE, VICE-PRÉSIDENT.

.....

Le citoyen PRÉSIDENT. — Avant que l'Assemblée entende ce rapport, je dois donner la parole au citoyen Pascal Duprat, rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de décret relatif aux heures de travail pour une rectification dans la rédaction d'un article de ce décret.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — Il s'agit en effet d'une simple rectification au procès-verbal.

Vers la fin de la séance d'hier, vous avez voté deux articles du projet qui vous a été apporté par le Comité du travail. Dans ces deux articles, vous limitez la journée du travail à douze heures, et, en second lieu, vous établissez qu'il y aura des règlements d'administration publique pour les exceptions que réclameraient certaines industries; mais dans notre projet il n'était question que des manufactures et des usines, et dans le texte qui nous a été distribué aujourd'hui se trouve un mot qui n'a pas été présenté par nous, le mot *atelier*.

Je proteste, au nom du Comité du travail contre ce mot qui complique la question et qui rendrait extrêmement difficile la surveillance même que nous voulons appliquer au travail. Ce mot n'a pas été voté.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Guérin; mais auparavant le Président doit rappeler les termes du procès-verbal; les voici :

« Le citoyen Guérin demande qu'à ces mots: *manufactures et usines*, on ajoute celui-ci : *ateliers*.

« Cette modification est consentie. »

Voix nombreuses. Mais non, on n'a pas voté.

Le citoyen PASCAL DUPRAT. — Je fais appel aux souvenirs de l'Assemblée, on n'a pas voté sur le mot.

Un membre. — Ce n'est pas dans le *Moniteur*.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La feuille distribuée est donc conforme au procès-verbal.

Le citoyen GUÉRIN. — Il est extrêmement vrai qu'hier M. le Président, probablement faute d'avoir sous les yeux l'amendement que j'avais présenté, ne le mettait pas aux voix; mais à ce moment même j'étais placé ici (l'orateur désigne le côté droit de l'Assemblée); et j'ai dit, m'adressant à M. le Président : « Mais il y a un amendement qui propose d'ajouter le mot *ateliers*. » Au même moment des interpellations semblables sont parties de différents bancs, et M. le Président a répondu : « C'est entendu ! » (*Exclamations diverses*.)

Le citoyen DENJOY. — Il a été répondu de plusieurs bancs de la salle que c'était entendu.

Un membre. — Ce n'est pas un vote.

Le citoyen GUÉRIN. — Nous avons compris dans la salle, comme on l'avait

compris au bureau, que le mot *ateliers* était ajouté, et c'est alors qu'on a continué la discussion.

Le *Moniteur*, il est vrai, n'en dit pas un mot; mais le procès-verbal en fait foi, et, dans tous les cas, il ne peut pas y avoir surprise.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'explication ne peut être donnée et comprise qu'au milieu du silence. Écoutez, Messieurs, M. Bérard a la parole.

Le citoyen BÉRARD. — Il est parfaitement exact que, dans la séance d'hier, l'honorable M. Guérin a demandé que le mot *ateliers* fût ajouté au mot *usines*.

M. le Président a dit : *C'est entendu*; mais je déclare que les quatre cinquièmes au moins de l'Assemblée n'ont pas entendu le mot que M. Guérin a voulu introduire dans la loi, et cela est tellement vrai que les sténographes de l'Assemblée ne l'ont pas entendu et ne l'ont pas inséré dans leur compte rendu.

J'ai moi-même protesté en disant à M. le Président que le mot n'avait pas été entendu, et qu'il y avait surprise. Je pense que, pour terminer cet incident, il n'y a qu'un moyen, c'est de faire voter l'Assemblée sur ce mot, car hier il n'a pas été compris.

Le citoyen LAUSSEDAT. — Citoyens Représentants, l'introduction du mot *ateliers* dans le projet de décret a beaucoup plus de portée qu'on ne semble le croire. Le décret que vous avez discuté hier avait deux buts : justifier d'abord et établir le droit d'intervention de l'État dans la réglementation des heures de travail; d'autre part, fixer le maximum de douze heures de travail dans les manufactures et les usines.

Or, de l'introduction du mot *ateliers* dans la loi, il paraîtrait résulter une chose extrêmement fâcheuse, c'est que, dans les industries du bâtiment, par exemple, qui occupaient à Paris, 150,000 ouvriers avant la révolution de 1848, dans tous ces ateliers les ouvriers ne travaillent que dix heures.

Plusieurs voix. — Onze heures.

Le citoyen LAUSSEDAT. — Soit; ils accusent dix heures. A coup sûr vous n'avez pas voulu aggraver la situation des ouvriers; vous n'avez pas voulu donner aux patrons un droit contre les ouvriers; vous avez voulu au contraire donner à ceux-ci des garanties.

Je demande donc que le mot *ateliers* soit retiré, et qu'il soit bien entendu que si vous ne pouvez pas améliorer la situation de tous les ouvriers, vous n'avez pas voulu du moins l'aggraver.

Le citoyen GUÉRIN. — Si l'addition du mot *ateliers* devait avoir le résultat que craint l'honorable préopinant, je me serais gardé de le présenter. Je n'ai pas présenté cet amendement seulement; j'ai présenté un autre amendement à l'article 4, qui, je crois, répond à l'observation qui vient d'être faite; je ne crois pas en effet que le sens de la loi soit d'aggraver la situation qui était faite aux ouvriers de l'industrie du bâtiment. C'est bien loin d'être dans ma pensée, et c'est en conséquence de ces réflexions que j'ai ajouté l'article 4.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Ne déplacez pas la discussion. Il s'agit d'un fait, mais non pas des motifs qui auraient pu faire adopter ou rejeter le mot *ateliers*.

Le citoyen TILLANCOURT. — Il est évident que ce mot ne pouvait pas être introduit sans une discussion et une discussion très sérieuse. La Commis-

sion, à l'unanimité, avait à dessein retranché le mot, qui ne pouvait être introduit sans qu'elle s'expliquât sur le fond même de la question. Il est constant, comme je le crois, que le mot *ateliers* n'a pas été admis hier; on discutera aujourd'hui pour savoir si on l'admettra oui ou non.

Le citoyen DESLONGRAIS. — Il est certain pour toutes les personnes qui assistaient hier à la séance que l'on n'a pas entendu le mot *ateliers* (*Non! non!*); et, pour qu'il eût été ajouté, il aurait fallu que l'on votât spécialement sur ce mot-là, puisqu'il n'existait pas dans la rédaction de la Commission.

Ni le Rapporteur de la Commission, ni le Président n'a dit qu'on ajoutait le mot *ateliers*, et on n'a pas appelé l'Assemblée à voter. Par conséquent, ce n'est pas par un mot, *c'est entendu*, parti soit du bureau, soit d'un des côtés de la salle, qu'on peut faire une loi; il faut que chacun sache ce qu'il fait.

Il est certain que l'Assemblée n'a pas entendu permettre que le mot *ateliers* fût introduit dans la loi. Si l'on croit que c'est une omission, qu'on propose de le mettre aujourd'hui; mais qu'on ne dise pas qu'il a été mis hier, cela n'est pas.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Quand l'article 1^{er} a dû être mis aux voix, l'attention s'est fixée sur la rédaction de la Commission, qui ne comportait pas le mot *ateliers*. L'article mis aux voix contenait dans sa rédaction le mot *ateliers*, ainsi que le procès-verbal l'a constaté. Mais des précédents nombreux autorisent à rectifier l'article puisque le procès-verbal n'a pas encore été adopté. En procédant ainsi, l'Assemblée ne reviendra sur aucun de ses votes, et d'autant moins que, le décret n'étant pas complet, ceux des membres de l'Assemblée qui désirent que la disposition de l'article 1^{er} s'étende aux ateliers auront la faculté de provoquer un vote nouveau. (*Oui! oui! — Très bien!*)

Le citoyen MANUEL. — Je demande la parole.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Attendez que la discussion arrive.

Le citoyen MANUEL. — Je demande la parole pour combattre ce que vient de dire M. le Président.

Je prends la parole pour ne pas laisser passer un précédent qui pourrait avoir dans l'avenir des conséquences fâcheuses. M. le Président vient de dire à l'Assemblée que le mot *ateliers*, inséré dans l'article, avait été voté hier (*Non! non!*), mais que des précédents nombreux autorisaient, avant qu'on eût accepté le procès-verbal, d'y apporter des changements. (*On n'a pas dit cela!*) Lorsqu'un vote a été exprimé, il appartient à l'Assemblée, il ne peut lui être apporté aucun changement. Mais, si un mot a été inséré dans un article sans avoir été voté, il y a tout simplement une erreur au procès-verbal, et on peut la réparer par une rectification.

Il ne s'agit donc ici que d'une question de bonne foi. Je fais appel aux souvenirs de l'Assemblée, et je pose ainsi la question : Le mot *ateliers* a-t-il été voté, oui ou non?

Voix nombreuses. — Non! non!

Le citoyen MANUEL. — S'il n'a pas été voté, il s'agit seulement d'une rectification au procès-verbal, et de rien autre chose; je demande que par rectification au procès-verbal, le mot *ateliers* soit rayé. (*Très bien!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'honorable préopinant confirme l'opinion que le Président a exprimée tout à l'heure. Lorsqu'un vote a été compris et complet,

l'Assemblée ne saurait y revenir; mais quand il y a une erreur, quand les circonstances ou le bruit qui a pu se faire dans la séance ont amené cette erreur, la rectification peut en être prononcée par l'Assemblée. J'invite l'Assemblée à se prononcer.

Je mets aux voix la rectification proposée au procès-verbal, consistant à retirer de la rédaction de l'article 1^{er} le mot *ateliers*.

(La rectification est prononcée.)

.....
.....
Le citoyen PRÉSIDENT. — Nous reprenons la discussion du décret du 2 mars. Voici les deux articles adoptés dans la séance d'hier.

« ART. 1^{er}. La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif.

« ART. 2. Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

Le citoyen Jandeau propose un paragraphe additionnel à l'article 2. Voici sa rédaction :

« Néanmoins, il n'est pas dérogé aux usages en vigueur antérieurement au 24 février, ni à ceux établis depuis, fixant, dans certains pays et pour certaines industries, la journée de travail à un nombre d'heures au-dessous de douze. » (*Appuyé!*)

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je demande la parole.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole appartient à l'auteur de l'amendement, s'il veut le développer.

Le citoyen JANDEAU. — Mon intention, en présentant cet amendement, a été d'empêcher la perturbation qui pourra résulter des deux articles que vous avez déjà adoptés.

Le décret du Gouvernement provisoire, dans sa mauvaise interprétation, avait eu cet effet. Les ateliers de certains états appartenant à la famille du bâtiment, ceux appartenant aux ateliers de mécanique sont très nombreux; ils comprennent les dix-neuf vingtièmes du corps travaillant; car, hier et les jours précédents, vous ne vous êtes occupés que des ouvriers travaillant dans les manufactures, qui ne forment que le vingtième du corps travaillant. Il est donc très intéressant de sauvegarder les intérêts des autres dix-neuf vingtièmes. Tel est le but de mon amendement.

Avant huit ou quinze jours, je le prédis, la fixation de douze heures, qui offre de grands avantages, sera mal interprétée par les maîtres, qui à leur tour se coaliseront contre les ouvriers. . . (*Réclamations.*)

Le citoyen PEUPIN. — La coalition est déjà organisée.

Le citoyen JEANDEAU. — Se coaliseront pour faire remonter au maximum de douze heures les habitudes de onze et dix heures consacrées par l'usage. Le but de mon amendement c'est d'empêcher les effets de cette coalition, et je crois qu'en l'adoptant l'Assemblée rendra une décision utile.

Plusieurs voix. — Relisez-le.

Le citoyen JEANDEAU. — Avant de le lire, je rappelle à l'Assemblée qu'il devait avoir sa place après l'article 1^{er}.

« Néanmoins, il n'est pas dérogé aux usages en vigueur antérieurement au 24 février, ni à ceux établis depuis, fixant dans certains pays, et pour certaines industries, la journée du travail à un nombre d'heures au-dessous de douze. »

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est à M. de la Rochejaquelein contre l'amendement.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Non pas contre.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Alors je ne puis vous accorder la parole.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je ne veux parler ni pour ni contre, mais sur.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le règlement est formel; il décide qu'on parle alternativement pour et contre.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je parle pour et contre.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'auteur de l'amendement vient de parler pour son amendement. Si vous ne parlez pas contre l'amendement, je ne puis vous donner la parole.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je parlerai alors contre l'amendement, en parlant contre toute la loi. (*On rit.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Alors je vous donne la parole.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je ne veux pas accepter la définition complète que vient de donner M. le Président de l'opinion que je vais émettre à cette tribune.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Ce n'est pas le Président, c'est le règlement qui le dit, article 35.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je sais très bien qu'on doit parler contre, après un orateur qui a parlé pour; mais aussi je pense que, si on a quelques bonnes observations à faire entendre dans la discussion d'une loi, on peut présenter ces observations; je crois qu'on peut dire que la loi en discussion n'amènera pas de bons résultats, et que l'amendement proposé en amènera peu de bons, s'il n'en produit pas de mauvais; et alors on peut être regardé comme ne parlant ni pour ni contre, mais sur. (*Bruit.*)

Le citoyen CHARLES DUPIN. — C'est de la discussion générale!

Le citoyen PRÉSIDENT. — La discussion générale est terminée, le règlement dans son article 35 est formel.

J'invite l'orateur à traiter spécialement et exclusivement la disposition qui est proposée par le citoyen Jandeau.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN, *souriant*. — Je suis très embarrassé (*Rires et bruit.*)

Un membre. — Présentez un article additionnel.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Je crois que l'amendement est aussi bon qu'il peut être; mais je crois qu'il a encore beaucoup d'inconvénients. Si j'ai à voter pour l'amendement, je le voterai faute de mieux, et cependant je ne l'approuve pas complètement, en raison de l'article qui le précède.

Je crains que l'amendement, comme toute loi, ne soit sujet à des interprétations aussi nuisibles aux ouvriers qu'aux patrons.

J'ai entendu, dans la discussion de cette loi, beaucoup de théories; mais je crois que la pratique n'a pas été aussi consultée qu'elle aurait dû l'être. Je me suis beaucoup occupé de travaux, j'ai employé un grand nombre d'ouvriers, j'ai cherché aussi la solution de cette question des heures de travail, et je ne l'ai trouvée que d'une seule manière, par la liberté. (*Approbation.*)

Quoi que vous fassiez, quelque expédient que vous proposiez, quelque amendement que vous acceptiez pour tâcher de dissimuler ce qu'il y a de mauvais, d'absolu, dans les limites qu'on pose à la liberté, vous n'arriverez jamais à une bonne solution.

La seule solution de toutes les questions industrielles, c'est la liberté, la liberté pour les ouvriers comme pour les maîtres. (*Assentiment.*)

Je crois que la seule chose qu'il y aurait à faire, le meilleur amendement qu'il y aurait à proposer, ce serait de fractionner la journée en heures, de manière à ce que l'ouvrier travaillât le nombre d'heures qui lui convînt, et qu'il fût payé suivant le nombre d'heures qu'il travaillerait. (*Mouvement prolongé en sens divers.*)

Le citoyen FLOCON. — C'est le travail à la tâche!

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Vous avez raison.

Messieurs, je sais que ce que je dis a l'inconvénient de ne pas s'appliquer d'une manière spéciale à l'amendement qui est en discussion dans ce moment-ci.

Mais je crois, malgré les interruptions qui viennent accueillir mes paroles, que je suis dans la vérité, et que quelque loi, quelque amendement que vous adoptiez, vous n'arriverez jamais à la solution de la question autrement que je viens de l'indiquer. J'ai eu l'occasion d'employer plusieurs milliers d'ouvriers; ce système a parfaitement réussi, et j'en ai parlé à plusieurs de nos honorables collègues, qui m'ont tenu le même langage.

Le citoyen ALCAN. — Ce système est appliqué partout.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — M. Alcan me répond que ce système est adopté partout. S'il est adopté partout, je ne comprends ni l'amendement ni la loi. Non, ce système n'est pas adopté partout malheureusement, mais partout où il est employé il réussit parfaitement.

Un membre. Il n'est pas applicable dans les manufactures.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Il peut être employé même dans les manufactures. Maintenant, il faudrait, pour être complètement dans le règlement, venir combattre l'amendement de notre honorable collègue, et je parlerais contre ma conviction. (*On rit.*)

J'ai voulu avoir l'occasion de porter à cette tribune une protestation personnelle contre les expédients qui sont proposés; mais je me rallie parfaitement à l'opinion de l'honorable préopinant, ne pouvant faire mieux. (*Mouvements divers.*)

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Ne perdez pas de vue, Messieurs, le but de la loi dont vous avez déjà voté deux articles. Voyez de quelle manière on vous a fait procéder. Il s'agissait d'établir un maximum à la durée de travail.

On vous a proposé d'abord la limite de dix heures; vous l'avez rejetée. On vous a proposé la limite de onze heures; vous l'avez rejetée. Enfin on vous a proposé la limite de douze heures, et vous l'avez acceptée. Veuillez

remarquer que, votant pour douze heures, après que vous avez rejeté les dix et les onze heures, votre vote est devenu pour l'ouvrier une protection contre l'excès de travail.

Je suis bien aise que vous acceptiez la question telle qu'elle est ainsi résolue; autrement on aurait pu, par des moyens quelconques, exiger les quatorze heures dont se plaignait M. Pierre Leroux, et dans certains cas quinze heures ou seize heures de journée. Je le répète, nous avons voté une mesure d'humanité, une mesure de protection pour l'ouvrier. Quant à moi, c'est dans ce sens, c'est dans cette intention que j'ai voté.

Maintenant, il faut que nous soyons de bonne foi : si vous avez émis des votes consciencieux et sérieux, je dis qu'il ne faut pas, avec un amendement, détruire aujourd'hui ce que vous avez voté hier. Quand vous dites que le législateur fixe un maximum, je prétends que vous n'êtes pas fondés ensuite à déclarer qu'il y aura des actes locaux et des décisions particulières qui seront supérieurs à votre acte législatif.

Le citoyen LEMONNIER. — Je demande la parole.

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Vous ne pouvez pas admettre qu'il y ait des actes privés, des actes particuliers, qui soient supérieurs à la fixation législative. Commençons par faire observer que, en ce qui concerne les métiers relatifs au bâtiment, ceux des maçons, des tailleurs de pierre, des menuisiers, etc., n'appartenant ni aux usines ni aux manufactures, la loi ne fixe rien qui leur soit relatif, et les replace exactement sur le pied de liberté où ils se trouvaient avant le 24 février 1848, ni plus ni moins.

Quant aux ouvriers des manufactures et des usines, les conventions qui préexistaient existeront encore; et rien ne tend à les infirmer; mais je prétends que vous n'avez pas le droit de dire que la loi sera infirmée, que la loi sera sans usage quand il y aura des règlements particuliers, des arrêtés locaux sans harmonie, sans égalité, dans diverses parties de la France, chose funeste à l'industrie. Quand vous vous êtes décidés pour un maximum, le même d'un bout à l'autre de la République, vous vous êtes décidés par des raisons générales, par des raisons prépondérantes : cela suffit. Si par hasard il existait tel règlement qu'on eût imposé par la force ou par la peur, prétendrait-on qu'il restât en vigueur, lorsque vous proclamez une loi dont le but est à la fois l'utilité de l'ouvrier et l'utilité de l'industrie, alors que vous feriez le contraire aujourd'hui de ce que vous avez fait par le vote d'hier?

Soyez pleinement rassurés par l'intervention tutélaire du Conseil d'État. Le Conseil d'État contient des hommes éminents qui sont aussi soigneux du bien-être, de la santé des ouvriers et de leur aisance que des prospérités de l'industrie. S'il y a des dispositions particulières à telle ou telle industrie, qu'il soit nécessaire de maintenir ou d'invoquer, le Conseil d'État les appréciera et saura bien les mettre en vigueur.

Mais remarquez bien la différence. Le Conseil d'État statuera par des règlements généraux, par des règlements qui s'étendront à toute la France; au contraire, si des règlements locaux limitent la journée à un certain taux pour l'Alsace, à tel autre taux pour la Normandie, à tel autre encore pour la Flandre, vous feriez ce que l'industrie tout entière vous a demandé qu'il ne fût pas possible de faire. L'industrie vous a dit : Fixez le maximum de

la journée à telle durée que vous voudrez, mais que ce maximum soit le même dans toute l'étendue de la France. Alors il y aura juste et vraie concurrence sur le pied de l'égalité dans toute la République.

Voilà la véritable égalité, l'égalité de toutes les industries, l'égalité qui veut que, dans aucun lieu, l'on ne puisse demander ni moins ni plus de travail que dans un autre.]

Je vous ai signalé des inconvénients très graves, et j'ose espérer que M. le Ministre du commerce défendra aussi les véritables principes.

Je me résume. L'article qu'on vous propose infirmerait les articles que vous avez déjà votés. Il enlèverait beaucoup à la puissance de la loi, à sa véritable dignité, et l'on vous ferait, par le fait, sous une autre forme, voter aujourd'hui le contraire de ce que vous avez voté hier.

Je vote contre l'article additionnel.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au Ministre de l'agriculture et du commerce.

Le citoyen TOURET, *Ministre de l'agriculture et du commerce.* — Je ne crois pas, citoyens, que l'amendement qui vient de vous être présenté ait la portée que vient de lui donner l'honorable M. Dupin. Il ne s'agit pas de faire à nouveau qu'il y ait différentes formes pour tous nos départements; ce que nous n'avons pas voulu est ceci : nous ne voulons pas que le patron puisse faire travailler l'ouvrier plus de douze heures, sans qu'il y ait des circonstances extraordinaires qui seraient appréciées par les différentes administrations locales et jugées par les prud'hommes. Voilà le fond, voilà l'esprit de la loi.

Que propose-t-on? On propose, par un amendement, de dire et de faire que ce qui existait dans les différents états avant la révolution de Février soit consacré par la loi. Nous y adhérons complètement. Ainsi, mon honorable ami, le Ministre de l'intérieur, défendant cette loi en mon nom, disait qu'il adoptait parfaitement la proposition qui était faite par M. Alcan.

Je maintiens que c'est en effet la rédaction la meilleure qu'on pouvait adopter. Que disait M. Alcan? Il disait : La journée de travail, pour tout le territoire de la République, restera fixée, pour tous les différents états, au nombre d'heures qui la composaient avant la révolution de Février, sans pouvoir toutefois excéder douze heures de travail effectif.

Voilà ce que nous voulons. Eh bien, précisément parce que le premier article que nous avons voté ne contient qu'une partie de ses dispositions, j'appuie la seconde partie, qui tend à faire que désormais le nombre des heures de travail reste, pour les différents états, fixé à la somme d'heures qui existait avant le 24 février.

Ainsi la modification à l'article 1^{er} pourrait parfaitement être ainsi formulée :

« Toutefois la journée de travail, pour tout le territoire de la République, restera fixée, pour les différents états, au nombre d'heures qui la composaient avant la révolution de Février. »

Telles sont les dispositions que le Gouvernement appuie. (*Très bien!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Fourneyron.

Le citoyen FOURNEYRON. — Je ne crois pas qu'il soit possible de faire une meilleure critique de la loi, que la discussion qui vient de s'engager.

M. le Ministre du commerce vous a dit qu'il n'y avait qu'une raison, une seule, pour réglementer l'industrie, que c'était une raison d'humanité. Eh bien, en vertu de cette raison-là, on a mis des entraves à la liberté du travail. (*C'est voté!*) C'est voté, nous l'admettons, et nous ne venons pas contredire ce qui a été jugé en votant l'article 1^{er}.

Mais que veut-on maintenant? On veut vous faire remarquer que les forces de l'homme s'épuisent suivant les différents travaux, tantôt en huit heures, tantôt en dix, tantôt en onze, tantôt en douze. J'en conclus qu'elles peuvent aussi ne s'épuiser que dans un temps plus long.

Le citoyen PEUPIN. — Absolument comme celles des chevaux-vapeur.

Le citoyen FOURNEYRON. — Vous avez jugé que douze heures étaient le maximum, nous l'admettons; mais aujourd'hui vous voulez introduire dans une loi des usages locaux. Et qu'est-ce qui déterminera d'une manière certaine la durée du travail dans toutes les localités? Vous me dites : les usages. Mais les usages n'ont rien de certain, rien qui puisse servir de base à un jugement.

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Ils ne sont pas universels.

Le citoyen FOURNEYRON. — Ils ne sont pas universels. et ce que vous avez voulu d'abord, c'est l'égalité.

Je crois donc qu'en traçant un maximum qui ne pourra être dépassé dans aucun cas, outre ceux qui seront déterminés par des règlements d'administration publique, vous avez fait une chose sage; vous la dites sage, nous la proclamons sage, mais je crois que vous avez fait tout ce qu'il fallait faire, et je m'oppose à ce qu'on introduise dans la loi des dispositions qui détruiraient l'égalité, qui d'ailleurs ne seraient pas claires pour tous les pays; je demande en conséquence qu'on rejette l'article additionnel qui vous est proposé.

Le citoyen MICHOT. — Je n'ai qu'une observation à vous faire. Je suis monté à la tribune seulement pour détruire l'impression qu'a pu faire sur vous le précédent orateur.

Il a invoqué l'égalité. Mais, Messieurs, il n'y a pas égalité dans ce que nécessite de forces chaque industrie. Par exemple, telle industrie qui n'a pas besoin de douze heures de travail exige beaucoup de forces; l'homme sera épuisé au bout de huit heures. L'usage a consacré ces choses-là, et pourquoi notre loi ne les consacrerait-elle pas?

On veut que l'égalité règne partout dans l'industrie, mais c'est impossible. Nous avons fixé hier par un maximum la dernière période des heures de travail; nous n'avons pas entendu que tous les travailleurs devraient travailler douze heures. (*C'est entendu!*)

C'est d'autant plus vrai, l'amendement du citoyen Jeandeau est tellement nécessaire qu'à l'heure qu'il est, à Paris où toutes les industries du bâtiment ne travaillent que dix heures et n'ont jamais travaillé que dix heures, depuis hier seulement les patrons exigent déjà douze heures de travail. Voilà les faits.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Aylies a la parole.

Le citoyen AYLIES. — Je n'ai que très peu de mots à dire. M. le Ministre de l'agriculture et du commerce vous disait tout à l'heure quelque chose de raisonnable, d'humain: que, lorsqu'on avait posé le maximum de douze heures, c'était sans préjudice des usages qui, à raison de certaines nécessités industrielles et de certains inconvénients intéressant directement la santé et les forces physiques des ouvriers, consacraient un travail inférieur à douze heures, et que l'on ne pouvait pas, dérogeant à cet usage, sous prétexte que le maximum avait été ainsi fixé, détériorer la condition des ouvriers qui jusque-là avaient travaillé sous le bénéfice de ces usages.

Je ferai remarquer à M. le Ministre du commerce, que législativement, et au point de vue politique, si son système était admis, il présenterait de très graves inconvénients; les voici en peu de mots :

Jusqu'ici les heures de travail n'avaient pas été réglementées; la loi n'était pas intervenue pour les fixer d'une manière définitive.

Le rapport des patrons avec les ouvriers s'exerçait dans une certaine liberté. Des usages étaient intervenus, usages protecteurs de la santé des ouvriers, conformes aux intérêts des industries et du travail auquel ils s'appliquaient; et sous le bénéfice de ces usages, les choses marchaient avec un certain ordre et une certaine régularité.

Or, quels sont ces usages? comment existent-ils? Telle industrie n'a-t-elle pas dans telle localité huit heures de travail, dans telle autre neuf heures, et dans telle autre encore n'a-t-elle pas dix heures? Les industries, à cet égard, n'ont-elles pas une grande diversité d'heures, une grande diversité de règles et de pratiques? Qui est-ce qui constaterait cela? L'usage. A qui l'usage imposait-il sa loi? A personne. C'était une chose de convenance qui pouvait être modifiée, qui pouvait être changée, suivant les occurrences, suivant les perfectionnements industriels que les machines, par exemple, pouvaient apporter dans telle industrie; c'était une chose qui s'exerçait sous le bénéfice suprême de la liberté de l'industrie et des rapports qui existaient entre les maîtres et les ouvriers; c'était la règle, règle très bonne.

L'Assemblée a voulu la modifier dans un intérêt d'humanité, en ne permettant pas que le nombre de douze heures de travail fût dépassé; j'entends ce sentiment; la majorité s'y est associée, elle a eu raison. C'est une œuvre d'humanité, une œuvre protectrice, comme le disait tout à l'heure M. Charles Dupin.

Mais la part de l'humanité étant ainsi faite, il faut faire la part de la liberté. Savez-vous quelle serait la conséquence de l'amendement présenté par M. le Ministre? Elle serait celle-ci : de faire que des usages incertains, variables, se modifiant selon les lieux, selon les temps, selon les circonstances, selon la nature des industries, n'emportant avec eux aucune règle définitive, aucune sanction définitive, se trouveraient consacrés législativement; vous auriez écrit dans la loi qu'à tout jamais, sauf modification de la loi, l'usage de huit heures resterait à huit heures, de neuf heures à neuf heures, etc., dans les localités où il était pratiqué. Ce qui est donc essentiellement variable, accidentel, modifiable, par l'amendement du Ministre, se trouverait placé sous le bénéfice d'une législation qui lui attribuerait un caractère d'irrévocabilité.

Ce n'est pas le seul inconvénient; non seulement il y a des usages, mais il y a des règlements locaux. Comment les règlements locaux pourraient-ils prévaloir désormais sur la législation que vous aurez créée? Comment tous ces usages nouveaux désormais pourraient-ils se substituer à l'usage ancien lorsque l'usage ancien serait placé sous la protection de la loi et qu'il serait consacré législativement?

Il y aurait là dans la pratique des embarras infinis, inextricables; la variété des usages, la nécessité d'une certaine liberté pour les industries dans la modification de ces usages, ne permettent pas d'aller jusque-là; vous avez fait la part de l'humanité; jusqu'ici, l'humanité avait introduit certains usages, l'humanité les maintiendra; on n'en avait pas abusé jusqu'ici, on n'en abusera pas davantage à l'avenir. Laissez donc, après la limite que vous avez fixée, limite humaine, sage, la liberté qui est d'un si haut intérêt pour les progrès de l'industrie, la liberté qui jusqu'ici avait réglé si sagement les rapports entre les ouvriers et les patrons; car, enfin, c'est l'humanité qui avait fait ces usages; ils étaient le résultat des bons rapports entre les maîtres et les ouvriers, de leurs relations et des nécessités de ces relations. Vous les trouvez bons puisque vous les confirmez; mais si vous voulez qu'ils se perpétuent, si vous voulez qu'ils aillent toujours en s'améliorant, laissez-leur la liberté.

Les réglementer, c'est introduire dans la pratique des difficultés inextricables, c'est les immobiliser, c'est faire que ce qui a été modifié la veille ne pourra plus l'être le lendemain; c'est vous approprier sans les connaître tous les usages pour les consacrer par une loi; c'est les immobiliser, je le répète, quand vous n'avez pas pu les apprécier.

La limite des douze heures est une bonne chose, mais laissez faire à la liberté ce qu'elle a fait jusqu'ici : elle a bien fait, car elle a abouti aux usages que vous voulez consacrer.

Le citoyen BAUNE. — Citoyens représentants, il serait bien singulier que le résultat de nos délibérations fût d'aggraver le sort des ouvriers, après la révolution du 24 Février. C'est cependant à quoi tendent les opinions que nos honorables collègues MM. Dupin et Aylies. . .

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Non; je ne veux rien aggraver.

Le citoyen BAUNE. — Un seul exemple suffira pour démontrer la nécessité de l'amendement proposé par le citoyen Jeandeau.

Les mineurs de toute la France, mais plus particulièrement ceux des mines de Saint-Étienne, qui comportent un ouvrage dangereux et pénible, ont vu fixer par un usage ancien leur journée à dix et onze heures de travail. Ces dix mille mineurs, qui, dans le seul département du Rhône, habitent sous la terre, qui s'y trouvent plus exposés que nos soldats sur le champ de bataille, allez-vous aggraver leur sort; allez-vous faire que le monopole puisse profiter de votre loi pour exiger d'eux un travail de douze heures, au lieu de dix heures? C'est précisément parce que des usages d'humanité ont fixé cette durée des journées qu'il faut la maintenir et ne pas en laisser la fixation à l'arbitraire des maîtres et des patrons.

Nous avons plusieurs exemples de cet arbitraire, de cette tyrannie que l'intérêt privé impose aux propriétaires des mines.

Je vous prie donc, citoyens, d'adopter l'amendement du citoyen Jeandeau, sans quoi vous exposerez plusieurs départements, qui succombent sous le poids de cette industrie, aux plus grands de tous les malheurs, et peut-être à la révolte.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Plusieurs rédactions ont été présentées. Le rapporteur demande à être entendu.

Le citoyen PASCAL DUPRAT. — L'amendement qui est l'objet de ce débat a été présenté au comité du travail, et il avait été rejeté⁽¹⁾; en voici les motifs :

Le comité du travail avait pensé qu'il y avait un grand inconvénient à sanctionner par une loi des usages essentiellement divers. Tel a été le motif qui l'avait déterminé au rejet. Mais, depuis ce moment, des faits assez graves se sont produits : quelques patrons ont abusé de la rédaction que nous avons apportée ici : ils ont prétendu appliquer comme une règle invariable cette disposition qui a été votée hier, et par laquelle nous voulons, au nom de l'humanité, réprimer les excès du travail.

Dans cette situation, le comité du travail, ceux du moins de mes collègues que j'ai pu consulter, sont disposés à se rallier à l'amendement.

Je dois seulement faire remarquer qu'il y a deux parties dans l'amendement du citoyen Jeandeau : dans la première partie, notre collègue nous propose de consacrer les usages qui s'étaient établis avant le 24 février; rien de plus légitime, de plus incontestable.

Dans la seconde partie, il s'agit d'autres qui se sont établis depuis la révolution de Février.

Or, ces usages ont pu s'établir librement ou sous l'empire des circonstances du décret du 2 mars. Eh bien, je crois qu'il y a dans cette partie de la rédaction quelque amphibologie, quelque ambiguïté qu'il serait important de faire disparaître, et nous ne pouvons pas vouloir, au moment où nous abrogeons le décret du 2 mars, consacrer des usages qui se seraient établis sous l'empire de ce décret.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je vais donner lecture à l'Assemblée des trois amendements qui ont été déposés : celui du citoyen Jeandeau, celui du citoyen Considérant, et celui présenté par le citoyen Tourret, en sa qualité de représentant.

Voici l'article additionnel du citoyen Jeandeau :

« Il n'est pas dérogé aux usages en vigueur antérieurement au 24 février, ni à ceux établis depuis, fixant dans certains pays et pour certaines industries la journée de travail à un nombre d'heures au-dessous de douze. »

Le citoyen Considérant propose :

« La présente loi n'aura aucun effet contre les usages qui consacraient les journées du travail inférieures à douze heures antérieurement à la révolution de Février. »

Le citoyen Tourret :

« La journée de travail restera fixée, pour les différents états, au nombre d'heures qui la composait avant la révolution de Février. »

Le citoyen PASCAL DUPRAT, rapporteur. — Je viens combattre en peu de mots l'amendement de M. le Ministre.

Cette disposition nous avait été déjà soumise, et nous l'avions rejetée par

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1900, page 549.

des motifs que j'indiquais à moitié tout à l'heure : c'est que, depuis la Révolution, il s'est produit plusieurs conventions, plusieurs contrats entièrement libres entre les patrons et les ouvriers.

Si la disposition que nous propose M. le Ministre était admise, vous manqueriez au principe même du décret, à ce principe de la liberté que nous avons voulu consacrer. (*Interruption.*)

C'est ce principe que nous avons voulu consacrer; nous avons réprimé l'excès, nous avons maintenu le principe.

Je dis que vous manquerez au principe de la liberté. Il y a, comme je le disais tout à l'heure, deux sortes de contrats, les uns libres, entièrement libres, et voici pourquoi : c'est que ces industries n'ont pas à redouter la concurrence de la production étrangère, et alors il a pu s'établir entre les patrons et les ouvriers des conventions qui limitent les heures de travail sans ruiner ces industries, sans leur imposer des conditions trop onéreuses.

Eh bien, ces conventions libres doivent être respectées au nom même du principe de la loi; ces conventions disparaîtraient avec la rédaction qui a été proposée par M. le Ministre. Il y a d'autres conventions qui n'ont pas eu ce caractère, qui ont été commandées par les événements, qui ont été réglées par le même décret que nous voulons abroger.

Ces conventions doivent disparaître; mais je demande, au nom même de la loi que vous avez consacrée, que les autres soient maintenues.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La commission demande la priorité pour l'amendement de M. Considérant.

Le citoyen Jeandeau se rallie à cet amendement.

La parole est à M. Rouher contre l'amendement. (*Aux voix ! aux voix !*)

Le citoyen ROUHER. — Je n'ai qu'une simple observation à présenter.

Sous l'empire de quelle préoccupation le Rapporteur du comité du travail vient-il de se rallier à l'amendement? Sous l'empire de cette idée que quelques patrons, abusant de l'interprétation de votre décret, voudraient élever la journée du travail à douze heures.

Cette interprétation est évidemment contraire à l'esprit de votre décret.

Vous avez créé un maximum, mais vous n'avez pas voulu atteindre les usages; vous avez entendu les respecter, parce qu'ils sont l'expression des forces qui pouvaient se dépenser dans l'industrie où ils ont été établis. Si l'amendement proposé a pour objet de donner législativement cette explication, d'avertir très nettement les travailleurs que vous ne voulez pas aggraver leur sort par le décret que vous allez rendre, je me rallierai complètement à cet amendement.

Le citoyen RAPPORTEUR. — Ce n'est que cela.

Le citoyen ROUHER. — Permettez... Je vais signaler l'inconvénient légal qui se développe dans l'adoption immédiate de cet amendement.

Si vous avez pour objet de légiférer sur tous les usages qui existent en matière industrielle...

Le citoyen RAPPORTEUR. — Non ! non !

Le citoyen ROUHER. — Je le sais bien... Si, dis-je, vous voulez légiférer sur les usages de manière à faire que, les conditions de production d'une industrie s'améliorant, la journée de travail ne pourrait pas être élevée, alors

cependant que les forces que dépenserait l'ouvrier par suite de cette amélioration même seraient moindres, je dis que vous feriez une chose mauvaise. Et cependant je signale cet inconvénient. Je suppose qu'il y ait une dérogation aux usages tentés ou accomplis. Eh bien, je demande si, par l'amendement que propose M. Considérant, il entend soumettre les patrons à la pénalité prévue par l'article 5 de votre décret, et si un chef de manufacture qui voudra étendre le maximum à douze heures, en résistant à un usage, je l'admets, sera passible de la peine de 100 francs à 1,000 francs prévue par l'article 5 ; si vous le déclariez passible de cette peine, vous atteindriez l'inconvénient que je signalais ; vous légifèreriez sur les usages, puisque vous accorderiez à la disposition contenue dans l'amendement de M. Considérant une sanction pénale. Il faut donc une explication nette sur ce point, et qu'il soit dit simplement que l'article 1^{er} est voté sans aucune dérogation aux usages locaux, mais qu'il soit bien entendu, en même temps, que la dérogation accidentelle, ou conséquence d'une amélioration dans l'industrie qui interviendrait ultérieurement, que cette dérogation, dis-je, ne sera pas passible de la pénalité édictée par l'article 5 de votre projet de décret. (*Marques d'adhésion.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Voici la rédaction à laquelle s'arrête le citoyen Considérant. J'appelle l'attention de l'Assemblée sur le terme avant lequel les *usages locaux* auraient force de loi : « La présente loi n'aura aucun effet sur les usages qui consacraient des journées de travail inférieures à douze heures antérieurement à la promulgation du décret du 2 mars 1848. » (*C'est cela !*)

Le citoyen CONSIDÉRANT. — Je ferai observer que la différence qui existe entre mon amendement et celui de M. le Ministre du commerce, c'est précisément sur les mots : « la journée reste fixée ». Moi je ne dis pas : « reste fixée, » je dis seulement, pour prévenir le malentendu dont on vous a déjà donné connaissance, que la loi actuelle n'a aucun effet sur le règlement des journées existant antérieurement.

Maintenant, pour répondre aux observations qui ont été faites par le précédent orateur, pour que nous ne soyons pas censés, d'aucune manière, vouloir légiférer sur cette matière, je dis qu'il suffit de mettre cette disposition après l'article stipulant la pénalité ; alors il n'aura que le caractère d'un simple avertissement ; c'est celui que j'ai voulu lui donner. (*Aux voix ! aux voix !*)

Le citoyen FOURNEYRON. — (*Aux voix ! aux voix !*) Messieurs, veuillez bien remarquer qu'en adoptant l'amendement du citoyen Considérant, vous rendez les usages parfaitement immuables. (*Non ! non !*) Or je suppose que tel travail qui exige aujourd'hui des forces très considérables et qui ne permet pas à l'homme qui l'exécute un travail de plus de huit heures puisse s'accomplir, par suite de quelques perfectionnements, avec une force moindre, et que l'ouvrier puisse résister dix heures à ce travail ; en adoptant l'article additionnel de M. Considérant, vous empêchez que le fabricant et même l'ouvrier puissent profiter de cette amélioration. (*Non ! non !*)

Vous voyez donc l'inconvénient qu'il y a à vouloir insérer cette disposition dans votre loi. Je voterai contre la disposition. (*La clôture ! la clôture !*)

Le citoyen ALCAN. — Je dois avertir l'Assemblée... (*Parlez contre la clôture !*) Je n'en aurai pas pour cinq minutes à l'horloge.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La clôture a été demandée, parlez contre la clôture.

Le citoyen ALCAN. — Je parle contre la clôture, et voici pourquoi je m'oppose à la clôture : parce qu'il y a ici un malentendu, et je crois que l'Assemblée comprendra qu'il ne serait pas convenable qu'elle votât sans que la question fût bien posée. Je crois donc que je suis dans mon droit en parlant contre la clôture.

Il s'agit d'insérer dans le décret un seul mot d'explication qui fasse bien entendre aux patrons que l'Assemblée nationale n'a pas entendu leur donner le droit, par son vote, d'augmenter immédiatement les heures de travail. Cela est nécessaire, non seulement parce qu'il y a des usages ; mais, on a oublié de vous le dire, il y a plus que des usages ; il y a des règlements d'administration publique. Le ministère des travaux publics, par exemple, stipule, et MM. les ingénieurs doivent le savoir, stipule dans les règlements que la journée de travail pour tous les ouvriers du bâtiment sera comptée à dix heures. (*Ils ne sont pas dans la loi !*) Eh bien, c'est par des règlements d'administration, ainsi que je l'ai dit... (*Interruption.*) Je prie mes honorables interrupteurs de me laisser parler un instant. Je rétablis la question.

Je dis qu'il serait fâcheux qu'il ne fût pas bien entendu, par un mot quelconque (et je voterai celui que l'on nous donnera ; je n'en donne pas, parce qu'il y en a déjà assez), je dis qu'il serait fâcheux qu'il ne soit pas bien entendu qu'il n'y ait pas entre le patron et l'ouvrier de cause de mal interpréter ce décret.

Ainsi on est venu dire : Puisque l'Assemblée donne une limite de douze heures, cela veut dire que nous avons le droit d'aller jusqu'à cette limite ; et, par conséquent, vous, ouvriers du bâtiment, qui jusqu'à présent n'avez pas donné plus de dix heures de travail, nous avons le droit de vous demander jusqu'à douze heures. Il est donc nécessaire de dire un mot ; et si je parle ici du bâtiment, c'est parce que les autres corporations n'ont pas pu se faire entendre.

Mais il existe des usages aussi sacrés.

Il est important, et sans aucun inconvénient, que l'Assemblée nationale explique ce qu'elle a voulu faire, de manière à ce que cela soit bien entendu par tous et ne puisse pas être mal interprété.

Je me rallie à la proposition de M. Considérant, qui me paraît n'avoir aucun inconvénient et qui donne l'explication nécessaire.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je dois faire connaître à l'Assemblée que la commission a déposé une rédaction qui paraît résumer la pensée énoncée dans les divers amendements et qui est ainsi conçue. Après l'article 1^{er}, qui dit : « La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif, » elle propose d'ajouter : « Au-dessous de douze heures, elle sera réglée par les usages ou par les conventions. » (*Mouvements divers.*)

Une voix. — Et au-dessus ?

Le citoyen DE TILLANCOURT. — Mais cette rédaction n'est pas de la commission.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le Président reçoit les communications du Rapporteur de la commission, et il les prend comme venant de l'organe de la commission. C'est aux membres de la commission à s'entendre avec le Rapporteur.

Maintenant, une autre rédaction vient d'être apportée sur le bureau ; je vais en donner lecture :

« Il n'est pas dérogé par le précédent décret aux usages qui ont prévalu dans les diverses industries et qui réduisent à moins de douze heures la journée de travail. »

Cette rédaction est du citoyen de Montreuil.

Plusieurs membres. — C'est la meilleure.

Le citoyen CONSIDÉRANT. — Je me rallie à cette rédaction.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Jeandeau, qui a modifié sa rédaction première, se rallie-t-il à cette dernière rédaction ?

Le citoyen DE MONTREUIL. — Il faut mettre « avant le 2 mars ».

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'amendement du citoyen de Montreuil est accepté par la commission et par les auteurs des autres amendements.

Je mets aux voix cette rédaction.

Le citoyen CORBON. — Je demande à dire un mot.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je relis la rédaction du citoyen de Montreuil avec l'addition.

« Il n'est pas dérogé, par le présent décret, aux usages qui ont prévalu avant la promulgation du décret du 2 mars dans les diverses industries, et qui réduisaient à moins de douze heures la journée de travail. »

Le citoyen JEANDEAU, — Je ne me rallie pas à cette rédaction.

Le citoyen CORBON. — L'Assemblée veut-elle me permettre de dire un mot ? (*Oui !*) Je vous demande de m'écouter avec quelque patience ; je ne serai pas long ; moins de deux minutes.

Je demande qu'on ne mette la date ni du 24 février ni du 2 mars, et voici pour quelles raisons : de nouveaux usages ont été établis depuis le 2 mars. J'ai reçu ce matin une pétition signée de 200 ouvriers des ateliers Laffitte, lesquels, de plein accord, depuis un mois, avec leur patron, sont convenus qu'ils ne travailleraient que dix heures. (*Interruption.*) Le patron se trouve fort bien de la diminution d'heures ; il reconnaît qu'il y a gagné, en ce que les ouvriers, dans leurs dix heures, font autant de travail que dans les onze heures, pendant lesquelles ils travaillaient précédemment. (*Bruit.*)

Veut-on que je finisse ? (*Oui ! Parlez !*)

Ces ouvriers adressent à l'Assemblée une pétition dont je ne dois pas donner lecture, j'exprime seulement leurs sentiments. Il est évident que, dans presque toutes les industries à Paris, où le travail a été réduit à dix heures, le travail est tout aussi considérable que dans les onze heures qu'il durait auparavant. Je dis que cela pourra continuer, et qu'il faut laisser aux patrons et aux ouvriers le soin de continuer si cela leur semble convenable.

Le citoyen DE MONTREUIL. — Je suis touché des raisons qui viennent d'être apportées à cette tribune par le citoyen Corbon. Je sais parfaitement que,

antérieurement et postérieurement au décret du 2 mars, des conventions réglementaires des heures de travail ont été librement consenties entre les patrons et les ouvriers des diverses industries. Mais, depuis le 2 mars, la règle était devenue absolue et uniforme; nous avons brisé cette règle, nous lui en substituons une autre. Mais nous ne voulons pas détruire par là et ce que l'usage et ce que les libres conventions avaient constitué, non pas sous l'empire d'un fait anormal, mais sous l'empire d'une appréciation judicieuse. Ainsi donc, je vous demande la permission de modifier ainsi l'amendement que vous avez bien voulu accueillir avec faveur :

« Il n'est pas dérogé par le présent décret aux usages ni aux conventions librement consenties entre les patrons et les ouvriers. »

Voix diverses. — Non ! non ! C'est impossible !

Le citoyen DE MONTREUIL. — Permettez donc d'achever ! (*Bruits divers.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'Assemblée ne saurait juger en pleine connaissance de cause si elle n'entendait pas la rédaction définitive.

Le citoyen DE MONTREUIL. — Le désir de concilier les intérêts si délicats que soulève cette question m'avait conduit à modifier aussi mon amendement; mais, du moment qu'il rencontre une opposition vive, je rentrerai dans l'esprit de l'Assemblée, et je dirai : « Il n'est pas dérogé par le présent décret aux usages ou aux conventions qui ont prévalu dans les diverses industries. » (*Interruption.*)

Voix diverses. — Mais non ! Non ! Ce n'est pas cela ! Revenez à la première rédaction !

Le citoyen DE MONTREUIL. — Si vous ne la trouvez pas bonne, ne la prenez pas. (*Interruption.*) Je maintiens mon amendement.

(A ce moment quatre ou cinq amendements sont déposés par leurs auteurs sur le bureau du Président. — *Hilarité générale.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Voici la rédaction définitive du citoyen de Montreuil :

« Il n'est pas dérogé par le présent décret aux usages qui ont prévalu dans les diverses industries, et qui réduisent à moins de douze heures la journée de travail. » (*Rumeurs diverses.*)

Le citoyen MORHÉRY. — Il faudrait dire : « Aux usages établis ou aux conventions librement consenties. »

Le citoyen FLOCON. — Je demande la lecture de l'amendement du citoyen Jeandeau, tel qu'il a été modifié.

(Le citoyen Morhéry monte à la tribune.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas la parole.

Puisque la rédaction est contestée, je vais donner lecture d'une nouvelle rédaction présentée par le citoyen Jeandeau.

« Néanmoins il n'est pas dérogé aux usages en vigueur, et fixant, dans certains pays, pour certaine industrie, la journée de travail à un nombre d'heures au-dessous de douze. » — (*Aux voix ! aux voix !*)

Divers membres. — Et les conventions ? (*Aux voix ! aux voix !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le Président a le devoir de faire connaître à l'Assemblée toutes les rédactions qui lui parviennent; en voici trois nouvelles.

Le citoyen GOUDCHAUX, *Ministre des finances*. — Je demande à dire un mot.

Le citoyen PRÉSIDENT. — M. le Ministre a la parole.

Le citoyen MINISTRE. — Citoyens Représentants, nous ne devons pas oublier que la limite de douze heures a été acceptée comme un maximum; il faut que les conventions, que les usages, que les règles qui régissent certaines industries puissent être respectés. Pour le faire, il faut rédiger l'article actuellement en discussion de manière à ce que toute satisfaction soit donnée à ces différents usages, à ces différentes règles.

Pour assurer le sort de l'amendement qui vous est proposé, je demande qu'on y ajoute : *antérieurs au 2 mars*, parce qu'alors personne ne concevra plus aucune crainte; les usages consentis antérieurement au 2 mars étaient complètement libres, étaient entièrement volontaires... et le sort de cet amendement, très utile selon moi, ne sera plus douteux.

Le citoyen DE MONTREUIL. — J'accepte la modification.

Le citoyen MINISTRE. — Si vous n'en agissez pas ainsi, le sort de l'amendement pourrait être compromis, et la durée de douze heures pourrait être étendue à toutes les professions qui ne peuvent pas travailler pendant ce laps de temps sans dommage pour la santé et quelquefois pour la vie des citoyens. Je demande donc que le premier article, qui consacre la durée du travail maximum à douze heures, soit conservé, et que l'article en discussion aujourd'hui, qui règle les usages et les lois, soit limité aux usages et aux lois antérieures au 2 mars.

Le citoyen PARIEU. — Je crois que la difficulté qui est soulevée dans ce débat tient à ce qu'une distinction n'a pas été faite; il faut distinguer les usages des conventions spéciales dont parlait le citoyen Corbon. Pour les usages, je n'accepte, comme M. le Ministre des finances, que ceux qui seraient antérieurs au décret du 2 mars. Il est bien évident, en effet, que, si on prétendait trouver des usages établis depuis le 2 mars, ces usages, qui n'étaient que l'exécution d'une loi que nous avons supprimée, ne pourraient pas être maintenus; mais quant à des conventions, comme celle dont a parlé M. Corbon, à quelque date qu'elles aient été formées, il est évident qu'elles doivent être respectées.

Je demande donc que l'Assemblée décide, conformément à un amendement que je propose, que, quant aux usages, ils soient respectés s'ils sont antérieurs au 2 mars, et que, pour les conventions libres, elles soient maintenues, quelle que soit leur date.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Sainte-Beuve demande la parole contre l'introduction d'amendements ou d'articles additionnels, quelle qu'en soit la portée.

Voix nombreuses. — La clôture! la clôture!

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous avez la parole contre la clôture. (*Bruit. — Agitation.*)

Le citoyen DE MONTREUIL. — On a déjà parlé contre la clôture.

Le citoyen DESLONGRAIS, *au pied de la tribune*. — Demandez la parole sur la position de la question.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous aurez la parole sur la position de la question.

(Le bruit continue.)

Le citoyen SAINTE-BEUVE. — Je demande la parole sur la position de la question. (*La clôture ! la clôture !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la clôture.

(La clôture est prononcée.)

Le citoyen Sainte-Beuve a la parole sur la position de la question seulement.

Le citoyen SAINTE-BEUVE. — L'observation que j'ai à faire à l'Assemblée est très simple; je voulais lui dire en un mot que la difficulté qu'elle trouve à formuler une rédaction qui exprime la pensée de l'article additionnel vient de ce que cet amendement est complètement inutile.

Voix diverses. — Ce n'est pas là la position de la question. — Parlez sur la position de la question seulement.

(Le citoyen Sainte-Beuve descend de la tribune.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Beaucoup d'amendements ont été improvisés et déposés; l'Assemblée avait accordé la priorité à l'article additionnel présenté par le citoyen Considérant.

Le citoyen Considérant s'est rallié depuis à la rédaction présentée par M. de Montreuil; la priorité est donc acquise pour le vote sur cette rédaction. Si la disposition n'est pas adoptée, je donnerai connaissance des autres dispositions produites. (*Bruit.*)

Veuillez faire silence; il est impossible que l'Assemblée ne reconnaisse pas l'inconvénient de discussions aussi bruyantes.

Voici l'amendement :

« Il n'est pas dérogé par le présent décret aux usages qui ont prévalu dans les diverses industries, et qui réduisent à moins de douze heures la journée de travail.

Le citoyen MORHÉRY. — Je demande la parole. (*Aux voix ! aux voix !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas la parole. La clôture a été prononcée après un long débat.

Le citoyen MORHÉRY. — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas la parole. Si le président a contrevenu au règlement en un point quelconque, il subira la censure de l'Assemblée après le vote, et non pas à présent. (*Bruit. — Approbation.*)

Citoyen de Montreuil, persistez-vous dans votre rédaction ?

Le citoyen DE MONTREUIL. — Je propose de dire : « qui se sont établis, » au lieu de : « qui ont prévalu. » (*Bruit et agitation.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au Ministre du commerce. (*Aux voix ! aux voix !*)

La clôture a été prononcée sur l'ensemble des amendements; la priorité a été accordée à l'amendement du citoyen de Montreuil; mais le Ministre doit être entendu dès qu'il réclame la parole sur celui des amendements qui va être voté.

Voix diverses. — On n'a pas voté là-dessus.

Le citoyen **TOURRET**, *Ministre de l'agriculture et du commerce*. — Voici un amendement auquel nous nous rallions définitivement.

Mais un mot avant, afin de faire comprendre à l'Assemblée que nous avons à tirer un enseignement de la confusion qui a lieu dans cette circonstance. Il est de toute évidence que, si le projet de décret sur lequel nous délibérons avait été longuement élaboré, et d'accord avec le Gouvernement, qui y aurait apporté le résultat de ses investigations, peut-être ne serions-nous pas dans l'embarras où nous nous trouvons depuis longtemps. (*Très bien ! très bien !*)

Je vais rappeler à l'Assemblée ce qui s'était fait, et ce sera, pour le dire en passant, une réponse à quelques reproches qui avaient été adressés au Gouvernement.

Peu de temps après les malheureux événements de juin, on a apporté à cette tribune un projet de décret relatif au retrait du décret du 2 mars. Le Gouvernement a dit : Nous ne pouvons, dans des circonstances pareilles, laisser discuter un pareil décret.

J'ai demandé, au nom du Gouvernement, qu'on me laissât le temps d'étudier à fond cette question.

Que voulais-je faire ! Je voulais consulter les chambres de commerce et les conseils de prud'hommes, je voulais consulter les usages des ouvriers, je voulais m'entourer de tous les éléments indispensables pour la bonne solution de cette question, et proposer une loi d'ensemble pour les femmes, les enfants, pour les adultes. Mais qu'a-t-on fait ? On est venu ici, et par voie d'initiative parlementaire on a demandé qu'un projet de décret de M. Wolowski fût immédiatement mis à l'ordre du jour. Que pouvait faire le Gouvernement ? Le Gouvernement n'avait rien à faire, rien à dire ; l'Assemblée avait prononcé. Aussi que s'est-il produit ici ? il s'est produit ce qui se produira toujours toutes les fois qu'on apportera à cette tribune des projets de lois qui n'auront pas été suffisamment élaborés. (*C'est vrai ! — Très bien !*)

Ceci dit, et afin que l'enseignement que nous devons tirer de tout ce qui se passe ne soit pas perdu pour l'avenir, voici l'amendement auquel nous nous rallions :

« Il n'est porté aucune atteinte aux usages et conventions qui, antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à douze. (*C'est cela ! — Très bien !*)

Le citoyen **DE MONTREUIL**. — Je me rallie à cet amendement. (*Aux voix ! aux voix !*)

Le citoyen **MORHÉRY**. — (*Aux voix ! aux voix !*) Citoyens, je m'étonne que vous veuillez m'enlever la parole ; car depuis que je suis dans cette Assemblée, je n'ai pas encore prononcé trois mots ; on ne peut pas dire que j'abuse de la parole.

Je vous dois une explication sur l'insistance que j'ai mise à réclamer la parole.

Le citoyen **PRÉSIDENT**. — Parlez sur l'amendement.

Le citoyen **MORHÉRY**. — L'amendement que présente M. le Ministre du commerce, amendement auquel je me joins complètement, contient un

oubli, et je suis convaincu que M. le Ministre du commerce reconnaîtra cet oubli, et qu'il va se joindre à mon avis quand je me serai expliqué.

L'amendement dit :

« Il n'est porté aucune atteinte aux usages et conventions antérieurs au 2 mars. »

Je désirerais qu'on mît :

« Il n'est porté aucune atteinte aux usages établis avant le 2 mars, ni aux conventions librement consenties avant et après le 2 mars. »

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Qui est-ce qui jugera de la liberté ?

Le citoyen VICTOR CONSIDÉRANT. — Les mots « librement consenties » seront une mine à procès ?

Le citoyen PRÉSIDENT. — La proposition du citoyen Morhéry viendra comme addition après le vote sur l'article proposé par le Ministre de l'agriculture et du commerce.

L'article proposé par les citoyens Tourret et Grévy est ainsi conçu :

« Il n'est porté aucune atteinte aux usages et conventions qui, antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à 12. »

Je consulte l'Assemblée sur cet article.

(L'article est mis aux voix et adopté).

Le citoyen MORHÉRY. — Je propose un article additionnel, auquel je crois que se réunira M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, sur les conventions librement consenties.

Le citoyen CORBON. (*Interruption.*) — Lisez votre amendement !

Le citoyen MORHÉRY. — Mon amendement est ainsi conçu :

« Néanmoins, il ne sera pas dérogé aux usages établis et aux conditions librement consenties avant et après le 2 mars 1848, conventions qui fixent la journée de travail au-dessous de douze heures. »

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article additionnel de M. Morhéry est-il appuyé ? (*Oui ! oui ! — Non ! non !*)

L'addition proposée par le citoyen Morhéry consiste en ces mots :

« Il n'est pas dérogé aux usages établis et aux conventions librement consenties. » (*Bruit.*)

Je mets cette addition aux voix.

(L'addition n'est pas adoptée).

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Doutre propose d'ajouter : « Toutes les conventions librement consenties postérieures au 2 mars sont maintenues. »

Voix nombreuses. — C'est le même amendement ! C'est la même chose !

(L'amendement, mis aux voix, est également rejeté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article voté, et qui prendra place dans le décret, est celui proposé par les citoyens Tourret et Grévy.

Nous reprenons la délibération sur l'article 4 du projet de la commission.

« Le temps qui excédera douze heures sera payé comme travail supplémentaire. »

Le citoyen GUÉRIN. — Je propose un amendement. (*Aux voix ! aux voix !*)

Je demande la permission de vous lire mon amendement, et si vous croyez qu'il n'y a pas lieu de l'appuyer, je ne parlerai pas.

Voici l'amendement que je propose, et qui est, je crois, un complément nécessaire, à présent que vous venez d'adopter un nouvel article qui vient de vous être présenté.

« Le temps de travail qui excédera, soit la limite fixée par la présente loi, soit la durée moindre établie par l'usage dans certaines industries, sera payé comme travail supplémentaire, » (*Bruit et interruptions diverses.*)

Le citoyen **TOURRET**, *Ministre de l'agriculture et du commerce.* — Je demande la parole.

Le citoyen **RAPPORTEUR.** — Cet amendement est contraire au principe de liberté sur lequel repose le décret tout entier.

Le citoyen **GUÉRIN.** — Je demande à motiver en quelques mots cet article additionnel.

Plusieurs membres. — Relisez-le !

(Le citoyen **Guérin** donne une nouvelle lecture de l'article.)

Le citoyen **GUÉRIN.** — Vous proposez d'adopter que le temps de travail qui excéderait la limite de douze heures sera payé comme travail supplémentaire. Voulez-vous autoriser dans les industries où le travail ne s'élève pas à douze heures une augmentation de travail qui ne donnerait pas lieu à un supplément de salaire proportionnel ? (*Interruption.*)

Pour tout le monde, il est évident que la question de la durée du travail et la question du salaire sont connexes; on ne peut pas les séparer. Il y a deux moyens de diminuer le salaire. On peut diminuer le salaire directement ou indirectement. On le diminue indirectement en disant aux ouvriers : La concurrence ne me permet pas aujourd'hui de vous faire travailler dans les mêmes conditions qu'auparavant; je veux bien ne pas diminuer votre salaire, mais vous travaillerez une heure de plus. Pour moi, je ne fais aucune différence dans ces moyens de diminuer le salaire, et je crois que le but de la loi que nous faisons est d'interdire à l'avenir l'augmentation du nombre d'heures, non pas seulement parce qu'elle excède en général la force humaine, mais parce qu'il faut que dans cette durée de douze heures l'homme gagne suffisamment pour vivre; par conséquent, que, s'il y a aujourd'hui des industries dans lesquelles on travaille quatorze et quinze heures, qui vont se trouver réduites à douze heures, je ne crois pas que la conséquence doive être de réduire proportionnellement le salaire des ouvriers; le salaire n'étant, en ce moment, que ce qui est nécessaire à la subsistance, sera maintenu pour douze heures.

Pour les industries où, en raison de la plus grande peine qu'exige la profession, on ne travaille que neuf à dix heures, il est indispensable qu'il soit bien entendu que si, accidentellement ou par suite de transaction, on travaille une ou deux heures de plus, on donne à l'ouvrier un supplément de salaire proportionnel.

Le citoyen **TOURRET**, *Ministre du commerce.* — La proposition qui vous est faite n'est ni plus ni moins que la suppression complète de la loi; il vaudrait mieux ne pas la voter. (*C'est vrai !*) Il est évident que, si vous n'admettez pas que, dans les circonstances extraordinaires où l'administration ou les prud'hommes soient appelés à déterminer s'il y a lieu d'accorder des heures supplémentaires, si vous accordez au patron le droit de dire à l'ouvrier : Je veux

vous payer davantage, et vous travaillerez plus de douze heures, la question de limitation est impossible, parce qu'il ne sera pas possible de constater la contravention; il vaut tout autant ne pas faire de loi; il faut forcément, inévitablement, que l'administration ou les prud'hommes soient consultés. De là, la nécessité de l'article 3, qui disait « des règlements d'administration publique... »

Une voix. — C'est voté!

Le citoyen MINISTRE. — C'est précisément parce que c'est adopté, que le dernier article doit forcément être modifié en ce sens qu'il faut que ce soit dans le cas, et dans le cas seulement, où l'administration publique sera intervenue et aura déterminé qu'il y a lieu à des heures supplémentaires, que vous ayez à payer ces heures supplémentaires.

Mais n'admettez pas, *a priori*, qu'il pourra y avoir des transactions particulières entre patrons et ouvriers, où l'on pourra dire à l'ouvrier : Vous travaillerez plus de douze heures; car autant vaudrait ne pas faire la loi. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen BRUNET. — Je crois, Messieurs, que M. le Ministre du commerce s'est mépris sur le but de l'amendement. Le but de l'amendement n'est nullement d'établir qu'il pourra exister des conventions, dans les temps ordinaires, entre les ouvriers et les patrons, pour travailler au delà de la limite qui aura été fixée; il a seulement pour but de dire que, dans des circonstances exceptionnelles qu'auront reconnues les conseils de prud'hommes, dans les industries pour lesquelles la durée du travail sera inférieure à douze heures, les ouvriers pourront aussi travailler au delà de cette journée de travail, et qu'alors ils auront droit au bénéfice des heures supplémentaires.

Ainsi, je crois que M. le Ministre du commerce, s'il veut relire l'amendement, comprendra qu'il n'est pas du tout fait dans le sens qu'il indiquait tout à l'heure.

Je le répète, cet amendement n'a pour but que de faire participer les industries, dont la journée est inférieure à douze heures, aux avantages qui sont faits aux industries dont la journée de travail est de douze heures.

Le citoyen TOURRET, *Ministre du commerce*. — Je demande le rejet de l'article 4; car il est évident que, toutes les fois que les prud'hommes auront déterminé qu'il y a lieu à des heures supplémentaires, évidemment elles devront être payées. (*C'est évident!*)

Par conséquent, ce que je vous demande est non seulement le rejet de l'amendement, mais le rejet de l'article tout entier. Je regarde l'article 4, devenant l'article 3, comme tout à fait inutile. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — Je demande la parole. (*Aux voix!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le projet de décret venant de l'initiative du comité, il est indispensable qu'on entende le rapporteur.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *Rapporteur*. — Deux mots seulement.

L'article dit : « Le temps de travail qui excédera douze heures sera payé comme travail supplémentaire.

M. le Ministre du commerce trouve que cet article est inutile. Je suis d'un avis complètement opposé.

Quand les prud'hommes, quand les règlements d'administration publique auront établi, pour un temps plus ou moins long, que le travail qui excède douze heures est permis, est légitime, il faut qu'un règlement spécial établisse que ce travail sera payé séparément, en dehors du salaire habituel, du salaire réglé. Cela est tellement vrai, que, sous l'empire de certaines circonstances, les ouvriers se trouveraient quelquefois engagés dans un règlement d'administration publique ou dans une décision de prud'hommes, et alors ce ne serait pas seulement la liberté qui serait attaquée, mais le droit le plus précieux du travail, le salaire. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Guérin a proposé de décider « que le temps du travail qui excédera la limite fixée par l'article 1^{er}, ou qui excéderait la durée moindre déterminée par des usages locaux, sera payé comme travail supplémentaire. »

Voilà l'amendement. Il a été combattu par M. le Ministre du commerce.

Un membre. — L'article entier!

Le citoyen PRÉSIDENT. — Il faut bien que j'expose ce qui a rapport à l'amendement sur lequel on doit prononcer d'abord.

J'arrive à l'article. Le Ministre a combattu l'article dans son entier, mais il faut d'abord statuer sur l'amendement présenté par le citoyen Guérin. Je vais le relire.

(M. le Président donne une nouvelle lecture de l'amendement.)

Cet amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je vais maintenant relire l'article 4, devenu l'article 3, proposé par le comité :

« Le temps de travail qui excédera douze heures sera payé comme travail supplémentaire. »

Le citoyen FLOCON. — Je demande la parole. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article a été controversé déjà entre le Ministre et le Rapporteur de la commission. Insistez-vous? (*Non! non!*)

Je mets aux voix l'article tel que je viens de le lire.

(L'article n'est pas adopté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Brunet a la parole pour proposer un article additionnel.

Le citoyen BRUNET. — Je demande pardon à l'Assemblée; mais, dans des questions aussi graves, il faut absolument faire grande attention à ce qu'on vote.

Eh bien, tout à l'heure, en rejetant l'amendement, on n'a pas répondu à une nécessité de l'application du décret; M. le Ministre du commerce vient de le reconnaître tout à l'heure avec moi.

Le citoyen TOURRET, *Ministre de l'agriculture et du commerce.* — Comment cela?

Le citoyen BRUNET. — Il est tout à fait nécessaire de présenter un article qui dira que, toutes fois que, d'après l'avis du conseil des prud'hommes, il sera nécessaire de travailler au delà de la limite fixée par les articles précédents, le temps du travail sera payé comme heures supplémentaires. (*C'est de droit! C'est voté!*)

Messieurs, je propose donc l'article suivant :

« Le temps du travail qui excédera les limites posées dans les articles précédents sera payé comme heures supplémentaires. »

Vous trancherez ainsi beaucoup de difficultés, beaucoup de discussions.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le Président ne peut pas mettre aux voix une disposition absolument contraire au vote qui vient d'être émis.

Le citoyen Théodore Mâreau propose un article ainsi conçu, et qui devra prendre place avant les articles relatifs à la pénalité :

« Le travail de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder soixante-douze heures par semaine en travail effectif. » (*Exclamations.*)

L'amendement est-il appuyé ? (*Non ! non !*) Alors, je n'ai pas à le mettre aux voix.

Le citoyen Sibour propose un article ainsi conçu :

« Les entrepreneurs de travaux publics seront tenus, à moins d'une clause contraire mentionnée au cahier des charges, de fermer leurs ateliers le dimanche. »

Voix diverses. — L'amendement n'est pas appuyé.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Permettez ; l'auteur de l'amendement a le droit d'en donner le développement. C'est seulement pour le vote que l'adhésion est nécessaire. Parlez, Monsieur Sibour ! (*Rumeurs.*)

Le citoyen SIBOUR. — Je m'attendais un peu, Messieurs, à ces murmures ; mais je pense qu'ils viennent de ce que le caractère de l'amendement que je propose n'a pas été complètement saisi. (*Bruit.*)

Je demande à exposer en quelques mots l'idée de mon amendement, et ensuite on le rejettera, si l'on pense que cette idée n'est pas conforme à la loi.

Je ne viens pas ici demander le retour à une législation ancienne sur l'observation légale du dimanche ; ce n'est pas ce que je demande. (*Interruption.*)

Je ne viens pas, je le répète, vous demander de décréter l'observation légale du dimanche ; non, Messieurs, et cependant je le pourrais. (*Exclamations.*)

Plusieurs membres. — Il a raison.

Le citoyen SIBOUR. — Permettez-moi de m'expliquer. Je le pourrais sans blesser ni les principes ni les sentiments de liberté, parce que des nations chez lesquelles ces principes et ces sentiments sont parfaitement respectés, observent scrupuleusement la loi du dimanche : je citerai l'Angleterre, je citerai la République américaine ; je pourrais donc demander l'observation légale du dimanche sans blesser ni les principes ni les sentiments de liberté. (*Oh ! oh !*)

Je le devrais peut-être, s'il était temps encore de donner la meilleure solution, la solution la plus pratique au problème qui est posé par la loi et qu'elle cherche à résoudre. D'après moi, d'après l'avis d'hommes très compétents, il y aurait là une limitation facile, pratique des heures de travail.

J'ai voté, moi, pour la limitation des heures de travail, parce qu'il y a là, à mes yeux, une question d'humanité, une question de moralité, et que

je place cette question-là au-dessus des questions d'intérêt industriel, quoique je respecte beaucoup ces intérêts.

Je place ces questions même au-dessus des questions de liberté; mais enfin je ne propose pas cette solution; ce que je demande, le voici.

Je demande que les entrepreneurs *de travaux publics*, entendez-le bien, soient tenus, à moins qu'il n'y ait dans leurs cahiers des charges une clause contraire, de fermer leurs ateliers, les ateliers de travaux publics, le dimanche. Mon premier motif pour cela est que plusieurs pétitions d'ouvriers ont été présentées, et, bien qu'elles n'aient pas encore été rapportées, je sais qu'elles contiennent le désir, le vœu qui serait réalisé par l'adoption de mon amendement. Plusieurs ouvriers sont venus m'engager à présenter cet amendement : voilà mon premier motif.

Un deuxième motif est que l'intérêt non seulement moral, mais encore l'intérêt matériel de l'ouvrier se trouvent engagés dans la question.

Il est évident, en effet, que nous avons en ce moment bien plus de travailleurs que nous n'avons de travail à leur donner. Eh bien, si vous employez les travailleurs pendant sept jours de la semaine, par cela même vous vous mettez dans l'obligation d'employer un septième de moins d'ouvriers.

Je vous demande que, dans l'intérêt des ouvriers, et afin qu'un plus grand nombre d'entre eux puissent avoir du travail, on limite à six jours la durée du travail par semaine.

Un membre à gauche. — Il faut qu'ils mangent le dimanche !

Le citoyen SIBOUR. — C'est donc, Messieurs, dans l'intérêt même des ouvriers, et afin de répartir sur un plus grand nombre les travaux que vous avez à donner, que je demande que l'ouvrier, dans les travaux publics, remarquez-le, dans les travaux publics, ne travaille que six jours de la semaine. (*Bruit et interruptions à gauche.*) Messieurs, ce n'est pas une question religieuse que j'apporte à cette tribune, c'est une question d'économie sociale. Ce n'est pas nous qui faisons de cette tribune une chaire; ce n'est pas nous qui regardons cette Assemblée comme un concile; ce n'est pas nous qui nous posons ici en révélateurs; nous sommes des législateurs, et pas autre chose. (*Très bien! très bien!*)

Ce n'est donc pas une question religieuse pour moi, c'est une question d'économie sociale.

Jachève. Une dernière observation. (*Parlez!*)

J'avais (je le dirai, car j'irai jusqu'au bout), dans mon dévouement pour la République, j'avais rêvé pour elle cette gloire, qu'elle pût prendre une mesure que je regarde comme très utile à l'ouvrier, à son sort et matériel et moral; qu'elle pût la prendre mieux que les monarchies qui viennent de tomber, lesquelles n'avaient ni osé ni pu prendre cette mesure; j'avais rêvé pour la République l'honneur de cette glorieuse initiative.

Il dépend de vous que ce rêve devienne une réalité.

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Très bien !

Le citoyen BABAUD-LARIBIÈRE. — Je demande la parole.

Le citoyen TOURRET, *Ministre du commerce*. — L'honorable orateur qui

descend de la tribune a fait vibrer dans nos cœurs de nobles sentiments; mais ramenons les choses au point de la vérité.

Or, il est incontestable, d'une part, que ce qu'il propose n'est pas à sa place : il propose que les entrepreneurs de travaux publics soient contraints de ne pas faire travailler le dimanche.

Or, je ferai à ce sujet une observation, c'est qu'il ne s'agit pas ici d'entrepreneurs de travaux publics.

L'expression du décret est celle-ci : « les manufactures et usines ». Par conséquent, il ne saurait être question de l'amendement du citoyen Sibour ainsi formulé.

D'autre part, traitant et élargissant la question, je maintiens qu'il est impossible de l'adopter, et voici pourquoi :

Dans les usines à feu continu, dans l'industrie métallurgique, par exemple, vous avez des machines à vapeur qui fonctionnent pendant six jours de la semaine. Le septième jour est employé à les arranger, à faire les réparations indispensables. Il faut forcément qu'au moment où 200, 300 ouvriers s'arrêtent, 8, 10 ou 15 ouvriers se mettent à réparer ce qui doit faire l'objet du travail pendant les six autres jours de la semaine. Il est de la plus haute importance de ne pas aller légèrement dans cette question, et le fait pratique est celui-ci : ce que vous demandez est, ni plus ni moins, impossible. (*Aux voix ! aux voix !*)

Le citoyen SIBOUR. — Je demande à répondre. (*Aux voix ! aux voix !*)

M. le Ministre vient de faire deux objections à mon amendement : la première, c'est qu'il n'est pas à sa place dans le décret. Quant à cela, c'est très possible. Comme ce n'est pas moi qui ai choisi la place, il est possible qu'une meilleure place eût pu lui être donnée. J'avais présenté mon amendement comme article additionnel qui devait venir à la fin de la loi. Je ne sais pas s'il a été placé par M. le Président là où il devait être; mais, encore une fois, je ne tiens pas à la question de place. En second lieu, M. le Ministre parle d'usines à feu continu; remarquez que mon amendement n'a pas pour but les travaux dans les manufactures, qu'il n'a pour but que les travaux publics. (*Interruption.*)

Permettez; il y a dans mon amendement une chose qui est celle-ci : « Lorsque le cahier des charges ne contiendra pas de clause contraire. » Cela répond à tout et permet le travail du dimanche, quand il est nécessaire.

Un membre. — La loi ne parle que des manufactures et des usines.

Le citoyen DE FALLOUX. — M. Pierre Leroux a demandé la parole.

Le citoyen PRÉSIDENT. — MM. Beslay et Mâreau l'ont demandée avant M. Pierre Leroux.

L'Assemblée a décidé, sur la proposition de son Président, que la loi se terminerait par la sanction légale qu'elle peut recevoir.

Voilà pourquoi les articles additionnels ont été présentés à la délibération de l'Assemblée à ce moment de la discussion.

La parole est au citoyen Beslay.

Le citoyen BESLAY. — J'avais demandé la parole pour l'amendement. J'attendrai qu'un orateur ait parlé contre.

La parole est au citoyen Théodore Mâreau. (*Aux voix ! aux voix ! — Vive agitation.*)

Le citoyen MÂREAU. — C'est une question tout à fait dans l'intérêt des ouvriers. (*La clôture ! la clôture !*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Vous entendez demander la clôture.

(Le citoyen Mâreau quitte la tribune.)

Le citoyen BABAUD-LARIBIÈRE. — Je demande la parole contre la clôture, aux termes du règlement.

Je m'oppose à la clôture, parce qu'il n'est pas de question qui touche plus à la liberté et à la démocratie que celle qui vous est présentée. (*Agitation.*)

Je demande à l'Assemblée la permission de lui présenter seulement quelques observations contre la clôture. (*Aux voix ! aux voix !*)

De toutes les questions, Messieurs, qui ont été apportées à cette tribune... (*Bruit et interruption.*)

C'est là ce que vous appelez la liberté de la tribune ! C'est ainsi, lorsque la question la plus démocratique, la plus révolutionnaire est apportée ici, c'est ainsi que vous l'accueillez ! Eh bien, je proteste ici, au nom des ouvriers pour lesquels vous voulez faire quelque chose, je proteste, au nom du travail et des classes ouvrières, contre la violence qui m'est faite.

Voix à gauche. — Très bien ! très bien !

Le citoyen SIBOUR. — D'après les observations qui me sont faites, je retire mon amendement provisoirement.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'auteur de l'amendement renonce à provoquer le vote de l'Assemblée dans ce moment et à l'occasion de la loi à laquelle il l'a rattaché. (*Agitation bruyante.*)

Le citoyen DE FALLOUX. — Non, ce n'est pas cela.

Le citoyen POUJOLAT. — C'est parce qu'il n'est pas à sa place.

Le citoyen DE FALLOUX. — Il se réserve de le représenter plus tard.

Le citoyen SIBOUR. — Puisque mon amendement n'est pas à sa place, je le retire pour le représenter plus tard.

(Le bruit continue.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Sibour a retiré son amendement.

Le citoyen POUJOLAT. — Il l'a retiré provisoirement comme n'étant pas à sa place ; il le représentera plus tard.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Sibour n'insiste pas pour que l'Assemblée se prononce actuellement sur son amendement.

Le citoyen Laurent (de l'Ardèche) propose l'article suivant :

« Les entrepreneurs de travaux publics et chefs d'ateliers ne pourront contraindre leurs ouvriers à travailler les jours fériés dans leur religion respective.

L'amendement est-il appuyé ? (*Oui ! — Non ! non !*)

Le citoyen DE LA ROCHEJAQUELEIN. — Le moment n'est pas encore venu de le présenter.

Le citoyen PRÉSIDENT. — J'entends un honorable membre dire au citoyen Laurent (de l'Ardèche) que le moment de la discussion sur cette disposition n'est pas venu : je réponds que le classement des articles dans la loi peu

être fait ultérieurement par l'Assemblée, mais qu'il n'y a aucun intérêt à ne pas voter en ce moment-ci sur une question quelconque.

Un membre à gauche. — La question préalable !

Le citoyen LAURENT (de l'Ardèche). — L'amendement que j'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée est motivé sur des considérations de liberté religieuse et d'humanité.

Il est certain que l'ouvrier a besoin d'un jour de repos, il ne peut pas travailler continuellement. Mais il y a une considération plus grave : c'est celle de la liberté de conscience religieuse. Je crois que l'ouvrier qui serait menacé d'être expulsé d'une fabrique, d'une manufacture, d'un atelier, parce qu'il ne consentirait pas à travailler le jour où sa conscience lui dirait de s'y refuser, cet ouvrier ne jouirait pas de la liberté de conscience que la constitution doit assurer à tous les membres de la société française. (*Interruption.*)

La République ne doit pas porter atteinte à la première de toutes les libertés.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article additionnel dont j'ai donné lecture est-il appuyé ? (*Non ! non ! — Oui ! oui !*)

Dès qu'il est appuyé, je vais le mettre aux voix ; c'est de droit.

Voici cet amendement :

« Les entrepreneurs de travaux publics et chefs d'ateliers ne pourront contraindre leurs ouvriers à travailler les jours fériés, dans leur religion respective. »

Je vais le mettre aux voix.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

J'appelle l'attention de l'Assemblée sur la question dont elle va être saisie par l'amendement de M. Guérin.

Voici cet amendement :

« Il reste interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants. Ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la journée, soit à prix convenu. »

Le citoyen GUÉRIN. — (*Aux voix ! aux voix !*) Je ne veux pas aborder la question. (*Bruit.*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article a une telle importance qu'il n'est pas possible qu'on le discute au milieu du bruit. Attendez le silence, je le réclame instamment.

Le citoyen GUÉRIN. — L'amendement a été présenté au moment où on a présenté le premier projet de décret qui abolissait intégralement le décret du 2 mars.

La nouvelle rédaction ne se présente plus dans les mêmes termes.

L'article 1^{er}, qui a été renvoyé à la fin de la discussion, n'abroge le décret du 2 mars que dans la première partie.

Je retire donc mon amendement, et je me réserve de prendre la parole dans la question du marchandage qui se présentera à l'article 2.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je vous inscris.

Nous passons à l'article 5, qui contient les dispositions pénales.

Chaque membre de l'Assemblée a reçu le projet du comité et connaît les pénalités proposées. Voici un amendement présenté par le citoyen Rouher :

« Tout chef de manufacture ou d'usine, qui contreviendra au présent décret et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de l'article 2, sera puni d'une amende de 5 francs à 100 francs.

« Les contraventions donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1,000 francs.

« Le présent article ne s'applique pas aux usages locaux et conventions indiqués dans la présente loi. »

Le citoyen Rouher a la parole.

Le citoyen ROUCHER. — Messieurs, l'amendement que je propose est destiné à remplacer l'article 5 du projet de décret. Cet article 5 ne punit que les contraventions commises contre le décret lui-même, et il les frappe d'une peine de 100 francs à 1,000 francs. Je trouve que cet article est insuffisant à un point de vue, excessif à un autre.

C'est pour rectifier, pour corriger ce double vice, que j'ai proposé mon amendement. Au premier point de vue, je dis qu'il est insuffisant, car l'article 5 ne prévoit que les contraventions au décret et non aux règlements d'administration publique qui devront être promulgués en exécution de l'article 2 que vous avez déjà voté.

Il y a là une lacune; cette lacune doit être comblée par le législateur; car, en matière pénale, on ne peut, par voie d'analogie, appliquer une peine; il faut donc introduire dans l'article 5 ces mots : « Tout chef de manufacture ou d'usine qui contreviendra aux dispositions du présent décret et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de l'article 2... »

Tel est l'objet de la première partie de mon amendement. On punit dans l'article 5, et c'est en cela que je rencontre l'excès, toute contravention d'une amende de 500 francs à 1,000 francs.

Eh bien, messieurs, la contravention peut avoir des caractères purement fortuits, tout à fait involontaires; il est possible que le chef de manufacture ait employé un seul ouvrier accidentellement à un travail qui se sera prolongé plus de douze heures. Cette circonstance accidentelle, dénuée de toute volonté humaine, serait punie trop sévèrement par un article de loi qui prononcerait une amende de 100 à 1,000 francs, qui ne serait pas susceptible d'une diminution à l'aide de l'introduction de circonstances atténuantes que ne tolèrent ni votre décret, ni la nature de la contravention en elle-même.

Je propose donc un chiffre plus inférieur, une amende de 5 francs à 100 francs.

Mais maintenant il peut arriver que l'abus, que la contravention se généralise, qu'elle s'applique à tout l'atelier, à tous les ouvriers; et alors il peut arriver que la contravention ait, par ce fait même, des caractères plus graves.

Je demande qu'une amende soit appliquée par chaque ouvrier que le chef de manufacture aura indûment employé.

Toutefois, à une semblable pénalité, il faut une limite; il ne faudrait pas que, si le nombre des ouvriers était très considérable, on pût arriver à une amende ruineuse; et c'est pour cela que j'introduis cette double pensée dans mon second paragraphe ainsi conçu :

« Les contraventions donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ou-

vriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1,000 francs. »

Ici je me rapproche complètement du projet de décret du comité du travail, qui avait fixé le maximum de l'amende, en toute hypothèse, à 1,000 fr.

Enfin, et je demande pardon à l'Assemblée de ces longs développements (*Parlez !*), j'ajoute un troisième paragraphe destiné à mettre en relief l'idée qui a déjà préoccupé longtemps votre attention. Vous avez voté le respect des usages; mais, dans les explications que je vous présentais, je vous indiquais qu'il était bien entendu que vous ne vouliez pas sanctionner ces usages par une disposition pénale. J'ajoute, pour que l'esprit de votre décret soit parfaitement clair aux yeux des patrons et des ouvriers, j'ajoute, dis-je, cette disposition :

« Le présent article ne s'applique pas aux usages locaux et conventions indiqués dans la présente loi. »

Car, évidemment, vous n'avez pas voulu donner à ces usages un caractère stationnaire d'une manière absolue, et garantir cet état de stabilité par une sanction pénale.

Telle est l'économie de mon amendement, et je ne crois pas devoir lui donner de plus amples développements. (*Très bien !*)

Le citoyen FLOCON. — Je voudrais faire de ma place une observation à l'auteur de l'amendement. Il n'indique ni les moyens de constatation des délits, ni la juridiction devant laquelle ils devront être renvoyés.

Le citoyen ROUHER. — Je suis prêt à répondre aux observations de M. Flocon.

La loi que vous avez votée manque de deux éléments, les moyens de surveillance et la juridiction. A ce point de vue, j'avais rédigé un amendement beaucoup plus étendu. Je me suis défié de moi-même, et je n'ai point osé présenter cet amendement *in extenso*, dans la crainte de fatiguer l'Assemblée; mais il est certain qu'après avoir déterminé la sanction pénale, vous n'avez pas indiqué la juridiction.

Voix diverses. — C'est la juridiction correctionnelle !

Le citoyen ROUHER. — Permettez ! On m'interrompt, et on me dit : « C'est la juridiction correctionnelle. » Eh bien, à mes yeux, la juridiction correctionnelle ne devrait intervenir que dans les cas de récidive. Pour une contravention simple, le juge de paix de la localité ou le conseil de prud'hommes seraient des juridictions plus convenables.

Il est une raison fondamentale pour laquelle l'Assemblée peut se dispenser, quant à présent, de se préoccuper de ces questions. Le citoyen Wolowski a déposé une proposition tendant à réglementer le travail des enfants et des femmes dans les usines et manufactures (1). Là, on détermine le mode de surveillance, le mode de constatation des récidives, la juridiction qui doit en être saisie, soit au premier degré, soit au second degré, soit enfin dans le cas de récidive.

Eh bien, lorsque vous discuterez cette loi, et ce sera sans doute prochainement, vous pourrez appliquer son mécanisme à la loi actuelle. Ainsi se trouveront comblées les lacunes que M. Flocon a signalées.

(1) Voir *Bulletin de l'inspection*, année 1900, page 547.

Voilà pourquoi je n'ai pas donné à mon amendement une plus grande extension que celle que vous connaissez.

Le citoyen DE RANCÉ. — Du moment où l'Assemblée a fixé la durée de la journée de travail, il est incontestable que le manque de surveillance, car il est évident que la surveillance telle qu'elle peut être exercée et telle qu'elle a été exercée jusqu'à présent est insuffisante, est une grande lacune dans la loi, et je viens d'entendre avec un grand plaisir l'honorable orateur nous indiquer l'époque à laquelle nous pourrions remédier à cette lacune; mais il est impossible de laisser achever la discussion sans rappeler à M. le Ministre de l'intérieur combien ont été fâcheux les inconvénients que je viens de signaler, depuis que la journée de travail avait été réglementée par le décret du 2 mars.

Il en est résulté les plus graves inconvénients pour un grand nombre de fabricants, et, comme je ne veux pas occuper la tribune longtemps et fatiguer l'Assemblée, je demande la permission de citer à M. le Ministre de l'intérieur un fait qui lui fera comprendre, j'en suis convaincu, que la surveillance, ainsi qu'il me faisait l'honneur de me le dire il y a deux jours, n'est pas exercée comme elle devrait l'être, et qui lui fera comprendre en même temps jusqu'à quel point l'inconvénient dont je parle est grave.

Il y a peu de temps, il y a eu une adjudication au Ministère de la guerre; trois fabricants se sont présentés pour cette adjudication; l'un d'eux est de mon pays, il est mon voisin, et il m'avait prévenu qu'il irait soumissionner au prix de revient, afin de ne pas mettre dehors l'immense quantité d'ouvriers qu'il employait, et de ne pas perdre en même temps ses métiers, qui seraient inactifs. Il se rend à l'adjudication, il soumissionne au prix de revient; un de ses concurrents soumissionne au même prix que lui; il comprend qu'il a soumissionné comme lui au prix de revient. Le troisième soumissionne à un prix inférieur.

Une voix. Ce n'est pas la question!

Le citoyen DE RANCÉ. — Il peut être, ce me semble, dans la question de signaler les inconvénients qui peuvent se présenter tous les jours, si la surveillance n'est pas exercée, et si des fabricants peuvent ne pas exécuter le décret, tandis que d'autres fabricants seraient obligés par les autorités légales à l'exécuter. Je n'ai plus qu'un mot pour finir la citation que je faisais, et vous allez voir...

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le mode de surveillance est distinct de la quotité de l'amende!

Le citoyen MARIE, *Ministre de la justice*. — Le Ministre de la guerre n'est pas là, et vous parlez d'une adjudication qui a eu lieu dans son Ministère!

Le citoyen DE RANCÉ. — Les fabricants qui avaient soumissionné au prix de revient se sont entendus, se sont expliqués avec le troisième, qui avait soumissionné à un prix inférieur au prix de revient, et il a été reconnu que, dans le même département, dans des arrondissements voisins, des fabricants, depuis le 2 mars, avaient exécuté le décret, forcés qu'ils y étaient par les autorités locales, et que celui qui avait soumissionné au-dessous du prix de revient n'avait pas été tenu à l'exécution du décret.

D'une part, les ouvriers ne s'étaient pas montrés exigeants, et, de l'autre, l'autorité n'avait pas fait exécuter le décret.

Vous voyez que, dans la même industrie, il y avait eu iniquité déplorable dans la manière dont le décret a été exécuté. Il en sera de même aujourd'hui. Que la durée du travail soit fixée à dix, à onze ou à douze heures, les mêmes inconvénients dont je viens de parler se renouvelleront, si l'Administration ne donne pas les ordres les plus sévères pour que la loi soit exécutée par tous.

Le citoyen MARÉCHAL. — Deux objections sont faites à cette partie de la discussion de la loi : quels seront les officiers qui en surveilleront l'exécution ? et quelle sera la juridiction à laquelle seront déférées les contraventions qui pourront être commises ? A cet égard, la réponse est très simple : la surveillance est établie pour toutes les contraventions, pour tous les délits, pour tous les crimes qui peuvent se commettre ; elle est exercée par les officiers de police judiciaire dont je n'ai pas besoin de présenter l'énumération. Ces officiers de police judiciaire seront également préposés à l'exécution de la loi que vous allez voter.

Quant à la juridiction, elle est également déterminée par les lois antérieures. Toutes les fois qu'il s'agit d'une amende pour contravention qui reste au-dessous de 16 francs, la connaissance en est attribuée à la juridiction tout à fait inférieure, c'est-à-dire aux justices de paix. Toutes les fois que l'amende peut s'élever au-dessus de 16 francs, ce sont les tribunaux correctionnels qui sont les juges de ces contraventions, de telle sorte que, dans l'amendement proposé par M. Rouher, les amendes pouvant s'élever de 5 à 100 francs, et même à 1,000 francs, par cela même qu'il y aura possibilité par le magistrat de prononcer une amende qui peut dépasser 16 francs, l'attribution de juridiction existe ; c'est ce qui a lieu dans d'autres cas ; je vous citerai la loi sur les postes, qui contenait des dispositions pénales très sévères, qui prononçait pour une simple contravention une amende de 150 à 300 francs. Qu'en résultait-il ? C'est que toutes les contraventions en matière de police étaient portées devant la juridiction correctionnelle. Eh bien, il en sera de même de votre loi, d'après les motifs que je viens de faire connaître à l'Assemblée.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je dois prévenir l'Assemblée que, relativement à la question de compétence et de juridiction, il y a une disposition additionnelle proposée par les citoyens Guérin et Giraudon. Il s'agit actuellement de l'amende ; je relis l'amendement du citoyen Rouher :

« Tout chef de manufacture ou d'usine qui contreviendra au présent ou aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de l'article 2 sera puni d'une amende de 5 à 100 francs. »

« Les contraventions donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1,000 francs. »

« Le présent article ne s'applique pas aux usages locaux et conventions indiqués dans la présente loi. »

Quelques voix. — La division !

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je consulte l'Assemblée sur le premier paragraphe.

(Le premier paragraphe est adopté; les deux autres paragraphes sont successivement mis aux voix et adoptés.)

L'ensemble de l'amendement du citoyen Rouher est également mis aux voix et adopté.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen Point propose d'ajouter ceci :

« L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué. »

Le citoyen POINT. — D'après l'article que vous venez d'adopter, l'amende peut être portée jusqu'au chiffre de 1,000 francs. Cette pénalité est énorme; elle est graduée, de plus, sur le nombre d'ouvriers qui seraient employés dans les usines qui excéderaient les heures de travail. Il peut arriver que, pour une simple contravention, il y ait une pénalité énorme. Je veux, par la proposition, qu'on puisse appliquer l'article 463 du Code pénal, qui admet les circonstances atténuantes, c'est-à-dire que l'on puisse diminuer et graduer la pénalité.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — Il n'y a pas de circonstances atténuantes en fait de contravention; c'est contraire aux principes mêmes de nos lois.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'amendement est-il appuyé? (*Non! non! Oui! oui!*)

Le citoyen POINT. — Je retire mon amendement.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article étant retiré, il n'y a pas lieu de le mettre aux voix.

Le citoyen DEVILLE. — Je le reprends.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Alors je mets aux voix l'amendement du citoyen Point, que le citoyen Deville s'est approprié :

« L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué. »

Je consulte l'Assemblée.

(Une première épreuve est déclarée douteuse. Après une seconde épreuve, la disposition est adoptée.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Voici maintenant l'article additionnel sur la compétence.

Le citoyen Guérin propose la disposition suivante :

« Les conseils de prud'hommes statueront sur toutes les dissidences qui pourront s'élever tant sur la durée du travail que sur la fixation des salaires. » (*Exclamations.*)

Le citoyen Giraudon propose :

« Les contraventions au présent décret seront jugées par les conseils de prud'hommes, soit sur la plainte des parties intéressées, soit sur celle du maire de la commune ou du préfet du département. »

La parole est à M. Guérin.

Le citoyen GUÉRIN. — Messieurs, vous ne devez pas douter qu'il se présente beaucoup de difficultés soulevées par interprétation de la loi qui vous est soumise; je veux seulement vous faire connaître, par quelques exemples, quelles seront les difficultés qui se présenteront dans son application, et vous

montrer la nécessité de renvoyer la connaissance de ces difficultés à une juridiction spéciale et conciliatrice, comme celle des prud'hommes.

Plusieurs membres. — Et là où il n'y en a pas?

Le citoyen GUÉRIN. — Je conçois, Messieurs, que là où il n'y aura pas de prud'hommes, on ne pourra pas employer le moyen que j'indique; mais ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas faire intervenir les prud'hommes là où il en existe, c'est-à-dire dans les grands centres d'industries, où particulièrement ces dissidences se présenteront.

Je dis donc que je vais examiner en quelques mots quelles sont les difficultés qui se produiront.

Le décret décide qu'à l'avenir le travail ne pourra pas se prolonger au delà de douze heures. Il y a aujourd'hui des manufactures dans lesquelles le travail est de plus de douze heures; il est de quatorze et de quinze heures. Que va-t-il arriver? C'est que quelques fabricants entendront réduire le salaire des ouvriers de trois quinzèmes ou de deux quatorzièmes, c'est-à-dire proportionnellement à la réduction dans le temps. Je ne les regarde pas comme interprétant bien la loi dans ce cas-là, mais enfin je crois que cela se rencontrera. Qui sera juge d'une semblable difficulté? Pas les tribunaux, pas non plus les prud'hommes, si vous ne le mettez pas dans le décret, car ce n'est pas aujourd'hui de leur compétence.

Maintenant autre difficulté du même genre qui se présentera; c'est pour le travail à la pièce; aujourd'hui il y a certains prix établis pour le travail à la pièce. Chacun sait comment se fixe le prix du travail à la pièce. On dit : Un ouvrier peut faire tant de ce travail dans sa journée. Mais, dans la journée de combien d'heures? De douze, de treize, de quatorze ou de quinze heures. Voilà ce qu'on dit aujourd'hui.

Eh bien, il y aura nécessairement des difficultés sans nombre qui s'élèveront par suite du décret, entre les fabricants et les ouvriers. Je demande donc que la juridiction des prud'hommes puisse être appelée à statuer sur ces difficultés. Je n'insiste pas autrement.

« Les conseils de prud'hommes statueront sur toutes les dissidences qui pourront s'élever tant sur la durée du travail que sur la fixation des salaires. »

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'article additionnel est-il appuyé? (*Non! non!* — *Oui!*)

Il est appuyé, je le mets aux voix.

(L'article additionnel proposé par le citoyen Guérin n'est pas adopté.)

Le citoyen GIRAUDON. — Je retire ma proposition.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'Assemblée revient à l'article qui se trouvait placé en tête du décret. Il est ainsi conçu :

« Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, est abrogé. »

Le citoyen FOURNEYRON. — Je demande la parole.

De toutes parts. — Aux voix! aux voix!

Le citoyen FOURNEYRON. — Je renouvellerai aujourd'hui, Messieurs, l'observation que j'ai eu l'honneur de vous présenter hier au commencement de la discussion.

L'article 1^{er}, qui a été remis à la fin du décret qui vient d'être discuté, était ainsi conçu :

« Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, est abrogé. »

Ce décret se composait de deux parties, savoir : la limitation des heures de travail, et ensuite l'abolition du marchandage. Le décret nouveau n'abroge le décret ancien que sur le premier point.

La question est extrêmement importante; il faut que vous sachiez que si l'abolition du décret, en ce qui concerne la limitation du travail seulement, était prononcée ainsi qu'on vous le demande, vous n'auriez pas aboli ce qu'on appelle le *marchandage*.

Je sais bien, Messieurs, qu'il y a des inconvénients très grands dans certains ateliers, à continuer le marchandage comme il a été pratiqué; mais ce n'est qu'une exception, et le marchandage est tellement utile à l'industrie elle-même, aux ouvriers, que vous feriez le plus grand mal en abolissant le marchandage d'une manière absolue. Je veux bien que les maîtres soient invités, forcés si vous le pouvez par des mesures conservatoires des intérêts des ouvriers, mais je ne voudrais pas qu'on arrivât à les empêcher de donner à l'ouvrier intelligent le moyen de devenir maître à son tour, et de faire gagner, quoi qu'on en dise, quand cela est parfaitement réglé, des journées plus fortes au sous-marchandeur que s'il travaillait à la journée seulement. (*Bruit.*) Je demande donc la division.

Le citoyen PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Guérin. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen GUÉRIN. — Citoyens représentants, il est impossible qu'on ne vienne pas répondre à cette tribune aux arguments qui ont été présentés par l'honorable M. Buffet, pour le maintien du marchandage.

Plusieurs voix. C'est réservé!

Le citoyen RAPPEUR. — Cette question n'est pas à l'ordre du jour; elle est réservée.

Le citoyen GUÉRIN. — Je demande donc que l'Assemblée veuille bien décider d'abord si la question du marchandage se trouve réservée, ou bien si elle entend que le décret du 2 mars est aboli en ce qui concerne le marchandage?

Le citoyen RAPPEUR. — Mais non, c'est réservé.

Le citoyen GUÉRIN. — S'il est bien convenu que la question est réservée, je quitte la tribune.

Le citoyen DUPIN (de la Nièvre). — Non seulement c'est entendu, mais c'est dit.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je donne la parole au rapporteur, au nom de la Commission.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *Rapporteur*. — Je ne pourrais que vous répéter les termes mêmes de la rédaction qui vous est proposée; il résulte évidemment des termes de cette rédaction que la question du marchandage, question très grave et très compliquée, est réservée, et que l'Assemblée, plus tard, sur une autre proposition, si on vient la reproduire ici, aura à résoudre cette question importante. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article de la Commission :

« Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, est abrogé.

Plusieurs membres. — La division!

Le citoyen FOURNEYRON. — Je reprends mon amendement. (*Aux voix! aux voix!*)

Le citoyen DE TILLANCOURT. — La division ne peut se demander que quand il y a un examen préalable. Il est évident, qu'aujourd'hui, si on devait voter sur ce qui est relatif au marchandage, il faudrait une discussion, et que, l'on ne peut pas ainsi enlever subitement, sans examen préalable du comité, une question aussi grave. La question du marchandage est pour le moins aussi importante que celle de la limitation des heures du travail. Il n'y a pas lieu de voter sur la division, car ce serait considérer comme accessoire une proposition bien évidemment principal.

Le citoyen PRÉSIDENT. — M. Fourneyron insiste-t-il?

Le citoyen FOURNEYRON. — Oui, certainement, j'insiste!

Le citoyen PRÉSIDENT. — En ce cas, formulez votre amendement.

Le citoyen FOURNEYRON. — Je demande la suppression des mots : « en ce qui concerne, etc. »

Le citoyen PRÉSIDENT. — On ne peut pas voter par suppression; proposez l'introduction d'une phrase qui rende votre pensée.

Le citoyen DE TILLANCOURT. — C'est une proposition principale; il faut qu'elle soit déposée dans la forme ordinaire. Dans l'état actuel, il faut l'ajourner comme vous avez ajourné tout à l'heure la proposition présentée par notre honorable collègue M. Sibour.

Le citoyen PRÉSIDENT. — Le citoyen de Tillancourt n'a pas la parole hors de la tribune. J'ai fait remarquer à M. Fourneyron qu'on ne pouvait pas procéder au vote par un retranchement.

Le citoyen FOURNEYRON. — Eh bien, voici mon amendement :

« Le décret du 2 mars est abrogé. »

Le citoyen DE TILLANCOURT. — Ce n'est pas là le moins du monde un amendement; c'est une proposition principale qui vient se poser là comme se posait tout à l'heure la question que vous avez éliminée, de l'abstention du travail le dimanche.

Si cette proposition est faite, comme elle est principale, elle doit être déposée et suivre la filière ordinaire de toutes les propositions, car il n'y aurait plus possibilité de faire passer ces propositions par la filière naturelle de l'élaboration des comités et des commissions, si on pouvait introduire dans une loi une disposition plus importante que la loi elle-même.

Le citoyen PRÉSIDENT. — En mettant aux voix la rédaction du citoyen Fourneyron, toute liberté sera réservée à l'appréciation de l'Assemblée.

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Je demande la question préalable sur la proposition de M. Fourneyron, et je prie l'Assemblée de voter simplement l'article 1^{er} proposé par le comité. (*Appuyé! — Oui, la question préalable!*)

Le citoyen PRÉSIDENT. — Si la question préalable est réclamée, elle doit précéder le vote sur l'article.

Voix nombreuses. — Oui, oui! la question préalable sur la proposition de M. Fourneyron!

Le citoyen PRÉSIDENT. — La question préalable est demandée, aux termes du règlement, elle doit être mise aux voix.

Le citoyen Fourneyron a proposé une rédaction qui diffère de celle du comité en ce sens que le décret du 2 mars serait abrogé dans toutes ses dispositions, y compris celle relative à ce qui est appelé *marchandage*. La question préalable a été demandée sur cet amendement du citoyen Fourneyron; je vais la mettre aux voix.

(L'Assemblée consultée adopte la question préalable.)

Le citoyen PRÉSIDENT. — En conséquence, il n'y a pas lieu de mettre aux voix l'amendement du citoyen Fourneyron.

Le citoyen Belin me remet cet autre amendement :

« Le décret du 2 mars est abrogé en tout ce qu'il y a de contraire au présent décret. »

Le citoyen CHARLES DUPIN. — Il y aurait une surprise si l'Assemblée votait la rédaction proposée. Le décret du 2 mars ne s'applique pas seulement aux usines et aux manufactures, il est universel; eh bien, c'est cette universalité qui avait réduit la journée du travail à dix heures pour les travaux de toute espèce, à Paris; à onze heures dans les départements; eh bien, nous avons voulu d'un côté qu'une limite inférieure aussi restreinte ne fût plus la loi générale, et qu'en même temps on ne pût pas, par un excès contraire, aller au delà du terme de douze heures; telle a été l'intention de l'Assemblée. (*Oui! oui!*)

Maintenant, si vous adoptiez la rédaction qu'on vous propose, la mesure rapportant le décret qui supprime tout travail excédant dix heures ne s'appliquerait qu'aux usines et aux manufactures; et pour tout le reste de l'industrie française, vous ne protégeriez plus les ouvriers contre un maximum dérisoire.

Je demande que vous votiez purement et simplement la rédaction présentée par la Commission. (*Très bien!*)

Le citoyen CORBON. — Monsieur le Président, mettez donc aux voix l'article du comité du travail!

Le citoyen PRÉSIDENT. — Mon honorable collègue sait qu'il faut auparavant que l'Assemblée se prononce sur tous les amendements.

Le citoyen PASCAL DUPRAT, *rapporteur*. — L'honorable M. Dupin n'a pas tout dit dans les observations qu'il vous a présentées, il a même oublié l'argument le plus important. C'est qu'en acceptant la rédaction qui vous est présentée vous trancheriez, malgré vous, malgré les dispositions que vous avez témoigné implicitement, la question du marchandage que nous voulons réserver.

Le citoyen PRÉSIDENT. — L'auteur de l'amendement vient de me déclarer qu'il n'insiste pas; je mets donc aux voix l'article proposé par le Comité.

(Cet article est adopté.)

L'ensemble du décret est également mis aux voix et adopté,

ANNEXES À LA DISCUSSION DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848.

DÉCRET DU 4 AVRIL 1848

qui donne une sanction au décret du 2 mars 1848 en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectif dans Paris.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs;

Considérant qu'il importe de donner une sanction au décret du 2 mars 1848 en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectif dans Paris,

DÉCRÈTE :

Tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de dix heures de travail effectif sera puni d'une amende de cinquante à cent francs pour la première fois; de cent à deux cents francs en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Paris, le 4 avril 1848.

Les Membres du Gouvernement provisoire :

Signé : DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, Ad. CRÉMIEUX,
GARNIER-PAGÈS, ARMAND MARRAST, LOUIS BLANC,
ALBERT, FLOCON, LEDRU-ROLLIN, MARIE, ARAGO.

PROPOSITION

sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures et ateliers, présentée le 14 avril 1848 par le citoyen Wolowski (envoyée au Comité des travailleurs.)

ART. 1^{er}. — Les enfants ne pourront être admis, comme travailleurs, dans les fabriques, usines, manufactures, chantiers, ateliers et maisons de charité avant l'âge de 10 ans.

ART. 2. — Au-dessous de 13 ans, la durée de leur travail effectif n'excédera pas six heures, divisées par un repos.

De 13 à 18 ans, elle ne pourra pas excéder douze heures, sur vingt-quatre, divisées par au moins deux repos.

L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais par l'officier de l'état civil.

ART. 3. — Les heures de travail du jour et celles du travail considéré comme travail de nuit seront déterminées par le Préfet pour chaque commune, après avoir pris l'avis préalable du conseil des prud'hommes et du maire.

Tout travail de nuit est interdit aux enfants au-dessous de 13 ans.

Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes à un moteur quelconque l'exigent, les enfants au-dessus de 13 ans pourront faire un travail de nuit, en comptant deux heures pour trois.

Un travail de nuit des enfants ayant plus de treize ans, pareillement supputé, sera toléré, s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à feu continu dont la marche ne peut être suspendue pendant le cours des vingt-quatre heures.

ART. 4. — Les enfants au-dessous de dix-huit ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fête reconnus par la loi.

ART. 5. — Tout enfant devra, jusqu'à l'âge de treize ans, fréquenter une école publique ou privée, à moins qu'il ne soit justifié qu'il possède les connaissances portées au programme de l'instruction primaire.

Trois heures par semaine seront prélevées sur le travail des adolescents âgés de treize à dix-huit ans; ces trois heures seront obligatoirement consacrées à leur instruction primaire.

ART. 6. — Les maires seront tenus de délivrer gratuitement au père, à la mère ou au tuteur un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire.

Les chefs d'établissement inscriront :

1° Sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie;

2° Sur un registre spécial, toutes les indications mentionnées au présent article.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique pourront :

1° Déterminer les fabriques où, pour cause de danger et d'insalubrité, les enfants au-dessous de dix-huit ans ne pourront point être employés;

2° Élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail déterminé dans les articles 2 et 3, à l'égard des genres d'industries où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé;

3° Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles;

4° Statuer sur les travaux indispensables à tolérer, de la part des enfants, dimanches et fêtes dans les usines à feu continu, et sur les cas de travail de nuit prévus par l'article 3.

ART. 8. — Des règlements d'administration publique devront, dans un délai de six mois à partir de la promulgation du présent décret :

1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution du présent décret;

2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence dans les ateliers, usines et manufactures;

3° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants;

4° Empêcher, à l'égard des enfants, tous mauvais traitements;

5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret, qui concernent la limitation de la durée du travail pour les enfants au-dessous de treize ans, sont applicables aux femmes et filles, quel que soit leur âge.

ART. 10. — Les chefs des établissements devront faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution.

ART. 11. — En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 12. — Toute contravention aux dispositions du présent décret et aux règlements d'administration publique promulgués pour en assurer l'exécution, sera punie d'une amende de 5 à 100 francs. Les chefs d'établissements contrevenants seront traduits devant le conseil des prud'hommes et, à défaut, devant le juge de paix. Les contraventions qui résulteront, soit d'admission d'enfants au-dessous de l'âge prescrit, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies s'élèvent au-dessus de 500 francs.

ART. 13. — En cas de récidive, les chefs d'établissements seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende double de celle précédemment encourue et à un emprisonnement de un à cinq jours.

ART. 14. — Les pères et tuteurs qui auront consenti à faire admettre au travail des

enfants n'ayant pas l'âge prescrit, ou à les faire travailler au delà du temps délimité par l'âge des enfants, seront passibles d'une amende de 3 à 15 francs.

En cas de récidive, ils pourront être traduits devant le tribunal de police correctionnelle et pourront être punis, en outre, d'un emprisonnement de un à cinq jours.

ART. 15. — Il y aura récidive lorsqu'il aura été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention au présent décret ou aux règlements d'administration publique destinés à en assurer l'exécution.

(*Impressions de l'Assemblée nationale constituante* [1848-1849], IV, n° 331.)

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Comité du travail.

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX (1).

SÉANCE DU 30 JUIN 1848.

PRÉSIDENTE DE M. CORBON.

.....

M. Wolowski dépose sur le bureau la proposition suivante :

« Considérant que la limitation de la durée du travail des ouvriers adultes porte atteinte au droit le plus sacré de tous, qui est le droit de travailler,

« L'Assemblée nationale abroge le décret du [2 mars 1848], qui limite à dix heures la durée du travail à Paris et à onze heures la durée du travail dans les départements. »

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET.

PRÉSIDENTE DE M. DEMESMAY.

.....

On passe à la discussion de la proposition de M. Wolowski, tendant à faire abroger les décrets du mois de mars relatifs à la limitation du travail des adultes.

M. Pascal Duprat combat cette proposition au nom de l'opportunité.

M. Wolowski réplique, au contraire, que c'est au moment où l'on s'occupe d'organiser les moyens de faire reprendre les travaux de toute nature qu'il faut abroger des décrets qui s'opposeraient inévitablement au but qu'on se propose. Il est temps, d'ailleurs, que l'Assemblée nationale fasse entendre la voix de la vérité aux ouvriers égarés par de fausses théories.

M. Alcan demande que l'on fasse concorder la présentation de cette proposition avec la présentation de celle relative aux encouragements à accorder aux associations.

La discussion de la proposition est renvoyée à lundi.

(1) D'après les registres des procès-verbaux manuscrits conservés aux archives de la Chambre des députés.

SÉANCE DU 3 JUILLET.

PRÉSIDENCE DE M. RONDEAU.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion de la proposition de M. Wolowski qui a pour objet de faire abroger les décrets du mois de mars, sur la durée des heures de travail des adultes.

M. de Tillancourt demande que l'on écarte cette proposition comme inopportune. Il vaut mieux, selon lui, laisser tomber les décrets en désuétude.

M. Aimable Dubois insiste, au contraire, pour que l'on abroge au plus tôt ces décrets que tout le monde condamne.

M. Sevaistre appuie l'opinion de M. Dubois. Il cite les effets déplorables que ces décrets ont produits partout où ils ont été exécutés. Non seulement ils ont mis les établissements industriels qui soutenaient la concurrence étrangère hors d'état de la continuer, mais encore ils ont dépossédé ces établissements des marchés intérieurs qu'ils avaient l'habitude d'approvisionner au profit des établissements des départements où ces décrets n'ont pas été exécutés. Il convient d'ailleurs d'entrer dans une voie un peu plus rassurante pour les chefs d'industrie que celle que l'on a suivie jusqu'ici. La proposition de M. Wolowski, en rétablissant la liberté du travail, produira ce bon effet.

M. Alcan proposerait d'ajourner cette question jusqu'à ce qu'on connaisse les résultats de l'enquête. Il demande, en outre, que le Ministre soit invité à faire procéder le plus tôt possible à cette enquête.

MM. Dollfus, Calmann et Boussingault citent plusieurs faits tendant à établir que les bons ouvriers reconnaissent eux-mêmes que ces décrets sont inexécutables et en demandent l'abrogation.

M. Demesmay propose de présenter le même jour à l'assemblée le projet relatif aux encouragements à donner aux associations, la proposition de M. Wolowski et la proposition de Morin, tendant à la modification des articles 414, 415, et 416 du Code pénal.

M. Girerd demande que l'on change la forme de la proposition Wolowski.

Le Comité adopte la rédaction suivante, qui est présentée par M. Rother :

« L'Assemblée nationale décrète :

« Sont abrogés, comme nuisibles à l'industrie nationale, aux intérêts des travailleurs et contraires à la liberté du travail, les décrets du 2 mars dernier qui ont limité les heures de travail des adultes. »

M. Pascal Duprat est nommé rapporteur.

SÉANCE DU 21 AOÛT.

PRÉSIDENCE DE M. RONDEAU.

M. le Président donne lecture d'une pétition des ouvriers charpentiers de Paris, tendant au maintien du décret du 2 mars dernier relatif à la durée des heures de travail.

SÉANCE DU 26 AOÛT.

PRÉSIDENCE DE M. DEMESMAY.

L'ordre du jour appelle l'audition de MM. les délégués des filateurs de laine des départements du Nord, des Ardennes, de la Marne, de l'Aisne, de l'Oise, de l'Eure, de la Seine-Inférieure, de la Seine et de Seine-et-Oise.

Ces Messieurs exposent que dans une assemblée d'industriels tenue à Reims, ils

ont délibéré le projet de décret suivant qu'ils soumettent à l'Assemblée nationale par l'intermédiaire du Comité du travail

« L'Assemblée nationale,

« Considérant l'impérieuse nécessité d'améliorer le sort de l'ouvrier;

« Considérant que dans l'intérêt de l'humanité, et afin de donner au travail le plus de garantie possible de continuité, il importe de réglementer les heures de travail;

« Considérant que la concurrence basée sur la réduction du salaire est une cause incessante de misère pour l'ouvrier, de crise pour l'industrie et de danger pour la morale et l'ordre public;

« Considérant que, par suite de cette concurrence anarchique, le salaire depuis trois ans a baissé de 33 p. 100 et menace de baisser encore par suite des bas prix de façon;

« Considérant qu'il importe par une combinaison bien entendue de régler la production sur les besoins réels de la consommation, afin d'assurer à l'ouvrier un travail et un salaire constants;

« Considérant en outre que les intérêts des patrons et des ouvriers étant intimement liés et solidaires et ne pouvant être séparés, il importe de régler également le minimum des prix de façon pour les chefs d'établissements,

« DÉCRETE :

« ART. 1^{er}. — Le maximum de la journée de travail sera de 12 heures de travail effectif.

« Le travail est interdit les dimanches et autres jours fériés légalement. Il en est de même du travail de nuit; mais seulement pour les métiers à filer en peigné et les métiers à filer en fin en cardé.

« Le travail de nuit des préparations est toléré, mais seulement pour deux ans; passé cette époque, il sera interdit.

« ART. 2. — Il sera fixé, pour l'ouvrier dans chaque centre industriel et pour chaque spécialité, un minimum de salaire qui sera arrêté entre les patrons et les ouvriers.

« ART. 3. — Il sera pareillement fixé, entre les filateurs et les fabricants de tissus, un minimum de prix de façon de filature. Ce minimum sera basé sur le prix de revient dans la détermination duquel entrera le minimum de salaire fixé pour l'ouvrier: aucun filateur ne pourra filer au-dessous de ce minimum.

« ART. 4. — Pour éviter toute perturbation causée par l'excès de production, il pourra être décrété une réduction des heures de travail quand l'encombrement des produits aura été officiellement constaté.

« ART. 5. — M. le Ministre du Commerce est chargé de la mise à exécution du présent décret dans les deux mois qui suivront la promulgation de ce décret et des règlements d'administration publique, auxquels son exécution pourra donner lieu.

« Paris, 22 août 1848. Signé: Albert Ménage, Poulain, Hindelang aîné, Bureau fils, Minval de Roubaix (Nord), Tranchart-Froment, Félix Roger, Biétry et fils, Édouard Hemiot, A. Prévost. »

Après quelques explications échangées entre les délégués et MM. Alcan, Gillot, Leblond, de Vogué et Tanisier, M. le Président invite MM. les délégués à adresser au Comité un mémoire explicatif à l'appui de leur demande sur laquelle il ne serait pas possible en ce moment de délibérer, en l'absence des documents et des renseignements qui doivent être étudiés pour la solution de cette grave question.

SÉANCE DU 1^{er} SEPTEMBRE.

PRÉSIDENCE DE M. RONDEAU.

L'ordre du jour appelle l'examen de divers amendements présentés sur la proposition du Comité du travail, relative à la limitation des heures de travail et renvoyés au Comité par l'Assemblée.

M. Corbon reconnaît que, s'il y a lieu d'abroger le décret du 2 mars 1848, il y aurait imprudence à le faire d'une manière absolue; il se rallie à l'amendement de

M. Alcan qui fixe à douze heures la durée du travail effectif de la journée. Selon lui on ne sortira pas ainsi des termes de la Constitution qui reconnaît le droit d'intervention de l'État dans une certaine mesure dans l'industrie.

M. Alcan explique et appuie son amendement sur des raisons d'humanité. On ne saurait laisser aux chefs d'industrie la faculté d'abuser des forces des ouvriers.

M. de Tillancourt appuie ces considérations.

M. Sevaistre prétend que ceux qui, au dehors, demandent l'abrogation du décret du 2 mars, tout en réclamant une limitation des heures de travail, y ont un intérêt personnel par la situation de leurs affaires. Selon lui, le décret du 2 mars a été imposé par une émeute, l'Assemblée ne saurait le maintenir. Il se préoccupe principalement du tort qui sera fait au père de famille en lui interdisant de travailler autant que l'exigent ses besoins.

M. Charles Dupin, auteur d'un amendement, demande à expliquer son opinion devant le Comité. Il expose qu'en Angleterre les manufacturiers ne réclament que douze heures de travail effectif; les Chambres de commerce et les Chambres consultatives sont unanimes pour demander cette limite qui paraît satisfaire tous les intérêts, ceux des patrons, ceux des ouvriers et ceux de l'industrie elle-même et de la concurrence que nous devons soutenir avec l'étranger. Il regretterait que l'Assemblée ne crût pas devoir adopter cette limite. Il désire, au surplus, qu'il n'y ait aucune exception d'application. La généralité absolue de la mesure peut seule en assurer l'efficacité. Enfin il pense qu'il faut une sanction. En adoptant la limitation à douze heures, l'Assemblée fera un acte de bonne politique.

M. Leblond pense qu'il y aurait avantage à renvoyer la question après la discussion du projet de constitution et de la loi sur les prud'hommes.

M. Rouher est d'avis de l'ajournement. Selon lui, la question n'a pas été assez mûrement étudiée. Trois intérêts sont en présence qu'il faut concilier et combiner de manière à ce qu'aucun ne reste en souffrance, savoir : l'humanité, la consommation intérieure et extérieure et les conditions d'existence de l'ouvrier. Pour sa part, il n'est prêt sur aucune de ces questions examinées au point de vue de leur ensemble.

M. Pascal Duprat ne veut pas que l'on abroge purement et simplement le décret.

Il pose les trois questions suivantes :

Le Comité se prononce-t-il pour l'ajournement?

Se borne-t-il à la proposition primitive?

Quel amendement veut-il adopter?

M. Jeandeau propose l'ajournement jusqu'après l'enquête sur le travail agricole et industriel.

MM. Corbon et Dubois repoussent l'ajournement.

Le comité consulté se range de leur avis.

Les divers amendements sont passés en revue et l'on examine simultanément ceux de MM. Alcan et Dupin qui paraissent présenter la meilleure rédaction et se compléter l'un par l'autre.

M. Jandeau veut que l'on rédige l'amendement de manière à ce que la journée de travail soit inférieure d'une heure à celle qui existait avant février. Il craint que les patrons ne s'arment du décret fixant la durée maximum du travail à douze heures pour obliger les ouvriers à travailler cette durée de temps lorsqu'ils faisaient déjà avant février une journée moindre.

L'amendement de M. Jandeau est repoussé.

L'article 1^{er} de l'amendement de M. Dupin est ensuite adopté en ces termes :

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures ne pourra excéder douze heures de travail effectif. »

L'article 2 de l'amendement de M. Alcan consiste à faire autoriser par les autorités locales la prolongation du travail, lorsque les circonstances ou la nature de l'industrie le nécessiteront.

M. Rouher propose de remplacer les décisions de l'autorité locale par des règlements d'administration publique.

MM. Sevaistre et Dolfus l'appuient.

MM. Leblond et Ferrouillat prétendent que les règlements d'administration publique

offriraient les mêmes inconvénients que les règlements locaux qui ont cependant pour eux l'avantage de pouvoir être rendus dans un prompt délai.

M. Wolowski fait observer que la solidarité des conditions du travail ne permet pas de confier le droit de réglementation à l'autorité locale et qu'il faut d'ailleurs que la limitation porte sur la nature du travail et non sur la localité.

MM. Dollfus et Gillon appuient le préopinant et l'article rédigé dans le sens indiqué est adopté par le comité.

M. Astoin se préoccupe peu de la limitation des heures de travail; ce qu'il veut c'est que le travail qui sera fait au delà des douze heures soit toujours payé comme travail supplémentaire.

Cette disposition que contenait l'amendement de M. Alcan est adopté.

Le comité adopte ensuite la disposition de cet amendement qui est relative aux pénalités encourues par les contrevenants.

L'ensemble de la proposition à substituer à la proposition pure et simple d'abrogation du décret du 2 mars est ensuite voté et adopté.

SEANCE DU 2 SEPTEMBRE.

PRÉSIDENCE DE M. RONDEAU.

.....

Une délégation d'ouvriers menuisiers est introduite dans le sein du comité. Ils viennent présenter une pétition, par laquelle ils réclament contre l'abrogation du décret du 2 mars, au nom de l'humanité et des besoins de développement intellectuel et moral de l'ouvrier, besoins qui ne peuvent être satisfaits autant qu'il restera courbé sous le travail pendant une trop grande durée de temps, et qu'il lui sera par conséquent matériellement impossible de se livrer aux études nécessaires pour exercer avec intelligence et profit sa profession.

Ces observations sont écoutées avec intérêt par le comité et plusieurs membres expliquent aux délégués la véritable portée du projet de décret qui n'a pour but ni de régler les rapports entre les patrons et les ouvriers, ni d'imposer à ceux-ci une durée de travail, dont ils s'étaient déjà affranchis dans leurs conventions libres avec les patrons, mais d'empêcher seulement, au nom de la moralité et de l'humanité, les abus et les excès de travail que des industriels cupides pourraient vouloir imposer aux ouvriers.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION :

	Pages.
Arrêt du 2 août 1898. — Manufactures. — Travail des enfants. — Établissements de bienfaisance.....	320
Arrêt du 24 juillet 1896. — Procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire. — Enquête. — Fait contraire.....	322
Arrêt du 20 octobre 1899. — Lois de 1892 et 1893. — Exploitations non assujetties. — Salins. — Atelier de réparation et de construction annexe. — Application des lois ci-dessus.....	323
Arrêt du 16 février 1900. — Marchandage. — Décrets-lois des 2 et 21 mars ; non-abrogation. — Contrat illicite. — abus probable.....	324
COUR D'APPEL DE NANCY. — Arrêt du 10 mars 1897. — Manufactures. — Travail des enfants, filles mineures et femmes. — Travail de nuit. — Contravention de simple police. — Tribunal de police correctionnelle. — Dernier ressort.....	326
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE VILLENEUVE-SUR-LOT. — Jugement du 12 juillet 1899. — Loi du 2 novembre 1892. — Autorisation de faire travailler le jour de repos hebdomadaire. — Fêtes légales. — Chômage.....	327
TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'UZÈS. — Jugement du 14 décembre 1899. — Lois de 1892 et 1893. — Exploitations non assujetties. — Salins. — Ateliers de réparation et de construction annexe. — Application des lois ci-dessus.....	328

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS POUR L'ANNÉE 1899.....	329
CIRCULAIRE	
l'application de la loi du 9 avril 1898 aux chemins de fer et aux tramways .	350
AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL .	352
CHAMBRE DES DÉPUTÉS :	
Proposition de loi déposée par M. Gautret et plusieurs de ses collègues fixant les conditions du travail des femmes employées dans les ateliers, magasins, boutiques, etc. — Séance du 8 février 1900.....	354
ASSEMBLÉE NATIONALE :	
Travaux préparatoires de la loi du 9 septembre 1848.	
Séance du 5 juillet 1848.....	359
Séance du 30 août 1848.....	361
Séance du 31 août 1848.....	398
Séance du 1 ^{er} septembre 1848.....	437
Séance du 4 septembre 1848.....	438
Séance du 8 septembre 1848.....	452
Séance du 9 septembre 1848.....	509
Annexes à la discussion de la loi du 9 septembre 1848.	
DÉCRET DU 2 AVRIL 1848 qui donne une sanction au décret du 2 mars 1848 en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectif dans Paris.....	547
PROPOSITION sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures et ateliers, présentée le 14 août 1848 par le citoyen Wolowski (envoyée au Comité des travailleurs).....	547
COMITÉ DU TRAVAIL.....	549

Le *Bulletin de l'Inspection du travail* est publié sous les auspices de la Commission supérieure du travail et par les soins de la Direction de l'industrie; il contient les actes officiels et tous les documents et travaux divers se rattachant à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des ateliers, etc.

Il est divisé en cinq parties, savoir :

1° Actes officiels (lois, décrets, arrêtés, instructions ministérielles, etc.);

2° Travaux originaux des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines; résultats des enquêtes faites en exécution de l'article 21 de la loi du 2 novembre 1892;

3° Jurisprudence;

4° Législation étrangère;

5° Documents et renseignements divers.

Le *Bulletin de l'Inspection du travail* paraît tous les deux mois en fascicules.

Toutes les communications relatives à ce Bulletin doivent être adressées au Ministère du commerce (Direction de l'industrie. — Bureau de l'industrie).

S'adresser pour les abonnements ou l'achat des numéros détachés à la librairie Berger-Levrault et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, n° 5, à Paris.

France..	{	Prix de l'abonnement annuel....	6 ^f 00 ^c	} le port en sus.
		Prix de vente au numéro.....	1 25	
Étranger..	{	Prix de l'abonnement annuel....	6 00	
		Prix de vente au numéro.....	1 25	

Les années 1893 (à l'exclusion du n° 1), 1894 et 1895 sont épuisées.

LES RAPPORTS DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL SUR L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL sont en vente à la librairie Berger-Levrault et C^{ie} :

Année 1893.....	2 francs.
Années 1894, 1895, 1896, 1897 et 1898 le volume...	4 —

(Pour l'étranger, le port en sus.)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DU TRAVAIL. — (2^e BUREAU)

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

HUITIÈME ANNÉE

1900

NUMÉROS 5 ET 6



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC

SOMMAIRE DES NUMÉROS 5 ET 6.

ACTES OFFICIELS.

	Page.
LOI DU 30 MARS 1900 portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels et de la loi du 9-14 septembre 1848	555
DÉCRET	
service de l'inspection du travail et les syndicats.	556
DIRECTION DE L'INDUSTRIE.....	557
DÉCRET	
13 mai 1893	558
COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.....	561
PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.....	561
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 FÉVRIER 1900 relative au relevé des noms des assujettis sur les matrices des rôles de la contribution des patentes.....	562
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE	
des poussières dans les ateliers où l'on travaille le fer et le bois.....	563
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE	
pilles de l'Assistance publique.....	564
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 31 MARS 1900 relative à la composition des commissions départementales	565
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 2 AVRIL 1900 relative à l'instruction des recours en grâce.....	566
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 3 AVRIL 1900 relative à la protection des machines actionnées à la main.....	567
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 AVRIL 1900 relative à l'envoi des imprimés fournis par l'Administration centrale.....	568
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 16 MAI 1900 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 sur les chantiers de travaux publics.....	569
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 MAI 1900 relative à la durée des dérogations prévues par le décret du 15 juillet 1893 modifié.....	570
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 MAI 1900 relative à l'application de la loi du 30 mars 1900.....	571
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 MAI 1900 relative à l'application des lois réglementant le travail dans l'industrie aux chantiers de chargement et de déchargement de navires.....	580
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 21 MAI 1900 relative à la confection des états trimestriels de déclarations d'accidents.....	581
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 JUIN 1900 relative à l'application de la loi du 30 mars 1900.....	582
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 19 JUIN 1900 relative à la revision du décret du 17 mai 1851.....	583
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 JUIN 1900 relative au libellé des bulletins joints aux procès-verbaux adressés aux parquets.....	584
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 11 JUILLET 1900 relative à l'application de la loi du 28 mars 1882 dans les établissements de bienfaisance.....	586
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 AOÛT 1900 relative aux procès-verbaux dressés pour refus de présentation de registres d'usine.....	587
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 6 OCTOBRE 1900 relative à la constatation des contraventions pour surcharges.....	587
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 OCTOBRE 1900 relative à la communication des matrices des patentes aux inspecteurs.....	588
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 OCTOBRE 1900 relative à l'emploi des enfants comme chauffeurs, aides-chauffeurs, conducteurs ou aides-conducteurs de machines.....	589
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 10 NOVEMBRE 1900 relative à la constatation des infractions aux lois sur le travail par les officiers de police judiciaire.....	590
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 16 NOVEMBRE 1900 relative à la poursuite des contraventions aux articles 12, 13 et 14 de la loi du 2 novembre 1892 et à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.....	591
DÉCISION DU 19 JUIN 1899 relative aux tolérances sollicitées en faveur des industries de la boulonnerie, de la visserie et de la quincaillerie.....	592
DÉCISION DU 23 FÉVRIER 1900 relative à la transmission des avis d'accidents déclarés par les compagnies de tramways.....	593
DÉCISION DU 24 FÉVRIER 1900 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux bouchers.....	593
DÉCISION DU 28 FÉVRIER 1900 relative aux déclarations d'accidents survenus aux employeurs.....	593
DÉCISION DU 2 MARS 1900 relative aux tolérances sollicitées par les fabriques d'accessoirs pour cotillon	594
DÉCISION DU 5 MARS 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur de la teinture, de l'apprêt et de l'impression des étoffes.....	594
DÉCISION DU 17 MARS 1900 relative aux autorisations d'absence accordées par les inspecteurs divisionnaires.....	594

(Voir la suite à la 3^e page de la couverture.)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 2^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

HUITIÈME ANNÉE (1900). — NUMÉROS 5 ET 6.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 30 MARS 1900

portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et de la loi des 9-14 septembre 1848.

ART. 1. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Art. 4, § additionnel. A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de

la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Art. 11, § 3. Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdit pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

DÉCRET DU 21 FÉVRIER 1900

*admettant la franchise de la correspondance échangée entre
le service de l'inspection du travail et les syndicats.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 sur les franchises postales;

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1. Les fonctionnaires et personnes désignés dans le tableau annexé au présent décret sont autorisés à correspondre en franchise, par la poste, dans les conditions exprimées au même tableau.

ART. 2. Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-

graphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 février 1900.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

Tableau à annexer au décret du 21 février 1900.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME SOUS LAQUELLE la	ARRONDISSEMENT, CIRCONSCRIPTION ou ressort dans l'étendue duquel
autorisés à contresigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.	correspondance circulant en franchise doit être présentée.	la correspondance valablement contresignée circule en franchise.
Inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.....	Présidents et secrétaires. { des bourses de tra- vail*..... de syndicats profes- sionnels*..... d'Union de syndicats professionnels*..	L F	Circonscription d'in- spection du travail.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE.

Par décret en date du 10 juillet 1900, rendu sur la proposition du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, M. Georges Breton, sous-directeur de l'industrie a été promu au grade d'officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

DÉCRET DU 3 MAI 1900

modifiant la nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi conçus :

« Art. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

« Art. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous les conditions spéciales, déterminées par des règlements d'administration publique, pour chacune de ces catégories de travailleurs »;

Vu le décret du 13 mai 1893, complété par ceux des 21 juin 1897 et 20 avril 1899;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1. — La nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres, est modifiée conformément aux tableaux annexés au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mai 1900.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

Tableau A.

**ARTICLE À SUPPRIMER DANS LA NOMENCLATURE
DU DÉCRET DU 13 MAI 1893.**

TRAVAUX.	RAISONS DE L'INTERDICTION.
Fonte et laminage du plomb, du zinc et du cuivre.	Maladies spéciales dues aux émanations.

**ARTICLES À AJOUTER À LA NOMENCLATURE
DU DÉCRET DU 13 MAI 1893.**

TRAVAUX.	RAISONS DE L'INTERDICTION.
Fonte et laminage du plomb.....	Maladies spéciales dues aux émanations.
Traitement des minerais de plomb, zinc et cuivre pour obtention des métaux bruts.	Émanations nuisibles.

Tableau C.

ARTICLE À SUPPRIMER DANS LA NOMENCLATURE

DU DÉCRET DU 13 MAI 1893.

ÉTABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Fonderies de 2 ^e fusion.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés à enlever les crasses au moment de la coulée.	Dangers de brûlures.

ARTICLE À AJOUTER À LA NOMENCLATURE

DU DÉCRET DU 13 MAI 1893.

ÉTABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Fonderies de 2 ^e fusion de fer, de zinc et de cuivre.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés à la coulée du métal.	Dangers de brûlures.

Vu pour être annexés au décret en date du 3 mai 1900.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

Par arrêté en date du 10 avril 1900, M. Richard Waddington, sénateur, membre de la Commission supérieure du travail dans l'industrie, est nommé président de cette Commission.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté, en date du 31 mars 1900, et par mesure provisoire, le siège de la première section de la 6^e circonscription d'inspection du travail a été transféré de Beauvais à Creil à partir du 1^{er} juillet 1900.

Par arrêté en date du 31 mai 1900, M. Proux, inspecteur départemental du travail à Valence, a été sur sa demande, appelé à la résidence de Nîmes, en remplacement de M. Viguié, décédé

Par arrêté en date du 8 juin 1900, ont été nommés inspecteurs départementaux du travail de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à dater du 1^{er} juin 1900 :

MM. Aubertie, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Beauvais;
Frois, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Nantes.

Par arrêté en date du 4 août 1900, ont été déclarés admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail, les candidats ci-après, classés par ordre de mérite :

MM. Fournereaux.

Lenoble,

Caubet,

Moncé,

Grillet,

Laurent (Paul-Eugène),

Cavaillé,

Moreau,

Duval,

Olphe-Gaillard.

Par arrêté en date du 17 août 1900,

M. Campredon, inspecteur départemental du travail à Angoulême, a été nommé, en la même qualité, à Valence, en remplacement de M. Proux, précédemment appelé à Nîmes.

Par le même arrêté, ont été nommés inspecteurs départementaux stagiaires du travail :

MM. Fournereaux, candidat admissible, à Saint-Étienne, en remplacement de M. Fache, décédé;

Lenoble, candidat admissible, à Angoulême, en remplacement de M. Campredon.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 FÉVRIER 1900

relative aux relevés des noms des assujettis sur les matrices des rôles de la contribution des patentes.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, les Inspecteurs du travail ont souvent signalé l'insuffisance des renseignements que possède le service sur les établissements industriels de leur section, de sorte qu'un temps précieux est employé à visiter des communes sans importance, tandis que des établissements parfois considérables échappent à la surveillance. Pour obvier à ces inconvénients, la Commission supérieure du travail a émis le vœu dans ses rapports annuels, et particulièrement dans celui de 1897, que les inspecteurs eussent la faculté de consulter, sans déplacement, les états matrices des rôles de la contribution des patentes.

J'ai l'honneur de vous informer que M. le Ministre des finances, à qui j'ai soumis le vœu de la Commission supérieure, a bien voulu autoriser les Inspecteurs du travail à prendre connaissance, sur place, dans les bureaux des Directions des Contributions directes, où elles sont déposées, des matrices annuelles des rôles de la contribution des patentes. Je vous prie, en conséquence, de faire part aux inspecteurs placés sous vos ordres, de la décision de mon Collègue, en les invitant à profiter de la faculté qui leur est accordée, pour établir d'une manière aussi complète que possible la statistique des établissements soumis à leur contrôle.

Je n'ignore point que le collationnement des rôles des patentes avec les fiches que possède déjà le service, représente un travail qui exigera un long temps, et il ne saurait être question de demander aux Inspecteurs d'y procéder d'un seul coup pour toutes les communes de leur section. C'est avant chaque tournée que ces fonctionnaires devront se rendre dans les bureaux

de la Direction afin d'y faire ce relevé pour les localités qui se trouvent sur leur itinéraire; ils pourront donner ainsi à leur contrôle le plus grand effet utile.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que la communication des matrices des rôles des patentes doit être entièrement laissée aux convenances de l'Administration qui les détient, et que les inspecteurs ne devront pas omettre de demander préalablement à MM. les Directeurs les jours et heures auxquels ils pourront se rendre dans leurs bureaux pour y prendre connaissance desdits documents, afin que la faculté qui leur a été accordée n'apporte pas la moindre gêne dans leur service.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 8 MARS 1900

*relative au nettoyage des ateliers et à l'évacuation des poussières
dans les ateliers où l'on travaille le fer et le bois.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous savez combien sont dangereuses, spécialement dans les ateliers de mécanique, les poussières de toutes sortes qu'on néglige trop souvent de faire évacuer. Au moment où les progrès de l'alcoolisme préoccupent, avec juste raison, le monde scientifique, les inspecteurs rendraient un service signalé en prescrivant partout le nettoyage des ateliers et l'évacuation des poussières, quelles qu'elles soient; de cette façon, l'ouvrier, vivant dans une atmosphère dégagée des poussières qui dessèchent les voies respiratoires et digestives, aurait un motif de moins pour se livrer à la boisson.

Dans les ateliers du bois, la question du balayage des poussières a aussi une importance capitale. Il arrive malheureusement trop fréquemment que lorsqu'un ouvrier, atteint de tuberculose, a travaillé à un établi, ceux de ses camarades qui lui succèdent ne tardent pas à être la proie de la même maladie. Il faut en rechercher la cause dans ce fait que les poussières du bois, n'étant pas évacuées, couvrent les germes morbides qui y ont été laissés par le malade. D'autre part, dans les mêmes industries, il est d'usage courant que le balayage de ces poussières soit confié à de jeunes enfants qui sont moins bien préparés par leur faible constitution à lutter contre la contagion.

Ces questions, qui présentent un si haut intérêt pour les travailleurs, n'ont certainement pas manqué d'éveiller votre sollicitude et celle des inspecteurs placés sous vos ordres. Je vous prie cependant de leur recommander à nouveau, de la façon la plus pressante, de porter de ce côté toute leur vigilance. L'arrêt de la Cour de Cassation du 27 mai 1898 a reconnu que les règlements confèrent au service de l'inspection les pouvoirs les plus étendus

en pareille matière, puisqu'ils prescrivent l'évacuation de toutes les poussières indistinctement, sans qu'il y ait lieu de distinguer, comme pour les gaz, si elles sont ou non incommodes, insalubres ou toxiques. Cette décision s'appuie, comme vous le savez, sur les dispositions de la loi de 1893 et du décret de 1894, relatives à l'aération et à la ventilation des ateliers, et qui concordent à mettre en évidence la volonté du législateur d'assurer aux travailleurs la plus grande pureté possible de l'air respirable, toujours vicié, dans une certaine mesure, par la présence de poussières, si rares et si légères qu'elles soient. Il importe donc que ces questions d'hygiène occupent dans les préoccupations des fonctionnaires de l'inspection une place prépondérante, et je compte sur leur dévouement pour que de sérieux progrès soient réalisés au cours de l'année 1900 dans la voie que je viens d'indiquer.

Vous devrez rendre compte dans votre rapport annuel, sous une rubrique spéciale, des constatations faites, des mesures prescrites et des résultats obtenus par le service, en indiquant le nombre d'établissements visités, le personnel qui y était occupé et le pourcentage par rapport au total d'ateliers et d'ouvriers dans les industries susdésignées.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 MARS 1900

*relative à la délivrance du livret d'identité aux pupilles
de l'Assistance publique.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 prescrit au maire de porter, entre autres indications, le lieu de naissance des titulaires sur les livrets d'identité, qu'il doit délivrer aux jeunes travailleurs mineurs de 18 ans, qui veulent entrer dans l'industrie. Aux termes des instructions, ce livret doit être établi sur le vu du bulletin de naissance de l'enfant. Ces prescriptions sont en contradiction avec les règlements de l'Assistance publique, qui veulent que la filiation d'un enfant assisté reste secrète jusqu'à sa majorité, et qui s'oppose notamment à ce que le lieu d'origine des enfants qui lui sont confiés soit connu des personnes ou des établissements qui les élèvent, aussi bien que des intéressés eux-mêmes. M. le Ministre de l'intérieur vient, en conséquence, de me signaler les inconvénients graves qui pourraient résulter, et pour les familles et pour les enfants, de la divulgation du lieu de leur naissance par les fonctionnaires de son Administration, qui s'exposeraient, d'ailleurs, à être poursuivis, en vertu de l'article 378 du Code pénal, pour violation du

secret professionnel. L'autorité militaire ayant déjà consenti à ce que la mention dont il s'agit ne fût pas portée sur les listes du recrutement, M. le Ministre de l'intérieur m'a demandé d'accorder la même tolérance pour la délivrance du livret individuel de la loi de 1892.

Les considérations que je viens de développer sont d'un intérêt trop élevé pour que je ne me rallie pas à la proposition de mon Collègue.

J'ai, en conséquence, décidé que les Inspecteurs du travail n'insisteraient pas, à l'avenir, s'ils l'ont fait dans le passé, pour obtenir l'inscription sur le livret d'un renseignement qui ne leur est, du reste, pas utile puisqu'il leur importe seulement de savoir la date de naissance des intéressés, afin de pouvoir se rendre compte s'ils sont ou non soumis à la loi du 2 novembre 1892. Le fait seul que le livret est délivré par le maire sur la déclaration du service de l'Inspection des enfants assistés et sur la production du livret matricule, faisant connaître les nom et prénoms et la date de la naissance du pupille, est un sûr garant qu'il n'y a aucun abus à redouter.

Il reste, d'ailleurs, bien entendu que les enfants dont il s'agit devront être, sans exception, jusqu'à l'âge de 18 ans, munis du livret réglementaire et que ce livret indiquera toujours la date de naissance, à défaut de laquelle il n'y aurait pas de contrôle possible.

Telles sont, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, les instructions dont vous aurez à vous inspirer à l'avenir pour l'application de la loi de 1892 aux pupilles de l'Assistance publique. Veuillez m'en accuser réception et faire parvenir un exemplaire de la présente circulaire aux inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 31 MARS 1900

relative à la composition des Commissions départementales.

MONSIEUR LE PRÉFET, par une circulaire du 17 août dernier, je vous avais prié de signaler au Conseil général de votre département l'utilité qu'il y aurait à adjoindre des représentants des associations corporatives patronales et ouvrières aux membres actuels des Commissions instituées en vertu de l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

C'est une expérience intéressante à tenter que d'appeler à siéger au sein de ces Commissions, qui n'ont pas fait preuve jusqu'ici d'une bien grande vitalité, ceux-là mêmes que la réglementation du travail intéresse le plus.

Je vous prie de remercier le Conseil général, lors de sa prochaine réunion, d'avoir pris en considération les observations que je vous avais demandé de lui soumettre et d'être entré dans la voie que j'avais indiquée. Je souhaite

que les Commissions réorganisées sur ces bases apportent à mon Département un concours des plus actifs.

Des Conseils généraux ont compris qu'il fallait aller plus loin, si l'on voulait que l'action de ces Commissions fût véritablement utile. Il leur est apparu que l'amélioration réalisée ne serait pas complète, qu'elle n'aurait pas une portée vraiment efficace, s'ils ne prélevaient sur le budget départemental une somme suffisante pour couvrir les frais d'administration des Commissions départementales du travail; ils se sont rendu compte que les prérogatives conférées aux délégués des associations ouvrières risqueraient d'être vaines, si on n'indemnisait pas ces délégués de leurs frais de déplacement. En agissant ainsi, ces assemblées ont fait œuvre véritablement démocratique, puisqu'elles ont fourni à des ouvriers, qui n'ont d'autres ressources que leur salaire, le moyen de prendre part au travail des Commissions sans qu'il en résulte pour eux aucun dommage.

Je ne doute pas que le Conseil général de votre département ne reconnaisse l'utilité d'entrer dans la voie où l'ont précédé plusieurs assemblées départementales et qu'il n'autorise l'imputation sur les ressources du budget de la somme modique qui serait suffisante pour mener à bien l'œuvre commencée lors de la dernière session; il ne saurait s'agir, en effet, d'une bien lourde charge pour le département, car les réunions des Commissions du travail ne sont malheureusement pas fréquentes. Les évaluations que vous aurez à lui soumettre à ce sujet désarmeront, sans doute, par leur modération, les résistances, s'il venait à s'en produire.

Veuillez, je vous prie, Monsieur le Préfet, présenter ces observations au Conseil général lors de sa prochaine réunion, en donnant aux considérations, que je me borne à indiquer, les développements qui vous paraîtraient nécessaires pour déterminer l'adhésion de cette assemblée: elle est indispensable, si on veut que l'application de l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892 produise tout le bien qu'on est en droit d'en attendre.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire et de m'informer de la décision qui aura été prise.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 2 AVRIL 1900

relative à l'instruction des recours en grâce.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai souvent constaté l'insuffisance des rapports fournis par le service de l'inspection du travail sur les recours en grâce que forment les industriels condamnés pour infractions aux lois sur le travail. On ne trouve, parfois, dans ces rapports qu'un avis favorable ou défavorable, motivé par des raisons d'ordre général. Il n'est pas rare que

les circonstances de fait, qui seules peuvent permettre à l'Administration de se prononcer en connaissance de cause sur chaque cas particulier, ne soient pas relatées.

Je vous prie de ne pas manquer d'indiquer, à l'avenir, dans vos rapports l'objet précis des contraventions qui ont donné lieu à la condamnation, comme aussi les circonstances dans lesquelles le procès-verbal a été dressé et qui peuvent augmenter ou atténuer la gravité des infractions ; vous ne devrez pas oublier, en particulier, de mentionner les avertissements préalables ou les mises en demeure dont les contrevenants auraient été l'objet, avant le procès-verbal qui a motivé la poursuite. Je vous rappelle, enfin, que l'Inspecteur divisionnaire ne doit pas se borner à transmettre les rapports qui lui sont adressés par les inspecteurs départementaux ; il lui appartient d'émettre, en outre, son avis personnel sur chacune des requêtes qui lui sont soumises.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 3 AVRIL 1900

relative à la protection des machines actionnées à la main.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la question s'est posée de savoir si la loi du 12 juin 1893 et le règlement d'administration publique du 10 mars 1894 arment les Inspecteurs du travail du droit de prescrire la protection des parties dangereuses des machines actionnées à la main dans les ateliers qui n'occupent que des ouvriers adultes. La raison de douter paraissait à quelques-uns de vos Collègues résulter de ce que, à la différence du décret du 13 mai 1893, rendu en exécution de la loi du 2 novembre 1892, la loi de 1893 et le décret de 1894 ne renferment aucune disposition visant expressément la protection des appareils susmentionnés. Mais il suffit, pour dissiper toute incertitude à cet égard, de rappeler que ce n'est pas dans le décret du 13 mai 1893 que les inspecteurs puisent le droit de faire protéger les machines actionnées à la main. Ce que le décret interdit, c'est d'employer des enfants et des femmes dans des ateliers où se trouvent des machines de ce genre qui ne seraient pas munies de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs. Quant à l'obligation de munir ces appareils d'engins de protection, elle découle des prescriptions de l'article 14 de la loi de 1892 : or, cet article ayant été presque textuellement reproduit dans l'article 2 de la loi de 1893, il n'est pas douteux que cette dernière loi donne aux inspecteurs les mêmes pouvoirs que la loi de 1892.

Ce qui le prouve d'une façon péremptoire, c'est que l'article 1^{er} de la loi de 1893 dispose, d'une part, que les prescriptions qu'elle édicte sont applicables *aux ateliers de tous genres*, qu'ils soient actionnés ou non par un moteur. Quant à l'article 2, il prescrit non seulement d'aménager tous les

ateliers, quels qu'ils soient, de manière à garantir la sécurité des travailleurs (§ 2), mais il porte encore (§ 3) que les machines-outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité. Enfin, l'article 12 du décret de 1894 porte que toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines seront munies de dispositifs protecteurs et, notamment, que les engrenages seront protégés par des couvre-engrenages. Cet article, à la différence de l'article 10, vise les machines en général, sans faire de distinction entre les machines actionnées à la main et celles qui sont mises en mouvement par une force animale ou élémentaire. Les expressions « appareils mécaniques et machines », employées dans la loi, ne s'appliquent pas seulement aux mécanismes mus par une autre force que celle de l'homme, mais à tout instrument propre à imprimer, à communiquer ou à transformer un mouvement et, par conséquent, aux machines mues à la main comme aux autres.

Les dispositions ci-dessus rappelées confèrent donc incontestablement aux Inspecteurs du travail le pouvoir d'exiger la protection de ces sortes d'appareils dans tous les ateliers sans distinction; et, comme ils sont au nombre des engins qui occasionnent le plus d'accidents et de mutilations, je vous prie de donner aux inspecteurs de votre circonscription l'ordre de prescrire aux propriétaires de ces appareils, si cela n'est déjà fait, de les couvrir d'organes protecteurs dans le plus bref délai possible.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 AVRIL 1900

relative à l'envoi des imprimés fournis par l'Administration centrale.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai constaté que les demandes d'imprimés de toutes sortes qui sont adressées à mon Département par les Inspecteurs du travail varient en importance, d'une façon très sensible, suivant les circonscriptions. J'ai été amené à reconnaître, d'autre part, que ces demandes sont beaucoup plus restreintes lorsqu'elles sont faites par l'Inspecteur divisionnaire lui-même pour les besoins de sa circonscription. J'ai, en conséquence, décidé que les différents imprimés seraient mis dorénavant à la disposition des Inspecteurs divisionnaires, qui se chargeraient d'en approvisionner les inspecteurs départementaux placés sous leurs ordres.

Comme les ressources inscrites au budget pour impressions sont très limitées, il importe d'apporter dans la gestion de ce crédit la plus stricte économie. Afin qu'il ne soit donné satisfaction qu'à des besoins préalablement contrôlés, vous devrez prendre note des fournitures que vous ferez à chaque

inspecteur, avec la date de ces fournitures, et ce n'est que lorsqu'il vous aura justifié que ses réserves sont épuisées, que vous devrez les renouveler dans la mesure rigoureusement nécessaire. J'ai fait dresser, dans ce but, d'une part, un état sur lequel vous inscrirez les livraisons que vous recevrez de l'Administration, d'autre part, un état sur lequel vous mentionnerez toutes les fournitures qui seront faites par vous aux inspecteurs départementaux.

En fin d'année, chaque inspecteur, en vous indiquant le stock non utilisé de chaque formule, devra justifier de l'emploi de celles dont il aura fait usage, et vous aurez à m'adresser un état récapitulatif des imprimés fournis et des imprimés employés dans chacune des sections de votre circonscription. Vous trouverez ci-joint les états qui vous serviront à tenir cette comptabilité-matière indispensable.

Conformément aux présentes instructions, vous devrez donner des ordres aux inspecteurs de votre circonscription pour qu'ils demandent à leur inspecteur divisionnaire, et non plus à l'Administration centrale, les imprimés dont ils auraient besoin.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 16 MAI 1900,

*relative à l'application de la loi du 12 juin 1893
sur les chantiers de travaux publics.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été consulté sur la question de savoir si les chantiers où sont effectués des travaux pour le compte de l'État, des départements et des communes, doivent être soumis à l'application de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

On ne peut, suivant moi, répondre à cette question que par l'affirmative. En effet, les termes de la loi de 1893 sont aussi larges que possible : elle régit, dit l'article 1^{er}, les chantiers et ateliers *de tout genre* et, par conséquent, les chantiers de la nature de ceux qui nous occupent, comme les autres. Ces chantiers ne se distinguent, du reste, en rien, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, des établissements similaires de l'industrie privée, et on ne voit pas de raison de les soustraire à l'application du droit commun. Si le législateur avait voulu laisser une catégorie d'ouvriers en dehors des garanties qu'il instituait au profit des travailleurs, il n'aurait pas manqué de l'indiquer d'une manière formelle. Dans le silence de la loi, il n'est pas possible de créer des exceptions qu'elle n'a pas prévues.

Y a-t-il lieu de redouter un conflit qui pourrait éventuellement résulter de l'intervention des Inspecteurs du travail sur un domaine qui peut être soumis au contrôle des ingénieurs et autres agents chargés par les règlements de la direction et de la surveillance des travaux ? C'est une crainte à laquelle

le législateur ne s'est pas arrêté, lorsqu'il a chargé les Inspecteurs du travail de faire appliquer, même dans les établissements publics, la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes et sur l'hygiène et la sécurité de ces travailleurs. L'expérience démontre, d'ailleurs, que cette crainte eût été mal fondée. Les inspecteurs se sont jusqu'ici acquittés de leur mission sans qu'aucune difficulté se soit produite. Leurs rapports attestent qu'ils reçoivent partout le meilleur accueil et qu'on s'empresse de réaliser les mesures de salubrité et de protection dont ils recommandent l'adoption. Comment un désaccord serait-il plus à redouter lorsque le service prescrirait, en faveur des adultes, des mesures protectrices qu'il a pu faire adopter sans difficulté pour les femmes et les enfants ?

On ne serait pas fondé davantage à soutenir que l'intervention des inspecteurs n'aurait aucune utilité sur les chantiers où sont effectués des travaux pour le compte de l'État, des départements et des communes, par le motif que les agents chargés de surveiller l'entreprise auraient également pour mission de faire observer les prescriptions relatives aux conditions du travail et, notamment, aux mesures d'hygiène et de sécurité. Il n'y a pas d'assimilation possible entre ces agents et les Inspecteurs du travail, qui ont seuls le pouvoir, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, d'assurer et d'imposer au besoin l'application des lois protectrices des travailleurs ; seuls ils tiennent de la loi le mandat d'intervenir d'une façon efficace en pareille matière.

Par tous ces motifs, j'estime qu'il n'y a aucune raison valable de ne pas appliquer la loi du 12 juin 1893 sur les chantiers de travaux publics effectués, à l'entreprise ou en régie, pour le compte de l'État, des départements et des communes. Il y aurait, par contre, de graves dangers à ne pas prescrire sur ces chantiers les mesures de sécurité que le législateur a cru devoir ordonner dans l'intérêt de tous les travailleurs. Je vous prie, en conséquence, d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à en assurer, là comme partout ailleurs, la stricte observation.

Je vous serai obligé de me tenir au courant de la suite qui sera donnée à la présente circulaire, dont vous devrez adresser un exemplaire aux inspecteurs de votre circonscription.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 MAI 1900,

*relative à la durée des dérogations
prévues par le décret du 15 juillet 1893 modifié.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous confirmer les instructions verbales que je vous ai données au sujet de la durée des déro-

gations que vous pouvez accorder aux industries inscrites à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

A l'avenir, un même établissement ne pourra être autorisé à prolonger la durée du travail au delà de onze heures que pendant soixante jours, et le repos hebdomadaire ne devra être suspendu que 15 fois par an.

Il reste entendu, d'ailleurs, que vous devrez, comme les instructions antérieures vous le prescrivent, ne donner les autorisations sollicitées qu'au fur et à mesure des besoins dûment constatés (et non en bloc) et après avoir procédé à une enquête attestant que la dérogation est justifiée. Une rétribution élevée des heures supplémentaires peut, à certains égards, servir de criterium et être considérée comme un signe que les travaux à exécuter présentent un véritable caractère d'urgence.

J'appelle, en outre, votre attention sur l'intérêt qu'il y a à ce que des travailleurs, qui ont été assujettis à faire douze heures pendant toute une semaine, ne soient pas privés du jour de repos hebdomadaire.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 MAI 1900

relative à l'application de la loi du 30 mars 1900.

MONSIEUR LE PRÉFET, une loi du 30 mars dernier, publiée au *Journal officiel* du 31, a modifié les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles et des femmes dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} de la loi des 9-14 septembre 1848 qui fixe la durée du travail des ouvriers adultes dans les manufactures et usines. Je vous ai prié d'assurer à cette loi toute la publicité possible et de la faire afficher partout où besoin serait. Je crois devoir vous donner quelques indications qui vous en indiqueront l'économie. C'est avant tout une œuvre de moralisation, de solidarité et de pacification sociales, et il est nécessaire que vous puissiez en faire comprendre la portée aux industriels qui n'en auraient pas une idée exacte.

La loi du 2 novembre 1892 qui élevait à 13 ans l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels, qui réduisait la durée de leur travail journalier, qui, pour la première fois, réglementait le travail de la femme dans les ateliers et portait interdiction de l'occuper la nuit, réalisait une amélioration sensible dans la condition des travailleurs.

Malheureusement, cette loi renfermait certaines dispositions dont on n'avait pas prévu les conséquences. Aussi, à peine entrée en vigueur, souleva-t-elle les réclamations des industriels et même des ouvriers, dont certaines organisations de travail, qui n'étaient pas en désaccord formel avec la lettre de la loi, semblaient rendre la situation plus mauvaise que par le passé.

La modification qui parut s'imposer avant toutes les autres est celle de l'article 3 relatif à la durée du travail des diverses catégories d'ouvriers protégés. D'après cet article :

La journée de l'enfant de 13 à 16 ans était de dix heures;

La journée des jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans était de onze heures, à la condition que la durée hebdomadaire de leur travail ne dépassât pas soixante heures;

La journée de la femme au-dessus de 18 ans était de onze heures;

Enfin, la journée de l'homme adulte restait fixée, d'après la loi des 9-14 septembre 1848, à douze heures dans les « manufactures et usines ».

Dans les établissements industriels qu'on ne rangeait pas sous cette rubrique, c'est-à-dire dans ceux qui n'étaient pas des usines à feu continu, qui ne possédaient pas de moteur mécanique ou qui n'occupaient pas plus de vingt ouvriers réunis en atelier (suivant une définition empruntée à la loi du 22 mars 1841), la durée du travail des hommes adultes n'était pas réglementée.

Or il est de nombreuses industries occupant un personnel ouvrier considérable où le travail des hommes adultes, celui des femmes et celui des enfants se commandent d'une façon si nécessaire que l'organisation du travail n'y comporte pas d'inégalité entre les journées faites par ces diverses catégories d'ouvriers.

Aussi bien, le Parlement n'avait-il admis cette inégalité qu'avec l'espérance de voir les durées différentes de la journée de travail se réduire spontanément et par la force même des choses à la plus courte d'entre elles.

La mise en application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 n'a pas répondu à cette attente.

Des industriels prirent l'initiative de faire travailler uniformément tout leur personnel ouvrier onze heures par jour. Ce *modus vivendi* ne pouvait exister qu'en vertu d'une tolérance temporaire, puisque la loi de 1892 défendait formellement de faire travailler les enfants plus de dix heures par jour.

D'autres industriels prirent le parti de renoncer à l'emploi des travailleurs dont la journée ne pouvait atteindre onze heures.

D'autres, enfin, dont le personnel comportait des enfants et des femmes en nombre trop grand pour qu'ils pussent songer à les remplacer par des hommes, eurent recours à diverses combinaisons qui permirent non seulement de ne pas réduire la durée d'activité de l'usine, mais parfois de l'augmenter sans violer la loi, au moins en apparence. Grâce aux rélais, on parvenait à faire marcher le moteur pendant quatorze, quinze et seize heures par jour, sans que chaque ouvrier, homme, femme ou enfant parût fournir un travail effectif dépassant la durée fixée par la loi.

Cette organisation, malgré sa légalité apparente, ne tenait aucun compte des conditions hygiéniques et sociales du travail, les ouvriers devant prendre leurs repas aux heures les plus différentes et ne pouvant presque jamais se trouver réunis en famille.

Ces pratiques avaient, en outre, pour résultat de placer les industriels soucieux de se conformer rigoureusement à la loi en état d'infériorité vis-à-vis

de concurrents moins scrupuleux, c'est-à-dire de créer une prime à l'inobservation de la loi.

Préoccupé de mettre fin à une tolérance qui engendrait d'aussi graves inconvénients, mais depuis trop longtemps admise pour pouvoir être abolie sans délai, je vous informai, par une circulaire du 21 octobre 1899, que j'invitais les industriels intéressés à me faire connaître, dans un délai de quinze jours, le sursis dont ils avaient besoin pour se mettre en mesure d'appliquer l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.

Leurs réponses et les rapports des Inspecteurs du travail me déterminèrent à fixer au 1^{er} janvier 1900 l'expiration de ce sursis ; ma circulaire en date du 5 novembre 1899, vous faisait connaître cette décision en vous invitant à assurer la stricte observation de l'article 3 à partir de la date indiquée.

Le vote, par la Chambre des députés, le 22 décembre 1899, de dispositions modifiant cet article m'amenait, en attendant que le Sénat se fût prononcé, à proroger jusqu'au 31 mars 1900 le délai précédemment accordé ; je vous en informai par dépêche en date du 22 décembre 1899.

Votées par le Sénat avec quelques modifications que la Chambre des députés adopta, ces dispositions nouvelles ont formé la loi du 30 mars 1900.

Le législateur a compris qu'une réforme efficace, susceptible d'entrer facilement dans les mœurs industrielles et constituant un réel progrès, exigeait qu'on supprimât toutes les différences que la loi de 1892 avait cru pouvoir établir et qu'on unifiât, pour tous les ouvriers, sans distinction d'âge ni de sexe, la durée du travail quotidien.

Sur quelles bases cette unification pouvait-elle se faire ? La fixation de la durée du travail des enfants à dix heures par jour, édictée en 1892, était une conquête à laquelle le Parlement ne pouvait renoncer. Il a vu en elle la garantie d'un intérêt primordial, celui de la conservation même de la race. C'est donc à dix heures que l'article 1^{er} de la loi du 30 mars limite la durée du travail des enfants, des filles mineures et des femmes. Mais, pour éviter qu'un abaissement trop brusque de la durée du travail (généralement fixée à onze heures) n'eût une répercussion sur la production et sur les salaires, le législateur a décidé que la journée serait temporairement limitée à onze heures et qu'elle ne serait réduite à dix heures qu'au bout de quatre ans, en deux étapes successives. Les deux premiers paragraphes du nouvel article 3 de la loi du 2 novembre 1892 sont ainsi conçus :

« ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail sera interdit.

Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures. »

Cette limitation adoptée, une autre mesure s'imposait, qui en était comme le complément nécessaire. Il était indispensable d'empêcher que la journée de travail ne pût être prolongée au delà de la durée légale par les moyens détournés et les combinaisons trop ingénieuses auxquels on avait eu précé-

demment recours. En un mot, il fallait supprimer les relais. Pour y parvenir, le législateur a inscrit dans la loi deux dispositions qui concourent au même but. Comme c'était pendant les repos, pris successivement par les ouvriers, que les relais se pratiquaient le plus souvent, un troisième paragraphe ajouté à l'article 3 dispose que :

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu, et les mines, minières et carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

Cette disposition, dans sa généralité, s'applique indistinctement à toutes les catégories de travailleurs et à tous les modes d'organisation du travail.

Ainsi se trouvent unifiées pour tout le personnel protégé, non seulement la journée de travail, mais la répartition du travail entre les limites de cette journée : entrée à la même heure à l'atelier, repos à la même heure, sortie à la même heure.

Pour le plus grand bien-être matériel et moral de la famille ouvrière, le législateur y restaure ainsi la vie en commun.

Les exceptions que la loi apporte à cette simultanéité des repos étaient imposées par la nature même des choses, dans les usines à feu continu, et par les conditions du travail, dans les exploitations extractives, où l'on ne pourrait interrompre certaines tâches sans compromettre la sécurité de la mine.

Le législateur n'a pas pensé qu'il fût suffisant, pour empêcher le travail par relais, de décider que tous les ouvriers d'un même établissement prendraient leur repos simultanément. Il lui a paru indispensable de prévenir toute équivoque en inscrivant dans la loi l'interdiction expresse de ce mode de travail. Tel est l'objet de la modification qui a été introduite dans l'article 11, § 3.

Mais, comme la suppression immédiate des relais aurait pu présenter des difficultés et entraîner notamment le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers dans les établissements où le travail est organisé sur ces bases, la loi a accordé un délai de trois mois aux chefs d'industrie pour se mettre en règle avec les prescriptions nouvelles. A l'expiration de ce délai, c'est-à-dire le 1^{er} juillet prochain, toute organisation du travail par relais devra avoir disparu. Ce sursis ne saurait, bien entendu, être considéré comme permettant, jusqu'à cette date, de faire durer plus de onze heures le travail d'aucune des catégories d'ouvriers protégées par la loi, quel que soit, d'ailleurs, le temps pendant lequel l'usine puisse être maintenue en activité, grâce à ce système.

Voici le texte nouveau de l'article 11, § 3 :

« ART. 11, § 3. — Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi. »

Il importe de remarquer que l'article 11 supprime les relais et non les équipes. Le mot « équipes » s'applique, à proprement parler, à des postes d'ouvriers qui se relèvent. La loi n'empêche pas cette organisation ; elle

demeure permise, même pour les enfants et les femmes, dans les limites du travail de jour, c'est-à-dire entre 5 heures du matin et 9 heures du soir. Mais l'emploi des équipes n'est autorisé qu'à une double condition : le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos, et ce repos aura lieu aux mêmes heures, conformément au dernier paragraphe de l'article 3.

Les « relais », au contraire, sont constitués par des ouvriers supplémentaires qui, se transportant généralement de métier en métier, remplacent ainsi, pendant un certain temps, la série des travailleurs réguliers. C'est un système détestable, qui ouvre la porte à tous les abus et à toutes les fraudes, car il empêche de s'assurer que la journée de chaque ouvrier ne dépasse pas la durée légale. Le législateur a compris qu'il fallait l'interdire d'une façon absolue, si l'on voulait que les prescriptions de la loi fussent respectées, et le contrôle de l'inspection effectif et efficace.

Il n'y a d'exception à cette interdiction que pour les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique. Cette dernière exception a été motivée par la crainte que, dans certaines industries, il n'y eût plus place, de par la loi, que pour une seule équipe ; il en aurait pu résulter un chômage et un renvoi d'ouvriers, que l'intérêt des travailleurs et celui de la production nationale commandaient de prévenir. Il a, d'ailleurs, été bien entendu que cette disposition, simple soupape de sûreté, comme on l'a fort bien dit, ne devrait livrer passage à aucune tolérance abusive ; il résulte de déclarations formelles que l'exception dont la loi consacre le principe ne devra être admise que dans le cas où, sans elle, l'organisation du travail serait absolument impossible.

Une autre réforme réalisée par la loi du 30 mars est l'abolition du travail à deux équipes, tel que l'autorise l'article 4, § 2 et 3 de la loi du 2 novembre 1892, par une dérogation regrettable au principe de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants. En effet, après avoir interdit d'employer des enfants et des femmes la nuit (entre 9 heures du soir et 5 heures du matin), cet article dispose que le travail sera, toutefois, autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, soit une heure plus tôt le matin et une heure plus tard le soir, lorsqu'il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, le travail de chaque équipe étant coupé par une heure de repos au moins.

A première vue, cette disposition semblait réduire à huit heures la durée de la journée de travail de chaque équipe, et c'est, sans doute, le motif qui avait déterminé le Parlement à l'adopter. Les inconvénients que pouvait entraîner une telle organisation de travail paraissaient devoir le céder à l'avantage d'abaisser sensiblement la durée de la présence de l'ouvrier à l'atelier. C'est le contraire qui s'est produit. Au lieu de faire travailler l'une après l'autre les deux équipes pendant neuf heures coupées par une heure de repos obligatoire (soit huit heures de travail effectif), des industriels font alterner les équipes après quatre ou cinq heures de présence ; et l'usine peut marcher ainsi, sans arrêt, pendant dix-huit heures consécutives. Les chefs d'industrie, qui ont mis ce système en pratique, sont en règle avec la loi, puisque chaque

poste ne fait pas plus de neuf heures de travail et que ce travail est coupé par un repos, non pas d'une heure, mais de quatre ou cinq heures. Seulement, pendant ces longs repos forcés entre chaque période de travail, que peuvent faire les ouvriers en dehors de l'usine et souvent loin de leur domicile? Et quelle situation est celle de la famille ouvrière, si le père, la mère et les enfants ne sont pas libres aux mêmes heures et que ces derniers, pendant ces repos, échappent à toute surveillance? Au surplus, l'opinion presque unanime dans l'industrie s'est prononcée contre ce mode d'organisation du travail.

La loi du 30 mars vient couper court à de pareils abus. Une disposition, qui forme le nouveau paragraphe 4 de l'article 11, met immédiatement fin aux graves inconvénients qui résultent de l'intermittence ou du chevauchement des équipes, en empêchant que le travail de chacune d'elles ne puisse être fragmenté; en voici le texte :

« ART. 11, § 4. — En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

D'autre part, un paragraphe 4 ajouté à l'article 4 abroge les dérogations à l'interdiction du travail de nuit admises aux paragraphes 2 et 3, sauf cependant pour un genre déterminé d'exploitations où il y aurait de sérieux inconvénients, voire même de graves dangers, à ne permettre au personnel protégé le travail qu'entre 5 heures du matin et 9 heures du soir. La disposition additionnelle dont il s'agit est ainsi conçue :

« ART. 4, § additionnel. — A l'expiration d'un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières. »

C'est afin de donner aux quelques industriels qui ont organisé dans leurs usines ce mode de travail le temps d'adapter leur outillage aux prescriptions légales nouvelles, que la loi ajourne au 31 mars 1902 l'application de cette disposition.

Je viens de rappeler rapidement les modifications que la loi du 30 mars a apportées à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Il reste à indiquer celles qui ont été introduites dans la loi des 9-14 septembre 1848, fixant à douze heures la durée de la journée des ouvriers adultes dans les manufactures et les usines.

La réglementation du travail des adultes est le corollaire, le complément obligé de celle du travail des femmes et des enfants; si on veut assurer la protection de l'enfant, quant à la durée de son travail, il est indispensable, l'expérience le prouve, que dans l'atelier où, côte à côte, l'homme, la femme et l'enfant collaborent à une œuvre commune, ces trois artisans de la même tâche travaillent le même temps; réduire la durée du travail des enfants et des femmes sans limiter dans la même proportion la journée de l'homme adulte, c'eût été rompre à nouveau l'unité du travail dans l'atelier et l'unité de la famille au foyer domestique; c'eût été maintenir le *statu quo*.

La loi qui fixe, dès maintenant, à onze heures, et à dix heures dans quatre ans, la durée du travail des femmes et des enfants, devait donc étendre cette limitation au travail des ouvriers adultes dans les établissements à personnel mixte, c'est-à-dire qui emploient simultanément, dans quelque proportion que ce soit, des hommes et des femmes ou des enfants. C'est ce qu'a fait l'article 2 de la loi du 30 mars.

Au surplus, la question de la limitation, de la réduction de la durée de travail des adultes n'est pas nouvelle. Après la loi de 1848 qui fixait à douze heures la journée de l'ouvrier adulte, après celle de 1892 qui abaissait à onze heures la durée du travail de la femme, il n'y avait plus en jeu de question de principe, mais seulement une question de mesure. Or ce n'est pas d'hier qu'on envisage la possibilité de réduire la journée de travail de l'ouvrier adulte à dix heures. Dès 1879, des parlementaires éminents, dont quelques-uns sont encore à la tête de l'industrie française, considérant que la loi de 1848, édictée en un temps où l'emploi des machines n'avait pas acquis son développement actuel, n'était plus en rapport avec notre état économique et social, demandèrent que la journée de l'ouvrier adulte dans les usines et manufactures ne pût excéder dix heures de travail effectif.

L'idée de cette réforme avait si bien pénétré les esprits qu'un des arguments décisifs invoqués en 1891, quand on demanda au Parlement de voter des tarifs protecteurs dans l'intérêt de l'industrie nationale, fut la nécessité de lui donner les moyens de supporter les charges qui résulteraient bientôt pour elle de la réduction à dix heures de la durée du travail des femmes et des enfants, réduction qu'on serait nécessairement conduit à étendre aux hommes.

C'est en faveur de cette même réforme que concluait la Commission du travail de la Chambre des députés, après sa vaste enquête de 1893. C'est encore cette réduction que la commission du travail de la législature suivante proposa de réaliser à partir de 1898 dans les établissements à personnel mixte. C'est, enfin, cette même proposition que le Parlement vient de reprendre pour en voter l'application à partir du 31 mars 1904. Il n'a fait, en réalisant cette réforme, qu'écouter les leçons de l'expérience. Elle démontre, en effet, que la durée moyenne du travail, dans les usines où ne sont employés que des hommes, ne dépasse guère actuellement dix heures par jour, et que c'est, au contraire, dans les branches d'industrie où domine l'élément faible, femmes et enfants, qu'on rencontre une prolongation excessive de la journée de travail.

L'unification de la journée à onze heures, puis à dix heures, pour les ouvriers de tout âge et de tout sexe, au moins dans les établissements mixtes, aura cette heureuse conséquence — qu'accueilleront avec satisfaction un grand nombre d'industriels condamnés par la concurrence à une surproduction ruineuse — de régulariser le travail et de rendre plus rares ces crises si redoutables pour l'industrie nationale et pour la paix sociale.

Rappellerai-je que les pays où la journée de travail est la plus courte sont aussi ceux où le labeur de l'ouvrier atteint son plus haut degré de productivité? Un repos suffisant le met en état de fournir la somme d'énergie qui assure à son travail le plus grand effet utile dans le moindre temps. De l'avis des hommes les plus compétents, c'est à cette condition que peut se constituer

une classe nombreuse de travailleurs bien portants, vigoureux et habiles, collaborateurs indispensables d'une industrie portée à une haute perfection.

Il convient d'ajouter qu'en tous pays la réduction du temps de travail a provoqué, dans la technique industrielle et dans l'organisation du travail, la réalisation de progrès qui ont contribué à maintenir et même à élever le niveau de la production nationale. Nous sommes donc fondés à croire qu'en France, comme ailleurs, cette heureuse réforme, loin d'entraver l'essor de l'industrie, ne pourra que le régulariser et le stimuler.

La disposition nouvelle que la loi du 30 mars a ajoutée à l'article 1^{er} de la loi des 9-14 septembre 1848 est ainsi conçue :

« ART. 1^{er}, § 2. — Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« § 3. Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

Comme vous le voyez, la réduction de la journée des ouvriers adultes ne constitue pas la seule modification apportée à la loi de 1848. Cette loi ne réglait la durée du travail que dans les manufactures et dans les usines; la loi du 30 mars étend la réglementation nouvelle à tous les établissements visés par la loi du 2 novembre 1892 qui occupent à la fois des hommes et des femmes ou des enfants. Les ateliers, chantiers, etc., et leurs dépendances se trouvent donc atteints par cette réglementation.

Seuls désormais, les *ateliers* employant exclusivement des ouvriers adultes échapperont à toute limitation légale. Quant aux *manufactures* et *usines* qui n'occupent aussi que des hommes, elles continueront à être régies par le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi des 9-14 septembre 1848, qui fixe à douze heures la durée du travail journalier des adultes.

Comme vous l'aurez aussi remarqué, c'est seulement dans les établissements qui occupent des hommes et des femmes ou des enfants, *dans les mêmes locaux* (ce sont les propres termes de la loi), qu'est réglementée la durée du travail des adultes. Voici le commentaire que le rapport soumis à la Chambre des députés, le 27 mars, donne de cette expression :

« Que veut dire « dans les mêmes locaux » ? S'agit-il d'une salle unique ? Suffira-t-il d'une cloison pour que les locaux soient différents ? Sera-t-on dans les mêmes locaux, lorsqu'on travaillera à des étages différents d'une même maison ? Seul, l'esprit général dans lequel est conçue la loi doit nous fixer à cet égard ; et il nous semble qu'on doit entendre par « mêmes locaux » non seulement ceux où se fait un travail en commun du personnel protégé, mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production. »

Cette définition, que le Gouvernement a faite sienne à la tribune de la Chambre des députés, devra servir de criterium quand il s'agira de décider s'il y a lieu d'appliquer la loi. Toutes les fois que dans un même bâtiment, sous un même toit, ou sur un même emplacement, des hommes et des femmes ou des enfants collaboreront au même travail, ils devront être soumis

à une règle commune, quels que soient la place, la salle ou l'étage où ils se trouvent.

La loi de 1892 prévoit, en ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit, l'obligation du repos hebdomadaire et la limitation de la durée de travail, des dérogations, les unes temporaires, les autres permanentes, en faveur d'industries qu'ont désignées des règlements d'administration publique. La loi nouvelle n'ayant pas abrogé ces dérogations, elles demeurent par là même en vigueur, ainsi que les règlements d'administration publique rendus pour leur exécution.

Mais à propos des dérogations qu'autorise l'article 7 de la loi de 1892, on s'est demandé si, la durée du travail des adultes se trouvant aujourd'hui ramenée, dans les établissements à personnel mixte, aux mêmes limites que celle des enfants et des femmes, ces dérogations admises au profit des uns ne devraient pas aussi être appliquées aux autres. La simultanéité du travail doit, en effet, logiquement entraîner une similitude complète de traitement, pour toutes les catégories de travailleurs. Les adultes, lorsqu'ils bénéficient de la même réglementation que leurs auxiliaires habituels, doivent donc être soumis aux mêmes exceptions.

J'ajouterai enfin, qu'au point de vue des poursuites et des sanctions pénales, les lois de 1848 et de 1892 conservent chacune son empire, la première restant applicable aux contraventions à la limitation de la durée du travail des ouvriers adultes, la seconde, aux infractions à la fixation de la journée de travail des enfants et des femmes.

Telle est, Monsieur le Préfet, dans ses grandes lignes, la nouvelle réglementation de la durée du travail; le législateur s'est inspiré avant tout de l'idée qu'en cette matière les intérêts sont solidaires et que toute amélioration apportée par les mœurs ou par la loi à la situation de l'ouvrier profite non seulement à l'ouvrier, mais au patron lui-même. Il a montré un égal souci de sauvegarder, par des transitions sagement ménagées, les légitimes intérêts de l'industrie nationale et d'assurer la réalisation d'une réforme que commandaient le progrès de la civilisation, l'humanité et la justice.

Ces rapides observations vous permettront, Monsieur le Préfet, d'apprécier la haute portée de la loi du 30 mars, et d'indiquer l'esprit dans lequel elle est conçue. Les Inspecteurs du travail sont chargés d'en assurer l'exécution; mais si efficace que doivent être les résultats de leur intervention dans chaque cas particulier, votre action, plus générale, pourra très utilement seconder la leur.

Vous voudrez bien, en conséquence, saisir toute occasion de mettre en lumière les effets bienfaisants de la réglementation nouvelle. Les Inspecteurs du travail se tiendront à votre disposition pour vous fournir tous les renseignements nécessaires. Je vous prie de leur prêter, de votre côté, le concours et l'appui qui leur sont indispensables pour qu'ils puissent s'acquitter de leur délicate mission. Je désire voir s'établir entre eux et les administrations départementales une collaboration étroite et cordiale. J'en attends les plus féconds résultats.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 MAI 1900

*relative à l'application des lois réglementant le travail dans l'industrie
aux chantiers de chargement et de déchargement de navires.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'accidents graves qui se sont produits au cours d'opérations de chargement et de déchargement de navires, j'ai été amené à me demander si les quais, terre-pleins, docks, etc., où se font ces transbordements de marchandises, ne constituent pas des *chantiers* au sens des lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893, et si, contrairement à la décision du 29 novembre 1897, ils ne doivent pas être soumis aux prescriptions relatives à la réglementation du travail.

Après une enquête approfondie, cette question m'a paru devoir être résolue par l'affirmative.

C'est dans la jurisprudence que j'ai trouvé les raisons qui m'ont déterminé à adopter cette manière de voir. Qu'il s'agisse de l'application de la loi de 1892 ou de la loi de 1893, les tribunaux ont considéré, jusqu'ici, qu'un *chantier* est un emplacement affecté au travail en commun, où les ouvriers courent ensemble les dangers ordinaires à l'industrie, sous la direction et la responsabilité légale d'un même patron, qui est obligé, vis-à-vis d'eux, à la même protection, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. Or il n'est pas douteux que cette disposition s'applique, en tous points, aux chantiers de chargement et de déchargement de navires. Il se forme, en effet, au cours de ces opérations, de véritables chantiers, dans lesquels il est fait usage de palans, de grues à bras ou à vapeur, de passerelles, qui exigent l'observation des dispositions légales relatives à la sécurité des travailleurs. Les appareils montés sur les quais ou sur les ponts des navires sont des organes dangereux qui exigent les mêmes engins de protection que ceux qui sont installés dans les ateliers; ils doivent être munis, dès lors, des mêmes dispositifs protecteurs dans les deux cas, puisqu'ils offrent les mêmes causes de dangers pour le personnel qui est appelé à s'en servir.

Cette manière de voir est, de tous points, en harmonie non seulement avec les décisions rendues en la matière par les tribunaux de nos grands ports de commerce, mais avec celle de la Cour de cassation qui considère qu'il faut entendre par chantiers, dans le sens des lois de 1892-1893, tout emplacement où sont employés un certain nombre d'ouvriers, à quelque titre que cet emplacement soit occupé, et alors même que le travail n'aurait pas, au sens économique du mot, un caractère industriel.

Que si on objectait qu'un quai, sur lequel se fait le chargement ou le déchargement de navires, constitue une partie du domaine public, qui ne saurait affecter le caractère d'un chantier dans le sens des lois précitées, il serait facile de répondre que la première de ces deux lois a pris soin de dire qu'elle

s'appliquait même aux établissements publics, et que la seconde régit les chantiers *de tout genre*, ce qui ne comporte pas d'exception. Ce dont le législateur s'est exclusivement préoccupé, c'est des risques professionnels auxquels les ouvriers sont exposés; ce qu'il a voulu, c'est qu'ils fussent préventivement protégés par l'intervention vigilante de l'autorité administrative. Qu'importe, dès lors, que le chantier soit établi sur le domaine public ou privé? Dans un cas comme dans l'autre, les travailleurs courent les mêmes risques et les entrepreneurs sont soumis aux mêmes responsabilités; dans les deux cas, la loi fait au patron un devoir strict de prendre les mesures de sécurité nécessaires pour protéger les ouvriers qu'il emploie.

En vain objecterait-on encore que la surveillance des Inspecteurs du travail est sans objet quand il s'agit de chantiers faisant partie du domaine public, puisque ceux-ci sont soumis par la législation existante au contrôle des ingénieurs des ports. Ainsi que je le faisais observer dans une récente circulaire, il n'y a pas d'assimilation possible entre les ingénieurs susdésignés et les fonctionnaires de l'inspection, qui ont seuls le pouvoir, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, d'assurer, au besoin par des mesures coercitives, l'exécution des lois protectrices des travailleurs. Ajouterai-je que le respect de la loi s'impose, quelles que soient les catégories d'ouvriers employés au chargement et au déchargement de navires? Qu'il s'agisse des portefaix ou du personnel naviguant, occupé provisoirement aux opérations de transbordement, la loi, comme l'humanité, fait à l'Administration, un devoir strict de prescrire les mesures propres à prévenir les accidents dont les uns comme les autres peuvent être victimes au cours de leur travail.

Par tous ces motifs, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, je vous prie de considérer la décision du 29 novembre 1897 comme rapportée, et de prendre les dispositions nécessaires pour que les lois de 1892 et de 1893 soient appliquées dans les chantiers dont il s'agit.

Je vous prie de me tenir au courant de la suite qui sera donnée à la présente circulaire, dont vous devrez adresser un exemplaire aux inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 21 MAI 1900

*relative à la confection des états trimestriels
de déclarations d'accidents.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, en présence du nombre toujours croissant des déclarations d'accidents, j'ai décidé que, pour diminuer, dans la mesure du possible, le temps consacré aux écritures, les inspecteurs départementaux n'enverraient plus à l'Inspecteur divisionnaire la copie de l'état trimestriel dressé par eux conformément aux instructions.

Mais, il est bien entendu que l'état minute, dressé avec le plus grand soin, devra être tenu quotidiennement à jour et constamment à la disposition de l'Inspecteur divisionnaire ou de l'Administration supérieure.

Cet état étant, dans certaines circonscriptions, établi de telle façon qu'il est possible, en fin d'année, de faire presque instantanément le relevé des accidents par groupes d'industries et de fournir sans délai les différents renseignements statistiques à transmettre à l'Administration, je crois devoir appeler votre attention sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que ce mode de procéder fût généralisé.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 JUIN 1900

relative à l'application de la loi du 30 mars 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous ai communiqué la circulaire que j'ai adressée à MM. les préfets pour leur indiquer l'économie de la loi du 30 mars 1900. Cette circulaire ne pouvait avoir d'autre objet que d'expliquer, en termes généraux, l'esprit de la réglementation nouvelle : les questions d'application pratique intéressent, en effet, d'une façon plus particulière le service de l'Inspection du travail.

Aussi vous ai-je adressé, d'autre part, les instructions que me paraissaient comporter les questions spéciales que vous avez posées.

Vous devrez continuer à me signaler les difficultés que soulèverait l'application de la loi nouvelle, afin qu'elles reçoivent partout une solution uniforme. Il importe qu'une législation, qui modifie les conditions du travail dans certaines catégories d'établissements industriels, soit observée par tous ces établissements sans distinction. La loi du 30 mars dernier a eu pour objet de réformer la loi de 1892 dans celles de ses dispositions que l'on pouvait considérer comme difficilement applicables. Les contraventions qui se produiraient aujourd'hui seraient sans excuses et devraient être aussitôt déférées à la justice. Toute hésitation, au moment de la mise à exécution de la loi, ne pourrait qu'en compromettre l'autorité.

Vous ne devrez négliger aucune occasion d'entrer en rapports avec les administrations départementales. Si les inspecteurs dépendent directement du Ministre du Commerce, ils n'en sont pas moins placés comme les autres fonctionnaires sous l'autorité des Préfets, représentants du pouvoir central dans les départements. J'attends de la collaboration étroite, qui doit s'établir entre eux et ces administrations, les plus féconds résultats. Par là MM. les préfets et sous-préfets apprendront à mieux connaître MM. les Inspecteurs du travail, à se rendre un compte plus exact de l'importance de leur mission ; ils sauront les difficultés multiples que ces fonctionnaires ont parfois à surmonter et seront ainsi en mesure de leur prêter, le cas échéant, l'appui de leur autorité.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 19 JUIN 1900

relative à la revision du décret du 17 mai 1851.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous ai consulté sur la question de savoir si on devait considérer comme utiles et justifiées aujourd'hui encore les exceptions que le règlement d'administration publique du 17 mai 1851 a apportées à la loi des 9-14 septembre 1848, fixant la durée de la journée de travail des ouvriers adultes. Je vous demandais de m'indiquer les modifications qu'il vous paraîtrait nécessaire d'apporter à ce règlement, s'il était démontré qu'il ne répondît plus aux besoins des industries au profit desquelles il a été rendu.

Quelle que soit la valeur des considérations générales que MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail ont fait valoir en faveur de l'abrogation presque intégrale du décret de 1851, j'aurais besoin, avant de soumettre cette question au Comité consultatif des arts et manufactures, puis au Conseil d'État, que, dans un rapport complémentaire visant l'une après l'autre chacune des industries désignées audit décret, vous établissiez qu'aucune ne fait actuellement usage des tolérances autorisées il y a 50 ans en sa faveur, qu'elles peuvent et doivent, en conséquence, être soumises au droit commun et que la suppression de ces dérogations n'exercerait aucune influence fâcheuse sur le développement du travail national.

Il est un point sur lequel j'appelle spécialement votre attention. Le décret de 1851 porte, en termes généraux (art. 2), que « *le nettoyage des machines à la fin de la journée* » n'est pas compris dans la limite de la durée du travail. Que faut-il entendre par *nettoyement* ? Ce terme n'a jamais été défini. D'autre part, doit-on comprendre, sous le terme de *machines*, non seulement les machines motrices, mais encore les machines productrices, les métiers, par exemple ? C'est un point qui n'a jamais été précisé non plus. Je vous prie de me faire savoir comment a été interprétée, dans votre circonscription, cette disposition du décret de 1851, qui, de toute façon, ne paraît applicable qu'aux hommes adultes. Vous devrez indiquer, en outre, si elle vous semble devoir être supprimée, et, dans le cas contraire, quelle portée précise il conviendrait de lui assigner.

Enfin, vous voudrez bien examiner s'il ne serait pas indispensable que l'usage des tolérances, en les supposant maintenues dans certains cas à déterminer, fût subordonné à l'obligation d'un avis préalablement adressé à l'Inspecteur du travail.

J'attache du prix à recevoir votre réponse, qui devra être très explicite, dans le plus bref délai.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 JUIN 1900

*relative au libellé des bulletins joints aux procès-verbaux
adressés aux parquets.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, une circulaire du 30 octobre 1895 vous a prescrit de joindre à chaque procès-verbal transmis au parquet un bulletin (imprimé n° 31), qui doit être retourné au service avec indication de la suite donnée à l'affaire et, s'il y a lieu, des condamnations prononcées.

Afin de permettre au service d'être renseigné plus rapidement sur les suites données à ses procès-verbaux, M. le Garde des Sceaux a décidé, sur ma demande, que les parquets devraient renvoyer le bulletin dont il s'agit immédiatement après le prononcé du jugement, sans attendre qu'il soit devenu définitif, ou après la décision de classement.

Vous serez ainsi en mesure de signaler en temps utile au ministère public les décisions dans lesquelles il vous paraîtrait avoir été fait une fausse application de la loi, en lui demandant d'en poursuivre, suivant les cas, la réformation ou l'annulation. Ce n'est qu'en cas d'échec des démarches faites dans ce sens que vous devrez m'entretenir de l'affaire, si le jugement intervenu vous paraît soulever une question de doctrine assez importante pour qu'il soit soumis à la censure de la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi.

L'imprimé n° 31, qui doit être annexé aux procès-verbaux soumis au parquet, devra être dorénavant conforme au modèle ci-joint.

Je vous prie d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à effectuer les modifications nécessaires sur les imprimés dont ils auront à se servir dès à présent, jusqu'à ce qu'il y ait lieu d'en faire un nouveau tirage.

MINISTÈRE
DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES
ET
DES TÉLÉGRAPHES.

INSPECTION DU TRAVAIL.

* CIRCONSCRIPTION.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

BULLETIN À RENVoyer
IMMÉDIATEMENT APRÈS LE PRONONCÉ DU JUGEMENT.

*Procès-verbal n° transmis à M. le Procureur
de la République,
à*

Tribunal { de simple police d
 { correctionnel d

Nom et qualité du rédacteur du procès-verbal	
Nom et prénoms du délinquant.....	
Profession et demeure.....	
Nature de l'infraction	
Date du procès-verbal.....	
Direction donnée à l'affaire.....	
Date et dispositif du jugement.....	
OBSERVATIONS.	

*L'Inspecteur divisionnaire du travail
de la^e Circonscription,
en résidence à*

POUR RENVOI À L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE :
*Le Magistrat faisant fonctions
de ministère public,*

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 11 JUILLET 1900

relative à l'application de la loi du 28 mars 1882 dans les établissements de bienfaisance.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à plusieurs reprises, les Inspecteurs du travail ont constaté, dans les établissements de bienfaisance soumis à leur contrôle, la présence d'enfants d'âge scolaire auxquels il ne serait point donné d'instruction.

Le service de l'Inspection du travail n'ayant pas qualité pour relever les infractions à la loi du 28 mars 1882, sur l'instruction primaire obligatoire, je n'ai pu que les signaler à l'attention de M. le Ministre de l'Instruction publique.

Mon collègue m'a fait observer que si l'article 43 de la loi du 30 octobre 1886 autorise l'Inspection académique à inspecter les écoles primaires ouvertes dans les orphelinats et autres établissements de bienfaisance, il ne lui paraît pas que les Inspecteurs de l'Instruction publique aient qualité pour pénétrer dans ces établissements, afin de s'enquérir des infractions possibles à la loi du 28 mars 1882, quand l'instruction n'y est pas donnée aux enfants qui y sont recueillis. Mon collègue estime que cette constatation ne peut être faite que par les Inspecteurs du travail, et il a exprimé, en conséquence, le désir que toutes les fois que ces derniers auront reconnu que des enfants encore soumis à l'obligation scolaire seraient privés d'instruction, il lui soit donné communication de leurs rapports, afin qu'il puisse en saisir les Inspecteurs d'académie.

Pour satisfaire au désir de mon collègue, je vous serais obligé, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, de vouloir bien me signaler toutes les infractions aux dispositions de la loi du 28 mars 1882 relatives à la fréquentation scolaire, que le service de l'Inspection aurait l'occasion de constater au cours de ses visites dans les établissements placés sous sa surveillance.

En provoquant la répression de ces infractions, le service de l'Inspection du travail ne peut que faciliter la mission propre qui lui a été confiée d'assurer l'application de la loi du 2 novembre 1892, qui n'autorise l'admission des enfants au travail industriel qu'à partir de l'âge où ils ne sont plus soumis à l'obligation de la fréquentation scolaire.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 AOÛT 1900

relative aux procès-verbaux dressés pour refus de présentation du registre d'usine.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, mon attention a été appelée sur la question de savoir quel est l'article de la loi du 12 juin 1893 qui doit être visé dans les procès-verbaux dressés aux industriels qui refusent de présenter aux inspecteurs du travail le registre d'usine sur lequel ces derniers doivent inscrire les mises en demeure prescrites par l'article 6 de ladite loi.

J'estime que c'est à tort que des inspecteurs ont cru devoir viser en l'espèce l'article 6 précité. Cet article n'impose pas aux industriels, en termes impératifs et formels, l'obligation de représenter aux inspecteurs le document dont il s'agit. En réalité, le défaut de présentation du registre d'usine constitue une infraction à l'article 12, en tant qu'il met obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur. En conséquence, je vous prie de veiller, à l'avenir, à ce que les procès-verbaux dressés en pareil cas soient établis conformément aux présentes instructions, afin d'éviter le retour d'acquittements qui ont été le résultat d'une qualification inexacte de l'infraction commise.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 6 OCTOBRE 1900

relative à la constatation des contraventions pour surcharges.

MONSIEUR LE PRÉFET, un décret du 13 mai 1893 a fixé le poids maximum des charges qu'il est permis de faire porter, traîner ou pousser par des jeunes travailleurs de moins de 18 ans.

Les officiers de police judiciaire, qui sont chargés d'assurer l'exécution de cette disposition, concurremment avec les inspecteurs du travail, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 10 novembre 1894, se trouvent parfois dans l'impossibilité de constater, faute de bascule, ou parce qu'ils ignorent l'endroit où ils pourraient en trouver une, les contraventions pour surcharges relevées par eux sur la voie publique. Il m'a paru, dès lors, utile de faire dresser par le service de la Vérification des poids et mesures, tout au moins pour les localités de quelque importance, un état de tous les appareils de pesage accessibles aux voitures, avec tous les renseignements de nature à faciliter les recherches des agents qui peuvent se trouver dans le cas de s'en servir. Je vous serai obligé de faire afficher cet état dans

tous les commissariats et postes de police avec le texte de la circulaire précitée, après que l'autorité administrative se sera officiellement assurée que les détenteurs des appareils consentiraient, en cas de besoin, à les mettre gracieusement à la disposition des agents.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 OCTOBRE 1900

relative à la communication des matrices des patentes aux Inspecteurs.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la date du 28 février dernier, je vous ai fait part de l'autorisation qui a été accordée aux Inspecteurs du travail, par M. le Ministre des Finances, de prendre connaissance sur place, dans les bureaux des Directions des Contributions directes, où elles sont déposées, des matrices annuelles des rôles de la contribution des patentes. Je vous priais, en même temps, d'inviter les Inspecteurs placés sous vos ordres à profiter de la faculté qui leur était octroyée pour établir, d'une façon aussi complète que possible, la statistique des établissements soumis à leur contrôle.

J'ai lieu de croire que ce travail, qui a dû être effectué avant chacune des tournées des Inspecteurs, pour les localités qui se trouvaient sur leur itinéraire, est aujourd'hui fort avancé. J'attache le plus grand prix à ce qu'il soit terminé dans le plus bref délai. Il importe, en effet, que le service de l'Inspection, qui fonctionne aujourd'hui depuis plus de huit ans, soit en état de fournir maintenant des statistiques aussi exactes que possible, et que l'on ne constate plus, d'une année à l'autre, des variations brusques qui ne se justifient pas par la création d'un nombre correspondant de nouveaux établissements.

En conséquence, je vous prie de vouloir bien inviter les Inspecteurs placés sous vos ordres à terminer d'urgence le collationnement des matrices des rôles des patentes avec les fiches qu'ils possèdent. L'époque de l'année dans laquelle nous entrons, et pendant laquelle les visites d'inspection sont en général moins fréquentes, me paraît particulièrement désignée pour ce genre de travail. Vous devrez indiquer dans votre rapport annuel le degré d'avancement de ce collationnement dans les diverses sections de votre circonscription.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 OCTOBRE 1900

relative à l'emploi des enfants comme chauffeurs, aides-chauffeurs, conducteurs ou aides-conducteurs de machines.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, mon attention a été appelée sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'introduire, dans le règlement d'administration publique du 13 mai 1893, une disposition spéciale ayant pour but d'interdire l'emploi d'enfants de moins de 16 ans comme chauffeurs ou aides-chauffeurs et comme conducteurs ou aides-conducteurs de machines. On faisait valoir que la conduite des chaudières et celle des machines exigeaient des qualités de sang-froid et de présence d'esprit qu'on rencontre rarement chez des enfants n'ayant pas atteint cet âge.

Le Comité consultatif des arts et manufactures et la Commission supérieure du travail, que j'ai saisis de la question, ont pensé qu'il n'était pas nécessaire d'un nouveau texte pour prononcer l'interdiction dont il s'agit. D'une part, l'application de l'article 8 du décret du 13 mai 1893 qui défend d'employer des enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur leur a paru impliquer la prohibition de confier à des enfants n'ayant pas atteint cet âge le service des chaudières.

D'autre part, l'interdiction d'occuper des enfants comme conducteurs ou aides-conducteurs de machines leur a semblé implicitement résulter de la prohibition d'employer des enfants au-dessous de 18 ans au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche, qui constituent une des fonctions du mécanicien ou de l'aide-mécanicien.

Je ne pouvais que me ranger à ces conclusions, d'où il ressort que les dispositions réglementaires actuelles suffisent à préserver les jeunes travailleurs des accidents pouvant résulter pour eux de la marche des moteurs principaux et des chaudières à vapeur. Mais il importe, si l'on maintient le *statu quo*, que les articles 1 et 8 du décret du 13 mai 1893 soient rigoureusement interprétés et le service des chaudières absolument interdit aux jeunes travailleurs. Je vous prie de donner des instructions dans ce sens aux Inspecteurs du travail placés sous vos ordres et de me tenir au courant des mesures qui seront prises pour en assurer l'exécution. Si elles soulevaient quelques difficultés d'application, vous devriez m'en référer.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 10 NOVEMBRE 1900

*relative à la constatation des infractions aux lois sur le travail
par les officiers de police judiciaire.*

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, après avoir, dans les premiers paragraphes de l'article 20, chargé les inspecteurs du travail d'en assurer l'exécution, ajoute que ces dispositions ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à ladite loi. La loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs contient une prescription identique (art. 5, § 3).

Il en résulte que tous les officiers de police judiciaire ont qualité pour relever les contraventions à ces lois au même titre que les inspecteurs du travail. J'ajoute que, si les pouvoirs spéciaux qui ont été conférés à ces derniers les désignent plus particulièrement pour assurer l'exécution desdites lois à l'intérieur des établissements industriels, il n'en est pas de même de la constatation des infractions à ces lois qui sont commises en dehors de ces établissements et qui ne peuvent être relevées le plus souvent que par les agents à qui incombe la police de la voie publique.

Aussi, un de mes prédécesseurs, en portant, le 10 novembre 1894, à votre connaissance les dispositions du décret du 13 mai 1893 et de l'arrêté du 31 juillet 1894, qui fixent le poids maximum des charges qu'il est permis de faire porter, traîner ou pousser par des jeunes travailleurs de moins de 18 ans, vous rappelait-il que les agents de police dans les villes, les gendarmes et les gardes champêtres dans les campagnes avaient qualité pour relever les contraventions à ces prescriptions qui seraient commises sur la voie publique. Or, aucun procès-verbal, à quelques exceptions près, n'a été jusqu'ici dressé par la police, alors que l'expérience démontre l'extrême fréquence de telles infractions : ce fait semble indiquer que la négligence des agents à user des droits que la loi leur confère compromet gravement la sécurité des jeunes travailleurs placés sous leur protection. Aussi me paraît-il urgent de rappeler aux agents de police dépendant de l'autorité administrative que la loi leur fait un devoir impérieux de dresser procès-verbal contre les contrevenants. Des abus flagrants, qui ont parfois soulevé l'indignation publique, n'ont été suivis d'aucune répression. Un pareil état de choses ne saurait se prolonger. Je vous prie, en conséquence, de faire donner aux agents de police de votre département des ordres formels pour qu'ils veillent à la stricte application des dispositions légales dont vous trouverez ci-après le texte.

Je vous ai adressé, le 6 octobre, un état des appareils de pesage accessibles aux voitures et permettant à ces agents de relever ces infractions. Il leur sera donc facile de faire les constatations nécessaires et de dresser

procès-verbal toutes les fois qu'ils se trouveront en présence d'une contravention.

Une autre obligation s'impose non moins impérieusement à leur vigilance. C'est de verbaliser au cas où ils relèveraient des infractions aux dispositions impératives de l'article 10 du décret du 13 mai 1893 précité, qui interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

Enfin, c'est pour eux un devoir strict de veiller à l'application régulière de l'article 10 du décret du 10 mars 1894, rendu en exécution de la loi du 12 juin 1893, qui prescrit de munir les échafaudages, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de haut. Seulement, à la différence des infractions au décret du 13 mai 1893 qui doivent faire l'objet de poursuites immédiates, les contraventions à la disposition précitée du décret de 1894 ne peuvent faire l'objet d'un procès-verbal qu'après une mise en demeure préalable d'avoir à se conformer à la loi, signifiée à l'entrepreneur, et inscrite sur le registre *ad hoc* que celui-ci doit tenir en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.

Il est, d'ailleurs, bien entendu que les agents et officiers de police judiciaire devront, conformément aux instructions ministérielles du 10 novembre 1894, signaler les faits contraventionnels qu'ils auront constatés aux inspecteurs du travail, afin d'éviter que ces derniers ne verbalisent de leur côté à raison des mêmes faits et pour qu'ils puissent tenir compte des procès-verbaux ainsi dressés dans les statistiques envoyées à mon Département. La même observation s'applique aux mises en demeure.

J'attache le plus grand prix, Monsieur le Préfet, à ce que ces instructions reçoivent leur stricte exécution. Elle importe au respect de la législation protectrice des travailleurs qui doivent être l'objet de votre sollicitude.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de me tenir au courant des ordres que vous aurez donnés pour en assurer la rigoureuse application.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 16 NOVEMBRE 1900

relative à la poursuite des contraventions aux articles 12, 13 et 14 de la loi du 2 novembre 1892 et à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un de mes prédécesseurs vous a invité, le 20 octobre 1897, à ne pas dresser procès-verbal, pour infractions aux articles 12, 13 et 14 de la loi du 2 novembre 1892, sans avoir mis d'abord les contrevenants en demeure d'avoir à s'y conformer. On devait en agir de même pour les contraventions à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 que l'article 6 de cette loi soumet à la constatation directe sans injonction préalable.

Ces tempéraments, qui ont paru admissibles alors que les industriels con-

naissaient mal encore la réglementation nouvelle, ne pouvaient être de toute façon que des mesures essentiellement transitoires. Leur maintien s'expliquerait d'autant moins qu'on a reconnu les graves inconvénients, voire même les dangers de l'obligation de la mise en demeure préalable : elle laisse au chef d'industrie la faculté de violer impunément la loi jusqu'au jour où il reçoit l'ordre exprès de s'y conformer ; en cas d'accident survenu avant cette sommation, l'industriel coupable prétendra substituer à sa propre responsabilité celle de l'inspecteur du travail.

J'ai, en conséquence, décidé de rapporter les instructions de 1897. Les inspecteurs devront relever à l'avenir, sans mise en demeure préalable, non seulement toutes infractions à la loi du 2 novembre 1892, mais encore les contraventions à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 : l'obligation de cette mise en demeure ne subsistant, aux termes de l'article 6 de cette même loi, qu'en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3. En dehors de cette dernière hypothèse, le droit pour le service de dresser procès-verbal dès la première constatation d'une contravention résulte explicitement d'arrêts de la Cour de cassation des 28 mars 1896, 12 juin 1896 et 8 janvier 1897, qui doivent être considérés comme faisant jurisprudence.

Veuillez, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, communiquer aux inspecteurs placés sous vos ordres les présentes instructions dont vous devrez m'accuser réception, et m'informer des mesures qui seront prises pour en assurer l'exécution.

DÉCISION DU 19 JUIN 1899

*relative aux tolérances sollicitées en faveur des industries de la
boulonnerie, de la visserie et de la quincaillerie.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande en vue d'obtenir que, dans les industries de la boulonnerie, de la visserie et de la quincaillerie, les enfants, les filles mineures et les femmes puissent travailler douze heures par jour, à certaines époques de surproduction, comme cela a lieu dans les industries dont la nomenclature a été fixée en vertu de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Le Conseil d'État est actuellement saisi d'un projet de décret (1) qui a été préparé en vue de donner satisfaction à cette requête, toutes les fois qu'il s'agit de commandes faites dans l'intérêt de la défense nationale et exécutées sur l'ordre du Gouvernement.

Mais le Comité consultatif des Arts et Manufactures n'a pas pensé qu'il fût possible d'aller plus loin et d'étendre ladite tolérance aux cas où il s'agit de marchés passés avec l'industrie privée.

(1) Voir Décret du 1^{er} juillet 1899 (Bull. 1899, p. 197).

DÉCISION DU 23 FÉVRIER 1900

*relative à la transmission des avis d'accidents déclarés
par les compagnies de tramways.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé si les avis d'accidents déclarés par les compagnies de tramways doivent être transmis aux ingénieurs du contrôle des chemins de fer.

J'ai l'honneur de vous informer que la question doit être résolue affirmativement, conformément aux instructions de M. le Ministre des Travaux publics adressées aux préfets qui ont dû vous envoyer la liste des ingénieurs chargés du contrôle de ces Compagnies. (Circulaire du 3 novembre 1899.)

DÉCISION DU 24 FÉVRIER 1900

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux bouchers.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez signalé un jugement du tribunal de simple police d'Angers qui a acquitté un boucher de cette ville poursuivi pour contravention à l'article 2 de la loi du 9 avril 1898.

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail a émis l'avis que les boucheries avec tuerie sont assujetties à ladite loi.

Quant au jugement du tribunal de simple police d'Angers acquittant un boucher qui avait été poursuivi pour contravention à l'article 11, j'attendrai pour le déférer, s'il y a lieu, à la censure de la Cour de cassation, que d'autres décisions judiciaires soient intervenues sur la question.

DÉCISION DU 28 FÉVRIER 1900

relative aux déclarations d'accidents survenus à des employeurs.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez transmis une lettre d'un inspecteur départemental du travail qui soulève la question de savoir si un employeur blessé dans son travail professionnel est tenu de faire la déclaration d'accident prescrite par la loi du 9 avril 1898.

La question ne paraît pouvoir se poser que dans le cas de sous-entreprise que vous semblez avoir visé.

Dans cette hypothèse et bien que les déclarations ne paraissent imposées au chef d'entreprise que pour les accidents dont il a la responsabilité, j'estime que, dans le doute, le maire n'aurait pas de raison valable d'écarter les déclarations qui lui seraient apportées, le juge pouvant seul statuer définitivement sur l'application de la loi.

DÉCISION DU 2 MARS 1900

relative aux tolérances sollicitées par les fabriques d'accessoires pour cotillon.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande tendant à obtenir que la fabrication d'accessoires pour cotillon fût admise à bénéficier des tolérances prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 au point de vue de la prolongation de la durée du travail et de la dispense du repos hebdomadaire. Cette industrie avait paru au pétitionnaire rentrer dans l'une des catégories suivantes classées au décret du 15 juillet 1893 modifié : « fabriques de carton pour jouets, fabrication de chapeaux de toutes matières » ou « fabriques de jouets, bimbeloterie et articles de Paris ».

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, à qui j'ai soumis cette requête, a émis l'avis que l'industrie de la fabrication d'accessoires pour cotillon doit être considérée comme une branche de la fabrication des jouets, bimbeloterie et articles de Paris, et qu'elle peut dès lors bénéficier, à ce titre, des tolérances prévues par l'article 7 de la loi de 1892, que l'Inspecteur divisionnaire est autorisé à accorder sur la présentation par l'industriel de pièces justifiant la nécessité de la dérogation.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

DÉCISION DU 5 MARS 1900

relative aux tolérances sollicitées en faveur de la teinture, de l'apprêt et de l'impression sur étoffes.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande tendant à ce que la teinture, l'apprêt, l'impression sur étoffes et les industries similaires soient classées à l'article premier du décret du 15 juillet 1893 modifié, et non à l'article 5, où elles se trouvent actuellement rangées.

On faisait valoir à l'appui de cette demande, que ces industries, fournissant leurs principales matières premières aux industries de la mode et de la confection, se trouvent dans les mêmes conditions que ces dernières au point de vue de la rapidité de la livraison et de l'impossibilité de pourvoir d'avance à des commandes qu'elles ne peuvent prévoir, et qu'elles doivent par suite être placées sous le même régime et pouvoir prolonger la journée de travail, sans être obligées d'obtenir, au préalable, l'autorisation de l'Inspecteur divisionnaire.

Le Comité Consultatif des Arts et Manufactures, à qui j'ai soumis cette pétition, a fait observer que le service de l'Inspection n'a jamais fait de difficultés pour autoriser les dérogations prévues par l'article 5 du décret précité, dont ces industries pouvaient avoir besoin, et que, d'autre part, les usines de teinturerie, d'apprêt et d'impression, se trouvant à Lyon ou dans les faubourgs, peuvent obtenir avec la plus grande rapidité les autorisations nécessaires de l'Inspecteur divisionnaire, qui réside dans cette ville.

Le Comité a fait remarquer, en outre, que d'autres industries, et des plus importantes, qui sont les auxiliaires de la confection au même titre que la teinture, l'apprêt et l'impression, telles que le tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement, n'ont jamais réclamé leur inscription à l'article premier. La faculté de prolonger la durée du travail jusqu'à 11 heures du soir, à la condition que la journée ne dépasse pas douze heures, est en effet tout à fait illusoire pour les industries qui, comme celles des teinturiers et apprêteurs, ouvrent leurs ateliers à une heure matinale.

Le Comité consultatif a, en conséquence, émis l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande ci-dessus.

DÉCISION DU 17 MARS 1900

*relative aux autorisations d'absence accordées
par les inspecteurs divisionnaires.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai constaté que, depuis le 1^{er} janvier 1899 jusqu'au 21 janvier 1900, des inspecteurs départementaux avaient obtenu, à plusieurs reprises, des permissions d'absence de cinq jours.

Je dois vous rappeler que si la faculté d'accorder des permissions de cette nature a été laissée aux inspecteurs divisionnaires, c'est à la condition que ces permissions ne soient pas renouvelées plusieurs fois par an.

Par suite, lorsqu'un inspecteur aura déjà bénéficié au cours de l'année d'une faveur de ce genre, il devra, s'il désire s'absenter de nouveau, se pourvoir d'un congé régulier.

DÉCISION DU 30 MARS 1900

relative aux tolérances sollicitées en faveur de la dorure sur métaux.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande formée à l'effet d'obtenir que l'industrie de la dorure sur métaux soit assimilée à celle de la dorure pour ameublement qui bénéficie des tolérances prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche la prolongation de la durée du travail et la suspension du repos hebdomadaire.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, à qui j'ai soumis cette demande, après enquête, a fait remarquer que cette assimilation n'est pas possible, les doreurs sur métaux ne travaillant pas exclusivement pour l'ameublement, mais, en outre, pour un très grand nombre d'industries, depuis celles des bronzes d'art et objets d'orfèvrerie jusqu'à celles qui fabriquent des articles courants pour bicyclettes, automobiles, machines à coudre, sellerie, etc. De plus, les articles fabriqués pour l'ameublement ne sont en général que des objets d'application que rien n'empêche de préparer à l'avance et qui ne sont pas des articles de saison, exécutés sur commande à certaines époques de l'année.

D'ailleurs, les femmes et les enfants mineurs de 18 ans, auxquels s'appliqueraient seuls les dérogations sollicitées, ne forment qu'une très faible minorité du personnel ouvrier occupé dans l'industrie de la dorure sur métaux; et dans ces conditions, il paraît suffisant de faire travailler les ouvriers adultes pendant douze heures, pour faire face aux commandes supplémentaires dans les périodes de presse.

En conséquence, le Comité a émis l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande dont il s'agit. J'ai l'honneur de vous en informer.

DÉCISION DU 1^{er} MAI 1900

*relative à la réception, par les Maires,
des déclarations d'accidents.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, en réponse au rapport que vous m'avez communiqué, j'ai l'honneur de vous informer que, contrairement à l'opinion formulée dans ce rapport, un maire ne semble pouvoir refuser aucune des déclarations d'accidents qui lui sont présentées par des chefs d'entreprise, même s'il estime que les accidents déclarés ne tombent pas sous l'application de la loi du 9 avril 1898.

Il appartient, le cas échéant, aux tribunaux de statuer au fond, et aux Inspecteurs du travail de faire le départ, en vue des statistiques qu'ils sont appelés à dresser, entre les accidents qui paraissent visés par la loi susmentionnée et ceux qu'ils présument déclarés à tort.

DÉCISION DU 2 MAI 1900

*en ce qui concerne l'application de la loi du 9 avril 1898
aux tapissiers et ébénistes.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous informer que le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, consulté sur la question de savoir si les tapissiers et les ébénistes sont assujettis à la loi du 9 avril 1898, a émis les avis suivants :

1° L'ébénisterie, comportant des transformations industrielles, constitue une *manufacture* au sens de la loi susvisée.

2° Les tapissiers sont assujettis à la loi du 9 avril 1898 toutes les fois que leur exploitation n'est pas exclusivement limitée au débit d'objets reçus tout fabriqués pour la vente.

DÉCISION DU 3 MAI 1900

*relative aux tolérances sollicitées en faveur du tissage
de toiles pour espadrilles.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à nouveau au Comité consultatif des Arts et Manufactures la question de savoir s'il y a lieu d'étendre au tissage de toiles pour espadrilles le bénéfice de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, qui est déjà accordé à la fabrication même de la chaussure.

Le Comité n'a pas considéré que les arguments présentés en faveur de cette assimilation fussent de nature à modifier l'avis défavorable précédemment émis par lui sur cette affaire.

En ce qui touche l'argument tiré de la difficulté de soumettre à des traitements différents des ouvrières d'un même établissement, suivant qu'elles sont occupées au tissage ou à la monture, le Comité a fait remarquer qu'il existe un grand nombre d'industries où s'effectuent dans les mêmes usines des travaux qui jouissent de tolérances et d'autres qui restent soumis au droit commun, et qu'il n'y a pas de raison pour étendre à ces derniers des dérogations qui ne se justifient que par ce fait que les premiers ont pour objet des articles de mode ou de saison.

C'est ce dernier point seul qu'il importe, en effet, d'examiner quand il s'agit d'attribuer le bénéfice de tolérances à telle ou telle industrie. Or, le Comité avait déjà reconnu, lors de ses précédentes déclarations, que la variété et la nouveauté des échantillons de toiles pour espadrilles n'étaient pas assez marquées pour permettre de les caractériser réellement comme articles de mode.

Aucun argument nouveau n'ayant été produit à l'appui de l'opinion contraire, le Comité a émis l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu d'accorder à la fabrication de la toile pour espadrilles les dérogations prévues par l'article 7 de la loi de 1892.

DÉCISION DU 7 MAI 1900

*relative à l'application des lois réglementant le travail
dans un atelier d'emballage de produits d'épicerie.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez posé la question de savoir si les personnes occupées dans une fabrique à l'emballage des produits devaient être considérées comme des employés de commerce ou comme des ouvriers soumis aux lois réglementant le travail industriel.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, à qui j'ai soumis la question, s'est prononcé pour cette dernière manière de voir. Il a fait remarquer tout d'abord que les travailleurs dont il s'agit sont occupés dans une usine, qui est soumise comme telle aux lois sur le travail, et que les opérations qu'ils effectuent et qui consistent dans le groupement, l'empaquetage et l'emballage des produits destinés à la vente, constituent un travail industriel, en ce sens qu'elles peuvent être considérées comme la dernière transformation qu'il est nécessaire de faire subir aux produits pour les mettre en état d'être vendus.

Le Comité a fait observer, d'autre part, que ces travailleurs n'intervenaient en aucune façon dans la vente des produits, qu'ils n'étaient pas en rapport avec les clients et qu'ils étaient, par suite, exclusivement des agents de la fabrication et non des employés de commerce. Que s'ils sont, comme ces derniers, payés au mois, nourris et logés, on ne saurait tirer de ce fait aucune conclusion, la façon dont ils sont rémunérés n'influant en rien sur la nature de leur travail.

Le Comité a estimé qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter davantage à cette objection, que, parmi les objets manipulés par les travailleurs dont il s'agit, un certain nombre étaient apportés d'autres fabriques pour être joints aux produits de l'usine pour l'expédition aux clients ou aux maisons de vente. Il a considéré que cette adjonction, qui est d'usage courant dans un grand nombre d'établissements industriels, ne peut changer la nature des opérations effectuées sur les produits et que, d'ailleurs, il serait impossible à l'inspection d'établir une distinction entre les produits fabriqués à l'usine et ceux apportés du dehors.

Dans ces conditions, le Comité consultatif a émis l'avis, que j'adopte, que les travailleurs dont il s'agit sont des ouvriers et, comme tels, sont placés sous la protection des lois réglementant le travail.

DÉCISION DU 16 MAI 1900

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 (art. 20, § 3).

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez adressé un rapport relatif à un accident survenu à une trieuse de coke employée par une compagnie de chemin de fer.

J'ai l'honneur de vous informer que, contrairement à ce que vous paraîsez croire, les circonstances de l'accident, telles qu'elles sont relatées dans votre rapport, ne semblent pas motiver l'application de l'article 20, § 3, de la loi du 9 avril 1898, alors même qu'une contravention à la loi du 2 novembre 1892 pourrait être relevée à l'égard de la compagnie, la faute « inexcusable » ne devant, semble-t-il, s'entendre, dans l'esprit du législateur de 1898, que de l'acte mal intentionné ou absolument imprudent qui confine au dol.

DÉCISION DU 16 MAI 1900

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire savoir si les ascendants d'un apprenti ou d'un jeune ouvrier de moins de seize ans, en cas d'accident suivi de mort, ont droit à l'indemnité prévue par le paragraphe C de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il ne me paraît pas nécessaire de soumettre cette question au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. On ne saurait douter, en effet, que les ascendants d'un apprenti ou d'un jeune ouvrier de moins de seize ans, victime d'accident, puissent prétendre, le cas échéant, à l'indemnité prévue par le paragraphe C de l'article 3 de la loi.

Cette question ne peut toutefois être résolue que par espèce, l'indemnité n'étant due que si, en fait, les ascendants se trouvent, au moment de l'accident, à la charge de la victime.

DÉCISION DU 18 MAI 1900

relative aux tolérances sollicitées en faveur de l'industrie de la sucrerie.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande à l'effet d'obtenir que l'industrie de la sucrerie ne soit pas soumise aux prescriptions

de la loi du 2 novembre 1892, en ce qui touche la durée du travail des jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans.

Cette demande a été, après une enquête approfondie, soumise au Comité consultatif des Arts et Manufactures qui n'a pas considéré qu'elle fût de nature à être prise en considération. Il a rappelé que les sucreries, malgré leur régime temporaire d'activité, ont été classées au nombre des usines à feu continu, aussi bien sous le régime de la loi du 19 mai 1874 que sous celui de la loi du 2 novembre 1892.

Au surplus, la proposition qui avait été faite d'assimiler l'industrie de la sucrerie à l'industrie agricole qui n'est soumise à aucune réglementation n'est pas nouvelle. Elle a été présentée au cours de la discussion qui a précédé le vote de la loi du 2 novembre 1892 et a été rejetée par la Chambre des députés. Cette considération suffirait seule à placer le Ministre, chargé de faire exécuter cette loi, dans l'impossibilité d'accueillir la requête dont il s'agit, si elle ne devait être écartée par d'autres considérations qui ont paru déterminantes.

S'il est vrai que les travaux de sucrerie ne sont en pleine activité chaque année que pendant une période déterminée, il est non moins exact que l'industriel connaît d'avance les besoins de sa fabrication et qu'il peut toujours prendre en temps utile les mesures voulues pour le recrutement du personnel ouvrier duquel les femmes ont presque complètement disparu et dont les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne constituent qu'une infime minorité. Cette raison a paru décisive au Comité consultatif des Arts et Manufactures qui a exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu de soustraire l'industrie sucrière à la réglementation du travail.

DÉCISION DU 18 MAI 1900

*relative aux tolérances sollicitées en faveur des fabriques
de fers à cheval.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande à l'effet d'obtenir que les fabriques de fer à cheval soient rangées au nombre des usines à feu continu et autorisées, conformément à l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892, à employer, la nuit, de jeunes ouvriers de moins de 18 ans.

Cette demande, après une enquête approfondie, a été soumise à l'examen du Comité consultatif des Arts et Manufactures, qui vient d'exprimer l'avis qu'il n'y avait pas lieu de la prendre en considération. Il a fait remarquer que le travail de nuit ne rentre pas dans les nécessités techniques de la fabrication mécanique des fers à cheval; qu'il n'intervient que dans les cas de production urgente, condition qui est commune à toutes les industries. C'est ainsi qu'au mois de décembre dernier, époque à laquelle a été faite ladite demande, le pétitionnaire ne chauffait qu'un des deux fours que comprend son

usine. Au surplus, l'instruction n'a révélé aucun autre établissement qui fonctionne dans les conditions décrites par l'industriel en question.

Dans ces conditions, le travail des enfants pendant la nuit étant, dans la fabrication des fers à cheval, limité à quelques cas, le Comité a considéré qu'ils peuvent être remplacés d'autant plus facilement par des adultes que la différence dans le taux des salaires serait peu importante.

En conséquence le Comité s'est prononcé contre l'adjonction de l'industrie susvisée à celles qui sont énumérées à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893.

DÉCISION DU 9 JUIN 1900

au sujet de l'application de la loi du 12 juin 1893 aux Compagnies de chemins de fer.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à l'occasion de la circulaire qui vous a été adressée le 16 mai 1900 relativement à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les chantiers de travaux exécutés pour le compte de l'État, des départements et des communes, vous m'avez demandé de vous faire connaître si les instructions, que cette circulaire renferme, s'appliquent aux ateliers et chantiers des Compagnies de chemins de fer.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai soumis à M. le Ministre des Travaux publics la question de savoir si ces compagnies ne devraient pas être assujetties aux prescriptions de la loi de 1893. Dès qu'une solution sera intervenue, je m'empresserai de vous la faire connaître.

DÉCISION DU 27 JUIN 1900

relative à l'octroi des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1900 modifié.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous exposez qu'à la suite d'un procès-verbal dressé à des fabricants de chaussures, ces industriels vous ont adressé une demande à l'effet d'obtenir la permission de prolonger la journée de travail de leurs ouvrières, et que vous leur avez répondu aussitôt en leur accordant une autorisation pour 25 jours.

Je crois devoir vous faire observer que, s'il appartient à l'Inspecteur divisionnaire de lever temporairement l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail, les instructions ministérielles lui prescrivent de n'autoriser ces dérogations qu'après avoir exigé des industriels

les justifications nécessaires et avoir reconnu qu'ils se trouvent en présence d'un cas de nécessité absolue. Cette enquête s'impose d'une façon toute particulière lorsque ces demandes sont introduites par les industriels à la suite de procès-verbaux qui leur ont été dressés.

Or, il résulte de votre rapport que la demande formée par les industriels précités n'était aucunement justifiée, puisqu'ils n'ont pas jugé à propos de se servir de l'autorisation que vous leur avez accordée.

Je vous prie de vous conformer plus exactement, à l'avenir, aux instructions que vous avez reçues.

DÉCISION DU 7 JUILLET 1900

*relative à l'octroi des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893
modifié.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu le rapport que vous m'avez adressé au sujet des demandes de prolongation de la journée de travail que solliciteraient les patrons teinturiers en raison du défaut de personnel résultant de la grève.

Comme vous le remarquez, il n'est pas au pouvoir de l'Inspecteur divisionnaire de priver les patrons teinturiers du bénéfice des dispositions du décret du 17 mai 1851, qui leur accordent le droit de prolonger de 2 heures pendant 120 jours de l'année la journée de leur personnel dans les ateliers qui n'occupent que des ouvriers adultes.

Mais, en ce qui concerne les dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, il n'est pas exact de prétendre, comme vous l'affirmez, que l'Inspecteur divisionnaire n'ait pas le droit d'en refuser le bénéfice et que seule la durée des dérogations soit limitée. Les termes de la loi ne laissent place à aucun doute : en conférant à l'Inspecteur divisionnaire le pouvoir de lever temporairement l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail, l'article 7 lui a attribué une faculté dont il peut ou non user, suivant que la demande de tolérance qui lui est adressée lui paraît justifiée ou non par les nécessités industrielles auxquelles le législateur a entendu donner satisfaction.

J'ajoute qu'en autorisant la prolongation du travail dans certains établissements en raison d'un à-coup de travail motivé non par une commande urgente, mais par suite d'une grève, l'autorité administrative manquerait au devoir de neutralité qu'elle doit observer en matière de coalition.

DÉCISION DU 16 JUILLET 1900

*relative aux tolérances sollicitées par les établissements
travaillant pour le compte de l'État.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez transmis, en me proposant de l'accueillir favorablement, une demande formée par une Société en vue d'obtenir l'autorisation *permanente* de faire travailler au delà de la limite légale les ouvriers employés à des travaux pour la marine militaire française.

Permettez-moi de vous faire observer que ce n'est pas au Ministre du commerce que le législateur a confié le pouvoir d'octroyer les autorisations de cette nature, et qu'en outre, devant garder leur caractère *exceptionnel*, elles ne sauraient se transformer en autorisation *permanente*. A ce double point de vue, je n'ai, en ce qui me concerne, aucune suite à donner à la demande dont il s'agit.

Si la Société dont il s'agit se trouve dans la nécessité de prolonger la durée du travail de son personnel à raison de travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement, dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, elle doit, conformément aux décrets des 1^{er} juillet et 10 décembre 1899, produire au service de l'inspection une attestation du Ministre intéressé, constatant expressément la nécessité de la dérogation. En aucun cas, le Département du commerce n'a à intervenir. Je ne puis que vous inviter à vous référer à ce sujet aux instructions contenues dans la circulaire du 25 janvier dernier.

Cette Société paraissant occuper simultanément des ouvriers adultes et des travailleurs de moins de 18 ans, je crois devoir vous faire remarquer que les établissements à personnel mixte ne peuvent plus invoquer aujourd'hui le décret du 17 mai 1851, modifié par les décrets ultérieurs, pour faire faire des heures supplémentaires à leurs ouvriers adultes. En effet, la loi du 30 mars 1900 a fixé à onze heures, quant à présent, et à dix heures, dans quatre ans, la durée de la journée pour toutes les catégories de travailleurs occupés dans les mêmes locaux. La simultanéité du travail et des repos, qui est la conséquence des prescriptions nouvelles, doit logiquement entraîner une similitude de traitement pour tous les ouvriers, hommes, femmes et enfants, et il ne peut être accordé pour les uns des tolérances qui ne s'appliqueraient pas aux autres ; il s'ensuit que les ouvriers de la Société, s'ils ont des auxiliaires de moins de 18 ans, ne peuvent, en règle générale, travailler plus de onze heures par jour. Il vous appartient, d'ailleurs, d'accorder, en vertu de l'article 5 du décret du 25 juillet 1895 modifié, l'autorisation de porter à douze heures la durée de la journée de tout le personnel, conformément aux instructions contenues dans la circulaire du 17 mai dernier, et à la condition que la Société produise, comme il est dit plus haut, les justifications requises pour les travaux intéressant la défense nationale.

DÉCISION DU 27 AOÛT 1900

*relative aux tolérances sollicitées en faveur de l'industrie
de l'extraction du parfum des fleurs.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande tendant à ce que l'industrie de l'extraction du parfum des fleurs ne soit pas soumise aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne l'interdiction de faire travailler des femmes la nuit.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, saisi de cette requête, a fait remarquer que si l'industrie susvisée exige l'utilisation immédiate des produits récoltés au fur et à mesure de la floraison et que de trop grandes restrictions apportées à la durée du travail auraient pour effet d'obliger les industriels à refuser aux producteurs une partie de leur récolte, du moins le décret du 29 juillet 1895 a fait bénéficier l'industrie de l'extraction du parfum des fleurs de toutes les tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892.

Le Comité a, en conséquence, émis l'avis que les règlements actuels, qui ne vont pas, d'ailleurs, jusqu'à autoriser l'emploi, d'une façon constante, des femmes la nuit, sont suffisants pour sauvegarder les intérêts de l'industrie ci-dessus et qu'il n'y a pas lieu de prendre sa demande en considération.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

DÉCISION DU 26 SEPTEMBRE 1900

*relative à l'application de l'article 10, § 4,
du décret du 10 mars 1894. (Garde-corps.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une réclamation contre une mise en demeure signifiée à un industriel par le Service de l'inspection d'avoir, dans le délai d'un mois, à munir un bac à galvaniser de barrières ou de garde-corps, conformément au paragraphe 4 de l'article 10 du décret du 10 mars 1894.

Ce paragraphe qui porte que « les puits, trappes, ouvertures, caves, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront munis de solides barrières ou de garde-corps », est conçu dans des termes d'une généralité telle, qu'il n'y a point de doute qu'il s'applique aux bacs à galvaniser de la nature de celui qui a fait l'objet de la mise en demeure. Telle est l'opinion du Comité consultatif des Arts et Manufactures auquel j'avais soumis votre réclamation.

« C'est en vain, dit le Comité, que l'on objecterait que par la nature même

des opérations qui se font sur la sole, par la surélévation des massifs en maçonnerie, par la faible largeur des réservoirs, les ouvriers ne peuvent être blessés ou brûlés qu'en désobéissant à la défense formelle qui leur est faite de monter sur la sole et de franchir les bacs. C'est en vain également que l'on invoquerait les difficultés que peuvent présenter pour les opérations de la galvanisation les barrières ou les garde-corps. Lorsque le législateur a édicté la loi du 12 juin 1893 et le décret du 10 mars 1894, il ne s'est pas dissimulé qu'il imposait à l'industrie des dépenses ou des difficultés nouvelles, mais il a tenu à protéger les ouvriers dans tous les cas, même contre leur propre imprudence. »

Le Comité ajoute qu'il ne lui paraît pas, d'ailleurs, impossible d'imaginer un appareil de levage, un pont roulant ou tout autre engin, qui permettrait d'effectuer les opérations de la galvanisation malgré la présence des garde-corps et sans augmenter les dangers auxquels sont exposés les ouvriers.

En conséquence, le Comité a émis l'avis qu'il y a lieu de maintenir la mise en demeure signifiée, mais qu'en raison des difficultés que peut présenter la recherche et l'installation des appareils propres à assurer la sécurité des ouvriers employés au bac dont il s'agit, il convient d'accorder, pour l'exécution de la mise en demeure, un délai de six mois, à compter du jour où le rejet de la réclamation aura été notifié. J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis.

DÉCISION DU 16 JUIN 1900

*relative à la responsabilité des chefs d'industrie en ce qui concerne
les contraventions aux lois sur le travail.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez bien voulu appeler mon attention sur un arrêt de la Cour de, portant confirmation d'un jugement du tribunal correctionnel de, qui a acquitté le Directeur des chantiers de des poursuites exercées contre lui, en récidive, à raison d'une infraction à l'article 10 du décret du 10 mars 1894, dont l'inobservation avait occasionné la mort d'un ouvrier.

La Cour a considéré que, si le Directeur est personnellement responsable des contraventions commises dans l'embauchage des ouvriers, la durée du travail des enfants, la construction des ateliers, le fonctionnement des appareils dangereux, l'établissement des ouvrages permanents ou de longue durée, il ne peut être déclaré pénalement responsable d'une contravention qui a été commise par l'un de ses préposés dans l'établissement d'un échafaudage volant dont il n'a pas eu connaissance, et pour lequel il n'avait pas à donner d'instructions.

Il résulterait de cette théorie que le Directeur serait reponsable, par exemple, si un enfant mineur de dix-huit ans était employé dans un de ses

ateliers sans livret, ou pendant onze heures un quart au lieu de onze heures, tandis qu'il échapperait à toute responsabilité pénale dans le cas où une infraction aux règlements (dans l'espèce, le défaut de protection d'un échafaudage) aurait eu pour conséquence la mort de la victime de l'accident. Il est à peine besoin de dire que rien dans la loi ne permet de faire cette distinction dont les conséquences sont tout au moins inattendues. Il suffit de se reporter aux termes de l'article 7 de la loi de 1893 pour se rendre compte que les chefs d'industrie peuvent être rendus pénalement responsables de toutes les infractions aux lois sur le travail, qui sont constatées dans une partie quelconque de leurs usines. Ils répondent, dans tous les cas, des actes de leurs mandataires, chefs d'ateliers ou contremaîtres. En vain objecteraient-ils que ces derniers n'ont pas suivi leurs instructions. C'est au patron, au Directeur d'entreprise qu'il appartient de choisir et de surveiller ses subordonnés de façon que ses ordres soient ponctuellement exécutés. Il est responsable de leur négligence vis-à-vis de ses ouvriers, en cas d'inobservation des lois et règlements, de même qu'il est responsable vis-à-vis des tiers, des malfaçons constatées dans les travaux exécutés sous leur direction.

Il est vrai que la loi porte que, en cas de contravention, les poursuites pourront être exercées soit contre les chefs d'industrie, soit contre leurs directeurs, gérants ou préposés. Mais il est évident qu'il faut entendre par là non pas les contremaîtres, chefs d'ateliers ou directeurs techniques de la fabrication (qui sont responsables de leurs actes vis-à-vis des patrons et non vis-à-vis des ouvriers), mais ceux qui, par suite d'une délégation générale qu'ils tiennent soit du patron, soit de la société anonyme ou en commandite à la tête de laquelle ils se trouvent placés comme directeur ou comme gérant, réunissent entre leurs mains tous les pouvoirs d'un véritable chef d'industrie.

Autrement dit, la responsabilité pénale du chef de l'entreprise ne peut être dégagée que si habituellement il n'exploite pas lui-même, et s'est substitué dans toutes les opérations de son industrie un gérant ou un directeur qui le supplée d'une manière permanente, ce qui n'a pas lieu dans l'espèce.

Au surplus, la thèse contraire aboutirait à un éparpillement des responsabilités que la loi ne pouvait admettre, parce qu'il aurait été absolument inconciliable avec l'observation uniforme des règlements. En effet, si la théorie de la Cour de devait prévaloir, si les chefs et directeurs de la grande industrie pouvaient se substituer dans les poursuites engagées contre eux des agents subalternes, ils se désintéresseraient de l'exécution des règlements sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, puisqu'ils pourraient échapper aux conséquences pénales des contraventions et à la défaveur qui s'attache aujourd'hui aux condamnations encourues par les grands industriels pour infractions aux lois sur le travail. D'autre part, les poursuites en récidive (art. 9) seraient impossibles, puisqu'il suffirait aux chefs d'industries de changer leurs contremaîtres pour que les conditions constitutives de la récidive ne fussent jamais réalisées.

Enfin, en admettant même que, en visant dans un même contexte le chef d'industrie et son préposé (quel qu'il soit), la loi ait voulu laisser à l'agent verbalisateur le droit de les poursuivre suivant les cas *l'un ou l'autre*, il n'est

certainement pas entré dans sa pensée qu'ils pouvaient être, comme dans l'espèce, mis hors de cause l'un et l'autre.

Par tous ces motifs, l'arrêt de la Cour de ne paraissant pas avoir fait une saine interprétation des textes, je ne puis que vous inviter à prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit déféré à la censure de la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi (1).

DÉCISIONS

relatives à l'application de la loi du 30 mars 1900.

18 mai 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous adresser les réponses que paraissent comporter les questions que vous m'avez posées au sujet de l'application de la loi du 30 mars 1900.

1° Les hommes étant soumis dans les établissements à personnel mixte au même régime que les enfants et les femmes sous le rapport de la durée du travail et des repos doivent bénéficier des dérogations autorisées au profit de certaines industries par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

2° En ce qui touche l'interprétation de l'article 2 de la loi, je ne puis que m'en référer à la définition des mots « mêmes locaux » qui a été donnée par le rapporteur du projet à la Chambre des députés.

« Que veut dire « dans les mêmes locaux » ? S'agit-il d'une salle unique ? Suffira-t-il d'une cloison pour que les locaux soient différents ? Sera-t-on dans les mêmes locaux lorsqu'on travaillera à des étages différents d'une même maison ? Seul, l'esprit général dans lequel est conçue la loi doit nous fixer à cet égard ; et il nous semble qu'on doit entendre par « mêmes locaux » non seulement ceux où se fait un travail en commun du personnel protégé, mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production. »

C'est cette définition qui devra servir de critérium lorsqu'il s'agira d'examiner si l'établissement échappe ou est assujéti aux prescriptions de la loi nouvelle. Les espèces qui peuvent se présenter sont trop nombreuses pour qu'il soit possible d'indiquer une autre base d'appréciation. Au surplus, en cas de difficultés, c'est aux tribunaux qu'il appartient de décider.

3° La loi ne fait pas aux chefs d'industries une obligation d'accorder un jour par semaine aux ouvriers adultes.

18 mai 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, ce n'est qu'à l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la loi du 30 mars 1900, que

(1) L'arrêt dont il s'agit a été déféré à la Cour de cassation.

l'organisation du travail par équipes, telle qu'elle était autorisée par l'article 4, § 2 et 3 de la loi du 2 novembre 1892, devra être supprimée. Pendant cette période transitoire, le travail de chaque poste devra être continu, sauf l'interruption pour le repos, sans qu'il soit possible de faire alterner les postes après quatre ou cinq heures de présence à l'usine. Cette disposition étant immédiatement applicable, vous devrez inviter les industriels de votre circonscription, où le travail serait organisé par équipes, à prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer sans délai.

6 juin 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les instructions que vous m'avez demandées au sujet de l'application de la loi du 30 mars 1900 dans les imprimeries.

Cette loi a réduit d'une façon formelle à 11 heures quant à présent, puis à 10 heures dans quatre ans, la durée du travail de toutes les catégories de travailleurs dans les établissements à personnel mixte. La simultanéité du travail et des repos, qui est la conséquence des prescriptions nouvelles, doit logiquement entraîner une similitude de traitement pour tous les ouvriers, hommes, femmes ou enfants, et il ne peut être accordé pour les uns une tolérance qui ne s'appliquerait pas aux autres. Il s'ensuit que les ouvriers adultes, qui jusqu'ici pouvaient, en vertu du décret du 17 mai 1851, faire un nombre d'heures illimité, ne doivent travailler que onze heures par jour, dès le moment qu'ils sont employés dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants.

13 juin 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la réponse à la question que vous avez posée au sujet de l'application de la loi du 30 mars 1900 dans les fabriques de boîtes de conserves.

Aux termes de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié, les enfants, les filles mineures et les femmes peuvent être autorisés, dans les fabriques de boîtes de conserves, à travailler douze heures par jour; or cette tolérance doit s'étendre également aux adultes occupés dans ces fabriques. La circulaire du 17 mai 1900 est explicite à cet égard. Elle dispose formellement en effet que les adultes, lorsqu'ils bénéficient de la même réglementation que leurs auxiliaires habituels, doivent être soumis aux mêmes exceptions.

Je vous rappelle, d'ailleurs, que chaque autorisation temporaire ne peut être accordée que pour une durée de travail effectif ne dépassant jamais douze heures par jour. (Rapport de la Commission supérieure de 1896, p. xxxvi.)

26 octobre 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé si les usines à feu continu sont assujetties aux dispositions de la loi du 30 mars 1900. Il me semble qu'aucun doute ne saurait subsister à cet égard. Le législateur a pris soin,

en effet, d'indiquer dans l'article 1^{er}, au paragraphe 3 de l'article 3 modifié et au paragraphe 3 de l'article 11 modifié de la loi de 1892, quelles prescriptions de la loi nouvelle ne leur étaient point applicables. Dans les usines à feu continu, les repos n'ont pas lieu obligatoirement aux mêmes heures pour les hommes, les femmes et les enfants occupés dans les mêmes établissements, et l'organisation du travail par relais y est permise. C'est dire que les autres prescriptions de la loi s'appliquent en l'espèce, et notamment la limitation à onze heures du travail journalier des adultes occupés dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants.

D'autre part, il me paraît qu'il est impossible de considérer comme repos prévus par la loi, les intervalles irréguliers qui séparent les interventions actives des ouvriers dans la conduite des appareils, intervalles pendant lesquels ils sont astreints à une fonction de surveillance exigeant une attention soutenue afin qu'ils puissent agir utilement à la première alerte. Ce sont des intervalles de travail moins actif peut-être, de travail réduit à une surveillance, mais pendant lesquels la responsabilité de l'ouvrier reste engagée, sans qu'il puisse quitter son poste pendant une période de temps déterminée à l'avance. La loi ne nous autorise, en aucune façon, à tenir compte de ces différences d'intensité dans le travail, à considérer la simple surveillance comme n'étant point un travail effectif.

13 novembre 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si les ouvriers occupés onze heures dans les établissements à personnel mixte doivent prendre leur repos en même temps que les femmes et les enfants.

L'article 3 paragraphe 3 modifié de la loi de 1892 (art. 1^{er} de la loi du 30 mars 1900) dispose que :

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

Or ces personnes sont, d'une part, les femmes et les enfants visés par l'article 1^{er} de la loi de 1900 et, d'autre part, les adultes à qui s'applique l'article 2 de cette même loi lorsqu'ils sont employés dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants. Je vous renvoie d'ailleurs pour l'interprétation à donner à l'expression de « mêmes locaux » aux explications de ma circulaire du 17 mai 1900, page 3.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 8 décembre 1900.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 1^{er} DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, LEUR SONT APPLICABLES CUMULATIVEMENT AVEC CELLES DES PARAGRAPHES 4 ET 5 DU MÊME ARTICLE.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation par refus d'application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 2 novembre 1892 ;

Attendu que la dame X..., supérieure du Bon-Pasteur à..., était poursuivie pour 14 contraventions à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 2 novembre 1892 : que le tribunal de police l'a relaxée, par ce motif que le premier paragraphe de l'article 11 n'est pas applicable aux établissements de charité ou de bienfaisance à l'égard desquels cette disposition est remplacée par le paragraphe 4 du même article ;

Mais, attendu que l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 est ainsi conçu : « le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance est soumis aux obligations déterminées par la présente loi » ;

Que cette disposition est générale et absolue : qu'il en résulte que les obligations que la loi impose aux chefs d'industrie sont pareillement imposées aux directeurs et directrices des ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance ; que cette interprétation littérale est absolument justifiée par les travaux préparatoires ;

Qu'en effet, les paragraphes 4 et 5 de l'article 11, lesquels ne figuraient pas dans la rédaction originale, ne furent introduits dans la loi qu'après qu'elle eût été discutée en détail, et cela, à la suite d'un amendement qui réclamait des garanties spéciales à l'égard desdits établissements ; que ces paragraphes 4 et 5 ne sont donc que des dispositions complémentaires qui, ne faisant pas double emploi et se conciliant facilement avec les autres prescriptions de la loi, doivent par cela même s'appliquer cumulativement avec ces dernières ; d'où il suit que le jugement attaqué a violé en refusant d'appliquer l'article 11, § 1^{er}, de la loi de 2 novembre 1892,

Par ces motifs,

Casse et annule...

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

RELEVÉ

des accidents déclarés au service de l'inspection du travail et des procès-verbaux dressés par ce service pendant les 3 premiers trimestres de l'année 1900.

CIRCONSCRIPTIONS.		ACCIDENTS.				PROCÈS-VERBAUX.			
NUMÉROS d'ordre	DÉSIGNATION.	TRIMESTRES.			TOTAUX.	TRIMESTRES.			TOTAUX.
		1 ^{er} .	2 ^e .	3 ^e .		1 ^{er} .	2 ^e .	3 ^e .	
1 ^{re} .	Paris	13,191	14,768	15,353	43,312	58	199	51	308
2 ^e .	Tours	2,060	2,169	2,658	6,887	31	88	228	347
3 ^e .	Dijon	2,947	3,482	3,677	10,106	23	75	67	165
4 ^e .	Nancy	4,415	5,036	5,233	14,684	14	52	59	125
5 ^e .	Lille	8,609	9,151	8,844	26,604	73	129	150	352
6 ^e .	Rouen	4,649	5,127	5,594	15,370	35	57	51	143
7 ^e .	Nantes	2,975	3,765	4,552	11,292	13	59	68	140
8 ^e .	Bordeaux . . .	2,815	3,009	3,470	9,294	7	32	13	52
9 ^e .	Toulouse . . .	1,648	1,880	2,062	5,590	12	42	19	73
10 ^e .	Marseille . . .	3,810	4,354	4,938	13,102	9	49	32	90
11 ^e .	Lyon	4,463	5,278	5,719	15,460	36	84	82	202
	TOTAUX.	51,582	58,019	62,100	171,701	311	866	820	1,997

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DE LA LOI DU 30 MARS 1900 (suite).

SÉNAT.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu de M. le Président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 22 décembre 1899.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Dans sa séance du 22 décembre 1899, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant modification de la loi

du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

« Le vote a eu lieu après déclaration de l'urgence.

« Conformément aux dispositions de l'article 141 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

« *Le Président de la Chambre des députés,*

« Signé : PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi sera imprimée et distribuée.

M. SÉBLINE. — A quelle commission vient d'être renvoyée cette proposition de loi, Monsieur le Président? Est-ce à la commission déjà existante?

M. LE PRÉSIDENT. — La question n'a pas été soulevée. J'ai seulement dit que la proposition serait imprimée et distribuée.

Quelqu'un demande-t-il le renvoi à une commission spéciale?...

M. MILLERAND, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.* — Il existe, Messieurs, une commission qui a élaboré la proposition de loi adoptée par le Sénat et que la Chambre des députés vous renvoie aujourd'hui après modification. Je m'en rapporte absolument au Sénat sur la question de savoir s'il convient d'ordonner le renvoi à l'ancienne commission, ou s'il est préférable d'en nommer une nouvelle.

M. LE PRÉSIDENT. — Demande-t-on le renvoi du projet à l'ancienne commission?

M. FÉLIX MARTIN. — Il s'agirait de savoir si elle existe encore, car elle est très ancienne.

M. SÉBLINE. — Elle existe certainement.

M. LEYDET. — La composition de cette commission peut changer avec le renouvellement du Sénat.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a contestation, le Sénat va décider.

Je mets aux voix le renvoi de la proposition de loi à l'ancienne commission. (Le renvoi à l'ancienne commission est ordonné.)

M. LE MINISTRE. — L'urgence a été déclarée à la Chambre des députés.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est exact; mais, d'ordinaire, le Sénat ne statue sur l'urgence qu'au moment du dépôt du rapport.

SÉANCE DU 15 MARS 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Maxime Lecomte.

M. MAXIME LECOMTE. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le

travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

M. LE PRÉSIDENT. — Le rapport sera imprimé et distribué.

.....
M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, l'ordre du jour est épuisé.

M. MILLERAND, *Ministre du commerce*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du commerce.

M. MILLERAND, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*. — Messieurs, l'honorable M. Maxime Lecomte a déposé aujourd'hui sur le bureau du Sénat le rapport de votre commission sur les modifications à apporter à la loi de 1892. Le Sénat sait que le vote de ces modifications présente une certaine urgence, et je tiens à remercier votre commission d'avoir bien voulu examiner rapidement ce projet.

D'accord avec M. le Rapporteur, j'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien en inscrire la discussion en tête de son ordre du jour de mardi.

M. le Président a bien voulu me promettre que le projet sera distribué dans la journée de samedi; par conséquent, MM. les sénateurs auront tout le temps nécessaire pour examiner le projet de loi comme il doit l'être.

.....
RAPPORT

fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi portant modification à la loi du 2 novembre 1892, par M. Maxime Lecomte, sénateur (15 mars 1900).

Messieurs, l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 a soulevé de grandes difficultés et de vives réclamations, de sorte qu'en fait cette disposition légale n'est pas appliquée.

Cette situation ne peut se perpétuer, et il est nécessaire d'opter entre la mise à exécution de la loi, quels qu'en soient les inconvénients, ou sa modification.

L'article 3 a créé quatre catégories d'ouvriers travaillant dans des conditions différentes : la journée de l'enfant de douze ou treize ans à seize ans, est de dix heures; la journée d'un jeune ouvrier ou de la jeune ouvrière de seize à dix-huit ans est de onze heures, sauf pour la dernière journée de la semaine, qui est de cinq heures, ou, si l'on veut, de soixante heures par semaine; la journée de la femme, à partir de dix-huit ans, est de onze heures. La journée de l'homme reste, d'après le décret-loi du 9 septembre 1848, de douze heures.

La transaction avait abouti, les uns y voyant un moindre mal pour nos industries obligées de lutter contre des concurrents jouissant d'une plus grande liberté, les autres espérant que peu à peu les industriels français seraient amenés à prendre pour durée uniforme de la journée de travail la durée minima de cette journée, c'est-à-dire dix heures, s'appliquant légalement à

l'enfant. C'est cet espoir qu'avait formulé M. Sibille, rapporteur de la Chambre des députés, le 11 juin 1892. Il s'était exprimé en ces termes :

« Il est incontestable que, dans les industries textiles, le travail requiert simultanément hommes, femmes, jeunes filles et enfants. . . . Les limitations proposées pour les enfants et les jeunes filles de 16 à 18 ans entraîneront presque partout la réduction à dix heures du travail des femmes. . . . En adoptant le texte du Sénat, nous pouvons donc espérer que nous arriverons assez vite, par degrés successifs, à la journée de dix heures, et nous assurerons ainsi en fait, puis en droit, le succès de justes revendications. »

Les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 devenaient applicables à partir du 1^{er} janvier 1893 (art. 32). En fait, elles ne furent pas appliquées dès ce moment. On attendit la confection des divers règlements d'administration publique prévus par la loi. Lorsqu'enfin commença la mise en pratique de la loi et des décrets qui la complétaient, de nombreuses réclamations se produisirent, comme il fallait s'y attendre, de la part des patrons et des ouvriers. Ces réclamations, qui ne manquent jamais d'accompagner le passage d'un régime, auquel chacun est habitué, à un régime nouveau, qui froisse nécessairement des habitudes et des intérêts, eurent sur un point, la durée de la journée de travail, un tel caractère d'acuité et d'universalité, que les inspecteurs du travail se trouvèrent obligés de signaler les difficultés inextricables qui surgissaient partout. La loi ne paraissait pas exécutable.

Les inconvénients résultant des dispositions de l'article 3 ont été résumés de la manière suivante :

1° La désorganisation du travail dans les ateliers où les enfants et les femmes sont les auxiliaires nécessaires des ouvriers;

2° La tendance qui résulte de l'application même de la loi et qui consiste à se priver de plus en plus du concours des ouvriers ou ouvrières de moins de 18 ans;

3° Les conséquences fâcheuses qui résultent, dans les ateliers où l'on a pu combiner le travail de façon à respecter les dispositions nouvelles, de ce fait que les jeunes ouvriers et ouvrières doivent quitter l'atelier une heure ou deux avant leurs parents;

4° L'inégalité dans l'application de la loi : les industriels peu scrupuleux peuvent déjouer facilement la surveillance du service d'inspection, et ce, à raison de la complexité des dispositions légales et de la multiplicité des combinaisons que ces dispositions permettent. Les industriels soucieux de la légalité, et qui répugnent à l'emploi de tout subterfuge, sont ainsi victimes d'une redoutable concurrence, d'un caractère d'autant plus fâcheux qu'elle constitue une prime accordée à l'inobservation de la loi.

Une proposition de loi fut présentée au Sénat par M. Maxime Lecomte. Écartant momentanément les griefs accessoires opposés à l'application de la loi du 2 novembre 1892 et des décrets complémentaires et se bornant à modifier l'article 3 de la loi, cette proposition reprenait l'ancien amendement de MM. Diancourt et Maxime Lecomte : « Les enfants, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

A la Chambre des députés, M. Louis Ricard déposa une proposition (voir

annexes, Chambre, séance du 23 novembre 1893) qui ne fut postérieure que de quelques jours à celle de M. Maxime Lecomte. La proposition de M. Louis Ricard était plus étendue.

Elle édictait l'unification de la journée de travail pour les personnes protégées en réduisant à dix le nombre d'heures de travail effectif. En outre, elle s'occupait de la question des relais, des équipes tournantes ou volantes, et disposait que le travail de chaque équipe serait continu, sauf l'interruption pour le repos.

Une délégation de la Commission du travail de la Chambre des députés se mit en rapport avec la Commission du Sénat. Aucun procès-verbal ne fut tenu de la réunion qui eut lieu dans une des salles de la Commission du Sénat. Mais, dans un rapport déposé à la Chambre des députés, M. Dron a donné un résumé de cette conférence :

« M. Dron, comme rapporteur de la Commission, fait connaître les raisons qui ont motivé les votes émis par la Chambre, à maintes reprises et à de fortes majorités. Il essaye de montrer, dans une revue rapide de la situation des grandes industries textiles, les principales intéressées, que la journée de dix heures, qui a encore les préférences de la majorité de la Commission du travail et, sans doute, de la Chambre, pourrait être réalisée sans inconvénient sérieux pour l'industrie elle-même, que cette réforme serait favorablement accueillie par les travailleurs.

« Toutefois, pour montrer l'esprit de conciliation dont elle est animée, pour tenir compte des inquiétudes qui se sont manifestées au Sénat, la Commission de la Chambre accepterait la limitation actuelle à onze heures, si la Commission du Sénat voulait bien, de son côté, concéder l'inscription, dans le projet de loi, d'une date ferme à laquelle la limitation à dix heures serait enfin appliquée; le délai proposé était de trois ans. On éviterait ainsi les regrettables lenteurs qui ont marqué le vote de la loi du 2 novembre 1892 et on débarrasserait pour longtemps l'ordre du jour de la Chambre de cette question quelque peu irritante de la réglementation du travail.

« Il ajoute que d'autres points de la loi, dont la pratique a démontré la déféctuosité, sont à remanier; les avis concordants des inspecteurs du travail ne peuvent manquer d'amener entre les deux Commissions, sur ces différents points, une entente désirable à tous égards.

« M. Marty, Ministre du commerce, déclare que le Conseil des Ministres, après examen de la situation, est résolu à défendre les propositions de la Commission de la Chambre des députés.

« Après un échange de vues entre tous les membres présents, aucune objection grave n'étant formulée par la Commission du Sénat, qui se réserve de délibérer sur le point particulièrement litigieux de la limitation, M. Maxime Lecomte, rapporteur de cette dernière, et plusieurs de ses collègues insistent sur la nécessité d'étendre la réglementation aux hommes pour les établissements industriels, où le travail est le produit de la collaboration des hommes avec le personnel protégé par la loi du 2 novembre : les femmes et les enfants. »

Le 26 mai suivant, M. Lecomte déposait un rapport supplémentaire qui proposait la modification du décret-loi des 9-14 septembre 1848, en décidant

qu'à partir du 1^{er} juillet 1895, la journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

En ce qui concernait les modifications à apporter à la loi du 2 novembre 1892, notre honorable collègue, M. Richard Waddington, a proposé diverses mesures qu'il pensait indispensables et que, sur la proposition de M. Louis Ricard, la Commission du travail de la Chambre des députés avait déjà adoptées.

Pour donner satisfaction à certaines industries, la loi de 1892 avait permis le travail de nuit aux enfants et aux femmes, dans des conditions déterminées, qui abaissaient la durée du travail à neuf heures. Cette combinaison a donné lieu à de graves abus qui sont signalés de la façon suivante dans la proposition Ricard :

« Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures, y compris l'heure de repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes, et l'usine marche ainsi, sans arrêt, pendant dix-huit heures !

« Pour y arriver, on a recours à diverses combinaisons ; il suffit d'en indiquer une. Ainsi la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures, la seconde va de 9 heures à 1 heure après-midi ; la première reprend de 1 heure à 5 heures, et la seconde termine la journée de 5 heures à 10 heures.

« Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, qu'il leur faut le plus souvent une demi-heure et même davantage pour se rendre de leur domicile à leur travail, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes de travail. Ils sont donc retenus, par le service de l'usine, pendant treize ou quatorze heures par jour. Il est vrai qu'ils ont des repos variant de quatre à cinq heures. Mais que peuvent-ils faire pendant ce temps en dehors de l'usine ? Croit-on que la situation de la famille ouvrière, le père, la mère, les jeunes filles et les enfants n'étant presque jamais libres aux mêmes heures, les jeunes filles et les enfants restant sans surveillance, deviendra meilleure que par le passé ? Est-ce le but que le législateur a poursuivi en cherchant à réduire la durée du travail et en supprimant le travail de nuit ? »

La Commission du Sénat proposait de décider que le travail de chaque équipe ne pourrait être interrompu, ne pourrait être coupé que par l'intervalle du repos sans l'introduction d'un travail par une autre équipe.

Elle proposait, en outre, de ne pas laisser cumuler les tolérances prévues par les paragraphes 4 et 6 de l'article 4 de la loi de 1892 ; par contre, de permettre les veillées, d'autoriser certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique et dans des conditions d'application qui seraient précisées par ce règlement, à prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, pendant une durée qui, au total, ne pourrait dépasser soixante jours.

Enfin, revenant au travail dans les usines, la Commission demandait que, dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos aient lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi, et proposait d'interdire le système de relais.

Ce système de relais est ainsi caractérisé dans la proposition Ricard : « On a établi dans certaines usines des équipes roulantes ou volantes, des relais qui passent successivement sur tous les métiers et y travaillent pendant que les ouvriers réguliers sont mis en repos. De cette façon, en donnant aux hommes adultes une heure de repos le matin et une dans l'après-midi, aux femmes deux repos d'une heure et demie, et aux enfants deux repos de deux heures, on parvient à faire tourner les métiers pendant quatorze heures, sans que chaque ouvrier, homme, femme et enfant, supporte un travail dépassant la durée légale. »

Un pareil système rompt complètement l'unité de la famille et, par suite, se trouve en contradiction formelle avec les intentions du législateur, guidé par des sentiments d'humanité et de moralisation.

Ces diverses propositions ont été adoptées par le Sénat avec de légères modifications et portées à la Chambre des députés. Le Sénat avait admis l'unification à onze heures de la journée de travail des personnes protégées par la loi de 1892; il avait consacré l'idée de la continuité du travail des équipes; en ce qui concerne le décret-loi de 1848, il l'avait modifié, pour les établissements qui emploient à la fois des adultes et des personnes visées par la loi de 1892, réduisant la durée du travail effectif à onze heures par jour et laissant le décret de 1848 subsister intégralement pour les établissements n'employant que des hommes adultes.

Le rapport déposé à la Chambre par M. Dron, le 28 décembre 1895, fut discuté l'année suivante, du moins les débats commencèrent le 11 juin 1896 « et se poursuivirent pendant sept longues séances, jusqu'au 27 juin, dans un élégant tournoi oratoire, qui mit aux prises les représentants des diverses écoles d'économie politique et les socialistes ». La discussion fut interrompue. La nouvelle législature commença et les premiers mois s'écoulèrent sans qu'il fût possible, à raison de la discussion du budget indéfiniment prolongée, de replacer la proposition à l'ordre du jour.

Ce ne fut que le 11 décembre 1898 que M. Fernand Dubief déposa un nouveau rapport, au nom de la Commission du travail. Les lignes suivantes en font bien connaître l'esprit :

« Sans doute, il nous en devait coûter d'abandonner sur certains points des réformes qui pouvaient nous paraître désirables, des améliorations qui s'offraient à notre esprit ; mais la Commission a cru, dans un sentiment de conciliation et pour rendre l'accord plus certain entre les deux Chambres, que le mieux était de reprendre le texte du Sénat en bloc et de ne le modifier que dans la moindre mesure possible. »

La Chambre des députés avait, en dernier lieu, pris la résolution, tout en se réservant d'examiner le plus prochainement possible les diverses modifications à apporter à la loi de 1892, de se borner pour le moment à réaliser l'unification des heures de travail dans les établissements employant des enfants et des femmes ou à la fois des adultes et des enfants et des femmes. Mais, en séance, un amendement de M. Dron a été adopté, et cet amendement résout la question des équipes et relais de la manière suivante : « Toute organisation de travail par relais ou équipes est interdite. »

Quant à la question des heures de travail, la Chambre des députés a

accepté la solution adoptée par le Sénat, l'unification à onze heures, mais seulement à titre transitoire, décidant qu'au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures seulement. (Séances des 20, 21 et 22 décembre.)

Par suite de l'adoption d'un amendement de MM. Basly, Lamendin et des Rotours, une disposition a été ajoutée après le premier paragraphe de l'article 3 : « Dans les mines et minières, ils (les ouvriers protégés) ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. »

Enfin une modification a été faite au paragraphe suivant. Il portait : « Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi. » Les mots : « les mines, minières et carrières et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique » ont été supprimés.

Votre Commission a dû examiner les deux modifications relatives aux mines, la question des équipes et relais, et celle qui a trait à la réduction des heures de travail après deux périodes successives de deux ans.

Elle n'a pas cru qu'il fût utile de revenir sur les points qui pouvaient être considérés comme tranchés par l'accord entre les deux Chambres, consacré par l'adoption d'un même texte.

I

Suppression du paragraphe 2 du nouvel article 3.

(Amendement des Rotours.)

La Chambre des députés a adopté, par assis et levé, après une épreuve douteuse, contre l'avis de sa Commission et sans que le Gouvernement ait fait connaître le sien, un amendement de M. des Rotours, devenu le paragraphe 2 du nouvel article 3, aux termes duquel, dans les mines et les minières, les enfants au-dessous de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail de plus de huit heures.

Ce vote ne paraît être résulté que d'une confusion et d'un malentendu. La disposition aurait, tant pour les intéressés que pour le public, les conséquences les plus désastreuses; elle ne saurait être maintenue sans créer entre industries similaires, alors que rien ne le justifie en fait, les différences de traitement les plus choquantes et les moins admissibles.

Et tout d'abord on ne s'explique pas que la stipulation ne soit appliquée qu'aux mines et minières et point aux carrières, alors que l'industrie extractive comprend les trois classes légales de mines, minières et carrières, et que les minières et les carrières notamment ne diffèrent entre elles que par des subtilités juridiques à la portée des seuls juristes versés dans ces matières. Comment distinguer pratiquement une exploitation de minerai de fer, qui est une minière, d'une exploitation de phosphate de chaux, qui est une carrière? Il y a plus : une même substance, les terres pyriteuses, extraites de la même façon, sont classées dans les minières si on les exploite pour la fabri-

cation du sulfate de fer et comme carrières si on doit les employer comme engrais.

On comprendrait d'autant moins cette stipulation atteignant les minières et non les carrières qu'il n'existe en France qu'une centaine de minières avec un effectif total de 1,500 personnes, dont 100 femmes et enfants, alors qu'on y compte 40,000 carrières avec 125,000 personnes, dont plus de 7,000 femmes et enfants.

Donc, comme à l'article 1^{er} et comme à l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892, il faudrait, au paragraphe 2 de l'article 3, retenir, sans faire entre elles une distinction matérielle impossible, les mines, les minières et les carrières.

Cette adjonction forcée des carrières — et c'est pour cela que nous avons insisté sur ce premier point — est de nature à montrer avec plus d'évidence encore l'impossibilité de maintenir la disposition.

Quand on parle d'industrie extractive, il faut toujours soigneusement distinguer le travail au fond, qui seul présente des particularités avec le travail des autres industries et le travail au jour, où l'industrie extractive ne peut plus en fait et ne doit plus en droit être différenciée des autres.

Le travail souterrain dans les mines, minières et carrières a fait spécialement l'objet dans la loi du 2 novembre 1892, de l'article 9. On ne peut donc pas s'en occuper à l'article 3. De par cet article 9, le travail des femmes est interdit au fond; à quoi bon parler de sa durée à l'article 3? Quant à celui des enfants et des jeunes gens dont la durée et les conditions doivent, de par l'article 9, être fixées par des règlements d'administration publique, il faut distinguer. Pour ceux de moins de 16 ans, la durée du travail effectif ne doit pas dépasser huit heures (décret du 3 mai 1893); mais pour ceux de 16 à 18 ans, à moins de vouloir chasser de la mine toute cette catégorie de travailleurs et par là arrêter tout recrutement, ledit décret a dû permettre dix heures de travail effectif sans dépasser cinquante-quatre heures par semaine, ce qui fait au moins, par jour, neuf heures de travail effectif.

Et, en effet, bien rares sont encore en France aujourd'hui les exploitations où la durée du travail effectif dans le fond n'est que de huit heures. Hors le bassin houiller du Pas-de-Calais et du Nord, où on se rapproche de cette réglementation, on ne saurait citer que deux ou trois grandes mines du Centre et du Midi qui s'en rapprochent, les unes et les autres ont été amenées à cela parce que, pour des motifs divers, elles doivent travailler à deux postes. Pour le fond, la journée de travail (non compris la descente et la remonte, ni le temps d'aller au chantier et d'en revenir, ni les repos) est en général en France de neuf heures beaucoup plus que de huit heures.

Au jour, où les femmes sont exclusivement et les enfants surtout occupés, la durée de présence la plus habituelle est de douze heures (de 6 à 6), ce qui laisse un travail effectif de dix à onze heures.

Dans les houillères, il n'y a pas que le triage auquel on emploie femmes et enfants; il y a des ateliers de toute sorte, notamment la fabrication du coke et des agglomérés, et le service des expéditions, particulièrement aux rivages. Puis il n'y a pas en France que des mines de houille; il y a des mines métallurgiques avec leurs préparations mécaniques; il y a les carrières

avec leurs multiples et si diverses élaborations extérieures. Presque partout, nous le répétons, on rencontre la journée de douze heures de présence donnant de neuf à dix heures de travail effectif.

On voit l'effet de la réduction à huit heures résultant de l'amendement voté par la Chambre des députés.

Garder les femmes et les enfants exigerait une réorganisation complète de l'industrie extractive, exercerait une répercussion sur le travail du fond dont les conséquences diverses, difficilement appréciables, seraient à coup sûr lamentables, et amènerait inévitablement une réduction dans l'extraction, déjà beaucoup trop faible, réduction qui pourrait bien aller à un cinquième pour beaucoup de bassins houillers les plus importants.

Si pour éviter ces inconvénients on voulait substituer des adultes aux femmes et enfants, où trouverait-on, rien que pour les mines, les 25,000 personnes nécessaires sur un effectif total de 160,000 ? Voit-on la hausse dans les prix qui en résulterait ? Et le recrutement qui ne se fait dans les mines qu'en faisant passer les enfants du jour au fond et qui est insuffisant, comment se ferait-il désormais ?

Ainsi, en fait, la mesure serait désastreuse, comme nous l'avons dit, et pour les intéressés et pour le public.

En droit, enfin, comment pourrait-on justifier les inégalités qui résulteraient de ce que l'industrie extractive ne pourrait travailler que huit heures aux mêmes opérations pour lesquelles tous les autres industriels pourraient faire travailler dix et onze heures. Ce n'est pas seulement sur les mines de houille que l'on fabrique du coke et des agglomérés. Quelle différence y a-t-il entre les roulages et les chargements qui se font à la surface pour le service d'une mine, minière ou carrière, et ceux exécutés dans tout autre établissement industriel ? Pour le triage même des charbons ou des minerais on ne permettrait que huit heures à l'industrie extractive ; et tout à côté un triage de chiffons pourrait travailler dix et onze heures à une opération à coup sûr bien autrement pénible.

Tels sont les motifs absolument déterminants pour lesquels la Commission, d'accord avec le Gouvernement, propose de supprimer le paragraphe 2 introduit à la Chambre par voie d'amendement.

II. — ADDITION DES « MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES » AUX USINES À FEU CONTINU DANS LE DERNIER PARAGRAPHE DU NOUVEL ARTICLE 3.

Le dernier paragraphe du nouvel article 3 porte, d'une part, l'obligation pour toutes les personnes protégées par la loi de prendre leur repos à la même heure et, d'autre part, l'interdiction de toute organisation de travail par relais ou équipes.

La Chambre a naturellement admis à ces deux stipulations une exception, commandée par la nature même des choses, pour les usines à feu continu. Nous vous proposons, pour des raisons découlant aussi de la nature des choses, d'ajouter aux usines à feu continu les mines, minières et carrières. Le Sénat ne fera ainsi que reprendre en partie le texte qu'il a déjà voté définitivement la première fois qu'il fut appelé à discuter un projet de loi destiné à modifier la loi du 2 novembre 1892. La nature même du travail

de l'industrie extractive exige ces deux additions si l'on ne veut pas rendre ce travail radicalement impossible.

Dans toute exploitation souterraine, chaque équipe d'ouvriers travaille isolément à son chantier sans se préoccuper des chantiers voisins qui peuvent être plus ou moins éloignés. Comment voudrait-on et pourrait-on réaliser le repos simultané dans tous ces chantiers disséminés sur de vastes espaces au milieu de l'obscurité du tréfonds ? Ce n'est pas tout ; et l'observation suivante peut s'appliquer même aux travaux à ciel ouvert. Dans cette œuvre de destruction de la croûte terrestre que constitue le travail, toujours dangereux par cela même, du mineur, l'heure réglementaire du repos pourrait arriver juste au moment où le chantier ne peut pas être abandonné : pour éviter un éboulement, une chute partielle du ciel ou des parois, il faut placer un bois, ne fût-ce qu'à titre provisoire. Impossible à l'ouvrier de se reposer avant que cette consolidation ait été effectuée. Le travail ne peut donc pas toujours être arrêté à la minute que l'on voudrait. De ces sujétions, variables avec les multiples chantiers d'une exploitation, résulte la continuité de leur travail considéré dans son ensemble. Chacun d'eux va, d'autre part, expédier ses produits à des moments variables avec les variations mêmes du travail d'abatage et de là, par conséquent, résultera, sur les voies communes à plusieurs chantiers, une sorte de continuité de la circulation, ou une circulation coupée par des repos se présentant à intervalles variables et irréguliers.

C'est pourquoi, de temps immémorial, l'usage a été dans les mines de laisser chaque ouvrier prendre ses repos aux heures qui lui convenaient et où il avait la faculté de le faire.

L'organisation du travail par postes est une nécessité non moins impérieuse d'un très grand nombre d'exploitation de mines, des plus importantes comme des plus intéressantes, pour ne pas dire de toutes.

Dans toutes d'abord, mines de houilles comme mines métallurgiques, carrières comme mines, les travaux préparatoires urgents, et les grands travaux (fonçage de puits, percement de galeries principales) le sont presque toujours avec l'activité que doit avoir l'industrie moderne, sont menés à trois postes, de huit heures chacun, les ouvriers se remplaçant au chantier pic en main, suivant l'expression consacrée, afin que le travail d'avancement soit effectivement continu.

Dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, comme en Belgique, on travaille de temps immémorial en deux postes successifs, connus sous le nom de « coupe à charbon » et de « coupe à terre ». Dans le premier, qui dure de 5 heures du matin à 2 heures du soir (non compris le temps de la descente et de la remonte), on ne fait que l'abatage et le sortage du charbon ; dans le second, qui va de 3 heures à minuit, on abat et on sort les bancs stériles qu'il faut enlever pour reprendre et continuer l'abatage du charbon. C'est le cas de tous les gîtes à couches tellement minces que l'on ne peut pas placer dans la mine les stériles résultant de la mine à dimension des galeries et chantiers. Il faut les sortir au jour. On ne pourrait pas les extraire en même temps que le charbon, les puits ne débitant pas suffisamment. D'où la nécessité du travail à deux postes. Cette nécessité est telle que la loi du 2 novembre 1892, art. 9, dernier paragraphe, a permis aux mines qui sont dans ce cas

d'occuper les enfants au fond de 4 heures du matin à minuit, en deux postes distincts.

Dans les mines de houille puissantes du Centre et du Midi, à charbon très inflammable, on a dû organiser un travail à deux postes dans d'autres circonstances et pour d'autres nécessités. On y fait de suite entre 4 heures et 10 heures du soir deux postes à charbon, de neuf heures, dans chacun desquels on abat et on extrait le charbon dans des conditions identiques. On a dû en arriver là pour lutter le plus efficacement possible contre les feux; l'expérience a montré qu'on ne parvenait à les éviter que par un déhouillement extrêmement rapide.

Des considérations différentes qui, pour ne pas dériver de nécessités industrielles, ne sont pas d'un moindre poids pour l'intérêt public, ont amené plusieurs mines de houille et en amèneront davantage encore à la même formule de travail. Elles ont voulu faire produire à la mine tout ce qu'elle peut donner, ce qui est capital dans un pays comme le nôtre qui doit emprunter à l'étranger le quart de sa consommation; et en même temps réduire la journée du mineur au fond dans les limites que permettent la situation de notre industrie et les conditions du recrutement des ouvriers.

Ces pratiques, consacrées par des usages parfois immémoriaux, comme celui de la « coupe à charbon » et de la « coupe à terres », n'ont jamais donné lieu à aucun abus ni à aucune plainte. Il est indispensable de les consacrer si l'on veut que nos mines continuent à être exploitées comme l'exigent les véritables intérêts de la collectivité. Il faut donc que la loi spécifie bien que l'industrie extractive, comme celle des mines à feu continu, pourra travailler à plusieurs postes dans les conditions analogues à celles qui viennent d'être rappelées.

III. — QUESTION DES ÉQUIPES ET RELAIS. (Amendement Dron.)

La disposition finale de l'article 3 (nouveau), adoptée par la Chambre des députés et ainsi conçue : « Toute organisation de travail par relais ou équipes est interdite », constitue une antinomie avec plusieurs dispositions de l'article 4 de la loi de 1892, dispositions qui ne sont ni abrogées ni modifiées par le texte adopté par la Chambre. Il n'est pas possible de laisser subsister cette antinomie.

L'article 4, § 2, de la loi de 1892 est ainsi conçue : « Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

Votre Commission vous propose de remplacer la disposition générale qui interdit l'organisation des relais et équipes par celles déjà adoptées par le Sénat qui font l'application de cette interdiction en modifiant les paragraphes 2 et 3 de l'article 4. Toutefois, pour éviter toute équivoque, le paragraphe 3 de l'article 4 serait rédigé conformément au texte d'un amendement de MM. Dron et Ricard, à la Chambre des députés : « En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

Votre Commission a pensé en même temps qu'il ne fallait pas laisser se perpétuer l'organisation du travail par deux équipes de neuf heures. Les inconvénients de cette organisation ont été maintes fois éloquemment signalés. Le principe de l'interdiction du travail de nuit pour les enfants et les femmes est manifestement violé. La question d'humanité se double d'une question de moralité, puisque la vie de famille est détruite par ce système des deux équipes, et c'est là un vice considérable qui ne peut manquer d'appeler et de retenir l'attention du législateur.

Actuellement, en France, 44 établissements seulement, dont la moitié dans le département de la Loire, emploient ce système des deux postes. On ne peut leur demander de l'abandonner du jour au lendemain, ce qui leur causerait un grave préjudice, et aux ouvriers eux-mêmes ; mais il est possible de leur impartir un délai, même assez long, qui leur permettra de prendre de nouvelles dispositions. En conséquence, votre Commission vous propose d'ajouter le paragraphe suivant à l'article 4 de la loi de 1892.

« A l'expiration d'un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, cesseront d'être en vigueur. »

IV. — NOUVELLES RÉDUCTIONS DES HEURES DE TRAVAIL APRÈS DEUX ET QUATRE ANS À PARTIR DE LA PROMULGATION DE LA LOI.

Dans le rapport supplémentaire déposé au nom de votre Commission le 24 mai 1894, comme dans le premier rapport, nous nous sommes opposés à la réduction de la journée de travail à dix heures, en nous plaçant au point de vue des nécessités de la lutte de notre industrie contre la concurrence étrangère. Sauf l'Angleterre, où la loi limite le travail à cinquante-six heures par semaine, aucun pays industriel n'a édicté une semblable réduction.

Nous disions, dans notre premier rapport : « L'industrie française, prise dans sa généralité, ne se prêterait pas aisément à l'application de la journée de dix heures. Dans les conditions actuelles, ce serait une cause de ruines et une source de conflits ».

Nous n'avions pas examiné, à cette époque, et sept années se sont écoulées depuis, une disposition constituant une mise en demeure à l'industrie de se préparer, avec certains délais et par échelons, à pratiquer la journée de dix heures.

On peut, d'ailleurs, espérer que l'exemple donné sur le continent par la France, exemple généreux, dans un but d'humanité, de moralisation et de pacification sociale, sera dans un temps très prochain suivi par les pays voisins, qui modifieront à leur tour leur législation industrielle.

Enfin, il convient de faire valoir cette considération que l'intérêt essentiel est de faire enfin entrer dans la pratique la réforme votée en 1892. On a dit, tout en étant d'accord sur la nécessité de l'unification des heures de travail pour le personnel de l'usine, que cette unification devait constituer un progrès, et non un recul, et que la loi de 1892 ayant réduit à dix heures le travail quotidien du jeune ouvrier, il était inacceptable de dépasser désormais cette limite de dix heures.

De sorte que, sur ce point, la proposition, telle qu'elle est sortie des délibérations de la Chambre des députés, constitue une transaction. Le texte

adopté par le Sénat est admis ; la journée de onze heures sera pendant deux ans la limite maxima.

Mais nous admettons que dans deux ans, à partir de la promulgation de la loi, la limite sera dix heures et demie, et après une nouvelle période de deux ans, dix heures.

Nous croyons qu'il y a un grand intérêt à se tenir à ce projet transactionnel qui permet à notre industrie de s'adapter à une nouvelle organisation du travail, au point de vue de la durée de la journée.

Les inconvénients, s'ils subsistent, ne peuvent être mis en balance soit avec ceux qui résulteraient de la mise en application, sans modification, de la loi du 2 novembre 1892, soit de l'adoption immédiate de l'unification de travail à dix heures.

Aussi, à la séance de la Chambre du 22 décembre 1899, M. Ernest Cauvin, après avoir demandé des explications et exprimé certaines critiques, a conclu : « Je voterai ce que la Commission et le Gouvernement réclameront, afin de ne pas faire échouer la transaction qui, quelque mauvaises que soient certaines dispositions, fait cesser l'incertitude qui existe actuellement. »

Votre Commission vient donc demander au Sénat de vouloir bien à son tour consacrer un texte qui a pour but de concilier les intérêts en présence et de faire enfin entrer dans la pratique une réforme des plus considérables, paralysée jusqu'ici par quelques dispositions défectueuses de la loi.

V. — MODIFICATION DE LA LOI DE 1848.

Nous n'avons qu'une observation à faire au sujet de la modification du décret-loi de 1848, modification adoptée par la Chambre des députés dans les termes mêmes votés par le Sénat ; mais avec l'addition de la limitation à dix heures et demie dans deux ans à partir de la promulgation de la loi, et à dix heures dans quatre ans.

Le second paragraphe porterait :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

Des chambres de commerce et des industriels se sont préoccupés de l'application de ce paragraphe au travail de nuit fait par des adultes. Ils ont fait remarquer qu'en Angleterre, par exemple, où le travail ne dépasse pas cinquante-six heures par semaine, on travaille sans interruption, dans certaines industries qui emploient à la fois des hommes et des adultes, des femmes, des enfants, et on arrive, dans ces établissements, à cette contrainte du travail par l'organisation d'équipes successives d'hommes adultes. Ils ont exprimé la crainte que la disposition nouvelle vint les mettre dans l'impossibilité absolue de lutter avec leurs concurrents étrangers.

Nous devons à cet égard faire remarquer que l'objet de l'article 1^{er} de la loi que nous proposons au Sénat d'adopter, d'une part, et l'objet de l'article 2 de cette proposition, d'autre part, sont essentiellement distincts. Il ne semble pas possible de s'y méprendre. L'article 1^{er} modifie des dispositions de la loi du 2 novembre 1892, laquelle s'applique au travail des enfants, des filles mineures et des femmes. L'article 2 modifie l'article 1^{er} de la loi de 1848,

qui s'applique au travail des hommes adultes. Cet article 2 ne modifie la loi de 1848 que sur un seul point : dans les établissements mixtes, c'est-à-dire qui emploient à la fois des hommes adultes et des personnes protégées par la loi de 1892, les hommes adultes ne pourront travailler que onze heures. La loi, en ce qui concerne les hommes adultes, ne dit pas autre chose, n'édicte aucune autre exigence, et, par exemple, n'interdit ni le travail de nuit, ni le travail par équipes successives.

Nous pouvons donc conclure, sans crainte de nous tromper, que la loi qui est proposée au Sénat ne peut en aucune façon apporter à certaines industries le trouble que redoutaient quelques-uns de leurs représentants.

Pour qu'il n'y ait aucune équivoque, nous avons ajouté, d'ailleurs, les mots : « dans les mêmes locaux », ne voulant réglementer le travail des hommes adultes que dans le cas de simultanéité avec celui des ouvriers protégés par la loi de 1892. Notre unique but est de faciliter l'application de cette loi et de permettre un service d'inspection déjouant les fraudes.

En conséquence, nous avons l'honneur de présenter au Sénat la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI.

ART. 1^{er}. — Les articles 3 et 4 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

En cas d'organisation par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

Art. 4, *paragraphe additionnel*. — A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient, dans les mêmes locaux, des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

COMPARAISON DU TEXTE

*proposé par la Commission avec le texte de la loi du 2 novembre 1892,
le texte adopté par le Sénat et celui adopté par la Chambre des députés.*

TEXTE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.	TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT.	TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.	TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.
ART. 3. — Les enfants de l'un et l'autre sexe âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.	ART. 3. —		
Les jeunes ouvriers et ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.	Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.	Comme le texte du Sénat.	Maintenu.
Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.			
Les heures de travail ci-dessus indiquées sont coupées par un ou plusieurs repos dont la durée ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.		Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures seulement.	Supprimé.
	Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos	Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Toute organisation de travail par	Comme le texte de la Chambre.
			Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

TEXTE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.	TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT.	TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.	TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.
ART. 4, § 1^{er}. — Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}. § 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 5 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. § 3. — Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins. § 4. — Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées par ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En	auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Sans modification. Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu. Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. Supprimé.	relais ou équipes est interdite. L'article 4 a été disjoint.	En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu sauf l'interruption pour le repos. La commission maintient l'article de la loi et propose un paragraphe additionnel.

TEXTE DE LA LOI

DU 2 NOVEMBRE 1892.

aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

§ 5. — Il sera accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

§ 6. — Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

§ 7. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

ART. 11, § 1^{er}. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution

TEXTE

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT.

Sans modification.

Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi.

Les tolérances prévues aux paragraphes 4, 5 et 6 du présent article ne pourront être cumulées pour une même industrie.

En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction de travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

Sans modification.

TEXTE ADOPTÉ

PAR
LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

L'article 11 a été disjoint.

TEXTE PROPOSÉ

PAR LA COMMISSION.

Paragraphe additionnel. — À l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur.

L'article 11 n'est pas modifié.

TEXTE DE LA LOI

DU 2 NOVEMBRE 1892.

et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

§ 2. — Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre déposé à la mairie.

§ 3. — L'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

§ 4. — Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

§ 5. — Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant

TEXTE

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT.

Sans modification.

Dans les manufactures et usines, autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents.

Sans modification.

Sans modification.

TEXTE ADOPTÉ

PAR
LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

TEXTE PROPOSÉ

PAR LA COMMISSION.

TEXTE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. —	TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT. —	TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. —	TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION. —
leurs nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.			
ART. 20 ⁽¹⁾. — Les inspecteurs ou inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, le livret, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.			
Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve du contraire.			
Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.			
Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi.			

(1) Dans cet article 20, le Sénat avait ajouté les établissements visés par l'article 8 à ceux visés par l'article 1^{er}. — La Chambre des députés a disjoint l'article 20 et la commission du Sénat ne propose pas de revenir sur cette disjonction.

TEXTE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.	TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT.	TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.	TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.
DÉCRET-LOI DES 9-14 SEPTEMBRE 1848. ART. 1^{er}. — La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra excéder 12 heures de travail effectif.	Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.	Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : « Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. « Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures seulement. »	Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : Toutefois, dans les établissements « énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 » qui emploient « dans les mêmes locaux » des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif. Comme le texte de la Chambre.

SEANCE DU 20 MARS 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

La Chambre des députés ayant déclaré l'urgence sur cette proposition, aux termes du règlement, je dois consulter le Sénat sur l'urgence, qui est demandée à la fois par le Gouvernement et par la commission.

(L'urgence est déclarée.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. MAXIME LECOMTE, *rapporteur*. — Messieurs, la proposition de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes est restée en débat devant le Parlement pendant treize ans.

En 1879, M. Martin Nadaud, M. Villain et un certain nombre de leurs

collègues ont proposé la réduction des heures de travail et la suppression du travail de nuit. C'était une amélioration de la loi précédente, qui avait été votée par l'Assemblée nationale, en 1874.

Par trois fois, la Chambre des députés a voté la réduction de la journée de travail pour les personnes protégées par la loi de 1874, à dix heures.

Au Sénat, lorsque la discussion est venue, le 7 juillet 1891, un important débat s'est élevé sur la question de savoir s'il était possible, s'il était désirable de réglementer le travail des femmes adultes et vous vous souvenez, Messieurs, — ou du moins plusieurs d'entre vous peuvent se souvenir — que sur un très éloquent discours de M. Jules Simon, on a introduit dans la loi les mots « et les femmes ».

La commission, qui avait alors pour rapporteur notre regretté collègue M. Tolain, proposait, comme l'avait fait la Chambre des députés, la réduction de la journée de travail à dix heures. Mais alors, l'honorable M. Diancourt et moi-même avons proposé au Sénat un amendement qui réduisait la journée, non pas à dix, mais à onze heures.

Cet amendement a été repoussé par quelques voix de majorité. Mais vous remarquerez que l'une et l'autre de ces solutions, réduction à onze heures, proposée par l'amendement Diancourt, réduction à dix heures, comme le demandait la commission du Sénat par l'organe de son rapporteur M. Tolain, tenaient compte d'une nécessité industrielle qui est la solidarité du travail des différentes personnes qui contribuent à la confection d'un produit.

Vous savez, Messieurs, — c'est une vérité d'expérience que des hommes pratiques comme vous connaissent admirablement, — que, dans beaucoup d'industries, le travail des hommes, celui des femmes et des enfants se commandent d'une façon tellement complète que diminuer le travail des uns, c'est diminuer le travail des autres. En effet, comme on l'a dit très exactement, la distribution des instruments mécaniques est calculée pour que chaque élément du personnel ouvrier soit occupé pendant tout le temps de la marche de la machine motrice qui actionne tout ce mécanisme.

En 1891 donc, le Sénat appliqua la limitation de dix heures, mais seulement aux enfants, c'est-à-dire aux ouvriers d'un âge inférieur à seize ans, et la limitation à onze heures pour les jeunes ouvriers au-dessus de seize ans, pour les filles mineures au-dessus de seize ans et pour les femmes.

A ce moment, il n'était pas question, bien entendu, de toucher au décret-loi du 9 septembre 1848, qui limite la journée de travail des hommes adultes à douze heures.

Mais, messieurs, ce système de la limitation de la journée de travail était plus compliqué que je ne viens de l'indiquer et il est résulté de l'article 3 de la loi, tel qu'il a été voté par le Sénat, qu'on établissait quatre catégories d'ouvriers.

Il y avait, d'abord, l'enfant au-dessous de seize ans, c'est-à-dire de douze ou treize ans, jusqu'à seize ans, qui ne pouvait travailler que dix heures.

Ensuite le jeune ouvrier ou la jeune ouvrière de seize à dix-huit ans travaillant onze heures, excepté le dernier jour de la semaine ; ce dernier jour, en effet, le jeune ouvrier ne peut faire que cinq heures, ou, si l'on veut, soixante heures par semaine.

Puis, une troisième catégorie de personnes protégées visait la fille mineure de plus de dix-huit ans, c'est-à-dire la femme; et quand on dit dans la loi « la femme », cela s'applique à la fille de plus de dix-huit ans, comme à la femme proprement dite, à la femme mariée. La femme peut faire une journée de onze heures.

La quatrième catégorie est, naturellement, celle des hommes adultes qui, aux termes de la loi de 1848, peuvent travailler douze heures.

Les inconvénients de ce système frappent immédiatement les yeux et la pensée.

D'abord, au point de vue de cette nécessité industrielle de la solidarité du travail, dont je viens de parler et qui doit exister dans le même établissement, il se produit une véritable désorganisation du travail dans les ateliers, si l'on observe exactement les prescriptions de la loi.

D'autre part, il peut y avoir privation de travail pour les jeunes ouvriers qui n'ont pas encore atteint l'âge de dix-huit ans, et, par conséquent, difficulté dans le recrutement des bons ouvriers et diminution du nombre des apprentis.

Enfin, il y a une véritable dislocation du personnel ouvrier qui comprend le plus souvent des membres appartenant à la même famille.

Ces jeunes ouvriers et les ouvrières quittent l'atelier une heure ou deux avant leurs parents, et il en résulte, je le répète, une dislocation matérielle très pénible et qui touche même, on peut le dire, aux intérêts moraux les plus respectables, ceux de la vie de famille.

On peut ajouter, à ces inconvénients, la très sérieuse difficulté du fonctionnement du contrôle de la part du service d'inspection. Il résulte de cette impossibilité matérielle de faire une inspection exacte, que la loi reste inappliquée, de là, des différences de traitement entre les industriels, et ce sont ceux qui se montrent les plus soucieux de remplir exactement leurs devoirs, en obéissant aux prescriptions de la loi, qui se trouvent placés en état d'infériorité vis-à-vis de leurs confrères et concurrents, qui, moins scrupuleux, éludent les obligations légales qui leur sont imposées.

Cette inégalité est d'autant plus choquante, vous le voyez, qu'elle constitue en quelque sorte une prime à l'inobservation de la loi.

J'aurais à faire devant vous, Messieurs — mais vous m'en dispenserez certainement — un long historique des résistances qui ont été opposées à ces dispositions de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, dont je viens de vous signaler les inconvénients. Ces dispositions ont soulevé des protestations très nombreuses, très vives, et ont même donné lieu à des grèves.

La loi paraissait inapplicable ou, en tout cas, si difficilement applicable qu'en fait elle n'a pas été appliquée. On a accordé des délais d'abord, ensuite des tolérances nécessaires, indispensables; un *modus vivendi* a été adopté, et, en général, on a pratiqué dans l'industrie la journée de travail de onze heures pour tout le personnel ouvrier, y compris les hommes adultes.

C'est ce fait qui s'est produit dans les conditions que je viens d'avoir l'honneur de rappeler au Sénat, que l'auteur de la proposition qui vous est actuellement soumise a entendu réaliser en droit. Cette proposition a été déposée sur le bureau du Sénat le 14 novembre 1893. Elle était ainsi conçue : « Les

enfants, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Le problème, Messieurs, était plus complexe. Pour que la loi fût plus efficace, pour qu'on réalisât réellement l'unification de la journée du travail, il fallait modifier la situation dans les établissements mixtes, c'est-à-dire dans les établissements où travaillent d'une façon simultanée des hommes adultes et des enfants, des filles mineures et des femmes, il fallait, par conséquent, modifier la loi de septembre 1848 de façon à avoir la véritable journée de onze heures.

C'est ce que fit le Sénat.

La première délibération a eu lieu le 12 juin 1894; la deuxième, les 10 et 13 juillet.

On modifiait l'article 3 de la loi de novembre 1892, on modifiait aussi l'article 4, dont certaines dispositions rendaient l'inspection presque matériellement impossible. On modifiait aussi légèrement les dispositions des articles 11 et 20, et également, par la raison que je viens d'expliquer au Sénat, l'article 1^{er} du décret-loi de 1848.

Mais nous avions, Messieurs, peu d'espoir de réaliser l'accord nécessaire des deux Chambres sur la solution qui venait d'être ainsi adoptée par le Sénat, parce que, vous l'avez vu, la Chambre des députés, par trois fois, avait adopté une limitation différente, la limitation à dix heures, proposée par M. Louis Ricard en dernier lieu, à la Chambre.

Aussi, je tiens à mettre en relief ce fait que les commissions des deux Chambres ont eu une conférence pour chercher à arriver à un accord qui n'a pas pu être réalisé, ainsi que je viens de le dire. Mais il est bon de faire remarquer dans quelles conditions ces tentatives d'accord se sont produites, car un assez long temps s'est écoulé depuis.

C'était en 1894, dans notre séance du 13 mars. M. Marty, qui était alors Ministre du commerce et de l'industrie, avait obtenu du Sénat l'ajournement de la discussion de la proposition de modification de la loi du 2 novembre 1892, en exprimant le désir du Gouvernement de voir s'établir l'entente entre les commissions des deux Assemblées. La commission du travail à la Chambre des députés acheva l'examen de la proposition Louis Ricard qui lui était soumise. Cette proposition édictait l'unification de la journée de travail pour tous les protégés, en réduisant à dix le nombre d'heures de travail effectif, qui seraient coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pouvait être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail était interdit.

La commission de la Chambre adopta ces dispositions; toutefois, en présence des résistances du Sénat, des réclamations de beaucoup d'industriels qui redoutaient un changement trop brusque dans la législation, elle admit, comme en Angleterre, une période transitoire pendant laquelle la journée de onze heures serait autorisée.

M. Dron fut désigné comme rapporteur. Une sous-commission de neuf membres était alors nommée pour se mettre en relations avec la commission du Sénat, composée aussi de neuf membres, pour essayer d'arriver à un accord. Les conférences eurent lieu dans une salle du palais du Luxembourg.

Aucun procès-verbal n'a été tenu de ces réunions, mais, dans son rapport, M. Dron a donné un résumé de cette conférence :

« M. Dron fait connaître les raisons qui ont motivé les votes émis par la Chambre à maintes reprises et à de fortes majorités. Il essaye de montrer, dans une revue rapide de la situation des grandes industries textiles, les principales intéressées, que la journée de dix heures, qui a encore les préférences de la majorité de la commission du travail et, sans doute, de la Chambre, pourrait être réalisée sans inconvénient sérieux pour l'industrie elle-même, que cette réforme serait favorablement accueillie par les travailleurs.

« Toutefois, pour montrer l'esprit de conciliation dont elle est animée, pour tenir compte des inquiétudes qui se sont manifestées au Sénat, la commission de la Chambre accepterait la limitation actuelle à onze heures, si la commission du Sénat voulait bien, de son côté, concéder l'inscription, dans le projet de loi, d'une date ferme à laquelle la limitation à dix heures serait enfin appliquée; le délai proposé était de trois ans. On éviterait ainsi les regrettables lenteurs qui ont marqué le vote de la loi du 2 novembre 1892 et on débarrasserait pour longtemps l'ordre du jour de la Chambre de cette question quelque peu irritante de la réglementation du travail.

« Il ajoute que d'autres points de la loi, dont la pratique a démontré la défectuosité, sont à remanier, les avis concordants des inspecteurs du travail ne peuvent manquer d'amener entre les deux commissions, sur ces différents points, une entente si désirable à tous égards. »

« M. Marty, Ministre du commerce, déclare que le conseil des ministres, après examen de la situation, est résolu à défendre les propositions de la commission de la Chambre des députés.

« Après un échange de vues entre tous les membres présents, aucune objection grave n'étant formulée par la commission du Sénat, qui se réserve de délibérer sur le point particulièrement litigieux de la limitation, M. Maxime Lecomte, rapporteur de cette dernière, et plusieurs de ses collègues insistent sur la nécessité d'étendre la réglementation aux hommes pour les établissements industriels, où le travail est le produit de la collaboration des hommes avec le personnel protégé par la loi du 2 novembre : les femmes et les enfants. »

Dans la séance du 5 mai 1894 de la commission du travail de la Chambre, l'honorable M. Ribot, président de la commission, rendant compte de la conférence qui a eu lieu au Luxembourg, disait : « M. Marty, Ministre du commerce, qui assistait à cette réunion, s'est rallié à la proposition de la commission de la Chambre : la réduction à dix heures après un délai de trois ans. Cette déclaration a paru impressionner la commission du Sénat qui fera connaître sa résolution. Cette conférence a été loin d'être inutile. On peut espérer que le Sénat fera des efforts sincères pour se mettre d'accord avec la commission de la Chambre. »

La discussion du rapport de M. Dron, qui fut déposé le 28 décembre 1893, a commencé à la Chambre au mois de juin 1896. Vous devez vous rappeler, Messieurs, les importants débats qui ont eu lieu devant la Chambre, importants surtout au point de vue de l'éloquence, car M. de Mun, M. Guesde,

M. Deschanel, M. Aynard, en un mot les représentants les plus autorisés et les plus éloquents des diverses écoles économiques, y ont pris part.

La Chambre, après cette brillante joute oratoire, ne put voter que quelques-unes des dispositions présentées par la commission du travail. La discussion a été interrompue, et n'a pu être reprise que dans le courant de la législature actuelle. M. Fernand Dubief a déposé un nouveau rapport le 11 décembre 1899, rapport où il acceptait la solution du Sénat, c'est-à-dire l'unification de la journée de travail à onze heures, mais à titre transitoire, ainsi qu'il en avait été question dans la conférence du Luxembourg, cinq ans avant, en 1894. Cette unification doit comprendre deux étapes : la journée sera de dix heures et demie au bout de trois ans, et de dix heures au bout d'une nouvelle période de trois ans.

« Sans doute, dit M. Dubief, il nous en devait coûter d'abandonner sur certains points des réformes qui pouvaient nous paraître désirables, des améliorations qui s'offraient à notre esprit; mais la commission a cru, dans un sentiment de conciliation, et pour rendre l'accord plus certain entre les deux Chambres, que le mieux était de reprendre le texte du Sénat en bloc et de ne le modifier que dans la moindre mesure possible. »

La discussion du rapport de M. Dubief eut lieu devant la Chambre les 20, 21 et 22 décembre dernier, et c'est dans la séance du 21 décembre que la Chambre des députés, par 300 voix de majorité, a voté la résolution suivante : « Sont disjoints de la proposition soumise aux délibérations de la Chambre et renvoyés à la commission du travail avec les amendements qui s'y réfèrent tous les articles de la loi du 2 novembre 1892, sauf l'article 3. »

Ainsi, Messieurs, la volonté de la Chambre était très précise : elle ne voulait pas sortir de la question qui était la plus urgente, la plus nécessaire pour l'application de la loi du 2 novembre, c'est-à-dire de la question d'unification de la durée de la journée de travail pour le personnel protégé et même pour les hommes dans les établissements mixtes.

La seule question de l'unification des heures de travail reste donc soumise à la Chambre; l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 1^{er} de la loi de 1848 sont modifiés; mais, en séance, M. Dron fit voter un amendement ainsi conçu : « Toute organisation du travail par relais ou équipes est interdite. »

On peut dire, et je crois que c'est la vérité, que le vote de cet amendement laissait intacte la résolution qui venait d'être adoptée, car il était nécessaire, pour maintenir l'application de l'unification de la journée de travail, de proscrire certaines manœuvres, certaines combinaisons employées par des industriels telles que les relais, les équipes roulantes ou volantes par lesquelles ils arrivaient à rendre impossible une véritable inspection de leur travail, c'est-à-dire l'application de la loi de 1892.

Donc, il y avait obligation pour nous de toucher, non seulement à l'article 3, mais à l'article 4, parce que, dans ce dernier, on prévoit précisément certains systèmes de travail par équipes; il y aurait antinomie entre l'article 3 modifié par l'amendement de M. Dron, et l'article 4, si ces articles étaient maintenus tels qu'ils existent actuellement dans la loi du 2 novembre 1892.

Ce n'est pas la seule modification qui ait été introduite, en cours de

séance, par des amendements dont l'adoption, sinon la rédaction, a été, pour ainsi dire, improvisée.

Ainsi, on a introduit à l'article 3 un paragraphe qui limite à huit heures la journée pour les mines et minières. Cet amendement qui a été soutenu à la tribune par le baron des Rotours était signé par MM. Basly, Lamendin et des Rotours. Dans l'article 3, au paragraphe 3, nous trouvons la suppression de l'exception en faveur des mines, minières et carrières, quant à l'obligation des repos aux mêmes heures. Telles sont les modifications apportées en ce qui concerne les industries extractives.

Nous avons à les examiner, et je crois que nous n'aurons aucune difficulté. Nous sommes d'accord avec le Gouvernement pour repousser l'amendement de M. des Rotours tel qu'il avait été voté par la Chambre des députés. Nous ne touchons pas d'une façon spéciale au travail des mines et minières; nous acceptons, au contraire, le maintien de l'exception en faveur de l'industrie extractive, en ce qui concerne l'interdiction des repos à des heures différentes. En un mot, nous reprenons l'ancienne rédaction adoptée par le Sénat, en 1894, sur ces deux points.

Mais il y a une question nouvelle : c'est celle d'une réduction ultérieure des heures de travail. La Chambre des députés a bien accepté le système du Sénat : l'unification du travail à onze heures, mais dans les conditions qui ont toujours été soutenues à la Chambre depuis 1894, c'est-à-dire à titre transitoire. La question est donc à examiner en vue d'une nouvelle réduction des heures de travail à dix heures et demie et à dix heures, dans des délais déterminés et avec des étapes successives. Votre commission vous propose sur ce point, par mesure de conciliation, d'accepter le texte de la Chambre.

Il en est de même en ce qui concerne la modification à l'article 1^{er} de la loi de 1848; c'est d'ailleurs exactement la même question.

Quant aux équipes, votre commission vous propose un paragraphe additionnel à l'article 3 et un paragraphe additionnel à l'article 4.

Le premier, qui a déjà été adopté par le Sénat, arrive à interdire le système des relais qui offrait de très graves inconvénients. Il est ainsi conçu :

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

Le second tend à la suppression, dans un délai de deux ans, de l'organisation de deux équipes travaillant seulement neuf heures, mais travaillant une partie de la nuit.

Ce système avait été accepté à un certain moment, à titre transitoire, même par M. Tolain. Nous vous proposons de l'interdire; mais, pour permettre à l'industrie qui l'emploie de se retourner, si vous voulez bien me permettre cette expression, on lui accorde, pour s'adapter aux nécessités légales nouvelles, un délai de deux ans.

En un mot, Messieurs, et pour me résumer, l'idée maîtresse de la proposition est d'unifier le travail à onze heures pour toutes les personnes protégées et même pour les adultes dans les établissements mixtes, pour arriver, en quatre ans, à la journée de dix heures, c'est-à-dire dix heures et demie dans deux ans à partir de la promulgation de la loi, dix heures deux ans plus tard. La proposition de loi supprime les combinaisons qui, comme le système des

deux postes, rendent inefficaces ces dispositions légales et qui violent en outre le principe primordial de l'interdiction du travail de nuit pour les enfants, les filles mineures et les femmes. Elle prohibe enfin les équipes volantes et tournantes en disant que le travail des équipes sera continu et que les repos seront pris aux mêmes heures.

Voilà, Messieurs, les différents points qui vous sont soumis et que j'ai exposés non seulement à cette tribune, mais dans le rapport qui vous a été distribué. Je conclurai en disant ce qui est, je crois, l'impression générale, que, si le Sénat s'est grandement honoré en 1892 en réalisant une réforme considérable, il s'honorera encore en faisant un pas plus grand dans cette voie.

Je suis persuadé que les autres peuples industriels, dont quelques-uns, d'ailleurs, nous ont précédés à cet égard, notamment l'Angleterre, s'empres-
seront d'imiter la France qui, encore une fois, se sera montrée digne de sa grande mission dans le monde. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Richard Waddington.

M. RICHARD WADDINGTON. — Messieurs, les observations que j'aurais à présenter au Sénat sur l'important sujet qui nous est soumis seront assez longues; d'autre part, je crois que la discussion de la loi va être forcément interrompue pendant deux ou trois jours par suite de l'absence de M. le Ministre du commerce. Dans ces conditions, je vous demanderai de remettre la suite de ce débat à une prochaine séance.

M. le PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur la proposition formulée par M. Waddington.

Il n'y a pas d'opposition?...

La suite de la discussion est renvoyée à la séance de lundi.

SEANCE DU 26 MARS 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

La parole est à M. Waddington pour la suite de la discussion générale.

M. WADDINGTON. — Messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise vise quatre objectifs principaux : l'unification des heures de travail pour les différentes catégories d'ouvriers employés dans les usines, manufactures et ateliers; l'extension des nouvelles mesures relatives à la limitation du travail aux hommes adultes; puis l'interdiction plus ou moins complète des équipes, et enfin, ce qui constitue l'objet capital de la loi, la réduction dans un assez bref délai de la durée maxima du travail d'abord à dix heures et demie dans deux ans et à dix heures dans quatre ans.

Messieurs, la question est de la plus haute importance; elle concerne, en effet, à peu près la moitié des établissements industriels du pays; elle vise une population de 433,000 enfants, d'un peu plus de 600,000 femmes et

de 1,100,000 ouvriers adultes. C'est, vous le voyez, au moins les trois quarts du personnel ouvrier total employé dans nos usines, manufactures et ateliers qui se trouvent atteints par la proposition de loi.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler l'historique de la question : l'exposé si clair et si lucide qu'en a fait, à une précédente séance, l'honorable rapporteur m'en dispense.

Il est parfaitement inutile de revenir sur toutes les péripéties auxquelles a donné lieu l'application de l'article 3 de la loi de 1892. Cependant, je tiens ici à protester contre une thèse qui est devenue très générale et que, quant à moi, je ne trouve pas véridique.

On a prétendu que la loi de 1892 n'était pas applicable. Je m'élève donc contre cette assertion; je maintiens qu'elle était parfaitement applicable dans ses dispositions, et la meilleure preuve, c'est que celui qui vous parle en ce moment l'a appliquée pendant de longs mois dans ses usines; j'ajoute qu'il n'est pas le seul, et que beaucoup de ses confrères en industrie ont fait de même.

Il est regrettable, selon moi, qu'on ait écouté des plaintes peut-être trop bruyantes pour être absolument sincères, et quant à moi, je déplore que la loi de 1892 n'ait pas reçu son application.

Mais il faut reconnaître qu'à tort ou à raison, il s'est produit un certain courant d'opinion en faveur de l'unification des journées de travail. On a répondu avec quelque raison : « Soit, par mesure transitoire, nous admettons onze heures pour toutes les catégories d'ouvriers, que ces ouvriers soient des enfants, des femmes ou des adultes, mais nous ne pouvons pas accepter cet état de choses comme définitif; nous ne pouvons pas admettre un instant que la durée de dix heures fixée en 1892 soit transformée pour l'avenir et d'une façon permanente en une durée de travail plus élevée ».

Dans ces conditions, on s'est prononcé à plusieurs reprises à la Chambre des députés, soit par l'organe des commissions, soit à la tribune, en faveur de la réduction du travail à dix heures.

Avant d'examiner les effets de cette mesure, il faut d'abord se demander quel est l'état de l'industrie à l'heure qu'il est, quelles sont les durées de travail généralement appliquées dans nos manufactures et ateliers.

Dans beaucoup d'usines, je le reconnais volontiers, la durée actuelle de travail appliquée, par suite du consentement mutuel des parties, en ce qui concerne les adultes, ne dépasse pas beaucoup dix heures; dans d'autres, il n'en est pas ainsi.

Si vous consultez, Messieurs, les rapports des inspecteurs, vous y trouverez des détails très intéressants sur la matière. Nous en tirerons le renseignement suivant : la moyenne de la durée du travail peut être évaluée à onze heures; elle atteint encore douze heures dans un très grand nombre de cas.

Je ne voudrais pas abuser des citations, mais en voici une émanant de l'inspecteur de la 4^e circonscription, qui comprend les départements industriels de notre région de l'Est.

« Si l'on examine, dit-il, la question de la réduction de la durée du travail à un point de vue plus général, on peut admettre que les industriels doivent

se partager en deux classes : d'un côté, ceux qui, sans effort, sont partisans d'une journée courte et sont arrivés sans peine à ramener à onze heures la durée de la journée de travail, parce que c'était leur idée et que leurs intérêts n'en ont pas souffert; d'un autre côté, ceux qui se réclament toujours de la liberté et ne veulent pas abandonner les douze heures qu'ils mettent en pratique depuis longtemps, craignant surtout d'avoir à souffrir de la réduction de la journée de travail; ceux-là, fort heureusement, sont les moins nombreux. »

Mais ils existent, et à l'heure actuelle, dans un nombre important d'usines, le travail est réglementé à douze heures, pour les adultes, bien entendu.

Dans ces conditions-là, j'ai pensé qu'il était absolument indispensable de ménager la transition, et je propose d'ajouter à la loi actuellement en discussion un article additionnel, allouant un délai très court, un délai de trois mois, à partir de la promulgation de la loi, pour la mise à exécution des dispositions que nous adopterons.

Maintenant, Messieurs, faisons la comparaison de l'état de choses actuel en France avec celui qui existe de l'autre côté de nos frontières.

Quels sont nos principaux concurrents en matière industrielle? Prenons d'abord l'Europe et examinons ce qui se passe en Angleterre, en Belgique, en Suisse et en Italie.

Je ne prétends pas que l'Italie soit un concurrent très redoutable pour la plupart de nos industries; néanmoins, pour l'industrie de la soie, — et je vois notre honorable collègue, M. Fougère, me faire un signe d'assentiment, — cette concurrence est sérieuse à cause du bas taux des salaires et du manque absolu de toute législation sur la matière, sauf en ce qui concerne les enfants.

Mais revenons à la comparaison que je crois utile de faire et arrêtons-nous d'abord à l'Angleterre.

Dans ce pays, l'âge d'admission est plus bas que le nôtre. Jusqu'à l'époque de la conférence de Berlin, on admettait les enfants à travailler dans les usines et manufactures à l'âge de 10 ans. A la suite de la conférence, l'âge d'admission a été élevé jusqu'à 11 ans.

Depuis l'âge de 11 ans, jusqu'à 14 ans ou 13 ans, quand ils sont munis d'un certificat d'aptitude physique, et quand ils ont passé un certain examen dans les écoles, les enfants font six heures. A partir de 13 ou 14 ans jusqu'à 16, ils font 10 heures. Enfin, au-dessus de 16 ans, le travail est le même pour tout le personnel protégé, c'est-à-dire pour tous les enfants dont l'âge dépasse 16 ans et pour toutes les femmes, sans distinction d'âge.

Quelle est cette durée de travail? Elle est, pour l'industrie textile, de cinquante-six heures et demie par semaine, c'est-à-dire que pendant cinq jours de la semaine on fait dix heures et le samedi on travaille six heures et demie.

C'est un système intéressant, et je crois qu'il va être l'objet d'un amendement de notre honorable collègue, M. de Blois.

Les Anglais croient, en effet, qu'il est bon de réserver l'après-midi du samedi pour la population ouvrière, et quelques-uns de nos industriels com-

minent à pratiquer dans la mesure du possible cette réglementation qui a de grands avantages, je dois le reconnaître.

Enfin, pour résumer ce que j'ai à dire sur l'Angleterre, la durée du travail est de cinquante-six heures et demie par semaine pour l'industrie textile et de soixante heures pour les autres industries. C'est toujours le même système : dix heures pendant cinq jours pour l'industrie textile, dix heures et demie pour les autres industries, puis la demi-journée du samedi.

Voyons ce qui se passe de l'autre côté du Rhin. L'Allemagne a adopté également le système du demi-temps. Pour les enfants de 12 à 14 ans, ils ne font que six heures de travail. Au-dessus de 14 ans jusqu'à 16 ans, les enfants font dix heures, et enfin, à partir de 16 ans, tout le personnel et toutes les femmes doivent faire onze heures pendant cinq jours de la semaine et dix heures le samedi ou la veille des fêtes.

Vous le voyez, c'est dans ses grandes lignes un système qui se rapproche beaucoup de celui qui est pratiqué chez nous. Toutefois — il y a un toutefois — c'est que les autorités de l'empire allemand peuvent accorder la faculté de prolonger la durée de la journée pendant quarante jours de l'année et permettre à cet effet aux femmes et aux enfants de faire treize heures par jour. La tolérance ainsi accordée dépend entièrement du bon plaisir des autorités.

C'est une faveur — je n'ai pas besoin de vous le dire — dont on se sert beaucoup en Allemagne.

La loi suisse ressemble beaucoup à la loi allemande, à laquelle, du reste, elle a servi de modèle. La loi suisse n'admet les enfants qu'à l'âge de 14 ans. Il n'y a pas de demi-temps. Mais, à partir de 14 ans, la loi est uniforme : onze heures les jours de semaine, dix heures le samedi et la veille des jours de fête. Là encore, nous trouvons le même système de tolérance : les autorités cantonales ont le droit de prolonger le travail, dans certaines conditions, pendant un nombre déterminé de jours qu'elles sont libres de fixer.

Je ne vous ai pas encore parlé de la Belgique. Ce royaume est entré très tardivement dans la voie de la réglementation, et alors que le législateur français s'était occupé de la matière dès 1841, qu'il avait réformé et modifié à son avantage la législation en 1874 et enfin voté le texte de 1892, la loi belge ne remonte qu'à 1889 ; elle a été complétée par un décret royal de 1892 qui fixe la durée de travail entre toutes les catégories de travailleurs et pour toutes les industries.

Les enfants sont admis de meilleure heure à travailler six heures. Pour le personnel protégé, les femmes et les enfants, à partir de 14 ans, la durée de travail est fixée à onze heures et demie dans l'industrie cotonnière et à onze heures un quart dans l'industrie lainière.

Voilà mon exposé de la législation européenne terminé, et nous arrivons à cette constatation qu'actuellement notre législation, en ce qui concerne les femmes et les enfants, diffère peu dans ses grandes lignes de celle de nos voisins ; l'Angleterre seule est certainement en avance sur nous. Mais, dans la loi qui vous est soumise, il n'y a pas seulement des enfants et des femmes, il y est question des hommes.

M. SÉBLINE. — Très bien !

M. WADDINGTON. — Voyons maintenant quelle est la situation à l'égard des hommes. Dans aucun pays d'Europe, excepté la Suisse et l'Autriche, on n'a statué quoi que ce soit pour les hommes; il n'y a aucune espèce de réglementation des heures de travail pour les adultes, excepté, je le répète, en Autriche et en Suisse, où la journée est limitée à onze heures. Partout ailleurs, c'est la liberté entière. On a supposé que les hommes, étant électeurs pour la plupart, avaient le pouvoir et le droit de réglementer eux-mêmes le travail, de discuter avec les patrons les conditions dans lesquelles il devait s'accomplir et que l'État n'avait pas à intervenir entre l'ouvrier et l'industriel.

M. HERVÉ DE SAISY. — C'est le meilleur système.

M. WADDINGTON. — Mais il ne faudrait pas se contenter de voir simplement ce qui se passe de l'autre côté de nos frontières européennes. En matière d'industrie, la concurrence passe les océans. Nous voyons, de l'autre côté de l'Atlantique, s'élever une puissance dont la force de production industrielle grandit et s'élève tous les jours davantage.

M. SÉBLINE. — C'est cela ! Très bien !

M. WADDINGTON. — Ce sont les États-Unis d'Amérique qui, après s'être abrités derrière un mur de protection qui eût effrayé nos plus ardens protectionnistes eux-mêmes par son élévation, commencent à se préoccuper de plus en plus de leur exportation. Leur commerce extérieur a atteint, l'année dernière, en objets fabriqués, si elle ne l'a pas dépassé, le chiffre de notre production française. Je ne parle pas, bien entendu, des pétroles, des cotons, des laines, des grains; je parle des produits fabriqués. Eh bien! ils ont exporté, l'année dernière, 1 milliard 900 millions de produits fabriqués, c'est-à-dire de plus en plus que nos sorties en produits manufacturés de France.

Les conditions de travail sont à peu près les mêmes que celles de l'Angleterre; elles sont réglées par des lois d'État. Dans toute la Nouvelle-Angleterre, les lois sont absolument semblables à la législation britannique. Pour les États du Sud, je n'ai pas les mêmes renseignements; mais je doute que la législation, et en tout cas l'application de la loi, y soit aussi sévère et aussi exacte qu'elle l'est dans le Nord.

Si nous passons des États-Unis, dont la concurrence est un facteur qu'il ne faut pas négliger, soit en matière de tarifs, soit en matière de réglementation du travail; si nous passons, dis-je, en Extrême-Orient, nous trouvons dans les Indes et au Japon des industries qui se développent avec une rapidité merveilleuse et qui sont servies par un bon marché de main-d'œuvre dont nous n'avons aucune idée. Comment comparer les salaires de nos ouvriers — que M. le Ministre et moi-même trouvons insuffisants dans bien des cas — avec le salaire ridicule, à notre point de vue, que perçoit l'ouvrier japonais ou hindou?

M. LEYDET. — Ce n'est pas le cas des États-Unis ni de l'Angleterre.

M. WADDINGTON. Évidemment non et ce n'est pas du tout ce que je prétends établir.

L'ouvrier anglais et surtout l'ouvrier américain gagnent plus que le nôtre.

Quant à ce dernier, il surveille plus de métiers ou de broches que l'ouvrier français.

M. SÉBLINE. Il y a d'autres causes de supériorité!

M. WADDINGTON. Voilà donc notre situation à l'égard des concurrents étrangers.

J'ai dit que la réduction à dix heures, si souhaitable qu'elle soit, — je m'en déclare nettement partisan, pour des raisons que je développerai tout à l'heure, — ne pourra cependant être réalisée sans danger pour notre industrie qu'à la suite d'un accord avec les nations voisines.

Cet accord est-il possible? Quant à moi, j'en suis convaincu; je crois qu'en matière de personnel protégé, c'est-à-dire de femmes et d'enfants on peut parfaitement donner au monde la seconde édition de la conférence de Berlin.

Ne serait-ce pas un rôle tout indiqué pour notre démocratie française, pour le gouvernement qui s'inspire d'une sympathie toute particulière à l'égard des travailleurs, de prendre une initiative intéressante à la fois pour les ouvriers et en même temps pour les patrons, c'est-à-dire pour ceux qui ont charge de capital et qui sont les directeurs de l'industrie et de la production françaises? Croyez-vous qu'il ne serait pas possible, dix ans après la première conférence, d'obtenir de nouveaux résultats? Considérez-vous que le dernier mot ait été dit?

Je ne le pense pas, et je répète qu'il serait désirable — et je dirai même plus — j'estime que c'est un devoir étroit pour le Gouvernement qui est actuellement devant nous et qui prend une grosse responsabilité, — dont M. le Ministre ne s'effraye pas, je le sais, en nous proposant les mesures dont il s'agit aujourd'hui, — c'est un devoir absolu pour lui de tâcher d'obtenir un traitement égal et de faire que cette question si intéressante devienne une question internationale et européenne. (*Très bien! Très bien!*)

Mais il y a une autre condition pour l'application de la loi. Il faut que si nous obtenons l'égalité ou un semblant d'égalité à l'extérieur — et je me permets de revenir un instant sur l'extérieur — il faut, dis-je, que le régime soit le même pour tous, et ce sont précisément les objections que mon expérience d'industriel me suggère qui m'invitent à vous parler de toutes les infractions et de tous les abus qui se commettent actuellement au sujet du régime du travail, abus et infractions ou plutôt irrégularités auxquelles il convient de mettre fin d'une façon absolue, si vous voulez une application égale, équitable et impartiale de la loi, condition essentielle de sa mise en vigueur. Mais avant d'entrer dans ce détail spécial, il serait bon de vous parler des conséquences pratiques de la réduction à dix heures ou à dix heures et demie. Quelle est l'influence de cette réduction des heures de travail sur la production? Sur ce sujet, Messieurs, on a écrit des volumes, et il y a peu d'industriels qui n'aient fait d'expériences.

J'estime que tous ces essais et toutes ces expériences nous amènent à la conclusion suivante : si vous passez d'une durée supérieure de travail à une durée inférieure, vous obtenez, par heure de production, une quantité plus considérable.

Je m'explique : par exemple — j'ai fait la comparaison dans mes propres établissements, — j'ai comparé, en matière de filature, la production, dans

un régime qui remonte à bien des années et où le travail était organisé à quatorze heures, avec des relais, avec un régime un peu moins ancien qui était celui des douze heures et enfin avec le régime appliqué actuellement dans mes usines depuis plusieurs années, je veux dire le régime des onze heures.

Or, j'ai constaté que la production à l'heure croît lorsque la durée totale du travail diminue; mais, par contre, le total de la production obtenue diminue. Supposez un instant que la production soit de 10 grammes pendant toute la durée des onze heures; si la durée du travail est réduite à dix heures, il se peut que l'on obtienne, par heure, une quantité supérieure aux 10 grammes produits autrefois, mais le poids total de 110 grammes ne sera plus obtenu pendant les dix heures de travail. En un mot, la production totale sera certainement moindre.

Je ne sais pas si je me fais bien comprendre?...

Voix nombreuses Parfaitement! Parlez! Parlez!

M. WADDINGTON. L'unité de production augmente, par conséquent, mais le total de la production diminue. Nous nous trouvons en face de cette situation : quand nous aurons abaissé d'une demi-heure la durée de la journée de travail dans deux ans d'ici, nous aurons à envisager une certaine diminution de production, et si les gains des ouvriers ne doivent pas être atteints, il en résultera une augmentation de salaires.

Comment cette augmentation s'effectuera-t-elle, ou plutôt comment le règlement de la question s'effectuera-t-il? Nous n'en savons rien, cela dépendra beaucoup de l'état du marché; nous aurons à nous incliner fatalement devant la loi de l'offre et de la demande à laquelle nous ne pouvons nous soustraire et à laquelle nous sommes toujours obligés de nous soumettre en fin de compte.

Dans quatre ans d'ici, ce sera la même question; il y aura donc une nouvelle difficulté de salaires.

Évidemment, si, à ce moment-là, nous sommes en état de crise, la réduction sera supportée par la classe ouvrière; il ne faut pas se faire la moindre illusion. Si nous sommes, au contraire, dans un état prospère, — c'est l'état que je souhaite avec tous mes confrères, — j'espère que l'industrie pourra la supporter.

Selon les probabilités, de ce chef-là, il y a donc incontestablement augmentation. Est-ce tout, Messieurs? Pas le moins du monde. A côté du salaire payé aux ouvriers, il y a, dans toutes les usines, dans toutes les fabriques, des frais qui grèvent la production. Quels sont-ils? L'intérêt et l'amortissement du capital, les impôts, qui ne varient pas, qui ne diminuent pas et qui ne diminueront pas avec la production moindre, les frais de direction, et enfin je pourrais ajouter le combustible.

Dans toute industrie, moins de temps la machine marche, moins de temps les chaudières sont allumées, plus la consommation du combustible est élevée par heure d'emploi; par conséquent, de ces différents chefs, vous aurez une augmentation sensible, non pas absolue, mais relative, c'est-à-dire que vous répartirez sur une production moindre, sur un nombre de kilogrammes ou de mètres moindre, des sommes qui resteront toujours les mêmes : or,

comme, pour obtenir le prix de revient, vous êtes obligés de diviser les secondes par les premiers, vous aurez incontestablement un quotient plus élevé, et, par conséquent, un accroissement de ce que j'appelle le prix de revient.

Quand il s'agira du marché intérieur, nous nous débrouillerons, — permettez-moi cette expression familière — cela dépendra de l'état du marché : la question se réglera soit par une augmentation, soit par le maintien des salaires, d'après la loi de l'offre et de la demande.

Sur le marché extérieur, ce sera autre chose : si nous restons dans des conditions d'infériorité à l'égard des concurrents, nous en subirons la conséquence. A cet égard, permettez-moi d'ouvrir une parenthèse et de signaler l'antagonisme qui paraît exister dans l'attitude des membres du ministère. Je voudrais que le ministre du commerce fût l'apôtre résolu de toutes les mesures qui peuvent faciliter notre exportation et se mît d'accord avec son collègue des colonies pour obtenir un traitement plus favorable dans certaines de nos colonies où l'on ne fait absolument rien pour favoriser les produits français.

Tel n'est pas le cas partout. Vous savez, en effet, qu'en Indo-Chine, à Madagascar, nous avons réalisé des progrès énormes, et que maintenant l'industrie française, on peut le dire, est maîtresse des quatre cinquièmes, sinon des neuf dixièmes des débouchés acquis.

Mais il n'en est pas de même dans d'autres territoires coloniaux. Je ne parle pas du Congo français et de certaines autres régions africaines soumises à un régime spécial contre lequel nous ne pouvons rien. Mais, outre notre vieille colonie du Sénégal, il y en a d'autres où je vois constamment imposer à nos produits manufacturés des octrois de mer qui pèsent sur notre production comme sur celle de nos voisins, et je ne vois pas de faveurs réelles consenties en faveur du travail français.

M. LE COMTE DE BLOIS. Très bien !

M. WADDINGTON. Il y a, en outre, du côté des colonies, un danger que je signale à M. le ministre du commerce. En voici un exemple. Dans l'Inde française, il s'établit en ce moment, avec des capitaux en grande partie anglais, de grandes usines pour la filature et le tissage du coton, dont le but est de profiter de notre régime douanier de 1892 sans en supporter les charges.

En effet, dans le territoire de Pondichéry, on peut établir une usine sans payer un droit quelconque. Quand nous bâtissons des usines, des fabriques en France, nous sommes malheureusement bien souvent obligés de nous adresser à l'étranger, soit à l'Allemagne, soit à la Suisse, soit à l'Angleterre, pour nous procurer nos machines, et nous payons des droits en conséquence.

A Pondichéry, rien de pareil. Vous êtes là en terre française ; mais, comme le territoire est tellement enchevêtré dans les possessions anglaises qu'il ne serait pas pratique de chercher à y établir une douane, les produits anglais et autres entrent en franchise sur le territoire français ; si bien qu'il est possible d'établir dans l'Inde française une usine meublée de machines et de métiers acquis à bon compte, puisqu'ils n'ont pas acquitté de droits, d'y employer des ouvriers indigènes payés misérablement, sans limite aucune de la durée

de travail, et de profiter de tous les avantages de notre régime douanier lorsqu'il s'agit d'exporter soit en Indo-Chine, soit à Madagascar, soit en Afrique.

Je crois, Monsieur le Ministre, vous avoir déjà saisi de cette question en ma qualité de président de la chambre de commerce de Rouen; permettez-moi de la rappeler de nouveau à votre attention et d'y revenir aujourd'hui. Il y a là un danger énorme pour l'industrie et pour la main-d'œuvre françaises. Nos ouvriers trouvent actuellement des débouchés considérables à Madagascar et dans l'Indo-Chine. Or, si nous sommes placés en face de cette concurrence, nous serons infailliblement battus.

Revenons maintenant à la question des dix heures. Je vous disais tout à l'heure que, pour ces abaissements de la durée du travail, il était indispensable, à mon avis, d'obtenir une entente internationale et que, de plus, pour son application sur le territoire même, dans l'intérieur du pays, il était désirable de mettre fin aux abus et irrégularités qui accompagnent trop souvent l'organisation du travail industriel et qui font que le régime du travail varie selon les départements et selon les localités.

Tout d'abord, il faut vous rendre compte que la durée du travail individuel de l'ouvrier et la durée de la marche de l'usine sont deux choses parfaitement distinctes. Pourquoi? Prenons l'état de choses actuel et laissons de côté les différences de détail. La durée du travail de l'ouvrier est fixée à onze heures pour le personnel protégé, tandis que l'homme adulte, d'après la loi de 1848, ne peut pas travailler plus de douze heures.

Voilà donc onze heures et douze heures pour la plus grande partie de notre personnel.

Mais l'usine peut rester en marche toute la journée; or, la journée légale, c'est la période qui n'est pas considérée comme celle de nuit, c'est-à-dire que l'usine peut marcher depuis cinq heures du matin jusqu'à neuf heures du soir; et alors, dans cette durée qui, vous le voyez, est de seize heures, l'industriel peut adopter toutes les combinaisons possibles et, par conséquent, faire tourner son moteur et ses machines comme il lui plaira, à la condition de ne pas faire faire plus de onze ou douze heures de travail à ses ouvriers occupés dans l'usine.

Ai-je besoin de vous dire que ce système d'équipes et de relais a engendré tous les abus et toutes les irrégularités possibles? Nous y viendrons tout à l'heure.

Votre commission a d'abord proposé la suppression des deux postes; entendons-nous sur ce que veut dire cette expression.

Vous savez qu'en règle générale le travail de nuit est considéré comme compris entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Or, le paragraphe 2 de l'article 4 de la loi de 1892 contient une disposition d'après laquelle, par exception à la règle générale, le travail pourra, dans certaines organisations, commencer à quatre heures du matin et finir à dix heures du soir. Donc, la période pendant laquelle l'usine marche est prolongée de seize à dix-huit heures.

Cette mesure avait pour objet de permettre l'organisation des postes, à l'instance et sur la demande de la fabrique de Saint-Chamond.

D'abord, on s'est contenté de deux postes successifs. Le premier commençait le travail à quatre heures du matin et le cessait à une heure du soir. Ce poste était suivi d'un second, qui commençait le travail à une heure sonnée et le continuait jusqu'à dix heures du soir.

Mais, pour des raisons multiples, ce système a été changé, dans un grand nombre d'usines, en un autre qui avait probablement pour but d'éviter la surveillance et de faciliter certains procédés irréguliers.

On a inventé, dis-je, un nouveau système : celui des postes intermittents.

Le poste A débute à quatre heures du matin et cesse à neuf heures. Il sort alors, il prend un repos. A neuf heures du matin arrive le poste B qui travaille jusqu'à deux heures de l'après-midi. A deux heures, le poste A, qui s'était reposé dans l'intervalle, prend la place du poste B, fait à son tour ses quatre heures, puis est remplacé par le poste B qui termine la journée. De là, nécessité pour les ouvrières — ce sont des femmes et des jeunes filles qui font ce travail — d'être toujours, pour ainsi dire, en l'air; elles sont obligées de partir de chez elles avant quatre heures du matin, à trois heures ou trois heures et demie et de rentrer à onze heures du soir. De là des allées et venues continuelles et des inconvénients très préjudiciables à la vie de famille, à la santé et à la morale, même lorsque la réglementation des heures était observée.

Malheureusement, il n'en était pas ainsi dans beaucoup de cas; je vous demande la permission de vous citer, par exemple, quelques lignes du rapport de l'inspecteur de la 5^e circonscription pour l'exercice 1898.

Voici comment les choses s'y passaient, au dire de ce fonctionnaire :

Un peigneur de laine de Tourcoing avait organisé le double poste sans prévenir l'inspecteur, ce qu'il n'avait pas le droit de faire; l'inspecteur divisionnaire cite le langage de son subordonné l'inspecteur départemental :

« J'appris d'abord qu'on laissait les ouvrières travailler tantôt dans la première équipe, tantôt dans la seconde, puis qu'on remplaçait celles qui s'absentaient par d'autres prises dans les ateliers voisins, en sorte qu'il était impossible de savoir si une ouvrière, travaillant avec l'équipe du soir, n'avait pas, le même jour, fait partie de l'équipe du matin ou n'avait pas été employée dans d'autres ateliers. Pour éclaircir ce point, j'exigeai la feuille de pointage. Mes soupçons furent pleinement confirmés.

« En continuant mon enquête, j'appris alors que les ouvrières de la première équipe travaillaient aussi dans la seconde, ce qui portait parfois à dix-sept heures la durée de leur travail journalier; puis, que quelques ouvrières occupées dans d'autres ateliers venaient, à la fin de la onzième heure, se joindre aux premières et continuaient à travailler jusqu'à dix heures du soir : elles ajoutaient ainsi un supplément de quatre heures à leur salaire journalier. Enfin, comme l'usine marchait en outre toute la nuit avec des ouvriers adultes, il arrivait certains jours que quelques-unes travaillaient jusqu'à onze heures, minuit et même toute la nuit. »

L'inspecteur conclut en disant qu'il a pu intenter un procès et faire condamner cet industriel peu scrupuleux.

Voilà, Messieurs, pris sur le vif, l'abus de ce système des deux postes.

En 1894, le Sénat avait voté une disposition interdisant l'intermittence et rendant la continuité des postes obligatoire; on admettait bien le poste

consécutif de neuf heures, mais on ne voulait pas de l'intermittence dont je viens de vous exposer les inconvénients.

Aujourd'hui, la commission, suivant l'exemple de la Chambre, se montre plus radicale : elle vous propose de supprimer complètement ce système des deux postes, et je crois qu'elle a absolument raison.

L'intérêt engagé n'est pas, d'ailleurs, très considérable.

Voici ce que dit le rapport annuel adressé au Président de la République sur cette organisation du travail :

« Le système de la double équipe a été pratiqué, en 1898, dans 42 établissements, à savoir, 22 fabriques de lacets et 22 filatures, qui se répartissent ainsi dans les départements :

Loire.....	22
Vosges.....	6
Nord.....	3
Puy-de-Dôme.....	3
Tarn.....	2
Isère.....	1
Côte-d'Or.....	1
Territoire de Belfort.....	1
Doubs.....	1
Eure.....	1
Aveyron.....	1
TOTAL.....	42

« Soit une diminution de 13 établissements sur l'année 1897. »

Les 42 établissements ci-dessus cités employaient 405 enfants et 1,225 femmes.

Je dois ajouter que l'opinion presque unanime de l'industrie est contraire à cette tolérance. Presque toutes les chambres de commerce intéressées, et notamment celle de Saint-Quentin, se sont prononcées énergiquement en 1894 contre le système des deux équipes. L'Association de l'industrie française a joint ses efforts à ceux des chambres de commerce pour les faire supprimer.

Ce n'est pas tout, Messieurs. A côté de ces équipes par postes, il y a les équipes par relais individuels.

Je vous ai dit tout à l'heure que, la marche de l'usine commençant à cinq heures du matin et finissant à neuf heures du soir, l'industriel avait seize heures devant lui pour organiser ses relais. La commission et la Chambre ont voté deux dispositions pour atténuer cet inconvénient qu'avaient signalé à maintes reprises les inspecteurs. Elles ont d'abord exigé : 1° que pendant les repos on ne travaillât pas, et 2° que les repos eussent lieu à la même heure pour tout le personnel engagé. Vous comprenez évidemment le but de ces mesures. Les repos étant simultanés pour tout le personnel employé, il est très difficile de faire la fraude et de continuer le travail, en escamotant pour ainsi dire l'observation des repos dus au personnel.

Je ne voudrais pas, Messieurs, me perdre dans les détails de cette discus-

sion, qui nécessiteraient de votre part une attention trop longue et trop soutenue; je me borne simplement à insister auprès de vous sur ce fait que, si nous devons avoir la loi de dix heures, il faut absolument un régime égal dans tout le pays; il faut que nous mettions fin à une méthode qui consisterait à faire seize heures dans le Nord, quatorze heures dans les Vosges et treize heures en Normandie. Pour cela, il faut absolument que vous supprimiez ce système d'équipes volantes ou tournantes qui rend tout contrôle ou toute surveillance impossibles.

Vous aurez beaucoup de mal à y arriver, parce que rien n'est adroit comme l'intérêt. Quand l'intérêt est en jeu, quand il y a un avantage quelconque, quand il y a de l'argent à gagner, on trouve tous les moyens possibles, je ne dirai pas de violer la loi, — ce qui serait exagéré, — mais de la tourner. C'est ainsi que l'esprit inventif a imaginé toutes espèces de combinaisons de travail qui permettent à l'ensemble du personnel de dépasser la durée légale.

Chacun des ouvriers reste dans la limite fixée par la loi, mais on arrive à la dépasser dans l'ensemble par l'organisation des relais. On commence le travail à telle heure; une heure après, on fait entrer dans l'usine deux ou trois ouvriers; une heure après, deux ou trois autres, et ainsi on organise le travail de manière à faire marcher les métiers pendant quatorze, seize ou dix-huit heures.

Je pourrais vous citer procès sur procès qui ont été engagés sur la matière. Il faut bien reconnaître que, souvent, les patrons sont absolument innocents de ces résultats.

Que se passe-t-il, en effet? On organise avec grand soin les relais; on adopte un ordre de travail tel qu'une ouvrière commence à telle heure, et qu'elle fait deux heures de travail sur tel métier; elle passe ensuite sur un second pour accomplir encore deux heures de travail, puis sur un troisième et ainsi de suite. Mais, dans la réalité, s'il arrive un accident quelconque, si cette ouvrière est malade, si elle est obligée de s'absenter, alors interviendra le directeur ou, à son défaut, le contremaître. Celui-ci est inflexible, il ne connaît que la dure loi de la production et, pour éviter un chômage qui entraînerait un autre, sans se préoccuper d'une violation de la loi qui passera probablement inaperçue, il fera rester une demi-heure ou trois quarts d'heure de plus.

Dans les conditions futures, il y aurait une véritable prime en faveur du système des relais; plus, en effet, vous diminuez la durée normale du travail, plus il y aura d'intérêt à organiser ces relais et ces équipes et à obtenir ainsi une compensation pour la réduction de la production.

J'ai essayé de faire un exposé général de la situation. Je vous ai signalé les dangers que la nouvelle mesure nous ferait courir par suite de la concurrence étrangère, j'ai insisté sur les difficultés d'application de la loi. Ces difficultés, elles fourmillent. Quelle que soit mon opinion sur le fond, il est de mon devoir de faire passer sous vos yeux les objections à la réduction proposée :

Est-il prudent de légiférer pour une époque qui est éloignée de nous de deux ans? Que se passera-t-il à cette époque?

En ce moment, nous avons devant nous un ministre qui est partisan con-

vaincu de la loi de 1892, qui a fait sincèrement et loyalement, j'en suis persuadé, tous ses efforts pour l'application impartiale et générale de la loi de 1892. Il est tout aussi chaud partisan des mesures nouvelles qui nous sont proposées; mais sera-t-il là quand il faudra les appliquer?

Oh! je ne veux rien dire de désagréable pour l'honorable M. Millerand, mais enfin, si je consulte la statistique ministérielle, il est peu probable qu'un ministre qui a déjà près d'un an d'exercice le soit encore dans deux ans...

M. HERVÉ DE SAISY. — Ce serait extraordinaire!

M. WADDINGTON. — Il en résultera que nous n'aurons pas devant nous le ministre dont la responsabilité est grosse, dans cette matière; quand il s'agira de mettre en vigueur la loi, ce ministre ne sera plus sur ces bancs et ne pourra pas être effectivement responsable devant le pays. C'est un inconvénient sur lequel j'attire toute son attention et celle de l'Assemblée.

On me dira : Vous nous exposez longuement et minutieusement tous les inconvénients de la loi et, cependant, vous nous dites que vous allez la voter.

Oui, Messieurs, je la voterai, mais voici dans quelles conditions et avec quel espoir : je crois que cette loi, malgré certains inconvénients que je ne vous ai pas cachés, sera, dans son ensemble, fertile en résultats pour le pays. Elle aura des avantages économiques et sociaux.

Quelle est la tendance actuelle de nos ventes, de nos affaires? C'est d'être essentiellement intermittentes; autrefois, on pouvait, jusqu'à un certain point, prévoir les besoins; on travaillait en prévision de ces besoins, tandis qu'à notre époque notre consommation tend de plus en plus à être irrégulière à certaines époques. La consommation accourt aux achats, elle se précipite sur les marchandises et veut surtout qu'elles lui soient livrées dans le plus bref délai. Que se passe-t-il alors? l'industrie, tout naturellement, veut se conformer aux exigences de la consommation; elle désirerait, quand la demande est forte, quand la consommation exige la livraison prompte, pouvoir travailler à pleines voiles et elle se trouve gênée par la réglementation, elle demande des exceptions et elle voudrait avoir la faculté de faire des heures supplémentaires.

L'inconvénient est grave, parce que les fabricants ressentent bien vite le contre-coup de ces poussées extraordinaires.

Je m'empresse de le dire, il y a certaines industries de modes et de saisons pour lesquelles des exceptions sont absolument indispensables; ces exceptions existent dans la loi, il faut les maintenir; mais cependant il faut qu'elles restent à l'état d'exception. Je ne voudrais à aucun prix généraliser le système, faciliter une production trop grande, dont l'exagération amène infailliblement toute espèce de soubresauts et de fluctuations dans les salaires. Après avoir organisé des relais, après avoir fait marcher ses machines et ses moteurs pendant quinze, seize et dix-huit heures, tout à coup le fabricant est surpris par la mévente; il voit accumuler ses stocks et bientôt se voit forcé de réduire sa marche. Qui en pâtit? C'est l'ouvrier qui, après avoir eu du travail en abondance, est mis sur le pavé.

Dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans l'intérêt des prix de vente, de l'industrie elle-même, il faut, autant que possible, régulariser la production et éviter des écarts préjudiciables pour les uns et pour les autres. Dans maintes usines, cela est possible neuf fois sur dix, et ce résultat contribuera à la fixa-

tion de la journée à dix heures; aussi, malgré le trouble momentané qu'elle pourra apporter, je crois la mesure bonne au point de vue économique; reste le point de vue social.

Croyez-vous que, depuis le temps que nous discutons cette question, depuis qu'elle est sur le tapis, c'est-à-dire depuis plus de vingt ans, le moment ne soit pas venu de faire un nouveau pas? Croyez-vous que dans l'existence ouvrière un travail de onze heures ne soit pas trop absorbant? Ne vous êtes-vous pas quelquefois fait le tableau de ces enfants, de ces ouvrières, de ces femmes obligés d'accomplir onze heures de travail, c'est-à-dire douze heures et demie ou treize heures de présence à l'atelier?

La marche ordinaire d'une usine d'industrie textile s'étend de 6 heures du matin à 7 heures du soir, soit treize heures interrompues par deux heures de repos; quelquefois on ne fait qu'un seul repos pour laisser l'ouvrier libre une heure plus tôt le soir.

Cette présence de douze heures et demie ou de treize heures à l'usine nécessite le départ du foyer une heure d'avance, et alors, sur une période complète de vingt-quatre heures, treize ou quatorze heures sont absolument enlevées à l'ouvrier.

Comment voulez-vous que, dans ces conditions, il y ait une vie familiale? Comment voulez-vous qu'il y ait pour l'ouvrier la possibilité de récréation, d'amusement, de divertissement, d'enseignement, d'instruction, nécessités qui s'imposent beaucoup plus à notre époque qu'il y a vingt ou trente ans?

Il y a là une raison sociale sur laquelle j'attire toute votre attention.

Ici, Messieurs, permettez-moi de vous le dire, c'est un patron qui vous parle, et ce n'est pas seulement en son nom qu'il le fait, — son opinion isolée n'aurait pas grande valeur, mais il exprime le sentiment de bon nombre de ses collègues. Nous sommes nombreux, en France, les patrons qui détestons la lutte entre le travail et le capital. (*Très bien! sur un certain nombre de bancs.*)

Nous protestons avec force et nous nous sentons frappés dans notre conscience et dans notre honneur quand nous entendons les indignes diatribes qui sont dirigées contre l'industrie française. (*Très bien!*)

Oui, Messieurs, nombreux sont les patrons, en France, qui gèrent leurs établissements de génération en génération, qui ont travaillé, qui ont collaboré avec leurs ouvriers depuis peut-être plus d'un siècle. Croyez-vous que ces patrons ne s'intéressent pas au sort de ces ouvriers? qu'ils n'ont pas le souci de leur bien-être, qu'ils n'ont pas le désir d'appuyer toutes les mesures qui pourraient améliorer leur situation?

M. SÉBLINE. — Ils en ont donné la preuve!

M. WADDINGTON. — Messieurs, il serait insensé qu'il n'en fût pas ainsi! Et voilà pourquoi beaucoup d'industriels français ne sont pas les adversaires de la réglementation.

Ils désirent que la journée de travail soit ramenée à dix heures et demie et à dix heures le plus tôt possible.

Mais, à côté de ce sentiment qui les anime, à côté de ce désir qui les pousse à favoriser dans la plus large mesure possible leurs collaborateurs

qu'ils aiment, qu'ils respectent et qu'ils estiment, à côté de ce sentiment, il y a celui des intérêts dont ils ont la charge.

Eh bien, rappelez-vous ceci, Messieurs, je vous le répète, les mesures que l'on vous propose aujourd'hui nous donnent une avance considérable sur toutes les nations européennes en ce qui concerne le personnel féminin et enfantin. Pour les femmes et les enfants, vous pourrez obtenir satisfaction en provoquant l'entente internationale, et, j'en ai le ferme espoir, notre exemple sera suivi.

Mais vous nous proposez également de légiférer pour les hommes. Eh bien, je vous avertis, et vous le savez aussi bien que moi, que, sur ce point, l'exemple de la France ne sera pas suivi.

M. SÉBLINE. — Très bien !

M. WADDINGTON. — Prenez-y garde ! C'est là un côté très épineux de la question. Permettez-moi de vous le dire encore, Monsieur le Ministre, ce n'est pas seulement à une simple modification d'un article du décret-loi de 1848, qu'il faut songer, c'est la loi de 1848 elle-même qu'il faut modifier d'une façon complète.

Cette loi remonte à plus d'un demi-siècle ; elle ne répond plus aux besoins actuels.

Pourquoi avez-vous obtenu de la loi de 1892 des résultats qui, bien que je les considère comme partiels, sont l'honneur de notre pays, de nos inspecteurs et de notre industrie ? C'est parce que le texte de la loi, voté en 1892, quelque mal qu'on en ait dit, est un ensemble qui se tient, qui prévoit les exceptions, qui assure le fonctionnement du travail. Rien de pareil dans les dispositions de 1848.

Je crains fort qu'avec l'article 2 des dispositions qui nous sont soumises vous n'obteniez pas les résultats que vous désirez. Je ne voudrais pas être prophète de malheur, mais j'ai bien peur que vous n'enrichissiez notre arsenal législatif d'une loi de plus, et d'une loi dont l'application sera bien difficile.

Enfin, Messieurs, — et j'ai fini, — je sais qu'à côté des sentiments que j'exprimais tout à l'heure, beaucoup d'industriels éprouvent des craintes qui dépassent leurs désirs d'améliorations. Les préoccupations sont grandes. Je suis convaincu que vous les dissiperez, Monsieur le Ministre ; j'espère surtout que votre réforme sera acceptée par l'industrie.

Il est excellent de légiférer : mais les lois ne valent qu'autant qu'elles sont acceptées par l'opinion publique.

Encore une fois, la réduction que prévoit la loi ne sera acceptée que si vous obtenez une entente avec les pays voisins, et surtout si vous mettez fin à toute cette organisation de travail dont je vous dénonçais tout à l'heure les abus et les inconvénients.

Si ces deux conditions-là se réalisent, le Gouvernement, le Sénat pourront se vanter d'avoir accompli une réforme qui aura amélioré le sort d'une partie notable de la population ouvrière de la France, sans porter atteinte aux intérêts essentiels de l'industrie française. (*Marques d'approbation sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?...

M. MILLERAND, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Commerce.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, j'ai trop souci de ne pas abuser de la bienveillante attention du Sénat pour lui infliger des observations qui ne seraient pas indispensables. Ce n'est donc pas un discours que je viens faire, puisque je monte à la tribune après un orateur — et j'en ai été très vivement touché — qui s'est déclaré partisan de la loi que le Gouvernement vous apporte. Il m'a paru pourtant qu'il était utile de souligner quelques-unes des observations qu'il a présentées. Je vous demande la permission de le faire en très peu de mots.

L'honorable M. Waddington vous a dit : On a eu tort de prétendre que la loi de 1892 fût inapplicable, et la preuve en est que je l'ai appliquée.

M. RICHARD WADDINGTON. — Je ne suis pas le seul !

M. LE MINISTRE. — Je sais que vous n'êtes pas le seul ; mais vous savez mieux que moi, mieux que personne ici, puisque vous êtes depuis de longues années le président de la Commission supérieure du travail, que, s'il s'est trouvé des patrons pour appliquer spontanément, de toute leur bonne volonté, la loi nouvelle, l'exemple, malheureusement, n'a pas été unanime. On s'est heurté à des résistances très vives, vous l'avez dit vous-même, et alors, dès que j'ai voulu étudier le fonctionnement de la loi de 1892 et m'assurer qu'elle était véritablement respectée, je me suis trouvé en présence des réclamations d'un grand nombre d'industriels qui m'ont déclaré : « Nous ne demandons pas mieux que d'appliquer la loi de 1892, mais à la condition que tout le monde l'appliquera, que nous ne nous trouverons pas en face de concurrents qui auront pour eux un avantage, tiré — passez-moi le mot — de leur déloyauté même, et que l'obéissance des patrons les plus empressés à s'incliner devant la loi ne sera pas pour eux la source de difficultés plus grandes dans la lutte contre leurs concurrents. »

C'est là une raison décisive ; et parce que la loi de 1892 est, en effet, applicable pour ceux qui la veulent appliquer, mais qu'il est à peu près impossible d'en imposer l'application à ceux qui veulent, sinon la violer, du moins la tourner, nous sommes arrivés à cette conclusion nécessaire qu'il fallait reviser quelques-unes des dispositions de cette loi.

L'honorable M. Waddington propose, et je ne dis qu'un mot sur ce point, d'accorder un délai de trois mois pour l'application de la loi nouvelle. Messieurs, si l'amendement de M. Waddington qui demande la suppression des relais, ce qui, je crois, est une bonne disposition que la Commission peut accepter et que je suis, quant à moi, tout prêt à accepter, si cet amendement est sanctionné par le Sénat, j'admets très bien qu'on fixe un délai de trois mois pour permettre aux industriels qui, à l'heure actuelle, en vertu de la loi, usent des relais, d'organiser leur travail conformément aux dispositions nouvelles. Si, au contraire, la suppression des relais proposée par M. Waddington n'était pas acceptée, la disposition relative au délai tomberait d'elle-même ; elle n'aurait plus raison d'être.

Je veux encore dans les observations très intéressantes que vous a présentées M. Waddington en relever deux auxquelles je tiens à répondre. Je tiens à lui

dire que je serai auprès du Ministre des Colonies l'interprète des vœux très légitimes qu'il a apportés à cette tribune; il ne peut me demander une solution; ce qu'il me demande et je suis très heureux sur ce point de lui donner satisfaction, c'est d'accomplir le premier de mes devoirs de Ministre du Commerce, en défendant auprès de mes collègues les intérêts du commerce d'exportation. Une autre suggestion que je suis heureux de relever dans le discours de M. Waddington, c'est celle qu'il a adressée au Gouvernement en lui demandant de vouloir bien examiner s'il ne serait pas possible et convenable de prendre l'initiative d'une conférence analogue à celle qui s'est tenue il y a quelque neuf ans et qui, si elle n'a pas produit tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre, n'en a pas moins été un exemple excellent.

Je recueille ces suggestions; je ne manquerai pas de les transmettre à mes collègues et en particulier au Ministre des Affaires étrangères. M. Waddington sait que, plus que personne, je serais heureux qu'elles pussent être accueillies.

Je n'ai qu'un dernier mot à dire au Sénat. La loi que nous présentons, Messieurs, s'inspire avant tout de cette idée que les intérêts sont solidaires et que toutes les améliorations apportées par les mœurs ou par la législation à la situation de l'ouvrier profitent non seulement à l'ouvrier, mais au patron lui-même. (*Très bien! très bien!*) J'ai entendu, j'ai écouté les avis, les conseils des patrons qui sont venus me trouver à l'heure où je les ai avisés que le Gouvernement était décidé à faire appliquer la loi de 1892; à tous j'ai tenu le même langage.

Je les ai priés de croire — et ils n'ont pas pu se tromper sur la sincérité de ma parole — que la loi que nous demandons au Parlement de voter n'était pas, tant s'en faut, une loi de haine et de guerre, mais, au contraire, une loi de solidarité et, passez-moi le mot, — je ne le crois pas trop ambitieux, — une loi de fraternité. (*Très bien! très bien! à gauche.*) Cette loi, nous demandons au Sénat de la voter. En la préparant, nous nous sommes préoccupés de tous les intérêts dont le Sénat est si légitimement soucieux, des intérêts de la production, sans doute, mais aussi des intérêts du producteur lui-même, qu'on ne peut pas séparer de la production. La loi que nous vous proposons réalise un progrès considérable. Je suis prêt, avec la Commission, à répondre aux critiques qui pourraient être dirigées contre telle ou telle de ses dispositions. Je suis sûr, Messieurs, d'être l'interprète de la pensée de la Commission et de celle de l'immense majorité du Parlement qui déjà, à la Chambre, a manifesté son sentiment en adoptant l'ensemble de la loi à la majorité de 468 voix contre 60, je suis sûr d'exprimer la vérité en disant que la loi que nous vous présentons réalise un progrès incontestable, progrès matériel, progrès social, et que, comme vous le disait, l'autre jour, M. le rapporteur, le Sénat s'honorera en l'adoptant. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide de passer à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« Art. 1^{er}. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit : »

Je réserve ce paragraphe qui n'est qu'une indication des modifications qui vont suivre, et, pour la clarté du vote, je vais successivement mettre aux voix les autres paragraphes.

Je donne lecture du premier paragraphe de l'article 3 de la loi de 1892.

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Personne ne demande la parole sur ce paragraphe?...

Je le mets aux voix.

(Le premier paragraphe de l'article 3, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Dans le texte de la Chambre, il y avait le paragraphe suivant :

« Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. »

Votre Commission vous propose de supprimer ce paragraphe.

Je le mets aux voix.

(Le paragraphe n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je poursuis :

« Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures. »

Le texte de la Chambre des députés portait « à dix heures seulement » ; votre Commission vous propose de supprimer le mot « seulement ».

M. LE RAPPORTEUR. — C'est une simple question de rédaction ; il est plus législatif de dire : « à dix heures ».

M. LE PRÉSIDENT. — M. le comte de Blois a déposé sur ce paragraphe un amendement ainsi conçu : Au paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, remplacer : « dix heures et demie et au bout d'une nouvelle période de deux années à dix heures » par : « soixante heures chaque semaine, sans qu'elle puisse dépasser onze heures par jour ».

M. CHOVET, *président de la Commission*. — La Commission n'a pas été saisie de cet amendement ; il doit être soumis à la prise en considération.

M. LE PRÉSIDENT. — J'allais en faire l'observation ; M. le comte de Blois a déposé son amendement au cours de la délibération, comme c'était son droit. Cet amendement est donc soumis à la prise en considération.

La parole est à M. le comte de Blois.

M. LE COMTE DE BLOIS. — Messieurs, l'amendement que j'ai l'honneur de proposer au Sénat m'a été inspiré par la lecture d'un document très instructif qui émane de la chambre de commerce d'Angers.

Cette chambre de commerce avait suivi avec beaucoup d'intérêt la discussion des 20, 21 et 22 décembre 1899 à la Chambre des députés ; elle avait été frappée de voir que M. l'abbé Lemire, après avoir déposé un amende-

ment dont je ne fais que reproduire le texte, était revenu, au cours de la délibération, sur les données de cet amendement et qu'il avait considéré cette onzième heure, qu'il proposait tout d'abord, comme une heure « meurtrière ». La chambre de commerce d'Angers, qui est composée d'hommes prudents, sages, expérimentés, s'est demandé comment M. l'abbé Lemire, élevé dans un milieu ouvrier, avait bien pu changer d'opinion si facilement dans l'espace de vingt-quatre heures, et, après examen de la proposition, après avoir entendu les industriels de notre région, rompus, comme celui que nous avons applaudi tout à l'heure, à toutes les questions techniques, elle a rédigé un mémoire qui m'a amené à reproduire le texte de l'amendement de M. Lemire.

Je pense bien que la chambre de commerce d'Angers n'a guère été émue par l'accusation, jetée à la tête des industriels par M. Dejeante, d'être des monstres, mais je crois qu'elle a été plus émue par celle qui veut transformer nos usines et ateliers français en de véritables bagnes (*Exclamations*), car on s'est servi du mot bagne. Pourquoi s'est-on servi de ce mot ? C'est parce que l'on prétendait que l'ouvrier enfermé pendant toute une journée dans une usine ou dans un atelier surchauffé s'étiolait, ne pouvait pas vaquer aux soins de son foyer, et qu'il était réduit en réalité au rôle de forçat.

De là, Messieurs, à se demander quel serait le remède, quel il pourrait être, sans porter préjudice à la santé de l'ouvrier et aux intérêts des industriels, il n'y a qu'un pas. Mais, chose étrange, quelques-uns d'entre vous, Messieurs, disent que la journée de onze heures est meurtrière, et ils veulent cependant la maintenir pendant deux ans. C'est au nom de la démocratie qui souffre, c'est au nom de ces ouvriers que vous prétendez soulevés contre l'idée du travail de onze heures, — car je n'admets pas pour ma part que la journée de onze heures soit meurtrière, — que vous venez nous demander de proroger ce délai de onze heures pendant deux années ! Et encore, au bout de ce délai, vous ne leur donnez pas la satisfaction d'arriver à la journée de dix heures, la seule à laquelle puissent, selon vous, s'accommoder le tempérament et la santé des ouvriers, car ils auront encore pendant deux années la journée de dix heures et demie.

Eh bien, la chambre de commerce de mon département, de ce département qu'on a pourtant appelé la tête de pont de la réaction, va au-devant de vos désirs et elle vous dit : Vous voulez la journée de dix heures pour le bien-être des ouvriers, pour que la femme puisse préparer les mets, raccommoder les vêtements de son mari et de ses enfants ! Je vous apporte une solution, et cette solution, la voici : soixante heures de travail par semaine ; et pour donner satisfaction complète aux besoins de la famille ouvrière, le samedi, par exemple, ou un jour choisi par le patron, le travail cessera à midi de façon à ce que la soirée soit abandonnée aux ouvriers et à leurs familles.

Voilà une mesure que la chambre de commerce d'Angers a jugée fort sage, et c'est pourquoi je l'apporte devant vous ; c'est pourquoi je viens vous dire : dans nos pays où, comme dans beaucoup d'autres, la vie ouvrière s'est singulièrement améliorée, grâce à la bonne volonté, au dévouement et à la charité des patrons, l'ouvrier habite la banlieue de nos villes. Il a, à côté de

sa demeure, un petit jardinet qu'il entretient avec soin, dans lequel il vient se reposer au grand air, en plein soleil, des travaux qu'il a accomplis dans des locaux surchauffés ou mal aérés. Le samedi soir, dans ma ville, il fréquente des cours professionnels; le dimanche, il s'en va, soit visiter nos musées, soit écouter la musique de nos concerts populaires.

Et vous croyez que, en entrant dans cet ordre d'idées, en maintenant le travail de la journée à onze heures pendant cinq jours et en donnant, le dernier jour, la liberté aux ouvriers à midi, vous n'aurez pas réalisé immédiatement la réforme que préconise M. le Ministre du commerce ?

Mais, Messieurs, si je reprends l'amendement de M. l'abbé Lemire, c'est que je suis convaincu, comme l'a très bien dit M. Richard Waddington en vous parlant des législations étrangères, et de ce qui s'est réalisé en Angleterre, que vous serez fatalement amenés à adopter tôt ou tard ce système.

Ne croyez pas que je veuille dissimuler ici une pensée de derrière la tête, que je veuille, sous prétexte de réclamer un jour de liberté pour l'ouvrier, plaider comme à la dérobée la cause du repos du dimanche. Chacun fait ce qu'il veut, et je connais dans ma ville, dans mon département, bien des ouvriers qui accomplissent leurs devoirs confessionnels, comme j'en connais d'autres qui sont enchantés d'avoir à eux le samedi pour mettre en ordre leur maison, pour nettoyer leur jardin, de façon, le dimanche, à s'en aller pêcher à la ligne, car la pêche à la ligne est très à la mode dans mon pays. (*Soupires.*)

C'est pour cela, Messieurs, que très simplement je viens reproduire devant vous l'amendement que M. l'abbé Lemire a abandonné à la Chambre des députés, et que je vous demande de prendre en considération.

J'avoue que je ne trouve pas, dans les réponses qui ont été faites par le rapporteur de la Chambre des députés, de motif probant pour le rejet de cet amendement. Je rencontre au contraire, en particulier dans le rapport de M. Dubief, un avis donné par un inspecteur du travail, qui mérite de retenir votre attention :

« Édicter un maximum hebdomadaire, y est-il dit, c'est le seul moyen pour nous de rendre l'inspection efficace; si vous établissez un maximum quotidien, il n'y a pas moyen d'en sortir. »

C'est sur cette déclaration d'un professionnel que je veux m'arrêter, Messieurs, et je demande au Sénat, devant ce que vous attendez dans l'intérêt des ouvriers, de prendre en considération l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau. (*Très bien! très bien! et applaudissements à droite.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du commerce.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, je n'ai que quelques mots à dire pour exposer au Sénat les raisons qui me font le prier de repousser l'amendement présenté par l'honorable M. de Blois.

Je ne méconnaiss pas ce que peut avoir de séduisant l'idée de laisser à l'ouvrier son après-midi du samedi. J'avoue même que l'idée de fixer le temps par semaine et non par jour peut être intéressante, mais à la condition qu'il y ait, à côté du maximum par semaine, un maximum de travail journalier. (*Très bien! à gauche.*)

Quelle est la conséquence du système de M. de Blois, tel qu'il vous le propose?

Soixante heures par semaine, avec le repos du samedi, cela fait onze heures par jour pour les femmes, les enfants et les hommes, pendant cinq jours, et cinq heures le samedi.

Or le Parlement, en 1892, a fixé à dix heures le maximum de la journée de travail pour l'enfant; c'est de cette décision que s'inspire le projet qui vous est actuellement soumis, et le Gouvernement considère comme impossible que le Sénat revienne sur cette décision. (*Très bien! très bien! à gauche.*) Il considère comme impossible qu'après avoir décidé, dans l'intérêt national, par excellence, dans l'intérêt de la conservation de la race, que la journée de travail pour l'enfant ne pourra pas être supérieure à dix heures, vous veniez aujourd'hui la fixer législativement à onze heures. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*) L'amendement de l'honorable M. de Blois aurait cette conséquence, et cela suffit pour que je supplie le Sénat de le repousser. (*Approbation.*)

M. MAXIME LECOMTE, *rapporteur*. — La commission le repousse également.

M. PICHON. — Soixante heures de travail par semaine pour les protégés en général et dix heures au maximum de travail par jour pour les enfants en particulier ne sont pas deux prescriptions incompatibles entre elles, et rien n'empêche d'ajouter la condition indiquée par M. le Ministre du commerce à l'amendement qui vous est soumis par M. de Blois. Je crois qu'on peut ainsi mettre tout le monde d'accord et réaliser la réforme que nous attendons tous depuis si longtemps avec une égale impatience.

M. LE MINISTRE. — Il y a six jours de travail par semaine, avec le repos hebdomadaire pour les femmes et les enfants. Si vous fixez la durée du travail à dix heures par jour, il n'y a plus de repos l'après-midi du samedi et le système de M. de Blois n'existe plus.

M. PICHON. — Je vous demande pardon; l'industriel est libre de se mouvoir dans les limites de soixante heures.

M. WADDINGTON. — Il n'a pas besoin de la loi pour cela!

M. LE MINISTRE. — Avec le maximum de dix heures par jour!

M. PICHON. — Cela existe dans un grand nombre de législations et notamment dans celle que nous avons adoptée nous-mêmes, il y a deux ans, pour la sériciculture.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Il n'y a qu'à faire ce que nous avons proposé, M. de Mun et moi, il y a quelques années, et à adopter une progression décroissante analogue à celle que la loi veut consacrer, soixante heures d'abord pendant deux ans, et cinquante-cinq heures ensuite. Le résultat sera absolument le même au point de vue de la protection des ouvriers.

M. PAUL STRAUSS. — Avec ce système, il n'y a pas de barrière contre le surmenage quotidien.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la prise en considération de l'amendement de M. le comte de Blois, qui est combattu par le Gouvernement et par la commission.

L'amendement n'est pas pris en considération.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici, Messieurs, la rédaction de la commission, dont je donne une nouvelle lecture :

« Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années à dix heures. »

Je fais observer de nouveau que, dans ce texte, votre commission a supprimé le mot « seulement » qui terminait ce paragraphe et qui avait été voté par la Chambre.

(Le paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

Les mots « et les mines, minières et carrières » ne se trouvent pas dans la rédaction adoptée par la Chambre des députés; ils ont été ajoutés par la commission du Sénat.

Je mets aux voix le paragraphe dont je viens de donner lecture.

(Ce paragraphe est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Ici, Messieurs, se trouvait une disposition votée par la Chambre des députés, dont la commission vous propose la suppression.

En voici le texte :

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

Je mets aux voix le texte voté par la Chambre des députés dont votre commission vous a proposé la suppression.

(Le texte de la Chambre n'est pas adopté. L'ensemble de l'article 3 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 4, § additionnel. — A l'expiration d'un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit, prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, cesseront d'être en vigueur. »

M. Monestier a proposé une addition à cette disposition. Nous pourrions donc, s'il n'y a pas d'opposition, voter d'abord sur le paragraphe que je viens de lire; puis je donnerai la parole à M. Monestier pour développer son amendement. (*Adhésion.*)

Je mets aux voix le paragraphe proposé par la commission.

(Ce paragraphe est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Monestier propose un amendement ainsi conçu; ajouter à la suite :

« Sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières. »

Je lui donne la parole pour soutenir son amendement.

M. MONESTIER. — Messieurs, je monte à cette tribune, non pour combattre la loi de protection de la femme et de l'enfant, dont nous avons déjà voté une partie et dont je suis personnellement partisan, non pour faire un discours qui pourrait être déplacé après ceux que vous venez d'entendre, mais plus simplement pour combler une importante lacune existant dans le paragraphe additionnel à l'article 4 que nous venons d'adopter, — lacune

qui, sans utilité pour la population ouvrière, aurait de fâcheuses conséquences pour de grands intérêts nationaux.

La remarque que je dois produire sera, je pense, la bienvenue auprès de vous, car votre commission en a reconnu la légitimité.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi de 1892, actuellement en vigueur, tout le travail fait entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit et interdit, sauf pour les adultes.

La loi de 1892 permet cependant à la catégorie protégée du personnel ouvrier de travailler entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, soit une heure plus tôt le matin et une heure plus tard le soir, à la condition que ce travail soit exécuté par deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

Ce paragraphe est en effet libellé comme il suit :

« Art. 4, § 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

« Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins. »

Telle est la tolérance qui sera supprimée dans un délai de deux ans par l'application de l'article additionnel que nous venons de voter.

Cette addition ne motive pas d'observation de ma part d'une manière générale, mais elle nécessite une importante réserve relative aux mines, minières et carrières auxquelles les prescriptions qu'elle renferme ne peuvent être rendues applicables; les considérations suivantes le mettront nettement en évidence.

Dans un grand nombre de mines, on travaille à deux postes qui commencent à 4 heures du matin pour finir à 10 heures du soir.

Limiter le travail entre 5 heures du matin et 9 heures du soir dans ces chantiers souterrains aurait de graves conséquences. Je me bornerai à en citer deux suffisantes pour faire ressortir le bien-fondé de ma proposition tendant au maintien de l'autorisation de travailler entre 4 heures du matin et 10 heures du soir.

Dans les grandes mines de houille du Centre et du Midi, à charbons très inflammables, on doit organiser le travail à deux postes de façon à déhouiller extrêmement rapidement. L'expérience a prouvé que c'était là le moyen le plus efficace de lutter contre les feux qui, néanmoins, à des intervalles toujours trop rapprochés, font de nombreuses victimes dans les rangs de la si intéressante population ouvrière. (*Très bien ! très bien !*)

Aussi, dès qu'un poste a terminé son travail, un autre vient « pic en main », suivant l'expression consacrée, se substituer à lui et réduire le temps pendant lequel les gaz inflammables peuvent se dégager. Toute disposition légale empêchant cette manière de procéder irait non seulement à l'encontre de la santé des ouvriers qu'on veut protéger, mais encore diminuerait leur sécurité.

Dans un grand nombre de mines où ces circonstances dangereuses ne se présentent pas, la nécessité de la double équipe n'en subsiste pas moins pour

leur faire rendre ce qu'elles peuvent donner; nécessité bien impérieuse dans un pays comme le nôtre, où la consommation est supérieure à la production, et qui est ainsi malheureusement obligé de demander le quart de ce qui lui est nécessaire à une grande nation voisine. (*Très bien !*)

Cette infériorité ne doit pas être augmentée, comme cela résulterait forcément de l'application aux mines du paragraphe additionnel qui vient d'être voté, puisqu'un poste ne produirait guère plus de la moitié de ce que l'on obtient avec deux, et cette proportion indique quelle perturbation il en découlerait.

L'état de choses actuel a-t-il motivé des critiques qui pourraient nécessiter sa modification? Pas le moins du monde. La population ouvrière n'a jamais réclamé de changement au régime que nous défendons et qui ne permet pas de faire faire aux mineurs plus de huit heures de travail effectif par jour.

Les inspecteurs du travail n'ont, de leur côté, pas constaté d'abus à cet égard.

Pour préciser combien il importe de maintenir les heures limites de 4 heures du matin à 10 heures du soir, il suffit de remarquer que de 5 heures à 9 heures du soir, il y a un intervalle de seize heures, correspondant à huit heures pour chaque poste.

Or, comme le paragraphe 3 de l'article 4 spécifie que chacun d'eux doit avoir une heure de repos, la durée du travail effectif serait réduite à sept heures, ce qui conduirait bien des mines à ne maintenir qu'un poste en exigeant de lui les onze heures, dix heures et demie et dix heures de travail qui seront successivement autorisées par la loi, et cela au détriment des intérêts des ouvriers et des besoins de la production...

M. LE RAPPORTEUR. — Sept heures est cependant ce que l'on fait dans beaucoup de mines.

M. MONESTIER. — ... Il y en a beaucoup plus où on fait huit heures, durée de travail admise par tous les travailleurs, et il existe peu de mines où l'on ne fait que sept heures de travail effectif.

Les considérations qui ont amené votre commission à vous proposer ce paragraphe ne s'appliquent d'ailleurs pas aux mines; pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter à la page 17 du rapport de l'honorable M. Maxime Lecomte, et l'on y voit que cette addition a pour objet la protection des femmes. Or personne n'ignore qu'elles ne travaillent pas dans les galeries des mines.

On y constate aussi que cette disposition vise 44 établissements industriels seulement; combien plus élevé serait ce nombre si elle concernait toutes les mines et minières de France!

Ces rapides indications montrent les graves conséquences qu'aurait, pour les grands intérêts nationaux solidaires de notre production houillère, l'application aux mines d'une prescription que la commission paraît n'avoir pas stipulée pour elle.

Ces inconvénients seront évités en indiquant à la suite de ce paragraphe additionnel qu'il n'est pas applicable aux travaux souterrains des mines, minières et carrières, et en ajoutant à cet effet les mots « sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières ».

L'ensemble du paragraphe additionnel à l'article 4 de la loi de 1892 serait ainsi rédigé comme il suit :

« A l'expiration d'un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières. »

Telle est l'addition que j'ai l'honneur de proposer au Sénat, en vue de sauvegarder un de nos plus grands intérêts nationaux en même temps que ceux de la population ouvrière. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je rappelle au Sénat que cet amendement est soumis à la prise en considération.

Quel est l'avis de la commission ?

M. LE RAPPORTEUR. — La commission accepte l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Elle accepte alors le renvoi.

M. LE RAPPORTEUR. — Non seulement nous acceptons le renvoi, mais dès maintenant nous nous rallions à l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'amendement de M. Monestier qui est accepté par la Commission.

(L'amendement est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 4, qui comprend en ce moment deux dispositions distinctes.

(L'article est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis saisi d'une disposition additionnelle proposée par M. Séblin et qui est ainsi conçue :

ART. 4. — Ajouter à cet article un paragraphe ainsi conçu : « Toutefois, le maintien de la double ou de la triple équipe est de droit dans les usines à feu continu. Elle demeure autorisée pour l'industrie des dentelles et des guipures, de la teinturerie, de la blanchisserie et pour toutes autres, qui pourraient être classées dans la même catégorie par un règlement d'administration publique. »

La parole est à M. Séblin.

M. SÉBLIN. — Messieurs, je m'excuse tout d'abord auprès de votre commission de ne pas lui avoir soumis les observations que je vous demande la permission de vous présenter. Je faisais, en effet, partie de la commission, mais une longue indisposition qui m'a retenu, pendant plusieurs semaines, éloigné des travaux du Sénat, ne m'a pas permis de faire ce que j'aurais considéré comme un simple devoir de convenances, c'est-à-dire de l'appeler à délibérer sur mon amendement.

Cet amendement, Messieurs, comprend deux parties : la première vise le travail dans les usines à feu continu : « Le maintien de la double ou de la triple équipe est de droit dans les usines à feu continu. » Si l'on s'en rapporte au texte, il semblerait que j'aie émis une naïveté ; il est certain qu'il n'y a pas d'usine à feu continu sans qu'il y ait deux ou trois équipes ; j'ai voulu aller plus loin et je demande au Sénat la permission de lui faire toucher du

doigt la question que cet amendement a pour but de soumettre à la commission.

Je veux parler de ce qu'on appelle les « équipes volantes » ou « tournantes » et je demande au Sénat de vouloir bien en décider le maintien, mais seulement dans les usines à feu continu.

Une espèce me permettra de faire saisir au Sénat la question que je sou mets très respectueusement à ses délibérations. Dans certaines verreries, par exemple, les ouvriers travaillent onze heures par jour; mais le travail est pénible, les onze heures de travail sont coupées par des relais nécessités soit par les repas, soit par des repos. Cependant les fours continuent de chauffer et la dépense du combustible est une très lourde charge pour les verriers.

Qu'a-t-on imaginé pour obvier à cet inconvénient? On a imaginé des équipes volantes qui, pendant le repas des ouvriers principaux, continuent le travail, de façon qu'il soit ininterrompu pendant toute la journée.

Ces équipes volantes ne travaillent guère que sept ou huit heures, et on en charge des ouvriers vieux et fatigués auxquels, par ce procédé, on trouve moyen de donner encore un salaire assez élevé. En effet, dans une usine auprès de laquelle je me suis renseigné, ces équipes volantes avaient touché un salaire de 67,000 francs.

Eh bien, Messieurs, il me semble que c'est une très heureuse idée du patronat dont on médit tant, contre lequel on élève tant de protestations, c'est une idée très heureuse d'avoir pu employer à un travail modéré, à un travail restreint des ouvriers que le patron aurait été obligé de jeter sur le pavé sans cette organisation.

Mon amendement a donc pour but de permettre dans les usines à feu continu seulement l'emploi de ces équipes tournantes ou volantes. Je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre de la commission, mais il me semble que l'exemple que je cite est typique.

Telle est la première partie de mon rapport.

La seconde est un peu plus complexe; elle concerne des industries qui s'exercent dans le nord de la France, à Calais, à Caudry, à Saint-Quentin et dans plusieurs autres régions encore : il s'agit de la fabrication des dentelles et des guipures. J'arrête là mon énumération. Ces industries sont des industries de modes, des industries qui, à de certaines époques de l'année, sont débordées de commandes. Ces industries s'exercent sur des métiers qui nous arrivent d'Angleterre, que nous ne fabriquons pas et qui coûtent extrêmement cher. Pour tirer parti du matériel ainsi employé, et surtout pour suffire à la commande, dans certaines saisons, on est obligé de travailler nuit et jour avec deux équipes, quelquefois trois et je me hâte d'ajouter que l'on n'emploie que des adultes, et que les catégories protégées n'en sont pas chargées.

M. LE RAPPORTEUR. — Alors nous sommes d'accord.

M. SÉBLINE. — Nous ne sommes pas tout à fait d'accord : il y a une équivoque que je voudrais bien dissiper. Cette question a beaucoup préoccupé nos chambres de commerce. Dès qu'elle a été soulevée, la chambre de commerce de Saint-Quentin s'est nettement prononcée pour le maintien de la double et de la triple équipe, et je vous demande la permission de vous

donner lecture d'une délibération de cette chambre de commerce, qui remonte au 10 avril 1899 et pose très nettement la question :

« En ce qui concerne la suppression des équipes volantes, la chambre estime que son adoption aurait des conséquences funestes pour plusieurs branches d'industrie des plus importantes de sa circonscription. Nous voulons parler des tulles, dentelles et rideaux guipures.

« L'adoption du projet de loi voté par le Sénat apporterait un trouble profond dans ces industries, qui ont toujours été organisées avec doubles équipes, et les mettrait dans des conditions d'infériorité manifeste vis-à-vis des Allemands et des Anglais.

« En effet, dans ces pays, le travail est partout établi, non seulement à deux équipes, mais souvent à trois équipes travaillant chacune huit heures, afin d'arriver à une production plus grande.

« Cette recherche de production est motivée par le prix très élevé des métiers employés à la fabrication de ces articles; tout le matériel utilisé dans ces industries est de construction anglaise, et avec les frais d'emballage, de port, auxquels il faut ajouter les droits de douane, les métiers coûtent, arrivés en France, plus de 20 p. 100 plus cher qu'aux industriels anglais.

« S'il fallait ajouter à ce désavantage celui encore plus sérieux de ne travailler que onze heures par jour sur un matériel coûtant plus de 20 p. 100 plus cher qu'aux concurrents, qui eux travailleraient vingt-quatre heures, ce serait absolument la ruine des industries en question.

« Il y a lieu encore de faire ressortir que la production effective de deux équipes de 50 hommes, par exemple, procure un nouveau travail à plus de 1.000 ouvriers et ouvrières de tous genres, employés d'abord au dessin et ensuite au raccommodage et au finissage de ces articles. Tout ce personnel ne travaille au maximum que onze heures par jour.

« Si le projet de loi était adopté, il ruinerait non seulement les industries susvisées, mais il laisserait sans ouvrage des milliers d'ouvriers et d'ouvrières qui actuellement gagnent largement leur vie. »

La même chambre de commerce, Messieurs, dans une délibération plus récente, est revenue plus encore à la charge, parce qu'elle a été très émue des termes mêmes de la loi projetée et je ne suis à la tribune que pour dissiper l'équivoque, s'il y en a une.

Je ne lirai pas la seconde délibération de cette même chambre de commerce. Elle revient avec énergie sur ce fait qu'en Angleterre et en Allemagne, les doubles et triples équipes ont été constamment permises et le sont encore toute l'année pour ces sortes de travaux. Elle demande qu'on ne place pas l'industrie française dans une situation d'infériorité à l'égard de ses rivales. Il faut vous dire, Messieurs, que les ouvriers qui travaillent dans ces usines — qui conduisent les métiers — sont des ouvriers d'élite dont les journées sont très rémunératrices.

L'honorable M. Maxime Lecomte me disait tout à l'heure : « Puisque vous ne faites travailler que des adultes, nous sommes d'accord; il n'y a pas de difficulté. » Oui. Mais pendant la journée on fait travailler les adultes et les catégories protégées et on les réunit quelquefois dans le même atelier, et

même, quand ce n'est pas dans le même atelier, comme le dit fort bien un des patrons les plus considérables de cette industrie, voici ce qui se passe :

« Les femmes et les enfants dans notre industrie ne sont pas occupés aux métiers, mais il s'établit fatalement un certain va-et-vient et il est bien difficile de répondre qu'un inspecteur du travail se présentant dans nos usines ne trouvera pas, soit une ou plusieurs raccommodeuses allant chercher les pièces tombées des métiers, soit des gamins apportant des bobinots pour le regarnissage des métiers.

• De plus, dans nos usines, les salles sont nombreuses et l'on n'a accès dans certaines d'entre elles qu'en traversant d'autres !

• Toutes ces distinctions me paraissent subtiles et me laissent craindre beaucoup d'ennuis dans la pratique. Je ne puis que vous répéter que femmes et enfants, qui représentent près des neuf dixièmes du personnel employé, ne travaillent jamais que de jour ; les heures de repos sont affichées dans nos ateliers et il est donc toujours facile à MM. les inspecteurs de s'assurer si l'observation de la loi est parfaite.

• Si la journée de ces catégories protégées est réduite, nous ne demandons qu'à nous y conformer ; mais étant donné qu'en Allemagne et en Angleterre, surtout, le travail par équipes est partout en usage dans les établissements de notre genre, nous osons espérer que, « quoique employant dans la journée des femmes et des enfants », le Sénat voudra bien continuer à autoriser nos industries au travail par double équipe en ce qui concerne les adultes. »

En effet, dans le jour vous avez le mélange des catégories protégées et des adultes. Vous ne l'avez pas la nuit, puisque les protégés ne travaillent pas la nuit, mais dans la journée, le mélange existe.

C'est là une violation manifeste de la partie de votre loi qui veut que le travail dans le jour cesse aux mêmes heures.

Dans l'espèce, le travail ne cessera pas aux mêmes heures, à moins que vous n'obligiez tous ces industriels à avoir des locaux complètement séparés pour le travail des adultes, ce qui n'existe pas jusqu'à présent.

Il n'y a pas eu que des patrons pour se préoccuper de cette situation. Comme je vous le disais, il n'y a qu'un instant, les ouvriers qui gagnent de très belles journées se sont très vivement émus de voir une atteinte portée à leur salaire ; car si la disposition de la loi devait s'appliquer, ce serait la ruine de l'industrie du tulle et de la broderie de France.

Il n'y a pas de doute là-dessus, et si la commission conteste que la loi doive s'appliquer à cette espèce, elle ne conteste pas que, si on lui appliquait la loi, la ruine serait la conséquence de cette application.

Donc, les ouvriers se sont émus. À ce moment, une grève, qui a duré de longues semaines et causé beaucoup de misères, hélas ! avait amené à Saint-Quentin un homme qui a été candidat socialiste-collectiviste aux dernières élections, qui le sera probablement aux prochaines et qui se mêle volontiers aux grèves, surtout dans une circonscription où il peut avoir des ambitions électorales ; j'ai nommé M. Turot. M. Turot est représenté comme le coreligionnaire politique de M. le Ministre du commerce, comme honoré de sa sympathie et de sa bienveillance.

Les ouvriers se sont dit : nous avons parmi nous un ami du Ministre, et

même un ami du premier degré, il faut aller le voir. M. Turot les a reçus et leur a répondu ce que je vais lire, reproduit par le journal socialiste de Saint-Quentin, avec la signature de M. Turot.

Tout d'abord M. Turot met les ouvriers en garde contre l'intervention des patrons;

« Il (l'ouvrier) dira, je le répète, qu'en présence de cette preuve manifeste de l'exploitation patronale, les ouvriers ont parfaitement raison de tenir pour suspect tout ce qui vient du patron et qu'ils risqueraient de tomber dans les pièges les plus perfides si jamais ils signaient une pétition à eux suggérée par leurs exploiters, cette pétition aurait-elle même l'apparence la plus modérée et la plus raisonnable.

« Il n'était pas vrai d'ailleurs que les ouvriers saint-quentinois soient menacés par la nouvelle loi, et les patrons alarmaient à tort nos camarades en prétendant que si le travail par équipes était supprimé, ils seraient obligés de renvoyer un ou deux des tisseurs ou guipeuses qu'ils emploient.

« S'il est exact que l'article 3 de la nouvelle loi contient la disposition suivante :

« Toute organisation de travail par relais ou par équipes est interdite. »

C'est la disposition de la Chambre qui a été un peu modifiée par la Commission du Sénat.

« Il est également incontestable que l'article 4 de la loi de 1892, qui n'a pas été modifié, prenait cette organisation par équipes et la réglementait.

« Sans doute, dès lors, les deux textes paraissaient contradictoires; mais il suffit de lire les débats parlementaires pour comprendre le vrai sens, l'esprit de la disjonction de l'article 3. Le législateur évidemment n'a voulu interdire que l'organisation par équipes volantes et tournantes qui rendait impossible la surveillance des inspecteurs; il n'a jamais songé à supprimer le travail par équipes fixes dans les conditions où elles sont organisées à Saint-Quentin.

« Est-ce à dire que le Sénat n'aurait point raison de mettre un peu plus de clarté dans les textes et d'enlever toute possibilité de malentendu et d'équivoque? »

Messieurs, je n'aurai très probablement dans ma vie politique que bien peu d'occasions de me trouver d'accord avec M. Turot; mais quand il demande qu'on mette de la clarté dans les lois, quand M. Turot, socialiste-collectiviste, réclame le maintien des doubles équipes comme une nécessité indispensable pour la vie industrielle de la ville de Saint-Quentin, il me semble que j'ai bien le droit de dire à votre commission : ou bien adoptez mon amendement, ou bien faites une clarté telle sur les dispositions que vous nous proposez, qu'il ne puisse y avoir aucun doute que vous laissez à ces industries la liberté de travailler avec deux ou trois équipes, liberté qui a toujours été laissée dans le pays de la réglementation par excellence, l'Angleterre, aux mêmes industries, liberté dont jouissent les industries similaires et rivales de l'Allemagne.

C'est ce qui m'avait amené à proposer de donner aux règlements d'administration publique, délibérés en Conseil d'État, rendus par le Président de la République, la faculté de donner dans des cas semblables, une certaine

élasticité à la loi. Mon amendement avait donc pour but — je le résume — le maintien des équipes volantes et tournantes dans les usines à feu continu, le maintien des doubles équipes dans l'industrie de la guipure, et comme je voulais laisser une certaine latitude au Gouvernement, la possibilité de donner, par un règlement d'administration publique, les mêmes facilités à des industries pour lesquelles cela serait reconnu nécessaire. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. FÉLIX MARTIN. — Voulez-vous me permettre de vous demander un renseignement ?

M. SÉBLINE. — Bien volontiers.

M. FÉLIX MARTIN. — Dans les industries que vous citez, est-ce que la journée commence à 4 heures du matin et finit à 10 heures du soir ?

M. SÉBLINE. — Cela va plus loin ; quand le travail se fait par triples équipes, il est de vingt-quatre heures : huit heures par chaque équipe.

A d'autres saisons, le travail est fait par doubles équipes.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais les femmes ?

M. SÉBLINE. — Pour les femmes, il n'y a aucune difficulté : c'est onze heures de travail le jour ; elles ne travaillent jamais la nuit.

M. FÉLIX MARTIN. — Je vous demande, mon cher collègue, si les femmes travaillent de 4 heures du matin à 10 heures du soir. Si oui, les deux équipes sont réglementées par la loi de 1892, sinon, non.

M. SÉBLINE. — Non, mais à partir de 5 heures la double équipe est permise. Les femmes, les jeunes filles et les enfants, comme le veut la loi de 1892, ont le travail de onze heures et les patrons sont tout disposés à ne les faire travailler que dix heures. Sous ce rapport-là, l'industrie se prêtera à tout ce qu'on voudra. L'unique difficulté, c'est que, pendant une partie de la journée, il y a une équipe d'hommes ne travaillant que huit heures et ne prenant pas ses repos aux mêmes heures que les catégories protégées ; or votre loi l'interdit formellement.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, j'ai déjà répondu, dans le rapport qui a été distribué au Sénat, et démontré que les griefs qui avaient été formulés au nom de certaines industries, n'étaient point fondés. J'ai expliqué dans ce rapport que l'objet de l'article 1^{er} de notre loi et celui de l'article 2 sont absolument distincts. L'article 1^{er} s'occupe des personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire des enfants et des femmes ; et votre honorable collègue, M. Séblin, vient de vous affirmer que ces personnes étaient désintéressées dans la question qu'il soumettait au Sénat. Puis, objet absolument distinct, nous modifions, dans l'article 2, l'article 1^{er} de la loi de 1848. Mais comment et pourquoi ? Uniquement, Messieurs, au point de vue du nombre des heures de travail et à cause de la simultanéité du travail d'adultes avec celui des personnes protégées.

Donc, dans les établissements mixtes et dans les ateliers qui emploient à la fois les deux catégories, c'est la loi elle-même. Et nous l'avons affirmé de la façon la plus formelle dans le rapport ; la loi, en ce qui concerne les hommes adultes, ne dit pas autre chose que ce que dit l'article 2, c'est-à-dire n'édicte aucune autre exigence que la journée de onze heures et n'interdit, ni travail de nuit, ni travail par équipes successives.

Il n'y a aucun inconvénient, d'ailleurs, à faire prendre le repos par les hommes qui travaillent dans les ateliers mixtes, au même moment que les personnes protégées par la loi de 1892.

J'ai eu dernièrement l'occasion de m'entretenir avec l'honorable représentant de Caudry. Je lui ai répété l'explication que je viens de fournir au Sénat. Il a considéré que l'industrie des guipures et des dentelles avait absolument satisfaction de par la loi elle-même.

Quel est, en effet, le péril qui allait émouvoir ces industriels et un certain nombre de membres du Parlement?

C'est que l'on ne pouvait plus lutter avec des industries similaires de l'étranger qui travaillent le jour et la nuit. Mais comment ces industries similaires de l'étranger travaillent-elles?

Est-ce avec un personnel mixte? Est-ce dans les ateliers mixtes? Pas le moins du monde. Ainsi, en Angleterre, on a, pour les personnes protégées, les enfants et les femmes, la journée de dix heures; on a la semaine de cinquante-six heures ou cinquante-six heures et demie. Mais, bien entendu, les hommes peuvent, dans certaines industries, avoir des équipes successives qui permettent, par des relais, de travailler le jour et la nuit.

Je crois, Messieurs, avoir donné sur ce point satisfaction à notre honorable collègue, et j'ai reçu l'affirmation, pour ma part, que les industries qui se croyaient en péril à cause de cette disposition sont maintenant rassurées, les termes de la loi, auxquels j'ajoute les commentaires du rapport, étant absolument clairs.

Quant au premier point, qui concerne les usines à feu continu, je sais bien que, d'après la formule qui était sous les yeux du Sénat, l'honorable M. Séblin pouvait croire qu'il n'avait pas satisfaction. Mais nous modifions le paragraphe 3 de l'article 11 et nous disons : « Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu, l'organisation du travail par relais ou par équipes est supprimée. » M. Séblin a donc satisfaction pour les usines à feu continu.

M. SÉBLIN. — Vous acceptez les équipes tournantes ou volantes dans les usines à feu continu.

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement.

M. SÉBLIN. — Messieurs, je n'ai qu'une observation à faire : elle sera très courte, car je désirerais retirer mon amendement, si cela m'est possible.

Sur le premier point, en ce qui concerne les équipes tournantes et volantes dans les usines à feu continu, j'ai pleine satisfaction.

Sur le second point, il n'y a qu'une difficulté que je sou mets au Sénat. Dans les établissements où fonctionnent les doubles et triples équipes ne comprenant que des adultes, c'est-à-dire, comme le faisait très bien observer M. Maxime Lecomte, de personnes qu'on a le droit d'employer en doubles et triples équipes, il peut se faire — c'est ce que m'écrit un de nos principaux industriels — qu'un inspecteur, arrivant dans l'atelier des adultes, voie travailler par triples équipes des personnes protégées, il dira : Il y a mélange de personnes protégées et des autres; il pourra dresser procès-verbal.

M. LE MINISTRE. — Pourquoi? cela n'est pas défendu.

M. SÉBLINE. — Mais, parce qu'elles ne quittent pas le travail aux mêmes heures; vous exigez que les gens qui travaillent dans le même atelier prennent leur repos aux mêmes heures; ils ne le prennent pas aux mêmes heures.

M. LE MINISTRE. — Je vous demande pardon. Je ne vois pas bien la difficulté qui vous arrête; les personnes protégées entreranno, pour le travail de jour, avec une des équipes d'hommes; elles travailleront en même temps que ces hommes, pendant la durée de travail de l'équipe. Il n'y aura donc de ce fait aucune difficulté; l'inspecteur du travail n'aura aucune contravention à dresser, car le travail aura commencé, pour toute cette équipe, hommes, femmes et enfants, à la même heure, il finira à la même heure, le repos aura lieu à la même heure...

M. PICHON. — C'est une erreur!

M. LE MINISTRE. — ... et les autres équipes dont vous avez besoin sont des équipes d'hommes qui prendront le travail après que cette équipe, où seront mélangés hommes, femmes et enfants, aura cessé le travail qu'elle aura accompli dans les conditions de la loi de 1892.

M. SÉBLINE, *de sa place*. — Mais la difficulté est précisément là, Monsieur le Ministre; c'est que cette équipe spéciale d'hommes ne finit pas son travail en même temps que les catégories protégées. Il n'y a pas d'autre difficulté, et, si elle était levée, je retirerais mon amendement. (*Marques d'assentiment sur divers bancs.*)

M. FOUGEIROL, *de sa place*. — En réalité, l'observation est celle-ci : dans ces usines, l'organisation en triple équipe entraîne forcément des heures spéciales pour l'entrée et la sortie de ces équipes; par conséquent, il y aura des heures différentes pour l'entrée des personnes protégées qui appartiennent à ces équipes, d'autres heures pour l'entrée, d'autres heures pour le repos. Si lorsqu'il viendra dans l'usine, l'inspecteur trouve des ouvriers de la catégorie non protégée travaillant à l'heure fixée pour le repos des catégories protégées, il pourra dresser procès-verbal; il ne faudrait pas qu'il pût le faire.

M. LE MINISTRE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, je m'excuse auprès du Sénat si je n'ai pas bien compris la difficulté soulevée par l'honorable M. Séblin, mais j'avoue que je ne parviens pas à la saisir.

Sans doute, lorsque le Sénat aura voté la disposition que la commission lui soumet, il faudra que les industriels de Saint-Quentin adoptent une nouvelle organisation du travail, c'est-à-dire qu'ils s'arrangent pour qu'une de leurs trois équipes d'hommes commence le travail et le finisse en même temps que les femmes et les enfants qui viendront collaborer avec ces hommes. Mais ce n'est pas là, me semble-t-il, une difficulté qui soit de nature à empêcher ni l'application de la loi ni la marche de l'industrie saint-quentinoise; or, toute la question est là.

M. FOUGEIROL. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Fougéirol.

M. FOUGEIROL. — Messieurs, si la proposition de M. le Ministre du com-

merce était pratique, je ne verrais aucune espèce d'inconvénient à l'adopter, mais je lui pose cette question :

Voici une usine dans laquelle la population ouvrière est organisée en trois équipes; fatalement, ces trois équipes ne doivent faire chacune que huit heures par jour; l'équipe de jour aura, par conséquent, une durée de travail de huit heures; mais pendant le même temps, les ouvriers des catégories protégées pourront faire onze heures encore pendant deux ans; ils pourront en faire dix et demie deux ans après, et dix ensuite avec des heures de repos réglementaires. Comment l'industriel pourra-t-il organiser son travail, alors que certains ouvriers doivent travailler dix heures, dix heures et demie ou onze heures et d'autres huit heures, pour qu'ils entrent à la même heure et aient leur repos au même moment? Je ne crois pas que ce soit pratiquement possible : il y a là une difficulté à résoudre.

M. LE MINISTRE. — Permettez-moi, Monsieur Fougérol, de vous communiquer la réponse qui m'est donnée par un de vos collègues.

Je disais que, en effet, une fois les dispositions du projet adoptées par le Sénat, il y aurait des modifications à apporter à l'organisation de la fabrique de Saint-Quentin. Quelles seront-elles? Celles-là mêmes, par exemple, qu'on me signalait comme adoptées à Caudry et à Calais, c'est-à-dire la substitution à trois équipes de deux équipes, l'une de nuit composée d'hommes, et l'autre de jour composée d'hommes et de travailleurs des catégories protégées.

M. PICHON. — Il y aura une équipe de dix heures, et l'autre de quatorze.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Waddington.

M. WADDINGTON. — Voici, je crois, Messieurs, quelle est l'organisation du travail à Saint-Quentin. Pendant la journée, les métiers de préparation sont occupés par des femmes et des enfants.

Ces femmes et ces enfants travaillent actuellement onze heures. Le métier sur lequel se tissent le tulle et les broderies est, comme l'expliquait M. Séblin, un métier coûteux, qui représente un gros capital; ce métier marche vingt-quatre heures, et il est conduit par des hommes.

Il est évident que la substitution de deux postes aux trois postes de chacun huit heures qui fonctionnent aujourd'hui entraînera des inconvénients. De toute façon, vous allez réduire le travail total de vingt-quatre heures. D'autre part, l'organisation par huit heures est avantageuse; vous réaliserez ainsi, Monsieur le Ministre, le rêve des huit heures cher à toute la population ouvrière. Si tous nos ouvriers pouvaient travailler huit heures, ce serait une excellente chose; par conséquent, j'estime que ce serait une erreur de revenir sur un système qui permet cette durée de travail.

Le moyen pratique de résoudre la difficulté serait d'ajouter à l'article additionnel que j'avais proposé, et dont la commission a adopté le principe, article qui interdit l'organisation par relais ou équipes, sauf exception pour les usines à feu continu, d'ajouter, dis-je, ces mots : « ainsi que pour les industries qui seront spécifiées dans un règlement d'administration publique. »

M. SÉBLIN. — J'accepte.

M. WADDINGTON. — Je suis autant que possible l'ennemi, l'adversaire des règlements d'administration publique; mais, lorsqu'il s'agit de lois, de ma-

tières aussi compliquées que celle-là, il en faut parfois, et l'espèce que l'on nous a exposée me semble appartenir à la catégorie des exceptions justifiables.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Séblin, maintenez-vous votre amendement?

M. SÉBLIN. — Je me rallie à la proposition de M. Waddington. Après les commentaires dont elle a été accompagnée, elle me donne complète satisfaction.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Séblin est retiré.

Nous arrivons à un amendement de M. Strauss, qui vise l'article 7 de la loi qui est ainsi conçu :

Les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 3. —

« ART. 4. —

« ART. 7. — Supprimer les mots : « pour les travailleurs visés à l'article 5. »

La parole est à M. Strauss.

M. PAUL STRAUSS. — Messieurs, mon très modeste amendement ne soulève aucune difficulté. Il a seulement pour objet d'établir une concordance nécessaire entre les modifications actuellement soumises au Sénat et les lois organiques du travail.

Vous savez qu'aux termes de l'article 7 de la loi de 1892 certaines tolérances peuvent être accordées par autorisation régulière de l'inspecteur divisionnaire, dans un certain nombre d'industries que vous connaissez et que je n'ai pas à énumérer, au profit des femmes et des enfants, c'est-à-dire, d'après le texte même de l'article 7, aux personnes visées par l'article 5. Or un doute a surgi dans l'esprit d'un certain nombre d'industriels, en raison de l'assimilation qui aura lieu, dans les ateliers mixtes, entre les hommes, les femmes et les enfants.

Ces industriels éprouvent l'inquiétude que ces dispositions tolérantes, ces dispositions de faveur qui peuvent être éventuellement accordées aux personnes visées par l'article 5, c'est-à-dire aux femmes et aux enfants, ne s'appliquent pas aux adultes. Il serait, en effet, tout à fait choquant et surprenant que, dans le même atelier, une prolongation de travail ou une suspension de repos hebdomadaire pût être réglementairement accordée aux femmes et aux enfants, alors que les adultes en seraient exclus.

Je crois que la commission a examiné cet amendement avec la pensée de lui donner satisfaction. Soit qu'il convienne de stipuler d'une manière expresse, — et j'avais entretenu M. le Ministre du commerce avec lequel je m'étais mis d'accord, — soit qu'une déclaration interprétative suffise, il est indispensable de faire disparaître toute incertitude à cet égard.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — La commission, Messieurs, a, en effet, examiné l'amendement de M. Strauss, et lui-même considère qu'il a satisfaction, puisque, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le dire au Sénat, dans l'article 2 nous ne réglementons pas le travail des hommes adultes. Quand nous le ré-

glementons, c'est à raison de sa simultanéité avec celui des personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892.

Par conséquent, la réglementation qui touche aux adultes les touche absolument dans les mêmes conditions que les personnes protégées, à raison de cette simultanéité de leur travail.

En un mot, nous posons dans l'article 2, — et je suis convaincu que notre honorable collègue nous a complètement compris, — nous posons dans l'article 2 le principe, la règle, qui naturellement est soumise aux exceptions de la loi du 2 novembre 1892 concernant les personnes protégées.

Donc, les adultes, lorsqu'ils sont réglementés en même temps que les personnes protégées, profitent des mêmes faveurs, des mêmes exceptions. Il n'y a, d'ailleurs, qu'à relire le texte de l'article 2 pour s'en convaincre. Il est dit dans cet article :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers... »

« Ces ouvriers », cela s'applique évidemment aux deux catégories, c'est-à-dire à la fois aux hommes adultes et aux personnes protégées. Dans ces conditions, je pense que l'honorable M. Strauss a satisfaction.

M. PAUL STRAUSS. — Je serais plus rassuré, Monsieur le Rapporteur, si vous vouliez bien vous référer au décret-loi de 1848 qui prévoit en faveur des adultes toutes les exceptions et toutes les tolérances qui pourraient être prévues par les règlements d'administration publique.

M. LE RAPporteur. — Nous ne touchons pas, en effet, au décret-loi de 1848, qui dit dans son article 2 :

« Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qui pourront être apportées... »

M. PAUL STRAUSS. — Dans ces conditions, les adultes bénéficieront de toutes les tolérances et de toutes les exceptions prévues par le décret-loi de 1848 et par la loi de 1892 en faveur des personnes protégées.

J'ai donc satisfaction et je retire mon amendement.

M. GOURJU. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gourju.

M. GOURJU. — Messieurs, les courtes paroles que je désire adresser à mes collègues ne sont inspirées par aucune pensée de critique à l'égard de la loi, ni de l'article en discussion; elles ne sont d'ailleurs de nature à être suivies ni d'un dépôt d'amendement, ni d'une proposition d'article additionnel. Je suis ici l'interprète d'une préoccupation légitime qui a été inspirée par la proposition de la loi à l'union des chambres syndicales lyonnaises.

M. LE PRÉSIDENT. — Vos observations pourraient peut-être venir plus utilement sur l'ensemble de la loi, Monsieur Gourju.

M. GOURJU. — C'est un simple éclaircissement que je voudrais demander, Monsieur le Président.

L'union des chambres syndicales lyonnaises est une association considérable qui comprend trente et une catégories différentes de syndicats adh-

rents et qui, par conséquent, a le droit d'être tranquillisée quand elle est inquiète; elle peut l'être, je le crois, par une explication très simple au cours des travaux préparatoires, car, suivant l'usage universellement admis en France, les explications qui sont données pendant la préparation des lois servent d'éclaircissement plus tard pour la pratique.

L'union des chambres syndicales lyonnaises se demande si les dispositions de la loi actuelle ne feront pas courir aux patrons le risque de se mettre en contravention malgré eux et, par conséquent, d'encourir des poursuites lorsque, dans les établissements mixtes qui ne sont d'ailleurs pas des usines à feu continu, le personnel employé aux appareils, moteurs et aux chaudières travaillera un peu avant le commencement ou un peu après la cessation du travail pour les autres ouvriers.

Vous me comprendrez aisément si vous réfléchissez que dans certaines usines, où l'on travaillera bientôt onze heures, où l'on travaillera plus tard dix heures, les ouvriers spécialement employés à ces appareils sont dans la nécessité absolue, pour que les usines fonctionnent, de commencer à travailler un peu avant et de finir un peu après les autres. Il est certainement dans l'esprit des auteurs de la loi que les patrons ne commettront point en pareil cas une contravention involontaire. Il suffit que cela soit précisé dans la discussion, mais encore faut-il le dire pour éviter à l'avenir des difficultés, et c'est tout ce que je désire.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Waddington.

M. WADDINGTON. — Je crois, Messieurs, qu'au nom de la commission je puis rassurer complètement notre collègue. Les ouvriers auxquels il fait allusion ne sont ni des femmes, ni des enfants; ils tombent dès lors sous le régime de la loi de 1848. Or le décret du 17 mai 1851, qui complète la loi de 1848, dit d'une façon formelle dans l'article 1^{er} : « Ne sont point compris dans la limite de durée du travail fixée par la loi du 9 septembre 1848 les travaux industriels ci-après déterminées : Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver; travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit. . . »

M. GOURJU. — Je reçois alors la satisfaction que je désirais.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a sur l'article 11 de la loi de 1892 un amendement de M. Waddington, ainsi conçu :

Article 11, § 3. — « Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation du travail par relais ou équipes est interdite. »

La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la commission en a délibéré et elle vous apporte un texte qui a l'avantage de donner satisfaction à M. Waddington sur l'article additionnel qu'il a présenté et aussi à M. Séblin, dans les conditions qu'a exposées M. Waddington.

Vous avez entendu, Messieurs, les explications qui ont été données au début de cette séance par notre honorable collègue M. Waddington; vous savez qu'il demande que les relais ou les équipes soient interdites, sauf bien entendu pendant la période transitoire découlant des dispositions des para-

graphes 2 et 3 de l'article 4, c'est-à-dire le système des deux postes qui va encore être admis pendant deux ans, comme nous l'avons voté tout à l'heure.

Mais, pour les personnes protégées d'une façon générale, et ces réserves faites, l'organisation du travail par relais ou équipes sera interdite dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

Voilà ce que nous ajoutons et voilà ce qui donne satisfaction à l'honorable M. Waddington qui avait présenté dans la même séance un article additionnel à la loi.

Mais nous faisons deux exceptions, et, alors, nous donnons satisfaction à l'honorable M. Séblin en disant « dans les établissements visés par la présente loi », ce qui est plus précis que « dans les usines et manufactures » et mieux en harmonie avec l'ensemble de la loi — « dans les établissements visés par la présente loi autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, etc. . . »

M. FÉLIX MARTIN. — Monsieur le Rapporteur, est-ce que vous supprimez le mot « équipe » ?

M. LE RAPPORTEUR. — Non, nous l'avons maintenu.

M. FÉLIX MARTIN. — Alors, je ne comprends pas.

Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Félix Martin.

M. FÉLIX MARTIN. — Messieurs, je comprends bien qu'on dise « l'organisation du travail par relais sera interdite ». Certains systèmes de relais, véritables chassés-croisés, permettent en effet de déjouer la surveillance des inspecteurs et de tourner la loi. Encore serait-il bon de spécifier exactement quelles sont les combinaisons interdites.

Mais je ne comprends pas qu'on puisse interdire les équipes, les équipes doubles dont on parlait tout à l'heure. Le travail de jour défini par la loi, la journée normale autorisée par la loi de 1892 commence à 5 heures du matin et finit à 9 heures du soir; cela fait seize heures. Dans les usines et manufactures où le travail est ainsi établi, les ouvriers et ouvrières ne peuvent pas travailler respectivement plus de dix, onze ou douze heures. Il faut donc, de toute nécessité, qu'il y ait deux équipes. La double équipe ne peut pas être interdite comme le porte le texte de la commission.

Un Sénateur. — C'est évident.

M. FÉLIX MARTIN. — Il faut en conséquence supprimer le mot « équipes » de la rédaction proposée.

M. LE PRÉSIDENT. — Faites-vous une proposition, Monsieur Félix Martin ?

M. FÉLIX MARTIN. — Je demande la suppression du mot « équipes ».

M. WADDINGTON. — Je crois qu'en fait la question soulevée par M. Félix Martin n'a pas grande importance. Quand la marche d'une usine sera réduite à seize heures — comme elle le sera — le travail de chaque équipe sera forcément séparé par des repos coupés et il ne pourra durer que sept heures. Il est peu probable que cette marche soit adoptée dans beaucoup de cas.

M. FÉLIX MARTIN. — Il faudra des équipes dans toutes les usines.

M. WADDINGTON. — En réalité, mon cher collègue, je crois que vous en-

foncez une porte ouverte; car l'organisation que vous visez est trop coûteuse pour être souvent appliquée.

M. FÉLIX MARTIN. — Mais il faut supprimer le mot « équipes »!

M. WADDINGTON. — Soit. Pour vous donner satisfaction, la commission adopte la suppression de ce mot.

M. LE MINISTRE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, j'accepte volontiers, quant à moi, la suppression proposée par l'honorable M. Félix Martin, mais à une condition dont l'honorable M. Félix Martin et le Sénat vont tout de suite comprendre l'importance : c'est que l'on rétablisse — et je suis d'accord sur ce point avec la commission — la disposition qu'elle avait supprimée, croyant qu'on interdirait le travail par équipes, disposition qui est la suivante :

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu. »

Si, en effet, le Sénat ne rétablissait pas cette disposition, on pourrait faire ce que précisément l'honorable M. Félix Martin veut empêcher : faire commencer, comme cela se pratique en ce moment dans certain cas, le travail à 5 heures du matin, le faire continuer jusqu'à 11 heures, l'interrompre et le faire reprendre à 1 heure, de sorte que l'on maintient éloignées ainsi du foyer familial des ouvrières pendant treize, quatorze ou quinze heures, bien qu'en réalité, elles ne travaillent que pendant onze heures.

M. FÉLIX MARTIN. C'est le relais, cela, Monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE. Non, du tout; nous sommes d'accord avec la commission, je le répète. Le relais est tout autre chose : c'est la disposition qui consiste à introduire dans une équipe un certain nombre d'ouvriers ou d'ouvrières, trois ou quatre, et à les faire tourner sur les différents métiers. Cette disposition, qui permet toutes les fraudes et dont tous les industriels demandent la suppression, le Sénat l'a supprimée.

M. FÉLIX MARTIN. C'est une autre sorte de relais dont vous parlez, Monsieur le Ministre. Il n'est pas nécessaire d'employer le mot « continu »

M. LE MINISTRE. Il n'y a pas d'inconvénient à l'employer; c'est une garantie de plus; et, dans ces conditions, je demande au Sénat, d'accord avec sa commission, de vouloir bien rétablir cette disposition.

M. LE PRÉSIDENT. Elle serait rétablie après l'article 11 ?

M. LE MINISTRE. Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. Je consulte d'abord le Sénat sur la rédaction proposée par la commission et dont je donne une nouvelle lecture.

« Art. 11, § 3. — Dans les établissements visées par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la loi. »

Je mets aux voix cette première modification.

(Ce paragraphe est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. La commission propose d'ajouter à cette modification le

paragraphe suivant, qui figurait primitivement dans l'article 3 voté par la Chambre des députés :

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

Je consulte le Sénat.

(Cette disposition additionnelle est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'ensemble des modifications apportées à l'article 11.

(L'ensemble de ces modifications est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. Je donne enfin lecture du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} que nous avons laissé de côté et qui est ainsi conçu :

« Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit : »

Je ne relis pas ce qui a été adopté et je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er} avec ce paragraphe 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. « Art. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848, modifié ainsi qu'il suit, la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

La commission a supprimé le mot « seulement » qui figurait dans la rédaction de la Chambre des députés.

M. SÉBLINE. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Séblin.

M. SÉBLINE. Messieurs, je demande pardon au Sénat de réparaître à cette tribune dans cette discussion. Si je ne consultais que mes forces, je n'y serais certainement pas remonté ; mais la disposition qui vous est soumise est si grave, elle peut avoir des conséquences si désastreuses pour l'industrie nationale qu'il m'est de toute impossibilité de m'y associer.

La disposition qui vous est soumise a pour but de ramener la journée des adultes de douze à dix heures dans un délai de quatre ans, dans tous les établissements qui emploient des catégories de protégés.

Qu'est-ce qui a motivé la présentation de la proposition de loi qui vous est actuellement soumise ? Cela a été la difficulté d'appliquer, dans certaines usines, la loi de 1892, qui avait établi non pas une, mais jusqu'à trois ou quatre catégories d'ouvriers.

Cette difficulté a été si grande que, un an ou deux après le vote de la loi de 1892, mon honorable collègue, M. Maxime Lecomte, a pris l'initiative d'une loi, à laquelle je me suis associé pour la plus grande partie d'ailleurs, qui tendait à unifier les catégories de protégés, à leur permettre de faire

onze heures de travail, et, par une transaction, on était arrivé à réduire la journée des adultes elle-même à onze heures.

Aujourd'hui, nous allons beaucoup plus loin. Dans un délai de deux ans, la journée des adultes comme celle des catégories de protégés ne sera plus que de dix heures et demie; dans un délai de quatre ans, elle ne sera plus que de dix heures.

Nous faisons des lois à terme, comme on fait des marchés; nous décidons que, dans quatre ans, l'industrie française sera en état de supporter la journée de dix heures.

J'ai suivi très attentivement le discours très complet de l'honorable M. Maxime Lecomte, j'ai cherché la justification de cette réforme, je ne l'ai pas trouvée, si ce n'est que, dans son éloquente péroraison, il a dit : Une fois de plus la France sera à la tête de la civilisation, et les nations nous suivront.

Je n'en suis pas du tout sûr, qu'elles nous suivent ! Et si elles ne nous suivent pas ?

M. LE COUR GRANDMAISON. Elles nous ont précédés pour cette loi-là, dans tous les cas !

M. SÉBLINE. L'Angleterre nous a précédés, mais l'Allemagne, la Belgique ? D'où vient la concurrence en ce moment, si ce n'est de ces deux nations surtout ? Elle ne nous vient pas d'Angleterre pour la plupart des produits, elle nous vient de l'Allemagne; elle viendra, et elle vient déjà, comme le disait notre honorable collègue M. Waddington, de l'Amérique.

Je voudrais bien dire à nos concurrents, comme à Fontenoy : « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! » Nous faisons un saut dans l'inconnu uniquement par cette considération que la France doit marcher à la tête de la civilisation et des autres nations. L'exemple de ce qui se passe en ce moment dans le monde ne nous prouve pas que ce soit le désintéressement qui mène les nations, ce serait plutôt l'égoïsme. (*Sourires approbatifs.*)

Il y a des faits douloureux sur lesquels je ne veux pas insister et qui en sont l'évidente démonstration.

Voulez-vous que je me contente de cet espoir que demain la Belgique, la Suisse et l'Allemagne vont suivre l'exemple de la France ? Oh, Messieurs, je ne peux pas me payer de pareilles chimères !

Mais alors, permettez-moi de le dire, qu'est-ce qui se passera dans quatre ans quand la loi viendra à son entière application ? La journée de douze heures sera réduite à dix heures. Mon honorable collègue, M. Waddington, a démontré qu'on produisait proportionnellement davantage en dix heures qu'en douze heures, mais que cependant on ne produisait pas autant en dix heures qu'en douze heures. C'est l'évidence même.

Je dirai même que nous sommes peut-être un peu trop préoccupés chacun dans cette question, de l'industrie que nous représentons ; M. Waddington y voit les tissages et les filatures ; je dirai même que la loi paraîtrait faite plutôt pour ou contre — je ne prends partie pour aucune industrie — les tisseurs et les filateurs.

Mais il n'y a pas que cette industrie en France. Je vais prendre un exemple que M. Maxime Lecomte connaît bien, l'exemple des constructions méca-

niques. Il y a à Lille de très grands établissements de ce genre, il y en a aussi à Paris, à Rouen, à Saint-Quentin et dans presque toutes les grandes villes industrielles. Il y a à Lille, notamment, des établissements qui ont produit les plus belles machines à vapeur du monde entier.

Dans ces établissements, on est débordé de demandes en ce moment. Je connais un établissement qui a pu prendre une commande de soixante machines à vapeur ; le jour où la loi viendra à être appliquée, il faudra qu'il n'en prenne plus que cinquante, car dans cet établissement, — et je vais plus loin que M. Waddington, — quand la journée de douze heures sera réduite à dix heures, on produira un sixième en moins de travail. On emploie là des ouvriers de choix qui, passez-moi l'expression, ne boudent pas au travail, et je puis même dire que la plupart d'entre eux, à certains moments, demandent plutôt à faire quatorze heures que douze heures de travail, et vous allez leur interdire de travailler plus de dix heures, ou si vous le leur permettez, c'est qu'il n'y aura plus dans ces établissements des catégories protégées, c'est-à-dire des jeunes gens de moins de dix-huit ans.

Mais, s'il n'y a plus de jeunes gens au-dessous de dix-huit ans, où formerez-vous des apprentis ? Par conséquent, dans ces sortes d'usines — et je prends un exemple entre mille — s'il n'y a ni femmes ni jeunes filles, il y a de jeunes ouvriers qui sont des apprentis et, de ce fait, l'ouvrier adulte, l'ouvrier fort n'a plus le droit de travailler douze heures ; il ne peut plus travailler que dix heures.

Au point de vue national, quelles seront les conséquences de la loi ?

Voilà une usine qui a dû refuser une commande de dix machines à vapeur parce que ses ouvriers ne peuvent plus travailler que dix heures au lieu de douze, qui exécutera la commande qu'elle a refusée ? L'industrie étrangère. Mais l'ouvrier lui-même, cet ouvrier qui n'aura travaillé que dix heures au lieu de douze heures, croyez-vous qu'on pourra lui donner pour dix heures de travail le prix qu'on lui donnera pour douze heures ? Pas du tout, il sera payé exactement un sixième en moins.

Je ne voudrais pas être à la place de M. le Ministre du commerce quand viendra l'heure de l'application de la loi actuelle.

Cela m'amène à appeler votre attention sur une délibération de la chambre de commerce de Chartres qui véritablement mérite d'être soumise au Sénat, tant elle pose bien le problème et tant elle nous met en présence du péril au-devant duquel nous semblons aller d'un cœur si léger.

Voici cette délibération :

« Comment justifier l'inégalité de traitement consacré par la loi ?

« L'ouvrier isolé travaillera à sa guise aussi bien que celui qui est employé dans les établissements où il n'y a que des hommes.

« Mais s'il y a des femmes et des enfants, il ne pourra bientôt plus faire que dix heures de travail journalier.

« Si l'industrie surchargée ne peut arriver à produire aux mêmes conditions que sa voisine, celle-ci la supplante peu à peu sur les marchés et, finalement, la condamne à disparaître.

« La chute ne se produit pas instantanément ; il y a lutte, quelquefois

fort longue, car les mauvais effets d'une législation ne se font pas toujours sentir de suite, si bien que les responsabilités sont évitées; mais fatalement celui qui fabrique à plus bas prix finit par rester seul debout.

« C'est donc avec une inquiétude grandissante que les hommes préoccupés de l'avenir économique du pays voient se produire une véritable surenchère de propositions, apparemment de plus en plus favorables à l'ouvrier, et qui auraient pour effet de surcharger l'industrie nationale, qui lutte déjà si difficilement contre l'étranger.

« On semble oublier, en vérité, que la prospérité de l'ouvrier est essentiellement liée à celle du patron.

« Avec une industrie prospère, la main-d'œuvre absorbée augmente bientôt de valeur, parce qu'elle est plus sollicitée.

« Favorisons donc nos industries; c'est le meilleur moyen de favoriser l'ouvrier et d'augmenter la rémunération de son travail. En dehors de cela, les efforts seront vains, les réglementations impuissantes.

« Pourquoi, du reste, représenter l'ouvrier comme incapable de se défendre et de discuter ses droits? Il faut, en vérité, pour émettre de semblables appréciations, ne pas avoir vécu avec les libres et nettes intelligences des travailleurs français et plus particulièrement des ouvriers de notre Beauce, où le bon sens souverain est la règle.

« Laissons donc à ces hommes libres la libre disposition de leur effort, laissons-les travailler à leur guise, pendant qu'ils le peuvent, pour élever noblement leur famille et assurer le pain de leur vieillesse. » (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

M. AUCOIN. Ce n'est qu'un côté de la question.

M. SÉBLINE. J'en suis d'accord, mais avouez qu'il est intéressant et qu'il est admirablement présenté par la chambre de commerce de Chartres.

Je dis donc, et M. Waddington l'a fait remarquer avant moi, que si nous n'avions pas d'exportation, nous pourrions surcharger notre industrie; la conséquence serait seulement de surelever les prix sur le marché intérieur; mais quand vous avez une exportation de 4 milliards, quand presque toutes vos industries produisent plus qu'il n'est nécessaire pour la consommation intérieure, je dis que leurs produits iront sur le marché universel, où ils seront concurrencés par les produits étrangers qui auront été fabriqués par des ouvriers auxquels on aura permis de faire douze heures de travail. Par conséquent, par la disposition de loi que vous nous proposez, vous attaquez dans ses sources vives, dans son œuvre vive, l'industrie de la France.

Et pourquoi donc cette hâte à réformer le décret-loi de 1848 du gouvernement provisoire? Il me semble qu'il n'a pas une origine si réactionnaire. S'est-il élevé contre ce décret une de ces poussées devant lesquelles les parlements doivent céder? Mais enfin, Messieurs, vous avez des organes de l'industrie: ce sont les chambres de commerce; vous avez les syndicats industriels ouvriers; cette journée de dix heures, par qui donc est-elle réclamée?

J'ai observé, dans la plupart des grèves un fait assez curieux; elles sont généralement imposées à la grande majorité des ouvriers par une minorité. (*C'est cela ! à droite.*)

Et quand on prétend qu'on est soumis à la tyrannie des patrons — nous

disions autrefois l'autorité — aujourd'hui on se trouve soumis à la tyrannie bien plus dure des syndicats ouvriers.

Un sénateur à gauche. Il y en a des deux côtés.

M. DESTIEUX-JUNCA. Vous ne parlez pas des grèves imposées par les patrons.

M. SÉBLINE. Elles doivent être bien rares. Pour moi, je n'en connais pas qui aient été imposées par des patrons, car les patrons ont un intérêt évident à ce que le travail ne chôme pas.

M. DESTIEUX-JUNCA. On pourrait vous en citer d'inspirées par des motifs qui n'ont rien d'industriel.

M. SÉBLINE. Combien en avez-vous vu, dans ces derniers temps, qui ont été imposées aux ouvriers par des syndicats, et aussi pour des causes qui n'avaient rien d'industriel ?

M. DESTIEUX-JUNCA. Elles avaient pour cause des raisons d'un ordre plus élevé.

M. SÉBLINE. Quand on mettait ces ouvriers en demeure de formuler leurs réclamations, ils ne demandaient pas d'augmentation de salaire, ils faisaient entendre des revendications d'un ordre bien plus grave, ils réclamaient le droit d'intervenir dans la direction de l'usine.

M. ABEILLE. On voulait domestiquer les ouvriers au point de vue politique.

M. DESTIEUX-JUNCA. Voilà la vérité !

M. SÉBLINE. Si une pareille prétention s'est jamais manifestée, ce n'est pas du côté des républicains libéraux qui ont toujours eu le plus grand respect pour la liberté électorale.

M. LE PRÉSIDENT. Veuillez, Messieurs, ne pas interrompre l'orateur.

M. SÉBLINE. Monsieur le Président, je suis bien obligé de répondre aux interruptions.

M. LE PRÉSIDENT. Aussi je ne vous adresse aucun reproche.

M. SÉBLINE. En ce qui concerne la journée de dix heures, croyez-vous qu'elle soit demandée par l'ouvrier courageux ? Non ; les ouvriers indépendants qui ne sont pas réglementés ne demandent pas la journée de dix heures. Quand ils ont fini leur travail à l'usine, nous les voyons, la plupart du temps, continuer la journée chez eux. (*Interruptions.*)

Messieurs, nous nous laissons entraîner dans une très mauvaise voie ; c'est du moins mon sentiment, et je n'oblige personne à le partager ; j'ai peur qu'au moment où viendra l'application de la loi, d'amères déceptions ne soient ménagées à la population ouvrière.

Qui sera responsable ?

Ceux qui auront voté la loi et ceux qui l'auront proposée. Par conséquent ce n'est pas dans quatre ans, c'est aujourd'hui qu'il faut signaler la faute et accepter les responsabilités. Je crains qu'au moment où les salaires baisseront nécessairement, nous n'ayons de graves complications ouvrières. (*Interruptions à gauche.*)

Vous viendrez à la tribune, Messieurs, me répondre.

Je crains que notre industrie ne reçoive un contre-coup funeste des réglementations que nous lui imposons sans qu'elles soient réclamées par une opinion publique nettement affirmée.

Dans ces conditions, je demande au Sénat de s'en tenir, pour le travail des adultes, au décret-loi de 1848.

M. HERVÉ DE SAISY. Très bien.

M. SÉBLINE. On dit qu'il est inapplicable là où il y a des catégories protégées. Je ne le pense pas. Soyez sûrs que si vous dites fermement que la journée de douze heures sera permise aux hommes, on appliquera vos dispositions aux catégories protégées.

Je connais déjà des usines, des tissages et des filatures dans lesquelles on avait prétendu que l'on ne pouvait pas appliquer une double réglementation, et où l'on permet aux femmes de se retirer une heure avant les hommes. Cela leur donne le temps de préparer le repas.

Je suis persuadé qu'avec un peu de bonne volonté, les industriels arriveront même, dans la plus grande partie des filatures et des tissages, à constituer un travail de onze ou douze heures pour les hommes, et de dix heures pour les femmes.

Mais nous ne faisons pas une loi s'appliquant seulement aux filatures et aux tissages.

Dans la masse des industries du pays, dans celles que je citais tout à l'heure, où il n'y a, avec quelques apprentis, que des adultes, laissez donc ces adultes, si cela leur convient, travailler douze heures par jour. Voulez-vous me dire combien d'heures par jour on travaille en ce moment sur les chantiers de l'Exposition ? (*Marques d'approbation sur un grand nombre de bancs*)

Un sénateur à gauche. On y travaille seize heures.

M. VICTOR LEYDET. C'est tout à fait exceptionnel.

M. SÉBLINE. Je supplie le Sénat de rejeter la disposition qui lui est proposée, de s'en tenir pour les adultes au décret-loi de 1848. Si je ne dois pas être suivi par le Sénat, je tiens à dire que je suis monté à cette tribune pour dégager ma responsabilité personnelle et celle de mon parti de la voie dangereuse dans laquelle on s'engage. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le Ministre du commerce.

M. LE MINISTRE. Messieurs, le Sénat n'attend pas de moi un discours théorique et de principe sur la question de la limitation de la journée de travail. Je lui dois, en réponse aux observations de l'honorable M. Séblin, les raisons qui ont décidé votre commission et le Gouvernement à vous prier de vouloir bien accepter l'article 2 comme vous venez, — et j'insiste sur ce point, — d'accepter l'article 1^{er}.

Vous avez, en effet, voté la disposition de l'article 1^{er} qui décide que la journée de dix heures, pour les femmes et pour les enfants, devra être réalisée dans quatre ans. L'honorable M. Séblin vous demande de ne pas étendre cette disposition aux adultes hommes employés dans les établissements mixtes.

Qu'il me soit permis tout d'abord de m'étonner du reproche adressé par l'honorable M. Séblin à la commission et au Gouvernement de soumettre au Sénat une loi à terme. Mais, en vérité, est-ce que l'on peut les critiquer

d'avertir à l'avance l'industrie française qu'au bout d'un délai de transition qui a été fixé, tous renseignements pris, à quatre ans, la journée de travail sera réduite à dix heures? Est-ce que quelqu'un, dans cette assemblée, pourrait admettre que la loi que nous vous proposons ne fût pas une loi à terme et que, dès demain, la journée de dix heures fût appliquée! De quels reproches alors, et avec raison, ne nous accablerait-on pas? (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Messieurs, l'honorable M. Séblin reproche au projet qui vous est soumis de faire faire à l'industrie française un saut dans l'inconnu. C'est ce reproche auquel je vous demande la permission de répondre de suite très brièvement.

Je dois vous faire remarquer tout d'abord que les dispositions qui vous sont soumises ne sont pas nouvelles pour le Parlement.

Dès avant le vote de la loi de 1892, elles furent proposées et, lorsque, à la Chambre des députés, l'honorable rapporteur M. Sibille acceptait et demandait à la Chambre d'accepter la journée de onze heures pour les femmes, il avait bien soin de dire que, par une conséquence fatale, dans un délai qu'il prévoyait peu éloigné, la journée de dix heures adoptée pour les enfants deviendrait la loi de tous les travailleurs des établissements mixtes.

Les prévisions de l'honorable M. Sibille ont été trompées, et c'est même précisément pour cela que la loi actuellement en discussion est devenue nécessaire; mais, ce que je retiens de cette prophétie, c'est qu'en 1892, à l'heure même où l'on votait la loi qui consacrait la journée de onze heures, on indiquait au Parlement que la journée de dix heures imposée pour les enfants devait être, à bref délai, la journée de tous les travailleurs des établissements mixtes.

Plus tard, la proposition de loi est revenue devant vous, et je supplie le Sénat de ne pas oublier qu'il a émis à ce sujet un vote d'une importance considérable.

L'honorable M. Séblin vous demandait de vous en tenir aux dispositions du décret-loi de 1848. Le Sénat a depuis longtemps refusé de suivre les avis de M. Séblin et dès 1894 il a voté une disposition ramenant à onze heures la durée de la journée de travail même pour les hommes. Par conséquent, dès aujourd'hui, il n'est plus question du décret-loi de 1848, car le Sénat lui-même, en 1894, a jugé que ses dispositions devaient être modifiées.

Enfin, quand les résolutions votées par le Sénat sont arrivées devant la Chambre des députés, M. Dron a proposé, dans un rapport dont le commencement seul est venu en discussion, qu'à partir du 1^{er} juin 1898, — et son rapport était déposé en 1895, — tous les travailleurs ne fissent qu'une durée de journée de dix heures dans les établissements mixtes.

Pourquoi est-ce que je rappelle ces précédents? Simplement pour faire bien comprendre au Sénat que la proposition que je défends en ce moment, devant vous, n'est pas née d'hier; qu'elle n'est pas improvisée; c'est une proposition mûrie depuis longtemps, qui a subi les épreuves de la discussion, dans l'une et l'autre Assemblée et qui a déjà été adoptée dans l'autre Chambre.

Il convient, d'ailleurs, de préciser d'une façon expresse les limites où va avoir à s'appliquer la loi que je vous supplie d'adopter.

Est-ce que la journée de dix heures est une nouveauté en France pour les

hommes? Mais dans la séance du 28 mars 1892, il y a huit ans, l'honorable M. Waddington, dont nul ici ne songe à contester la compétence, s'exprimait en ces termes :

« La durée moyenne de travail dans les usines où ne sont employés que des hommes ne dépasse guère actuellement dix heures, et c'est, au contraire, dans les branches d'industries où domine l'élément faible, les enfants et les femmes, que vous rencontrez cette durée extraordinaire et excessive de la journée de travail. »

Qu'est-ce à dire, sinon que, dès aujourd'hui, dans une portion importante des établissements français, la journée de travail est fixée à dix heures pour les hommes?

Pour les établissements mixtes, je vous demande, Messieurs, la permission d'invoquer mieux que des raisonnements ou des autorités : des faits.

Et d'abord, l'honorable M. Sébline s'est préoccupé — et qui pourrait s'en étonner — de ce qui existe à l'étranger et il nous dit : Prenez garde, vous ne savez pas à quoi vous vous engagez. Ce que l'on vous demande, c'est de légiférer pour les établissements mixtes; or, dans ces établissements à l'étranger, la disposition qu'on vous demande de voter n'est pas appliquée.

Je suis le premier à reconnaître qu'en effet, en Angleterre, par exemple, il n'y a pas de disposition légale expresse s'appliquant aux hommes travaillant dans ces établissements.

Mais comment, dans ces établissements, les choses se passent-elles en fait? Le Sénat m'excusera si, pour ce point encore, c'est à l'honorable M. Waddington que j'emprunte le renseignement.

Voici comment il s'exprimait :

« Il est parfaitement vrai que l'homme majeur, ou pour mieux dire qui a plus de 18 ans, aurait le droit de travailler plus que les cinquante-six heures et demie par semaine auxquelles la loi limite le travail des femmes et des enfants dans l'industrie textile; mais en fait, et celui qui vous parle en ce moment — disait l'honorable M. Waddington — est un homme qui, pour les besoins de sa profession, a été obligé de visiter souvent l'Angleterre et qui maintes fois est entré dans les usines du Lancashire; en fait, je vous affirme que la loi est scrupuleusement observée et que vous ne trouvez que cinquante-six heures et demie de travail dans les manufactures de l'Angleterre, quels que soient le sexe et l'âge des ouvriers employés. »

Ces déclarations de l'honorable M. Waddington se trouvent confirmées par un travail officiel qui a paru dans le *Bulletin de l'inspection du travail* de 1895. Voici ce que j'y lis :

« Le nombre des heures de travail des adultes varie suivant les industries. Dans les principales. . . », — et il ne s'agit pas ici seulement, vous le voyez, des industries textiles dont parlait M. Waddington, — « . . . on ne dépasse guère cinquante-quatre heures par semaine. »

Ainsi donc, Messieurs, une journée de travail inférieure même à dix heures, voilà quelle est, en fait, la règle en Angleterre.

Est-ce que, par hasard, cette règle qui, je le répète, est déjà réalisée dans les établissements de notre pays où ne travaillent que des hommes, n'est pas encore appliquée dans nos établissements mixtes? Ce serait une erreur que

de le croire, Messieurs. L'honorable M. Dron, dans le rapport qu'il présentait en 1895 à la Chambre, où il proposait la journée de dix heures, applicable à partir de 1898, citait un certain nombre d'exemples pris en France, avec les noms à l'appui, dans les tissages, dans l'industrie du tulle, que l'honorable M. Séblin connaît bien, et il indiquait une série d'usines où la durée de la journée du travail avait été, en fait, abaissée à dix heures. Il citait aussi l'exemple d'un honorable industriel de l'Isère qui avait réduit alors à onze heures la journée de travail pour les hommes. Au commencement de cette année, j'ai reçu de l'inspecteur du travail de la 11^e circonscription, à Lyon, un rapport m'indiquant que ce même industriel, qui occupe plus de 1,000 ouvriers ou ouvrières à son tissage, avait, depuis un mois, réduit la journée à dix heures, en informant son personnel qu'il maintenait les salaires antérieurs.

Je pourrais vous citer, Messieurs, une série d'exemples analogues pris dans diverses régions, notamment dans les 4^e et 6^e circonscriptions de l'inspection du travail.

Je puis ajouter, sans crainte d'être démenti par aucune des personnes au courant de la réalité des faits, que depuis longtemps on s'attend à cette journée de dix heures.

Lorsque tout à l'heure l'honorable M. Séblin demandait : Mais qui donc parle de la journée de dix heures ? je lui répondrai : Tout le monde s'y attend, les industriels comme les ouvriers ; et, je le répète, parce que je crois que c'est là véritablement le point sensible, lorsque j'ai reçu des industriels de toutes les régions de la France, qui venaient s'entretenir avec moi des modifications à apporter à la loi de 1892, ils m'ont dit : Nous ne demandons que deux choses : un délai raisonnable pour l'application de la journée de dix heures, et la certitude que cette disposition sera appliquée à tous les industriels ; que la loi ne restera pas lettre morte pour certains, qu'elle sera la même pour tous, et qu'en l'appliquant nous ne nous mettrons pas dans un état d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents.

M. SÉBLIN. Imposez-la aussi à nos concurrents étrangers !

M. LE MINISTRE. Permettez-moi de vous dire, Monsieur Séblin, que je ne méconnais en aucune façon la valeur de cet argument. J'ai déjà essayé d'y répondre en montrant qu'un de nos plus redoutables concurrents, l'Angleterre, était, en fait, déjà soumis à cette loi de dix heures, qu'il en est de même en Amérique ; et je réponds ici à un certain nombre d'arguments purement théoriques que vous connaissez bien, que le Sénat a déjà vus apparaître — et comment en eût-il été autrement ? — dans les discussions diverses qui se sont succédé à propos de la loi de 1892.

J'ai feuilleté les procès-verbaux des séances dans lesquelles eut lieu cette discussion qui a fait tant d'honneur au Sénat et où, à propos précisément de la limitation de la durée du travail, se sont entrecroquées à cette tribune les théories contradictoires. A ce moment là aussi, nous avons entendu les prédictions pessimistes que l'honorable M. Séblin faisait sonner à vos oreilles ; à ce moment là aussi, nous avons entendu dire : Prenez garde ; si vous touchez la durée de travail, dès que vous aurez réduit la journée, par

une conséquence logique et inéluctable, les salaires diminueront, et vous, qui prenez l'initiative de cette diminution de la durée du travail, vous assumerez une responsabilité redoutable.

Que s'est-il passé cependant? Le Sénat, malgré ces prédictions, a passé outre et a voté la journée de onze heures pour les femmes qui, en fait, est devenue à l'heure actuelle pour tous les établissements mixtes, ou au moins pour l'immense majorité d'entre eux, la journée de travail de tous les travailleurs.

Quelle est la situation industrielle à l'heure actuelle pour tous les établissements où ne travaillent que des hommes, donc non touchés par la loi de 1892.

La règle générale est la journée de dix heures.

Pour les établissements mixtes, la règle quasi-générale est la journée de onze heures. De sorte qu'il ne s'agit pas du tout, comme le disait M. Séblin tout à l'heure, de faire — ce qui avait légitimement effrayé M. Maxime Lecomte en 1894 — de la journée de douze heures la journée de dix heures, mais simplement de la journée de onze heures la journée de dix heures.

Si, par une disposition que je trouve, pour ma part, sage et prudente, la commission de la Chambre a proposé et la Chambre a voté cette réforme par paliers, si je puis m'exprimer ainsi, ce qui consiste à passer de la journée de onze heures à la journée de dix heures et demie, puis de la journée de dix heures et demie à la journée de dix heures, c'est précisément afin d'empêcher ces diminutions de salaires dont personne ne veut et qui ne pourraient se produire que si on imposait à l'industrie une diminution brutale et qui ne fût pas préparée par un délai transitoire et nécessaire.

Messieurs, je vous demande pardon de m'étendre si longuement sur ce point, mais je voudrais cependant, avant de descendre de la tribune, vous soumettre l'argument qui, à mon avis, est l'argument décisif, que vous avez déjà entendu et auquel vous vous êtes rendus dans la discussion précédente, ainsi que je le rappelai tout à l'heure d'un mot.

Pourquoi donc, Messieurs, avez-vous, en 1894, voté la réduction à onze heures de la journée des hommes? Pourquoi? Parce que vous avez été pénétrés de cette idée qu'il fallait assurer la protection de l'enfance et parce que, pour assurer cette protection, il était indispensable que, dans l'atelier mixte, là où il y a côte à côte, collaborant à une œuvre commune, l'homme, la femme et l'enfant, les trois auxiliaires de la même besogne travaillaient le même temps. Car s'il en était différemment, est-ce que le Sénat ne voit pas tout de suite ce qui se produirait?

Comment? vous allez avoir, dans le même atelier, des hommes, des femmes et des enfants. Ils seront les artisans de la même tâche et vous allez permettre à l'industriel de garder l'homme onze heures — douze heures suivant M. Séblin — mais en lui disant : « Tu renverras les collaborateurs nécessaires de l'homme une heure ou deux auparavant. » Savez-vous ce qui va se produire? C'est que l'ouvrier sera le premier à se faire — passez-moi le mot — le complice du patron dans la violation de la loi.

C'est que, se voyant sur le point d'être privé des collaborateurs sans lesquels il ne peut continuer le travail, c'est l'ouvrier lui-même qui, en dépit

de la loi, fera rester la femme et l'enfant à son métier, pour pouvoir travailler tout son temps. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Par conséquent, la question est d'une simplicité lumineuse!

Ou vous voulez protéger l'enfant, vous pensez, comme le législateur de 1892, comme votre commission et le Gouvernement, qu'il est matériellement impossible au Parlement républicain de revenir sur la disposition qu'il a votée, à son grand honneur, en 1892, vous estimez comme nous que faire travailler des enfants mineurs de 16 ans pendant dix heures, c'est demander tout ce qu'ils peuvent donner et même trop à des organismes encore jeunes et en croissance. — Ou, au contraire, vous êtes disposés à faire bon marché de cette disposition protectrice. Alors, vous pouvez en effet suivre l'honorable M. Séblin.

Mais si vous ne vous y résolvez pas, si vous croyez comme nous que la disposition qui fixe à dix heures la durée de la journée de travail pour l'enfant est, j'oserai dire sans enfler les mots, une disposition sacrée à laquelle il ne faut pas toucher, vous voterez les dispositions qui sont le corollaire nécessaire de celle-là; faute desquelles cette disposition n'est plus — passez-moi le mot — qu'un mensonge et un décor fallacieux.

Vous déclarerez que, dans les établissements mixtes, tous les travailleurs seront soumis à la même durée de la journée du travail. Et logiques avec vous-mêmes, puisque vous venez de voter que les femmes et les enfants ne devront travailler que dix heures, vous déclarerez que les hommes, dans ces établissements mixtes où les femmes et leurs enfants sont leurs collaborateurs nécessaires, ne travailleront eux aussi que dix heures.

J'attends avec confiance le vote du Sénat. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Le Cour Grandmaison.

M. LE COUR GRANDMAISON. Je demande seulement, Monsieur le Président, à expliquer mon vote. Si l'un de mes collègues voulait parler sur le fonds de la question, je lui céderais volontiers mon tour de parole.

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur Expert-Bezançon, vous avez demandé la parole pour fournir des explications au Sénat.

M. EXPERT-BEZANÇON. Je voudrais parler contre la disposition qui est actuellement en discussion.

M. LE PRÉSIDENT. Vous avez la parole.

M. EXPERT-BEZANÇON. Messieurs, je fais appel à toute l'indulgence du Sénat et je demande à M. le Ministre la permission de lui déclarer tout d'abord que je partage absolument les sentiments qu'il vient de résumer en disant combien nous devons être soucieux du sort de la femme et de l'enfant.

Nous avons voté les modifications que vous nous avez demandées pour que, transitoirement, plus vite même si vous l'aviez désiré...

M. SÉBLIN. Parfaitement!

M. EXPERT-BEZANÇON. ...les dispositions qui s'appliquent à la femme et à l'enfant deviennent des lois. (*Très bien! très bien! au centre et à droite.*)

Mais, après cette déclaration très formelle, je vous demande, en m'excusant de mon inexpérience, de me faire la même confiance que je vous fais moi-même.

Vous recevez, dites-vous, Monsieur le Ministre, des communications

de nombreux industriels de province vous engageant à persévérer dans la voie où vous êtes entré. Permettez-moi de vous dire que moi aussi j'ai reçu des délégations d'ouvriers qui ne se réjouissent pas autant de vous voir prendre le chemin dans lequel vous voulez nous conduire. (*Approbation sur les mêmes bancs.*)

L'honorable M. Waddington a demandé, au commencement de la discussion, que cette loi fit l'objet d'une enquête internationale, de recherches, de congrès, d'efforts qui puissent amener nos concurrents étrangers à adopter les mêmes règles. Sur le marché intérieur, ceux qui avaient déjà témoigné leurs dispositions à appliquer cette loi ont dit : « Apportez-nous la garantie que tous nos concurrents l'appliqueront. » C'est là ce que toute l'industrie est fondée à dire en ce qui concerne les concurrents étrangers.

M. SÉBLINE. Très bien ! très bien !

M. EXPERT-BEZANÇON. Et M. le Ministre du commerce et de l'industrie, répondant à M. Waddington, lui a donné l'assurance qu'il avait pris bonne note de ses désirs, qu'il s'emploierait à amener leur réalisation.

A ces déclarations si autorisées, celle de notre honorable collègue M. Waddington et celle de l'honorable Ministre du commerce, permettez-moi d'en ajouter une bien précieuse, celle d'un groupe d'ouvriers socialistes (je ne crois pas indispensable d'ajouter tous les autres adjectifs), ouvriers socialistes, dis-je, bien résolu et bien convaincu.

Ils me disaient, il y a quelque temps : « Nous sommes devenus assez indifférents à la rapidité plus ou moins grande avec laquelle les hommes politiques se supplantent les uns les autres... (*Rires.*)

M. SÉBLINE. Ils sont blasés ! (*Nouveaux rires.*)

M. LEYDET. Ce sont toujours les mêmes !

M. EXPERT-BEZANÇON, « ... Nous avons une autre préoccupation, celle de voir s'améliorer le sort des travailleurs de tous les pays, et c'est pour cela qu'on nous calomnie aussi, — faisant allusion aux critiques, aux insinuations qui sont dirigées contre les patrons, — c'est pour cela qu'on nous accuse d'être internationalistes ! »

Ils me disaient avec une grande loyauté : « Nous sommes absolument patriotes : il n'y a aucune circonstance où tous nos dévouements, où le sacrifice de nos existences pourrait faire défaut à notre pays, mais, si nous voulons telles et telles améliorations, nous comprenons fort bien qu'elles ne sont pas réalisables si elles ne sont pas introduites dans les pays concurrents, en Allemagne, par exemple. »

M. SÉBLINE et plusieurs de ses collègues. Très bien !

M. EXPERT-BEZANÇON. Voilà des déclarations de groupes socialistes : « Nous nous employons, disent-ils, à faire de cet internationalisme qui est du bon internationalisme, parce qu'il a pour but l'amélioration du sort matériel et moral de tous les travailleurs. »

Je ne veux pas, Messieurs, prolonger mes observations, mais je veux, Monsieur le Ministre, vous dire encore une fois combien je partage les sentiments que vous avez exprimés. Vous allez dans quelques semaines avoir dans vos mains les faveurs du Gouvernement pour tous ceux qui

prendront part à ce grand concours de l'Exposition universelle et qui vont venir vous demander des récompenses.

Ne soyez pas complaisant pour tous ceux qui ne se recommandent que par la seule importance de leurs entreprises, qui auront passé dans la vie sans avoir contribué au progrès social ni sacrifié à la solidarité, pour ceux qu'on ne voit que quand il s'agit de venir prendre leur part de butin. Ne récompensez — vous serez juste en cela — que ceux pour qui vous posséderez par des preuves la certitude qu'ils ont donné de leur richesse et un peu d'eux-mêmes pour la paix sociale : faites plus d'éducation, faites moins de lois.

Si j'étais plus ancien dans cette Assemblée, et je veux espérer qu'un de mes doyens le fera, je viendrais vous demander, en vertu de l'article 93 du règlement, de revenir sur l'urgence qui me semble bien téméraire pour une loi à laquelle on a trouvé des corrections à faire à chaque pas de cette discussion. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. PAUL STRAUSS. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Strauss.

M. PAUL STRAUSS. Messieurs, je regrette très vivement de me trouver, à sa première apparition à cette tribune, en désaccord avec mon honorable collègue, M. Expert-Besançon...

Un sénateur au centre. Cela vous arrivera quelquefois.

M. PAUL STRAUSS... et je ne saurais cacher ma surprise de l'avoir entendu apporter à cette tribune les déclarations et les confidences des socialistes qui sont venus le supplier de faire obstacle, surtout en ce qui touche la réduction des heures de travail des adultes hommes, au vote de cette loi si impatiemment attendue par eux, puisqu'ils réclament la journée de huit heures.

Un sénateur à gauche. Vous placez bien votre confiance !

M. PAUL STRAUSS. Je ne m'attendais pas à ce spectacle piquant de voir l'honorable M. Expert-Besançon, avec la grande situation patronale qu'il occupe, être l'interprète favori et préféré des délégations ouvrières et socialistes. Il y aurait mauvaise grâce de ma part à insister sur cette rencontre imprévue.

Au surplus, Messieurs, déblayons, si vous le voulez bien, le débat de ces digressions et de ces parenthèses. Mon honorable collègue sait bien que j'aurais résisté de toutes mes forces à l'envie d'être son contradicteur momentané si je ne considérais comme un devoir d'apporter ici ma faible contribution à la prière si éloquente et si autorisée qu'adressait tout à l'heure au Sénat M. le Ministre du commerce.

Il s'agit, à cette heure, qu'on ne l'oublie pas, du sort des femmes et des enfants... (*Applaudissements à gauche.*)

Plusieurs sénateurs. Non, non, il est réglé.

M. PAUL STRAUSS... de l'application loyale de la loi de 1892, et tous ceux qui, dans le Parlement républicain, veulent assurer le juste respect de cette loi protectrice des femmes et des enfants...

M. MONSSERVIN. Tous le veulent !

M. PAUL STRAUSS... et tous le veulent, me dit M. Monsservin, — je suis heureux de cette interruption chaleureuse, — eh bien ! puisque tous le veulent et que nous sommes unanimes, ne faisons pas plus longtemps de la

loi de 1892 un trompe-l'œil et une façade décorative, faisons qu'elle soit réellement appliquée, et, pour cela, abolissons la cause de fraude permanente et chronique qui permet d'échapper aux stipulations de la loi par le travail discordant entre les équipes de femmes et d'enfants, d'une part, et les équipes d'adultes hommes, de l'autre.

Il n'est qu'un seul moyen — tout le monde est d'accord là-dessus, les témoignages des inspecteurs divisionnaires sont unanimes, — pour faire que la loi de 1892 soit réellement et pratiquement appliquée, pour qu'elle soit strictement et loyalement observée, c'est que, dans les établissements mixtes, la même durée de travail soit imposée à tous les collaborateurs.

Nous sommes sur ce domaine des établissements mixtes, c'est-à-dire de la protection des femmes et des enfants, et ici aucune objection de principe ne saurait nous être faite. Il n'est pas question d'une manière spéciale et exclusive du décret de 1848, ni de la réglementation du travail des adultes, mais il s'agit de légiférer exclusivement sur les adultes, qui sont les collaborateurs, les compagnons d'atelier des femmes et des enfants protégés par la loi de 1892.

Nous sommes tous d'accord avec M. Expert-Besançon, avec M. Waddington, pour appeler de tous nos vœux l'entente internationale qui fera surgir la législation protectrice du travail dans tous les pays d'Europe et d'Amérique. Mais, en attendant cette heure, qui semble malheureusement lointaine, appliquons parmi nous des conditions véritablement protectrices du travail pour les faibles, pour ceux qui ne peuvent point se défendre eux-mêmes, pour ceux qui sont les premières et les plus touchantes victimes du surmenage industriel, c'est-à-dire pour les femmes et pour les enfants. Et faisons-en bénéficier, par surcroît, leurs compagnons d'atelier et de labeur, c'est-à-dire les adultes des établissements mixtes.

La question est ainsi ramenée, Messieurs, à ses éléments essentiels, à sa simplicité véritable. Il s'agit de dire aujourd'hui si la protection des femmes et des enfants sera réelle et efficace ou si elle ne le sera pas.

Il n'y a pas d'autre question. Toute digression est de nature à obscurcir le débat, à faire naître des malentendus et à susciter des passions étrangères à l'objet en cause. Je demande à mon tour au Sénat de ne pas prêter l'oreille à des confidences plus ou moins autorisées — j'en demande pardon à mon honorable collègue — et d'entendre ici la grande voix qui nous vient non seulement de l'industrie, mais de l'humanité, celle de tous ceux qui s'intéressent de tout leur cœur — c'est-à-dire du Sénat et de la Chambre des députés — au sort des femmes et des enfants. Nous avons pour devoir de rendre la loi véritablement applicable, de lui conférer sa pleine valeur et son efficacité vraie, et, pour ce faire, nous devons établir une durée de travail égale pour les adultes, pour les femmes et pour les enfants. En agissant ainsi, nous n'aurons pas compromis les intérêts de l'industrie et de la production nationale, et nous aurons fait une œuvre saine, une œuvre loyale, de bonne et prévoyante philanthropie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs.*)

M. FOUGEIROL. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Fougeirol.

M. FOUGEIROL. Messieurs, j'aurais été, pour ma part, excessivement heu-

reux en 1892 d'entendre M. le Ministre du commerce faire à la Chambre des députés le discours qu'il vient de prononcer à cette tribune. Il aurait ainsi démontré, avant que la loi de 1892 ne fût faite, l'impossibilité de son application, et nous aurions ainsi évité un très grand inconvénient et un très grand mal pour notre industrie.

M. LE MINISTRE. D'autres l'ont dit.

M. FOUGEIROL. Mais vous avez voté contre à ce moment.

M. LE MINISTRE. Contre quoi ?

M. FOUGEIROL. Contre votre opinion actuelle, puisque, alors, vous avez admis les catégories qui existent et qu'aujourd'hui vous n'en voulez plus qu'une.

M. SÉBLINE. Parfaitement !

M. LE MINISTRE. J'ai voté la loi.

M. FOUGEIROL. Oui, vous avez voté la loi. Permettez-moi de vous dire que vous allez créer de nouvelles anomalies; vous allez en créer une que je vous signale d'abord, c'est celle-ci : la raison dominante, la raison d'être même de votre loi, c'est la protection des faibles...

M. SÉBLINE. C'est cela !

M. FOUGEIROL... mais, après l'adoption de la nouvelle loi, où sera la protection des faibles ? Ne seront-ils pas traités de la même façon que les adultes ? Est-ce que vous ne viendrez pas fatalement, si vous voulez défendre ceux qui méritent d'être protégés, nous demander à nouveau une nouvelle réduction pour les enfants et pour les femmes ?

Lorsque vous aurez réduit la journée de travail à dix heures pour tous, est-ce qu'il y aura des protégés ? Est-ce que tous les ouvriers, quel que soit leur âge, ne seront pas tous traités de la même façon ? Évidemment si. Et vous venez nous dire aujourd'hui : Si vous voulez que la protection soit accordée aux femmes et aux enfants, il faut absolument que vous votiez la loi avec l'unification de la durée du travail pour tous. Vous ajoutez que l'application de cette loi est impossible, s'il y a des durées différentes. Permettez-moi de vous répondre que cela n'est pas exact, et je vais essayer de vous le démontrer.

M. SÉBLINE. Très bien !

M. FOUGEIROL. Oui, en effet, la loi de 1892 était à peu près inapplicable, mais pourquoi ? Est-ce qu'il y avait simplement deux catégories d'ouvriers ?

M. SÉBLINE. C'est cela !

M. FOUGEIROL. Il y en avait au moins trois. Vous aviez établi d'abord que les enfants au-dessous de 16 ans ne devaient faire, je crois, que dix heures, — je ne me rappelle plus les chiffres exacts, — mais, dans tous les cas, devaient avoir une durée de travail déterminée; ensuite, vous aviez une seconde catégorie, celle des enfants de 16 à 18 ans, dont la durée du travail devait être différente; et enfin, la catégorie des adultes, qui pouvaient avoir une durée de travail plus longue. Il était évidemment impossible, dans un très grand nombre d'industries, de faire fonctionner ces trois durées de travail différentes. Si vous en aviez eu deux, c'eût été bien plus simple. Il eût été beaucoup plus facile de mettre la loi de 1892 en application, et si vous aviez une seule catégorie différente de la durée de travail des ouvriers adultes, je suis

convaincu que, dans la majorité des industries, il serait facile de trouver une organisation qui permettrait d'occuper cette partie du personnel, qui est la moins nombreuse, celle qui mérite d'être protégée ne faisant que dix heures, tandis que la plus nombreuse, celle des ouvriers adultes, pourrait continuer à travailler plus longtemps, jusqu'au moment où, par une entente internationale, vous seriez arrivés à obtenir pour nous, comme pour les étrangers, un abaissement de la durée générale du travail. (*Très bien ! Très bien ! au centre.*)

Jusqu'au moment où vous aurez pu arriver à ce résultat, vous devez nous permettre de continuer à lutter à armes égales. Mais, tant que vous n'avez pas l'espoir de réaliser cette amélioration désirée par nous autant que par vous-même, vous nous exposez à un véritable danger. Il est certain que si vous voulez obtenir des nations étrangères une amélioration générale du sort des ouvriers, vous n'avez qu'un moyen d'y arriver, c'est de ne pas commencer par vous désarmer en prenant une décision qui n'engage que vous.

Vous vous serez mis dans la même situation que lorsque vous allez demander à une nation étrangère de conclure un traité de commerce alors que vous n'avez pas inscrit de droits sur ses produits. La nation étrangère répond : « Je suis disposée à vous faire des concessions, mais vous n'avez rien à m'offrir en échange. Si vous ne m'avez pas fait payer de droits, c'est que très probablement vous y trouviez un intérêt; continuez à ne pas en faire payer; pour moi je vais continuer à frapper vos marchandises ».

L'étranger, quand vous lui demanderez une diminution de la durée de la journée pour les ouvriers adultes, vous répondra de même : Vous avez jugé convenable d'abaisser la durée du travail pour vos ouvriers à dix heures; mes ouvriers en réclament le maintien à onze heures et à douze heures; je la maintiens et je ne puis rien vous accorder.

En réalité, si vous désirez obtenir l'abaissement, ne désarmez pas, ne commencez pas par décider cette réduction pour vous-même; négociez d'abord avec l'étranger si vous voulez arriver à un résultat. Nous serons alors avec vous de la manière la plus complète. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE MINISTRE. Au risque de fatiguer le Sénat (*Parlez ! Parlez !*), je vous demande la permission de répondre en quelques mots aux observations qui viennent d'être apportées à cette tribune par l'honorable M. Fougéirol et qui se résument à ceci : Sans doute, nous dit-il, sous la loi de 1892, la protection de la femme et de l'enfant était presque impossible, parce que vous aviez trois et quatre catégories dans le même atelier, et que, dès lors, la protection, la réglementation, l'œuvre de l'inspection du travail devenait absolument illusoire. Il en sera tout autrement si vous adoptez la loi telle que nous vous la proposons, c'est-à-dire si vous n'avez plus dans le même atelier que deux catégories. Je ne crois pas diminuer la force de l'argumentation de M. Fougéirol, c'est bien ce qu'il a dit. . .

M. FOUGEIROL. Je n'ai pas dit que la loi était difficile à appliquer, que les inspecteurs ne pouvaient pas y suffire, j'ai dit qu'il était difficile aux industriels de pouvoir occuper pendant des durées de journée différentes trois catégories d'ouvriers.

M. LE MINISTRE. Cela revient au même.

M. FOUGEIROL. Mais non !

M. LE MINISTRE. Ce que vous disiez, c'était ceci : La loi de 1892 est impossible ou, tout au moins, difficile à appliquer avec trois catégories d'ouvriers. La loi nouvelle serait, au contraire, facile à appliquer parce qu'il n'y aura plus que deux catégories.

M. FOUGEIROL. Parfaitement.

M. LE MINISTRE. Je vous réponds que vous ne voyez qu'un côté de la question et que vous laissez absolument en dehors cet autre côté : c'est que dans tous les ateliers où l'un des collaborateurs — le principal — a une durée de travail supérieur, il entraîne par là même après lui tous ses collaborateurs. (*Très bien ! à gauche.*)

La vérité, Messieurs, — et vous allez voir comment l'assertion se trouve vérifiée par l'expérience, — la vérité, c'est l'unification de la durée générale de travail dans le même atelier.

En Angleterre, c'est la durée de cinquante-six heures et demie qui, édictée pour une catégorie, devient la règle pour tous les travailleurs; en France, après la loi de 1892, c'est tous les industriels fixant une même durée de onze heures pour tous les travailleurs. L'industrie a besoin de cette unification du travail; elle la réalise, quoi que vous en ayez. Par conséquent, il est certain que si vous laissez par la loi deux catégories de travailleurs soumis à des journées différentes dans l'atelier, il n'y aura plus, en fait, au bout de peu de temps, qu'une seule durée de journée de travail pour les deux catégories.

C'est le phénomène qui s'est déjà produit et qui se produira encore si vous ne voulez pas adopter la loi qui vous est soumise.

J'ajoute, Messieurs, une autre observation qui sera ma réponse au second argument de l'honorable M. Fougéirol. Il a reproduit, et je le comprends, l'argumentation de l'honorable M. Séblin disant : « Pensez à nos concurrents étrangers, attendez qu'eux-mêmes vous donnent l'exemple. » Je vous réponds : Prenez garde ! Qu'est-ce donc que nous vous demandons en réduisant à dix heures la journée de travail pour les travailleurs des établissements mixtes ? Nous ne vous demandons qu'une seule chose : c'est de protéger cet intérêt national, sacré entre tous, qui est l'intérêt de la race. (*Très bien ! Très bien ! et applaudissements à gauche.*) C'est de ne pas permettre que les enfants soient soumis à une journée de travail excessive.

J'ajoute, Messieurs, et je touche ici à une des considérations auxquelles l'honorable M. Fougéirol a fait allusion, qu'il connaît le mieux et dont il se préoccupe le plus, la considération de notre situation économique : quand, en 1891, vous avez apporté au Parlement les tarifs que vous avez fait voter, vous ne vous êtes pas préoccupés seulement, à ce moment-là même, des patrons ! Comment donc s'exprimait l'honorable M. Méline dans son rapport général ?

« Ne faut-il pas enfin faire entrer en ligne de compte, si on veut apprécier la question sous toutes ses faces, les nombreuses lois soumises en ce moment à l'étude du Parlement, et qui ont pour objet l'amélioration du sort de ces ouvriers, la loi sur la responsabilité des accidents, celle sur les caisses des retraites, enfin la loi si importante sur les heures de travail qui, en réduisant de douze à dix heures la journée de la femme et de l'enfant conduit fatale-

ment à la même réduction pour les hommes?» (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche.*)

Vous avez entendu ce langage. Vous avez donné aux patrons les tarifs qu'ils réclamaient dans l'intérêt du travail national; je vous demande de tenir l'engagement que vous avez pris envers leurs ouvriers. (*Applaudissements à gauche.*)

M. LE COUR GRANDMAISON. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Le Cour Grandmaison.

M. LE COUR GRANDMAISON. Messieurs, je prie le Sénat de m'excuser et de vouloir bien me prêter quelques minutes d'attention. (*A demain ! A demain !*)

Je n'en ai que pour quelques instants.

M. LE PRÉSIDENT. M. Le Cour Grandmaison fait observer qu'il n'en a que pour quelques instants. (*Parlez ! Parlez !*)

M. LE COUR GRANDMAISON. Il s'agit d'expliquer mon vote; et vous voyez que l'état de mes poumons ne me permet pas de le faire longuement.

Je tiens seulement à dire pourquoi je me sépare d'un certain nombre de mes amis pour voter une disposition qu'ils considèrent comme dangereuse. Le Sénat me fera bien l'honneur de penser que je ne cède pas au désir d'être agréable à M. le Ministre du commerce, car je ne suis pas un ministériel, et je crois que les motifs qui inspirent mon vote ne l'auraient pas persuadé.

Je le fais pour être conséquent avec moi-même, pour obéir aux convictions déjà anciennes qui m'inspiraient lorsque en 1886 ou 1887 je signalais, avec mon ami M. de Lamarzelle, une proposition de loi de M. Albert de Mun sur la réglementation du travail industriel. Je considère comme un honneur pour moi de l'avoir fait et je reste de plus en plus fidèle à des convictions que quinze années d'études sincères n'ont fait qu'affermir davantage.

En votant cette loi sur la réglementation du travail, je reste fidèle à mes principes politiques, car je sais que je ne fais que rentrer dans la tradition de la vieille France monarchique, dans les principes de la protection des travailleurs telle qu'elle a été comprise par l'autorité souveraine pendant quinze siècles, qui n'ont pas été les moins prospères et les moins glorieux de notre histoire.

La réglementation des métiers — la limitation des heures de travail — faisaient partie de cette organisation du travail que la Révolution a détruite et dont le monde du travail ressent encore la disparition violente.

La réglementation du travail, je l'ai retrouvée partout en étudiant la législation des nations prospères, et, puisque mes collègues se préoccupent à juste titre de ce qui se passe à l'étranger, je peux leur donner l'assurance que la limitation des heures de travail existe en Angleterre et aux États-Unis. Elle existe non seulement par suite de la loi Mundella dont on vous parlait tout à l'heure et qui fixe à cinquante-six heures et demie par semaine la durée du travail des femmes et des enfants, mais en vertu de la réglementation si impérative des Trade-Unions, de ces grandes corporations reconstituées qui savent mieux que l'État rendre exécutoires leurs décisions; on peut affirmer, je crois, que dans aucune industrie anglaise, la durée du travail ne dépasse dix heures.

En Allemagne, la loi se borne, il est vrai, à réglementer le travail des femmes et des enfants : mais une série de lois très récentes et très étudiées vient de reconstituer à peu près dans toutes les industries la corporation obligatoire. Presque partout les conditions du travail et sa durée sont arrêtées à la suite de conférences, de discussions dans des comités mixtes de patrons et d'ouvriers et deviennent ensuite légalement obligatoires pour tous. Il y a beaucoup de réserves à faire sur cette organisation, mais elle présente une unité, une efficacité qu'il est impossible de ne pas admirer.

Pourquoi donc sommes-nous obligés en France de voter des lois comme celles qu'on nous apporte aujourd'hui, après quatorze ou quinze ans d'études parlementaires. Parce que, depuis trente ans, pendant que toutes les nations du monde se préoccupaient de ce grave problème d'adapter la législation sociale aux besoins des sociétés modernes pour arriver à une organisation rationnelle du travail basée sur l'association libre, sanctionnée et contrôlée par l'autorité nécessaire, la France s'est attardée à de stériles discussions d'écoles et n'a vu dans ces questions que des questions politiques.

Nous ne sommes pas des précurseurs, comme on semble le croire, nous sommes des attardés, et, pendant que tout autour de nous, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, on a créé les organismes nécessaires pour résoudre ces difficultés, pour soumettre les relations du capital et du travail à une législation savante et équitable, nous en sommes restés aux formules empiriques des physiocrates, à l'anarchie préconisée par l'économie libérale, à ces lois aveugles de l'offre et de la demande qui ne sont au fond que la loi du plus fort et contre laquelle vous essayez de réagir en faisant intervenir brutalement l'autorité de l'État régulateur suprême.

Je ne m'étonnais pas des critiques si éloquentes de M. Séblin, de M. Expert-Bezançon, de M. Fougère. Je sais que quand on arrive aux questions d'application il arrive un moment où l'État devient dans l'impossibilité d'intervenir. Mais je soutiens, et c'est ma conviction profonde, que l'État, quel qu'il soit, a qualité pour sanctionner certains principes généraux, pour s'opposer à des abus qui peuvent compromettre les forces vives d'un pays, et qu'il ne saurait sans forfaiture pousser le respect des conventions particulières jusqu'à autoriser l'homicide contractuel et la liberté du suicide.

Il a donc le droit incontestable de réglementer même le travail de l'adulte ; mais, sous peine de revenir à des abus qu'on a justement reprochés à l'ancien régime, il ne saurait descendre dans les détails d'application, et il faut nécessairement, comme cela a eu lieu à toutes les époques, comme cela se fait encore dans tous les autres pays du monde, qu'il délègue une partie de son autorité en matière de réglementation à des associations libres ou à des corporations plus ou moins légalement constituées qui peuvent seules établir ces règlements en les appropriant aux exigences des professions, aux besoins des régions, et qui donnent au monde du travail cette bonne coutume de l'atelier que célébrait l'illustre M. Le Play et fixent les usages comme le font déjà pour le commerce les chambres de commerce et les grands syndicats.

C'est cet organisme nécessaire qu'il faut créer, c'est à cela que mes amis et moi nous travaillons sans relâche depuis vingt ans, devancés par l'instinct providentiel du peuple qui, depuis la loi de 1884, cherche de plus en plus à

reconstituer la tradition perdue. C'est là que tend ce mouvement corporatif qui se produit dans l'Europe entière en réaction contre les idées du XVIII^e siècle, et qu'on a trop souvent confondu avec le mouvement socialiste qui procède de principes tout différents et conduit vers un idéal tout autre.

M. le Ministre le sait bien, et je sais qu'il ne se méprend pas sur le sens de mon intervention. Il sait bien que si je reconnais en pareille matière le droit de l'État, son droit de police et son devoir d'intervention pour empêcher l'oppression des faibles, j'estime que l'État doit ne pas sortir de son rôle d'arbitre, et qu'après avoir assuré la liberté des associations, après avoir défini par des textes précis leurs droits et leurs devoirs, il a rempli sa tâche et doit se montrer respectueux de la liberté de tous.

Il commet, au contraire, la plus monstrueuse des usurpations quand il prétend réglementer à son gré et distribuer les faveurs et les charges à un peuple que l'individualisme a réduit à l'état de poussière inerte et qui ne vit plus que par ses fonctionnaires.

L'État fort et respecté, maintenant l'ordre au milieu d'associations libres et autonomes et n'intervenant que pour protéger les faibles : voilà le but que nous poursuivons.

Aussi, Messieurs, je suis certain de ne pas faire une concession dangereuse au socialisme d'État en votant les dispositions qui vous sont soumises, qui ne font que sanctionner les lois éternelles de la justice et de la charité ; comme citoyen, je considère comme un crime d'abuser des forces d'un homme ; comme chrétien, j'estime que c'est un crime pour un homme de vendre sa vie. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Voix nombreuses. — A demain !

M. LE PRÉSIDENT. — Que veut-on renvoyer à demain ?

Je mets aux voix l'article 2 dont je donne une nouvelle lecture :

« Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1898, modifié ainsi qu'il suit, la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures ».

J'ai reçu une demande de scrutin signée de MM. Paul Strauss, Dellestable, Villard, Laterrade, Delpech, Velten, Savary, Fousset, Aucoin, Frézoul, de Verninac et Paul Destieux-Junca, plus une signature illisible.

M. PICHON. — Je demande la division.

M. LE PRÉSIDENT. — La division est de droit quand elle est demandée.

M. OLLIVIER. — Et la demande de retrait d'urgence ?

M. LE PRÉSIDENT. — Elle ne peut venir qu'après le vote de tous les articles.

La division étant de droit quand elle est demandée, nous allons procéder au vote sur le paragraphe 1^{er}.

M. LE MINISTRE. — Je ne crois pas qu'il y ait opposition sur ce paragraphe,

— je dis ce paragraphe modifié, — mais que l'opposition porte seulement sur le second paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a deux paragraphes dans l'article 2.

Le premier est ainsi conçu :

« Art. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848, modifié ainsi qu'il suit, la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

Je mets aux voix le paragraphe 1^{er}.

M. PAUL STRAUSS. — Monsieur le Président, la demande de scrutin public ne s'applique qu'à la seconde partie de l'article 2.

M. SÉBLINE. — Je voudrais savoir dans quel but la division est demandée; car, si c'est pour permettre de réduire à onze heures seulement les heures de travail, je me rallierais à cette proposition pour obtenir le rejet de la partie finale de l'article.

M. LE PRÉSIDENT. — Laissez-moi vous dire, Monsieur Séblin, que ni vous, ni moi, ni personne n'avons le droit de demander à un membre du Sénat les motifs de sa requête. Le règlement est formel : quand la division est demandée, le règlement porte qu'elle est de droit.

La question est de savoir si le scrutin public porte sur la première ou la seconde partie de l'article.

Voix nombreuses. — Sur la seconde partie.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets alors aux voix le premier paragraphe.

(Le premier paragraphe est adopté.)

Je donne une nouvelle lecture du deuxième paragraphe qui est ainsi conçu : « Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

J'ai reçu une demande de scrutin signée de MM. Dellestable, Laterrade, Savary, Velten, Aucoin, de Verninac, Fousset, Frézoul, Delpech, Villard, plus une signature illisible.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin a lieu. — MM. les secrétaires opèrent le dépouillement des votes.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	231
Majorité absolue.....	116
Pour.....	146
Contre.....	85

Le Sénat a adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais consulter le Sénat sur l'ensemble de la loi.
Plusieurs sénateurs. — Et le retrait de l'urgence?

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez, Messieurs, je ne puis pas le proposer.
Quelqu'un demande-t-il la parole?

M. FRANCK CHAUVEAU, *de sa place.* — Nous demandons le retrait de l'ur-

gence pour les raisons qu'a données M. Expert-Bezançon, et aussi pour ce motif qu'il serait utile d'attendre que, dans ce grand concours d'intérêts qui vont être représentés à l'Exposition universelle, dans ces congrès où toutes les questions industrielles et sociales seront discutées, où siégeront toutes les compétences du monde entier, les opinions et les arguments divers aient pu se produire et contribuer à éclairer l'opinion.

M. LE MINISTRE. — Je n'ai pas besoin de dire que le Gouvernement et la Commission qui ont demandé l'urgence s'opposent à son retrait.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien en ce moment que doit être posée la question. L'article 93 du règlement est, en effet, ainsi conçu :

« Ce retrait ne pourra plus être demandé après l'ouverture de la discussion sur les articles. Mais il pourra l'être après la discussion des articles et avant le vote sur l'ensemble de la loi. »

M. Franck Chauveau demande le retrait de l'urgence. Je consulte le Sénat sur cette proposition.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Elle est signée de MM. Dellestable, Laterrade, Villard, Delpech, Velten, Savary, Aucoin, Fousset, Frézoul, de Verninac, plus une signature illisible.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin a lieu. — MM. les secrétaires opèrent le dépouillement des votes.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	245
Majorité absolue.....	123
Pour.....	100
Contre.....	145

Le Sénat n'a pas adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi est adopté.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

Fait au nom de la Commission du Travail, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, modifiée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. DUBIEF, député. (27 mars 1900.)

MESSIEURS,

Malgré toutes les prédictions pessimistes de quelques-uns de nos collègues, qui, dans la séance du 21 décembre dernier, nous reprochaient de faire au Sénat un sacrifice inutile en limitant aux points que nous jugions essentiels la revision de la loi du 2 novembre 1892, dont ils auraient voulu remanier toute l'économie, la loi qui nous revient, non seulement ne s'est pas fait attendre plus que de raison, mais elle est dans ses prescriptions telle que l'a voulue la Chambre, puisque, d'une part, elle unifie à onze heures immédiatement le travail, et que, d'autre part, elle ramène au bout d'un délai de quatre ans à dix heures la durée de la journée de travail, pour tout le personnel, hommes, femmes et enfants, dans tous les établissements protégés.

Au lendemain de notre manifestation nous ne sommes donc pas « dans la situation humiliée d'hommes qui se sont donné tort à eux-mêmes et gratuitement », comme on nous le faisait craindre, en nous demandant de nous cantonner dans une intransigeance irréductible; mais, bien au contraire, nous nous trouvons en face de résultats fort appréciables. La loi de 1892, fortifiée par des prescriptions nouvelles, va devenir facilement applicable, d'un contrôle aisé, et donnera à court délai au monde ouvrier protégé tout entier la journée de dix heures, qu'elle ne réussissait même pas à assurer précédemment aux seuls enfants.

Cette importante réforme, que nous saluons avec joie, et dont l'action

vigilante de l'honorable Ministre du Commerce a tant contribué à hâter la réalisation, il vous appartient de la rendre définitive par votre vote.

Un rapide examen comparatif du texte de la Chambre et du texte voté par le Sénat suffira pour montrer l'accord de vues et d'intentions qui a déterminé les votes de la majorité dans l'une et l'autre assemblée.

La loi nouvelle modifie les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 et le décret-loi des 9-14 septembre 1848.

Sur le paragraphe 1^{er} de l'article 3, pas de différence entre les deux textes.

La Chambre avait dit :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

Le Sénat a accepté ce texte sans changement et l'a fait sien.

Un amendement voté par la Chambre sur la proposition de MM. Rotours, Basly et Lamendin, malgré la Commission, formait dans le texte de la Chambre un paragraphe 2. Il disait : « Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. »

Votre Commission du Travail l'avait jugé inutile; le Sénat l'a supprimé.

S'il s'agit, en effet, pour les mines et minières d'un travail à la surface, il n'y a aucune raison d'introduire dans la loi une réglementation spéciale; s'il s'agit du travail au fond on sait que les filles et les femmes n'y peuvent être occupées et qu'en ce qui concerne la durée du travail effectif des enfants du sexe masculin au-dessous de seize ans, dans les galeries souterraines de mines, minières et carrières, c'est l'article 1^{er} du décret du 3 mai 1893 qui fait loi et prescrit que la journée de travail ne peut excéder huit heures par poste et par vingt-quatre heures.

Tout au plus l'amendement pourrait-il s'adresser à quelques rares unités, avantage qui ne compenserait pas le grave inconvénient de faire réapparaître une réglementation par triple catégorie, tout à fait contraire au vœu de la loi.

Le paragraphe suivant — et c'est là un point capital — n'a pas subi au Sénat de modification et décide, comme l'a voulu la Chambre quand elle a adopté l'amendement Colliard, qu'au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures.

Le paragraphe 3 de l'article dit, dans le texte de la Chambre, que « dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées ». Le Sénat a cru devoir étendre l'exception aux mines, minières et carrières.

De même le Sénat a supprimé la disposition votée par la Chambre sur la proposition de MM. Dron et Louis Ricard et qui terminait son article 3 modifié, disant : « Toute organisation du travail par relais et équipes est interdite. »

Mais en revanche le Sénat a ajouté à l'article 4 de la loi du 2 novembre un article additionnel ainsi conçu :

« A l'expiration d'un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit, prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières. »

Ce qui veut dire qu'au bout d'un délai de deux ans tout travail entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, même réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, sera interdit.

C'est la suppression pour le personnel protégé du travail de nuit et l'obligation d'un repos d'une heure au moins pour chaque équipe, là où le travail sera organisé par équipes.

L'exception en faveur des mines se justifie par des raisons techniques qu'a fort judicieusement exposées au Sénat l'honorable M. Monestier. Il semble, en effet, impossible de réglementer les repos uniformément et de les imposer au coup de sifflet, dans le travail au fond. Il y a des tâches qui ne peuvent pas être interrompues sans préjudice, et parfois même sans ce danger qui résulte, dans certaines mines de charbons très inflammables, de dégagements rapides de grisou ou d'acide carbonique auxquels on doit tant d'épouvantables catastrophes. D'autre part, le service de la montée et de la descente des puits ne peut se faire simultanément pour tout le personnel des équipes, si bien qu'un temps plus ou moins long serait perdu pour tous, sans profit pour personne, dans une attente inoccupée au fond. Votre Commission du travail s'est rendue à ces raisons.

Ces dispositions sont d'ailleurs complétées par l'article 11, § 3, voté par le Sénat et qui est ainsi libellé :

« Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la loi. »

Il est bien entendu que les dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 ne seront admises que pendant une durée de deux ans, — puisque au bout de ce délai, l'article additionnel à l'article 4 voté par le Sénat supprime la dérogation, — sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Le Sénat a cru devoir, sur une observation de l'honorable M. Felix Martin, supprimer dans le texte le mot *équipes* pour n'y laisser figurer que le mot *relais*.

Le mot « équipes », en effet, s'applique à des groupes d'ouvriers qui se succèdent au travail. La loi n'empêche pas cette organisation dans les limites de la journée de travail.

Les relais, au contraire, sont constitués par des petits groupes d'ouvriers supplémentaires qui remplacent dans leur travail les équipes régulières pendant un certain temps, en se transportant de métier en métier. Ce sont les équipes volantes et tournantes dont le jeu doit être empêché si l'on ne

veut laisser illusoirs les prescriptions de la loi et impossible une inspection effective et efficace du travail.

Comment savoir, en effet, avec un tel système, combien de temps les ouvriers sont réellement tenus au travail? Comment empêcher, alors même que le travail ne dépasserait pas pour chaque ouvrier la durée légale, que les équipes ne soient gardées à l'usine à la disposition du patron pendant un temps indéterminé? C'est un système détestable, qui ouvre la porte à tous les abus et à toutes les fraudes. La loi en prescrit la disparition dans un délai de trois mois là où il existe; mais déjà dès la promulgation de la loi, la durée du travail ne pourra plus dépasser onze heures, et les délais commencent à courir pour la fixation à dix heures et demie et ensuite à dix heures de la durée légale du travail.

Il n'y a à cette règle dans le texte du Sénat que deux exceptions : 1° pour les usines à feu continu; mais, le travail de nuit étant interdit aux femmes et aux enfants, cette réserve est sans intérêt pour le personnel protégé; 2° pour les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Cette exception a été motivée par la crainte que, dans certaines industries, comme celles des dentelles et des guipures, de la teinturerie et de la blanchisserie, où fonctionnent trois équipes, par exemple, il n'y ait plus place, de par la loi, que pour une seule équipe, et qu'il en dût résulter un chômage et un renvoi d'ouvriers dont on n'entrevoit que trop les désastreuses conséquences sans compter, disaient MM. Séblin et Fougérol, que ce serait condamner ces industries à succomber sous l'effort de la concurrence des industries similaires à l'étranger, affranchies des chaînes d'une réglementation sous laquelle, d'après eux, on ne peut ni prospérer, ni vivre.

La soupape de sûreté, c'est le droit laissé au Ministre de soustraire par un règlement d'administration publique délibéré en Conseil d'Etat, aux prescriptions impératives de la loi, certaines industries. C'est là, messieurs, une fissure plutôt qu'une soupape, par où pourraient bien passer des tolérances abusives. La nécessité, même après la discussion du Sénat, ne nous en est pas apparue, et il ne nous semble pas que le Ministre doive jamais y avoir recours. En tout cas, il doit rester bien entendu, et le Sénat n'a pas voulu dire autre chose, et ce sera le sens du vote de la Chambre, que le Ministre ne devra accorder l'exception que la loi autorise que lorsqu'il lui sera clairement et absolument démontré qu'il est impossible à l'industrie qui en demandera le bénéfice de vivre sans la faveur de ce régime spécial. La Chambre ne saurait admettre, en effet, qu'il pût appartenir à un règlement d'administration publique de ruiner l'esprit même et les effets de la loi.

Enfin, dans un dernier paragraphe que la Commission de la Chambre avait d'ailleurs proposé et qui avait disparu au cours de la délibération, mais dont l'excellente conséquence n'échappera à personne et que le Sénat a heureusement rétabli, répondant ainsi au vœu d'un de nos éminents collègues, M. Louis Ricard, il est dit que « en cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos ».

C'est le gage de la suppression définitive des équipes roulantes et volantes et l'un des plus heureux résultats de la loi.

Il faut que cette loi une fois votée, l'unification du travail dans les établissements mixtes soit réalisée : entrée au travail à la même heure, repos à la même heure, sortie à la même heure. Il faut que la loi, dans un but de haut intérêt moral, assure l'unité de la famille ouvrière, reconstitue la vie au foyer — en permettant au père, à la femme et aux enfants de se retrouver à la maison aux mêmes moments — dans l'intimité des joies et souvent aussi, hélas, des peines communes.

Enfin, Messieurs, le Sénat a adopté dans son esprit, sinon dans son texte intégral, la modification que la Chambre avait votée, dans un article 2, ajoutant à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux, des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

Il y a, dans ce libellé, deux modifications au texte voté par la Chambre, l'une excellente, l'autre fâcheuse. Au lieu d'*établissements de ce genre*, le Sénat dit *établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892*. C'est l'application aux chantiers, ateliers et à leurs dépendances des bénéfices de la loi. C'est 81 p. 100 des ouvriers demeurés en dehors de la protection de la loi qui en vont profiter. L'avantage est certain.

Mais la loi dit aussi : *dans les mêmes locaux*. Il n'échappera à personne que cette addition au texte de la Chambre, par le vague de l'expression, puisse avoir l'inconvénient grave de prêter à interprétation et par conséquent à litiges si nous ne la définissons.

Que veut dire « dans les mêmes locaux » ? S'agit-il d'une salle unique ? Suffira-t-il d'une cloison pour que les locaux soient différents ? Sera-t-on dans les mêmes locaux, lorsqu'on travaillera à des étages différents d'une même maison ? Seul, l'esprit général dans lequel est conçue la loi doit nous fixer à cet égard, et il nous semble qu'on doit entendre par « mêmes locaux » ceux où se fait non seulement un travail en commun du personnel protégé, mais tous ceux qui servent de lieu de travail, à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une même production.

Telle est, Messieurs, la loi qui sort de la collaboration de la Chambre et du Sénat. Malgré les quelques critiques que nous avons élevées, dans l'examen de son texte, rien ne serait de nature à justifier un nouveau voyage du Palais-Bourbon au Luxembourg. Telle qu'elle est, elle répond aux votes que nous avons émis à la Chambre; elle réalise les améliorations essentielles que nous avons poursuivies. Elle est une loi de progrès dans l'ordre matériel et moral; une loi de paix sociale et d'humanité.

Le patronat y trouve son compte, les ouvriers y gagnent une réduction importante des heures de travail, et une réglementation qui leur assure, en même temps que la présence en commun à l'atelier, l'unité de la vie à la maison, dans la famille réunie. Elle garantit sous la protection désormais efficace de l'inspection du travail, l'avenir de la race par la protection de

l'enfant arraché à la fois aux dangers de la rue comme au surmenage d'un travail trop prolongé, et rendu à la surveillance continue de ceux qui en ont charge à l'usine et dans la famille.

Ce serait une faute impardonnable, presque un crime, contre le monde du travail et contre l'humanité, que de ne pas accepter sans atermoiement nouveau cette loi bienfaisante qui sera dans son ensemble, suivant l'expression de l'honorable M. Richard Waddington, « fertile en résultats pour le pays », et qui fera le plus grand honneur au Gouvernement qui l'a défendue, au Ministre dont elle portera le nom et au Parlement qui l'aura votée.

PROPOSITION DE LOI.

ART. 1. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Art. 4, § additionnel. — A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Art 11, § 3. — Dans les établissements visés par la présente loi autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdite pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

ANNEXE

MODIFICATIONS À LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

TEXTE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.	TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT.	TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION DU TRAVAIL. (RAPPORT DUBIEF.)	TEXTE ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE (DÉCEMBRE 1899.)	TEXTE ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 MARS 1900 PROPOSÉ À L'ADOPTION DE LA CHAMBRE.
ART. 3. — Les enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. Les jeunes ouvriers et ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour. Les heures de travail ci-dessus indiquées sont coupées par un ou plusieurs repos dont la durée ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.	ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.	ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois ans, à dix heures seulement.	ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail sera interdit. Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures seulement.	ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

TEXTE DE LA LOI	TEXTE ADOPTÉ	TEXTE PROPOSÉ	TEXTE ADOPTÉ	TEXTE ADOPTÉ
DU	PAR	PAR LA COMMISSION DU TRAVAIL	PAR LA CHAMBRE	PAR LE SÉNAT
2 NOVEMBRE 1892.	LE SÉNAT.	(RAPPORT DUBIEF.)	(DÉCEMBRE 1899.)	LE 22 MARS 1900 PROPOSÉ A L'ADOPTION DE LA CHAMBRE.
Dans chaque éta- blissement, sauf dans les usines à feu continu, <i>les mines, minières et carrières, et les in- dustries qui seront déterminées par un règlement d'adminis- tration publique</i>, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les per- sonnes protégées par la présente loi.	Dans chaque éta- blissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et car- rières, et les indus- tries qui seront dé- terminées par un règlement d'admini- stration pu- blique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les per- sonnes protégées par la présente loi.	Dans chaque éta- blissement, sauf dans les usines à feu continu, les re- pos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Toute organisation de tra- vail par relais ou équipes est inter- dite.	Dans chaque éta- blissement, sauf les usines à feu conti- nu et les mines, minières ou car- rières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les per- sonnes protégées par la présente loi.	ART. 4. <i>Para- graphe additionnel.</i> — A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions excep- tionnelles concer- nant le travail de nuit prévues aux paragraphe 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux sous- terrains des mines, minières et car- rières. ART. 11. <i>Para- graphe 3.</i> — Dans les établissements visés par la présente loi autres que les usines à feu continu et les établis- sements qui seront déterminés par un règlement d'admini- stration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4,

TEXTE DE LA LOI	TEXTE ADOPTÉ	TEXTE PROPOSÉ	TEXTE ADOPTÉ	TEXTE ADOPTÉ
DU	PAR	PAR LA COMMISSION	PAR LA CHAMBRE.	PAR LE SÉNAT
2 NOVEMBRE 1892.	LE SÉNAT.	DU TRAVAIL. (RAPPORT DUBIEF.)	(DÉCEMBRE 1899.)	LE 22 MARS 1900
				PROPOSÉ À L'ADOPTION DE LA CHAMBRE.
				sera interdit pour les personnes pro- tégées par les ar- ticles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi. En cas d'organi- sation du travail par postes ou équipes successives, le tra- vail de chaque équipe sera con- tinu, sauf l'inter- ruption pour le po- s.

MODIFICATIONS A LA LOI DU 9-14 SEPTEMBRE 1848.

TEXTE ADOPTÉ	TEXTE ADOPTÉ	TEXTE ADOPTÉ	TEXTE ADOPTÉ
PAR	PAR LA COMMISSION	PAR LA CHAMBRE	PAR LE SÉNAT
LE SÉNAT.	DU TRAVAIL (RAPPORT DUBIEF.)	(DÉCEMBRE 1899.)	LE 22 MARS 1900 PROPOSÉ À L'ADOPTION DE LA CHAMBRE.
Il est ajouté à l'article 1 ^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. Le présent article sera applicable à partir du 1 ^{er} juillet 1895.	Il est ajouté à l'article 1 ^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de trois ans, à dix heures seulement.	Il est ajouté à l'article 1 ^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures seulement.	Il est ajouté à l'article 1 ^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante : « Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1 ^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par la dite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif. « Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

SÉANCE DU 30 MARS 1900.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, modifiée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

L'urgence a été déclarée.

Personne ne demande la parole pour la discussion générale?...

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide qu'elle passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. « ART. 1^{er}. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus d'onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Art. 4, *paragraphe additionnel*. — A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Art. 11, *paragraphe 3*. — Dans les établissements visés par la présente loi autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdit pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er}?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« ART. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du

2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. » (*Adopté.*)

M. MILLERAND, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.* — Avant le vote sur l'ensemble, je tiens à réitérer devant la Chambre la double déclaration que j'ai faite devant la commission du travail et qui a été enregistrée par M. le Rapporteur dans son rapport, à savoir que les règlements d'administration publique ne doivent intervenir que dans les cas où, sans eux, l'organisation du travail serait absolument impossible. Quant à l'interprétation des mots « les mêmes locaux », je suis également d'accord avec la commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi. (L'ensemble de la proposition, mis aux voix, est adopté.)

**Travaux préparatoires des règlements d'administration publique
des 17 mai 1854, 31 janvier 1866, 3 avril 1889, 10 décembre 1899.**

TEXTE DU DÉCRET DU 2 MARS 1848 (1).

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Sur le rapport de la commission de Gouvernement pour les travailleurs,

CONSIDÉRANT :

1° Qu'un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme;

2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits *marchands* ou *tâcherons*, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité;

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DÉCRÈTE :

1° La journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence, à Paris, où elle était de onze heures, elle est réduite à dix; et, en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze;

2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou *marchandage* est abolie.

(1) CIRCULAIRE DU 10 MARS 1848 RELATIVE À L'APPLICATION DU DÉCRET DU 2 MARS 1848. — Monsieur le Préfet, le Gouvernement provisoire de la République a rendu, le 2 mars 1848, un décret qui limite à dix heures par jour, pour Paris, et à onze heures pour les départements, la durée du travail des ouvriers dans les ateliers, usines et manufactures. Il est indispensable que ces dispositions reçoivent leur stricte et rigoureuse exécution dans tous les établissements industriels. Je vous invite, j'invite toutes les municipalités à veiller à ce qu'aucune infraction n'y puisse être commise sous quelque prétexte que ce soit. L'exécution des décrets du Gouvernement de la République est confiée à la vigilance et placée sous la sauvegarde de tous les citoyens. En cas de violation de celui que je rappelle à votre attention, c'est un devoir impérieux pour vous, pour les administrations locales, pour tout citoyen, de dénoncer les contraventions aux autorités de la République. Il s'agit ici tout à la fois et du grand principe de fraternité appelé à présider désormais aux destinées de la France, et du principe non moins sacré de l'égalité entre tous : entre les

Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage.

Paris, le 2 mars 1848.

Les Membres du Gouvernement provisoire :

Signé : DUPONT (de l'Eure), ALBERT, Ad. CRÉMIEUX, LEDRU-ROLLIN,
FLOCON, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, LOUIS BLANC, MARRAST,
MARIE, ARAGO.

TEXTE DU DÉCRET-LOI DU 9-14 SEPTEMBRE 1848

relatif à la durée du travail journalier dans les manufactures et usines (1) (2).

ART. 1^{er}. — La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif.

ART. 2. — Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

ART. 3. — Il n'est porté aucune atteinte aux usages et aux conventions qui, antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la journée de travail à un nombre inférieur d'heures à douze.

ART. 4. — Tout chef de manufacture ou usine qui contreviendra au présent décret

établissements industriels comme entre ceux qui les activent ou leur donnent l'impulsion. Ce sont là, Monsieur le Préfet, des objets éminemment dignes de la sollicitude nationale. Je vous les recommande expressément, et vous invite à me tenir au courant de tous les faits se rapportant à l'exécution du décret sur le travail. Quand il s'agit de la vie, de la santé du peuple, et de l'égalité dans les conditions industrielles, tout est grave, tout est pressant.

(1) Voir, pour les travaux préparatoires de cette loi, le Bulletin de l'inspection du travail, année 1900, pp. 359 sq.

(2) CIRCULAIRE DU 18 SEPTEMBRE 1848 RELATIVE À L'APPLICATION DU DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1848. — Citoyen Préfet, l'Assemblée nationale a rendu, le 9 de ce mois, un décret sur la durée du travail dans les manufactures et usines. Je viens réclamer votre concours pour l'exécution immédiate de ce décret, et vous tracer les règles qui doivent diriger votre action.

Le décret du 2 mars, comme l'a bien vite démontré l'expérience, était en opposition avec les habitudes et les vrais intérêts de l'industrie. Cet acte établissait une inégalité choquante entre les ouvriers de Paris et ceux des départements. Bien qu'il semblât pris en faveur des ouvriers, il devait avoir pour eux de funestes conséquences, soit en entravant le mouvement de la consommation intérieure par un renchérissement des objets fabriqués, soit en plaçant le travail national dans des conditions trop inférieures en face de la concurrence étrangère.

Vous ne manquerez pas, Citoyen Préfet, de remarquer que, tout en prenant en considération les besoins légitimes de l'industrie, le décret du 9 septembre n'en a pas moins voulu mettre obstacle à l'abus d'un travail trop prolongé. Il a tenu compte des habitudes les plus universellement adoptées, en fixant la durée du travail effectif à douze heures sur vingt-quatre. Ce terme doit être considéré comme un maximum qu'aucune convention particulière ne saurait autoriser à dépasser. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'en déterminant une limite extrême, la loi ne dit pas que le travail ne pourra jamais durer moins de douze heures. Elle maintient même expressément, dans l'article 3, les usages qui, à raison de certaines nécessités industrielles et de certains inconvénients intéressant directement la santé et les forces physiques des ouvriers, ont consacré un travail inférieur à douze heures. Ces usages doivent être considérés comme l'expression des forces qui peuvent se dépenser dans l'industrie où ils ont été établis. Le même article a respecté les conventions librement intervenues à ce sujet entre les patrons et les ouvriers : ces conventions paraissent attester, en effet, que les industries qu'elles concernent ne comportent pas un travail de douze heures ; mais pour offrir ce caractère, il fallait évidemment qu'elles eussent été contractées en dehors de toute espèce d'influence qui aurait altéré le libre consentement de l'une ou de

et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de l'article 2 sera puni d'une amende de 5 à 100 francs.

Les contraventions donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1,000 fr.

Le présent article ne s'applique pas aux usages locaux et conventions indiqués dans la présente loi.

ART. 5. — L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué.

ART. 6. — Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limite des heures de travail, est abrogé.

l'autre des parties. C'est pour cette raison que l'article précité exige que ces conventions soient antérieures au décret du 2 mars.

Le décret actuel abroge le décret du 2 mars seulement en ce qui concerne la limitation des heures de travail.

La question relative au marchandage a été réservée pour être discutée et résolue ultérieurement.

Il reste encore deux points sur lesquels je dois appeler votre attention : la répression des contraventions et les règlements d'administration publique à intervenir, conformément à l'article 2.

En ce qui concerne la répression, l'article 4 a déterminé les peines qui devraient être prononcées, mais il n'a pas fixé le mode d'après lequel les infractions seraient constatées. On doit, pour le moment du moins, se référer au droit commun. Les délits seront donc constatés et poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, comme tous les autres délits. Sera-t-il nécessaire d'instituer une surveillance spéciale pour assurer l'exécution de la loi ? Faudra-t-il réclamer l'intervention des chambres consultatives des arts et manufactures et des conseils de prud'hommes ? ou bien, comme les ouvriers sont immédiatement intéressés à l'exécution du décret, les moyens ordinaires de constatation seront-ils reconnus suffisants, sans qu'il soit besoin de recourir à une inspection particulière ? L'expérience seule peut fournir à l'administration supérieure les moyens de répondre à ces questions. Je vous invite à suivre avec sollicitude les faits qui se produiront et à me communiquer les observations dont ils vous paraîtront susceptibles.

En ce qui concerne les règlements d'administration publique à intervenir, l'article 2 porte que ces actes devront déterminer les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à la règle générale posée dans l'article 1^{er} sur la durée du travail. Les principes les plus absolus admettent, en effet, des exceptions, et sans ces exceptions les lois ne seraient souvent ni pratiques ni durables. Ainsi, dans l'espèce, il était utile de prévoir les cas qui justifieraient une prolongation momentanée du travail au delà des limites ordinaires. Lorsque, par suite de force majeure, l'activité d'une fabrique a été brusquement arrêtée, les ouvriers dont le travail a été suspendu n'ont-ils pas le plus grand intérêt à ressaisir, si l'on peut parler ainsi, le salaire qu'ils ont involontairement perdu ? Quelquefois aussi des commandes importantes faites par l'étranger, et dont la livraison doit s'effectuer dans un très court délai, ne motivent-elles pas suffisamment un supplément de travail ? Enfin, il peut arriver que l'Etat soit dans la nécessité de faire exécuter des ouvrages qui ne pourraient supporter aucun retard. Mais, excepté dans ce dernier cas, où on pourrait laisser au département ministériel qui a reconnu l'urgence le droit d'insérer dans le cahier des charges une autorisation de porter exceptionnellement, et pour un certain laps de temps, la durée de travail au delà de douze heures, il est indispensable que l'autorité constate pour chaque cas particulier la nécessité d'une prolongation temporaire. Ce n'est qu'après une autorisation obtenue dans les formes prescrites qu'il peut y avoir lieu à des heures supplémentaires, amenant naturellement aussi un supplément de prix. Quels sont les cas où une semblable autorisation pourra être accordée ? Quelles seront les formes à suivre pour l'obtenir ? Les règlements d'administration publique auront précisément pour objet de statuer sur ces divers points. Comme vous le comprenez aisément, Citoyen Préfet, j'ai besoin, pour remplir le vœu de la loi, de recevoir des renseignements précis sur les exigences des diverses industries, sur les éventualités qui semblent pouvoir se rencontrer dans tel ou tel ordre de travaux, comme sur le mode le plus simple, le plus expéditif et tout à la fois le plus rassurant de prononcer sur les demandes de prolongation. Je réclame sur ces divers objets tous les renseignements que votre situation vous met à même de réunir, et je vous invite à consulter les chambres consultatives des arts et métiers et les conseils de prud'hommes, auxquels vous devrez soumettre notamment les questions suivantes :

Quelles sont les industries pour lesquelles il est nécessaire de prévoir le cas d'une prolongation de travail ?

De quelles circonstances doit-on faire dépendre l'autorisation ?

Quel serait l'espace de temps durant lequel la prolongation pourrait avoir lieu, et dans quelles limites devrait-elle être renfermée chaque jour ?

A quelle formalité faudrait-il assujettir la demande ?

Par quelle autorité la permission devrait-elle être accordée ?

Y aurait-il des garanties particulières à exiger pour prévenir les abus ?

Je désirerais connaître en outre quelles sont les industries dans lesquelles des usages ou conventions antérieures au 2 mars ont fixé la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à douze. C'est encore là une des questions que vous adresserez aux chambres consultatives et aux conseils de prud'hommes. Je vous serai obligé de prendre de votre côté sur ce point des renseignements détaillés et de me communiquer le résultat de vos recherches.

Vous aurez à exprimer pour votre part et à demander aux chambres et aux conseils ci-dessus désignés un avis sur une dernière question. Des propositions ont été soumises récemment au comité du travail de l'Assemblée nationale, à l'effet d'interdire le travail les dimanches et jours de fêtes légales. Verrait-on des inconvénients à maintenir ou à modifier la loi du 18 novembre 1814 sur les fêtes et dimanches ?

Veuillez, Citoyen Préfet, m'accuser réception de cette circulaire et me mettre à même de préparer immédiatement le règlement d'administration publique prescrit par le décret du 9 septembre dernier.

Salut et fraternité.

PROCÈS-VERBAUX ET RAPPORT GÉNÉRAL

de la Commission de la durée du travail, instituée par décision ministérielle du 28 janvier 1850, pour l'élaboration du règlement d'administration publique prévu par le décret-loi du 9 septembre 1848 (1).

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1850

PRÉSIDENTE DE M. MIMEREL.

Ont été nommés membres de la Commission :

M. MIMEREL, *président* ;

MM. ROUX-CARBONNEL, BOUTAREL, BARBET, FÉRAY, SEYDOUX, OGÉREAU, *membres* ;

M. AUDIGANNE, chef du bureau de l'industrie, *secrétaire*.

Ont été présents à la première séance :

MM. Mimerel, *président* ; Roux-Carbonnel, Boutarel, Barbet, Seydoux, *membres*, Audiganne, *secrétaire*.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. le Président rappelle à la Commission l'objet pour lequel elle a été formée. Sur son invitation, le secrétaire donne lecture des termes mêmes de la décision du Ministre, de laquelle il résulte que la Commission est chargée de préparer le règlement d'administration publique, prescrit par l'article 2 du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines.

Il est alors expliqué que le Gouvernement avait appelé les conseils de prud'hommes, les chambres consultatives des arts et manufactures et les chambres de commerce à émettre leur avis sur les exceptions qu'il serait nécessaire d'apporter à la limitation générale du travail à douze heures. Les réponses de ces chambres et conseils sont presque toutes parvenues au Département de l'agriculture et du commerce qui les communique à la Commission et les soumet à son examen.

M. le Président propose qu'on entende, avant tout, la lecture d'une analyse de ces divers documents préparée par les soins de l'Administration.

Le secrétaire donne lecture de cette analyse (2).

(1) NOTE SUR LES PROCÈS-VERBAUX DE LA COMMISSION DE LA DURÉE DU TRAVAIL. — On croit devoir faire remarquer qu'on ne trouvera pas toujours explicitement exprimés, dans les procès-verbaux de la Commission, les motifs sur lesquels l'exception est fondée. Il n'est pas difficile de s'expliquer cette circonstance. La Commission était composée d'hommes spéciaux qui étaient au courant des nécessités industrielles dans la plupart des fabrications. Lorsqu'une exception ne soulevait aucune difficulté et était immédiatement reconnue indispensable, la Commission ne se livrait pas à une discussion inutile, et la demande faite était purement et simplement admise.

Il faut ajouter que les procès-verbaux se rectifient quelquefois les uns par les autres. Il y a eu des décisions adoptées qui ont été modifiées dans une séance postérieure. La Commission avait entendu, dès le principe, qu'elle procéderait à cette revision. Le projet de décret reproduit dans leur forme primitive les dispositions admises.

(2) ANALYSE. — Le décret du 9 septembre 1848 a limité à douze heures la durée du travail effectif dans les manufactures et usines ; mais prévoyant certains cas qui pourraient justifier une prolongation momentanée au delà de cette limite, le même acte a confié au Gouvernement le soin de déterminer par un règlement d'administration publique les exceptions dont la nécessité serait reconnue. Les chambres consultatives d'arts et manufactures, les chambres de commerce et les conseils de prud'hommes ont été appelés à faire connaître les exigences industrielles de leurs ressorts et les mesures propres à les concilier avec le vœu de la loi.

Retardée par la nécessité de réorganiser préalablement les chambres et conseils précités, cette enquête

La Commission décide ensuite qu'elle se réunira le lendemain et les deux jours suivants à 10 heures précises du matin.

La séance est levée à 3 heures.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

La séance est ouverte à 10 heures.

Étaient présents : MM. Mimerel, *président*; Barbet, Seydoux, Boutarel, Roux-Carbonnel, *membres*; Audiganne, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Président invite ensuite le secrétaire à lire la première question soumise aux

toucher aujourd'hui à son terme; les avis qui manquent encore ne paraissent pas devoir en modifier sensiblement le résultat. Voici le résumé des documents recueillis :

Plusieurs chambres et conseils se sont déclarés incompétents parce que les habitudes de l'industrie locale rendaient le décret sans objet dans leur ressort.

Les autres chambres et conseils se sont divisés en deux camps. La grande majorité a donné son assentiment au principe de limitation inscrit dans la loi. « La fixation du travail effectif à douze heures, dit la Chambre de commerce d'Amiens, est une mesure heureuse et profitable non seulement pour les ouvriers, mais encore pour les industriels. Si d'un côté elle protège l'ouvrier dont un travail trop prolongé ruinerait la santé, elle contribuera en même temps à rendre moins fréquentes les crises qu'occasionnait depuis quelques années à l'industrie une production hors de toute proportion avec l'écoulement des objets fabriqués. » En se plaçant à ces mêmes points de vue, les organes de l'industrie du Nord, de la Seine-Inférieure et du Haut-Rhin ont demandé l'entière et uniforme exécution du décret. « L'inexécution de cet acte par quelques-uns, dit la Chambre consultative de Bolbec, est un privilège contre les intérêts de tous ceux qui l'exécutent loyalement. »

Une minorité, principalement composée de chambres de commerce, s'est déclarée pour le rétablissement de la liberté absolue de prolonger indéfiniment le travail. Mais, il faut le dire, quelques-unes de ces chambres se sont méprises sur l'objet dont il s'agissait. Elles ont cru que c'était encore le décret du 2 mars 1848 qui se trouvait en cause; aussi combattent-elles des dispositions abrogées par le décret du 9 septembre. D'autres, telles que la Chambre de commerce de Clermont-Ferrand, ont pensé que ce dernier acte atteignait les travaux agricoles qui sont complètement en dehors de ces dispositions.

Diverses questions avaient été posées aux chambres et conseils; nous allons les reprendre une à une.

La première était celle-ci : « Quelles sont les industries pour lesquelles il est nécessaire de prévoir le cas d'une prolongation de travail? »

Quelques avis, s'écartant de la pensée du décret, tendent à admettre pour toutes les industries sans distinction la faculté de prolonger la durée du travail toutes les fois qu'elles en éprouveraient le besoin. La plupart des chambres et conseils ne voudraient autoriser que des exceptions motivées. Chaque corps mentionne les industries de son ressort qui auraient besoin d'y recourir.

On réclame d'abord une exception : 1^o pour les opérations industrielles qui ne peuvent interrompre avant l'entier achèvement du travail; 2^o pour les industries qui, dépendant du vent ou d'un certain état de la température et qui doivent utiliser une force indépendante tant qu'elle est favorable; 3^o pour celles qui consistent à manipuler des récoltes sujettes à s'altérer.

Ces diverses classes comprendraient, d'après les documents recueillis, les travaux suivants :

Blanchiment des tissus. — Brassage et cuisson de la bière. — Cuisson des briques au four. — Cuisson de la faïence, de la porcelaine, des poteries et des pipes. — Distillerie. — Fabrication des huiles. — Fabrication des pâtes alimentaires. — Fabrication des produits chimiques. — Fabrication du savon. — Fabrication du sucre. — Fabrication des toiles cirées. — Féculerie. — Filatures de cocons. — Fonderies. — Forges. — Fours à chaux et à plâtre. — Laminage. — Moulins à vent. — Raffineries. — Salines. — Travail de la fabrication des vins. — Verreries.

A cette catégorie se rattacheraient :

1^o Les fondeurs de drap;

2^o Les conducteurs de fourneaux, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver;

3^o Le travail des usines à gaz.

Les avis sont unanimes pour affranchir de toute entrave les travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine. Dans ce cas, les mécaniciens, serruriers, chaudronniers, charpentiers ou maçons chargés des réparations, peuvent avoir à prolonger leurs travaux plus ou moins avant dans la nuit.

On s'est également préoccupé des chauffeurs attachés aux machines à vapeur, ainsi que des ouvriers employés à l'entretien des moteurs en général. Leur service commence nécessairement avant l'arrivée des ouvriers et se prolonge quelque temps après la fermeture des ateliers. Il n'a été proposé aucun moyen de compenser ou d'atténuer l'excès du travail dans les deux catégories d'exceptions qui précèdent.

Indépendamment des nécessités industrielles dont il vient d'être rendu compte, diverses branches de travail ont été indiquées comme devant être affranchies, au moins temporairement, de la limite légale, à cause de leurs intermittences de chômage et d'activité.

Toutes les industries composant ce qu'on appelle ordinairement l'industrie parisienne sont de ce nombre. Peut-être est-ce à tort que plusieurs de ces industries ont été regardées comme assujetties au décret de septembre.

La prescription de cet acte, restreinte (art. 1^{er}) aux manufactures et usines, ne paraît pas devoir

chambres et conseils et dont la commission doit s'occuper. Cette question est ainsi conçue : quelles sont les industries pour lesquelles il y aurait lieu de faire une exception perpétuelle à la règle générale du travail à douze heures dans les manufactures et usines ?

M. le Président pense, qu'avant toute énumération, il convient de s'entendre sur la

atteindre, par exemple, la reliure, la petite ébénisterie, la tabletterie, la bimbeloterie, la layeterie, la librairie en faveur desquelles les prud'hommes ont réclamé une exception pour certaines époques de l'année.

L'imprimerie typographique et l'imprimerie lithographique ont été citées également comme ne pouvant pas s'astreindre à la limite légale.

D'autres branches d'industries passent, a-t-on dit, par des périodes d'inaction et d'extrême activité. Placées dans la dépendance d'autres industries, elles ne sont pas maîtresses de leurs mouvements. Elles ont donc besoin de pouvoir travailler davantage selon les saisons et les occasions de vente. On cite : l'apprêt et le pliage des tissus ; la teinture des tissus, mais restreinte au travail des chaudières ; le pressage et le décatissage des draps ; le séchage des tissus.

« Les apprêteurs et les teinturiers, disent les prud'hommes de Nîmes, condamnés quelquefois une partie du jour à l'inaction, sont forcés de fonctionner une partie de la nuit pour faire livraison à l'heure fixée. Le caprice de la demande ne leur permettra peut-être jamais de les asservir à un travail régulier. » Au moins faudrait-il, ajoute-t-on, introduire dans la branche d'industrie à laquelle ces travaux se rattachent de profondes modifications qui seraient éminemment préjudiciables aux fabricants.

L'attention a été appelée en outre sur l'intermittence à laquelle est soumis le travail des usines à moteur hydraulique, telles que les papeteries, scieries, laminoirs, moulins à farine, moulins à huile, filatures, etc. Les hautes ou les basses eaux occasionnent des chômages qui se compensent ensuite par un surcroît d'activité.

Toutefois, la nécessité d'une partie des exceptions énumérées ci-dessus est contestée dans d'autres avis, notamment dans ceux qui émanent des chambres consultatives et des conseils de prud'hommes du département du Nord. Rappelant les faits qui ont amené le décret du 9 septembre 1848 et la nécessité d'en prévenir le retour, ces avis expriment la crainte que trop de facilité dans le choix des exceptions n'annule le vœu de la loi. « Après un mûr examen, dit la Chambre consultative de Roubaix, nous n'avons pas cru qu'il fallût admettre à la prolongation du travail les usines pour la teinturerie et l'apprêt des marchandises. Avec des machines supplémentaires, on peut aborder un travail accidentellement plus considérable. »

Le Conseil de prud'hommes de Saint-Chamond a proposé de créer une exception pour la fabrique des lacs et le moulinage de la soie. Mais les prud'hommes de Nîmes, appelés à s'occuper de la même question relativement à leur propre ressort, ont fait observer que les fabricants dont il s'agit ne présentaient aucune raison valable tirée des nécessités particulières de leurs industries ; d'où les prud'hommes concluent à ce que le décret soit purement et simplement appliqué à ces branches de fabrication.

Il a été proposé en outre d'attacher aux exceptions certaines restrictions hygiéniques. La Chambre consultative de Cambrai émet le vœu qu'il ne soit accordé d'autorisations de prolonger le travail au delà de douze heures que dans les établissements industriels « qui n'ont rien d'insalubre et qui peuvent en tout temps être aérés convenablement, de telle sorte que le séjour prolongé des ouvriers dans l'atelier ne puisse porter atteinte à leur santé ». La même chambre demande que toute exception soit interdite à toute industrie trop fatigante.

Par ce dernier motif, les prud'hommes de Thann émettent l'avis que le tissage à bras et le parage mécanique ne devraient jamais être prolongés au delà de douze heures. Les mêmes prud'hommes demandent en outre que le travail ne puisse être aucunement prolongé dans tout atelier de filature ou de tissage qui n'aurait point de rez-de-chaussée planchéié et des courants d'air libre sous les planchers.

II. — Comme complément de la première question ci-dessus relatée, les chambres et conseils étaient appelés à faire connaître s'il était nécessaire, dans certains cas, de prévoir telles ou telles circonstances d'où l'autorisation devait dépendre.

La réponse a dû souvent se confondre avec celle faite à la première question et elle a toujours pour objet de la compléter. Ainsi on ne fait que prévoir un cas de prolongation quand on allègue la nécessité de chauffer les machines à vapeur avant l'arrivée des ouvriers, de prendre, après le travail, toutes les mesures nécessaires de conservation et de sûreté, enfin de donner aux moteurs les soins d'entretien qu'ils réclament en dehors des douze heures réglementaires.

Viennent ensuite les chômages forcés, soit parce que le moteur ou l'outillage d'une usine a éprouvé un accident, soit parce qu'un bâtiment s'est dégradé ou menace ruine, soit parce que les eaux qui donnent le mouvement à une usine se trouvent trop hautes ou trop basses. Mais ici on réclame deux espèces de prolongations : d'abord les ouvriers appelés à faire les réparations nécessaires dépasseraient plus ou moins le terme de leur journée ordinaire ; en second lieu, le chef de l'établissement devrait pouvoir rattraper le temps perdu au moyen d'heures supplémentaires.

Les autres circonstances prévues dans les avis, et dont quelques-unes ont été déjà mentionnées dans la première question, sont :

1° L'impossibilité d'achever dans le délai de douze heures la fabrication de certains produits et de l'interrompre à l'expiration de ce délai, sans dénaturer les produits ou sans entraîner des modifications ruineuses dans l'économie de la fabrication ;

2° La nécessité de mettre immédiatement en œuvre des matières premières dont un retard entraînerait la perte ;

3° Le cas de maladie ou d'empêchement subit qui arriverait à un ouvrier compris dans un relai ; il faudrait anticiper sur l'heure à laquelle son remplaçant devait lui succéder et prolonger d'autant la période assignée à ce dernier.

On a fait valoir aussi cette circonstance que des commandes pressées pouvaient nécessiter une prolongation de travail ; mais plusieurs chambres et conseils ont considéré une telle cause comme éminemment propre à favoriser les abus. « L'industrie, dit la Chambre de commerce de Lille, est aujourd'hui établie

signification de ces mots « usines et manufactures ». La distinction, faite à un point de vue tout fiscal, par l'Administration des contributions directes, n'a jamais été établie sur des bases nettement déterminées; faudrait-il considérer comme manufactures toutes les industries du tissage et toutes celles qui s'y rattachent, et comme usines tous les établissements à feu continu et tous ceux où se travaillent les produits de

en France sur des bases assez larges pour que des commandes importantes soient exécutées dans un espace de temps relativement assez court. Ce sera le plus souvent une question de prix de façon et la célérité s'obtiendra facilement par une légère augmentation de la main-d'œuvre, augmentation qui sera elle-même compensée par le plus haut prix que le manufacturier obtiendra de son travail.

D'autres chambres et conseils ont fait observer qu'en général les fabricants pouvaient se maintenir dans la limite légale en augmentant le nombre de leurs ouvriers, et qu'il en résultait l'avantage de diminuer le nombre des bras inoccupés. Dans cette opinion, les commandes ne devraient être admises parmi les motifs de prolongation qu'autant qu'il aurait été constaté que l'état des lieux ou des machines ou de l'outillage ne permet pas d'augmenter le personnel, ou qu'il est impossible de se procurer de l'aide au dehors, ou qu'il ne se trouve pas au moment voulu un nombre suffisant d'ouvriers spéciaux. Mais la plupart des chambres et conseils ont compris que les règlements d'administration publique ne pouvaient pas entrer dans toutes ces questions de détail.

III. — Fixera-t-on un maximum pour la durée du travail supplémentaire? La difficulté serait ici dans la différence des âges, du sexe, de la fatigue imposée par le genre de travail, des inconvénients qui y sont attachés.

Plusieurs avis considérant comme impossible de trouver un maximum qui convienne également dans tous les cas de prolongation, proposent de confier à l'autorité locale le soin d'apprécier les nécessités éventuelles et d'assigner à chaque prolongation qu'elle serait appelée à autoriser la durée nécessaire.

Partant du même principe, d'autres avis trouveraient plus avantageux de laisser les patrons et les ouvriers libres de fixer, d'un commun accord, la durée des travaux supplémentaires moyennant une augmentation de salaire.

Une troisième opinion consisterait à proportionner la prolongation en cas de chômage à l'interruption subie. On ajouterait un certain nombre d'heures de travail à chacune des journées suivantes, jusqu'à ce que la perte fût réparée. Les chambres et conseils qui ont émis cet avis proposent pour maximum de prolongation, les uns une heure, les autres deux, les autres trois. Mais ce serait, d'après les observations présentées par d'autres organes de l'industrie, ouvrir une voie trop facile aux abus que le décret du 9 septembre 1848 a voulu réprimer. « Il ne faudrait pas aller, dit la Chambre de commerce de Lille, jusqu'à poser en règle que tout le temps qui a été perdu devra être nécessairement récupéré, une telle règle, qui ne présente aucun inconvénient lorsqu'il s'agit d'une interruption de courte durée, comme celle qui résulte d'un bris de matériel ou de machine, aurait des dangers si le cas de force majeure avait un caractère de persistance, comme cela a lieu dans les usines mues par l'eau, lorsque l'alimentation devient insuffisante. Une interruption de cette nature pourrait servir de prétexte à une prolongation de travail qui se perpétuerait pendant toute une saison. » La même chambre fait observer plus loin que si l'on n'usait à ce sujet d'une grande réserve, « un chômage pourrait être volontairement prolongé en présence d'une morte-saison pour motiver une prolongation plus continue à la reprise des travaux ».

Ces appréhensions ont été partagées par d'autres chambres et conseils qui proposent de limiter le nombre des heures supplémentaires. Voici ces propositions qui sont fort diverses :

Une heure pendant un mois (filature, tissage mécanique et impression sur étoffes) ;

Deux heures pendant quinze jours ;

Trois heures pendant huit jours.

Les prud'hommes de Laval et de Sainte-Marie-aux-Mines admettraient le maximum de deux heures pendant un mois. D'autres avis le porteraient à trois heures pendant la même période, et le Conseil de prud'hommes de Paris, pour les métaux, va jusqu'à trois heures pendant trois mois.

La Chambre consultative de Nevers adopterait le maximum de trois heures, mais sans dépasser quatre jours par semaine, si la prolongation était autorisée pour plus d'un mois, et en séparant les trois heures supplémentaires de la journée ordinaire par un repos d'une demi-heure.

Enfin la Chambre consultative de Montbéliard voudrait qu'on tint compte de la différence des saisons dans la fixation de la durée du travail quotidien; elle fait observer qu'il est fort difficile en hiver d'obtenir les douze heures de travail effectif sans contraindre l'ouvrier à sortir de chez lui longtemps avant le jour, ou le retenir dans les ateliers jusqu'à une heure très avancée de la soirée. La même chambre ajoute que l'homme est plus disposé au travail dans la belle saison que dans la mauvaise, et qu'on peut, dans la première, exiger beaucoup plus de lui sans nuire à sa santé. En conséquence, la Chambre de Montbéliard serait d'avis d'autoriser les chefs d'établissements à restreindre la journée de travail à dix heures et demie en hiver, et à la porter à treize heures et demie en été.

IV. — A quelle formalité faudrait-il assujettir les demandes?

Dans l'opinion de quelques chambres, il suffirait d'exiger des chefs d'établissement de simples déclarations moyennant lesquelles ils pourraient ensuite augmenter à leurs risques et périls la durée du travail effectif. Mais la grande majorité des chambres et conseils entendent que le vœu du fabricant soit formulé, avec les motifs à l'appui, dans une demande adressée par écrit à l'autorité chargée d'en connaître. Seulement le choix de cette autorité et la détermination de ses attributions donnent lieu à diverses propositions.

Un certain nombre d'avis tendent à confier au maire un pouvoir absolu pour apprécier les demandes et accorder ou refuser les autorisations.

D'autres chambres et conseils craignent que les demandes de prolongations ne soient pas toujours examinées par l'autorité locale avec la réserve nécessaire pour empêcher les abus. Cette appréhension fait considérer comme indispensable de soumettre la décision du maire à une sorte de contrôle des représentants de l'industrie locale. Ainsi l'on propose de n'autoriser ce fonctionnaire à statuer qu'après avoir pris

l'agriculture? Prendrait-on pour base de cette double définition et d'application du décret la présence d'une machine à vapeur, le nombre des ouvriers et la patente?

Un membre (M. Barbet) croit qu'en se basant sur la présence d'un appareil mécanique on restreindrait trop la sphère de la loi. Bien que les machines s'introduisent de plus en plus dans l'industrie et figurent aujourd'hui dans la plupart des établis-

l'avis, soit du conseil de prud'hommes, soit du président de ce conseil, soit d'un membre délégué *ad hoc*, soit de la chambre consultative d'arts et manufactures.

Les prud'hommes d'Orléans se borneraient à exiger que la demande d'autorisation fût signée par un tiers ou au moins des ouvriers qui prendraient part à la prolongation de travail.

D'autres avis, considérant les conseils de prud'hommes comme éminemment propres à apprécier les nécessités invoquées à l'appui des demandes, proposent de s'en remettre entièrement à ces conseils du soin de remplir le vœu de la loi.

A défaut de conseil de prud'hommes la chambre consultative de Sainte-Marie serait d'avis de conférer l'attribution dont il s'agit à une commission composée de patrons et d'ouvriers en nombre égal, sous la présidence du juge de paix. Les prud'hommes de Saint-Quentin proposent pour le même objet d'instituer une commission qui serait chargée, non seulement de statuer sur les demandes de prolongation, mais encore d'assurer par une surveillance spéciale l'exécution du décret et du règlement d'administration publique. Cette commission se composerait du sous-préfet de l'arrondissement, de quatre membres de la chambre consultative, et de quatre membres du conseil de prud'hommes, dont deux patrons et deux ouvriers.

Les chambres consultatives de Charleville et de Lisieux n'accorderaient au maire que le pouvoir de recevoir les demandes et d'émettre une opinion, sauf à transmettre l'offre au sous-préfet de l'arrondissement qui statuerait.

D'après d'autres avis, le maire n'autoriserait que les prolongations qui n'excéderaient pas une certaine période; les uns fixent cette période à trois jours, d'autres à huit, d'autres à quinze, d'autres enfin à un mois. Lorsque cette limite serait dépassée dans les demandes, ce serait au sous-préfet qu'il appartiendrait de statuer. « L'intervention des maires, dit la Chambre de commerce de Lille, présenterait des dangers surtout dans les localités peu importantes où il n'existe quelquefois qu'un seul établissement industriel. Il est évident que dans ce cas les maires n'apercevant pas les inconvénients d'une prolongation de travail dans laquelle ils pourraient voir au contraire une sorte de privilège pour leur commune, seraient portés à une trop grande facilité; il est donc convenable que l'autorité qui devra statuer, soit placée à un point de vue plus général. »

La chambre consultative de Roubaix serait d'avis: 1° de conférer à l'autorité locale le droit d'autoriser les prolongations demandées pour un seul jour; 2° de charger également cette autorité de délivrer les autorisations, mais après avoir pris l'avis des prud'hommes ou de la chambre consultative, lorsque les prolongations devraient s'étendre de deux à huit jours, et 3° de réserver au sous-préfet le soin de statuer lorsque ce dernier terme serait dépassé dans la demande de prolongation.

La chambre consultative de Nevers et les prud'hommes de Saint-Etienne, prenant en considération les nécessités industrielles, entendent que les chefs d'établissement pourraient toujours commencer, à leurs risques et périls, à dépasser le maximum de douze heures sans attendre la réponse de l'autorité à leur demande.

La chambre consultative de Nevers garantirait au chef d'établissement un recours auprès du préfet contre un refus du maire et un recours auprès du Ministre contre un refus du préfet.

Enfin il a été proposé d'exempter de toute formalité :

1° Les cas d'urgence qui n'entraîneraient de prolongation que pendant un seul jour par trimestre;

2° Les cas d'accidents qui arriveraient au moteur ou à l'outillage, ainsi que les cas d'indisposition subite d'un ouvrier difficile à remplacer, pourvu qu'il n'en résultât point une prolongation de travail pendant plus de six jours;

3° Les prolongations de huit jours au plus;

4° Les cas de force majeure, quelle que fût la durée de la prolongation.

V. — Y aurait-il des mesures particulières à adopter pour assurer l'exécution de la loi?

Plusieurs mesures ont été proposées par les Chambres et conseils en vue de faciliter la surveillance et d'assurer l'exécution du décret et du règlement d'administration publique. Ces propositions consistent :

1° A exiger l'adhésion formelle des ouvriers qui seraient appelés à dépasser le maximum de douze heures;

2° A exiger que tout chef d'établissement fit afficher, dans ses ateliers, le décret du 9 septembre 1848, le règlement d'administration publique à intervenir, ainsi qu'un libellé des conventions qui auraient été arrêtées entre lui et ses ouvriers relativement aux prolongations de travail et aux augmentations de salaire qui pourraient en résulter;

3° A augmenter dans des proportions déterminées le salaire des ouvriers pour chaque heure de travail supplémentaire;

4° A exiger des patrons la production de leurs registres de paye, afin de vérifier le nombre des heures de travail;

5° A exiger des patrons de chaque localité la déclaration des heures où les travaux commencent et finissent communément dans leurs ateliers;

6° A créer un signal commun, tel que le son d'une grosse cloche, pour annoncer dans tout un centre de fabrication le commencement et la fin de la journée de travail;

7° A charger les prud'hommes d'inspecter les ateliers au point de vue des lois sur la durée du travail et de constater les contraventions;

8° A créer des commissions spéciales qui siègeraient aux chefs-lieux d'arrondissement et auraient sous leurs ordres des agents chargés de surveiller les ateliers et de faire des rapports. « Si l'autorité locale, dit la Chambre de Roubaix, est seule appelée à la surveillance et à la répression, il est à craindre que là où l'industrie s'exerce isolément, l'influence des chefs ne paralyse l'action du pouvoir. » Les prud'hommes

sements, il y en a encore plusieurs qui n'en utilisent pas le concours, tout en rentrant cependant dans la classification du décret. Après une discussion sur ce point, la commission décide que la présence d'une machine à vapeur ne sera pas mentionnée dans la définition.

Un membre croit qu'il y a lieu de prendre pour premier point de départ le nombre des ouvriers.

M. le Président pose alors la question de savoir à quel chiffre on s'arrêtera : exigera-t-on la présence de 10, 20 ou 30 personnes? Mais il croit devoir rappeler, à ce propos, que d'après les intentions du décret nettement exprimées dans la discussion à l'assemblée constituante, les manufactures ou usines sont seules soumises aux dispositions de cet acte. Le mot « atelier » a été expressément repoussé (1). Les ateliers proprement dits doivent donc demeurer en dehors des propositions de la commission.

La discussion s'étant établie sur le nombre des ouvriers, un membre fait observer

de Laval et la Chambre consultative de Saint-Dié désirent également la création d'une inspection spéciale. « L'autorité municipale, dit cette dernière chambre, aurait paru la plus apte à exercer cette surveillance; mais dans beaucoup de localités les maires sont eux-mêmes des industriels. »

VI. — A propos de la durée du travail, quelques chambres et conseils ont examiné deux autres questions qui s'y rattachent : 1^{re} l'interruption du travail les jours de fêtes et dimanches; 2^{re} le travail de nuit.

En ce qui concerne les dimanches et fêtes, la majorité des chambres a considéré comme une mesure éminemment utile d'assurer à l'ouvrier un jour de repos par semaine, non seulement dans l'intérêt de sa santé, ainsi qu'en vue de lui permettre de remplir ses devoirs religieux, mais encore pour faire cesser l'habitude du lundi et ses funestes conséquences. Toutefois les chambres et conseils qui se sont ralliés à cette opinion se prononcent en même temps pour une loi nouvelle et mieux appropriée à la situation que celle du 18 novembre 1814. « Le but, dit la Chambre de commerce de Lille, ne pourrait être atteint par le maintien pur et simple de la loi de 1814 promulguée sous l'empire d'un principe politique qui a cessé d'être inscrit dans la constitution. Cette loi d'ailleurs ne prohibait que le travail extérieur, et c'est un tout autre résultat qu'il s'agit de produire aujourd'hui. »

On demande également que l'interdiction dont il s'agit ne soit pas tellement absolue qu'elle puisse entraver l'industrie dans certaines opérations indispensables, telles que les travaux de réparation, en cas d'accidents arrivés aux machines ou à l'outillage, le nettoyage des ateliers et des machines, certaines préparations nécessaires pour le travail du lundi, ainsi que certaines opérations énoncées ci-dessus relativement aux exceptions et qui ne souffrent point d'interruption.

Entre cette majorité d'opinions et la minorité qui s'est prononcée pour la liberté du travail en tout temps, les conseils de prud'hommes de Sedan, Paris et autres, ont proposé un système mixte qui consisterait à réduire d'un certain nombre d'heures la journée de travail du dimanche.

La Chambre consultative de Nevers et la Chambre de commerce de Paris sont d'avis d'ajourner la question; elles ne pensent pas, d'après la situation des esprits, que le moment soit encore venu de rien prescrire à ce sujet.

En ce qui concerne le travail de nuit, on se borne à rappeler les inconvénients de cet usage au point de vue de l'industrie et de la morale, et on demande, que sauf dans des cas tout à fait exceptionnels et pour des industries spéciales, ce travail soit absolument interdit.

RESUME. — Aucune des questions soulevées ne se trouve péremptoirement résolue. Chaque point a donné lieu à des avis différents qui ont besoin d'être soigneusement comparés par des hommes spéciaux afin d'en tirer une solution. Sans limiter cette étude, c'est sur les points suivants que l'attention paraîtrait devoir se porter le plus utilement :

1^{re} Quelles sont, parmi les industries auxquelles s'applique le décret du 9 septembre, celles qui ne pourraient pas, par la nature même de leurs opérations, se conformer rigoureusement au maximum de douze heures de travail effectif?

2^{re} Quelles sont les causes qui pourraient justifier, dans les autres industries soumises au décret, une prolongation temporaire de travail effectif?

3^{re} De combien d'heures par jour et pendant combien de jours le maximum de douze heures pourrait-il être dépassé, en cas de nécessité, sans inconvénient pour les ouvriers?

4^{re} A quelles formalités conviendrait-il de soumettre les prolongations, de manière à concilier les nécessités industrielles avec l'exécution de la loi?

5^{re} Convient-il de créer une surveillance spéciale pour assurer l'exécution de la loi ou de s'en tenir aux moyens ordinaires de répression?

6^{re} Y a-t-il lieu de prescrire légalement l'observation des dimanches et fêtes? En cas d'affirmative, l'interdiction ne serait-elle pas susceptible d'exceptions motivées par des nécessités industrielles? Quelles seraient ces exceptions?

Les industries que ces questions intéressent particulièrement pourraient être rangées en six grandes classes correspondant chacune à un ordre de connaissances spéciales. Ce seraient :

1^{re} Les usines à feu continu, telles que les forges, fonderies, verreries, arts céramiques, fours à chaux et à plâtre;

2^{re} L'industrie de la soie;

3^{re} L'industrie du coton;

4^{re} L'industrie du lin et du chanvre;

5^{re} L'industrie de la laine;

6^{re} Les produits chimiques et les industries diverses.

(1) Voir le compte rendu de la séance du 9 septembre 1848 (*Bulletin de l'Inspection du travail*, 1900, pages 509-512.)

qu'il faut se pénétrer ici de l'esprit de la loi. Elle a voulu empêcher l'abus des forces de l'homme; si on a restreint son action à des limites précises, c'est qu'on a dû se préoccuper de la pensée de ne pas comprimer, dans ses mouvements nécessaires, telle ou telle fabrication. Mais il est incontestable, au moins il le croit, que la limitation ne porte pas préjudice à l'industrie et que le travail exagéré au lieu d'avoir pour elle des avantages a plutôt des inconvénients; on doit tendre à faire rentrer le plus grand nombre d'établissements dans le domaine de la mesure. C'est dans cette pensée qu'il verrait un avantage à ranger sous l'application du décret, tout établissement où 10 ouvriers sont réunis dans un même lieu sous un chef payant patente.

L'obligation de la patente est d'abord admise à l'unanimité par la commission.

Un membre demande si les enfants seront compris dans le nombre des ouvriers? Après quelques explications sur ce point, on convient de ne pas faire de distinction à ce sujet et on adopte la rédaction suivante proposée par M. le Président :

« Tout entrepreneur d'industrie payant patente et réunissant dans son établissement 10 ouvriers devrait être soumis au décret. »

Il est immédiatement expliqué que les travaux à l'aiguille de tout genre ne doivent pas rentrer dans la définition ci-dessus qui reste naturellement dans les termes posés par l'Assemblée constituante. Dans tous les cas, ces travaux devront être exceptés du décret. Ils ont presque toujours un caractère domestique qu'ils conservent même dans les ateliers.

Ces définitions préliminaires une fois établies, on revient sur la première question ci-dessus reproduite et relative aux industries auxquelles il serait nécessaire d'accorder une exception perpétuelle.

Sur la demande d'un membre qui a présidé, dans le département de la Seine-Inférieure, une commission chargée d'examiner les réponses faites par les chambres et conseils des départements aux diverses questions relatives à la durée du travail, le secrétaire fait observer qu'une analyse des travaux de cette commission a été préparée par l'Administration du commerce et il donne lecture de cette analyse.

Comme les propositions particulières de la commission de la Seine-Inférieure se trouvent d'ailleurs comprises dans le relevé général des diverses demandes formulées dans l'enquête prescrite par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, la commission décide qu'elle examinera, une à une, les propositions produites dans cette enquête, afin d'émettre son avis sur chaque industrie séparément.

Le secrétaire donne lecture du relevé dont il s'agit et qui s'applique à des exceptions perpétuelles.

La commission reconnaît successivement qu'il y a lieu à exception pour :

Le brassage et la cuisson de la bière;

La cuisson des briques;

La cuisson de la faïence, de la porcelaine, de la poterie et des pipes (la décision relative à la cuisson de la faïence, de la porcelaine, de la poterie et des pipes a été prise par la commission, après avoir entendu M. Ebelmen, directeur de la fabrique de Sèvres, qu'une circonstance fortuite avait amené dans la salle où se tient la réunion. C'est encore par suite de l'opinion exprimée par M. Ebelmen, que les industries dont il s'agit dans ce paragraphe n'ont pas été comprises au nombre de celles qui sont énumérées plus loin et qui sont affranchies de l'obligation d'organiser des relais; il a été reconnu, en effet, que si cette organisation pouvait dans quelques cas causer des embarras, elle était du moins toujours praticable);

Les verreries;

Les distilleries;

Les fonderies de métaux;

Les forges et hauts fourneaux;

Les fours à chaux et à plâtre;

Les moulins à vent et la mouture de la farine par procédés quelconques;

Le travail des fondeurs de drap;

Celui des conducteurs de fourneaux, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver, ainsi que le travail des chaudières pour le blanchiment des étoffes;

Le travail des usines à gaz;

Les imprimeries typographiques et lithographiques ;

L'éducation des vers à soie (1) ;

Les travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine ;

Le travail des chauffeurs attachés à une machine à vapeur et celui de tous les ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers ; de même, dans les teintureries il sera accordé une heure pour laver et étendre les étoffes, mais seulement après la fin du travail ;

Le séchage des tissus jouira aussi de l'exception, mais seulement pour un homme par établissement.

La commission décide ensuite, sur un second appel des industries précitées, que toutes ne pourront jouir de l'exception qu'à la condition d'établir des relais, sauf celles qui suivent, qui ne seront pas astreintes à cette obligation :

Les moulins à vent et la mouture de la farine par procédés quelconques ;

Les conducteurs de fourneaux, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver ;

Les imprimeries typographiques et lithographiques.

La même exception s'applique naturellement aux travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ainsi qu'au travail des chauffeurs attachés aux machines à vapeur et à celui des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers. Il en est encore de même de l'heure supplémentaire accordée, dans les teintureries, pour laver et étendre les étoffes.

La commission refuse l'exception aux industries suivantes pour lesquelles elle avait été demandée :

Les filatures de cocons ;

Le laminage ;

L'apprêt et le pliage des tissus ;

La teinture des tissus, même restreinte au travail des chaudières ;

Le pressage et le décatissage des draps ;

Les diverses industries parisiennes, la reliure, la petite ébénisterie, la tabletterie, la bimbeloterie, la layetterie, la librairie, même en restreignant la faculté à certaines époques de l'année seulement. En ce qui concerne ces dernières industries, la décision de la commission a été basée sur les motifs suivants, énoncés par plusieurs de ses membres. On a trop souvent la funeste habitude d'attendre au dernier moment pour faire les commandes ; il y a les plus grands avantages à réagir contre cette habitude et à la changer. On s'accoutumera bien vite à commander un peu plus tôt ; de cette façon, l'ouvrage durera plus longtemps et la morte-saison sera abrégée ; comme il ne s'agit pas d'industrie de mode, rien n'est plus facile que d'agir en ce sens.

Un membre ajoute, à l'appui de la même opinion, que sa propre expérience lui a fait reconnaître que le travail excessif d'un moment de presse ne profitait presque jamais aux familles ouvrières ; les ouvriers ne demandaient pas mieux que de faire des heures supplémentaires, mais ils en dépensaient le produit immédiatement au lieu de le mettre en réserve pour se préparer une ressource dans les moments de chômage.

La commission refuse encore l'autorisation au travail des usines à moteur hydraulique qui auraient pu chômer par suite de hautes ou basses eaux, telles que les papeteries, scieries, laminoirs, moulins à huiles, filatures, etc. ; elle croit que ce serait ouvrir une porte trop large aux exceptions et aller contre la pensée du décret qui a voulu prévenir l'abus des forces de l'homme.

La décision est réservée en ce qui concerne certaines industries sur lesquelles la commission croit avoir besoin de s'entourer de quelques renseignements particuliers ; ces industries sont :

La fabrication des huiles, des pâtes alimentaires, des produits chimiques, du

(1) Voir le procès-verbal de la séance du 28 février suivant.

savon, du sucre, des toiles cirées; les féculeries, les salines; la commission avait d'abord réservé la question en ce qui touche au travail des vins qui ont à subir une sorte de fabrication, mais après quelques explications elle a jugé que cette réserve n'était pas nécessaire.

Il est convenu que le secrétaire écrira à M. Kolb-Bernard, président de la Chambre de commerce de Lille, pour lui demander son avis personnel en ce qui concerne les huiles, le savon, le sucre, les toiles cirées, les féculeries, les raffineries, les produits chimiques, soit en ce qui concerne l'exception absolue, soit en ce qui concerne les conditions.

Un des membres (Roux-Carbonnel) se charge de prendre des renseignements pour les salines et M. le Président accepte la même mission pour les pâtes alimentaires.

Le secrétaire donne lecture de la seconde question posée dans l'enquête et qui était relative aux causes de prolongation. L'analyse des réponses ayant été également lue à la commission, il est reconnu que ces réponses rentrent dans celles sur lesquelles on venait de délibérer par les décisions ci-dessus relatées.

On renvoie à demain l'examen de la troisième question.

M. le Président pense que bien que M. Ogereau, membre de la commission, ait déjà reçu plusieurs lettres de convocation, il convient que le secrétaire l'informe de nouveau de la prochaine réunion.

La séance est levée à 2 heures.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

La séance est ouverte à 10 heures.

Étaient présents : MM. Mimerel, *président*; Barbet, Seydoux, Roux-Carbonnel, Boutarel, Feray, *membres*; Audiganne, *secrétaire*.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance;

Après une rectification au sujet de l'industrie du blanchiment, dont le nom s'était glissé deux fois dans l'énumération des établissements pour lesquels des exceptions étaient réclamées, le procès-verbal est adopté.

M. le Président informe la Commission qu'il a pris des renseignements auprès de M. le Ministre du commerce sur la nécessité d'une prolongation de travail pour la fabrication des pâtes alimentaires. Il résulte de ces renseignements qu'il n'y a pas de nécessité dans l'industrie dont il s'agit de dépasser le terme légal.

Un membre qui n'assistait pas à la précédente séance présente quelques observations relativement au travail dans les moulins à tan ainsi qu'au séchage des étoffes.

Il est répondu, en ce qui concerne les moulins à tan, que cette industrie n'emploie pas dix hommes par atelier et ne rentre pas, par conséquent, dans la définition que la Commission a cru devoir adopter. En ce qui concerne le séchage sur les cylindres par la vapeur, on fait observer que la Commission a voulu restreindre l'exception dans les limites mêmes qui ont été tracées et que, d'ailleurs, elle ne s'était pas proposé d'entrer dans tous les détails. Après avoir indiqué quelques règles générales, elle laissait à l'Administration le soin de faire les distinctions qui s'y rattachaient.

Après ces explications, celui des membres, qui le premier avait pris la parole, croit devoir insister encore en ce qui concerne les papeteries, où le travail dure partout vingt-quatre heures, sur la nécessité de les comprendre dans les exceptions.

Une discussion s'engage sur la partie du travail des papeteries qui réclame une plus grande latitude dans la durée du travail, et notamment sur le blanchiment des chiffons. La Commission décide qu'il sera écrit à M. Gratiot et à M. Didot pour leur exprimer le désir que la Commission aurait de les entendre dans sa première séance, pour leur demander quelques explications spéciales.

Un membre croit utile de reproduire ici à ce propos la déclaration déjà adoptée et inscrite dans le dernier procès-verbal, que la faculté de dépasser la durée légale

du travail, ne devait être accordée qu'en cas d'impossibilité absolue de se conformer aux intentions de la loi et non en cas de simple difficulté.

M. le Président appuie, de son côté, sur l'importance de cette déclaration, car si on s'arrête devant une simple difficulté, on peut être sûr que la loi sera étudiée. Toute difficulté sera transformée en impossibilité. Il faut que la Commission se place sur un principe. Quelle base adoptera-t-elle, sera-ce la difficulté ou l'impossibilité d'exécution?

Plus les règles sont précises et générales, ajoute un membre, moins il y aura de réclamations; si on ouvre une fois la porte par des facilités exagérées, on doit s'attendre à ce que tout le monde réclamera.

M. le Président fait remarquer qu'après les décisions déjà prises par la Commission, il suffit de consigner au procès-verbal les observations qui viennent d'être faites. Le Ministre les appréciera.

Sur quelques remarques concernant la difficulté qu'éprouveront certaines industries spéciales pour faire commencer le travail à la même heure à tous les ouvriers chargés de travaux de différentes espèces, M. le Président répond que ces distinctions rentreront dans le domaine des règlements de l'autorité municipale.

Celui des membres de la Commission qui s'était chargé de prendre des renseignements sur le travail des salines rend alors compte des informations qu'il a reçues. Le travail des marais salants est essentiellement nuisible à la santé de ceux qui s'y livrent. Une fois le travail commencé, il faut le poursuivre sans interruption et avec la plus grande rapidité dans la crainte que le mauvais temps ne vienne occasionner des pertes plus ou moins considérables; il y a donc impossibilité de limiter la durée du travail malgré les funestes conséquences qui en résultent.

M. le Président propose de reconnaître que le travail des salins se rattachant à l'exploitation du sol constitue un travail agricole qui reste à ce titre en dehors des propositions à faire (1).

La Commission adopte cet avis et décide en ce qui concerne les salins de l'Est, qu'il sera pris des renseignements sur les exigences particulières du sel gemme.

Un membre revenant sur les industries auxquelles il y aurait lieu d'accorder des exceptions croit qu'il convient de faire une distinction entre celles qui ne fabriquent pas des articles de mode et qui peuvent écouler leurs produits en tout temps, et celles au contraire qui ont pour objet ces objets de fantaisie dont la vente doit s'opérer dans un délai très restreint sous peine d'une perte complète: aux premières, il n'y a pas lieu d'accorder le droit de prolonger le travail; aux secondes, au contraire, une prolongation est indispensable.

La distinction dont on parle paraît à M. le Président presque impossible à établir. Si l'on ne peut pas créer des exceptions précises et nettement déterminées, il vaut mieux ne pas en établir.

Un membre croit qu'avant de rien décider sur les restrictions à mettre à la durée du travail dans nos fabriques, il conviendrait de savoir ce qui se passe à ce sujet en Angleterre. Nous sommes tous les jours en concurrence sur les marchés étrangers avec les fabricants anglais; comment soutenir la lutte si les conditions ne sont pas égales. Il y a chez nos voisins, en cas d'accidents, des tolérances pour se relever des pertes éprouvées. Nous ne saurions refuser les mêmes facilités à nos fabricants sans vouloir leur fermer toute issue.

Le secrétaire prévient la Commission qu'en ce moment même un fabricant anglais vient de se présenter au bureau de l'industrie du Ministère pour obtenir quelques informations spéciales et que ce fabricant pourrait être entendu avec intérêt sur la question dont il s'agit.

Cette proposition ayant été accueillie par la Commission, M. Richard Turner, fabricant de combles en fer à Dublin, est introduit dans la salle des séances et donne les renseignements suivants. Il occupe de 100 à 150 ouvriers qui travaillent dix heures et demie par jour. Les chefs d'établissements de sa profession n'ont pas le droit de forcer les ouvriers à travailler un plus long temps, mais le travail peut se prolonger avec le consentement de ces derniers; quand les ouvriers y consentent on travaille

(1) Voir l'arrêt de la Cour de cassation en date du 5 juin 1896 (*Bull.* 1896, p. 273).

aussi longtemps qu'on le veut, sans qu'il soit besoin d'autorisation; seulement les ouvriers sont payés un quart de jour pour deux heures. En ce qui concerne la filature et les ateliers de tissage, M. Turner déclare qu'il ne possède pas des renseignements aussi certains; bien qu'il croie que les choses se passent de la même manière, il s'engage à écrire à Belfast et à Manchester pour obtenir des informations et à les transmettre à l'adresse du secrétaire de la Commission.

Un des membres de la Commission doit aussi faire prendre sur les lieux des renseignements analogues.

La Commission estime que ces informations lui sont nécessaires pour se prononcer en pleine connaissance de cause et elle ajourne la fin de la discussion sur la troisième question et sur la quatrième qui en dépend, jusqu'à ce que les documents dont il s'agit aient été rassemblés.

Le secrétaire lit la cinquième question qui est relative aux moyens d'assurer l'exécution de la loi. Il donne aussi lecture de l'analyse des réponses faites par les chambres consultatives des arts et manufactures, conseils de prud'hommes et chambres de commerce.

M. le Président résume alors les propositions présentées. Deux moyens principaux sont indiqués pour assurer l'observation des prescriptions légales :

1° L'établissement d'une grosse cloche dans les communes industrielles pour déterminer l'heure à laquelle le travail doit commencer dans les fabriques assujetties à la loi;

2° L'établissement d'une inspection spéciale.

En ce qui concerne l'établissement de la cloche commune, un membre cite des faits particuliers à quelques industries qui ne s'accommodent pas de l'obligation de commencer tous les travaux à la même heure. Il y a des travaux de nature différente soumis à des exigences spéciales. Dans certains ateliers quelques ouvriers doivent commencer une heure plus tôt que les autres, afin que ces derniers puissent eux-mêmes trouver le travail prêt. Ainsi les tondeuses commencent une heure avant les apprêteurs.

La durée des temps de repos, ajoute-t-on, varie entre les industries. Dans quelques-unes on arrête une heure et demie et deux heures, tandis que dans d'autres on n'arrête qu'une heure. Ainsi les indienneurs, au moins dans les établissements des environs de Paris, n'arrêtent qu'une heure. Pour que le travail soit renfermé dans les limites de douze heures, il faudra nécessairement que le travail commence plus tard ou finisse plus tôt dans les fabriques où les repos seront plus courts.

On répond qu'il ne faudrait pas trop s'arrêter à des faits particuliers. Il appartient aux mesures locales de satisfaire à toutes ces nécessités diverses. Elles ne peuvent être appréciées qu'en pleine connaissance de faits spéciaux et qui tiennent souvent aux localités mêmes. Ce qui est certain, c'est que l'intérêt commun rend désirable que les industries même diverses et à moins d'impossibilités absolues, commencent à la même heure. Dans une réunion des fabricants de la Seine-Inférieure, cet avantage a été hautement reconnu. Par ce moyen on rend la surveillance plus facile et plus efficace; on prévient les subterfuges à l'aide desquels on pourrait éluder la loi et on assure ainsi des conditions égales aux différentes fabriques.

Après quelques nouvelles explications échangées sur ce point, M. le Président fait observer que si l'établissement d'une cloche communale est adoptée, l'autorité municipale sera nécessairement chargée des moyens d'exécution. Des arrêtés des maires régleront les heures suivant les exigences des industries de leur cité.

La Commission reconnaît que tout ce qui concerne la cloche devra dépendre des circonstances et sera subordonné à l'appréciation de l'autorité municipale.

La discussion s'ouvre alors sur la création d'une inspection spéciale.

M. le Président rappelle à ce sujet ce qui s'est passé dans le département du Nord pour l'inspection du travail des enfants dans les manufactures. On a bien trouvé des hommes pour inspecter, mais pas pour verbaliser. Si l'on veut obtenir des résultats, il faut que la surveillance comprenne deux éléments : un comité local et un inspecteur placé sous la direction d'un comité. Les membres du comité peuvent signaler les infractions; il faut ensuite un agent pour les constater.

Un membre regarde comme inutile la création d'un comité. Deux ou trois inspecteurs qui parcourraient chacun, une des zones industrielles de la France, et se suc-

céderaient alternativement dans chaque zone, suffiraient à tous les besoins de ce service. En Angleterre, cette augmentation suffit pour que le vœu de la loi soit rempli à l'égard des enfants occupés dans les fabriques. Les inspecteurs anglais sont toujours en tournée. On a des moyens de les suivre pas à pas dans leurs visites. Ils ont des livres sur lesquels ils doivent écrire, jour pour jour, les établissements qu'ils inspectent.

Avec deux ou trois inspecteurs, répond-on, il n'y aurait pas de surveillance efficace. Une fois l'inspecteur passé, on sait bien qu'il ne reviendra pas tout de suite. D'ailleurs, ces inspecteurs partis de Paris, qui circulent ensuite d'un bout de la France à l'autre, s'occupent le plus souvent de recueillir des éléments pour faire des livres; ils ne peuvent guère exercer cette action soutenue et minutieuse, indispensable pour l'exécution de la loi. Voulez-vous une surveillance réelle, il faut des hommes qui soient constamment là et qui puissent dresser des procès-verbaux? On peut, sans doute, créer un inspecteur général pour s'assurer si la loi est uniformément appliquée, mais le pouvoir de verbaliser doit être organisé sur les lieux mêmes. La surveillance doit avoir son siège, comme on l'a déjà dit, dans l'arrondissement ou dans le département.

Quant à l'exemple de l'Angleterre, il ne faut pas perdre de vue qu'on n'a pas en France le même respect des lois; s'il n'y a pas des surveillants locaux, la loi sera enfreinte aussitôt l'inspection faite.

Un membre insiste encore sur cette idée qu'il faut un centre de surveillance dans chaque département pour assurer l'exécution, d'où dépend pour les manufactures l'égalité des conditions. Ainsi dans le département de la Seine inférieure, la loi sur les douze heures de travail ne s'est exécutée que par le moyen d'une commission. Les gendarmes et le garde-champêtre peuvent, par exemple, donner un avis sur les faits et circonstances qui font présumer une contravention; l'inspecteur vérifie ensuite ces faits et rapporte le procès-verbal s'il y a lieu.

Quelques doutes sont alors exprimés au sujet de l'autorité qui serait conférée aux gendarmes et aux gardes-champêtres, mais il est expliqué qu'en dehors de l'inspection spéciale, les maires, les juges de paix et les commissaires de police auraient seuls le pouvoir de verbaliser, tandis que les gendarmes et les gardes-champêtres donneraient seulement des renseignements sur les faits qu'ils auraient pu remarquer; ce seraient là de simples éléments d'informations qu'apprécieraient les fonctionnaires ci-dessus dénommés et les inspecteurs eux-mêmes.

La discussion s'engage alors sur la question de savoir si on créera un inspecteur par département ou par arrondissement. Il est entendu que la solution est subordonnée aux circonstances locales et aux développements industriels dans telle ou telle localité. Mais lorsqu'il y aura un comité d'arrondissement, ce comité exercera une action propre; il pourra se mettre en rapport avec le comité de département dans l'intérêt de l'unité du service, sans qu'il résulte de là que son autorité soit amoindrie.

Travail de nuit.

La Commission passe à l'examen des propositions qui concernent le travail de nuit; mais elle reconnaît que cette question se rattache à celles qui ont été précédemment réservées et elle en ajourne l'examen jusqu'à la réception des renseignements demandés.

Observation des dimanches et fêtes légales.

Quant à l'observation des dimanches et fêtes, sur laquelle le Gouvernement avait aussi réclamé l'avis des conseils de prud'hommes, des chambres consultatives et des chambres de commerce, la Commission croit qu'il est désirable à plus d'un titre que le travail cesse les jours dont il s'agit. Elle pense, avant tout, que le Gouvernement devrait donner l'exemple en faisant observer la prescription dans ses propres ateliers, tant les jours de dimanches que les jours des quatre grandes fêtes du concordat qui constituent les fêtes légales.

Une observation est présentée en ce qui concerne les juifs qui chôment déjà le sabbat et auxquels il paraîtrait dur d'imposer encore l'observation des dimanches; mais on répond qu'il y aurait des informations à prendre, auprès du grand rabbin, sur l'observation du sabbat. On ajoute que le travail intérieur ne serait pas interdit

le dimanche et que d'ailleurs la minorité ne doit pas faire la loi à la majorité; en conséquence la Commission ne s'arrête pas à l'observation qui vient de lui être présentée.

La discussion ayant été close sur les questions qui précèdent, la Commission décide qu'elle se réunira d'après de nouvelles convocations, lorsque les renseignements demandés en Angleterre auront été reçus.

La séance a été levée à 2 h. 1/2.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

La séance est ouverte à midi.

Étaient présents : MM. Mimerel, *Président*, Seydoux, Roux-Carbonnel, Feray, Ogereau, Boutarel, *membres*; Audiganne, *secrétaire*.

M. Gratiot s'étant rendu au vœu que la Commission lui avait fait exprimer, assiste à la réunion.

M. le Président l'informe qu'on avait désiré avoir des renseignements sur l'ordre des travaux dans les papeteries, afin de savoir si ces établissements pouvaient se soumettre à la limitation du travail à douze heures.

M. Gratiot, répond que dans tous les établissements de ce genre qui emploient des moyens mécaniques, le travail est fractionné par douze heures; le travail ne s'interrompt jamais et la journée de vingt-quatre heures est remplie par deux relais qui se succèdent. Il ajoute qu'on ne pourrait pas faire cesser le travail le soir sans qu'il en résultât une grande augmentation de prix des produits fabriqués.

M. le Président demande si, en dehors de la perte, que toutes les industries peuvent alléguer, il y aurait des inconvénients de fabrication à ne faire marcher les ateliers que douze heures par jour.

M. Gratiot répond que ces inconvénients seraient des plus graves. Les papeteries sont de toutes les usines celles qui demandent le plus de force; il faut trois heures pour la mise en train de la machine à papier continu; six heures environ sont nécessaires pour que les travaux aient tous recommencé après une interruption. Outre la perte de temps, l'interruption entraîne une perte matérielle inévitable. A chaque reprise il y a toujours des feuilles brisées ou bien avariées par la rouille qui s'est formée sur les cylindres.

M. Gratiot entre dans quelques détails sur la séparation des vingt-quatre heures en deux parties. Une des deux séries d'ouvriers travaille de midi à minuit et l'autre de minuit à midi. Ainsi fractionnée le travail de nuit n'entraîne aucun inconvénient pour ceux qui s'y livrent. Ceux qui quittent le travail à midi ont l'habitude d'aller se coucher vers 4 ou 5 heures. Ils ont ainsi à leur disposition les plus belles heures de la journée. Ceux qui finissent à minuit peuvent disposer de leur temps depuis 7 ou 8 heures jusqu'à midi. En outre, le travail des papeteries n'est rude pour presque aucun des ouvriers et consiste, pour la plupart, en un travail de surveillance des machines.

La division de la journée de travail en deux séries de douze heures dérive de la nature même des choses. Après le décret du 2 mars qui réduisait le travail à onze heures, l'impossibilité de l'exécution fut reconnue dans la papeterie d'Essonne par les ouvriers eux-mêmes qui s'étaient réunis pour rechercher les moyens de profiter de la réduction d'une heure.

On demande alors à M. Gratiot s'il y a des inconvénients qu'il vient de signaler sont particuliers à sa fabrique ou communs à toutes les papeteries.

Communs à toutes les papeteries sans exception, est-il répondu. Si la loi ne tient pas compte de ces exigences, le service intérieur en sera bouleversé. On aura à subir des déchets et des pertes qui porteront les frais presque au double.

M. le Président désire savoir si c'est la concurrence de l'étranger ou la concurrence des établissements français entre eux qui empêche les papeteries de supporter une augmentation dans les frais de la main-d'œuvre.

Il résulte de la réponse faite à cette question que c'est la concurrence de l'étranger. Il faut prendre garde dans l'intérêt du commerce national, ajoute M. Gratiot, d'ad-

opter des mesures qui porteraient atteinte à l'exportation du papier. Cet article est une marchandise encombrante fort recherchée par les exportateurs parce qu'il diminue le prix du fret pour les autres articles et facilite ainsi le transport des objets de luxe.

M. le Président invite M. Gratiot à expliquer si tout le travail des papeteries qui n'est pas fait par les machines, tel que le pliage et les travaux accessoires, ne pourrait pas être soumis à la limitation de douze heures et si, en fait, ce travail n'excède pas quelquefois la limite légale et ne continue pas jusqu'à treize ou quatorze heures.

Il est répondu que les travaux accessoires pourront être assujettis à la règle générale. Il reconnaît que de temps en temps ils l'excèdent cependant, surtout le samedi, pour les travaux dont les femmes sont chargées, parce que l'atelier ne chômant pas le dimanche, il y a quelques dispositions à prendre pour diverses exigences du service du lendemain.

Avant que M. Gratiot ne se retire, M. le Président le remercie des explications qu'il a bien voulu donner.

La Commission décide ensuite que, dans sa pensée, les papeteries peuvent être rangées au nombre des établissements qui ont besoin d'une exception sous la condition des relais. Quant aux travaux accessoires, ils doivent être ramenés à douze heures de travail effectif.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal qui est adopté.

Un des membres de la Commission, M. Ogereau, qui n'avait pu jusqu'à ce jour assister aux séances, explique les motifs qui l'en avaient empêché et qu'il avait déjà fait connaître dans une lettre adressée au Ministre.

Celui des membres de la Commission, qui s'était chargé de prendre des renseignements sur la durée du travail dans les fabriques en Angleterre, rend compte des informations qu'il a reçues. Cette matière est régie par deux lois, l'une publiée le 29 août 1833 sous Guillaume IV et l'autre rendue le 6 juin 1844 sous la reine Victoria.

La Commission entend la lecture de la traduction complète de ces deux lois, sauf les détails purement locaux.

Ce travail et les explications qui y sont jointes sont annexés au présent procès-verbal.

M. le Président insiste sur ce fait, qui résulte des recherches dont on vient de donner lecture, que la loi anglaise de 1833, qui limitait le travail à douze heures, était exécutée, tandis qu'on a recouru à des subterfuges pour se soustraire à celle de 1844 qui limite le travail à dix heures. C'est là l'éloge de la limite adoptée par la loi française, puisque c'est à douze heures qu'on essaye constamment chez nos voisins de ramener la durée du travail.

Parmi les faits qui ressortent le plus dans la législation anglaise, on signale que le tissage mécanique et la filature sont seuls atteints par les prescriptions réglementaires. On a eu soin d'excepter les fabriques de soierie, à cause, sans doute, de la concurrence que l'Angleterre peut redouter de l'étranger.

On énonce aussi, comme M. Turner le disait à une des précédentes séances, que dans les établissements de construction métallurgique la durée du travail habituel est dix heures.

M. le Président fait observer qu'en France les ateliers de tissage mécanique et les filatures forment le plus grand nombre des établissements assujettis à la loi. Il donne ensuite lecture des conclusions d'une lettre de M. Keitteinger adressée au préfet de la Seine-Inférieure, relativement à la limitation des heures de travail, pour réclamer des exceptions en faveur de certaines industries, et notamment de l'impression sur étoffes. Les conclusions de cette lettre tendent à fixer la durée du travail à douze heures pour les ouvriers âgés de moins de vingt ans et à laisser après cet âge une liberté absolue.

La Commission décide que la lettre de M. Keitteinger, qui s'écarte des prescriptions légales, sera purement et simplement annexée au procès-verbal.

Sur l'invitation de M. le Président, le secrétaire lit une lettre de M. Kolb-Bernard sur les exigences du travail dans les raffineries de sucre. Cette lettre est également jointe au procès-verbal; mais M. le Président propose, d'après les faits énoncés par M. Kolb-Bernard, de permettre une augmentation de travail, dans les raffineries de

sucré, à un ouvrier sur dix. Il serait utile de déclarer, en même temps, que toutes les fois qu'une prolongation de travail excéderait quatorze heures par suite de la latitude ci-dessus mentionnée, il y aurait lieu à l'organisation des relais.

On propose d'accorder les mêmes facilités aux produits chimiques et aux teintureries. Adopté pour les produits chimiques.

Un membre exprime la pensée que cette même règle pourrait être étendue à toutes les industries comprises dans les exceptions.

Le principe dont il s'agit est adopté.

M. le Président prévient la Commission qu'il reste à indiquer la limite dans laquelle le travail journalier devra être compris. Bien que cette fixation puisse être laissée aux soins de l'autorité municipale, il y aurait utilité à déclarer d'abord que les douze heures seraient comprises entre 5 heures du matin et 10 heures du soir. Ensuite que dans cet intervalle le travail devrait nécessairement être renfermé dans treize heures au minimum et quatorze au maximum.

La Commission adopte ces limites.

Il serait fâcheux, selon l'observation faite alors par un membre, que les ouvriers n'eussent pas à sortir de la fabrique aux heures des repas et fussent astreints à y rester toute la journée. Un séjour aussi prolongé pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour leur santé.

M. le Président estime que si les temps de repos étaient prescrits par les maires, l'arrêt du moteur mécanique serait obligatoire et entraînerait la suspension de tout travail intérieur.

Un membre craint que toutes les industries ne se prêtent pas à cette disposition.

M. le Président répond qu'on pourrait, afin de satisfaire à toutes les exigences, laisser aux maires le soin d'accorder les exceptions toutes les fois que la chambre consultative des arts et manufactures aurait émis une opinion dans ce sens.

Cet avis est adopté par la Commission.

La Commission s'ajourne au jeudi 21 courant, à 10 heures du matin. Il est décidé qu'une lettre spéciale de convocation sera écrite à M. Barbet.

La séance est levée à 2 h. 15.

SEANCE DU 21 FÉVRIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL

La séance est ouverte à 11 heures.

Étaient présents : MM. Mimerel, *Président*, Ogereau, Feray, Roux-Carbonnel, Seydoux, Boutarel, *membres*, Audiganne, *secrétaire*.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal.

Avant que M. le Président en mette l'adoption aux voix, un membre présente quelques observations sur la nécessité d'étendre aux apprêts la faculté accordée aux teinturiers, c'est-à-dire celle de pouvoir employer un ouvrier sur dix, au delà de douze heures, en établissant des relais quand le travail dépasse quatorze heures.

On objecte alors que le chiffre d'un ouvrier sur dix, adopté dans la précédente séance, est trop élevé. Dans les grands établissements, dans ceux par exemple qui emploient cinq cents ouvriers, on pourrait avec le dixième restant entretenir un moteur en activité.

Il est répondu que d'abord les établissements qui emploient cinq cents ouvriers sont fort rares, et que d'ailleurs la proportion sera la même du petit au grand. Il n'est pas besoin, ajoute-t-on, de cinquante ouvriers pour tenir un moteur en activité. Dans une fabrique qu'un membre a visitée la veille même, un moteur continuait à marcher avec quinze ouvriers seulement. N'y a-t-il pas aussi des circonstances dans lesquelles il peut être utile que les travaux ne soient pas interrompus ? Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes aujourd'hui à quelques heures de distance de Lon-

dres. Si une fabrique française ne peut pas livrer assez tôt une commande qui lui est faite, l'exportateur se rend en Angleterre où il trouve des établissements qui n'arrêtent jamais et qui acceptent sa commande pour le terme qui lui convient. Une sévérité excessive porterait un grave préjudice à notre industrie et à notre commerce.

Un membre ne s'effraye pas beaucoup de cette dernière considération. Il croit que quand on saura que nos établissements ne peuvent pas travailler la nuit et livrer en aussi peu de temps, on leur adressera les commandes plus tôt, ce qui vaudra mieux pour eux et pour tous les intérêts engagés dans la question. Il insiste sur une considération qu'il a déjà eu l'occasion de développer, à savoir qu'empêcher le travail de nuit, le travail excessif, c'est tendre à diminuer, dans chaque industrie, la durée des chômages. Cette pensée le détermine à restreindre les facilités accordées dans la limite des exigences tout à fait indispensables.

M. le Président rappelle que jusqu'ici les exceptions n'avaient été accordées que pour les travaux reconnus, comme on vient de le dire, tout à fait indispensables, pour ceux qu'on ne pouvait interrompre sans qu'il en résultât des inconvénients de fabrication. Aujourd'hui, d'après les questions soulevées, la commission doit décider si elle veut se maintenir dans ce principe, ou si elle veut accorder des exceptions par suite de considérations d'un autre ordre, par exemple, pour répondre aux nécessités de la concurrence, aux exigences de la mode.

Un membre fait observer que nous passons en ce moment du régime de la liberté la plus absolue au régime de la restriction. Il y a une transition à ménager, prenons garde de faire une loi trop sévère, parce qu'elle courrait le risque de ne point être exécutée. Si on accorde au début un trop grand nombre d'exceptions, on en sera quitte pour les réduire plus tard dans de plus étroites limites. Mieux vaut encore une facilité un peu trop grande en ce sens, que d'aller trop loin dans le sens contraire, surtout quand on songe aux facilités dont jouissent les manufacturiers anglais.

Un membre appuie la demande qui a été faite précédemment en faveur des apprêteurs.

L'intérêt des cités industrielles du midi, Lyon, Nîmes, Saint-Étienne, est fort engagé dans cette question. Si en restreignant le temps du travail dans des limites trop étroites pour les cas extraordinaires, on les mettait dans l'impossibilité de satisfaire aux exigences du commerce, on en ferait profiter les fabriques suisses qui ne connaissent pas ces mêmes entraves.

Afin que la commission se fasse une idée exacte des exceptions précédemment accordées, le secrétaire relit dans le procès-verbal d'une des dernières séances la partie relative aux teintureries.

M. le Président, en constatant la décision antérieurement prise, ajoute que la Commission a jusqu'à la fin le droit de revenir sur ses déterminations, de les étendre ou de les restreindre. Il reste à décider en ce moment si elle accordera aux apprêts et à l'impression sur rouleaux les mêmes facilités qu'aux teintureries.

M. le Président fait observer que dans ces deux industries les hommes seuls travaillent la nuit. Il conviendrait, selon lui, que la faculté de travailler la nuit ne s'étendît jamais ni aux femmes, ni aux enfants.

La commission adhère à cette pensée et le secrétaire relit la nomenclature des exceptions afin que la Commission puisse reconnaître si, parmi les industries exceptées, il en est quelques-unes qui emploient la nuit des femmes ou des enfants. Il n'est rien changé, sous ce rapport, aux conclusions déjà adoptées.

M. le Président demande à celui des membres qui a reçu des informations d'Angleterre s'il sait ce qui se passe chez nos voisins dans les deux industries ci-dessus dénommées.

On relit les réponses dont il avait déjà été donné connaissance à la Commission et M. Feray ajoute que, pendant plusieurs années qu'il a passées en Angleterre, il a toujours vu les teinturiers travailler nuit et jour; de même dans les ateliers qu'il a visités, les machines à imprimer n'arrêtaient jamais.

M. le Président reprend alors la question : accordera-t-on aux apprêts et à l'impression sur rouleaux, comme aux teintureries, la faculté de travailler deux heures en plus de la règle générale et d'employer la nuit un dixième de leurs ouvriers, sauf les femmes et les enfants? On ajouterait que la faculté serait subordonnée à l'avis des Chambres consultatives ou de commerce.

Un membre croit que la faculté de travailler quatorze heures, qui résulterait de l'adoption de la proposition dans les termes ci-dessus, serait excessive et s'appliquerait à des industries qui n'en ont pas besoin. La réduction à douze heures pourra gêner quelque temps, mais si on tient la main à son exécution, la fabrique et le commerce s'y seront bientôt habitués au grand avantage de l'un et de l'autre et à celui des ouvriers.

M. le Président propose de laisser de côté ce qui est relatif à la prolongation du travail jusqu'à quatorze heures et de s'en tenir à la simple faculté d'employer la nuit un dixième des ouvriers. Après quelques nouvelles explications qui rentrent dans celles précédemment exposées, la Commission adopte la distinction qui vient d'être faite, c'est-à-dire que dans les apprêts, les impressions d'étoffes au rouleau, comme dans les teintureries, le dixième des ouvriers pourra travailler la nuit sauf les femmes et les enfants.

Un membre préférerait que l'avis préalable des chambres consultatives ne fût point exigé. Il vaudrait mieux remplacer cet avis par la décision du Préfet.

La Commission se range à cette opinion. Le procès-verbal de la dernière séance est alors mis aux voix et adopté.

M. le Président présente une observation relativement aux filatures qui ont été et ont dû être nises en dehors de toute exception. Il pense qu'il serait nécessaire de permettre d'y prolonger le travail pendant deux heures, le samedi, pour le nettoyage des machines afin qu'on ne soit pas obligé de se livrer à cette opération le dimanche et que les ateliers puissent marcher dès le lundi matin comme à l'ordinaire. Cette facilité est accordée par la Commission qui juge convenable de l'étendre à tous les établissements sans exception.

M. le Président informe la Commission qu'il a reçu d'Elbeuf une lettre dans laquelle un fabricant expose que l'ouvrier travaillant chez lui peut, après un temps de chômage, travailler autant qu'il le veut et que les petits ateliers de famille se trouvent ainsi placés dans de meilleures conditions que les grands établissements astreints à l'observation des prescriptions légales. Il demande qu'on ne refuse pas au tisseur en atelier ce qui existe pour le tisseur dans son domicile.

La Commission ne croit pas devoir s'arrêter à cette réclamation qui est purement et simplement annexée au procès-verbal.

Le Secrétaire donne lecture des réponses faites par M. Kulmann aux questions qui lui avaient été adressées par suite d'une décision de la Commission sur les exigences du travail dans les fabriques d'huile, de savon et de toiles cirées, les sucreries, féculeries et raffineries.

D'après les explications contenues dans cette lettre qui est annexée au procès-verbal, la Commission décide successivement que le travail pourra être prolongé toute la nuit, moyennant l'établissement de relais, dans les fabriques d'huile, les sucreries, féculeries et raffineries.

En ce qui concerne les fabriques de savon où, pour la fabrication des savons durs, quelques soins de chauffage peuvent exiger une surveillance de nuit, la Commission juge qu'il y aura lieu à l'application de la règle adoptée dans une précédente séance pour les conducteurs de fourneaux, sécheries ou chaudières à débouillir, à lessiver ou à aviver.

Quant aux fabriques de toiles cirées, la Commission pense qu'elles doivent être soumises à la règle générale.

En ce qui concerne les raffineries, aucun changement n'est apporté aux dispositions adoptées dans une précédente réunion.

Le Secrétaire relit la partie de l'analyse des réponses des chambres consultatives et des chambres de commerce, des Conseils de prud'hommes aux questions que la Commission avait cru devoir réserver lorsqu'elle avait fait demander des renseignements en Angleterre.

Il est constaté que la Commission a déjà statué dans les dispositions précédemment adoptées sur toutes les réclamations faites par les Chambres et Conseils.

Un membre fait remarquer que la Commission n'a rien décidé pour le travail des mines, mais il est répondu que les mines sont soumises à une police particulière : que d'ailleurs le travail qu'on y fait se rattache à l'exploitation du sol.

La Commission excepte nommément de ses propositions le travail des mines en ce qu'il lui paraît devoir être réglé d'une autre manière.

M. le Président annonce à la Commission qu'il préparera un résumé de ses travaux afin qu'elle puisse présenter au Ministre l'ensemble de ses propositions.

Il est décidé que des convocations seront adressées aux membres de la Commission pour un jour qui sera ultérieurement fixé par M. le Président.

La séance est levée à 2 heures.

SEANCE DU 28 FÉVRIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

La séance est ouverte à 11 heures.

Étaient présents : MM. Mimerel, *président*; Roux-Carbonnel, Barbet, Boutarel, Seydoux, Ogereau, *membres*; Audiganne, *secrétaire*.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal.

Un membre fait remarquer que la faculté d'employer le dixième des ouvriers dans certaines industries avait été subordonnée à l'organisation des relais et que cette condition ne lui paraissait pas suffisamment indiquée au procès-verbal.

M. le Président répond que l'observation est juste quand le travail dépasse quatorze heures : pour qu'il n'existe aucune incertitude à ce sujet, il en sera pris note dans le procès-verbal de la précédente séance.

Un membre croit que le préfet, bien que n'étant pas assujéti à l'obligation de consulter les chambres consultatives en cas de demandes d'exception, sera néanmoins obligé de le faire, pour prononcer en parfaite connaissance de cause; il en résultera une perte de temps qu'on éviterait en s'adressant aux chambres. On répond que, s'il y a quelques pertes de temps, il est impossible de les éviter. Les chambres consultatives, qui ne sont dépositaires d'aucune autorité, n'ont pas qualité pour accorder les autorisations; il est impossible de placer les fabricants sous leur contrôle. On pourrait seulement stipuler un délai dans lequel le préfet serait obligé de statuer. On devra adresser la pétition au maire, qui la fera parvenir au préfet, par l'intermédiaire du sous-préfet, s'il y a lieu.

M. le Président répond que cette forme est celle qui a été convenue.

Un membre qui n'assistait pas à la dernière séance insiste sur ce point, que la faculté accordée dans les filatures de prolonger le travail le samedi, pour le nettoyage des machines, doit être restreinte à cet objet.

M. le Président dit au préopinant que c'est ainsi que la Commission l'avait entendu.

Le procès-verbal est mis aux voix et adopté.

M. le Président rend alors compte de ce qui s'est passé depuis la dernière séance; il donne connaissance d'une lettre qu'il a reçue de M. Keitinger, qui est annexée au présent procès-verbal.

La discussion s'ouvre sur la partie de la lettre relative aux ouvriers employés dans les fabriques de toiles peintes, aux teintures, lavage et séchage.

Un membre croit qu'il y a les mêmes raisons de décider que dans les teintureries proprement dites.

On répond qu'ici, l'exception n'est pas utile toute l'année; qu'il n'y a pas, par conséquent, lieu à des autorisations continues, excepté pour le blanchiment. On peut disposer les travaux de manière à ce qu'ils finissent tous à la même heure.

La discussion est réservée sur ce point.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de la justice, qui lui a été renvoyée par le Ministre du commerce. Il fait remarquer que dans cette lettre, qui restera annexée au procès-verbal, on émet l'opinion que le système des relais, avec faculté de prolonger le travail toute la nuit, est bien plus dangereux que celui qui consisterait à prolonger un peu plus la durée du travail journalier. D'après cette lettre, ajoute M. le Président, la Commission se trouve en face de cette question : au lieu d'autoriser, comme on l'a fait dans certains établissements, à travailler toute la nuit avec un dixième de leurs ouvriers, ne vaudrait-il pas mieux les autoriser à faire un travail supplémentaire chaque jour avec la totalité des ouvriers?

La discussion s'ouvre sur cette question.

Un membre, parlant d'abord des ouvriers d'impression sur étoffes, croit indispensable de leur accorder la faculté de travailler quelques heures de plus pendant un certain temps de l'année. Dans cette industrie, on ne peut pas travailler constamment; il y a un chômage forcé dans les moments où l'on cherche les dessins pour la saison suivante; il faudrait deux heures de prolongation exceptionnelle. Si on ne les accordait pas, on ferait tort tout à la fois aux ouvriers et au maître, et ce dernier serait obligé, dans les moments de presse, d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers, pris à l'agriculture, et d'en jeter par conséquent un plus grand nombre sur le pavé quand viendrait le chômage.

M. le Président répond que la prolongation, dans le cas dont il s'agit, est admise en principe; il reste à pourvoir à l'exécution. Accordera-t-on deux heures de plus dans une saison donnée, ou bien la faculté d'employer un dixième des ouvriers pendant toute la nuit?

Un membre repousse le travail de deux heures; il sera impossible, dit-il, de faire commencer l'exception en même temps pour chaque fabricant. De là naîtra une confusion inévitable.

M. le Président explique qu'il n'est pas nécessaire que l'exception commence pour tous au même moment. Il suffira que l'inspecteur soit prévenu du jour que l'exception commencera à courir pour chaque fabricant.

Même avec cette explication, le préopinant voit encore un inconvénient dans la mesure. La prolongation du travail à quatorze heures aura toujours pour résultat d'augmenter les temps de chômage, tandis que le véritable intérêt serait de faire travailler l'ouvrier le plus longtemps possible et de diminuer la durée de l'interruption du travail.

La question du chômage est la grande question au point de vue de l'intérêt de l'ouvrier. La prolongation proposée s'écarte d'une solution utile. D'après ces motifs, il préférerait la faculté de faire travailler un dixième des ouvriers à la prolongation à quatorze heures.

Tous les autres membres de la Commission se prononcent dans ce dernier sens. Il est, en conséquence, décidé qu'il sera accordé, pendant un certain temps, deux heures pour tout le monde, de préférence au travail de nuit du dixième.

Un membre fait observer, toutefois, qu'en adoptant cette opinion, il n'adopte pas les motifs qui en ont été donnés par un des préopinants.

M. le Président répond que les motifs émis par chaque membre sont consignés au procès-verbal et n'engagent pas la responsabilité des autres membres.

La discussion ayant été close sur ce point, M. le Président exprime l'opinion qu'il reste maintenant à la Commission à résumer son travail en formulant les propositions qui seront soumises au Ministre. Il propose de classer les industries qu'il y a lieu d'excepter de la règle générale dans quatre tableaux.

Le premier de ces tableaux comprendrait les industries auxquelles il est accordé une exception à la règle générale, de plein droit et sans condition.

Le deuxième renfermerait les industries qui seront libres de prolonger le travail au-delà des limites légales, mais avec l'obligation de relais d'ouvriers.

Le troisième serait consacré aux industries qui peuvent faire travailler exceptionnellement au delà des limites légales un dixième de leurs ouvriers avec relais, sauf la faculté d'opter pour le travail de quatorze heures.

Le quatrième aurait pour objet deux heures de supplément pendant cent jours ouvrables, et pour le quart des ouvriers seulement.

M. le Président propose, en outre, que trois membres, auxquels se réunira le secrétaire, examinent les tableaux qui ont été préparés, en les comparant aux procès-verbaux, afin de vérifier qu'aucune omission ne s'y est glissée.

En ce qui concerne le deuxième tableau, relatif aux relais, il demande s'il n'a pas été entendu déjà que les femmes de tout âge et les enfants au-dessous de 18 ans seraient exclus des relais de nuit.

La Commission consacre de nouveau cette proposition par son vote.

On supprime sur le même tableau l'éducation des vers à soie comme travail agricole.

A propos du troisième tableau, M. le Président fait observer que l'organisation des

relais sera facultative; le manufacturier pourra, s'il le préfère, prolonger à quatorze heures le travail de tous les ouvriers; la demande au préfet indiquera son option.

En ce qui concerne le quatrième tableau, il reste à déterminer, comme le fait remarquer M. le Président, pendant quel temps de l'année auront lieu les deux heures supplémentaires.

Un membre croit qu'il est impossible de fixer le délai au-dessous de quatre mois : deux mois pour la saison du printemps et deux mois pour la saison d'automne.

M. le Président demande si, pendant ce délai, les industries dont il s'agit seraient obligées d'occuper tous leurs ouvriers, ou si le cinquième ne suffirait pas.

Le préopinant demande le quart.

Un membre croit que, dans la teinture au moins, ce système ne serait pas praticable. La teinture ne fait pas la nouveauté; si on veut répondre à ses exigences, il faudrait lui donner au moins six mois.

Puisqu'on accorde aux imprimeurs tout ce qu'il leur faut, on ne saurait justement le refuser aux teinturiers et apprêteurs. Cependant, avec de pareilles concessions, on s'écarterait notablement de la loi. Il vaudrait mieux, selon lui, faire rentrer tout le monde dans la règle générale en refusant toute prolongation à quatorze heures.

Un membre croit que les quatre mois seront utiles aux teinturiers, car si la teinture ne fait pas les articles de nouveauté, il y a cependant des moments où elle est obligée de travailler davantage.

Un membre appelle l'attention de la Commission sur les teintures en soie. Il croit que si l'on n'accordait pas ces facilités, les fabricants se trouveraient à certains moments dans l'impossibilité de satisfaire aux commandes.

Un membre répond qu'en matière de soie, le décreuage seul peut s'opérer la nuit. Tout le reste du travail ne peut se traiter que le jour, sauf quelques petits travaux tels que les tordages de la soie, qui se font habituellement le matin ou le soir.

M. le Président propose d'accorder aux industries comprises dans le quatrième tableau, deux heures de prolongation pendant cent jours par an, pour le quart des ouvriers, avec autorisation du préfet.

Un membre demande s'il serait nécessaire d'aller au maire ou au préfet toutes les fois qu'une commande extraordinaire rendra nécessaire la prolongation du travail.

M. le Président répond que la demande est faite pour toute l'année, sauf à faire connaître au maire l'époque à laquelle on en usera. L'inspecteur en sera informé.

La Commission adopte pour les industries comprises au quatrième tableau l'exception dans les termes qui viennent d'être proposés par M. le Président. La décision est prise par tous les membres moins un seul, qui reste dans cette pensée, qu'on ne devrait accorder aucune prolongation de cette nature, et la concession adoptée ne peut profiter à la teinturerie.

M. le Président pense que la Commission doit joindre aux tableaux dont il vient d'être parlé, un projet de règlement d'administration publique qui fasse connaître au Ministre la proposition réglementaire qu'elle a jugé bonne à consacrer.

M. le Président donne lecture d'un projet de règlement dont il a préparé les bases.

Après cette lecture, un membre croit devoir présenter tout de suite deux observations : la première est relative aux temps des repos; il croit que la réduction des repos à une heure seulement n'est pas suffisante; la deuxième observation s'applique à l'article où il est dit que le moteur devra s'arrêter pendant les temps des repos.

Cette disposition serait impraticable dans les imprimeries sur étoffes. Si on l'adoptait, autant vaudrait dire qu'on ne fera plus d'indienne en France, car, dans ces établissements, le moteur n'arrête jamais; il ne peut pas arrêter. Une partie des ouvriers sont au travail pendant que les autres prennent leur repos.

M. le Président répond qu'en ce qui concerne les repos, la faculté d'en réduire la durée à une heure a été dictée par cette considération que, dans quelques localités, les ouvriers viennent d'assez loin travailler à la fabrique; ils préféreraient alors de beaucoup ne faire qu'un repos d'une heure et avoir plus tôt terminé leurs douze heures de travail effectif.

En ce qui concerne le moteur, M. le Président, acceptant les observations qui viennent d'être faites pour les fabriques d'impressions sur étoffes, insiste seulement pour qu'il soit exprimé que le moteur sera arrêté dans les ateliers de filature et de tissage.

Le Président ajoute que, d'ailleurs, le projet de règlement sera envoyé aux trois membres chargés d'examiner les tableaux, qui auront à l'examiner, afin qu'il puisse être discuté à la prochaine séance.

Il est ensuite exprimé que le mot *apprêts*, compris dans les exceptions, sera entendu de la manière la plus générale et de façon à comprendre le pressage et le décatissage des draps, qui avaient été précédemment exceptés.

La séance est levée à 2 heures de relevée et renvoyée à demain à 11 heures du matin.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

La séance est ouverte à midi.

Étaient présents : MM. Mimerel, *président* ; Henri Barbet, Feray, Ogereau, Boutarel, Roux-Carbonnel, Seydoux, *membres* ; Audiganne, *secrétaire*.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal qui est mis aux voix et adopté.

M. le Président donne une explication en ce qui concerne les cent jours ouvrables pendant lesquels les industries portées au quatrième tableau peuvent prolonger de deux heures la durée du travail. Parmi ces industries les teinturiers et les apprêteurs jouiront seuls de la faculté de pouvoir pendant toute l'année, prévenir l'inspecteur des moments où ils feront usage des cent jours d'exception accordés. Les fabriques d'impressions aux rouleaux ne pourront au contraire diviser les cent jours qu'entre les deux saisons de printemps et d'automne.

Un membre rend compte du travail auquel il s'est livré avec ceux de ses collègues que la commission avait chargés d'examiner les tableaux et le projet de règlement.

Les quatre tableaux sont successivement adoptés avec quelques modifications et changements qui sont opérés séance tenante. Ainsi, la commission décide que les gardes de nuit jouiront de la même immunité que les ouvriers employés à allumer les feux, pourvu qu'ils ne soient effectivement occupés à aucun travail. En cas de travaux de réparation, elle subordonne la faculté accordée à l'obligation d'en donner avis à l'autorité locale. La faculté réservée dans les teintureries pour le lavage et l'étendage s'appliquera aux fabriques d'indiennes. Le nombre des hommes employés pour le séchage est porté à deux par établissement.

Il est ensuite donné lecture du projet de décret. Ce projet est adopté avec quelques changements qui sont, comme pour les tableaux, opérés à l'instant même.

Ainsi la commission supprime le paragraphe relatif à la faculté qu'auraient les maires d'interdire le travail de nuit et se réserve d'en faire mention dans le rapport qui doit être adressé au Ministre.

En ce qui concerne les deux heures accordées le samedi dans tous les établissements pour le nettoyage des machines, un membre demande que ces deux heures ne soient pas renvoyées à la fin du jour, mais puissent être prises au milieu, sauf à prolonger de deux heures le travail ordinaire, afin que le nettoyage puisse ne pas avoir lieu à la lumière.

Un membre craint que cette disposition ne serve à éluder la loi.

M. le Président propose alors d'ajouter que le moteur sera arrêté pendant le nettoyage, et comme on objecte que cette disposition serait une cause d'embarras pour les industries où le moteur n'arrête jamais, on convient de dire : que le moteur sera arrêté toutes les fois que cela pourra se faire sans inconvénient.

En ce qui concerne les établissements sur cours d'eau, on adopte la rédaction proposée par la sous-commission. Il en est de même de la rédaction relative au nombre des inspecteurs et de deux dispositions additionnelles, l'une relative à la salubrité et à la sécurité des ateliers, dont les inspecteurs devront s'occuper; l'autre au mode de former les demandes en autorisation. La commission pense qu'il doit être accordé aux maires vingt-quatre heures seulement pour transmettre la demande aux préfets et aux préfets quinze jours pour statuer.

Un membre croit devoir entretenir la Commission, seulement afin qu'il soit con-

staté qu'elle en a eu connaissance, de diverses observations publiées par un filateur, et qui tendraient à introduire une différence dans la durée du travail entre les filatures, suivant que ces établissements seraient plus ou moins éloignés du port où débarquent les matières premières. Pour l'exécution, on diviserait la France en diverses zones. Dans l'une, celle qui serait la plus rapprochée du Havre, la durée du travail serait de douze heures, dans la seconde de douze heures et demie, dans la troisième de treize. Ces différences auront pour objet de faire compensation à la différence du prix de transport des matières premières. On s'accorde pour observer que si l'on voulait avoir égard à la situation de chaque établissement, on devrait se préoccuper de bien d'autres considérations que de celle relative à la distance du port de débarquement. Comment ferait-on d'ailleurs retomber sur l'ouvrier les conséquences de ce fait qu'un chef d'industrie s'est placé dans une situation plus ou moins avantageuse ?

Il peut y avoir telles ou telles compensations à la distance. Si une fabrique s'établit dans une localité éloignée, c'est qu'elle pense y trouver un avantage soit sous le rapport du prix de la main-d'œuvre, soit sous tout autre rapport.

Il n'est pas donné d'autre suite à la communication dont il s'agit.

M. le Président donne lecture du projet de rapport qu'il a préparé pour être envoyé au Ministre. Ce rapport sera recopié et signé à la prochaine séance.

La séance est levée à deux heures et demie et renvoyée au mardi 5 mars, 10 heures du matin.

SÉANCE DU 5 MARS 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

La séance est ouverte à 10 heures du matin.

Étaient présents : MM. Mimerel, *président* ; Henri Barbet, Feray, Ogereau, Boutarel, Roux-Carbonnel, Seydoux, *membres* ; Audiganne, *secrétaire*.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal qui est mis aux voix et adopté.

Sur l'invitation de M. le Président, le secrétaire donne lecture du projet de décret avec la rédaction nouvelle adoptée à la dernière séance. Il est expliqué à propos de l'article 9 que la commission entend qu'un même inspecteur pourra avoir plusieurs départements dans sa circonscription et relever de plusieurs comités. On tombe d'accord sur ce point qu'il ne devra pas y avoir plus d'un inspecteur par département, quel que soit d'ailleurs le nombre des comités. Moins il y aura d'inspecteurs et plus l'exécution de la loi sera uniforme.

Le Président donne ensuite une nouvelle lecture du rapport que la commission doit adresser au Ministre. Ce rapport est adopté et signé séance tenante.

La séance est levée à 11 heures et demie.

SÉANCE DU 31 MAI 1850.

PRÉSIDENCE DE M. MIMEREL.

Étaient présents : MM. Mimerel, *président* ; Roux-Carbonnel, Boutarel, Barbet, Feray, Seydoux, *membres* ; Audiganne, *secrétaire*.

M. le Président informe la commission qu'elle s'est réunie pour examiner diverses réclamations relatives aux exceptions proposées à la règle générale des douze heures de travail. La Commission s'occupera tant des réclamations transmises par M. le Ministre que de celles qui auraient été recueillies par chacun de ses membres ou qui se seraient produites au sein du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce.

M. le Président donne lecture :

1° D'une pétition des ouvriers tulliers de Calais et de Saint-Pierre-les-Calais tendant à obtenir la continuation du travail facultatif ;

2° D'une lettre de plusieurs membres du Conseil général relative à la mouture des garances pour laquelle on demande une exception ;

3° D'une lettre de M. Richard, secrétaire de la commission des vœux du Conseil général, qui transmet une réclamation du délégué de la Chambre de commerce de

Saint-Étienne par laquelle il est demandé que les femmes âgées de plus de 16 ans puissent travailler la nuit lorsqu'elles couchent dans l'établissement même où elles sont employées.

La Commission s'occupe d'abord de l'exception demandée pour les métiers à tulle.

Un membre fait observer qu'en Angleterre le travail de nuit est permis pour cette industrie. Si l'on veut que nos fabricants puissent lutter avec les métiers étrangers, il faut permettre l'organisation des relais.

Un membre craint que l'organisation des relais de nuit n'amène indirectement l'exclusion des femmes et des enfants: il est répondu que les hommes seuls sont occupés aux métiers.

Le travail de bobinage, dit un membre, emploie seul des femmes, et ce travail n'est pas susceptible d'être toléré la nuit.

Le même membre ajoute que pour les métiers l'exception lui paraît indispensable; en arrêtant les métiers la nuit on double les frais généraux: comment lutter alors avec l'Angleterre où cette industrie est entièrement libre?

Un membre croit devoir faire observer en outre qu'il n'y a pas de grands établissements pour le tulle.

La Commission admet l'exception pour les métiers à tulle, qui seront rangés dans le 2^e tableau, à la charge, bien entendu, de n'employer que des hommes pour le travail de nuit.

L'exception a été admise par la double considération ci-dessus exprimée, que cette industrie n'est pas réglementée en Angleterre, et que les ateliers réunissent rarement d'ailleurs dix ouvriers dans un même établissement.

Un membre croit devoir faire remarquer, à propos de la cloche dont il est parlé dans le projet de règlement, qu'il est impossible que dans les teintureries les ouvriers sortent à la même heure, bien que ne travaillant tous que douze heures. Le même membre présente une observation relative au lavage dans les teintures qui a besoin quelquefois de se prolonger un peu de temps après la fin du travail, sans qu'on puisse limiter le nombre d'ouvriers auxquels cette faculté sera nécessaire.

Il est reconnu que la rédaction du 1^{er} tableau, en ne fixant pas le nombre d'ouvriers exceptés, satisfait pleinement à l'observation qui vient d'être présentée.

La Commission a décidé ensuite que les fonderies de métaux passeront du second au premier tableau.

Après ces mots du second tableau: *séchage des tissus*, elle supprime ceux-ci: *mais seulement pour deux hommes par établissement*.

La Commission passe à la question relative à la mouture de la garance à laquelle se rattachent d'autres réclamations présentées aux membres de la Commission, relativement à la mouture des graines oléagineuses, des alizaris et des écorces.

Il est reconnu que la mouture des graines oléagineuses rentre dans la fabrication des huiles comprise dans le 2^e tableau, et qu'on donnera une satisfaction suffisante à la garance en intercalant le mot *étuve* dans le 2^e paragraphe du 2^e tableau. Dans cette industrie, le feu continu n'est utile que pour sécher le végétal. Les étuves se trouvent assimilées aux séchoirs. Quant à la mouture du tan, on n'admet pas l'exception parce qu'aucun établissement de ce genre ne comprend dix ouvriers.

La Commission n'admet pas la réclamation de Saint-Étienne, transmise par M. Richard, concernant les femmes occupées la nuit dans les établissements où elles couchent. La Commission maintient l'interdiction inscrite dans l'article 7 de son projet de règlement. Elle remplace seulement ces mots: *ni des femmes de tout âge*, par ceux-ci: *ni des femmes, quel que soit leur âge*.

Un membre présente une observation sur le 4^e tableau, en ce qui touche les impressions sur rouleau. Cette rédaction, dit-il, exclut l'impression à la planche; l'impression des robes se trouve ainsi rentrer dans l'exception, tandis que l'impression des foulards de Lyon en est exclue.

La Commission remplace ces mots: *l'impression sur rouleau*, par ceux-ci: *impression sur étoffes*.

La Commission, ayant reconnu qu'elle avait donné son avis sur les réclamations dont elle avait été saisie par le Ministre et sur celles qui s'étaient produites dans le Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce ou que chacun de ses membres avait recueillies, se sépare à midi.

RAPPORT PRÉSENTÉ AU MINISTRE.

La Commission que vous avez instituée pour aider à la préparation du règlement d'administration publique prescrit par l'article 2 du décret du 9 septembre 1848, vient vous soumettre le résultat de ces travaux.

Avant de se livrer à l'examen des questions de détail qui lui était dévolu, la Commission a cru qu'elle devait d'abord étudier et résoudre deux points principaux qui dominent toute cette mesure :

1° Quel est l'esprit du décret du 9 septembre ; quel but veut-il et doit-il atteindre ?

2° Par quelle loi le travail des usines et manufactures est-il régi en Angleterre ; comment la loi y est-elle exécutée ?

On comprend combien cet examen préalable avait d'importance : en effet, si comme le décret du 2 mars, celui du 9 septembre avait fait violence aux besoins et aux mœurs de nos populations ; s'il plaçait le travail français dans des conditions impossibles de concurrence ; s'il devait avoir ce double résultat d'arrêter l'essor de notre consommation intérieure et de fournir de nouvelles armes à la puissance industrielle de l'Angleterre déjà si redoutable contre nous sur les marchés étrangers ; ces considérations, on en conviendra, auraient dû trouver grande place dans les décisions que nous étions appelés à l'honneur de vous conseiller.

Voici sur ces deux points ce que l'étude des faits nous a révélé :

Depuis bon nombre d'années le travail des filatures et tissages mécaniques était abusivement prolongé dans certaines de nos contrées industrielles ; sans relais d'ouvriers, ce travail commencé à 6 heures le matin, se terminait à 10 et 11 heures le soir sans autre interruption qu'une heure et demie, deux heures au plus, pour le repas du milieu de la journée ; à ce travail excessif l'ouvrier perdait à la fois la santé et la moralité ; il vivait forcément au cabaret ; il ne connaissait plus sa famille ; le salaire réglé par une concurrence désordonnée que se faisaient les chefs d'industrie, se calculait, non sur le temps employé à la production, mais sur la valeur vénale du produit lui-même, que sa surabondance allait toujours dépréciant.

Cette surabondance amenait de partiels, mais de fréquents chômages. Tous les trois ou quatre ans il y avait encombrement dans les manufactures ; de deux partis alors il fallait prendre l'un : ou réduire le travail, et rendre ainsi bientôt sa valeur au produit qui, par ce moyen, serait devenu plus rare ; ou produire plus et plus encore pour abaisser le prix de revient et offrir ainsi un nouvel appât au consommateur. Ce dernier parti fut d'abord proposé, et souvent on vit tel établissement qui regorgeait de fabrications accumulées, travailler nuit et jour pour diminuer les frais en les répartissant sur une plus grande masse, et essayer par ce moyen de donner une nouvelle impulsion à la consommation ; dans cette lutte, les capitaux engagés et les salaires des producteurs étaient sacrifiés ; l'expérience rendit sage, et la tendance des dernières années fut évidemment de céder à la crise et de la vaincre, en modérant la production.

Ce qu'on avait fait pour combattre la crise, n'était-il pas bien de le faire pour la prévenir ? La sagesse et la modération ne sont-elles pas de tous les temps ? Telle était la question qui s'agitait déjà dans nos assemblées délibératives avant la Révolution de février.

La constitution industrielle de la France se prêtait merveilleusement à la réalisation de cette pensée, inspirée par une bonne économie et par l'humanité. En effet, nos lois protègent nos manufactures contre l'invasion des produits étrangers, et leur assurent le marché national, source la plus féconde de prospérité. Nos exportations, dans les fabrications de concurrence, ne sont encore qu'une exception, et c'est par le bon goût, et non par le bon marché, que nous faisons accepter nos étoffes en présence de celles de l'Angleterre. Aucun pays n'est donc mieux placé que le nôtre pour réglementer avec sagesse son industrie.

Ces réflexions, n'en doutons pas, ont dicté le décret qui nous occupe.

En l'édicant, le législateur a voulu sauvegarder la santé de l'ouvrier en ne lui imposant qu'un travail mesuré sur ses forces; il a voulu sauvegarder son bien être et sa moralité en le préservant des chômages et en lui assurant, autant que possible, un salaire modéré, mais toujours égal, et d'autant plus utilement employé qu'il le sera au sein de la famille.

Le décret a donc droit à nos respects. Aussi a-t-il été reçu avec reconnaissance par l'industrie, et malgré quelques infractions partielles, sans coercition aucune, on l'a mis presque partout en pratique. N'est-ce pas dire qu'il était dans les besoins et dans les mœurs de la population industrielle?

Mais que fait l'Angleterre en semblable matière?

Nous croyons pouvoir garantir l'exactitude des énonciations suivantes :

En Angleterre, la loi régit deux classes d'ouvriers :

1° Les enfants au-dessous de 13 ans, 2° les femmes de tout âge et les jeunes hommes au-dessous de 18 ans.

Les hommes de 18 ans et au-dessus ont seuls la liberté d'user et d'abuser de leurs forces.

En 1833, la loi limite à 12 heures le travail des femmes et des hommes au-dessous de 18 ans.

Cette loi est exécutée sans obstacle et sans fraude. Hommes, femmes, enfants, tous ne travaillent que 12 heures.

En 1844, une loi nouvelle limite le travail à dix heures. Cette loi est éludée, soit par l'emploi d'ouvrières prises en supplément et en relais, soit en n'employant que des ouvriers hommes.

Mais la loi n'est éludée que pour revenir à la limite de 12 heures. Une fois cette limite atteinte par un moyen ou par un autre, le travail cesse dans les filatures et les tissages, seuls établissements où la durée du travail soit régie par la loi.

Ainsi donc, le décret français consacre les habitudes anglaises. L'abandon fait en France du décret du 2 mars, qui limitait le travail à onze heures, l'inexécution de la loi anglaise qui limite le travail à 10 heures, tout concourt à prouver que 12 heures sont la véritable et juste limite du travail industriel.

Une fois certaine de la base sur laquelle elle devait opérer, la Commission a été d'avis que le décret devait recevoir toute l'extension que son texte permettait.

Ce décret comprend les usines et manufactures, et lors de sa discussion, les *ateliers* ont été formellement exceptés.

Qu'entendre par ces mots *usines et manufactures*? Le décret est muet sur ce point, et les lois fiscales le sont également.

Mais il existe un précédent. La Chambre des Pairs, dont la sagesse n'a jamais été mise en doute, ayant à définir les établissements qui seraient soumis à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, avait assujéti à cette loi les établissements qui comprendraient 10 ouvriers, nous avons adopté cette limite. Ainsi donc, en règle générale, tout établissement qui réunira habituellement dans son enceinte 10 ouvriers sous un chef patenté, sera soumis à la loi et ne pourra travailler plus de douze heures.

Par cette disposition se trouvent exceptés : les fabricants travaillant en chambre à Paris, les contre-maitres de Lyon et les ouvriers qu'emploie, en petit nombre, chacun de ces patrons. Ainsi encore sont libres : les chefs d'établissements des arts domestiques, les menuisiers, les serruriers. Au-dessous de 10 ouvriers, nous ne voyons que des ateliers; au-dessus de ce nombre nous voyons l'usine ou la manufacture que la loi a voulu soumettre à son joug.

Cependant nous avons encore considéré comme ateliers les maisons où s'exécutent des ouvrages à l'aiguille, quel que soit le nombre d'ouvriers employés. Il y a là des intermittences de travail obligées, qu'il faut respecter; rarement d'ailleurs plus de 10 ouvriers sont réunis dans un même lieu, sous un même chef.

Nous n'avons pas cru que nous dussions nous occuper du travail des mines, elles ont leurs règlements, l'Etat les surveille. Une mine est autant et plus production agricole que production industrielle.

Ces préliminaires arrêtés, il fallait aborder le détail des exceptions.

Nous les avons divisées en quatre catégories ;

1° Celles qui ne supportent aucune gêne et contre lesquelles toute réglementation échouerait ; ainsi la mouture du blé, la réparation d'un moteur, le soin des machines à vapeur, etc., etc.

2° Celles qui libres d'ailleurs dans leur continuel exercice, peuvent et doivent être assujetties à des relais pour l'entier de leur personnel, ce sont les verreries, les forges, etc., etc.

3° Celles auxquelles la même facilité de relais, ou selon la nécessité du moment, une prolongation de deux heures est accordée pour le dixième seulement des ouvriers qu'elles emploient, afin de terminer certains travaux qui ne peuvent être différés sans perte de richesse. Ce sont les raffineries, les produits chimiques, etc., etc.

4° Celles enfin qu'une exception temporaire et limitée doit indemniser des chômages forcés qu'elles éprouvent à d'autres époques de l'année, Ainsi les impressions sur étoffes, les teintures, les apprêts.

Là se sont arrêtées les exceptions à admettre.

Mais comme principe nous avons dit que toutes les fois qu'il y aurait travail de nuit, les femmes de tout âge et les jeunes hommes au-dessous de 18 ans n'y seront pas admis. Cette proposition n'a pas besoin d'être justifiée.

Si nous avons accepté sans difficulté tout ce qui tendait à préserver les matières à fabriquer de destruction ou d'altération, nous avons été moins convaincus quand il ne s'agissait que de réparer le dommage causé par un chômage périodique imposé par les lois industrielles et par la force des choses. Sur ce point nous n'avons cédé qu'à regret et après une longue discussion. Ainsi, par exemple, les imprimeurs au rouleau, les teinturiers, les apprêteurs, éprouvent dans l'année des temps d'arrêt et à chaque renouvellement de saison, la consommation leur demande un surcroît d'activité. Mais permettre d'imprimer, teindre et apprêter en dehors des prescriptions de la loi, c'est encourager les intermédiaires à ne venir s'approvisionner dans les fabriques qu'alors qu'il n'y a plus moyen de différer de le faire. C'est contraindre le fabricant à accumuler des produits pendant un plus long espace de temps que ne comporte le cours régulier des affaires. C'est le forcer souvent à opérer sur des capitaux qu'il ne possède pas. C'est laisser peser sur lui seul les chances réunies du commerce et de l'industrie, c'est le livrer sans défense à l'intermédiaire acheteur, et exciter celui-ci à spéculer sur la gêne qu'un semblable état de choses impose au producteur. C'est, en un mot, écraser le fabricant sous un poids qu'il ne peut supporter, le ruiner et donner un nouvel aliment à ces chômages que le décret a eu pour but de prévenir ; nous voulions d'abord, que par un plus grand nombre de machines l'industrie qui réclame fût à même d'exécuter plus promptement dans les moments où cette promptitude serait une nécessité.

Soit, répondait-on, mais pour plus de machines il faudra plus d'ouvriers, et puis l'époque périodique du chômage arrivant, que faire de ces bras inoccupés ? Travailler plus pendant un certain temps de l'année, moins dans d'autres, c'est en définitive revenir à un salaire annuel moyen que ne produira pas l'augmentation du nombre de machines. En fait d'impressions sur étoffes, bien plus encore que dans la teinturerie et l'apprêt, il est impossible de deviner le goût du consommateur. Dès qu'il se prononce, il faut agir et agir vivement si on ne veut pas voir la saison s'écouler sans résultats, et les demandes de l'exportation passer de France en Angleterre où les entraves, dans ce genre d'industrie, ne sont nullement connues.

En admettant cette réclamation, fallait-il, respectant le décret et la limite de douze heures, permettre le travail supplémentaire et par relais, pour toute la nuit, ou le limiter à deux heures de prolongation ? Dans le premier cas on n'admettait que le dixième des ouvriers, dans le deuxième c'était le quart. La prolongation de deux heures pendant 100 jours ouvrables, pour toute l'année, fut préférée. Le travail de quatorze heures, s'il n'est pas habituel, est supportable ; il n'est pas démoralisateur comme le travail de nuit ; dans cette limite de 100 jours ouvrables, les uns trouvaient excès, les autres parcimonie, ce qui a fait croire à la majorité de la commission qu'il y avait sagesse. Les 100 jours au maximum sont accordés par le préfet, soit qu'il indique dans son arrêt l'époque où ils doivent être pris, comme il fera pour les imprimeurs, soit qu'il renvoie sur ce détail l'industriel s'entendre avec l'inspecteur ou

le délégué du Comité, dont nous parlerons tout à l'heure, et c'est ce qui aura lieu pour les teinturiers et apprêteurs.

Nous nous sommes montrés fermement résolus à n'accorder aucun moyen de réparer le temps perdu, soit par bris de machines, soit par manque ou surabondance d'eau; on conçoit ces exceptions en Angleterre où le travail légal n'est que de dix heures, mais en France où il est si difficile de dépasser la limite de la loi sans arriver à l'abus, les esprits sont si facilement entraînés à se jouer des obligations qui leur sont imposées, permettre des prolongations de travail pour des motifs qui ne peuvent être toujours vérifiés dans leur exactitude, et qui peuvent être en définitive rendus le plus souvent inutiles par des machines supplémentaires, c'est ouvrir la porte aux excès que nous voulons réprimer, c'est détruire l'efficacité de la loi que nous avons mission de faire prévaloir.

De cette sorte, Monsieur le Ministre, les exceptions à la loi qui de leur nature ne sont pas définitives, seront très peu nombreuses, et comme elles ne proviendront jamais de fortuité, elles devront toujours être préalablement accordées par l'autorité.

Quelle sera cette autorité?

Les chambres consultatives, les conseils de prud'hommes n'existent pas partout, et ne sont pas toujours réunis. Le plus souvent ils siègent au chef-lieu de l'arrondissement et les manufactures sont ailleurs. Il faut éviter au chef d'établissement des déplacements qui le détournent de ses utiles travaux. D'un autre côté, l'autorité du maire serait-elle toujours suffisante, et si l'industriel réclamant est le maire lui-même, y aurait-il assez de garantie dans l'autorisation obtenue de l'adjoint? En présence de ces considérations, nous avons cru que l'autorisation devait être demandée au Préfet par l'intermédiaire du maire. Le Préfet ne manquera jamais assurément de consulter les corps commerciaux institués près de lui; de cette manière, toutes les garanties seront d'autant plus facilement acquises qu'il n'y aura jamais urgence de statuer.

Mais quelque justement sévère que soit le règlement d'administration publique, il restera sans effet et sans sanction si une surveillance spéciale n'est organisée.

En Angleterre, 4 inspecteurs généraux suffisent à l'exécution de la loi.

Nous croyons que ces fonctionnaires ne seraient pas, en France, efficacement employés. L'industrie chez nous est plus divisée, plus difficile à saisir dans son éparpillement, que l'industrie anglaise, et s'il faut que la surveillance soit de tous les instants, il faut aussi que les surveillants soient partout.

Voici le système auquel la Commission s'est unanimement arrêtée.

Il y aurait au chef-lieu du département ou, selon les besoins, aux chefs-lieux d'arrondissement, sous la présidence du préfet ou du sous-préfet, un comité composé de citoyens résidant dans la ville ou siègerait le comité, et aussi dans les lieux ou aux environs des lieux où sont situés les établissements à surveiller.

Un inspecteur par département, ou plus s'il le fallait, agirait sous l'autorité des comités. Cet inspecteur serait rétribué soit par l'État, soit par le département.

Il aurait pouvoir de verbaliser partout où les comités étendraient leur action.

Les juges de paix, maires ou commissaires de police le feraient dans leur juridiction respective.

Les gendarmes, agents de police, gardes-champêtres auraient mission de surveiller l'exécution de la loi et de dénoncer les infractions. Ils correspondraient avec le comité, mais ils ne verbaliseraient pas, les chefs d'industrie seraient avec regret soumis à ces agents subalternes; ces agents pourraient avoir part dans les amendes prononcées.

De cette manière, et à l'aide de l'inspecteur que le comité enverrait là où il le croirait utile, nous croyons que partout l'œil de l'autorité serait ouvert, et qu'il y aurait une surveillance efficace et complète.

Elle serait simplifiée et facilitée, si le travail et ses intermittences, réglées d'abord par un arrêté municipal, approuvé par le préfet, étaient annoncés par le son d'une cloche communale ainsi que cela se pratique déjà dans quelques-unes de nos villes industrielles.

Elle le serait encore, en définissant les heures dans lesquelles les arrêtés municipaux devraient se renfermer pour indiquer, selon les saisons, quand commencerait et finirait le travail.

La loi anglaise de 1833 renfermait les douze heures de travail, nous demanderions

que les douze heures auxquelles le décret limite le travail en France, fussent prises entre 5 heures le matin et 10 heures le soir, laissant ainsi aux arrêtés municipaux la facilité de se mouvoir de manière à satisfaire aux exigences de saison, de climat et d'habitude locale.

Une seule exception est admise et la voici :

Si un cours d'eau sert par écluses et alternativement plusieurs établissements, l'autorité réglerait les heures auxquelles chacun en utilisera la force, pourvu que ces heures n'excèdent pas la limite posée par la loi, et pour empêcher, d'une part, que le travail limité dans un intervalle trop long ne prête facilité aux fraudes, pour permettre, de l'autre, à l'ouvrier des campagnes d'éviter les inconvénients et les dangers d'un retour quand la nuit serait trop avancée, nous disons que l'intervalle dans lequel devra s'exécuter le travail sera de quatorze heures au plus, de treize heures au moins, et nous ajoutons que pendant les repos prescrits, le moteur sera nécessairement arrêté dans les filatures et tissages et partout où cet arrêt sera sans inconvénient. C'est qu'en effet l'arrêt du moteur est la seule garantie du repos des machines et conséquemment du repos des ouvriers.

Le projet de règlement que nous vous présentons paraîtra peut-être sévère à l'industrie; dans notre pensée il est indulgent; dans l'opinion de quelques-uns, la concession reprise dans le tableau IV, en faveur des imprimeurs, teinturiers, apprêteurs, n'était pas utile en elle-même; mais enfin, tous nous comprenons qu'il faut rendre facile le passage de la liberté absolue à la liberté restreinte. Mais nous espérons qu'à mesure que l'industrie prendra les habitudes de réserve qui vont lui être imposées, il sera loisible de diminuer quelques-unes des exceptions aujourd'hui tolérées, et nous désirons que vous alliez plutôt en les restreignant qu'en y ajoutant.

Nous aurions voulu que le décret nous confiât une mission plus large et qu'il nous permit d'une manière absolue la proscription du travail de nuit aussi bien que de celui du dimanche. A cet égard nous ne pouvons qu'indiquer en quelque sorte les vœux unanimes de la Commission, provoqués par ceux des chambres de commerce, consultatives et des conseils de prud'hommes. C'est pour les bien préciser qu'après avoir limité les relais de nuit, nous accordons à tous les ateliers soumis, le samedi, après les douze heures de travail accomplis ou vers le milieu de la journée, le moteur étant arrêté, deux heures pour le nettoyage des machines, de sorte que le travail du dimanche ne soit plus motivé même sous un prétexte, et qu'il n'ait lieu que pour quelques soins exceptionnels d'ordre et de propreté, qui ne peuvent s'exécuter quand la manufacture renferme toute sa population,

L'industrie, Monsieur le Ministre, attache un prix infini à l'exécution sincère et loyale du décret, mais si une loi est nécessaire pour proscrire le travail de nuit et celui du dimanche, elle vous supplie de la présenter sans délai. Le travail de nuit trouble le repos public, celui du dimanche crée le chômage du lundi, l'un et l'autre altèrent la santé et ruinent la moralité. Essayer de moraliser l'ouvrier en maintenant soit le travail de nuit, soit celui du dimanche, est une œuvre impossible contre laquelle tous les efforts viendront se briser.

Il en est de même pour les enfants s'ils continuent à entrer dans nos ateliers avant leur douzième année accomplie, jamais à cette condition ils ne recevront l'instruction religieuse qui leur est si indispensable, jamais ils n'acquerront ces connaissances premières qu'il faut pourtant bien leur donner. Tous les enfants ouvriers ont obéi à la loi et fréquentent l'école en même temps que l'atelier depuis 1833. Eh bien, peu de ces enfants, adultes aujourd'hui, savent lire ou écrire. C'est une erreur de réclamer pour eux le salaire de l'atelier dès l'âge de 8 ans; dans nos villes de fabriques, hors des heures d'école, ils trouvent le travail dans la famille qui aide à leurs besoins. Accordez-leur ce travail; que, si l'enfant sait lire à 10 ans, l'atelier par récompense et par tolérance lui soit ouvert, mais que hors de là, la règle soit 12 ans. Surtout fermez l'atelier aux jeunes années si vous voulez fermer les jeunes intelligences à une trop précoce perversité. Faites qu'avant d'être livré aux dangers de l'agglomération, l'enfant soit prémuni contre eux par une forte et bonne éducation chrétienne. Laissez le jeune enfant à sa famille, à sa mère, si vous voulez que pour le bien qu'il en aura reçu dans ses jeunes années, où les impressions sont à la fois si vives et si durables, il conserve de la famille ce doux et précieux souvenir que trop de mauvaises influences voudraient aujourd'hui effacer de tous les cœurs.

RAPPORT ET DÉLIBÉRATION

du Conseil général des manufactures de l'agriculture et du commerce au sujet du règlement d'administration publique prévu par le décret-loi du 9 septembre 1848.

Rapport de la Commission (1) chargée de l'examen des questions relatives au travail dans les manufactures, etc.

SÉANCE DU 26 AVRIL 1850.

PRÉSIDENTE DE M. DUMAS, MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Charles Dupin a la parole au nom de la Commission chargée de l'examen des questions qui concernent le travail dans les manufactures.

M. CHARLES DUPIN, *rapporteur*. — Messieurs, M. le Ministre de l'agriculture et du commerce vous a saisis de toutes les questions qui concernent la durée du travail et les époques du repos, suivant les sexes et les âges.

L'ensemble de ces questions est résumé par trois projets connexes.

Pour conserver la pensée d'unité qui dirige le Gouvernement, vous avez renvoyé ces projets à la même Commission, qui croit devoir vous en rendre compte dans un seul et même rapport.

Les résolutions que nous allons soumettre à votre examen, importantes à toute autre époque, le deviennent bien davantage dans les temps où nous vivons, après les actes si graves accomplis depuis deux années.

L'enceinte même où vous êtes appelés à délibérer vous rappelle les phases les plus saisissantes de cette grande question du travail humain, abordée d'abord par la bienveillance et la raison, éludée longtemps par l'intérêt, puis tranchée par l'injure et la violence.

Dès l'année 1840 et l'année 1841, l'ancienne Chambre des Pairs jetait les premiers fondements de la législation qui protège les jeunes ouvriers adonnés aux travaux de l'industrie.

En 1847 et 1848, elle faisait un pas de plus; elle étendait la protection du législateur au travail du sexe féminin tout entier, en fixant une limite au delà de laquelle il ne fût pas possible de dépasser les forces des filles et des femmes, quel que fût leur âge.

C'est dans son avant-dernière séance(2) que la Chambre des pairs, à la presque unanimité, votait l'ensemble d'une loi qui donnait à l'humanité de nouvelles garanties, qui protégeait les êtres faibles, qui leur assurait les bienfaits de l'enseignement, une loi qui posait, pour le travail journalier des adultes du sexe féminin, la limite de douze heures, suffisante pour satisfaire à toutes les exigences.

Nous sommes heureux, aujourd'hui, de reprendre et de poursuivre ces nobles traditions.

MESURES RELATIVES À LA DURÉE DU TRAVAIL.

Avant d'examiner les questions diverses qui se rapportent aux conditions du travail, votre Commission s'est préoccupée du principe même sur lequel repose le décret de

(1) Cette commission était composée de MM. Barbet, Bertèche, Chennevière, Dollfus, Charles Dupin, président, Palyart, secrétaire, de La Rochefoucault-Liancourt, de la Roquette, Schneider.

(2) Le 21 février 1848. Voir Bulletin de l'Inspection, année 1900, p. 278, sq.

1848, qui fixe des limites à la durée du travail des adultes, pour les usines et pour les manufactures.

On a présenté, sur ce décret, des observations très graves. La limitation qu'il prescrit n'est-elle pas une atteinte à la liberté du citoyen ? n'est-elle pas en contradiction patente avec l'article 13 de la Constitution, qui dit :

« La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie » ?

Voici les raisons et les faits qui, selon nous, justifient le législateur.

A deux siècles de distance, deux époques de progrès et de lumière offrent un étrange contraste. Au xvii^e siècle, l'autorité gouvernementale impose des conditions aux œuvres de l'industrie ; c'est la façon, c'est le produit du travail qu'elle réglemente ; au travail même elle n'impose aucune condition. Au xix^e siècle, de nos jours, les produits du travail sont affranchis de toute réglementation, et c'est le travail même qu'on soumet à des lois.

En 1841, l'on fait un premier essai pour réglementer et protéger le travail de l'enfance, pour les travaux étrangers à l'agriculture.

Sept ans après, l'on propose de réglementer, de protéger le travail, non plus seulement de l'âge le plus tendre, mais du sexe le plus faible, quel que soit son âge.

Voilà jusqu'où l'on s'avance par voie d'initiative parlementaire, dans l'enceinte où nous sommes, le 21 février 1848.

Le 24, une révolution s'accomplit : on inscrit le nom de liberté sur les monuments, en tête des actes publics.

Sept jours après, le 2 mars, un décret dictatorial, au nom de la République, impose deux limites spéciales à la durée du travail des citoyens : une limite pour les départements, à qui l'on croit devoir moins ; une limite pour Paris, à qui l'on croit devoir plus : onze heures pour les pays obédients, et dix heures pour la cité qui dictait la loi : *Civitas imperiosa*.

Le 4 avril, des peines sévères sont édictées contre les chefs d'ateliers et de manufactures qui feraient travailler leurs ouvriers pendant un temps moins réduit : l'amende simple, puis double, puis la prison.

C'est donc parallèlement au progrès de la liberté, du moins nominale, que marche la réglementation du travail ; c'est quand il n'y a plus de corporations ni de maîtrises ; c'est quand tout ouvrier se fait maître dès qu'il en a l'intelligence et le vouloir, c'est quand il arrive à la plénitude des droits politiques et civils, c'est alors que son travail reçoit des limites plus resserrées.

Enfin, pour achever le tableau, c'est l'ouvrier qui demande, je ne dis pas assez, c'est l'ouvrier qui commande ces restrictions ; c'est lui qui veut qu'on les pousse à l'extrême ; et ce sont elles qu'une autorité sans bornes, à condition de céder sans cesse, impose par obéissance. Voilà les faits accomplis.

Lorsque la législature eut remplacé la dictature, la grande question du travail fut profondément discutée.

Nous n'avons pas à parler ici des théories élaborées au nom de ce qu'on appelait le droit au travail. On éluda plutôt qu'on ne trancha beaucoup de difficultés par les mots déjà cités : *La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie*.

En invoquant cet article, on demanda, comme conséquence, l'abolition pure et simple du décret du 2 mars, qui limitait la durée du travail.

Ce fut alors qu'écartant un vain cliquetis de paroles, on descendit au fond des choses pour découvrir la vérité.

Nous avons vu des industries puissantes, actives et prospères, entraînées par l'excès des commandes, imposer à l'ouvrier des journées de travail dont la longueur a fini par dépasser toute mesure. L'étranger rivalisant avec le fabricant national, ce fut à qui travaillerait plus vite et plus longtemps chaque jour, pour ne pas rester vaincu dans cette lutte incessante.

Soyons sincères : pour certains genres de travaux, il est une longueur de journée que l'homme, quelque robuste qu'il soit, ne peut ni dépasser ni même atteindre sans qu'à la longue sa force ne s'énerve, sa santé ne s'altère et sans que les infirmités précoces ne le conduisent à la mort prématurée.

On a vu, nous ne disons pas en France, des cités entières, des cités immenses,

Manchester par exemple, frappées dans la santé, dans la longévité de leur population, enchaînées par les machines à la durée toujours croissante du travail.

Alors la voix impérieuse de l'humanité s'est élevée pour déférer le droit d'agir au législateur. Si l'on a pris à Londres une voie indirecte, en ne limitant le travail que pour les enfants et les femmes, c'est parce qu'on a vu que, dans la dépendance intime du travail des deux sexes, à l'égard des manufactures les plus importantes, on imposait en réalité la même limite au travail de l'homme adulte.

Loin que l'ouvrier ait considéré comme un asservissement semblables mesures, quand elles ont été fondées sur l'observation intelligente des faits accomplis, il a regardé ces mesures protectrices comme assurant à la fois sa force, sa vie et sa vraie liberté.

Mais, pour que d'aussi grands bienfaits soient produits, il faut que les bornes assignées ne réduisent pas le travail au-dessous des facultés de l'homme, courageusement employées; sans cela l'on diminue par trop la production, l'on appauvrit le pays, l'on ravit à la famille ses justes moyens d'existence; en un mot, l'on propage et la paresse et la misère, avec toutes leurs servitudes, en ayant l'air de protéger la liberté.

Voilà le mal qu'avait produit, pour la France et surtout pour la capitale, le décret du 2 mars, décret par lequel l'ouvrier parisien s'était flatté qu'il gagnerait en dix heures, et même en moins de temps, ce qu'auparavant il gagnait en douze. Ce décret, par la fermeture subséquente d'un nombre immense d'ateliers, pour la seule ville de Paris, avait privé de travail les adultes et les adolescents parmi 300,000 individus bientôt sans ressources, auxquels on donnait comme secours, afin qu'ils ne mourussent pas de faim, 18 centimes par jour!

Voilà le mal infini qu'a réparé le décret du 9 septembre 1848.

En fixant à douze heures le maximum de la journée de travail, la législation nouvelle, nous sommes heureux de le dire, a satisfait en même temps les patrons et les ouvriers. Pareille limitation avait été demandée, dès 1847, à la Chambre des pairs, par les fabricants de la Seine-Inférieure; au mois d'août 1848, la Chambre de commerce et le Conseil des prud'hommes de Rouen, d'accord avec les ouvriers, réclamaient la même limite, près de l'Assemblée constituante.

Votre Commission, composée presque en totalité de manufacturiers et de grands possesseurs d'usines, votre Commission déclare, à l'unanimité, que la limite de douze heures lui paraît la fixation la plus convenable pour conserver sans affaiblissement les forces de l'ouvrier; elle suffit pour obtenir, dans un temps continu et prolongé, le plus grand effet utile que puisse donner le travail de l'homme.

Si nous restons fidèles à cette limite, non-seulement la santé, la force de la classe ouvrière n'iront pas en se détériorant, elles reprendront, au contraire, une plus grande vigueur; et bientôt les revisions annuelles du recrutement ne présenteront plus une disproportion trop affligeante entre les aptitudes et la validité des jeunes gens de nos cités et de nos campagnes.

Pour dire notre dernier mot, dans cet accord si remarquable des ouvriers qui ne se plaignent point quand on n'exécute pas douze heures de travail, et des maîtres intelligents qui sont satisfaits quand le travail atteint douze heures; dans cet accord volontaire, nous refusons de voir une violation des libertés, ni du patron, ni de l'ouvrier.

D'après l'article 2 du décret du 9 septembre 1848, des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à la limite générale, relativement à la nature des industries ou des causes de force majeure.

Pour préparer ce règlement d'administration publique, le Ministère du commerce s'est adressé, dès le 18 septembre 1848, aux Chambres de commerce, aux Chambres consultatives des arts et manufactures, ainsi qu'aux Conseils de prud'hommes. Il leur a demandé d'indiquer les exceptions spéciales qui paraîtraient nécessaires.

Ces documents recueillis ont été confiés à l'examen d'une commission considérable; ils ont conduit au projet de règlement qui vous est soumis et dont nous allons rendre compte.

Le projet excepterait des prescriptions du décret tous les établissements qui ne renferment pas dix ouvriers sous un chef patenté, c'est-à-dire *plus des neuf dixièmes des établissements d'industrie*.

Une semblable distinction introduirait une source d'inégalité fatale à l'industrie entre des établissements de même nature. On verrait l'un possédant dix ouvriers et

l'autre neuf; le premier renfermé dans les limites du décret, le second pouvant abuser sans bornes du travail de ses ouvriers, les épuiser tour à tour et les abandonner l'un après l'autre, après avoir tiré de leur labeur excessif un lucre interdit à son concurrent.

C'est alors qu'on verrait reparaître, dans les ateliers morcelés, substitués aux grands ateliers, quelques-uns des abus les plus criants reprochés aux petites et dures spéculations du *marchandage*.

Nous demanderons que le décret reste applicable à tous les ateliers excepté l'atelier de famille, parce qu'aucune autre exception, quant au nombre des ouvriers, n'est ni nécessaire, ni juste, ni bienfaisante.

L'article 2 indique quatre tableaux d'exceptions pour des industries spécifiées :

Les premières industries, exceptées de plein droit et sans autorisation quelconque; les secondes, pour prolongation de travail au delà des limites légales, avec obligation de relais d'ouvriers, et sans qu'il soit besoin d'autorisation préalable; les troisièmes, afin de faire travailler exceptionnellement au delà des limites légales un dixième des ouvriers, avec relais, ou quatorze heures sans relais; les quatrièmes, où l'on jouirait de deux heures de supplément pendant cent jours ouvrables de chaque année, pour le quart des ouvriers seulement et moyennant l'autorisation du préfet.

Ces exceptions ne comprennent pas moins de trente classes d'usines ou de manufactures.

Votre Commission n'a pas jugé qu'elle pût disposer d'un temps suffisant pour l'examen approfondi des motifs graves, tels qu'ils doivent l'être toujours, propres à justifier chaque exception spéciale.

Pour le même motif, elle ne vous propose pas de délibérer sur de telles exceptions.

Elle se contentera d'indiquer les principes d'après lesquels il lui paraît que devra se guider le Conseil d'État, non pas de recevoir tout fait, mais de rédiger lui-même, après un très long examen, le règlement d'administration publique.

Les partisans du travail restreint au delà des justes bornes ont souvent cité l'exemple de l'Angleterre, afin de montrer tout ce qu'il est possible de faire à cet égard.

En revanche, on a cité des industries importantes, la fabrication de tulles, par exemple, pour lesquelles on aurait, dit-on, rendu la loi complètement muette.

L'acte parlementaire de 1844 excepte nominalement les manufactures où l'on fabrique la dentelle, les chapeaux, le papier, et les ateliers de blanchissage, d'impression et de teinture.

De telles restrictions tiennent au génie de la législation britannique, autant et peut-être plus qu'à la nature des travaux qu'elles concernent.

C'est au Conseil d'État qu'il appartiendra de peser la valeur de toutes les objections, en conciliant les intérêts généraux de l'industrie avec les intérêts de la santé des travailleurs; mais sans faire disparaître la règle générale à force de restrictions.

Toutes les exceptions indiquées ont pour objet de permettre aux chefs d'établissement, dans les industries spécifiées, d'outrepasser la journée de douze heures de travail : c'est l'intérêt de l'industrie qui réclame de telles exceptions, qu'il faut bien accorder lorsqu'on les juge indispensables.

Mais n'existe-t-il pas d'autres industries, où la santé, la vie des hommes est plus ou moins compromise par le travail de douze heures? Ici l'humanité commande.

N'y a-t-il pas une seconde énumération qui doit marcher parallèlement à la première, et qui devrait même la précéder? c'est l'énumération des industries où l'humanité prescrit d'abaisser la limite de douze heures... Selon nous, cette catégorie d'exceptions doit marcher au premier rang.

Lorsqu'un très habile rapporteur défendait la jouissance des retraites, même à partir de cinquante ans, il nous déclarait que, dans beaucoup d'industries, à cet âge, l'ouvrier n'est plus susceptible de travailler.

Nous demandons qu'on s'enquière sans retard et très sérieusement au sujet de ces industries, pour savoir à quel point on peut restituer dix ans de faculté laborieuse, et de force, et de santé, et de longévité, à ces classes d'ouvriers, en modérant la durée de leur travail insalubre ou comparativement excessif.

Revenons à la première catégorie. Il ne nous suffit pas, pour certaines professions, pour qu'on réclame des journées qui dépassent douze heures, d'alléguer les usages

établis : c'est précisément pour mettre un terme à de tels usages qu'on a proclamé le décret du 9 septembre 1848.

Il faut qu'on démontre le dommage réel et désastreux qu'éprouverait telle industrie en particulier, à moins d'obtenir une exception de faveur.

A l'égard des exceptions transitoires, en cas d'accident ou de chômage, elles sont de droit.

Pour les industries intermittentes, où le travail est inégal dans les diverses saisons, il convient encore de faire quelques observations.

S'il importe de ne pas perdre un travail momentané qui surgit tout à coup à certaines époques, il importe aussi de signaler l'avantage d'une industrie prévoyante qui sait préparer, à l'avance, les produits dont la demande va redoubler au moment futur que l'expérience apprend à connaître.

En Angleterre, avant que des restrictions fussent apportées à la durée du travail journalier, un petit nombre de maisons, le plus en crédit, accaparaient les commandes en écrasant de travail leurs ateliers préférés; mais alors le très grand nombre des autres ateliers était privé d'activité.

Aujourd'hui, le flot des commandes, lorsqu'il arrive tout à coup, se répartit sur le plus grand nombre des ateliers; ils prospèrent à la fois; ils travaillent plus longtemps, et le bienfait s'en fait sentir sur les mœurs des ouvriers.

C'est un malheur pour la classe ouvrière que des occupations intermittentes qui font succéder le chômage à l'excès d'activité; les gains, considérables pendant les jours de travail excessif, sont en grande partie dissipés, et surtout à boire; par ce moyen, la misère succède à la surabondance, et complète, en avilissant, ce que l'intempérance a commencé par la débauche.

Nous résumons en cinq articles les bases que nous proposons pour le règlement d'administration publique à préparer, quant à la durée du travail dans les usines et dans les manufactures.

1° Le bénéfice de la limitation du travail fixé par le décret du 9 septembre 1848 est maintenu comme règle générale pour tous les établissements d'industrie dirigés par un ou plusieurs patentés.

2° Le règlement d'administration publique ordonné par le décret comprendra :

En premier lieu, les catégories d'établissements plus ou moins insalubres ou délétères dans lesquels on doit abaisser le maximum de la journée de travail;

En second lieu, les catégories d'établissements où, pour des cas énumérés, la limite du travail peut être étendue au delà des douze heures établies par le décret.

3° Dans aucun cas, la permission d'accroître la durée du travail ne doit être déferée aux autorités locales. Les mêmes limitations, les mêmes exceptions devront, pour une même industrie, maintenir l'égalité d'un bout à l'autre de la France.

4° Sauf les exceptions établies par l'article 3 de la loi de 1841, les manufactures et les usines auxquelles seraient accordées des prolongations de travail par voie de relais, ne pourront faire servir aux relais de nuit ni des hommes au-dessous de seize ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.

5° La même inspection surveillera la durée du travail en exécution du décret du 9 septembre 1848, et le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans les manufactures, usines, etc.....

SÉANCE DU 29 AVRIL 1850.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion relative aux propositions faites par la Commission du travail et renfermées dans le rapport de M. Charles Dupin.

La parole est à M. Lingé.

M. LINGÉ. — Je crois que beaucoup de membres ont l'intention de parler sur le travail dans les manufactures, et que la loi sur le travail des enfants ne viendra qu'en dernier lieu. Je céderai volontiers la parole à ceux de mes honorables collègues qui voudront la prendre.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Fournier.

M. FOURNIER. — Messieurs, c'est sans doute témérité de ma part de venir combattre les éloquentes conclusions d'un rapport que vous avez entendu avec tant de faveur; mais je cède à une profonde conviction. Comme je monte à la tribune pour la première fois, je vous prierai de me permettre de lire quelques réflexions; je ne serai pas long.

Messieurs, toute nation développe son aisance, sa fortune publique, en raison de l'intelligence et de l'activité qu'elle apporte dans ses moyens de travail, et surtout dans l'équilibre qu'elle s'efforce de maintenir entre toutes les branches de production et les besoins de la consommation.

Ce principe est tellement élémentaire que vous ne me pardonneriez pas, Messieurs, de vous le développer.

La loi du 22 mars 1841 et le projet que la Commission conseille au Gouvernement de lui substituer, atteignent-ils ce but? Je ne le pense pas, et je vais essayer de vous le démontrer.

Si les besoins d'une société civilisée, arrivée, comme la nôtre, à un degré d'aisance généralement confortable, n'étaient pas, par la force des choses, essentiellement variables de leur nature, la loi trouverait son utilité dans la régularité même de nos besoins.

Mais il n'en est pas ainsi; la différence plus ou moins tranchée des saisons, l'inégalité des récoltes et mille causes diverses viennent déranger à chaque instant l'harmonie de la production et de la consommation; comment donc peut-on vouloir réglementer l'une quand il est impossible de régulariser l'autre?

Jusqu'ici l'équilibre entre ces deux parties d'un même tout s'est rétabli par l'augmentation ou la diminution facultative des heures de travail; les besoins de la société ont servi de niveau régulateur, et aujourd'hui on veut rompre ce moyen d'équilibre, indispensable à la prospérité publique; on vous propose de soumettre à un travail uniforme les produits de toute espèce que la société vous demande d'une manière irrégulière; cela me semble contraire à la logique. La commission propose, à la vérité, quelque exception en faveur des industries qu'elle appelle intermittentes; mais elles le sont toutes, il n'y a de différence que dans le plus ou moins de longueur des périodes d'intermittence inhérentes à chaque nature de travail.

L'ouvrier dont l'industrie s'exerce en plein air est soumis à des intermittences journalières.

Le teinturier, l'apprêteur, etc., travaillent par bordées; ils n'ont presque jamais un travail suivi.

Le fabricant d'articles propres à chaque saison de l'année est sujet à une intermittence semestrielle qui s'augmente de toute la différence des saisons; un hiver froid, un été chaud modifient les conditions de son travail.

L'usiner dont le moteur est assis sur un cours d'eau éprouve le chômage des grosses et basses eaux, qui arrêtent ou ralentissent son travail.

Indépendamment des intermittences spéciales à chaque industrie, nous avons les grandes intermittences connues généralement sous le nom de *crises commerciales*.

Je les appellerai périodiques, parce qu'elles correspondent aux périodes d'abondance ou de pénurie des produits agricoles.

Elles sont le résultat de circonstances atmosphériques dont l'explication échappe à notre intelligence; mais c'est un fait reconnu par tous les observateurs, que, depuis de longues années, nous avons des périodes de quatre à cinq ans de récoltes bonnes ou abondantes, suivies de périodes à peu près égales de récoltes médiocres ou mauvaises.

Pendant toute la durée des périodes d'abondance, les diverses branches de l'industrie manufacturière jouissent d'une grande activité: les ouvriers sont recherchés, on leur demande du travail, ils le font payer cher, et ils ont raison; leur seul tort est de ne pas faire assez d'économies pendant ces années de prospérité.

Dans les périodes de pénurie, au contraire, le travail languit, le manufacturier perd tout ou partie du bénéfice qu'il a fait dans la période précédente.

Nous sommes aujourd'hui dans une période d'abondance, c'est ce qui explique la reprise quand même de la plupart des produits manufacturés.

Ajoutez à ces grandes intermittences celles que nous apportent les crises politiques qui sont toujours suivies d'une révolution industrielle. Chacun, effrayé sur les consé-

quencés de l'avenir, restreint sa dépense au strict nécessaire; des milliers d'ouvriers qui vivaient au jour le jour se trouvent déplacés, privés de travail et, par conséquent, de moyens d'existence.

Enfin toute cette intermittence en industrie, la demande et l'offre du travail varient de saison à saison, d'époque à époque, de période à période; comment donc, je le répète, en présence d'une consommation irrégulière qui entraîne comme conséquence une production également irrégulière, peut-on vouloir régulariser, limiter les heures de travail? C'est empêcher l'ouvrier prévoyant de faire des économies, des réserves pendant les époques de prospérité; c'est tarir les sources de la fortune publique, c'est renverser l'équilibre que la liberté du travail établissait naturellement entre la production et la consommation. Sans doute il serait à désirer que, pendant les époques de détresse, les manufacturiers pussent continuer un travail régulier et réserver le trop-plein de leur production pour les époques d'abondance; mais il faudrait pour cela un capital immense. Les manufacturiers le font bien jusqu'à un certain point : les uns font des réserves en proportion de leur fortune, les autres vendent à perte pour continuer à travailler, chaque crise leur enlève une partie et souvent plus qu'ils n'ont gagné aux époques de prospérité; mais ces pertes, ces réserves ne peuvent se faire que dans des limites très restreintes et toujours à l'aide d'une diminution dans les heures de travail que l'ouvrier supporte avec patience dans l'espoir de trouver un dédommagement à la reprise des affaires.

La commission appuie son projet sur l'avis de plusieurs chambres de commerce, de plusieurs négociants distingués, qui croient voir dans la loi une amélioration pour le sort des ouvriers, et une digue contre l'excès de production auquel ils attribuent le retour des crises commerciales.

Pures illusions que tout cela.

Toute diminution dans la durée du travail entraîne, comme conséquence forcée, une diminution dans le prix des salaires, une réduction dans la fortune publique.

Toute réduction dans la fortune publique, c'est-à-dire dans la part répartitive de chacun, affecte principalement le dividende de celui qui possède le moins.

C'est donc sur l'ouvrier, et surtout sur celui qui a le moins de ressources, que retombent les effets fâcheux de la loi.

Le meilleur moyen d'augmenter le bien-être de l'ouvrier, est de le mettre à même de mener la vie confortable que donnent le travail, l'économie, la prévoyance, et vous atteignez autant que possible ce but en laissant chacun librement travailler, suivant ses forces, suivant les saisons, suivant les besoins de la société, qui sont les siens, puisque nous vivons tous de l'échange de notre travail.

Quant à l'excessive production qu'on voudrait empêcher, elle aura lieu avec la loi comme sans la loi.

Le bénéfice amènera toujours la production manufacturière au niveau des besoins de la consommation dans les années d'abondance, et toujours le trop plein commencera quand une diminution sensible dans les produits de l'agriculture se fera sentir; c'est là un thermomètre invariable.

En effet, il ne peut y avoir d'excès de production quand toutes les branches d'industrie progressent dans la même proportion.

Production et misère s'excluent mutuellement.

L'excès de production générale peut amener tout au plus un excès de consommation, et Dieu veuille que nous éprouvions souvent cette pléthore.

L'homme isolé dans une île ne craint pas l'excès de production. L'homme social, que la division du travail a rendu producteur d'une spécialité, et consommateur de toutes, ne redoute qu'un défaut d'harmonie dans la production générale, qui l'empêche d'échanger son travail spécial contre les produits de toute espèce dont il a besoin, et que les autres producteurs ne lui fournissent pas en quantité suffisante, et c'est précisément ce qui arrive à l'industrie manufacturière, toutes les fois que l'agriculteur éprouve une diminution dans la recette des produits territoriaux; le manufacturier ne produit trop que parce que l'industrie agricole ne produit pas assez. Votre projet de loi ne remédiera en rien à ce défaut d'harmonie qui tient à des circonstances atmosphériques en dehors de nous; vous éprouverez, comme auparavant, le retour de crises périodiques tous les quatre et cinq ans, et vous les éprouverez avec une augmentation de misère que la loi aura occasionnée.

Jusqu'ici je n'ai examiné le projet de loi qu'au point de vue des intérêts généraux; mais, si vous descendez dans les détails, vous le trouverez encore plus irrationnel.

Il enchaîne d'abord la liberté de l'homme, la liberté sacrée du travail.

Il ne permet pas à l'ouvrier de travailler plus longtemps dans l'été que dans l'hiver, et cependant la nature a donné à l'homme plus de vie, plus d'action dans une saison que dans l'autre.

Il oblige l'homme fort à ne travailler que comme l'homme faible; il l'empêche de doter sa famille de cette vie confortable que le père aime tant à donner à ses enfants.

Il soumet, à quelques exceptions près, tous les genres de travaux au même régime, quoique pas un ne se ressemble; tel travail fatigue plus un homme en huit heures, que tel autre en douze et treize heures.

Ajoutez à ces inconvénients déjà si graves la difficulté, l'impossibilité peut-être d'appliquer la loi, surtout aux petites industries, les seules pourtant que vous ayez intérêt à atteindre.

C'est en effet là, c'est dans les petits établissements, souvent mal aérés, mal disposés, que se commettent le plus d'abus dans la durée du travail.

Les grands établissements, au contraire, sont en général dans de bonnes conditions hygiéniques; l'administration, quoi qu'en aient dit quelques philanthropes, qui ne les connaissent pas, en est paternelle; les machines exécutent la partie la plus dure du travail, et la population de ces mêmes établissements ne paraît faible que parce que les ouvriers peu robustes recherchent naturellement les ateliers qui n'exigent pas un grand déploiement de force.

Le charpentier paraît plus robuste que le menuisier, celui-ci semble plus fort que l'ouvrier des manufactures : il ne faut pas en conclure que le travail de l'un est plus fortifiant que le travail de l'autre; la différence vient de ce que chaque homme finit toujours par se grouper autour de l'industrie qui convient le mieux à sa constitution.

La Commission a donc été conséquente avec son principe de réduction de travail, en étendant ce qu'elle appelle le bénéfice de son projet à toutes les usines et manufactures, petites et grandes; retirez les petites usines, la loi devient inutile, impuissante.

Eh bien, dans ma conviction, la loi est d'une exécution impossible et dangereuse dans les petits ateliers.

Elle est impossible, parce qu'elle viendra se heurter contre les exigences d'un marché, d'une foire, d'un jour de fête, contre les arrivages et expéditions d'un port de mer, enfin contre mille besoins locaux qui font varier à l'infini les conditions du travail.

Elle est dangereuse, parce que son application sera une source de débats entre le patron et l'ouvrier, et que surtout elle éprouvera une vive opposition, et cela à une époque où la résistance à la loi est à l'ordre du jour, et où toute perturbation est un danger pour l'ordre public.

L'autorité enfin, dont l'administration est bienveillante, finira par ne plus faire exécuter la loi; et c'est un reproche de plus à lui faire : c'est ainsi qu'on affaiblit le respect à la loi, si nécessaire sous le régime de la liberté.

On cite l'exemple de l'Angleterre; eh, Messieurs, ne faisons pas de comparaison entre deux situations entièrement dissemblables. L'Angleterre jouit, par l'accumulation de ses capitaux, d'un tempérament industriel tellement robuste, qu'elle peut faire tous les essais impunément; elle produit plus, par le nombre de ses machines, en huit heures de travail, que la France en douze heures. Nous nous tromperons toujours quand nous voudrions la suivre dans l'application de ses théories.

Prenons, Messieurs, nos inspirations chez nous, ne cédon's à l'esprit novateur de notre époque que dans ce qu'il a de juste et de raisonnable; et si vous reconnaissez avec moi que la loi est d'une exécution impossible dans les petits ateliers, et que c'est là que son application serait la plus utile, ne la conseillez pas au Gouvernement.

Je me résume, Messieurs, en quelques mots.

Considérant que toute réduction forcée dans la durée du travail est une atteinte à

la liberté; qu'elle tend, en outre, à diminuer les salaires, la richesse sociale, et par conséquent à empirer la condition de l'ouvrier qu'on désire améliorer;

Considérant, en outre, que les besoins de la consommation, variables à l'infini, rendent son application très difficile, sinon impossible;

Par ces raisons, je propose au conseil d'émettre le vœu que la loi soit rapportée.

M. MIMEREL. — Je n'ai pas mission pour parler au nom du conseil général, mais je ne crains pas d'être blâmé par mes collègues du comité des manufactures en disant que le rapport que nous allons discuter a généralement bien exprimé les intérêts et les sentiments de l'industrie tout entière : je ne crains pas d'être blâmé en offrant au savant rapporteur, au nom des patrons et des ouvriers, un sincère hommage de gratitude.

Mais les œuvres humaines sont sujettes à l'imperfection ; aussi, ai-je quelques observations à faire sur les conclusions posées par la commission du conseil général : ces observations, je vais les lui soumettre, en appelant sur elles la bienveillante attention du rapporteur.

Quelle est la question qui nous est soumise ? Avons-nous mission de faire une loi sur la durée du travail ? Assurément non, elle est faite. Nous avons mission d'examiner un projet de règlement d'administration publique qui doit faciliter l'exécution de la loi.

Si nous faisons une loi, il nous serait loisible de nous donner carrière et de faire place à tous les sentiments de générosité qui nous animent ; mais nous faisons un règlement que la loi doit dominer. Examinons donc quelle est la loi.

La loi veut que, dans les usines et manufactures, le travail ne puisse pas excéder douze heures par jour. Lorsque la loi fut votée, on proposa de soumettre les ateliers à son action. L'Assemblée constituante rejeta cette proposition. Elle soumit au joug de la loi les usines et manufactures ; elle en exempta les ateliers.

Comment définir ce mot *atelier* ?

Une commission formée par le Ministre, pour proposer le règlement qui nous occupe, fut arrêtée quelque temps par cette difficulté. En effet, cette définition n'existe pas dans nos lois. Depuis longtemps, et pour l'impôt des portes et fenêtres, on cherche à distinguer l'usine de la manufacture, et on n'y parvient pas. Comment définir l'atelier, puisque l'atelier devait être mis en dehors des prescriptions de la loi ?

Nous avons recherché d'abord si le moteur mécanique, attribué à l'usine et à la manufacture, ne servirait pas de limite à la distinction qu'il fallait établir : mais il y a des moteurs mécaniques si petits et employés à de si petits usages, que nous n'avons pas vu là une désignation satisfaisante.

Il nous restait un précédent : la Chambre des pairs avait, en 1847, arrêté que les établissements qui comptaient 10 ouvriers et plus seraient soumis à la loi du travail des enfants dans les manufactures et à l'inspection qu'elle organisait.

Nous nous sommes abrités sous la sagesse de la Chambre des pairs ; elle avait pour rapporteur, en 1847, l'honorable M. Charles Dupin. Forts de son assentiment, nous avons dit que l'atelier serait le lieu de travail où se réunirait moins de 10 ouvriers, et que, au-dessus de 10, on trouverait usine ou manufacture.

On peut vouloir peut-être une autre définition ; nous l'avons vainement cherchée. Nous concevons parfaitement qu'on apporte ici de nouvelles désignations de l'atelier ; mais nous disons que, puisque l'atelier est formellement sublevé du joug de la loi, il faut nécessairement définir ce que c'est qu'un atelier.

C'est ce que ne fait pas la commission lorsqu'on lit dans le rapport :

« Nous demanderons que le décret reste applicable à *tous les ateliers, excepté l'atelier de famille*, parce qu'aucune autre exception, quant au nombre des ouvriers, n'est ni nécessaire, ni juste, ni bienfaisante. »

Évidemment, dans cette circonstance, la commission fait une loi, autre que la loi qui nous est soumise ; elle le fait, je le sais bien, sous titre de règlement d'administration publique, mais elle veut que ce règlement domine et transforme la loi ; et la commission ministérielle a pensé que la loi devait tout dominer et que le règlement devait y être soumis.

On a parlé de concurrence, on a dit : L'atelier de 9 ouvriers pouvant abuser du ravaul sera une redoutable concurrence à l'atelier de 10 ouvriers qui sera soumis à la loi.

Messieurs, cette objection est spécieuse, mais les faits ne la sanctionnent pas; dans la petite industrie, 9 ouvriers seront rarement réunis; dans l'industrie plus élevée, dans l'usine, dans la manufacture, ce n'est jamais moins de 25. Aussi, dans l'atelier de Lyon, vous trouvez un contremaître et 2 ou 3 compagnons. A Paris, dans le travail en chambre, c'est la même chose. Le nombre de 10 ouvriers garantit l'atelier, comme la loi l'a voulu, le nombre de 10 ouvriers ne saurait composer une usine, une manufacture proprement dite; ainsi se justifie la limite et la définition de la commission ministérielle.

Mais, pour l'usine et la manufacture, et pour les cas où elles seront exposées à cette concurrence que vous redoutez, je dis que, même alors, vos craintes sont chimériques. En effet, interrogez les manufacturiers, ils vous diront que là où depuis dix-huit mois la loi des douze heures a été observée, là aussi, l'ouvrier raffermi dans sa santé a donné plus d'ardeur au travail; de sorte qu'aujourd'hui, avec le même nombre d'ouvriers et de machines, nous produisons autant en douze heures que nous le faisons autrefois en treize heures et demie.

Voilà pour la première observation; en voici une seconde : la commission voudrait *abaisser* les douze heures de travail dans les établissements plus ou moins insalubres; elle voudrait des exceptions d'humanité.

Mon Dieu! je les voudrais aussi; mais, encore une fois, nous sommes en présence d'une loi faite, nous n'avons pas à la faire.

Les termes de la loi sont de droit étroit; ils posent une limite à la liberté. Travailler douze heures, voilà la limite qu'on ne peut franchir; il y aura des exceptions, c'est-à-dire des industries sur lesquelles la loi n'appesantira pas son joug; mais cela fait, la loi parle en souveraine; et, en même temps qu'elle établit un devoir, elle rétablit le droit, et ce droit, c'est désormais douze heures de travail.

Ce droit, Messieurs, il n'appartient à personne de l'amoindrir, il n'appartient à personne de défaire ce que la loi a fait. Elle m'a donné douze heures, douze heures m'appartiennent. Sans doute il est des circonstances où l'on pourrait désirer un travail moins prolongé; heureusement la force des choses a fait ce que la loi a omis, et partout on ne travaille pas douze heures. On le peut faire, vous ne pouvez le prescrire.

Voilà, Messieurs, les observations que j'avais à vous soumettre; je les livre avec confiance à l'honorable rapporteur. Il a trop à cœur la considération du conseil général, et sous ce rapport nous sommes d'accord avec lui, pour vouloir formuler des vœux que le Conseil d'État ne pourrait sanctionner, parce qu'ils s'écarteraient de la loi. Faire le règlement d'après la loi, accepter la loi comme elle est et en faciliter la mise en pratique, voilà notre mission, nous ne voudrions pas nous en écarter.

M. CHARLES DUPIN, *rapporteur*. — Messieurs, lorsqu'on a discuté le décret du 9 septembre 1848, la pensée générale était d'imposer cette limite de douze heures à la durée de tous les travaux industriels, par suite de quelques considérations. On a fait d'abord exception pour l'agriculture. On a conçu d'autres considérations; puis pour les travaux en plein air, tels que ceux des maçons et des charpentiers, etc., on a voulu qu'ils fussent exceptés non seulement pour des motifs industriels, mais aussi par des raisons politiques et par des raisons qui tenaient à la ville de Paris.

A la manière dont on voudrait définir les usines et les manufactures, j'ose dire que l'on changerait complètement le sens de la loi. Comment! on appellerait usines ou manufactures les établissements qui auraient plus de 10 ouvriers et, pour la même industrie, on n'appellerait pas manufactures ceux qui n'auraient que 10 ouvriers! Cela ne peut pas soutenir l'examen. Le genre des travaux étant le même, les inconvénients seraient les mêmes pour un labeur excessif. Vous savez que, s'il se commet des abus fâcheux, des excès contre lesquels il faut que l'autorité se prémunisse, c'est surtout dans les petits ateliers, parce qu'il y a moins de notoriété et que les abus sont moins connus.

C'est par erreur aussi que l'on a dit : « Les manufactures ayant plus de 10 ouvriers sont la plus grande partie des établissements industriels. » Ils sont en réalité la plus petite partie de ces établissements. Quand on dit : *Des usines, des manufactures*, on doit entendre tout travail fait par la main de l'homme. C'est ce qu'indique le mot *manufacture*. Ainsi, vous travaillez dans une usine, dans un atelier fermé, vous constituez une manufacture, qu'il y ait peu ou beaucoup d'établissements. Voilà comment

il faut entendre la loi; sans cela, on irait contre ce que les manufacturiers eux-mêmes ont déjà réclamé.

Quand on a fait pour la première fois la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, on avait voulu n'embrasser que certaines classes de manufactures; les manufacturiers eux-mêmes ont réclamé et ils ont fait réformer la première rédaction. Ils ont demandé que toutes les industries comprises dans la limite indiquée fussent considérées comme des manufactures. Vous ne pouvez pas admettre qu'à cette époque on n'ait pu appeler *manufactures* que les établissements qui avaient 20 ouvriers, et qu'on n'ait pas pu appeler ainsi ceux qui en avaient moins.

Quant à la première observation, je crois que notre première rédaction est avancée.

Il y a dans l'intérêt des manufactures un inconvénient très grand à ce que les ateliers ayant moins de 10 ouvriers puissent employer leurs hommes pendant plus de temps. Il n'y aurait alors plus d'égalité, ce serait un détriment. Voilà la première observation que j'avais à faire.

Je viens maintenant à la deuxième.

Comment! vous concevez qu'il est possible, par un règlement d'administration publique, d'apporter ce qu'on appelle une modération à la loi! Vous concevez qu'il est possible, après examen des différentes industries, qu'on augmente la durée du travail dans l'intérêt d'une industrie et même en fatiguant davantage l'ouvrier, et vous prétendez qu'on ne pourrait pas diminuer la longueur de la durée du travail pour des industries mortelles, pour des industries insalubres, telles, par exemple, qu'au bout de cinq, six, sept ans, l'homme se trouverait incapable de travailler! Mais, en vérité, cela voudrait dire que le Conseil d'État aurait la faculté de changer la loi, de changer les limites pour tout ce qui favoriserait l'intérêt des maîtres, mais qu'il serait interdit de changer la loi pour tout ce qui est utile à la santé et à la vie des ouvriers! Certes, si nous émettons un tel avis, je ne crois pas que le Conseil d'État le regarde comme raisonnable.

Voilà les observations que je voulais présenter, afin de montrer que nous n'avons pas changé le régime de la loi. La loi n'a pas fait de distinction entre les établissements ayant plus d'ouvriers et les établissements ayant moins d'ouvriers. Quant à l'atelier de famille, personne n'a pensé qu'il fallût y pénétrer; là se trouve un autre correctif : quand le père de famille fait travailler son enfant, à quelque âge que ce soit, la voix du sang nous répond contre les excès de la cupidité. Le législateur se repose sur ce sentiment moral. Sous ce point de vue, nous pensons, la commission n'a pas à changer le vœu qu'elle émet sur la loi du 9 septembre 1848.

M. LÉGENTIL. — L'honorable rapporteur qui descend de la tribune a voulu donner à la loi actuelle une portée qu'elle n'a pas. Il veut enlever la limite de 10 ouvriers. Il veut généraliser, autant que possible, la loi. Je veux, au contraire, la restreindre autant que possible. On sait par quelles circonstances la loi a été provoquée; on était frappé de la situation cruelle d'ouvriers attachés au mouvement incessant d'une machine, obligés d'épuiser leurs forces en suivant le mouvement non interrompu d'une machine qui les broyait, les brisait dans leur existence. C'était le principe bien déterminé. Partant de ce principe, on a voulu étendre la loi à tous. Je dis que, là, on se trompe. Voici comment : les grandes usines peuvent généralement assurer à un ouvrier sage, honnête et modéré, un travail de trois cents jours dans l'année, parce qu'il y a, à l'exception de circonstances accidentelles, un travail régulier. Mais examinez le travail dans toutes ses conditions. Permettez-moi de vous parler de ce que je connais le mieux, de la ville de Paris. Dans la plupart des travaux qui s'exécutent à Paris, il y a une intermittence presque continuelle : ainsi c'est une saison qui, en s'ouvrant, appelle la consommation de tels ou tels produits; c'est le jour de l'an qui procure un travail excessif pendant le mois qui précède et les quinze jours qui suivent. Dans toutes les industries, ce sont des conditions de mode extrêmement variées. Un grand manufacturier, je le disais tout à l'heure, peut très bien travailler d'une manière continue. Il peut accumuler des produits et continuer à travailler lorsqu'il n'a pas de commandes, parce qu'il est sûr qu'à une époque donnée il trouvera l'écoulement de ses produits. Mais dans la plupart de ces industries de modes, d'après la nature même des produits qui ne peuvent se garder, et aussi, il faut le dire, avec le peu de capitaux de ceux qui les entreprennent, on ne peut pas accumuler les

travaux. On ne travaille que quand il y a des commandes et, quand il n'y en a plus, on cesse. Ainsi, y a-t-il égalité possible entre l'ouvrier qui ne travaille qu'intermittamment et l'ouvrier qui est sûr, en se conduisant bien, de trouver un travail de douze heures par jour trois cents fois par an ?

Ainsi, en généralisant, votre loi établit une inégalité choquante et une injustice cruelle. Si l'ouvrier de Paris, des grandes villes, qui ne peut travailler que cinq ou six mois de l'année, doit être ainsi limité dans la durée de sa journée, il faut que, s'il ne gagne pas assez pour toute l'année, la loi dise qu'elle complètera son salaire, car il faut qu'il vive.

Vous faites une chose bien cruelle quand vous voulez faire un niveau du travail. Le travail qui suffira à un homme seul pourra-t-il suffire au père de famille qui aura une femme ou six enfants ? C'est entrer dans une voie qui me paraît impraticable. Je ne conteste pas le principe en lui-même. D'honorables fabricants ont provoqué la loi, ils ont très bien fait ; mais ils ont voulu qu'on restât dans la limite raisonnable. Ainsi, j'aurais très bien compris la loi appliquée aux usines et aux manufactures, en définissant d'une manière assez large ce qu'on entendrait par usines et manufactures. Voyez Paris, par exemple, et, en citant Paris, je cite aussi beaucoup de grandes villes. Il y a à Paris 330.000 ouvriers, hommes ou femmes.

Il y a, en tout, 8 à 9.000 ateliers qui ont plus de 10 ouvriers, 23.000 qui ont de 2 à 10 ouvriers, et 33.000 qui travaillent avec un seul ouvrier ou un apprenti. Voulez-vous mettre un même niveau sur toutes ces industries ? C'est impossible, c'est même impolitique. Ce que vous demandez tous, ce que les efforts de tous les hommes qui se sont occupés de l'industrie ont cherché à réaliser, c'est que les ouvriers ne fussent pas accumulés dans les villes, et fussent laissés davantage dans les campagnes. Maintenant, si, à une époque déterminée, vous forcez le travail à se restreindre dans une limite trop étroite, il faudra que celui qui a un travail obligé à exécuter dans un temps donné augmente le nombre de ses ouvriers pendant quelque temps. Vous attirez ainsi à Paris un grand nombre d'ouvriers qui n'ont de travail que pour un certain temps, et qui, une fois entrés à Paris, n'en sortent guère, parce que le travail y est plus facile et le prix des journées plus élevé. C'est là un malheur. L'homme qui a besoin, par exemple, de cent cinquante heures de travail dans quatre jours, si vous le restreignez trop sera forcé, par exemple, de doubler le nombre des ouvriers qui aurait pu lui suffire, s'il avait pu fixer, d'accord avec eux, la durée du travail de chaque jour d'une manière moins restreinte.

Ce qui fatigue, ce n'est pas un travail un peu considérable, pendant quatre, cinq, six jours, un mois même, s'il y a ensuite un repos assez long, et si l'ouvrier peut faire ce qu'il appelle sa moisson. Il peut accumuler un petit bénéfice, et attendre, à l'aide des travaux accidentels, qui se rencontrent toujours dans les villes, que les affaires lui donnent un nouveau travail.

Je crois qu'il faut accepter la loi, mais il faudrait, à mon avis, la restreindre aux usines et aux manufactures qui marchent constamment et régulièrement. Maintenant, je ne sais trop comment définir les usines et les manufactures...

M. MIMEREL. — C'est là l'embarras.

M. LEGENTIL. — C'est là l'embarras ; mais nous ne sommes pas ici pour faire la loi. J'explique le sens moral, logique, qu'il faudrait lui donner. Je comprends que, dans une usine, qui peut, pendant trois cents jours de l'année, garantir du travail, on ne puisse pas exiger des journées de plus de douze heures ; il y a à cela avantage pour l'ouvrier et pour le producteur lui-même,

Mais appliquer la même règle à des travaux nécessairement intermittents par leur nature, à des travaux de grandes villes, c'est impossible. Je citais l'exemple de Paris parce qu'il y a des travaux excessifs pendant un certain temps seulement ; il en est de même pour les produits qui s'exportent. Au moment de l'exportation, à l'époque où les bâtiments à vapeur partent pour l'étranger, on voit une presse inouïe. Ainsi si quelqu'un de ces messieurs allait à la douane de Paris, il verrait que le samedi il y a encombrement de caisses qu'on fait partir pour le Havre. On voit des caisses, qui, au dernier moment, ne sont pas encore fermées, parce qu'elles attendent les produits qu'on va chercher dans les environs de la place des Vosges, dans le quartier où se fabrique la menue bijouterie ; mais cet excès de travail ne dure que deux ou trois mois, et ensuite on chôme.

Mais, si votre règle est inflexible, si le régime de douze heures est invariable, votre mesure sera à la fois impolitique et impopulaire. Je dis plus : elle ne sera pas appliquée ; quand le décret qui fixait à dix heures la durée du travail de la journée a été promulgué, il n'a pas été exécuté partout. Ainsi, à Paris, il ne l'a pas été du tout. Pourquoi ? parce qu'il ne peut pas l'être. L'esprit qui doit diriger nos délibérations, c'est de conserver le principe de la loi, mais de le restreindre à des limites raisonnables, de manière que la loi ne soit pas une lettre morte, mais une loi véritable et qu'on puisse exécuter. Il y aurait à trouver un mode de rédaction qui limitât autant que possible cette mesure aux usines qui ont un travail constant, et qui ne chôment que par accident. Les ouvriers de Paris changent d'ateliers tous les quinze jours ou tous les mois. Il n'y a pas là ce même esprit qui règne dans les grandes usines des gorges des Vosges qui emploient dix-huit cents ou deux mille ouvriers, et dans lesquelles deux ou trois générations se succèdent. Vous ne pouvez pas faire cette règle trop générale et étendre la loi comme semble le vouloir l'honorable M. C. Dupin. Je n'ai pas d'amendement à proposer ; nous ne faisons pas la loi, nous en expliquons l'esprit. Pour moi, lorsque M. Ch. Dupin a cru devoir enlever la limite de dix ouvriers, non seulement je l'aurais respectée, mais même j'aurais retranché de la loi le mot *atelier*. J'aurais appliqué seulement la loi aux usines et manufactures qui ont un travail incessant, continu, et j'aurais voulu qu'on n'allât pas descendre dans des détails qui rendront la loi complètement inapplicable et inexécutable.

M. LE RAPPORTEUR. — Avec la résolution que nous proposons, toutes les exceptions raisonnables peuvent être faites, car nous disons : « Des règlements d'administrations publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à la limite générale, relativement à la nature des industries et aux causes de force majeure ».

Qu'on présente au Conseil d'État des catégories, qu'on démontre qu'il est avantageux que la limite soit étendue, il les étendra. Nous n'avons fait que respecter le décret ; car c'était une commission qui a récemment imaginé la distinction, en deux catégories, d'établissements occupant plus de dix ouvriers et d'établissements de moins de dix ouvriers. Nous n'avons pas cru devoir faire une telle distinction, qui n'est pas dans la loi. Mais nous ne limitons en rien l'action du Conseil d'État pour tout ce qui paraîtra raisonnable. A titre d'exception, en ce moment, M. Legentil, l'habile président de la chambre de commerce de Paris, n'oublie-t-il pas tout ce qui s'est passé en 1848, et combien de plaintes s'élevaient contre une longueur illimitée de travail ! Je sais que les réclamations ont été excessives, violentes, mais non pas sans fondement. Messieurs, quoique nous soyons en 1850, n'oublions pas complètement 1848, et ne disons pas que, dans la ville de Paris même, il n'y avait pas de limitation convenable à établir. Certes, quand il y a dans Paris tant d'ateliers de toute espèce, même des ateliers de moins de 10 ouvriers, où l'on fait travailler jusqu'à 16 heures par jour, comprenons qu'il y a là des travaux qui dépassent toute limite, et que le Conseil d'État fera bien d'établir des conditions que l'on ne puisse pas dépasser. La commission même, dont faisait partie notre honorable collègue, M. Mimerel, n'avait pas voulu qu'on dépassât, ne fût-ce que comme exception, la durée de quatorze heures. Il serait déplorable qu'en aucun cas on dépassât cette limite. Osera-t-on le proposer ?

Nous ne voulons pas qu'on nous fasse dire plus que nous ne disons. Nous nous confions aux lumières et à la sagesse du Conseil d'État. Nous n'avons pas voulu discuter des cas particuliers, cela nous aurait entraînés beaucoup trop loin ; nous n'avons voulu faire que des indications générales.

On a beaucoup parlé, cela est vrai, des abus qui se produisent par la force des choses dans les établissements à moteurs continus. Mais il y a aussi des abus du même genre dans les autres établissements, et c'est pour cela que, dans la première loi de 1841, les députés ont changé ce que nous avons fait dans la chambre des pairs. L'on a réclamé dans la chambre des députés et l'on a conçu l'idée d'établir la distinction d'après le nombre des ouvriers, au lieu de l'établir à raison des moteurs continus, parce qu'on a remarqué qu'il y avait des abus, des excès de travail dans les établissements de toute espèce ; alors on a généralisé. Je désire que M. Legentil voie bien que nous ne disons rien qui sorte des justes bornes ; nous permettons qu'on fasse des exceptions à la loi. Le Conseil d'État les jugera dans toute son indépendance ; nous

n'avons voulu lui présenter ici que des indications. Il est superflu de dire qu'il est composé d'hommes éclairés et compétents. Mais enfin puisque nous sommes aussi des hommes spéciaux, nous sommes assez compétents pour dire à notre avis. Il est évident que, dans ce que nous proposons de voter, il n'y a rien qui doive gêner le Conseil d'État. En résumé, je ne vois rien, dans les observations de M. Legentil, qui soit contraire aux articles que nous proposons de voter.

M. LEGENTIL. — La loi doit être plutôt une loi exceptionnelle qu'une loi générale. Je ne prétends pas dire qu'il faille révoquer le principe absolu, je dis seulement qu'au lieu de supprimer la limite, il faudrait peut-être l'élever. Après cela, M. Ch. Dupin nous parle de la loi des enfants dans les manufactures, et il applique le même raisonnement à la loi que nous faisons pour les adultes. Il y a pour moi, entre elles, une différence excessivement grande. Je conçois que la société prenne en tutelle les jeunes enfants ; je ne conçois pas qu'on limite de même la faculté du travail pour les adultes. Vous la limitez, parce qu'il y a abus, parce que le maître peut opprimer ses ouvriers. Cela peut arriver ; mais prenez garde d'y substituer l'oppression de la loi sur l'ouvrier ; ne le rendez pas incapable de gagner sa vie comme il l'entend, et comme l'exige la nature de son industrie. Cette loi sera impopulaire et ne sera acceptée qu'avec mécontentement dans les grandes villes.

Vous ne pourrez pas faire qu'il y ait des hommes qui puissent se contenter d'une durée de travail de douze heures. Vous ajoutez : on fera des exceptions. Mais si vos exceptions sont si nombreuses, si capitales qu'elles étouffent la loi, elle n'aura plus son sens ; ce sera une lettre à peu près morte. Je voudrais que, du premier moment, la loi fût sérieuse. C'est un très grand défaut qui existe chez nous, de vouloir toujours généraliser. On n'a pas le nécessaire et on veut avoir le superflu ; ce n'est pas juste. Quand les Anglais ont fait la loi sur le travail des enfants, ils ont commencé par procéder par exceptions, par catégories. Puis les mœurs se développant, ce qui n'était pas écrit dans la loi finit par se généraliser. Les bonnes mesures arrivent en même temps que les mœurs se forment. Je dis que votre loi va être tellement étouffée par les exceptions ; que ce ne sera pas véritablement une loi, ou bien elle sera une loi exceptionnelle, et non une loi générale. M. Ch. Dupin, dans un esprit que je conçois, dans un esprit qui n'a que la logique du raisonnement et non la logique des faits, dit qu'il ne faut pas donner aux autorités locales le soin de déterminer les exceptions, que ce droit doit appartenir au Gouvernement ; mais c'est là chose impossible.

Comment voulez-vous charger le Gouvernement d'examiner toutes ces variations des nécessités qui existent dans le pays ? Comment le Nord et le Midi pourront-ils être soumis à une règle uniforme ? C'est impossible. Je crois que cette application générale de la loi imposerait au Gouvernement une tâche qu'il ne peut accepter, des devoirs d'une exécution pénible et dangereuse. Pour formuler mon opinion, je dis qu'il faudrait au moins, dans le projet, respecter, ainsi que le demande M. Mimerel, les ateliers de dix ouvriers et au-dessous. Je disais que cette loi ne pourrait, sous ce rapport être générale. Je vous ai cité l'exemple de Paris ; on pourrait citer de même l'exemple de Rouen, de Lyon, de Bordeaux. Je demande qu'au lieu de généraliser la loi, on la restreigne ; que dans l'esprit, comme dans la rédaction, on n'applique la limite de douze heures qu'aux fabriques qui travaillent continuellement avec un chômage accidentel. Qu'on ne défère pas, surtout, au Gouvernement, un ordre de réglementation qui doit varier selon les pays, la nature des industries, et qui serait une tâche au-dessus de ses efforts, tout en le mettant en face d'exigences auxquelles il ne pourrait pas satisfaire.

M. WOŁOWSKI. Notre honorable rapporteur disait tout à l'heure qu'il ne fallait pas oublier 1848. Je suis de son avis ; et c'est parce que je me souviens de 1848, que je crois non-seulement de mon honneur, mais de mon devoir, de venir attaquer ici les principes que j'ai combattus dans ce même palais il y a deux années. Une pensée analogue s'est incarnée dans la loi dont nous avons à examiner les conséquences, et dont on voudrait aggraver les rigueurs ; c'est la pensée de l'autorité de l'État limitant le travail, intervenant dans l'ensemble de la production, se mettant à la place de l'énergie, de l'activité, de la liberté des ouvriers.

Je sais que nous ne faisons pas ici une loi ; je sais que malheureusement le décret du 9 septembre a été rendu. Je dis malheureusement, car je ne recule pas devant

cette expression. On a une apparence de dureté quand on parle contre une loi qui limite la durée du travail. Nous examinerons tout à l'heure les conséquences fatales qu'elle entraîne.

Le grand principe conquis par la révolution de 1789, à l'esprit de laquelle nous devons demeurer fidèles, c'est le principe de la liberté du travail ; la libre disposition de ses forces et de ses facultés est, comme le disait Turgot, la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible des propriétés.

Vous ne pouvez point porter atteinte à ce droit primitif ; vous ne pouvez point limiter la durée du travail des hommes adultes. Des dispositions temporaires ont bien pu écrire ce principe dans la loi, mais il ne saurait subsister longtemps.

Je comprends à merveille que la législation intervienne, alors qu'il s'agit de ceux qui ne sont pas en état de se défendre eux-mêmes, des enfants que la cupidité voudrait condamner à un travail au-dessus de leurs forces, ou des femmes, qui n'ont pas le libre et complet exercice de leurs droits et de leurs facultés.

Un singulier renversement de toutes les positions a provoqué la loi anglaise qu'on a très imparfaitement imitée chez nous. La femme, l'enfant se trouvaient attachés quatorze et quinze heures au travail de la manufacture, tandis que l'homme valide n'avait point d'occupation.

Pour obvier à ce danger, et sans porter atteinte au principe fondamental de la propriété du travail de l'ouvrier adulte, la loi anglaise a été rendue.

Notre loi de 1848, qui a voulu diminuer les inconvénients du principe inscrit dans le décret du 2 mars 1848, a été conçue dans un autre esprit. Selon la conviction qu'on aura sur les avantages et les inconvénients du principe qui y est proclamé, on sera porté à l'étendre ou à le restreindre, dans l'application.

Il est utile de le rappeler, les dispositions de la loi anglaise ne sont pas applicables à l'ensemble de l'industrie, mais seulement aux usines et aux grandes manufactures dans lesquelles la force intarissable, infatigable des machines, entraîne les ouvriers et fait naître la crainte qu'on n'excède la limite de leurs forces.

Le principe consacré par le décret du 9 septembre 1848 n'est pas autre chose que l'ancienne maxime de despotisme qui tenait le travail pour un *droit domanial et royal*, qui attribuait à l'autorité la faculté de le concéder. C'est contre ce principe que la révolution de 1789 a été faite. Le travail n'est pas plus un droit domanial et national sous la république qu'il ne l'était sous la royauté. La liberté du travail, la liberté de disposer de son intelligence et de ses bras est une *propriété sacrée*. Si vous la limitez, vous devez réglementer le salaire. L'homme peut vouloir prolonger son travail pour satisfaire aux inspirations les plus nobles de son cœur, pour améliorer la position de sa femme, de ses enfants ; il consent alors avec joie et bonheur à travailler quelques heures de plus. Si vous lui enlevez cette faculté, il a le droit de vous dire : Je demande le supplément de rétribution que je pouvais et voulais obtenir par mon labeur ; donnez-le moi.

Vous prétendez que c'est là une expropriation du travail pour cause d'utilité publique et d'humanité. Eh bien, si vous prononcez l'expropriation de ma propriété, de mon travail, assurez-moi le complément du bénéfice que je pourrais obtenir ; donnez-moi une juste et préalable indemnité.

Il y a un autre danger dans la loi : le législateur, en agissant ainsi, fait supposer que le Gouvernement possède un pouvoir qui ne lui appartient pas ; il fait supposer que le Gouvernement possède le pouvoir de faire accroître ou de maintenir la production de l'homme au même niveau, en limitant le travail d'une manière tout-à-fait arbitraire.

Il n'y a pas de mesure possible pour le travail de l'homme ; c'est son énergie, son activité, qui fixent cette limite. Quand elle n'émane que d'une volonté plus ou moins éclairée, elle devient mobile, elle se déplace. Croyez-vous qu'une fois entré dans cette voie, ce soit à douze heures qu'on s'arrêtera ? Croyez-vous qu'en faisant valoir les considérations qui ont retenti à cette tribune, on ne dira pas avec raison : Mais douze heures de travail, c'est trop ! Comment, avec douze heures de travail, trouver le temps nécessaire pour les joies de la famille, pour la culture de son intelligence, pour l'accomplissement des devoirs de citoyen ? Il faudra reculer à dix heures, à huit heures.

Je ne voudrais pas qu'on se méprenne sur les intentions qui m'ont fait monter à cette tribune.

Je ne crois pas que la durée prolongée du travail soit le lot nécessaire, permanent, des populations ; je crois et j'espère que le progrès de la richesse générale, que l'extension de l'éducation, que l'accroissement de l'habileté de l'ouvrier, pourront faire regagner sur cette durée du travail ; mais je ne veux pas agir comme le sauvage dont parle Montesquieu, qui abat l'arbre pour cueillir les fruits ; je ne veux pas arriver immédiatement au but que nos efforts tendent à atteindre, et prendre pour point de départ ce qui ne peut ressortir que de l'ensemble des améliorations dont la première condition est justement cet accroissement de la production, de la richesse générale, qui seule pourra permettre une rémunération plus large du travail de l'ouvrier.

Le salaire de l'ouvrier ne dépend pas du caprice du manufacturier ; il dépend de l'ensemble des circonstances dans lesquelles le travail se produit ; il découle des bras de l'ouvrier, il est toujours au bout de ses doigts, il est dans la quote-part que l'ouvrier recueille dans le résultat total ; et ce serait un singulier moyen d'accroître cette quote-part, que de diminuer la masse de la production. Il faut veiller à ce que cette production totale ne puisse pas diminuer, sans quoi vous diminuerez la part trop exigüe de chacun.

Mais, dira-t-on, c'est un mot bien retentissant que ce mot de *liberté* ; vous sacrifiez à une fausse apparence. Les ouvriers ne sont pas libres ; il faut que le Gouvernement étende sa tutelle bienveillante, parce qu'ils sont soumis à la dure loi de la faim, parce qu'ils sont obligés d'accepter la loi qu'on leur fait.

Savez-vous quelle est la conséquence de ce raisonnement ? Il conclut contre vous de la manière la plus formelle. Une fois la limitation du travail admise, est-ce que cette sujétion de la faim, dont on parle, diminue ? Mais, s'il était vrai, ce que je nie, que la volonté arbitraire des capitalistes et des entrepreneurs dispose du travail et du salaire des ouvriers, cette volonté arbitraire s'exercerait toujours sur le salaire de l'ouvrier, qu'on diminuerait en proportion des heures de travail.

Si la liberté de l'ouvrier est un vain mot, comme on le prétend, il subira une diminution de salaire en même temps qu'une diminution d'heures de travail.

Dans cette fausse hypothèse, si le législateur doit protéger l'ouvrier comme un enfant et qu'il se borne uniquement à limiter les heures du travail, il ne fait rien, ou plutôt il agit contre l'ouvrier. Il faut qu'il aille jusqu'au bout, qu'il fixe le salaire.

La France est plus encore un pays d'égalité qu'un pays de liberté. Or, l'égalité devant la loi est blessée par des dispositions de cette nature. Si elles sont bonnes, il faut qu'elles s'appliquent à tout le monde, à tous les citoyens.

Je ne veux pas entrer dans de longs développements à cet égard ; je me bornerai à une indication, et je dirai : Est-ce que, par hasard, les habitants de la campagne, les paysans, ceux qui nourrissent le pays et qui le défendent, ont moins de droit à la sollicitude du législateur que les autres ouvriers ?

Et quelle est la conséquence à laquelle vous arriverez, si vous limitez à douze heures le travail des ouvriers de la campagne ? Vous affamerez le pays. Aussi ne veut-on pas limiter le travail de ceux qui travaillent à l'ardeur du soleil, à la rigueur de la saison, des ouvriers de la campagne dont le travail est au moins aussi dur que celui des manufactures. (*Très bien !*)

Il faut que la conviction qui m'anime soit bien forte pour que je sois monté à cette tribune, afin d'attaquer un principe qui se présente sous les auspices d'une commission et d'un rapporteur tels que vous les avez choisis. Je crois remplir un devoir. Le principe que je combats est le même que celui que je combattais ici même il y a deux ans ; je l'ai également combattu à l'Assemblée nationale en proposant l'abrogation complète du décret du 2 mars. Je devais donc défendre ici ce que je crois être la justice et l'intérêt véritable des ouvriers et du pays tout entier.

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez, voici la question. Il y a un décret en date du 9 septembre 1848, qui porte :

« Art. 1^{er}. La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder douze heures de travail effectif.

« Art. 2. Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure. »

Un règlement d'administration publique a été préparé par une commission que

j'avais chargée de l'examen de cette question. Ce règlement est attaché au décret que je rappelais. Il s'agit de savoir si ce règlement d'administration publique qui vous est proposé, ou celui que votre commission a délibéré et qui en diffère en quelques points, sera admis par le conseil. Je craindrais que, si la discussion prenait une tournure trop générale tendant à examiner complètement le décret sur lequel il y a à faire un règlement, nous ne perdissions le temps que le conseil peut consacrer à l'étude de la question qui nous occupe. Le décret existe; il s'agit de formuler un règlement d'administration publique qui détermine les moyens d'exécution du décret. Il y a une commission ministérielle qui a formulé un projet de règlement; une commission du conseil en a formulé un autre. Je voudrais qu'on mit ces deux règlements en présence et qu'on essayât de déterminer de quel côté doit porter le choix du conseil.

M. WOŁOWSKI. — Je ne veux pas abuser des instants du conseil. Je ne croyais pas prononcer des paroles inutiles lorsque j'examinais le principe lui-même, parce que c'est la manière d'entendre le principe qui déterminera les dispositions que vous aurez à prendre pour l'exécution de la loi. Mais, puisque M. le président m'interrompt, je laisserai de côté certains développements que je voulais donner à ma pensée, et je rentrerai directement dans l'application qu'on veut faire du principe.

Je lis dans l'article 1^{er} du décret de 1848, qui a remplacé le décret du 2 mars;

«La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif.»

Je ne vois pas ici le mot *ateliers*, dont on parlait tout à l'heure.

M. LE RAPPEUR. — C'est compris dans les usines et manufactures; nous n'avons rien voulu dire de plus que la loi.

M. WOŁOWSKI. — Veut-on englober dans ces termes toute espèce d'industrie jusqu'au plus petit atelier? Quelques ouvriers travaillant sous la direction d'un patron, ce n'est pas une usine ou une manufacture. Ce que vous appelez le bienfait de la loi, ce que j'appelle moi, le malheur de la loi que vous voulez appliquer, je ne veux l'étendre qu'à ce qui est nettement contenu dans l'article 1^{er}.

On a parlé de la loi anglaise; mais rien de pareil n'a lieu en Angleterre. La loi est restreinte dans son application; on n'a pas osé toucher à ce droit du travail qui appartient aux adultes. Ce sont les femmes et les enfants seuls qui se trouvent sous l'empire de la loi. Ce n'est que par un effet indirect de la loi, et sans porter atteinte au principe, atteinte qui pourrait devenir funeste; ce n'est que par une voie indirecte que le travail des adultes se trouve limité; cela n'existe ni dans la législation anglaise, ni dans celle d'aucun pays du monde. J'ai parcouru les principaux États industriels qui nous environnent, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, et je puis affirmer que la France serait seule à mettre ce principe en pratique.

C'est un motif de plus pour qu'en songeant aux nécessités de notre commerce extérieur, nous n'entrions pas d'une manière très large dans l'application de ce principe, qui n'existe pas ailleurs ou qui s'y trouve singulièrement restreint dans son application.

Je me résume.

Je suis pour le principe de la liberté; je le crois seul fécond, parce que je crois que la liberté donne à ceux qui en font usage une énergie, une puissance morale suffisante pour leur faire accomplir toutes les conquêtes dans la voie du bien-être et de l'amélioration de leur sort.

La preuve en est écrite, vous pouvez la lire sur le sol. Il a suffi de proclamer la liberté du travail, d'accorder le libre accès de la terre pour que les cultivateurs aient acquis en majeure partie ce métier au soleil, et cela avec une telle rapidité, que maintenant on se plaint de ce que la propriété se divise trop, de ce qu'elle tombe en poussière. Je crois, au contraire, que cette division est le principal élément de la force et de la sécurité de notre pays. Pour que la propriété se morcelle ainsi et que, par la puissance seule de la liberté, les travailleurs de nos campagnes aient pu accomplir un tel progrès, il faut qu'il y ait dans cette liberté une puissance plus féconde que dans toutes les réglementations que vous pouvez faire. (*Approbat.*)

Certainement le travail n'est pas une marchandise comme une autre; je ne proférerai jamais un pareil blasphème. Certainement le travail exige une sollicitude active de la part du législateur, mais ce n'est pas par la négation que cette sollicitude doit

s'exercer. C'est par des institutions qui peuvent compléter la liberté du travail, relever l'énergie morale et intellectuelle du travailleur.

Ce sont là des institutions utiles dont vous vous occupez chaque jour, elles peuvent nous conduire au but que nous désirons tous avec la même ardeur. C'est en cherchant à faciliter l'épargne du travailleur que vous le faites arriver à la propriété, cette force énergique que rien ne remplace. C'est en lui assurant une retraite pour ses vieux jours, alors que ses forces sont épuisées, c'est en intervenant dans le travail de l'enfant, dont les forces ne seront pas épuisées par un labeur excessif; c'est en s'occupant d'assainir les fabriques, et d'améliorer la demeure des ouvriers; c'est en propageant l'instruction et en suscitant l'esprit de prévoyance, que l'on arrivera à réaliser un progrès sérieux et définitif.

Pas plus qu'un autre, je ne professe l'idolâtrie des profits, et tout autant que qui que ce soit je m'inquiète de la santé, de la vie, du bien-être des travailleurs; mais alors que la lutte continue entre les deux principes qui divisaient l'ancienne société, le principe de la liberté et le principe du mécanisme réglementaire, je me range résolument du côté de la liberté; elle seule est féconde. Je ne veux pas *raisonner* le travail, car on n'arriverait ainsi qu'à entretenir des illusions funestes, et l'on se heurterait contre un mécompte terrible et une irritation profonde. L'abréviation du travail sera la *résultante* du progrès de la richesse commune et des lumières; il faut savoir la conquérir; on ne peut pas la décréter.

M. LE PRÉSIDENT. — Je viens de recevoir un article additionnel au projet de loi sur la durée du travail. Cet article est ainsi conçu :

« La durée de douze heures de travail pourra être prolongée d'un commun accord entre l'ouvrier âgé de 21 ans accomplis et le patron, sous la condition expresse qu'il sera alloué à l'ouvrier une rémunération sinon égale, au moins proportionnelle au salaire de la journée. »

Je crois qu'il y a une véritable confusion dans le conseil au sujet de la discussion qui nous occupe; l'article additionnel qui vient d'être déposé sur le bureau, à mon avis, en serait la preuve. Cet article additionnel peut faire l'objet d'un vœu qui sera renvoyé à la commission des vœux; à cela je n'aurai rien à répliquer. Mais je ne vois pas comment il pourrait rentrer dans une discussion dont l'objet est si clairement, si parfaitement défini par la circonstance que je rappelais tout à l'heure.

Nous avons affaire à un décret qui est loi de l'État; il s'agit de l'interpréter dans quelques-unes de ses applications. Pour cela un règlement d'administration publique est nécessaire. Ce règlement d'administration publique, on en a confié l'étude à une commission, et avant de le soumettre au Conseil d'État et d'en faire un règlement définitif, on a voulu avoir l'avis du conseil général.

Nous vous avons soumis l'examen de ce règlement d'administration publique sur lequel un rapport a été fait. Je désirerais, et le conseil désirera sans doute comme moi, que la discussion se restreigne à l'examen du règlement d'administration publique dont il s'agit. (*Oui! oui!*) Celui qui m'a été formulé par la commission peut être amendé, remplacé, modifié, je le comprends; mais je ne crois pas que la discussion puisse sortir des éléments de ce règlement d'administration publique sans sortir des bornes qui naturellement et légalement lui étaient tracées.

M. LE RAPPORTEUR. — Je désire qu'on sache bien une chose, c'est que nous n'élevons pas autel contre autel relativement au projet de règlement. La seule différence qu'il y ait entre le projet de règlement et nous, c'est que, quant aux énumérations qui ont été faites avec tout le talent qu'on pouvait désirer, nous avons pensé qu'il était impossible qu'on discutât une à une trente classes d'industries.

Nous ne disons rien pour faire croire qu'on n'a pas eu raison de le faire; nous disons simplement que nous avons à émettre comme vœux du conseil général, simplement pour diriger dans la rédaction définitive du règlement d'administration publique qui sera fait par le conseil d'État, un certain nombre de principes que nous avons énumérés.

Il y a un point sur lequel nous différons avec la commission, qui serait celui de l'article 1^{er}.

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous permettez, nous allons aborder la discussion de suite. Je voudrais d'abord consulter le conseil relativement à l'article additionnel dont j'ai parlé. Si le conseil partage l'opinion que je viens d'émettre tout à l'heure, l'article

additionnel dont j'ai donné lecture serait renvoyé à la commission des vœux, et, par conséquent, ne rentrerait pas dans la discussion.

De toutes parts. Oui ! oui !

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil me paraissant d'accord sur ce point, l'article additionnel sera renvoyé à la commission des vœux.

Maintenant, nous arrivons à l'examen de deux principes sur lesquels doivent reposer les règlements d'administration publique. Les principes émis dans le projet de la commission du conseil sont un peu différents de ceux de la commission ministérielle; c'est sur cela que M. le rapporteur demandait la parole pour éclairer le conseil sur l'avis qu'il doit émettre.

M. LE RAPPORTEUR. — La loi est générale pour les usines et les manufactures. Elle ne fait pas de distinction comme la commission préparatoire de règlement d'administration publique, qui pense qu'il faut ôter de la loi une énorme catégorie qui forme la plus grande partie des établissements, et réserver seulement au domaine de la loi les usines et les manufactures ayant plus de 10 ouvriers. Nous n'avons pas cru qu'on dût faire à la loi cette restriction, et je dois dire que, dans la commission, tout le monde a été d'avis qu'on ne fit pas cette restriction. M. Schneider a lui-même fait ressortir ici les inconvénients qui résulteraient de cette mesure, et c'est intentionnellement que nous n'avons pas fait une restriction que la loi ne fait pas.

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil comprend bien l'ordre logique d'idées qui doit diriger sa discussion. Voici le premier article de la loi du 9 septembre 1848 :

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder douze heures de travail effectif. »

Il n'y a pas à discuter cet article. Il s'agit seulement des projets de règlements d'administration publique.

Celui du Gouvernement porte :

« Sont exceptés de la disposition du décret les établissements qui ne renferment pas 10 ouvriers sous un chef patenté. »

Votre commission, au contraire, au lieu d'admettre cette exception, tendrait à étendre l'application du décret à un plus grand nombre d'établissements, non seulement aux manufactures et aux usines, mais aussi aux ateliers.

L'article 2 du décret dit que « les règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition, à raison seulement de la nature des industries et des cas de force majeure. » La loi n'a pas pensé qu'on pût faire d'autres exceptions.

M. SCHNEIDER. — Messieurs, je me renfermerai dans le cercle étroit où la discussion paraît être actuellement arrivée, je n'entrerai pas dans la discussion générale sur la limitation des heures de travail; le principe en a été tranché par la loi du 9 septembre 1848, et je crois d'ailleurs exprimer la pensée de la grande majorité du conseil en disant que ce principe doit être respecté comme salulaire à la fois au point de vue de l'intérêt social et humanitaire, et au point de vue de l'intérêt industriel lui-même.

Écartant donc la question de principe, j'aborde la question pratique pour laquelle les esprits sont en divergence. Comment faut-il réglementer et limiter l'application de la loi de septembre 1848 ? Quels sont les travaux auxquels s'étendra son action, quels sont ceux qui en seront libérés par exception ?

La commission instituée par M. le Ministre du commerce pour préparer le règlement d'administration publique qui doit accompagner la loi, cherchant à fixer la distinction entre les établissements auxquels le régime de la loi serait applicable et ceux qui en seraient exemptés, a posé une première ligne de démarcation, en exceptant tous les établissements dont le nombre d'ouvriers est de dix et au-dessous.

La commission dont j'ai l'honneur de faire partie a pensé que cette ligne de démarcation ne répond ni aux prescriptions étroites de la loi, ni aux besoins réels; elle a pensé qu'il ne fallait pas chercher dans le nombre d'ouvriers, mais dans la nature même des industries, les motifs de l'exception. Elle a donc écarté toute limite de nombre, et admis que les établissements autres que l'atelier de famille devront être soumis à la loi, quel que soit le nombre d'ouvriers, s'il n'existe pas de motifs d'exception dans la nature des travaux.

Messieurs, votre commission peut paraître ainsi étendre le principe de la loi d'une

manière plus rigoureuse que la commission ministérielle ; elle n'entend pas cependant être plus absolue, seulement elle choisit d'autres bases, elle choisit ses exceptions sur d'autres motifs, et, suivant moi, elle opère d'une manière plus utile, plus en rapport avec le but que s'est proposé le législateur, avec les besoins réels des industries et de l'humanité.

Il ne sera, je crois, contesté par personne, que l'immense majorité des ouvriers, vivant du travail industriel, sont renfermés dans les petits établissements occupant moins de dix ouvriers. Il ne sera pas plus contesté, d'un autre côté, que c'est surtout dans ces petits établissements que le régime du travail prépare le plus d'abus regrettables ; c'est là que les préoccupations exagérées du présent règlent exclusivement les relations du patron et de l'ouvrier ; là aucun des sages règlements que l'on retrouve dans toutes les grandes usines en vient tempérer les abus ; trop souvent aucune mesure n'est prise pour assurer la salubrité.

La disposition proposée par la commission ministérielle laisserait donc en dehors du bénéfice de la loi la plus grande majorité de la population industrielle, et celle qu'il importerait le plus de protéger. Ce serait ainsi poser un principe et en abandonner les bienfaits.

Et, d'ailleurs, n'y aurait-il pas inégalité devant la loi, dans cette exception basée exclusivement sur le nombre d'ouvriers, et non pas sur la nature même des choses ? Ne serait-ce pas créer des conditions différentes dans les éléments du travail et de la concurrence ?

Telle n'a pas été, Messieurs, telle n'a pu être la pensée du législateur, lorsqu'il a admis, en principe, la limitation des heures de travail. Il a voulu certainement étendre la protection de la loi à toute la population industrielle, en s'arrêtant seulement, par des exceptions spéciales, aux impossibilités ou nécessités qui peuvent ressortir des circonstances si diverses de l'industrie.

Votre commission a donc écarté le mode d'exception tiré du nombre d'ouvriers, quelque simple qu'il soit, quelque facile qu'il paraisse pour l'exécution. Elle a cherché les motifs, pour les exceptions, dans la nature même des choses, dans les conditions mêmes du travail, en se pénétrant toujours de la pensée que la loi a eue pour but.

Cette pensée, Messieurs, c'est surtout, c'est exclusivement de ne pas altérer la santé, de ne pas épuiser les forces de la population ouvrière, en prolongeant le travail au delà de douze heures, d'une manière *régulière, continue*.

Votre commission est convaincue, et je dis moi-même, comme manufacturier, que, sauf de rares exceptions, l'ouvrier peut donner à l'industrie, en douze heures, tout le travail dont il est susceptible pour une période de temps prolongé, et qu'au delà de cette limite de travail, arrive le dépérissement du travailleur, et, dans certains cas, l'appauvrissement des classes futures. Mais votre commission, Messieurs, reconnaît que le danger s'atténue ou disparaît quand l'augmentation de durée de la journée n'est qu'accidentelle et momentanée.

C'est par ce motif qu'elle approuve sous réserve l'exception générale en faveur des travaux agricoles, et qu'elle entend de même excepter les industries qui ont des intermittences d'extrême activité et de ralentissement ou suspension, ainsi qu'il arrive pour les fabriques d'objets de luxe en faveur desquelles a réclamé l'honorable M. Legentil.

Votre commission, déclarant qu'elle ne pouvait examiner en détail toutes les catégories d'exceptions si multipliées, que renferme le projet de règlement qui lui a été soumis, entendait donc, à titre de principe général, laisser toute latitude aux exceptions en faveur des industries dont le travail n'est pas *régulier et continu*.

Je crois être d'accord avec l'opinion de la commission en la formulant ainsi : « Pourront être exemptés de la limitation de travail fixée par la loi, les établissements qui, par la nature même de leur industrie, n'entretiennent pas une activité régulière, soutenue et complète pendant plus de cent jours de suite. »

Je ne propose pas, Messieurs, cette rédaction, à titre d'article de règlement ; j'ai voulu faire ainsi comprendre la pensée de la commission sur les motifs qui doivent déterminer une exception générale pour certaines natures de travaux, au lieu de l'exception tirée du nombre d'ouvriers.

Si votre commission s'est trouvée en désaccord avec la commission nommée par M. le Ministre du commerce, elle se réunit au contraire à elle dans l'appréciation

des motifs spéciaux d'exception, à tirer de circonstances accidentelles ou particulières à certaines industries.

M. BERTÈCHE. — Je crois que, dans le quatrième tableau qui a servi d'annexe à la loi et qui a été rédigé par la commission, on accorde effectivement cent jours à certaines usines dont la désignation est arrêtée; mais que ce n'est que pour le quart des ouvriers seulement que cette liberté est accordée.

Je me réunis à M. Schneider pour appuyer la demande qu'il fait; mais je désire qu'il soit bien entendu que cette faculté accordée aux usines par le quatrième tableau s'étendra à la totalité des ouvriers et non pas seulement au quart, car ce serait pour certaines industries rendre impossible la faculté qu'on veut accorder aux fabricants de faire travailler plus de douze heures.

M. LE RAPPORTEUR. — Il me semble que ce que M. Schneider a si bien dit tout à l'heure doit être regardé comme un vœu plutôt que comme une disposition à soumettre au vote du conseil qu'on formulerait. Et puis, il est bien entendu aussi que, pour ces industries qui, pendant un quart de l'année, auraient besoin d'un plus long travail, il ne faudrait pas dire que le travail sera complètement illimité; mais il faut, et ici j'invoque la pensée de la première commission nommée par le Ministre, qui a dit qu'on ne pourrait pas toutefois travailler plus de quatorze heures.

Nous n'avons pas voulu nous prononcer sur les différentes propositions renfermées dans le travail de la commission préparatoire, parce que nous ne pourrions pas y arriver et que nous tomberions dans une quantité de discussions particulières; c'est le travail du Conseil d'État. Nous ne pouvons, je le répète, n'émettre qu'un vœu, car nous entrerions dans une série de détails infinis.

M. BERTÈCHE. — Je demande que mon observation soit prise en considération.

M. LE PRÉSIDENT. — Elle trouvera sa place dans la discussion des articles.

M. WOŁOWSKI. — L'article 1^{er} du décret du 6 septembre 1848 est ainsi conçu :

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif. »

L'article 2 prévoit quelques circonstances dans lesquelles on pourra introduire des exceptions. Mais à quoi s'applique cette réglementation? Aux manufactures et aux usines; le terme d'*atelier* ne s'y trouve pas. Je crois donc qu'il importe d'abord de définir ce qu'on entend par manufactures et usines, car la définition de ces deux termes fera que la loi se trouvera circonscrite dans une limite déterminée.

Nous devons tous nous incliner devant la loi; nous n'avons pas le droit d'en étendre les termes, ni la délimitation de l'article 1^{er} dans des industries qu'elle n'a pas prévues. On parlait tout à l'heure des objets de modes; je ne sache pas qu'il existe des usines de modes.

Que voyons-nous dans la loi? Que ses dispositions s'appliquent aux manufactures et aux usines seulement; que les ateliers n'y sont pas compris; il n'y a pas lieu de les comprendre dans la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — La commission du conseil propose une résolution dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Le bénéfice de la limitation du travail fixé par le décret du 9 septembre 1848 est maintenu comme règle générale pour tous les établissements d'industrie dirigés par un ou plusieurs patentés. »

M. WOŁOWSKI. — C'est trop large.

M. LE PRÉSIDENT. — Cet article est une opinion de la commission qui reste personnelle; c'est une interprétation de la loi qui irait plus loin que la loi elle-même. Ce dont le conseil est saisi, c'est du règlement d'administration publique, interprétatif de la loi. L'article 2 de la loi dit que « des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à la disposition générale de l'article 1^{er}, qui limite le travail dans les manufactures et usines; » c'est donc à cet article 2 que doit commencer la discussion utile du conseil.

M. LE RAPPORTEUR. — Quand nous disions : « Le bénéfice de la limitation du travail fixé par le décret du 9 septembre 1848 est maintenu comme règle générale pour tous les établissements d'industrie dirigés par un ou plusieurs patentés, » nous le disions, et nous le maintenons, parce que la commission ministérielle ne le disait pas; elle disait même le contraire. Il faut ici être très sincère : nous étions en présence d'un travail qui supprimait la plus grande partie des genres d'industrie...

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil va être consulté sur le point que M. le Rapporteur commençait à discuter.

L'article 1^{er} de la commission ministérielle chargée des règlements d'administration dit : « Sont exceptés des dispositions de l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1848... » (Viennent les exceptions.)

D'après la discussion à laquelle on vient de se livrer devant vous, cet article 1^{er} devrait renfermer un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Sont également exceptés les établissements dont le travail continu n'excède pas habituellement cent jours. »

Je consulterai successivement le conseil, et sur le paragraphe 1^{er} proposé par le Gouvernement, et sur le paragraphe additionnel qui vient d'être proposé par M. Schneider...

M. LE RAPPORTEUR. — Pardon, vous violez la loi ; l'article 2 de la loi porte :

« Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure. »

Toute autre exception sort du domaine de la loi, et vous ne pouvez pas, sans détruire la loi, supprimer des catégories, puisque vous ne pouvez faire des exceptions qu'en raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois préciser le point sur lequel porte la délibération. Vous êtes libre de rejeter ou d'accepter. La discussion porte sur le paragraphe émané de la commission du Gouvernement, et sur le paragraphe additionnel proposé par M. Schneider.

M. FÉRAY. — Je demande au conseil de déclarer que le décret de l'Assemblée nationale du mois de septembre 1848 doit être seulement applicable, suivant les termes mêmes du décret, aux usines et manufactures, et de repousser l'amendement de la commission qui a pour but d'étendre l'application de ce décret à tous les établissements d'industrie dirigés par un ou plusieurs patentés.

Je suis convaincu, Messieurs, que si vous acceptiez l'extension que votre commission prétend donner à l'application du décret du mois de septembre 1848, vous manqueriez complètement le but que vous vous proposez, parce que la loi deviendrait complètement inexecutable dans la pratique, et qu'en cherchant à réglementer le travail industriel dans ses dernières limites, elle aurait pour résultat immédiat la perte pour notre pays d'une portion notable de ce travail.

Ne perdez pas de vue, Messieurs, que nous sommes en face et en concurrence de l'Angleterre, où le travail n'est limité que pour les industries spéciales : ces industries sont celles qui s'occupent de la filature, du tissage ou de l'apprêt du coton, de la laine, de la soie et du lin ; et encore, dans ces industries mêmes, le nombre des heures de travail n'est limité que pour les femmes et les enfants ; la loi anglaise est muette à l'égard des adultes, auxquels elle laisse complètement leur libre arbitre.

Remarquez que l'Angleterre en est déjà à sa troisième loi sur la limitation du travail pour les enfants et les femmes ; elle n'est arrivée où elle est qu'après des épreuves successives et une longue expérience, et vous prétendriez d'un seul coup réglementer le travail non seulement des femmes et des enfants, comme cela a lieu en Angleterre, mais encore des adultes, c'est-à-dire de toute la population française qui s'occupe de travaux industriels ; non seulement de quelques industries spéciales, comme cela a lieu en Angleterre, mais de toutes les usines, de toutes les manufactures, de tous les ateliers sans exception ! Il suffira qu'un industriel patenté occupe un ouvrier pour que, d'après le système de la commission, il soit soumis à la loi. Je ne crains pas de dire que la loi, ainsi étendue, sera inexecutable, qu'elle sera inexécutée.

Ramené par la force des choses à la discussion générale, à l'examen de la loi en elle-même et des graves conséquences qu'elle peut avoir pour le sort de nos ouvriers, je demande que les industries pour lesquelles les heures de travail ne sont pas limitées en Angleterre soient aussi exceptées en France des bénéfices de la loi. Pour beaucoup de ces industries, je citerai les articles de Paris, l'impression et la teinture des étoffes, la fabrication des tulles et bien d'autres qui ne travaillent que sur commandes ; la question du temps demandé pour l'exécution de ces commandes est de la plus haute importance. Toutes ces industries sont complètement libres en

Angleterre, et si vous limitez en France leurs heures de travail, il est évident que le résultat immédiat de la mesure sera de mettre nos industriels dans l'impossibilité d'exécuter les commandes avec la même rapidité que pourront le faire leurs concurrents d'outre-mer; d'obliger, par exemple, les acheteurs américains à porter à Manchester, à Zurich et à Londres les commandes qu'ils auraient données à Mulhouse, à Lyon et à Paris; d'enlever, en un mot, le travail à l'ouvrier français au profit de l'ouvrier étranger. Craignez que la loi qui, appliquée avec mesure et à des industries spéciales, sera un bienfait pour l'ouvrier, ne soit, si vous en étendez l'application au delà de toute mesure, repoussée par l'ouvrier français lui-même comme un véritable fléau.

M. WOŁOWSKI. — Le sous-amendement que je propose donnerait, je crois, pleine satisfaction à l'honorable préopinant. Ce sous-amendement consisterait à remplacer le mot *établissement* par ceux-ci : les *manufactures* et les *usines*, déjà insérés dans l'article 1^{er}. (*C'est cela! — Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous êtes en présence de deux principes : le principe du Gouvernement est celui-ci : il n'y aura jamais lieu, pour les manufactures et usines qui emploient moins de dix ouvriers, à appliquer le décret du 9 septembre 1848. L'autre principe, présenté par M. Schneider, est celui-ci : sont exceptés les établissements dont la nature de produits ne permet pas habituellement d'entretenir un travail régulier pendant plus de cent jours continus.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande que la question soit bien posée.

PLUSIEURS MEMBRES. — Elle est bien posée.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande qu'on ne mette pas aux voix, je dirai la violation du décret; je ne crois pas que cela convienne, et je vous ferai voir que vous ne pouvez pas le dire. Le décret ne vous permet pas d'exempter toutes les industries, quel que soit leur genre, pourvu qu'elles n'aient pas plus de dix ouvriers; en effet, le décret, dans son article 2, a parfaitement défini les catégories d'exemptions. Je conçois ce qu'on a dit de la nature des industries intermittentes; cela vient dans les exceptions. Mais dispenser de la loi toutes les espèces d'industries, pourvu qu'elles n'aient pas un certain nombre d'ouvriers, c'est impossible; le législateur n'a pas entendu dire cela. Votre commission n'a pas voulu de cette disposition, parce qu'elle viole le décret. Vous la voteriez que le Conseil d'État consulterait la loi et n'accéderait pas à votre vœu, et, si le Conseil d'État le faisait, le législateur interviendrait et demanderait que le règlement d'administration publique soit annulé, car le Conseil d'État doit exécuter la loi, l'interpréter fidèlement, et il ne peut pas faire des règlements qui la violent.

M. MIMEREL. — Je crois que le malentendu qui se manifeste entre la commission et nous vient de ce que la commission a cru avoir à faire la loi et non le règlement d'administration publique. Je n'en veux d'autre preuve que ce qu'a dit M. Schneider de l'agriculture : l'agriculture était exemptée par la loi, la commission n'avait pas à s'en occuper. M. Schneider a dit aussi que le travail était mauvais, même dans l'atelier, lorsqu'il excédait douze heures. C'est son opinion, mais la loi a exempté nommément l'atelier. Nous n'avons donc à nous occuper ni de l'atelier ni de l'agriculture, nous devons nous occuper du reste. Trouvez une définition plus juste de l'usine et de la manufacture, je le comprends; mais tant que vous n'aurez pas fait cette définition, nous dirons que au-dessous de 10 ouvriers c'est l'atelier que la loi a voulu exempter, et qu'au-dessus de 10 ouvriers, c'est l'usine.

M. DE COLMONT. — Messieurs, il me semble que la loi est claire et que le règlement d'administration publique n'a autre chose à faire que d'exécuter la loi.

L'article 2 pose les exceptions au principe établi dans l'article 1^{er}, les exceptions qui pourront être faites à l'égard de quelques manufactures et de quelques usines. Eh bien, la loi sur les portes et fenêtres a défini les manufactures et les usines.

Tous les ateliers, sans distinction du nombre des ouvriers, payent l'impôt des portes et fenêtres; les ateliers ne sont pas compris dans la loi du 9 septembre 1848, qui ne parle que des manufactures et des usines. Je me permettrai de proposer à la place de l'article 1^{er} de la commission l'amendement suivant, qui, je crois, terminerait la discussion :

« Les dispositions du décret du 9 septembre 1848 ne sont applicables qu'aux

usines et aux manufactures qui sont, comme telles, dispensées de l'impôt des portes et fenêtres.»

M. PLYART. — L'amendement repose sur une grave erreur relativement à l'impôt des portes et fenêtres. Cet impôt, d'après les lois de finances, frappe les usines, et les manufactures s'en trouvent affranchies. Depuis de longues années, le Conseil d'État est saisi d'office des décisions de conseils de préfecture qui n'ont pas encore pu déterminer la distinction entre les usines et les manufactures. Il n'est donc pas possible de rattacher l'amendement à la loi sur les portes et fenêtres.

M. PAULIN GILLON. — On disait tout à l'heure que nous avions à choisir entre deux principes, celui de la commission ministérielle et celui de la commission du conseil général.

Il me paraît plus exact de dire que nous avons à choisir entre deux conséquences ou, mieux encore, entre deux applications diverses d'un principe. Ce principe, c'est celui de la loi du 9 septembre 1848. Il est bon ou mauvais; il ne nous appartient pas de nous prononcer à cet égard. Il est ce qu'il est; il est loi, cela nous suffit.

Mais devons-nous préférer l'application proposée par la commission ministérielle qui consisterait à soumettre à la loi les grands établissements industriels, et à en affranchir les petits; ou bien devons-nous accueillir le projet de la commission du conseil général, qui propose d'appliquer la loi d'après la nature du travail et de l'industrie, et sans égard au plus ou moins grand nombre d'ouvriers réunis dans un établissement?

Pour éclairer notre détermination, Messieurs, il faut remonter par la pensée à l'époque même où cette loi a été demandée à l'assemblée constituante et votée par elle; il faut se rappeler dans quelles circonstances on se trouvait alors, il faut rechercher quel a été l'esprit, quel a été le but de cette loi.

Or, on disait de toutes parts que les patrons, dans un grand nombre d'industries, abusaient de leurs ouvriers; que, tantôt sous un prétexte et tantôt sous un autre, ils leur demandaient une demi-heure de travail de plus, puis une heure, puis deux heures, et que quelques-uns les y retenaient jusqu'à quinze et seize heures; que la santé des ouvriers en était altérée; que des perturbations regrettables en naissaient même dans l'industrie, dans les prix de revient; que les conditions de production n'étaient plus égales entre les producteurs; et on a vu des délégués de patrons même venir demander au comité du travail de l'assemblée constituante de fixer un maximum aux heures de travail, dans l'intérêt de tous.

C'est alors que l'assemblée constituante, s'élevant à la hauteur d'une protection générale, bienveillante, humaine et conciliatrice, a rendu le décret du 9 septembre 1848; c'est un acte de tutelle qu'elle a entendu exercer au profit de ceux qui souffrent soit dans les grands, soit dans les petits établissements.

Il ne s'agissait pas de régler des conditions d'existence entre les patrons, au point de vue de l'importance de leurs entreprises; de protéger les industries faibles contre les industries à grands capitaux. Il s'agissait uniquement d'une mesure réclamée par l'humanité, par la santé des ouvriers, et même par la tranquillité publique. Vainement on répétait, dès cette époque, que c'était porter atteinte à la liberté du travail, à la liberté individuelle. Il a été établi, d'une manière irrécusable, que bien souvent l'ouvrier, pressé par les plus légitimes besoins, n'était pas libre de refuser au patron les prolongations excessives de travail qui lui étaient demandées; que son dévouement même, que son désir d'accroître ses gains pour accroître le bien-être de sa famille, l'égarait sur l'étendue de ses forces; qu'il vieillissait avant l'âge, et qu'il voyait enfin ses forces épuisées à une époque où il n'était plus temps de songer à se ménager pour les recouvrer. Cet état social a paru mauvais. L'assemblée constituante a voulu l'améliorer. Elle a pensé que c'était le cas d'accomplir un des premiers devoirs du législateur, c'est-à-dire de régler, dans un but d'humanité et de justice, les conditions générales d'existence de ceux qui souffrent.

Voilà, Messieurs, ce qui doit nous décider à donner la préférence à la proposition de la commission du conseil général sur la proposition de la commission ministérielle. Il est évident que peu importe le nombre des ouvriers réunis dans un établissement; que ce qui doit nous toucher essentiellement, c'est la nature même du travail auquel ces ouvriers sont astreints. Si le travail est dur et pénible, le Conseil d'État pourra fixer le minimum de durée au-dessous de douze heures. Suivant la

nature moins fatigante du travail, et suivant d'autres circonstances toujours dominées cependant par l'intérêt sacré de la santé de l'ouvrier, de sa santé qui est son pain, le maximum pourra être élevé au-dessus de douze heures. En consultant la loi et son esprit, votre choix ne peut être douteux.

M. KUHLMANN. — Je ne puis qu'applaudir aux intentions de l'honorable préopinant; mais il a envisagé la question au point de vue philosophique et humanitaire, alors que, pour satisfaisable au vœu du Gouvernement, elle doit être examinée par le conseil avant tout, au point de vue pratique, au point de vue de la mise à exécution. Pour moi, la question se pose ainsi: Voulez-vous faire un règlement qui fera passer la loi à l'état de lettre morte le jour où ce règlement aura reçu la sanction du pouvoir? Ceux qui combattent le principe qui a dicté la loi de la limitation du travail des adultes atteindront sûrement leur but en votant l'article 1^{er} de la commission, en demandant l'application de la loi au plus petit atelier, à l'atelier de famille. Je dis à l'atelier de famille, car bien souvent la contestation s'élèvera sur la question de savoir ce qu'on doit entendre par *établissements d'industrie dirigés par un ou plusieurs patentés*. Le père de famille qui a un aide, un domestique, un ouvrier, sera-t-il l'objet de votre contrôle administratif? La question sera résolue d'une manière ou d'une autre, selon les intérêts au point de vue desquels l'appréciation aura lieu.

Vous le savez, Messieurs, la loi du travail des enfants dans les manufactures, quoique s'appliquant à des cas spéciaux, a rencontré dans son application des difficultés telles qu'aujourd'hui encore cette loi n'est pas observée. Et c'est en présence de ce fait que vous allez vous engager dans une voie sans issue, où rien n'est défini, où le contrôle administratif peut suivre l'homme dans le foyer domestique. Non, Messieurs, pour ma part, je combattrai ce système autant qu'il sera en mon pouvoir de le faire, et repoussant l'article 1^{er} en discussion, je demanderai que cet article soit remplacé par l'article 1^{er} de la commission ministérielle qui a voulu que l'on *exceptât des dispositions du décret du 9 septembre 1848 les établissements qui ne renferment pas habituellement dix ouvriers*.

Je ne prétends pas que cet article réponde à tous les besoins, qu'il pare à tous les inconvénients, mais il a le mérite au moins d'établir une base d'appréciation saisissable, tandis que l'article 1^{er} du projet de la commission du conseil nous jette dans un vague et une impossibilité d'application qui sont l'annulation du décret dont nous sommes appelés à préparer l'exécution.

M. BERTÈCHE. — Je crois, messieurs, qu'une motion d'ordre est nécessaire. Si l'on entrait dans la discussion de toutes les propositions qui sont faites, cela nous mènerait trop loin. Je proposerais au conseil de renvoyer toutes ces propositions à la commission, pour qu'elle examine sur quoi doit porter le débat.

M. LE PRÉSIDENT. — L'observation est parfaitement juste. En effet, vous êtes en présence d'un projet de règlement d'administration publique qui vous a été soumis par le Gouvernement et qui avait été préparé par une commission ministérielle. A côté de ce projet s'est formulée une série de propositions émanées de votre commission constituant, je ne dirai pas un contre-projet, mais un projet latéral au premier. Il est très difficile, en effet, de mettre en délibération les deux projets autrement qu'en les prenant successivement. Si votre commission pouvait introduire, à titre d'amendement, la pensée qu'elle a émise et la faire arriver successivement dans les divers articles du projet de la commission ministérielle, nous gagnerions du temps et la discussion aurait plus d'ordre et de clarté. Par conséquent, le conseil a à se prononcer sur la proposition de renvoi à la commission qui aurait à faire coïncider ou à mettre en parallèle au moins les articles de la commission elle-même, et ceux de la commission ministérielle. Si ce parti-là ne paraît pas susceptible d'être réalisé, il faudra en passer par la difficulté qui vous est soumise et qui est grave: prendre successivement le projet de la commission du conseil et celui de la commission ministérielle, et voir si le conseil veut adopter l'un ou l'autre des deux projets. Il vaudrait mieux, ce me semble, que la commission voulût bien se réunir de nouveau. (*Appuyé!*)

M. LE RAPPORTEUR. — Nous avons examiné précisément s'il y avait possibilité de soumettre au vote réel, significatif, du conseil général, le règlement qui lui avait été présenté. Nous n'avons pas cru que cela fût possible; le seul article 2 du règlement énumère trente catégories d'industries avec des dispositions particulières. Nous

n'avons pas cru qu'il convînt de vous demander un simple oui sur des articles que nous aurions fait passer en grand nombre sous vos yeux, nous avons voulu faire une œuvre très sérieuse, dont nous comprenons toute l'importance.

Votre commission a été composée des plus grands possesseurs de manufactures et d'usines dont vous connaissez tous la compétence. Ils ont dit : Nous n'avons pas le temps suffisant pour établir trente catégories d'industries.

Nous avons donc mis dans un article, en termes généraux, que ces exceptions auraient lieu ; votre projet ira ensuite au Conseil d'État qui examinera et établira les catégories.

Il nous a paru qu'il était plus simple d'avoir un petit nombre de conclusions très courtes. Nous ne différons de la commission ministérielle qu'en deux points : notre projet, comme amendement, doit être d'abord mis aux voix ; s'il est rejeté, alors de plein droit arrive la proposition du Gouvernement. Nous ajoutons une simplification qui n'est pas l'opposé du travail de la commission ministérielle, mais qui la réserve ; ainsi, quant aux trente catégories d'industries, nous n'en excluons aucune ; seulement nous disons qu'elles devront être examinées dans tel esprit ; mais nous ne disons pas que le conseil doit voter telle ou telle exception, lorsque, en réalité, il n'a pas le temps de se livrer à l'examen de toutes ces distinctions. La discussion est confuse parce qu'on ne veut pas qu'elle soit simple et claire. Si l'on ne s'était occupé que de l'article 1^{er}, elle aurait abouti.

Dans la commission j'avais été chargé d'examiner si, en effet, ces grands principes de la liberté, de la propriété étaient violés ; nous avons trouvé qu'ils n'étaient pas violés et que le principe de la loi était bon ; notre article 1^{er} le déclare ; c'est une approbation de la loi. Il y a certaines personnes qui, ne voulant pas de la loi, cherchent à la vicier et à l'annuler par les exceptions qu'elles introduisent. Nous qui voulons la loi sincèrement, nous la maintenons entière, et c'est pour cela que nous demandons la vote de l'article 1^{er}. Nous nous prononçons contre les restrictions que la loi n'a pas voulues et qui seraient contraires à son esprit et à son texte ; et si le Conseil d'État entraînait dans une voie opposée, il y aura des personnes qui saisiront le pouvoir législatif de la question.

M. LOUIS LEBEUF. — Je ne veux pas rentrer dans la discussion, et si je le faisais, j'accepterais probablement, en grande partie, ce que vous a dit M. Wolowski, mais là n'est pas la question.

En ce moment, il s'agit de savoir comment vous pouvez concilier le texte du 9 septembre 1848 avec l'opinion de la commission que j'appellerai ministérielle, et celle de la commission de cette assemblée.

Je n'admets pas que vous puissiez charger le Conseil d'État de ce soin ; quelle que soit la haute capacité des membres qui le composent, quel que soit leur zèle à bien faire, ils ne sont cependant pas universels, et quand il s'agit de questions qui vous sont en quelque sorte spéciales, à vous les organes directs des diverses branches de la production nationale, je me demande s'il est raisonnable de dire : *Le Conseil d'État appréciera...*

Ne serait-il pas plus logique, au contraire, que ce fût lui qui vînt, en pareille matière, vous demander votre avis ?

En résumé, je crois qu'une modification dans l'article 1^{er} du projet de la commission ministérielle pourrait tout concilier, et je vous propose la rédaction suivante :

« Sont exceptés des dispositions du décret du 9 septembre 1848 les établissements qui, ne renfermant pas habituellement dix ouvriers sous un chef patenté, ne sont pas considérés comme manufactures et usines. »

Par là, vous vous renfermez dans la pensée du décret du 9 septembre 1848, qui, évidemment, n'a voulu parler que des manufactures et usines.

J'ajoute que M. le Ministre vient de me dire qu'il accepterait cette rédaction.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est impossible qu'on termine aujourd'hui la discussion, d'autant plus que nous avons trois nouvelles propositions à examiner. Une première, qui se rapporte au nombre d'ouvriers employés dans les manufactures et usines ; une deuxième, relative aux établissements où le travail continu n'excède pas cent jours ; et enfin une troisième, et qui est ainsi conçue : « Doivent être exceptés les établissements dans lesquels le travail se fait à façon. »

Je conçois l'impatience de M. le rapporteur ; la mienne est égale ; mais ce que tout

le monde veut, c'est que la discussion soit approfondie; je crois qu'il est encore nécessaire que la discussion continue afin d'éclairer la conscience de MM. les membres du Conseil.

Une fois l'article 1^{er} vidé, le reste ne présente plus de difficultés. C'est donc sur cet article-là que doit porter le débat, et je propose à l'assemblée de renvoyer la discussion à demain.

La proposition est adoptée et la séance est levée à midi.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1850.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous reprenons la discussion engagée hier relativement aux heures de travail.

M. le Rapporteur a la parole.

M. CHARLES DUPIN, *rapporteur*. — Messieurs, dans la séance d'hier, sur la demande de M. le Président, vous avez renvoyé à la commission ce qui concernait les deux premiers articles, afin de concilier les intentions de la commission préparatoire qui a rédigé le projet de règlement avec celles de la commission spéciale du conseil général. Nous l'avons fait, et je suis heureux de dire que nous croyons être arrivés à une solution qui a à la fois et l'assentiment du Ministre et celui de M. Mimerel, président de la commission qui a fait le travail préparatoire.

Messieurs, nous désirons à la fois éclaircir et simplifier la discussion sur le projet relatif à la durée du travail.

Le décret du 9 septembre s'applique aux usines et aux manufactures.

Nous ne demandons rien de plus, rien de moins que le décret.

En fait, nous ne pouvons pas admettre que de deux établissements de même nature, accomplissant le même ordre de travaux, avec le secours des mêmes moteurs mécaniques, l'un, ayant dix ouvriers, soit une manufacture ou une usine, et qu'ayant neuf ouvriers, il ne soit plus ni l'un ni l'autre.

Si l'on veut entrer dans la réalité des faits avec le désir de pratiquer sincèrement et de mieux en mieux une mesure salubre, bonne à la fois pour les manufacturiers et pour les ouvriers, nous concevons qu'on demande de ne commencer l'observation stricte de la loi que dans les usines et dans les manufactures ayant dix ouvriers, en réservant aux règlements d'administration le pouvoir et le devoir de descendre plus bas lorsque la nécessité s'en fera sentir.

Alors tous les principes seront respectés, et l'on peut espérer concilier les opinions qui, jusqu'à ce moment, n'ont pas pu se rapprocher.

A l'égard des exceptions, nous répéterons, une fois de plus, que nous n'avons voulu contredire en rien le travail énumératif de la commission préparatoire; loin de prétendre qu'elle ait fait entrer trop d'industries dans ses réserves, on nous en a signalé plusieurs autres, qu'on aura raison d'y joindre, outre les autres catégories d'établissements insalubres ou dangereux que nous avons indiqués.

C'est un motif de plus pour que vous n'entrepreniez pas la tâche interminable de discuter une à une chaque espèce d'exceptions.

Nous préférons l'indication générale de notre article 2, comme indiquant, en principe, la nature des exceptions.

On nous a reproché d'avoir demandé que les modifications au principe de la durée du travail fussent réglées généralement pour la France.

Voici le principe que nous posons.

Pour les industries générales qui se pratiquent dans diverses parties de la France, au nord comme au midi, nous pensons que les mêmes prescriptions doivent régir les mêmes industries : c'est leur vœu constant, unanime.

On nous a signalé des cas d'urgence où l'autorité locale doit pouvoir prononcer; nous demandons alors que le préfet prononce en dernier ressort, après avoir consulté les chambres de commerce et les chambres consultatives des manufactures, afin d'éviter que la loi ne soit plus qu'un vain mot.

Bien loin que nous soyons au fond en dissidence avec la commission préparatoire, nous adoptons ses principes sur l'utilité du décret, pour protéger les forces et la santé de la classe ouvrière; et nous faisons remarquer le soin de cette permission,

pour les cas où la prolongation du travail peut être momentanée, de fixer à deux heures supplémentaires la limite extrême de la prolongation du travail.

On marche bien vite dans le sens de l'extension des journées, dès qu'une fois on s'abandonne à cette pente. Nous ne voudrions pas que l'on traduise le décret qui fixe à douze heures le maximum du travail régulier et continu, par ces mots : douze heures deviendront le minimum du travail accompli dans les usines et dans les manufactures. C'est alors que recommenceraient, et selon nous à juste titre, les doléances et les réclamations des ouvriers.

Nous terminerons en répétant que nous devons avoir pleine confiance dans les lumières et la sagesse du Conseil d'État, pour développer un grand règlement d'administration, que nous ne pouvons ici discuter dans ses détails infinis, et qu'après tout, ce grand corps délibérant et indépendant n'accepterait jamais tout fait, et par une seule des parties intéressées.

M. MIMEREL. — Je n'ai qu'un mot à dire pour montrer combien nous sommes d'accord avec les intentions de la commission du conseil général. Voici ce que disait, dans son rapport, la première commission nommée par le Ministre :

« Le projet de règlement que nous vous présentons paraîtra peut-être sévère à l'industrie : dans notre pensée, il est indulgent. Dans l'opinion de quelques-uns, la concession insérée dans le tableau IV en faveur des imprimeurs, teinturiers, apprêteurs, n'était pas utile en elle-même; mais enfin nous comprenons tous qu'il faut rendre facile le passage de la liberté absolue à la liberté restreinte; mais nous espérons qu'à mesure que l'industrie prendra les habitudes de réserve qui vont lui être imposées, il sera loisible de diminuer quelques-unes des exceptions aujourd'hui tolérées, et nous désirons que vous alliez plutôt en les restreignant qu'en y ajoutant. »

Vous voyez que les vœux de la commission et les nôtres sont identiques. Ce que propose la commission étant conforme à ce que nous avons proposé nous-mêmes, nous ne pouvons qu'y applaudir.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais consulter le conseil sur les nouvelles conclusions qui lui sont soumises par la commission.

M. ROZET. — Je m'oppose à l'adoption de la rédaction nouvelle proposée par la commission, parce que cette rédaction est contraire à l'esprit et au texte du décret du 9 septembre 1848.

L'article 2 de ce décret est ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure. »

Nous nous sommes consultés, Messieurs, au sujet du règlement d'administration publique prescrit par l'article que je viens de citer. Nous devons nous renfermer dans le cercle que la loi elle-même a tracé. La loi autorise des exceptions *à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure* : elle n'en permet pas d'autres. Si la rédaction proposée par la commission était adoptée, des exceptions pourraient être admises *en raison du nombre des ouvriers* employés dans les manufactures. Cette disposition est évidemment contraire à la loi, je crois qu'il ne nous est pas possible de l'adopter.

M. MIMEREL. — La Constituante, qui a fait la loi, a formellement excepté les ateliers de la loi. Nous ne considérons que les établissements qui ont au moins neuf ouvriers, c'est-à-dire ceux que la Constituante a excepté de la loi. Tout le reste est usine ou manufacture. Nous avons respecté le vœu de la Constituante, en faisant des exceptions industrielles pour les usines et manufactures.

M. ROZET. — Je ne sais ce qui a été dit à la Constituante, je m'arrête aux termes du décret. Il ne s'agit, dans l'article 1^{er}, que des manufactures et des usines; il n'est pas question d'ateliers. La loi ne dit pas ce qu'elle entend par les mots *manufactures et usines*, nous devons nous arrêter à ces expressions-là.

M. LE RAPPORTEUR. — Un seul mot pourrait satisfaire notre collègue.

Il aurait raison, si on disait qu'en principe; à tout jamais, il s'agit d'ateliers de neuf ouvriers. Mais quand on est en présence de graves difficultés, et pour ma part j'en ai essayé hier, pendant quatre heures, j'ai été battu de tous côtés en défendant la loi, il faut savoir ce qui est possible. Dès à présent tout le monde paraît d'accord pour appliquer la loi à toutes ces catégories. Je suis convaincu que l'expérience fera

connaître qu'à la limite où nous nous arrêterons, il s'élèvera des difficultés. S'il n'y en a pas, les choses iront bien; si il surgit des difficultés, si les ateliers qui ont moins d'ouvriers se plaignent de ne pas jouir du bénéfice de la loi, ou bien si ce sont les ateliers qui en ont le plus qui réclament, alors on donnera une nouvelle extension à la loi dans les limites de ce qui est possible et praticable. Nous ne pouvons pas faire de la théorie d'une manière rigoureuse et absolue; nous avons à traiter avec des hommes, nous ne le pouvons pas; il nous faut bien faire en ce moment une retraite devant les volontés. Mais nous avons eu la plus grande déférence pour les lumières et les sentiments de nos collègues. Nous avons fait ce qui nous a paru être le sentiment général; mais nous le faisons avec des réserves, nous en rapportant à l'expérience. Vous êtes tous des hommes d'expérience; si l'expérience dit qu'il faut s'arrêter, nous nous arrêterons; si elle dit qu'il faut aller plus loin, nous irons plus loin, et nous serons aussi bien disposés pour concilier les intérêts des ouvriers et ceux des manufacturiers, que nous le sommes dès à présent. C'est de la conciliation que nous faisons dans ce moment-ci.

M. ROZET. — L'honorable rapporteur nous a dit que la commission, en vous proposant la rédaction que je combats, faisait une retraite; il vous a dit que la commission s'était surtout préoccupée de l'exécution de la loi. Je demande, Messieurs, à la commission de faire une retraite complète en rentrant franchement dans la loi. Il ne s'agit pas pour nous, en ce moment, de voter une loi, il s'agit de rédiger un règlement d'administration conformément à une loi, que nous n'avons pas faite, que nous ne ferions peut-être pas, mais qui existe et qui doit être exécutée.

Il est toujours dangereux, Messieurs, d'enfreindre les lois, même quand on se propose pour but d'en perfectionner le principe. Si vous croyez que la loi dont nous nous occupons est mauvaise, demandez-en le rappel; si vous voulez qu'elle subsiste, ne commencez pas par vous en écarter, en proposant au Gouvernement un règlement d'administration publique dont les termes sont contraires au texte et à l'esprit de la loi pour l'exécution de laquelle ce règlement doit être établi.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais consulter le conseil sur les divers articles que sa commission lui a proposés.

« Art. 1^{er}. Le bénéfice de la limitation du travail fixée par le décret du 9 septembre 1848 est établi comme règle générale pour les usines et manufactures. » (Adopté.)

« Art. 2. L'exécution du décret s'étendra, quant à présent, aux établissements industriels ayant au moins dix ouvriers de tout âge et de tout sexe, sous un ou plusieurs chefs patentés. » (Adopté.)

« Art. 3. Le règlement d'administration publique ordonné par le décret comprendra :

« En premier lieu, les catégories d'établissements, plus ou moins insalubres ou délétères, dans lesquelles on doit abaisser le maximum de la journée de travail. »

Je divise, afin que le conseil puisse prononcer sur chacune des exceptions en particulier.

(Le premier paragraphe est mis aux voix et adopté.)

« En second lieu, les catégories d'établissements où, pour des cas énumérés, la limite du travail peut être étendue au delà des douze heures établies par le décret. » (Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ici que se placerait un article additionnel proposé par deux de nos collègues :

« Doivent être exceptés les établissements dans lesquels le travail se fait à façon. »

M. MIMEREL. — Véritablement ce serait excepter les manufactures et usines du joug de la loi que d'excepter les ateliers où on travaille à façon. Il faut que la loi soit pleine et entière, et qu'elle ne soit pas soumise à des exceptions continuelles.

M. LE RAPporteur. — Il y a une chose qui frappera, c'est que, si l'on compare les travaux faits à tant la journée aux travaux payés à façon, l'ouvrier qui est à la façon dépense plus de forces, travaille davantage et se fatigue plus. Ainsi ce seraient précisément les catégories d'établissements où l'ouvrier fait une plus grande dépense de forces qu'on affranchirait des restrictions qui empêchent qu'il y ait des abus de ses forces; la loi cesserait d'exister, personne ne voudrait travailler à la journée, tout se ferait à façon.

M. WOŁOWSKI. — Je ferai remarquer au conseil que le motif sur lequel on s'est

fondé pour émettre le décret du 9 septembre 1848, c'est que, dans le contrat qui intervient entre le fabricant et l'ouvrier, le fabricant pouvait trop peser sur le contrat et obliger l'ouvrier à faire une journée trop longue. Du moment où il s'agit d'un contrat à façon; le fabricant n'intervient en aucune manière dans la fixation du temps que l'ouvrier veut mettre à faire son travail. L'ouvrier est libre de travailler plus ou moins de temps; le fabricant n'intervient en aucune manière. Le motif qui a dirigé le législateur, lorsqu'il a porté le décret, n'existe plus, et, pour ma part, je ne comprendrai pas qu'on limitât l'exercice d'un droit qui appartient à l'ouvrier, qui n'est en aucune manière réglé ni dominé par la volonté du fabricant, et qu'on vint interdire à l'ouvrier qui travaille à façon de travailler plus ou moins longtemps; l'ouvrier travaille selon que ses forces et son intérêt le lui conseillent.

M. BARBET. — Nous comprenons qu'il n'y ait pas pression de la part du chef d'établissement, lorsqu'il fait un traité avec l'ouvrier qui travaille à façon, lorsque cet ouvrier travaille chez lui. Pourvu que la pièce soit rentrée dans les délais voulus, il a rempli ses obligations; il a travaillé son bon plaisir, et, s'il est habile, il peut moins travailler pour avoir le même produit. Mais dans un établissement qui ouvre et qui ferme à heures fixes, où il faut faire marcher les machines, dans ces établissements l'ouvrier subira la pression du chef; on ne le prendra pas s'il ne veut pas travailler tant d'heures. Alors, si votre amendement réussit, la loi sera détruite. Tous les chefs d'établissements, et moi tout le premier, je dois le déclarer, si nous avons la faculté d'éluder la loi de cette manière, nous traiterons avec nos ouvriers à façon. Alors, messieurs, vous n'aurez pas obtenu le but que vous vous proposez, qui est d'empêcher les ouvriers à façon de supporter la pression des chefs d'établissement.

UN MEMBRE. — Tous nos ouvriers travaillent à façon; nous les payons à tant la pièce.

UN AUTRE MEMBRE. — Dans le tissage on travaille à façon. (*Aux voix! aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La question est entendue, ce me semble. Voici, je le répète, l'amendement :

« Doivent être exceptés les établissements dans lesquels le travail se fait à façon. »
Je consulte le conseil.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici l'article 4 ;

« Toute extension et toute restriction ultérieure ne pourront pas avoir lieu sans une enquête préalable et sans un nouveau règlement d'administration publique, après avoir consulté les chambres de commerce, les chambres consultatives et entendu leurs délégués. »

M. Dufaud a demandé la parole.

M. ACHILLE DUFAUD. — Voici l'amendement que j'ai l'honneur de proposer :

« Le règlement d'administration publique comprendra, en outre, dans les exceptions du tableau n° 1, en les y énumérant, toutes les industries qui, à l'étranger, ne seraient pas réglementées, quant au travail des adultes, pourvu que ces industries, par leur nature et leur exercice, ne puissent compromettre la santé des ouvriers. »

Avant de motiver l'amendement que j'ai l'honneur de soumettre au conseil, je dois déclarer que l'industrie que je représente ici (les forges) est tout à fait désintéressée dans la partie du débat qui s'agit, car ces usines marchent d'une manière continue, par relais de douze heures, et même dans quelques opérations par relais de huit heures sur vingt-quatre heures.

J'ajoute, par acquit de conscience, que je suis du nombre de ceux qui pensent que, dans les questions de travail et de transactions entre majeurs, le plus simple, le meilleur, malgré les inconvénients dont toutes choses sont susceptibles, serait la liberté des parties contractant entre elles suivant les circonstances et la demande plus ou moins active de l'ouvrier ou de l'ouvrage.

Mais ce n'est pas ici la question, et fût-elle en discussion, elle a été si brillamment exposée et victorieusement soutenue dans la précédente séance, que tout autre développement serait inutile.

La loi existe, nous nous inclinons devant elle, et toutefois je ne crois pas manquer au respect que nous lui devons tous en disant qu'elle a dépassé le but en cherchant à l'atteindre, et je n'en veux pas de meilleure preuve que l'embarras dans lequel le conseil a paru jeté jusqu'ici par l'examen du règlement d'administration publique

sur lequel il est consulté, et les difficultés si grandes de ce règlement, qu'il paraît être, non l'accessoire, mais le principal de la loi, la loi elle-même.

Dans cette situation, dans cet ordre d'idées, qu'avons-nous à faire, si ce n'est nous efforcer de saisir toutes les observations sérieuses qui se sont produites dans le cours de la discussion, pour leur donner place dans les exceptions déjà stipulées, d'atténuer autant que possible les conséquences du principe, puisque le principe lui-même ne nous appartient plus.

Ainsi notre honorable collègue M. Féray a, dans la séance d'hier, fait ressortir avec force, devant le conseil, l'inconvénient, le danger de restreindre chez nous, dans de certaines limites, la durée du travail des adultes pour celles des industries nationales qui, chez les étrangers nos rivaux, ne sont pas assujetties aux mêmes entraves.

Il vous a dit que, tous les jours, certaines commandes étaient offertes du dehors à nos fabricants avec la condition rigoureuse de livraison dans un délai fixé; que; faute de possibilité d'exécution dans ces limites étroites, ces ordres pouvaient passer, passeraient inévitablement de Paris, de Lille, à Londres, à Manchester.

Ces faits n'ont pas été contestés.

Ils sont graves; ils méritent à un haut degré l'attention du conseil; car, en rendant plus difficiles chez nous que chez nos rivaux la rapidité d'exécution, c'est exposer journellement notre industrie à perdre une partie de ses débouchés, c'est la placer dans des conditions d'inégalité relative vis-à-vis de ceux contre lesquels elle est appelée à lutter à l'extérieur; c'est ôter à nos ouvriers un travail qui ne reviendra pas, car il aura été exécuté par d'autres mains, non plus habiles, mais plus libres; c'est les priver d'une source de gain et de bien-être; c'est blesser ceux-là même qu'on veut servir en les protégeant plus que, dans ce cas, ils ne le voudraient eux-mêmes.

D'un autre côté, l'honorable M. P. Gillon, se reportant aux discussions qui ont eu lieu au sein de l'assemblée constituante, a mis en lumière d'une manière éclatante le principe sur lequel s'appuyait le décret sur la durée du travail des adultes dans les usines et manufactures. « C'est, a-t-il dit, un but de haute humanité. »

Aussi, c'est en se plaçant à ce double point de vue, c'est en conciliant, en réunissant dans une même combinaison ces considérations si dignes de votre sollicitude, que je vous présente l'amendement que je vous ai demandé la permission de vous soumettre.

Il consisterait, après avoir adopté la nomenclature des industries exceptées au tableau n° 1 de la commission ministérielle préparatoire, à ajouter ce qui suit :

« Le règlement d'administration publique comprendra, en outre, dans les exceptions du tableau n° 1, en les y énumérant, toutes les industries qui, à l'étranger, ne sont pas réglementées quant à la durée du travail des adultes, pourvu que ces industries, par leur nature et leur exercice, ne puissent compromettre la santé des ouvriers. »

Je sais bien qu'on peut dire qu'il serait préférable que ces industries fussent de suite désignées. Cela est incontestable, mais si la commission spéciale du conseil n'a pu se livrer à cet examen détaillé, comment pourrions-nous le faire ici? Il suffira, si cet amendement est accueilli par le conseil, que la pensée en reste déposée dans les procès-verbaux de vos délibérations; ce sera à la commission ministérielle à appeler dans son sein les industriels, les hommes spéciaux, pour en faire l'application.

Quant à nous, nous n'aurons certainement pas fait pour ce cas spécial tout ce que nous désirerions, mais tout ce que nous pouvions faire.

M. MIMEREL. — Je n'ai qu'une réponse à faire, c'est que la commission ministérielle a déjà fait ce que M. Dufaud propose. Nous avons appelé dans notre sein toutes les industries, nous avons fait la part de chacune, nous avons prévu les circonstances où le travail devait se développer pour favoriser l'exportation, et nous avons accordé cette faveur. Ce serait ouvrir une enquête qui n'aboutirait qu'aux mêmes résultats.

M. LE PRÉSIDENT. — L'objection a été prévue par les tableaux III et IV. (*Aux voix ! aux voix !*) L'amendement est-il appuyé? (*Non ! non !*)

L'amendement n'étant pas appuyé, je n'ai pas à le mettre aux voix.

M. WOŁOWSKI. — Je demanderai si, dans les exceptions se trouvent comprises les industries intermittentes dont a parlé hier M. Schneider? Cela n'est pas dit.

M. LE RAPPORTEUR. — On voudrait que parce qu'il y a intermittence, ces établissements ne fussent en rien assujettis à la loi. Ils seront assujettis à la loi moyennant une réserve pour l'intermittence; mais la loi sera leur règle, et l'exception s'appliquera aux travaux intermittents.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est entendu.

M. WOŁOWSKI. — S'il est convenu que ce sera dans les cas qui seront énumérés, je suis satisfait.

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil ne s'occupe pas de cas déterminés; il laisse au Ministre et au conseil d'État le soin de faire les tableaux; si vous avez une exception de plus à y introduire, vous pouvez la proposer. Nous ne délibérons pas sur les tableaux; ils sont réservés.

Nous revenons à l'article 4.

«ART. 4. Toute extension et toute restriction ultérieure ne pourra pas avoir lieu sans une enquête préalable et sans un nouveau règlement d'administration publique, après avoir consulté les chambres de commerce, les chambres consultatives et entendu leurs délégués.»

M. BERTÈCHE. — Comme membre de la commission du travail, je désire qu'il soit bien entendu que l'on ne regarde pas aujourd'hui comme définitives et comme bases adoptées pour le règlement d'administration publique, les propositions de la commission nommée par le Ministre; mais que le conseil d'État (les chambres de commerce, les chambres consultatives et celles des prud'hommes préalablement consultées et leurs délégués entendus), soit seul chargé d'arrêter le règlement d'administration publique à intervenir aux termes de l'article 2 du décret du 9 septembre 1848.

M. LE PRÉSIDENT. — Les chambres ont été consultées; la commission ministérielle a fait usage de leur travail et a préparé un règlement d'administration publique qui vous est soumis. Quand vous aurez approuvé les principes d'après lesquels il est formulé, il ira au conseil d'État qui lui donnera sa consécration; voilà l'état dans lequel l'affaire se trouve aujourd'hui. Je ne comprends pas bien la portée de l'observation.

M. BARBET. — Dans la commission, on a fait plusieurs observations; on a pensé que le travail aurait besoin d'être revu pour la nomenclature des travaux.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est réservé.

M. BARBET. — On désirerait, si vous le trouvez convenable, Monsieur le Ministre, que la commission se réunisse; on y adjoindrait quelques autres membres. Voilà pourquoi on a fait ces observations : on a craint quelque omission, et que si le conseil d'État n'avait pas tous les documents, il ne fit des omissions qui seraient fâcheuses.

PLUSIEURS MEMBRES. — Le renvoi à la commission!

M. LE PRÉSIDENT. — Le renvoi aura lieu; seulement je demanderai à la commission la permission de ne pas faire délibérer le conseil sur ce point. (*Assentiment.*) Avec cette explication je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — «ART. 5. Dans aucun cas, la permission d'accroître la durée du travail ne doit être déléguée aux autorités locales. Les mêmes limitations, les mêmes exceptions devront, pour une même industrie, maintenir l'égalité d'un bout à l'autre de la France.»

M. LE RAPPORTEUR. — C'est ici qu'on peut faire la réserve pour les cas d'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Au lieu de dire *dans aucun cas*, on dirait : *sauf les cas d'urgence.*

Je mets aux voix l'article 5 ainsi modifié.

(L'article 5 est mis aux voix et adopté.)

M. FOUASSE. — Le premier tableau d'exception contient celle-ci : «Lavage et étendage des étoffes dans les teintureries et fabriques d'indiennes.» Je demande la rectification suivante : «Lavage et étendage dans les ateliers de teinture et d'impression.»

En effet, pourquoi admettre une exception seulement au bénéfice des teintureries

et fabriques d'indiennes, qui n'en n'ont ni plus ni moins besoin que les autres? A Lyon nous teignons, et nous imprimons la soie. Pourquoi adopter une rédaction qui aurait pour effet de nous exclure du bénéfice d'une exception qui ne nous est pas moins indispensable qu'aux fabricants d'indiennes?

M. LE PRÉSIDENT. — Le conseil d'État n'a pas encore examiné le projet de règlement; il lui sera renvoyé avec vos observations, ou plutôt celles du conseil, et avec toutes les observations qui pourraient intervenir.

M. DE COLMONT. — Je demande que la commission se réunisse de nouveau pour examiner les tableaux, et qu'elle entende les parties intéressées.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela a été entendu tout à l'heure. La commission du conseil aura quelques séances ultérieures pour examiner les changements ou les additions dont les tableaux seraient susceptibles.

M. LE RAPPEUR. — La commission nommée par le conseil général n'a pas cru devoir se livrer à l'examen des trente catégories d'industries et y ajouter toutes les catégories qui n'y sont pas; cela ne nous a pas paru possible pendant le peu de temps qui était réservé à la session du conseil général.

M. LE PRÉSIDENT. — La commission qui a préparé le projet de règlement qui vous est soumis était une commission de sept membres, elle était moins nombreuse que celle formée par le conseil général. Il me semble, en outre, que le conseil général renferme dans son sein, réunis accidentellement, un si grand nombre d'industriels habiles et éclairés, qu'il serait difficile de trouver nulle part, en aucune occasion, un aussi grand nombre de personnes capables de porter la lumière sur la nomenclature qu'il s'agit de formuler. J'avais compris que la commission du conseil général désirait demeurer saisie de l'examen de ces tableaux et de cette nomenclature pour y faire tous les changements et toutes les additions dont ils seraient susceptibles. D'après ce que vient de dire M. le rapporteur, la commission du conseil général désirerait se trouver dessaisie du travail dont elle était chargée. A cela il n'y a aucune difficulté. Tous les membres du conseil qui, après avoir examiné les tableaux annexés au projet de règlement d'administration publique, trouveront qu'ils sont incomplets, que telle industrie a été oubliée, que telle autre ne devait pas s'y trouver placée, voudront bien m'adresser directement leurs réclamations que je transmettrai au conseil d'État comme annexe au travail qui sortira de vos délibérations.

Ceci entendu, nous reprenons la délibération sur l'article 6, qui est l'article 4 du rapport imprimé.

«6° Sauf les exceptions établies par l'article 3 de la loi de 1841, les manufactures et les usines auxquelles seraient accordées des prolongations de travail par voie de relais, ne pourront faire servir aux relais de nuit ni des hommes au-dessous de seize ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.»

M. ROZET. — Dans les industries métallurgiques, et particulièrement dans les usines à fer, le travail s'exécute avec le concours d'ouvriers adultes et d'ouvriers enfants. Si l'article 7 existait, le travail serait impossible à exécuter dans la plupart des cas; ce travail s'exécutant par des relais, n'est pas nuisible à la santé de l'ouvrier; au contraire, il est fortifiant.

M. LE RAPPEUR. — Nous avons mis : *Sauf les cas prévus par l'article 3 de la loi de 1841*. Je vous rappellerai que, dans cet article, on a pris des mesures exceptionnelles pour les établissements où le feu sert comme agent, et que les forges s'y trouvent comprises; c'est précisément pour faire droit à votre observation que cette exception, qui d'ailleurs était de droit puisqu'elle est dans une loi, a été introduite ici. Nous l'avons fait pour la rappeler à nouveau; elle avait été établie dans la loi de 1841. M. le baron Mounier, qui représentait les verreries de Saint-Gobain, a fait également admettre cette exception. Nous avons donc fait droit à votre observation.

M. ROZET. — Je ne comprends plus alors pourquoi l'article 6 subsiste et dit, à propos de relais : «Ne pourront faire servir aux relais de nuit ni des hommes au-dessous de seize ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.»

M. LE RAPPEUR. — Sauf les exceptions à la règle générale, on n'en veut pas; mais on a dit que, pour les verreries et pour quelques autres établissements, on ne pourrait pas marcher sans cela; c'est pour ces établissements qu'on a fait des exceptions.

UN MEMBRE. — L'erreur de M. Rozet vient de ce qu'il suit le travail de la commission ministérielle au lieu du travail du rapporteur.

M. LE PRÉSIDENT. — Le dernier paragraphe de l'article 3 de la loi sur les enfants prévoit l'objection.

L'observation étant écartée, je mets aux voix l'article 4 devenu l'article 6.

(L'art. 6 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 7. La même inspection surveillera la durée du travail, en exécution du décret du 9 septembre 1848, et le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans les manufactures, usines, etc. »

C'est un système d'inspection. Il faut que l'exécution de la loi soit générale et sérieuse.

(L'art. 7 est adopté.)

AVIS DU CONSEIL GÉNÉRAL.

PROPOSITIONS FAITES AU CONSEIL GÉNÉRAL PAR M. LE MINISTRE.	CONCLUSIONS DE LA COMMISSION.	AVIS ÉMIS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL.
ART. 1. — Sont exceptés des dispositions du décret du 9 septembre 1848, les établissements qui ne renferment pas habituellement 10 ouvriers sous un chef patenté.	Nous résumons en cinq articles les bases que nous proposons pour le règlement d'administration publique à préparer, quant à la durée du travail dans les usines et dans les manufactures. 1° Le bénéfice de la limitation du travail fixée par le décret du 9 septembre 1848 est maintenu comme règle générale pour tous les établissements d'industrie dirigés par un ou plusieurs patentés ;	1° Le bénéfice de la limitation du travail fixée par le décret du 9 septembre 1848 est établi comme règle générale pour les usines et manufactures.
ART. 2. — Sont également exceptées du décret précité les industries aux tableaux 1, 2, 3, 4, faisant partie intégrante de ce règlement. Les exceptions définitives	2° Le règlement d'administration publique ordonné par le décret comprendra : En premier lieu, les catégories d'établissements, plus ou moins salubres ou délétères, dans lesquelles on doit	2° L'exécution du décret s'étendra, quant à présent, aux établissements industriels ayant au moins dix ouvriers de tout âge et de tout sexe, sous un ou plusieurs chefs patentés. 3° Le règlement d'administration publique ordonné par le décret comprendra : En premier lieu, les catégories d'établissements, plus ou moins insalubres ou délétères, dans lesquelles on

PROPOSITIONS
FAITES AU CONSEIL GÉNÉRAL
PAR M. LE MINISTRE.

CONCLUSIONS
DE
LA COMMISSION.

AVIS ÉMIS
PAR
LE CONSEIL GÉNÉRAL.

énoncées aux tableaux 1 et 2 sont de plein droit et sans autorisation.

Celles inscrites aux tableaux 3 et 4 seront accordées par le préfet, avec indication du nombre d'ouvriers et du nombre d'heures sur lesquels porte l'exception.

ART. 3. — Un arrêté du maire, approuvé par le préfet, déterminera dans chaque commune, et, au besoin, pour chaque industrie, l'heure où commencera le travail, les intermittences qu'il devra subir et l'heure où il finira.

Le travail de douze heures s'exécutera dans l'intervalle de quatorze heures au maximum, de treize heures au minimum, prises entre 5 heures du matin et 10 heures du soir.

ART. 4. — Le samedi de chaque semaine, immédiatement après la cessation du travail, le moteur arrêté, les ouvriers pourront, dans tous les établissements, prolonger le travail pendant deux heures, pour opérer le nettoyage des machines et du mobilier industriel, afin d'être libres de toute occupation le dimanche.

ART. 5. — Le commencement du travail, ses intermittences, sa cessation, seront annoncés par le son de la cloche communale, partout où l'uniformité des prescriptions comprises dans l'arrêté municipal le permettra. Dans tous les cas, pendant tous les repos prescrits, le moteur sera arrêté dans les filatures et ateliers de tissage, et partout

abaisser le maximum de la journée de travail;

En second lieu, les catégories d'établissements où, pour des cas énumérés, la limite du travail peut être étendue au delà des douze heures établies par le décret.

3° Dans aucun cas, la permission d'accroître la durée du travail ne doit être déferée aux autorités locales. Les mêmes limitations, les mêmes exceptions devront, pour une même industrie, maintenir l'égalité d'un bout à l'autre de la France.

doit abaisser le maximum de la journée de travail;

En second lieu, les catégories d'établissements où, pour des cas énumérés, la limite du travail peut être étendue au-delà des douze heures établies par le décret.

4° Toute extension et toute restriction ultérieure ne pourront pas avoir lieu sans une enquête préalable et sans un nouveau règlement d'administration publique, après avoir consulté les chambres de commerce, les chambres consultatives et entendu leurs délégués.

5° Sauf les cas d'urgence, la permission d'accroître la durée du travail ne doit être déferée aux autorités locales. Les mêmes limitations, les mêmes exceptions devront, pour une même industrie, maintenir l'égalité d'un bout à l'autre de la France.

PROPOSITIONS
FAITES AU CONSEIL GÉNÉRAL
PAR M. LE MINISTRE.

CONCLUSIONS
DE
LA COMMISSION.

AVIS ÉMIS
PAR
LE CONSEIL GÉNÉRAL.

où cela pourra se faire sans inconvénient.

ART. 6. — Sur les cours d'eau où les usines ne marchent que par des éclusées, un arrêté du maire, approuvé par le préfet, réglera les heures où chacune d'elles utilisera la force de l'eau, sans que ces heures puissent excéder douze heures de travail effectif sur vingt-quatre.

La disposition qui précède n'est point applicable aux usines situées sur les rivières qui auraient momentanément une variation dans le volume de l'eau.

ART. 7. — Les manufactures et usines auxquelles des prolongations de travail par relais sont accordées par l'article 2, ne pourront employer, dans les relais de nuit ni des hommes au dessous de 16 ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.

ART. 8. — Les demandes d'exception, dans les cas prévus par le dernier paragraphe de l'article 2, seront adressées au maire qui devra, dans les vingt-quatre heures, les transmettre au préfet ou sous-préfet. Le préfet devra faire connaître sa décision dans le délai de quinze jours.

ART. 9. — Un comité sera organisé partout où le Gouvernement jugera utile de l'établir pour surveiller l'exécution du décret du 9 septembre 1848 et des dispositions comprises au présent décret.

Il sera nommé et présidé par le préfet, ou par le sous-

4° Sauf les exceptions établies par l'article 3 de la loi de 1841, les manufactures et les usines auxquelles seraient accordées des prolongations de travail par voie de relais, ne pourront faire servir aux relais de nuit ni des hommes au-dessous de seize ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.

5° La même inspection surveillera la durée du travail en exécution du décret du 9 septembre 1848, et le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans les manufactures, usines, etc.

6° Sauf les exceptions établies par l'article 3 de la loi de 1841, les manufactures et les usines auxquelles seraient accordées des prolongations de travail par voie de relais, ne pourront faire servir aux relais de nuit ni des hommes au-dessous de seize ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.

7° La même inspection surveillera la durée du travail, en exécution du décret du 9 septembre 1848, et le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans les manufactures, usines, etc.

PROPOSITIONS
FAITES AU CONSEIL GÉNÉRAL
PAR M. LE MINISTRE.

CONCLUSIONS
DE
LA COMMISSION.

AVIS ÉMIS
PAR
LE CONSEIL GÉNÉRAL.

préfet, s'il siège dans un chef-lieu d'arrondissement.

Il sera composé de citoyens résidant au chef-lieu, auxquels seront adjoints ceux résidant dans les lieux ou près des lieux où seront les établissements à surveiller.

Dans chaque département il y aura un ou plusieurs inspecteurs.

L'inspecteur dressera des procès-verbaux dans toute la circonscription sur laquelle s'étendra l'autorité d'un des comités.

Les inspecteurs auront aussi pour mission de veiller à la salubrité et à la sécurité dans les ateliers.

Les juges de paix, maires et adjoints le feront dans le ressort où leur autorité est reconnue.

Les gendarmes, agents de police ou gardes-champêtres dénonceront les infractions. Ils pourront correspondre avec le comité.

Une partie des amendes prononcées pourra être attribuée aux agents chargés de la surveillance.

Premier tableau.

Industries auxquelles il est accordé une exception à la règle générale, de plein droit et sans autorisation.

Moulins à vent et mouture de la farine par des procédés quelconques.

Travail des conducteurs de fourneaux, étuves, sécheries, chaudières à débouillir, lessiver ou aviver.

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques.

Travail des chauffeurs attachés aux machines à

PROPOSITIONS
FAITES AU CONSEIL GÉNÉRAL
PAR M. LE MINISTRE.

CONCLUSIONS
DE
LA COMMISSION.

AVIS ÉMIS
PAR
LE CONSEIL GÉNÉRAL.

vapeur, et des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers (Gardiens de nuit).

Travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, avec l'obligation d'en prévenir l'autorité locale.

Lavage et étendage des étoffes dans les teintureries et fabriques d'indiennes, pendant une heure, après la fin du travail.

Travaux d'aiguille.

Soins de chauffage dans les fabriques de savon.

Nettoiemment des machines dans tout établissement pendant deux heures, à la fin de la journée de travail du samedi.

Fonderies de métaux.

Deuxième tableau.

Industries qui seront libres de prolonger le travail au delà des limites légales, avec l'obligation de relais d'ouvrier, et sans qu'il soit besoin d'autorisation préalable.

Brassage et cuisson de la bière.

Cuisson des briques.

Cuisson de la faïence, de la porcelaine, de la poterie, des pipes.

Verreries.

Distilleries.

Forges et hauts-fourneaux.

Fours à chaux et à plâtre.

Fouillage des draps.

Travail des chaudières pour le blanchiment des étoffes.

Travail des usines à gaz.

Séchage des tissus.

Fabrication du papier, non

PROPOSITIONS
FAITES AU CONSEIL GÉNÉRAL
PAR M. LE MINISTRE.

CONCLUSIONS
DE
LA COMMISSION.

AVIS ÉMIS
PAR
LE CONSEIL GÉNÉRAL.

compris le pliage et les travaux accessoires.

Fabrication des huiles.

Sucreries.

Féculeries.

Métiers à tulle.

Troisième tableau.

Industries qui peuvent faire travailler exceptionnellement au delà des limites légales un dixième de leurs ouvriers, avec relais, ou quatorze heures sans relais.

Raffineries de sucre.

Produits chimiques.

Quatrième tableau.

Industries qui pourront jouir de deux heures de supplément pendant cent jours ouvrables, pour le quart des ouvriers seulement, et moyennant l'autorisation du préfet.

Teintureries.

Impressions sur étoffes.

Apprêts d'étoffes, pressage et decatissage.

DISCUSSION AU CONSEIL D'ÉTAT

*du projet de règlement d'administration publique prévu par le décret-loi
du 9 septembre 1848.*

PROJET SOUMIS PAR LE GOUVERNEMENT AU CONSEIL D'ÉTAT ET PROJET ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.

PROJET DU GOUVERNEMENT.

ART. 1. — Sont exceptés des dispositions du décret du 9 septembre 1848, les établissements qui ne renferment pas habituellement dix ouvriers sous un chef patenté.

ART. 2. — Sont également exceptées du décret précité les industries indiquées aux tableaux 1, 2, 3, 4, faisant partie intégrante de ce règlement.

Les exceptions définitives énoncées aux tableaux 1 et 2 sont de plein droit et sans autorisation.

Celles inscrites aux tableaux 3 et 4 seront accordées par le préfet, avec indication du nombre d'ouvriers et du nombre d'heures sur lesquels porte l'exception.

ART. 3. — Un arrêté du maire, approuvé par le préfet, déterminera dans chaque commune, et, au besoin, pour chaque industrie, l'heure où commencera le travail, les intermittences qu'il devra subir et l'heure où il finira.

PROJET ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CONSEIL D'ÉTAT DU MARDI 8 AVRIL 1851. — *Analyse sommaire de la discussion du projet de décret tendant à régler les exceptions du décret du 9 septembre 1848, relatif à la durée du travail effectif des ouvriers dans les usines et manufactures.* — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret tendant à régler les exceptions du décret du 9 septembre 1848, relatif à la durée du travail effectif des ouvriers dans les usines et manufactures.

Au nom de la section de législation, M. le rapporteur expose que, dans plusieurs départements, les Préfets ont donné aux chefs d'usines et de manufactures des autorisations de faire travailler, par exception, les ouvriers en dehors des limites fixées par la loi du 9 septembre 1848. Mais les tribunaux ont déclaré que de semblables autorisations n'étaient point valables et que la loi devait être appliquée sans aucune restriction aussi longtemps que les règlements d'administration publique ne seraient point promulgués. Dans cette situation, il est non seulement opportun, mais urgent, de déterminer par règlement d'administration publique les exceptions prévues dans l'article 2 de la loi. Le Gouvernement a invité les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures et les conseils de prud'hommes, à indiquer les exceptions qu'il était utile d'introduire dans le règlement. La grande majorité de ces conseils a approuvé le principe de la loi de 1848. Le Ministre ne s'est point borné à cette enquête : il a appelé auprès de lui une commission composée d'industriels. La conclusion de cette commission a été également favorable à la loi de 1848 ; elle a formulé un projet qui a été soumis au conseil général des manufactures et du commerce et qui a été approuvé par lui. La section de législation a pensé que le projet du Gouvernement ne s'était point assez circonscrit dans les limites des nécessités qui avaient donné lieu de le présenter. C'est pourquoi la section de législation s'est attachée à ne déterminer d'exceptions que pour les causes prévues dans l'article 2 de la loi de 1848 et à écarter du projet toutes les dispositions qui ne se rapportaient point directement à l'exécution de cet article.

La délibération s'établit sur les articles.

ART. 1^{er}. — Un membre expose que l'article de la loi, en vertu duquel le Conseil d'État fait ce règle-

Le travail de douze heures s'exécutera dans l'intervalle de quatorze heures au maximum, de treize heures au minimum, prises entre cinq heures du matin et dix heures du soir.

ART. 4. — Le samedi de chaque semaine, immédiatement après la cessation du travail, le moteur arrêté, les ouvriers pourront, dans tous les établissements, prolonger le travail pendant deux heures, pour opérer le nettoyage des machines et du mobilier industriel, afin d'être libres de toute occupation le dimanche.

ART. 5. — Le commencement du travail, ses intermittences, sa cessation, seront annoncés par le son de la cloche communale, partout où l'uniformité des prescriptions comprises dans l'arrêté municipal le permettra. Dans tous les cas, pendant tous les repos prescrits, le moteur sera arrêté dans les filatures et ateliers de tissage, et partout où cela pourra se faire sans inconvénient.

ART. 6. — Sur les cours d'eau où des usines ne marchent que par des éclusées, un arrêté du maire, approuvé par le préfet, réglera les heures où chacune d'elles utilisera la force de l'eau, sans que ces heures puissent excéder douze heures de travail effectif sur vingt-quatre.

La disposition qui précède n'est point applicable aux usines situées sur les rivières qui auraient momentanément une variation dans le volume de l'eau.

ART. 7. — Les manufactures et usines

ment, ne charge le règlement d'administration publique d'établir que les exceptions qui résultent de la nature des industries et des cas de force majeure. L'article du Gouvernement excepterait les établissements qui ne renferment pas habituellement 10 ouvriers; or, ce n'est là le signe ni d'une nature d'industrie, ni d'un cas de force majeure; et d'ailleurs, cela aurait l'inconvénient de faire supposer que la loi de 1848 n'a pas restreint ses dispositions aux usines et manufactures, tandis que le contraire résulte de la discussion même de la loi.

Un membre trouve que l'article 1^{er} de la section de législation renferme dans sa généralité des exceptions telles qu'on arriverait à détruire les prescriptions de la loi de 1848. Or, quoique l'opinant ne soit pas partisan de cette loi, il ne croit pas cependant qu'il convienne de l'abroger d'une manière détournée et par un simple règlement.

Un membre déclare qu'il ne se fait pas une idée bien nette, des industries auxquelles doit s'appliquer le paragraphe relatif à la première exception proposée par l'article 1^{er}.

M. le Rapporteur expose que dans une usine ou manufacture considérable, il y a toujours 2 ou 3 ouvriers attachés aux fourneaux. Ces ouvriers sont les seuls auxquels on puisse confier cette sorte de travail. S'il arrive que les travaux doivent être continués au delà de douze heures, il est impossible de remplacer ces ouvriers et d'ailleurs la nature de leur travail est telle, qu'ils peuvent le continuer sans trop de fatigues.

Un membre expose que la loi de 1848 s'applique surtout aux filatures et aux tissages, c'est-à-dire à des industries qui ont pour caractère, moins de fatiguer beaucoup les ouvriers que de les tenir longtemps dans des lieux insalubres. Dans l'exception proposée il s'agit, au contraire, d'hommes qui ont un travail intermittent.

Un membre déclare qu'il comprendrait très bien la rédaction, si elle ne s'appliquait qu'aux industries où le travail des fourneaux n'est pas le travail fondamental; mais dans les usines de gaz, par exemple, l'article permettrait de faire travailler les ouvriers plus de douze heures, sans même en demander l'autorisation.

Un membre expose que la loi du 9 septembre 1848, en même temps qu'elle a voulu ménager la santé de l'ouvrier en limitant la durée de son travail a voulu aussi lui laisser le temps de donner un aliment à

auxquelles des prolongations de travail par relais sont accordées par l'article 2, ne pourront employer, dans les relais de nuit ni des hommes au dessous de seize ans, ni des femmes, quel que soit leur âge.

ART. 8. — Les demandes d'exception, dans les cas prévus par le dernier paragraphe de l'article 2, seront adressées au maire qui devra, dans les vingt-quatre heures, les transmettre au préfet ou sous-préfet. Le préfet devra faire connaître sa décision dans le délai de quinze jours.

ART. 9. — Un comité sera organisé partout où le Gouvernement jugera utile de l'établir pour surveiller l'exécution du décret du 9 septembre 1848 et des dispositions comprises au présent décret.

Il sera nommé et présidé par le préfet, ou par le sous-préfet, s'il siège dans un chef-lieu d'arrondissement.

Il sera composé de citoyens résidant au chef-lieu, auxquels seront adjoints ceux résidant dans les lieux ou près des lieux où seront les établissements à surveiller.

Dans chaque département il y aura un ou plusieurs inspecteurs.

L'inspecteur dressera des procès-verbaux dans toute la circonscription sur laquelle s'étendra l'autorité d'un des comités.

Les inspecteurs auront aussi pour mission de veiller à la salubrité et à la sécurité dans les ateliers.

son intelligence. L'opinant demande donc qu'on restreigne, autant que possible, les exceptions portées dans le décret.

Un membre estime qu'il est aussi facile d'avoir un relais pour les chauffeurs que pour les autres ouvriers, mais ce n'est pas la question. Dans les manufactures où les autres ouvriers travaillent douze heures, tandis que ces ouvriers suspendent leur travail pour prendre leur repas, les chauffeurs sont obligés de rester près de leurs fourneaux, car on ne pourrait éteindre le feu. C'est là ce qu'il s'agit de régulariser.

Un membre ajoute que ce qui résultera de l'article en discussion, c'est que dans certains grands établissements soumis à la loi, il y aura un certain nombre d'hommes qui demeureront en dehors de la loi, mais ce sont là, précisément en général, des ouvriers de choix qui n'ont pas besoin d'être mis en tutelle comme les autres, et dont les travaux sont d'ailleurs moins fatigants et moins continus.

L'article 1^{er} de la section est mis aux voix et adopté en disant dans l'avant-dernier paragraphe :

« Fonte, affinage, étamage, etc. »

ART. 2. — Adopté.

ART. 3. — Adopté.

M. le Rapporteur expose que la section propose ici de supprimer plusieurs articles du projet du Gouvernement, qui n'ont pas pour but des exceptions à la loi de 1848, mais des mesures de police et de surveillance.

La section n'a pas cru d'abord que les mesures proposées pussent s'appliquer également à toute la France. Elle n'a pas cru, surtout, que cela rentrât dans l'objet demandé par la loi. Si ce règlement devenait nécessaire, on le ferait plus tard.

Un membre fait remarquer que la partie du projet du Gouvernement que l'on propose de supprimer pouvait servir de correctif à la partie que l'on conserve, car c'était un moyen de constater la durée du travail. Si l'on supprime ces dispositions, on détruit en réalité la loi de 1848.

M. le Rapporteur déclare qu'il regarde le rejet proposé par la section de législation comme un simple ajournement; car il sera sans doute nécessaire de faire un règlement spécial, mais il pense qu'on peut, quant à présent, s'en tenir aux exceptions indiquées dans la loi.

Cette opinion étant partagée par le conseil, l'article 4 est mis aux voix et adopté.

Un membre demande que l'on reprenne l'article 9 du projet du Gouvernement. En effet, sans cet article, il sera impossible à l'autorité d'assurer l'exécution de la loi par une surveillance efficace.

Un membre répond que la section de législation n'a pas pensé que le Conseil d'Etat pût convenable-

PROJET DU GOUVERNEMENT.

Les juges de paix, maires et adjoints le feront dans le ressort où leur autorité est reconnue.

Les gendarmes, agents de police ou gardes-champêtres dénonceront les infractions. Ils pourront correspondre avec le comité.

Une partie des amendes prononcées pourra être attribuée aux agents chargés de la surveillance.

Premier tableau.

Industries auxquelles il est accordé une exception à la règle générale, de plein droit et sans autorisation.

Moulins à vent et mouture de la farine par des procédés quelconques.

Travail des conducteurs de fourneaux, étuves, sécheries, chaudières à débouillir, lessiver ou aviver.

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques.

Travail des chauffeurs attachés aux machines à vapeur, et des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers (Gardiens de nuit).

Travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à

PROJET ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.

ART. 1. — Ne sont point compris dans la limite de durée du travail fixée par la loi du 9 septembre 1848, les travaux industriels ci-après déterminés :

Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver ;

Travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit ;

Travaux de décatissage ;

ment, par un règlement d'administration publique, créer un corps de fonctionnaires et leur donner le droit de verbaliser.

La proposition n'ayant pas d'autres suites, l'ensemble de la rédaction proposée par la section est adopté.

Un membre demande que l'on mentionne dans l'avis, que le Conseil d'État n'entend pas blâmer en elles-mêmes les dispositions qu'il rejette, mais qu'il pense seulement qu'elles ne seraient point ici à leur place.

Cette proposition est adoptée.

AVIS ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT, SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE TENDANT À RÉGLER LES EXCEPTIONS DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848, RELATIVE À LA DURÉE DU TRAVAIL EFFECTIF DES OUVRIERS DANS LES USINES ET MANUFACTURES. — Le Conseil d'État,

Sur le rapport de la section de législation ;

Vu le projet de règlement d'administration publique préparé en exécution de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848, relative à la durée du travail effectif des ouvriers dans les usines et manufactures ;

Vu la lettre du Ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 6 décembre 1850, par laquelle ledit projet de règlement a été soumis à l'examen du Conseil d'État ;

Vu le rapport au Ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 25 novembre 1850 ;

Vu le rapport de la commission spéciale instituée près le ministère de l'agriculture et du commerce ;

Vu les avis des chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures et conseils de prud'hommes, et les autres pièces du dossier ;

Vu le décret du 2 mars 1848 ;

Vu le décret du 4 avril 1848 ;

Vu la loi du 9 septembre 1848 ;

Sur l'article 1^{er} :

Considérant que, d'après la loi du 9 septembre 1848, les exceptions à déterminer dans les règlements d'administration publique prévus par l'article 2 ne doivent être fondées que sur la nature des industries ou des causes de force majeure ;

Que le nombre des ouvriers employés dans un établissement industriel n'est point un cas de force majeure et ne caractérise point la nature de l'industrie ;

Que la loi du 9 septembre 1848 n'est applicable qu'aux manufactures et usines, et qu'il résulte de la discussion de cette loi que les simples ateliers industriels n'y sont pas compris ;

Que la disposition proposée, étendue à tous les établissements et prenant pour signe le nombre des ouvriers employés, pourrait avoir pour résultat d'affranchir des dispositions de la loi des établissements

une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, avec obligation d'en prévenir l'autorité locale.

Lavage et étendage des étoffes dans les teintureries et fabriques d'indiennes, pendant une heure, après la fin du travail.

Travaux d'aiguille.

Soins de chauffage dans les fabriques de savon.

Nettoisement des machines dans tout établissement pendant deux heures, à la fin de la journée de travail du samedi.

Fonderies de métaux.

Deuxième tableau.

Industries qui seront libres de prolonger le travail au delà des limites légales, avec l'obli-

Fabrication et dessiccation de la colle forte;

Chauffage dans les fabriques de savon;

Mouture des grains;

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques;

Fonte, affinage, étamage et galvanisation des métaux;

Fabrication de projectiles de guerre.

ART. 2. — Sont également exceptés de la disposition de l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 :

1^o Le nettoisement des machines à la fin de la journée;

2^o Les travaux que rendent immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure.

ART. 3. — La durée du travail effectif peut être prolongée, au delà de la limite légale :

1^o D'une heure à la fin de la journée de travail, pour le lavage et étendage des étoffes dans les teintureries, blanchisseries et dans les fabriques d'indiennes;

qui constitueraient de véritables manufactures et usines, et d'y soumettre des établissements qui ne constitueraient que de simples ateliers;

Sur l'article 2, en ce qui concerne les industries indiquées au tableau 2, et qui seraient autorisées à prolonger leur travail au delà de la limite de douze heures, avec l'obligation de relais d'ouvriers;

Considérant que l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 dispose seulement que la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures ne doit point excéder douze heures de travail effectif;

Que cette disposition ne fait point obstacle à la faculté, pour les chefs d'usines et de manufactures, d'organiser des relais d'ouvriers, pourvu que la durée du travail de chacune des séries d'ouvriers ainsi employés ne s'étende pas au delà de douze heures;

Qu'en autorisant par le règlement un certain nombre d'industries à user de cette faculté commune à toutes, on paraîtrait contester aux usines et manufactures non mentionnées au tableau 2, l'exercice d'une liberté qui ne peut être interdite que par une prescription formelle de la loi;

Sur le dernier paragraphe de l'article 2, et sur les articles 3, 4, 5, 6, 8 et 9;

Considérant que ces articles auraient pour but d'établir des mesures de surveillance préventive, de prescrire des formalités à suivre pour obtenir des autorisations préalables d'exception, et d'organiser des moyens de constater les contraventions;

Que ces dispositions ne se rattachent point nécessairement à l'objet nettement défini des règlements d'administration publique prévus par l'article 2 de la loi;

Qu'en effet l'article 2 n'a exigé ces règlements que pour déterminer les exceptions à apporter à la règle générale sur la durée du travail;

Qu'il y a donc lieu, quant à présent, d'écarter du projet lesdits articles, sauf à pourvoir aux nécessités en vue desquelles ils ont été proposés, par des règlements ultérieurs, si, après une plus longue expérience, de simples instructions n'étaient point jugées suffisantes pour assurer l'exécution de la loi;

En ce qui touche spécialement la disposition de l'article 7, qui aurait pour but d'interdire l'emploi, dans les relais de nuit, d'hommes au-dessous de seize ans, et de femmes, quel que soit leur âge;

Considérant qu'à l'égard des hommes au-dessous de seize ans on ne peut que s'en référer aux dispositions de la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants dans les manufactures, et qu'à l'égard des femmes l'interdiction dont il s'agit excéderait l'autorité d'un règlement d'administration publique;

En ce qui touche les exceptions énoncées dans les tableaux annexés aux articles du projet :

Dans la forme,

Considérant qu'étant admise la suppression du tableau 2, relatif aux industries pour lesquelles on avait

gation de relais d'ouvrier, et sans qu'il soit besoin d'autorisation préalable.

Brassage et cuisson de la bière.
Cuisson des briques.
Cuisson de la faïence, de la porcelaine,
de la poterie, des pipes.
Verreries.
Distilleries.
Forges et hauts-fourneaux.
Fours à chaux et à plâtre.
Fouillage des draps.
Travail des chaudières pour le blanchi-
ment des étoffes.
Travail des usines à gaz.
Séchage des tissus.
Fabrication du papier, non compris le
pliage et les travaux accessoires.
Fabrication des huiles.
Sucreries.
Féculeries.
Métiers à tulle.

Troisième tableau.

Industries qui peuvent faire travailler exceptionnellement au delà des limites légales un dixième de leurs ouvriers, avec relais, ou quatorze heures sans relais.

Raffineries de sucre.
Produits chimiques.

Quatrième tableau.

Industries qui pourront jouir de deux heures de supplément pendant cent jours ouvrables, pour le quart des ouvriers seulement, et moyennant l'autorisation du préfet.

Teintureries.
Impressions sur étoffes.
Apprêts d'étoffes, pressage et décatissage.

2° De deux heures dans les tabriques et raffineries de sucre et dans les fabriques de produits chimiques;

3° De deux heures, pendant cent-vingt jours ouvrables par année, au choix des chefs d'établissement, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffes, d'ap-
prêt d'étoffes et de pressage.

ART. 4. — Tout chef d'usine ou de ma-
nufacture qui voudra user des exceptions
autorisées par le dernier paragraphe de l'ar-
ticle 3 sera tenu de faire savoir préalable-
ment au préfet, par l'intermédiaire du mai-
re, qui donnera récépissé de la déclaration,
les jours pendant lesquels il se propose de
donner au travail une durée exception-
nelle.

proposé d'autoriser l'organisation de relais, les exceptions ne sont plus assez nombreuses pour qu'il y ait utilité à les énumérer sous des titres séparés en dehors des articles du projet; qu'il paraît préférable de comprendre cette énumération dans le texte même du règlement;

Au fond,

Considérant que les travaux d'aiguille ne peuvent être assimilés aux travaux des usines et manufactures, et qu'ainsi il n'y a point lieu de les excepter de ce règlement;

Considérant que les motifs tirés de la nature des industries (c'est-à-dire de l'impossibilité de discontinuer certaines opérations qui doivent être conduites jusqu'à leur fin par les mêmes ouvriers et pendant un nombre d'heures indéterminé) s'étendent à plusieurs industries qui n'ont pas été comprises dans le projet soumis au Conseil d'Etat; qu'il importe d'ajouter, en faveur de ces industries, des exceptions à celles déjà indiquées au projet:

Est d'avis:

Qu'il y a lieu d'adopter le projet de règlement d'administration publique amendé ainsi qu'il suit:
Le présent avis a été délibéré et adopté par le Conseil d'Etat, dans sa séance du 15 avril 1851.

DÉCRET DU 17 MAI 1851

*qui apporte des exceptions à l'article premier de la loi du 9 septembre 1848
sur la durée du travail dans les manufactures et usines.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Ne sont point compris dans la limite de durée du travail fixée par la loi du 9 septembre 1848, les travaux industriels ci-après déterminés :

Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver;

Travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit;

Travaux de décatissage;

Fabrication et dessication de la colle forte;

Chauffage dans les fabriques de savon;

Mouture des grains:

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques; fonte, affinage, étamage, galvanisation des métaux; fabrication de projectiles de guerre.

ART. 2. — Sont également exceptés de la disposition de l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 :

1° Le nettoieiment des machines à la fin de la journée;

2° Les travaux que rendent immédiatement nécessaires un accident arrivé à un mo-

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 24 JUIN 1851 RELATIVE À L'APPLICATION DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848. — Monsieur le Préfet, la loi du 9 septembre 1848, qui limite à douze heures la durée du travail effectif dans les manufactures et usines, a confié au Gouvernement le soin de déterminer par voie de règlement d'administration publique les exceptions qu'il serait reconnu nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des cas de force majeure: un décret est intervenu, le 17 mai dernier, pour remplir ce vœu de la loi.

Je dois d'abord vous rappeler, Monsieur le Préfet, que la limitation du travail à douze heures n'est applicable qu'aux manufactures et usines; les simples ateliers ne sont pas compris dans le domaine de la loi. Cette distinction s'établira d'après la pratique industrielle, et, en cas de difficultés, c'est aux tribunaux qu'il appartiendra naturellement de statuer.

Les exceptions se divisent en deux catégories. Les unes sont absolues et s'appliquent aux travaux industriels qui non seulement ne peuvent se renfermer dans la limite commune, mais dont la nature, en outre, ne comporte pas une durée précise. Tel est le travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver; le travail des chauffeurs attachés aux machines à vapeur, des ouvriers chargés d'allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, et des gardiens de nuit.

Des considérations d'intérêt public, dont il est facile de saisir le caractère, ont fait également ranger dans la catégorie des exceptions absolues la mouture des grains par un procédé quelconque et la fabrication des projectiles de guerre. On y a joint la fonte, l'affinage, l'étamage, la galvanisation des métaux, qui ne souffrent pas d'interruption une fois qu'une opération est commencée. Les travaux de décatissage, la fabrication et la dessication de la colle forte se trouvent dans des conditions pareilles. La fabrication des savons entraîne des soins de chauffage qui exigent une surveillance de nuit, et dont un même ouvrier est communément chargé. Les occasions de travail extraordinaires sont devenues tellement fréquentes dans les imprimeries typographiques ou lithographiques, qu'il serait impossible d'imposer ici la limite commune. Enfin, sont admis à jouir d'une exception absolue à la limitation fixée par l'article 1^{er} de la loi du 9 sep-

teur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure.

ART. 3. — La durée du travail effectif peut être prolongée au-delà de la limite légale :

1° D'une heure à la fin de la journée de travail, pour le lavage et l'étendage des étoffes dans les teintureries, blanchisseries et dans les fabriques d'indiennes;

2° De deux heures dans les fabriques et raffineries de sucre, et dans les fabriques de produits chimiques;

3° De deux heures, pendant 120 jours ouvrables par année, au choix des chefs d'établissements, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffes, d'apprêt d'étoffe et de pressage.

ART. 4. — Tout chef d'usine ou de manufacture qui voudra user des exceptions autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3 sera tenu de faire savoir préalablement au préfet, par l'intermédiaire du maire, qui donnera récépissé de la déclaration, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle.

Fait à l'Élysée national, le 17 mai 1851.

DÉCRET DU 31 JANVIER 1866

relatif à la durée du travail effectif dans les ateliers de filature de soie.

ART. 1^{er}. — Par exception à la limitation établie dans l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, la durée du travail effectif dans les ateliers de filature de soie pourra être prolongée d'une heure par jour pendant soixante jours, du 1^{er} mai au 1^{er} septembre.

tembre 1848 les travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure. Il importe, en effet, d'abréger autant que possible un chômage funeste à tous les intérêts, et plus encore à ceux des ouvriers qu'à ceux des chefs d'établissements. C'est dans le même ordre d'idées qu'a été précisée l'exception relative au nettoyage des machines à la fin de la journée. Il y avait ici à tenir compte d'un usage à peu près général, qui devra servir dans chaque localité à fixer le sens de ces mots : *Nettoient de machines*.

La seconde catégorie d'exceptions comprend les travaux industriels auxquels il est possible d'assigner, au delà de la limite de douze heures, un terme fixe. Ainsi le décret accorde une heure supplémentaire pour le lavage et l'étendage des étoffes teintes ou imprimées, ces travaux devant s'exécuter immédiatement après la teinture ou l'impression, et au fur et à mesure de ces opérations principales. L'exception est portée à deux heures pour la fabrication du sucre, le raffinage, la fabrication des produits chimiques, qui exigent une suite d'opérations dépendantes les unes des autres. Quant aux teintureries, aux imprimeries sur étoffes, à l'apprêt et au pressage, il a été tenu compte de l'alternative du chômage et d'excessive activité à laquelle ces industries sont, quant à présent, assujetties par les changements de saison, les modes, les occasions de vente à l'extérieur; il leur sera permis en conséquence de prolonger la journée de deux heures pendant cent vingt jours ouvrables par an, au choix des chefs d'établissement. Toutefois, ce sera à la condition de vous faire connaître préalablement, par l'intermédiaire du maire, l'intention de profiter de cette facilité et les périodes pendant lesquelles la prolongation devra avoir lieu.

En dehors de ces exceptions, la durée du travail effectif dans les manufactures et usines ne doit point excéder douze heures sur vingt-quatre; mais il s'agit, bien entendu, du travail d'un même ouvrier. Rien ne s'oppose à l'organisation des relais qui reste dans le droit commun. Il n'y avait pas lieu de ranger cette faculté parmi les exceptions, parce que la loi n'avait pas dérogé sur ce point aux principes ordinaires. Tout chef d'établissement est donc libre, comme par le passé, de tenir ses ateliers en activité aussi longtemps qu'il le juge à propos, pourvu que le travail soit organisé par séries, et que chaque ouvrier ne soit point occupé plus de douze heures sur vingt-quatre.

Je me plais à croire que le nouveau décret, qui détermine d'une manière précise les exceptions reconnues nécessaires, vous rendra plus facile l'application de la loi du 9 septembre 1848 : cette loi ne confère à l'autorité administrative la faculté d'admettre aucune exception en dehors de celles qui sont spécifiées par le règlement d'administration publique.

Il est d'une extrême importance, Monsieur le Préfet, que l'application de la loi soit partout uniforme. Une tolérance partielle aurait pour effet de troubler les conditions ordinaires de la concurrence, et porterait préjudice à des intérêts légitimes.

DÉFINITION DES MOTS « USINES ET MANUFACTURES ».

I.

Rapport du Comité consultatif des arts et manufactures du 24 décembre 1884.

La loi du 16 février 1883 (1) a chargé les inspecteurs du travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, de surveiller l'exécution de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail journalier des adultes.

Par suite d'un amendement adopté par l'Assemblée nationale, la loi de 1848 n'est applicable qu'aux usines et manufactures. Les simples ateliers n'y sont pas soumis. Mais ladite loi a omis de déterminer les caractères qui permettraient de distinguer d'une façon précise les usines et manufactures, d'une part, et les simples ateliers, de l'autre.

De là, des difficultés qui se sont manifestées dès le principe, qui, aujourd'hui encore, embarrassent les inspecteurs et sur lesquelles M. le Ministre du commerce appelle l'attention du Comité consultatif des arts et manufactures.

La première question qui se présente est celle de savoir si la définition désirée peut être donnée par un règlement d'administration publique ou une décision quelconque du pouvoir exécutif.

Nous ne le pensons pas.

En effet, la loi du 9 septembre 1848 n'assigne qu'un seul objet aux règlements d'administration publique à intervenir, celui de déterminer les exceptions qu'il sera nécessaire d'introduire dans son application, à raison de la *nature* des industries ou des causes de force majeure.

Or les exceptions, comme la règle, ne peuvent s'appliquer qu'aux usines et manufactures; cette disposition ne peut donc conférer aucun droit au Gouvernement pour établir une distinction légale entre les usines ou manufactures et les ateliers.

Aucun autre article de la loi ne délègue aux règlements d'administration publique des pouvoirs généraux ni spéciaux pour son application.

La conséquence de cet état de choses est que la définition qui serait donnée par décision administrative des établissements auxquels la loi est applicable n'aurait aucune force obligatoire pour l'autorité judiciaire. La dignité du règlement d'administration publique ou de la décision ministérielle serait inutilement compromise.

Si donc il est possible de découvrir et de déterminer avec précision les caractères distinctifs à la recherche desquels on est vainement depuis 36 ans, ce ne peut être que par voie d'instruction et comme règle de conduite que ces caractères seraient indiqués aux inspecteurs et sauf les décisions de l'autorité judiciaire, en cas de contestations dans les espèces particulières.

Ces caractères peuvent-ils être trouvés et définis d'une façon générale ?

Telle est la question que vous avez à examiner au fond.

Un volumineux dossier, composé avec soin par l'Administration, nous a été remis.

Nous en avons extrait et noté les passages relatifs à la difficulté qui nous occupe.

Nous pourrions mettre sous vos yeux ceux dont la lecture vous paraîtra utile, mais nous avons cru devoir les résumer pour faciliter la discussion.

(1) Voir le *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1898, page 323.

Les systèmes proposés se réduisent à trois :

- 1° Fonder la distinction sur le nombre des ouvriers employés dans l'établissement ;
- 2° Chercher le caractère distinctif dans la nature des opérations qui se pratiquent dans l'établissement et dans celle des engins qui concourent à la production ;
- 3° S'en rapporter à l'usage et laisser la décision aux tribunaux ;

1°. — Le premier de ces systèmes a été indiqué par la Commission administrative chargée de préparer le règlement d'administration publique relatif aux exceptions.

Cette Commission avait proposé de considérer comme usines ou manufactures les établissements qui emploieraient dix ouvriers ; comme simples ateliers, ceux qui en emploieraient un moins grand nombre. Elle appuyait cette distinction sur l'autorité de la Chambre des Pairs qui avait adopté cette limite dans la discussion d'un projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie.

La Commission, toutefois, exceptait les ateliers consacrés aux travaux d'aiguille, quel que fût le nombre des ouvriers.

La limite par le nombre des ouvriers est appuyée par l'inspecteur de la 3^e circonscription et paraît avoir été approuvée en 1848 par l'Administration et les conseils généraux de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, lors de la préparation du règlement d'administration publique dont nous avons parlé plus haut.

Les avantages de cette distinction seraient dans sa clarté et sa précision, mais nous verrons tout à l'heure qu'elle n'est pas à l'abri de sérieuses objections.

2°. — Le second système a été proposé par divers inspecteurs.

L'inspecteur de la 1^{re} circonscription considérerait comme soumis à la loi de 1848 tout établissement employant une force motrice quelconque et occupant un nombre d'ouvriers à déterminer.

L'inspecteur de la 10^e circonscription (Clermont-Ferrand) étendrait l'application de la loi aux établissements qui emploient plus de vingt ouvriers et à ceux qui sont pourvus de moteurs mécaniques, quel que soit le nombre des ouvriers.

Ces deux systèmes, comme vous le voyez, Messieurs, ont un caractère mixte.

L'inspecteur de la 12^e circonscription propose de considérer comme usine ou manufacture tout atelier fabriquant d'avance et non sur commande directe du consommateur, quel que soit le nombre des ouvriers employés. Cet inspecteur explique que l'atelier, même ne travaillant pas d'avance, mais travaillant sur commande de marchands, commissionnaires, etc., ne serait assujéti à la loi.

Nous avons réservé la question du nombre des ouvriers.

Quant au signe tiré exclusivement de l'emploi de moteurs mécaniques, il nous paraît impossible de l'adopter en présence de cette multitude de petits moteurs soit à la vapeur, soit au gaz, soit à l'électricité, qu'emploient aujourd'hui de modestes ateliers, et même des ouvriers travaillant seuls en famille.

Enfin, considérer comme usine ou manufacture tout atelier qui travaille à l'avance et non sur commande directe du consommateur, ne serait-ce pas s'exposer à étendre l'application de la loi, contrairement à son texte, à certaines fabrications de petits produits courants qui ne saurait être assimilée à celle des usines et manufactures.

3°. — Le troisième système a été adopté en 1850 par l'Administration à la suite d'un avis du Conseil d'État.

Nous avons dit que le projet de règlement relatif aux exceptions faisait porter la distinction qui nous occupe sur le nombre des ouvriers.

L'avis du Conseil d'État rejette cette disposition dans les termes suivants :

« Considérant que, d'après la loi du 9 septembre 1848, les exceptions à déterminer dans les règlements d'administration publique prévus par l'article 2 ne doivent être fondés que sur la nature des industries ou des causes de force majeure ;

« Que le nombre des ouvriers employés dans une industrie n'est pas un cas de force majeure et ne caractérise pas la nature de l'industrie ;

« Que la loi du 9 septembre 1848 n'est applicable qu'aux manufactures et usines et qu'il résulte de la discussion de cette loi que les simples ateliers industriels n'y sont pas compris ;

« Que la disposition proposée, étendue à tous les établissements en prenant pour signe le nombre des ouvriers employés pourrait avoir pour résultat d'affranchir des dispositions de la loi des établissements qui constitueraient de véritables manufactures

et usines, et d'y soumettre des établissements qui ne constitueraient que de véritables ateliers.»

C'est en conformité de cet avis que M. Buffet adressa aux préfets une circulaire qui contenait un paragraphe ainsi conçu :

« Je dois d'abord vous rappeler, M. le Préfet, que la limitation du travail à douze heures n'est applicable qu'aux manufactures et usines. Les simples ateliers ne sont pas compris dans le domaine de la loi. Cette distinction s'établira d'après la pratique industrielle, et, en cas de difficultés, c'est aux tribunaux qu'il appartiendra de statuer. »

La doctrine du Conseil d'État est soutenue actuellement par l'inspecteur de la 12^e circonscription qui ajoute aux considérations de l'avis du Conseil une observation qui n'est pas sans importance. Il fait remarquer, en effet, que le nombre des ouvriers, dans la plupart des établissements industriels, est très variable; il s'accroît ou diminue suivant le plus ou moins d'activité commerciale et industrielle du moment. Par la distinction fondée sur le nombre des ouvriers, on arriverait donc à ce résultat que le même établissement serait tantôt une usine ou une manufacture, et tantôt un simple atelier; avec dix ou onze ouvriers, il serait une manufacture ou une usine; le renvoi d'un ou deux ouvriers, par suite du ralentissement des affaires, en ferait un simple atelier; puis, si le retour de la prospérité lui faisait reprendre un ou deux ouvriers, il redeviendrait usine ou manufacture.

En vain cherche-t-on à prévenir ce résultat bizarre en disant : « les établissements qui emploient *habituellement* dix ouvriers. » La mobilité qui règne nécessairement sur la limite d'un ou deux ouvriers de plus ou de moins ne permettrait pas de constater l'habitude.

On pourrait encore ajouter que le signe tiré exclusivement des ouvriers ne répond ni à la nature des choses, ni au langage habituel, ni au texte de la loi.

Ce n'est pas le nombre des ouvriers qui, dans la nature des choses, et d'après le langage généralement usité, fait distinguer une usine ou une manufacture d'un simple atelier. Sans doute, l'importance de l'établissement est un des éléments d'appréciation, mais c'est aussi et surtout la nature des opérations pratiquées et des moyens de production employés qui en déterminent le caractère.

Quant au texte de la loi, il semble que si le législateur a voulu subordonner l'application de la loi au nombre des ouvriers employés dans les établissements, il l'aurait dit.

Pourquoi se serait-il servi des mots manufactures et usines, quand il était bien plus simple, plus clair et plus précis de se servir des mots : « tout établissement qui emploie dix ouvriers ou plus. Évidemment, quand le législateur a dit : « Manufactures et usines », c'est qu'il a voulu désigner des établissements qui présentent ce caractère par leur nature et non pas seulement par le nombre des ouvriers qu'ils emploient.

Nous ne devons pas dissimuler, toutefois, que le système du Conseil d'État et de la circulaire de M. Buffet a trouvé des contradicteurs. Il a été combattu, notamment, dans un rapport de M. Mimerel au conseil général du département du Nord, rapport dans lequel il est présenté comme étant, par son peu de précision, la principale cause de l'inexécution de la loi.

Le manque de précision ne peut guère être contesté; mais il ne nous paraît pas évident qu'il ait été la principale cause de l'inexécution de la loi.

En effet, au point de vue de la question, les établissements industriels peuvent se diviser en trois catégories : ceux qui sont manifestement des usines ou des manufactures; ceux qu'on ne peut considérer que comme de simples ateliers; et enfin ceux qui, par leur caractère équivoque, peuvent donner lieu à quelques doutes. Nous ne pensons pas que ces derniers soient les plus nombreux.

Quoiqu'il en soit, si la loi avait été exécutée dans les premiers et que la surveillance se fût arrêtée seulement devant les troisièmes, nous pourrions penser que la difficulté résultant d'une définition peu précise en aurait été la cause. Mais il ne paraît pas en avoir été ainsi et nous n'avons pas entendu dire que l'inspection se soit exercée là où il eût été impossible de contester son action.

Nous sommes portés à croire que si la loi du 9 septembre 1848 a été quelque peu mise en oubli, les causes en ont été, d'une part, dans le défaut d'un système de surveillance organisé jusqu'au moment où la loi de 1883 a chargé de ce service les inspecteurs du travail des enfants; d'autre part, dans une certaine disposition des esprits

qui tendait à faire considérer les adultes comme en mesure de se protéger eux-mêmes, surtout dans le dernier état de la législation, relativement aux droits et à la liberté des travailleurs.

Votre Commission, Messieurs, a eu à délibérer sur le résumé du dossier que nous venons d'avoir l'honneur de vous présenter.

Un de ses membres a proposé d'ajouter aux caractères distinctifs que nous avons mentionnés plus haut le signe suivant :

On pourrait considérer comme usines ou manufactures les établissements où le travail et les salaires sont organisés d'après des règlements généraux imposés d'une façon uniforme et absolue à tous les ouvriers, et comme simples ateliers ceux dans lesquels les ouvriers sont enrôlés par le patron individuellement et suivant des conditions particulières réglant à l'amiable, pour chacun d'eux, le taux du salaire et le régime du travail.

Postérieurement à la délibération de votre Commission, un autre de ses membres, dont nous avions regretté l'absence, motivée par l'accomplissement d'un autre devoir, nous a communiqué l'idée d'une distinction, qui lui a paru assez caractéristique, entre les manufactures ou usines et les simples ateliers. Il pense qu'on pourrait considérer comme manufacture ou usine les établissements où les ouvriers sont occupés à une seule chose, toujours distincte et toujours la même, et ne voir que de simples ateliers dans ceux où le même ouvrier est employé à des occupations de diverses natures.

Nous croyons devoir intercaler ici ce nouveau signe pour la délibération du Comité.

Les éléments à prendre en considération ainsi complétés, votre Commission s'est trouvée en présence des questions qui suivent :

1° Y a-t-il lieu de fonder la distinction entre les usines ou manufactures et les simples ateliers sur le nombre des ouvriers employés ?

2° Y a-t-il lieu de fonder cette distinction sur l'emploi des moteurs ou engins mécaniques d'une importance à déterminer ?

3° Y a-t-il lieu de fonder la distinction sur le fait de la fabrication à l'avance ou de la vente habituelle à des marchands ou commissionnaires ?

4° Y a-t-il lieu de fonder la même distinction sur le régime de l'établissement à l'enrôlement des ouvriers, à l'organisation du travail et à la fixation des salaires ?

4° bis. Nous plaçons sous ce numéro le signe additionnel dont nous avons parlé plus haut :

Y a-t-il lieu de prendre comme signe distinctif le principe de la division du travail appliqué ou non dans l'établissement ?

5° Y a-t-il lieu de chercher la solution dans la combinaison de deux, ou de plusieurs, ou de tous ces signes ?

6° Dans le cas où tous ces signes seraient adoptés, y aurait-il lieu de décider que la réunion de deux ou trois quelconques suffirait ?

7° Y a-t-il lieu de s'en tenir à l'appréciation des inspecteurs, d'après la pratique industrielle, conformément à la circulaire de 1851 ?

Votre Commission, Messieurs, a examiné ces divers points avec la plus grande attention.

Elle a constaté, d'abord, qu'aucun des signes proposés, pris isolément, ne pouvait suffire à la solution du problème.

Elle a essayé ensuite de les combiner en nombre différent et de différente manière, et elle a reconnu que toutes les combinaisons arrivaient, lorsque *peu* de signes étaient réunis, à atteindre des établissements qui ne constituaient que de simples ateliers; lorsque *trop* de signes étaient combinés, à laisser en dehors des établissements qui avaient évidemment les caractères de manufactures ou d'usines.

Votre Commission a donc été amenée à conclure qu'une définition précise, complète, impérative, des usines ou manufactures était impossible, et, cependant, il lui a paru que, dans les espèces particulières, une sorte d'intuition, éclairée par la synthèse plus ou moins consciente d'éléments divers, permettait, presque toujours de dire, avec un degré suffisant d'exactitude : ceci est une usine ou une manufacture, ou bien : ceci n'est qu'un simple atelier.

D'après ces idées, votre Commission a chargé son rapporteur de proposer à votre approbation la solution suivante :

Une circulaire ferait connaître aux inspecteurs qu'ils auront à se déterminer dans chaque espèce, d'après leur appréciation personnelle, en tenant compte du langage usité et de la pratique industrielle.

Mais, en même temps, la même circulaire appellera leur attention sur les divers signes caractéristiques indiqués plus haut, lesquels devront leur servir, non comme des règles fixes et impératives, mais comme des éléments utiles pour éclairer leur appréciation et concourir à diriger leur initiative personnelle.

Cette solution, Messieurs, ne vous paraîtra peut-être pas aussi satisfaisante que l'eût été une conclusion plus précise, mais c'est la seule qui ait paru possible à votre Commission, et si le Comité partage cette opinion, nous lui proposerons de répondre dans ce sens à la communication de M. le Ministre.

II.

Délibération de la Commission supérieure du travail.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU VENDREDI 12 JUIN 1885.

L'ordre du jour appelle la communication de l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures relatif à la définition des mots « usines et manufactures ».

Le secrétaire donne lecture de l'avis du Comité. M. Tallon trouve que cet avis laisse trop à l'intuition de l'inspecteur ; pour qu'il puisse agir, il faut lui donner des instructions plus précises. On pourrait donc, par un règlement d'administration publique, déterminer tous les établissements qui seront considérés comme usines ou manufactures. Ce règlement est prévu par la loi de 1848 elle-même. Pour lui, cette loi a voulu entendre par les mots « usines ou manufactures », tous les établissements qui étaient soumis à la loi de 1841, alors en vigueur sur le travail des enfants et des filles mineures.

M. Martin Nadaud n'admet pas non plus l'avis du Comité qui ne fait pas faire un pas à la question. Le meilleur moyen à son avis, pour sortir de tout cela, est de faire une loi nouvelle atteignant tous les endroits où l'on se livre à un travail manuel.

M. Poirrier partage l'opinion de M. Nadaud ; il croit que la Commission n'a qu'une chose à faire, c'est d'émettre l'avis que la loi de 1848, telle qu'elle est conçue, n'est pas pratiquement applicable. En outre, elle n'est pas équitable. Pourquoi dans tel établissement industriel un ouvrier ne peut travailler que douze heures par jour, alors que dans l'établissement voisin il peut travailler aussi longtemps qu'il lui plaît ?

M. Waddington fait remarquer qu'émettre un avis de ce genre serait demander purement et simplement la suppression de la loi de 1848. Cette loi est imparfaite, il le reconnaît, et il a lui-même déposé une proposition de loi pour la modifier et la compléter. Mais, en attendant, il faut assurer l'application de la loi en vigueur, et à ce point de vue, une demi-définition est préférable à un aveu d'impuissance.

M. Nicolas, répondant à la proposition de M. Tallon de définir les usines et manufactures par un règlement d'administration publique, fait remarquer qu'il faudrait pour cela une délégation expresse écrite dans la loi. Or la loi de 1848 n'a prévu des règlements d'administration publique que pour déterminer, parmi les usines et manufactures, celles qui bénéficieraient d'exceptions, mais n'a pas fait mention de la distinction à établir entre les usines et manufactures d'une part et les ateliers d'autre part.

M. Dauphinot n'entreprendra pas de justifier la disposition de la loi, en vertu de laquelle les usines et manufactures seules y sont soumises. On pourrait cependant invoquer en faveur de cette disposition que, dans les usines et manufactures, la nécessité d'une discipline intérieure, de la mise en train et de l'arrêt simultané pour tous les ouvriers rend plus pratiquement applicable la réglementation de la durée du

travail. Mais ceci est en dehors de la discussion. Il s'agit de prendre la loi telle qu'elle est et de l'appliquer. Pour cela une définition précise lui paraît également nécessaire et il se rallie à la définition de la loi de 1841 (1) proposée par M. Tallon. Cette définition est adoptée.

III.

Circulaire ministérielle du 25 novembre 1885

adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

MONSIEUR, la loi du 16 février 1883 a chargé les inspecteurs du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie de surveiller l'exécution de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail journalier des adultes. Cette loi, vous le savez, n'est applicable qu'aux usines et manufactures, les simples ateliers n'y sont pas soumis. En réponse à la circulaire par laquelle l'un de mes prédécesseurs vous avait informé de vos nouvelles attributions, vous m'avez demandé, pour pouvoir utilement les exercer, de vous faire connaître, par une définition exacte des mots « usine et manufacture », quels établissements industriels sont soumis à la loi de 1848 et quels sont, au contraire, ceux qui échappent à ses prescriptions.

Depuis 1848, cette question s'est posée à plusieurs reprises sans jamais recevoir une solution précise. En 1849, la Commission spéciale, chargée de préparer le règlement d'administration publique prescrit par l'article 2 de cette loi, avait proposé de la déclarer applicable à « tout entrepreneur d'industrie payant patente et réunissant dans son atelier dix ouvriers ». Cette proposition ne fut pas admise, car, dans une circulaire adressée aux préfets, le 24 juin 1851, le Ministre de l'agriculture et du commerce indiquait que la distinction entre les usines et manufactures et les simples ateliers s'établirait d'après la pratique industrielle et qu'en cas de difficulté, il appartiendrait aux tribunaux de statuer.

Ce défaut de définition précise me paraît avoir été l'une des principales causes de l'inapplication de la loi précitée, et j'ai pensé que, pour pouvoir la remettre utilement en vigueur, il était indispensable de faire cesser sur ce point l'incertitude qui paralyse actuellement la bonne volonté des agents chargés de la faire exécuter.

Après avoir pris l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures et celui de la Commission supérieure du travail, instituée par la loi du 19 mai 1874, j'ai été amené à reconnaître que, si l'on veut déterminer d'une façon précise les établissements que la loi du 9 septembre 1848 a entendu désigner sous le nom d'*usine* ou de *manufacture*, il est nécessaire de rappeler qu'au moment où cette loi a été votée, une autre loi alors en vigueur avait indiqué exactement les établissements auxquels le législateur croyait devoir étendre son droit de réglementation et qui ont été visés dans la loi de 1848 sous l'expression plus générale « usines et manufactures ». C'est la loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants employés dans l'industrie. Dans son article 1^{er}, elle a décidé que ses prescriptions s'étendraient : 1° à tous les établissements à moteur mécanique ou à feu continu et à leurs dépendances ; 2° à toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier.

Vous devrez donc considérer comme soumises à la loi de 1848 toutes les industries rentrant dans l'une ou l'autre de ces deux catégories.

(1) Voir le *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1898, page 64.

DÉCRET DU 3 AVRIL 1889 (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848, sur la durée du travail dans les manufactures et usines;

Vu le décret du 17 mai 1851, apportant des exceptions à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret du 17 mai 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

Ne sont point compris dans la limite de durée du travail, fixée par la loi du 9 septembre 1848, les travaux industriels ci-après déterminés :

Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver;

Travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit;

Travaux de décatissage;

Fabrication et dessiccation de la colle forte;

Chauffage dans les fabriques de savon;

Mouture des grains;

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques; fonte, affinage, éta-

(1) RAPPORT approuvé le 23 mars 1889 par le Président du Conseil, Ministre du commerce, de l'agriculture et des colonies. — Monsieur le Président du Conseil, aux termes de l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848, la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne peut excéder douze heures de travail effectif; mais en vertu de l'article 2 de la même loi, des règlements d'administration publique peuvent déterminer les exceptions qu'il est nécessaire d'apporter à cette limitation, à raison de la nature des industries ou des cas de force majeure.

Un décret rendu le 17 mai 1851, en exécution de ce dernier article, a excepté certains travaux industriels de la limite de douze heures et autorisé diverses prolongations de la journée de travail dans certaines industries, parmi lesquelles figure la fabrication des projectiles de guerre.

En ce qui concerne cette dernière industrie, la pensée qui a guidé les auteurs du décret était évidemment de permettre à l'industrie privée de prêter en toute liberté, son aide au Gouvernement, pour les travaux intéressant la défense nationale. Si le décret de 1851 n'a parlé que de la fabrication des projectiles de guerre, c'est qu'à cette époque la fabrication des armes pour notre armée et des bâtiments de notre flotte de guerre était centralisée dans les manufactures et ateliers de l'État.

Depuis lors, la situation s'est modifiée et la loi du 14 août 1885 a proclamé la liberté de la fabrication et du commerce des armes en France. En vue de transformer dans un bref délai, l'armement de notre armée et de notre marine, les Ministres de la guerre et de la marine se sont adressés à un certain nombre de maisons françaises et, par suite de marchés passés avec elles, ont obtenu la livraison à date fixe, de canons Hotchkiss, de torpilleurs, de douilles de cartouches pour le fusil Lebel, de machines servant à fabriquer des pièces détachées de ce fusil ou les cartouches, etc.

Dans les établissements dont il s'agit, en présence de la nécessité absolue de livrer les commandes dans un délai très rapproché et de confier aux mêmes ouvriers l'achèvement des pièces d'un travail très délicat, la durée de la journée dépasse fréquemment le nombre d'heures fixé par la loi de 1848.

Cette situation anormale soulève des plaintes de la part de certaines chambres syndicales ouvrières qui demandent l'application stricte de la loi de 1848. Mais il importe que le Gouvernement, chargé de veiller à la sécurité nationale, ne puisse rencontrer aucune entrave dans l'œuvre qu'il a entreprise dans ce but.

Vous reconnaitrez avec moi, Monsieur le Président du Conseil, que les motifs qui ont fait comprendre en 1851 les fabriques de projectiles de guerre, parmi les établissements auxquels la loi de 1848 n'est pas applicable, sont aujourd'hui plus impérieux encore. Sans doute, on pourrait peut-être par voie d'interprétation, étendre à tout ce qui a trait à l'armement national, l'exception inscrite dans le décret de 1851

mage, galvanisation des métaux; fabrication de projectiles de guerre *et tous travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales* (1).

pour les fabriques de projectiles de guerre. Mais afin qu'il ne puisse être soulevé sur ce point aucune contestation, il vous paraîtra préférable d'introduire dans ce décret un texte formel à cet égard.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous proposer, Monsieur le Président du Conseil, de vouloir bien renvoyer à l'examen du Conseil d'État, sans avoir préalablement consulté les corps et comités dont il est d'usage de prendre l'avis, le projet de décret ci-joint modifiant l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1851, et accordant d'une façon formelle aux établissements où sont exécutés tous travaux, sur l'ordre du Gouvernement, dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, le bénéfice de l'exception dont jouissent déjà d'autres industries.

Si vous adoptez cette proposition, j'aurai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre approbation le présent rapport.

CIRCULAIRE DU 28 OCTOBRE 1891, ADRESSÉE AUX INSPECTEURS DIVISIONNAIRES DU TRAVAIL, AU SUJET DE L'APPLICATION DU DÉCRET DU 3 AVRIL 1889. — Monsieur, un décret en date du 3 avril 1889 a modifié le décret du 17 mai 1851 en ajoutant aux travaux auxquels n'était pas applicable la limitation à douze heures par jour, inscrite dans la loi du 9 septembre 1848, tous les travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement, dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales.

La nouvelle exception accordée par le décret de 1889 est strictement limitée aux travaux faits sur l'ordre du Gouvernement. Pour que des industriels puissent en bénéficier, il faut donc qu'ils justifient que les objets qu'ils fabriquent sont bien ceux qui leur ont été commandés par le Gouvernement, et que, d'autre part, les ouvriers qu'ils emploient pendant plus de douze heures par jour dans ce but ne sont pas occupés pendant une partie de la journée à la fabrication d'autres objets.

Or, mon attention vient d'être appelée sur certains abus qui se produiraient fréquemment. Les chefs d'établissements profiteraient de l'exception dont ils jouissent, en vertu du décret de 1889, pour prolonger la durée de la journée de ceux de leurs ouvriers qu'ils occupent à des travaux autres que ceux commandés par les Ministères de la guerre ou de la marine. Il est indispensable de mettre un terme à ces abus, et je vous prie de veiller d'une manière toute spéciale à ce que les chefs d'établissements, visés par la loi du 9 septembre 1848, ne fassent pas, en invoquant des marchés passés avec l'État dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, travailler, pendant plus de douze heures, ceux de leurs ouvriers qu'ils emploient à d'autres travaux. Afin de vous en rendre compte exactement, vous pouvez exiger des industriels, si vous le jugez nécessaire, la production de la copie, soit des marchés passés par eux avec les Départements de la guerre et de la marine, soit les lettres de commandes. MM. les Ministres de la guerre et de la marine, que j'ai consultés, ne s'y opposent en aucune façon.

Dans le cas où un industriel refuserait de vous communiquer ces pièces, vous auriez à le considérer comme contrevenant à la loi du 9 septembre 1848 et vous dresseriez immédiatement procès-verbal.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire que je vous adresse en nombre d'exemplaires suffisant pour que vous puissiez la communiquer aux inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

(1) La partie en italiques est la seule modification au décret de 1851.

DÉCRET DU 10 DÉCEMBRE 1899 (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848, sur la durée du travail dans les manufactures et usines;

Vu les décrets des 17 mai 1851, 31 janvier 1866 et 3 avril 1889, apportant des exceptions à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848;

Le Conseil d'État entendu;

DÉCRÈTE :

ART 1^{er}. — L'énumération des travaux industriels, contenue dans l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1851, modifié par le décret du 3 avril 1889, est complétée, *in fine*, par l'addition suivante :

Sur l'ordre du Gouvernement constatant expressément la nécessité de la dérogation.

ART. 2. — L'article 4 du décret précité du 17 mai 1851 est modifié ainsi qu'il suit :
Tout chef d'usine ou de manufacture qui voudra user des exceptions autorisées par le

(1) RAPPORT adressé le 27 octobre 1899 au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Monsieur le Ministre, un décret du 1^{er} juillet dernier a admis les établissements industriels dans lesquels sont exécutés des travaux sur l'ordre du Gouvernement et dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, à bénéficier des tolérances prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne la durée du travail et l'obligation du repos hebdomadaire.

Mais ces tolérances ne peuvent être accordées par l'inspecteur divisionnaire que sur l'avis des Ministres intéressés constatant expressément la nécessité de la dérogation.

Cette condition a été insérée dans le décret susvisé, à la demande formelle de la commission supérieure du travail qui voulait ainsi prévenir les abus susceptibles de se produire en pareille matière. La commission avait en même temps appelé votre attention sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'insérer une clause analogue dans le décret du 17 mai 1851 (modifié par le décret du 3 avril 1889), qui donne la nomenclature des industries dans lesquelles il peut être dérogé à la loi de 1848 sur le travail des adultes.

La commission faisait remarquer que, si un industriel pour prolonger la durée du travail des enfants et des femmes qu'il emploie aux travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement, dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, devait produire une pièce, émanant du Ministre compétent, justifiant la nécessité de cette prolongation, il semblait indispensable d'exiger la même justification quand il s'agit de faire travailler les adultes hommes plus de douze heures par jour. Dans un cas comme dans l'autre, les abus sont à craindre et la nécessité de rendre le contrôle efficace s'impose avec la même force.

Le comité consultatif des arts et manufactures, saisi de la question, a émis l'avis qu'il y avait lieu d'entrer dans la voie indiquée par la commission supérieure.

D'autre part, l'expérience semble commander d'introduire une seconde modification dans le décret de 1851. Ce décret, promulgué à une époque où le service de l'inspection du travail n'existait pas, porte que lorsqu'un chef d'une des industries qui y sont inscrites voudra faire usage des dérogations qui y sont prévues, il devra en aviser le Préfet par l'intermédiaire du maire.

Dans la pratique, cette notification qui n'est pas toujours faite au Préfet, n'arrive presque jamais à la connaissance du service de l'inspection, d'où l'impossibilité de veiller à l'application uniforme de la loi de 1848. Il serait désirable, au point de vue de la bonne exécution de cette loi, que les inspecteurs du travail soient, pour l'avis à donner par l'industriel, substitués aux Préfets, que l'on déchargerait d'une attribution purement théorique qui n'est pour eux d'aucune utilité. Au surplus, c'est là une des réformes dont la commission supérieure a également recommandé l'adoption dans son rapport à M. le Président de la République pour 1897, et qu'il y aurait, à mon avis, urgence à faire consacrer.

Je vous proposerai, en conséquence, Monsieur le Ministre, si vous partagez ma manière de voir, de vouloir bien décider le renvoi au Conseil d'État, du projet de décret ci-joint et des pièces qui y sont annexées.

CIRCULAIRE DU 27 JANVIER 1900, RELATIVE À L'APPLICATION DU DÉCRET DU 10 DÉCEMBRE 1899. — Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de vous adresser le texte d'un décret en date du 10 décembre 1899 qui a apporté deux modifications au règlement d'administration publique du 17 mai 1851, déjà modifié en 1866 et en 1889, et qui détermine les travaux industriels non soumis à la limite de la durée du travail, fixée par la loi du 9 septembre 1848.

L'une de ces modifications vous intéresse plus particulièrement. En effet, le décret du 17 mai 1851,

dernier paragraphe de l'article 3 sera tenu de faire savoir préalablement à l'inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle.

promulgué à une époque où le service de l'inspection n'existait pas, portait (art. 4) que tout chef d'usine ou de manufacture, qui voudrait user des exceptions autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3 dudit décret, devrait faire savoir préalablement au Préfet, par l'intermédiaire du maire, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle.

Après la promulgation de la loi du 16 février 1883 qui, dans le but d'assurer une exécution plus efficace des dispositions législatives limitant la durée du travail des adultes, en avait confié la surveillance aux inspecteurs du travail, il avait paru indispensable que ces fonctionnaires fussent avisés désormais des déclarations faites en exécution de l'article 4 précité, et MM. les Préfets avaient été invités, le 3 décembre 1884, à donner communication des avis de ce genre qu'ils recevaient aux inspecteurs du travail, afin de leur permettre d'exercer leur contrôle.

Dans la pratique, cette notification, qui ne vous était pas toujours faite, n'arrivait que très rarement à la connaissance des inspecteurs du travail, d'où l'impossibilité pour eux de veiller à l'application de la loi.

Pour couper court à ces inconvénients, et unifier sur ce point la réglementation du travail, le décret du 10 décembre 1899 a décidé que les avis dont il s'agit seraient adressés désormais aux inspecteurs du travail et non plus aux Préfets qui se trouveront ainsi déchargés d'une attribution purement théorique, qui n'était pour eux d'aucune utilité.

Je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour que le décret ci-joint soit porté à la connaissance des industriels intéressés et de m'accuser réception de la présente circulaire.

CIRCULAIRE DU 25 JANVIER 1900, RELATIVE A L'APPLICATION DU DÉCRET DU 10 DÉCEMBRE 1899. — Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, j'ai l'honneur de vous adresser le texte d'un décret, en date du 10 décembre 1899, qui a apporté deux modifications au règlement d'administration publique du 17 mai 1851, déjà modifié en 1866 et en 1889, et qui détermine les travaux industriels non soumis à la limite de la durée du travail, fixée par la loi du 9 septembre 1848.

Un décret du 3 août 1889 avait rangé au nombre de ces travaux ceux qui sont exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales. En vertu des nouvelles dispositions qui viennent d'être adoptées, la nécessité de la dérogation devra être constatée expressément par le Ministre qui aura donné l'ordre d'exécuter les travaux. Il est ainsi fait application aux adultes du régime adopté, pour le personnel protégé par la loi de 1892, en exécution du décret du 1^{er} juillet 1899. J'ai considéré que si un industriel, pour prolonger la durée du travail des enfants et des femmes, qu'il emploie aux travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, doit produire une pièce émanant du Ministre compétent et justifiant de la nécessité de la dérogation, la même justification s'impose quand il s'agit de faire travailler des adultes hommes plus de douze heures par jour. En conséquence, les inspecteurs du travail ne devront pas se borner à exiger des industriels, qui veulent bénéficier de l'exception inscrite dans le décret de 1889, qu'ils justifient que les objets fabriqués sont bien ceux qui ont été commandés par le Gouvernement, et que, d'autre part, les ouvriers qu'ils emploient pendant plus de douze heures par jour dans ce but ne sont occupés, à aucun moment de la journée, à la fabrication d'autres objets; les intéressés devront produire, en outre, avec les marchés passés par eux avec les Départements de la Guerre et de la Marine ou les lettres de commande, une attestation de ces Administrations constatant la nécessité de faire des heures supplémentaires.

L'expérience a démontré la nécessité d'introduire dans le décret de 1851 une seconde modification. Ce décret, promulgué à une époque où le service de l'inspection du travail n'existait pas encore, porte (art. 4) que tout chef d'usine ou de manufacture, qui voudra user des exceptions, autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3, sera tenu de faire savoir préalablement au préfet, par l'intermédiaire du maire, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle. Dans la pratique, cette notification n'est pas toujours faite aux préfets et, malgré les recommandations adressées à ces administrateurs par la circulaire du 3 décembre 1884, n'arrive que très rarement à la connaissance de l'inspecteur, d'où impossibilité de veiller à l'application de la loi.

Pour couper court à ces inconvénients, le décret du 10 décembre 1899 a décidé que les avis dont il s'agit seraient adressés, dorénavant, non plus aux Préfets, mais aux inspecteurs du travail, qui devront mettre les industriels intéressés au courant de leurs nouvelles obligations.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire et de m'informer des mesures que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

	Pages.
DÉCISION DU 30 MARS 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur de la dorure sur métaux.....	596
DÉCISION DU 1 ^{er} MAI 1900 relative à la réception par les maires des déclarations d'accidents....	596
DÉCISION DU 2 MAI 1900 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux tapissiers et ébénistes.....	597
DÉCISION DU 3 MAI 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur du tissage de toiles pour espadrilles.....	597
DÉCISION DU 7 MAI 1900 relative à l'application des lois réglementant le travail dans un atelier d'emballage des produits d'épicerie.....	598
DÉCISION DU 16 MAI 1900 relative à l'application de l'article 20, § 3 de la loi du 9 avril 1898..	599
DÉCISION DU 16 MAI 1900 relative à l'application de l'article 3, § C. de la loi du 9 avril 1898..	599
DÉCISION DU 18 MAI 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur de l'industrie de la sucrerie.....	599
DÉCISION DU 18 MAI 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur des fabriques de fers à cheval.....	600
DÉCISION DU 9 JUIN 1900 au sujet de l'application de la loi du 12 juin 1893 aux compagnies de chemin de fer.....	601
DÉCISION DU 27 JUIN 1900 relative à l'octroi des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893 modifié.....	601
DÉCISION DU 7 JUILLET 1900 relative à l'octroi, en cas de grève, des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893 modifié.....	602
DÉCISION DU 16 JUILLET 1900 relative aux tolérances sollicitées par les établissements travaillant pour le compte de l'État.....	603
DÉCISION DU 27 AOÛT 1900 relative aux tolérances sollicitées en faveur de l'industrie de l'extraction du parfum des fleurs.....	604
DÉCISION DU 26 SEPTEMBRE 1900 relative à l'application de l'article 10, § 4, du décret du 10 mars 1894 (Garde-corps).....	604
DÉCISION DU 16 JUIN 1900 relative à la responsabilité des chefs d'industrie en ce qui concerne les contraventions aux lois sur le travail.....	605
DÉCISIONS relatives à l'application de la loi du 30 mars 1900.....	607

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION :

Arrêt du 9 décembre 1900. — Loi du 2 novembre 1892. — Établissements de bienfaisance. — Les dispositions de l'article 10, § 1, leur sont applicables cumulativement avec celles du paragraphe 4 du même article......

610

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

RELEVÉ des accidents déclarés au service de l'inspection du travail et des procès-verbaux dressés par ce service pendant les trois premiers trimestres de l'année 1900.....	611
TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 30 MARS 1900 (Suite) :	
<i>Sénat :</i>	
Séance du 23 décembre 1899.....	611
Séance du 15 mars 1900.....	612
Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi portant modification à la loi du 2 novembre 1892 par M. Maxime Lecomte, sénateur.....	613
Séance du 20 mars 1900.....	631
Séance du 26 mars 1900.....	638
<i>Chambre des députés :</i>	
Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, modifiée par le Sénat portant modification de la loi du 2 novembre 1892 par M. Dubief, député.....	698
Séance du 30 mars 1900.....	707
TRAVAUX PRÉPARATOIRES DES RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DES 17 MAI 1851, 31 JANVIER 1866, 3 AVRIL 1889 ET 10 DÉCEMBRE 1899 :	
Texte du décret du 2 mars 1848.....	703
Texte du décret-loi du 9-14 septembre 1848.....	709
Procès-verbaux et rapport général de la Commission de la durée du travail instituée par décision ministérielle du 28 janvier 1850 pour l'élaboration du règlement d'administration publique prévu par le décret-loi du 9 septembre 1848.....	711
Rapport et délibération du conseil général des manufactures, de l'agriculture et du commerce au sujet du règlement d'administration publique prévu par le décret-loi du 9 septembre 1848.....	739
DISCUSSION au Conseil d'Etat du projet du règlement d'administration publique prévu par le décret-loi du 9 septembre 1848.....	778
Décret du 17 mai 1851.....	784
Décret du 31 janvier 1866.....	785
Définition des mots « usines et manufactures ».....	786
Décret du 3 avril 1889.....	792
Décret du 10 décembre 1899.....	794

Le *Bulletin de l'Inspection du travail* est publié sous les auspices de la Commission supérieure du travail et par les soins de la Direction du travail; il contient les actes officiels et tous les documents et travaux divers se rattachant à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des ateliers, etc.

Il est divisé en cinq parties, savoir :

- 1° Actes officiels (lois, décrets, arrêtés, instructions ministérielles, etc.);
- 2° Travaux originaux des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines; résultats des enquêtes faites en exécution de l'article 21 de la loi du 2 novembre 1892;
- 3° Jurisprudence;
- 4° Législation étrangère;
- 5° Documents et renseignements divers.

Le *Bulletin de l'Inspection du travail* paraît tous les deux mois en fascicules.

Toutes les communications relatives à ce Bulletin doivent être adressées au Ministère du commerce (Direction du travail, — 9^e Bureau).

S'adresser pour les abonnements ou l'achat des numéros détachés à la librairie Berger-Levrault et C^{ie}, rue des Beaux-Arts, n° 5, à Paris.

France.	{	Prix de l'abonnement annuel, . . .	6 ^{fr} 00 ^c	
		Prix de vente au numéro, ...	1 25	
Etranger.	{	Prix de l'abonnement annuel, . . .	6 00	le port en sus.
		Prix de vente au numéro, ...	1 25	

Les années 1893 (à l'exclusion du n° 4), 1894 et 1895 sont épuisées.

LES RAPPORTS DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DE TRAVAIL SUR L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL sont en vente à la librairie Berger-Levrault et C^{ie}:

Année 1891, ... 2 francs.

Années 1891, 1895, 1896, 1897 et 1898 la volume, . . . 4 —

(Pour l'étranger, le port en sus.)